6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat (5.7.2013)

Date de dépôt : 05-07-2013
Auteur : Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Evènement(s) :

Date	Descriptif de l'évènement	Liens
05-07-2013	Déposé	Document 6565/00
11-07-2013	Annexes au Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat (25.7.2013) I. Les Verbatims II. Les autres documents	Document 6565/01

Travaux en séance(s) publique(s) :

Date de la séance publique	Description	Intervenants	Liens
10-07-2013 Séance publique n°45 Point d'ordre du jour n°1 Vidéo du point d'ordre du jour complet	Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat Temps de parole: Rapporteur (60'), M. Jean-Claude Juncker (120'), groupes politiques (60'), sensibilités politiques (20') et Gouvernement (30')		Voir la vidéo
	Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat	Monsieur François Bausch, rapporteur	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur François Bausch, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Alex Bodry, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Lucien Lux, Député	Voir la vidéo
	Discussion générale		Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Gilles Roth, Député	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Claude Meisch, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Alex Bodry, Député	Voir la vidéo
	Dépôt d'une proposition de loi	Monsieur Alex Bodry, Député	Voir la vidéo
	Dépôt de la motion 2	Monsieur Alex Bodry, Député	Voir la vidéo

	Discours	Monsieur Félix Braz, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Lucien Weiler, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur François Bausch, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Lucien Weiler, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Fernand Boden, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Gilles Roth, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Xavier Bettel, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat	Voir la vidéo
	Dépôt de la motion 3	Monsieur Félix Braz, Député	Voir la vidéo
	Parole pour fait personnel	Monsieur François Bausch, Député	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Lucien Weiler, Député	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Alex Bodry, Député	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur François Bausch, Député	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Gast Gibéryen, Député	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Jacques-Yves Henckes, Député	Voir la vidéo
	Intervention	Monsieur François Bausch, Député	Voir la vidéo
	Discours	Monsieur Serge Urbany, Député	Voir la vidéo
Discours		Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat	Voir la vidéo

Autre(s) vidéo(s) disponible(s) :

Date de l'émission	Description	Intervenants	Liens

08-07-2013 Emission Chamber Aktuell Vidéo de l'émission	Begréissung vum Invité am Studio - dem Alex Bodry (LSAP), President vun der SREL-Enquête-Commissioun	Monsieur Alex Bodry, Député	Voir la vidéo

Vote(s) / Autres modes d'évacuation :

Date	Descriptif de l'évènement	Liens
10-07-2013	Vidé en séance publique n°44	

Dossiers engendrés :

Intitulé	Auteur	Etat	Document	Dossier
Motion : Légifération dans le sens de l'abolition du service de Renseignement de l'Etat	Monsieur Serge Urbany, Député	En Conférence des Présidents	Document écrit de dépôt	Légifération dans le sens de l'abolition du service de Renseignement de l'Etat
Débat divers : Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat	Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat	Vidé(e)	Dépôt oral	Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat
Motion : Prise de responsabilité politique du Premier Ministre et demande de dissolution de la Chambre des Députés	Monsieur Alex Bodry, Député	Retiré(e)	Document écrit de dépôt	Prise de responsabilité politique du Premier Ministre et demande de dissolution de la Chambre des Députés
Motion : Retrait de confiance au Premier Ministre, Ministre d'Etat	Monsieur Félix Braz, Député	Retiré(e)	Document écrit de dépôt	Retrait de confiance au Premier Ministre, Ministre d'Etat

N° 6565

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

COMMISSION D'ENQUETE SUR LE SERVICE DE RENSEIGNEMENT DE L'ETAT

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LE SERVICE DE RENSEIGNEMENT DE L'ETAT

(5.7.2013)

La Commission se compose de: M. Alex BODRY, Président; M. François BAUSCH, Rapporteur; Mme Christine DOERNER, MM. Ben FAYOT, Gast GIBERYEN, Léon GLODEN (a remplacé M. Marc SPAUTZ à partir du 14 mai 2013), Lucien LUX, Claude MEISCH, Paul-Henri MEYERS, Mme Lydie POLFER (a remplacé M. Xavier BETTEL à partir du 9 avril 2013), MM. Gilles ROTH, Serge URBANY et Lucien WEILER, Membres.

*

SOMMAIRE

page

Note méthodologique 5
Observation préliminaire 5
I. Introduction 7
1. L'„affaire du SREL": le fil des événements ayant débouché sur l'instauration d'une commission d'enquête parlementaire 7
2. La Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat – travaux préparatoires 8
a) Le rapport annuel de 2008 de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat .. 8
b) Le rapport spécial de 2011 de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat .. 8
3. Le Service de Renseignement de l'Etat 9
Quelques remarques introductives 9
A) L'aspect historique 10
1) Le précurseur: le Service de Renseignements – la Guerre Froide 10
a) Contexte géopolitique 10
b) Missions du Service de Renseignements 11
c) Outil principal: la banque de données constituée sous forme de fiches individuelles sur support papier et microfilms 13
2) La fin de la Guerre Froide – la disparition de l'ennemi potentiel 15

3) Le Service de Renseignement de l'Etat (SREL) – le nouveau champ de travail 16
a) Missions du Service de Renseignement de l'Etat. 17
b) Les moyens opérationnels et budgétaires et les ressources humaines du Service de Renseignement de l'Etat 17
1. Les moyens opérationnels 17
2. Les moyens budgétaires 18
3. Les ressources humaines 19
c) La nouveauté: un contrôle parlementaire 19
B) L'aspect légal 20
1) Le cadre légal 20
a) La loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat 20
b) La loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité 22
c) Certaines dispositions du Code pénal 23
2) Le cadre réglementaire 23
a) Le règlement ministériel du 28 juillet 2004 déterminant les emplois à responsabilité particulière des différentes carrières du Service de Renseignement de l'Etat 23
b) Le règlement grand-ducal du 13 septembre 2007 fixant les conditions et les modalités de l'examen spécial prévu par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat 23
c) Le cadre réglementaire modificatif du cadre du personnel du Service de Renseignement de l'Etat 23
3) Les instructions de service du Service de Renseignement de l'Etat 24
C) La collecte et le traitement des données par le Service de Renseignement de l'Etat, branche „Renseignement" et branche „Autorité nationale de Sécurité" – protection de données – encadrement légal insuffisant 25
Préliminaire 25
a) la collecte de l'information et le traitement de l'information 26
i. les fiches sur support papier et microfilm (période de 1960 à 2001) 26
ii. les fiches informatisées (période de 2001 à nos jours) 27
b) le contrôle et la surveillance des traitements de données relatives à la sûreté de l'Etat mis en oeuvre par le SREL et l'ANS 28
c) la surveillance et le contrôle de toutes les formes de communication 29
d) les autres moyens opérationnels 31
II. La Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat 31
1. L'instauration de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat – la décision 31
a) La résolution (initiale) du 4 décembre 2012 32
b) La résolution (complémentaire) du 31 janvier 2013 33

2. L'assise constitutionnelle et le cadre légal d'une enquête parlementaire 34
a) L'article 64 de la Constitution 34
b) La loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires 34
c) La mise en œuvre de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires 34
3. Les travaux de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat 35
A) La démarche de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat 35
1. Le résumé des réunions 35
2. La détermination des témoins à entendre 35
3. Les experts entendus 36
4. Les échanges de vues avec les responsables du SREL 36
5. Présentation et adoption du présent rapport 36
B) Les mesures d'instruction prises 36
C) Les résultats de l'investigation parlementaire 38
1. Les dysfonctionnements réels constatés 38
a) la mise en oeuvre des méthodes opérationnelles pendant la période de 1960 à 1991 (contexte de la Guerre Froide) et pour la période de 1991 à 2001 (contexte de la fin de la partition bipolaire du monde vers l'évolution du terrorisme international), ... 39
b) l'enregistrement d'un échange de vues entre le directeur du SREL et le ministre de tutelle, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, à l'insu de ce dernier à l'aide d'une montre équipée d'un dispositif d'enregistrement, ... 43
c) la création d'une structure privée de renseignement entreprise par l'ancien chef du département des Opérations du SREL au moment de son emploi auprès du SREL (un cas concret de pantouflage), 49
d) l'exécution non autorisée de mesures d'interception de communications, ... 52
e) l'exécution d'une mission de renseignement ayant dépassé le cadre légal, ... 54
f) le rôle de l'ancien chauffeur du ministre de tutelle intégré dans le SREL, ... 57
g) une proposition de soutien logistique insolite, ... 58
h) le logement assuré par le SREL de l'ancien Président de la Chambre des comptes, ... 59
i) la théorie du réseau parallèle „Stay behind" établie par le SREL, ... 60
j) l'affaire de la société aérienne de fret luxembourgeoise, et 67
k) les agissements du SREL dignes d'une structure de police parallèle 68
2. Les dysfonctionnements d'ordre structurel 70
a) le contrôle financier imparfait, ... 71
b) la procédure d'achat de véhicules automoteurs pour les besoins opérationnels du SREL, ... 72

c) les modalités de recrutement, ... 73
d) la structure hiérarchique diffuse, ... 73
e) l'absence du cadre réglementaire régissant la mise en œuvre des traitements informatisés, ... 75
f) l'absence de coordination interministérielle,..... 79
g) l'interprétation de l'espionnage économique, ... 80
h) le contrôle parlementaire insuffisant, et 82
i) les efforts d'amélioration initiés depuis l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL 87
3. Les missions, l'organisation et le mode de fonctionnement du SREL 89
4. Les auditions de témoins: déclarations contradictoires 92
III. Le volet de la responsabilité pénale, administrative et politique 92
1. La responsabilité pénale 93
2. La responsabilité administrative (disciplinaire) 93
3. La responsabilité politique 94
a) La réforme de la loi organique du Service de Renseignement de l'Etat: un devoir politique crucial 94
b) Le rôle actif de M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat, autorité politique de tutelle du Service de Renseignement de l'Etat 94
c) La responsabilité de M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat, autorité politique de tutelle du Service de Renseignement de l'Etat 94
IV. Conclusions et recommandations 96
1. La raison d'être d'un service de renseignement: une nécessité dans un Etat démocratique? 96
2. Les conclusions 99
a) La réforme de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat 99
b) La réforme du contrôle administratif et du contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat 100
b.1) la réforme du contrôle administratif du Service de Renseignement de l'Etat 100
b.2) la réforme du contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat 101
c) La mise en place d'un Code de déontologie pour le personnel du Service de Renseignement de l'Etat..... 102
d) L'énumération des activités du Service de Renseignement de l'Etat dans le rapport d'activité annuel du Ministère d'Etat 102
e) La nécessité de normaliser le rôle et l'image du renseignement 102
f) L'échange direct d'informations entre les services désignés de la Police Grand-ducale et le Service de Renseignement de l'Etat 102
3. Les recommandations 102
a) Le sort à réserver à la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles sur support papier et microfilms 102

b) L'interdiction explicite du renseignement à des fins politiques 103
c) Le sort à réserver aux pièces d'or ayant constitué la réserve financière allouée à la cellule luxembourgeoise du réseau „Stay behind" 103
d) Le débat de consultation portant sur le champ de travail du Service de Renseignement de l'Etat 103
e) La réforme du cadre légal des mesures de surveillance et de contrôle tel qu'édicté par les articles 88-1 à 88-4 du Code d'instruction criminelle 103
f) Le cadre légal des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat 104
g) La nécessité d'adapter la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires et le Règlement de la Chambre des Députés 104
h) La nécessité de disposer d'un cadre légal spécifique pour le domaine de l'intelligence économique et pour le domaine des activités économiques du conseil militaire et de la sécurité 104
i) La politique publique de l'intelligence économique 105
j) La nécessité de disposer d'un système de contrôle à l'exportation moderne 106

*

NOTE METHODOLOGIQUE

Le rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat (connue sous le sigle parlementaire CESRE et dénommée ci-après la Commission d'enquête sur le SREL) figure sous le document portant l'identifiant parlementaire n° 6565.

Les annexes de ce rapport sont regroupées sous le document portant l'identifiant parlementaire 6565[1]. Ce document comporte (i) les Verbatims des auditions publiques des personnes entendues en leur qualité de témoin par les membres de la commission d'enquête sur la SREL et (ii) des documents qu'il a été jugé utile d'annexer au présent rapport.

*

OBSERVATION PRELIMINAIRE

Objet du rapport

Compte tenu de l'envergure des agissements et dysfonctionnements connus et révélés jusqu'à ce jour et vu le rythme régulier, répondant à une logique d'orchestration des divulgations par voie de presse de nouveaux éléments quant aux dérives ayant caractérisé le mode de fonctionnement, notamment pendant les années 2004 à 2008, du Service de Renseignement de l'Etat, l'enquête parlementaire circonstanciée ne peut pas, d'un point de vue objectif, être considérée comme étant complète.

Il convient de noter qu'à raison des enquêtes ordonnées dans la foulée des révélations et des documents transmis au Procureur d'Etat auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg (en application de l'article 23 du Code d'instruction criminelle et de l'article 12, alinéa 1er de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires) par les autorités judiciaires, certains faits et agissements présumés n'ont pas pu être soumis à des investigations supplémentaires de la part de la commission d'enquête. En effet, en application de l'article 4, alinéa 2, première phrase de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires, *„L'instruction menée par la commission d'enquête ne saurait porter sur des faits ayant donné lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps que ces poursuites sont en cours."*. Partant, le présent rapport ne reprend que les faits et agissements que les membres de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ont pu analyser et examiner lors de leurs travaux.

Il s'ensuit que le présent rapport a pour objet de reprendre les éléments et les faits constatés lors de l'enquête parlementaire menée depuis le 3 janvier 2013 jusqu'à la fin du mois de juin 2013.

Il échet de rappeler qu'aux termes de l'article 12, alinéa 2 de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires, le rapport de la commission d'enquête est destiné, en tant que document public, à

(i) comporter un énoncé condensé des travaux menés,

(ii) acter les conclusions,

(iii) énoncer les observations quant aux responsabilités révélées par l'enquête parlementaire, et

(iv) proposer des modifications éventuelles de la législation.

Le présent rapport entend, comme il s'agit d'un document parlementaire écrit d'un organe constituant une émanation directe du pouvoir législatif, suivre l'itinéraire tracé par le législateur.

Il comporte, en vue de situer le contexte factuel et pour permettre une meilleure compréhension, une partie introductive préalable subdivisée en trois parties.

Après sept mois de fonctionnement, une quarantaine de réunions, d'innombrables auditions de témoins et en tenant compte de la multitude de documents qui lui ont été présentés, la commission d'enquête parlementaire constituée pour:

– examiner les méthodes opératoires du service de renseignement depuis sa création, ainsi que ses missions, son organisation et son mode de fonctionnement,
– vérifier la légalité au vu de la législation en vigueur au moment où ces méthodes ont été appliquées,
– analyser la question du contrôle dudit service, et
– faire rapport à la Chambre des Députés et d'en tirer les conclusions conformément à l'alinéa 2 de l'article 189 du Règlement de la Chambre des Députés, et ce dans les meilleurs délais

est désormais en mesure de dresser un tableau assez précis des dysfonctionnements et irrégularités commis dans le cadre des activités du Service de renseignement de l'Etat (SREL) et d'en identifier les responsabilités politiques.

La liste des dysfonctionnements, voire des illégalités est longue. Les acteurs principaux de ces agissements étaient l'ancien directeur M. Mille, le chef des opérations M. Schneider, ainsi que les agents M. Kemmer et M. Mandé.

Au-delà des problèmes qui se situent manifestement au niveau organisationnel et opérationnel du SREL, la question de la responsabilité politique se pose également.

Les travaux et les suites procédurales consécutives

En ce qui concerne les travaux et les suites procédurales consécutives à réserver au présent rapport, il revient à la Chambre des Députés, réunie en Séance plénière, de prendre en toute souveraineté une décision circonstanciée.

Les travaux d'investigation menés par la commission d'enquête ne pouvant être considérés comme étant complets, il y a lieu de s'interroger sur l'opportunité de décider l'instauration d'une commission spéciale chargée de prendre le relais de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat. Celle-ci pourrait dès lors traiter des questions restées ouvertes, respectivement qui n'ont pas pu être analysées de plus près par les membres de la commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat. Une solution alternative consisterait en la décision de prévoir le renvoi des volets afférents aux commissions parlementaires permanentes.

Il échet de noter que la Commission de Contrôle parlementaire du SREL continue à assumer son mandat légal en ce que certains points soulevés dans le présent rapport relève de sa compétence.

Le Bureau de la Chambre des Députés sera appelé dans l'immédiat d'assumer le suivi sur le plan administratif, notamment pour ce qui est des questions liées aux fiches individuelles sur support papier et microfilm.

*

I. INTRODUCTION

1. L'„affaire du SREL": le fil des événements ayant débouché sur l'instauration d'une commission d'enquête parlementaire

Le 19 novembre 2012, la station de radio RTL relaie l'information selon laquelle l'entretien du 31 janvier 2007 entre le directeur de l'époque du Service de Renseignement de l'Etat, M. Marco Mille, et le Premier Ministre, Ministre d'Etat, Jean-Claude Juncker, a été enregistré par le premier nommé à l'insu de son interlocuteur et ce au moyen d'une montre spécialement conçue à cet effet.

Le 22 novembre 2012, la station de radio RTL continue l'information selon laquelle un entretien entre le Premier Ministre, Ministre d'Etat, et le Grand-Duc, ayant eu lieu au courant de 2005 ou au début de 2006, ait fait l'objet d'un enregistrement clandestin sauvegardé sur un CD crypté.

Le 27 novembre 2012, la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat se réunit suite à la révélation que l'entretien du 31 janvier 2007 entre le directeur de l'époque du SREL et le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait l'objet d'un enregistrement clandestin au moyen d'une montre spécialement conçue à cet effet.

Le 28 novembre 2012, la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat, soucieuse d'obtenir une transcription de la conversation enregistrée entre le Premier Ministre, Ministre d'Etat, et le directeur de l'époque du SREL, M. Marco Mille, se réunit dans les locaux du SREL. Au cours de cette réunion, les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat sont informés que le SREL ne dispose pas d'une copie de l'enregistrement précité.

Le 30 novembre 2012 (matin), des extraits du verbatim de cet entretien sont publiés dans le journal hebdomadaire *„Lëtzebuerger Land"*.

On y trouve confirmation que l'entretien précité entre M. Marco Mille et le Premier Ministre a notamment porté sur un autre entretien antérieur, à savoir celui entre le Premier Ministre, Ministre d'Etat, et le Grand-Duc au sujet de l'affaire *„Bommeleeër"* et qui aurait été enregistré et transcrit sur un CD crypté.

L'entretien enregistré entre M. Marco Mille et le Premier Ministre a également porté sur la Cour grand-ducale. Il en ressort que celle-ci aurait essayé de se procurer du matériel d'interception de communication et aurait entretenu des liens avec les services secrets britanniques.

M. Marco Mille y révèle l'existence de 300.000 dossiers individuels dans les caves du SREL qui seraient le résultat d'un espionnage politique effectué au temps de la Guerre Froide.

De même, M. Marco Mille évoque avoir mis sur écoute une personne, spécialiste en matière de télécommunications et source externe au SREL, qui a remis le CD crypté au SREL, ainsi que d'avoir opéré l'interception d'un entretien téléphonique avec cette même personne effectuée à partir d'un portable de service du SREL.

Le 30 novembre 2012 (après-midi), la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat a convoqué le Premier Ministre, Ministre d'Etat, afin d'avoir des explications sur le contenu de l'entretien qu'il a eu avec M. Marco Mille lequel a été enregistré par ce dernier à l'insu de son interlocuteur et sur le CD crypté qui contiendrait un entretien secrètement enregistré entre le Premier Ministre, Ministre d'Etat, et le Grand-Duc.

Le 1er décembre 2012, un communiqué du Maréchalat de la Cour grand-ducale *„[…] dément de la façon la plus formelle les informations parues dans les médias concernant les relations qu'elle aurait entretenues avec les services secrets britanniques."*

Le 4 décembre 2012, la Chambre des Députés, réunie en Séance plénière, décide d'instaurer une commission d'enquête en vue *„d'examiner les méthodes opératoires du service de renseignement depuis sa création, d'en vérifier la légalité au vu de la législation en vigueur au moment où ses méthodes ont été appliquées, de faire rapport à la Chambre des Députés et d'en tirer les conséquences conformément à l'alinéa 2 de l'article 189 du Règlement de la Chambre des Députés, et ce dans les meilleurs délais."*

Le 31 janvier 2013, la Chambre des Députés, réunie en Séance plénière, décide, au vu des premiers résultats découlant des travaux et des devoirs d'instruction menés et ordonnés par la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat, de même que des informations et des déclarations des différents témoins auditionnés au cours du mois de janvier 2013 ont révélés la nécessité de procéder à une extension du champ d'action matériel de l'enquête tel que défini dans la résolution du 4 décembre 2012 *„de compléter la mission initiale de la commission d'enquête instaurée le 4 décembre 2012 en l'élargissant aux missions, à l'organisation et au mode de fonctionnement du service de renseignement;*

d'incorporer dans la mission d'enquête de la commission la question du contrôle dudit service;

d'intégrer les conclusions de la commission d'enquête sur les aspects supplémentaires de la mission dans le rapport à soumettre à la Chambre des Députés."

2. La Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat – travaux préparatoires

a) *Le rapport annuel de 2008 de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat*

Dans le rapport précité, les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL soulignent la nécessité à ce que le SREL *„[…] fasse continuellement preuve d'une attitude proactive, c'est-à-dire qu'il informe la Commission de Contrôle parlementaire d'office et de sa propre initiative de toutes les opérations, de tous problèmes etc. de façon à ce que la Commission soit à même d'assurer pleinement la mission qui lui incombe. La législation afférente sera à adapter dans ce sens.*

Lors de la prochaine période législative la Commission de Contrôle parlementaire devrait également repenser la stratégie en communication de son action.".

La nécessité d'adapter le cadre légal du contrôle parlementaire du SREL a été déjà clairement soulignée en 2008.

b) *Le rapport spécial de 2011 de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat*

Au début de l'année 2008, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, avait demandé, conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe (6) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL, à la Commission de Contrôle parlementaire du SREL d'élaborer un avis général concernant les activités et le mode de fonctionnement du SREL.

Ce rapport, transmis au courant de l'année 2011 au Premier Ministre, Ministre d'Etat, comporte toute une série de recommandations en vue de conférer au SREL un cadre juridique adapté et qui peuvent être résumées comme suit:

- modifier et adapter les articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle; il s'agit notamment de tenir compte du développement technologique en matière de communications,
- prévoir des sanctions pénales en matière de la prolifération,
- mettre en place un plan d'action en matière d'intelligence économique: il convient de définir et de mettre en œuvre un plan d'action en matière d'intelligence économique et de déterminer les besoins de l'Etat et le rôle du SREL dans ce domaine,
- prévoir un système d'agrément préalable pour les sociétés œuvrant dans le domaine du renseignement privé,
- établir une stratégie au niveau de la sécurité cybernétique,
- ne pas négliger le volet de la prolifération en ce qu'il convient de se doter d'un cadre légal adéquat susceptible de sanctionner pénalement les opérations de prolifération,
- déterminer et assurer une coordination des besoins des consommateurs politiques,
- interdire au SREL de confier l'exécution de missions opérationnelles à des sociétés privées; le SREL ne pourra y faire appel que dans les cas où elles pourraient jouer un rôle facilitateur au niveau de l'exécution d'une mission légale et qui ne saura échapper au contrôle parlementaire,

- l'importance d'une collaboration réelle et efficace du SREL avec les autorités policières, judiciaires et administratives,
- prévoir un cadre légal approprié pour les opérations d'infiltration, et
- adapter le cadre légal relatif à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité,
- adapter „l'outil" du recrutement.

Il est réitéré, tel que déjà souligné à l'endroit du rapport d'activité pour l'année 2008 de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL, que le SREL doit faire preuve d'une attitude proactive. En ce sens, le SREL est invité à informer la commission précitée d'office et de sa propre initiative de tous les faits et problèmes de manière à ce que la mission légale impartie à ladite commission parlementaire réglementaire puisse être pleinement assurée.

Le rapport spécial sous rubrique est annexé au présent rapport.

3. Le Service de Renseignement de l'Etat

Quelques remarques introductives

Le terme de „renseignement" est défini, selon le dictionnaire Nouveau Le Petit Robert, comme *„l'information concernant l'ennemi, et tout ce qui met en danger l'ordre public, la sécurité; recherche de telles informations."*

En vue de disposer d'une première introspection dans le monde des agences et services de renseignement, il convient de citer M. François Heisbourg, président de l'International Institute for Strategic Studies et conseiller spécial de la Fondation pour la recherche stratégique, qui, dans son livre intitulé *„Espionnage et renseignement, Le vrai dossier"*, mentionne quelques notions introductives tout à fait pertinentes, malgré qu'elles frôlent la caricature.

„Le renseignement, c'est d'abord un mot neutre pour désigner une réalité péjorative, l'espionnage. […] L'espion, c'est toujours l'autre. On ne trouvera nulle part dans l'Histoire un pays qui va se doter explicitement d'un service d'espionnage. A la différence de l'autre, „on" fera du renseignement dans à peu près toutes les langues: Nachrichtendienst allemand, Central intelligence Agency américaine, Secret Intelligence Service britannique […] mieux encore, on recourra à un mot qui cache l'objet du service concerné: direction générale pour la sécurité extérieure en France (DGSE), ministère de la Sécurité d'Etat chinois (Guoanbu), etc.

[…]

Un service de renseignement, au sens étroit, est d'abord une agence d'espionnage comprenant des employés qui ont pour charge d'organiser la collecte, le tri, la gestion et la diffusion de l'information. Il procède à l'obtention du renseignement par le biais de divers procédés et moyens techniques – satellites, instruments d'interception des communications, cryptologie – et par le recrutement et la gestion de réseaux de collaborateurs motivés par l'idéologie, l'appât du gain, la fascination du secret, le goût de l'aventure, la soif de reconnaissance, le sexe ou la crainte d'un chantage.

[…]

L'espionnage est inavouable car il vise à arracher des informations à leur propriétaire sans l'accord de ce dernier, en recourant le cas échéant à des moyens extralégaux.

[…]

Ce qui distingue le service de renseignement, c'est la présomption qu'il faut – parfois ou souvent – opérer hors de la légalité et s'organiser en conséquence, c'est-à-dire œuvrer secrètement pour voler des secrets: ses modes opératoires, ses actions, ses auteurs sont a priori protégés du fait de cette présomption d'illégalité.

[…]

Le monde du renseignement est par définition celui du secret et la dérogation par rapport au sort commun.

[…]

Elle se traduit aussi par des difficultés de fonctionnement particulières, le secret offrant un terrain commode à tous les dysfonctionnements – corruption, incompétence, double jeu – au-delà de ce qui peut exister dans toute bureaucratie complexe et importante."

A) *L'aspect historique*

1) *Le précurseur: le Service de Renseignements – la Guerre Froide*

Note terminologique: la loi du 30 juillet 1960 utilisant la notion de „service de renseignements", il est proposé, à raison de la notion générique de „service de renseignements", de désigner ledit service par l'appellation „Service de Renseignements". Cet usage terminologique comporte également l'avantage d'être en ligne avec la note terminologique telle que figurant à l'endroit du rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle du 13 mai 2004[1]

a) Contexte géopolitique

La notion de *Guerre Froide* désigne la période caractérisée par l'état de tensions et de confrontations tant idéologiques que politiques entre les deux puissances que furent les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et par extension, entre les régimes à obédience communiste et les régimes non communistes.

En termes chronologiques, la Guerre Froide débute au courant de l'année 1945 et prend fin, après la chute des régimes communistes en Europe à partir de 1989, l'année de la chute du Mur de Berlin, avec la dissolution de l'URSS devenue effective le 25 décembre 1991.

Le terme de „Guerre Froide" résulte d'un trait de plume de l'écrivain anglais George Orwell. Il s'agit d'une „guerre limitée" embrasant désormais un monde partagé entre les deux grands blocs et, dans une moindre mesure, l'émergence des pays adhérents au mouvement des pays non alignés (Conférence de Bandung du 18 avril 1955 et la Première Conférence des non-alignés à Belgrade le 1er septembre 1961) faisant face à ce monde bipolaire.

Les phases successives de la Guerre Froide résultent de l'alternance entre le refroidissement et le réchauffement des relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Une constante de cette période est le fait que les deux superpuissances évitent l'affrontement direct.

La Guerre Froide prend toutes les formes d'affrontement possibles, dont notamment l'espionnage, les actions secrètes et les actions de sabotage et de subversion. Un rôle prééminent revient partant aux services de renseignement et leurs opérations respectives.

Le Luxembourg affiche sa volonté politique de participer, dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à un système d'assistance mutuelle en cas d'agression armée mis en place par le biais d'accords d'alliance en vue de la défense commune. Fidèle à son rôle et soucieux de conserver sa place dans le bloc mené par les Etats-Unis d'Amérique, le bloc occidental, il signe, en tant que membre fondateur,

- le Traité de Bruxelles (17 mars 1948) qui devient par la suite l'Union de l'Europe Occidentale et qui était une organisation de coopération à vocation essentiellement militaire. Sa dissolution, décidée par la Déclaration du 31 mars 2010 des Etats parties, est devenue effective à partir du 30 juin 2011.
- le Traité de l'Atlantique Nord (4 avril 1949) qui donne naissance à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (désignée ci-après l'OTAN), organisation politico-militaire dont le but premier est d'assurer la défense commune des pays membres contre les menaces extérieures ainsi que la stabilité du continent européen. Cette alliance régionale vise à édifier une structure permanente et concrète assurant la sécurité européenne et ce avec la participation effective des Etats-Unis d'Amérique. L'ennemi désigné de l'OTAN est le Pacte de Varsovie, alliance militaire signée le 14 mai 1955 entre huit pays de l'Europe orientale. Sous l'influence dominante de l'URSS, une organisation de sécurité collective équivalente à l'OTAN est mise en place.

En tant que membre à part entière dans l'organisation de l'OTAN, le Luxembourg accepte le devoir impérieux d'assurer, sur son territoire national, la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat ainsi que celle d'un Etat allié. En vue de remplir son obligation internationale découlant de son devoir d'allié, le Luxembourg se dote, par la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat[2], d'un service public chargé d'assurer la protection des secrets concernant la sûreté extérieure du Luxembourg ainsi que celle des pays avec lesquels il est uni par un accord régional de défense commune. Il prend la dénomination de „service de renseignements".

---

1 Doc. parl. 5133[8], Perception de l'activité du Service de Renseignement, page 3

2 Mémorial A, n° 46, 6 août 1960, page 1210 et doc. parl. n° 807

b) Missions du Service de Renseignements

D'après l'exposé des motifs[3] du projet de loi ayant abouti à la loi précitée du 30 juillet 1960, le Service de Renseignements *„[…] a pour but de protéger et de défendre, sur le territoire luxembourgeois, la sécurité de l'Etat et la sécurité de ses alliés contre l'espionnage, la subversion et le sabotage étrangers. L'Etat luxembourgeois se doit, en effet, et il doit à ses alliés de prendre des mesures efficaces pour protéger les dispositifs et les secrets qui forment non seulement un intérêt national, d'importance vitale, mais encore un intérêt commun de l'alliance occidentale. A cette fin, il est proposé de prendre un ensemble de dispositions qui sont, depuis longtemps, en place dans les Etats avec lesquels le Luxembourg est lié par les alliances qu'il a conclues; l'adoption de ces mesures constitue en même temps une obligation à l'égard de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord."*

Le rapporteur du projet de loi à l'époque, M. Tony Biever (le rapporteur a été dispensé d'établir un rapport écrit), a souligné *„[…] la nécessité de protéger les secrets politiques, militaires et économiques qui intéressent la sécurité extérieure de l'Etat luxembourgeois et de ses alliés contre des tentatives d'espionnage et de sabotage.*

[…]

Il s'agit de parer à l'espionnage auquel des agents étrangers, le cas échéant, avec le concours de complices indigènes, pourraient se livrer sur le territoire du Grand-Duché, espionnage mettant en danger, au-delà de notre propre sécurité extérieure, celle de nos alliés qui y est indissolublement liée.

[…] le Grand-Duché, leur plus petit partenaire à côté de l'Islande, en fasse de même pour éviter que notre territoire ne devienne, en l'absence de tout service parallèle, un Eldorado pour l'espionnage."[4]

L'approbation du principe du projet de loi afférent relève, selon les dires du rapporteur, d'une mesure d'autodéfense.

La loi précitée du 30 juillet 1960 a opéré deux mesures concrètes, à savoir

1. l'extension de la protection pénale relative à la sécurité extérieure de l'Etat luxembourgeois aux Etats alliés (article 1er – introduction d'un article 120*octies* nouveau dans le Code pénal):

   Cette mesure participe au premier axe de la mission légale confiée au Service de Renseignements, à savoir la protection des secrets telle que visée à l'endroit des articles 118 à 120*septies* du Code pénal (cf. le point ii. ci-dessous).

   L'extension de la protection pénale telle que reconnue à l'Etat luxembourgeois et aux Etats alliés suit l'exemple de la Belgique qui, par le biais d'une loi du 19 mars 1956, a étendu la protection des secrets nationaux aux secrets alliés.

2. la création d'un Service de Renseignements (article 2) dont les deux axes de sa mission légale ont été esquissés à l'article 2, alinéa 2 de la loi afférente de 1960 qui différencie entre

   i. ***la protection des secrets visés à l'article 1er de la même loi:***

   Les articles 118 à 120*septies* du *„Chapitre II. – Des crimes et des délits contre la sûreté extérieure de l'Etat"* du *„Titre Ier. – Des crimes et des délits contre la sûreté de l'Etat"* du *„Livre II. – Des infractions et de leur répression en particulier"* ont été complétés par l'arrêté du 14 juillet 1943[5] définissant et réprimant les crimes d'espionnage et de sabotage en temps de paix. Les libellés ont été repris textuellement des dispositions correspondantes du Code pénal belge.

   La *ratio legis* inhérente auxdites dispositions qui incriminent tout acte de nature à constituer une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation est d'assurer la continuité même de l'Etat luxembourgeois. La loi pénale vise partant les actes qui sont de nature à compromettre l'indépendance, l'intégrité et la sécurité du territoire.

   Au moment des débats à la tribune de la Chambre des Députés (14 juillet 1960), M. Pierre Werner, Premier Ministre, Ministre d'Etat, a précisé que *„Les secrets qui seront protégés sont ceux visés à l'article 1er qui se réfère à des dispositions précises du Code pénal. Or, pour le Code pénal,*

---

3 Doc. parl. n° 807

4 67e Séance de la Chambre des Députés réunie en séance publique, 14 juillet 1960, compte rendu, Point V., page 2990

5 Mémorial A, n° 3, 18 septembre 1943, page 24

la notion „sécurité extérieure de l'Etat" est une notion définie, une notion précise. Il en résulte qu'une extension arbitraire des attributions du service est impossible."[6]

Ce premier axe définit et encadre la raison d'être du Service de Renseignements.

ii. ***la recherche des informations relatives à la sauvegarde de la sécurité extérieure du Luxembourg et des Etats alliés:***

Ce volet, qui représente le „fonds de commerce" du Service de Renseignements, constitue la mise en œuvre pratique découlant directement de l'obligation de veiller à la protection des secrets tels que définis à l'article 1er de la loi précitée du 30 juillet 1960.

Dans le rapport oral du rapporteur du projet de loi n° 807, la nécessité de disposer d'un service de protection de la sécurité extérieure, à l'image d'autres pays, est soulignée. Il s'agit *„[...] un service de renseignements formés de membres spécialement sélectionnés à ces fins et pouvant opérer avec la discrétion requise en collaboration avec les services alliés. Quels sont les limites de compétence de ce service? Il a uniquement une mission d'information et de détection limitée aux articles afférents du Code qui donnent une définition de ce qu'il faut entendre par subversion, sabotage, entreprises hostiles ou malveillantes. A cette mission purement préventive s'arrêtent ses pouvoirs.*

[...]

S'il croit avoir décelé ou constaté, par ses investigations, des contraventions au chapitre II du titre I du livre II du Code pénal, il doit saisir le parquet qui, à partir de ce moment, doit prendre ses responsabilités et décider s'il y a lieu à poursuite pénale, dans le cadre et sous le respect de la procédure pénale préexistante avec toutes les garanties que cette procédure préexistante donne aux inculpés."[7]

Le Service de Renseignements est de sorte investi de la mission de procéder à la collecte, à l'analyse et à la diffusion d'informations et de renseignements sur des personnes et des groupes dont les activités sont soupçonnées de constituer une menace pour la sécurité de l'Etat luxembourgeois.

Le champ d'activité du Service de Renseignements a de sorte été défini selon deux axes s'inscrivant dans une logique d'ordre préventif et protecteur. Il convient de souligner que le Service de Renseignements n'a pas été investi ni d'un pouvoir quelconque de police judiciaire ni d'un pouvoir quelconque de contrainte.

iii. ***la direction et la supervision de la cellule luxembourgeoise du réseau „Stay behind (1960 à 1990)"***

Ce volet n'était pas visé de manière explicite par la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat. Or, l'article 2, alinéa 2 de la loi précitée dispose que *„Par mesure d'ordre intérieur, le Ministre d'Etat détermine l'organisation du service et ses relations avec les autres services publics."*.

L'arrêté ministériel du 22 novembre 1960 concernant l'organisation intérieure du Service de Renseignements prévoyait un groupe dénommé „Plans" et dont le responsable fut chargé de l'élaboration de tous les plans relatifs à des missions spéciales.

Ledit groupe a de sorte été organisé comme étant *„[...] une section spéciale au sein du Service de renseignements chargée exclusivement de l'élaboration de plans et de dispositifs applicables en temps de guerre, de concert avec les services homologues de pays alliés qui sous l'égide de l'ACC tissaient un système de réseau „Stay behind" en Europe occidentale"*.[8]

Il convient d'ajouter, pour la compréhension d'ordre historique, qu'*„[A]au Luxembourg, la mise en œuvre pratique d'un „dispositif de temps de guerre selon les directives du CCP" était entamée dès février 1957. Dans une lettre du 5 février 1957, le Chef du 2e Bureau de l'Armée luxembourgeoise – qui à l'époque figurait comme Service Spécial militaire luxembourgeois – demandait*

---

6 67e Séance de la Chambre des Députés réunie en séance publique, 14 juillet 1960, compte rendu, Point V., page 3007

7 67e Séance de la Chambre des Députés réunie en séance publique, 14 juillet 1960, compte rendu, Point V., page 2991

8 Rapport de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat, Les activités du réseau „Stay behind" luxembourgeois, 7 juillet 2008, page 8

au chef d'Etat-major de mettre à sa disposition „un officier spécialisé en la matière et qui serait envoyé dès à présent à la sous-commission créée par le C.C.P. et composée des représentants de chaque pays intéressé.“.

Ainsi, la cellule luxembourgeoise du réseau „Stay behind“ était rattachée au Service de Renseignements peu après sa création.

Par une lettre du 14 novembre 1990 adressée au directeur du Service de Renseignements, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, donne l'ordre de dissoudre la cellule luxembourgeoise du réseau „Stay behind“.

L'enquête parlementaire a permis de révéler qu'une réserve financière, constituée de pièces d'or et d'argent liquide, a été mise à disposition de la cellule luxembourgeoise du réseau „Stay behind“. D'après les pièces comptables afférentes, il s'avère que les pièces d'or se trouvent toujours en possession du Service de Renseignement de l'Etat qui les garde en lieu sûr en vue d'une éventuelle affectation nouvelle. L'argent liquide a été utilisé, avec l'autorisation du Ministère d'Etat datée au 20 janvier 1995, pour l'acquisition régulière de produits par le SREL.

Les membres de la Commission d'enquête sur le SREL estiment qu'il y a lieu de confier les pièces d'or au Trésor public (point IV., point 2), lettre c).

c) Outil principal: banque de données constituée sous forme de fiches individuelles sur support papier et microfilms

Il apparaît que les informations et les renseignements collectés par le SREL ont été archivés dans une banque de données sous forme de fiches individuelles sur support papier et microfilms.

L'existence même de cet archive a été révélée au grand public par l'intermédiaire de la publication (tant la consultation publique de l'enregistrement sonore en version intégrale que la publication écrite par extrait) du Verbatim de l'entretien du 31 janvier 2007 entre le Premier Ministre, Ministre d'Etat, et le directeur de l'époque du Service de Renseignement de l'Etat, enregistré par ce dernier à l'insu du premier à l'aide d'une montre bracelet comportant un dispositif d'enregistrement.

Ci-joint l'extrait afférent:

(M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat est désigné par l'abréviation *J./M. Marco Mille,* ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat est désigné par l'abréviation *M.)*

„M.: Net dass ... Well mir sinn, wéi ech gesot hunn: Mir si ganz vulnérabel visavi vu Leit, déi soen, de Geheimdéngscht mécht hei oder do, si schaffen op de Premier, op de Palais, op Gott weess ween. Dat ass fir eis wichteg.

J.: Déi sougenannte politesch Spionage, déi maache mer jo souwisou net méi. Ma déi ass awer massiv gemaach ginn an der Zäit. Ech hunn do en alen Dossier fonnt vum Här [Pierre] Werner, do waren esou Rapporten dra vum Sécherheetsdéngscht, vu Versammlungen, vu Parteien, vu Kommunisten oder vu Studenten ...

M.: D'Kommunistesch Partei, jo an der Zäit, virun nonzeg, also am Kale Krich nach. Do ass effektiv d'Kommunistesch Partei, mä bon, do war de Geheimdéngscht, dat war seng eenzeg Clientèle, dat war d'russesch Ambassad, d'Kommunistesch Partei, am Ufank déi Gréng ...

J.: Awer ouni Ursaach, fannen ech.

M.: Jo, mä dann, aus heiteger Siicht, mat denger philosophescher Astellung – wat jo och meng ass – mä ...

J.: Et gëtt jo keng Ursaach, fir déi Gréng ...

M.: Mä wanns de awer kucks, wéi deemools d'Leit geduet hunn, wéi eng Leit do souzen. Da bass de nees beim WACL anesouweider.

J.: Jo, jo.

M.: Do war jo alles, wat net stramm konservativ war, war staatsgefährdent. Neen där do also, där do Dossieren, där gëtt et. Ech hunn zu de Leit gesot, wéi ech Direkter gi sinn, si sollen emol ganz Archiver mëschten an alles erausgeheien, wat do dra wär. Mir hunn 300.000 Karteikaarten am Keller leien. Dunn hunn ech gesot: Ok, elo huelt der d'Lëscht vun all deene Leit, déi gewielte Mandatsträger sinn, a kuckt, ob déi dra sinn. A wa se dra sinn, geheit der se eraus. Alles zerstéiert,

well, wéi gesot, d'Gréng Partei, och d'Kommunistesch Partei ass fir mech en net onnëtzlechen Deel vun der politescher Meinungsvielfalt. [...]"[9]

La révélation publique de l'existence de cette banque de données tenue à l'époque sous forme de fiches individuelles sur support papier par le biais de la publication de l'entretien précité donne lieu à de nombreuses interrogations.

Les membres de la Commission d'enquête sur le SREL ont effectué, en date du 3 janvier 2013 (après-midi), une descente sur les lieux en application des articles 63 et 64 du Code d'instruction criminelle en vue de prendre inspection des lieux et des modalités de conservation de la banque de données précitée (cf. point V., point 1), lettre c) ci-après).

La banque de données précitée a fait, en date du 23 janvier 2013, sur ordonnance de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat, l'objet d'une mise sous scellé en application de l'article 33, paragraphe (4) du Code d'instruction criminelle (cf. point V., point 1), lettre c) ci-après).

Il apparaît que le SREL a hérité le mode de fonctionnement de cette banque de données de l'époque où le Service de Renseignements luxembourgeois était constitué de personnes y détachées et provenant du corps de l'Armée (l'ancien 2e Bureau), de la Gendarmerie et de la Police. Ainsi, le système est constitué de fiches individuelles organisées par ordre alphabétique et comportant un renvoi à une ou plusieurs pièces distinctes (essentiellement conservées sous forme d'un support de stockage analogique, le microfilm).

A la suite des informations reçues et recueillies par les membres de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat au cours de leurs travaux, le nombre des fiches individuelles relevant de la banque de données précitée s'établit, selon les informations communiquées par le SREL à Monsieur le Président de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement et détaillé comme telles au cours de l'audition du 25 janvier 2013 de M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat, comme suit:

– 4.168 fiches individuelles et 2.270 fiches concernant des entités morales (sociétés, associations) constituées et mises en œuvre pour les activités de renseignement, et
– 6.645 fiches individuelles établies par l'Autorité nationale de sécurité.

L'existence d'un archive servant de „back-up" des fichiers sur support papier et microfilms du SREL sis dans l'enceinte du Château de Senningen a été révélée par voie de presse en date du vendredi 19 avril 2013. Les membres de la commission d'enquête en ont pris inspection en date du lundi 22 avril 2013 (pendant l'heure de midi). D'après les informations recueillies, il s'agit d'une facilité d'assurer l'archivage pérenne de copies de sécurité des microfiches et bobines du SREL et ce dans une optique de préservation. Cette solution de back-up a été mise en place dès la création du Service de Renseignements en 1960.

La localisation du back-up des fichiers physiques dans l'enceinte du Château de Senningen, dans le bâtiment arbitrant la permanence des communications du Centre de Communication du Gouvernement s'explique par le degré de sécurisation particulier dont dispose cette installation gouvernementale.

L'archivage afférent comprend:

– des films conservés sous forme de bobines (documents sur support papier filmés) datant des années 60 et 70 (20e siècle), et
– des microfiches (documents sur support papier photographiés) datant de la fin des années 70 à 90 (20e siècle).

Au cours de la journée du 22 avril 2013, le Service de Police judiciaire (dénommé ci-après le „SPJ") a, sur ordonnance délivrée par Mme la Présidente de la Chambre criminelle près le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, procédé à une perquisition et à une saisie au Château de Senningen *„[...] aux fins de rechercher et de saisir, tous documents/pièces, tous objets/effets et/ou toutes choses susceptibles de contribuer à la manifestation de la vérité, sur support informatique ou non, relatifs à l'affaire dite du „Bommeleeër"*.

Il a ensuite était convenu avec le Procureur d'Etat adjoint auprès du Parquet du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg que les membres de la Commission d'enquête sur le SREL peuvent procéder aux épreuves par hasard tel que décidées par elle. A cette fin, des membres du SPJ étaient

---

9 Extrait du verbatim publié dans l'hebdomadaire d'Lëtzebuerger Land, édition du 30 novembre 2012

sur place en vue de procéder à l'ouverture du scellé. A l'issue de cette inspection, un nouveau scellé a été apposé par les membres du SPJ.

D'après les premiers éléments qu'ont pu constater les membres de la commission d'enquête au moment de cette inspection, il ne s'agit que d'un back-up partiel comme il ne comporte pas une sauvegarde de l'ensemble des fichiers physiques. De plus, il ne comporte que copie de fichiers relatifs à des opérations réalisées durant la période de la Guerre Froide.

Il n'est pas à exclure que des copies de sauvegarde des fiches individuelles relatives à des personnes physiques ayant revêtu, à un moment donné le mandat de député et dont la destruction a été ordonnée au courant de l'année 2004, puissent se trouver parmi les pièces qui ont été archivées dans l'enceinte du Château de Senningen.

Il échet de noter que depuis que le SREL dispose d'une banque de données informatisée, tant l'archive sur support papier et microfilms (sis dans les locaux du SREL) que le back-up situé dans l'enceinte du Château de Senningen ne sont plus „alimentés". Il s'agit depuis d'un archive et d'un back-up en veille.

Les travaux d'investigation menés par la Commission d'enquête sur le SREL au sujet de cette banque de données non informatisée ont permis de révéler qu'elle pose des problèmes à plusieurs égards.

2) *La fin de la Guerre Froide – la disparition de l'ennemi potentiel*

La disparition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (l'URSS), dont la dissolution est devenue effective à la date du 25 décembre 1991, constitue le catalyseur de tout un ensemble de mouvements tectoniques affectant, sur l'échelle mondiale, le paysage géopolitique. L'éclatement de la configuration bipolaire du monde connaît dans la suite des ruptures profondes affectant, entre autres, l'appareil des services de renseignements.

Le Service de Renseignements luxembourgeois, créé par la loi du 30 juillet 1960 pour parfaire l'adhérence du Luxembourg aux alliances politico-militaires dans le giron du bloc occidental, est dépourvu, du jour au lendemain, de son ennemi héréditaire.

Ledit service doit faire face à une réelle crise d'identité; le service doit s'interroger quant à sa subsistance dans le monde de l'après-Guerre Froide. Il s'agit de surmonter le système figé et paralysé ayant caractérisé le climat de travail du service depuis les années 60.

Il s'agit de déterminer un nouveau champ opératoire et d'en définir les nouvelles priorités opératoires. *In fine*, le Service de Renseignements doit se réinventer, toujours sur la base de son cadre légal datant de 1960, aux fins d'assurer le maintien de sa place dans l'appareil administratif gouvernemental luxembourgeois et plus particulièrement au niveau des services qui participent à la sauvegarde de l'ordre public au sens général du terme et au maintien de la sûreté de l'Etat.

Il s'avère que le Service de Renseignements a éprouvé des peines dans le cadre de ses efforts de réorientation déployés.

Au niveau du cadre du personnel, il est proposé, à partir de l'année 1995, de recruter des personnes issues du secteur civil. Depuis 1960, le cadre du personnel était constitué exclusivement de personnes détachées des forces de l'ordre et de l'armée. Ce mode de recrutement s'inscrit dans la tradition héritée du 2e Bureau de l'Armée luxembourgeoise qui a été supplanté par le Service de Renseignements. Le recrutement de fonctionnaires du Service de Renseignements luxembourgeois se faisait également sur base de recommandations émanant notamment de membres du Gouvernement.

Cette décision est censée contribuer à adapter le Service de Renseignements, figé depuis 1960 dans une mentalité de Guerre Froide, aux défis résultant inéluctablement du nouveau contexte géopolitique. Cette mesure participe au processus interne engagé et destiné à conférer une nouvelle structure et un nouveau climat de travail au service.

Il apparaît que ces mutations n'ont pas été nécessairement du goût de certaines personnes habituées à des méthodes de travail ne mettant pas l'accent sur l'interaction et la coopération entre les différentes branches opérationnelles. Certaines mentalités acquises au fil du temps et bien trempées par l'attention particulière concentrée sur l'ennemi historique avaient la vie longue.

Cette situation a été propice à la création de cercles de personnes à l'intérieur du Service de Renseignements ne partageant pas les mêmes vues. Le défaut d'une vision commune prédéfinie et partagée comme telle a également nui au fonctionnement efficace du service. Ces phénomènes n'ont

certainement pas facilité la tâche consistant à réorganiser le Service de Renseignements en vue de l'adapter pour faire face aux nouveaux défis.

Au courant de l'année 1995, l'autorité de tutelle politique du Service de Renseignements, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, Monsieur Jean-Claude Juncker, annonce publiquement d'envisager de procéder à une réforme en profondeur du Service de Renseignements. Les premières réflexions en ce sens sont entamées.

– *Extraits de l'audition du Premier Ministre du 25 janvier 2013:*

„Dat war awer esou een Zoustand, ee virdemokrateschen Zoustand, deen eis alleguer jo, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, net gefall huet. Et ass dofir och, wou ech, nodeems ech 1995 Statsminister gi war, d'Regierung mat engem éischte Projet de loi 1996 befaasst hunn, fir de Geheimdéngscht nei ze organiséieren, y compris eng parlamentaresch Kontrollkommissioun.

Et ass deemools zu engem spannende Bréifwiessel komm téscht eenzelne Ministeren an dem Statsminister; dem Minister vun der Force publique, deen haut och President vun der Kommissioun ass, de Justizminister. An do hu mer eis op eenzel Arrangementer net kënnen eenegen. Du si mer virugefuer an där Regierung dono, déi 1999, d'Regierung Juncker/Polfer ugetrueden ass, an déi an hirem Programm stoen hat, dass mer e Gesetz iwwert d'Neifaassung vum Geheimdéngscht géife maachen, un där Reform ze schaffen.

Aux termes de l'accord gouvernemental d'août 1999, *„Les nouveaux défis apparus avec la globalisation, que le Luxembourg doit affronter dans le contexte de sa sécurité extérieure, exigent une adaptation des modes de fonctionnement du Service de Renseignements de l'Etat. Dans un souci de transparence et de respect des institutions démocratiques, l'association de la Chambre des Députés et un contrôle parlementaire des activités du Service seront assurés. Les missions du service seront clairement déterminées et délimitées.*[10]"

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 commis à New York et à Washington DC, à raison de leur caractère inédit, constituent un point de rupture dans le contexte sécuritaire. Les conséquences et leurs effets ont été propagés tels une onde de choc secouant la planète entière.

Dans l'immédiat, il a été pressenti que des changements durables interviendraient sur le plan des relations internationales; c'était inévitable. Or, devant le flottement quant au caractère concret des transformations géopolitiques qui s'ensuivraient, le Gouvernement luxembourgeois *„a cependant décidé de prendre le recul nécessaire et d'attendre que les enseignements soient tirés de ces évènements tragiques avant de finaliser la [présente] réforme.*[11]*"*.

Ce n'est qu'en date du 20 mai 2003 que le projet de loi portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat fut déposé par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, à la Chambre des Députés et qui devient la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat.

La période allant de 1991 à 2004 peut à juste terme être considérée, au niveau du renseignement luxembourgeois, comme une période transitoire.

3) *Le Service de Renseignement de l'Etat (SREL) – le nouveau champ de travail*

Le projet de loi portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat (doc. parl. n° 5133) fut voté en date du 19 mai 2004 par la Chambre des Députés réunie en session plénière (66e (matin) et 67e (après-midi) séance plénière) avec 39 voix pour, 18 abstentions et une voix contre.

La nécessité de reformer le Service de Renseignements créé par la loi du 30 juillet 1960 ne fait pas l'ombre d'un doute. Dans le rapport de la Commission des Institutions et de la Réforme constitutionnelle (doc. parl. 5133[8] du 13 mai 2004), sous le titre dénommé „Printemps 2004", page 3, il est marqué à juste titre qu'*„Elle [la loi du 30 juillet 1960] n'est plus adaptée aux besoins de notre époque, et le Service qu'elle institue a besoin de faire peau neuve."* pour conclure que *„L'ordre mondial de 2004, contrairement à 1960, ne repose pas sur un système de stabilité, fût-il basé sur l'équilibre de la terreur. L'ordre mondial de 2004 est un désordre aux contradictions multiples – et ces contradictions sont autant de facteurs de déstabilisation et d'insécurité."*.

---

10 Accord de coalition, août 2009, Point 1. Ministère d'Etat, page 4, Service Information et Presse (SIP)

11 doc. parl. n° 5133, Exposé des motifs, page 4

L'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat[12] constitue un nouveau moment.

Les trois axes principaux du nouveau cadre légal portent sur:

(i) les missions du Service de Renseignement de l'Etat (dénommé ci-après SREL),

(ii) les moyens du SREL, et

(iii) le contrôle du SREL.

Cette réforme vise à englober, à part le volet de l'espionnage classique, le terrorisme sous toutes ses formes et la prolifération d'armes non conventionnelles.

a) Missions du Service de Renseignement de l'Etat

Le champ d'action du SREL est délimité par l'article 2 de la loi précitée qui vise l'*„activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché [et] des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune ou d'organisations internationales ayant leur siège ou exerçant leurs missions sur le territoire luxembourgeois, ses relations internationales ou son potentiel scientifique ou économique"*.

Le SREL, comme tout service de renseignement, est habilité à recueillir et à traiter des informations collectées à cet égard. Ainsi, il s'agit, conformément au cycle du renseignement, de collecter, d'analyser et de traiter une information et de diffuser le renseignement obtenu (= information analysée) à des destinataires prédéfinis (cycle du renseignement de sécurité).

Les informations et les renseignements traités visent:

- L'espionnage classique: l'action qui consiste à révéler les secrets des puissances étrangères ou ennemies ainsi que l'ingérence d'autres Etats dans les affaires de l'Etat luxembourgeois, continue à relever du „fonds de commerce" du SREL. Il s'agit de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale du Luxembourg.
- Le terrorisme international: ce fléau qui a connu un essor considérable tombe sous le champ d'application *ratione materiae* de la loi du 15 juin 2004 précitée.
- La prolifération d'armes non conventionnelles (y compris les technologies requises pour leur fabrication): l'action qui consiste à éviter que des armes de destruction massive (ADM) soient acquises, de quelque manière que ce soit, par des groupes terroristes susceptibles de les employer en vue de causer des dommages d'envergure.
- Le potentiel scientifique ou économique: il s'agit des actions dites de protection du patrimoine scientifique et technique qui peuvent avoir une visée défensive (actions de protection) ainsi qu'active.

Par extension, le crime organisé, pour autant qu'il se rapporte directement à l'une de ses activités précitées, tombe sous l'œil et l'action du SREL.

Ainsi définies, les missions du SREL reflètent, sous l'empire de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, à côté de la menace étatique classique qui continue à exister, les nouvelles menaces résultant du contexte géopolitique amorcé à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Le champ d'action défini permet de répondre à ce défi à composante asymétrique et fluctuante.

b) Les moyens opérationnels et budgétaires et les ressources humaines du Service de Renseignement de l'Etat

1. *Les moyens opérationnels*

L'article 4 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL constitue la disposition clé à ce sujet en ce qu'il définit l'accès du SREL aux banques de données tel que spécifié au paragraphe (2) de l'article 4 précité.

A cet égard, il convient de noter que le règlement grand-ducal destiné à encadrer le traitement des informations collectées n'a toujours pas, neuf ans après l'entrée en vigueur de la loi portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, été adopté. Il échet de rappeler que ledit règlement grand-ducal

12 Mémorial A n° 113, 12 juillet 2004, pages 1738 à 1745

ne vise pas la collecte d'informations, mais bel et bien le traitement des renseignements obtenus suite à la collecte d'une information obtenue en accédant légalement à une banque de données.

Les mesures opératoires à la disposition du SREL dans l'exercice de ses attributions ne sont pas cantonnées à la loi précitée de 2004.

Ainsi, l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle vise la mesure de surveillance et de contrôle de toutes formes de communication aux fins de rechercher des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat.

L'observation, la filature et l'infiltration sont d'autres moyens dont dispose le SREL dans son arsenal de méthodes opératoires. Ces méthodes ne sont pas encadrées d'un point de vue légal, mais font l'objet d'une instruction de service.

– *Extrait de l'avis du Conseil d'Etat sur le Projet de loi n° 5133 devenu la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL*

  „D'après le paragraphe (3) de l'article 2 du texte du projet de loi sous revue, „les modalités selon lesquelles le Service de Renseignement accomplit ses missions peuvent être précisées par voie de règlement grand-ducal". Le Conseil d'Etat a du mal à entrevoir la pertinence de cette disposition alors qu'il lui paraît quelque peu insolite de publier sous forme de règlement grand-ducal le modus operandi d'un service secret."[13]

Au moment des débats publics sur le projet de loi n° 5133 (devenu la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL), certains groupes politiques avaient estimé que les méthodes opérationnelles ou du moins leur principe devrait être inscrit dans la loi cadre du SREL, à l'instar de la loi belge afférente.

Il convient de souligner que l'observation décidée dans le cadre d'une enquête judiciaire est régie par les articles 48-12 à 48-16 du Code d'instruction criminelle et l'infiltration par les articles 48-17 à 48-23 du Code d'instruction criminelle.

Les membres de la commission d'enquête soulignent qu'il ne convient pas de publier le *modus operandi* des méthodes opérationnelles mises en œuvre par le SREL, mais bien de définir les règles autorisant l'emploi desdites méthodes opérationnelles. Ainsi, comme l'a relevé la commission de contrôle parlementaire dans son rapport spécial du 24 juin 2011 *„[…] tient à ce que les conditions à respecter pour toute opération d'infiltration et leur financement soient clairement fixées par un texte législatif."*

Lors de son audition du 25 juin 2013, le ministre de tutelle du SREL a exposé les grandes lignes d'un projet de loi portant réforme de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL qui prévoit l'inscription des méthodes opérationnelles du SREL dans la loi.

A part ces méthodes, le SREL peut décider l'emploi de méthodes particulières de recueil d'information propres à un service de renseignement. Le choix de la méthode à utiliser implique le respect du principe de subsidiarité et de proportionnalité. Les modalités en sont définies dans une note d'instruction afférente.

2. *Les moyens budgétaires*

Le cadre légal général régissant les moyens budgétaires du SREL est la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat; b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances; c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics.

La loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL aborde le volet budgétaire à l'endroit des articles 6, 7 et 13.

---

13 doc. parl. n° 5133[4], avis du Conseil d'Etat, page 4

Les crédits budgétaires du SREL représentent une allocation annuelle de fonds dont le montant est fixé par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur proposition du directeur du SREL et arrêté par le Ministère d'Etat. Les moyens budgétaires requis sont prélevés sur les crédits inscrits au budget de l'Etat. Le détail des allocations est couvert par le secret des opérations.

La procédure comptable particulière est régie par l'article 7 de la loi précitée du 15 juin 2004.

La gestion financière des deniers publics annuels alloués au SREL fait également l'objet d'une réglementation interne déterminée par voie d'une instruction de service afférente. A ce sujet, il convient de noter que la première instruction de service détaillée écrite englobant tous les aspects (comme les frais de service, l'achat et la réparation de matériel, l'achat et la réparation de matériel technique opérationnel, les demandes d'avance de fonds) de la gestion financière est entrée en vigueur au courant du mois de juillet 2010. Elle a depuis, à raison des expériences obtenues par la mise en œuvre pratique, fait l'objet d'une adaptation au courant de l'année 2011.

Il importe de noter, dans le cadre de l'utilisation des moyens budgétaires mis à disposition du SREL, que l'application des principes généraux régissant les marchés publics, tels qu'énoncés dans la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, connaît un régime spécifique. Ainsi, en vertu de l'article 8 de la loi précitée du 15 juin 2004, le SREL peut avoir recours à la procédure du marché négocié lorsque (i) les fournitures ou services sont déclarés secrets ou (ii) leur exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité, conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives en vigueur dans l'Etat membre concerné ou (iii) la protection des intérêts essentiels de la sécurité de l'Etat l'exige.

3. *Les ressources humaines*

La loi précitée de 2004 a innové en prévoyant un cadre du personnel dont le plafond est fixé à soixante unités. L'effectif du SREL est déterminé annuellement par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur proposition du directeur du SREL. Il s'agit en l'espèce d'une dérogation au principe que le plafond des effectifs est fixé par la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Auparavant, sous l'empire de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat, le personnel du Service de Renseignements a été constitué au moyen d'agents détachés d'autres services publics.

Les articles 9 et 10 prévoient la mise en place d'une nouvelle administration en détaillant la fonction de directeur et de directeur adjoint et en précisant les fonctions et emplois.

c) La nouveauté: un contrôle parlementaire

L'introduction du contrôle parlementaire du SREL répond à l'objectif de ne plus exclure la Chambre des Députés, en tant qu'émanation du pouvoir législatif, du spectre de l'activité étatique du renseignement. En d'autres mots, il s'agit de soumettre le SREL à un contrôle démocratique, exercé par une commission parlementaire réglementaire, la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat (dénommée ci-après la CPSRE).

Le principe et les modalités du contrôle parlementaire sont précisés à l'endroit des articles 14 et 15 de la loi précitée de 2004.

L'articulation du système de contrôle parlementaire telle que mise en place vise à permettre à la Chambre des Députés, par le biais de la CPSRE, d'être informée des activités générales du SREL et de procéder à des contrôles portant sur des dossiers spécifiques. Il s'agit en l'espèce d'un contrôle parlementaire pur; *„[...] tous les éléments relèvent exclusivement du Parlement respectivement de certains de ses membres. La Commission (la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle) approuve ce choix, qui est celui de la clarté démocratique et de la lisibilité institutionnelle: de toutes les approches possibles, celle du contrôle parlementaire pur est la plus simple et la plus transparente.*[14]"

Le fonctionnement de la CPSRE est prévu dans le Règlement de la Chambre des Députés.

---

14 doc. parl. n° 5133[8], Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle du 13 mai 2004, L'introduction d'un nouveau contrôle parlementaire, page 12

La configuration de ce contrôle parlementaire a constitué, au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, une avancée perceptible. Or, depuis, le système a peu évolué.

Il s'avère, et les travaux de la commission d'enquête le démontrent à suffisance, que ce contrôle parlementaire représente un premier pas qu'il convient de dépasser et d'affiner davantage (cf. Point IV, point 2) les conclusions, lettre b).

B) *L'aspect légal*

1) *Le cadre légal*

a) La loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat

La loi reprise sous rubrique constitue la loi organique du Service de Renseignement de l'Etat.

Elle a abrogé la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat et a édifié la structure de l'actuel Service de Renseignement de l'Etat.

Le Chapitre 1er, comprenant les articles 1er et 2, définit les missions attribuées au SREL:

L'article 1er, en ce qu'il prévoit la mise en place du nouveau Service de Renseignement de l'Etat qui remplace le Service de Renseignements institué par la loi modifiée du 30 juillet 1960, ne donne pas lieu à observation.

Les missions dévolues au SREL sont tant de nature *préventive* que de nature *sécuritaire*.

Selon l'exposé des motifs du projet de loi, *„L'activité du service se développera exclusivement sur le plan de l'action préventive et protectrice et elle n'interférera pas avec les activités de la police et des autorités judiciaires."*

Au sujet de la démarcation du champ d'action propre au SREL par rapport à celui des forces policières, en application du principe de séparation des pouvoirs, il convient de préciser que *„Le Service de Renseignement n'exerce pas d'attributions policières. Par opposition aux services de police, le Service de Renseignement ne s'emploie pas à rechercher des infractions mais à collecter des informations. Sa mission à caractère exploratoire se situe dans le domaine de l'éventualité et de la probabilité et se distingue de celle des services de police dont l'action est orientée vers la recherche d'évènements identifiables ou de faits déterminés.*[15] *"*. En d'autres mots, le SREL agit sur le plan de l'action préventive et protectrice et n'interfère pas avec les activités de la police et des pouvoirs judiciaires.

Ainsi, la délimitation structurelle et organique entre le service de police et le SREL est conforme à la Recommandation n° 1713 (2005) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe concernant le „Contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans les Etats membres".

En République fédérale d'Allemagne, on parle du „Trennungsgebot zwischen Nachrichtendiensten und Polizei" qui, malgré qu'il ne dispose pas d'une base constitutionnelle directe, a été institué par le „Polizeibrief" (rédigée par les Gouverneurs militaires des zones occupées occidentales) du 14 avril 1949 adressée au Conseil parlementaire allemand. Ainsi, *„Polizeiliche Befugnisse oder Weisungsbefugnisse stehen dem Bundesamt für Verfassungsschutz nicht zu; es darf die Polizei auch nicht im Wege der Amtshilfe um Maßnahmen ersuchen, zu denen es selbst nicht befugt ist.*[16] *"*

Il échet de noter que la notion de *„préventif"* n'implique nullement, selon les explications des responsables du SREL, une attitude passive, voire inactive. Bien au contraire.

En ce qui concerne la mission dite sécuritaire, elle vise le niveau de la recherche du renseignement et face à l'apparition de nouvelles menaces, *„[...] que le Gouvernement propose de substituer à la sauvegarde de la sécurité extérieure du Grand-Duché de Luxembourg et ses alliés comme objectif de cette recherche la collecte d'informations concernant les activités qui menacent ou pourraient menacer la sécurité tout court du Grand-Duché de Luxembourg et de ses alliés. L'article (ndlr: article 2) déter-*

---

15 Projet de loi n° 5133, commentaire des articles, page 21

16 Bundesverfassungschutzgesetz, Erster Abschnitt, §8

mine dès lors les domaines d'activités du SREL dans lesquels il peut s'avérer important de rechercher des informations pour les convertir, le cas échéant, en renseignements.[17] *"*.

Au sujet de l'origine de cette activité susceptible de menacer le Luxembourg et ses alliés, il convient de noter qu'elle provient tant de l'étranger qu'à partir de l'intérieur du Luxembourg.

La loi précitée est censée assurer *„[…] un fonctionnement de ce même service (ndlr: le SREL) respectueux des libertés individuelles et des principes de l'Etat.*[18] *"*

Comme l'a rappelé à juste titre le Conseil d'Etat dans son avis du 16 mars 2004[19], la nécessité d'assurer le respect des droits et libertés fondamentaux tout en définissant les missions spécifiques dévolues à une agence de renseignement, en l'espèce le SREL, revient à un exercice *„[…] extrêmement délicat d'arbitrage et d'équilibrage entre les intérêts de l'Etat et les droits individuels.*[20] *"*.

La notion de sécurité n'étant pas définie par la loi organique du 15 juin 2004, il convient de citer celle contenue dans le commentaire de l'article sur l'Annexe Ier de la loi française du 28 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure selon laquelle *„La sécurité est un droit fondamental et l'une des conditions de l'exercice des libertés individuelles et collectives. L'Etat a le devoir d'assurer la sécurité en veillant, sur l'ensemble du territoire, à la défense des institutions et des intérêts nationaux, au respect des lois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la protection des personnes et des biens."*

L'obligation d'assurer la sécurité est une prérogative régalienne participant à l'action d'un Etat dans le cadre du balisage des marques de souveraineté. Ainsi, pour rester en France, il échet de citer, à titre d'illustration, l'article L.1111-1 du Code de la défense français définissant la *stratégie de la sécurité nationale* et l'article 410-1 du Code pénal français qui érige en infraction l'atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation.

En République fédérale d'Allemagne, cette notion de „sécurité" est comprise comme impliquant la nécessité d'assurer la subsistance des fondements démocratiques et libres propres à l'organisation constitutionnelle et politique du pays. Ce principe, transposé aux services de renseignement, est commenté comme suit[21]: *„Die Verfassungsschutzbehörden sind Ausdruck der Grundentscheidung des GG (ndlr: Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland) für eine wehrhafte Demokratie. Zur gemeinsamen Pflicht von Bund und Ländern, die grundgesetzliche Ordnung […] zu erhalten gehört auch die Selbstverteidigung des demokratisch verfaßten Staates."*

Sur le plan du droit international, l'article 2, paragraphe (2) du Traité de Lisbonne dispose que *„L'union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures […]."*. Selon les termes de l'article 3bis, paragraphe (2) dudit Traité, la sécurité nationale reste de la seule responsabilité de chaque Etat membre.

Le Chapitre 2, comprenant les articles 3 à 5, définit les moyens dont dispose le SREL afin de mener à bien sa quête de traitement d'informations collectées.

Qui parle de traitement d'informations collectées par le SREL dans le cadre de sa mission légale, parle nécessairement de la protection des données personnelles. Ainsi, l'article 4 regroupe, pour des raisons de cohérence et de transparence, les dispositions relatives à l'accès aux informations. La mise en œuvre de ces traitements doit s'effectuer dans le respect des dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel par voie de règlements grand-ducaux.

Or, il convient de noter que lesdits règlements grand-ducaux n'ont toujours pas été pris. Pour plus de précision quant à ce point, il échet de se reporter au point 4) La collecte et le traitement des données par le Service de Renseignement de l'Etat, branche „renseignement" et branche „Autorité nationale de Sécurité" – protection des données – l'encadrement légal insuffisant, point 1., période de 2001 à nos jours ci-après.

---

17 Projet de loi n° 5133, commentaire des articles, page 21

18 Projet de loi n° 5133, exposé des motifs, point III., page 11

19 Projet de loi n° 5133[4], considérations générales, page 2

20 idem

21 Das Recht der Geheimdienste, Kommentar zum Bundesverfassungschutzgesetz, Boorberg Verlag, 1986

La loi modifiée précitée du 2 août 2002 comporte deux cas de figure d'exceptions au cadre légal général consacré et ce notamment pour raison de „sûreté de l'Etat", à savoir

(i) à l'endroit de l'article 27 quant au droit à l'information de la personne concernée; et

(ii) à l'endroit de l'article 29 quant au droit d'accès.

Ces dérogations ponctuelles, même si elles doivent rester tout à fait exceptionnelles, ne constituent pas pour autant une entorse à la protection des données personnelles et sont admises selon une jurisprudence constante de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Ainsi, dans un arrêt Leander c/ Suède du 26 mars 1987, *„pour préserver la sécurité nationale, les Etat contractants ont indéniablement besoin de lois qui habilitent les autorités internes compétentes à recueillir et à mémoriser dans des fichiers secrets des renseignements sur des personnes."*

Le Chapitre 3, comprenant les articles 6 à 8, définit le cadre des moyens budgétaires dont bénéficie le SREL.

Le Chapitre 4, comprenant les articles 9 à 13, définit le cadre des ressources humaines du SREL.

Le Chapitre 5, comprenant les articles 14 et 15, prévoit le contrôle parlementaire du SREL et en précise les modalités.

Le Chapitre 6, comprenant l'article 16, érige en infraction la révélation d'informations confidentielles en communiquant des renseignements ou des faits couverts par le caractère secret et relatifs au fonctionnement et aux activités du SREL.

Le Chapitre 7, comprenant les articles 17 à 20, prévoit des dispositions modificatives, transitoires et abrogatoires.

b) La loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité

La loi reprise sous rubrique a *„pour objet d'organiser la classification de certaines informations sensibles et de déterminer les conditions dans lesquelles des habilitations de sécurité peuvent être délivrées aux personnes appelées à avoir accès à ces informations dans la mesure où elles ont le besoin d'en connaître dans l'exercice de leur profession.*[22] *"*.

L'Autorité nationale de Sécurité (ANS) est investie de la mission

- d'assurer et de veiller à la sécurité des pièces classifiées dans les entités civiles et militaires,
- d'assumer la liaison avec les autorités nationales de sécurité d'autres pays,
- d'effectuer les enquêtes de sécurité, et
- d'effectuer les enquêtes de sécurité demandées par les organisations internationales ou des services de sécurité étrangers en application de traités ou d'accords internationaux. L'ANS, qui ne dispose pas d'un statut particulier, est instituée au sein d'une branche spécifique au sein du Service de Renseignement de l'Etat.

Il est proposé, pour être complet, d'énumérer ci-après les lois applicables. Pour le détail desdites dispositions légales, il est prié de se reporter aux travaux parlementaires afférents (les identifiants parlementaires afférents figurent entre parenthèses):

➢ La loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (doc. parl. n° 4735)

➢ La loi du 30 mai 2005 relative à la protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques (doc. parl. n° 5181)

➢ La loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée (doc. parl. n° 2177)

➢ Les articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle (doc. parl. n° 2516)

---

22 Doc. parl. n° 5134, exposé des motifs, page 3

A ce sujet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a estimé, dans l'arrêt Klass c/ Allemagne du 6 septembre 1978, que *„L'existence de dispositions législatives accordant des pouvoirs de surveillance secrète de la correspondance, des envois postaux et des télécommunications est, devant une situation exceptionnelle, nécessaire dans une société démocratique à la sécurité nationale et/ ou à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales.“*.

La Cour Européenne des Droits de l'Homme a également estimé, dans l'arrêt Mersch et autres c/ Luxembourg du 10 mai 1985, que *„Les mesures de surveillance de l'article 88-3 et 88-4 ne vont pas au-delà de ce qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale. Les ingérences permises par la législation contestée s'inspirent, par des garanties adéquates et suffisantes contre les abus (procédure préalable d'autorisation et contrôle a posteriori par la commission de contrôle parlementaire) du principe de la prééminence du droit et visent à protéger la démocratie des menaces qui peuvent peser sur elle.“*

c) Certaines dispositions du Code pénal

A titre de mémoire, il y a lieu de citer les infractions telles que visées à l'endroit du Titre Ier intitulé „Des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat“ du Livre II du Code pénal et comportant les articles 101 à 136.

2. *Le cadre réglementaire*

a) Le règlement ministériel du 28 juillet 2004 déterminant
les emplois à responsabilité particulière des différentes carrières
du Service de Renseignement de l'Etat

Ledit règlement ministériel, publié au Mémorial A, n° 146, 11 août 2004, a défini les emplois à responsabilité particulière des différentes carrières du SREL.

b) Le règlement grand-ducal du 13 septembre 2007 fixant les
conditions et les modalités de l'examen spécial prévu par la loi du 15 juin 2004
portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat

Ce règlement grand-ducal, publié au Mémorial A, n° 229, 20 décembre 2007, a pour objet, comme l'indique son intitulé, de fixer, en application de l'article 11 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL, les conditions et les modalités de l'examen spécial tel que prévu par la loi précitée de 2004.

Or, l'article 11 ne comportant aucun renvoi à un examen spécial, ce dernier étant effectué à l'endroit du seul règlement grand-ducal précité en ce qu'il vise l'examen-concours tel que prévu à l'endroit de l'article 18 de la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne pour un emploi d'attaché de direction au SREL.

c) Le cadre réglementaire modificatif du cadre du personnel
du Service de Renseignement de l'Etat

Il est proposé d'énumérer succinctement les règlements grand-ducaux ayant modifié, de manière ponctuelle, le cadre du personnel propre au SREL:

- *Règlement grand-ducal du 14 septembre 2010 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les diverses carrières dans les administrations et services de l'Etat (Mémorial A, n° 170, 29 septembre 2010)*
- *Règlement grand-ducal du 22 octobre 2009 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les diverses carrières dans les administrations et services de l'Etat (Mémorial A, n° 209, 27 octobre 2009)*
- *Règlement grand-ducal du 18 septembre 2008 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les diverses carrières dans les administrations et services de l'Etat (Mémorial A n° 144 du 26 septembre 2008)*

- *Règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les diverses carrières dans les administrations et services de l'Etat (Mémorial A, n° 161, 27 août 2008)*
- *Règlement grand-ducal du 30 septembre 2005 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les diverses carrières dans les administrations et services de l'Etat (Mémorial A, n° 166, 7 octobre 2005)*

3. *Les instructions de service du Service de Renseignement de l'Etat*

Dans le sillage de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat, les travaux d'enquête menés ont révélé que très peu de notes internes ont été prises en vue de clarifier tel ou tel point, qu'il s'agisse d'un aspect opérationnel ou d'un aspect relatif au fonctionnement administratif interne du Service de Renseignement.

Sous l'empire de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, le SREL s'est donné, au courant de l'année 2012, une instruction de service cohérente et condensée destinée à organiser et à fixer les procédures de travail régissant les activités du SREL. Il s'agit de veiller, de par son caractère subsidiaire et à vocation complémentaire, à ce que le cadre légal soit respecté.

Au préalable de l'entrée en vigueur de la loi précitée de 2004, il existait certes des instructions de service. Or, il ne s'agissait pas d'un ensemble formel et ne comportait que des règles minimales.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2004 jusqu'à nos jours, des améliorations ont été progressivement réalisées au niveau de l'organisation interne et de la gestion du SREL. Les réunions internes, les entrevues avec le ministre de tutelle ainsi que les échanges avec les autres autorités administratives, judiciaires et policières ont augmenté. Certaines instructions de service ont été complétées. Selon le Directeur du SREL (audition du 25 juin 2013 de M. Patrick Heck), le dialogue a été développé. Dans un passé plus récent, il a été mis en place un système de notes mensuelles adressées au ministère de tutelle du SREL et autres administrations gouvernementales concernées. Le personnel s'est vu offrir des formations adaptées aux tâches spécifiques d'un service secret.

Les travaux de la commission d'enquête ont permis de déterminer et d'identifier les améliorations initiées au courant de la 2e moitié de l'année 2008, ainsi que les restructurations réalisées depuis l'année 2010. Ainsi, il convient de citer:

- l'amélioration du contrôle financier interne,
- la prise de conscience, au niveau de la branche des opérations, de définir des visions et des objectifs, de fixer des priorités et d'adopter des procédures spécifiques et de se donner une méthodologie,
- la rédaction des rapports, des comptes rendus et des notes répond à des règles méthodologiques bien déterminées,
- la codification des instructions de service,
- l'introduction de procédures d'autorisation spécifiques et adaptées, permettant d'assurer une traçabilité et un contrôle efficace,
- la mise en place d'une cellule juridique (effectuer des recherches, établir des analyses juridiques, participation renforcée à l'élaboration de projets de cadre législatifs et réglementaires externes),
- l'introduction d'une nouvelle procédure (définition des besoins, la mise en place d'un jury) et d'une évaluation (élaboration d'un test psychologique) au niveau des recrutements,
- la tenue régulière de réunions au niveau de la direction, de la branche des analyses et de la branche des opérations,
- l'introduction d'un tri, d'une analyse et d'une intégration systématique de toutes les informations collectées,
- la redéfinition du niveau des relations internationales avec d'autres services de renseignement où l'accent est mis sur la relation avec des services dits intérieurs en fonction des priorités opérationnelles et l'introduction de liaisons standardisées,
- la systématisation et l'informatisation des enquêtes menées par l'Autorité nationale de Sécurité.

Ce n'est qu'au courant de l'année 2012 qu'une nouvelle instruction de service complète fut présentée au personnel du SREL et devenue applicable depuis.

C) *La collecte et le traitement des données par le Service de Renseignement de l'Etat, branche „Renseignement" et branche „Autorité nationale de Sécurité" – protection des données – encadrement légal insuffisant*

Préliminaire

Il est proposé, à titre préliminaire, d'énumérer succinctement les dispositions législatives applicables en matière de la protection des données à caractère personnel, à savoir:

- la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, communément appelée la Convention Européenne des Droits de l'Homme, dont notamment l'article 8
- la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales (cette loi est modifiée par le *Projet de loi n° 6330 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de*

  1) l'article 104 du Code civil;

  2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

  3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

  4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et abrogeant

  1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et

  2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire)
- le règlement grand-ducal du 16 mars 1994 portant modification du règlement grand-ducal du 21 décembre 1987 fixant les modalités d'application de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques
- la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques (texte coordonné publié au Mémorial A, n° 74, 2 octobre 1992)

  et

  le règlement grand-ducal du 2 octobre 1992 relatif à la création et à l'exploitation d'une banque de données nominatives de police générale

  et

  le règlement grand-ducal du 2 octobre 1992 réglementant l'utilisation des données nominatives médicales dans les traitements informatiques
- la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg, le 28 janvier 1981

  et

  la loi du 21 décembre 2006 portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel permettant l'adhésion des Communautés européennes

  et

  la loi du 21 décembre 2006 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontaliers de données ouvert à la signature à Strasbourg, le 8 novembre 2001
- la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée (Mémorial A, n° 86, 12 octobre 1982)
- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (texte coordonné publié au Mémorial A, n° 131, 8 août 2007)
- la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat (Mémorial A, n° 113, 12 juillet 2004)

- la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité (Mémorial A, n° 113, 12 juillet 2004)
- la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (texte coordonné publié au Mémorial A, n° 172, 10 août 2011)

a) *la collecte de l'information et le traitement de l'information*

Le rôle d'un service de renseignement est de traiter de l'information. L'information est la matière brute non encore traitée qui peut servir à l'obtention d'un renseignement. Ainsi défini, le renseignement est le résultat de l'exploitation d'une information brute recueillie[23].

D'emblée, il convient de différencier entre la notion de „collecte d'informations" et celle de „traitement d'informations", telle qu'établie respectivement par le paragraphe (2) et le paragraphe (1) de l'article 4 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat.

La collecte est définie comme étant *„l'action de réunir, de recueillir en vue d'un traitement*[24]*"*, tandis que le traitement vise l'action à soumettre l'information collectée à une analyse.

Il est proposé d'examiner de plus près certaines méthodes opérationnelles comme (1) l'établissement de fiches comportant des données nominatives et personnelles et (2) l'interception des communications.

i. les fiches sur support papier et microfilm (période de 1960 à 2001)

Les données collectées par le Service de Renseignement sur la période de 1960 à 2001 sont consignées sur des supports papier et microfilm. Ces supports sont stockés dans les archives du SREL et se sont, au fil du temps, amplifiés de manière considérable.

D'après les derniers chiffres, il y aurait quelque

– 4.168 fiches individuelles et 2.270 fiches concernant des entités morales (sociétés, associations) constituées et mises en œuvre par la branche „Renseignement", et
– 6.645 fiches individuelles établies ayant été mises en œuvre par la branche „Autorité nationale de Sécurité".

Or, d'après l'article 2 de la loi du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques, les termes *„banque de données"* visent *„la collection de données de base enregistrées sur un support informatique"*. Il s'ensuit que les dispositions de la loi précitée n'étaient pas applicables aux données nominatives collectées et traitées par le Service de Renseignement au cours de la période allant de 1960 à 2001.

Dans une lettre du 19 juin 2013 de l'Autorité de contrôle „Article 17", celle-ci *„[...] s'interroge encore sur la situation juridique des archives et la possibilité d'y accéder une fois que la Commission d'enquête, comme elle l'a annoncé, achève ses travaux, alors que des demandes individuelles continuent à être enregistrées, fût-ce à un rythme ralenti."*.

De même, la commission d'enquête a pris connaissance de la prise de position écrite datée au 28 juin 2013 du collectif constitué par plusieurs personnes concernées par les dossiers individuels tenus par le SREL. Il y est évoqué que des personnes ayant fait des demandes individuelles de pouvoir consulter leur dossier ont formulé un certain nombre de remarques quant au caractère éventuellement incomplet de leur dossier et les démarches préconisées par elles pour sauvegarder les archives et pour permettre leur traitement historique. Cette prise de position est annexée au présent rapport.

Il convient de renvoyer à la recommandation soulevée par la Commission d'enquête sur le SREL (cf. Point IV., point 3), lettre a)) de confier le traitement, l'utilisation et la conservation, à l'institut culturel des „Archives nationales de Luxembourg".

De même, et dans un même ordre d'idées, il sera permis à toute personne concernée de pouvoir consulter lesdits documents conformément au cadre légal applicable ou à créer. En attendant la question juridique clarifiée, la sauvegarde intégrale dans l'état actuel de ces documents doit être garantie.

---

23 Glossaire OTAN-Russie de termes politiques et militaires contemporains, accord du 8 juin 2001

24 Le Petit Robert

ii. les fiches informatisées (période de 2001 à nos jours)

Le Service de Renseignement a commencé à traiter les données à caractère personnel dans le cadre d'un fichier informatique à partir de 2001.

Traitement informatisé

Le SREL exploite plusieurs logiciels complémentaires destinés à gérer et à analyser les informations qu'il recueille. Ainsi, une base de données informatisée a été constituée et est gérée via un tel logiciel dédié. Ledit logiciel est configuré de sorte à permettre la saisie d'informations selon des critères prédéfinis comme les personnes et les identités virtuelles, des organisations, numéros de téléphone, événements. De même, le logiciel est configuré de sorte à ce qu'il permet d'établir un lien entre des informations croisées.

Le système de gestion et d'analyse d'informations informatisé du SREL, qui a connu ses premiers pas au courant de l'année 2001, connaît une évolution continue. Ainsi, au courant de l'année 2004, a débuté la saisie de données en vue de constituer des bases de données spécifiques dédiées au type de missions légales du SREL.

Au cours de l'hiver 2011/2012, la présentation graphique de la base de données a connue une refonte en vue d'améliorer la cohérence et de faciliter la saisie de données ainsi que des recherches.

Depuis l'été 2012, chaque saisie opérée renseigne sur l'origine, la fiabilité et le contexte de la collecte d'une donnée.

Actuellement, le SREL est en train de configurer le système informatique de sorte à arriver à une homogénéisation des données existantes. Des lignes directrices portant sur le type d'informations à saisir de même qu'un concept portant sur la sécurité pour l'accès aux données sont en cours d'élaboration.

Un point précis reste à être clarifié, à savoir si des informations consignées dans des fiches individuelles ont été intégrées dans le traitement informatisé et sont susceptibles d'être continuées à être utilisées par le SREL.

Cadre légal et réglementaire

La matière de ces traitements spécifiques dans le domaine de la sûreté de l'Etat a fait l'objet d'un nouveau cadre légal, à savoir la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL et la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Le paragraphe (1) de l'article 4 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL oblige que le traitement par le SREL des informations collectées dans le cadre de sa mission est mis en œuvre par voie de règlement grand-ducal tel que prévu par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Or, un tel règlement grand-ducal n'a jusqu'à ce jour pas été pris; 9 ans après l'entrée en vigueur de la loi précitée de 2004.

Cette méconnaissance a d'ailleurs été relevée formellement par l'autorité de contrôle spécifique, appelée *„Autorité de contrôle „article 17" "* (instituée auprès du Parquet Général) dans son rapport d'activité 2005-2006 *„[…] que l'article 17 de la loi du 2 août 2002 prévoit que les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat font l'objet d'un règlement grand-ducal et qu'un tel règlement fait défaut.*[25]*"*.

Elle l'a encore rappelé dans son rapport d'activité des années 2011 et 2012.

L'Autorité de contrôle „article 17" énonce qu'il *„est faux d'affirmer que la loi de 2004 qui donne au service de renseignement la mission de „rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective de prévention, les renseignements relatifs à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité" constitue une base juridique suffisante rendant superflue l'adoption d'un règlement [grand-ducal]."*[26]

Il convient également de rappeler que le traitement des données par le SREL reste soumis aux conditions et aux modalités telles que définies par la loi modifiée précitée de 2002; en effet, l'arti-

---

25 Rapport d'activité 2005-2006, point VI. Contrôle auprès du service de renseignement, page 10, Autorité de contrôle spécifique, Commission Nationale pour la Protection des Données.

26 Rapport d'activité 2011-2012, point VI. Question du service de renseignement, page 14, Autorité de contrôle spécifique, Commission Nationale pour la Protection des Données.

cle 4 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL renvoie *expressis verbis* à l'article 17 de la loi modifiée précitée de 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Il échet de préciser que cette Autorité de contrôle „Article 17", prévue à l'endroit de l'article 17 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, a notamment pour compétence de surveiller les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat, à la défense et à la sécurité publique.

D'après les informations reçues de la part du directeur actuel du SREL (audition du 11 janvier 2013), les travaux préparatoires à l'élaboration d'un tel règlement grand-ducal ont été entamés dès 2005.

Une première réunion a eu lieu le 4 janvier 2005 entre des fonctionnaires du Ministère d'Etat et des représentants de l'Autorité de contrôle „article 17".

Au début de l'année 2006, une première version d'un projet de règlement grand-ducal concernant le traitement des données à caractère personnel a été élaborée. Le texte a été inspiré d'un projet de règlement grand-ducal portant création d'un fichier de données à caractère personnel de police générale (dénommé Polis). Ledit texte ayant essuyé de nombreuses critiques de la part du Conseil d'Etat, la poursuite des travaux d'élaboration du projet de règlement grand-ducal portant sur le traitement de données à caractère personnel par le SREL et l'ANS a été abandonnée.

Il s'est ensuivi une tentative de coopération entre le SREL et l'Autorité de contrôle „article 17" qui n'a pas été fructueuse. En effet, les membres de cette dernière ont justifié leur fermeté par le refus du SREL de leur accorder, en l'absence d'une habilitation de sécurité, un accès aux fichiers comportant des informations classifiées.

Des discussions informelles ont été menées avec le président de la Commission nationale pour la protection des données à caractère personnel en 2011 et 2012 sans pour autant que le dossier ait réellement avancé.

Le SREL a encore eu recours, au courant de 2011, aux services d'une étude d'avocats spécialisée en matière de données à caractère personnel en vue de l'élaboration d'un projet de règlement grand-ducal afférent.

Le Ministère d'Etat, en collaboration avec le SREL, a élaboré deux projets de règlement grand-ducal distincts portant sur

i. le traitement des données collectées par la branche „Renseignement",

ii. le traitement des données collectées par la branche „Autorité nationale de Sécurité".

Au moment de la rédaction du présent rapport, la Commission d'enquête sur le SREL ignore le stade procédural actuel de ces deux projets de règlement grand-ducal.

b) le contrôle et la surveillance des traitements de données relatives à la sûreté de l'Etat mis en œuvre par le SREL et l'ANS

L'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel dispose, à l'endroit du paragraphe (1), point (b), que *„les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat, à la défense et à la sécurité publique"* doivent faire l'objet d'un règlement grand-ducal.

Le paragraphe (2) de l'article 17 précité définit et précise les modalités du contrôle et de la surveillance de ces traitements qui sont confiés à une autorité de contrôle composée du Procureur Général d'Etat, ou de son délégué qui la préside et de deux membres de la Commission Nationale pour la Protection des Données. A ce sujet, il convient de relever que l'alinéa 2 du paragraphe (2) dudit article 17 dispose que *„L'organisation et le fonctionnement de l'autorité de contrôle font l'objet d'un règlement grand-ducal"*. Or, il est constant que ce règlement grand-ducal fait toujours défaut.

Il convient de noter que conformément aux dispositions de l'alinéa 3 dudit paragraphe (2) de l'article 17 *„L'autorité de contrôle est informée immédiatement de la mise en œuvre d'un traitement de données visé par le présent article. Elle veille à ce que ces traitements soient effectués conformément aux dispositions légales qui les régissent."*.

Or, l'Autorité de contrôle „article 17" *„[…] n'a jamais été informée de la mise en œuvre des traitements effectués par le service de renseignement."*[27]

L'article 4, paragraphe (4), alinéa 2 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL va plus loin en soumettant également l'accès opéré par le SREL aux banques de données autorisées et énumérées comme telles au paragraphe (2), alinéa 1er dudit article 4, en vue de la collecte de données, au contrôle et à la surveillance de l'*„Autorité de contrôle „article 17" "*.

La même situation prévaut pour l'ANS. Celle-ci est autorisée, en vertu de l'article 23 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, à recueillir des données dans le cadre des enquêtes de sécurité et de traiter ces informations collectées dans le cadre de ses missions. Ainsi, elle dispose d'un accès aux banques de données telles qu'énumérées à l'endroit de l'article 4, paragraphe (2), alinéa 1er de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL.

Il s'ensuit que le cadre légal prévoit deux canaux différents par lesquels le SREL et l'ANS se procurent des informations à caractère personnel et non personnel.

Le contrôle et la surveillance (i) des traitements relatifs à la sûreté de l'Etat mis en œuvre par le SREL et l'ANS et (ii) de l'accès du SREL et de l'ANS en vue de la collecte d'informations moyennant les données contenues dans les traitements de données à caractère personnel autorisés par la loi ne peuvent être exercés que par l'intermédiaire de cette autorité de contrôle.

Dans la pratique, les banques de données et les fichiers électroniques de l'ANS ont pu être vérifiés par les membres de l'*„Autorité de contrôle „article 17" "*. Par contre l'accès aux données comportant (i) des informations classifiées et (ii) celles communiquées au SREL par des services de renseignement étrangers a été refusé par le SREL au motif que les membres de l'autorité de contrôle précitée ne disposent pas de l'habilitation de sécurité requise au sens de l'article 14 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

L'article 14 précité dispose que *„toutes les personnes, à l'exception des membres du Conseil de Gouvernement et des membres de la Commission de Contrôle parlementaire visée à l'article 14 de la loi portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, exerçant un emploi, une fonction ou occupant un grade qui comportent l'utilisation de pièces classifiées, l'accès à des locaux, des bâtiments ou des sites où sont créées, traitées ou conservées des pièces classifiées ou qui participent à l'exécution d'un contrat ou d'un marché public qui comportent l'utilisation de pièces classifiées doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité."*

Les membres de l'Autorité de contrôle „article 17" considèrent que celle-ci est investie d'une mission légale et ne relève pas du groupe des personnes *„exerçant un emploi, une fonction ou occupant un grade qui comportent l'utilisation de pièces classifiées"*. Elle a dès lors refusé de se soumettre à une procédure de „clearance" par l'organe qu'elle est appelée à contrôler.

D'après une information reçue de la part du Procureur général d'Etat (cf. audition du 5 février 2013), le SREL et l'Autorité de contrôle „article 17" ont trouvé un arrangement permettant à cette dernière d'entamer la plénitude de sa mission de contrôle et de surveillance auprès du SREL.

A la date du 5 mars 2013, l'habilitation afférente a été accordée aux membres de l'autorité de contrôle.

c) la surveillance et le contrôle de toutes les formes de communication

Cette mesure d'investigation particulière à plus d'un égard, prévue à l'endroit des articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle, a été introduite sur le plan légal par la loi du 26 novembre 1982 portant introduction au Code d'instruction criminelle des articles 88-1, 88-2, 88-3 et 88-4 (Mémorial A, n° 98, 3 décembre 1982). Pour mémoire, les articles 88-1 et 88-2 du Code d'instruction criminelle visent, dans le cadre d'une instruction pénale, l'utilisation de moyens techniques en vue du contrôle et de la surveillance de toutes les formes de communication.

Selon l'exposé des motifs du projet de loi afférent (doc. parl. n° 2516) *„Des arrêts récents de la cour supérieure de justice, formés en chambre des mises en accusation, ont contesté la légalité du recours au système d'investigation par le moyen de tables d'écoute ordonnées par le juge d'instruction et basées sur les principes qui se dégagent du système général de notre législation sur l'instruction*

---

27 Rapport d'activité 2011-2012, point VI. Question du service de renseignement, page 14, Autorité de contrôle spécifique, Commission Nationale pour la Protection des Données.

pénale. Ces arrêts invoquant l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme estiment que les dérogations au droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance, doivent être concrétisées par des dispositions d'une loi positive formelle et qu'un ensemble de principes généraux tirés de notre législation actuelle ne peut pas être considéré à lui seul comme équivalent à une loi au sens dudit article 8 de ladite convention.[28] *"*

La loi précitée de 1982 constitue l'assise légale de ce moyen technique d'investigation.

Les articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle règlent le recours à ce moyen d'investigation par le SREL (au moment de l'adoption de la loi, il s'agissait du SRE) qui intervient dans un cadre bien spécifique.

D'après l'exposé des motifs, *„La sauvegarde de la sûreté extérieure de l'Etat exigera, le cas échéant, des investigations urgentes qui s'accommoderaient mal des délais et des formes imposés par la procédure ordinaire.*

[…]

Pour des considérations d'ordre constitutionnel tenant à la séparation des pouvoirs, il est cependant proposé de soumettre à un contrôle judiciaire l'initiative gouvernementale tendant à requérir le recours aux moyens d'investigations spéciaux.[29] *"*

Initialement, le texte de loi proposé confiait le contrôle du respect des conditions d'application au Procureur général d'Etat. Sur proposition du Conseil d'Etat, le contrôle est confié, en vue d'assurer une garantie adéquate et efficace, à une commission spécifique.

La composition de cette dernière a évolué au fil de modifications législatives intervenues depuis; elle comporte actuellement les plus hauts magistrats de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, à savoir le Président de la Cour supérieure de Justice, le Président de la Cour administrative et le Président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg. Ces derniers, jouissant d'une indépendance complète vis-à-vis du pouvoir exécutif, offrent toutes les garanties d'impartialité telles que requises.

Cette solution, prévoyant un contrôle judiciaire, est en ligne avec les critères dégagés par la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg (affaire Klass, 6 septembre 1978).

La notion de *„toutes formes de communications"* englobe toutes formes de transmission des communications et vise l'accès à tout contenu. Ainsi sont visées notamment les écoutes téléphoniques, l'interception de fax, du courrier électronique, le VOIP.

Le recours à une telle mesure d'investigation, à raison de son caractère restrictif et exceptionnel, est confié au Premier Ministre, Ministre d'Etat, qui en informe la commission spécifique investie du contrôle judiciaire en vue de leur assentiment.

A la suite de cette deuxième étape préliminaire en amont et pour autant que la commission spécifique précitée ait donné son assentiment, l'ordre autorisant la mesure de surveillance, accompagné de l'approbation écrite, est transmis par l'intermédiaire du Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Directeur du SREL.

Le Directeur du SREL notifie l'autorisation légale à l'exploitant (opérateur ou toute entreprise notifiée conformément à la loi modifiée du 30 mai 2005 sur les réseaux et les services de communications électroniques – article 2, paragraphe (7) du Règlement 08/134/ILR[30]) qui doit mettre en œuvre les mesures d'interception ordonnées. Le service technique du SREL dispose dès lors, via un dispositif d'interception, d'un accès aux communications faites par la personne cible. Le volet technique est réglé par l'annexe[31] au Règlement 08/134/ILR.

La procédure usuelle étant la procédure écrite telle que décrite ci-avant, il existe une procédure orale en cas d'urgence. En cas de recours à une telle opération dite urgente, la procédure doit être approuvée par écrit par le Premier Ministre et *a posteriori* endéans les meilleurs délais par la commission prévue à l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle.

Au vu des explications obtenues dans le cadre des auditions de témoins et eu égard à la réalisation de mesures d'interceptions illégales, la refonte du cadre légal et réglementaire de la mesure de contrôle

---

28 Doc. parl. n° 2516, Exposé des motifs, page 2

29 Doc. parl. n° 2516, Exposé des motifs, page 4

30 Règlement 08/134/ILR du 1er décembre 2008, Règlement relatif aux spécifications techniques pour l'interception des communications électroniques au Luxembourg, Mémorial A, n° 188, 18 décembre 2008

31 Annexe au règlement 08/134/ILR du 1er décembre 2008, Mémorial A, 18 décembre 2008, annexe – n° 5

et d'investigation telle que visée aux articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle devient impérieuse. De même, il est essentiel que les étapes procédurales et techniques soient consignées dans une note d'instruction détaillée.

A cet égard, il convient de rappeler que cette mesure technique d'investigation est bel et bien une ingérence de l'exécutif dans l'exercice des droits du citoyen.

d) les autres moyens opérationnels

Il existe bien évidemment d'autres méthodes opératoires à la disposition d'un service de renseignement, tant au niveau de la collecte d'informations ouverte que clandestine.

Eu égard à la sensibilité de la matière et dans la mesure où il s'agit de préserver l'action du SREL, le présent rapport se limite, sans pour autant y conférer un quelconque caractère d'exclusivité, à examiner les deux méthodes opérationnelles telles que figurant sous les points 1. et 2. La raison en est que ces deux méthodes ont donné lieu à de multiples discussions publiques dans le cadre de l'*„affaire du SREL"*.

Au sujet d'une éventuelle collaboration du SREL, administration étatique, avec des sociétés de droit privé d'intelligence économique, il a été confirmé par les différents témoins qu'une telle relation de travail n'a jamais été concrétisée, à raison du refus catégorique de l'autorité hiérarchique administrative.

*

II. LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LE SERVICE DE RENSEIGNEMENT DE L'ETAT

1) L'instauration de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat – la décision

L'instauration d'une commission d'enquête parlementaire, acte exceptionnel eu égard aux pouvoirs particuliers dont elle est investie, s'inscrit dans le cadre institutionnel des missions déférées par la Constitution au pouvoir législatif, dont celle de contrôler le pouvoir exécutif, c'est-à-dire le Gouvernement.

L'enquête parlementaire est ainsi une prérogative redoutable à la disposition de la Chambre des Députés lui permettant de recueillir des informations sur une question déterminée et ce par la mise en œuvre de moyens d'action qui vont au-delà des informations classiques de l'action politique.

Au vu du développement et des rebondissements continus dans l'„affaire du SREL", les députés, réunis en séance plénière de la Chambre des Députés du 4 décembre 2012, ont voté à l'unanimité une résolution portant création d'une commission d'enquête en vue *„d'examiner les méthodes opératoires du service de renseignement depuis sa création, d'en vérifier la légalité au vu de la législation en vigueur au moment où ses méthodes ont été appliquées, de faire rapport à la Chambre des Députés et d'en tirer les conséquences conformément à l'alinéa 2 de l'article 189 du Règlement de la Chambre des Députés, et ce dans les meilleurs délais."*

La commission d'enquête parlementaire est dénommée *„Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat"* (CESRE).

a) *La résolution (initiale) du 4 décembre 2012*

Dépôt : M. François Bausch
04.12.2012

Résolution

La Chambre des Députés,

Considérant qu'au cours des dernières semaines, des informations ont été révélées sur des pratiques qui auraient été par le passé celles du service de renseignement et qui auraient pu être contraires aux normes juridiques régissant un Etat de droit,

Considérant qu'il est du devoir de la Chambre des Députés d'établir la réalité des faits afin d'examiner si ces agissements ont été conformes à la législation en vigueur,

décide

d'instaurer une commission d'enquête conformément à l'article 64 de la Constitution, aux dispositions de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires et aux articles 178 à 190 du Règlement de la Chambre des Députés,

d'examiner les méthodes opératoires du service de renseignement depuis sa création,

d'en vérifier la légalité au vu de la législation en vigueur au moment où ces méthodes ont été appliquées,

de faire rapport à la Chambre des Députés et d'en tirer les conclusions conformément à l'alinéa 2 de l'article 189 du Règlement de la Chambre des Députés, et ce dans les meilleurs délais.

b) ***La résolution (complémentaire) du 31 janvier 2013***

Dépôt : M. Alex Bodry
31 janvier 2013

Résolution

La Chambre des Députés ;

- se référant à la résolution du 4 décembre 2012 relative à l'instauration d'une commission d'enquête au sujet de l'examen des méthodes opératoires du service de renseignement depuis sa création ;

- considérant qu'il appartient en vertu de la loi à la Chambre des Députés de déterminer les faits qui sont à la base de l'enquête et de définir la mission de la commission d'enquête ;

- considérant que les travaux menés par la commission ont fait apparaître la nécessité d'élargir et de préciser la mission d'enquête initiale ;

- considérant qu'il est indiqué d'élargir le champ d'investigation de la commission d'enquête aux missions du service, à la collecte et au traitement des informations, au budget ainsi qu'au personnel du service de renseignement ;

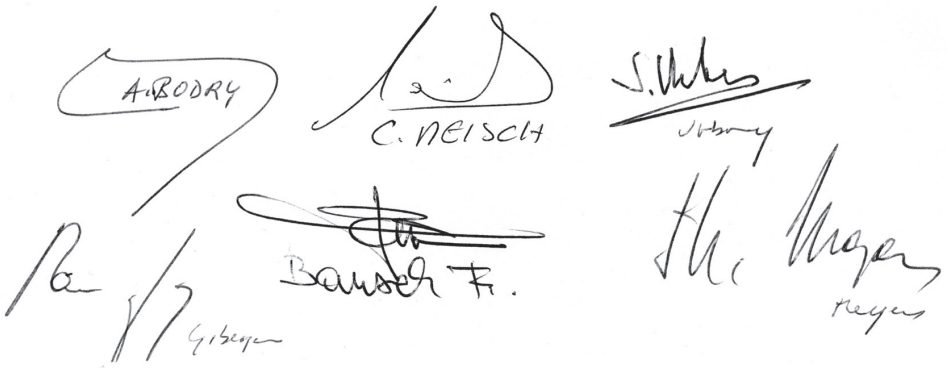
- considérant qu'il est également souhaitable que la mission d'enquête englobe la question du contrôle du service de renseignement ;

décide

- de compléter la mission initiale de la commission d'enquête instaurée le 4 décembre 2012 en l'élargissant aux missions, à l'organisation et au mode de fonctionnement du service de renseignement ;

- d'incorporer dans la mission d'enquête de la commission la question du contrôle dudit service ;

- d'intégrer les conclusions de la commission d'enquête sur les aspects supplémentaires de la mission dans le rapport à soumettre à la Chambre des Députés.



Les travaux et les devoirs d'instruction menés et ordonnés par la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat, de même que les informations et les déclarations des différents témoins auditionnés au cours du mois de janvier 2013 ont révélé la nécessité de procéder à une extension du champ d'action matériel de l'enquête tel que défini dans la résolution du 4 décembre 2012.

La Chambre des Députés, réunie en séance plénière le 31 janvier 2013, a adopté à l'unanimité une résolution déposée par le M. le Président de la commission d'enquête visant *„de compléter la mission initiale de la commission d'enquête instaurée le 4 décembre 2012 en l'élargissant aux missions, à l'organisation et au mode de fonctionnement du service de renseignement;*

d'incorporer dans la mission d'enquête de la commission la question du contrôle dudit service;

d'intégrer les conclusions de la commission d'enquête sur les aspects supplémentaires de la mission dans le rapport à soumettre à la Chambre des Députés."

2) L'assise constitutionnelle et le cadre légal d'une enquête parlementaire

a) *L'article 64 de la Constitution*

Le droit d'enquête par la Chambre des Députés est formellement prévu par l'article 64 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg libellé comme suit:

*„**Art. 64.** La Chambre a le droit d'enquête, la loi règle l'exercice de ce droit."*

b) *La loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires*

L'exercice du droit d'enquête parlementaire constitutionnel est réglementé par la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires[32]. Aux termes de son article 4, alinéa 1er, *„La commission ainsi que son président, pour autant que celui-ci y soit habilité par la Chambre des Députés, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle."*

Ainsi, la commission d'enquête parlementaire dispose de pouvoirs d'investigation très larges et coercitifs.

La loi précitée du 27 février 2011 a abrogé la loi antérieure du 18 avril 1911 sur les enquêtes parlementaires, mettant de sorte un terme à la confusion entre le caractère juridictionnel des pouvoirs attribués à la commission d'enquête et le caractère politique de sa mission. La reformulation des pouvoirs dont dispose une commission d'enquête, à savoir l'abandon de la référence générale aux pouvoirs d'un juge d'instruction tel qu'ayant figuré à l'article 4, alinéa 1er de la loi précitée du 18 avril 1911, comporte l'avantage de déterminer l'étendue de ses moyens d'action. Cette précision permet également, et il s'agit là d'un avantage indéniable, de délimiter, dans le cas de figure où des faits identiques et connexes donnent lieu tant à une enquête parlementaire qu'à une enquête judiciaire ordinaire, le champ d'action de l'enquête parlementaire.

L'alinéa 2, 1ère phrase de l'article 4 de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires dispose que *„L'instruction menée par la commission d'enquête ne saurait porter sur des faits ayant donné lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps que ces poursuites sont en cours."*

c) *La mise en œuvre de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires*

Il convient de noter que la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat est la première commission d'enquête parlementaire à être soumise au nouveau cadre légal réglant l'enquête parlementaire.

Certains aspects d'ordre pratique et procédural ont partant dû être affinés, voire être précisés. Il s'agit notamment

- du caractère de la réunion; il y a lieu de différencier entre la réunion de travail et la réunion consacrée à l'audition d'une personne convoquée en tant que témoin ou expert.

---

32 Mémorial A, n° 51 du 18 mars 2011, page 974

- le caractère public d'une réunion de la commission d'enquête parlementaire implique en principe la reproduction sonore et la retransmission télévisée en direct sur la chaîne parlementaire de la Chambre des Députés. La personne convoquée en vue d'être auditionnée par la commission d'enquête en est avisée en vue de sa prise de position préalable. Elle dispose partant du droit reconnu de prendre position à ce sujet. La commission d'enquête décide de prévoir soit la retransmission tant sonore que télévisée, soit seulement la reproduction sonore.
- la réunion de travail tant publique qu'à huis clos fait l'objet d'un procès-verbal ordinaire ayant un caractère public ou à huis clos à raison du caractère de la réunion de travail.
- la réunion consacrée à l'audition d'une personne convoquée en tant que témoin ou expert fait l'objet d'un verbatim envoyé par la suite à la personne convoquée pour observations éventuelles avant d'être signé par celle-ci, le Président de la commission d'enquête parlementaire et par le secrétaire en charge de la commission d'enquête parlementaire.

A raison du caractère connexe de certains volets abordés au cours des auditions de témoins devant les membres de la commission d'enquête avec le procès pénal du „Bommeleeër" pendant devant la Chambre criminelle du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, une certaine concertation a eu lieu avec les autorités judiciaires.

3) Les travaux de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

A) *La démarche de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat*

1. *Le résumé des réunions*

Au total 47 réunions de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ont eu lieu, à savoir, le 17 décembre 2012, les 3 (matin et après-midi), 8, 11, 15, 22 et 25 janvier 2013, les 1er, 5, 8 et 19 février 2013, les 1er, 5, 8, 15 et 22 mars 2013, les 12, 16, 17, 22, 23 et 25 avril 2013, les 7, 10 et 21 mai 2013, les 4, 5, 21, 25, 26, 27 et 28 juin 2013 ainsi que les 1er, 2, 3 (matin et après-midi), 4 et 5 juillet 2013.

Dans sa première réunion du 17 décembre 2012, la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat a désigné M. Alex Bodry comme président, MM. Xavier Bettel (fonction repris, depuis son remplacement depuis le 9 avril 2013 par Mme Lydie Polfer, par M. Claude Meisch) et Paul-Henri Meyers comme vice-présidents. M. François Bausch est désigné comme rapporteur.

2. *La détermination des témoins à entendre*

Au cours de sa première réunion du 17 décembre 2012, les membres de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ont déterminé, en fonction de la résolution du 4 décembre 2012, une première liste des personnes à entendre. Le mandat confié à la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ayant été élargi par la résolution du 31 janvier 2013, le cercle des personnes à entendre en qualité de témoin a été partant élargi au cours des réunions de travail à huis clos subséquentes.

Les personnes suivantes ont témoigné devant les membres de la commission d'enquête: M. Patrick Heck, Directeur du SREL (le 11 janvier et le 5 mars 2013), M. Marco Mille, ancien directeur du SREL (le 15 janvier, le 15 mars et le 7 juin 2013), M. Charles Hoffmann, ancien directeur du SREL (le 22 janvier 2013), M. Robert Rollinger, ancien directeur adjoint du SREL (7 juin 2013), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat (le 25 janvier et le 17 avril 2013), M. Jacques Santer, Ministre d'Etat honoraire (le 1er février 2013), M. Robert Biever, Procureur général d'Etat (le 5 février 2013), M. Frank Schneider (le 8 février et le 12 avril 2013), M. André Kemmer (le 19 février et le 16 avril 2013), M. Roger Mandé (le 8 mars 2013), M. Jean-Claude Knebeler (le 22 mars 2013) et M. Gérard Reuter (le 10 juin 2013).

Le 15 mars 2013, la commission d'enquête a entendu le Procureur d'Etat adjoint auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, Mme Doris Woltz.

Le 25 juin 2013, les membres de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ont eu un échange de vues portant sur les pistes de réforme du SREL avec M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.

3. *Les experts entendus*

En date du 16 avril 2013, les membres de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ont eu un échange de vues avec Monsieur Rolf Gössner, avocat et expert ayant participé à l'élaboration de diverses législations comme la loi sur les dossiers de l'ancienne police secrète (STASI) de la RDA ou la loi sur l'interception des communications (grosser Lauschangriff).

En date du 23 avril 2013, la commission d'enquête a eu un échange de vues avec Monsieur Bernard Carayon, avocat au barreau de Paris et maître de conférences à Sciences-Po Paris et à l'Ecole de Guerre économique.

La commission d'enquête a entendu le 21 mai 2013 Monsieur François Heisbourg, expert en matière de questions stratégiques et liées au monde du renseignement.

4. *Les échanges de vues avec les responsables du SREL*

Les membres de la Commission d'enquête sur le SREL, eu égard au mandat élargi confié à la Commission d'enquête sur le SREL portant sur les missions, sur l'organisation et sur le mode de fonctionnement du SREL, ont procédé à une série d'échanges de vues afférents avec les responsables du SREL.

Dans le cadre de ces travaux, une série de présentations ayant porté sur le cadre juridique du SREL, sur les menaces terroristes internationales et nationales, sur la prolifération et sur le contre-espionnage ont permis de mieux cerner les activités du SREL.

Des précisions à ce sujet figurent sous le point C) ci-après.

5. *Présentation et adoption du rapport*

A l'issue des réunions, au nombre de huit, consacrées aux travaux préparatoires relatifs au rapport, la commission d'enquête a adopté majoritairement le présent rapport lors de sa réunion du vendredi 5 juillet 2013.

B) *Les mesures d'instruction prises*

Volet de la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles sur support papier et microfilm par le SREL

La Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat a, dans un premier temps, traité prioritairement le volet de la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles sur support papier et microfilm par le SREL.

Face à la demande légitime de personnes désireuses de pouvoir vérifier si leur nom et des informations connexes figureraient dans une fiche tenue dans une banque de données, la commission d'enquête a défini une ligne procédurale à suivre.

Dans un premier temps, les membres de la commission d'enquête ont, conformément aux articles 63 et 64 du Code d'instruction criminelle, procédé à un transport sur les lieux. L'objet de cette mesure d'instruction a été de faire toutes les constatations utiles en relation avec la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles constituées depuis 1960.

La banque de données précitée a fait, en date du 23 janvier 2013, sur ordonnance de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat, l'objet d'une mise sous scellé en application de l'article 33, paragraphe (4) du Code d'instruction criminelle.

Depuis, l'inventaire afférent a pu être affiné par le SREL; ainsi il s'agit de

– 4.168 fiches individuelles pour l'activité de renseignement,
– 2.270 personnes morales (associations, organisations non gouvernementales), et

– 6.645 pour les besoins des habilitations de sécurité (effectuées par l'Autorité nationale de sécurité).

En ce qui concerne les fiches individuelles constituées et vérifiées par la Commission d'enquête sur le SREL au sujet des personnes morales pour l'activité de renseignement, les inspections effectuées par la Commission d'enquête sur le SREL ont permis d'établir que certaines d'entre elles ne comportent qu'une copie des statuts et d'articles de presse. Par contre, il a été constaté que pour d'autres personnes morales, la fiche afférente comporte une liste des adhérents. Seulement un examen détaillé permettra de faire une appréciation complète et pertinente sur l'envergure des fiches des personnes morales. On ne peut dès lors pas affirmer que l'ensemble des personnes morales ainsi répertoriées aient fait l'objet d'une observation systématique digne d'une méthode opérationnelle propre à un service de renseignement.

Suite à une demande introduite par Monsieur le Rapporteur François Bausch concernant la présence d'associations et organisations non gouvernementales dans la banque de données du SREL, la commission d'enquête a procédé aux vérifications d'un échantillon. Compte tenu des contraintes en temps et en ressources, elle recommande une recherche plus détaillée, notammant sous l'angle historique, sous réserve de la protection des informations appartenant à des services partenaires du SREL.

La présence d'une fiche ne signifie pas systèmatiquement que cette organisation a fait l'objet de mesures opérationnelles. Beaucoup d'organisations ont une fiche parce que leur nom est apparu dans le cadre ou en marge d'une autre opération. Les données ci-après ont été transmises à la commission d'enquête.

a) Dans le cadre des recherches nominales CNPD:

Association – Solidarité Luxembourg-Nicaragua

b) Dans le cadre des recherches basées sur le listing de Monsieur le Rapporteur François Bausch:

Amnesty International Luxembourg

Par ailleurs, la présence d'une fiche a été vérifiée pour:

OGBL

Amistad Luxembourg-Cuba

Périodique „Forum" (de Militant) Publications JOC/JEC/JAC

KGL Kommunistische Gruppe Luxemburg

Kollektiv Spackelter (anti-drogues)

GSR Groupement pour le socialisme révolutionnaire

Association Letzebuerger Friddenskomitee

Association lwerliewen asbl

Association MLF Mouvement de libération des femmes

Ligue Communiste révolutionnaire LCR membres

AWIL Alternativ Wiert iech

Eislecker Fraiheetsbewegung

Fédération Eist Land Eis Sproch FELES

Groupement pour le socialisme révolutionnaire GSR

Jeunesse ouvrière catholique JOC

Jeunesse socialiste

Kommunistischer Bund Luxemburg KBL-KJB-doc

Ligue des droits de l'homme Luxembourg

Mouvement écologique Luxembourgeois

Nationalbewegung Teiteng

National Bewegung – Greng National Bewegung

Radio Fluessfenkelchen

UNEL Union nationale des étudiants luxembourgeois

Anti-apartheid – en Afrique du Sud

Fonken

Roud Wullmaus

c) Dans le cadre d'une recherche dans le fichier backup Senningen

ASTI – Association de soutien aux travailleurs immigrés

Caritas

Association CLAE anc. CLAI

Radio Radau Letzebuerg

Association: ASSOSS Luxembourg

Greenpeace

La Commission d'enquête sur le SREL a dans la suite proposé que tout citoyen ait la possibilité de s'enquérir sur l'existence ou non d'un dossier les concernant et d'en obtenir, le cas échéant, une copie. La procédure retenue a été d'adresser, soit directement, soit par le biais de la Commission de Contrôle parlementaire sur le SREL, respectivement par l'intermédiaire de la Commission d'enquête sur le SREL, une demande d'accès afférent à un organisme administratif indépendant préexistant, à savoir l'autorité de contrôle spécifique dénommée „Autorité de contrôle „Article 17" ".

Il échet de noter que cette autorité de contrôle spécifique est prévue *expressis verbis* à l'endroit de l'article 17, paragraphe (2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Cette dernière transmet la demande au SREL lequel effectue la recherche et s'il y a un dossier, transmet une copie à l'Autorité de contrôle „Article 17".

Les dossiers afférents ayant été mis sous scellés, il y a été convenu avec l'autorité de contrôle „Art. 17", chaque fois qu'un ensemble de demandes d'accès a été satisfait, que cette dernière envoie une liste reprenant les noms, prénoms et adresses des personnes ayant sollicité un droit d'accès et adressé à cette même Autorité de contrôle au secrétariat de la commission d'enquête en vue d'une mainlevée partielle. Ainsi, en application de l'article 67, paragraphe (1) du Code d'instruction criminelle, la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ordonne la mainlevée partielle de tous objets, documents et papiers ainsi que de tous documents connexes composant la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles établie par le Service de Renseignement de l'Etat et relatives aux personnes physiques, morales et de fait nommément consignées sur les deux listes annexées à la présente ordonnance.

Sur le plan de l'exécution pratique de la mesure de scellé ainsi qu'une mesure de mainlevée, la commission d'enquête a eu recours aux services de la Police judiciaire.

C) *Les résultats de l'investigation parlementaire*

Les auditions des témoins, de même que les nombreux documents transmis et remis à la commission d'enquête, ont permis de déterminer et d'éclaircir à ce jour (date d'établissement du présent rapport) certaines dérives ayant eu lieu au sein du Service de Renseignement de l'Etat pouvant être qualifiés soit de dysfonctionnements ponctuels réels, soit de dysfonctionnements d'ordre structurel.

1. *Les dysfonctionnements réels constatés*

Ces faits et manquements peuvent être canalisés selon onze volets, à savoir:

a) la mise en oeuvre des méthodes opérationnelles pendant la période de 1960 à 1991 (contexte de la Guerre Froide) et pour la période de 1991 à 2001 (contexte de la fin de la partition bipolaire du monde vers l'évolution du terrorisme international)

b) l'enregistrement d'un échange de vues entre le directeur du SREL et le ministre de tutelle, le Premier Ministre, Ministre d'Etat à l'insu du dernier à l'aide d'une montre disposant d'un dispositif d'enregistrement,

c) le pantouflage,

d) l'exécution non autorisée de mesures d'interception de communications,

e) l'exécution d'une mission de renseignement ayant dépassé le cadre légal,

f) le rôle de l'ancien chauffeur du ministre de tutelle intégré dans le SREL,

g) la tentative de corruption,

h) le logement assuré par le SREL de l'ancien Président de la Chambre des comptes,

i) la théorie du réseau parallèle „Stay behind" établi par le SREL,

j) l'affaire de la société aérienne de fret luxembourgeoise, et

k) les agissements du SREL dignes d'une structure de police secrète.

a) la mise en oeuvre des méthodes opérationnelles pendant la période de 1960 à 1991 (contexte de la Guerre Froide) et pour la période de 1991 à 2001 (contexte de la fin de la partition bipolaire du monde vers l'évolution du terrorisme international)

La période de 1960 à 1991

– *Extrait du verbatim de la Commission de contrôle parlementaire du SREL:*

(M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat est désigné par l'abréviation *J./M. Marco Mille,* ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat est désigné par l'abréviation *M.)*

„J.: Déi sougenannte politesch Spionage, déi maache mer jo souwisou net méi. Ma déi ass awer massiv gemaach ginn an der Zäit. Ech hunn do en alen Dossier fonnt vum Här [Pierre] Werner, do waren esou Rapporten dra vum Sécherheetsdéngscht, vu Versammlungen, vu Parteien, vu Kommunisten oder vu Studenten ...

M.: D'Kommunistesch Partei, jo an der Zäit, virun nonzeg, also am Kale Krich nach. Do ass effektiv d'Kommunistesch Partei, mä bon, do war de Geheimdéngscht, dat war seng eenzeg Clientèle, dat war d'russesch Ambassad, d'Kommunistesch Partei, am Ufank déi Gréng ...

J.: Awer ouni Ursaach, fannen ech.

M.: Jo, mä dann, aus heiteger Siicht, mat denger philosophescher Astellung — wat jo och meng ass — mä ...

J.: Et gëtt jo keng Ursaach, fir déi Gréng ...

M.: Mä wanns de awer kucks, wéi deemools d'Leit geduet hunn, wéi eng Leit do souzen. Da bass de nees beim WACL anesouweider.

J.: Jo, jo.

M.: Do war jo alles, wat net stramm konservativ war, war staatsgefährdent. Neen där do also, där do Dossieren, där gêtt et. Ech hunn zu de Leit gesot, wéi ech Direkter gi sinn, si sollen emol ganz Archiver mëschten an alles erausgeheien, wat do dra wär. Mir hunn 300.000 Karteikaarten am Keller leien. Dunn hunn ech gesot: Ok, elo huelt der d'Lëscht vun all deene Leit, déi gewielte Mandatsträger sinn, a kuckt, ob déi dra sinn. A wa se dra sinn, geheit der se eraus. Alles zerstéiert, welI, wéi gesot, d'Gréng Partei, och d'Kommunistesch Partei ass fir mech en net onnëtzlechen Deel vun der politescher Meinungsvielfalt. [...]"[33]

Il en résulte que les fiches individuelles ont été recensées à l'époque de la Guerre Froide sous les Gouvernement Werner et antérieurs, donc avant la chute du mur de Berlin en 1991.

Toutefois, comme en témoigne un dossier publié par une personne lors de la conférence de presse du 27 juin 2013, il est probable que ces fiches ont été tenues à jours pour une certaine période postérieure à 1991.

Il est important de situer dans ce rapport la spécificité du fonctionnement du Service de Renseignements avant l'entrée en fonction du directeur, M. Mille.

Les milliers de fiches individuelles que contiennent les archives de l'époque démontrent bien que, pendant les décennies de la guerre froide, il était chose courante d'épier les faits et gestes de toutes personnes ou associations soupçonnées d'être un tant soit peu critique face au fonctionnement du gouvernement en place.

De la création du Service de Renseignements jusqu'à la chute du mur de Berlin, les activités du service de renseignements étaient caractérisées par une suspicion générale contre tout mouvement d'opposition ou simplement critique par rapport à l'Etat. Le cadre légal faible et vague du SREL laissait en outre une large marge de manœuvre à ses collaborateurs. Les anciennes archives témoignent du

---

33 Extrait du verbatim dressé par la Commission de Contrôle parlementaire du SREL

système d'observations et de filatures mis en place par le Service de Renseignements à cette époque. Les fichiers comportent non seulement des rapports détaillés sur les activités de nombreuses associations de la société civile de l'époque, mais aussi une multitude d'informations personnelles sur des citoyens politiquement engagés. On y trouve même des annotations concernant les mouvements des comptes bancaires de certaines personnes. Ceci laisse supposer que la violation du secret bancaire était chose courante.

Ces actes de surveillance et de fichage ne servaient pas uniquement à assurer la protection extérieure du pays. Il s'agissait effectivement en partie d'une observation d'adversaires politiques qui ne représentaient à aucun moment un quelconque risque pour la sécurité publique.

„Do war jo alles wat net stramm konservativ war, war staatsgefärdent" (dixit M. Mille, entretien avec M. Juncker en date du 31 janvier 2007).

Parmi les personnes suscitant l'intérêt du service de renseignements figuraient aussi certains élus, notamment des membres du parlement luxembourgeois.

M. Charles Hoffmann, directeur du Service de Renseignements pour la période de 1985 à 2003, a déclaré au moment de son audition publique du 21 janvier 2013 devant les membres de la Commission d'enquête sur le SREL que *„[…] Ech profitéieren nach an där kuerzer Introduktioun hei zwou wichteg Saachen ze soen, an dat och ënner Eed. De Service de Renseignement huet ni fir eng politesch Partei geschafft. Och net fir d'CSV. Bon. Dat ass d'Nummer eent. D'Nummer zwee: Ënner menger Direktioun ass keng illegal Ecoute geschitt, à moins dass se à mon insu geschitt wär, mä vu mir ass keng ausgaangen. Dat sinn déi zwou Saachen emol, déi ech hei nach wëll ganz kloer ënner Eed aussoen.*

[…]

***M. Gilles Roth** (CSV).– Här President, ech wollt an deem Kontext och d'Fro un den Zeie stellen, deen ënner Eed jo ausseet, en huet virdru gesot, en hätt net fir d'CSV geschafft, wat en éiert, mä alles aneschters wär géint Ären Devoir de réserve a géint den Devoir de neutralité hätt dat verstouss als Fonctionnaire: Kënnt Dir hei der Kommissioun confirméieren, dass Dir ni eng politesch Instruktioun krut?*

***M. Charles Hoffmann,** ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo.*

***M. Gilles Roth** (CSV).– Dat heescht vun engem Statsminister, fir net op enger politescher Partei oder enger Gewerkschaft ze enquêtéieren.*

***M. Charles Hoffmann**, ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo. Dat kann ech direkt hei ënner Eed aussoen. Ech hunn ni eng politesch Instruktioun kritt. Ni! Also sans aucun doute.*

[…]

***M. Charles Hoffmann**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo, jo, ok. Also mir hunn ni politesche Spionage gemaach. Dat soen ech hei ënner Eed. Op d'mannst net à ma connaissance. Wann elo eenzel Leit geduecht hunn, do ass eng Versammlung an ech ginn dohinner kucken, oder ech froen e Journalist wat do geschitt ass, an en huet duerno eng Fiche an de Fichier geluecht, da kann ech net dofir geruedstoen, hein.*

[…]

***M. Claude Meisch** (DP).– Dir hutt virdru gesot, Dir hätt ni politesche Spionage gemaach.*

***M. Charles Hoffmann**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo.*

[…]

***M. Charles Hoffmann**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– […] Wat deen aneren Déngen ubelaangt, wou en Dossier, wat de Marco Mille soll gesot hunn. Ech weess net, wat en domadder mengt. An déi Zäit vum … den Här Werner war ni mäi Chef, wéi ech mech erënnere kann. Ech hat just den Här Santer an den, also wann ech mech net ieren. Ech ka mech net erënneren, dass den Här Werner soll mäi Chef gewiescht sinn".*

Au cours de son audition publique du 15 janvier 2013, M. Mille affirme *„Ech ka sommairement soen, esou wéi den Här Heck dat och gesot huet, datt et eng politesch Surveillance, an deem Sënn wéi Dir se uschwätzt, net ginn ass. Datt déi och vum Staatsminister net autoriséiert gi wir. Au contraire, datt déi verbuede war … déi ass et net ginn. Ansonste kann ech net iwwer de Géigestand vun den Aktivitéiten an enger ëffentlecher Sitzung schwätzen. Dat heescht, ech kann och net soen, op wien net geschafft ginn ass."*

***M. Marco Mille**, Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– „Ech hunn an dâr Zait net matkritt, dass esou op iergendwellech Parteien oder soss Mandatairë geschafft gi wier, Groupen an esou. Dat war net. Wéi ech an de Service komm sinn, war dat net. Dass dat historesch virdru vläicht emol sou war, dat mag sinn. Do huet de Statsminister jo och gesot, hien hätt Rapporte fonnt vun der Zait nach vum Här Werner, dass dat offensichtlech sou war. Dat mag sinn, mä ech hunn dat selwer am Service net gesi passéieren.*

[...]

Ech hunn déi Zäit, wou ech am Service de Renseignement war, net kënnen observéieren, net kënne feststellen, dass esou Observatioune gemaach gi sinn, op Friddensbewegung, op déi Gruppen, déi Dir genannt hutt."

Le témoin déclare encore que, pour la période depuis 1998 (date de son entrée au Service de Renseignements), les partis politiques et leurs mandataires respectifs, de même que des manifestations publiques organisées par diverses organisations du monde associatif n'auraient pas été l'objet d'une quelconque pratique d'espionnage.

M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat, entendu en date du 25 janvier 2013 par la commission d'enquête, a fait les déclarations suivantes:

„An ech hu just, wéi ech Statsminister gi sinn, den Direkter vum Geheimdéngscht – awer net deen éischten Dag, well ech sinn net op de Geheimdéngscht iwwerfixéiert – komme gelooss, a gesot, ech wéilt net hunn, dass dat, wat fréier mol gesot ginn ass, dass dat nach géif geschéien. Ech hunn net gefrot: „Geschitt dat?" Ech sot: „Elo geschitt et net méi." Ech hat keng Ursaach dervun auszegoen, dass dat e puer Joer virdru geschitt wier, mä ech hu gesot, esou eppes, wat ee kéint innepolitesche Spionage nennen oder als solch beschreiwen, dat dierft et net ginn.

Souguer an engem Gespréich, wat opgeholl ginn ass vum fréiere Geheimdéngschtchef bei mir am Büro, gesitt Der, dass ech dat nach eng Kéier op engem Toun, denken ech, deen net emotional war, rappeléiert hunn, dass et dat net dierft ginn an dass et keng Ursaach géif ginn, fir politesch Parteien, Mouvementer, Gewerkschaften, Associatiounen oder déi gréng, wéi dat dann ee Moment do an deem Gespréich ugeklongen ass, ze observéieren.

An ech hunn dat och virun allem nom Enn vun deem sougenanntene Kale Krich wierklech als eppes emfonnt, wat keng Daseinsberechtegung hätt oder méi hätt, falls een déi strikt Trennung wëllt maache vun 1990/1991 nom Fall vun der Berliner Mauer un. Also, mat mengem Wëssen ass ni sougenannten innenpolitesch Spionage geschitt a sinn och keng Parteien, Eenzelner oder Mouvementer oder Associatiounen observéiert ginn.

[...]

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Mat mengem Wëssen iwwerwaacht de Lëtzebuerger Geheimdéngscht keng Réunioune vu lénksgeriichte politesche Kreesser. Mat mengem Wësse mécht en dat net. Wa bei Attroupementer vun där Zort, bei Versammlunge vun där Zort Leit aneren Déngschter opfale fir dës Aktivitéiten, déi se verdächteg maachen, da gëtt eisen Déngscht doriwwer informéiert. Mä ech hu perséinlech keng Kenntnis dovun, dass de Lëtzebuerger Geheimdéngscht iergendwou an der Groussregioun elo eng Versammlung vu Lénkskräften observéiert hätt.*

Ech hu keng ..., ech loossen och keng Lénksextrem observéieren. Ech maache mech dach net esou lächerlech, wéi si sech selwer maachen.

[...]

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Also, Här Urbany, mat mengem Wëssen – a scho guer net op meng Instruktioun! – gi keng Lénkskräften zu Lëtzebuerg iwwerwaacht, och keng ekologesch an och keng radikal-ekologesch Mouvementer. Ech weess iwwerhaapt net, wat dat ass, radikal-ekologesch. Wien, mengt Der dann, dass mer do géifen iwwerwaache loosse vum Geheimdéngscht, am Beräich vun der „radikaler Ekologie"?*

[...]

Dat, wat den Här Mille do seet, an deem Gespréich mat mir, dat bezitt sech awer op eng Zäit, déi net eis Zäit ass. Dat bezitt sech nu wierklech, sou hunn ech dat jiddefalls verstanen, op déi Zäit vum Kale Krich. Well ech soen dat nach eng Kéier: Meng Instruktioune si kloer gewiescht – meng, an ech ka mer net virstellen, dass den Här Santer eppes anescht gemaach hätt –, dass déi Saachen

do net méi virunzedreiwen... Ech soe selwer dat nach eng Kéier an deem Gespréich – iwwerflëssegerweis esouguer, well dat wousst den Här Mille jo –, dass et dat net méi dierf ginn.

Ech iergere mech esouguer driwwer, dass am Ufank vun hirer Entstehungsgeschicht op deene Grénge geschafft ginn ass, wéi d'Geheimdéngschter géife soen. Ech soen, dofir ass et jo guer keng Ursaach ginn, dofir ass et keng Ursaach ginn an dofir gëtt et och keng Ursaach. Also, fir elo ze probéieren un de politesche Responsabele vun haut Comportementer vu virun a vu während dem Kale Krich, notamment wat gesammelt Donnéeën ubelaangt, festzemaachen, franchement, dat ass awer verlueren Zäit. Ech sinn der Meenung, dass een dat soll kucken, dass een et soll opschaffen."

Au sujet de l'existence de l'archive compilé par le Service de Renseignements, M. Jean-Claude Juncker déclare, lors de son audition du 25 janvier 2013, que *„Also elo ginn aus Grënn vun der Wahrheitsfindung e puer Saachen duercherneegehäit hei. Eischtens emol, d'Commission de contrôle – wéi de Rescht vum Land – wosst, dass et en Archiv am Geheimdéngscht géif ginn. Ech wosst et jiddefalls. Wien huet mer dat gesot? Sinn ech dran? Ech sinn net dran? Ech hunn et nach ni gefrot, ob ech dra sinn!*

D'Commission de contrôle war do am Abrëll 2008 a konnt kucke goen. Déi eng hunn et gemaach, déi aner hunn et net gemaach. D'Commission de contrôle huet gewise kritt, am Zesummenhang mam „Stay Behind", wéi dëst a wéi dat wier, an do seet den Déngscht jo selwer, do hu mer gesinn, wéi onprofessionnell leschten Enns eisen Archiv ass, well den Archivist esou no sengen eegene Regelen do deen Archiv zesummegestallt huet: eng Kéier mat Nimm, eng Kéier mat Begrëffer, eng Kéier mat Organisatiounen. Et war dach net esou, dass een eréischt an Erfahrung bruecht huet, dass et een Archiv gëtt, wéi den Här Mille an enger seltener numerescher Verirung vun 300.000 Kaarten an engem Tëlefons- ..., an engem Enregistrement mat mir geschwat huet."

Dans sa réunion du 30 novembre 2012, suite à la publication de la première partie de l'entretien du 31 janvier 2007 entre MM. Mille et Juncker enregistré, la Commission de Contrôle parlementaire a demandé au ministre de tutelle de lui communiquer une copie dudit enregistrement. Or, celui-ci a informé les membres de la commission de contrôle parlementaire qu'il ne retrouve pas sa copie dudit enregistrement. Une copie de cet enregistrement fut finalement remise à la commission de contrôle parlementaire par M. le rédacteur en chef du journal „Lëtzebuerger Land".

La période de 1991 à 2001 (contexte de la fin de la partition bipolaire du monde vers l'évolution du terrorisme international)

Cette période, qualifiable d'intermédiaire jusqu'à l'avènement de la mouvance du terrorisme international, est caractérisée par un flottement au niveau du sens et des orientations des missions impartis à un service de renseignement.

La commission d'enquête n'a pas pu vérifier, d'un point de vue matériel, s'il y a eu des errements ou non.

La commission d'enquête déplore que M. Mille, alors directeur en fonction, ait procédé à un nettoyage ciblé des archives en donnant l'ordre de détruire, contre l'avis de l'ancien chef des Opérations, des dossiers compromettants pour le SREL, notamment ceux concernant les députés alors en fonction. Cette décision fut prise sans que la commission de contrôle parlementaire, alors fraichement constituée suite à l'adoption de la loi de 2004, en fût préalablement informée.

A ce sujet, M. Mille déclare, au moment de son audition publique du 15 janvier 2013 que *„**M. Marco Mille**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Dat war keng Décisioun, Här President, just d'Deputéierten do erauszehuelen. Dat ass… Elo misst ee méi an de Fonctionnement eragoen. Ech probéieren dat. An der aler Logik, mir schwätzen hei net vun där neier Datebank, mir schwätze vun där ...*

***M. Alex Bodry** (LSAP), Président.– Aler Datebank.*

***M. Marco Mille**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– ... aler Datebank, déi al Karteien. Déi ass konstituéiert ginn an enger Logik, wou de Service gesammelt huet. Deemools huet sech, an zu där Zäit huet sech déi Fro…, déi zentral Fro, déi am Dateschutz sech jo haut stellt, ass d'Finalitéit vun der Kollekt a vum Traitement vun enger Donnée. Déi seet jo, ob d'Legitimitéit ginn ass oder net: d'Finalitéit. Dat war esou net definéiert an der Zäit vum Kale Krich. Do gouf et éischtens aner Finalitéiten. Zweetens war dat Element vun der Finalitéit net an deem essentielle Wäert, an deem se haut steet.*

[...]

Ech hunn einfach gesot, elo huel mol alleguerten d'Mandatsträger, kuck déi Nimm ob déi bei eis gehale gi sinn a gehei dat eraus. Do war näischt wat mat der Finalitéit vum Noriichtendéngscht iergendee Sënn gehat hätt.

[...]

Also ech géif gären ee Punkt corrigéieren Här Urbany. Ech hunn net geschwat vun Zerstéierung vu Fichiere vun Deputéierten. Ech hu gesot, datt alles wat an den Archive war vu Mandatsträger soll zerstéiert ginn. Déi Uweisung hunn ech ginn. Ech sinn dovun ausgaangen, datt se ëmgesat ginn ass.

[...]

Ech probéieren net dat ze erklären ech kann dat net erklären aus mengem Standpunkt. Ech hunn d'Finalitéit esou wéi se am Gesetz vun 2004 definéiert ass als Grondlag geholl fir eng Decisioun. Dat ass d'Finalitéit vum Service de Renseignements deen ech ze féieren hat."

La commission d'enquête n'a pas pu identifier combien de dossiers gênants ont été ainsi retirés des archives.

La question de la responsabilité politique de ces agissements se pose à cet égard. Il est incompréhensible que les Premiers ministres en charge aux différents moments, ayant été mis au courant de cet espionnage du monde politique (les enregistrements des conversations avec M. Mille en témoignent) n'aient pas entrepris tout ce qui était dans leur pouvoir pour faire lumière sur ces sombres moments de notre histoire. N'aurait-il pas appartenu à M. Marco Mille, directeur à l'époque du SREL, de saisir au moins la commission parlementaire de contrôle au moment même du nettoyage des archives?

b) l'enregistrement d'un échange de vues entre le directeur du SREL et le ministre de tutelle, le Premier Ministre, Ministre d'Etat à l'insu du dernier à l'aide d'une montre équipée d'un dispositif d'enregistrement

Les éléments de l'enquête parlementaire ont permis d'établir que l'entretien du 31 janvier 2007 entre le directeur de l'époque du Service de Renseignement de l'Etat M. Marco Mille et le Premier Ministre, Ministre d'Etat, Jean-Claude Juncker a été enregistré par le premier à l'insu de son interlocuteur et ce au moyen d'une montre spécialement conçue à cet effet.

Ce volet a fait l'objet d'une instruction judiciaire sur réquisitoire du Procureur d'Etat près du tribunal d'Arrondissement de Luxembourg en date du 31 décembre 2012. Par une ordonnance du 15 février 2013 de la chambre du conseil du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg *„déclare éteinte par prescription, l'action publique engagée du chef du fait de l'enregistrement de l'entretien du 31 janvier 2007 entre Marco Mille et Jean-Claude Juncker"*.

Aux dires de l'ancien Directeur du SREL auditionné par les membres de la commission d'enquête, il aurait procédé audit enregistrement parce qu'il devrait y être question du CD crypté qui contiendrait l'enregistrement d'un entretien entre le Premier Ministre, Ministre d'Etat et le Grand-Duc et qui aurait porté sur l'affaire „Bommeleeër".

Une première entrevue du Premier Ministre avec l'ancien Directeur du SREL, accompagné de l'ancien chef de la branche des Opérations et un autre ancien fonctionnaire avait tourné au désaveu du directeur du SREL par le Premier Ministre.

Selon l'ancien directeur du SREL le Premier Ministre aurait réagi de façon extrêmement négative, voire violente aux informations fournies par le SREL ce qui aurait ébranlé la relation de confiance avec la direction du SREL.

L'ancien Directeur du SREL a ensuite demandé une nouvelle entrevue auprès du Premier Ministre, Ministre d'Etat. Lors de son audition devant la commission d'enquête, Marco Mille a avancé essentiellement deux motifs pour avoir enregistré cette deuxième réunion (ayant eu lieu en date du 31 janvier 2007).

Le premier motif était celui d'apporter une preuve à ses collaborateurs qu'il avait bien informé le Premier Ministre des faits. Pour les collaborateurs il importait d'avoir la certitude de l'accord du Premier ministre sur une mission en cours, étant donné les réactions négatives de ce dernier lors de la première réunion.

Le deuxième motif était, selon Marco Mille, d'apporter la preuve que le Premier Ministre avait donné en amont son accord pour lancer les écoutes sur le technicien M. Ces écoutes n'ont jamais été

soumises à la commission des juges et la commission de contrôle parlementaire n'a pas non plus été informée.

M. Marco Mille estimait que la réaction du Premier Ministre dans l'entretien enregistré lui a donné toutes les garanties nécessaires sur ce point.

M. André Kemmer quant à lui était également parti du principe que la mise sur écoute du technicien M. ainsi que l'enregistrement d'un entretien avec ce dernier par voie d'un téléphone mobile, avaient été autorisés par le Premier Ministre et le Directeur du SREL.

L'ancien Directeur du SREL a ensuite demandé une nouvelle entrevue auprès du Premier Ministre, Ministre d'Etat.

En ce qui concerne le technicien M., M. Marco Mille a encore expliqué, lors de son audition, que la qualité de cette source était des meilleures, puisque l'officier traitant la connaissait de longue date et la jugeait absolument fiable. Le technicien M. avait en effet collaboré avec le SREL en fournissant du matériel d'écoute qui aurait eventuellement été utilisé dans des querelles internes du SREL dans les années 80 qui visaient à destabiliser le directeur Charles Hoffmann. De même la source disposait des compétences nécessaires afin de procéder au décryptage du CD en question.

Il convient encore de citer un extrait du verbatim de l'entretien du 31 janvier 2007 entre MM. Jean-Claude Juncker et Marco Mille enregistré clandestinement par ce dernier.

„Marco Mille: Dat hun ech der jo schon gesot, den Service de Renseignement huet eng laang Geschicht, mais en huet keng

Jean-Claude Juncker: Keng mémoire

Marco Mille: keng documentéiert Mémoire, ech hun quasi eng blackbox iwerholl. Am Archiv ass näischt. Waat mer wessen, wessen mier, et schengt, et gesäit esou aus wéi wann Leit vum Geheimdingscht freier beim M. illegal Wanzen bestallt hätten, an sech beschaaft hätten, an och d'Police. Dat war awer, also mer schwätzen do vun, bon, 80er Joeren,

[…]

Marco Mille: do get et och wuel en gemeinsamen Passé, deen heen [M.] kennt, an ech net, do huet hien och en klengen Avantage op mech

[…]

Den M. kennt d'Vergaangenheet vum Service besser wéi ech … "

Lors du premier entretien avec le Premier Ministre des indications sur le CD crypté ont été évoquées.

„Dat, wat mer do aus där Reunioun erausgedroen hunn, huet net derzou gefouert, dass mer gesot hätten: „Mer kënnen dat do ad acta leeën. Do ass näischt." "

Il convient de soulever l'importance attribuée à cette affaire à l'époque:

„Mee waat fir mech ganz wichteg ass a ganz sérieux ass, ass dat eventuell hei een am gaangen ass eise Staatschef oder eise Regierungschef mat esou Moyens ze schiedegen. Dat ass net akzeptabel." (extrait du Verbatim de l'entretien du 31 janvier 2007 entre MM. Juncker et Mille enregistré clandestinement par ce dernier)

M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a d'ailleurs, au cours de la réunion du 3 décembre 2009, interprété les faits devant la commission de contrôle parlementaire comme „un essai de chantage":

„Monsieur le Premier Ministre, qui souligne formellement que de tels entretiens n'ont pas eu lieu, pense qu'il s'agissait plutôt d'un essai de chantage."

M. Roger Mandé, ancien collaborateur du SREL et personne proche du Premier Ministre, confirme cette vue des choses lors de son audition devant la Commission d'enquête sur le SREL:

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– „Jo, ech ka mer dat … Dat ass mir och gezielt ginn, dat wier schifgaangen. Ech mengen, de Chef … Et war nomëttes. Ech mengen, soll et gewiescht sinn. Et war net owes. De Chef hat … Wéi ass alles ausgedréckt ginn? Jiddweree sicht sech säint eraus.*

An de Chef hat menger Meenung no d'Gefill déi dräi géingen en erpresse mat där CD. Dem Chef war …

***M. François Bausch** (déi gréng).– Mat där kryptéierter CD.*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– ... et méi wéi suspekt. An ech mengen, do koum och seng ... Seng Astellung zu hinnen dräi war aggressiv aus deem Grond eraus, well en der do dräi sëtzen hat, wou e sech da geduecht huet: „Wéi ginn ech mat deem elo eens? Wéi ginn ech déi lass? Wéi ...“ “*

Un autre élément qui peut facilement être interprété comme tentative de prise d'influence ou de chantage dans le contexte du CD crypté est donné. Il s'agit de la réunion entre M. Frank Schneider et un haut fonctionnaire auprès du Ministère d'Etat en date du 4 décembre 2012. Lors de cette réunion M. Schneider laisse entrevoir qu'il disposerait d'une copie du CD crypté et qu'il le laisserait décrypter par ses propres soins.

Dans une lettre envoyée au préalable à cette réunion, l'avocat de M. Schneider avait déjà menacé d'avoir recours aux médias internationaux. Il convient de citer l'extrait suivant:

„M. Schneider demande à ce que le Ministère d'Etat prenne toutes les dispositions de droit et de fait qui s'imposent et espère ne pas devoir recourir à la presse internationale pour se faire droit au vu de la tournure très énigmatique de cette affaire inhabituelle et particulièrement nationale.“

Dans une note du 4 juillet 2008, un fonctionnaire du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur avait déjà mis en garde le Ministre de l'Economie contre les dangers qui émanaient de la personne de M. Frank Schneider pour les décideurs politiques:

„Il faut tenir compte du fait que M. Schneider était Directeur des Opérations du SREL pendant 8 ans et va très probablement, en tant que défense désespérée, essayer d'utiliser des informations dont il a eu connaissance durant cette période contre des décideurs impliqués.“

Il faut constater que toute la lumière n'a pas été faite sur cette affaire. Bien que de graves soupçons fussent exprimés à l'encontre des collaborateurs du SREL, le Premier Ministre n'a pas poursuivi cette recherche et les personnes concernées ont été succesivement écartées du service sans que leur rôle dans cette affaire soit clairement établi.

Une enquête judiciaire à ce sujet est actuellement en cours, de sorte que ce volet n'a pas pu être soumis à l'enquête parlementaire. Il s'ensuit que la Commission d'enquête sur le SREL ne peut que difficilement s'exprimer sur le degré de véracité de cette affaire.

Il échet de revenir sur les étapes chronologiques du flux et de la qualité des informations véhiculées au sujet de l'enregistrement clandestin de cet entretien:

- au courant du mois de décembre 2008, M. Juncker en a été informé par un ancien agent du SREL,
- au courant du mois de mars 2009, M. Juncker a invité M. Charles Goerens, en sa qualité de Président de la Commission de contrôle parlementaire du SREL, au Ministère d'Etat et l'en a informé, tout en lui faisant entendre, en arrière-fond, des extraits de cet enregistrement,
- au courant du mois de mai 2009, M. Goerens a informé oralement les autres membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL que M. Mille a procédé clandestinement à l'enregistrement d'un entretien qu'il a eu avec son ministre de tutelle sans autre précision,
- au cours d'une réunion de la commission précitée du début du mois de juin, juste avant le jour des élections législatives, M. Juncker a informé, sans aucune autre précision, les membres que l'entretien du 31 janvier 2007 avec M. Mille a fait l'objet d'un enregistrement clandestin par ce dernier. Les membres de la commission de contrôle parlementaire ont exprimé leur consternation au sujet de ce fait constitutif d'une violation grave de la relation de confiance devant régner entre le directeur du SREL et son ministre de tutelle. La commission a retenu que la façon de procéder dans cette affaire devait être discutée avec la commission reconstituée après les élections 2009,
- au cours de la réunion constitutive de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL du 13 octobre 2009, suite à la constitution de la Chambre des Députés dans sa composition telle qu'issue des élections législatives du mois de juin 2009, le nouveau Président de la commission de contrôle parlementaire, M. François Bausch, a relayé l'information de l'enregistrement clandestin par M. Mille d'un entretien que celui-ci a eu avec son ministre de tutelle,
- en date du 3 décembre 2009 la discussion au sein de la commission de contrôle parlementaire a lieu en présence du Premier Ministre. Ce dernier informe les membres de la commission de contrôle parlementaire que lors de l'entretien du 31 janvier 2007 avec l'ancien directeur du SREL, M. Marco Mille (enregistré par ce dernier à l'insu du premier), l'ancien directeur du SREL l'a informé que suite à une information anonyme, il semblerait que le Chef de l'Etat et le Premier Ministre auraient fait l'objet d'écoutes externes. Ces entretiens enregistrés auraient comme base de soi-disant entre-

tiens entre le Premier Ministre et le Chef de l'Etat au sujet de l'affaire „Bommeleeër". M. le Premier Ministre a informé les membres de la commission de contrôle parlementaire qu'il n'aurait jamais eu de discussions avec le Grand-Duc au sujet de l'affaire des „Bommeleeër". Une information importante qui décrédibilisait totalement les informations fournies par la source du SREL. Plusieurs membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL ont soulevé lors de cette réunion la nécessité de donner des suites disciplinaires, (voir extraits de la conférence du 6 décembre 2012 de Monsieur Jean-Claude Juncker ci-après.)

- au courant du 3 décembre 2009, lors d'une réunion de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL où figurait à l'ordre du jour la succession de M. Mille, la question des suites disciplinaires éventuelles à engager à l'égard de M. Mille a été évoquée une fois de plus par un membre de la commission de contrôle parlementaire. Des explications ont été demandées à M. Marco Mille, présent lors de cette réunion. Or, les membres de la commission de contrôle parlementaire n'ont eu droit qu'à des explications très sommaires. De plus, à aucun moment, la Commission de Contrôle parlementaire du SREL n'a été informée qu'un congé sans solde pour raison professionnelle a été accordé à M. Mille (voir extraits de la conférence du 6 décembre 2012 de Monsieur Jean-Claude Juncker ci-après).

Lors de la conférence de presse du 6 décembre 2012 de M. Juncker, ce dernier a déclaré que:

„Wéi ech an Erfahrung bruecht hunn, datt dat Gespréich tëschent dem fréieren Direkter vum Geheimdéngscht an dem Staatsminister opgeholl ginn ass, a mir dat eng Zäit laang iwwerluegt hunn, wat fir en Ëmgang datt ech mat deem Wëssen do ze pfleegen hätt, hunn ech den deemolege President vun der Geheimdégschtkommission, de Kolleg Charel Goerens bei mech bestallt, an hunn deen doriwwer informéiert, an him och déi CD, wou dat Gespréich drop war, virgespillt.

[…]

Dat hunn ech gemaacht, well den Här Goerens President vun der parlamentarescher Iwwerwaachungskommissioun war.

[…]

Den Här Goerens huet sech déi Kassett ugelauschtert, mä hien huet se awer net, esou wéi mir dat notracéiert hunn, intensiv gelauschtert.

[…]

Den Här Goerens, deen och doriwwer nogeduecht huet, huet mech dunn invitéiert fir an d'Geheimdéngschtkommissioun ze kommen, fir deenen anere Membere vun der Geheimdéngschtkommissioun déi Tatsach, datt ee Gespréich tëscht dem Geheimdéngschtchef an dem Staatsminister enregistréiert ginn ass, opgeholl gi war. Ech hunn zweemol an der Geheimdéngschtkommissioun doriwwer Bericht erstatt. Et huet kee mech dee Moment gefrot, fir déi CD kënnen ofzelauschteren, well jo d'Materialitéit vum Enregistréiere feststoung doduerch datt ech dat gemellt hunn, an dodurech datt den Här Goerens och an déi CD do eragelauschtert huet.

[…]"

Au sujet des poursuites disciplinaires éventuelles, M. Juncker déclare que:

„[…]

Ech hunn dat fir en extreme Vertrauensbroch gehalen.

[…]

Dat Gespréich, contrairement zu deem wat vill Leit schreiwen, mengen, soen, hat fir mech kee sécherheetsrelevante Charakter.

[…]

Et gëtt an der Öffentlechkeet d'Fro gestallt, firwat datt ech da géint dee fréieren Direkter vum Geheimdéngscht keng Disziplinaraffär ageleet hätt? An dat ass eng Fro, vun där ech fannen, datt se séier berechtegt ass.

Wann ech, well ech mech mat dar Fro beschäftegt hunn, eng Disziplinaraffär ugestrengt hätt, da wier déi Disziplinaraffär ënnert Enquêteform vun dem dofir zoustännege Regierungskommissär gefouert ginn, deen net bei mir am Haus sëtzt, mä dee fir all Disziplinaraffär beim Staat zoustänneg ass. Deen hätt eng Enquête gefouert. Déi Enquêten, dat weist meng Erfahrung am Ëmgang mat anere manner graven Dossieren, déi huele ganz vill Zait an Usproch.

Wann déi Enquête bis démarréiert gi wier, hätt ech jo missten de fréieren Direkter vum Geheimdéngscht direkt suspendéieren. Esou laang wéi en Direkter vun engem Service suspendéiert ass, kann en net duerch en neien Direkter ersat ginn. Hätt ech den Direkter vum Geheimdéngscht suspendéiert, dann hätt ech jo heiheem missten doriwwer Explikatioune ginn, hätt ech dann och gemaach, an hätt ech d'Netz vu Relatiounen, déi eise Geheimdénscht, dat heescht d'Regierung an all hire Composanten, mat auslänneschen Déngschter, a mat auslännesche Regierungen net soufern wéi et ëm Affäre geet, déi den Terrorismus betreffen, Wirtschaftsspionage betreffen, Aktivitéite vun anere Geheimdéngschter op eisem Territoire, hätte mir eis ofgeschnidde vun deene sécherheets-relevanten Informatiounen, déi aner Geheimdéngschter, an aner Regierungen eis zoukomme loossen.

[…]

De Risiko sech komplett ofzekappen par rapport zu där héchst wäertvoller Informatiouns- an Hiweisquell, déi mir hunn doduerch datt aner Déngschter vun anere Länner haaptsächlech, mä net nëmmen, vun alliéierte Länner am Kader vun der NATO, fir eis leeschten, huet mir einfach vum Sécherheetsstandpunkt dat eegent Land betreffend, ze héich geschéngt. An dofir hunn ech vun enger Affaire disciplinaire, déi alleguer déi Repercussiounen, déi ech amgaange sinn Iech ze beschreiwen, an déi dir eescht huelt oder net, ech hu se eescht geholl, an dat war eng Güteabwägung déi ech ze treffen hat; alleguer déi Constellatiounen hu mech zur Asiicht bruecht fir keng Disziplinaraffär ze maachen.

Ech hunn awer mam fréieren Direkter selbstverständlech iergendwann am éischte Semester 2009, ech kréien dat net reconstituéiert wéini datt dat war, dat ass och irrelevant, mech doriwwer ënnerhalen, méi wéi eemol. An hien huet mir erklärt datt hien deen Enregistrement mam Staatsminister, mat sengem Chef en fait, gemaach huet, well hie wollt eenzelne Leit a sengem eegene Service beweisen, well déi hunn dat bezweiwelt, datt hie mir déi lnformatioune géif weiderreechen, déi si him weiderginn hunn op Grond vun hiren eegenen, wéi ech mengen, vermeintleche Feststellungen."

En ce qui concerne le constat qu'aucune procédure disciplinaire n'a été engagé vis-à-vis de M. Marco Mille, il échet de renvoyer à l'article 55 de la loi du 16 août 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat qui dispose que *„Tout manquement à la discipline engage la responsabilité personnelle du préposé qui reste en défaut de provoquer ou d'appliquer les sanctions disciplinaires."*

Il convient de citer les déclarations circonstanciées faites par M. Marco Mille à ce sujet lors de son audition publique du 15 janvier 2013:

[…]

*„**M. Lucien Weiler** (CSV).– […] D'Fro ass gestallt ginn, wann et zu enger Trennung komm wär mat fristloser Entloossung a pour Faiten, déi dann eben do gewiescht wieren, ob dat, wéi eng Konsequenzen datt dat gehat hätt fir de Service mat senge Relatioune mat deenen anere Servicer. Do ass d'Fro gestallt ginn: Hätte mir am Fall vun enger net gudder Trennung keng Informatioune méi vun anere Servicer kritt? Den Zeien huet dorobber geäntwert; ech wëll d'Fro anescht stellen: Wann dat de Fall gewiescht wär, datt deen Départ do mat allméigleche Circonstancen ëmgi wär, déi public gi wären an esou weider, hätt dat kënnen eis Relatioune mat anere Servicer belaaschten?*

***M. Marco Mille**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Et hätt onweigerlech eis Relatioune mat anere Servicer belaascht.*

Wann et eng Trennung am Béise gi wier, hätt dat jo geheescht, dass een hätt missen iwwert d'Grënn schwätzen. Dat wier eng öffentlech Diskussioun ginn, och wann en eventuellt Disziplinarverfahren à huis clos gehale gi wier. Mä wann et, esou wéi Dir elo hypotheetesch virausgesat hutt, zu enger Trennung am Béise komm wier, dann ass einfach dervun auszegoen, dass ganz vill Faiten an d'Öffentlechkeet komm sinn – oder komm wieren –, déi eis Relatioune mat anere Servicer sécherlech schwéier belaascht hätten.

[…]

***M. Lucien Weiler** (CSV).– Ech hunn nach eng Zousazfro dozou.*

[…]

Zanter datt d'Commission de Contrôle parlementaire am Summer 2009 informéiert war vu Faiten, déi à la base vun där ganzer Saach sinn, war den Här Mille jo nach emol an der Kommissioun, an der Commission de Contrôle parlementaire duerno. Et avant son départ, ass do vun der

Kommissioun iergendwellechen Drock gemaach ginn, dass …, oder net? Sidd Der do net gefrot ginn: Mä opgrond vun deem, wat geschitt ass, iwwerleet Dir Iech net …, sidd Der net esou wäit …, wéini gedenkt Der …, an esou weider?

***M. Marco Mille**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Net a mengem Gefill.*

[…]

***M. Lucien Weiler** (CSV).– Ech ka mir virstellen datt an esou enger Sëtzung Membere vun der Kommissioun lech interpelléiert hunn a gesot hunn, lauschtert emol, wat eis awer hei virläit dat géif eis awer emol ze bedenke ginn, an iwwerleet Dir lech net emol d'Konsequenzen ze zéien? Kënnt Dir lech net erënneren datt d'Kommissioun esou …*

***M. Marco Mille**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Ech ka mech un esou eng Äusserung net erënneren. Ech géif awer do wierklech op d'Protokoller verweisen, well dat si Saachen...*

***M. Gilles Roth** (CSV).– Jo, jo, mä vun der Prozedur hir, jo.*

Meng zweete Fro, déi sech do uschléisst, dat ass déi: Ass ni vun engem Member vun der Kontrollkommissioun Är Suspendéierung gefrot ginn?

***M. Marco Mille**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Menges Wëssens no net.*

[…]

An de Statsminister huet mech eng zweet Kéier gefrot, an dunn hunn ech gesot: „Lauschter, ech hu meng Meenung nach ëmmer net geännert, mä wanns de insistéiers, jo, dann huelen ech en natierlech." An du sot hien: „Majo, dann huel en. Ech insistéieren." An dunn hunn ech en da geholl."

L'ancien directeur du Service de Renseignements, M. Charles Hoffmann a déclaré, lors de son audition du 21 janvier 2013, que:

*„**M. Weiler** (CSV).– Hätt esou eng Affaire disciplinaire oder e klenge Skandal ëm d'Direktioun, dee public gi wär, kënnen och eis Relatioune mat auslänneschen Déngschter belaaschten?*

***M. Charles Hoffmann**, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo, ech mengen dat! Ech menge just, dass dat bei den auslänneschen Déngschter iergendwéi en negativen Impakt op de Service kritt hätt. Wéi staark awer elo deen negativen Impakt gewiescht wär, dat kann ech net soen, well dat hänkt vu Land zu Land, vu Service zu Service an esou virun of. Mä bestëmmt hätt et en negativen Impakt kritt op de Service, jo."*

Au sujet de la façon dont M. Marco Mille a quitté le SREL, M. Juncker déclare, lors de son audition publique du 25 janvier 2013 devant les membres de la commission d'enquête:

*„**M. Claude Meisch** (DP).– Den Här Mille huet gesot, säin Départ wier fräiwëlleg gewiescht an en hätt souwisou wëlles gehat, sech berufflech aneschters ze orientéieren. Wann een Iech an där enger oder anerer Geleeënheet nogelauschtert huet, ech mengen och op där Pressekonferenz, dann hutt Der et awer esou duergestallt, wéi wann Der op d'mannst mëndlech him dat nogeluecht hätt, sech berufflech aneschters ze orientéieren.*

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Richteg ass et, dass den Här Mille schonn e bësse virdru sech wollt berufflech ëmorientéieren, well en hat sech gemellt – dat sinn ech elo erëm eréischt gewuer ginn, wéi ech eng Rei vun Zeitungsartikelen nogelies hunn – als Terrorismusbeoptraagte vun der Europäescher Unioun.*

Ech hunn an enger Zeitung gelies, ech hätt dat verhënnert, well ech selwer géif gäre Carrière an Europa maachen, ce qui prouve le ridicule vun eenzelnen Duerleeungen. Ech hunn en och deemools beim Här Solana recommandéiert, mä en huet déi Plaz net kritt, aus Grënn, déi ech net kennen.

Wéi deen Incident geschitt ass, dass en deen Enregistrement gemaach huet, hunn ech en drun erënnert, dass e sech jo souwisou wéilt berufflech réorientéieren, an ech hunn e vivement encouragéiert, dat ze maachen. Dass den Här Mille elo net hei soe kënnt, ech hätt en erausgehäit, schéngt mer angesichts vun de Circonstances particulières vum Dossier relativ novollzéibar ze sinn."

Les membres de la commission d'enquête ne peuvent que regretter que le ministre de tutelle du SREL

- n'ait pas informé de manière exhaustive la Commission de contrôle parlementaire du SREL,

- n'ait pas dénoncé le fait, conformément aux dispositions de l'article 23, paragraphe (2) du Code d'instruction criminelle, aux autorités judiciaires, et
- n'ait pas engagé la procédure disciplinaire à l'égard de M. Mille.

Au sujet de l'obligation de dénonciation au Parquet, M. le Procureur général d'Etat Robert Biever a précisé, au cours de son audition par la commission d'enquête, que l'obligation inscrite à l'endroit de l'article 23 du Code d'instruction criminelle s'applique également au président ainsi qu'aux membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL à partir du moment où ils ont pris connaissance de faits susceptibles de constituer une infraction au Code pénal (audition du 5 février 2013 de M. Robert Biever).

Les éléments pénaux de cette affaire ont été transmis par la commission d'enquête au parquet.

c) la création d'une structure privée de renseignement entreprise par l'ancien chef du département des Opérations du SREL au moment de son emploi auprès du SREL (un cas concret de pantouflage)

Le terme „pantouflage" désigne communément le fait pour un haut fonctionnaire d'aller travailler dans une entreprise privée. Ce phénomène peut poser, eu égard aux circonstances particulières du cas d'espèce, des problèmes éthiques et déontologiques liés au mélange des sphères privées et publiques et des sphères de l'intérêt général et des intérêts particuliers.

En France, il existe une commission de déontologie de la fonction publique chargée d'examiner si les activités privées qu'envisage d'exercer l'agent public ne sont pas incompatibles avec ses fonctions précédentes.

Au Luxembourg, il n'existe aucune disposition analogue. Ainsi, en l'état actuel, tout fonctionnaire travaillant pour le Service de Renseignement de l'Etat et qui se propose d'aller travailler par exemple pour une société privée de renseignement, ne peut en être empêché.

Il est partant loisible à tout fonctionnaire du SREL d'envisager de quitter le service en vue soit d'intégrer une société intervenant dans le domaine de la sécurité ou de l'intelligence économique, soit de constituer une telle société et d'y apporter son expérience, son savoir acquis de par son activité au sein du SREL et ses connaissances (son carnet d'adresses).

L'ancien directeur du département des Opérations du SREL a créé une société privée de renseignement économique, rejoint peu après par un ancien analyste du SREL. Il apparaît, au fil des déclarations obtenues et eu égard aux documents communiqués, que l'ancien directeur du département des Opérations du SREL a conçu et peaufiné son projet de création d'une telle société au courant de l'année 2008, c'est-à-dire lorsqu'il a encore pleinement assumé sa fonction de responsable hiérarchique du volet opérationnel du SREL.

S'y ajoute la circonstance qu'au courant de l'année 2008, il a, dans le cadre des discussions entre le SREL et le Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur (dénommé ci-après le MECE) au sujet, dans le cadre d'une coopération administrative, de la création d'une cellule spécialisée au sein du SREL en matière de recherche d'informations touchant la protection du patrimoine économique et du potentiel économique et scientifique du Luxembourg, ouvertement proposé au responsable du MECE de créer une structure en dehors du SREL travaillant au niveau du renseignement économique et capable de fournir les informations nécessaires au MECE.

De même, il est évident que l'ancien directeur du département des Opérations du SREL a déjà entretenu, pour les besoins opérationnels du SREL, des relations régulières avec une source proche du cercle dirigeant d'un conglomérat devenu par la suite l'actionnaire majoritaire de la société de renseignement économique qu'il a créé par la suite.

Le portfolio des activités économiques de la société de renseignement économique s'est vite diversifié pour inclure également le champ de l'intermédiaire commercial, encore connu sous le terme „apporteur d'affaires". Dans le cadre de l'exercice de cette activité, l'ancien directeur du département des Opérations du SREL a, dans un cas concret lié au secteur du fret aérien, utilisé ses connaissances opérationnelles héritées et utilisé des informations classifiées.

A ce sujet, il convient de citer les extraits afférents d'une note circonstanciée du 4 juillet 2008 adressée à M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur:

„Les informations que le soussigné à collecter à droite et à gauche indiquent de plus en plus clairement que M. Schneider ne souhaite pas seulement profiter avec CEFIN (ndlr: devenu par la

suite la société Sandstone) des contacts noués pendant sa fonction au SREL, mais a activement utilisé sa fonction afin de placer des personnes dans des postes-clés au sein d'entreprises (l'opération CARGOLUX semble être un exemple très concret qui devrait conduire à placer M. XY en tant que SVP Sales & Marketing mais qui a été „vendue" au MECE (ndlr: Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur) en tant qu'opération touchant à la protection du patrimoine économique du pays) ainsi que de collecter des informations sur des clients futurs sur base des renseignements obtenus en tant qu'agent du SREL dans le but explicite d'en tirer profit après sa démission du service.

Le soussigné s'interroge si ceci n'est pas contraire à l'article 16 à la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignements. Bien que chacun soit libre de maintenir des contacts avec des personnes rencontrées lors de son activité professionnelle au-delà de celle-ci, l'utilisation de connaissances spécifiques liées à des activités classées (au niveau „secret" selon le rapport d'opération que le soussigné a pu consulter au siège du SREL en date du 4 avril 2008) semble, à l'opinion du soussigné, plus que problématique. Du moins l'opération touchant à Cargolux a été divulguée dans la version du plan d'affaires que le soussigné a reçu de la part de M. Schneider et qui a sans doute circulé en dehors de l'administration publique."

Ladite note comporte comme conclusion qu'il convient *„Le soussigné propose alors de prendre une attitude réservée vis-à-vis du projet CEFIN (ndlr: devenu par la suite la société Sandstone) le projet (tout en gardant des relations prudentes afin de rester informé sur ce qui se passe) en tant que telle et de juger le dossier introduit auprès de la SNCI sur ses seuls et uniques mérites économiques et non pas comme une émanation semi-appuyée par des instances publiques luxembourgeoises."*

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Jean-Claude Juncker du 25 janvier 2013:*

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– „[…] An do hunn ech bei der SNCI nogefrot, wéi dann deen Dossier do behandelt ginn ass. Well et ass och doruechter gezielt ginn, dee wier vill méi favorabel behandelt ginn, wéi aner Dossieren. En ass genau behandelt gi wéi all déi Start-up-Dossieren duerch de Verwaltungsrot, wou jo drasëtzt wien Der wësst, sou dass ech net konnt feststellen, […]"*

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Jean-Claude Juncker du 7 mai 2013:*

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– „Ech hu mech beim deemolegen Direkter vun der SNCI an dem heitege Chef vun der Zentralbank renseignéiert, ob do eppes Extraes war, well jo och heiansdo behaapt ginn ass – ech weess net méi wou –, de Stat selwer – dat heescht ech; alors que l'Etat ce n'est pas moi –, verfügt hätt Sandstone misst all méiglech Hëllefe kréien, a Sandstone misst iwwerhaapt an den Genos vu staatlechen Opträg kommen. Alles dat stëmmt net.*

Mir gouf gesot vu Säite vun der SNCI, dass deen Dossier entwéckelt a behandelt ginn ass wéi all aneren. En ass duerch de Verwaltungsrot vun der SNCI gaang. Do sëtzt jo dran, wie mer wëssen. Da musst Der Iech à la source renseignéieren. Jiddefalls ass vu mir ni an zu kengem Moment, an ech denken och net vum Wirtschaftsminister a vu soss kengem, een Ustouss komm, fir deen Dossier do op eng besonnesch favorabel Aart a Weis ze traitéieren."

Le portfolio des activités économiques de la société de renseignement économique s'est vite diversifié pour inclure également le champ de l'intermédiaire commercial, encore connu sous le terme „apporteur d'affaires". Dans le cadre de l'exercice de cette activité, l'ancien directeur du département des Opérations du SREL a, dans un cas concret lié au secteur du fret aérien, utilisé ses connaissances opérationnelles héritées ainsi que des informations classifiées.

Il convient de noter que l'ancien chef de la branche opérationnelle du SREL continue de promouvoir sa société d'intelligence économique „Sandstone" comme étant une entité privée financée par l'Etat luxembourgeois en vue d'assurer la protection du patrimoine économique du Luxembourg. Cela ressort du point 29 de l'*affidavit* signé par l'ancien chef de la branche des opérations du SREL pour être produit dans le cadre d'une procédure judiciaire pendante devant la juridiction civile de Tel Aviv.

Dans une interview récente diffusée par une station de radio luxembourgeoise le 28 juin 2013, ce dernier a affirmé que le projet ayant conduit à la création de sa société d'intelligence économique ait bénéficié du soutien des ministères de l'Economie, des Finances et de l'Etat.

Or, cette affirmation est sans fondement et, de plus, contredite par la position officielle arrêtée des instances gouvernementales qui consistait en une attitude de considérer le projet de création de la

société privée d'intelligence économique *„[…] non pas comme une émanation semi-appuyée par des instances publiques luxembourgeoises. […]"* (extrait de la note du 4 juillet 2008 citée ci-avant).

Il s'ensuit que la société „Sandstone" ne constitue tout simplement pas une émanation bénéficiant d'un quelconque appui de la part des instances publiques luxembourgeoises.

Il s'ensuit de ce qui précède qu'il est nécessaire de prévoir l'obligation légale pour tout fonctionnaire, tout particulièrement pour le SREL, quittant le service pour une raison quelconque, d'intégrer une société privée œuvrant dans le domaine de la sécurité et du renseignement privé. Ainsi convient-il de prévoir une période de carence plus ou moins longue.

Les responsables de la société „SANDSTONE" ont par ailleurs utilisé des Informations classifiées pour la création de leur société.

Le „Business Plan" dressé au sujet de la société „CEFIN" (ndlr: devenue par la suite la société „Sandstone") fait référence à des informations issues de la mission „Cargolux".

„As an example, we can cite CARGOLUX's cargo flights to Teheran, Iran, which are operated through local partners that are involved in a smuggeling network of organised crimes and are used as a front company for Iranian Intelligence."

Ce fait a déjà été soulevé par un fonctionnaire du Ministère de l'Economie dans une note du 4 juillet 2008 adressée au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, donc bien avant la création de la société précitée:

„Les informations que le soussigné a collectées à droite et à gauche indiquent de plus en plus clairement que M. Schneider ne souhaite pas seulement profiter avec CEFIN [Sandstone] des contacts noués pendant sa fonction au SREL, mais activement utilisés dans sa fonction afin de placer des personnes dans des postes-clés au sein d'entreprises (l'opération CARGOLUX semble être un exemple concret qui devrait conduire à placer M. P.W. en tant que SVP Sales & Marketing mais qui a été „vendue" au MECE en tant qu'opération touchant à la protection du patrimoine économique du pays) ainsi que de collecter des informations sur des clients futurs sur base des renseignements obtenus en tant qu'agent du SREL dans le but explicite d'en tirer profit après sa démission du service. Le soussigné s'interroge si ceci n'est pas contraire à l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignements.

[…]

Au lieu de procéder à une dénonciation des faits auprès de la justice, l'auteur de la note propose de revoir la position du Gouvernement par rapport au projet, sans pour autant lui retirer son soutien.

Le soussigné propose alors de prendre une attitude réservée vis-à-vis du projet CEFIN [Sandstone] (tout en gardant des relations prudentes afin de rester informé sur ce qui se passe) en tant que telle et de juger le dossier introduit auprès de la SNCI sur ses seuls et uniques mérites économiques et non pas comme une émanation semi-appuyée par des instances publiques luxembourgeoises."

Cette note montre qu'au niveau de l'administration gouvernementale on était déjà conscient du caractère problématique du projet „Sandstone" en 2008. Ceci rejoint les propos du Directeur du SREL, M. Patrick Heck, qui a expliqué à la commission d'enquête que la création de la société „Sandstone" aurait été une façon élégante d'écarter M. Schneider du SREL.

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Patrick Heck du 5 mars 2013:*

*„**M. Patrick Heck**, Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– […] an do gëtt mer gesot, op där enger Säit gëtt mer gesot, dass den Här Mille de Projet Sandstone accéléréiert huet, fir de Schneider lasszeginn, an duerfir wahrscheinlech och dem Schneider awer e bëssche gehollef huet, dann och bei engem anere Minister virzeschwätzen, fir dann och ze hëllefen, fir d'Kapital ze kréien, fir e lasszeginn. […]."*

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Claude Meisch** (DP).– Nach eng aner Fro […]. Hien ass dann duerno och eraus gaang aus dem Service. […]*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– […] A parallel dozou huet den Här Mille schonn den Här Schneider a senger Absicht, fir déi Sandstone ze maachen – déi*

Absicht war scho méi laang do –, huet hien e bestäerkt an och begleet, esou dass et herno och, wéi et ëm d'SNCI gaang ass, en ass encouragéiert ginn, dat ze maachen. […]."

Cette observation vaut également pour la façon de procéder dans le cas de M. André Kemmer.

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– […] Wéi ech hie gefrot hu fir de Kemmer, maach eppes fir hien, dass en an déi Ekonomie do kënnt, dass do endlech Rou kënnt, well de Kemmer war och deemools, ech géif emol soen, de Procureur froen, et war en administrativen Amokleefer.*

[…] ech weess net, ob de Kemmer dohinner komm wier, wann ech net fir e gefrot hätt. Et ass méiglech, mä et war e Patt einfach, et war e Remis, deen houng do. De Kemmer houng do, en huet lénks a riets alles verzaapt, bei Affekoten an ech weess net wou. Ech wëll de Jong elo net nach méi belaaschten, e war schlecht drun, effektiv. Hie war desorientéiert, et war e Fonctionnaire, en operationellen Agent, dee sech iwwerlooss ass. Et ass eng Katastroph, dat däerf de Service ni méi maachen. En däerf dee Schneider net mat enger Sandstone zéie loossen an en däerf och net en operationellen Agent einfach goe loossen. Dat ass en Amokleefer, e potenziellen Amokleefer. […]"

Le ministre de tutelle du SREL ne s'oppose pas à ce que M. Frank Schneider crée la société „Sandstone" et accepte que M. André Kemmer occupe une tâche dans le cadre de la fonction „Recherche et analyse, missions économiques" au sein du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.

– *Extraits du verbatim de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– […] Ech mengen, herno ass en och schlussendlech an der Ekonomie gelannt, engersäits well de Knebeler – den Här Knebeler – an den Här Jeannot Krecké e wollten. Mä et war och … Ouni meng Hëllef wier en net dohinner komm, well de Premier war dergéint.*

[…]

***M. François Bausch** (déi gréng).– Deen Här Knebeler schéngt jo dann dee gewiescht ze sinn, deen den Här Kemmer onbedéngt wollt do placéieren.*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo, hie wollt zwee Polizisten hunn. En huet awer nëmmen ee kritt.*

***M. François Bausch** (déi gréng).– Firwat war en dann esou fixéiert op den Här Kemmer?*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Dat weess ech net. Déi kenne sech, hu sech virdru kannt, ganz kloer. Dat ass After-work-Geschier, ne, et ass däers. Ech weess awer net… also dat war en Deal, den Här Knebeler hätt e gäre gehat, deen huet mam Här Krecké geschwat, deen huet dat och gutt fonnt, dass si vläicht besser een eegenen hätten, deen esou Enquêtë mécht."*

Les membres de la commission d'enquête regrettent que la commission de contrôle parlementaire n'ait pas été informée et qu'aucune procédure disciplinaire n'ait été engagée à l'égard de M. Schneider et de M. Kemmer.

d) l'exécution non autorisée de mesures d'interception de communications

Il a été relevé que des interceptions de communications sur des personnes cibles ont été réalisées, sans pour autant que lesdites mesures aient été autorisées conformément aux dispositions de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle. Ces agissements ont été dénoncés, par le Directeur du SREL, en application de l'article 23, paragraphe (2) du Code d'instruction criminelle, aux autorités judiciaires. Une instruction judiciaire est actuellement en cours.

Il apparaît que ces „écoutes" ont été réalisées dans le cadre de plusieurs opérations initiées par le responsable d'antan de la branche des opérations et dont la plupart, pour ne pas dire, l'entièreté, n'ont pas abouti, respectivement n'ont pas produit les résultats escomptés.

Monsieur Marco Mille avait révélé lors d'une entrevue avec Monsieur le Premier Ministre qu'il avait écouté pendant un week-end les entretiens téléphoniques d'un certain M. et ceci sans avoir au préalable demandé une autorisation auprès de la commission des juges. Dans le cas où cet incident venait à se faire savoir, on préconisait d'avancer que l'on avait mis la mauvaise personne sur écoute, qu'il s'agissait donc d'une simple erreur.

– *Extrait d'un article du Lëtzebuerger Land du 7 décembre 2012:*

„M.: An dann déi Ecoute: Ech hat dech e Freiden Owend gefrot, ob mer dierfen eng Ecoute op e machen. Du hues dat autoriséiert, mir hunn dat och geschallt, mir hunn dat Gespréich mat him gefouert. Dat Gespréich, dat mer mat him gefouert hunn, hu mer interceptéiert op eisem Handy. Mir hunn een Handy benotzt, dee mir fir Testzwecker hunn. Mir hunn domater ugeruff, mir huelen domat op, dat ass eisen Handy, mir interceptéieren eis selwer. No deem Gespréich war villes méi kloer. Also do war am Fong dee Verdacht, dee mer haten, dee ganz staark war virun deem Gespréich, datt hie probéiert hätt, eis an eng Fal ze lackelen, dee war relativéiert.

Dorops hun ech décidéiert, dat mer d'Ecoute direkt erem ofschalten. Well ech hun sérieux Problemer, fir deene Richter ze erklären, wat hei esou leeeft. Esou war déi Ecoute – dat war einfach eng falsch Nummer, déi mer kritt hun." (dixit M. Mille lors d'un entretien avec M. Juncker en date du 31 janvier 2007)

La commission d'enquête n'a pas pu mener à bout cet aspect de l'affaire puisque la justice s'en est chargée. Néanmoins les faits recueillis par la commission d'enquête laissent entrevoir que le service de renseignement a mené une mission sur le technicien M. dans l'affaire du CD crypté. La commission de contrôle parlementaire n'en a cependant jamais été informée. Un élément de cette mission était la mise sur écoute d'un certain M., ainsi que l'enregistrement d'un entretien qu'il a eu avec un agent par voie d'un téléphone mobile du SRE. L'ancien directeur du SRE a invoqué la procédure d'urgence pour expliquer qu'une autorisation au préalable de la commission des juges n'avait pas été donnée.

Au sujet du fonctionnement de la procédure d'urgence, il y a lieu de citer les déclarations afférentes (audition publique du 25 janvier 2013) de Monsieur le Premier Ministre :

[…]

„An da gëtt et d'Procédure d'urgence. Si ass net heefeg, mä si kënnt awer vir. An do wëssen déi dräi Direkteren Hoffmann, Mille an Heck, dass och, wann eng Procédure d'urgence ass, an et eng mëndlech Virwarnung gëtt, dass eng Ecoute soll gemaach ginn, et eng Autorisation écrite vum Statsminister brauch, ier kann eng Ecoute gemaach ginn. Dat ass ee kloren, däitleche Prinzip. An ech hunn och keng Kenntnis dovun, dass dee Prinzip violéiert gi wier, bis op ee Fall, dee jo elo an enger anerer Instanz zur Ënnersichung steet. An ech, fir mäin Deel, hunn ni nëmme mëndlech Autorisatioune ginn, ënner anerem och, well jo d'Riichter, déi jo laut Gesetz mussen no informéiert ginn, jo awer ee Schrëftstéck brauchen, dat dokumentéiert, dass d'Procédure préalable korrekt gemaach ginn ass."

Au sujet du caractère de ladite mesure, s'il s'agit d'une mesure d'interception ou d'une mesure d'écoute au sens de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle, M. Juncker déclare, lors de la même audition, que:

*„**M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Jo. An ech soen, ech hunn déi Ecoute, dee Virgang, deen Dir Ecoute nennt, net autoriséiert, well ech kann nëmmen d'Procédure d'urgence schrëftlech autoriséieren. An dee Gespréichsdeel vum Här Mille, deen Dir Iech ech weess net wéi oft ugelauschtert hutt oder och vläicht nëmmen eemol, et kënnt mir vir wéi wann do eng Vermëschung gemaach gëtt tëschent regelrechten Ecouten an dem Oflauschtere vum eegenen Handy vum Service, wat keng Ecoute ass au sens de la loi, déi misst vun de Riichteren autoriséiert ginn, mä wat kann eng Atteinte à la vie privée sinn. Dat war a mengen Aen, esou wéi de Virgang sech duerstellt – mat Handy ee Gespréich mat engem oflauschteren –, keng Ecoute am Sënn vum Gesetz a war deementspriechend och net ze autoriséieren."*

Au courant du mois d'octobre 2012, la Commission de Contrôle parlementaire du SREL a transmis le dossier afférent aux autorités judiciaires.

Cependant, la commission spéciale instituée conformément aux dispositions de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle en question n'a pas non plus été informée a posteriori ni par le directeur du SRE. Au contraire, l'enregistrement de la réunion entre M. Marco Mille et Monsieur Jean-Claude Juncker témoigne d'une volonté de dissimuler ces écoutes devant la commission des juges. Dans le cas où cet incident venait à se faire savoir, on préconisait d'avancer qu'il s'agissait d'une simple erreur et que l'on avait mis la mauvaise personne sur écoute.

Monsieur le Premier Ministre a affirmé lors des auditions ne jamais avoir donné une autorisation par écrit pour ces écoutes et ne pas avoir eu connaissance de ces écoutes illégales.

D'après les termes de l'entretien enregistré du 31 janvier 2009, Monsieur le Premier Ministre estime, d'après les termes de l'entretien enregistré du 31 janvier 2007, avoir été induit en erreur sur ce point,

à savoir l'exécution d'une mesure d'écoute illégale durant un weekend. Rien que le fait de savoir qu'il y avait eu une écoute téléphonique illégale aurait dû déclencher des poursuites pénales et disciplinaires. Or, Monsieur le Premier Ministre n'a rien entrepris dans ce sens. La commission de contrôle parlementaire n'a pas non plus été informée de cette action illégale.

Ce n'est qu'en novembre 2012, lors de la publication du Verbatim dudit entretien entre MM. Marco Mille et Jean-Claude Juncker, que le SREL a procédé, sur ordre afférent donné par Monsieur Juncker, à une vérification de l'ensemble des mesures d'écoutes réalisées depuis l'année 2000. Ce devoir a permis de découvrir les pratiques de mises à l'écoute illégales. L'analyse détaillée de ces mesures d'écoutes illégales a permis de déceler que cinq autres mesures d'écoutes ont été réalisées sans disposer des autorisations légales requises. Le Directeur du SREL en a informé la commission d'enquête, de même qu'il a de suite dénoncé les faits et transmis le dossier afférent au parquet.

Il s'agit en l'espèce d'une violation tant de l'article 2 définissant les missions légales incombant au SREL que de l'article 3, paragraphe (1) qui impose, dans le chef du SREL, une obligation de coopération efficace avec les autorités policières, judiciaires et administratives nationales.

e) l'exécution d'une mission de renseignement ayant dépassé le cadre légal

Il s'agit en l'espèce de l'opération connue sous le nom de code „SAM". Etant donné le haut degré de médiatisation qu'a connu cette opération, il est permis de citer cette opération d'espionnage dans le présent rapport.

Pour la petite histoire, le nom de code est dérivé de l'acronyme „SAM" qui signifie „Surface-to-Air Missile" (missile sol air).

Cette opération d'espionnage, initiée au courant de l'année 2007 par l'ancien responsable des opérations du SREL et autorisée par l'ancien directeur du SREL, est l'exemple type d'une opération mélangeant l'intérêt public et des intérêts privés divers.

Il convient de noter que cette opération a été initiée sur base d'informations recueillies par le SREL au sujet d'actes terroristes.

Les travaux d'investigations parlementaires ont permis d'établir que les informations continuées à l'ancien chef des opérations du SREL le furent par un ancien des services de renseignements britanniques travaillant depuis dans le domaine du renseignement privé mais qui a conservé de très forts liens avec le service extérieur de la couronne britannique. Il s'avère qu'une opération initiée par ledit service sur la cible principale ait échoué dans le passé, alors que cette dernière ait bénéficié d'une forte protection de la part du service de renseignement extérieur français. Selon les témoignages recueillis par les membres de la commission d'enquête, les membres de la branche opérationnelle assurant la mise en œuvre de l'opération „SAM" auraient eu, en cours de route, des doutes quant au sens et l'envergure de la mission, d'autant plus qu'il y a eu soudainement question du versement au bénéfice du SREL d'une commission de dix pour cent sur le montant à virer par la cible principale en vue de mettre un terme au différend l'opposant à un „ancien" du monde du renseignement. Ce désarroi les amena à saborder, vers la fin de l'année 2007, l'opération à l'insu de l'ancien chef des opérations du SREL.

Il est permis d'affirmer, au vu des informations dont dispose la commission d'enquête, que l'opération a été menée sous la houlette du SREL mais servant des intérêts privés tout à fait étrangers à la vocation du SREL. Fait aggravant, il y était question, à un certain moment, du versement d'une somme d'argent à titre de commission pour le cas de figure où l'opération aurait connu un aboutissement. Il ressort de l'enquête parlementaire menée, dont notamment les différentes auditions à huis clos, qu'il s'agit d'une action isolée où étaient impliqués tant l'ancien directeur du SREL que l'ancien chef de la branche des opérations que deux anciens collaborateurs de ce dernier.

– *Extrait de l'audition de M. Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Xavier Bettel** (DP).– Dir hutt virdru geschwat vun Electron libre. Dir wiert considéréiert gi wéi en Electron libre. Hutt Dir awer net d'Gefill, dass de ganze Geheimdéngscht nëmmen Electrons libres waren?*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– D'Operatioune waren een eenzegen Electron libre."*

Cette mission a clairement dépassé le cadre légal imparti au SREL et ce avec le consentement de l'ancien directeur du SREL.

– *Extrait de l'audition de Monsieur Frank Schneider du 12 avril 2013:ö*

*„**M. Frank Schneider**, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Ee vun deene Leit vun dem Club de Monaco, (...) huet eis déi éischt Informatioun iwwert d'Presenz vum (...) hei zu Lëtzebuerg ginn. (...) Mir hunn dunn drophin ugefaangen eis dofir ze interesséieren an hunn déi Operatioun „SAM" ugefaangen."*

Les auditions de témoins menées par les membres de la commission d'enquête ont permis de confirmer que l'ancien directeur du SREL n'a pas été informé au prélable qu'une entrevue de deux de ses agents avec l'une des personnes cible de l'opération „SAM" a eu lieu. Ce n'est que par la suite qu'il en a eu connaissance et devant le constat que ladite entrevue a dépassé le cadre imparti de l'opération „SAM", il affirme avoir donné l'ordre de l'arrêter.

– *Extrait de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo. Ech war do am Ufank… Vun Ufank un an der Operatioun hat ech, ech kann net soen de Contrôle, mä ech hat eng Roll, déi de Contrôle erlaabt huet. Loosse mer soen. An an engem gewëssene Moment hunn ech den… hunn ech mech missen décidéieren, ob ech elo de Contrôle ofginn oder ob ech nach d'Chance notzen, fir d'Saach ze stoppen. Ze stoppen ass zwar net meng Aufgab, dat ass dem Direkter seng.*

Ech hat e Gespréich mam Premier dunn. De XY ass op Lëtzebuerg komm. Ech hunn e gesinn owes. An ech sinn awer virdru bei de Premier gaang an ech hunn e gefrot, ob dat net ze wäit geet. Du sot de Chef: „Meng léif Jongen, wat maacht Dir do Tricken." Ech sot: „Ech mengen dat och. A wann s de net wëlls, dass ech e gesinn, da ginn ech net dohin."

[...]

De Premier war iwwert d'Operatioun informéiert, mä hie war letztendlech net ab deem do Detail informéiert."

Il semble en effet que le ministre de tutelle du SREL n'était pas informé du détail de l'opération „SAM". Les déclarations de M. Mandé le confirment; l'ancien directeur du SREL l'a également confirmé au cours de l'une de ses auditions devant la commission d'enquête.

– *Extrait de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Gast Gibéryen** (ADR).– Wousst de Premier da vun där Affär?*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo, awer net esou, wéi ech et Iech elo esou hei verzielen. Op kee Fall.*

[...]

***M. Gast Gibéryen** (ADR).– Ass dee Fall dann eng Kéier gekläert gi mat deenen 10 Milliounen?*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Ech … Also, et ass net zu 10 Millioune komm. Et ass net zur Kommissioun komm. Et ass zu guer näischt komm, well den Här Schneider vum Här Mille den Hals zougedréint krut an der Operatioun, mat Hëllef vun der Operatioun.*

[...]

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– An du sot ech ëm [Jean Claude Juncker] ganz klipp a kloer: „Du muss … Déi Operatioun muss gestoppt ginn." Du sot hien mir: „Ech hunn dat scho gemaach. Ech hunn dem Marco bescheed gesoot."*

Well e virdru scho Bedenken hat, déi ech em confirméiert hunn.

[...]

Ech hu fir d'Eischt eigentlech mat em geschwat, wéi ech op de Rendez-vous gaange si mam XY. Ech si bis eragaang, an et war owes um siwen, hallwer aacht. […] An du sot ech: „Chef, ech ginn elo bei de XY:" – „Wien ass dat?" Du sot ech: „Majo, dat ass déi Operatioun do." An du sot de Chef: „Meng léif Jongen, wat maacht Dir do Saachen?" "

Un ancien agent du SREL a, une fois que l'opération „SAM" a été arrêtée, écrit une note circonstanciée au sujet du déroulement de cette opération. Il y est affirmé:

„Da der Direktor des SRE Informationen, Akten und technische Beweissicherung dem Kontrollausschuss vorenthielt, wurden die eigentlichen Hintergründe dieser Operation bis dato nicht bekannt […] Im Rahmen der augenblicklich geführten Ermittlungen des Kontrollausschusses, und

ihrer Forderung, dass der SRE den Ausschuss „proaktiv " über jegliche Operationen und Probleme informieren soll, sehe ich es als zwingend, die hier enthaltenen Informationen zu übermitteln."

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur André Kemmer du 16 avril 2013:*

*„**M. André Kemmer**, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– […] Ech hat den Här Mandé deemools 2009 déi heite Rapporte gi fir den Här Statsminister. An ech hunn en drun erënnert, ob e se em wierklech ginn huet. Bei engem Rapport ass e sech ganz sécher. Bei deem anere wousst en et net méi. Ech hunn du Kopië gemaach vun deem, wat ech Iech haut ginn, fir dem Här Statsminister se nach eng Kéier ze ginn, dass wann den Här Statsminister nach eng Kéier heihinner kënnt a vun Iech geruff gëtt, dass e Kenntnis huet vun deem, wat ech em deemools geschriwwen hunn."*

La commission d'enquête ignore si Monsieur le Premier Ministre a réellement eu connaissance de ladite note.

Monsieur Juncker a eu vent de l'affaire et l'a fait stopper.

La question se pose pourquoi Monsieur le Premier Ministre n'a pas réservé lui-même une suite juridique à cette affaire. Il n'a en effet ni informé la commission de contrôle parlementaire, ni averti les instances juridiques, ni appliqué des sanctions disciplinaires aux responsables.

– *Extrait de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Gast Gibéryen** (ADR).– Wousst de Premier da vun där Affär?*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.- Jo, awer net esou, wéi ech et Iech elo esou hei verzielen. Op kee Fall."*

En ce qui concerne ce dernier constat, il y a lieu de se référer aux déclarations faites par M. le Premier ministre au cours de l'audition du 7 mai 2013:

[…]

*„**M. Claude Meisch** (DP).– Nach eng Fro zur sougenannter Operatioun „Sam", Dossier XY, wat jo ee méi geféierlechen Dossier sollt gewiescht sinn, wou awer op d'mannst de Verdacht bestanen huet, datt net onbedéngt alles, wat do gemaach ginn ass, an der Missioun vum Service de Renseignement war, datt vläicht souguer am Optrag vun anere Servicer geschafft ginn ass, vläicht esouguer am Interessi vun eenzelne Privatleit geschafft ginn ass, vläicht souguer hätt kënnen iergendwéi Geld an deem engen oder anere seng eegen Täsch, seng Privattäsch fléissen.*

Déi Operatioun ass jo iergendwann och eng Kéier gestoppt ginn. Allerdings ass näischt vun deenen Evenementer och an d'Kontrollkommissioun gaangen. An och déi Leit, déi dat do gemaach hunn, déi dat ze veräntwerten hunn, wann et esou war, datt se net am Interessi vum Service geschafft hunn, och géint déi ass net disziplinaresch virgaange ginn.

Meng Fro: Firwat?

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Mir mussen eis wierklech eng Kéier zesummen an der parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwer e puer Aspekter ënnerhalen, notamment ob een direkt zu Disziplinaraktioune kënnt, wann een eppes mécht, vun deem en am Ufank mengt, et wier geheimdéngschtlech relevant, a wou en net zur Zäit ophält un där Affär drunzebleiwen. Wa mer esou ee Prinzip aféieren, geschitt net méi ganz vill. Et geschitt och elo net méi ganz vill, d'ailleurs, opgrond vun all deem, wat esou lass ass.*

[…]

***M. Claude Meisch**, (DP).– Mä firwat ass zu deem Zäitpunkt keng lnformatioun un d'Kontrollkommissioun gaangen?*

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Dofir hunn ech jo gesot, dat war dat Zweet, wat ech wëll soen. Wann, onofhängeg dovun, dass ech nach eng Kéier muss widderhuelen, dass de Chef vum Geheimdéngscht an der Instruktioun stoung, an der Kommissioun alles ze soen, wat e mir och gesot huet, an onofhängeg dovun, dass zënterhier monatlech Operatiounsberichter kommen, muss ee sech d'Fro stellen, ob alles, wat probéiert gëtt a wat gestoppt gëtt, och muss renseignéiert ginn? Wann dat gesot gëtt – dat ass net meng Affär, ech ginn do zäitgläich mat der Kommissioun informéiert, ech kréien ee Bericht iwwert d'Operatiounen, déi lafen –, da musse mer kucken, wéi mer dat besser organiséieren. Mä et ass jo keng Absiicht gewiescht, fir iwwert déi Affär net ze schwätzen. Ech hu se just gestoppt. C'est tout!*

Ech sinn awer och d'accord, dass ee muss kënnen iwwer Saache schwätzen, déi ee gestoppt huet. Ech verweigere mech deem net. Ech wosst och net, dass iwwert déi Affär net renseignéiert ginn ass, well jo den Direkter vum Geheimdéngscht regelmässeg an d'Kontrollkommissioun komm ass an eigentlech hätt sollen iwwert déi Affäre schwätzen."

Il échet de préciser que le ministre de tutelle du SREL reçevait depuis 2004 tous les procès-verbaux des réunions de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL. Il aurait ainsi pu largement détecter que le directeur du SREL n'a pas respecté l'ordre d'informer les membres de la commission de contrôle parlementaire de la même manière qu'a été informé le ministre de tutelle du SREL, dont notamment au sujet des dysfonctionnemnts et des illégalités reportés.

Le fait que le millionnaire russe fut à un moment donné, à l'insu du ministre de tutelle du SREL, mis sur écoute (il s'agit ici d'une des six écoutes illégales dont on connaît désormais l'existence) laisse présumer qu'un ou plusieurs agents ne se laissaient pas pour autant décourager et qu'ils continuaient à poursuivre leur action.

La commission d'enquête a transmis ce dossier au parquet.

f) le rôle de l'ancien chauffeur du ministre de tutelle intégré dans le SREL

En février 2006, Monsieur le Premier Ministre insistait de voir son chauffeur, ancien fonctionnaire de police, être recruté par le SREL.

Monsieur Juncker a déclaré, lors de son audition publique du 7 mai 2013 devant les membres de la commission d'enquête, que:

„Et gëtt jo gesot, mä doriwwer hu mer scho geschwat, dass den Här Mille doriwwer net ganz glécklech gewiescht wier: Dat huet e mer da jiddefalls net an enger mir direkt aliichtender Form virgedroen. Ech hunn och, dat hat ech och gesot, aner Leit recommandéiert am Geheimdéngscht. Ech hunn ni een am Geheimdéngscht imposéiert! Ech hunn d'Leit recommandéiert, och fréiere Ministeschkolleegen – net där aus der CSV – hir Kanner, wat ech och normal fannen, wann déi d'Konditiounen erfëllen."

D'après les auditions de la commission d'enquête, il y avait de la part du SRE une grande réticence face à ce recrutement. La direction aurait au départ essayé de l'empêcher. Il existait vraisemblablement des craintes que M. Mandé ait été placée par M. le Premier Ministre Juncker afin d'obtenir directement des informations de la vie interne du service.

M. Mille a déclaré à ce sujet que:

[…]

„An de Statsminister huet mech eng zweete Kéier gefrot, an dunn hunn ech gesot: „Lauschter, ech hu meng Meenung nach ëmmer net geännert, mä wann s de insitéiers, jo, dann huelen ech en natierlech." An du sot en: Majo, dann huel en. Ech insitéieren." An dunn hunn ech en da geholl."

Ces craintes furent confirmées puisque M. Roger Mandé lui avait par la suite bel et bien divulgué des informations sur la plupart des opérations douteuses du SREL.

M. Roger Mandé a d'ailleurs décrit lui-même le rôle qu'il aurait dû jouer, comme intime du Premier Ministre, dans l'une de ces opérations comme suit:

– *Extrait de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– […] An an där Operatioun hunn ech meng … Dat war och déi eenzeg … eng vun deenen zwou Kéieren, wou ech beim Premier intervenéiert sinn, wann ech et esou ka soen, oder Parallellgleis genotzt hunn. Ech hunn him gesot, an där Operatioun kéint et net esou virugoen.*

[…]

[…] Sou huet en och an den Operatioune funktionéiert, duerfir huet e mech jo an d'Operatioune geholl. Dat war kloer säi But: Wann s de dem Premier säi Kleeschen do derbäi hues, da kanns de Vollgas ginn, dat ass eppes wéi en Airbag. […]".

Il en ressort que les principaux responsables des dysfonctionnements ont essayé d'exploiter la proximité de M. Roger Mandé par rapport au Premier Ministre à leurs fins. Ceci montre à quel point la présence de M. Roger Mandé au sein du SREL a été contre-productive.

Le changement d'affectation de M. Roger Mandé vers le SREL relève cependant d'autres questions.

– *Extrait de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– […] Dat hunn ech am Fréijoer iergendwann 2010, hunn ech de Patrick Heck gefrot riicht eraus: „Wann s de eigentlech keng Verwendung fir mech richteg hues an den Operatiounen …" Well ech jo verbrannt war, huelen ech un, dass de Patrick Heck geduecht huet: „Fir deen elo nach eng Kéier hei ze integréieren, e war nach ni integréiert, ehm, déi Méi kann ech mer spueren." Ech hat dat Gefill einfach. […]*

An dunn hunn ech e gefrot, fir en Détachement op Bréissel, ob do näischt méiglech wier, well meng Liewens … – wéi nennt een dat? – Liewensabschnittspartnerin, déi lieft zu Bréissel mat engem Kand, wat mer zesummen hunn. An du sot ech: „Et wier besser … Hues de näischt zu Bréissel?" Ganz einfach.

[…]

An ech krut du gesot, et géing goen. Awer ech kréich kee Büro. Si hu kee Büro an … well keng Plaz do ass. Ech géing dann och just fir den SRE punktuell a Réunioune geschéckt ginn vun deem CIC. Esou krut ech et beschriwwen.

[…]

***M. François Bausch** (déi gréng).– Wéi? Dat heescht, Dir hutt kee Büro? Dir kritt keng Indemnitéit, well Der do …*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo, dat ass den Electron libre à 100 pour cent, wann ech dat esou frech ka soen. Mä et ass Uaarbecht do. Ech mengen, ech hunn… Ech sinn op e puer Saachen ugeschwat ginn, wou ech mech dann drëm këmmeren.*

[…]

Ech sinn dunn och e puermol op de Büro gaangen. An dunn no enger Zäitchen… Obwuel, dat meescht, wat ech maachen, ech brauch effektiv net um Büro ze sëtzen. An dat war schonn am SRE esou. Ech mengen, Dir hutt wahrscheinlech… Si hu meng Minutte gezielt, wéi vill ech am SRE war, live am Büro. Dat waren zwou Stonnen den Dag. De Rescht war heibaussen. Ech si keen, fir ze googelen a mat der Kaffismaschinn do ze schwätzen. Dat ass net mäin Truc. Där si genuch do."

– Quel rôle devait-il vraiment y jouer?
– Sa mutation du SREL vers Bruxelles apparemment en tant qu'agent de liaison auprès des services de l'OTAN reste tout aussi énigmatique. A-t-il été chargé d'une mission spécifique ou tout simplement mis à l'écart?

La commission d'enquête reste aujourd'hui encore sans réponse, même après avoir auditionné la personne concernée ou encore d'autres témoins.

La commission s'interroge sur les privilèges dont disposait M. Roger Mandé, en tant que personne proche du Premier Ministre, au SREL ainsi que des privilièges dont il dispose ou croit disposer encore actuellement. Aussi bien le SREL que le Ministère des Affaires Etrangères ne disposent d'aucun contrôle sur les activités de M. Roger Mandé. Celui-ci, en sa fonction d'agent de liaison auprès des sevices de l'OTAN, n'assure apparemment aucun reporting envers ses supérieurs au sujet de ses activités. Le Luxembourg ne dispose pas de contrôle sur les informations qui sont échangées par cette voie avec les services étrangers de l'UE.

Ceci constitue une situation intolérable.

g) une proposition de soutien logistique insolite

La commission d'enquête a reçu un document duquel il ressort qu'une entreprise privée a proposé de mettre à disposition des agents du SREL des avions privés et des chambres d'hôtel partout dans le monde. En contrepartie elle souhaitait disposer d'un contact direct et discret avec les autorités ministérielles. Le document en question laisse penser qu'un certain fonctionnaire du SREL et son interlocuteur privé avaient des conversations assez inquiétantes sur les modes de fonctionnement du monde politique et administratif luxembourgeois. Il convient d'en citer un extrait:

„X offered his entire apparatus as support for the service. He sees with great satisfaction that Luxembourg did finally provide itself with a small but sophisticated intelligence capacity. X under-

lines that not just his infrastructure but his (access to/membership of) the service will be at the service's disposal. His hotels all over the world, his fleet of civilian and private aircrafts, his contacts and accesses are available to the service. X understands that this will not provide him with any guarantees or preferential judicial treatments whatsoever, nor does he require any benefit in kind. On the contrary X understands that his direct access to Luxembourg officials such as the Minister of Economy are potentially more harmful and that such contacts should be fostered more and more through those secret channels that now thanks to the service exist."

Dans la mesure où la commission d'enquête a des doutes sérieux que ces agissements sont susceptibles de constituer un fait pénalement incriminé, elle a dénoncé le fait ensemble avec le document aux autorités judiciaires.

h) le logement assuré par le SREL de l'ancien Président de la Chambre des comptes

Au courant de l'année 2008, M. Gérard Reuter acceptait d'être logé dans un appartement loué par le SREL pour le besoin du debriefing de ses sources. Cette proposition lui a été faite à l'initiative de M. Frank Schneider (à ce moment chef de la branche des opérations du SREL) et de l'agent M. André Kemmer.

M. Reuter a été président de la Chambre des comptes et fut suspendu de ses fonctions en 2000. En cette qualité de Président de la Chambre des comptes, il contrôlait la gestion financière du SREL et faisait partie de la commission spéciale instituée conformément aux dispositions de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle.

Par la suite M. Gérard Reuter avait été approché par des agents du SREL en vue de le recruter en tant que collaborateur. M. Gérard Reuter n'a cependant jamais figuré en tant que source dans le registre du SREL. Ainsi, il allait s'avérer que M. Gérard Reuter n'a pas apporté de plus-value à cette coopération qui tournait essentiellement autour de l'affaire Lissouba.

L'intéressé a affirmé, dans une interview donnée à une station de radio que:

„Dat ass net richteg, also, wat alles, wat ech weess, dat hunn ech gesot an ech weess net wat ech, wat ech sou dofir, dann hätt jo deen, deen mir dat zur Verfügung gestalt huet, dat ass jo awer de SREL, dat ass keen aneren, dat ass och net onse Premier."

L'ancien chef de la branche des opérations a déclaré que M. le Premier ministre était au courant de ces faits: *„[…] Ech mengen, dass dat e Mann ass, deen immens verbattert ass, deen dat do ni verkraft huet. An ech sinn och der Meenung, ech si relativ sécher, dass de Staatsministrer dat doten och wousst. Hie weesss… An datt de Marco Mille him dat doten och erkläert huet, wéi dat am Ufank war."*

M. Marco Mille a déclaré, lors de son audition du 7 juin 2013 devant les membres de la commission d'enquête, que:

„E konnt, den Här Kemmer, konnt och dofir den Här Reuter schwéier indemniséieren. Dofir huet en eng Wunneng, déi en zur Verfügung hat, déi him als Quelleführer zur Verfügung stoung, fir operationell genotzt ze ginn, fir operationell Zwecker, eng konspirativ Wunneng, wann Der wëllt, huet en dem Här Reuter zur Verfügung gestallt. An do souz den Här Reuter dann dran. Wat kee Mënsch – ech huelen dat zréck –, wat zumindest déi offiziell Hierarchie am Service guer net wousst. An dat goung esou wäit, dat ass och iwwerpréifbar …"

Selon M. Marco Mille, les deux initiateurs auraient agi de leur propre chef. La collaboration des deux acteurs du SREL avec M. Gérard Reuter débutait quelques années auparavant. D'après des témoignages recueillis, M. Gérard Reuter aurait entre autres été logé par les services du SREL parce que M. Frank Schneider et M. André Kemmer voulaient s'assurer par la suite de ses services dans la société „Sandstone". *(A ce moment, il était encore prévu que M. André Kemmer fasse partie de cette firme)*.

M. Juncker a déclaré, lors de son audition du 7 mai 2013, que:

*„**M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Här President, Merci. Déi Tatsaach, dass de Gérard Reuter, wann ech dat salopp formuléierend kann esou ausdrécken, op Käschte vum Geheimdéngscht gewunnt huet, déi ass mer zougänglech gemaach ginn, ech weess net genau wéini. Ech hunn doropshin dem Direkter vum Service de Renseignement, dem Här Mille – hir war Direkter an där Zäit wou déi Informatioun mech erreecht huet – gesot, ech géif net verstoen, firwat dass dat géif gemaach ginn, ech hunn och keng Explikatioun kritt, firwat dass et géif gemaach ginn, an ech hunn och den Direkter vum Geheimdéngscht gebieden, déi Praxis mat soforteger Wierkung anzestellen.*

[…]

De Geheimdéngscht huet mech net gefrot, ob e soll oder net soll dee Loyer iwwerhuelen. Ech sinn dat gewuer ginn an ech hu gesot, dat sollt gestoppt ginn. Well ech keng plausibel Explikatioun derfir fannen, wéisou a firwat dass de Geheimdéngscht, dat heescht an anere Wierder, de Stat, soll de Loyer vum Här Reuter bezuelen."

– *Extrait d'un reportage avec Monsieur Gérard Reuter au sujet de son logement (17 mai 2013):*

*„**Gérard Reuter** (O-Toun): Dat ass net richteg, also, wat alles, wat ech weess, dat hunn ech gesot an ech weess net wat ech, wat ech soll dofir, dann hätt jo deen, deen mir dat zur Verfügung gestallt huet, dat ass jo awer de SREL, dat ass keen aneren, dat ass och net onse Premier."*

Il échet de rappeler que le ministre de tutelle du SREL recevait, depuis 2004, copie des procès-verbaux des réunions de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL. Ainsi, il aurait pu détecter que l'ancien directeur du SREL n'a pas respecté l'ordre de tenir la commission de contrôle parlementaire informé à l'instar de ce qu'il reportait à son ministre de tutelle.

Même si tous les éléments au sujet de la mise à disposition de M. Reuter d'un logement à charge du SREL pour ses besoins opérationnels ne sont pas encore élucidés, il semble que ce fait est susceptible de tomber sous le coup de la loi pénale, à raison d'un détournement de fonds publics. La caution versée au début de la location par le SREL ne fut pas restituée au service quand la société privée de M. Schneider, „Sandstone", prenait à sa charge les frais de location. Le Directeur actuel du SREL continue d'ailleurs à réclamer la somme de la caution à M. Schneider qui n'a jamais donné suite à cette requête.

Dans le contexte de cette affaire, la commission d'enquête s'interroge à nouveau pourquoi ni les responsables de service, ni les responsables politiques n'aient entamés aucune mesure disciplinaire.

M. Juncker a déclaré à ce sujet, lors de son audition du 7 mai 2013, que:

*„**M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– … heibanne gesot, dass d'Instruktioun un de Chef vum Geheimdéngscht war, fir hei an der parlamentarescher Kontrollkommissioun, also net hei, mä an der parlamentarescher Kontrollkommissioun alleguer déi Informatioune virunzeginn, déi e mir géif viruginn, well ech verstinn d'parlamentaresch Kontrollkommissiounsaarbecht esou, dass d'Wësse vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun a vum Statsminister datselwecht ass.*

[…]

Wier ech hei gewiescht, hätt ech – ech froe mech dat elo, well Der mech dat frot – dat och nach net onbedéngt gesot, well ech, an deem Moment wéi ech et gewuer gi sinn, kloergemaach hunn, dass dat net mat menger Zoustëmmung géif geschéien, well ech keen explikative Grond gesinn hunn, firwat dass den Här Reuter géif eng Wunneng vum Geheimdéngscht bezuelt kréien, a well ech dat jo gemengt hat ofgestallt ze hunn duerch meng kloer Indikatioun, dass ech dat net wéilt.

[…]

Ech hunn drop insistéiert, dass déi Praxis géif direkt agestallt ginn. Dat hunn ech als déi Aufgab ëmfonnt, déi ech dee Moment hat, wat mer keng plausibel Grënn fir deen Openthalt vum Här Reuter a soi-disant geheime Wunnenge vum Geheimdéngscht ubelaangt.

[…]

Et gëtt Leit, déi hunn eng grouss Freed drun, hir Autoritéit doduerch ënner Beweis ze stellen, dass se Affaire disciplinaire déclenchéieren à tort et à travers an och do, wou et heiansdo ubruecht wier.

Ech hu festgestallt, dass ech dat net wëllt, well et mer net konnt erkläert ginn. An ech hunn drëm gebieden, fir dat anzestellen. Wann ech elo all Kéier muss nofroen, wien, wou a wat fir Wunnenge vum Geheimdéngscht ënnerbruecht ginn ass... Onofhängeg dervun, dass et onklug ass iwwert d'Tatsaach öffentlech ze schwätzen, dass de Geheimdéngscht Wunnengen ënnerhält aus Grënn vun der Protectioun vu senge Ressourcen. Mä dat … Ech wiere mech net méi géint déi Zort vun Totaltransparenz."

i) la théorie du réseau parallèle „Stay behind" établie par le SREL

Au cours de l'audition à huis clos d'un témoin, ce dernier a relevé des éléments inhérents à la structure de la cellule luxembourgeoise du réseau „Stay behind". Il y développa, à l'appui tant d'éléments vérifiés que d'éléments non vérifiés, ses réflexions personnelles quant à la structure organisationnelle de ladite cellule.

Au courant de l'année 2006 une réunion de concertation prolongée eut lieu entre MM. Mille, Schneider et Kemmer avec le Premier Ministre, Jean-Claude Juncker. D'après des témoignages, Monsieur le Ministre Frieden les aurait rejoint à un certain moment. L'objet de la réunion aurait été l'affaire Lissouba dans laquelle il était, entre autres, question de blanchiment d'argent.

Cette affaire n'était une fois de plus pas du ressort du SREL mais bien de celui de la justice. Ici encore, il n'est pas clair pourquoi les documents y relatifs n'ont pas été transmis au parquet. Il est encore moins compréhensible que le M. le Premier ministre n'ait pas non plus agi dans ce sens.

Notons une fois de plus que ces conversations ont été enregistrées à l'insu du Premier Ministre et du Ministre de la Justice.

Monsieur le Premier Ministre a été informé d'un éventuel deuxième enregistrement par Monsieur André Kemmer.

– *Extrait de l'audition de Monsieur André Kemmer du 16 avril 2013:*

*„**M. André Kemmer**, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Onabsichtlech. Mä dann … Ech hunn … Wéi gesot, ech sinn net am Besëtz dervun. Ech kann … Ech hunn et net materiell. Ech hunn et ni gelauschtert. Ech hunn ni e Gespréch doriwwer gelauschtert. Ech kann net soen, ob mer dat hunn oder net. Ech hat just et ugedeit beim Här Statsminister, deen du gesot huet: „Et ass egal, well eng Kéier war eng Kéier ze vill.“*

[…]

Neen, et war keng Intentioun. Well dat war … Mir hate selwer emol zu deem Zäitpunkt kee Laptop fir eis. Mir haten … D'Technik hat e Laptop. An et war eng grouss Sacoche mat engem Filet an do loung d'Auer dra mat aneren … mat Gekabels, mat Dénger vun … Mä do war keng Absicht vun … Do sinn ech sécher.

[…]

Dat muss 2005 gewiescht sinn, dat doten, jo. Mä ech hunn den Här Statsminister drop … dovun informéiert. Ech hunn em gesot, dass dat, ehm, méiglech gewiescht wier, ech et awer net hunn. Hätt ech et gehat, hätt ech dem Här Statsminister dat ginn.“

La commission d'enquête ne fut informée de ces faits que par bribes au fil des différents interrogatoires. Au départ, les personnes interrogées ont contesté que des enregistrements aient été effectués. Elles affirmaient ensuite qu'il y avait eu des enregistrements, mais que ceux-ci avaient été effectués par mégarde. Au cours de l'audition du 7 juin 2013, Monsieur Marco Mille avouait finalement que cette réunion avait été enregistrée. Il en avait reçu une copie qu'il aurait ensuite personnellement détruite. Il aurait aussi donné l'ordre de détruire toute autre copie.

Pourquoi cette entrevue a-t-elle finalement été enregistrée? Il est tout à fait probable qu'un autre point à l'ordre du jour de cette réunion en était la raison. Ainsi, les agents du SREL y ont développé leur théorie du lien entre le „Stay behind“ et l'affaire du „Bommeleeër“. En effet, sous l'impulsion de Monsieur Kemmer et sur base des informations qu'ils avaient rassemblées à l'époque, les agents du SREL venaient en 2006 à la conclusion, qu'à côté de la structure connue sous le nom de „Stay behind“, devait se trouver une autre structure. „Stay behind“ fonctionnant parallèlement à la première. Ils soupçonnaient cette deuxième équipe d'être responsable des attaques à la bombe dans les années 80.

Il faut se rendre compte que le service de renseignements enquêtait sur l'affaire „Bommeleeër“ parallèlement au parquet. Il importe de soulever qu'à aucun moment, les ministres informés n'ont continué l'information à la justice de la piste que favorisait le SREL dans l'affaire du „Bommeleeër“ ainsi que des éléments dont il disposait.

– *Extrait de l'audition de Monsieur André Kemmer du 16 avril 2013:*

*„**M. André Kemmer**, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Ehm, ech … Wéi gesot, ech ka mech just beschränken drop, well ech weess, dass mer e Briefing gehalen hunn zu där Persoun zu eiser Theorie, déi mir schonn 2005/2006 gemaach hunn, an déi och bei der Justiz … also, déi keen Uklang fonnt huet bei der Justiz.*

[…] Dat war schonn alles gutt gemaach. Wann do den Här Schneider dat sollt sinn, deen dat leakt, fënnt dat komplett mäin Désaccord, well, nach eng Kéier, et net un engem Eenzelnen et ass ze décidéieren, fir Piècë fräizesetzen.

M. Claude Meisch *(DP).– Mä ech froen nach eng Kéier no. Den … Do gëtt et awer Piècen, déi der Kontrollkommissioun 2008 net zur Verfügung gestallt goufen.*

M. André Kemmer*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Dat weess ech net. Ech war net an där Kontrollkommissioun.*

M. Claude Meisch *(DP).– Soss hätte se jo missen zu därselwechter Konklusioun kommen. Déi ass jo net zu där doter Konklusioun komm, zu där Dir hei kommt.*

M. André Kemmer*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Ech weess … Ech war bei där … 2008 jo net do, bei där … beim Ofschloss oder Ofschlossrapporten. Ech weess just, dass mir eis Resultater dem Här Mille iwwermëttelt hunn, den Här Schneider komplett mat engem historesche Bléck Stay behind analyséiert huet, déi zwou Saachen zesummegesat hunn, dem Här Mille erkläert hunn.*

Wat hien Iech dono gesot huet oder dem Contrôle, weess ech net. Wat fir eng Piècen do échangéiert ginn, weess ech net. Ech weess just, dass de Briefing un den Här Statsminister gaangen ass, wou mer eis Konklusioune gesot hunn, an och, wéi gesot, dat Ganzt och historesch opgeschafft hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.– Vläicht zäitlech nach eng Kéier déi ganz Affär, dass ee weess, wat hanner wat komm ass …*

Dee Rapport, Ben, Stay behind, wini ass dee gemaach ginn?

M. Ben Fayot *(LSAP).– 2008. Also, … dat waren net Joren, dass dat gedauert huet.*

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.– 2008 ass en ofgeschloss ginn.*

M. François Bausch *(déi gréng).– 2008. En ass 2008 ofgeschloss ginn.*

M. Ben Fayot *(LSAP).– 2008, jo.*

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.– De Briefing beim Premier, dee war?*

M. André Kemmer*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Wat fir ee Briefing mengt Dir?*

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.– Iwwer … Iwwer Är Thees, wat de Bommeleeër ugeet.*

M. André Kemmer*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Dat muss 2005/2006 gewiescht sinn.*

M. François Bausch *(déi gréng).– 2005/2006?*

M. André Kemmer*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo.*

[…]

Mat deem Bléckwénkel, mat deem Aen ass Stay behind gekuckt ginn. Déi Elementer si gekuckt ginn, och zu deene Piècen, wou dat säin Ursprong hat an de Jore 50 bis eben 80, 90. An an deem … An deene Recherchen ass déi Fiche Gladio … ehm, Gelli komm. An do ass eng Spuer, déi mer verfollegt hunn, déi dee Sabotagevolet beschreift.

M. François Bausch *(déi gréng).– Et ka jo awer net geduecht sinn, wéinst der parlamentarescher Kontrollkommissioun … Dir sot 2005/2006 hätt de Briefing mam Premier stattfonnt. Do wäert Gladio schonn an enger Enquête awer ofgeschloss sinn.*

M. André Kemmer*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo.*

M. François Bausch *(déi gréng).– 2005/2006 hu mir nach guer net op deem Dossier geschafft. Mir si jo eréischt 2008 ugestallt ginn. Mir haten dee Rapport ze maachen. An dat koum deemools dohier, well dunn op eemol Artikelen an der Press komm sinn.*

M. Ben Fayot *(LSAP).– Et war an der Belsch. An der Belsch …*

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.– D'Belsch …*

M. Ben Fayot *(LSAP).– De belsche Senat hat doriwwer geschafft.*

[…]

M. André Kemmer*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Et ass souguer souwäit gaangen, dass mer den … dass mer mengen och de Code, ehm, identifizéiert ze hunn, déi … mat deenen d'Bommeleeër ënnerschriwwen hunn. Ehm, dat kéint sech ëm en Datum handelen. An deen Datum ass bezuchnehmend op e Rapport, deen de fréieren Arméiminister Emile Krieps geschriwwen huet un de Geiben.*

Et ass komescherweis deen Datum, wou en e beoptragt mat der Grënnung vun der Brigade mobile – „nom à retenir“ steet an deem Rapport –, an den Här Geiben iwwer all aner Offizéier setzt.

Dat ass eng Ausso, déi hu mer nach net gemaach elo viru Geriicht. Besonnesch hei. Mir sinn am huis clos. Ehm, och ze deene Konklusioune si mer komm. Also, dass déi Pist vun uewen, ehm, dass dat militäresch organiséiert war, dass dat Spill mat dra war an esou wieder an déi Schinn. Also déi Resultater sinn elo net am Detail iwwermëttelt ginn, mä zumindest haten den Här Schneider an ech awer och do driwwer zumindest diskutéiert an och déi Erkenntnisser weiderginn, dass et do Liene géif.

[…]“

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Marco Mille du 7 juin 2013:*

*„**M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Hei ass et wichteg, Här President, éischtens emol ze ënnersträichen, dat Wuert Thees, wat Dir benotzt hutt. Dat ass richteg a ganz wichteg!*

Zweetens ass et wichteg, dass een d'Zäitachs hëlt. De Service de Renseignement schafft no enger Methodik. Déi Methodik, déi fängt u mat enger Hypothèse de travail. Dir huelt un, eppes ass esou. Dir musst jo iergendeng Meenung hunn. Da probéiert Der dat ze validéieren oder ze invalidéieren.

Déi Thees, de Stay behind hätt eppes mat de Bommeleeër ze dinn, mat den Attentater, ass net meng Hypothees, déi hunn ech net erfonnt, et ass och net dem Service de Renseignement seng Hypothees, mä et ass eng Hypothees, déi war scho laang do. Déi war latent zënter 1990 schonn ënnerwee, an déi ass nach eemol, déi huet nach eemol, wéi soll ech soen, eng Wiedergeburt erlieft, wéi den Daniele Ganser säi Buch publizéiert huet, dat war 2004, „NATO's Secret Armies“.

Den Daniele Ganser schreift do och iwwer Lëtzebuerg. A wat hien am Fong seet, ass, hei an enger Rei vun europäesche Länner gouf et Bommenattentater. Et huet sech erausgestallt, an engem oder zwee Länner hat dee Réseau Stay behind eppes domat ze dinn. An deene Länner, wuel gemierkt! An Italien war dat de Gladio, an an der Belsch ass et net esou ganz kloer, wéi dat do war. Also mir net ganz kloer.

Zu Lëtzebuerg, en comparaison, gouf et e Réseau Stay behind an et goufe Bommenattentater. Et sinn déiselwecht Ingrédienten. Doraus schléisst hien – an e seet, dat ass ni ënnersicht ginn, ni opgeschafft ginn, wat richteg ass, mir sinn 2004 – doraus schléisst hien, dass et méiglech ass, dass et e Lien do gëtt. Dat ass seng Hypothees, déi hien dann opstellt.

Mir hunn déi Hypothees gekuckt. An effektiv, wann ech déi do Argumenter huelen, dann ass et, schéngt et theoretesch eng plausibel Hypothees. Wann ech kucken, wat de Stay behind ass, Collecte du renseignement, bon, an der Rei, Infiltratioun, Exfiltratioun, och an der Rei, mä dann haaptsächlech de Volet 3, Sabotage, muss ech och soen, dass vun der Philosophie Stay behind duerchaus déi Bommenattentater do, kéinten, zumindest d'technesch Ausbildung dozou an esou weider, kéinten dra sinn, natierlech net esou Attentater am eegene Land ze verüben.

Dat heescht, 2006 kann ech duerchaus, soulaang ech net verifizéiert hunn, soen, hei ass eng Hypothees, déi als Hypothees valabel ass, net an hirer Ausso, mä als Hypothees. Dat ass eng valabel Hypothees, si baséiert sech op plausibel Ausgangspunkten a si ass net validéiert, si ass net invalidéiert. A si ass am Fong ni richteg gekuckt ginn, no mengem Wëssen.

Meng Ausso géigeniwwer dem Statsminister war: Mir sinn de Service de Renseignement, mir hu jo déi ganz Informatiounen, firwat kucke mer dat net einfach, ob dat esou war oder ob dat net esou war? Huele mer einfach emol un, et wier esou gewiescht, probéiere mer dat ze validéieren oder eventuell ze invalidéieren.

Déi Aarbecht hu mer gemaach. Mir hunn eis eng ganz Rei Saachen ugekuckt. A wann Der dat maacht, wann Der Iech dat systematesch ukuckt, esou wéi de Service de Renseignement dat da mécht, da kuckt Der no enger Geleeënheet: Wien huet d'Geleeënheet, fir esou Attentater ze begoen? Wien huet d'Motiv, fir se ze begoen? A wien huet d'Fäegkeet, fir se ze begoen?

Eis Aufgab war net de Bommeleeër ze fannen, wuelgemierkt. Also mir sinn net esou erugaangen an hu gefrot: Wien hätt déi Fäegkeete gehat? Mä mir hunn eis konkret gefrot: Huet de Stay behind, d'Stay-behind-Organisatioun, déi jo en Deel war vum Service de Renseignement, hätt déi d'Fäegkeet, d'Geleeënheet an d'Motiv gehat, fir dat do ze maachen? An allen dräi Punkte si mer awer zur Konklusioun komm, dass dat net de Fall war.”

Au cours de l'audition du 7 mai 2013 le Premier Ministre a déclaré:

„[…]

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– […] Ob bei där Geleeënheet vun deem allgemenge Briefing och iwwer Stay behind geschwat ginn ass, kann ech mech net erënneren.*

[…]

An et war d'Theorie vum Geheimdéngscht, dass de Stay behind a Gladio an ech weess net, wat fir aner Strukturen, kéinten eppes mat där Affär Bommeleeër ze dinn hunn. Dat, wat mer ëmmer virgedroe ginn ass, war eng Theorie, e Raisonnement, eng logesch Deduktioun aus enger Rei vun Elementer, déi d'Suppositioun an der Analys vum Geheimdéngscht nogeluecht hunn, dass do eppes kéint gewiescht sinn.

Dat war zu kengem Moment belaaschtbart Material. Do sinn och keng Nimm vu Lëtzebuerger Statsbierger genannt ginn, déi opgrond vun där Theorie géifen a Fro kommen, fir dann effektiv instrumental an operationell eppes mat deenen Attentater ze di gehat ze hunn. Insofern war do och keng Meldung ze maachen.

[…]

Dat si jo Kriminalaffären, da sinn also déi Autoritéiten dofir zoustänneg, déi eben dofir zoustänneg sinn. An ech hat Grond, dovun auszegoen, dass doriwwer och mam Parquet a mat anere géif geschwat ginn. Wéi intensiv dass dat geschitt ass, weess ech net, wann ech mech un ee rezente Courrier erënneren, deen de Procureur général a senger deemoleger Qualitéit als Procureur d'Etat dem Tribunal zougestallt huet. Mä dass d'Autoritéite woussten, dass et déi Iwwerleeung géif ginn, dat schéngt mer duerch all Faiten etabléiert ze sinn.

[…]

An dofir hat ech mer och erlaabt am Joer 2008, mengen ech, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun ze froen, sech nach eng Kéier mat deenen Allégatiounen do, mat deene Verdächtegungen, wann Der esou wëllt, ze beschäftegen.

[…]

D'Kommissioun hat 14 Sitzungen. Iwwert déi Aspekter huet se mech net héieren, well ech war och net an deem Zesummenhang ze héieren, mä déi Hären Santer, Biever, Hoffmann, Mille an déi Memberen, déi fir de Réseau Stay behind am Geheimdéngscht selwer responsabel waren. Et ass iwwerpréift ginn, ob dat, wat den Här Marco Mille der Kommissioun gesot huet, och géif corroboréiert ginn duerch déi Akteneinsicht, déi d'Kommissioun geholl huet.

[…]

An d'Konklusioune vun der Kommissioun, wéi och scho virdrun eng Kéier d'Konklusioune vum Procureur d'Etat an der parlamentarescher Kontrollkommissioun, renseignéiere mech driwwer, dass et kee Lien gëtt tëscht der Struktur Stay behind an der Affär Bommeleeër!

Sou dass ech considéréiert hunn, dass domat definitiv etabléiert wier, […] an och d'Kommissioun e puermol affirméiert, dass se déi Pièce gesinn huet, an och an der Commission de contrôle parlementaire vum 15. Abrëll 2008 – an ouni dass ech wëll aus deene Rapporten zitéieren – kloer an däitlech festgestallt ginn ass, dass déi Dossieren aus den Archive vum Service de Renseignement, déi de Membere vun der Commission parlementaire de contrôle zur Verfügung gestallt gi sinn, keng Spuren enthalen, déi géife weisen, dass et esou eng Relatioun iergendwelcher Aart tëscht dem Stay behind an de Bommeleeër géif ginn.

[…]

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Da gëtt gesot, et wier marginal an där Sitzung – well ech gesot hunn: Sot dem Här Frieden emol wat Der mengt! – doriwwer geschwat ginn. Dat war manifestement kee ganz laangt Gespréich, an ech soen nach eng Kéier: Et si keng Nimm genannt ginn an deem Gespréich, et si keng Fakte produzéiert ginn an deem Gespréich. Wësst Der, ech si Statsminister. Ech kann dann net, well een eng Theorie huet – ech hunn och nach Theorien an deem Zesummenhang, jiddwereen huet Theorien, déi en net beweise kann, a jiddwereen huet déiselwecht Theorien a kee ka se beweisen –, kann ech dann net einfach mir nichts dir nichts soen: Déi hunn eng Theorie, vun där ech dovun ausgaange sinn – an ech mengen, dat war och esou –, dass se deenen zoustännegen Instanzen dat virgedroen hunn, dass se dann am Zesummenhang*

mat Ären Aarbechten, vun deenen ech nach eng Kéier soen, dass se exzellent gefouert gi sinn, net well d'Resultat mech arrangéiert oder dérangéiert, mä well einfach seriös geschafft ginn ass … Wann dat do vun deenen Zoustännegen net gesot ginn ass – Dir hutt se jo gesinn; ech weess jo net, wat Dir mat deene Leit …

[…]

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Jo, an hunn déi Leit, déi Der héieren hutt – mech hutt Der jo net héieren, mä dat as och irrelevant Iech net dat gesot, wat se 2009 – ech weess elo net, vu wiem dass Der schwätzt – dem Untersuchungsriichter – ech weess och net, ob dat stëmmt – virgedroen. Mä dann ass jiddefalls déi Theorie do spéitstens viru véier Joer dem ermëttelnden Untersuchungsriichter virgedroe ginn, soudass d'Justiz an déi dofir Zoustänneg och iwwert déi Theorie informéiert gi sinn. An da muss een d'Justiz froen, mä mer hunn der Justiz keng Froen ze stellen, wat dann doropshi geschitt ass, opgrond vun där Theorie, déi do virgedroe ginn ass.*

[…]

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Jo. An do hunn ech da missen déi Leit, déi déi Theorie haten, an déi ech net an der Integralitéit novollzéie konnt, froen, firwat dass se da bei Ären Enquêten hei oder bei Ärem Rapport net dovu geschwat hunn, obscho se jo schéngt vill mat en zesumme gewiescht ze sinn, sou wéi ech och vill mat deene Leit zesumme war, awer manner dacks wéi Dir.*

Ech hat jiddefalls keng 14 Sitzunge mam Geheimdéngscht iwwert de Stay behind an deem seng Relatioune mat der Bommeleeër-Affär.

[…]

An deem Moment wou dee Rapport hei publizéiert ginn ass, dat ass zwee Joer, no deem deen Debriefing do gemaach ginn ass, an ech konnt 2006 jo net wëssen, wat d'Kommissioun géif 2008 feststellen, mä d'Kommissioun stellt fest, och opgrond vun den Aussoe vum Parquet, dass do keng Liene bestanen hunn. An Dir wäert feststellen, dass dat, wat elo diskutéiert ginn ass, Gelli an déi aner Affär, an där hirem Zesummenhang den Gelli genannt ginn ass, dass dat net Material genuch hiergëtt fir dat, wat d'Kommissioun hei festgestallt huet, ze invalidéieren.

[…]

Ech hunn hei keen ze verteidegen. Ech stelle just fest, opgrond vun deem, wat ee weess, an opgrond vun deem, wat festgestallt ginn ass, dass gemengt ginn ass, dat wier keng Pist. Ech hunn och keng Indicatiounen déi mech unhuelen dinn, dat wier eng Pist.

[…]

Ech gesinn dat eigentlech …, ech gesinn dat nu wierklech net. A manifestement huet jo d'Justiz awer op deem Staybehinds-Wee do gesicht. Vläicht hat jo ee vum Geheimdéngscht, wat normal gewiescht wär, de Procureur d'Etat oder de Parquet doriwwer informéiert. Ech liesen an engem Bréif vum Procureur, vum heitege Procureur général, dass esou Gespréicher stattfonnt hunn. Deen awer dann a sengem Bréif seet, do wier awer näischt Handfestes derbäi gewiescht.

[…]"

– *Extrait de l'audition de Monsieur Marco Mille du 7 juin 2013:*

„[…]

***M. François Bausch** (déi gréng).– D'Theorie ass jo awer net dran.*

***M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Gelift?*

***M. François Bausch** (déi gréng).– Déi ganz Theorie, déi Der elo beschriwwen hutt, déi ass jo net am Rapport.*

[…]

Do ass vun enger Parallelstruktur geschwat gi vu Stay behind, parallel zu där, déi et gëtt, déi et ginn ass an déi och analyséiert ginn ass vun der Kontrollkommissioun. Déi Theorie ass jo och dem Premierminister, zumindest hu mir dat esou bericht kritt, ënnerbreet ginn.

***M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– De Statsminister huet hei gesot, wann ech e richteg zitéieren, dass et net meng Aufgab war, Theorien ze entwéckelen. De Problem hei ass deen, dass de Service de Renseignement net dofir do ass, fir erauszefannen, wien*

de Bommeleeër ass, mä dass de Service de Renseignement an deem do Fall just gekuckt huet, ob seng Stay-behind-Organisatioun, déi offiziell Stay-behind-Organisatioun eppes mat den Attentater ze dinn hat oder net. Mir sinn zur Konklusioun komm, dass et kaum méiglech ass, dass se eppes mat deenen Attentater do ze dinn hunn, aus enger ganzer Rei vu Grënn, an déi ech net kann …

***M. François Bausch** (déi gréng).– Dat heescht, d'Theorie vun der Parallelstruktur, déi hutt Dir ni geglewt?*

***M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Stopp. Dat ass eis Struktur. D'Fro, déi sech gestallt huet: Gouf et donieft eng Parallelstruktur? An op déi kann ech Iech bis haut och d'Äntwert net ginn. Dat ass ëmmer nach eng ganz pertinent Fro.*

[…]

***M. François Bausch** (déi gréng).– Neen, dat ass an der Rei, mä den Objet vum Rapport, den Optrag, deen d'Kommissioun vum Premierminister kritt hat, dat war jo och net de Service de Renseignement ze analyséieren, mä ze kucken, ob et e Lien gëtt tëschent de Bommeleeër a Stay behind. A wann dann … Dir selwer gleeft un eng Theorie vun enger Parallelstruktur vum Stay behind, oder datt et déi …*

***M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Neen, neen, neen. Dat ass keng Parallel, wann ech soen eng Parallelstruktur zum Stay behind, dann ass se jo net de Stay behind. Dat ass dat eng aner Struktur, déi iergendanzwousch ass. An ech kann Iech och keng Theorie elo soen …*

***M. François Bausch** (déi gréng).– Hutt Der dat dann, hutt Der déi Spur, déi Pist, hutt jo awer och analyséiert … hutt Der déi da manifestement net …*

***M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Déi hunn ech … Ech sinn e Mënsch, et stellt ee sech seng Froen. Ech hunn eng Theorie. Ech kann Iech déi Theorie gären explizéieren.*

***M. François Bausch** (déi gréng).– Dat ass och déi Theorie, déi Der 2006 dem Premierminister matgedeelt hutt?*

***M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Dat kann ech Iech net soen. Ech erënnere mech net, wat ech 2006 an deem do Gespréich mam Premierminister iwwert de Bommeleeër geschwat hunn.*

***M. François Bausch** (déi gréng).– Jo, mä et geet awer précisément ëm dat, wat an der Diskussioun ass, geet et genau dorëmmer. Et geet net drëms ëm dat, wat mer souwisou alleguer scho laang wëssen, wat och am Rapport effektiv steet. Mä et geet drëms, ëm déi Theorie, déi Der hat, a wou, zumindestens wéi mir dat bis elo an Erfahrung, wéi mir dat bis elo gewuer gi sinn, 2006 an deem Briefing dat och diskutéiert ginn ass.*

***M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Ech soen Iech nach emol, Här Bausch, ech kann Iech net soen, wat ech 2006 an deem Briefing do gesot hunn. Ech erënnere mech, dass mer do e Briefing ginn hunn, do ass et ëm e ganz anert Thema gaang. Ech war selwer iwwerrascht, dass mer am Unhang dorun nach eemol do iwwert de Bommeleeër geschwat hunn.*

***M. François Bausch** (déi gréng).– Wie koum dann dorobber ze schwätzen?*

***M. Alex Bodry** (LSAP), Président.– De Premier.*

***M. François Bausch** (déi gréng).– De Premier selwer?*

***M. Marco Mille**, Ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Ma esou, wéi ech héieren hunn, huet de Premier gesot: Hei Marco, dann ziel emol dem Luc deng Theorie."*

– *Extrait du Rapport de la Commission de Contrôle du SREL „Les activités du réseau „Stay behind" luxembourgeois" du 7 juillet 2008:*

„Monsieur le Procureur d'Etat Robert Biever a informé la Commission que le Parquet s'était renseigné à l'époque extensivement sur la nature et sur la philosophie sous-jacente au réseau „Stay behind" et qu'il a pu constater qu'il n'existait aucun élément qui permettait de conclure que des liens existaient entre le réseau „Stay behind" et l'affaire des attentats à l'explosif."

M. André Kemmer a déclaré, lors de son audition en tant que témoin cité devant la Chambre criminelle du tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg du 19 juin 2013 dans le cadre du procès

pénal „Bommeleeër“, qu'il n'existe aucune preuve tangible au sujet des liens présumés entre le réseau „Stay behind“ et l'affaire des attentats à la bombe.

Sur demande d'un groupe parlementaire, la piste d'éventuelles structures parallèles du „Stay behind“, avait d'ailleurs été discutée au sein de la commission de contrôle parlementaire en 2012. Aucun élément en faveur d'une telle piste n'avait été avancé par les membres du SREL.

Il est en effet curieux qu'une nouvelle théorie surgisse subitement au cours de cette dernière réunion de la commission d'enquête.

En 2008, M. le Premier Ministre Juncker chargeait la commission de contrôle du SREL d'établir un rapport spécial sur d'éventuels liens entre le „Stay behind“ et l'affaire du „Bommeleeër“. A aucun moment, les membres de la commission de contrôle ne furent informés du fait que le SREL avait développé sa propre théorie, que celle-ci avait été consignée dans un rapport et que M. le Premier ministre avait été mis au courant.

Les membres du Gouvernement sont informés de la présence probable de Licio Gelli sur le territoire luxembourgeois pendant les années 80.

Encore une fois faut-il se demander selon quel esprit les responsables politiques du SRE mettent en œuvre la loi du 15 juin 2004 portant sur l'organisation du Service de Renseignement de l'Etat et son contrôle par une commission parlementaire.

Fait aggravant, ces faits démontrent que le SREL a mené ses propres travaux d'enquête dans le cadre de l'affaire „Bommeleeër“, affaire qui relève de la compétence des autorités judiciaires. Le dossier établi par le SREL n'a jamais été transmis, voire un quelconque élément dudit dossier n'a jamais été communiqué aux autorités judiciaires.

j) l'affaire de la société aérienne de fret luxembourgeoise

En avril 2008, Monsieur Schneider ouvrait un dossier intitulé „menace contre le patrimoine économique“ dans le contexte de la société Cargolux. Il y évoquait le risque d'une reprise hostile de cette société. Il insinuait que certains dirigeants de l'entreprise travaillaient pour le compte de sociétés étrangères afin de nuire à la Cargolux et d'en faciliter ainsi la reprise. Monsieur Mille exposa cette théorie à la commission de contrôle parlementaire en 2008.

La commission d'enquête dispose désormais d'un rapport interne de Monsieur Schneider dans lequel celui-ci formule une série de recommandations pour Cargolux, entre autres, celle „*de changer d'actionnariat dans l'objectif d'augmenter les actifs*“.

Dans son rapport, il donne des indications précises comment l'actionnariat devrait évoluer:

> *„En ce qui concerne l'actionnariat, il se présente plusieurs possibilités: un investisseur luxembourgeois, General Mediterranean Holding; l'émir de Dubai, Mohammed ben Rachid Al-Maktoum; des fonds souverains étrangers …“*

Il est vraisemblable qu'une des six écoutes illégales ait eu lieu dans le cadre de cette affaire.

Il est établi aujourd'hui que l'action avait été stoppée par Monsieur le Premier Ministre Juncker et l'ancien Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Monsieur Krecké. Les théories avancées par Monsieur Frank Schneider s'avéraient partiellement sans fondement.

Une enquête judiciaire est actuellement encore en cours suite à une autodénonciation de la société Cargolux.

Ceci montre que tout n'était pas non fondé. De sérieux conflits d'intérêts et même plus? Le SREL a-t-il fait parvenir à la justice toutes les informations dont il disposait de la mission Cargolux? Quel était le rôle exact qu'ont joué les différents acteurs? On ne le saura pas puisque Monsieur le Premier Ministre a arrêté la mission. Une enquête interne n'a pas été réalisée.

La commission d'enquête constate cependant que Monsieur Schneider utilisait une grande partie de cette action pour développer le plan d'entreprise de ce qui allait devenir sa nouvelle firme, „Sandstone“. La question s'impose s'il n'a pas agi ici dans l'intérêt de son futur investisseur, „General Mediterranean Holding“. Il proposait en tout cas cette dernière comme actionnaire potentiel de la société Cargolux. A peine une année plus tard, la société „General Mediterranean Holding“ devenait le principal investisseur et actionnaire de sa nouvelle entreprise de sécurité.

La commission d'enquête condamne vivement cette façon d'agir et elle a transmis aux autorités judiciaires l'ensemble du dossier. A nouveau, la question reste posée pourquoi les responsables poli-

tiques n'ont pas agi de la sorte au moment même lorsque les faits leurs ont été rapportés et qu'aucune mesure disciplinaire n'ait été entamée.

Au sujet du constat qu'aucune mesure disciplinaire n'ait été envisagée à l'époque, il convient de noter que la mauvaise appréciation de la situation par le SREL ne justifiait pas le déclenchement d'une procédure disciplinaire.

k) les agissements du SREL dignes d'une structure de police parallèle

Au courant de l'année 2006, une opération a été lancée au sein du service de renseignement dont la manière et l'objectif portait nettement les traits d'une police parallèle. Il est établi que cette opération a été initiée par un ancien agent du SREL sur base de documents dont il a eu connaissance lors de son affectation au Service de Police judiciaire et qu'il a emporté lors de son détachement au SREL. L'opération visait à enquêter sur l'orientation sexuelle de certaines personnalités luxembourgeoises. Ces enquêtes furent lancées sans qu'aucune infraction pénale n'ait été commise ni le moindre risque pour la sécurité publique n'ait été constaté. Lors d'une réunion en soirée, un groupe de six personnes mené par MM. Mille, Schneider et Kemmer, discutait de cette opération sans lien avec les attributions du SREL. C'était le début d'une enquête qui, à terme, essayait même de porter préjudice à M. Biever, à ce moment Procureur d'Etat auprès du Parquet du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg.

Les méthodes employées étaient carrément celles d'une police parallèle agissant dans un Etat de non droit.

La commission d'enquête condamne sévèrement cette action. Le Directeur du SREL a fait suivre le dossier au parquet. Plusieurs témoins ont annoncé leur intention de faire des déclarations. L'enquête judiciaire devra établir s'il s'agit d'un cas isolé.

– *Extrait de l'audition de Monsieur Marco Mille du 7 juin 2013:*

*„**M. Marco Mille**, Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Den Informant … Den Informant huet eis … Et gi jo zwee Aspecten an der Saach. Den Informant huet eis informéiert, dass an engem bestëmmte Milieu relativ schlëmm Tätegkeete géife lafen. Mir hunn déi Informatioun opgeholl. Mir hu gesot: „Dat ass net eisen Thema. Mir ginn dat weider.“*

[…]

Mir hunn déi Informatioune geholl. Mir hunn awer décidéiert am Service de Renseignement: Dat ass keen Thema fir de Service de Renseignement. Do hutt Der 100%eg Recht. A mer hunn dat weiderginn un de Jugendschutzbeauftragten, d'Madame … Ech weess den Numm net méi. Et war eng Damm. Mir hunn déi informéiert. An ech weess net, wéi eng Suite dat Ganzt da geholl huet.

An deem Kader ass … Do war nach näischt vum Procureur. Dono koum de Quelleführer a sot: „Elo ass awer och an deem Milieu den Numm genannt ginn, dee géif dee Milieu beschützen.“ Dat ass jo en anert Thema.

[…]

Ob eng Dénonciatioun um Parquet gemaach ginn ass, weess ech net. Dass d'Jugendschutzbeauftragt informéiert ginn ass, jo, absolut. Dat ass mir esou bericht ginn.

[…]

***M. Alex Bodry** (LSAP), Président.– Hutt Der iwwert déi dote Fro och mam Statsminister geschwat?*

***M. Marco Mille**, Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Ehm, am Detail sécher net. Et ka sinn, dass ech an engem Meeting eemol erwähnt hunn, dass et do Rumeure gëtt. Awer, ech mengen, net am Detail. Den Dossier Pädophilie net. Dossier Rumeure mam Juge, do kann et sinn, dass ech eng Bemierkung gemaach hunn. Awer sécher net am Detail.*

***M. Alex Bodry** (LSAP), Président.– Wat war d'Reaktioun vum Statsminister? Hutt Der keng Kenntnis méi dervun?*

***M. Marco Mille**, Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Ech soe jo: Et ka sinn, dass ech eng Bemierkung gemaach hunn. Ech erënnere mech net, dass mer driwwer geschwat hunn. Also, mer hu sécher net driwwer geschwat. Jo.“*

Il ressort des déclarations faites lors d'une conférence de presse donnée le 13 juin 2013 par M. le Procureur général d'Etat que, pour la période 2006 à 2008, il existait une coopération entre le Parquet et M. Kemmer au sujet d'un dossier de pédophilie présumée. Il convient de citer:

„De 26. November 2008 hunn ech folgende Bréif, […] un den Här André Kemmer geschéckt.

„Dans le contexte de l'affaire Reiffers, Knaf et un nommé Max, je me permets de revenir à la réunion qui a eue lieu, sauf erreur de ma part, au mois de juin 2006, dans mon bureau ensemble avec Monsieur Steichen, Madame Goniva, Madame Neuen et un enquêteur du service de police judiciaire. Il avait été convenu lors de cette réunion qu'il y aurait un échange de toutes les informations relatives à ce groupe à propos duquel il y a depuis des décennies des rumeurs, selon lesquelles ces personnes s'adonnent à des actes de pédophilie, eu égard au fait que vous étiez particulièrement affirmatif – de Bréif ass un den Här Kemmer – sur le fond du problème, et affirmiez être en possession de nombreux indices dans cette affaire, je vous prie de bien vouloir me faire parvenir un rapport aussi détaillé que possible, et contenant toutes vos informations relatives au fait et aux personnes en cause.“

[…]

Ech krut eng Äntwert doropper vun dem Här Kemmer, wou ech lech en Deel virliesen:

„Vu le temps écoulé entre cette réunion – vun 2006 – je suis dans l'impossibilité de reprendre les faits exacts de notre discussion. Toutefois je tiens à vous rappeler que lors de cette réunion vous avez échangé différentes informations corroborées par votre service et appuyées par des rapports et procès-verbaux rédigés par des enquêteurs de la police judiciaire, section protection de la jeunesse, et section de recherche, et que ces informations coïncidaient avec des informations communiquées par les sources du SRI. La collaboration entre le Service de renseignements et les autorités judiciaires administratives et policieres a toujours été régi par les dispositions législatives reprises dans le texte ci-avant. Je tiens à vous préciser que toutes les informations pouvant constituer une infraction punissable à l'égard du code pénal et en possession du service ont toujours été transmises à l'autorité compétente, en l'occurrence le Procureur d'Etat.

[…]“ “

Dans cette affaire grave, M. le Premier Ministre a montré une négligence certaine par rapport à l'information que le directeur du SREL lui avait donnée. Le ministre de tutelle estime avoir informé le Procureur d'Etat général, alors Procureur d'Etat auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, de l'affaire en lui lançant la phrase.

– *Extrait des déclarations lors de la conférence de presse du 13 juin 2013 donné par le Procureur général d'Etat:*

„Wouer ass och dat de Premier Minister à un moment donné zu mir gesoot huet: „Weess du iwwerhaapt, dats du en Puff zu Esch hues?“ Wéi gesoot, wann en gesoot hätt: „Du hues däin Papp doud gemaach“, dann hätt ech och geduecht: „Du …“ an dann kënnt en Wuert daat een jo nët dierf soën … da soën ech: „Du Rendvéi“ an dann ginn ech weider! Ech fänken dach dann nët un elo do Froën zë stellen. Oder wann en gesoot hätt: „Ass ët wouer dats de am Tour de France matt fiers …“ “

– *Extrait de l'audition de Monsieur Jean-Claude Juncker du 25 juin 2013:*

*„**M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Här President, an engem bestëmmte Moment, ech weess net genau wéini, huet den Direkter vum Service de renseignement wahrscheinlech an engem Gespréich iwwert eng aner Affaire mer gesot eng Source vum Service de renseignement géif berichten, Indicatioune ginn, iwwert ee Pädophiliesreseau zu Esch. An an deem Zesummenhang ass och den Numm vum deemolege Procureur d'Etat gefall.*

Mir ass net gesot ginn, dass de Service de Renseignement géif, wéi d'Geheimdéngschter sech ausdrécken, mat där Affär schaffen. Hätt mech och gewonnert, well dat ass jo eng Affär, mir schwätzen hei vu Pädophilie, déi de Geheimdéngscht näischt ugeet. Dat ass net am Rayon vun de Kompetenze vum Geheimdéngscht, also huet e sech dorëms net ze bekëmmeren.

Et kënnt awer öfters vir, dass de Service de Renseignement an deene Virgäng schafft, déi a seng Kompetenze falen, och aner Saachen an Erfahrung bréngt oder mengt ze bréngen. Do ass d'Regel déi, dass wann dat geschitt, dass en dann déi Autoritéit doriwwer ze informéieren huet, déi fir d'Poursuite vun esou Infractiounen, falls et der ginn, zoustänneg ass.

Ergo hunn ech zwou Saache gemaach. Eischtens hunn ech dem Service de Renseignement net d'Instructioun ginn, dorop ze enquêtéieren, well dat ass net a sengem Rayon vun de Kompetenzen. Ech hunn also de Service de Renseignement ni an zu kengem Moment ugestallt, Observatiounen op

der Persoun vum Procureur d'Etat ze maachen. Wéi ech mech iwwerhaapt net kann erënneren, jeemools eng Kéier gesot ze hunn, dass bestëmmte Persoune sollen observéiert ginn.

Zweetens hunn ech de Procuteur d'Etat doriwwer an d'Bild gesat, dass eng Source vum Geheimdéngscht dat géif behaapten. De Procureur d'Etat huet jo op senger Pressekonferenz gesot, a wat fir enger Form dass en dat gesot hätt.

Ech traue mer éischtens zou, dass ech dat esou gesot hunn, an zweetens war jo d'Absicht vun deem, wat ech dem Procureur d'Etat gesot hunn, fir en driwwer ze informéieren, well ech och dat onerhéiert fonnt hunn. A souwisou jo Grond dervu gehat hätt, dervun auszegoen, géif dat sech tant soit peu vérifiéieren, dass déi zoustänneg Autoritéiten déi Enquêtë géife féieren. An déi zoustänneg Autoritéit, dat ass nun eben net de Geheimdéngscht.

Ech hunn och entre-temps gelies, wat ech gelies hunn, an ech sinn, och well ech de Procureur, den heitege Procureur général länger Jorzéngte kennen, entsat och iwwert déi krank Instructiounsfeeler, déi et do gëtt am Kapp vun eenzelnen, déi am Geheimdéngscht da schénge jo awer dorop geschafft ze hunn, fir ze mengen, Homosexualitéit a Pädophilie, dat wieren direkt Noperen an déi géife sech automatesch d'Hand ginn. Dat verréit eng total erronéiert Opfaassung vun en fait intime Virgäng. Also sinn ech doriwwer entsat.

Mä fir Är Fro kloer ze beäntwerten: Ech hunn ni den Optrag ginn, op de Procureur d'Etat Biever ze enquêtéieren an deem Zesummenhang, iwwregens och a kengem aneren Zesummenhang, an ech hunn hien doriwwer informéiert.

***M. Alex Bodry** (LSAP), Président.– Weider Froen dozou?*

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– A mir ass iwwregens och ni gesot ginn, aus dem Krees vum Geheimdéngscht, dass op dem Procureur d'Etat géif geschafft ginn.*

Ech hat an der öffentlecher Debatt op eng Instructioun vum Statsminister Thorn verwisen, deen de Geheimdéngscht 1977 instruéiert huet, hie misst informéiert ginn, wann op engem Magistrat géif geschafft ginn. Wat eng richteg Instructioun vum Statsminister Thorn war. An esou eng Informatioun huet mech ni erreecht, dass géif op dem Här Biever, deemools Procureur d'Etat, geschafft ginn. An et hätt och net kënnen op em geschafft ginn, well et ass de Geheimdéngscht näischt ugaang.

Elo ass et un deenen aneren erauszefannen, ob dat awer do gesicht ginn ass. Wann et gesicht ginn ass, ass dat ganz däitlech ausserhalb vun dem Aktiounsradius vum Geheimdéngscht.

***M. Alex Bodry** (LSAP), Président.– Déi Instructioun Thorn do, déi Der zitéiert hutt, ass déi eigentlech Ärer Meenung no nach en vigueur? Ass se de facto ausser Kraaft gesat ginn, net méi applizéiert ginn?*

***M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Ech hunn déi net kannt. Mä wéi ech nogefrot hunn – et sollt ee mer mol alles zoukomme loossen, wat et esou vun Instructioune ginn ass –, sinn ech op déi gestouss an déi huet mer och vun enger Normalitéit geschéngt, déi evident war, dass de Statsminister als Chef vum Geheimdéngscht misst informéiert ginn, wa mat ausländnesche Personalitéiten oder op Lëtzebuerger Personalitéiten aus de Beräicher Magistratur oder héich Fonction publique géifen Observatioune virgeholl ginn.*

Déi Instructioune ware jo am Geheimdéngscht bekannt, well vun do hunn ech se.

Ergo ginn ech dovun aus, dass, wann de Geheimdéngscht op enger Personalitéit wéi déi vum Procureur d'Etat schafft, dass ech doriwwer misst informéiert ginn. Wier ech doriwwer informéiert ginn, hätt ech gesot, si solle sech ëm hir Saache bekëmmeren! Well dat do sinn net hir Saachen."

2. *Les dysfonctionnements d'ordre structurel*

De même, les travaux de la commission d'enquête ont permis de déceler des insuffisances d'ordre structurel qui ont hanté le SREL, voir son prédécesseur, depuis sa création. D'autres agissements résultent de certaines dérives apparues depuis 2004.

Il convient de noter que depuis la mise en place de la nouvelle direction au courant de l'année 2009, l'administration du SREL a engagé de grands efforts visant à mettre fin à des pratiques abusives de même que de clarifier, par le biais d'instructions de service claires et précises, le fonctionnement de l'appareil du SREL.

Les déficiences d'ordre structurel constatées sont:

a) *le contrôle financier imparfait,*

b) *la procédure d'achat de véhicules automoteurs pour les besoins opérationnels du SREL,*

c) *les modalités de recrutement,*

d) *la structure hiérarchique diffuse,*

e) *l'absence du cadre réglementaire régissant la mise en œuvre des traitements informatisés,*

f) *l'absence de coordination interministérielle,*

g) *l'interprétation de l'espionnage économique,*

h) *le contrôle parlementaire insuffisant, et*

i) *les efforts d'améliorations initiés depuis l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL.*

a) Le contrôle financier imparfait

Le contrôle financier interne du SREL

Les travaux d'enquête parlementaire ont démontré que le contrôle financier interne était très lacunaire. Ainsi, au niveau déjà des déplacements à l'étranger, mais également au niveau des déplacements réalisés au Luxembourg, de nombreux voyages de services ont été réalisés soit sans disposer de l'autorisation hiérarchique préalablement requise soit que les frais ont été comptabilisés sur des postes budgétaires affectés *ab initio* pour d'autres dépenses.

Le rapport de la Cour des comptes

En l'état actuel, la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat est informé, avant le début d'un exercice budgétaire, du détail des crédits budgétaires fixés.

Une copie du rapport annuel portant sur les contrôles périodiques de la gestion du SREL réalisés par la Cour des comptes n'est pas communiquée aux membres de la commission parlementaire afférente.

Il convient d'y remédier et d'inscrire dans le cadre législatif réformateur du SREL l'obligation pour ce dernier de transmettre une copie du rapport annuel de la Cour des comptes aux membres de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement.

Ainsi, la Cour des comptes doit continuer à assurer le contrôle comptable et financier du SREL.

Le contrôle parlementaire

Au niveau du contrôle parlementaire, il y a lieu de préciser dans la loi organique du SREL que la commission parlementaire chargée du contrôle parlementaire du SREL dispose du droit de procéder à des contrôles portant non seulement sur des dossiers spécifiques (article 15, paragraphe (3), 1re phrase de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL), mais bien d'un droit de contrôle général. Ainsi, ce droit de contrôle porte également sur le volet financier et comptable.

L'allocation de primes et indemnités

Au cours des travaux de la commission d'enquête, il est apparu que des fonctionnaires externes au SREL ont été nommés en qualité respectivement de conseiller juridique, de conseiller financier ou de conseiller technique auprès du SREL par voie d'arrêtés ministériels. En cette qualité, ces fonctionnaires touchent une indemnité spéciale mensuelle telle qu'énoncée dans l'arrêté ministériel afférent.

Outre le fait que les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL n'en furent jamais informés, il échet de constater que la loi organique du SREL ne comporte aucune disposition autorisant l'allocation d'une telle indemnité spéciale. L'article 13 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL vise les seules primes et indemnités susceptibles d'être allouées aux agents du SREL.

Il s'ensuit que l'allocation de l'indemnité spéciale aux fonctionnaires désignés comme expert auprès du SREL ne dispose d'aucune base légale habilitante.

Les voyages de service à l'étranger

L'enquête parlementaire a permis de révéler que certains fonctionnaires du cadre dirigeant n'ont point respecté les dispositions applicables à ce moment au niveau de l'instruction de service relative aux voyages de service à l'étranger. Il est même apparu que de nombreux voyages de service à

l'étranger ont été engagés et liquidés via un autre poste budgétaire. Le motif invoqué fut de camoufler lesdits déplacements.

Sous l'empire de la nouvelle instruction de service, la demande afférente est à soumettre au préalable au chef de département pour avis et au directeur du SREL pour accord. L'avance de fonds afférente est traitée par le comptable extraordinaire. A la fin d'un tel voyage à l'étranger, une déclaration des frais de route et de séjour est établie avec les pièces à l'appui qui est, signée par l'intéressé et le directeur du SREL, transmise au Ministère d'Etat pour liquidation.

Cette procédure minutieuse permet de disposer d'un meilleur contrôle, tant au préalable qu'a posteriori, sur (i) les voyages de service à l'étranger et (ii) les moyens financiers engagés. De même, les pièces afférentes sont conservées tant au SREL qu'au sein du Ministère d'Etat.

b) la procédure d'achat de véhicules automoteurs pour les besoins opérationnels du SREL

Il s'est avéré que des irrégularités ont été commises au niveau de l'acquisition de cinq voitures en vue d'une utilisation privée en profitant des conditions avantageuses consenties au SREL. L'ancien fonctionnaire du SREL, en charge de la gestion notamment du parc automobile du SREL, fait actuellement l'objet d'une procédure disciplinaire.

En date du 8 mai 2013, l'affaire a également été dénoncée par le Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, d'un commun accord avec le directeur du SREL et validé par le ministre de tutelle, aux autorités judiciaires. Il s'ensuit, en application de l'article 3 du Code d'instruction criminelle qui traduit le principe général de droit pénal que „le criminel tient le civil en état", la juridiction disciplinaire doit surseoir à statuter dès que la décision à intervenir sur l'action publique est susceptible d'influer sur celle de la juridiction disciplinaire. Cette position est consacrée par une jurisprudence constante. En l'espèce, cela signifie que selon la décision des autorités judiciaires auxquelles les faits ont été dénoncés, le Conseil de discipline saisi du dossier doit surseoir à instruire et à statuer.

Au vu des procédures engagées, la commission d'enquête propose de relater, de façon succincte, les règles procédurales régissant le volet de l'achat de véhicules par le SREL.

L'orateur précise que les modalités du système d'achat et de revente de voitures de service pour les besoins du SREL ont été modifiées et davantage précisées. De même, les mécanismes de contrôle préalable ont été renforcés.

L'ancien dispositif d'acquisition et de vente a autorisé les fonctionnaires du SREL, une fois que le véhicule a dû être remplacé, de se porter directement acquéreur. Le nouveau dispositif interdit aux fonctionnaires du SREL d'acquérir des voitures de service une fois qu'elles sont mises en vente par le SREL. Une fois qu'une telle voiture n'est plus jugée apte pour être utilisée dans le cadre opérationnel, elle est soit reprise par BMW Munich, soit mise en vente par l'insertion d'une annonce publiée sur les sites internet courants servant d'intermédiaire pour la vente privée de véhicules automoteurs. Ce volet relève désormais de la gestion du comptable extraordinaire du SREL. De même, le dispositif n'est plus applicable pour les voitures de service utilisées pour les déplacements en dehors du cadre opérationnel du SREL. Le dispositif ainsi réaménagé est en vigueur depuis le mois de juillet 2010.

Le système d'achat et de revente de voitures de service pour les besoins du SREL est inspiré du modèle allemand valant pour certaines administrations étatiques fédérales.

Les voitures ainsi acquises sont, après une utilisation opérationnelle de plus au moins une année, revendus à un prix reflétant leur valeur à ce moment. Ainsi, l'objectif est de revendre le véhicule à un prix de vente équivalent au prix d'achat net payé par le SREL (dont le montant net définitif payé par le SREL étant le prix d'achat officiel dont la remise accordée est déduite). De cette manière, la revente de ces véhicules permet de financer, de manière autonome, l'acquisition de nouveaux véhicules pour les besoins du SREL.

La procédure aménagée prévoit plusieurs étapes avant que l'acquisition d'un véhicule pour les besoins du SREL puisse être engagée et liquidée. Dans un premier temps, il appartient au responsable de la branche opérationnelle de motiver sa demande visant l'acquisition d'une nouvelle voiture. Dans un second temps, il appartient au directeur du SREL d'apprécier cette demande motivée et de signer le bon de commande. Ce n'est que suite au visa afférent du directeur du SREL que le comptable extraordinaire accomplit les formalités en vue d'engager la dépense afférente qui permet ainsi l'acquisition du véhicule.

Monsieur le Premier Ministre eut vent de l'affaire et la fit stopper.

Cette affaire a été considérée, à ce moment et au vu des éléments disponibles à ce moment, comme étant comparable aux affaires disciplinaires engagées sur une échelle globale dans le giron de la fonction publique. Le Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire a conclu que les faits reprochés à cet ancien fonctionnaire du SREL sont établis et a par conséquent saisi pour compétence le Conseil de discipline. D'un commun accord avec le Directeur du SREL et validé par le ministre de tutelle du SREL, le Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire a dénoncé les faits aux autorités judiciaires. Ainsi, en application de l'article 3 du Code d'instruction criminelle, la juridiction disciplinaire doit surseoir à statuter.

La commission d'enquête a transmis ce dossier au parquet.

c) les modalités de recrutement

Il n'existe aucune procédure de recrutement spécifique formelle et adaptée aux besoins du SREL. Il est symptomatique que la loi organique du SREL, à savoir la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, ne mentionne le volet du recrutement que sous un seul article, à savoir l'article 11. La lecture, même sommaire, révèle le caractère lacunaire de son dispositif.

D'emblée, il convient de noter que le titre dudit article énonce le recrutement *„des agents du Service de renseignement"*, alors que le libellé utilise les termes de *„fonctionnaires du Service de Renseignement"*. De plus, l'utilisation du terme „agent" dans le contexte du SREL n'est pas univoque. Il convient de redresser cette erreur et de compléter le volet relatif au recrutement des salariés.

Quant au fond, force est de constater que la loi reconnaît deux voies de recrutement, à savoir (i) le recrutement interne à l'administration gouvernementale et (ii) le recrutement par voie d'un examen-concours sur épreuves. Au sujet des conditions et des formalités à remplir, l'article 11 se limite à énoncer que *„Les conditions et formalités à remplir par les postulants au stage, ainsi que le programme et la procédure de l'examen-concours pour l'admission au stage, de l'examen de fin de stage et, le cas échéant, de l'examen de promotion sont fixés par voie de règlement grand-ducal."*

A ce jour, un seul règlement grand-ducal a été pris en exécution de l'article 11, à savoir le règlement grand-ducal du 13 décembre 2007 fixant les conditions et les modalités de l'examen spécial prévu par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat[34]. Or, l'objet dudit règlement est limité en ce qu'il ne vise que l'examen-concours tel que prévu à l'endroit de l'article 18 de la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne pour un emploi d'attaché de direction au SREL.

Il importe de noter que les membres de la Commission d'enquête sur le SREL n'ont nullement l'intention de mettre en cause, d'une manière quelconque, le bien-fondé du travail effectué par le personnel du SREL.

Or, eu égard aux principes régissant le statut de la fonction publique, il devient absolument nécessaire de revoir le volet du recrutement des fonctionnaires et salariés du SREL et d'adapter le cadre légal en conséquence. De l'avis de la commission d'enquête, même les fonctionnaires détachés à partir d'autres services et administrations devraient être soumis à certaines modalités au préalable de leur détachement effectif.

Ainsi, le recrutement devra se faire sur base d'un concours à la suite d'une sélection, précédé notamment d'une enquête de personnalité préalable, comportant une procédure de sélection intellectuelle et morale. Cet examen-concours sera ouvert aux personnes remplissant les conditions générales requises pour accéder aux emplois publics de l'Etat.

La commission d'enquête juge la manière avec laquelle le SREL recrute ses collaborateurs incompréhensible et totalement inacceptable.

d) la structure hiérarchique diffuse

L'interaction défaillante de la branche opérationnelle et de la direction

L'enquête parlementaire a permis de révéler qu'il existait un certain flottement au niveau des responsabilités respectives de l'ancien chef de la branche des opérations et celle de l'ancien Directeur du SREL. En effet, de nombreuses opérations furent lancées, sans que l'ancien Directeur du SREL ne disposait d'une vue d'ensemble.

---

34 Mémorial A, n° 229, 20 décembre 2007

De même, les mécanismes de contrôle interne étaient insuffisants et ne répondaient pas à l'objectif inhérent à un contrôle systématique.

Le fonctionnement défectueux de la branche opérationnelle

Il est frappant qu'il n'existait guère de méthodologie opérationnelle uniforme. Certaines opérations initiées révèlent qu'il existait des priorités contradictoires entre le niveau opérationnel et le niveau de la direction. De plus, certaines opérations exécutées font état d'une certaine précipitation au niveau de leur exécution et pour plusieurs d'entre elles, les procédures d'autorisation requises n'ont pas toutes été respectées.

Le cadre légal propre aux méthodes opérationnelles était insuffisant, de sorte que toute sécurité juridique faisait défaut.

Le processus incomplet de production de l'information

En l'absence de la rédaction systématique de rapports écrits intermédiaires sur le déroulement d'une opération donnée, on peut légitimement s'interroger si le cadre dirigeant du SREL disposait de la maîtrise de la „Maison".

Ainsi, la production de l'information ne répondait guère à des critères préétablis et standardisés, que ce soit au niveau de la forme, du contenu, de la périodicité ou encore au niveau des destinataires.

De même, le procédé de la production de l'information ne faisait, au niveau du contrôle de qualité, que l'objet de peu de contrôles.

Le cadre réglementaire interne

L'enquête parlementaire a constaté un manque de rigueur au niveau de l'élaboration et de l'introduction de nouvelles règles internes.

De même, aucun effort particulier relatif à une sensibilisation portant sur les contraintes légales n'a été déployé.

De manière générale, le flux des informations entre les différents départements et branches était insuffisant ce qui n'a guère aidé à „décloisonner" la structure de travail au sein du SREL.

Avant l'introduction de la loi de 2004, aucun cadre légal et formel n'organisait le fonctionnement interne du SRE. Sous la direction de M. Mille, quelques règles minimales internes furent introduites. Il reste néanmoins que les filatures et plus généralement toutes les activités touchant au travail de terrain, continuaient à se pratiquer sans aucune base réglementaire. Agissant sans consignes ni contraintes, chaque intervenant professionnel du service était amené à opérer dans son coin et à sa guise. Pour certaines missions, dont le bien-fondé apparaît aujourd'hui plus que contestable, on ne retrouve actuellement plus aucune trace écrite. Apparemment dans de nombreux cas personne n'a trouvé nécessaire d'en rédiger un rapport de mission ce qui laisse penser que ceci aurait même pu constituer une pratique délibérée.

En 2004, la société suédoise Infosphère a procédé à un audit externe du SREL. Sur base de son analyse la société d'audit était d'avis qu'il y avait lieu de:

– se pencher prioritairement sur:
  ➢ le développement d'une politique de gestion d'information formalisée,
  ➢ la construction d'une compréhension commune au sein du service de la stratégie d'organisation,
– de veiller par ailleurs à ce que:
  ➢ les ressources d'informations et les services d'informations supportent les finalités organisationnelles,
  ➢ les besoins des „consommateurs d'informations clés" en interne et à l'extérieur du service soient clairement identifiés.

La société d'audit avait déjà pointé les problèmes existant au niveau de la culture interne, de l'infrastructure, de la technologie et du personnel du SREL.

Une multitude de recommandations étaient formulées dans ce rapport. La majorité de celles-ci a été ignorée par la direction du SREL. La commission de contrôle parlementaire du SREL avait d'ailleurs

repris les critiques et suggestions de l'audit dans son rapport spécial remis à M. le Premier ministre en juillet 2011.

M. Heck a enfin élaboré au cours de l'année 2012 un règlement interne détaillé et exhaustif.

e) l'absence du cadre réglementaire régissant la mise en œuvre des traitements informatisés

La mise en œuvre des traitements informatisés auxquels le SREL est autorisé à accéder dans le cadre de sa mission en vertu de l'article 4, paragraphe (2) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL, est, d'un point de vue juridico-légal, largement insuffisante.

En effet, les travaux de la commission d'enquête ont permis de déceler des irrégularités:

– *Extrait de l'audition du Premier Ministre du 25 janvier 2013:*

*„**M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Jo, ech huelen dat un! Dir hutt dat jo gesinn; d'Commission de contrôle déi war jo do – schonn am Abrëll 2008. Et gëtt haut heiansdo esou gemaach – dat huet mech gewonnert, dofir sinn ech och ni aus der Këscht gespronge wann doriwwer geschwat ginn ass –, et gëtt esou gemaach, wéi wann elo eréischt géif entdeckt ginn, dass et en Archiv am Geheimdéngscht gëtt.*

[…]

D'Commission de contrôle war do am Abrëll 2008 a konnt kucke goen. Déi eng hunn et gemaach, déi aner hunn et net gemaach. D'Commission de contrôle huet gewise kritt, am Zesummenhang mam „Stay Behind", wéi dëst a wéi dat wier, an do seet den Déngscht jo selwer, do hu mer gesinn, wéi onprofessionnell leschten Enns eisen Archiv ass, well den Archivist esou no sengen eegene Regelen do deen Archiv zesummegestallt huet: eng Kéier mat Nimm, eng Kéier mat Begrëffer, eng Kéier mat Organisatiounen. Et war dach net esou, dass een eréischt an Erfahrung bruecht huet, dass et een Archiv gëtt, wéi den Här Mille an enger seltener numerescher Verirung vun 300.000 Kaarten an engem Tëlefons-…, an engem Enregistrement mat mir geschwat huet."

– *Note de Monsieur Patrick Heck, Directeur du SREL (17 janvier 2013):*

„Séance du 14 février 2011:

Le directeur SRE rend attentif la Commission sur le problème de l'habilitation de sécurité des magistrats et la lecture faite par le SREL de la loi ANS.

Séance du 24 juin 2011:

Dans le sillage de la remise au Premier Ministre du rapport établi par la Commission de contrôle parlementaire sur le fonctionnement et les activités du SRE, le directeur SRE présente à la Commission les efforts en cours en vue d'une meilleure réglementation du fonctionnement et du contrôle interne, élaboration d'une instruction de service, identification des risques, lacunes, mise en chantier de la révision de la loi 2004, rédaction d'un projet de règlement grand-ducal régissant la mise en oeuvre du traitement de données personnelles par le SRE, annonce une entrevue avec la CNPD à ce sujet (finalement échouée).

Séance du 19 décembre 2011:

Le directeur SRE poursuit sa présentation sur le fonctionnement interne du SRE entamée lors de la séance du 24 juin 2011; il revient sur la protection des données personnelles en expliquant qu'un projet initial de règlement grand-ducal a été présenté au ministère de tutelle; il revient aussi sur les travaux en cours et les améliorations déjà entreprises en matière de contrôle des activités opérationnelles."

– sur le plan légal:

(i) l'absence d'une quelconque base légale régissant sa création et sa gestion.

Cette situation a été relevée par l'Autorité de contrôle „article 17" dans plusieurs de ces rapports annuels en évoquant que *„[…] les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat font l'objet d'un règlement grand-ducal et qu'un tel règlement fait défaut"*[35].

Il résulte que la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques que „[…] *la création et l'exploitation de banques de données*

35 Rapport d'activité 2005-2006, autorité de contrôle „article 17", page 10

nominatives pour l'Etat ne peuvent se faire qu'en application d'une loi ou d'un règlement grand-ducal" (art. 8.). Dans la mesure où une loi habilitante concernant la banque de données du SRE n'est intervenue qu'en 2004 toute collection de données nominatives enregistrées sur support informatique antérieur à cette loi doit être considérée comme illégale.

Le nouveau cadre légal (loi du 2 août 2002) relatif à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel reprend la règle que les traitements relatifs à la sûreté de l'Etat font l'objet d'un règlement grand-ducal (art. 17.) et qu'une Autorité de contrôle spécial „[…] *est informé immédiatement de la mise en œuvre […]"* d'un tel traitement de données.

Il est étendu aux fichiers non automatisés. En vertu d'une disposition transitoire „des traitements existants dans des fichiers non automatisés ou automatisés antérieurs à l'entrée en vigueur de la (présente) loi" auraient dû être rendus conformes dans un délai de deux ans.

Force est de constater que plus de dix ans après la loi de 2002 le règlement de mise en oeuvre des traitements de données du SRE fait toujours défaut, affectant ainsi les droits des personnes concernées par ces traitements. L'instruction de service interne afférente qui est sans effet par rapport aux tiers, n'a été prise qu'en juillet 2012.

Dans son avis du 16 mars 2004 sur le projet de loi portant organisation du SRE (doc. parl. 5133[4]), le Conseil d'Etat a insisté sur l'autorisation par règlement grand-ducal de la mise en oeuvre des bases de données du Service. Le rapport de la Commission parlementaire sur le même projet de loi a jugé préférable que le Parlement eut été en possession du projet de règlement avant le vote de la loi. La consultation de la Commission de contrôle parlementaire préconisée par la Chambre des députés et promise par le Premier Ministre lors des débats en mai 2004 n'a jamais eu lieu.

Il convient de citer les déclarations afférentes faites par M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat au cours de la Séance plénière de la Chambre des Députés du 19 mai 2004 (67e séance) *„Ech engagéiere mech, falls ech den Règlement grand-ducal, wëll ech dem Alex Bodry soen, ze maachen hunn, gëtt souwisou déi parlamentaresch Iwwerwachungskommission mat deem befaasst an all aner Kommissioun am Parlament, déi wëllt iwert deen Text kucken, well ech wëll iwwerhaapt net den Androck opkomme loosen hei géifen däischter Gestalte mat däischtere Geselle probéieren […]."*.

– *Extrait de l'audition du Premier Ministre du 25 janvier 2013:*

*„**M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– Jo. Ech halen dat fir eng Fro, mat där ee sech muss beschäftegen a mat där sech och beschäftegt ginn ass. Mir sinn der Meenung, dass dat Gesetz vun 1979 keng Aktioun vum Ministère d'Etat a Service de Renseignement aus bedingt huet, well et do ëm d'Bankendonnéeë geet, déi op engem Support informatique sinn. An där hat de Geheimdéngscht keng bis Ufank vun de Joren 2000/2001. Insofern ass dat Gesetz net applicabel.*

Par contre sinn d'Gesetzer vun August 2002 a vu Juni – mengen ech, war dat – 2004 natierlech applicabel. A mir hunn eis och beméit déi groussherzoglech Reglementer do ze formuléieren. An zwar hunn déi éischt Sitzungen doriwwer stattfonnt am Januar 2005, wou d'Leit aus dem Ministère d'Etat sech zesummegesat hu mat der Autorité de surveillance, déi jo also Zougang soll kënnen hunn zu deene Banques de données. A mer hunn déi och gefrot eis ze hëllefe beim Rédigéiere vun deene Règlements grand-ducauxen, wat awer net richteg zustane komm ass aus deene Grënn, déi ech Iech virdrun erkläert hunn. Wat ech bedaueren.

Et ass awer virun op deene Saache geschafft ginn. Den Direkter vum Geheimdéngscht huet dunn Ärer Kontrollkommissioun matgedeelt, wou mer mat deenen Aarbechten dru wieren. De Geheimdéngscht selwer huet sech juristesche Bäistand gefrot, fir déi Texter ze maachen.

Mir ware ganz perturbéiert, wéi déi Reglementer, déi d'Police geholl huet, vum Conseil d'Etat radikal ëmgedréint gi sinn, wat eis nach méi bestäerkt huet an eisem Wëllen, eis mat enger maximaler juristescher Securitéit ze entouréieren, éier mer eis do eis eegen Texter géifen op de Wee ginn. Do si mer awer dru gescheitert, dass mer eben do déi Hëllef net kritt hunn, déi mer gefrot hunn. Och net vun der nationaler Dateschutzkommissioun hu mer déi kritt.

An dofir ass jo periodesch och an der Kontrollkommissioun drop opmierksam gemaach ginn, dass déi Texter feelen an dass mer déi Reglementer awer gären hätten. Entre-temps hu mer déi zu engem groussen Deel fäerdeggestallt. Mä ech wëll soen: Et ass lafend un deene Reglementer geschafft ginn. An et ass och periodesch driwwer informéiert ginn, wou mer dru wieren.

Et ass ni an Debatten oder an Einlassungen oder a Rapportë verlaangt ginn, dass déi Reglementer elo misste kommen, well mer soss an engem totale juristeschen Nirvana wieren. Souwäit ass ni ee gaangen. Jiddweree wosst, dass mer un deenen Texter géife schaffen, déi, och wa se kommen – d'Leit wollte mer déi haut matginn, mä dat hätt dann alles ze wäit gefouert –, net fundamental anescht sinn, wéi an der Substanz dat, wat an deene verschiddenen Instructions de service, besonnesch an deene leschten, zesummegeschafft ginn ass.

Den Déngscht wosst, dass e misst am Geescht vum Gesetz vun 2002 schaffen an dass en do absolut keng Débordementer dierft akzeptéieren, dass alles misst retracabel sinn, dass en Accès misst gereegelt ginn. Alles dat war mat internen Instruktioune mëndlecher oder schréftlecher Natur geregelt. Mä mer sinn eréischt da richteg voll an der Rei, obscho mer elo net illegal sinn, an och net para-legem sinn, wa mer déi Texter alleguerte fäerdeg hunn.

D'Collecte ass obgrond vum Gesetz vun 2004 erlaabt. D'Regierung wollt sech am Gesetz vun 2004 – am Gesetz selwer! – eng Base légale fir den Traitement ginn. Dat huet de Conseil d'Etat eliminéiert, grad wéi en eng Rei vun anere Banque-de-donnéeën, déi d'Regierung ugefrot hat zougänglech ze maache fir de Service de Renseignement, och eliminéiert hat.

An dofir mengen ech, dass et falsch ass, fir ze soen, de Geheimdéngscht, dee géif illegal schaffen. Dat kléngt gutt, mä dat ass juristesch net korrekt. D'Collecte ass legal. Den Traitement ass duerch eng Rei vun aneren Texter geregelt. A mir waren ëmmer amgaang un deene Reglementer ze schaffen. Dir kënnt soen: „Dat huet laang gedauert." Et huet och laang gedauert, obgrond vun deenen Evenementer a Perturbancen a Stéierungen, vun deenen ech Iech beschriwwen hunn.

Wann et Iech hëlleft, Här President, kënne meng Leit emol vläicht eng Kéier eng Obstellung maachen am Ministère d'Etat fir d'Kontrollkommissioun oder fir dës Kommissioun, wéi d'Rechtslag ass, esou wéi mir se och gesinn, a wat do vun Efforte gemaach ginn ass, fir deen Zoustand do méi erträglech ze maachen am Sënn, dass een dann net méi kënnt Supputatioune maache ronderëm eng marginal Illegalitéit, déi een doduerch géif encouréieren, dass een net all Règlements grand-ducaux do zur Verfügung huet."

– *Extrait de l'audition de Monsieur Patrick Heck du 11 janvier 2013:*

„[…]

***M. Lucien Weiler** (CSV).– Ech hunn zwou kleng prezis Froen, déi sech allen zwou unhänken un d'Froen, déi hei vun de Kolleege gestallt gi sinn. Ech hätt se och dee Moment scho kënnen direkt stellen am Kontext. Ech hunn am Kontext vun deem, wat den Här Bettel gefrot huet iwwert de Règlement grand-ducal, deen net do ass, op d'Gesetz vun 2004, wat den Traitement vun de Basen ugeet, eng Fro un den Här Direkter. Dir sidd jo elo dräi Joer en fonction an Dir waart an deenen dräi Joer méi oft Gaascht hei vun der Commission du contrôle parlementaire. Ech wollt froen, ass déi Fro vun der Absence vun deem Règlement grand-ducal hei vun der Kommissioun an Ärer Präsenz ugeschwat gi respektiv diskutéiert ginn?*

***M. Patrick Heck**, Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo, also ech hunn och nogekuckt, wat an deene Joren zënter dass et de Contrôle parlementaire gëtt, also 2004, ech mengen, si huet ugefaangen ze schaffen 2005 plus minus, do muss déi Problematik, si ass e puermol diskutéiert ginn. Wann Der mech awer elo frot – an och viru menger Zäit, während menger Zäit an och viru menger Zäit ass se e puermol évoquéiert ginn –, wann Der mech awer elo frot, Här Weiler, Iech genee den Datum ze soe vun der Sessioun, ech hunn elo eng Kéier 2011 am Kapp, eng Kéier 2006 am Kapp. An et kéint sinn, dass och 2008 nach eng Kéier driwwer geschwat ginn ass. Et ass driwwer geschwat ginn. Ech kann Iech awer elo net soe genee den Datum, wou mer, enfin, wou mir oder si deemools driwwer geschwat hunn.*

[…]"

Il convient également de se reporter à la note du Gouvernement du 13 février 2013 intitulée „La collecte et le traitement des données par le Service de Renseignement de l'Etat et par l'Autorité nationale de Sécurité", annexée au présent rapport.

De même, il n'existe aucune instruction de service ou note de service détaillant les modalités de traitement des informations y consignées, y compris la suppression et la destruction d'une fiche individuelle ou établie au sujet d'une entité morale ou de fait.

(ii) malgré le fait que la banque de données précitée n'est plus actualisée depuis l'année 2001, l'année où le SREL a débuté le traitement informatisé des données à caractère personnel, son statut juridique reste plus flou que jamais, de par le constat qu'elle continue à exister, tout en n'étant plus utilisée par le SREL dans le cadre des attributions légales.

– sur le plan du contrôle interne: l'absence de tout mécanisme de contrôle interne quelconque. Ce défaut s'inscrit dans le cadre du constat du défaut d'une quelconque base légale habilitante telle qu'énoncée à l'endroit du tiret ci-avant.

– sur le plan du contrôle externe: la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL dispose, à l'endroit de son article 4, paragraphe (2), alinéa 2 que l'accès du SREL aux banques de données telles qu'énumérées à l'endroit de l'alinéa 1er du paragraphe (2) de l'article 4 précité *„[…] est soumis à la surveillance de l'autorité de contrôle visée à l'article 17, paragraphe (2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. En vue de la surveillance exercée par cette autorité de contrôle, le Service de Renseignement doit mettre en œuvre les moyens techniques permettant de garantir le caractère retraçable de l'accès."* Les membres de l'Autorité de contrôle „article 17" se sont vus refuser par le SREL, en l'absence de disposer d'une habilitation de sécurité préalable, l'accès aux informations du SREL qui soit font l'objet d'une classification soit ont été communiquées au SREL par des services de renseignements étrangers. Cette situation a été relevée à plusieurs reprises par l'Autorité de contrôle „article 17" dans le cadre de ses rapports d'activité annuels.

Cette question a été discutée au sein de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL lors de sa réunion du 14 février 2011.

Il apparaît que cette situation pour le moins fâcheuse a été résolue suivant une information reçue de la part du Ministère d'Etat en date du 13 février 2013.

– sur le plan de l'organisation interne propre au SREL: il n'existe aucune instruction de service détaillant les modalités de collecte, de traitement et d'analyse des informations consignées dans cette banque de données;

– sur le plan de l'utilisation par le SREL:

(i) Le traitement des informations collectées par le SREL dans le cadre de ses attributions a depuis été informatisé. Ainsi, il y a lieu de différencier entre la banque de données informatisée mise en œuvre depuis le déménagement du SREL dans les locaux actuels et la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles sur support papier.

Le traitement informatisé des informations collectées dans le cadre de ses attributions fait l'objet d'une instruction de service qui prévoit un délai de conservation de dix ans et à l'échéance duquel il sera procédé à une vérification du caractère pertinent de l'information conservée. Si tel devait être le cas, l'information sera conservée pour une nouvelle durée de dix ans. Il est proposé que l'avant-projet de règlement grand-ducal (article 4, alinéa 1er, 2e phrase de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat) reprenne ce *modus operandi*.

Or, cette solution ne vaut que pour les informations collectées depuis l'instruction de service, respectivement à partir du moment de l'entrée en vigueur du futur règlement grand-ducal.

Au sujet de cette dernière, comme elle continue à contenir des informations collectées tant par le SREL que transmises par des services de renseignements étrangers, le SREL a admis ne pas avoir trop d'idées sur le sort à y réserver.

(ii) Au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, le directeur du SREL à l'époque a pris la décision (non consignée par écrit) ordonnant la destruction de 4 à 6 fiches individuelles constituées sur des personnes revêtant à ce moment la qualité de député.

– sur le sort à réserver à la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles sur support papier: il convient de noter, eu égard au caractère historique que cette banque de données représente, qu'une décision politique à ce sujet devra intervenir.

f) l'absence de coordination interministérielle

La loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL a prévu, à l'endroit de l'article 3, paragraphe (3) *„Un comité, composé du Premier Ministre, Ministre d'Etat, et des ministres ayant dans leurs attributions les affaires étrangères, l'armée, la police grand-ducale et la justice, assure la coordination générale des activités du Service de Renseignement et des services de police. Le secrétariat du comité est assuré par les services du ministère d'Etat."*.

Il convient de noter que ledit comité interministériel s'est vu assigner par la loi une mission bien spécifique, à savoir *„assurer la coordination générale des activités du SREL et des services de police."*

Il s'est avéré, au vu des déclarations reçues, que ledit comité ne s'est à ce jour jamais réuni.

– *Extrait de l'audition du Premier Ministre du 25 janvier 2013:*

*„**M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– […] Analytesches kënnt zesummen doduerch, dass ech derfir gesuergt hunn, vun un dass ech zoustänneg dofir sinn, dass och aner Ministeren a Ministèrë Rapporten oder Feststellunge vum Geheimdéngscht zougeleet kréien. Den Ausseminister kritt déi, de Wirtschaftsminister kritt déi, den Transportminister kritt déi, den Innenminister kritt déi, de Verteidegungsminister kritt déi, de Justizminister, denken ech, hunn ech scho genannt, mä et ass och de Finanzminister, dee betraff ass. An déi mussen dann natierlech mat der Capacitéit, och mat den Analysecapacitéite vun hiren Haiser sech probéieren an deem Beräich, dee si betrëfft, e Bild ze maachen opgrond vun deem, wat de Geheimdéngscht hinnen u Wëssen an un Erkenntnisser oder u vermutetem Wëssen oder och vu vermuteten Erkenntnisser zoubréngt.*

[…]

Jo. Zu deem leschte Punkt wëll ech soen, dass jo och de Conseil d'Etat doriwwer eigentlech do d'Nodenken ufänkt andeems e seet, d'Regierung soll sech hir intern Organisatioun net an e Gesetz schreiwen, mä si soll sech hir intern Organisatioun selwer ginn. Mir hunn dat trotzdeem an d'Gesetz gesat, well mer esou periodesch festgestallt hunn, dass d'Zesummenaarbecht tëschent dem Geheimdéngscht an der Police notamment net optimal war. A fir sécher ze sinn, dass een Drock genuch op där Koordinatiounsleitung behält tëschent deene verschiddene Servicer, ass dat deemools an d'Gesetz geschriwwe ginn.

Nach an de 90er Joren, wéi mir zwee, den Här Bodry an ech, jonk Mënsche waren a jonk Ministere waren, hien Force publique, ech Statsminister, hu mir äifreg eis geschriwwen, wou den Här Bodry sech driwwer beklot huet, a séier zu Recht, dass de Geheimdéngscht net gutt genuch géif mat der Police zesummeschaffen. An dat hu mer lues a lues behuewen. An nach 2000 waren esou Schwieregkeeten heiansdo festzestellen.

Dat ass alles behuewe ginn, do huet och den Här Mille d'ailleurs eng gutt Aarbecht gemaach an den Här Heck och. A mir schaffe ganz gutt mat der Police – mir, soen ech ëmmer – de Geheimdéngscht schafft gutt mat der Police zesummen, e schafft gutt mat dem Parquet zesummen, e schafft gutt mat der Douane zesummen a mat aneren Instanzen. An dat gëtt mer eigentlech Satisfaktioun, dass déi, déi fréizäiteg drop opmierksam gemaach hunn, dass do ee Lach vun Zesummenaarbecht wier, dass dat lues a lues gefëllt konnt ginn. Haut ass et éischter esou, dass de Service de Renseignement sech heiansdo driwwer beklot, dass en net genuch Informatiounen zeréck kritt, wéi dass déi aner Servicer sech driwwer géife bekloen, dass se net genuch Informatiounen era géife kréien.

Dee Comité selwer huet net brauchen zesummenzetrieden, well mer an der Regierung, tëschent Ministeren, notamment opgrond vun der Tatsaach, dass déi ëmmer méi Rapporten elo déi lescht Jore kritt hunn, wéi dat virdrun de Fall war, an tëschent Verwaltungen eis doriwwer lafend ënnerhalen hunn, esou dass keng Noutwendegkeet do war, fir dat ministeriellt Koordinatiounsinstrument do a Bewegung ze setzen, wat ech natierlech a Bewegung gesat hätt, wann ech Meldunge kritt hätt, déi mech géifen unhuele loossen, dass déi Zesummenaarbecht tëschent de Servicer net géif gutt funktionéieren.

Et gëtt mer awer vun iwwerall gesot, si géif gutt funktionéieren. Trotzdeem ass dat eng Dispositioun vum Gesetz, déi mer och gären am neie Gesetz géifen halen. Et ass och eng Recommandatioun vun

der parlamentarescher Kontrollkommissioun, e Rapport vum 24. Juni 2011 an déi Richtung, an dofir hu mer dat och an eisem Avant-projet de loi zréckbehalen."

– *Extrait de l'audition de Monsieur Robert Biever du 5 février 2013:*

*„**M. Robert Biever**, Procureur général d'Etat.– Dat huet sech grondleeënd geännert, hunn ech d'Impressioun, datt de Renseignement a vläicht och mir vis-à-vis vum Renseignement – autre question – méi oppe gi sinn. Wësst Der, mir haten och eng Reaktioun vis-à-vis vum Service de Renseignement e bësselche wéi vläicht nach Leit heibannen, datt ee seet: „Oh, wat maachen déi? De Spëtzeldéngscht a wat … Jo, jo, jo." Bon, dat mécht jo och net d'Relatioune besser.*

Ech muss soen, egal wat och am Moment lass as, ech hunn d'Impressioun, datt, wéi den Här Mille koum, de SREL anescht ginn ass. E Mann vun enger anerer Formatioun, dee méi oppe wor, wuel net Jurist wor. Dat ass och oft en Défaut, do ass jo guer keen Zweifel drun. Ech hunn der och méi, déi mer op de Sou ginn, wéi där … an esou weider.

Mä en huet awer probéiert, fir déi juristesch Welt ze verstoen. En huet probéiert, fir déi Welt ze verstoen. Et wor och dunn … Dat ass à tel point gaangen, datt mir en eemol an enger Réunion de service bei ons geruff hunn, fir datt en emol soll erklären, wat de SREL géing maachen. Bon, quitte datt een dat hätt misse weiderféieren, datt dat vläicht e bësse kuerz war, dat ass elo eng aner Fro. Mä virdru wär awer keen op déi Iddi do komm. […]"

Or, eu égard aux missions légales dévolues au SREL, un organe spécifique aurait dû être mis en place au niveau de l'administration gouvernementale en vue de définir les besoins des interlocuteurs ministériels responsables en liaison étroite avec le SREL.

Une telle coordination aurait certainement permis aux responsables du SREL de mieux appréhender les attentes des décideurs politiques et d'avoir mieux ajusté en conséquence leurs opérations.

Il s'agit d'une violation tant de l'article 2 définissant les missions légales incombant au SREL que de l'article 3, paragraphe (1) qui impose, dans le chef du SREL, une obligation de coopération efficace avec les autorités policières, judiciaires et administratives nationales.

g) l'interprétation de l'espionnage économique

La définition de l'espionnage économique telle qu'elle a été formulée dans la loi de 2004 était interprétée depuis son entrée en vigueur de manière très extensive par les responsables et fonctionnaires du SREL[36]. Ainsi certains collaborateurs ont entrepris de leur propre initiative de faire la prospection économique dans le cadre de leurs activités au sein du service. La très contestée mission irakienne, les missions en Libye ou celle au Cuba avaient des visées purement économiques. Le chef des opérations de cette époque, M. Schneider, les présente même comme étant les activités principales du service entre 2002 et 2008 (donc une période qui va bien au-delà de la mise en vigueur de la nouvelle loi).

C'est dans le cadre de ces activités autour de l'espionnage économique, que M. Schneider commençait à développer son idée de fonder une entreprise de sécurité privée, dénommée „Sandstone". Tout en exerçant la fonction de chef des opérations au SREL, M. Schneider forgeait les projets de son avenir professionnel. Et pour définir l'orientation et la renommée de sa nouvelle entreprise, il utilisait tout son savoir d'initié, donc toutes les informations accumulées dans le cadre de son activité au sein du service. Il n'hésitait pas à se servir des documents internes pour ses intérêts privés. Ainsi, l'affaire Cargolux (voir ci-après) allait notamment l'aider à élaborer sa propre stratégie d'entreprise.

L'actionnaire principal actuel de son entreprise „Sandstone" a été une source du SREL avec laquelle il a été en contact dans le cadre de ses activités au sein du service de renseignement.

---

36 ***Art. 2.– Missions du Service de Renseignement***

(1) Le Service de Renseignement a pour mission:

– *de rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective de prévention, les renseignements relatifs à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg, des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune ou d'organisations internationales ayant leur siège ou exerçant leurs missions sur le territoire luxembourgeois, ses relations internationales ou son potentiel scientifique ou **économique**;*

– *d'effectuer les enquêtes de sécurité prévues par la loi ou découlant d'une obligation de droit international;*

– *d'assurer la sécurité des pièces classifiées;*

– *de surveiller l'application des règlements de sécurité nationaux ou internationaux.*

Il y a lieu, dans ce contexte, de citer le rapport très critique qu'un haut fonctionnaire du ministère de l'Economie et du Commerce extérieur avait adressé au Gouvernement en juillet 2008. Il y avertissait quant aux agissements de M. Schneider et quant aux motivations à la base de ce dernier. Il l'informait en détail des projets de l'agent du SREL de fonder sa propre entreprise, du fait qu'il comptait utiliser tout son savoir, même des documents internes afin d'en tirer profit pour sa firme. Il y décrivait la relation que M. Schneider entretenait avec ses investisseurs.

Citons un extrait:

„(…) M. Schneider ne souhaitant non seulement de profiter pour sa firme des contacts noués pendant sa fonction au SRE, mais a activement utilisé sa fonction afin de placer des personnes dans des postes clés au sein d'entreprises (…), ainsi que de collecter des informations sur des clients futurs sur base de renseignements obtenus en tant qu'agent du SRE dans le but explicite de tirer profit après sa démission de service."

Cette approche est clairement contraire à l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du service de renseignement.[37]

Un fait qui a d'ailleurs déjà été soulevé explicitement dans le rapport précité de 2008 du haut fonctionnaire, puisque l'auteur pose la question de savoir si le comportement des membres du SREL n'était pas contraire à la loi. Le rapport arrive d'ailleurs à la conclusion que le gouvernement devrait veiller à ce que la création de la société de renseignement privée n'apparaisse pas comme une *„émanation semi-appuyée par des instances publiques luxembourgeoises"*. La question de l'attitude à prendre au niveau du gouvernement par rapport au projet sous question devrait être discutée en tenant compte du fait que:

„M. Schneider était le Directeur des Opérations du SREL pendant 8 ans et va très probablement, en tant que défense désespérée, essayer d'utiliser des informations qu'il a eu connaissance durant cette période contre des décideurs impliqués."

Ce rapport montre clairement qu'au niveau de l'administration gouvernementale on était déjà conscient du caractère problématique du projet „Sandstone" en 2008. Ceci rejoint les propos du Directeur du SREL, M. Patrick Heck, qui a expliqué à la commission d'enquête que la création de la société „Sandstone" aurait été une façon élégante d'écarter M. Schneider du SREL.

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Patrick Heck du 5 mars 2013:*

*„**M. Patrick Heck**, Directeur du Service de Renseignement de l'Etat.– […] an do gëtt mer gesot, op där enger Säit gëtt mer gesot, dass den Här Mille de Projet Sandstone accéléréiert huet, fir de Schneider lasszeginn, an duerfir wahrscheinlech och dem Schneider awer e bëssche gehollef huet, dann och bei engem anere Minister virzeschwätzen, fir dann och ze hëllefen, fir d'Kapital ze kréien, fir e lasszeginn. […]"*

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Roger Mandé du 8 mars 2013:*

*„**M. Claude Meisch** (DP).– Nach eng aner Fro […]. Hien ass dann duerno och eraus gaang aus dem Service. […]*

***M. Roger Mandé**, fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– […] A parallel dozou huet den Här Mille schonn den Här Schneider a senger Absicht, fir déi Sandstone ze maachen – déi Absicht war scho méi laang do –, huet hien e bestäerkt an och begleet, esou dass et herno och, wéi et ëm d'SNCI gaang ass, en ass encouragéiert ginn, dat ze maachen. […]"*

Tout ceci pose évidemment d'énormes problèmes d'ordre déontologique et éthique. La commission d'enquête condamne avec vigueur les faits, tels qu'ils lui ont été présentés dans le cadre de son enquête.

---

37 ***Art. 16.–*** *Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 125.000 euros quiconque aura sciemment et en connaissance de cause communiqué, à toute personne non qualifiée pour en prendre connaissance, des renseignements ou des faits de caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement, telles que définies à l'article 2.*

S'exposera aux mêmes peines toute personne qui, non qualifiée pour en prendre connaissance, se sera procuré ces mêmes renseignements.

– *Extrait de l'audition de Monsieur Frank Schneider du 12 avril 2013:*

*„**M. Frank Schneider**, ancien membre du Service de Renseignement de l'Etat.– […] Am Rand vun där doter Missioun hu mer gesinn, hei boomt et, hei gesäit et aus wéi Dubai, hei platzen déi nei Gebaier just aus dem Buedem, hei brauche se alles. Hei brauche se all Zort vu Firmen. Si brauche Stol, si brauchen Autobunnen, si brauche Konstruktioun, si brauchen an esou virun. A si hunn eis gefrot, Irak huet eis gefrot: Lëtzebuerg, firwat interesséiert Dir Iech net dofir an esou weider? Mir sinn heihinner komm, mir hunn dem … Ech mengen, de Marco Mille oder … huet dem Jeannot Krecké dovu geschwat. An doraus ass eng Iddi entstan. Wien do d'Initiativ hat, do, fir dat ze maachen, weess ech net. Mä doraus ass eng Iddi entstan, ee gemeinsame Projet. Hei sinn e puer … hei ass den – dat ass dat, wat ech nach fonnt hunn – hei ass en … also de Philippe Carmo, deen haut bei mir Associé ass, deen huet sech ëm déi dote Rees bekëmmert. Deen ass och bereet, doriwwer ze schwätzen. Dee kënnt Dir och ruffen. Hie géif gären doriwwer schwätzen. Den … […]"*

– *Extrait de l'audition du Premier Ministre du 25 janvier 2013:*

*„**M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.– […] Mir hu festgestallt viru Joren, dass u sech zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Ekonomie keng grouss Besuergnis bestanen huet, wat Betribsspionage an Export vu betribsinternem Wëssen an aner Länner ubelaangt, bestanen huet, a mir hunn duerfir via Geheimdéngscht an an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère zënter laange Jore schonn d'Membre vum Geheimdéngscht ugehalen, mat de Betriber doriwwer ze schwätzen an deementspriechend Projeten och ze entwéckelen, wat geschitt ass. An et gëtt mer gemellt, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg a Vertrieder vun de Betriber zu Lëtzebuerg zefridde si mat där Aarbecht, déi de Geheimdéngscht do am preventiven, warnenden, ofwierende Beräich mat de Betriber zesumme mécht.*

[…]

Ech hat gemengt, ech hätt d'Fro direkt bekäppt elo.

Mir hunn heiansdo de Geheimdéngscht erugezunn, wann et ëm Prospektiounsreese gaangen ass. Ech hat och de Wirtschaftsminister, de Jeannot Krecké à l'époque, gebieden, a prezisen Zesummenhäng vu Reesen, déi hie gemaach huet a wou de Geheimdéngscht dru bedeelegt war, respektiv déi de Geheimdéngscht preparéiert huet, wat mer spontan net ageliicht hat, der parlamentarescher Kontrollkommissioun Auskunft doriwwer ze ginn, an ech mengen, dat ass och geschitt. Ech mengen, de Wirtschaftsminister war eng Kéier an enger Sitzung vun der Geheimdéngschtkommissioun, vun där ech souwisou mengen, dat gëtt jo vun Ärer Kontrollkommissioun selwer recommandéiert, dass och anere Ministeren, déi mat Aktivitéite vum Geheimdéngscht eppes ze dinn hunn, musse kënne vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun virgeluede ginn.

Et muss ee jo, wann ee Prospektiounsreese mécht, där maachen ech jo net ganz vill, mä ech maachen der awer, wëssen, mat wiem een et do ze dinn huet. Dat betrëfft dat politescht Personal, wat een do begéint, dat ass net ëmmer eng Kategorie, déi esou ass, wéi mir sinn. Et muss ee wëssen, mat wat fir anere Leit aus der Wirtschaft een do zesummekënnt. Dat si wichteg Informatiounen, déi ee muss hunn. Déi kréie mer ganz oft iwwer e befrënnte Noriichtendéngscht oder iwwer eegen Erkenntnisser, déi konnten hei op der Plaz gesammelt ginn.

Et muss een och ganz vill Leit empfänken, Investisseuren, déi kommen. Dat muss de Finanzminister maachen, dat muss de Wirtschaftsminister maachen, dat mécht de Statsminister heiansdo och. Dann ass et gutt, wann ee virdru matgedeelt kritt, eng Aschätzung iwwert d'Personalitéiten an iwwert d'Ramificatioune vun deene Leit, déi bei ee kommen. Bestëmmt …, besonnesch aus bestëmmten Deeler vun der Welt. Ech halen dat fir eng wichteg Informatiounsquell fir d'Ministeren, déi mat där Zort ekonomeschen a kommerzielle Relatioune befaasst ginn."

h) le contrôle parlementaire insuffisant

Le contrôle parlementaire des activités du SREL, introduit par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL, était une nouveauté. A l'époque, ladite loi a constitué une avancée notable en comparaison avec d'autres législations européennes.

Les modalités du contrôle parlementaire sont régies par les articles 14 et 15 de la loi précitée de 2004.

L'article 14 précité dispose que les règles de fonctionnement de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL sont définies par le Règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés.

Dans la pratique, cette commission parlementaire réglementaire a dû, dans un premier temps, déterminer son rôle, ses objectifs, ses procédures et son rythme de travail. En préliminaire, il a appartenu aux députés membres composant ladite commission réglementaire de définir et d'arrêter son cadre de travail étant donné que la loi précitée de 2004 est muette à cet égard. Ensuite, il s'agissait de se familiariser avec la logique inhérente et spécifique propre à un service de renseignement.

Cette mise en route nécessaire a pris un certain temps avant que la commission n'ait pu entamer son véritable mandat, à savoir celui de contrôler les activités du SREL. Ce n'est qu'à partir du rapport annuel de 2008 que la commission de contrôle a commencé à formuler certaines réserves quant à sa collaboration avec le directeur du SREL, M. Mille.

Même si on ne sait seulement aujourd'hui avec certitude que dans plusieurs dossiers, les responsables du SREL n'ont informé la commission de contrôle que de façon incomplète de ce qui se passait réellement au sein du SREL, le rapport spécial du 24 juin 2011 remis à M. le Premier ministre en 2011 énumérait déjà bon nombre de critiques et de recommandations sur son fonctionnement.

Suite à ce rapport, la commission de contrôle a demandé à plusieurs reprises une entrevue avec M. le Premier ministre qui n'y a donné aucune suite.

C'est avec un esprit critique que la commission d'enquête juge rétrospectivement l'efficacité du travail de la commission de contrôle du SREL. Il s'avère que cette dernière avait davantage une fonction d'alibi que de contrôle. Elle n'a pas agi de façon proactive pour contrôler le fonctionnement comme elle en avait la possibilité.

M. Marco Mille a lors de ses auditions devant la commission d'enquête justifié sa façon de procéder en interprétant de façon très restreinte l'article 15, paragraphe (2) de la loi de 2004 qui dispose que *„Le Directeur du Service de Renseignement informe la Commission sur les activités générales de son service, y compris les relations avec les services de renseignement et de sécurité étrangers.“*.

M. Marco Mille insiste sur le terme „général“ et il considère qu'il n'était tenu d'informer les parlementaires que des activités générales du SRE et qu'il n'avait aucune obligation de fournir des détails, ni sur les opérations, ni sur le fonctionnement du service. Cette approche en dit long sur l'attitude de M. Mille par rapport au contrôle parlementaire.

Cette argumentation de l'ancien directeur du SREL est inacceptable, car certaines irrégularités dont la commission d'enquête a eu connaissance au cours de son enquête, risquent de constituer des infractions d'ordre pénal. La commission d'enquête propose de reformuler les textes de loi de manière à préciser clairement le devoir d'information du SRE vis-à-vis des autorités politiques.

En ce qui concerne la collaboration entre la commission d'enquête et M. le Premier Ministre, force est de constater que ce dernier a également manqué à son obligation politique d'informer la commission de contrôle parlementaire sur des dysfonctionnements manifestes au sein du SREL. Les auditions ont clairement démontré que M. le Premier ministre avait été mis au courant de la grande partie de ces dysfonctionnements, et ceci déjà à l'époque des faits.

Ce n'est que vers la fin de 2011 que le ministre de tutelle du SREL a donné ordre de continuer l'analyse semestrielle de la menace à la Commission de Contrôle parlementaire du SREL. Il en est de même du rapport semestriel sur les opérations en cours et les opérations achevées. Depuis 2004, la liste nominative des personnes dont les communications font l'objet d'une interception est communiquée aux membres de la commission de contrôle parlementaire.

En janvier 2006, le Premier Ministre et le Ministre de la Justice sont informés du briefing „Lissouba/Elf“.

En janvier 2006, le Premier Ministre et le Ministre de la Justice sont informés qu'à cette époque, le SREL a développé la théorie de la structure parallèle au réseau „Stay behind“ / WACL dans l'affaire des „Bommeleeër“. Les membres du Gouvernement sont informés de la présence probable de Licio Gelli sur le territoire luxembourgeois pendant les années '80. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre i) ci-avant.

En 2007, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, est informé par le SREL que l'entrevue avec le Chef de l'Etat aurait pu être enregistrée. Le Premier Ministre confie au SREL la mission de poursuivre cette piste. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre b) ci-avant.

En février 2007, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, est mis au courant que des écoutes illégales ont été menées sur le technicien M. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre d) ci-avant.

En 2007, le Premier Ministre est informé du caractère problématique de la mission économique au Kurdistan. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre f) ci-avant.

En 2008, le Premier Ministre est mis au courant des dérives dangereuses de la Mission „SAM“ par Roger Mandé. Le Premier Ministre a d'ailleurs contribué à arrêter l'opération sur la base des informations dont il disposait. Une note écrite lui aurait été adressée en 2009 par M. André Kemmer l'informant en détail sur les dysfonctionnements et la manipulation de la commission de contrôle par Marco Mille. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre e) ci-avant.

En 2008, le Premier Ministre est informé de la mise à disposition par le SREL d'un appartement à M. Gérard Reuter. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre h) ci-avant.

En 2008, le Premier Ministre fait avorter l'opération „Cargolux“ sur la base des informations qu'il avait reçues. La note d'un haut fonctionnaire adressée à M. le Ministre de l'Economie en vue d'un échange avec M. le Premier Ministre fait état des agendas cachés des collaborateurs du SREL dans la mission „Cargolux“. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre j) ci-avant.

En 2009, le Premier Ministre est informé de l'enregistrement de son entretien du 31 janvier 2007 avec Marco Mille par ce dernier. En même temps, on le met cependant en garde qu'un enregistrement du briefing de 2006 pourrait exister. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre j) ci-avant.

Les affaires au cas par cas:

– *Le fichage politique*

La commission de contrôle parlementaire n'a à aucun moment été informée ni par le directeur du SREL ni par Monsieur le Premier Ministre que le service avait procédé depuis sa création en 1960 à un fichage politique. La commission en a seulement pris connaissance par les médias lors de la diffusion de l'entretien enregistré entre le directeur du SREL et le Premier Ministre. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre a) ci-avant.

– *L'opération „SAM“*

La commission de contrôle parlementaire a été induite en erreur dans le cadre de la mission „SAM“. Celle-ci avait été présentée aux membres de la commission de contrôle parlementaire comme une mission dans le cadre du blanchiment d'argent et de la prolifération. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre e) ci-avant.

– *Les ramifications luxembourgeoises de l'affaire Elf*

La commission de contrôle parlementaire n'a pas été informée des activités du SREL dans le cadre d'une éventuelle implication de la place financière luxembourgeoise dans l'affaire „Elf“ ainsi que du rôle qu'aurait pu jouer l'ancien Président de la Chambre des comptes, Monsieur Gérard Reuter, ceci en dépit du fait que le SREL en avait informé Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre de la Justice dans un briefing détaillé en 2006.

La commission de contrôle parlementaire du SREL n'a jamais été informée des véritables tenants de cette affaire.

– *Le logement de M. Gérard Reuter*

La commission de contrôle parlementaire n'a pas été informée au sujet du logement mis à disposition de M. Gérard Reuter par le SREL. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre h) ci-avant.

– *La théorie du SREL sur l'affaire des Bommeleeër*

La commission de contrôle parlementaire n'a pas été informée des recherches menées par le SREL dans l'affaire dite des „Bommeleeër“. Le directeur du SREL avait cependant expliqué à Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre de la Justice lors du briefing de 2006 la théorie du SREL dans cette affaire. Au sujet d'une piste qui mènerait dans les milieux de la WACL (World Anti Communist League) et des réseaux parallèles du „Stay Behind“. Ces informations n'ont à aucun moment été transmises à la commission de contrôle parlementaire, ni à la justice.

Ceci est d'autant plus troublant que Monsieur le Premier Ministre avait demandé en 2008 à la commission de rédiger un rapport sur le réseau „Stay Behind" ainsi que sur l'implication du SREL dans l'affaire dite des „Bommeleeër". Ni M. le Premier Ministre, ni les membres du SREL n'ont fait mention que le SREL soupçonnait des milieux anticommunistes ou le „Stay-Behind" d'avoir commandité les attentats des „Bommeleeër". Des indices-clés sur lesquels le service avait fondé sa théorie, comme la présence de l'Italien Licio Gelli sur le territoire luxembourgeois lors des faits, n'ont pas été communiqués à la commission. Pas plus tard qu'en 2012, la commission s'est d'ailleurs penchée en détail sur la question d'éventuels réseaux parallèles du „Stay Behind", sans que le service n'ait pu fournir le moindre indice sur l'existence de tels réseaux parallèles au Luxembourg. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre i) ci-avant.

– *L'affaire Cargolux*

La commission a été privée des informations nécessaires à la bonne compréhension du dossier „Cargolux". Les reproches formulés par le SREL à l'encontre des responsables de la société d'aviation avaient été présentés à la commission de contrôle parlementaire en 2008. Dans une réunion suivante, le directeur du SREL avait cependant tenu à informer la commission que Monsieur le Premier Ministre avait pu écarter les reproches lors d'entretiens menés avec les responsables de la Cargolux. Une instruction judiciaire touchant à ces faits est actuellement en cours.

Le directeur du SREL ainsi que M. le Premier Ministre ont néanmoins manqué d'informer la commission sur d'éventuels agendas cachés des collaborateurs du SREL dans l'affaire „Cargolux". La note du SREL adressée au Premier Ministre ainsi qu'au Ministre de l'Economie en 2008 suggère déjà comme partenaire potentiel de la „Cargolux" une société privée qui allait devenir un actionnaire important de la société de renseignement privé „Sandstone". Une note de 2008 d'un haut fonctionnaire au Ministre de l'Economie, en vue d'éventuelles discussions avec Monsieur le Ministre d'Etat, désigne d'ailleurs explicitement les objectifs réels poursuivis par les membres du SREL dans l'affaire de la Cargolux. Les reproches formulés auraient dû mener à un remaniement du management de la Cargolux, en instaurant des personnes proches de certains responsables du SREL. Ni le SREL, ni les membres du gouvernement n'ont jugé nécessaire d'informer la commission de contrôle parlementaire de ces faits. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre j) ci-avant.

– *La mission de promotion économique au Kurdistan*

La commission de contrôle parlementaire avait été rendue attentive à cette mission par une lettre anonyme adressée au président de la commission parlementaire. La commission de contrôle parlementaire s'est penchée par la suite sur la problématique de la protection du potentiel économique et de la base légale de telles activités. Lors d'une première réunion, Monsieur le Premier Ministre ainsi que Monsieur le Ministre de l'Economie ont justifié ce voyage d'un point de vue stratégique pour l'économie luxembourgeoise. Les auditions de la commission d'enquête ont cependant fait ressortir que le voyage en question était surtout destiné à impressionner un investisseur qui allait devenir par après un actionnaire important de la société „Sandstone". D'après le témoignage d'un ancien collaborateur du SREL, proche du Premier Ministre, celui-ci se serait d'ailleurs au début également opposé au voyage de promotion. Le collaborateur serait cependant arrivé à convaincre le Premier Ministre de „faire plaisir" aux membres du SREL qui voulaient montrer „de quoi ils étaient capables". La commission de contrôle parlementaire n'a jamais été informée du rôle assumé du SREL dans cette mission de promotion économique.

– *L'affaire du CD crypté*

Monsieur le Premier Ministre a informé le président de la commission de contrôle parlementaire au courant du mois de mars 2009 qu'une de ces conversations avec Monsieur Marco Mille aurait été enregistrée par ce dernier. En date du 9 juin 2009, M. le Premier Ministre en informe la commission parlementaire. La commission d'enquête n'a pas pu aller au bout de cette affaire puisqu'elle fait l'objet d'une enquête judiciaire en cours. Néanmoins, il ressort des travaux de la commission d'enquête que M. le Premier Ministre a omis d'informer la commission de contrôle parlementaire de l'envergure réelle des opérations „discrètes" du SREL dans le contexte de l'affaire du CD crypté. M. le Premier Ministre prétendait devant la commission de contrôle parlementaire que le CD avait été adressé de façon anonyme au service. Ainsi M. le Premier Ministre s'est tu quant au profil troublant de la source qui avait remis le CD au SREL. Une source qui avait eu des contacts répétés avec le service dans le

passé et qui était à même, de par ses compétences et ses connaissances, de disposer d'une telle information. M. le Premier Ministre a également informé la commission de contrôle parlementaire qu'il n'aurait jamais eu de discussions avec le Grand-Duc au sujet de l'affaire „Bommeleeër". Une information importante décrédibilisant totalement les informations fournies par la source du SREL.

Lors de son audition en date du 25 janvier 2013 devant les membres de la commission d'enquête, M. le Premier Ministre a néanmoins révisé ses déclarations, en admettant qu'une réunion à ce sujet avait bel et bien eu lieu en 2005 et que la rumeur d'un éventuel enregistrement s'était répandue immédiatement après. Le SREL ainsi que M. le Premier Ministre en étaient d'ailleurs déjà conscients depuis lors. La commission de contrôle parlementaire n'a cependant à aucun moment été informée d'une telle rumeur. Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter au point 1., lettre b) ci-avant.

En 2007 le SREL a mené une opération, en mettant sur écoute les téléphones de la source M. Un témoignage récent fait d'ailleurs mention d'une opération „lapin rose" sur la personne en question, dont la commission ignore aujourd'hui l'objet et la mission exacte. La commission de contrôle parlementaire n'a pas été informée de ces activités. L'entretien enregistré par le directeur du SRE montre cependant clairement que le service disposait du consentement du Premier Ministre.

Le Premier Ministre a également omis d'informer la commission de contrôle parlementaire en 2009, de la série de dysfonctionnements qui avaient eu lieu à partir de 2006 et qui avaient ébranlé sa confiance dans au moins trois personnes-clés du service.

Lorsque la commission s'est pliée, malgré les interventions de certains de ses membres, à la volonté de M. le Premier Ministre, de ne pas donner de suites disciplinaires ou pénales à la faute grave commise par le directeur du SRE, elle ne disposait pas des informations nécessaires qui lui auraient permis d'arriver à une juste appréciation de la situation. La réelle étendue des dysfonctionnements au sein du SREL n'allait apparaître que quatre ans plus tard.

Dans ses auditions des 25 janvier et 7 mai 2013 devant la commission d'enquête, M. le Premier Ministre a estimé que ce devoir d'informer la commission de contrôle parlementaire incombait au directeur du SREL. La commission d'enquête arrive cependant à la conclusion que ces déclarations de M. le Premier Ministre ne peuvent pas être retenues afin de le libérer et de l'exonérer de ses responsabilités. Ceci pour deux raisons:

M. le Premier Ministre était au courant que l'intégrité du directeur du SREL lui-même était directement mise en cause dans toute une série d'affaires. Le rapport d'un ancien membre du SREL informe d'ailleurs M. le Premier ministre en 2009 que la commission de contrôle parlementaire a été induite en erreur par le directeur du SREL et lui propose de transmettre ces informations à la commission parlementaire. M le Premier Ministre n'a cependant pas donné de suite à cette invitation et n'en a pas informé la commission de contrôle parlementaire.

M. le Premier Ministre a lui-même contourné le directeur du SREL en utilisant une seconde voie d'information au SREL, en la personne de Monsieur Roger Mandé. Les auditions menées à la commission d'enquête ont d'ailleurs fait ressortir que Monsieur le Premier Ministre a été mis au courant du déroulement de bon nombre d'affaires par Monsieur Roger Mandé.

Selon les informations dont dispose la commission aujourd'hui, le contrôle parlementaire apparaît comme largement inefficace. Le travail de mise en place de la commission a pris un certain temps. Ce n'est qu'à partir du rapport annuel de 2008 que la commission de contrôle a commencé à formuler certaines réserves quant à sa collaboration avec l'ancien directeur du SREL, Monsieur Marco Mille.

A posteriori, la bonne foi avec laquelle les membres de la commission ont abordé leur travail peut donner l'impression qu'ils étaient quelque peu naïfs. Néanmoins il convient de se replacer dans la situation de l'époque. La commission ne disposait jusqu'en 2009 d'aucun élément qui ne laissait entrevoir un dysfonctionnement quelconque au SREL. Ce n'est qu'alors que le Premier Ministre a informé la commission d'un seul fait, qui était celui de l'enregistrement de son entretien avec le directeur du SREL.

La Commission de Contrôle parlementaire sur le Service de Renseignement de l'Etat a été freinée dans l'exécution de son travail de contrôle alors qu'aucune information au sujet des dysfonctionnements au sein du SREL ne lui a été communiquée.

i) les efforts d'amélioration initiés depuis l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL

Les travaux de la commission d'enquête ont permis de prendre connaissance des efforts d'amélioration initiés et entamés depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée de 2004.

Il convient de subdiviser les efforts d'amélioration initiés et mis en œuvre en trois périodes:

a. les améliorations introduites dans le sillage de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL,

b. les efforts d'amélioration initiés au courant de la 2e moitié de l'année 2008, ainsi que les restructurations réalisées depuis l'année 2010,

c. les améliorations projetées et les pistes de réforme proposées par le SREL

a. *améliorations introduites dans le sillage de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL*

Il convient de citer les éléments suivants:

- la définition claire du cadre des missions légales du SREL,
- l'institutionnalisation du contrôle parlementaire,
- les entrevues entre le ministère de tutelle et le Directeur du SREL,
- la réunion de direction à cadence hebdomadaire portant notamment sur la mise en œuvre des décisions internes prises, leur conférant ainsi plus de visibilité,
- les instructions de service ont été mises à jour et complétées sur la période de 2004 à 2009,
- la production de comptes rendus internes répond désormais à un objectif de rigueur:
  - depuis l'année 2006, l'établissement d'une évaluation semestrielle de la menace à destination du ministère de tutelle (communiquée depuis le mois de janvier 2011 aux membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL)
  - depuis l'année 2009, l'établissement d'un compte rendu opérationnel semestriel détaillé à destination du ministère de tutelle (communiqué depuis le mois de décembre 2011 aux membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL)
  - depuis le mois de mai 2010, l'établissement d'un rapport mensuel portant sur les opérations diligentées à destination du ministère de tutelle (il est prévu de le communiquer aux membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL),
- le développement progressif du dialogue entamé avec d'autres administrations et la multiplication concomitante de notes établies à destination de celles-ci (pour la période comprise entre les mois de décembre 2003 et mars 2010, 213 notes ont ainsi été rédigées),
- l'intensification des liaisons internationales avec d'autres services de renseignement et le début d'un suivi, au niveau européen, des dossiers relevant du „contre-terrorisme",
- la création et la mise en place, au courant de l'année 2008, d'une cellule d'exploitation des sources ouvertes,
- le recrutement prioritaire de civils, notamment dans le domaine des analystes répondant à des profils spécifiques, et
- l'initiation de formations spécifiques et adaptées.

b. *efforts d'amélioration initiés au courant de la 2e moitié de l'année 2008, ainsi que les restructurations réalisées depuis l'année 2010*

Les travaux de la commission d'enquête ont permis de déterminer et d'identifier les éléments d'amélioration suivants:

- l'amélioration du contrôle financier interne,
- la prise de conscience, au niveau de la branche des opérations, de la nécessité de définir des visions et des objectifs, de fixer des priorités et d'adopter des procédures spécifiques et de se donner une méthodologie,
- la rédaction des rapports, des comptes rendus et des notes répond à des règles méthodologiques bien déterminées,
- la codification des instructions de service,

- l'introduction de procédures d'autorisation spécifiques et adaptées, permettant d'assurer une traçabilité et un contrôle efficace,
- la mise en place d'une cellule juridique (effectuer des recherches, établir des analyses juridiques, participation renforcée à l'élaboration de projets de cadre législatifs et réglementaires externes),
- l'introduction d'une nouvelle procédure (définition des besoins, mise en place d'un jury) et d'une évaluation (élaboration d'un test psychologique) au niveau des recrutements,
- la tenue régulière de réunions au niveau de la direction, de la branche des analyses et de la branche des opérations,
- l'introduction d'un tri, d'une analyse et d'une intégration systématique de toutes les informations collectées,
- la redéfinition du niveau des relations internationales avec d'autres services de renseignement où l'accent est mis sur la relation avec des services dits intérieurs en fonction des priorités opérationnelles et l'introduction de liaisons standardisées, et
- la systématisation et l'informatisation des enquêtes menées par l'Autorité nationale de Sécurité.

c. *les améliorations projetées et les pistes de réforme proposées par le SREL*

Au cours des nombreux échanges de vues avec les responsables du SREL auxquels la commission d'enquête a procédé, les volets respectifs des améliorations projetées à court et moyen terme et des pistes de réforme du SREL ont été abordés:

- l'établissement d'un plan de priorité et d'orientation du renseignement,
- l'informatisation de la procédure de demande de mise sur écoute (les travaux d'élaboration sont en cours),
- l'élaboration d'un syllabus et d'un module à destination des nouvelles recrues,
- l'amélioration de la définition des critères de saisie dans le cadre de l'utilisation des banques de données du SREL,
- l'établissement d'une procédure informatisée au sujet de la gestion de documents vu sous l'angle „entrée" et „sortie",
- l'établissement d'une procédure de type intégrée visant le „clearing" des produits et des analyses du SREL,
- la mise au point de procédures automatisées de la destruction des données personnelles par le biais du futur règlement grand-ducal au sujet des traitements relatifs à la sûreté de l'Etat, à la défense et à la sécurité publique, et
- l'établissement d'une procédure de sécurité applicable au moment où un membre du SREL quitte l'administration.

Au sujet des pistes de réforme, les responsables du SREL ont identifié les besoins suivants:

- la nécessité de disposer d'un nouveau cadre légal permettant de conférer la sécurité juridique requise dans le domaine de la méthodologie opérationnelle,
- la nécessité d'adapter le cadre des missions dévolues au SREL en tenant compte des menaces actuelles (le domaine économique, l'espace cybernétique et les mouvances dites extrémistes),
- la nécessité de disposer de procédures et de mécanismes rigoureux au niveau du contrôle interne permettant de sorte une détection précoce d'un éventuel dysfonctionnement,
- l'amélioration de la gestion des ressources humaines:
  - l'introduction d'une évaluation régulière du comportement et de l'aptitude professionnels au long de la carrière,
  - l'amélioration des mécanismes internes d'écoute du personnel, et
  - la nécessité de disposer de ressources suffisantes pour la gestion des archives,
- l'amélioration des modalités de fonctionnement du contrôle parlementaire.

3. *Les missions, l'organisation et le mode de fonctionnement du SREL*

Les missions assignées au SREL

Les missions du SRE sont définies expressément à l'article 2 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SRE (dénommée ci-après la „Loi SREL").

Il s'agit, d'une part, de l'exécution des enquêtes de sécurité et de la protection des informations classifiées (missions exercées par l'„Autorité nationale de Sécurité"), et d'autre part, de la collecte du renseignement proprement dite (par le département „Renseignement"). Cette collecte du renseignement englobe la recherche, l'analyse et le traitement *„[…] dans une perspective de prévention, [des] renseignements relatifs à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg, des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune ou d'organisations internationales ayant leur siège ou exerçant leurs missions sur le territoire luxembourgeois, ses relations internationales ou son potentiel scientifique ou économique"*. Ces menaces se définissent *„à travers l'énumération des vecteurs qu'[elles] peuvent emprunter (espionnage, ingérence d'une puissance étrangère, terrorisme, prolifération de systèmes d'armement non conventionnels et crime organisé) et ensuite par rapport aux objectifs qu'elles peuvent poursuivre (mise en cause de l'intégrité du territoire national, de la souveraineté et de l'indépendance de l'Etat, la sécurité des institutions, le fonctionnement régulier de l'Etat de droit et la sécurité de la population)*[38] *"*.

Il convient de mettre en évidence que ces missions ainsi que leurs finalités sont essentiellement différentes de celles des services de police, dans leur composante judiciaire. En effet, le travail du SREL est avant tout un travail d'analyse par la compréhension de structures, de personnes morales, de réseaux de personnes, commettant des activités susceptibles de représenter un danger pour la sécurité nationale, ce qui implique des recherches à moyen et à long terme, alors que le travail d'investigation policier et judiciaire est essentiellement orienté vers la recherche de preuves par rapport à un acte infractionnel commis ou risquant d'être commis. Dans la mesure où la mission du SREL *„[…] à caractère exploratoire se situe dans le domaine de l'éventualité et de la probabilité et se distingue de celle des services de police dont l'action est orientée vers la recherche d'événements identifiables ou de faits déterminés […]"*, les auteurs de la Loi SREL ont dûment pris soin d'éviter tout *„empiètement du SRE sur les missions de la Police grand-ducale*[39] *"*.

De ce fait, le SREL met en œuvre des méthodes opérationnelles pour agir et pour accomplir sa mission légale à savoir la recherche, l'analyse et le traitement de renseignements.

– *Extrait du verbatim de l'audition de Monsieur Frank Schneider du 8 février 2013:*

*„**M. Frank Schneider**, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– […] et probéiert ee säin Terrain ze protégéieren, zemools wat dee ganzen islameschen Extremismus ugeet. Mä ech gesinn dat wierklech haut éischter oder e grousse Volet dovun, gesinn ech éischter am polizeileche wéi beim Service de Renseignement.*

Den … Well och an anere Länner et sech kloer … do kann ee kloer gesinn, dass déi Servicer, déi polizeilech Pouvoiren hunn, wesentlech besser mat esou eppes eens ginn, wéi déi Servicer, déi reng zivil Pouvoiren hunn oder déi reng zivil Déngschter sinn. An deem dote Kader si ganz vill aner Problemer, déi zu esou Extremitéite féieren. Do ass vill … Do ginn et Droits-communs-Problemer. Do si sozial Problemer. Do sinn Asylrechtsproblemer.

Do sinn e ganze Koup Problemer, déi u sech de Service de Renseignement net richteg traitéiere kann. An do ass, mengen ech, zumindest eng ganz enk Relatioun mat anere Servicer beim Stat ganz, ganz néideg. An dat gëtt et och vläicht haut; ech weess et net. Dofir, déi Daseinsberechtegung ass eng gutt Fro. An ech mengen, do misst ee sech och am Kader vun där heiter Initiativ philosophesch Gedanke maachen, wéi esou eppes … Wa mer esou eppes hunn, bon, da musse mer et och benotzen.

[…]

38 Commentaire de l'article 2 de la loi SREL

39 Ibid 1

M. Serge Urbany *(déi Lénk).– Dat heescht, deen Ausdrock „Terrorismus" huet och en ideologesche Contenu, gewëssermoossen? Kann ee soen? Dat heescht, et hänkt och domat zesummen, wéi ee Saache gesäit, wat an enger Gesellschaft passéiert?*

M. Frank Schneider*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Jo, Här Urbany, Dir hutt jo hei schonn oft ugeschwat, wat d'Definitioun vum Terrorismus ass. Ech mengen, bis haut ass kee richteg mat enger Definitioun vum Terrorismus komm.*

M. Serge Urbany *(déi Lénk).– Dat ass awer bedenklech. Äusserst bedenklech!*

M. Frank Schneider*, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat.– Dat ass bedenklech! Natierlech ass dat bedenklech. An et kann ee sech och zu Recht d'Fro stellen: Wou ass haut den Ënnerscheed zu deem, wat haut geschitt, wéi dat wat, do wou Leit aus Äre Kreesser de Sujet waren? Et ass eigentlech vum Prinzip hier net vill Ënnerscheed.*

An do misst ee sech ganz permanent an intensiv domadder auserneesetzen, firwat een dann awer vläicht eng net-lëtzebuergesch Gesellschaft zu Lëtzebuerg, wou ebe vläicht manner spektakulär ass, wa se ënner Observatioun steet, oder méi salonfäeg ass, fir se ënner Observatioun ze stellen. Ech weess et net. Mä dat si Saachen, jo, dat si Saachen, déi misste sech gestallt ginn. Muss de Service de Renseignement déi selwer stellen? Dat weess ech net. Ech mengen, dat missten Informatioune sinn, déi fir de Service de Renseignement gestallt ginn. An Diskussiounen, déi misste lafen. Mä ech sinn absolut d'accord, wat Dir sot. […]"

Le fonctionnement opérationnel

En l'absence d'un dispositif législatif opérationnel explicite dans la loi de 2004, le SREL applique les règles découlant de la législation sur la protection de la vie privée (loi de 1982). L'utilisation des méthodes opérationnelles par le SREL s'effectue selon une approche graduelle en fonction de la gravité de la menace et en tenant compte du caractère plus ou moins intrusif des méthodes employées. En suivant cette gradation, les méthodes de recueil de données respectent les principes universellement connus de nécessité, de légalité, de subsidiarité et de proportionnalité.

Dans un premier temps, le SREL recourt donc soit à des sources ouvertes (p.ex. presse ou internet), soit à la coopération policière, judiciaire, administrative ainsi qu'à celle avec les organismes de renseignement et de sécurité étrangers au sens de l'article 3 de la Loi SREL, soit à des bases de données auprès de services publics ou autorités judiciaires tel qu'autorisées par l'article 4 de la Loi SREL.

Lorsque ces éléments de recherche font apparaître des indications plus concrètes relatives à des activités tombant dans le champ d'application de l'article 2 de la Loi SREL, le SREL emploie des méthodes opérationnelles de renseignement proprement dites, détaillées dans une instruction générale de service interne et qui se résument comme suit:

- l'observation et l'inspection dans des lieux publics ou dans des lieux privés accessibles au public sans moyens techniques ou à l'aide de moyens techniques (audio, vidéo ou photo), ceci dans le respect de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée. Reste à noter que la loi actuelle du SREL n'autorise nullement le SREL à procéder à une observation ou une inspection dans un domicile privé sous peine de violer la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée. C'est dans ce contexte que l'instruction de service interne du SREL interdit strictement toute intrusion dans le domicile privé,
- le recours à des sources humaines, et
- les retracements: identification, repérage, localisation de numéros de téléphone conformément aux articles 5 et 9 de la loi du 30 mai 2005 relative à la protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques.

Au cas où l'établissement des faits par le truchement de ces moyens ordinaires de recherche est voué à l'échec ou est considérablement entravé (principe de nécessité et de subsidiarité) et que les moyens prémentionnés ont permis de détecter des indices de menace grave, le SREL peut, de façon exceptionnelle, faire *„ordonner la surveillance et le contrôle, à l'aide de moyens techniques appropriés, (de) toutes les formes de communications"* après autorisation explicite de la commission instaurée à l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle.

La commission d'enquête a transmis le questionnaire d'un de ses membres au SREL concernant les principes légaux de son fonctionnement et l'usage par le SREL des notions de contre-terrorisme, d'espionnage et de contre-espionnage, de contre-prolifération, de relations internationales et de potentiel scientifique et économique, ainsi qu'un certain nombre de questions précises concernant certaines opérations. Il a été répondu par une note reprise en annexe. Un dossier concernant le cadre juridique du SREL a en outre été remis aux membres de la commission d'enquête.

Un certain nombre de questions précises ont été soulevées à plusieurs reprises:

a) *Demande du 6 juin 2013 concernant la communication des informations et rapports en possession du SREL au sujet des organisations ayant attiré l'attention du SREL dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et les mouvements extrémistes*

Dans sa réponse du 21 juin 2013, le directeur du SREL a indiqué que *„sur la liste en annexe, vous trouverez aussi bien des organisations internationales (caractérisées par I) qui nous ont été signalées par des services partenaires ainsi que des organisations nationales (caractérisées par N).“* Il a précisé que la compilation de cette liste est le résultat d'une première *„recherche effectuée dans notre banque de données informatique qui est aujourd'hui notre principal outil de travail“*, *„alimentée depuis 2004 et (qui est le fruit d'une fusion de bases de données antérieures.“* Certaines organisations figurant sur la liste auraient été entretemps dissoutes.

Il est précisé qu'il faut distinguer entre:

– des organisations nationales qui ont fait l'objet d'une enquête active du SREL, avec un recours à des moyens opérationnels,
– des organisations (le plus souvent internationales) qui sont en lien avec des cibles du SREL, qui révèlent une certaine pertinence dans le cadre du suivi des mouvances terroristes ou extrémistes, mais qui n'ont jamais fait l'objet d'un suivi opérationnel du SREL,
– des organisations qui sont apparues en lien avec des cibles mais qui n'ont aucun lien vers des structures terroristes ou extrémistes et qui n'ont jamais fait l'objet d'une enquête quelconque du SRE. Leur intégration dans la base de données s'est effectuée dans un souci de compréhension de l'environnement et l'entourage d'une personne et y figurent uniquement à titre informatif. Parmi cette deuxième catégorie figurent des organisations comme p. ex. ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés), CLAE A.S.B.L. (Comité de liaison et d'action des étrangers).

En raison du caractère de classification de la liste, celle-ci ne peut être publiée en annexe du présent rapport. M. le Directeur du SREL a cependant donné quelques précisions sur les organisations concernées lors de son audition publique du 11 janvier 2013. Il faut dire que notamment la présence du *„Cercle Bolivarien Luxembourg Venezuela“* sur cette liste a interpellé les membres de la commission d'enquête qui ont demandé des précisions supplémentaires.

b) *Réponse du 25 mars 2013 à des questions précises posées par un membre de la commission d'enquête*

Cette lettre du directeur du SREL comprenait un certain nombre de réponses quant aux questions posées sur la mention des transports nucléaires Castor, sur la „participation de citoyens ou résidents luxembourgeois lors de manifestations d'extrême gauche et droite dans la Grande Région“ et sur l'organisation ATTAC. La commission d'enquête renvoie aussi aux réponses données notamment par M. Le Premier Ministre lors de sa première audience publique du 25.1.2013 et renvoie au verbatim.

La lettre de M. Heck contenait également un rapport de synthèse du 3 janvier 2005 sur le terrorisme et les mouvements susceptibles de troubler l'ordre public.

c) *Réponse du 14 juin 2013 à différentes questions concernant les missions du SREL*

La lettre du Directeur du SREL comprend un tableau comparatif avec les méthodes opérationnelles des service belge, allemand et néerlandais et propose des adaptations légales en rapport avec la défense économique, la notion d'extrémisme, l'information proactive de la commission de contrôle parlementaire et l'élargissement des sanctions pénales en rapport avec la violation du secret. Il est renvoyé également dans ce contexte aux déclarations faites par M. le Premier Ministre lors de son audition en séance publique du 25 juin 2013 sur les réformes légales prévues.

d) *Réponse du 21 juin 2013 concernant l'expulsion d'un citoyen tunisien (M. Salmi Taoufik) vers la Tunisie en date du 4 avril 2003 – communication des informations détenues par le SREL prouvant l'extrême dangerosité de cette personne pour le Luxembourg*

Dans sa réponse, le Directeur du SREL reconnaît qu'*„[…] à la lumière du jour et après 10 ans d'expérience dans le domaine du contre-terrorisme, certaines appréciations concernant la personne de M. Taoufik SALMI seraient formulées de manière plus nuancée aujourd'hui.*

Ceci étant dit, il reste que le SREL disposait à l'époque d'éléments concrets qui ont façonné l'évaluation de M. Taoufik SALMI. Entre 2002 et 2003, un peu moins d'une dizaine de notes présentant ces éléments ont été transmis à Monsieur le Premier Ministre et une note à Monsieur le Procureur d'Etat.".

Les principaux éléments de ces notes sont résumés dans cette lettre. Il n'a pas encore été possible de vérifier ces informations sur place.

e) *Espionnage électronique des autorités de sécurité américaines contre des sociétés internet, dont Skype*

Dans une lettre du 3 juillet 2013 adressée à la Chambre des Députés suite à l'audition de M. le Premier Ministre du 25 juin 2013 devant la commission d'enquête, M. le Premier Ministre a fait parvenir à la Commission d'enquête sur le SREL une note du Directeur du SREL du 24 juin 2013 concernant l'accès par la NSA et le FBI aux données utilisateurs de grands services en ligne tels que Google, Facebook, Apple ou Microsoft, l'interception des communications sur Skype ainsi que l'interception d'Internet.

4. *Les auditions de témoins: déclarations contradictoires*

Il semble que les différentes auditions de témoins reflètent, sur des faits et agissements, des versions contradictoires.

Il n'est pas exclu que ces contradictions soient suceptibles d'être des éléments constitutifs du délit du faux témoignage.

Ainsi, il est indiqué d'analyser de plus près l'audition de M. André Kemmer du 16 avril 2013, dont notamment les pages 27 à 30 du Verbatim afférent.

De même, il convient d'apprécier les déclarations de M. Frank Schneider faites lors de son audition du 12 avril 2013 et plus particulièrement les pages 6 à 8 du Verbatim afférent.

Finalement, il convient de se reporter aux pages 38 à 40 du projet de Verbatim de l'audition du 7 juin 2013 de M. Marco Mille.

Il appartient à la Commission d'enquête sur le SREL de communiquer l'ensemble des procès-verbaux, Verbatims et documents afférents au Procureur d'Etat territorialement compétent.

*

III. LE VOLET DE LA RESPONSABILITE PENALE, ADMINISTRATIVE ET POLITIQUE

D'après l'article 12 de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires, la Commission d'enquête formule dans son rapport ses observations quant aux responsabilités que l'enquête révèle.

Dans le présent rapport, la Commission d'enquête sur le SREL procède à une présentation et à l'examen critique des faits constatés et des différentes responsabilités, y compris politiques, engagées. Les conclusions politiques à tirer de ces constats appartiennent aux institutions compétentes et, en dernier ressort, à la Chambre des Députés.

Il résulte des nombreuses auditions de témoins et des pièces communiquées à la Commission d'enquête que différentes responsabilités sont engagées à différents niveaux.

Il y a lieu de distinguer notamment entre responsabilité pénale, responsabilité disciplinaire et responsabilité politique.

1) La responsabilité pénale

En ce qui concerne la responsabilité pénale, l'enquête a révélé, respectivement confirmé, un certain nombre de faits susceptibles de constituer une infraction au Code pénal. A côté des enquêtes judiciaires entamées au tout début de la mission de la Commission d'enquête sur le SREL, le Parquet a décidé d'ouvrir d'autres enquêtes ou enquêtes préliminaires en relation directe avec un certain nombre de dysfonctionnements constatés au SREL, notamment mais pas exclusivement durant la période 2004-2008.

Actuellement, l'état des enquêtes judiciaires se présente comme suit:

- enquête judiciaire portant sur le volet de l'hébergement de M. Gérard Reuter à charge du SREL
- instructions judiciaires portant sur:
  - le volet de l'enregistrement de l'entretien du 31 janvier 2007 entre MM. Juncker et Mille. Cette instruction continue pour autant qu'il s'agisse de déterminer le nombre de copies réalisées, le nombre de copies toujours en circulation et l'identité des personnes détentrices d'une telle copie,
  - l'enregistrement clandestin par un fonctionnaire du SREL d'un briefing donné à MM. Juncker et Frieden au courant du mois d'août 2006 par des fonctionnaires du SREL,
  - le volet des cinq voitures acquises au nom du SREL à des fins privées, et
  - le volet des écoutes illégales.

Les autorités judiciaires sont sur le point de lancer d'autres enquêtes judiciaires portant, entre autres, sur l'opération dénommée „Katana" et sur l'opération dans le cadre de l'antiterrorisme dans les milieux islamistes dont a fait part M. Schneider lors de son audition du 12 avril 2013.

Certains de ces actes illégaux pourraient tomber sous la prescription légale ce qui conduirait à l'extinction de l'action publique. Une divulgation précoce de ces agissements fautifs respectivement une dénonciation immédiate au Parquet aurait pu éviter une telle issue, très insatisfaisante dans un Etat de droit. En l'état actuel des connaissances des membres de la commission d'enquête, cette responsabilité pénale n'est engagée qu'au niveau de différents fonctionnaires du SREL ainsi que, pour certains faits, également au niveau de son ancien directeur.

Il existe des indices sérieux dégageant des faits susceptibles de tomber sous la loi pénale. Les enquêtes judiciaires permettront d'élucider ces affaires.

Il y a lieu de noter que la prescription de l'article 23, paragraphe (2) du Code d'instruction criminelle qui impose à toute autorité constituée ou fonctionnaire de dénoncer sans délai au Parquet tout fait susceptible de constituer un délit dont il a acquis la connaissance dans l'exercice de ses fonctions ne comporte pas de sanctions pénales. Ce volet de la responsabilité sera examiné dans les chapitres suivants.

Depuis 2009, le SREL a procédé à une révision complète de son organisation interne et de ses règles internes de fonctionnement dans un souci de renforcer le contrôle interne et de limiter le risque de comportements illégaux. Une réforme fondamentale de la loi sur base de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL et d'autres textes légaux à engager dans les meilleurs délais vise également à recadrer l'action du SREL en soumettant ses activités à des procédures et contrôles renforcés.

L'idée de pénaliser l'abus de pouvoir mérite d'être examinée, le droit pénal existant étant à certains égards insuffisants pour réprimer des actes contraires aux missions du SREL.

2) La responsabilité administrative (disciplinaire)

En ce qui concerne la responsabilité disciplinaire, il importe de se référer à la loi modifiée du 16 août 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et notamment aux dispositions des articles 9, 10, point 1., 10, point 3 et 11, point 1.

Tout manquement à ses devoirs statutaires expose le fonctionnaire à une sanction disciplinaire, sans préjudice de l'application éventuelle d'une sanction pénale. Dans ce domaine, le jeu de la prescription (délai de trois ans à partir du manquement, sauf si infraction pénale) peut conduire à une extinction de l'action disciplinaire, faute de réaction à temps. Cette situation est fort regrettable, certains agissements fautifs restant ainsi non sanctionnés. Dans ce contexte, il y a lieu de se référer à l'article 55 du statut qui détermine une responsabilité personnelle du préposé qui néglige de provoquer des sanctions disci-

plinaires. Le fait pour certains agents d'avoir quitté le SREL ne peut à lui seul être considéré comme sanction appropriée.

Nombreux sont les éléments dégagés de l'enquête qui constituent des manquements au statut général du fonctionnaire. Ces constatations valent également pour des ex-agents du SREL toujours au service de l'Etat. Actuellement deux procédures disciplinaires visant deux fonctionnaires sont en cours. D'autres procédures visant, entre autres, l'ancien directeur M. Mille, respectivement M. Mandé doivent être engagées sans délai.

3) La responsabilité politique

a) *La réforme de la loi organique du Service de Renseignement de l'Etat: un devoir politique crucial*

La nécessité de procéder à des adaptations législatives au niveau de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL fut révélée notamment par le rapport spécial de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat intitulé „les activités et le fonctionnement du Service de Renseignement de l'Etat" du 24 juin 2011.

Il aurait fallu procéder, suite au dépôt du rapport précité auprès du Ministère d'Etat, aux travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'un projet de loi portant modification de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat.

Or, force est de constater que la réforme de la loi précitée n'a pas abouti.

Les membres de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ne peuvent en conséquence que prendre acte du projet de réforme dont les travaux de rédaction ont démarré selon les lignes directrices telles que présentées par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, lors de son audition publique du 25 juin 2013 devant la commission d'enquête.

b) *Le rôle actif de M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat, autorité politique de tutelle du Service de Renseignement de l'Etat*

„Le renseignement n'était pas ma première priorité."

Ces mots ont été prononcés tant par l'ancien Premier Ministre que par le Premier Ministre actuel lors de leurs auditions respectives devant les membres de la commission d'enquête.

Ils traduisent un certain état d'esprit qui laisse apparaître un certain manque d'intérêt. D'un autre côté, certains témoins semblent contredire ce constat.

Un service de renseignement, dont l'activité est secrète par essence, doit pouvoir bénéficier d'une attention certaine de la part de l'autorité politique responsable.

c) *La responsabilité de M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat, autorité politique de tutelle du Service de Renseignement de l'Etat*

En ce qui concerne les responsabilités politiques, il est difficile de se prononcer sur la période précédant le vote de la loi de 2004, les travaux d'enquête se concentrant sur la période plus récente des activités du SREL.

On peut cependant d'ores et déjà conclure que certaines activités du SREL menées sous l'empire de la loi de 1960 et documentées à suffisance à travers les anciens fichiers manuels du Service ont pu dépasser le cadre légal sommaire des débuts. L'état des connaissances actuel indique que les activités du SREL, qui doivent être appréciées à l'aune du contexte historique, à savoir la Guerre Froide, et des obligations auxquelles les pays membres de l'OTAN ont souscrit, ne se sont pas limitées à la recherche d'informations relatives à la sécurité extérieure du pays ou à la protection des secrets visés par l'article 120*octies* du Code pénal, mais ont débordé sur le terrain de l'espionnage politique intérieur. Il y a eu violation d'un certain nombre de droits et libertés garantis par la Constitution et des Conventions internationales. La question de la responsabilité politique des anciens Ministres d'Etat MM. Werner, Thorn et Santer est donc posée.

Dans ses travaux la commission s'est – face à l'ampleur de sa tâche – surtout attelée à examiner les questions des responsabilités dans la période de mise en application du nouveau cadre légal de 2004. Il en va de même de la responsabilité politique. Depuis fin 1994, le SREL est placé sous l'autorité de

M. Juncker, Ministre d'Etat. Dans son rapport du 13 mai 2004 sur le projet de loi 5133 portant réorganisation du SREL, la commission compétente a fourni une description précise de la responsabilité ministérielle: *„Le Premier Ministre exerce l'autorité politique sur le Service; il est supérieur hiérarchique de ses agents. Le service en lui-même est une administration comme les autres et le Premier Ministre est politiquement responsable de son action devant la Chambre et le pays, comme l'est tout Ministre pour les Administrations sur lesquelles s'exerce son autorité.“*.

En ce qui concerne le contrôle parlementaire, le rapport de M. Lucien Weiler a précisé *„[…] qu'il s'agissait de concevoir un contrôle démocratique du SRE, au-delà de la „surveillance quotidienne “ exercée sur lui par le Premier Ministre […]“* et que *„[…] le contrôle parlementaire s'exerce notamment à travers des réunions avec le directeur du SRE […]“*.

Il n'était donc pas dans la volonté du législateur de 2004 de partager les responsabilités politiques entre le Gouvernement et la Chambre des Députés, mais de maintenir intacts les pouvoirs, les compétences et les responsabilités du Ministre sous l'autorité duquel est placé le SREL.

D'après l'article 78 de la Constitution, les Ministres sont responsables.

Il y a en politique une responsabilité ministérielle qui existe objectivement, même en l'absence d'agissements fautifs personnels du Ministre. Cette responsabilité politique est notamment engagée si le fonctionnement défectueux d'une Administration résulte d'éléments tels que d'une organisation défaillante, des règles de fonctionnement inappropriées et d'un contrôle insuffisant. Si quelque chose tourne mal, le Ministre doit y apporter les correctifs nécessaires. *„Et, selon les circonstances, si en agissant différemment, il aurait pu permettre d'éviter le problème, il peut être tenu d'en accepter les conséquences personnelles“*. (cf. Archives du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada). Il est vrai que le Premier Ministre a donné pour l'essentiel les instructions ponctuelles appropriées au directeur du SREL. D'une façon générale, il a agi conformément à la loi dans le respect des intérêts de l'Etat et il a voulu moderniser le SREL et améliorer son mode de fonctionnement.

D'un autre côté, il est établi qu'il n'a pas su consacrer en tant que Ministre de tutelle le temps et l'attention nécessaires, indispensables pour diriger et surveiller un service de l'Etat qui doit, du fait de ses missions et de ses pouvoirs, bénéficier d'un contrôle régulier. Le suivi des instructions ministérielles était insuffisant. La mise en œuvre de la réforme a été lente, des mesures d'exécution importantes de la loi n'ont pas été prises en ce qui concerne la mise en oeuvre de la banque des données et le fonctionnement correct de l'Autorité de contrôle „Article 17“.

Le fait que la Commission de Contrôle parlementaire du SREL se soit dans les premières années montrée trop passive et peu intéressée à pousser son contrôle au-delà d'un contrôle formel ne peut atténuer la responsabilité directe du Ministre qui se situe à un autre niveau. Ceci d'autant plus qu'il est établi que M. Marco Mille voulait cantonner la mission de contrôle de la commission de contrôle parlementaire aux seules activités générales du SREL.

A côté de la responsabilité ministérielle objective découlant des dysfonctionnements graves constatés, s'ajoutent un certain nombre d'actes et surtout d'omissions qui relèvent de la responsabilité ministérielle subjective. Il s'agit notamment de la constatation que certains faits susceptibles de constituer des délits ou crimes n'ont pas été dénoncés par le ministre de tutelle du SREL au Parquet. Le ministre de tutelle du SREL s'est, de même, abstenu d'engager des procédures disciplinaires après avoir pris connaissance de manquements aux lois au sein du SREL. La politique d'information de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, et du SREL par rapport à la commission de contrôle parlementaire a été lacunaire.

L'intention louable en soi du Ministre d'Etat d'agir en sorte que la réputation du Service reste sauvegardée et ne porte pas à scandale s'est, en fait, révélée contre-productive et dommageable à l'image de l'Etat.

Néanmoins, la commission d'enquête fait les constatations suivantes:

1. les conversations enregistrées entre M. Mille et M. Juncker montrant que M. le Premier Ministre était au courant de l'espionnage du monde politique avant d'être Premier Ministre.

   – *Extrait du verbatim publié dans l'hebdomadaire d'Lëtzebuerger Land, édition du 30 novembre 2012:*

   „M.: Net dass … Well mir sinn, wéi ech gesot hunn: Mir si ganz vulnérabel visavi vu Leit, déi soen, de Geheimdéngscht mécht hei oder do, si schaffen op de Premier, op de Palais, op Gott weess ween. Dat ass fir eis wichteg.

J.: Déi sougenannte politesch Spionage, déi maache mer jo souwisou net méi. Ma déi ass awer massiv gemaach ginn an der Zäit. Ech hunn do en alen Dossier fonnt vum Här [Pierre] Werner, do waren esou Rapporten dra vum Sécherheetsdéngscht, vu Versammlungen, vu Parteien, vu Kommunisten oder vu Studenten …"

2. le fonctionnement interne était en partie défaillant (procédures de recrutement, règles internes lacunaires et peu respectées),
3. la politique d'information lacunaire à l'égard de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL,
4. le nombre d'opérations qui se situent au moins en partie en dehors du cadre légal,
5. la non-communication de faits susceptibles de constituer un délit,
6. les graves dysfonctionnements opérationnels du service qui sont restés sans suites disciplinaires.

Ainsi, la commission d'enquête conclut que M. le Premier Ministre, en tant que supérieur hiérarchique du service de renseignement, avait une emprise limitée sur son service. Il a omis de continuer les irrégularités et les illégalités présumées des opérations entreprises par le service à la commission de contrôle parlementaire, voire aux autorités judiciaires.

La commission regrette que M. le Premier Ministre, au moment de charger la Commission de Contrôle parlementaire du SREL du rapport spécial portant sur les activités et le fonctionnement du SREL, n'ait pas informé au même moment la commission de contrôle parlementaire.

Même lors des travaux de la commission d'enquête, les médias ont amené la plupart des éléments déclencheurs ayant conduit aux révélations des différentes affaires. La commission d'enquête déplore que M. le Premier Ministre n'ait pas abandonné au plus tard à ce moment son manque d'information proactive par rapport à la commission d'enquête.

Il résulte des développements qui précèdent que la responsabilité politique du Ministre d'Etat est engagée.

*

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1) La raison d'être d'un service de renseignement: une nécessité dans un Etat démocratique?

Un antagonisme?

L'interrogation résume à elle seule tout l'enjeu de la légitimité d'un service de renseignement, structure administrative sise au fin fond du pouvoir exécutif à vocation régalienne, dans un Etat démocratique libéral régi, par essence, par le principe de constitutionnalité et du principe de la séparation des pouvoirs.

A première vue, la situation est révélatrice d'un antagonisme entre le pouvoir politique au sens premier du terme et les libertés individuelles reconnues. En effet, le renseignement, activité secrète par essence et par nécessité, s'inscrit dans un environnement „para-légal", voire „extra-légal" caractérisé par son flou.

M. François Heisbourg, président de l'International Institute for Strategic Studies et conseiller spécial de la Fondation pour la recherche stratégique, entendu comme expert par la commission d'enquête, rappelle que le monde du renseignement est par défaut celui du „secret". Or, ce n'est pas parce que ce secret pose problème qu'il s'agit d'en déduire qu'il faut se passer d'un service de renseignement. Pour souligner cette contradiction apparente, il donne à considérer que l'interdiction de tuer est difficilement conciliable avec l'entraînement d'une armée dont l'objectif est de tuer un maximum de personnes. Il conclut que de telles contradictions existent et font partie de nos Etats démocratiques et de droit.

M. Rolf Gössner, expert entendu par les membres de la commission d'enquête, cadre l'enjeu de l'existence d'un service de renseignement dans un régime politique démocrate en évoquant la „Rechtzähmung", le refrènement juridique, d'un service de renseignement.

Le service de renseignement est par essence même un corps étatique étranger au concept de la démocratie dont les caractéristiques essentielles et principales sont (i) la transparence et (ii) les mécanismes de contrôle.

Le service de renseignement agit par définition dans un espace où les règles démocratiques ne jouent pas. Ainsi, les citoyens ne sont pas informés quant à des agissements susceptibles de les concerner directement, respectivement en sont informés *a posteriori*, de sorte qu'il leur n'est plus, du moins dans la plupart des cas de figure, possible d'intenter des actions aux fins d'un éclaircissement utile.

Les moyens de contrôle dont disposent les différentes institutions démocratiques sont limités et ne sont pas nécessairement compatibles avec les principes démocratiques fondamentaux. Ainsi, les mécanismes de contrôle parlementaire existants, comme une commission de contrôle parlementaire spécifique, se réunissent en principe à huis clos. De même, la classification des documents et des informations d'un service de renseignement constituent un obstacle à tout souhait, aussi légitime qu'il soit, d'élucider tous les domaines de l'activité d'un service de renseignement.

Ainsi, tant le déficit démocratique inhérent à un service de renseignement que les moyens de contrôle limités sont de nature à favoriser des opérations clandestines se déroulant sous des auspices opaques et obéissant à une dynamique autonome.

L'abolition du service de renseignement; une option politique réaliste?

L'expert Rolf Gössner estime que l'abolition d'un service de renseignement et le renforcement concomitant des compétences et des moyens requis au niveau des services de police permettrait de combler toute lacune éventuelle sur le plan sécuritaire.

Comme les compétences déférées aux services de police ne sont pas nouvellement créées et comme elles relevaient auparavant de la compétence du service de renseignement, le champ des interrogations et des défis ne devraient pas connaître de sursauts notables. A contrario, bien évidemment, on assisterait à la création d'une police secrète.

Les compétences peuvent ainsi être transférées vers une entité policière spécifique créée dans le giron du service de la police en général. Ainsi, cette entité est soumise au cadre légal général de l'autorité de police. Bien évidemment, il faut veiller à déterminer et à définir un bon équilibrage au niveau de la répartition des compétences et des tâches afin d'éviter une trop forte concentration entre les mains d'une seule entité. A ce sujet, l'expert Rolf Gössner a évoqué, en référence à la „Gesinnungsschnüffelei" qu'il ne convient pas à transférer aux autorités policières, mais qu'il faut limiter la sphère transmise à la prévention d'activités criminelles.

Le Luxembourg, et cela pourrait en surprendre plus d'un, avait souhaité, dans le passé, de sortir des sentiers battus et de lancer un premier essai en ce sens.

Le projet de loi portant création d'un service autonome de la Sûreté publique et introduction au code d'instruction criminelle des articles 88-1 et 88-2, portant l'identifiant parlementaire n° 1973, a été déposé le 16 décembre 1975. Il y avait été proposé d'opérer la fusion du service de la Sûreté publique, service de la Gendarmerie, et du Service de renseignement en un corps unique à dénommer „Sûreté publique" avec la mission de remplir les tâches dont sont chargés ces deux services.

Le texte de loi proposé fut amendé par le Gouvernement en date du 18 avril 1978.

Le Conseil d'Etat, dans son avis du 20 juillet 1978[40], fait observer que le service de la Sûreté publique *„[…] recherche les infractions graves de droit commun, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Il est incontestable que presque toujours ces tâches sont dépourvues de tout caractère politique.*

Le service de renseignements devant, au contraire, assurer la sûreté extérieure du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats avec lesquels ce dernier est lié par une alliance militaire et ayant dès lors à remplir avant tout des missions de contre-espionnage, les devoirs qui lui incombent revêtent, à n'en pas douter, un caractère essentiellement politique."

Le Conseil d'Etat, tout en déclarant se rallier aux différents avis émis, conclut qu'il *„[…] croit devoir se prononcer contre la fusion projetée avant tout pour des raisons tirées de la différence fondamentale qui existe […] entre les missions respectivement confiées à un service de police judiciaire et à un service de renseignements et qui rend inacceptable la réunion dans un seul corps de tels services. Il tient à relever que c'est sans doute pour des raisons identiques que dans les pays démocratiques les services de renseignements se trouvent en général nettement séparés des services de police judiciaire."*

---

40 Doc. parl. n° 1973[2]

La nécessité de disposer d'un outil de renseignement

Selon les propos de M. Bernard Carayon, expert entendu par la commission d'enquête, disposer d'un service de renseignement équivaut, dans le chef d'un Etat, à l'expression de sa volonté de souveraineté.

Il s'agit tant de pouvoir agir et de parer aux menaces actuelles telles le terrorisme, la prolifération d'armes conventionnelles et nucléaires que de maintenir son potentiel économique, scientifique et technologique.

Selon les dires de M. François Heisbourg[41], un pays de la taille du Luxembourg a besoin de disposer d'un service de renseignement et ce pour deux raisons, l'une de nature intrinsèque et l'autre de nature fonctionnelle:

1. Le Luxembourg est pleinement intégré dans le monde globalisé et a partant besoin de disposer, comme la Suisse et Singapour, dont les intérêts sont semblables à ceux du Luxembourg, d'un service de renseignement en vue de la sauvegarde de ses intérêts.
2. Dans le cadre des relations internationales, tout pays, quelque soit sa taille géographique, doit, pour „être pris aux sérieux", disposer d'un service de renseignement. Cela permet (i) d'éviter la dépendance et partant l'instrumentalisation de partenaires étrangers et (ii) de disposer d'un interlocuteur approprié avec qui on peut échanger un renseignement. En effet, il convient de souligner qu'un renseignement ne se partage pas mais bien qu'il s'échange. Autrement dit, si l'on veut disposer d'informations ou d'indices venant de services de renseignement étrangers, il faut nécessairement participer au jeu par le biais d'un service de renseignement qui, de surcroît, permet de faire le tri et vérifier la véracité des informations ainsi obtenues.

Les deux experts corroborent le constat tel qu'énoncé en guise d'introduction du rapport d'information[42] déposé en date du 14 mai 2013 à l'Assemblée nationale par MM. Jean-Jacques Urvoas et Patrice Verchère, membres de la Commission des lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République (française), selon lequel *„[…] le renseignement s'est imposé comme un outil aussi quotidien que précieux au service de l'action étatique. Et s'il ne saurait constituer une politique en soi, il ne se révèle pas moins un „adjuvent, une aide à la définition des options gouvernementales".*"

Conclusion

L'utilité d'un service de renseignement ne semble pas être mise en question, alors que le renseignement constitue une activité essentielle pour la protection et la sauvegarde des intérêts du Luxembourg, pays démocratique et de droit.

Toute la difficulté réside dans l'articulation de la légalité du renseignement et par extension, de l'action du renseignement. Il convient de le chapeauter d'un point de vue juridique en édictant un cadre légal et réglementaire cohérent, précis et rationnel.

Il n'existe pas de modèle unique permettant de répondre à toutes les interrogations et défis que pose l'existence d'un service de renseignement dans un Etat démocratique et de droit, d'autant plus qu'il est très difficile d'apprécier le degré de dangerosité des différentes menaces prévalant à un moment donné. Un autre aspect réside dans le fait que les actions menées par un service de renseignement sont justifiées par le besoin de déterminer au préalable si telle ou telle personne, association ou activité constitue une menace nécessitant une surveillance plus étroite par les différents services étatiques.

Il convient partant d'adapter le cadre légal existant en mettant fin aux carences juridiques et aux ambivalences que les travaux de la Commission d'enquête sur le SREL ont permis de révéler.

Il y a lieu notamment de se reporter à la recommandation n° 1713 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe concernant le Contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans les Etats membres du 23 juin 2005 qui édicte un ensemble de principes et de lignes directrices en vue de l'application du principe du contrôle démocratique du secteur de la sécurité.

---

41 Audition publique en qualité d'expert de M. François Heisbourg, le 21 mai 2013

42 Rapport d'information de la Commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République, déposé le 14 mars 2013, document n° 1022, Assemblée nationale (française)

Ainsi, il y est recommandé ce qui suit:

- le fonctionnement d'un service de renseignement doit reposer sur une législation claire et adéquate, surveillé par le pouvoir judiciaire,
- le contrôle des „mandats" du service de renseignement et de son budget est une condition minimale et à effectuer par une commission parlementaire spécialisée,
- il importe que la législation établisse une distinction entre les services de sécurité et le service de renseignement, d'une part, et forces de l'ordre, d'autre part,
- le service de renseignement ne doit en aucun cas être politisé afin qu'il puisse faire rapport aux responsables politiques avec objectivité, impartialité et professionnalisme,
- l'équilibre délicat entre la confidentialité et l'obligation de rendre des comptes peut être, dans une certaine mesure, maîtrisé par le principe de transparence retardée, c'est-à-dire par une déclassification du matériel confidentiel au bout d'une durée fixée par le législateur, et
- le parlement doit être informé de manière périodique des changements qui peuvent intervenir dans la politique générale du renseignement.

2) Les conclusions

Il importe que le Gouvernement donne des directives au SREL permettant d'intégrer les exigences du Gouvernement dans le processus du cycle du renseignement de sécurité.

a) *La réforme de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat*

Au vu des éléments énoncés dans le présent rapport, il devient impérieux de procéder à une réforme de la loi organique du SREL qui ne tolère plus aucun report au vu des dérives et dysfonctionnements examinés à ce jour par la commission d'enquête.

Il convient de faire preuve de ténacité en vue de réaliser cette réforme en profondeur touchant le SREL dans sa totalité en sa qualité d'administration publique.

Le champ d'intervention d'un service de renseignement est devenu plus multidisciplinaire et le degré d'intrusion dans la sphère privée est devenu plus profond. Ce constat pose, à côté de la protection des libertés fondamentales, également le problème de la protection juridique des fonctionnaires et agents d'un service de renseignement agissant sur ordre du service de renseignement.

Il convient notamment de revoir le système d'autorisation en le réglementant de manière plus stricte. Il importe de prévoir l'obligation légale que chaque opération soit consignée minutieusement dans un rapport circonstancié et précédé par des rapports intermédiaires réguliers.

Sur le plan des missions et du champ d'action à confier au SREL, il importe de centraliser toutes les activités de renseignement au sein du SREL; il s'agit de mettre fin à la pratique des cellules opérationnelles existant au sein de certains ministères couvrant un ou plusieurs aspects bien particuliers comme la défense du potentiel économique.

Lors de son audition du 25 juin 2013 devant les membres de la commission d'enquête, le ministre de tutelle du SREL a déclaré que le cadre des missions légales dévolues au SREL doit être revu et adapté.

Ainsi, il est proposé, d'ajouter à la défense du potentiel économique, la notion de la défense des intérêts économiques contre des menaces visant le Luxembourg.

Par ailleurs, la notion d'extrémisme rejetant les principes de la démocratie serait incluse dans les missions.

En ce qui concerne les moyens opérationnels d'un service de renseignement, il convient d'en inscrire le principe dans la loi et les modalités afférentes dans un cadre légal approprié (par voie d'arrêté ministériel, respectivement par voie d'une instruction de service). Ainsi, il convient de préciser que lesdites méthodes doivent respecter tant le principe de la nécessité que celui de la proportionnalité.

La mise en œuvre d'une méthode opérationnelle est soumise à l'accord préalable du directeur.

En ce qui concerne certaines méthodes opérationnelles au niveau des données électroniques et téléphoniques, de même que la géo-localisation, il convient de s'assurer du respect des dispositions du cadre légal afférent, notamment celles inscrites dans la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques.

Le volet des mesures spéciales de surveillance (comme l'utilisation de moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication et l'interception de télécommunications) est régi par des dispositions légales spécifiques, à savoir les articles 88-1 à 88-4 du Code d'instruction criminelle. Il est nécessaire, eu égard à la diversification et à la multiplication des moyens téléphoniques utilisés de revoir ce cadre légal spécifique. De même, au vu des nombreuses imprécisions caractérisant les étapes procédurales prescrites dans le cadre du procédé de l'autorisation ou du refus de la mesure de surveillance et de contrôle requise, il est indispensable de revoir ce processus décisionnel et de réformer le cadre légal afférent. Il convient d'en inscrire un renvoi dans la loi organique du SREL.

De même, il est indispensable de revoir et d'adapter le cadre légal réglementant l'interception de courrier et des colis.

Il est proposé que la commission parlementaire en charge du contrôle du SREL se voit communiquer régulièrement un rapport spécifique énumérant les méthodes opérationnelles dont l'application a été accordée par le directeur du SREL pour une période de temps donnée.

Les membres de la commission d'enquête insistent sur l'urgence de revoir et de réorganiser l'ensemble des procédures de recrutement de manière à définir des critères clairs permettant d'établir des profils professionnels adaptés et de systématiser les procédures selon des règles prédéfinies et transparentes.

Un rapport détaillé relatif à la structure du personnel incluant un relevé des employés entrants et sortants, devrait être annuellement présenté à la commission de contrôle parlementaire.

Il y a lieu de prévoir un droit à l'oubli au niveau des données à caractère personnel stockées dans les traitements informatisés et non informatisés dont les modalités sont à fixer par une loi.

b) *La réforme du contrôle administratif et du contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat*

Au sujet du contrôle du service de renseignement, il est impératif de disposer tant d'un contrôle interne que d'un contrôle dit parlementaire. Il convient de citer l'exemple britannique qui comporte également, au niveau gouvernemental, un organisme de coordination interministériel et politique des services de renseignement britanniques dénommé „Joint Intelligence Council" et, sur le plan du contrôle parlementaire, de l'„Intelligence and Security Committee (ISC)" qui dispose de larges pouvoirs de contrôle.

On peut citer encore le rapport d'information n° 1022 dressé par la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (française), présenté par MM. les Députés Jean-Jacques Urvoas et Patrice Verchère qui plaide, au niveau du contrôle, pour la création d'un organe de contrôle externe de légalité et de proportionnalité, à savoir une Commission de contrôle des activités de renseignement.

b.1) *La réforme du contrôle administratif du Service de Renseignement de l'Etat*

Le ministre de tutelle du SREL a, lors de son audition du 25 juin 2013, informé les membres de la commission d'enquête qu'il est proposé d'affiner les conditions et les autorisations préalables requises avant l'exécution d'une mesure opérationnelle. D'emblée, les différentes mesures opérationnelles sont énumérées et différenciées à raison de leur caractère intrusif. Le degré d'intrusion de la mesure opérationnelle ainsi défini par la loi détermine les conditions et le régime des autorisations prerequises. Finalement, un relevé périodique de l'ensemble de méthodes opérationnelles appliquées sera établi et communiqué à la commission de contrôle parlementaire.

Au sujet de la continuation d'informations en possession du SREL, il est proposé de compléter le cadre légal actuel sur ce point. Ainsi, si des informations obtenues par le Service de Renseignement doivent être versées dans une procédure judiciaire ou administrative, il est prévu que le caractère secret des activités et méthodes employées par le SREL ne puisse être levé à l'égard de la partie inculpée que sur décision du Président de la Cour Supérieure de Justice et à condition que cette levée n'entrave pas les actions en cours du SREL et que la révélation des méthodes opérationnelles du SRE ne porte pas atteinte à la sécurité du Grand-Duché (ceci ne s'applique pas aux informations fournies par des services de renseignement étrangers, sauf les cas où le service étranger accepte de lever le secret). Il y a lieu de préciser que les modalités du recours éventuel à une procédure in camera sont en cours d'examen.

Les dispositions pénales seront élargies et couvriront non seulement la révélation de fait de caractère secret relatif au fonctionnement et aux activités du SRE, mais également la révélation de l'identité d'un membre du SRE et la communication de pièces classifiées à toute personne non qualifiée pour en prendre connaissance. Les agents qui ont quitté ou sont détachés du service restent soumis à ces dispositons.

Les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL sont d'avis qu'il convient, à côté de la nécessité d'étoffer le contrôle administratif, de créer un organe de contrôle interne à l'image de l'Inspection Générale de la Police Grand-ducale.

La mise en place d'un tel mécanisme de contrôle interne, d'ailleurs préconisée dans le rapport d'informations[43] déposé en date du 14 mai 2013 à l'Assemblée nationale par MM. Jean-Jacques Urvoas et Patrice Verchère, membres de la Commission des lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République (française) proposant la création d'un *„[…] organe d'audit jouissant de solides garanties d'indépendance par rapport aux services.“*, pourrait s'avérer, selon les éléments constatés au cours de l'enquête parlementaire, être plus efficace qu'un contrôle interne classique. Or, il convient de préciser que la mise en place d'un tel mécanisme de contrôle interne spécifique ne devrait en rien dissuader le SREL d'étoffer ses propres règles de fonctionnement interne.

b.2) *La réforme du contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat*

La nécessité de procéder à une réforme du contrôle parlementaire du SREL ne fait pas l'ombre d'un doute.

Lors de son audition du 25 juin 2013 devant la commission d'enquête, le ministre de tutelle du SREL a précisé que l'information de manière proactive de la Commission de contrôle parlementaire sera intégrée ainsi que la précision que la commission de contrôle parlementaire continue à s'acquitter de ses missions au-delà de la fin d'une période législative, et ceci jusqu'au moment où la Chambre des Députés s'est nouvellement constituée.

Cette réforme, une fois mise en vigueur, doit continuer à veiller à une synthèse équilibrée entre, d'une part, les nécessités découlant *ab initio* du champ d'action propre et spécifique à un service de renseignement et, d'autre part, les obligations inhérentes à une démocratie parlementaire. Toute la difficulté réside dans l'articulation de la surveillance parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat.

La commission d'enquête estime que la législation devrait être reformulée de façon à introduire un devoir d'information strict et préalable valant pour les responsables du service et pour le ministre de tutelle du SREL.

Les membres de la commission d'enquête estiment que la commission de contrôle devrait disposer d'un secrétariat permanent et à plein temps.

La commission de contrôle, en sa qualité de commission réglementaire, devrait pouvoir déléguer une partie de ses missions à des experts habilités à effectuer en son nom des opérations de contrôle du SREL.

Il y a lieu de s'assurer, en ce qui concerne la composition de la commission de contrôle parlementaire, que les groupes poltiques et techniques, tels que définis par le Règlement de la Chambre des Députés, puissent diposer d'un représentant au sein de la commission de contrôle parlementaire. Il convient de noter que ce représentant ne doit pas nécessairement être le président du groupe politique ou technique afférent.

Ainsi, les membres de la Commission d'enquête sur le SREL, eu égard aux faits et agissements constatés au cours de l'enquête parlementaire et consignés dans le présent rapport, préconisent d'anticiper la réforme du contrôle parlementaire. Une proposition de loi en devra être formulée selon les lignes esquissées dans une note portant sur les modifications à apporter aux dispositions de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL ainsi qu'aux articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle annexé au présent rapport.

---

43 Rapport d'information de la Commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République, déposé le 14 mars 2013, document n° 1022, Assemblée nationale (française)

c) *La mise en place d'un Code de déontologie pour le personnel du Service de Renseignement de l'Etat*

La commission d'enquête insiste sur l'urgence de fixer un cadre juridique formel prévoyant des conséquences pénales sévères pour les employés du SREL en cas de non-respect des règles y inscrites.

Elle recommande par ailleurs que toute collaboration du SREL avec une firme de renseignement et sécurité privée soit interdite par la loi.

Elle se prononce en faveur d'une réglementation dans le cadre du futur Code de déontologie, fixant une période de carence de cinq ans pour l'employé qui quitte le SREL pour rejoindre une firme d'activités de renseignement privée.

d) *L'énumération des activités du Service de Renseignement de l'Etat dans le rapport d'activité annuel du Ministère d'Etat*

Il est frappant de constater que le Service de Renseignement de l'Etat, administration étatique dépendant du Ministère d'Etat n'est pas mentionnée dans le rapport d'activité annuel du Ministère d'Etat.

e) *La nécessité de normaliser le rôle et l'image du renseignement*

Il s'agit de procéder à la *„mise en récit"* du renseignement afin de conférer une plus grande acceptation du SREL auprès de la population et de favoriser ainsi sa légitimation dans le système constitutionnel et démocratique luxembourgeois.

En effet, le processus de légitimation exige que *„la contribution à la sécurité du pays est reconnue et […] si la nature de leurs contributions (ndlr: du service de renseignement) est elle-même clairement définie dans le cadre d'une règle largement admise."*[44]

f) *L'échange direct d'informations entre les services désignés de la Police Grand-ducale et le Service de Renseignement de l'Etat*

Les premiers jalons visant la mise en place d'une plate-forme destinée à un échange d'informations entre les services désignés de la Police Grand-ducale et le Service de Renseignement de l'Etat ont été posés suite à l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 portant création d'un Service de Renseignement de l'Etat.

Depuis, cette plate-forme a évolué et a pris la forme de réunions de travail régulières.

La Commission d'enquête sur le Service du Renseignement de l'Etat recommande la mise en place d'une concertation institutionnalisée et structurée. Celle-ci pourra prendre la forme d'un accord de coopération.

La coopération entre un service de renseignement et les autorités judiciaires est nécessaire et doit se caractériser par une véritable interaction. Il convient de disposer d'un cadre juridique clair et précis définissant, entre autres, les modalités du partage d'une information secrète obtenue par un service de renseignement.

3. Les recommandations

a) *Le sort à réserver à la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles sur support papier et microfilms*

Il est indéniable que l'ensemble des documents et informations figurant dans cette banque de données présente un caractère certainement historique, voire qu'il s'agit de documents d'intérêt historique national. Le traitement, l'utilisation et la conservation doivent par conséquent être confiés à un organe disposant des compétences et des connaissances techniques et scientifiques nécessairement requises, en l'occurrence à l'institut culturel des „Archives nationales de Luxembourg".

---

44 François Heisbourg, „Espionnage et renseignement", Le vrai dossier, éditions Odile Jacob, février 2012, page 140

Aux termes de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat, la mission légale dévolue aux „Archives nationales de Luxembourg" est de préserver le patrimoine historique du pays. Ainsi, il serait permis de réunir tous les documents et pièces constituant cette banque de données en vue de procéder à une (i) conservation, (ii) une classification et (iii) un inventaire en vue de leur utilisation à des fins historiques et administratives.

De même, il sera permis à toute personne concernée de pouvoir consulter lesdits documents conformément au cadre légal applicable.

Cette solution permettra également de participer aux efforts à déployer en vue de normaliser le rôle et au-delà, l'image du SREL.

b) *L'interdiction explicite du renseignement à des fins politiques*

La commission d'enquête est d'avis qu'il convient de tirer les leçons adéquates de la période de la Guerre Froide, période de suspicion généralisée. Elle recommande donc vivement de réviser la loi relative aux activités du SRE afin d'y interdire explicitement l'espionnage à des fins de politique intérieure.

La commission d'enquête n'a pu prendre que très partiellement note du contenu des archives du SRE. Elle considère que ces documents ne devraient en aucun cas être détruits. Elle estime qu'il y a lieu de les confier à un groupe d'experts dans le but de les répertorier, classer, analyser et d'organiser leur mise à disposition des personnes fichées. Ces données accumulées au fil des années sont aujourd'hui d'un intérêt historique indéniable. Véritables témoignages d'une manière d'agir et de penser d'une époque que l'on espérait définitivement révolue, il importe maintenant d'en comprendre la portée et de l'assimiler dans la mémoire collective comme partie intégrante de notre histoire.

c) *Le sort à réserver aux pièces d'or ayant constitué la réserve financière allouée à la cellule luxembourgeoise du réseau „Stay behind"*

Les membres de la Commission d'enquête sur le SREL sont d'avis qu'il y a lieu de confier les pièces d'or au Trésor public.

d) *Le débat de consultation portant sur le champ de travail du Service de Renseignement de l'Etat*

Dans le cadre de conférer une plus grande assise au contrôle parlementaire du SREL, il convient de prévoir qu'en début d'une nouvelle législature, un débat de consultation portant sur le champ de travail du Service de Renseignement de l'Etat soit systématiquement organisé.

e) *La réforme du cadre légal des mesures de surveillance et de contrôle tel qu'édicté par les articles 88-1 à 88-4 du Code d'instruction criminelle*

La nécessité de procéder à une refonte du cadre légal régissant la matière communément appelée „écoutes", dont notamment les articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle, a été soulignée à de maintes reprises dans le cadre des auditions des témoins.

En effet, comme déjà énoncé sous le point a) du point 2) „Les conclusions" ci-avant, il est indispensable de revoir le dispositif légal dans son ensemble, tant d'un point de vue de l'évolution technologique et d'usage des moyens d'échanges téléphoniques et électroniques que d'un point de vue de l'acheminement procédural de la décision ministérielle autorisant ou refusant la mise en œuvre opérationnelle de la mesure.

Les membres de la commission d'enquête plaident pour le maintien et la composition de la commission spécifique telle qu'énoncée à l'endroit de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle. Ils s'interrogent s'il ne conviendrait pas de conférer un statut d'autorité judiciaire spécifique à ladite commission permettant de sorte d'en accentuer l'indépendance et le fonctionnement en tant qu'autorité indépendante de plein exercice.

f) *Le cadre légal des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat*

Les articles 113 à 123*octies*, tels que figurant au Chapitre II intitulé „Des crimes et des délits contre la sûreté extérieure de l'Etat" du Titre Ier du Livre II du Code pénal, doivent être revus à la lumière de l'état des menaces actuelles susceptibles de peser sur la sûreté de l'Etat luxembourgeois.

Lesdits articles sont, quant au libellé, dépassés alors qu'ils ont été introduits dans le Code pénal par un arrêté grand-ducal du 14 juillet 1943, c'est-à-dire dans un contexte bien particulier.

g) *La nécessité d'adapter la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires et le Règlement de la Chambre des Députés*

La loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires ayant été mise à l'épreuve dans le cadre des travaux menés par la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat, il est recommandé de la revoir. L'expérience acquise dans le cadre de sa mise en œuvre pratique a démontré certaines déficiences qui ont été maîtrisées tant bien que mal grâce à la volonté des membres de la commission d'enquête, à la disponibilité du secrétariat de la commission d'enquête et de la bonne coopération de certains intervenants extérieurs.

Plus particulièrement, il convient de préciser davantage le volet relatif à l'exécution des mesures d'instruction décidées par la commission d'enquête, y compris les pouvoirs impartis au Président de la commission d'enquête. De même, l'interaction des travaux d'investigation de la commission d'enquête parlementaire et des poursuites judiciaires entamées par les autorités judiciaires mérite une attention bien particulière.

Il convient évidemment de couler en force de loi les pratiques et autres procédés mis en œuvre au niveau administratif de la commission d'enquête.

h) *La nécessité de disposer d'un cadre légal spécifique pour le domaine de l'intelligence économique et pour le domaine des activités économiques du conseil militaire et de la sécurité*

L'intelligence économique

Il échet de noter que le secteur des cabinets d'intelligence économique, sociétés privées spécialisées dans l'exploration légale d'informations portant sur des sociétés et entreprises et qui disposent de banques de données afférentes spécifiques ou encore des officines tenues par des anciens policiers, militaires ou retraités des services de renseignement, les fameux barbouzes, existe bel et bien.

Ces sociétés ont littéralement explosé partout dans le monde ce qui est la preuve d'une évolution dynamique et du besoin réel existant sur le terrain. Il s'agit d'un secteur d'activité en plein essor et d'une conséquence directe résultant du mouvement de la privatisation de l'espionnage.

De telles activités sont *a priori* parfaitement légales et une multitude d'informations sont accessibles au public. Or, le risque des dérives, de tomber dans l'illégal est réel.

Les membres de la commission d'enquête soulignent la nécessité, même si la définition même de ce type d'activité est problématique, de réglementer ce type d'activités.

En effet, l'intelligence économique, terme à connotation anglo-saxonne, est un volet qui doit donner lieu à plus de précaution. La couverture de ce volet ne donne guère lieu à difficulté à condition que les intérêts jugés fondamentaux de l'Etat et de la collectivité publique restent au centre des préoccupations et des agissements. La définition même de ce qu'il faut entendre par „intelligence économique" pose problème, notamment en termes de modalités de partage et de l'identification du bénéficiaire d'une information recueillie avec des acteurs économiques et autres privés. Comment la délimiter et démarquer le champ de partage d'une information recueillie à titre de l'intelligence économique de celui du délit d'initié?

En France, l'intelligence économique, aux termes de la circulaire du Premier ministre du 15 septembre 2011 (n° 5554/SG), *„[…] consiste à collecter, analyser, valoriser, diffuser et protéger l'information économique stratégique, afin de renforcer la compétitivité d'un Etat, d'une entreprise ou d'un établissement de recherche."*

Le métier de l'intelligence économique fait l'objet d'un cadre légal conforté depuis l'adoption de la loi (française) n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (communément appelée loi LOPPSI 2) qui a renforcé le statut des „métiers d'intelligence économique". Malgré le constat qu'il n'existe pas de définition juridique unique, ces sociétés se voient appliquer les dispositions du droit commercial et sont soumises au respect des dispositions légales de protection et de respect de la vie privée.

Au Luxembourg, il y a de lieu de s'inspirer de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance[45] et du règlement grand-ducal du 22 août 2003 portant exécution de certaines dispositions de la loi relative aux activités de gardiennage et de surveillance[46], en vue de l'adoption d'un cadre légal spécifique aux sociétés d'intelligence économique. Ainsi, la société devra disposer d'un agrément préalable en vue de se livrer à ce type d'activités. Un tableau reprenant la société avec ses coordonnées, les activités autorisées et la date de délivrance de l'agrément afférent fera l'objet d'une publication adéquate.

Le domaine du conseil militaire et de la sécurité

Dans le cadre de la réglementation de l'activité de l'intelligence économique, il y a lieu de prévoir l'interdiction pure et simple des activités relevant du conseil militaire et de la sécurité, communément appelée société privée militaire.

i) *La politique publique de l'intelligence économique*

En aval du point h) ci-avant, il convient de s'interroger si l'Etat ne devrait pas disposer lui-même d'une entité qui participe à la protection du patrimoine économique national.

En l'état actuel, le SREL, au terme de l'article 2, paragraphe (1), 1er tiret, a, entre autres, pour mission de rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective de prévention, les renseignements relatifs au potentiel scientifique ou économique de l'Etat. Les travaux d'investigations menés par les membres de la commission d'enquête ont permis de révéler que le SREL a participé à des missions de prospection économique officielle. Dans un cas concret, il a même initié une telle mission, tandis que d'autres missions n'ont pas dépassé le stade de la planification. Aux yeux de la commission d'enquête, il s'agit là d'une mission n'appartenant pas à un service de renseignement.

Partant, il y a lieu de redéfinir les missions incombant au Service de renseignement de l'Etat.

A côté, il convient de noter que le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur dispose, au sein de la Direction Générale „Promotion du commerce extérieur et des investissements", d'une cellule dénommée „Recherche et analyse, missions économiques". Cette cellule se livre:

(i) à la recherche d'informations provenant de sources ouvertes et humaines sur des entités potentiellement intéressantes en termes de prospection d'investissements ou de promotion commerciale. Il s'agit d'apprécier essentiellement la solvabilité et l'honorabilité des investisseurs potentiels en vue de l'évaluation du risque lié à un appui public de leurs projets et afin d'éviter de voir la réputation du Luxembourg se ternir,

(ii) à l'organisation de cours de formation à destination des entreprises luxembourgeoises portant sur la protection de leur patrimoine commercial. De même, une campagne de sensibilisation dénommée „Be safe" a été initiée (en étroite collaboration avec le SREL) dans le domaine des bonnes pratiques liées à la protection du patrimoine économique d'une société,

(iii) à la rédaction de notes de sécurité pour les participants aux missions économiques,

(iv) à des fonctions d'appui dans le cadre de l'organisation de missions économiques ou foires à l'étranger.

Cette cellule de recherche peut être considérée comme constituant le nucléus timide d'une entité administrative placée sous la tutelle politique du ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et qui s'inscrit dans le concept d'une politique publique d'intelligence économique. Ainsi, elle travaille en étroite collaboration avec le SREL par l'intermédiaire d'un agent de liaison du SREL affecté à la cellule précitée.

---

45 Mémorial A, n° 131, 6 décembre 2002

46 Mémorial A, n° 152, 10 octobre 2003

La commission d'enquête sur le SREL souligne la nécessité de préciser, sur le plan législatif, davantage l'interaction et la collaboration entre ladite cellule et le SREL. Il s'agirait d'une pièce maîtresse dans le cadre de l'organe à créer au niveau de l'administration gouvernementale et qui assurera la coordination interministérielle au niveau des besoins en renseignement en direction du SREL.

j) *La nécessité de disposer d'un système de contrôle à l'exportation moderne*

Il échet de noter que l'article 2, paragraphe (2) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL est actuellement la seule disposition légale comportant le terme „prolifération".

La prolifération n'est actuellement pas qualifiée en tant qu'infraction autonome.

Il convient de se doter d'une législation interdisant tant la prolifération que le financement de la prolifération et prévoyant des sanctions pénales.

De même, il convient de s'assurer que les procédures administratives de l'Office des Licences et celles de l'Administration des Douanes soient ajustées.

Il convient de mettre en place un système de contrôle à l'exportation moderne.

Luxembourg, le 5 juillet 2013

Le Rapporteur,
François BAUSCH

Le Président,
Alex BODRY

Nº 6565[1]

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

COMMISSION D'ENQUETE SUR LE SERVICE DE RENSEIGNEMENT DE L'ETAT

* * *

VOLUME I

SOMMAIRE:

page

Annexes au Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat (25.7.2013)

I) Les Verbatims..... 3

II) Les autres documents..... 968

*

Note méthodologique

Ce document comporte, sous un point I. les Verbatims des auditions des personnes entendues en leur qualité de témoin par les membres de la commission d'enquête sur le SREL et II. les documents qu'il a été jugé utile d'annexer au présent projet de rapport.

*

I) LES VERBATIMS

1. Audition du 11 janvier 2013 de M. Patrick Heck
2. Audition du 15 janvier 2013 de M. Marco Mille
3. Audition du 22 janvier 2013 de M. Charles Hoffmann
4. Audition du 25 janvier 2013 de M. Jean-Claude Juncker
5. Audition du 1er février 2013 de M. Jacques Santer
6. Audition du 5 février 2013 de M. Robert Biever
7. Audition du 8 février 2013 de M. Frank Schneider
8. Audition du 19 février 2013 de M. André Kemmer
9. Audition du 7 mai 2013 de M. Jean-Claude Juncker
10. Audition du 7 juin 2013 de M. Marco Mille *(il s'agit en l'occurrence du projet de Verbatim en cours de validation par le témoin entendu)*
11. Audition du 7 juin 2013 de M. Robert Rollinger
12. Audition du 25 juin 2013 de M. Patrick Heck
13. Audition du 25 juin 2013 de M. Jean-Claude Juncker

*

II) LES AUTRES DOCUMENTS

1. Rapport spécial de la Commission de Contrôle parlementaire du SREL du 24 juin 2011 portant sur les activités et le fonctionnement du SREL
2. Note du 14 février 2013 communiquée par le Ministère d'Etat au sujet
   i. d'une analyse de la collecte et du traitement par le SREL et l'ANS,
   ii. du calendrier des réunions du ministre de tutelle du SREL avec les directeurs du SREL pour la période allant de 2006 à 2012
3. Note du 4 juillet 2008 dressée par un haut fonctionnaire du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur à l'attention du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur
4. Lettre du 14 juin 2013 du directeur du SREL au sujet des modifications proposées à la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL et comportant un tableau comparatif des lois belge, néerlandaise, allemande et loi future sur le SREL
5. Note du 24 juin 2013 à l'attention de M. le Premier Ministre au sujet de l'espionnage électronique des autorités de sécurité américaines contre des sociétés internet
6. Communiqué du 27 juin 2013 du collectif constitué par plusieurs personnes ayant introduit une demande d'accès auprès de l'Autorité de contrôle „Article 17"

LES VERBATIMS

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 05)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Patrick Heck, Directeur du Service de Renseignement de l'Etat, en tant que témoin – vendredi, le 11 janvier 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt géif ech da proposéieren, dass mer mat eiser heiteger Sitzung vun der Enquêtëkommissioun ufänken. Haaptpunkt op eisem Ordre du jour ass d'Unhéiere vun engem Zeien, an zwar vum Här Patrick Heck, dem aktuellen Direkter vum Service de Renseignement.

Ier ech den Här Heck wäert bieden, den Eed hei ze leeschte viru senger Depositioun, wëll ech - an dat hate mer virdrun och an der Kommissioun esou festgehalen - op eng Rei vu Punkten hiweisen. Éischtens, d'Missioune vun dëser Kommissioun nach eng Kéier rappeléiere sou wéi se an enger Resolutioun vun der Chamber festgehale gi sinn. Et geet hei drëm fir de Fonctionnement, dat heescht also d'operativ Aktioune vun dem Service de Renseignement, ze préife vu sengem Bestehen 1960 bis haut a virun allem ze kucken, ob do sech un d'Gesetzer an un allgemeng Rechtsprinzipie gehale ginn ass bei deenen Aarbechten.

D'Gesetz vun 2011 iwwert d'Enquêtëkommissioune seet och ganz kloer a sengem Artikel 4, dass d'Missiounen an d'Aarbechte vun enger Enquêtëkommissioun sech net däerfen ëm Faiten dréinen, direkte Faiten dréinen, déi och Géigestand si vun enger Enquête

23, rue du Marché-aux-Herbes I L-1728 Luxembourg
Tél.: (+352) 4[illegible] I fax: (+352) 22 02 30
www.chd.lu

judiciaire. An deem Zesummenhang hu mer matgedeelt kritt vum Procureur général d'État, dass zur Zäit eng Rei vun Instruktioune lafen iwwer méiglech Delikter am Zesummenhang, abee zesumme mat Aktivitéite vum Service de Renseignement mat Membere vum Service de Renseignement.

Déi Enquêtë betreffen haaptsächlech dräi Faiten. An zwar en éischte Fait ass d'Oflauschteren, ouni Wësse vum Premierminister vun engem Gespréich, wat de Premierminister am Joer 2007 mam deemolegen Direkter vum Service de Renseignement hat. En zweete Fait ass d'Matschneide vun engem Tëlefonsgespréich respektiv d'Mise sur écoute vun engem Här M. An en drëtte Fait dréit sech ronderëm eng CD, wou soll e Gespréich tëschent dem Statschef an dem Statsminister enregistréiert gi sinn.

Dat sinn also déi Faitë wou eng Enquête judiciaire momentan leeft. Virdru war jo eng Enquête préliminaire vum Parquet ordonnéiert ginn. An dat sinn also Faiten iwwert déi mer laut Gesetz net däerfen eigentlech hei direkt an dëser Kommissioun an dëser Enquêtëkommissioun ze schwätze kommen.

Ech wëll den Zeien drop opmierksam maachen, datselwecht wäert ech bei sämtlechen Zeien nach weider maachen, déi mer héieren, dass e par rapport zu eis déiselwecht Verflichtungen huet wéi géigeniwwer dem Untersuchungsriichter. Esou steet et an eisem Gesetz. Ech wëll och ausdrécklech drop opmierksam maachen, wann e mengt, dass en duerch seng Ausso, déi en hei mécht, sech selwer kéint belaaschten an doduercher dat kéint eng Strofverfolgung mat sech zéien, ass en net gehalen déi Ausso ze maachen. En ass also net forcéiert an deem Fall déi Ausso ze maachen. En ass natierlech fräi se ze maachen.

Da wëll ech nach drop opmierksam maachen, dass mer festgehalen hunn, dass mer d'Aussoe vun den Zeien, op jidde Fall vun den Haaptzeien, dass mer déi net wéilten an der Sitzung elo resuméieren, fir net déi Sitzungen och onendlech laang lafenzeloossen a se dann an der Sitzung ënnerschreiwen ze loossen, mä dass mer e Verbatim géife maache vun den Aussoen hei, déi d'Zeie bei eis maachen an dass mer dee Verbatim dann den Zeien zoukomme loossen a se bieden dann herno ze ënnerschreiwen. Dat ass also déi Method, déi mer hei festgehalen hunn, fir praktesch kënnen uerdentlech hei déi Auditioune vun den Zeien duerchzeféieren.

Ech mengen dat waren déi Preliminairen, déi ech wollt hei maachen. An ech géif dann elo den Zeien, den Här Heck, bieden den Eed ze leeschten d'Wourecht ze soen, déi ganz Wourecht ze soen an näischt aneschters wéi d'Wourecht. Ech géif lech bieden déi riets Hand ze hiewen an ze soen: „Ech schwieren".

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- „Ech schwieren".

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir ginn lech also Akt vun Ärem Eed an domadder géife mer dann och direkt wëllen hei an dat Liewegt vum Sujet era goen. Et ass natierlech e relatiivt vaste Feld wat eis hei interesséiert. Natierlech d'Froen, déi lech uginn, wäerte sech natierlech konzentréieren op déi Period wou Dir elo an der Direktioun sidd vum Service de Renseignement.

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, dass nom Gesetz vun 2004 de Service de Renseignement dirigéiert gëtt vun engem Direkter, assistéiert vun engem Directeur-adjoint an dass de Service de Renseignement ënnert der Autoritéit steet vum Statsminister.

Dat sinn, wéi gesot, dat ass den Text vun 2004 iwwert de Service de Renseignement, deen dat esou festleet. Dir hutt also elo schonn eng Rei Joren, Dir kënnt vläicht e puer Prezisiounen herno gi vläicht zu Ärer Formatioun zu Ärer Carrière professionnelle an dann och wéi Der a wéini, dass der genannt gi sidd als Direkter vum Service de Renseignement. Dir sidd also elo e puer Joren awer schonn a Fonctioun. Dir kënnt lech also e Bild maachen iwwert d'Situatioun, wéi Der se virfonnt hutt wéi Der an déi Fonctioun agetratt sidd. Ech mengen et ass fir eis wichteg, dass mer also och vun lech eng Beschreiwung vläicht kréien, wa sech Saachen eventuell notamment verännert hunn. Ënner iere wéi d'Situatioun war, wéi Dir an de Service de Renseignement an d'Direktioun erakomm sidd respektiv wéi elo d'Situatioun ass. Wat also d'Ausféierung vun Äre Missiounen ugeet a wat och d'Aarbechtsinstrumenter an den Asaz vun den Aarbechtsinstrumenter ugeet, déi lech als Service de Renseignement zur Verfügung stinn.

Mir hu festgehalen, dass mer u sech wéilten an deem Ganzen, wéi gesot, zwee Voleten och behalen, ënnerscheeden nieft deem zäitleche Volet. Wéi war d'Situatioun wéi Der komm sidd? Wéi ass d'Situatioun elo? Zwee Voleten haaptsächlech Voleten ze ënnerscheede wou mer och probéiere vläicht och eis Diskussioun eis Froestellung dann

och esou deementspriechend opzedeelen.

Op där enger Säit, wa mer vu Méthodes opératoires schwätzen, déi ganz Froe ronderëm d'Datë sammelen, d'Datë veraarbechten, d'Datëbanken déi al, déi bestehend, fir also do méi Detailer ze kréie vun Iech. An dat wäert natierlech dann ënnermauert gi vun de Froen hei vun de Membere vun der Kommissioun ronderëm den Zweck vun där Datesammlung do, de Regelen no deene se fonctionnéiert hunn. Och natierlech de Kontrollmechanismen, déi eiser Meenung no musse bestoen, interner an externer, wat déi Datëveraarbechtung do an dem Service de Renseignement ugeet.

Dann natierlech en zweete Volet wär nieft der Datesammlung all d'Froe ronderëm dann d'Méthodes opératoires vum Service de Renseignement also Froe vun den Ecouten, d'Froe vun der Observatioun, vun de Philateuren, d'Froe vun der Infiltratioun a gewëssen Associatiounen. Och do wëlle mer wësse: Wat sinn do déi Regelen, déi bestanen hunn, déi haut bestinn? Wat sinn do d'Kontrollmechanismen? Wéi ginn iwwerhaapt esou Décisioune geholl fir esou Operatiounen duerchzeféieren a wie mécht de Choix vun de Mëttele fir déi Operatiounen duerchzeféieren?

Ech mengen dat sinn am Fong déi zwee Haaptvoleten, déi mer bei eis déi leschte Kéier intern festgehale hunn an déi mer wéilte mat Iech diskutéieren. Wou mer da probéieren och wa méiglech geuerdnet dann och eis Froen auszeriichten. Natierlech wa mer vu Méthodes opératoires schwätze komme mer net ëmhinn natierlech och nach eng Kéier iwwert d'Missiounen iwwerhaapt ze schwätze vum Service de Renseignement, wéi se am Gesetz stinn a wéi se awer och interpretéiert gi vum Service selwer.

Ech mengen et ass wichteg ze gesinn, wéi deen Text jo awer relativ sommaire ass, wéi deen eigentlech am Service selwer interpretéiert gëtt a wéi d'Décisioune fale fir an eenzelne Fäll dann aktiv ze ginn oder net aktiv ze ginn. Et si jo ëmmer déi zwou Optiounen, déi bestoe bleiwen. Ech menge wat dann och interessant wär vläicht an engem éischten Jet och vun Iech gewuer ze ginn, dat wären e puer allgemeng Wierder iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement, seng Struktur, seng Effektiver. Dass ee graff gesäit, wéi eigentlech dee Service do opgebaut ass, wéi en esou strukturéiert ass fir déi Missiounen, déi e vum Gesetz huet, och kënnen duerchzeféieren. Et wier och interessant ze gesi wéi Är Relatioune sinn international mat anere Servicer, wéi se och national si mat anere Servicer, Verwaltungen, wou notamment jo am

747

Gesetzestext insistéiert gëtt op d'Noutwendegkeet vun enger regelméisseger Zesummenaarbecht an en Informatiounsaustausch mat de Justizorganer respektiv mat de Polizeiorganer, wou dat natierlech vice versa muss fonctionnéieren. Do wär et eigentlech och wichteg, vun Iech eng Rei vun Indicatiounen ze kréien.

Dann natierlech och, wéi sinn d'Relatiounen mat der Autorité de tutelle, mam Statsministère, wéi sinn déi organiséiert? Wéi ware se organiséiert, wéi si se haut organiséiert? Wéi fonctionnéiert dat? Fir einfach och en Iwwerbléck ze kréien, wéi déi doten, déi Relatiounen eigentlech bestinn, fir ze gesinn, dass een do einfach en Iwwerbléck kritt, wéi dat Ganzt do eigentlech opgebaut ass. Dat heescht, wéi am Fong de Gesetzestext an der Praxis eigentlech mat Liewe gefëllt ginn ass an deene leschte Joren.

Voilà, dat war e bëssen eng Entrée en matière, déi ech wollt maachen. Vläicht elo als éischten Deel, ier mer och direkt op d'Méthodes opératoires ze schwätze kommen, d'Écouten an déi aner, vläicht awer méi allgemeng d'Missiounen, d'Strukturen, de Fonctionnement, d'Relatioun mat aneren Organisatiounen oder respektiv mat Ministèren.

Här Heck, wann Der kënnt allgemeng do vläicht en Iwwerschlag maachen. An da vläicht zu deem Punkt dann och direkt Froen, zu deene méi allgemenge Punkten. Här Heck.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gutt, et ass un. Gutt, Här President, dat ass e ganz, ganz vaste Programm, deen Der do ausgeluecht hutt an ech probéieren deen natierlech och da mat Wierder an Erklärungen ze fëllen. Fir d'Alleréischt, ech hunn dat d'lescht Woch scho gesot, de Kontext, an deem ech hei sëtzen, ass e ganz spezielle Kontext. Eng Commission d'enquête ass aberuff gi vun der Chamber virun där ech aussoen. An de Kontext ass deen, dass de Service, deen ech elo féieren - ech kommen nach eng Kéier op mäi Parcours zréck - ganz graven Accusatiounen ausgesat ass.

Mir huelen déi Accusatiounen extrem seriö, ech perséinlech, d'Haus. An och mat deemselwechte Seriö schaffe mer zesumme mat dëser Kommissioun a mat deenen aneren Enquêten, déi amgaang sinn ze lafen, Dir hutt se rappeléiert, Här President. D'Enquête judiciaire, wat jo eng richteg Enquête judiciaire elo ass, do si Leit vun eis gehéiert ginn, ech selwer och. A mir contribuéieren och do, esou wäit mer Saache kënne retracéieren, mat der Justiz. Och mat der Commission de contrôle, mat der Autorité de

contrôle, Dateschutz, wou eng ganz Rei Demandë schonn erakomm sinn, si mer och amgaang alleguerten déi Demanden ze sichen an a kuerzen Délaien dann och der Autorité de contrôle déi Äntwerten ze ginn, déi se brauch.

Vläicht just kuerz zu mengem Parcours. Ech sinn an deem Haus hei net gebuer. Ech sinn an deem Haus och hei net opgewuess. Ech sinn e Friemen, wann een esou ka soen, awer elo schonn dräi Joer am Suedel. Meng Carrière huet ugefaangen - ech si Jurist vu Formatioun aus - a meng professionell Carrière huet ugefaangen no zwee Joer an Amerika am Privatsecteur, 1995, uganks 1995 am Ausseministère, wou ech mech e bësse spezialiséiert hunn a Verteidegungs- a Sécherheetspolitik, mat engem kuerze Parcours op der NATO als Member vun der Lëtzebuerger Diplomatie. Duerno fënnef Joer, oder véier an en halleft Joer vill méi, als Conseiller juridique bei der NAMSA, déi gréissten Agence vun der NATO. An dann duerno, säit dem 1. Mäerz 2009 sinn ech an de Service de Renseignement komm, op Demande vu mengem Virgänger, als Operatiounschef deemools. An ech hunn dunn am Dezember 2009, wéi et public ginn ass, dass den Här Mille sollt goen, meng Kandidatur gestallt. An ech sinn du genannt ginn den 1. Mäerz 2010. A säit deem féieren ech den SRE.

Den SRE baséiert op engem Gesetz vun 2004, Dir hutt et gesot, d'Kadergesetz vun 2004, dat jo en fait den Aboutissement ass, bis elo, vun enger laanger Evolutioun, vun engem Gesetz vun 1960, wat eis gedéngt huet bis 2004. D'Gesetz vun 2004 definéiert eis Missiounen, den Artikel 2 eis Moyenen, den Accès zu den Donnéeën, Données à caractère personnel, d'Obligatioun eis mat anere Ministèren auszetauschen. E schützt d'Quellen, mat deene mer schaffen. E gëtt eis eng Rei budgetär Moyenen, eng Rei personal Moyenen. Do ass e Plafong dran. Wat d'Personal ugeet, ass e Plafong dra vu 60 Leit. D'Effektiver dréinen och ongeféier ëm 60 Leit. Ech wëll elo net op de Mann oder d'Fra près beäntwerten, mä si dréinen ongeféier ëm 60 Leit.

Wéi ech an d'Haus komm sinn a mech mat deene Geheimdéngschtaktivitéite familiariséiert hunn, déi ech en fait bis dohinner net kannt hunn, ausser vläicht am Kino, op der Televisioun, hunn ech mech natierlech och mat deem Gesetz familiariséiert, fir de Sënn an den Zweck vun deem Gesetz ze verstoen. Dat heescht ech hunn och d'Travaux parlementaires gelies, den Avis vum Statsrot gelies, d'Gesetz gelies, fir ze verstoen, wat et vun eis als SRE verlaangt. Ech kommen dorobber herno nach eng Kéier zréck.

D'Missioun, déi Der virdru rappeléiert hutt, Här President, gëtt eis véier, fënnef Missiounen. Dat eent ass, also d'Haaptmissioun ass natierlech, Informatiounen ze sammelen, ze traitéieren, auszewäerten an dann d'Regierung an déi Ministèren, déi concernéiert si vun deenen Informatiounen, ze informéieren. A wat fir engen Domänen? Dat ass den Terrorismus, den Espionnage, d'Proliferatioun, de Crime organisé, awer nëmme bedingt de Crime organisé. Do gëtt en Ënnerscheed gemaach tëschent Crime organisé, droit commun, wat eng Policekompetenz ass. An de Crime organisé an eisem Sënn, dee bedingt ass, dee muss e Lien hu mat deenen aneren Domäner, wéi ech elo just gesot hunn, Terrorismus, Espionnage, Ingérence, d'Proliferatioun, oder de Crime organisé, dee sech deelweis oder ganz op staatlech Strukture baséiert. An dee leschten Aspekt vun eise Missiounen ass d'Protektioun vum Patrimoine économique.

An all deene fënnef Domänen, déi ech elo beschriwwen hunn, hu mir och Aktivitéiten zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir stelle fest an deene fënnef Domäne konkret Aktivitéiten, esou dass ee ka soen, dass dat Gesetz vun 2004, éischtens, gutt geschriwwen ass, well et eben deemools erfaasst huet déi Menacen, déi op Lëtzebuerg weisen, déi et hei kéint ginn. A mir gesinn an deene fënnef Domänen och esou Menacen. Emol méi héich, emol manner héich, mä mir relevéieren Aktivitéiten um Lëtzebuerger Territoire, indigène oder awer déi och vum Ausland kënne kommen. An deene fënnef Domänen, mengen ech, kann een och dat, wat um Lëtzebuerger Territoire geschitt oder vum Lëtzebuerger Territoire aus geschitt, fanne mer och vläicht mat enger Intensitéit, déi eng Grimmel manner schaarf ass, déiselwecht Phenomeener erëm, wéi mer dat och an Europa hunn oder an anere Länner, mat deene mer zesummeschaffen.

Mir schaffe mat enger Rei Partnerdéngschter zesummen, historesch, säit éiweg. Ech bieden ëm Äert Verständnis, dass ech hei keng Nimm nenne vun deene Länner, mat deene mer zesummeschaffen. Mä ech mengen, dass mer, mir hu se gezielt, mat ëm déi 60 Partnerservicer zesummeschaffen. Do vläicht schonn eng éischt Prezisioun, dass d'Prioritéit vun där Zesummenaarbecht mat deene Partnerdéngschter esou baséiert ass, dass mer eis, déi éischt Prioritéit ass, dass mer mat den Inlandsdéngschter zesummeschaffen, well mir sinn, an dat ass de Sënn vum 2004er Gesetz, en Inlandsdéngscht, Verfassungsschutz, an dass d'Prioritéit also ass mat deenen Déngschter, déi Inlandsdéngschter sinn, dat heescht déi esou schaffe wéi mir schaffen och. Subsidiairement schaffe mer och mat Auslandsdéngschter, awer net esou vill.

D'Prioritéit dréint och esou, dass mer eis déi Partnerdéngschter erausgesicht hunn, esou wéi d'Menacë leien. Dat heescht, wa mir gesinn zu Lëtzebuerg Leit oder Entitéiten evoluéieren, déi den Aller-retour maachen tëschent verschidde Länner oder déi Lienen hunn an anere Länner, siche mer eis Partnerdéngschter och dann esou eraus, dass mer vun deenen déi Informatioune kréien, déi mer brauchen.

Déi international Kooperatioun, elo emol déi bilateral, mir schwätze jo vu Partnerdéngschter, ass fir eis essenziell. An zwar ass se essenziell, well mer kleng sinn, well eisen Territoire kleng ass, well eis Moyenen och net onbedéngt déi sinn, souwuel an der Qualitéit wéi och an der Quantitéit, wat aner Déngschter kënne mobiliséieren. A well mer och ganz oft - an ech mengen, dat ass wichteg och hei ze verstoen - vun Auslands Partnerdéngschter op Leit higewise ginn, déi eis net opgefall waren.
An ech mengen, et ass wichteg och hei ze verstoe vun Auslandspartnerdéngschter op Leit higewise ginn, déi eis net opgefall waren.

Sou dass ee wierklech muss ënnersträichen, dass déi do Kooperatioun extrem wichteg ass fir eis. Den SRE ass och Member vun enger Rei multilaterale Foren, enger Rei internationalen Organisatiounen. Och do bieden ech ëm Verständnis, dass ech déi do net am Detail mentionnéieren.

Déi multilateral Foren, an deene mer Member sinn, an deene mer matschaffe, wou mer och alt à tour de rôle Présidencen ze maachen hunn, oder Aarbechtsgruppe soit participéieren, soit présidéieren, hunn och an deene leschte puer Joer eng nette Evolutioun matgemaach. An zwar ass et ganz kloer, dat, wat jo och alt ëmmer bemängelt ginn ass, mä et ass ganz kloer, dass d'Zesummenaarbecht tëscht den Déngschter bilateral, multilateral oder an deenen internationale Gremie ganz staark an deene leschte Joren zougeholl huet, also qualitativ sech wierklech verbessert huet. Mat Ausnahmen! Et ass een net iwwerall Frënn. Dat hänkt ëmmer vum Domän of.

De Fonctionnement interne. Mir hunn en Organigramm. Vu jeher sinn et Organigramme ginn. Wann een esou an d'Archivë geet, an déi al Pabeiere kuckt, gesäit een, dass praktesch vun Ufank un ... An och scho virum 60er Gesetz fënnt een Tracen erëm vun der Organisation interne, wéi mer deemools organiséiert waren.

Bon, fir och elo do net an den allerleschten Detail ze goen, kann een awer soen, den

Organigramm besteet graff aus enger Direktioun, wou den Direkter a säin Adjoint sëtzt, wou zwee Juristë beroden, mat enger Rei Assistance, mat administrativen Assistenten. Dorënner dräi Branchen, an zwar: d'ANS-Branche, d'Geheimdéngscht-Branche oder d'Kollekt vu Renseignementen - d'Kollekt an d'Analys vu Renseignementen -, an dann och relativ banal eng administrativ Branche mat Comptabilitéit, Personal, an esou weider.

Vläicht méi zu deenen zwou anere Branchen, d'ANS an de Renseignement, also d'Kollekt an d'Analys vun Informatiounen. Dat baséiert sech an huet sech nach ëmmer baséiert op deem fundamentalen Ënnerscheed, dee besteet tëscht der ANS, also „Autorité nationale de sécurité", déi, graff gesot, sech ëm d'„Habilitation de sécurité" bekëmmert, awer och de Schutz vu klassifizéiertem Material, wat mir zu Lëtzebuerg traitéieren, transportéieren, diffuséieren, an esou weider.

Ee Wuert zu der Habilitatioun. Ech mengen, et ass extrem wichteg ze verstoen hei, dat ass, dass déi Enquêten, déi do gemaach ginn, fir d'Habilitatioun vun de Leit, déi eng brauchen, fir eben zu klassifizéiertem Material Accès ze kréien, déi ginn net vum Geheimdéngscht gemaach, quitte dass d'Gesetz vun 2004 dem SRE als Entité administrative déi Missioun gëtt, mä si si streng getrennt.

Déi Enquête de sécurité, déi Habilitatioun, dat ass eng administrativ Enquête. Dat ass en administrative Virgang, e bësselchen, wéi een dat kennt vun den Habilitatiounen, déi ee braucht, fir an d'Sécherheetszon vum Findel ze kommen, oder vläicht och wann een e Waffeschäin brauch, da gëtt och eng Enquête gemaach. Do ginn d'Antécédent-judiciairë verifizéiert an esou - wéi soll ech soen? - Enquêtë gemaach.

D'Antécédents judiciaires fir d'Zone de sécurité vum Findel an de Waffeschäin, gëtt et och Jurisprudence, déi och fir eis an der ANS, wat d'Habilitatioun ugeet, ganz hëllefräich ass. Mä just fir ze soen: Do besteet am Public ganz oft e Mëssverständnis, dass ee mengt, dass de Geheimdéngscht déi Enquêtë mécht. E mécht se net. Dat ass eng separat Branche.

Déi Branche Geheimdéngscht dann, oder Renseignement, wéi mir se nennen, déi ass da responsabel fir d'Aarbecht um Terrain, dat operatiivt Geschäft, Informatioune sammelen, Observatiounen, Filaturë maachen, wéi Der selwer virdru gesot hutt, quelleféierend, Quelle rekrutéieren, an alles, wat zu deem Geschäft gehéiert. D'Analys dovunner ze

maachen an aus der Analys dann eben déi Produkter redigéieren, déi mer maachen a mat deene mer d'Regierung informéieren.

Mir schreiwen ongefèier - ech hunn dat nach séier nogekuckt - an de Joren 2010, 2011 an 2012, bis Dezember 2012, hu mer 200 Notë geschriwwen, déi mer dann diffuséieren. Do ass dann awer och déi semestriell „Analyse de menace", déi mer maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kënnt Der dat preziséieren? An engem Joer?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, an deenen dräi Joren. Also, 1. Mäerz 2010… Entschëllegt. 1. Mäerz 2010, also den Datum vu menger Missioun bis dann elo Dezember 2010 hu mer also 198 Notë geschriwwen un déi verschidde Ministèren. Do ass dran - ech hunn et gesot -, Här President: Mir schreiwen zweemol d'Joer, also eemol d'Semester, zum Schluss vun all Semester, eng „Évaluation de la menace".

Dat heescht op der Base vum Artikel 2 résuméiere mer dat, wat mir vun Aktivitéite gesinn, wat op Menacen hindeit. Mir beschreiwen dat, vergläichen dat, wat mer an Europa oder soss gesinn, a quantifizéieren dann d'Menace, wéi héich mer mengen dass se wier. Do dernieft schreiwe mer och eemol de Mount e mensuellë Rapport, deen awer dann nëmme fir de Statsminister geduecht ass, wou mer en informéieren iwwert dat, wat esou - wéi soll ech soen? - d'dagdeeglech Aktivitéit ugeet.

Kuerz dann d'Zesummenaarbecht mat anere Ministèren. Déi ass och definéiert am Kadergesetz. Den Artikel 3 obligéiert eis un déi Ministèren déi Informatiounen ze ginn, déi si brauchen, fir hir Missioun ze maachen, a réciproquement och déi Ministèren eis Informatiounen ze ginn, déi mir brauchen, fir eis Missioun ze maachen.

Dat fonctionnéiert, mengen ech, gutt. Mir hunn elo an deenen dräi Joer, wou ech do sinn, e groussen Effort gemaach, fir deene Ministèren e bësselchen ze erklären, wat mer da maachen a wie mer da sinn, wat eis Missioun ass, wéi mer schaffen, fir dass déi Leit verstinn, wat mer brauchen, dass deen Échange besser virgeet, an d'selwecht, dass mir och verstinn, wat si maachen, wat hir Missioun ass, fir dass mir kënnen op hir Besoinen agoen.

Voilà! Vläicht kuerz nach...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hu just eng Fro dozou. Ech wollt nach froen: Op wat fir engem Niveau leeft déi? Ass dat pro Dossier? Sinn dat méi regelméisseg Sitzungen? Op wat fir engem Niveau leeft dat?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Souwuel wéi och. Also, do si mat eisen Haaptpartner, loosse mer emol esou soen, regelméisseg Réuniounen. Dat kann eemol all 14 Deeg... Also, dat ass elo net - wéi soll ech soen? Wéi nennt een dat? - fix. En règle générale gesi mer eis all puer Wochen. Wann awer elo akut Dossieren amgaang sinn, gesinn d'Leit sech natierlech méi regelméisseg. Also ënner Verschiddenen hu mer e regelméissegen Échange, mat aneren ass et méi ponctuel.

Mir hu mat eisen Haaptpartner dann och Kontaktpersounen ofgemaach. Dee Responsabele vun der Administratioun nennt eng Vertrauenspersoun, déi sech ëm déi Relatioun bekëmmert. D'selwecht bei eis. Ech nennen eng Vertrauenspersoun, déi dann zoustänneg ass fir dee Ministère oder déi Administratioun, an déi tausche sech aus, an der Regel och schréftlech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ass dat scho méi en ale System oder ass dee relativ rezent?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech géif soen, de System besteet säit dem Gesetz vun 2004, vu dass déi Obligatioun am Artikel 3 ass, dat ze maachen. Ech géif awer menge kënnen ze soen, dass déi Zäit, wou ech elo do sinn, dass mer dat effektiv systematiséiert hunn. Éischtens, dass mer déi Administratioune gefrot hunn: „Gitt eis eng Persoun un. Mat där fuere mir dann. Mir ginn Iech eng Persoun un." An dann och déi Régularitéit vun de Réuniounen, wou d'Leit sech gesinn. Dat hu mer elo, säitdeem ech do sinn, systematiséiert.

Vläicht kuerz nach... An ech hu bestëmmt Saache vergiess, Här President. Dann nach vläicht kuerz d'Situatioun, wéi ech se fonnt hunn, wéi ech ugefaangen hunn, an dat, wat ech zënterhier gemaach hunn.

Ech setzen elo emol do un, zënter dass ech Direkter sinn. Ech si jo, wéi gesot, e Joer

virdru schonn an d'Haus komm, awer hat do natierlech net d'Autoritéit, fir déi Saachen ze bewegen, wou ech mengen, dass misste beweegt ginn. Ech konzentréiere mech also elo op meng Aarbecht säit dem 1. Mäerz.

Wéi ech Direkter gi sinn, hunn ech mer natierlech emol eng Period ginn, fir e bësselchen ze kucken, ech hat eng Rei Saache scho festgestallt, wat misst verbessert ginn, wat misst systematiséiert ginn, wou misst nogebessert ginn.

Do waren am Haus, fir mer do ze hëllefen, waren am Haus schonn eng Rei, waren am Haus eng Rei Effortë gemaach. Mir hunn Audite gemaach kritt. Ech mengen, 2004 en externen Audit, 2008 en internen Audit, an Enn 2008, September/Oktober 2008 hunn eng Rei Leit sech am Haus zesummegesat, haaptsächlech an der Branche Renseignement, fir e bësselche Brainstorming ze maachen, wat gutt ass, wat net esou gutt ass an ëm wat fir eng Leeschtungen et misst goen. Mat deene Produkter hunn ech mech dunn zesummegesat.

Eng vun deenen Décisiounen, déi ech ganz am Ufank geholl hunn, war, fir.... Also, ech hunn am Ufank eng Rei punktuell Décisioune geholl, fir progressiv déi Problemer, iwwert déi ech gefall sinn, direkt emol ze behiewen, ier mer dunn dëst Joer méi eng systematesch Solutioun fonnt hunn duerch eng Instruction de service, eng intern Instruktioun, wéi se wahrscheinlech a ville Ministèrë besteet, déi all Aarbechtsvirgang am Haus probéiert ze regelen.

Dat Éischt war einfach, dass mer.... Déi zwou éischt Décisioune waren einfach, fir dass deen operativ, déi operativ Virgäng um Terrain, an dass déi operativ Virgäng um Terrain klore Regelen ënnersat sinn, pardon. Dat heescht, dass se kontrolléiert ginn. Dat heescht, dass kee méi erausgeet, ouni dass en derfir eng Autorisatioun huet an dass e sengem Supérieur hiérarchique seet, wat e maache geet, firwat en et maache geet.

An déi zweet war, fir déi - wat mir nennen an eisem Jargon – d'Operatiounen, dat heescht e Beobachtungsobjekt, hu mer eng Prozedur agefouert, dass den Direkter muss approuvéieren, wann e Beobachtungsobjekt ageriicht gëtt, déi Décision de principe, fir kënnen ze kucken, ob dat effektiv och der Missioun, esou wéi se am Artikel 2 beschriwwen ass, passt.

Dunn hu mer eng Rei intern Virgäng verbessert. Also, ech wëll net soen, dass näischt do war. Et waren eng ganz Rei Saachen do, mä a mengem Sënn hunn ech fonnt, dass ee se ka verbesseren. Hu mer och du systematiséiert déi intern Sitzungen, dass d'Leit sech ënnerteneen austauschen, sech regelméisseg gesinn an dass déi Informatiounen, déi se hunn, dass se sech déi deelen, fir dass een ebe kann eng anstänneg Analys maachen.

Mir hunn och, drëttens, relativ séier op aner Ministèren zougaang, zougaang, fir - ech hunn et virdru scho gesot -, fir och do mat hinnen eng systematesch Prozedur auszeschaffen, wéi mer zesummeschaffen.

Mir hunn och probéiert, mä dat soen ech awer ënnert der Autoritéit vum President vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, hu mer probéiert vis-à-vis vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun e Modus Vivendi ze fannen, deen à sa satisfactioun wier, probéiert, eng Rei Améliorationen ze proposéieren, op Basis vun deene mer dann elo säit dräi Joer schaffen.

Mir hunn och probéiert, fir d'Rekrutement vun de Leit ze systematiséieren, an zwar, dass mer systematesch Rekrutementsprozedure gebrauche mat engem Jury, deen eng Rei Froe festsetzt, deen dann d'Kandidate gesäit, dee se evaluéiert an deen dann dem Direkter recommandéiert, wee mer sollen huelen.

Och hu mer probéiert ze definéieren, wat déi Talenter sinn, déi mer brauchen an déi mer dann oder baussen deem, wou mer da rekrutéiert hunn.

Hunn eis och beschäftegt, mä ech mengen, mir kommen dorop am Detail nach zréck, mam Problem vum Dateschutz. Fir do dann elo ee fir allemol eng anstänneg Base légale ze fannen, esou wéi dat och am Gesetz, an eisem Gesetz an och am Dateschutzgesetz virgesinn ass.

Och do hunn ech mech misse fir d'Alleréischt emol mat där Matière appropriéieren, kucken, wat scho gemaach gi war an der Zäit, ob dat eent zu eent ze recycléiere war, ze gebrauche war, oder ob mer carrément eng aner Approche gaange sinn. Ech kommen am Detail nach dorobber zréck. An hu mer och, dat war eppes, wat mer opgefall ass, wéi ech ugefaangen hunn als Operatiounschef ugangs 2009, dass mer opgefall ass, dass déi operativ Virgäng am Haus zwar deelweis geregelt waren, an ech awer fonnt hunn, dass se

net genuch geregelt waren.

Ech sinn aus engem Ëmfeld komm - 2009 NATO - extrem geregelt, gutt geregelt, fir an en Ëmfeld ze kommen, wat manner geregelt war. An ech hu relativ séier mech iwwerzeege gelooss a sinn zu der Konklusioun komm, dass mer en neit Gesetz brauchen, wat déi ganz operativ Virgäng propper a kloer regelt. An ech hu gesinn, dass eis éischt Kommunikatioun, eis éischt Note zu deem Sujet am Juni 2009 do geschriwwe ginn ass. Do hu mer intensiv och dru geschafft. Ech huelen un, dass mer och do nach drop zréckkommen.

Voilà, ech mengen, dat geet als eng, als eng Intervention liminaire emol duer. An ech sinn natierlech da bereet fir Är Froen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, Merci. Wéi gesot, dat hei ass dee méi allgemengen Deel, wou awer sécherlech eng Rei vu Froen och da kommen. Ech géif just bieden d'Kolleegen, wa se Froe stellen, et och ze berücksichtegen, dass mer herno am Detail nach eng Kéier op déi ganz Dateverschaffung ze schwätze komme respektiv op déi eenzel Méthodes opératoires ze schwätze kommen. Mä allgemeng iwwert de Fonctionnement, d'Strukturen, mengen ech, gëtt dat do eis eng Rei vun Informatiounen, mä awer et wären awer natierlech och eng Rei vu Froen.
Ech wëll eng unhänken, da ginn ech de Kolleege gären d'Wuert. Dir hutt insistéiert, dass dee Volet vun de Sécherheetscertificatiounen, dass dat u sech getrennt ass am Service, dass do u sech net déi geheimdéngschtlech Branche eigentlech do interferéiert.

Ass dat esou ze verstoen, dass, wann also op deene Certificatiounen do geschafft gëtt, dass dann och vun deene Leit kee Réckgréff gemaach gëtt op Informatiounen, déi d'Branche vum Geheimdéngscht vläicht huet?

Ass dat am Service selwer esou kloer getrennt an och garantéiert, dass dat zwou verschidde Welte sinn an engem Service? Do meng prezis Fro dozou.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass eng gutt Fro, Här President. Éischtens, wéi gesot, déi zwou Branchë si getrennt, well déi zwee Gesetzer getrennt sinn, well déi zwou Aarbechte grondverschidde sinn, aner Bases juridiques hunn. Mä et kann awer sinn, dass am Kader vun enger Enquête de sécurité, do hunn déi Leit

vun der ANS, wa si Enquêtë maachen, hunn Accès zu engem Interface vun der Banque de données vum Renseignement. Dat heescht, si kënnen en Numm do checken an erausfannen, do ass eppes do. Mä si wëssen net, wat do ass. A si mussen dann iwwert d'Voie hiérarchique nofroen a justifizéieren, firwat se dat brauchen, an da gëtt erëm eng Kéier iwwert d'Voie hiérarchique, also déi intern Voie hiérarchique wuelverstanen, gëtt dann, d'Branche Renseignement beschreift da sommairement, firwat déi Persoun an der Banque de données vum Renseignement ass.

Do gi keng Detailer da viruginn. Et gëtt just gesot, ënner wat fir enger Rubrik déi Persoun an der Banque de données ass. An da muss den Enquêteur dovunner dann déi Konklusioun zéien a senger Enquête, déi muss gezu ginn. Dat heescht getrennte Banques de données, getrennten Enquêten. Mä et ass jo awer normal, dass mer eng…

(Interruption)

…Enquête de sécurité hunn. A wann esou Informatiounen do sinn, dass een dat muss kënnen erausfannen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Jo, François Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech hunn dräi méi allgemeng Froen, well ech mengen, op den Detail...

Une voix.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).-…*komme mer jo nach zréck. Déi éischt ass, Dir hutt eis beschriwwen, wéi vill Notë respektiv Rapporten oder wat fir eng Rapporten, datt Der maacht, esou gutt un d'Ministèrë wéi och un de Statsminister. An ech mengen, et ass jo fir eis och wichteg an där Diskussioun hei, fir kënnen erauszefannen, wéi d'Situatioun - am Detail erauszefannen -, wéi d'Situatioun haut ass an och awer wéi se war virdrun. Also, dat heescht: Wat huet changéiert ënnert Ärer Situatioun do?

Meng éischt Fro vun Noten a Rapporten, déi Der gemaach hutt u Ministèren oder un de Statsminister, dee monatleche Rapport un de Statsminister: Ass et dat och scho gi virdrun oder ass dat eréischt bei Iech agefouert ginn? Dat wär emol déi éischt Fro.

Ech ka se elo soen. Solle mer se eenzel huelen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, fro vläicht déi dräi, wann s de wëlls…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bon, déi zweet Fro betrëfft, Dir hutt relativ vill insistéiert, datt Der eng Instruction de service iwwert d'Méthode de travail agefouert hutt, wéi Dir komm sidd. Do ass et, mengen ech, fir eis extrem wichteg, erausfannen, wat wierklech am Detail anescht virdru war par rapport zu deem, wat elo ënnert Ärer, ënnert Ärer Zäit geschitt ass, well ech mengen, do geet et jo wierklech ëm d'Aarbecht um Terrain vum Service.

A mech géif wierklech interesséieren, war zum Beispill virdrun, Dir sot, et ass keng esou eng Instruction de service eigentlech ginn iwwert d'Méthode de travail. Wéi huet dat da fonctionnéiert? Konnt do jiddwereen am Service e bëssen, e bëssen, wéi e Loscht hat, enquêtéiere goen dobaussen oder ass et iwwerhaapt… Souwisou, et ass guer keng Guideline virdru ginn.

An déi drëtt Fro, dat ass de Recrutement. Ech fannen dat gutt. Dir sot, et géing elo iwwert de Jury fueren. An dat schéngt mer vun der Methodik hier wierklech ganz gutt ze sinn, fir esou ze fueren. Wéi war de Recrutement och do virdrun? Ech mengen, dat gëtt och fir eis wichteg an der zukünfteger Diskussioun hei bei anere Punkten, datt mer emol kënnen novollzéien: Wéi sinn déi eenzel Leit, déi am Service geschafft hunn - ënner Iech, elo wësse mer jo, wéi se recrutéiert ginn -, mä wéi si se virdru recrutéiert ginn? Wat war den Ënnerscheed genau?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà! Ech mengen, Dir kënnt op déi doten dräi Froen direkt äntwerten. Ech wollt just nach bäifügen a rappeléieren, wat mer eigentlech an enger Diskussioun, déi mer an enger Sitzung à huis clos mat Iech haten, scho gesot hunn, dass mer natierlech als Commission d'Enquête insistéieren, dass mer déi Instruction de service kréien, dass mer déi Texter kréien, sief et, déi elo en vigueur sinn, respektiv déi aner Instruktiounen, déi eben an den Archiven ze fanne sinn, fir dass mer eis do och kënnen eng konkret Meenung iwwert d'Regelung vun deem Verwaltungsoflaf maachen.

Voilà! Elo vläicht Äntwerten op d'Froe vum Här Bausch. An dann hunn ech schonn déi

nächst Wuertmeldung.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gutt. Rapport mensuel. Also, et si viru menger Zäit, d'Zäit vu mengem Virgänger, och schonn Notë geschriwwe ginn un de Statsminister an och un eng Rei aner Ministeren. Ouni mech elo wëllen ze vergläichen, an de Statistike waren et der manner. Mir hunn och probéiert déi Noten, déi mer schreiwen, an hirer Mise en page, an hirer Form ze standardiséieren, dass se ëmmer d'selwecht ausgesinn. An, wéi gesot, mer hunn dat alles systematiséiert.

De Rapport mensuel, dee Rapport, dee mer all Mount un de Statsminister schreiwen, ass et an där Form, wéi mer en haut maachen, net ginn. D'Iddi geet drop zréck, dass, wéi ech genannt gi sinn, de Statsminister mer ganz kloer gesot huet, dass e gär hätt, dass déi do Saache sech änneren, an dass e gär regelméisseg an iergendenger Form informéiert gëtt iwwert dat, wat mer esou an deenen Opérations courantes maachen. Doropshin hu mer déi do Method geholl, déi do Approche geholl, an esou e Produkt ausgeschafft, wou mer all Mount da rapportéieren, wat mer amgaange sinn ze maachen.

En ass, wéi ech fannen, detailléiert, well et sinn d'Nimm dra vun de Persounen, déi mer observéieren, oder déi Entitéiten, déi mer observéieren. Et ass gewéinlech ëmmer een Deel, wou déi verschidden Thematiken, déi mer chargéiert sinn ze observéieren, also déi Missiounen, déi am Artikel 2 drastinn. En zweeten Deel iwwert dat, wat mir international maachen, an en drëtten Deel, déi Kontakter, déi mer hu mat anere Ministèren. Souwäit dozou.

D'Instruction de service, déi mir geschriwwen hunn. An där Zäit virdru sinn et Instruktioune ginn. Et sinn der eng ganz Rei ginn. Dat heescht, all Virgang, all identifiabele Virgang ass duerch eng Instruction de service - wéi nennt een dat? - befaasst ginn.

Ech hunn awer fonnt... Also, et war eppes do. Ech hu fonnt, dass een dat vläicht sollt an engem eenzelnen Dokument alles zentraliséieren, dass een ee Support huet. Ech hu fonnt, dass déi Instruktiounen, déi do waren, fir déi eng vläicht awer e bëssen - wéi soll ech soen? - déplacéiert waren, net méi à jour waren - loosse mer et esou soen -, fir déi aner vläicht net prezis genuch gefaasst.

An drëttens hunn ech fonnt, dass deen operative Virgang: Wéi gi mer op den Terrain?

Wien autoriséiert et? Wat gi mer maachen?... Do sinn et och Saache ginn, hunn ech awer fonnt - an dat war meng perséinlech Appréciatioun -, net prezis genuch. Dat, wat bis dohinner nach net do war, an dat ass déi Fro, déi ech permanent gestallt kritt hunn am Ufank, wéi ech Operatiounschef war: Däerfe mer dat, däerfe mer dat? Also d'Methodik, dat war virdrun nach net verfaasst, an do hu mer da probéiert an der Instruction de service dat ze definéieren, fir dat eben ze kontrolléieren.

Éischtens, dass alleguerten déi operativ Virgäng ganz kloer am Kader vum Artikel 2 sinn, dass d'Leit wëssen, wat se maachen, wéi se et froen, an dass och eng Kontroll hiérarchique iwwert déi Virgäng ass. Mä dorobber komme mer zréck. Sou eng Instruction de service huet natierlech eng Valeur juridique, déi ganz relativ ass. Mir brauchen e Gesetz. Ech kommen herno nach drop zréck. Mä dat, wat ech konnt maachen als Chef d'administration mat där relativer Autoritéit, déi ech hunn - ech kann en fait jo nëmmen d'Behuele vun de Leit, déi an där Administratioun schaffen, kontrolléieren oder virschreiwen -, dat hu mer doduerjer gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Vläicht dozou eng Tëschefro. Déi Instructions de service, et sinn der vum Direkter oder sinn déi contresignéiert vum Minister? Dat heescht, wéi sinn déi zustane komm?

Nach eng Kéier, Dir hutt gesot virdrun, de Statsminister hätt gesot, dass sech eppes sollt änneren. A wat fir eng Hisiicht sollt et sech änneren? Wat ass schlecht gelaf? Wat sollt sech änneren? Sollt sech änneren, dass en net genuch regelméisseg informéiert ginn ass? Also, wat war genau de Problem, deen e gemengt huet deemools festzestellen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, vläicht nach do derbäi: Dir sot, et feelt d'gesetzlech Basis, well d'Instruction de service, wéi Der zu Recht sot, jo keng juristesch Basis huet: Ass och insistéiert ginn oder hutt Dir insistéiert - loosse mer esou soen -, datt um politeschen Niveau déi gesetzlech Basis misst schnellstens kommen? An hu Der dat gemaach zu deem Zäitpunkt och?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech beäntwerte vläicht déi do Fro, Här Bausch, well ech war elo op där Lancée. Wéi gesot, ech hunn den 3. Juni 2009 mam deemolegen Directeur adjoint, wat jo deemools de Jurist war, eng Note geschriwwen, déi och dann du vu mengem Virgänger ënnerschriwwe ginn ass, wou mer

feststellen, firwat d'Gesetz vun 2004 net méi duergeet.

Ech mengen trotzdeem - ech komme vläicht herno nach eng Kéier dorobber zréck -, dass an deem Gesetz vun 2004 eng Rei Saachen dra sinn an eng gewëssen Autoritéit dran ass - ech kommen drop zréck -, mä awer haut net méi duergeet. Mir hunn dat dann analyséiert. Mir hunn och eng Rei aner Gesetzer gekuckt, wou mir geduecht hunn, déi missten adaptéiert ginn. An esou dass mer, wéi gesot, den 3. Juni 2009 schonn e Bréif geschriwwen hunn, wou mer soen: „Mir brauchen onbedéngt en neit Gesetz, wou mer d'Methodik regelen."

Sou dass effektiv déi Instruction de service vu Valeur juridique ganz, ganz, ganz relativ ass. Mä als Chef d'administration hunn ech jo net de Pouvoir e Gesetz ze maachen oder en Décret oder en Arrêté ze schreiwen. Ech hunn dat gemaach, wat ech elo emol ka maachen aus menger Autoritéit.

Wéi gesot, dat ass e Fascicule, deen ech dann als Direkter ënnerschriwwen hunn. Mä där Saache sinn et och ginn, allerdéngs relativ al. Souwäit ech elo ka reconstituéieren an eisen Archiven, mir sinn awer nach net fäerdeg dat nozekucken… Souwäit ech mech kann erënneren, ass déi lescht Direktiv am Sënn vun deem operative Beräich, kontrolléieren a sans Préjudice vun deem, wat mer eventuell fannen, méi rezent vu `77, an der Form, mengen ech, vun engem Arrêté ministériel klassifizéiert, wou op e puer Säite relativ generell beschriwwe gëtt, wat mer däerfe maachen, wéi mer et solle maachen a wat muss dem Minister rapportéiert ginn. Sou dass et eppes ginn ass, mä, wéi gesot, awer schonn trotzdeem relativ al. Et kéint awer sinn - ech kucken dat -, ob nach méi rezent Saachen do sinn.

Elo hunn ech awer eng Fro vergiess.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-.-* Ech hu se gestallt. Dir hutt zréckgegraff op de Statsminister. Dir hutt gesot, et ass ëm d'Rapports mensuels gaangen. Ech mengen, do hunn ech gesot, et wär eng Propositioun vun Iech, déi wär am Rapport mensuel gewiescht, mä awer als Ausgangsbasis wär am Fong eng Ausso vum Statsminister gewiescht, dee gesot hätt dee Moment, wéi Dir a Fonctioun komm sidd, dass e gär hätt, dass sech eppes sollt änneren.

Wat war prezis d'Kritik vum Statsminister? Wat sollt sech änneren? An der Informatioun oder wat? Wat war eigentlech den Ulass derfir?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, an deem Gespréich, wat ech mam Statsminister hat, dat war eng Réunioun ganz am Ufang, wéi ech ugefaangen hunn, huet hie just zu mir gesot, en huet mer eng Rei Direktive ginn, wat e gär hätt, wat mer elo solle maachen. All neien Direkter ass jo och ëmmer eng nei Opportunitéit. En huet mir awer elo net am Detail gesot, wat him elo net gefall huet oder wat hie critiquabel fonnt huet. Ech mengen, dat wier eppes, wou een hien da misst perséinlech froen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou komme mer nach.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Op alle Fall, meng Direktiv war eng Form ze fannen, an där een dat systematesch, regelméisseg mécht. An dat war nun eben déi Form vum Rapport mensuel, dee mer natierlech och all Mount esou maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Elo hutt Der eng ganz Rei vu Kolleegen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et feelt nach eng Fro.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass nach d'Fro net beäntwert vun der Astellungsprozedur.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vun der Astellungsprozedur. Pardon. Bon, vun der Astellungsprozedur, fréier war et esou, ganz fréier war et schonn esou, ech mengen, dat ass historesch gewuess, fréier sinn d'Leit agestallt ginn op, wéi soll ech soen, op Recommandatiounen, loosse mer emol soen. Déi Saache sinn ëmmer diskret gehale ginn, well ee jo net wosst, dass et gewosst ass, wien da schlussendlech alles am SRE schafft, esou dass d'Leit, wéi soll ech soen, recommandéiert gi sinn oder awer, dass mer gekuckt hunn, wat da genau de Profil ass, dee mer sichen. An dann ass gekuckt ginn, a wat fir engem Ministère kënne mer dat siche

A 74?

goen, wou wieren eventuell esou Spezialisatiounen, wou wieren eventuell esou Talenter? Dat heescht, mir sinn op d'Leit duergaangen a mir hu se gefrot a mir hunn e Gespréich mat hinne gefouert.

Mir hu fonnt, ech awer net eleng, och Mataarbechter hu fonnt, dass dee System en fait Limiten huet an deem Sënn, dass ee kengem an de Bauch gesäit an dass een awer trotzdeem misst e bësselchen d'Leit héieren a se e bësselchen testen. An dass een dat och objektiv sollt maachen. Do si mer dann op déi Iddi komm - mir hunn déi Iddi vläicht anzwousch aneschters awer ofgekuckt, mä op alle Fall huet se sech elo valoriséiert -, dass een eng Rei Kandidate komme léisst, deene Kandidate méi oder wéineger déiselwecht Froe stellt, se duerno evaluéiert an dann déi dräi, déi engem wierklech als wierklech gutt geschéngt hunn, nach eng Kéier komme léisst, fir dann nach e méi intensiivt perséinlecht Gespréich ze féieren.

Bon, et gesäit een de Leit ni an de Kapp, och net duerch esou Entretienen. Mä ech mengen awer, dass déi Leit, déi mer elo recrutéiert hu mat deem dote System, awer bis elo mer nach keng schlecht Iwwerraschung erlieft hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir sot, Embauche sur recommandation. Kënnt Der dat just nach preziséieren, wéi dat ofgelaf ass?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah, jo. Ech hu wahrscheinlech dat falscht Wuert gebraucht. Also Recommandatioun heescht einfach, soit sinn et emol Leit ginn, déi fréier engem Aarbechtskolleeg, deen am Déngscht war, dee gesot huet, ma deen do, dee schéngt interessant, dee kéint interessant si fir Iech oder esou. Mä ganz kloer, an ech mengen, dat ass wahrscheinlech de Sënn vun Ärer Fro, ganz kloer keng Recommandation politique.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Elo hu mer hei eng ganz Rëtsch Wuertmeldungen, déi Häre Lux, Bettel, Fayot, Urbany a Gibéryen. Mir géifen emol beim Här Lux ufänken.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- De President huet schonn drop higewisen, dass mer no der Sëtzung vun der leschter Woch e bëssen och an der Fro vun dem Fonctionnement vum SREL e bëssen déiselwecht Feststellung maache wéi bei den Datebanken. Esou eng, ech

wëll et emol fein ausdrécken, eng schwaach Gouvernance an der Aart a Weis an an de Regelen, an den Instruktiounen, wéi et ofleeft. Duerfir hätt ech zwou Prezisiounen nach gären, wat de Fonctionnement ubelaangt.

Dir hutt gesot, et gouf Regelen, awer et gouf der net genuch oder si waren net prezis genuch. An der Fro vun de Relatiounen tëschent dem SREL an de Ministèren, an haaptsächlech dem Statsministère, der Fro, wien Informatioune bei Iech ugefrot huet a wéi Dir se erëm weiderginn hutt: Gouf et an där Prozedur och prezis Regelen oder ass dat einfach au coup par coup gaangen? Huet e Minister Iech ugeruff a gesot, ech bräicht zu deem an deem Sujet iergendeng Informatioun oder gouf et do och eng prezis schréftlech Regel, wéi Informatioune konnten ugefrot ginn? A wann Der Informatiounen hat, wéi se erëm zréck bei den Demandeur gaange sinn? Dat ass déi eng Saach.

An déi zweet ass déi, déi direkt Relatioun, déi Der hat. Dir hutt de Statsminister gesinn, öfters gesinn. Meng Fro ass: Wéi ass do den Oflaf gewiescht? Waren dat Entrevuen, déi Der eleng mat him hat? Sinn doriwwer Procès-verbaux gemaach ginn? Dat heescht, och do gouf et eng Regel, eng Gouvernance, wéi dat ofgelaf ass, oder huet och dat au coup par coup fonctionnéiert? An aus Ärem Wësse vu virdrun, géif mech virun allem interesséieren: Si bei Iech d'Relatioune mam Statsminister alleguerten iwwer Iech gelaf, ausschliesslech an integral iwwer Iech? An ass Iech gewosst, dass et an der Vergaangenheet bei Ärem Virgänger och Relatiounen tëschent dem SREL an dem Statsminister gouf, déi op engem Niveau ënnert dem Direkter gelaf sinn an ouni den Direkter gelaf sinn? Och déi Informatioun géif mech interesséieren.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also zu der institutioneller Relatioun tëschent dem Service a sengem Ministère de tutelle ginn et effektiv, dat hu mer elo an den Archiven erëmfonnt, eng Rei Direktiven, Bréifaustausch tëschent dem, wéi soll ech soen, jeeweilege Statsminister an Direkter, wou en dann dem Direkter seet, ech wëll wëssen, déi wichteg Informatioune wëll ech gewuer ginn.

Et kann een och novollzéien aus den Archiven, dass den Direkter regelméisseg dem Minister geschriwwen huet, dann, wann e wierklech der Meenung war, hei ass e Problem, wou ech onbedéngt muss de Minister domat saiséieren. Mä et ass awer éischter esou mat Échanges de lettres gaangen tëschent dem Ministère de tutelle an dem Service.

Ech muss éierlech soen, dass ech elo déi - ech hu virdru vun engem Arrêté ministeriel vu 1977 geschwat, deen eis eng Rei operativ Methode festleet - ech muss éierlech elo soen, dass ech elo net méi am Detail am Kapp hunn, ob do net och en Artikel war, dee seet, wéi de Service vis-à-vis vum Ministère de tutelle ze rapportéieren huet. Mä et ginn eng Rei Bréiwer, déi kann ee sech ukucken, wéi déi eenzel Ministeren hirem Déngscht gesot hunn, wéi se solle rapportéieren.

Elo dat, wat ech maachen, dass ech ganz vill schrëftlech mam Statsministère verkéieren. Wéi gesot, déi Noten, déi mer schreiwen, wa mer eng Informatioun hunn, wou mer mengen, dass se wichteg ass, dass de Statsminister se soll wëssen, schreiwe mer. Oder wa mer verschidden Autorisatioune froen, maache mer dat och schrëftlech.

Zu der perséinlecher Bezéiung. Ech gesinn de Statsminister regelméisseg. Wann ech eppes hunn, wat wichteg ass, wou ech gäre mam Statsminister doriwwer schwätzen, froen ech, en ze gesinn. Dat geschitt och, ausser wann en natierlech am Ausland ënnerwee ass, geschitt dat séier. Ech komme séier bäi. Allerdéngs, wat de Routine Trafic ugeet, loosse mer esou soen, huet de Statsminister eng Vetrauenspersoun am Statsministère chargéiert de Quotidien Business mat mir ze maachen. An dee Kontakt ass och, mengen ech, wierklech - mä ech mengen, och do misst een dem Statsminister seng Appréciatioun froen - wierklech oft, regelméisseg.

Ech gi regelméisseg dohinner. Ech schreiwe regelméisseg an de Ministère. Ech kann et elo net quantifizéiere mat Noten an esou, mä dat alles kann een nokucken. Esou dass ech mengen, dass d'Kommunikatioun, déi perséinlech Kommunikatioun tëschent mir a mengem Ministère de tutelle sech awer, wéi soll ech soen, éischtens emol systematiséiert huet an och intensifiéiert huet.

Bon, zu der Relatioun tëschent dem Statsminister a mengem Virgänger ass et fir mech extrem schwéier e Jugement ze maachen. Ech war net do. An dat si Saachen, mengen ech, déi een déi Betreffend misst froen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat kann een duerno maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat kënnt Der selbstverständlech, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wollt froen, hat Der och oder hutt Der och mat anere Ministere Kontakter? An, wa jo, zu wat fir enge Froen? Ech wëll nëmmen zwee Ministèren nennen, den Ekonomiesministère an de Kultusministère.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also mat deenen zwee Ministeren hu mer en Aarbechtsverhältnis. Dat heescht et ginn eng Rei Ministèren, mat deene mer Noten échangéieren. Dat heescht, wa mir Informatiounen hunn, wou mer mengen, dass et déi Ministèren interesséiert, schreiwe mer hinne se. Mä dat ass awer nëmmen e Schrëftverkéier, wou mer se informéieren iwwer, loosse mer emol soen, Evaluatiounen, déi mir maachen.

Dass ech perséinlech dohinner ginn... ech weess, dass ech eng Kéier bei ee vun deene Ministere war, wou mer proposéiert haten, hinnen eng detailléiert Presentatioun ze maachen iwwer verschidde Feststellungen, déi mir gemaach hunn an eiser Aarbecht. Mä dat war awer och eng Aarbechtssitzung. Mä awer soss, e regelméissegt Gesinn, Treffen am Sënn, wéi ech dat elo beschriwwen hu mat mengem Minister, gëtt et net.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä wéi passt dat dann an Är Missioun eran? Zum Beispill de Kultusminister oder den Ekonomiesminister? Also, wann ech d'Gesetz kucke vun 2004, fannen ech näischt doriwwer. Ech fanne vill iwwer Sécurité extérieure de l'État, Ingérence vun anere Staten, Terrorismus, Proliferatioun vun nukleare Waffen an esou weider. Dat heescht eigentlech eppes, wat éischter mat der Sécurité extérieure vum Stat ze dinn huet. Firwat dann déi Relatioune mam Ekonomiesminister a mam Kultusminister?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dir hutt mer d'Fro gestallt vum Kultusminister. Ech denken natierlech do direkt un en Numm vum Minister. Mä dee Minister huet eng Rei Portefeuillen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech mengen den Här Biltgen, deen dat de Moment ass, natierlech.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Soudass mir dee Minister... Ech wëll elo hei net an den Detail goen, wat mer genee vun Informatiounen do hin an hier schécken. Ech maachen eng Klammer op, Här President: Wa mer iwwer detailoperativ Saache virginn, bieden ech ëm d'Verständnis vun Ärer Kommissioun.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä ech wëll déi net wëssen.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Okay.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hu gefrot: Wat ass d'Missioun?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Okay.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Missioun, an där Der do dee Meenungsaustausch hutt mat deene Ministeren, opgrond vu wat fir engem Artikel vum Gesetz?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vum Kultusminister hu mer keng direkt Kompetenz. Wann ech soen, de Kultusminister, denken ech un den Här Biltgen, dee jo eng ganz Rei Kapen ophuet.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Persoun, déi de Moment de Kultus ënnert sech huet.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wat awer net wëllt heeschen, dass wa mer deem Minister schreiwen, datt mer deem Minister schreiwen a senger Capacitéit vum Kultusminister. Justice.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä ech mengen, ech hu scho vu Kultusminister geschwat. Net als Justizminister, dat ass jo eng aner Relatioun.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn am Kultusminister an an de Cultes hu mir absolut keng Kompetenz, soudass mer déi Informatiounen, déi mer géifen dohinner schécken, deem Minister schécken, dem Här Biltgen, éischter a senger Qualitéit als Justiceminister, net als Kultusminister. Esou Informatioune siche mer net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci. Den Här Lux wëllt nach nohaken.

Ech wëll och nach... Ech wëll awer och hei bemierken, dass mer dat alles net vergiessen. Dir hutt geschwat vun deene schréftlechen Instruktiounen, déi jeeweils d'Statsministere

ginn hunn un d'Chefe vum SREL. Ech mengen, et wier natierlech wichteg, a mir wäerten och insistéieren, dass mer zumindest en Abléck och an déi dote Schrëftstécker kréien. An och selbstverständlech den Arrêté ministériel vun '77, mä och all déi aner Korrespondenz, wa se déi allgemeng Relatioune betrëfft, mengen ech, ass wichteg fir déi ze huelen.

Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Just fir nozefroen. Ech hu gutt verstanen, dass haut d'Relatiounen tëschent dem Service an dem Statsminister an der direkter Relatioun just iwwert lech lafen, just iwwert den Direkter.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah jo, hat ech virdru gesot.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Do sidd Dir lech sécher iwwer wéi et virdru war, kéint Der eppes, mä Dir loosst léiwer gären aner Leit eppes doriwwer soen. Hunn ech dat esou verstan?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Wéi d'Situatioun war wéi..., viru menger Zäit, ass fir mech duebel schwéier, well ech viru menger Zäit als Direkter zwar effektiv ee Joer am Haus war, mä virdru guer näischt mam Haus ze dinn hat. Ech war guer net do. Ech souz zu Capellen op der NAMSA, soudass ech wierklech keen Témoin direct si vun den Evenementer, déi deemools am Haus waren. Soudass et fir mech wierklech schwéier ass ze jugéieren an op Rumeuren a Racontaren ze goen, an dat wëllen ze interpretéieren, mengen ech, wier onfair vu menger Säit. Ech war keen direkten Témoin vun deenen Evenementer.

Duerfir meng Preferenz ze soen, et misst een dann den direkten Témoinen déi Froe stellen.

Wiem sinn ech... Jo, elo. Bon, de Statsminister an ech: Wéi ech ugefaangen hunn, hu mer ofgemaach, dass ech déi Persoun sinn, deen hie wëllt gesinn, wann en eppes vu Froen huet oder wann e wëllt wëssen, wat mer amgaange sinn ze maachen. Soudass ech fir de Moment déi eenzeg Persoun sinn aus dem Service, dee mam Statsminister schwätzt. Mat der Reserv, wéi ech virdru gesot hunn, dass fir de quotidiene Business de Statsminister eng Vertrauenspersoun a seng Équipe genannt huet, mat deem ech den daagdeeglechen

Trafic, loosse mer soen, beschwätzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Zënter wéini fonctionnéiert dat lescht, deen héije Beamten am Ministère, deen elo Ären direkten Usproochpartner ass?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, op alle Fall säit ech elo do sinn, wéi gesot, fueren ech regelméisseg mat där Persoun, mä souwäit ech weess, ass et dat awer och virdru ginn. Dat heescht, och déi Persoun war virdru responsabel fir d'Relatioun mam Haus.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Ech hunn zwou Froen un den Här Direkter. Déi éischt Fro ass, Dir hutt et jo virdru gesot, den Artikel 4 ass jo vum Gesetz vun 2004, gesäit jo vir, dass de Règlement grand-ducal, deen normalerweis misst kucken, wéi den Traitement, also ech zitéieren: «le traitement pour le service du renseignement des informations collectées dans le cadre de sa mission est mis en œuvre par voie de de règlement grand-ducal ».

Dee Règlement grand-ducal ass jo nach ëmmer net geholl ginn, dass mer eis eens sinn. Dat heescht, et ass jo awer den Haaptkär vun Ärer Aarbecht, fir jo den Traitement vun deenen Informatiounen, wéi déi traitéiert ginn.

Dir hutt virdru gesot, Dir hutt Notes de service gemaach, déi hu keng Base légale. Am Fong konnt jiddweree bei lech am Haus maache wat e wollt, a wann e sech net dru gehal hätt, dann hätt Dir kënnen eng Affaire disciplinaire maachen, well en Är Note net respektéiert huet.

Dir sidd jo 2009 komm. Dir hutt gesot, 2009 wier ugefaang gi mat schaffen, dat heescht vun 2004, an den Text ass jo scho vu virdrun, den Text huet jo missen déposéiert ginn. En ass jo... Dësen Text ass jo bei eis gestëmmt ginn 2004, mä den Text, dee wäert jo da schonn 2003 am Ministère preparéiert gi sinn, dat heescht vun 2003 bis haut, dat heescht an zéng Joer, huet nach ëmmer keen am Ministère d'État et fäerdeg bruecht, de Règlement grand-ducal zesummenzefaassen. Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro ass: Et ass an där Zäit, wou Der elo Direkter sidd, oder virdrun als Chef des opérations, hutt Dir matkritt, dass an den anere Servicer en Direkter heiansdo changéiert ginn ass oder eng Suspensioun kritt huet? D'Relatioune lafe jo normalerweis tëschent..., bei Iech... Är Agenten hu jo Kontakt mat engem aneren Agent. Et ass jo rar, dass den Direkter direkt dem Direkter urifft, mä en huet éischter seng Kontaktpersoun.

Déi Ausso vum Statsminister, dass wann de fréieren Direkter suspendéiert gi wier, mir automatesch keng Informatioune méi kritt hätten, ass dat eppes, wat plausibel ass? Ass schonn am Ausland esou eppes geschitt? Ass dat dann du coup direkt een Divorce mat de Services de renseignement luxembourgeois?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ganz direkt Froen.

Dateschutz. Ech mengen, do si mer einfach... Et ass kloer, mir sinn do am défaut. Mir hunn - allerdéngs, mengen ech, awer och net ganz - 2004... E Gesetz chargéiert eis jo mat enger Missioun.

Den Artikel 2 ass jo do awer explizit an e seet, d'Missioun... Ech hunn elo..., ech kann en elo net zitéieren, mä d'Missioun ass awer ganz kloer, dass mer chargéiert ginn, Informatiounen ze sammelen, ze traitéieren, ze evoluéieren a virunzeginn.

Ech mengen och, dass een awer am Artikel 4 ka liesen, dass do awer de Prinzip op d'mannst awer approuvéiert ass, dass mer däerfen Donnéeën nosiche goen. Déi Aart a Weis, wéi mer se dann hätten..., de traitéierende Liewenslaf vun deenen Donnéeë bei eis am Haus, doriwwer kann een diskutéieren.

Fait ass awer, mengen ech, dass déi Donnéeën, déi mer saiséieren, an dofir hu mer awer gesuergt, op d'mannst an där Instruction de service, dass déi Donnéeën natierlech nëmmen dann däerfe saiséiert ginn an an eis Banque de données eragoen, oder eran däerfe goen, pardon, wa se nécessaire à la finalité sinn; nécessaire à la finalité heescht eben d'Missioun, den Artikel 2, Geheimdéngschtgesetz.

Déi Garantie hu mer. Déi Regel hu mer eis ginn, intern, allerdéngs net duerch e

Règlement grand-ducal. Mer hu se awer intern ginn.

Zweetens hu mer och den Accès vun de Leit un déi Banques de données, un eis Banque de données, mä awer och un déi Banques de données dobaussen, hu mer och limitéiert an d'Leit musse sech an déi Banques de données eraloggen.

Dir hutt allerdéngs Recht, Här Bettel, dass dee Règlement grand-ducal nach ëmmer net do ass. Et ass kuerz eng Tentative ginn 2006 fir e Projet, allerdéngs do virdrun och schonn. Et ass... 1991 ass op der Basis vum 79er Dateschutzgesetz och schonn e Projet, en Avant-projet, e Projet de règlement grand-ducal ausgeschafft ginn. 2006 - awer do gesäit een net, wou dat gëendegt huet - ass och schonn dorunner geschafft ginn, a mir hunn och elo, säit ech elo do sinn, op d'mannst datt ech Direkter sinn, wou ech dann d'Autoritéit hunn, fir ze décidéieren, hu mer och en Avant-projet de règlement grand-ducal geschriwwen.

Och do stécht ganz vill Aarbecht dran. Wou ech da kann elo hei profitéiere kuerz, fir déi Aarbecht ze beschreiwen, Här President.

Mir hunn eis déi Matière appropriéiert. Mir hunn och probéiert eis beroden ze loosse vun deene Lëtzebuerger Dateschutzautoritéiten, déi jo ganz vill Erfahrung hunn an déi och dofir do sinn, eis do e bësselchen ze beroden. Dat war net ëmmer einfach.

Mir hunn och dunn mat spezialiséierten Affekoten-Étuden déi Matière studéiert. Mir hu mat eise Partner doriwwer geschwat, wéi dat bei hinnen organiséiert ass, souwuel intern wéi och legislativ, an aus deene ganzen Hausaufgaben ass schlussendlech en Text entstan, dee vun eis aus elo fäerdeg ass. Ech ginn dervun aus, dass de Statsministère awer nach do eng Rei Saache wëllt änneren, preziséieren. Dat ass da seng Responsabilitéit.

Souwäit zum Dateschutz. D'Relatioun mat deenen anere Servicer ass ënner Déngschter och relativ staark codifizéiert, loosse mer mol esou soen, do ginn et ganz strikt Regelen. Fir elo net ze vill an den Detail ze goen iwwert d'Innenliewe(n).....vun den Déngschter gëtt et, loosse mer esou soen: Kontaktpersounen, Liaisounpersounen, an nëmmen iwwert déi lafen d'Kontakter. D'Leit ënner sech hu keng Kontakter.

De Kontakt tëschent den Direkteren ass extrem wichteg, well d'Mataarbechter an den

Haiser wëssen, dass, wann een Direkter „kann“ mat engem aneren Direkter, d'Kooperatioun besser geet; wann een Direkter mat engem aneren Direkter net „kann“, spigelt dat sech am Haus och of. Sou dass dee perséinleche Kontakt tëschent den Direktere vu jeehier, dass et d'Déngschter gëtt, extrem gefleegt ass. Do gëtt et regelméisseg Réuniounen, wou dee sozialen Aspect extrem wichteg ass: dass d'Leit sech kenneléieren, dass d'Leit sech vertraue léieren!

Sou dass de Kontakt tëschent den Direkteren, mat aneren Direkteren, och dat stellen ech haut fest: Mir hunn all Joer - fir elo net ze vill an den Detail ze goen -, all Joer hu mer eng gutt hallef Dose Réuniounen, wou mer eis gesinn ënner Direkteren, nëmmen Direkteren - sou dass dat Relationnelt tëschent Direkteren extrem wichteg ass.
Ass e Geheimdéngscht, dee mat Skandaler geplot ass, méi fragil wéi en aneren? Dat ass schwéier ze beuerteelen. Op alle Fall kann ech awer soen, dass, wann esou Saache sinn, d'Déngschter ganz séier wëssen, wat lass ass, sech informéieren, och dofir extra Departementer hunn, déi dat, wat an den Zeitunge steet a wat am Internet esou geschriwwe gëtt, suivéieren. Sou dass ee ganz séier weess: Do ass e Service, deen huet Problemer. An da spiert een eng gewëssen Zréckhalung awer. Well et weess ee jo net, wou déi Informatioun dann..., wat mat der Informatioun gemaach gëtt. Ob dat elo dramatesch wier oder net, ass schwéier ze beuerteelen, mä op alle Fall huet et en Effet.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Fir ze complétéieren: De Fait ass jo, Dir hutt et selwer gesot, wann een Direkter ophält, gëtt séier op eng Kéier erausfonnt firwat. Dat heescht, et konnt ee sech jo denken, dass déi aner Geheimdéngschter séier gewuer gi sinn, dass iergendee Problem zu Lëtzebuerg gewiescht wier, an net, dass den Här Mille fräiwëlleg gaange wier, wann ee jo och d'Geschicht elo kennt. Dat heescht souwisou, dass d'Geschicht komm wier.

Dat heescht: Mengt Dir, dass eng Suspensioun vun engem Beamten - et muss ee jo och... eng Suspensioun ka jo einfach..., et ass jo e Choix vun engem Chef vun enger Administratioun - et dozou bruecht hätt, dass mir keng Renseignementer méi aus dem Ausland kritt hunn, esou wéi de Statsminister et gesot huet, jo oder neen?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass schwéier soen. Ech mengen awer trotzdeem, et hätt en Effet gehat, et wier eng gewëssen Zréckhalung komm.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay, just eng Zréckhalung.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Saach ass jo opgeflunn - ech weess net genau, wéini dat war - 2009 am Fréijoer, ech mengen, relativ kuerz virun de Wahlen, Mäerz, Abrëll, Mee, dorëmmer. Wéi laang ass den Här Mille duerno nach voll funktiounsfäeg am Amt bliwwen? Wann ech richteg informéiert sinn, da war et bis zum Enn vu sengem Préavis, Enn Mäerz 2010. Dat heescht, mir haten en net vertrauenswürdegen Direkter am Amt nach während bal engem Joer nodeem den Här Juncker wousst, dass en ofgelauschtert ginn ass. Mengt Dir net, dat hätt och awer eventuell säin Afloss op d'Kredibilitéit vum Service?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass schwéier soen. Also objektiv war..., effektiv, den Här Mille huet seng Fonctiounen ausgefëllt bis, ech mengen, dat misst esou am Februar 2010 gewiescht sinn, wéi e fortgaangen ass. En huet jo och säin Départ dunn annoncéiert publiquement, ech mengen, am Dezember 2009.

Ob elo dovunner..., also ech kann op alle Fall soen, dass an deem Joer, wou ech do war, 2009 - ech muss lech éierlech soen, dass ech laang net wousst, bis ech selwer mech als Kandidat gemellt hunn, wou ech ugefaangen hunn ze héieren, dass eventuell e Problem gewiescht wier -, dass ech bis dohinner net gemierkt hunn, ech wousst et bis dohinner net an ech hunn en fait och elo net matkritt, dass duerch deen Incident, dee mer jo elo wëssen a kennen, dass doduerjer iergendwéi e Service handicapéiert gewiescht wier oder dass en net richteg fonctionnéiert hätt. Ech hunn dat net gemierkt.

Als Operatiounschef hat ech eben eng Rei Direktiven deemools kritt vu mengem deemolegen Direkter. Déi hunn ech gemaach, déi Aarbechten hu mer virugemaach, mir hu geschafft. Sou dass ech elo perséinlech, a menger perséinlecher Erfahrung net direkt matkritt hunn, dass do elo e Problem gewiescht wier, deen aus där do Situatioun eraus entstanen ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Okay, Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Elo fir do unzehaken: Dat heescht, Dir sot, wéi Dir do geschafft hutt als Chef vun den Operatiounen, dass am Joer 2009 och bei Iech keng Informatiounen, keng Rumeuren zumindest bestanen hu vun där Oflauschteraktioun an dat heescht, vun de Konsequenzen och vläicht dovun?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, wéi gesot, wéi ech do erakomm sinn, am Mäerz 2009, war ech e Friemen an engem Geheimdéngscht. Dat ass am Ufank net ëmmer evident. Et muss ee sech e bëssen awer un déi Saach eruntaaschten. Ech hu meng Marquë misse fannen, jo och meng direkt Mataarbechter misse kenneléieren. Et war och vläicht bei deem engen oder deem aneren eng Enttäuschung, well et hate Leit sech Hoffnung gemaach, deen do Posten ze kréien - Operatiounschef. Bon, ech hunn also missen dat Relationnelt e bësse fleegen, bis ech - entre guillemets - dann awer „akzeptéiert" war. An ech hunn effektiv näischt matkritt, et huet och kee mer gesot, dass do e Problem war!

Ech hu mech dunn, wéi den Här Mille - am Dezember, mengen ech, ass dat jo du public ginn - fortgaangen ass an d'Ausland, relativ séier entscheet, meng Kandidatur ze stellen. An dunn ass mer do op eemol gesot ginn: „Du weess jo awer...? Du hues jo awer schonn héieren...?". An du lues a lues hunn ech do vu Saachen héieren. Bis dohinner wousst ech dat net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, den Här Bausch dozou.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, am Mäerz 2009 sidd Dir an de Service komm?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- 1. Mäerz 2009.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

Dat heescht, Dir sidd net an de Service erageholl ginn en vue scho vun engem Ersetze vun dem Här Mille duerno? Well am Mäerz 2009 wousst de Statsminister jo schonn, datt dee Virgaang geschitt ass, wa meng Erënnerung elo gutt ass. Ech sinn do zwar elo net méi ganz sécher.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, neen. Et war Mee-Juni. Et war Mee, Mee-Juni...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bon enfin, egal! Mä dat heescht, Dir sidd net am Mäerz erageholl ginn, loosse mer emol soen, fir d'Fro un Iech prezis ze stellen - dat anert ass jo och net relevant -, Dir sidd am Mäerz net agestallt ginn au vu vun deem Fait, dass Der duerno sollt souwisou Direkter ginn?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Respektiv, bei der Passation des pouvoirs tëschent Iech an dem Här Mille, do wousst Der awer Bescheed, datt dee Virgaang passéiert war, wéi den Här Mille definitiv fortgaangen ass? Kënnt Der eis just beschreiwen... Et ass jo en Ënnerscheed, ech soen emol, wann een eng normal Passation des pouvoirs mécht, wou en Direkter ersat gëtt, well een a Pensioun geet oder wierklech vu sech aus selwer fortgeet, wéi wann ee geet, well en - vläicht net: muss goen -, awer vläicht gär geet aus engem Grond, dee mer haut kennen. Wéi ass dat dann ofgelaf, wéi ass dee Virgaang vir sech gaangen, déi Passation des pouvoirs?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Op Är éischt Fro, Här Bausch: Also, et ass mir ni gesot ginn, wéi den Här Mille mech op d'NAMSA siche komm ass, huet den Här Mille mir ni ze verstoe ginn, dass e mech géif siche kommen, fir herno eng Kéier Direkter ze ginn. Et ass och an deem éischte Joer, wou ech als Operatiounschef am Haus souz, mir ni ze verstoe ginn, dass ech enger héijerer Carrière vläicht eng Kéier appeléiert gi wier. Ganz kloer: Neen! Also ech hat ni dat Gefill, et ass mer ni gesot ginn...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Ambitioun?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gelift? Nach eng Kéier?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hat Der déi? D'Ambitioun?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Ambitioun? D'Ambitioun - wann ech ganz éierlech sinn, Här Bodry, ech sinn deemools am Ausseministère fortgaange mat enger Tréin am An. Ech hunn am Ausseministère eng ganz flott Aarbecht gemaach. Ech sinn deem Haus, deem Ausseministère ganz vill schëlleg. Sou dass meng heemlech Hoffnung e bësselchen awer war, fir vläicht eng Kéier zréck an deen... Well dat war déi Carrière einfach, déi ech fir mäi perséinleche Liewenslaf mer tracéiert hat, eng Kéier do dann och bis uewen hinner ze kommen - als Ambassadeur, net elo Minister, wuel verstanen!

Mä wéi gesot, an deem éischte Joer, ganz kloer, ass mir ni gesot ginn, dass ech eng Kéier doriwwer..., dass dat d'Ursaach war.

Elo zur Passation des pouvoirs: Also, d'Passation des pouvoirs war u sech och net ganz strukturéiert. Si war, wéi ech vun der NAMSA eriwwergewiesselt sinn an den Déngscht, och net ganz strukturéiert. Ech hat op der NAMSA eng ganz Rei Projeten, wou ech driwwer responsabel war, an ech hunn do missen e bësselche séier déi Dossieren zoumaachen. An därselwechter Zäit hunn ech schonn ugefaangen, mech an Dossieren am Déngscht eranzeschaffen. An esou war et och, et war esou e „fliegender Wechsel" e bësselchen och uganks 2009.

Den Här Mille war jo da schonn engagéiert zu München, hat och da bei der Passation de pouvoirs do schonn eng Rei Rendez-vousen. Ech war jo och net genannt, mengen ech, bis relativ spéit. Also, ech hunn den 1. Mäerz ugefaangen, an ech mengen, ech sinn an där zweeter Halschent Februar, wann net souguer déi lescht Woch Februar - ech ka mech elo net méi genee erënneren - eréischt gewuer ginn: „Et ass un dir." Sou dass déi Passation de pouvoirs och do, loosse mer emol soen, net ganz organiséiert war. Mir hunn eis eng Rei Saachen esou viruginn. An och do huet den Här Mille mer ni gesot, firwat e schlussendlech gaangen ass, oder dass dat do speziell d'Ursaach war firwat. En huet ni driwwer geschwat.

Jo. Ech mengen, ech weess net, ob mer d'Fro beäntwert hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Mä just... Kënnt Der vläicht nach just... De Statsminister, wéi huet deen dat da mat Iech diskutéiert?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Also, ech mengen, de Statsminister, op alle Fall déi Zäit am Ufank, wéi ech Direkter war, déi éischt Gespréicher mam Statsminister waren en fait éischter Diskussiounen, wat mer elo maachen, wéi mer elo virufueren, wéi mer déi Saach elo do uginn, wat ze maachen ass. An ech mengen net, dass mir iwwert den Här Mille geschwat hunn. Ech mengen net, dass mer doriwwer geschwat hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* An der Rei. Spezifesch deen dote Punkt oder méi allgemeng den allgemengen Deel ? Den allgemengen Deel. Also, Dir hutt... De Xavier ass jo e bëssen op d'Datebanke komm. Da komme mir herno nach eng Kéier speziell op d'Datebanken am Detail zréck. Also elo geet et méi ëm allgemeng d'Organisatioun an d'Relatioun mat anere Gremien.

De Ben Fayot ass den Nächsten op menger Lëscht. An dann de Serge Urbany.

M. Ben Fayot *(LSAP).-* Jo, mir si jo bei dem Service de Renseignement am Kader vum sougenannte Verfassungsschutz „Sécurité intérieure". An do géing mech interesséieren, inwiefern dass déi Kooperatioun nom Artikel 3 mat deenen aneren Autoritéiten - Police, Autorités judiciaires - administrativ géing funktionéieren elo säitdeem Dir do aktiv sidd. Besonnesch och, ech gesinn, net dass d'Défense do genannt gëtt an deem Artikel; wat mech e bësse gewonnert huet. Ëmmer d'Défense, d'Arméi, déi jo och eng Partie Aktivitéiten huet. Ech wëll net soen, dass dat Recherche vu Renseignement ass, mä méiglecherweis.

Dat ass déi éischt Fro. Also, wéi dat funktionéiert. Oder ob et net funktionéiert. A wann et net funktionéiert, wéi een dat ka besser maachen. Dat ass natierlech e Vertrauensbeweis och vun deenen eenzelnen Entitéiten, wa se Informatiounen unenee weidergi respektiv net weiderginn.

Déi zweet Fro, dat ass, wa Ministeren... Also, hu scho Ministere sech un Iech gewannt, fir

Renseignementer ze kréien? A wann dat geschitt, mussen déi iwwert de Premierminister fueren, fir mat lech zesummenzeschaffen? Et wier interessant ze wëssen, ob dat och geregelt ass. Ech mengen, et ass och eng Fro vu Regelung.

An da meng drëtt Fro, dat ass éischter eng Fro vun Appréciatioun un lech, Här Heck. Et ass ganz kloer vun deem, wat Dir eis gesot hutt, och an där Sëtzung vum huis clos, dass et Äre Souci ass, fir déi Aarbechte vill méi staark ze reglementéieren, intern och ze reguléieren. Dat heescht, déi Prozedure méi strikt ze maachen, d'Kontrollméiglechkeeten och méi grouss ze maachen.
Dat, mengen ech, begréisst jiddwereen, dass dat net soll informell ginn, mä dass et soll méi formaliséiert ginn. Mat engem Betrib vu 60 Leit, wou dann, ech weess net, 30 héchstwahrscheinlech, déi operativ sinn, während déi aner administrativ sinn. Ech weess net, wat se nach alles maachen. Wéi ass et do mat der Effikassitéit en fin de compte, wann een extrem vill reglementéiert? Wéi effikass bleift dee Service? Wéi - wéi soll ech soen? - ass seng Äntwert op Evenementer? Wéi schnell kann dat geschéien?

M. Alex Bordry *(LSAP), Président.*- Här Heck?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Den Échange mat anere Ministèren, wéi gesot nach eng Kéier, deen huet och scho viru menger Zäit bestanen. Wéi ech ugefaang hunn… Also, einfach elo mol vun - wéi soll ech soen? - der Thematik hier, schaffe mir jo och just mat deene Ministeren, mat deene Ministèren zesummen, wou si e Kompetenzberäich hunn, wou si Informatioune vun eis brauchen. An dat ass esou en Domaine de compétences. Et muss sech jo croiséieren. Dat muss sech iwwerschneiden. Mat deenen, wou mer jo näischt dermat ze dinn hu vun der Missioun aus, mat deene schaffe mer jo och net.

Wéi ech ugefaangen hunn, mengen ech, war ech bei all Ministère, net bei de Minister, mä bei déi Chefen do, éischtens, fir mech virzestellen an natierlech och, fir dann do ze froen, wéi déi Relatioun funktionéiert huet, wat ee kéint besser maachen, wat ee soll erhalen. Jee, déi üblech Gespréicher, déi een dann huet, wann een ufänkt.

An dorausser eraus, mengen ech, koum op alle Fall dee Wonsch, fir dat ze systematiséiere mat Kontaktpersounen. An d'Ufroe komme souwuel vun hinne wéi vun eis. Ech mengen, do sinn Ufroen, déi un eis ugedroe ginn, fir Saachen ze verifizéieren oder fir

ze kucken, ob mir Informatiounen hunn, déi si brauchen, fir eng Décisioun ze huelen, fir en Avis ze ginn oder esou.

An ech mengen, dat funktionéiert relativ gutt. D'Initiativ ass souwuel bei deenen enge wéi bei deenen aneren. An ech mengen, wann een dat vergläicht, do kënnt een an den Équiliber, dass mir si gradesou oft froen, wéi si eis froen, fir Informatiounen ze kréien.

Ob mer prezis Informatiounen hu vun anere Ministèren? Jo, wéi ech elo just scho gesot hunn, déi Ministèren, déi an hirem Kompetenzberäich hunn, dass se eng Décisioun huelen, wou de Volet „Sûreté de l'État" oder „Sécurité intérieure" mat dran ass, déi musse jo déi Informatiounen hunn, fir eng Décisioun ze huelen. Déi komme se dann och bei eis sichen; net nëmme bei eis, och bei d'Police gi se déi Informatioune sichen, fir datt se hir Décisioune kënnen huelen.

Elo spezifesch Demandë vu Ministeren hunn ech elo keng an Erënnerung. D'Demandë kommen eis soit vun de Beamten aus deem Ministère, mat deene mer normalerweis zesummeschaffen, soit och emol engem Chef, deen eis freet: „Hutt Dir eppes dozou?" Mä dass elo speziell e Minister urifft an eis freet: „Ech hätt gär... Hutt Der...?", hunn ech effektiv elo keen an Erënnerung.

Noten, déi mer schreiwen, an dat ass esou mam Statsminister ofgemaach, wa mer eng Demande kréien a mir ginn eng Note zréck, schécke mer se - also, fir déi Routine-Saachen, déi méi kleng Saachen - un de Chef de service vun deem Ministère, mat deem mer zesummeschaffen. Dat, wat ech elo nennen „Note de renseignement", dat heescht, mir maachen eng Analys vun enger Menace oder vun Aktivitéiten, déi mer hunn. Déi ginn, an dat ass esou mam Statsminister ofgemaach, perséinlech un de Minister. Dat heescht, d'Ministere gesinn déi.

Ob d'Ministeren déi dann an hire Ministèrë viruginn an u wien, kann ech net beuerteelen. Ech ginn dervun aus, dass se Vertrauenspersounen déi awer weisen. Mä déi Notë ginn, ebe just fir dat ze kontrolléieren, wat erausgeet, wou et higeet, wat et ass, direkt un déi Ministeren, an ëmmer en copie un de Statsminister. Dat ass och esou ofgemaach.

D'Methoden, d'Reglementatioun vun de Methoden, ze vill, net genuch, d'Effikassitéit vum Déngscht. Also, ech ka jo elo aus eiser Erfahrung nach net esou vill soen. Vu dass mir

keng gesetzlech Basis hunn, déi d'Methoden definéiert. Ech wënsche mer se au plus vite.

Wann ech awer kucken, all déi Gespréicher, déi ech hat mat all de Kolleegen, Déngschter, déi dat gemaach hunn an déi e Gesetz kritt hunn, déi eng elo wierklech ganz rezent an deene leschten zwee Joer, anerer schonn dräi, véier Joer hier… Mä alleguerten déi, déi et gemaach hunn, soe mer, dass an hirer Erfahrung am Haus eng gewësse Skepsis war an eng gewëssen Angscht war: „Dat do gëtt näischt. Mir maachen eis den Déngscht futti. Fir alles eng Regel, fir alles e Pabeier, fir alles eng Ënnerschrëft." Nodeems déi Gesetzer dann en vigueur komm sinn, huet sech un der Effikassitéit näischt geännert. Wat sech geännert huet, dat ass den administrativen Opwand. Mä bon, dat ass dann de Präis, deen een derfir bezilt.

Eng Ëmstellung. Wann ee weess, dass ech fir eng Mesure X d'Autorisatioun Y brauch, muss ech dat eben… Et muss een e bësselche méi anticipéieren. Et muss een e bësselche méi plangen, well ee weess: „Wann ech elo dat do wëll maache vu Method, muer, iwwermuer, ech weess et net, brauch ech eng Autorisatioun." Dat heescht, et muss een dann e bësselche méi plangen, fir dass een déi Autorisatioun och zurzäit huet.

An do huet missen eng gewëssen Ëmstellung an deenen Déngschter gemaach ginn, dass dat geplangt gëtt. „Dir denkt jo drun, frot Är Autorisatioun, net dass mer e Problem hunn." An do sinn um Ufank dann och, ech mengen dat éischt Joer, dat ass gewéinlech ëmmer esou dat éischt Joer, da si Saache verpasst ginn. Bon, dann huet een d'Operatioun net dierfe maachen oder esou.

Mä de Fong - et ass, mengen ech, och jo dat, wat lech interesséiert, Här Fayot -, un der Effikassitéit, mat all deene Kolleegen, wou ech geschwat hunn, an dat waren der vill, hunn ech keen héieren, dee mer gesot huet: „Zënterhier kënne mer net méi esou schaffen, mir sinn net méi esou effikass." Ëmstellung - jo, Perte d'efficacité - neen!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Dozou nach zu deem éischte Punkt?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Just zu deem Punkt. Am Gesetz vun 2004 Artikel 3 Alinéa 3 ass e Comité virgesinn, dee presidéiert ass vum Statsminister mat Vertrieder vun den Affaires étrangères, vun der Arméi, vun der Police a vun der Justice fir d'Koordinatioun vum SREL.

Wéi oft huet dee Comité getagt säit där Zäit, wou Dir Direkter sidd?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dee Comité huet nach net getagt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An ech kann...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mä d'Koordinatioun...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech ka komplettéieren: Och an där Zäit, wéi Dir nach net Direkter waart, huet en och net getagt.

Une voix.-...Chance....

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo.

D'Koordinatioun, wat awer net wëllt heeschen, dass keng Koordinatioun do ass! Et ass Koordinatioun do, si gëtt anescht gereegelt, andeems, deen, deen, deen Trafic vun Noten, deen tëschent eisen an anere Ministèren hiergeet, muss en copie an de Statsministère goen. Mir gesinn eis jo och ënner eis.

M. Xavier Bettel *(DP)* Mä dat, wat awer am Text virgesinn ass, ass nach net Realitéit.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, den Text huet eigentlech zwou Saache virgesinn. D'Gesetz vun 2004 huet u sech en Informatiounsaustausch virgesinn op béide Säiten, um Niveau vun de Verwaltungen, an dann awer, eng, eng vun den Neierunge vum Text vun 2004 war eben op Ministeschniveau, also op héchstem Niveau, esou e Sécherheetsrot eigentlech.

Ech weess och nach, dass de Statsrot dat kritiséiert huet, well hie géint esou konsultativ eigentlech Organer ass, mä mir awer sengerzäit insistéiert haten a bäibehalen haten, als Chamber, esou e Sécherheetsrot, wou sollt op héchstem Niveau dann déi Koordinatioun stattfannen, an ech hu mer effektiv bestätege gelooss, dass deen zënter 2004, dat

heescht, ni getagt huet, eigentlech bis, bis dohin. Wat awer effektiv net ausschléisst, dass natierlech um Niveau drënner also déi Kooperatioun leeft.

M. Ben Fayot *(LSAP).*-...eng Zousazfro.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wou Dir nach net genee dorop geäntwert hutt, Här Heck, dat ass déi Fro: Kritt Dir regelméisseg vun der Police - do steet jo och nach „Autorités judiciaires" - , kritt Dir Informatiounen? Ass do en Échange d'informations? Wann dat jo géif stattfannen, da bräicht ee jo eigentlech kee Comité. Da wier et jo gutt!

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, effektiv, Här Fayot, pardon, ech hat dat vergiess. Mir kréie regelméisseg Informatiounen. Déi Kooperatioun mam Parquet ass, ass, ass gutt. Mir gesinn eis net oft onbedéngt, mä mir gesinn eis awer regelméisseg. Mir hunn an e puer Fäll, wou mer haten, hu mer ganz einfach, hu missen op hir Erfahrung zréckgräifen, well mer Leit observéiert hunn, an da wëlle mer ëmmer vun hinnen e bësselche mat der Hand geholl ginn, fir gesot ze kréien, ob mer elo do schonn an der Preparatioun sinn oder net, ob mer nach sollen drubleiwen, iwwerginn, wou mer si dann ëmmer froen. Ech mengen, si sinn do am beschte placéiert, fir eis deen, deen, déi Direktiven ze ginn.

D'Kooperatioun mam Parquet funktionéiert gutt. Mir gesinn eis regelméisseg. D'Kooperatioun mat der Police funktionéiert och. Déi, eis Leit, gesi sech an der Regel all 14 Deeg, emol méi, emol manner, mä d'Regel, déi mer deemools ofgemaach haten, ass all 14 Deeg, a si gesi sech och, also um Aarbechtsniveau, hein. An do gi sech dann awer d'Informatiounen ausgetosch, déi, déi mir brauchen, déi si brauchen, fir ze schaffen, sou dass d'Informatiounen awer, awer, awer circuléieren.

De Parquet ass natierlech ëmmer extrem besuergt an d'Police natierlech och ëm, ëm, ëm den, ëm d'Instruktioun an, an déi Geschichten, sou dass si dat ëmmer mussen awer ofweien. Wat et natierlech net ëmmer einfach mécht, mä si mussen dat ofweien, wat se eis kënne ginn, dierfe ginn. Mä ech mengen awer, a menger Erfahrung, dass déi Informatioune zirkuléieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, mir hunn och virgesinn och als Kommissioun, dass mer nach eng Kéier de Parquet géifen héieren. An do kënne mer ënner anerem natierlech och déi dote Fro u si selwer stellen, dass mer do u sech och d'Vuen da kréie vun där anerer Säit.

Eng Rei vu Wuertmeldungen, scho méi laang, den Här Gibéryen an den Här Meisch.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, ech war vir!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, et ass wouer, Dir hutt vollkomme Recht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*-...Här President, well déi dräi Froen, déi ech wollt stellen, sinn an Zwëschenzäit beäntwert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany huet seng eege Fro!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo! Ma ech mengen, dass sech am Allgemengen awer schéngt e grave Problem vu Legalitéit ze stellen, wat Äre Service ugeet! Mir hunn et gesinn, Dir maacht Enquêten, Dir maacht Prozeduren, déi gi relativ wäit, gräifen och an d'Privatliewe vun, vun de Leit an, an eigentlech gesäit d'Gesetz vir, dass Der déi Informatiounen nëmme kéint kollektéieren, wann et e Règlement grand-ducal gëtt, mat deem Der dat däerft maachen.

Den Här Bettel huet dat scho virdru gesot. Ech mengen, dass dat och esou ass.

Wat och eng Fro opwërft vun der Valeur vun deene Renseignementer, déi Der jo do da kollektéiert. Déi gitt Dir jo och weider un d'Police a gewësse Prozeduren. An engem Prozess sinn déi Renseignementer net ze gebrauchen, dorobberhin. Dat schéngt mer emol kloer ze sinn.

Ass dat net mam Parquet dann diskutéiert ginn, wéi Dir mam Parquet zesumme geschwat hutt? Dat ass emol meng éischt Fro.

Zweetens hunn ech awer och eng Fro, wat d'Legalitéit vun Ärer Missioun ugeet. Ech hunn do, ech spieren do e gewësse Flottement, wann ech, ech hunn d'Gesetz hei leien, ech

fanne mech net richteg am Gesetz erëm. Ech fannen zwar déi Notioun vun Terrorismus erëm. Ech fannen awer net déi Notioun vun Extremismus erëm. Dat ass awer eng Notioun, déi Der gebraucht.

Ech wëll emol éischtens wëssen: Wat ass d'Base juridique vun där Notioun vun Extremismus? Dir schwätzt vun Extrémisme idéologique oder politique oder vu Radicalisme politique oder idéologique. Wat ass d'Base légale vun där Infractioun, op där Dir awer eng Rei vun Dossieren anscheinend hutt?

A wéi ass fir Iech d'Definitioun vun der, vum Terrorismus? Wat ëmgräift dat? Ëmgräift dat och Saachen, déi kënne geschéie bei Manifestatiounen; Saachen, déi kënne bei Streiker geschéien? Bei ökologeschen, e bësse méi rabiaten Aktiounen? Ech weess net, wéi d'Verhënnere vu Castor-Transporter oder vu OGM-Felder, wou mer jo a Frankräich d'Beispill hate vum José Bové, deen effektiv emprisonnéiert war wéinst deene Saachen.

Leeft do och eng Surveillance op deene Froen? Wat fir Organisatiounen am Allgemenge viséiert Dir, och ënner Extremismus a Radikalismus?

Dir hutt virdru geschwat vu Verfassungsschutz. An Däitschland gëtt et, ginn et och, oder gëtt et eng parlamentaresch Partei, déi och surveilléiert ass. Dat ass offiziell, dat steet och an de Berichter vum Verfassungsschutz.

Ass eppes Ähnleches, gëtt et hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vun enger Partei, hire Büroen, hire Mandatairen, hirer, hire Memberen an esou weider?

An dann hunn ech d'Impressioun, dass zimlech staark iwwer Islamismus recherchéiert gëtt. Kënnt Dir eis vläicht soen, a wat fir eng Richtung dat geet? Handelt et sech do ëm systematesch Iwwerwaachunge vun enger ganzer Communautéit? Wéi, wéi leeft dat? Huet dat ze di mat de Plazen, wou se sech eventuell versammelen, an esou weider?

An och do - och do! -, wann et net Terrorismus ass, wann do net en terroristescht Attentat zum Beispill virbereet gëtt, wat huet dat mat der Base légale ze dinn?

Dat war och meng Fro e bësse virdrun vu Kultusminister. Dee jo eigentlech interesséiert drun ass, well en och eng Konventioun mat där, mat där Communautéit amgaangen ass,

ze maachen.

Wéi sinn do, wéi sinn do, wéi leeft dat do, wat dee Problem vum Islamismus ugeet?

Dat schéngt also alles éischter esou an déi Richtung ze goen, wéi dat, wat een an Däitschland ënner Verfassungsschutz versteet. Dir sot et jo och selwer. Mä et ass net, awer ech fannen dat net erëm hei an der Missioun vun, vun Ärem Gesetz.

Iwwert den ekonomesche Volet hunn ech herno nach eng Fro. Vläicht elo emol dozou.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Allgemeng zur Interpretatioun vun Ärer Missioun, wéi Dir dat ugitt, wéi Der dat interpretéiert. Ech géif emol froen, dass mer all déi Froen, déi d'Datebank betreffen, vläicht e bësse géifen zréckstellen, well soss si mir aus eisem Schema eraus.

Une voix.- Soss sprange mer hin an hier.

(Brouhaha et assentiment)

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- All déi aner Froe, sécherlech, déi Missioun, wéi Der déi definéiert eigentlech.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat heescht, elo just op der Missioun, déi zweet Fro da vum Här Urbany.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo!

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, d'Missioun, den Artikel 2 vum Geheimdéngschtkadergesetz zitéiert déi thematesch Gebidder, fir déi, fir déi mer eis sollten interesséieren. Ech hu se virdru gesot, Dir hutt se elo just nach eng Kéier rappeléiert, Här Urbany.

Éischtens emol, Terrorismus: hale mer eis un d'Definitioun vum Code pénal, dee jo net nëmme viséiert den Akt selwer, deen, deen eppes zënt, oder deen, dee schéisst, oder deen, mä deen duerch esou eng ganz Préparatoiren, préparativ Akten, Ënnerstëtzung,

Justificatioun, Apologie, etc., etc.. Also, ech schwätzen elo vun Terrorismus en général, ouni elo dat un iergendeng oder eng aner Ideologie wëllen drunzedinn.

De Fait…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass wierklech breet gefaasst. Et geet jo net nëmmen ëm Attentater och beim Terrorismusgesetz.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, jo, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Net nëmmen ëm Attentater. Dat ass jo ganz breet gefaasst,…

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo! Jo! Jo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*-…wann een e Stat wëllt ënnert Drock setzen an iergendenger Fro…

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Voilà!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*-…an dobäi eng kleng Infraktioun begeet.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Voilà!...also, den, den, den - wéi soll ech soen? - d'Definition brute vum Terrorismus, ouni elo iergendwéi wëllen dat enger, oder enger anerer Ideologie unzehänken, hale mer eis un d'Definitioun vum Code pénal. Et gëtt och eng Definitioun vun der UNO, et gëtt och eng vun der EU. Si variéieren e bësselchen, mä et fënnt een iwwerall déiselwecht Elementer erëm zréck.

Dann, mengen ech, wat awer och wichteg ass ze rappeléieren, dass eis Missioun jo awer och, wann een den Ufank vum Artikel 2 liest, si mer chargéiert - ech hunn et virdru scho gesot -, Informatiounen ze sammelen, ze traitéieren, ze analyséieren, déi op eng Menace actuelle oder eng Menace potentielle hiweisen. Dat heescht, d'Gesetz verlaangt vun eis an engem preventive Feld ze schaffen, ze anticipéieren. Dat heescht, ech menge schonn, dass d'Portée vum 2004er-Gesetz eis erlaabt, Aktivitéiten, Tendenzen, Evolutiounen ze

recherchéieren, déi op eppes hiweisen, wat sech kéint - wéi soll ech soen? - entwéckelen. Menace actuelle oder Menace potentielle. Sou dass ech scho mengen, dass et an der Rei ass, an am Kader vum 2004er-Kadergesetz ass, wa mer en un mot och schonn Informatioune sammelen iwwer esou Phenomeener.

Wat elo Är detailléiert Fro ugeet, Här Urbany, ob oder wéi mer dann do elo genee schaffen, wat eis Ciblen do genee sinn a wéi mer un déi Saach eruginn, bieden ech ëm Verständnis - ech wäert et net oft maachen, mä ech géif et gär hei maachen -, dass ech dat net hei kann an enger Séance publique maachen. Mat allem Respekt, deen ech hu fir déi Kommissioun hei. Ech offréieren awer selbstverständlech, wéi ech dat och scho gemaach hunn, dass mer do méi an den Detail ginn an enger Séance, déi zou ass. An dass ech och absolut bereet sinn, an enger Séance à huis clos nach eng Kéier den Eed ofzeleeën. Mä ech bieden ëm Verständnis, dass ech elo hei net, an enger öffentlecher Sëtzung an d'Detailer aginn, déi Ciblen, op déi mer schaffen, wéi mer schaffen, etc.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dierf ech do nach eng Kéier vläicht nohaken?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also, an Däitschland, wann Dir lech schonn op dat Beispill berufft, gëtt et jo awer en öffentleche Bericht, deen ass zougänglech, do ginn déi Couranten, déi surveilléiert ginn, beschriwwen. Natierlech gi lafend Operatiounen net beschriwwen, dat ass kloer, ech verlaangen dat och net vun lech. Iwwregens och emol net an zouener Sëtzung. Mä, ech fannen awer, dass Der do e bësse méi prezis géift, sollt ginn. Ginn do pauschal Leit, nëmme well se eng gewësse Relioun hunn, iwwerwaacht? Oder ginn zum Beispill politesch Parteien iwwerwaacht? Oder Mandatairë vu politesche Parteien, oder Büroen an esou weider?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah, jo, ok.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä dat do sollt Der awer hei an der öffentlecher

Sëtzung vläicht kloerstellen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, et ass wichteg, dat ze preziséieren.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ok.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass awer eng Saach, mengen ech, déi dobaussen d'Leit awer interesséiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass richteg.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat solle mer net vertagen, dat do.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass de politeschen Aspekt eigentlech vun eiser Commission d'enquête.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. Also, op deem do Punkt, Här Urbany, hunn ech absolut kee Problem fir, fir Iech drop ze äntwerten. Mir schaffen net op politesch Parteien, ganz kloer, kategoresch. Mir schaffen net op politesch Mandatairen a mir schaffen och net op - d'lëtzebuergescht Wuert fir e Syndicat...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gewerkschaft.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gewerkschaft! Mir schaffen och net op Gewerkschaften. Mir observéieren net, mir schaffen net op...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Patronatspositioun och?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wat gelift? Mir schaffen net op Patronats..

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat wieren eigentlech d'Terroristen. Dat sinn déi richteg!

(Brouhaha)

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also do, do, ech si schlussendlech frou, dass Dir mech do rappeléiert, Här President. Dat do ass e wichtegt Element. Mir sinn, ech sinn do kategoresch, mir schaffen net op esou Objekter. Kategoresch!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Ech mengen, mir halen eis souwisou d'Recht vir, Dir kënnt lech jo virstellen, op Grond vun deenen aneren Auditiounen, déi mer nach wäerte féieren, eventuell lech nach eng Kéier, eng zweete Kéier hei bei eis ze ruffen, sief et an öffentlecher oder net öffentlecher Sëtzung. Wa sech nach vläicht aner Froen aus deenen erginn, well Dir sidd jo een elo hei gewiescht, an enger Reiefolleg, do kéinten sech op Grond vun Depositiounen oder Dokumenter, déi mer kréien, nach eng Rei vu Froen erginn, da mir behalen eis selbstverständlech d'Recht vir, lech eventuell nach eng Kéier heihinner ze ruffen, fir da Ried an Äntwert ze stoen.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, selbstverständlech.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt just nach... Ech si frou, dass Dir dat esou preziséiert hutt, datt Der net op politesche Parteien oder Gewerkschaften esou schafft. Dat heescht awer, also ech mengen, Dir sidd awer och der Meenung... Et gëtt also e fundamentalen Ënnerscheed tëschent der Aarbecht, wéi Dir se haut gesitt a wéi se awer an der Zäit virun enger Rei Jore gelaf ass. Well ech mengen, mir hu jo an de Archiven

awer kënne feststellen, datt Mandatairen a politesch Parteien awer, mindestens en Dossier vun hinnen ugeluecht ginn ass a se gekuckt gi sinn, respektiv esouguer deelweis op Leit, déi politesch engagéiert waren, souguer Filiaturë gemaach gi sinn. Dat heescht, déi Zäit ass, also Dir sidd der Meenung, datt dat net zäitgeméiss ass, an datt Dir dat net maacht. Mä fréier ass et et awer ginn.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also nach eng Kéier! Ech si kategoresch, dass souwuel d'Missioun eis dat net erlaabt, wéi dass mir et och effektiv haut net maachen, op esou Ciblen ze schaffen. Wat d'Appréciatioun ass vun deem wat fréier geschitt ass, ech mengen, dorobber kommt Dir jo nach zréck. A wéi deemools geschafft ginn ass, a wat deemools eis Ciblë waren an ob déi Ciblë legitim waren au vu du Contexte historique, a wéi d'Menace eben deemools war, sief dohigestallt. Mä dat, wat mir haut maachen, op alle Fall, ënner menger Zäit, kategoresch, schaffe mer net op esou Ciblen.

Dat huet de Statsminister strengstens verbueden.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, just an deem Kontext...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass och meng perséinlech Vue. Pardon.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir net! Dir net!

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir net!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Kéint en auslänneschen Déngscht sou eppes op Lëtzebuerger maachen? Hutt Dir do Echoe kritt?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Vläicht an Optrag...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ob ech Echoe kritt hunn?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, ob esou eppes méiglech wier.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ob Dir eppes héieren hutt?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah, neen. Neen! Héieren hunn: doudsécher net! Wéi, wat d'Missiounen ass vun auslänneschen Déngschter, wat hire Kompetenzberäich ass, wéi se schaffen, hunn ech eng Iddi, mä, och do géing ech soen, do maache mer dat léiwer an engem Huis-clos.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ok.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, dann als nächsten op der Lëscht, hunn ech nach den Här Meisch hei stoen. Dann den Här Weiler.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci Här President. Ech wëll op ee Volet nach eng Kéier zréckkommen - et ass virdru schon e puer Mol ugeschnidde ginn - Är Relatioune mat anere Ministèren. Do ass jo och vum Wirtschaftsministère geschwat ginn, wat verständlech ass, dat geet jo och zum Deel an Är Missioun eran, wat de Volet Protectioun vum Patrimoine économique ubelaangt. Fir déi Relatioun, spillt do e fréiere Mataarbechter vum Service, dee gewiesselt ass an de Wirtschaftsministère, an do elo offiziell fir „Research and Analysis" zoustänneg ass, spillt deen eng Roll? Wann een d'Betitelung vun deem senger Aktivitéit liest, da kéint dat jo awer och eppes sinn, wat nach relativ no u senger fréierer Aktivitéit géing drunhänken. Dat ass eng prezis Fro dozou.

Eng aner Fro, déi ech hätt. Et ass elo an der Lescht, an all deem, wat an der Öffentlechkeet diskutéiert gouf, ass, huet een oft d'Impressioun gehat, datt et méiglech

gewiescht wier, datt, vläicht net de Service ëmmer selwer, vu senger Struktur hier, vu senger Décisiounshierarchie hier, gewëssen Aktivitéite gemaach huet, déi net an der Rei waren, mä datt et och vläicht kéint sinn, datt eenzel Elementer am Service dat hätte kënnen op eege Fauscht maachen. Wann ee virdun héieren huet, wat Dir alles en place gesat hutt, déi leschte Joren, fir d'Aarbecht vum Service méi kloer ze reglementéieren, och ze dokumentéieren, en l'absence vun esou enger Reglementatioun an enger Dokumentatioun, kënnt Dir lech virstellen, datt virun där Zäit do eenzel Elementer aus dem Service dann och eenzel Aktivitéiten op eege Fauscht duerchgezunn hätten?

Eng drëtt Fro wier déi, am Zesummenhang mat, bon, net direkt am Zesummenhang, wat déi eventuell illegal Ecouten ubelaangt, wou jo eng Enquête leeft, mä do wësse mer jo, dat stoung an der Zeitung, datt dat, wann dat da soll stattfonnt hunn, esou vläicht cachéiert gi wier, datt déi ordonnéiert gi wier an duerno wier et als Iertum cachéiert ginn, datt der lech op der Nummer geiert hätt. Ass dat eppes wat System hat, hutt Dir erausfonnt, ob et ähnlech Fäll ginn huet an der, an der Vergaangenheet, oder schéngt et sech, wann et sech dann esou, wann et dann esou geschitt ass, sech éischter ëm en Eenzelfall gehandelt huet? Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou am Respekt vun eiser Missioun, am Perimeter vun eiser Missioun. Mä et kann awer drop geäntwert ginn.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- E fréiere Mataarbechter vum SRE: Et stëmmt effektiv, dass e fréiere Mataarbechter vum SRE haut am Wirtschaftsministère schafft. Deen huet jo dann, ech mengen, de Perimeter vu senger Missioun, op deen hu mir elo keen Afloss méi. Ech mengen, dee gëtt am Wirtschaftsministère definéiert. Mir hu mam Wirtschaftsministère ofgemaach, ech mengen et wier Enn 2010, Ufank 2011 gewiescht, mir haten do am Kader vun där Missioun.....an eisem Gesetz jo och steet «protection du patrimoine économique», hate mer eng Synergie definéiert, wou mer dann och schréftlech dat festgehalen hu mat deem Minister. Mir hunn zesummen eng Note geschriwwen, wou mer definéieren: Wat maache mir? Wat maacht Dir? Wat maache mer zesummen? Dat hu mer esou schréftlech festgehalen. Do hu mir och eis eege Persoun, eisen eegene Responsabelen, deen déi Missioun pour notre compte mam Wirtschaftsministère zesumme mécht. Do ass dee fréiere Mataarbechter vun

eis awer nëmme ganz, ganz, ganz episodesch emol derbäi.

Periodesch maache mer esou Sensibilisatiounsréuniounen, wou mer enger Rei Acteuren e bësselche schilderen, wat am Domän vum Espionnage industriel d'Ufanksmethode sinn, wat een, wéi ee sech do eventuell ka schützen, dass ee sech soll schützen, etc. Dat maache mir selwer. Do ass awer dee Collaborateur periodesch derbäi. Mä an där Zesummenaarbecht Wirtschaftsministère/SRE, déi sech op d'Sensibilisatiounsdénge baséiert, ass déi Persoun net - wéi soll ech soen? - en essentielle Contributeur. En ass emol bei esou Manifestatiounen derbäi gewiescht, jo, mä et ass elo net, dass elo do eng systematesch Zesummenaarbecht mat deem ass.
Är zweet Fro, Här Meisch, war...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Kann ech wann ech gelift eng Tëschefro stellen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also fir datt dat kloer ass, ech mengen, och fir jiddwereen, wat fir eng Roll do wie spillt: Wann ech dat do richteg verstinn, ass jo dann am Wirtschaftsministère eng Persoun, déi awer och Informatioune sammelt? Dir hutt also elo just beschriwwen hei virdrun am Detail - zu Recht, fannen ech -, wat Der alles gemaach hutt vun Note-de-servicen a wéi, well dat jo alles ganz delikat ass, a wéi ee mat deem Ganze soll ëmgoen. Op wat fir enger Basis schafft deen dann, an deem Ministère?

Verstitt Der, wat ech mengen? De Punkt ass jo do, wann do eng Zesummenaarbecht besteet tëschent Iech an deem, da misst dat jo geregelt sinn. Et muss éischtens geregelt sinn..., dat betrëfft elo Iech net, dat muss jo an deem senge Ministère sinn. Ech mengen, mir komme wahrscheinlech net derlaanscht, fir awer och eng Kéier dann ee Vertrieder vun deem Ministère heihinner ze ruffen. Dat géif mech awer interesséieren, wat do am Detail virgesinn ass, wat fir eng Abteilung datt dat ass. Emol onofhängeg dovunner, datt ee sech muss säi Reim dorobber maachen, ob een dat elo gutt oder schlecht fënnt. Mä wéi ass dat da geregelt, déi Zesummenaarbecht tëschent Iech an deem Beamten? Respektiv, ëm wat geet et do?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, wéi ech

scho gesot hunn, de Perimeter vu senger Missioun kritt déi Persoun vu sengem Ministère definéiert. Do hu mir jo keen Afloss. Mir hu just een, wéi soll ech soen, een Élément de parcelle, wou mer zesummeschaffen, dat hu mer esou definéiert. Wéi hien awer elo, wat hien elo genee a sengem Ministère mécht, wéi en dat mécht, fir wien en dat mécht, muss ech éierlech soen, kann ech net beuerteelen.

Dat, wat ech ebe weess, dat ass deen, wéi soll ech soen, dee Segment vu Kooperatioun, dee mir ofgemaach hu mam Wirtschaftsministère, dee sech also ëm dat dréit, wat ech elo just gesot hunn. Do spillt déi Persoun e ganz episodeschen, e ganz parcimoniöse Rôle, mä wat hien awer elo genee mécht am Wirtschaftsministère, dat entzitt sech awer elo menger Kenntnis.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dozou vläicht...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Woubäi ech awer muss drun erënneren, dass d'Missioun vun eiser Kommissioun fir de Moment ass - d'Chamber kann natierlech décidéieren, déi ze erweideren -, dass mer iwwert d'Méthodes opératoires vum Service de Renseignement eis mussen ënnerhalen.

Plusieurs voix.- Jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass richteg.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An ech géif lech bieden also, eis awer elo essentiellement zumindest awer op déi dote Froen och hei elo ze konzentréieren, fir dass mer dat kënnen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass just natierlech, wann do eng Zesummenaarbecht besteet...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also ech hu kee Problem, dass mer zum Beispill géifen, zumindest schréftlech, beim Ministère de l'Économie nofroen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zum Beispill.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...à ce stade schréftlech nofroen, fir ze soen, si sollen

eis emol dat definéieren, dass mer festgestallt hunn an eisen Iwwerleeungen, dass do e Service oder eng Persoun ass, déi mat enger bestëmmter Missioun do ass, wéi déi dote Persoun schafft a wat hir genau Missioun ass a wéi dat Ganzt esou am Alldag ausgesäit. Dat kann ee ganz gäre maachen. Mä ech géif awer net elo wierklech do d'Froestonn op déi dote Fro vläicht konzentréieren - à ce stade.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Just eng Zousazfro: Wéi breet ass dat gefaasst, Är wirtschaftlech Missioun? Är selwer als Service? Gehéiert dozou och, wat ee kann am wäiteste Sënn bezeechnen als Wirtschaftsprospektioun, zum Beispill? Gehéieren esou Saachen dozou?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, also wann een d'Gesetz vun 2004 liest, ass et ganz kloer eng defensiv, et kann ee soen, eng defensiv-präventiv Missioun, wat d'Protection du patrimoine économique ugeet. An där Note, an deem Schrëftstéck, wou mer mam Wirtschaftsministère ofgemaach hunn, probéiere mer dann, dat, wat mer do als «protection des patrimoines» bezeechnen, ze definéieren.

Et gehéiert derzou ganz kloer d'Sensibilisatioun, et gehéiert derzou och d'Berode vun deenen Acteuren, déi eventuell Victime gi wiere vun Espionnage industriel - an där hu mer zu Lëtzebuerg! -, fir deenen e bësse mat Rat und Tat bäizestoen, wat se kéinte verbesseren, a fir eventuell - do sti mer à disposition, de Pabeier seet, mir sinn à disposition, wann et gewënscht ass - vläicht déi eng oder déi aner Entitéit méi ze recherchéieren, déi bereet wier, zu Lëtzebuerg sech, loosse mer soen, mat strategesche Capacitéiten ze installéieren. Awer do si mir net an der Initiativ, do offréiere mir eis Disponibilitéit, mä et ass dann un deenen aneren, eis dann en Zeechen ze ginn: déi do Persoun, eventuell déi do Persoun, déi do Persoun. Also do si mir wierklech an enger reng präventiver, defensiver Missioun.

Ech hunn nach zwou Froe vun...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An der Rei, dann hätt ech den Här Weiler.

Une voix.- Neen, nach eng Fro...

(Interruption)

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hat nach zwou Froe vum Här Meisch.

Déi zweet Fro, Här Meisch, dat waren déi Dysfonctionnementer an der Zäit, ob et do eventuell Électrons libres gi wieren, mengen ech, war de Sënn vun Ärer Fro. Wat schlussendlech virgefall ass an deene Joren: Well ech net den direkten Témoin war vun deenen Evenementer, ech eng Rei Saachen héieren hunn, ech eng Rei Saache gesot kritt hunn, ech awer net direkt do war a mat konnt observéieren oder mat konnt gesinn, ass et schwéier, fir eng definitiv Appréciatioun ze maachen.

Wat meng Appréciatioun ass, ass, dass ech mengen, dass dat Regelwierk, wat deemools bestanen huet, loosse mer soen „Désavantagen" hat, déi ech virdru beschriwwen hunn; et war fir mäi Verständnis vläicht net prezis genuch. Wat awer och ëmmer e Problem ass, a mir kënnen dat bescht Regelwierk vun der Welt hunn, mir kënnen dat bescht Gesetz hu vun der Welt, dat gesi mer och an anere Länner oder och an anere Ministèren oder aneren Administratiounen, et hänkt ëmmer ganz vill of vum individuellen, perséinlechen Temperament, wat deen een oder deen anere mécht oder wat deen een oder deen aneren am Kapp huet.

Ob dat elo e systematesche Problem war oder en isoléierte Problem war - ech mengen, dass et kee systematesche Problem war, dass et éischter isoléiert ass, dat ass meng Appréciatioun. Ech hunn awer elo net déi definitiv Beweiser oder Elementer, wou ech ka soen: Hei, do ass et, esou war et!

An da war et *(veuillez lire: war et d'Fro)* mat den illegalen Écouten.

François Bausch *(déi gréng).*- Entschëllegt, dat misst vläicht prezis sinn: Dat heescht, Dir sidd der Meenung, datt et isoléiert Phänomeener gi sinn oder net gi si vu Verselbstständegung, wann een et esou wëllt huelen? Ass dat esou ze verstoen?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech mengen dat, et ass mer rapportéiert ginn, dass et..., also, et ass mer rapportéiert ginn, dass an der Zäit ganz cloisonnéiert geschafft ginn ass. Dat heescht, d'Informatioune sinn net ëmmer u jiddweree circuléiert an d'Leit hu sech e bëssen zréckgehalen. An dass do deen een oder

deen aneren net ëmmer rapportéiert huet, wat e genee gemaach huet, wat e grad gemaach huet, mat wiem e grad geschafft huet, u wat e grad geschafft huet, där Échoen huet een héieren. War dat effektiv esou? Dat ass fir mech extrem schwéier ze beuerteelen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat géif jo heeschen, dass et, obwuel et eng Rei vu méi oder manner prezisen Instruktioune gouf, wéi sollt geschafft ginn, dass et an Ären Ae méiglech ass, dass an der Vergangenheet d'Praxis eng aner war.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass net ausgeschloss.
Systematesch, entschëllegt, systematesch, dass dat do e systematesche Problem war, dass jiddwereen e bësselche gemaach huet, wat e wollt an hei an do. Ganz kloer, neen! Systematesch, ganz kloer neen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hätt nach just eng kuerz Nofro. Wa mer jo vu Vergaangenheet schwätzen, bis wéini geet déi Vergaangenheet? Bis wéini wär dat méiglech gewiescht?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Am Kloertext, Dir schléisst et haut aus.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Leeën ech meng Hand an d'Feier fir alles?

Une autre voix.- Dir hutt schonn déi lescht Woch eng Kéier op déi Fro geäntwert.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also eng definitiv Garantie, oder d'Hand an d'Feier leeë fir aner Leit, ass ëmmer schwéier. Trotzdeem, wann ech déi Leit kucken, déi all Dag moies eran an eraus ginn, wann ech kucken, wat d'Leit schaffen, wéi se schaffen, wann ech kucken, dass mer säit, elo keng Dommheet soen, 1. Mee, 1. Juni - ech hunn eng Statistik gesinn, eng Statistik gefrot 2009 -, hu mer praktesch d'Halschent vun de Leit, awer dat ass en natierleche Virgang, Leit sinn an d'Pensioun gaang, Leit si fortgaang, hu mer nei Leit rekrutéiert, wou mer wierklech opgepasst hunn, fir wierklech e gudden Tri an eng gutt Evaluatioun ze maachen.

Wann ech kucken, wat mer elo vu Regelen a Prozeduren agefouert hunn, wann ech kucken, wat ech priedegen am Haus, kann ee soen, dass et hëchst onprobabel ass, hëchst onprobabel ass, dass mer elo nach esou Problemer hunn. Et gesäit een de Leit net an de Kapp. Mä wann ech gesinn, dass d'Leit och déi nei Regel akzeptéieren. Ech hunn an deenen, wou ech elo do war, hunn ech nach keen Incident de procédure gesinn, dass ee sech net un eppes gehalen huet, dass ee wierklech eraus gaangen ass, ouni dat ze maachen, wat e sollt maachen.

François Bausch (déi gréng).- Mä, ech mengen nach ëmmer, fir dem Här Meisch seng Fro prezis ze beäntwerten, ech mengen, dass et awer och fir de Public dobaussen net onwichteg ass, net datt elo ee mengt, mir géifen nëmme schwätze vun... bei deene Risiken, loosse mer et dann emol esou nennen, oder vun eventuellem sech net un d'Regelen halen, datt dat jo just alles tëschent 1960 a 1975 gewiescht wär. Déi Saachen, wou Dir rapportéiert kritt hutt, oder wou Der gesot kritt, gezielt kritt hutt, wou Der net kënnt vérifiéieren, ob et esou war oder net, huet dat awer och nach d'Period betraff tëschent, loosse mer emol soen, tëschent 2004 an 2008 vun esou Fäll. Oder ass dat nëmmen, sinn dat nëmme Saachen, déi ganz al sinn?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen. Also déi Saachen, wou ech emol héieren hunn oder wou mer verzielt gëtt, ech muss éierlech soen, wa mer déi Saachen nogekuckt hunn, sinn emol Leit, déi verzielen... et däerf een net vergiessen, dass et och tëschent Mënsche Jalousië gëtt, an dass och emol Leit an d'Pan geklaakt ginn, well een engem eng Kéier op de Fouss getrëppelt ass, an dass ee Saache seet, deen do huet mer dat an dat gemaach, déi sech schlussendlech awer net esou erausstellen. Fir do den Tri ze maache vun deem, wat gesot gëtt a wat dann effektiv richteg ass, ass net evident. Mä bon. Dat, wat een awer emol esou héieren huet, ass an där Zäit nom kale Krich, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also dat heescht, Dir hutt och nach an de Joren 2000 bis 2008...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- An de Joren 2000 bis 2008, awer ganz vereenzelt, ganz ganz vereenzelt, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dann den Här Weiler nach.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, ech hat nach...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah, jo, zut, entschëllegt, Här Meisch. Écoutes illégales. Här Meisch, mat deenen Écoutes illégales, Dir hutt et ganz virsiichteg ausgedréckt. Schwätze mer elo vun där illegaler Écoute, déi op den Här Harpes gemaach gi wier?

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, op den Här M.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Op den Här M., jo.
M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn déi gemengt, déi eventuell op den Här M. gemaach ginn ass, wou jo, wéi et an der Zeitung ze liese war, dat mat enger Method gemaach gi wär, wou gesot gi wär, mir schalten elo emol déi Nummer do oder mir klemmen déi Nummer, mengen ech, am Fachjargon, heescht dat, a méindes, mengen ech, ass du gesot ginn, mir klemme se erëm of, well et war eng falsch Nummer, a vu freides bis méindes wär awer ofgelauschtert ginn. Ass dat eng Method, deen Trick nennen ech et elo emol, ass dat eppes, wat méi oft ugewannt ginn ass an der Vergaangenheet?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, et ass dat effektiv. Ech mengen, den M., hat Dir jo gesot...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, dat ass net Bestanddeel vun eiser... Gelift? Mir däerfen net.

Mä d'Fro ass jo awer eigentlech, ob dat, dee Fait, ob dee momentan enquêtéiert gëtt, dee schéngt zumindest no der Usiicht vum Parquet en Délit pénal kënnen duerzestellen, ob esou eng ähnlech Method och, Ärer Kenntnis no, an anere Plazen ugewannt ginn ass.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ob se systematesch technesch méiglech ass, esou eng Method?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir sinn effektiv

amgaang gewiescht, eng Enquête ze maachen. Ech hat och an enger anerer Enceinte schonn dorobber ugespillt. Mir hunn eng Enquête gemaach, well mer wollten eng Rei Regelen, déi mer an eiser Instruction de service festgeschriwwen hunn, wollten ëmsetzen, an do sinn ech drop opmierksam gemaach ginn, wéi wann eventuell déi Saach elo vum M., wéi Der jo sot Här Meisch, net en isoléierten Incident kéint gewiescht sinn.

Hu mer eng Enquête interne och dunn direkt lancéiert a mir hunn natierlech, well ech mech och do net wollt ausschléissen, net dass herno gesot gëtt, hie kuckt ëmmer nëmme seng Virgänger a passt op, dass bei him näischt ubrennt, hunn ech dunn natierlech och gefrot, dass mer alleguerten déi Nummeren nokucke ginn, ech menge vun deem Dag un, wou mer dann déi technesch Installatioun bei eis am Haus stoen hunn, déi dann déi Nummeren enregistréiert, déi mer jo dann däerfe lauschtere laut Prozedur 88-3, ob do eventuell dann Diskrepanze wieren tëschent den Nummeren, déi mer bei eis geschalt haten, an den Nummeren, déi mer autoriséiert kritt hu vun de Riichteren.

Dat huet relativ laang gedauert, fir dat kënnen ze verifizéieren, well, wéi ech jo scho virdru gesot hunn, et kann een net einfach eppes behaapten, an da geet een eppes dénoncéieren. Herno stellt sech eraus, mir hunn eis awer elo geiert, schlussendlech war net alles an der Rei. Dat heescht, mir hu wierklech opgepasst fir dee Recoupage ze maachen: Sinn déi Nummeren och wierklech do gewiescht? Wat war deemools am Procès-verbal d'autorisation? Passen déi Nummeren zu deenen Nimm? Sinn et wierklech déi richteg Nummeren? Huet net do ee sech vertippt? Dass et wierklech totalement de bonne foi ass, dass eng falsch Nummer do steet, etc. etc.

Dat hu mer alles recoupéiert, a mir stelle fest, dass mer effektiv eng Rei Indicen hunn, dass dee Virfall do net en isoléierte Virfall war. Dat, wat mir elo kënne feststellen, op der Basis vun eise Recherchen, an ech menge si wieren exhaustiv gewiescht, dass mer eng Handvoll, sechs, siwe potenziell nach esou Irregularitéiten erëmfonnt hunn.

Alex Bodry *(LSAP), Président.*- A wat fir eng Period wier dat gewiescht?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass an der Period, datt ech elo keng Dommheet soen, Här President, dat muss an der Period gewiescht sinn, ech hunn et elo net hei, well ech ginn op de Parquet domat, dat muss an de Periode gewiescht sinn 2007, 2008, eventuell ugangs 2009. Also mir hunn d'Nummere

ganz kloer identifizéiert. Dat wëllt net heeschen, dass mer dräi Joer laang systematesch...

Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, neen, d'accord.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et si vereenzelt... mir hunn och elo, ech menge sechs oder siwen identifizéiert, wou mer soen, jo, déi do sinn net an der Rei. Also do hu mer keng Autorisatioun fonnt, do ass keng Requête do vun de Riichteren. Mir hunn natierlech och gesicht, hu mer och effektiv elo all Requête fonnt? Ass net eng Requête, déi anzwousch anescht läit? Déi ganz Aarbecht hu mer elo gemaach. Do ware mer wierklech laang domat amgaang. Also Wochen, Wochen, Wochen, Wochen.

Sou dass mer och elo, wéi gesot, déi Indicen do hunn, dass do nach aner, si bleiwen zwar isoléiert, sechs oder siwen esou Déngen hunn. Wien huet se ordonnéiert? Wien huet d'Instructioune ginn? Do ginn d'Meenungen auserneen. Esou dass ech et net ka soen, et war deen do oder deen do. Op alle Fall gi mer et op de Parquet dénoncéieren. Ech hu Rendez-vous gefrot beim Parquet, fir et ze dénoncéieren. An da mussen dann déi Autoritéite sech mat där Affär do befaassen.

Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass natierlech och elo esou, do stellt sech fir d'Kommissioun hei awer eng relativ kriddelech Fro. Theoretesch ass dat do momentan nach net Objet vun enger Enquête vum Parquet. Dat heescht, theoretesch fält dat do, emol net nëmmen theoretesch, dat do fält eigentlech an eis Missioun momentan nach eran, well et jo awer och elo effektiv eng Méthode opératoire duerstellt vum Service de Renseignement, wa se och net systematesch war, déi awer schéngt gebraucht ze ginn. An ech mengen, ech misst hei awer och verlaangen, am Numm vun der Kommissioun, dass mer déi Donnéeën do géife kréien.

Plusieurs voix.- Jo, jo, jo, absolut

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Ech hunn dat net…

Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Étant donné, dass am Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle mir och viséiert wären, géif d'Fro sech stellen, ob mir et net missten

dénoncéieren. Ech wëll déi Fro stellen. Ech mengen, et kann ee vläicht net direkt eng Äntwert ginn, mä mir missten awer doriwwer schwätzen, an enger vun den nächste Sitzunge, wou mer zesumme sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng éischt Reaktioun wëll ech awer trotzdeem ginn. Ech wëll soen, dass dës Kommissioun allgemeng jo d'Missioun huet, wa se am Laf vun hiren Aarbechten - hei si mer am Laf vun eisen Aarbechten, mir sinn amgaang, hei en Zeien ze héieren -, wa mer do Kenntnis vun Indizië kréien, och Indizien iwwer eng méiglech Strofdot, dass mer déi eigentlech an eisem Rapport och ze mellen an deementspriechend weiderzeginn hunn. Mä ech interpretéieren awer deen Text net esou, dass mir, soubal mer nëmmen en Indiz kréie vun esou engem Fait pénal, eis géife selwer dessaiséieren...

Une voix.- Oh neen!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...an dann d'Affär einfach un de Parquet weiderginn. Also ech interpretéieren op jidde Fall den Text momentan net esou, mä dat musse mer dann an enger weiderer Sitzung klären. Dat just als éischt Reaktioun op déi Bemierkung vum Här Meyers.

Mä nach wie vor mengen ech, dass et awer fir eis wichteg wier, dass mer och déi Dokumenter do géife kréien. An dann décidéiere mer u sech, wat mer dann domadder maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn nach eng Prezisiounsfro. Ech mengen, déi ass och wichteg. Ma, et gëtt jo engersäits - an deem dote Kontext -, et gëtt jo déi legal Basis, ënner wéi enge Konditiounen iwwerhaapt dierfen Écoutë gemaach ginn. Dir hutt se zitéiert: Dir braucht vun den dräi Riichteren d'Autorisatioun, datt Der dat iwwerhaapt dierft maachen, an da kënnt jo, wann Der déi hutt, déi intern Prozedur.

Do wéisst ech gär wéi leeft déi haut, dat heescht, huele mer un, Dir hutt all Är Autorisatiounen, déi Der braucht, wéi kënnt et dann zu der Mise en écoute? Geet dat dann duer, datt Dir, ech soen elo emol, en E-Mail schéckt un den Opérateur, wat fir een et och ëmmer ass, a sot: „Voilà, schallt eis wann ech gelift déi doten Nummer", oder hutt Der do an Ärer Instruktioun virgesinn, datt - do wéisst ech gär, wéi et haut ass, an och, wéi et

fréier war -, datt dann awer mussen déi Beleger, datt Der d'Autorisatiounen och hutt, musse matgeschéckt ginn? Dat heescht, wéi leeft dat genau of? Kënnt Der eis dat emol eng Kéier beschreiwen, an der Praxis?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also do ass d'Prozedur, wéi gesot, et ass vum Code d'instruction criminelle festgeschriwwen, wat d'Autorisatioun ugeet. Mir gi bei d'Riichtere mat enger Requête. Déi gëtt vun de Riichteren appréciéiert, autoriséiert oder net. Wa se autoriséiert ass, gëtt se an engem Protokoll festgehalen. Dee Protokoll huet eng Referenznummer. Da maache mir bei eis am Haus, do gëtt dann eng Fiche geschriwwen, wou dann déi technesch Detailer drop sinn, an da gëtt schrëftlech mat engem Bréif un d'Opérateure geschriwwen an et gëtt sech op de Protokoll référéiert.

Dat heescht, mir ginn dem Opérateur d'Referenzen vun der Autorisatioun, déi mer hunn, fir déi Écoute do ze maachen, wat also le cas échéant dem Opérateur géif erlaben, eng Verifikatioun ze maachen an déi Referenz ze froen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat war ëmmer esou, respektiv, freet den Opérateur ëmmer déi Referenzen och schéi prezis no, oder wéi war d'Praxis do?

(Interruption)

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Da muss ech nokucken. Mir sinn elo keng Fäll bekannt, wou den Opérateur dat eng Kéier nogefrot hätt. Op alle Fall gi mir dem Opérateur déi Informatioun. Dat war fréier esou, wéi et haut och nach ass. Mam Ënnerscheed, dass mer et haut an enger Instruction de service festgeschriwwen hunn, wéi et geet.

An der Instruction de service steet och, dass all Courrier, deen erausgeet, prinzipiell vum Direkter muss ënnerschriwwe ginn, en son absence vum Directeur adjoint, an et sinn e puer Delegatiounen do, mä déi awer wierklech komplett subalterne Saache betreffen. Dat steet haut esou an der Instruction de service. Fréier ass d'Prozedur och esou gelaf, wéi ech se elo erkläert hunn. Si war vläicht net esou intern kodifizéiert.

Ech mengen also net, dass et onbedéngt un der Prozedur hänkt, dass mer d'Prozedur u

sech net respektéiert hunn. Ech mengen éischter, mä dat muss awer dann d'Enquête weisen, ech kann dat och elo net definitiv behaapten, mir stelle just objektiv fest, dass eng Diskrepanz ass. Wéi et genee gelaf ass, dat muss dann eben d'Enquête kucken, wou genee de Problem war. Mä d'Prozedur ass fréier gewiescht, wéi se haut nach ass, haut ass se intern kodifizéiert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll awer nach eng Kéier dozou froen, well ech mengen, dat ass wichteg, och als Basis fir eng Konklusioun, déi mir kënnen zéien, wou missten Ännerungen am Gesetz kommen: Dat heescht am Prinzip, Dir gitt ëmmer, also am Prinzip gitt Der ëmmer d'Referenznummer mat, déi sech baséiert op d'Autorisatioun vun de Riichter, nämlech datt Dir iwwerhaapt an der Legalitéit sidd,...
M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah, jo, jo, jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...mä et ass net ëmmer, datt Der se vun den Opérateure gefrot kritt. Dat heescht - ech soen elo -, hätt Dir Iech kënne virstellen, datt an der Vergaangenheet de Service mat der Entête vum Ministère d'État eng Écoute ufreet bei iergendengem Opérateur, egal, wat fir een datt et ass, an datt déi geschallt gëtt an datt am Endeffekt d'Referenz, also keng Autorisatioun doläit, oder och déi Nummer net matgeschéckt gouf an och keen déi freet? Datt dat einfach esou locker kéint goen, hätt Der Iech dat kënne virstellen?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, dat hu mer an deene Recherchen, déi mer elo gemaach hunn, net erëmfonnt. Ech komme just eng Sekonn zréck, wann Der erlaabt, op dat, wat ech elo just gesot hunn: Streng geholl, d'Riichteren, déi dräi Riichteren aviséiere jo nëmmen. Si ginn en Avis.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Si ginn en Avis of.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Juristesch hëlt de Minister d'Décisioun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- De Minister hëlt d'Décisioun. Mä ech menge just, do zur Prezisioun...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- ...an och do, och dat

huet, déi Autorisatioun vum Minister huet och eng Nummer, déi sech référéiert op den Avis vun de Riichteren, dat ass e Protokoll. An déi zwou Referenze gi mer mat bei den Opérateur, sou dass deen all Element huet, wann en en Doute hätt zum Beispill, fir dat nozefroen.

An deene Recherchen elo, vun deenen ech elo just geschwat hunn - wat mech gradesou enttäuscht wéi Iech och -, an deene Recherchen, déi mer elo gemaach hunn, hu mer awer net erausfonnt, dass een un d'Opérateuren, oder dass e Bréif erausgaange wier un d'Opérateuren, wou en Nummeren a Persoune freet, déi net vun de Riichteren autoriséiert wieren. Et muss iergendwéi dertëschent, iergendwéi dertëschent muss eppes schifgaange sinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et muss iergendwéi een nach eppes dertëschentgebastelt hunn, eng Nummer, wou dann an enger technescher Annex mat virugaange wier.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat wier eng fiktiv Nummer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wier dat eng fiktiv Nummer, dat do?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, eng Nummer vun enger Persoun, fir déi sech interesséiert ginn ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, mä mat enger fiktiver Referenznummer dann.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen, neen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Oder ouni Referenznummer?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Nee, si wier bäi... D'Autorisatioun hätt eng aner Persoun betraff, an do wär eng zweet...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Eng zweet, ah, okay!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* ...eng zweet Persoun bäigeschriwwe ginn.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.-* An der Theorie gesäit et esou aus. An der Theorie gesäit et esou aus, awer dat muss d'Enquête dann…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Am Sënn vun enger Simplification administrative da wahrscheinlech.

Dozou, mir sinn elo amgaang bei den Écouten, dofir géif ech elo gären deen Dossier... Et huet keen Zweck, dass mer do nach drop vläicht zréckkommen, dass mer elo dat géifen dann ewechloossen. Dofir géif ech soen, do gëtt et nach e puer Froen zu den Écoutë selwer, dass mer dee Volet vläicht ewechkréien. Do hätt ech vläicht och eng, wat de Champ d'application vun dem Artikel 88 betrëfft. Et ass jo net evident, wat do genau drënnerfält.

Do ass notamment och d'Fro, net vun de regelrechten Écoutes téléphoniques, esou ass de Begrëff jo och net am Code d'instruction criminelle eigentlech dran, mä vum Repérage téléphonique, dat heescht also, wann s de novollzitts, wéini wie mat wiem a wéi laang geschwat huet, eventuell och, vu wou aus geschwat huet. Fällt dat Ärer Meenung no dodrënner, ënnert déi Dispositioune vum Code d'instruction criminelle? Oder ass dat fir lech e Beräich, dee momentan, zumindest fir de Service de Renseignement, net geregelt ass oder net vollstänneg geregelt ass?

Ech wëll drun erënneren, dass et awer fir Polizeiorganer dozou Bestëmmunge gëtt. Mä, erstaunlecherweis gëllen déi net onbedéngt, net expressément zumindest, fir Recherchen, déi am Beräich vun der Sécurité intérieure gemaach ginn. Duerfir also och prezis d'Fro: Wéi ginn déi Repérages téléphoniques gehandhaabt bei lech? A wéi gesitt Der déi rechtlech Situatioun?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Dir référéiert lech un de Retracement vun den Données trafic.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Jo.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also de Retracement des données trafic ass definéiert am Télécoms-Gesetz, an zwar den - ech hunn d'Referenz net matbruecht - d'Protection des droits à caractère personnel en matière des télécommunications. Do ass eng Prozedur virgesinn, pardon, déi och seet, dass fir de Retracement vun den Données trafic - d'Données trafic sinn an der Definitioun vun deem Gesetz definéiert a beinhalten alleguerten déi Informatiounen, déi ee brauch, fir ze facturéieren, soit - déi gesäit, op alle Fall esou, wéi ech d'Gesetz interpretéieren, gesäit déi och vir, dass d'Autoritéiten en vertu vun dem Artikel 88-1 bis 88-4, déi un déi Donnéeën do wëlle kommen, och musse sech dann un déi Prozeduren halen.
Mir maachen et och esou! Dat heescht, de Retracement vun den Données trafic froe mer och iwwert d'Prozedur vum 88-3. Dat heescht, mir ginn och do bei déi dräi Riichteren a froen do all Kéiers d'Autorisatioun, wa mer d'Données trafic wëlle retracéiere loossen. Dat kritt dann déiselwecht Prozedur.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Lux, d'Écouten.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ma ech wollt nach eng Kéier zréckkommen op déi hallef Dosen illegal Écouten, déi Der an Ärer Enquête festgestallt hutt, fir awer ze héieren, ob Der eng Appréciatioun scho kënnt maachen iwwert d'Gravitéit, iwwert de Perimeter, iwwert d'Sujeten, ëm déi et do gaangen ass, an zweetens, ob Der och kënnt festhalen, wien déi ordonnéiert huet, wie se validéiert huet, wéi also an der Prozedur dat Ganzt do ofgelaf ass.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vläicht déi lescht Fro fir d'Éischt, Här Lux. Wie war et? Dat hunn ech probéiert, och erauszefannen. Et ass keng Trace écrite do. Et gëtt Témoignagen, déi awer och deelweis widderspréchlech sinn, sou dass ech net capabel sinn, hei ze soe kloer, wien et kéint gewiescht sinn oder wien et net kéint gewiescht sinn. Do ginn d'Meenungen, op alle Fall, wann ech d'Leit befroen, ginn d'Meenungen auserneen. Ech mengen, dass dann de Parquet muss do och dann déi Aarbecht maachen an déi Saachen erausfannen.

Wat waren d'Sujeten? Wie waren déi Persounen? Ech mengen, dass an deenen Nummeren, fir déi mer elo keng, wéi soll ech soen, Requête fonnt hunn - dass ech elo keng Dommheet soen -, zwee Lëtzebuerger waren, an déi aner waren Auslänner.

Hunn ech domadder Är Fro beäntwert?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ginn Iech déi Nimm en Ulass unzehuelen, ëm wat fir eng Sujeten et bei deenen...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah, d'Themeberäicher?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, se alleguer, ausser eng, hu mat - oder ausser zwou -, hu mat Crime organisé ze dinn. An déi aner zwou: Et ass nach eng derbäi mat Terrorismus, Financement du terrorisme, an eng ass Patrimoine économique.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, weider Froen?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war jo de Sënn vun Ärer Fro?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Patrimoine économique, geet et do ëm eng prezis Firma?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Beim Patrimoine économique kéint et ëm eng prezis Firma goen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Eng Lëtzebuerger Firma?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et kéint eng Lëtzebuerger Firma sinn.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Soll ech da weiderfueren esou?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen! Enfin, ech sinn net hei deen, deen...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Op alle Fall dozou, d'Écouten, an da komme mer

vläicht...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech hunn...

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zu den Écouten, also ech mengen, wa mer iwwer Écoutë schwätzen, denke mer oft nach un dat klassescht Mëttel, un den Tëlefon. Mä hautdesdaags gëtt et net nëmme kommunizéiert oder communiquéiert iwwert den Tëlefon, mä och iwwer informatesch Weeër. Kënnt Der eis just vläicht kuerz beschreiwen...? Bon, ech mengen, mir wëssen, dat wësse mer och als..., mä dat war awer 2004 mam Gesetz, wéi dat geschafe ginn ass, jo nach net alles previsibel. Dat huet jo alles sech entwéckelt och an deene leschte Joren.

Also, et ass gewosst, datt et eng Rei Lacunen haut am Gesetz gëtt. Dat hu mer och schonn eng Kéier öffentlech diskutéiert. Och an engem Rapport ass dat eng Kéier festgehale gi vun der Spezialkommissioun. An dat Gesetz do muss nogebessert ginn. Mä generell emol gesinn: Wéi gitt Der domadder ëm, de ganzen informatesche Beräich: Computeren, E-Mailen an esou weider? Gëtt et do Regelen de Moment schonn haut, respektiv wat ass Ärer Meenung no do d'Schwieregkeet, respektiv wou mengt Der, datt d'Gesetz do misst nogebessert ginn?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech mengen, wat een objektiv emol muss feststellen, dat ass, dass déi nei Technologien, déi ëmmer erëm frësch erfonnt ginn, och déi Aart a Weis, wéi d'Leit matenee kommunizéieren, fondamentalement geännert hunn. Mä ech mengen, déi nei Technologien erlaben engem et, ëmmer, iwwerall an zu aller Zäit kënnen ze kommunizéieren.

Ech mengen och, dass d'88-3-Gesetz jo och schonn an engem gewësse Mooss déi Innovation technologique anticipéiert an dofir sech och net elo prezis op eng oder déi aner Technologie fixéiert, mä eng gewëssen Ouverture léisst, fir ebe kënnen där Innovation technologique do, wéi soll ech soen, Rechnung ze droen.

Sou dass ech mer kéint virstellen, dass ee kéint bei verschiddenen technologesche Moyenen iwwert dat Gesetz fueren. Do brauch een awer eng ganz speziell Technologie, fir

dat kënnen ze maachen. A wéi mir genee technesch verschidde Saache maachen a wéi mer se asetzen, mengen ech an enger öffentlecher Sitzung net wëllen ze preziséieren. Och do widderhuelen ech meng Offer, fir dat an engem Huis clos nach eng Kéier ze preziséieren, wéi mer genee dat asetzen. Mä op alle Fall: Den Asaz vun esou Technologië misst a mengem Sënn vum 88-3, iwwert den 88-3 goen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, dat anert preziséiere mer elo net...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also ech mengen, Dir hutt e puermol d'Offer gemaach. Ech mengen, mir mussen nach eng Kéier diskutéiere bei eis intern, an do wäerte mer, wéi gesot, op Iech nach eng Kéier zréckkommen als Zeien. Dat schéngt mer elo ëmmer méi wahrscheinlech ze ginn, dass Der nach eng Kéier hei bei eis convoquéiert gitt a wou eventuell dann deelweis och de Huis clos ka verhaange ginn, wann d'Kommissioun dat esou décidéiert. Dat ass eng Décisioun vun der Kommissioun, fir dat ze maachen.

Jo?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll nach eng Kéier kuerz just op déi eventuell aner illegal Écouten do zréckkommen. Hutt Der iergendwéi en Unhaltspunkt, wat d'Motivatioun dofir kéint gewiescht sinn? Ass et vläicht esou, datt et Écouten hätte solle sinn, déi hätte solle gemaach ginn am Kontext vun der alldeeglecher Aarbecht vum Service, déi awer vläicht vun de Magistraten oder vum Premierminister negativ aviséiert respektiv refuséiert gi sinn? Sinn et Saachen, wou vläicht déi eege Mataarbechter dann awer op eege Fauscht geschafft hunn? Am Optrag vun aneren? Hutt Der iergendwéi do eng Erklärung derfir: Wéi ass et, datt déi dote gemaach gi sinn, ouni datt et an d'Prozedur gaangen ass?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also wat d'Motivatioun ugeet, kann ech et wierklech net soen, well ech jo och elo nach net kloer weess, wien den Uerder da ginn hätt. Do ginn d'Meenungen auserneen, wann ech d'Leit befroen. Wat d'Motivatioun ass - et wier fir mech elo hei pur Spekulatioun. Pur, pur, pur Spekulatioun!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, et gëtt näischt, wat elo opfält an et ass elo net, datt déi fënnef oder sechs Fäll, datt dat fënnef oder sechs Fäll waren, wou...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass kee Lien, Dir erkennt kee Lien tëschent deenen eenzelne Fäll?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen, neen, neen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Och wou e Refus do war, wou da probéiert ginn ass, iwwer en anere Wee dat dann awer ze maachen?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen! Et war keen Ref..., enfin, esou wéi mir et kënne retracéieren an deene Requêten, déi mer jo elo da reconstituéiert hunn: Déi Nimm, déi gefrot gi sinn, sinn autoriséiert ginn. Et ass also kee Fall do, wou mer en Numm gefrot hätten, dee refuséiert gi wier.

Souwäit ech et ka jugéieren, déi Nimm oder déi Sujeten oder déi Themeberäicher, déi dann eventuell an déi Saach hei elo gefall wieren, mengen ech, dass, wann een dee Fall anstänneg presentéiert hätt mat deenen néidegen Argumentatiounen, dass dat duerchaus och hätt kënnen approuvéiert ginn. Firwat ass et net gemaach ginn? Franchement, fir elo hei ze spekuléieren: „Ech hunn héieren, dass..., ech mengen...". Ech bleiwen da léiwer ewech!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wie gëtt dann eigentlech den definitiven, wie gëtt den Uerder dann, fir...? Et ass jo en Techniker, dee sech drëm këmmert. Et ass jo net deen, deen d'Décisioun hëlt. Mä ass dat dann net festgehalen? Et misst jo awer festgehale sinn: Wien ass iwwerhaapt zoustänneg, fir d'Uerderen dann ze ginn derbäi? Eng Écoute schalten, dat ass jo net iergendeppes! Dat ass jo awer scho méi eng zolidd Operatioun, déi gemaach gëtt. Dat heescht, wie gëtt dann..., ass dat festgehalen elo an Ärer Instructioun haut, wien zoustänneg ass? Also wie kann zum Beispill bei den Techniker soen: „Hei ass den Déngen, schalt déi doten oder gëff dat doten eran, datt mer déi op Écoute kréien?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, d'Instruction de service definéiert d'Fonctioun. En annexe zu der Instruction de service hu mer en Organigramm mat den Nimm vun deenen, déi d'Fonctiounen exercéieren. Dat heescht, eng Persoun bekëmmert sech ëm d'Finalisatioun vun deenen techneschen Donnéeën, déi

se da presentéiert. An déi technesch Donnéeën, déi technesch Fiche däerf natierlech - selbstverständlech! - nëmmen déi Nummeren enthalen, déi am Procès-verbal dra sinn! An do gëtt da gekuckt am Procès - mir gi jo mat den Nummeren an...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, d'accord!

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir gi jo mat den Nummeren bei d'Riichter. Et ass net, dass mer da soen d'Persoun, mä och d'Nummeren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Nummer, jo, jo, d'accord.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Sënn vun...also nëmmen déi pertinent Nummeren däerfen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, d'accord.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- ...gelauschtert ginn an deemno och d'Informatiounen derduerch lafen, déi eis interesséieren. An da ginn déi Nummere riwwer geholl an eng Fiche, déi gëtt dann ënnerschriwwe vum Direkter an dee Bréif geet dann un den Opérateur. An den Opérateur mécht déi technesch Manipulatioun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä da ka jo nëmmen, an deem heite Fall, da muss dat jo tëschent dem Direkter, also do si jo Nummere bäigeschriwwe ginn, déi net drop gehéiert hunn.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Esou gesäit et aus. Mä loosse mer virsiichteg sinn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Tëschent dem Direkter an dem Techniker kann et jo dann nëmme geschitt sinn. Et kann nëmmen tëschent dem Direkter an, bon, et ka jo nëmmen tëschent dem Direkter an dem Techniker geschitt sinn.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et kann nëmme geschitt sinn tëschent deem Moment, wou d'Écoute autoriséiert ginn ass, an deem Moment, wou den Direkter de Bréif ënnerschreift, dee bei den Opérateur geet, well do jo

74

nach déi eng oder déi aner Aarbecht muss gemaach ginn am Haus.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht do huet ee se bäigeschriwwen?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Do gesäit et aus, ech wëll virsiichteg sinn, wéi wann do een nach eng Nummer derbäi geschriwwen hätt. Firwat? Wien? Do ginn d'Meenungen auserneen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, ech muss nach eng Kéier insistéieren opgrond trotzdeem, dat do ass jo sécherlech e relativ grave Fait nouveau, dee sech awer ofzeechent hei am Dossier. Ech mengen, do si mer eis eens. Wéi gesot, och wann d'Konklusioune sécherlech net evident sinn, fir de Moment dorauser ze zéien, mä et sinn awer Indizien do, déi awer drop hiweisen, dass - soss hätt Dir jo och kee Rendez-vous beim Parquet geholl -, dass do méiglecherweis weider Delikter sech ofzeechnen.

An duerfir muss ech insistéieren, well dat doten och déi Period ass, wou u sech den Här Mille Direkter vum Service war, muss ech insistéieren, dass mer déi Dokumenter kréie virun der Unhéierung vum Här Mille, déi geplangt ass fir déi nächst Woch. Quitte dass mir natierlech, soufern Nimm dra sinn, musse wëssen domadder ëmzegoen. Dat ass selbstverständlech. Mä mir mussen awer eis kënnen e Bild maache vläicht iwwert d'Envergure vun deem Ganzen an d'Indizien, déi virleien, well soss kënne mer eis Aarbecht net uerdentlech an där Hisiicht maachen. D'accord?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech wëll och derbäi soen, wann Der erlaabt, Här President, ech hu virdru gesot, ech hu gefrot, dass mer déi Enquête maache bis elo déi lescht Écoutëperiod, wou ech och elo do sinn, an dass mer also déi ganz Period bis elo, ech mengen Oktober, November war déi lescht Period, alles nogekuckt hunn - laang a recoupéiert iwwer Wochen, ech géif souguer soe méintlaang, iwwert d'Summerpaus an esou weider -, dass mer wierklech dat anständeg gekuckt hunn, och déi Requêten ëmmer erëm nogekuckt hunn an dass déi Nummeren, vun deene mir elo mengen, dass se effektiv net an der Rei sinn - ech hoffen, mir hunn eis net geiert, mä ech mengen effektiv, dass déi net an der Rei sinn - sech effektiv op déi puer Jore limitéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen nach dozou.

Annexe (4) Bausch

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt just froen, wat déi Écouten ubelaangt, Dir schwätzt vun Opérateuren. Ginn déi Écouten nëmmen exklusiv iwwer Opérateurë gemaach oder kann een déi och nach iwwer aner Weeër maachen?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, esou wéi et haut technesch organiséiert ass, kann et nëmmen iwwert den Opérateur goen. Den Opérateur mécht eng Manipulatioun op der Linn, ob elo den Email matkënnt oder net, et gëtt mam Opérateur geschalt, deen... wat elo genee technesch geet, kann ech Iech elo net erklären. Mä et gëtt mam Opérateur d'Manipulatioun gemaach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech géif eng Kéier, wa mer nach eng Kéier hei eng Sitzung hätten, géif ech nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir hunn nach Geleeënheet sécherlech, fir dat ze maachen. Et ass scho praktesch festgehalen. Ech géif elo nach eng Kéier op... also et ass scho villes elo geschwat ginn iwwert d'Méthodes opératoires. Den Här Weiler huet nach zum Allgemengen eng Fro gestallt.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...ech sinn nach ëmmer am Allgemengen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir sinn am Allgemengen, quitte dass mer elo iwwert d'Allgemengt op eng ganz Rëtsch vun Aspekter agaange si vun de Méthodes opératoires, wou d'Écouten dozou gehéiere respektiv Deeler och vun der Datebank falen.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech hunn zwou kleng prezis Froen, déi sech allen zwou unhänken un d'Froen, déi hei vun de Kolleege gestallt gi sinn. Ech hätt se och dee Moment scho kënnen direkt stellen am Kontext. Ech hunn am Kontext vun deem, wat den Här Bettel gefrot huet iwwert de Règlement grand-ducal, deen net do ass, op d'Gesetz vun 2004, wat den Traitement vun de Basen ugeet, eng Fro un den Här Direkter. Dir sidd jo elo dräi Joer en fonction an Dir waart an deenen dräi Joer méi oft Gaascht hei vun der Commission du contrôle parlementaire. Ech wollt froen, ass déi Fro vun der Absence vun deem Règlement grand-ducal hei vun der Kommissioun an Ärer Präsenz ugeschwat gi respektiv diskutéiert ginn?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, also ech hunn och nogekuckt, wat an deene Joren zënter dass et de Contrôle parlementaire gëtt, also 2004, ech mengen, si huet ugefaangen ze schaffen 2005 plus minus, do muss déi Problematik, si ass e puermol diskutéiert ginn. Wann Der mech awer elo frot - an och viru menger Zäit, während menger Zäit an och viru menger Zäit ass se e puermol évoquéiert ginn -, wann Der mech awer elo frot, Här Weiler, Iech genee den Datum ze soe vun der Sessioun, ech hunn elo eng Kéier 2011 am Kapp, eng Kéier 2006 am Kapp. An et kéint sinn, dass och 2008 nach eng Kéier driwwer geschwat ginn ass. Et ass driwwer geschwat ginn. Ech kann Iech awer elo net soe genee den Datum, wou mer, enfin, wou mir oder si deemools driwwer geschwat hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou Är zweet Fro.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo, an d'selwecht, d'Fro vum Här Lux, déi Fro vum Comité interministériel. Huet d'Kommissioun hei Iech net opmierksam gemaach, datt do awer och am Gesetz e Comité virgesi wär an ob et net vläicht utile wär, fir eng Initiativ ze huelen, datt dee Comité do géif aktivéiert ginn? Huet d'Kommissioun bei Iech an deem Sënn intervenéiert?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, déi Zäit, wou ech elo Direkter sinn, ass dat net thematiséiert ginn. Ech mengen, viru menger Zäit ass geschwat ginn iwwert d'Koordinatioun tëschent de Ministèrë mat deene mir zesummeschaffen. Ech sinn awer elo net sécher, Här Weiler, ob et och do effektiv ëm dee Comité, deen am Gesetz virgesinn ass, gaangen ass.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Bon, ech insistéieren net weider.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir konnte jo och dovunner ausgoen, dass et eenzel Saache géife ginn, déi funktionéieren einfach esou, ouni elo…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth dozou.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, ech hunn an deemselwechte Kontext... Dir hutt virdru gesot vun Ärer Opdeelung, vum Organigramm an och vun där Instruction de service, déi sollt eis virgeluecht ginn. Mä ass dann déi Instruction - dat ass jo e wichtegt Aarbechtsinstrument,

wat Der awer do hutt - hutt Der dann do ni referéiert un déi Commission de contrôle parlementaire oder ass dat ni nogefrot ginn, dass si kënnen Asiicht an déi Instruction de service hunn?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also d'Instruction de service, ech mengen, dass mer e puermol an der, ech soen elo e puermol, ech mengen awer op d'mannst eng Kéier, wann net souguer zwou Kéieren, dass ech do sinn, iwwert déi Instruction de service geschwat hunn. Dass mer, mengen ech, am Juli dëst Joer de Skelett, de Sommaire presentéiert hunn. Si ass och eréischt en vigueur elo eréischt säit dësem Summer, de Summer 2012. Mir hu wierklech laang dru geschafft. Mä, wéi ech virdru gesot hunn, ier d'Instruction de service en vigueur war, hu mer eng Rei punktuell Décisiounen awer geholl, fir dat Prozeduraalt awer ze regelen, e Contrôle awer ze maachen, esou dass mer driwwer geschwat hunn, dass mer amgaang wiere se ze preparéieren, wéi se ongefeier géif ausgesinn, wat dra wier. A mir hate se am Juli, mä de Compte rendu misst dat och weisen, hate mer se presentéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Urbany dozou.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech kommen nach eng Kéier op d'Fro zréck, déi ech scho virdru gestallt hat. Ech hat, mengen ech, se net beäntwert kritt. Mä, fir d'Fro vum Här Weiler dann auszeweiten an deemselwechte Kontext: Huet dann de Parquet ni déi Froen opgeworf? Ech weess net, Dir hat, huelen ech un, mam Här Biever ze dinn, dee jo awer während Joren Informatioune kritt huet, déi eigentlech wäertlos waren, gesetzlech gesinn, well et keng Basis dofir gëtt. Huet deen dann ni déi Fro opgeworf vun der Gesetzlechkeet vun deene Renseignementer, déi Der him weiderginn hutt?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Just an deem Kontext...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- An deem Kontext wëll ech d'Fro vum Här Urbany vläicht complétéieren, well hien déi ganzen Zäit schwätzt vun et géif keng Basis. Esou ass et net. D'Gesetz gesäit vir, dass d'Donnéeën...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass awer keng Fro, wat Dir do stellt.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...kënne kollektéiert ginn an datt de Service kann oder soll déi Donnéeë communiquéieren, communiquéieren un d'Autorité judiciaire an un aner Autoritéiten...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Richteg!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...déi dann, en connaissance de cause...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Richteg, op Basis vun engem Règlement grand-ducal.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Elo muss ech lech allen zwee stoppen hei. Erlaabt mer, also mir sinn hei bei enger Auditioun vun engem Témoin an ech géif lech elo bieden dann, wann der intervenéiert, eng Fro dem Zeien ze stellen, fir dass mer virukommen. Dat doten ass natierlech Géigestand vun eisen Diskussiounen. Ech mengen, fir de Moment hu mer hei, an och aus Respekt virum Zeien, géif ech soen, dass mer eis sollten elo méi un den Zeie wenden.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Meng komplementar Fro un dat, wat den Här Urbany gefrot huet, wär, ob de Service sech dann net dorobber baséiert huet, op deen Text, dee virgesäit, datt si déi Donnéeën däerfe communiquéieren, même en absence vun engem Reglement iwwert den Traitement vun den Données de base?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, wat den Dateschutz ugeet an d'Collecte, d'Saisie an d'Traitement vun Données personnelles, ech hat virdru kuerz gesot, ech mengen awer, dass ee ka soen, dass d'2004er-Gesetz souwuel am Artikel 2, wéi och am Artikel 4, awer seet, eis Missioun ass Donnéeën sichen ze goen. Eis Missioun ass Donnéeën ze kollektéieren, se ze traitéieren, se ze examinéieren, se ze analyséieren oder wéi den Text och ëmmer seet. Sou, dass ech awer mengen, dass een awer ka soe prinzipiell, dass de Fait, dass mir Donnéeën iwwerhaapt an d'Haus eranhuelen, dat ass net illegal.

Mir suerge jo och derfir, notamment en instruction de service, dass déi Donnéeën och der Finalitéit entspriechen. Dat heescht, dass mer nëmmen déi Donnéeë sammele ginn, souwäit se an eis Missioun passen. Dat, wat de Liewenslaf herno ugeet, wéi laang mer se

däerfen halen, den Délai de réexamen, wéi d'Gesetz seet, oder den Délai de conservation, déi Saach do hu mer effektiv nach net definéiert. Ech mengen do, dat stëmmt jo dann och.

Wat elo den Dateschutz ugeet an eise Relatioune mam Parquet hu mir natierlech mam Parquet ni doriwwer geschwat. Mir hu regelméisseg Réuniouне mam Parquet, schwätzen iwwer - net regelméisseg, ech hunn elo iwwerdriwwen -, mir hunn heiansdo Réuniouне mam Parquet, wou mer iwwert deen een oder deen anere konkrete Fall schwätzen. Mä d'Problematik Dateschutz hu mer mat hinnen net diskutéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Ech wéilt bei den Datebanken nohaken op engem anere Punkt, dee bis elo nach net diskutéiert ginn ass an dee mer och awer e bësse Kappzerbrieches mécht. Bon, ech mengen déi Affär vum Règlement grand-ducal, deen net geholl ginn ass, dat hu mer schonn diskutéiert. Dat ass e Fait. Et kann een net niéieren. Et ass och e Fait, dass déi al Datebanken eigentlech guer keng Consécration légale iwwerhaapt hunn. Well en Datentraitementsgesetz hu mer schonn zënter 1979. An do steet dran, dass u sech déi dote staatlech Datebanken, wou och déi Kartei da vum Service de Renseignement do drënner fält, déi hätte missen duerch e Gesetz oder duerch e Règlement grand-ducal genehmegt ginn.

Esou wäit ech weess, ausser Dir sot mer elo de Contraire, ass esou eppes ni geholl ginn. Sou, dass sech also e seriöe Problem stellt, wat d'Legalitéit ugeet.

Mä et kënnt nach eppes dobäi. Dat ass, dass d'Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz jo och eng speziell Kontrollkommissioun virgesäit, déi zoustänneg ass fir eben d'Iwwerwaachung vun deene spezielle Sécherheetsdatebanken, wou och dann d'Datebank vum Service de Renseignement drënner fält. Dat ass eng Spezialkommissioun. Normalerweis ass déi national Dateschutzkommissioun zoustänneg. Hei ass et eng Spezialkommissioun, wéinst der Sensibilitéit vun der Matière, déi gëtt presidéiert vun engem Deleguéierte vum General Statsanswalt an zwee Membere vun der nationaler Dateschutzkommissioun. Déi Kommissioun ass och agesat ginn. Ech wollt Iech zwou prezis Froe stellen.

Stëmmt et - dat sinn déi Informatiounen, déi ech bis elo konnt konnt sammelen -, dass déi Dateschutzkommissioun eigentlech, wat d'Datebank vum Service de Renseignement ugeet, bis elo net aktiv ginn ass? A stëmmt et och - dat ass souguer an offiziellen

Dokumenter nozeliesen -, dass den Haaptpunkt, firwat dat esou ass, zréckgeet op eng Interpretatiounsdivergenz vun den Texter, wat d'Habilitatioun ugeet vun deene Membere vun där Kommissioun fir kënnen op klassifizéiert Donnéeë Réckgréff ze huelen? Ech wär also, et wier wichteg fir do e puer Prezisiounen ze kréien, firwat, dass dat esou ass, firwat déi dote Situatioun, wann Der se bestätegt, schonn esou laang besteet a wéi Der gesitt, dass een aus där Situatioun do erauskënnt.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Jo. Effektiv, Här President, et gëtt eben déi speziell Autoritéit, déi speziell Autorité de contrôle, déi virgesinn ass vum Gesetz fir eis Datebanken ze kontrolléieren. Déi Autoritéit huet eng Kéier bei eis am Haus hire Contrôle gemaach, oder loosse mer éischter soe probéiert ze maachen a si huet awer just nëmmen déi Datebanke gekuckt vun der ANS. Ech mengen dat wier 2007 oder 2008 gewiescht. Mä ech ka mech ieren. Et war eent vun deenen zwee Joren.

An, sou dass déi Autorité de contrôle do war an d'ANS Banque de données gekuckt huet. Well bei der ANS Banque de données stellt sech de Problem vun der Sécherheet net. Dat si perséinlech Donnéeën, déi awer elo net klassifizéiert sinn am Sënn vum vum Gesetz iwwert d'Protection des informations classifiées. Sou, dass dee Problem, deen Der ugeschnidden hutt, sech do net esou gestallt huet.

Par contre hutt Der Recht, d'Datebanke vum Service de Renseignement also vun de Geheimdéngschtaktivitéiten, si bis elo nach net kontrolléiert ginn. Do stellt sech eng Divergence d'interprétation. Mir sinn der Meenung, dass d'Gesetz vun 2004 eben „Protection des informations classifiées" esou ze liesen ass, dass déi, also éischtens emol gesäit dat Gesetz de Prinzip vir, dass den Accès u klassifizéiert Donnéeën nëmmen da ka gi ginn, wann eng Habilitatioun do ass. Dat Gesetz gesäit och de Prinzip vir, dass eng Habilitatioun nëmmen da ka gi ginn, wann och eng Enquête gemaach gëtt, eng Enquête de sécurité. D'Portée vun där Enquête de sécurité ass och am Gesetz definéiert, wat gëtt gekuckt, wat gëtt appréciéiert a wat fir en Typ vun Donnéeën däerfen do gesammelt ginn.

Bon, da gesäit d'Gesetz awer eng Rei Exceptioune vir, fir d'Fonctiounen, déi keng Habilitatioun brauchen, an déi Exceptioune si limitativement opgezielt vum ANS-Gesetz.

An där, wéi soll ech soen, an deenen Delegatioune sinn d'Magistraten net, ausser wa se en matière judiciaire sëtzen. Dat heescht, e Magistrat, deen eng Geriichtsaffär traitéiert,

donc en matière judiciaire, brauch keng Habilitatioun. Do geet d'Gesetz dovun aus, dass déi eng Obligation du secrèt vun där anerer Obligation de secrèt iwwerholl gëtt an do virdru sech keng Habilitatiounsproblemer stellen.

Par contre liese mir d'Gesetz esou, dass also a contrario, de par déduction, wann e Magistrat net an enger Qualité judiciaire sëtzt, en da misst normalerweis eng Habilitatioun kréien. Do ass eng Divergence d'interprétation, déi mer probéiert hunn ze iwwerbrécken. Dat ass eis bis elo nach net gelongen. Et gëtt awer eng Rei Magistraten, déi sinn effektiv habilitéiert, well si an hirer Aarbecht, onofhängeg elo vun eis oder onofhängeg elo vun eiser Kooperatioun, eng Habilitatioun brauchen, fir notamment oder international Aarbecht, wou se och a Kontakt kënne komme mat klassifizéierten Informatiounen, zum Beispill op der EU oder Beispill och mat deene verschiddenen Agencë vun der EU, wann ee mat deenen zesummeschafft, kënnt een u sou klassifizéiert Informatiounen an da brauch een Habilitatiounen. Et ginn also Magistraten, déi eng hunn.

Bon, déi Divergence d'interprétation, déi et jo ass, probéiere mer ze iwwerbrécken. An ech weess, dass do de Ministère des tutelles amgaangen ass e Gespréich ze féiere mat der Autorité de contrôle, wéi wäit, ënner wat fir enge Konditiounen, een do kann dann eng Solutioun elo fannen. Ech war elo an deene leschte Gespréicher...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Heck, wéi laang geet deen Hickhack do scho mat där Genehmegung do? Déi et jo mat sech bruecht huet, dass effektiv déi Autorité de contrôle eigentlech hir Aarbecht fir deen Deel vun der Datebank, déi geheimdéngschtlech Tätegung, eigentlech net konnt ausféieren.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, si geet bal esou laang, wéi ech elo probéiert hunn ze erklären.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dann ass et gutt.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Fait ass awer, wann ech kann dobäi soen, dass mir awer, mengen ech, eng Kéier an Aussiicht gestallt hunn, dass de Contrôle vun dem Geheimdéngscht Banque de données ka gemaach ginn insofern wou mer net a Kontakt komme mat klassifizéiertem Material.

De Problem ass an deem, an deem Sënn komplizéiert, well, fir dass mir kënne beweisen, dass d'Nécessité à la finalité richteg ass, musse mir jo kënne beweisen, dass déi Informatiounen, déi mer iwwer eng Persoun hunn, et nécessaire mécht, dass mer iwwert déi Persoun do Donnéeë sammelen. Also, dass déi Persoun „eng Menace" duerstellt.

Ganz vill vun deenen Donnéeë si klassifizéiert. Net all. Mä ganz vill. Ech géif bal soen déi meescht sinn effektiv klassifizéiert. An do stellt sech dann dee Problem effektiv vun der Habilitatioun. Ech mengen awer trotzdeem, dass de Statsministère do wierklech ganz vill Effortë gemaach huet, fir elo do eng Solutioun ze fannen. Ech war elo an deene leschte Kontakter net derbäi, ech mengen awer, au vu des efforts, déi mer elo amgaang sinn ze maachen, dass een do kann elo eng Solutioun fannen.

Mä wéi gesot, ech sinn elo net an deene leschten Déngen derbäi.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hu jo gesot, et war, fir dat ze diskutéieren. Mä ech hu meng Meenung natierlech zu deem Virgang do, deen ech e bësse speziell fannen.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Esou ass dat.

Här Urbany, weider Froen zu den Datebanke vläicht, sou dass mer dee Volet Datebank kënnen ofschléissen, fir nach eventuell op nach aner Aspekter anzegoe vun de Filaturen an esou.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Waart just ee Moment, wéinst der Auer. Ech gesinn och ëmmer méi Leit, déi sech awer Suerge maachen iwwert den zäitlechen Dénge vun deem Ganzen. Ech wär zwar frou, wa mer elo deen heite Volet vun der Auditioun awer haut kéinten ofschléissen.

Ech wëll soen, dass mer herno nach ee wichtege Punkt awer nach mussen diskutéieren. Dat ass d'Demande vum Här Mille, fir am Huis clos gehéiert ze ginn. Do wëll ech awer gären, dass mer dat haut festhalen, dass mer virdru kënnen informéieren, wéi et ass. Net,

dass mer déi Décisioun d'nächst Woch eréischt hunn. Sou dass ech géif proposéieren, wann Der domat d'accord sidd, dass mer géife probéieren, awer eis Aarbechte bis spéitstens zwanzeg op fënnef - hallwer sechs hei ofzeschléissen, wann dat méiglech wär. Wann net, da musse mer vläicht en aneren Datum fixéieren a kucken, dann eens ze ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'accord,...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir hu jo nach e bësschen Zäit, loosse mer déi notzen! Prezis Froen a prezis Äntwerten.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech hale mech och ganz kuerz. An et ass och am Prinzip meng lescht Fro. Déi Saach hei huet eng wichteg Bedeitung, well jo elo eng ganz Partie vu Leit, Dosende vu Leit - iwwer honnert - d'Fro gestallt hunn, fir den Dossier kënne kucken ze goe bei Iech. A si hu se natierlech gestallt elo un eng Kommissioun, wou gesot gëtt, déi kënnen net bei eis kucke kommen, well se d'Habilitatioun net hunn. Wat jo awer och e Problem opwerft vu Séparation des pouvoirs. Dat heescht am Fong geholl, en Organ, wat Iech soll kontrolléieren, misst fir d'Éischt eng Kéier vun Iech kontrolléiert ginn, ob et Iech däerf kontrolléieren.

Ech mengen, dat wier esou e bëssen, wéi wann Der géift vun eis hei als Deputéiert verlaangen, fir d'Éischt eng Enquête de sécurité iwwer eis ze maachen, ier dass mer Iech kéinte kontrolléieren.

(Interruptions)

Dat ass also e Problem, dee prinzipiell sech stellt. Mä elo fir déi Leit, vum Standpunkt aus vun de Leit gekuckt: D'Leit hu gefrot, fir hiren Dossier kënne kucken ze goen. Den Här Juncker huet och e puermol gesot öffentlech, d'Leit hätten e Recht drop, individuell hiren Dossier ze gesinn. Wéi kënne mer dann déi Fro do léisen, vu dass mer jo och als Enquêtëkommissioun beschloss hunn - ech hat jo do zwar meng Reserven -, mä beschloss hunn, un déi Kommissioun do all déi Dossiers individuels weiderzeginn?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass eng gutt Fro, Här Urbany! Ech hu virdru gesot, a menger Intervention liminaire hat ech jo gesot, dass ech, enfin, dass mir absolut disponibel si fir déi dräi Enquêten: parlementaire, judiciaire an

dann och d'Autorité de contrôle. Mir haten e Bréifaustausch mat der Autorité de contrôle, wou mer der Autorité de contrôle gesot hunn, dass mer déi Donnéeën erausginn. Mir hunn awer drop higewisen, dass et am CNPDs-Gesetz eng Rei Dispositioune gëtt - déi et ebe just en matière de sûreté de l'État - dofir ass jo och déi extra Autorité de contrôle do virgesi ginn, well et eng speziell Matière ass, si ass nun eben emol speziell! -, dass do eng Rei Dispositioune sinn, déi a gewëssenen, wéi soll ech soen, a gewëssene Moyenen dat, den Accès direct, limitéieren - vum Demandeur.
Mir hunn awer gesot, dass mer eu égard aux circonstances exceptionnelles, an deene mer eben elo hei sinn, géife fir déi Dossieren, déi elo nach en historesche Wäert hunn, awer net méi, dass mer do den Accès géife ginn. Deen eenzege Problem, dee mer nach hunn, dat ass, dass a verschiddene vun deenen Dossieren Informatiounen dra si vun auslänneschen Déngschter. Déi kënne mer net erausginn, vu dass juristesch d'Informatiounen, déi mer do kritt hunn, d'Propriétéit si vun deem Déngscht. Sou dass mer do mussen eng Solutioun fannen, fir dee Problem ze léisen.

Et ass och, well mer eben amgaang sinn, mat der Autorité de contrôle déi Aarbechten do ze maachen, dass déi Dossieren dann och elo erausginn. Ech hunn de Moien, éier ech heihinner komm sinn, hu se mer e Bréif erausgeluecht, fir dann déi éischt, deen éischte Saz vun Demanden a Resultater ze iwwerstellen. Ebe just, well mer elo an där Situatioun sinn, sinn elo, wéi ech virdru gesot hunn, déi Kontakter, déi elo amgaang si mat der Autorité de contrôle, fir elo eng Solutioun ze fannen, dass mer kënne schaffen an de Leit hir Dossiere kënnen erausginn.

Hunn ech elo...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bei „historeschen" Dossieren, sot Der. Dat heescht, Dossieren, déi elo ofgeschloss sinn?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, déi „al Dossieren" - entre guillemets.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wann der dann do nach drënner wieren, déi aktuell wieren, wat fir eng Äntwert géifen déi Leit da kréien?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, wa mer

Dossieren hätten, déi aktuell wieren, dat heescht, wou d'Recherchen net definitiv ofgeschloss sinn - ech weess awer elo net, wéi vill dass mer elo där hunn, mä mir hunn haaptsächlech déi historesch do, wann ech emol sou ka soen -, da musse mer awer e Modus vivendi fannen, deen awer trotzdeem dem CNPDs-Gesetz entsprécht an deen eis erlaabt, en matière de sûreté de l'État net dem Demandeur alles mussen ze ginn.

Wéi vill, wat, wéi, do si mer nach amgaang, mat der Autorité de contrôle ze schwätzen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä d'Kontrollkommissioun kann awer kucke kommen? A gëtt dat geregelt, dat mat der Habilitatioun? Gëtt dat och relativ séier geregelt?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, jo. Si sinn do amgaang. Ech - wéi ech gesot hunn -, ech weess net de leschte Stand. Ech weess, dass Kontakter waren, déi gutt waren, déi positiv waren. Et ass iwwer Solutioune geschwat ginn. Ech sinn - et soll een ni ze vill optimistesch sinn -, mä ech sinn optimistesch, dass mer do sou eng Solutioun fannen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, kéint ech dann den Dossier Datebank, dee Volet elo definitiv ofschléissen?

Mir géifen dann nach zu dem leschte Volet kommen, deen awer och schonn iwwer eng Rei vu Froe behandelt ginn ass, wou awer nach dat eent oder dat anert net diskutéiert ginn ass. Dat ass also: déi aner Methoden, déi de Service asetzt, fir seng Renseignementer ze sammelen, wou, wéi gesot, just eng eigentlech reglementéiert ass, dat ass d'Écoute, a wou eigentlech eng ganz Partie aner Methode, zum Deel am Géigesaz zu deem, wat entre-temps an deene leschte Jore geschitt ass bei der Polizei, wou do Regele vum Gesetz festgeluecht gi sinn, déi sech net op de Service de Renseignement direkt applizéieren.

Duerfir nach eng Kéier d'Fro: Wéilt Dir einfach elo beschreiwen, wéi Dir elo erugitt, un déi Fro vun der Observatioun erugitt, un déi Fro vun de Filaturen, wat eng Variant vun der Observatioun ass, respektiv awer och, wéi Der procédéiert, wann Der Leit infiltréiert enzwousch? Wat do eigentlech..., haalt Der lech do, graff gesot, Dir hutt jo Instruktiounen

dozou erausginn, haalt Der lech ewell do u grosso modo déi Regelen, déi och elo gëlle fir d'Police oder wat ass do Är Approche? An do vläicht: Wat war d'Praxis awer och, d'Praxis iwwert déi lescht Joren, insofern Dir Kenntnis dovunner hutt?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also d'Methodologie vum Déngscht: Ech probéieren och do elo, also se ze beschreiwen, ouni elo an déi allergréisst Detailer ze goen. Meng Analys ass déi hei: Éischtens - an dat hunn ech elo, mengen ech, schonn e puermol gesot - ass meng Convictioun, dass déi Sécurité juridique, déi mir elo hunn als Haus an déi eenzel Beamte vun eis, net fest genuch ass. Mir brauchen e Gesetz! Mir brauchen e Gesetz, dat d'Methodologien definéiert, autoriséiert, kontrolléiert an esou weider an esou virun. Dat hunn ech schonn 2009 geschriwwen - zwar net ënner menger Ënnerschrëft, mä bon! Éischtens, do si mer eis alleguerten eens, mengen ech.

Zweetens sinn ech der Meenung, dass dat Gesetz vun 2004 eis awer eng Autoritéit gëtt, net ideal, mä et gëtt eis awer eng, mengen ech - elle est relative, mais elle existe -, vu dass dat 2004er Gesetz, wéi soll ech soen, examinéiert gëtt, interpretéiert gëtt, ausgeluecht gëtt à la lumière vun der Convention européenne des droits de l'Homme, déi jo seet, dass d'Vie privée absolut muss geschützt ginn, mä awer kann, wéi soll ech soen, beréiert ginn, wann e Gesetzestext dat virgesäit, an dass d'Gesetz vun 2004 als e solcht Gesetz gesi gëtt - éischtens -, zweetens et och deemools d'Intentioun vum Législateur war, wann ech d'Travaux parlementaires kucken, déi deemools bestanen hunn, dass de Service soll schaffen - soll schaffen! -, awer an der Diskretioun schaffen, dass also deemools de Législateur fonnt huet, dass eng detailléiert public, wann een esou ka soen, Ventilatioun vun de Methoden net soll gemaach ginn.

Dat heescht also fir mech, dass dat Gesetz vun 2004 eis eng Autorité gëtt - toute relative, mä trotzdeem -, fir déi Methoden anzesetzen an an enger gewëssener Manéier awer d'Privatliewe kënnen ze beréieren. Dat ass haut, dat geet haut net méi duer. Well mir hunn urisprudencen. Mir hunn d'Verfassung geännert. D'Gesetzer si verschäerft ginn. Duerfir soen ech jo, mir brauchen haut eppes anescht.

Bon, sou dass dat, wat ech gemaach hunn, elo duerch déi Instruction de service oder virdrun duerch eng ganz Rei Prozeduren d'Behuele vun de Leit ze kontrolléieren. Éischtens, dass alleguerten déi operativ Aktivitéiten dobausse kloer an d'Gesetz, an de

74

Kader vum Gesetz kommen. Well nëmmen, wa mer am Kader vum Gesetz sinn, Exekution Artikel 2, si mer an där Autorité relative, déi mer kréien, fir ze schaffen. Dass dat alles autoriséiert gëtt, dass et proportionell ass, dass also déi Method, déi mer gebrauchen, proportionell muss sinn. Dat heescht, proportionell zu der Wichtegkeet vun der Informatioun oder, wa mer se anescht kënne beschafen, soit dass e Ministère eventuell déi Informatioun do hätt, dass mer se dann dohinner siche ginn.

Dat hu mer dann do esou geregelt, sou dass ech mengen, dass déi manner intrusiv Methoden, wéi Observatioun a Filature, déi jo am Domaine public awer sinn - ech weess net, wat fir ee Wuert ech elo soll gebrauchen -, awer trotzdeem eng gewësse Validitéit hunn.

Wann ech och d'Vie-privés-Gesetz kucke vun ´82, wat jo och seet, dass een däerf observéiere mat engem Apparat oder net mat engem Apparat, eng Persoun, déi - wéi ass et elo scho méi? -, also mécht een, et violéiert een d'Gesetz, wann een eng Persoun observéiert, observéiere léisst mat engem Apparat oder net, déi sech an engem Milieu non accessible au public befënnt.

Sou dass ech mengen, dass mer soulaang mer am Public bleiwen, mengen ech, dass déi Portée juridique vum 2004er Gesetz eis genuch Autoritéit gëtt, fir dat ze maachen. Duerfir hu mir jo och an eisem Gesetz – pardon -, duerfir hu mir an eiser Instruction de service kloer drastoen, dass alles, wat d'Sphère privée ass an den Domicile ass, verbueden ass. Duerfir hu mer keng Autoritéit.

Bon, dat ass déi Analys, déi ech elo maachen. Ech loosse mech gär beléieren. Mir hunn et awer gekuckt, nogesicht, a mer mengen, dass dat, wat mer elo an eiser Instruction de service stoen hunn, eis assuréiert, dass mer an deem Gesetz do si mat där Autorité relative, déi d'Gesetz eis gëtt, an dass mer elo emol esou kënne schaffen, dass mer also och d'Intrusivitéit vun de Methoden zréckgezunn hunn.

Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Elo dozou Froe vläicht zu deem ganze Volet vun den Observatiounen, d'Filaturen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Net, net direkt, awer...

(incompréhensible)

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, zu den.... Méthodes opératoires si mer. Wanns de dozou...

M. Claude Meisch *(DP).*- Also, meng Fro bezitt sech elo net op d'Méthode opératoire, déi de Service selwer applizéiert. Mä et geet dorëms, ob de Service och mat anere privaten Entreprisen - där gëtt et jo -, déi och am Sécherheetsberäich täteg sinn an och an der Kollekt vun den Informatiounen täteg sinn, zesummeschafft, ob Der do och kontrolléiert, wat fir eng Methoden datt déi Servicer uwenden, ob Der dat haut maacht oder ob Der dat och an der Vergaangenheet gemaach hutt?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, mir mir - säit ech do sinn, schaffe mir net mat private Firme fir d'Aarbecht um Terrain. Einfach well ech der Meenung sinn, dass dat net an d'2004er Gesetz gehéiert. D'2004er Gesetz gëtt eis Autoritéit, fir ze sichen, fir ze maachen, fir ze, fir ze analyséieren, dass déi Autoritéit awer net ka virundelegéiert ginn u privat Firmen.

Zweetens ass et fir mech eng, eng, eng deontologesch Saach. Dat gehéiert sech net. An drëttens ass et verbonne mat enger Rei Risiken. Et kritt een déi Leit net richteg kontrolléiert. Et weess een net, wien déi Leit sinn. Sou dass mir dat haut net maachen.

Et gëtt mer awer gesot, ech hunn awer och do elo keng Beweiser, et sinn der mer ni gewise ginn, ech hunn der nach ni gesinn, wéi dass an der Zäit ganz, ganz punktuell awer mat Privatfirme geschafft ginn ass.

Firwat kann ech Iech net soen. War et, well mir vläicht net genuch Moyenen haten? Oder well do e Savoir-faire war, deen, deen anescht, besser war wéi eisen - ech weess et net. Et gëtt mer just gesot, dass et ganz punktuell esou eng Kooperatioun ginn ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou just eng Fro. Wat fir eng Zort vu Missioun hätten déi dann erfëllt oder hunn déi an deene punktuellen Affären do erfëllt? Ass dat och an de Beräich vun Observatioun gaangen, oder…?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Souwäit ech dat kann novollzéien, op der Basis vun deem, wat ech gesot kritt hunn, wier et am Beräich Observatioun gewiescht. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Sinn elo nach weider Froen un den Här Heck? Wéi gesot, wou awer d'Wahrscheinlechkeet grouss ass, dass mer den Här Heck nach eng Kéier eng zweete Kéier wäerten hei bei eis invitéieren,…

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Selbstverständlech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-…fir dann à la rigueur deelweis ënner Huis clos nach op eenzel Saachen dann zréckzekommen.

Wann da keng Froe méi sinn, da géif ech him Merci soen, géif awer d'Kommissiounsmembere bieden, nach hei ze bleiwen, fir notamment eng, eng onwesentlech Fro awer nach ënner eis, awer an öffentlecher Sitzung, ze behandelen.

Dem Här Heck géif ech Merci soe fir seng Disponibilitéit. Et ass net evident, während esou laang hei länger Zäit zur Verfügung ze stoen.

An dat ass, mir bleiwe bei den Zeien. Dat ass eng, eng, eng Demande, déi ech gären hei elo diskutéiert hätt, déi eis iwwer Mail erakomm ass vum Här Mille. Den Här Mille, dee mer jo fir déi nächst Sitzung de 15. convoquéiert hunn, fir als Zeien hei auszesoen. Deen och kee Problem huet, fir als Zeien auszesoen. Mä deen eis awer seet, dass e mengt, dat kënne méi vollstänneg ze maachen, wann en, wann dat géif net an öffentlecher Sitzung,

mä an enger Sitzung ënner Huis clos stattfannen.

Ech liesen hei just aus dem Text hei vir, deen en un eise Sekretär geschéckt huet: «*Comme vous le savez, je suis tenu entre autres au respect de dispositions des articles 5 et 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État ainsi que de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité. Dès lors, la question s'impose quelles informations je pourrais légalement fournir à la commission d'enquête dans le cadre d'une audition. Il va sans dire que, vu les dispositions des lois précitées, une audition à huis clos sera plus approprié sinon impérative pour assurer que la commission puisse effectuer un travail productif dans le respect des lois en vigueur. Par conséquent je me permets de plaider pour une audition à huis clos.*»

Bon, hei gëtt et eng Rei vun Argumenter, seet en, freet en also, fir dass, wat seng Auditioun ugeet, dass mer do géifen de Huis clos décidéieren. Wéi gesot, dat ass net de droit. Ech mengen, mir sinn als Kommissioun fräi, do Jo oder Neen ze soen. An do hätt ech gären d'Meenunge vun de Kommissiounsmemberen.

Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Den Här Mille invoquéiert hei e puer Artikelen. Ech weess net, ob e weess, dass en och kann Aussoe refuséieren, wat mer de Leit jo soen, wat haut och geschitt ass. Dat heescht, wann hie mengt, et wier ee Punkt do, deen him kéint herno virgeworf ginn oder préjudiciabel wär fir hien, kann e jo soen: „Iwwert dee Punkt kann ech net aussoen." Dat ass emol dat eent.

Zweetens, wann de Huis clos gesprach gëtt, an dat gesäit d'Gesetz jo ausdrécklech vir, da kann nodréiglech d'Kommissioun de Huis clos levéieren. À moins, dass mer eis formell géifen engagéieren „de préserver définitivement le huis clos". Dat heescht de Secret vun där Sitzung. Dat géif och bedeiten, dass mer an eisem Rapport misste ganz virsiichteg sinn iwwert dat. An da géif och d'Fro sech vum Verbatim stellen.

D'Regel ass eigentlech déi vun der öffentlecher Sitzung. An duerfir géif ech och mengen,

et wier vläicht net schlecht, ier een ufänkt, dass een den Zeie Mille méi ausféierlech iwwert d'Ausféierunge vum Gesetz an iwwert déi Méiglechkeeten informéiert. Och am Zesummenhang mat deem, wat hie gären hätt. Well en huet jo net gesot: «Je demande expressément.»

Une voix.- «…je plaide…»

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Il plaide pour le huis clos. Domadder ass net gesot: „Ech wëll en."

D'Gefor besteet natierlech, wann et eng öffentlech Sitzung ass, a mir soen, Dir kënnt déi Aussoe refuséieren, vun deenen ech geschwat hunn, wou e géif mengen, dass déi him kéinten hannenno virgeworf ginn, Point de vue pénal, dass en dann eng ganz Rei Aussoen net mécht. Mä do kënne mer näischt drun änneren. Mir kënnen och näischt drun änneren, wann e géif kommen - géif ech mengen - an e géif bei all drëtt Fro soen: „Ech äntwerten net drop." Well dat ass säi gutt Recht dann, well et ass jo net un eis, fir dat ze jugéieren, mä et ass un him, fir ze jugéieren, wéini dass en eng Ausso mécht an net.

Perséinlech géif ech eigentlech éischter mengen, d'Regel vum Gesetz ass öffentlech. Et kéint een och à tout moment de Huis clos spriechen an him soen: „Wann Der trotzdeem wëllt aussoen, kënne mer och de Huis clos spriechen à un certain moment." Oder soen: „Sidd Der d'accord, dass mer déi Froen, wou Der net geäntwert hutt, no der Sitzung an engem Huis clos erëmhuelen?"

Une voix.- Zum Beispill.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Zum Beispill.

Une voix.- O.k.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Also, do gëtt et eng Rei Méiglechkeeten. Et ass also net hei schwaarz-wäiss,…

(Interruption)

Une voix.- Dat ass och haut.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*-...mä d'Kommissioun huet opgrond vun deem juristeschen Instrument a vum Text ganz vill Méiglechkeeten. An ech mengen, et misst een dem Här Mille um Ufank vun der Sitzung, allerdéngs dann an enger öffentlecher Sitzung,...

Une voix.-...öffentlecher Sitzung...

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*-...dat do soen.

Ech mengen, de President soll vläicht déi eenzel Méiglechkeete kucken an da soen, dat do vläicht e bësse méi explizit maachen, wéi dat haut geschitt ass. An him och soen, dass eigentlech d'Sitzung öffentlech ass, mä dass deen, deen awer heihinner kënnt, net ouni Rechter ass, an dass en da ka refuséieren, dass en och de Huis clos à un certain moment kéint froen. Also, ech mengen, da muss ee gesinn en cours de l'audition du témoin, wéi mer da verfueren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Ech gesinn hei Kopfnicken. Dat heescht, dass déi Argumentatioun do géif akzeptéiert ginn. Ech mengen, mir géifen hei ähnlech fuere wéi haut,...

Une voix.- Majo, voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-*...well eigentlech hu mer haut eigentlech den Zeie gehéiert an öffentlecher Sitzung. Mä mir hunn awer selwer elo festgehalen, dass mer mat grousser Wahrscheinlechkeet och den Zeien, dee mer haut haten, den Här Heck, nach eng Kéier zweete Kéier héieren an deelweis wahrscheinlech am Huis clos, well hien effektiv dann à même ass, eis eng Rei vun Informatioune weider ze ginn.

An effektiv mécht et Sënn, fir eis och emol an eng ähnlech Prozedur eranzeginn mam Här Mille, an da kucke mer, wéi den Dossier sech dann entwéckelt a wéi him seng Aussoen eigentlech da vun der Konsistenz hier sinn. An da gesäit een, wat mer dann décidéieren.

D'accord? Also, am Prinzip wär also déi nächst Sitzung, d'Auditioun vum Här Mille, wär och öffentlech. D'accord?

(Assentiment)

M. Ben Fayot *(LSAP).*-...vill ze soen...Varianten...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. D'accord.

Da géif ech just nach bieden, mir hunn ee Procès-verbal nach unzehuele vun enger öffentlecher Sitzung. Deen hutt Der schonn, mengen ech, méi laang zougeschéckt kritt.

Hat Der deen eng Kéier duerchgekuckt?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn en elo net hei.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn deen elo net hei, mä ech hätt..., et steet dran, wéi wann ee Vote unanime iwwert déi ganz Prozedur do gewiescht wär. Ech hat awer gesot, dass ech meng Bedenken hätt, wat d'Dossiers individuels ugeet, fir déi weiderzeginn un déi Kommissioun.

An deem Sënn war de Vote net unanime. Dat kéint ee vläicht iergendwéi dran awer bemierken.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bemierken, dass Bedenken geäussert gi sinn, et war awer och net Nee gesot ginn. Et huet keen Nee gesot an där Sitzung.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn an öffentlecher Sitzung gesot, dass ech do Bedenken...

Et ass kee Vote gewiescht.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et huet keen Nee gesot an där Sitzung.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass kee Vote gewiescht. Et ass och ni gefrot ginn: „Sidd Der d'accord?" - mengen ech. Duerfir mengen ech schonn, dass ee soll hei…

Une voix.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll awer dozou soen, net datt hei elo erëm…. Also, mir si jo elo erëm an der Politik. Net datt do elo eng falsch Versioun do kënnt. Mir haten eng laang Diskussioun heiriwwer. Eng laang Diskussioun! A mir waren alleguerten unanime der Meenung, datt déi Leit missten déi Dossiere kréien.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ah jo, neen, dat ass kloer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, neen, ee Moment emol, Här Urbany. Elo ass et emol u mir. Dir hat jo d'Wuert. Elo ass et u mir.

Ech wëll awer soen, datt deemools, d'Diskussioun, si mer zu Konklusioune komm. An do huet awer kee sech hei deem opposéiert, datt mer elo géife probéieren, de Wee ze goen iwwert d'Instanz vun där Kommissioun, a sollt dat net klappen, datt mer selbstverständlech da géifen erëm eng Kéier hei frësch heiriwwer diskutéieren, an da géife mer en anere Wee sichen. Da géife mir d'Saach an d'Hand huelen. Dat hate mer hei festgehalen. A mir waren eis am Fong geholl och alleguerten doriwwer eens.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also, ech hunn, ech hunn dräimol intervenéiert, fir de Contraire ze soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Dir hutt net de Contraire gesot,…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Herno ass einfach…

M. François Bausch *(déi gréng).*-…well mir waren alleguer och där Meenung.

A 74

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Herno ass kee Vote eigentlech.... Herno ass jo kee richtege Vote méi gewiescht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, mä et si jo awer och...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et muss een awer net eppes duerstellen, wéi et net war. Dir hutt de Contraire vun eis zu kengem Moment hei gesot. Well mir waren eigentlech och Ärer Meenung, datt mer alles musse maachen, egal wéi et geet, fir datt jiddwereen déi Dossiere kritt.

Une voix.- Jo.
M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, mä da muss ech an Zukunft eben dann ëmmer dann och nach zum Schluss dann nach eng Kéier e Vote froen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Oder, oder, oder mir mussen d'Votë vläicht verlaangen an Zukunft. Dat ass vläicht och eng Méiglechkeet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et muss ee jo soen, et ware jo och Argumenter och ausgetosch ginn. An ech hat gemengt, opgrond vun deenen Argumenter, déi ausgetosch gi wieren, dass herno awer eng Eestëmmegkeet gewiescht wär, fir esou ze procédéieren, wéi mer dat décidéiert haten.

Wann dat elo anescht ass, da kann een nëmmen Akt dovunner huelen. Mä ech hat awer wierklech d'Impressioun, dass déi Konklusioun vun där Sitzung awer relativ kloer war an där doter Hisiicht.

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, et ass elo net dee wichtegste Punkt, loosse mer ofschléissen, da géif ech lech...

Jo?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech hunn ee klengen Terminproblem nach ze signaléieren, well déi Sitzung vun der Finanzkommissioun mat der Comexbu…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Lucien Lux *(LSAP).*-…iwwert d'Entwécklung vun de Steiereinnahme vum Stat, wat jo eng relativ wichteg ass,…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Lucien Lux *(LSAP).*-…déi ass reportéiert ginn op de 25. Januar, wou mer d'Commission d'enquête mam Här Statsminister hunn. An ech wär frou, wann Der vläicht deenen, mat deenen, déi deen Datum festgelucht hun, kucken fir en anneren Datum fir déi Setzung ze fannen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo

M. Lucien Lux *(LSAP).*-…en Datum soll sichen, dee respektéiert de Kalenner vun eiser Kommissioun.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng ganz gutt Initiativ.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Kéinte mer net, kéinte mer net dem President dem Chamberspresident soen, hie soll un d'Kommissiounen all e Bréif schreiwen, datt mer, datt fir freides mëttes an - wat war dat? - dënschdes mëttes, wa keng Chamberssitzung ass, emol déi nächst Méint d'Kommissiounen do net sollen tagen, well dann d'Enquêtëkommissioun tagt. Mir hu jo bewosst déi erausgesicht, well mer wëssen, datt traditionell do keng aner Kommissiounssitzunge sinn. Well soss gi mer awer verréckt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir hunn och elo e klenge Problem och nach mam, mam… E klenge Problem, mir ginn net eens mam Jacques Santer, fir en Datum ze

fannen, deem him och géif goen. Bon, do sinn ech natierlech, wann ech ganz béiss wär mat him, dass mir kënnen natierlech och Leit hei convoquéieren, dass se eigentlech da prioritär missten no eis sech riichten.

Elo probéieren ech awer, en Accord do ze fannen.

Do froen ech lech, wa mer géifen deen Datum, dee mer urspréinglech festgehalen hate mat him,…

Plusieurs voix.- Den 1. Februar.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-…wou hien anscheinend am fréien Nomëtteg eng Konferenz hei zu Lëtzebuerg awer huet, wa mer do géifen iwwert d'Mëttesstonn tagen? Wann Der do d'accord wäert. Et ass net glécklech. Wa mer do kéinten um zwielef Auer dann tagen,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Amplaz um zwou.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-…vun zwielef bis zwou dann tagen, dat…

Une voix.- Den 1. Februar?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, da kéinte mer dat… Zwou Stonnen, da kéinte mer dat awer…. Well soss gëtt et ganz schwéier, an eisem Rhythmus Daten ze fannen, well, déi da fräi gi sinn, do huet den Här Santer matdeele gelooss, hie wär do op Auslandsdéplacement, dass dat nach schwiereg gëtt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Moies geet et do net?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et misst ee kucke mat him, eventuell och moies dat ze maachen. Dat ass mir…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Moies sinn normalerweis keng Kommissiounen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, dat kann ee maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et sinn awer och nach Leit, déi net pensionéiert sinn an nach aner Aktivitéiten hu wéi hei. Et ass nun eemol esou. Jo.

Et ass eng Aktivitéit wéi eng aner, bal. Jo, esou éirewäert wéi anerer och sinn.

Also, mir probéieren do awer en Datum ze fannen. D'accord? An der Rei.

*

Luxembourg, le 23. 1. 2013 2013

Le témoin, M. Patrick Heck

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

94

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 06)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Marco Mille, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat, en tant que témoin – mardi, le 15 janvier 2013

Verbatim

*

Audience publique

*

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif proposéieren, dass mer mat der Sitzung géifen ufänken. Ech géif och hei d'fotografesch Press bieden, dann och hei de Sall ze verloossen, fir dës Sitzung vun der Enquêtëkommissioun, déi haut haaptsächlech ausgeriicht ass, fir en neien Zeien ze héieren, den Här Marco Mille, dee mer geruff hunn, fir déi heite Sitzung.

Eng Sitzung, déi am Prinzip öffentlech ass, mä, wéi eist Gesetz och seet, natierlech kann zu all Moment transforméiert ginn an eng Sitzung, déi à huis clos stattfënnt, wann d'Gegebenheeten dat esou néideg maachen. Mir wollten awer, wéi dat och bei der Unhéierung vum éischten Zeien de Fall war, awer dës Sitzung och öffentlech halen, esou laang wéi dat méiglech ass an esou laang dat natierlech och zur Wahrheitsfindung bäidréit.

Ähnlech wéi ech dat beim Här Heck gemaach hat, wëll ech och den Här Mille opmierksam maachen, dass déi Aarbechte vun eiser Enquêtëkommissioun sech an

der Rumm vum Gesetz bewegen iwwert d'Enquêtes parlementaires, a besonnesch natierlech och eis Missioun definéiert ass duerch eng Décisioun, déi d'Chamber geholl huet am Dezember d'lescht Joer iwwer eng Resolutioun, wou se dëser Enquêtëkommissioun d'Missioun ginn huet fir, ech zitéieren „d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création; d'en vérifier la légalité au vu de la législation en vigueur au moment où ces méthodes ont été appliquées", an natierlech „de faire rapport à la Chambre des Députés et d'en tirer les conclusions", esou wéi d'Gesetz an d'Chambersreglement dat virschreift. Dat ass also d'Missioun, an där mer eis bewegen.

Et ass och esou, dass eist Gesetz iwwert d'Enquêtes parlementaires och kloer seet, dass mer u sech net däerfen op d'Plates-bandes vun der Justiz trëppelen, eng kloer Trennung also. Dat heescht all déi Faiten, déi momentan Géigestand si vun enger Enquête bei der Justiz, déi sinn net Bestanddeel vun eisen Aarbechten hei, zumindest also all déi direkt Faiten, déi direkt concernéiert si vun där Enquête.

Fir dat genau ze déterminéieren, hate mer e Courrier an och Récksprooch geholl mam Procureur général, deen eis matgedeelt huet, dass et momentan also u sech dräi Faitë sinn eigentlech, déi Bestanddeel si vun enger Enquête virum Untersuchungsriichter fir de Moment, nodeems zu deeneselwechte Faiten eng Enquête préliminaire ënnert der Opsiicht vum Parquet stattfonnt huet.

Et geet also hei drëm, ëm d'Matophuele vun engem Gespréich tëschent dem Här Mille an dem Statsminister, ouni dass de Statsminister eppes dovunner wousst. Dat ass deen éischte Fait, dee Géigestand ass vun enger Enquête vun der Justiz. Da geet et drëm, ëm d'Écoute vum M., an et geet schliesslech och ëm e méiglecht Ophuele vun engem Gespréich, dat tëschent dem Statsminister an dem Statschef, dem Grand-Duc, stattfonnt hätt, an dat op enger CD soll drop sinn. Dat ass also, dat sinn déi Faiten, wou d'Justiz eis matgedeelt huet, de Parquet général, dass do Instruktioune lafen. An zu deenen dote Punkten, dat ass elo meng onangenehm Aufgab, hunn ech dofir ze suergen, dass mer also eis dorunner halen an net op déi dote Faiten direkt ze schwätze kommen.

Par contre, natierlech déi allgemeng Formulatioun vun eiser Missioun bréngt et mat sech, dass mer natierlech all aner Froen, déi de Fonctionnement vum Service begräifen, vun 1960 bis den heutegen Datum, natierlech Géigestand vun eise Froen a vun eiser Enquête sollen an eigentlech och musse sinn.

Ier ech elo den Här Mille hei vereedegen, esou wéi dat och vum Gesetz virgesinn ass, well de Prinzip ass, dass d'Zeien hei ënner Eed virun der Enquêtëkommissioun aussoen, wëll ech nach op e puer Punkten hiweisen, wéi dat och scho geschitt ass beim éischten Zeien, dee mer gehéiert hunn.

Fir d'Éischt huet den Zeien, wann en hei virun der Enquêtëkommissioun ausseet, huet en déiselwecht Verflichtungen, wéi wann en dat géif virun engem Untersuchungsriichter maachen, et gëllen also déiselwecht Regelen. Wann den Zeie mengt, dass en duerch seng Ausso sech selwer kéint belaaschten an domat eng Strofverfolgung fir hie mat sech zéien, kann e refuséieren auszesoen. Dat ass en absolut Recht, wat en huet - dat huet en och virum Untersuchungsriichter -, ass awer nach eng Kéier ausdrécklech och an eisem Text festgehale ginn. Dann ass et och esou, dass ech och den Zeie muss drop opmierksam maachen, dass en awer och bei eventuelle falschen Aussoen hei ënner Eed hei den Tatbestand vun engem faux témoignage géif bestoen, ähnlech wéi dat och viru Geriicht de Fall ass. Och dat ass an eisen Texter esou festgehalen.

Mir hunn hei, wéi mer eis Aarbechten organiséiert hunn, hu mer zesummen hei festgeluecht, dass mer u sech net géifen, wéi dat meeschtens beim Untersuchungsriichter de Fall ass, hei géifen all Kéiers elo eng Zesummefaassung maache vun den Aussoe vun den Zeien, well dat immens zäitopwändeg ass, fir dat ze maachen, mä dass mer hei géife vun deenen Aussoen, déi den Zeien, wéi gesot an öffentlecher Sitzung, mécht, dass mer do op jidde Fall géifen déi Opnahmen, also ophuelen, wat e gesot huet, an dass dat, dee Verbatim praktesch dann herno him géif virgeluecht ginn, fir ze ënnerschreiwen an enger nächster Sitzung, wann de Verbatim fäerdeg ass. Dat heescht also, keng Zesummefaassung vun deenen Aussoen, mä u sech also eent zu eent eigentlech d'Aussoen, déi den Zeie gemaach huet, géifen dann niddergeschriwwe ginn, an dat wär dann eigentlech seng

Zeienausso, déi en herno natierlech och muss duerch seng Ënnerschrëft beglaubegen.

Da wollt ech och drop opmierksam maachen, Dir hutt dee Formulaire schonn ausgehändegt kritt, dass Der als Zeien och d'Urecht hutt op eng Tax fir all Zeien, wéi dat och virun den Zivilgeriichter üblech ass. Voilà, dat wär, mengen ech, dat wat ech am Virfeld elo virun der Vereedegung wollt soen.

Den Här Marco Mille ass, dat wëll ech och actéieren, ass 48 Joer al, en ass bestuet, en ass Kader an engem Betrib, an enger Entreprise an als Wunnsëtz huet e Buchheim an Däitschland. Voilà, dat ass, wat mer och, wat üblech ass, wat och festgehale gëtt bei Zeienaussoe virum Riichter. An ech géif, Här Mille, lech also bieden, hei den Eed ze leeschten, esou wéi en am Gesetz virgeschriwwen ass. Den Eed, fir d'Wourecht ze soen, d'ganz Wourecht, näischt anescht wéi d'Wourecht. Ech bieden lech d'riets Hand ze hiewen an ze soen: Ech schwieren.

M. Marco Mille, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech schwieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech ginn lech Acte hei vun Ärem Eed an da proposéieren ech, dass mer mat eisen Aarbechten hei och dann ufänken. Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- In limine litis géif ech just gär d'Fro kloerstellen, mir hu jo d'lescht Woch Faitë matgedeelt kritt, wou Dir vun Écouten iwwert den M. geschwat, zitéiert hutt, meng Fro ass: Kënne mer haut Froe stellen? Ass eng Instruktioun op? Hutt Dir vum Parquet Informatioune kritt, ob nei Saachen op sinn, nei Dossieren, oder ass de Moment de Parquet just mat deenen dräi Dossieren... Just dass mer net duerno gesot kréien, mir kënnen net driwwer schwätzen. In limine litis, fir dat direkt ze klären.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bettel, ech hunn lech gesot, wat de Parquet eis bis elo matgedeelt huet. Do sinn eigentlech elo keng, no mengen Informatiounen ass keng Enquête, déi momentan zu deem Ganze leeft. Jo, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- War dann net festgehale ginn, dass den Här Heck sollt Instruktioun hunn, soit e Freideg, soit e Méindeg, dat wär also gëschter gewiescht, déi Dossieren um Parquet ze déposéieren?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hu keng Informatiounen, wat den Här Mille gemaach huet. Och den Dépôt vun engem Dossier um Parquet heescht jo net, dass...

Plusieurs voix.- Den Här Heck.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...den Här Heck. Och den Dépôt vun engem Dossier heescht jo net, dass eng Enquête direkt leeft. Et kann ee vill Dokumenter déposéieren. Nach muss eng Décisioun vum Parquet geholl ginn, an ech hu keng Informatioun, weder dass eng Enquête préliminaire géif lafen, nach dass eng Enquête géif lafen. Wat ech lech allerdéngs ka soen, dat ass, dass ech elo virun enger Véirelstonn hei ausgehändegt kritt hunn, Dokumenter, déi mer ugefrot hate beim Här Heck während där leschter Auditioun, a wou och nach gëschter, och nach op meng Demande hin, e formelle Bréif eraus gaangen ass, a mir hunn also... elo grad hunn ech hei ausgehändegt kritt e Bréif vum Här Heck, also u mech geriicht, wou do fënnef Nummeren drop stinn, déi d'Joren 2007 an 2008 betreffen, wou si dovunner ausginn, dass dat Indizie sinn, dass an deenen dote Fäll d'Autorisatiounen, wéi se den Artikel 88-3 vum Code d'instruction criminelle virschreift, net respektéiert gi wären.

A wat mer nach kritt hunn, dat ass déi relativ voluminéis Instruction de service, déi, wéi gesot, déi lescht, déi rausgaangen ass am Service de Renseignement, wat d'Aarbechten eigentlech beim Service de Renseignement ugeet. An en huet mer och hei matgedeelt, an der Lettre de couverture, dass, wat déi al Instructions de service a Circulairen ugeet, dass en déi géif an deene meilleurs délais eis zoukomme loossen. Dat sinn also d'Dokumenter, déi och selbstverständlech un d'Membere weidergereecht ginn. Mä opgrond vun deem Inhalt géif ech awer mengen, dass dat awer och Dokumenter sinn, déi e confidentielle Charakter hunn. Dat heescht, net fir d'Membere vun der Kommissioun, déi selbstverständlech déi kënne kucken, mä natierlech awer, wat u sech de grand public, fir de Moment zumindest, ugeet.

Dat kloergestallt kéinte mer da mat der Unhéierung vum Zeien ufänken. Ech mengen, et wier vläicht gutt, wann ee fir d'Éischt, an engem éischte Volet géif d'Méiglechkeet ginn dem Här Mille, fir kuerz vläicht sech virzestellen, seng Formatioun, seng berufflech Carrière an e puer Sätz vläicht zesummenzefaassen, notamment, wéi gesot, seng Carrière, déi e beim Stat hat. Wéi gesot, wéi en Direkter ginn ass a natierlech och bis hin natierlech zu senger Décisioun, déi e geholl huet, fir net méi Direkter vum Service de Renseignement ze bleiwen. Ech mengen, et ass wichteg, dass also een einfach déi dote Faiten hei eng Kéier géif als Éischt emol duerleeën. Da vläicht just d'Froeronn nëmmen zu deem dote Punkt an da komme mer, wann Der erlaabt, op eenzel aner Punkten natierlech am Detail ze schwätzen. Här Mille.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här President. Also, mäi Numm ass Marco Mille, wéi gesot. Ech hu meng berufflech Carrière ugefaangen an enger internationaler Organisatioun, d'Westeuropäesch Unioun, eng Verteidegungsorganisatioun. Ech sinn du 1996 op Lëtzebuerg komm an den Ausseministère, wou ech zwee Joer geschafft hunn. Vum Ausseministère sinn ech den 1. Februar 1998, mengen ech, bei de Service de Renseignement komm. Beim Service de Renseignement war ech am Ufank e Chef de branche an ech hunn eng vun deenen Abteilunge geleet, déi beim Service de Renseignement existéieren. Ech war do zoustänneg fir divers Sujeten. Ech sinn, mengen ech, am Dezember 2003 Direkter genannt gi vum Service. Ech war do Direkter bis eben den 1. Mäerz 2010, wou ech de Service verlooss hunn an an d'Privatwirtschaft gaange sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Vläicht e Wuert zu Ärer Décisioun, fir opzehalen als Direkter. Wéi ass déi Décisioun zustane komm?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här President, dat ass eng Décisioun... Ech weess net, hutt Dir? Et brummt am Mikro.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech géif och d'Komerode bieden, also d'Handye wäit ewechzehale vum Mikro, wa méiglech. Ech mengen, elo misst et besser goen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also déi Décisioun, dat ass keng Décisioun, déi ee Grond huet. Dat ass eng Décisioun, déi huet vill Grënn. Ech hu familiär Grënn gehat, meng Famill, an ech wollt Neies, mech nach emol berufflech veränneren, mir wollten eis och regional veränneren. Ech hu virdrun, ier ech op Lëtzebuerg komm sinn, am Ausland geschafft. Ech wollt erëm an d'Ausland goen. Dat heescht, ech hat och schonn eng gewëssen Zäit mech mam Gedanke gedroen, dass, wann eng Opportunitéit sech géif erginn, dass ech duerchaus mer kéint virstellen, erëm fortzegoen an d'Ausland. Beim Stat oder net beim Stat, do gouf et keng, u sech keng Virastellung.

Da kënnt de Punkt, wann Dir als Direkter eng Administratioun leet, wou Der am Ufank vill kënnt bewegen, wou dat awer ofhëlt mat der Zäit. Duerfir hu mer zu Lëtzebuerg jo och agefouert, dass d'Direkteschposten an der Zäit solle limitéiert ginn. Dat ass eng ganz gutt Iddi. Op mech huet dat sech awer nach net applizéiert. Den Zäitpunkt war komm, och a menger eegener Aschätzung, dass hei och e neie Mann - eng nei Persoun sollt ech soen, fir korrekt ze sinn, misst soen -, fir mat vläicht neiem Schwong, neier Energie an och net belaascht - belaascht wann ech gelift net falsch verstoen -, mä belaascht duerch perséinlech Bezéiungen, déi en an zwielef Joer an engem Service opgebaut huet, och kënnen Décisiounen ze treffen. An dat sinn alles Grënn, déi dozou féieren, dass een esou eng Décisioun hëlt.

Dat sinn déi Grënn op menger Säit. Ech kann aner Leit hir Grënn natierlech net kommentéieren. Mä dat sinn an der Zomm d'Grënn, firwat ech décidéiert hat, de Service à un certain point ze verloossen, ob dat elo den 1. Mäerz 2010 wier, ob dat vläicht e Joer méi spéit wier, ob dat hätt kënne sechs Méint éischter sinn. Jo, mä hei war einfach d'Zesummentreffe vun enger Opportunitéit mam Wëlle mech ze veränneren, an déi hunn ech dann ergraff.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, am Kloertext op deem dote Punkt: Dir sidd net opgefuerdert ginn opzehalen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Statsminister huet an deem Gespréich... ma elo gi mer, elo gi mer fir d'Éischt an en

Thema, Här President, wou ech muss soen, dass do eng Instruction judiciaire ass. Also, ech weess net. Dat do war och Géigestand vun de Froen, déi den...

Dat do war och Géigestand vun de Froen, déi den... déi ech gefrot gi sinn an der Viruntersuchung. Elo ass d'Fro: Kéint ech esou Froe beäntweren, kann ech esou Froe beäntweren, kann ech se net beäntweren?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Also, ech mengen, dass mer hei elo net, also, wat mer sécherlech net... keng Fro wäert ech zouloossen, déi zum Ophuele selwer geet, well dat ass jo eigentlech den eventuelle Fait pénal, dee ka spillen. Hei ass eigentlech duerno, einfach fir d'Saach ze situéieren, wéi Der opgehalen hutt als Direkter.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Also, et war esou: Dem Statsminister seng spontan Reaktioun war déi, dass en natierlech net frou war - wéi Dir Iech kënnt virstellen -, dass en och emotional reagéiert huet. An en huet gesot, spontan, éischt Reaktioun: Ech hätt net iwwel Loscht, dech erauszegeheien. Hien huet awer duerno mat mir eng Diskussioun gefouert, ech hu meng Grënn erkläert. Ech mengen net, dass en déi Grënn guttgeheescht huet, en huet se awer verstanen an en huet als Konsequenz ebe gezunn, dass en d'parlamentaresch Kontrollkommissioun informéiert huet. Mir hunn duerno, ech géif soen, korrekt zesumme weidergeschafft, professionell. Ech hat net d'Gefill, dass Drock op mer wier, fir méiglechst schnell ze goen. An dat, deen Drock ass mer och net vermëttelt ginn. Also a menger eegener Appréciatioun.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Nach eng Kéier...

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Et war esou, Här President, entschëllegt, wéi ech dem Statsminister matgedeelt hunn, dass ech géif mech mam Gedanken droe fir fortzegoen, huet en dat ënnerstëtzt. Awer en huet et ënnerstëtzt an enger Aart a Weis, dass en net gesot huet: Här Mille, gutt dass Der endlech gitt. Mä en huet och drop gehal, dass mer sécherstellen, dass et eng Méiglechkeet gëtt fir mech, fir rëmzekommen, an dass ech och meng Successioun adequat virbereeden. Dat war him e grousst Uleies.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Wat Äre Statut ugeet, Dir hutt e Congé sans solde.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Richteg.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Op fënnef Joer? Ech weess elo net genau...

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Op siwe Joer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Op siwe Joer, d'accord. Bon, nach Froen zu deem dote Volet? Jo.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Zwou Froen. Déi éischt Saach, bei Siemens, hat Dir Iech do ëmfrot oder huet den Här Statsminister Iech dat proposéiert?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Weder nach.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- An déi siwe Joer Congé sans solde, ass dat och eng Initiativ vun Iech gewiescht oder eng Propositioun vum Statsminister?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Et war eng Demande vu mir, wou ech aus perséinleche Grënn dat ugefrot hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Keng weider Fro zu deem dote Volet méi? Jo.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dir hutt, mengen ech, zu engem Zäitpunkt, wou Der aus dem Déngscht schonn ausgescheet waart, nach en Avancement kritt respektiv eng nei Nominatioun. War dat Géigestand an deenen Diskussiounen, déi Der mam Statsminister hat, oder eng Revendicatioun vun Ärer Säit?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Meisch, dat ass net ganz richteg. Et ass keen Avancement, et ass eng Noutwendegkeet gewiescht. Ech kann als Direkter vum Geheimdéngscht net an e Congé sans solde goen, dat heescht, ech kann dat maachen, mä da kann ech net ersat ginn. Da kann nëmmen ee „Faisant fonction" genannt ginn. Dat heescht, ech hu missen aus där Positioun, an där ech war, horizontal eriwwer gezu ginn an, ech soen emol, déi normal Administratioun, an deem Grad, an deem ech war. An dat war déi Positioun, an déi ech genannt gi sinn. Am Fong net nodeems ech scho fort war, mä simultan mat deem Datum, wou ech fortgaang sinn. Dat war eng Noutwendegkeet, fir dass een den Direkteschposte kéint nobesetzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen.

Ech wollt nach froen, Dir sot, Dir wiert simultan an eng aner Verwaltung eriwwergezu ginn. Hutt Dir och physesch an enger anerer Verwaltung geschafft oder waart Dir bis zum Schluss, bis de leschten Dag beim Stat ëmmer am Service de Renseignement?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech war bis de leschten Dag ëmmer beim Service de Renseignement, a mam Antrëtt an de Congé sans solde sinn ech och mutéiert ginn an de Ministère d'État.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bettel, dozou also dann direkt, jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi Der dann, wéi Der gaange gi sidd, wat sinn d'Reaktiounen da vun anere Servicer gewiescht?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi ech fort war, kann ech dat jo net méi beuerteelen, déi hunn ech jo net méi matkritt. Do misst Der den Här Heck froen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ass den Départ vun engem Direkter vun engem Geheimdéngscht eppes, wou déi aner Geheimdéngschter net méi géife matschaffen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Départ vun engem Direkter vum Geheimdéngscht u sech ass en normale Virgang. Wéi ech fortgaange sinn, war ech am, soe mer emol, an deem Ëmfeld, an deem mir kooperéieren, wat e Gros ass vun europäeschen Déngschter, war ech den Drëtteelsten, wat den Déngschtalter ubelaangt.

Et ass net esou d'Fro, ob en Direkter duerch en aneren Direkter ersat gëtt. Et ass oft d'Fro, wéi den Direkter duerch en aneren Direkter ersat gëtt. A virun allem d'Publicitéit vun esou engem Virgang. D'Publicitéit, net de Fait, dass een onbedéngt geet an en anere kënnt, awer d'Publicitéit vun Informatiounen, vu Renseignementer, déi en Déngscht huet. Wéi vill kënnt am Kontext vun esou engem Wiessel eventuell do an d'Öffentlechkeet, dat kann natierlech eng Incidence hunn op d'Vertrauensverhältnis tëschent Déngschter ënnerteneen. Dat ass eng Méiglechkeet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Fir ze complétéieren: Et si jo awer d'Agente vum Service, déi déi meescht Informatioune jo kréien, et leeft jo net alles iwwert den Direkter?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Transfert vun Informatiounen tëschent de Servicer leeft normalerweis iwwer geregelt Weeër. Dat geet net iwwert d'Agenten. Wann, da wierklech nëmme punktuell, dat geet normalerweis iwwer Liaisounsstrukturen, déi existéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Gradmiesser ass deen: Informatiounen, déi vun engem Déngscht un en anere geliwwert ginn, déi si censéiert, protegéiert ze sinn. Den Déngscht, deen Informatioune liwwert, wëllt een net an der Öffentlechkeet gesinn. Wann dat passéiert, dass esou Informatiounen an d'Öffentlechkeet kommen, punktuell, awer vill méi schlëmm nach systematesch a widderhuelt, dat huet direkt eng Incidence op d'Bereetschaft, fir iwwerhaapt nach Informatiounen ze ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht am Kloertext, Här Mille, wann den Här Juncker Iech fristlos gekënnegt hätt pour faute grave, hätte mir guer keng Informatioune méi aus dem Ausland kritt, jo oder neen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Bettel, dat kann ech Iech net beäntwerten.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, Dir waart also bis zum Enn vun Ärem Préavis, ech mengen, dat war Enn Februar oder Enn Mäerz, voll funktiounsfäeg, dat heescht, Dir waart Direkter weiderhin an Dir hutt och all Funktiounen do ausgeübt. Sidd Der och Ären Nofolger selwer siche gaangen als Nofolger? Hat Der en Afloss op déi Nominatioun? Hutt der eventuell e Virschlag do gemaach? A wéi ass et haut mat enger eventueller Kooperatioun nach an Ärer neier Funktioun mat Ären ale Kolleegen? Gëtt et esou eppes, oder schléisst Der dat aus?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech fänke vläicht mat Ärer zweeter Fro un. Ech mengen, ech kann iwwert d'Aktivitéite vum Service de Renseignement haut näischt méi soen, ech kennen déi net. Iwwer meng Aktivitéiten elo, mengen ech, ass hei net d'Plattform, fir ze schwätzen.

Déi éischt Fro...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ob Der voll funktiounsfäeg waart bis zum Schluss an ob Der och Är Successioun selwer mat preparéiert hutt.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech war bis zum Schluss a Funktioun. Ech mengen, mäi leschte Schaffdag muss de 24./25. Februar dorëmmer gewiescht sinn. Ech war ab 1. Mäerz a menger neier Funktioun.

Sinn ech mäi Successeur selwer siche gaangen? Jo, awer net onbedéngt als mäi Successeur. Ech si mäi Successeur siche gaangen als e Jurist. Éischte Punkt, dee mer ganz wichteg war: Mir hunn zousätzlech Juriste gebraucht. Mir hate bis dato

nëmmen ee Jurist am Service - an et war e Jurist, deen déi ganz Sécherheetsthematik ganz gutt kannt huet.

Den Här Heck huet a senger Zäit am Ausseministère mat, ech mengen, ganz vill Verantwortung an enger wichteger Positioun an eiser Ambassade a bei der NATO verbruecht. En huet déi Thematik extrem gutt kannt. En ass duerno als Conseiller juridique bei d'NAMSA gaangen an et war ee vun deene Leit hei am Land, déi ech kannt hunn, déi wahrscheinlech am beschten disposéiert waren, fir an engem Sécherheetsberäich normativ sënnvoll wierken ze kënnen. An dat war en Uleies, dat mer haten, dass mer hei méi staark eis kënnen opstellen.

Dofir hunn ech den Här Heck... A leet mech elo wann ech gelift net op en Datum fest, well dat ass och vläicht e Punkt, deen ech hei eemol sollt erwähnen: Ech muss aus menger Erënnerung d'Froe beäntwerten. Ech hunn den Eed geschwuer. Ech halen deen Eed och an, mä gesitt mer et no, wann ech en Detail net méi weess oder wann ech eng Séquence net méi richteg zesummekréien. Dat ass alles dräi bis néng Joer hier. Ech hu keen Zougang zu Akten, zu Dokumenter oder zu iergendeppes, dat heescht, ech kann och näischt nokucken. Also gesitt mer et wann ech gelift no, wann eemol eppes net honnertprozenteg sollt stëmmen. Dat soll keng Excuse sinn, mä et ass vläicht awer eng Erklärung.

Also, ech weess net, wéini ech fir d'Éischt mam Här Heck geschwat hunn. Ech hunn den Här Heck awer dovun iwwerzeegt, dass e beim Service de Renseignement eng Zukunft hätt. Ech mengen, den Här Heck huet sech och eng Zukunft do ausrechne kënnen. E wousst, dass ëmmer ee vun deenen zwee Membere vun der Direktioun e Jurist muss sinn, dat steet esou am Gesetz. Ech si selwer kee Jurist. Eisen deemolege Conseiller juridique, dee stoung relativ kuerz virun der Pensioun. Also, seng Chancen hu sech duerch säi Wiessel bei de Service de Renseignement, an déi Richtung zumindest emol, erahne gelooss.

Hat ech am Hannerkapp, den Här Heck vläicht als potenzielle Successeur? Jo, dat wär eng Méiglechkeet gewiescht. Woubäi ech awer soe ganz kloer: Dee Moment, wou ech den Här Heck ugeschwat hu fir an de Service eventuell, fir sech ze

presentéieren als Kandidat, do war net d'Intentioun do, dass e mech soll succédéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gutt, d'Formatioun: Wat sidd Dir vu Formatioun?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech si Politolog, Germanist a Soziolog.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch, dann den Här Weiler an dann den Här Meisch, wann ech mech net iren. Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wär awer frou, wann Der eis kéint e bësse beschreiwen, wéi d'Relève gaangen ass, oder den Iwwergang gaangen ass tëschent Iech an dem Här Heck. Dat heescht, kënnt Der eis just erklären, wéi Der him de Service beschriwwen hutt? Hutt Der en drop opmierksam gemaach, wou de Service vläicht gutt oder manner gutt fonctionnéiert? Wat d'Schwaachstelle sinn? Ech mengen, mir hunn d'lescht Kéier vum Här Heck gesot kritt, dass eng ganz Rei Saachen ënner senger direkter Leedung elo, déi lescht zwee Joer, nogeholl gi sinn, zum Beispill méi eng detailléiert Instruction de service an esou weider. Wéi war do, wat hutt Der dem Här Heck, wéi hutt Der déi Relève organiséiert? Dat heescht, wat hutt Der alles mam Här Heck geschwat? A wéi hutt Der em den Zoustand vum Service beschriwwen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Soll ech direkt...?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo...

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et war esou, mir haten..., et muss ee vläicht e bësse méi wäit aushuelen. Et muss een de Service gesinn a senger historescher Entwécklung. De Service huet sech aus engem Kale-Krichs-Instrument eraus entwéckelt, dat iergendwou vläicht den Zäitpunkt verpasst huet, sech ze reforméieren. Zu deem Zäitpunkt, wou ech de Service

iwwerholl hunn, gouf et massive Reformbedarf an deem Service. Dat war gewosst. Dat war och gewollt unzepaken.

De Problem ass, dass eben e Service wéi de Service de Renseignement, dat ass jo net just eng abstrakt Struktur um Pabeier, dat sinn och Leit! Wann een e Service wëll änneren, muss een och d'Leit, déi dra sinn, mat änneren. An do gëtt et ëmmer eng gewëssen Inertie. Mir hunn an deene Joren tëscht 2003 an, ech soen emol, 2006/2007 vill probéiert, al Strukturen, al sech agelieften an ageätzte Gegebenheete emol fir d'Éischt opzeweechen, ze hannerfroen, anescht ze organiséieren.

Mir hunn eng ganz Rei vu klengere Modifikatioune gemaach. Mir hu Leit an hire Positioune gewiesselt. Et sinn nei Leit an de Service erakomm. Ech mengen, dat ass e Punkt, deen den Här Heck och erwähnt huet. Dat huet och vill ausgemaach, dass op eemol nei Leit erakomm sinn, jonk Leit erakomm sinn, Leit mat aneren Hannergrënn erakomm sinn.

Mä et war effektiv den Haaptproblem deen, dass zu deem Zäitpunkt, wou den Här Heck erakomm ass, nach eng ganz Rei vun normativen Aarbechten ze leeschte waren. Mir haten intern Instruktiounen, awer net alleguerten déi Base-légalen, déi mer gebraucht hätten oder déi mer eis gewënscht hätten, fir kënnen an engem méi séchere Raum ze operéieren. Et war déi ganz Thematik grad vum operative Geschäft ze regelen an och kontrolléierbar ze maachen, oder méi kontrolléierbar ze maachen, dat war ee groussen Thema.

An dat waren déi Themen, déi den Här Heck u sech als Aufgab hat, wéi en an de Service komm ass. E wousst och, dass e fir déi do Aufgabe sollt an de Service kommen. Ech hat e jo bewosst ausgesicht, vu sengem Profil hier, well hien e Mann war, deen esou Regelen op d'Rei kéint bréngen.

Wichteg war et, fir den Här Heck an de Service ze integréieren. Dat ass ëmmer, wann ee vu baussen derbäikënnt, deen net den, ech soen elo emol „Stallgeroch" huet, fir deen ze integréieren, dass en akzeptéiert gëtt, dass e sech och kann duerchsetze géigeniwwer senge Mataarbechter, dat dauert ëmmer eng gewëssen Zäit.

An da wousst hie ganz genau, dass seng Aufgab war - hie war als Operatiounschef an de Service komm -, fir déi Operatiounen do méi kloer opzestellen, méi kloer ze regelen, an dann och matzehëllefen, ze schaffen, dass déi, ech soen emol, gesetzlech Normen, déi nach à défaut waren, fir déi ze probéieren erbäizekréien. An dat war seng Aufgab, dat wousst en, dass e fir déi Aufgab komm ass a komme sollt, an en huet dat och, wéi e komm ass, direkt ugepaakt.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Kënnt Der just vläicht nach, wann Der wëllt, preziséieren: Dir sot, de Kontext hätt sech iwwer déi Jorzéngte geännert vum Service, respektiv, wat huet Ärer Meenung no da geännert? Wéi war d'Situatioun virun 2004 a wat ass no 2004 geännert?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Ma mir hunn 2004 e Gesetz kritt, Här Bausch. De grondsätzlechen...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Mä Dir sot selwer, Dir schwätzt vun: d'Stëmmung, d'Leit an d'Virgehensaart a -weis, wéi se virun 2004 war an...

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Wann d'Finalitéit vun engem Service op enger Kale-Krich-Logik opgebaut ass an Dir entfernt lech ëmmer méi vun der historescher Gegebenheet, wéi se déi Zäit war, entsteet bei de Leit iergendwann, och bei deenen Haartnäckegsten, eng Fro nom Sënn. An do war eng Onzefriddenheet do, dass een am Fong de Sënn net méi gesinn huet.

Wichteg war, dass d'Leit verstinn, dass e Service an engem moderne Stat, e Service de Renseignement eng Daseinsberechtegung huet, dass déi sech net méi hierleede léisst aus där aler Logik vum Kale Krich, mä dass et duerchaus modern Aspekter gëtt, no deene sech e Service de Renseignement als e sënnvollen Deel an engem Stat, am Gläichgewiicht vun de Gewalten, erëmfanne kann.

An do, mengen ech, war et op där enger Säit e wichtege Schrëtt, d'Gesetz vun 2004, dass do en neie Sënn agefouert ginn ass. Vill, eng Rei vun eise Mataarbechter hunn

dat begréisst, hunn dat verstanen, fir déi war dat dat, wat se vläicht gebraucht hunn. Fir Eenzelner war et sécherlech och vläicht net e Schrëtt no vir an hirer Siicht, mä déi hu gesot: „Ma elo verléiere mer och nach eis al Eckwäerter." Mä dat ware Leit, déi och altersbedéngt da relativ schnell awer aus dem Service ausgescheet sinn.

An et huet och eng Diskussioun am Service lancéiert, eng Diskussioun iwwer wat dann eigentlech d'Aufgab an de Sënn an den Zweck vum Service ass. E Beispill fir esou eng Diskussioun ass d'Fro vum Potentiel économique. Ech mengen, et ass och schonn ugeschwat ginn an enger viregter Auditioun: Et war net vun Ufank u kloer, et ass jo och am Gesetz net definéiert prezis, wat een dorënner versteet. Dat muss sech fannen. Dat fënnt sech an Diskussiounen am Service, dat fënnt sech an Diskussioune mat deenen aneren Acteuren an deem Ëmfeld, mam Statsministère, mam Wirtschaftsministère, etc. An et dierf een net do stoe bleiwen. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt an där ganzer Diskussioun, och dat ze verstoen.

An der Diskussioun, wéi se am Moment gefouert gëtt, a wéi se och öffentlech gefouert gëtt, vergläiche mer d'Gesetz vun 2004 a mir moossen d'Gesetz vun 2004 mat eisem Kenntnisstand a mat eisen Erwaardunge vun 2012, 2013. Or, d'Gesetz vun 2004 muss ee vergläiche mam Gesetz vun 1962, mengen ech, oder '60. An et muss ee gesinn: Wat huet dat Gesetz erméiglecht? Wéi eng Diskussiounen huet dat Gesetz do ugestouss, am Service an ausserhalb vum Service? Wéi huet dat Gesetz de Service als e Partner vun anere Verwaltungen higestallt?

Bis dohin ass dee Service net gesi ginn als e Partner! De Service ass guer net gesi ginn, e wollt och net gesi ginn. Mä dat huet natierlech eng Diskussioun lassgetréppelt, an an der Logik vun der Saach, an der Logik vun enger Entwécklung ass et kloer, dass et bei 2004 net ka gehale sinn. Duerno geet et weider. Duerno mussen nach Schrëtt kommen - Schrëtt, déi dat, wat da besteet, a Fro stellen, déi och déi Leit, déi da bestinn, a Fro stellen. Dat ass en normale Prozess. Dee Prozess huet de Service, mengen ech, do ugestouss an och duerchlaf. A wann ech dat dierf aus där heiteger Siicht beuerteelen, mengen ech, ass dat op engem gudde Wee.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, mir kommen herno nach op den Detail, d'Missiounen, d'Exekutioun vun de Missiounen, dorobber komme mer nach

zréck. Ech géif wierklech elo vläicht den éischte Volet gäre mat e puer leschte Froen ofschléissen, éischter elo iwwer Är Carrière an Äert Wierken am Service. An da komme mer am Detail op déi eenzel Punkten nach eng Kéier zréck.

Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, ech wëll uknëppen un eng Fro, déi scho gestallt ginn ass, notamment wat d'Circonstancë vum Départ vum Här Mille aus dem Service ubelaangt. D'Fro ass gestallt ginn, wann et zu enger Trennung komm wär mat fristloser Entloossung a pour Faiten, déi dann eben do gewiescht wieren, ob dat, wéi eng Konsequenzen datt dat gehat hätt fir de Service mat senge Relatioune mat deenen anere Servicer. Do ass d'Fro gestallt ginn: Hätte mir am Fall vun enger net gudder Trennung keng Informatioune méi vun anere Servicer kritt? Den Zeien huet dorobber geäntwert; ech wëll d'Fro anescht stellen: Wann dat de Fall gewiescht wär, datt deen Départ do mat allméigleche Circonstancen ëmgi wär, déi public gi wären an esou weider, hätt dat kënnen eis Relatioune mat anere Servicer belaaschten?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État*.- Et hätt onweigerlech eis Relatioune mat anere Servicer belaascht. Wann et eng Trennung am Béise gi wier, hätt dat jo geheescht, dass een hätt missen iwwert d'Grënn schwätzen. Dat wier eng öffentlech Diskussioun ginn, och wann en eventuellt Disziplinarverfahren à huis clos gehale gi wier. Mä wann et, esou wéi Dir elo hypotheetesch virausgesat hutt, zu enger Trennung am Béise komm wier, dann ass einfach dervun auszegoen, dass ganz vill Faiten an d'Öffentlechkeet komm sinn - oder komm wieren -, déi eis Relatioune mat anere Servicer sécherlech schwéier belaascht hätten.

Ech wëll awer direkt uschléissend soen, dass et net zu enger Trennung am Béise komm wier! Well an deem Gespréich mam Statsminister hunn ech him och ugebueden, wann en dat wéilt - an deem éischte Gespréich, déi éischt Reaktioun -, wann en dat wéilt, géif ech vu mir aus zrécktrieden. Och direkt, wann en dat gewënscht hätt. Mä en huet dat awer do schlussendlech net gewënscht. Eng Trennung am Béise war a kengem sengem Interessi.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech hunn nach eng Zousazfro dozou, Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Den Zeien huet gesot, den Här Mille huet gesot, dass en dee Moment, wou seng Décisioun geräift ass, fir dann en aneren Job unzegoen, dass en net d'Gefill gehat hätt, dass allze vill Drock op him gelaascht hätt, fir dann eben déi Décisioun ze huelen. Zanter datt d'Commission de Contrôle parlementaire am Summer 2009 informéiert war vu Faiten, déi à la base vun där ganzer Saach sinn, war den Här Mille jo nach emol an der Kommissioun, an der Commission de Contrôle parlementaire duerno. Et avant son départ, ass do vun der Kommissioun iergendwellechen Drock gemaach ginn, dass..., oder net? Sidd Der do net gefrot ginn: Mä opgrond vun deem, wat geschitt ass, iwwerleet Dir lech net..., sidd Der net esou wäit..., wéini gedenkt Der..., an esou weider?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Net a mengem Gefill. Ech mengen, mir haten an der Kontrollkommissioun - mä hei ass elo esou e Punkt, wou ech muss op meng Mémoire zréckgoen, ech hunn déi Protokoller net méi virleien -, mir haten eng Sitzung zu deem Thema, wou ech nach eemol meng Erklärungen ofgeliwwert hunn. Et ass keng Suite direkt fir mech komm, keng Konklusioun.

... keng disziplinaresch. Ech hu fir mech doraus misse schléissen, dass dat esou akzeptéiert ass, akzeptéiert …

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech ka mech erënneren, dass an esou enger Sitzung Membere vun der Kommissioun lech interpelléiert hunn a gesot hun: Lauschtert emol, wat ons awer hei virläit, dat géif eis awer emol ze bedenke ginn, an iwwerleet Der lech net, emol Konsequenzen ze zéien. Kënnt Der lech net erënneren, datt d'Kommissioun....

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ka mech un esou eng Äusserung net erënneren. Ech géif awer do wierklech op d'Protokoller verweisen, well dat si Saachen...

M. Lucien Weiler *(CSV).*- D'accord.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Membere vun der Kommissioun hu jo déi Protokoller zougestallt kritt, a déi kënnen dat jo da préiwen. Dozou den Här Roth.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- De Problem ass, datt verschidde Rapporten très sommaire sinn. Duerfir muss een …

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, mä grad deen dote Rapport ass très sommaire, vun där dote Sitzung ass très sommaire.

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gutt, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Mille, als Direkter vun dem Service de Renseignement ënnerleit Dir ouni Ofstrécher der gesamter Disziplinarprozedur vum Stat. Dat heescht et ass keng extra Disziplinarprozedur virgesinn. Dat heescht am Kloertext, wann eng Initiativ gewiescht wier vun Ärem Chef, fir sech vun Iech ze trennen, hätt missen déi normal Procédure disciplinaire duerchlaf ginn. Ass dat esou?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mat där eenzeger Ausnahm, dass déi d'office à huis-clos gewiescht wier...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo, mä vun der Prozedur hir, jo.

Meng zweete Fro, déi sech do uschléisst, dat ass déi: Ass ni vun engem Member vun der Kontrollkommissioun Är Suspendéierung gefrot ginn?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Menges Wëssens no net.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hunn elo d'Wuertmeldungen nach vum Här Meisch a vum Här Fayot. An den Här Bettel gesinn ech hei.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech mengen, wat den Här Bettel wëll soen, gehéiert direkt zu deem, wat elo diskutéiert gëtt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wëll awer just soen, Här President, dass ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir kënnt dem Här Bettel seng Gedanke liesen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, mä, sou wéi d'Fro hei gestallt gëtt, ech wëll soen, well ech si jo ee vun deenen, dee gefrot fir huet fir Sanctions disciplinaires an deen doten Dossier ze huelen, an den Här Weiler kennt dee Rapport grad esou gutt wéi ech, dass den Här Statsminister mir gesot huet, e wéilt näischt maachen. Dofir, et soll elo net esou ausgesinn, wéi wann eis Kommissioun net hätt wëllen iergendeppes maachen. Dat wëll ech awer eng Kéier kloer stellen.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech weess net, Här President, ob mer hei, ob mer hei elo diskutéieren..., mir sinn hei fir Froen ze stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, also mir sinn hei, fir en Zeien ze héieren. Am Disput… Schliesslech hu mer hei mat Politiker ze dinn...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä d'Fro war tendenziös, dowéinst erlaabt mer, dass ech …

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir sinn hei an enger öffentlecher Sitzung, nach géif ech lech alleguerte bieden, eis un d'Gepflogenheeten vun enger Unhéierung vun engem Zeien ze héieren, dass mer net Debatten tëschent eis féieren...

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Voilà, très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...duerfir si mer net hei, ausser wa Prozedurfroen ze kläre sinn, mä dass mer dem Zeie solle Froe stellen, an dass hie kann dann dorobber äntweren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä just an deem Kontext, Här President.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, déi Fro war mat jo oder neen ze beäntwere vum Här Mille, an dat huet den Zeie gemaach.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Bei enger Affaire disciplinaire, dass mer eis eens sinn, déi ass net public.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass eng Affaire disciplinaire, déi nom Beamtestatut geregelt gëtt, mat där eenzeger Ausnahm, wat den Här Mille gesot huet, dass déi à huis-clos ass, wat ech opgrond vun der Missioun vum Service ka ganz novollzéien.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dann ass et gutt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Elo géif ech Iech bieden alleguerten un d'Froen ze kommen an den Här Meisch gesäit aus, wéi wann e wéilt eng Fro formuléieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Sou ass et, Dir gesitt mer dat of. Ech hunn der esouguer zwou.

Dat éischt, dat ass: Kann den Här Mille eis vläicht nach eng Kéier e bësse méi am Detail soen, wéi déi Passation de pouvoir geschitt ass. Virun allem wat den Aspekt ubelaangt ronderëm déi Faiten, wou elo enquêtéiert gëtt. Also dat Gespréich, wat hie selwer da soll mam Statsminister opgeholl hunn. Ass de Successeur vun Iech doriwwer informéiert ginn, och an dem Kontext vun deem Gespréich an deem e stattfonnt huet, iwwert déi angeblech Bedroung, datt eng aner CD, déi kriptéiert ass, géing existéieren, wou heikel Informatiounen drop wären, also dat Gespréich tëscht dem, dat eventuelle Gespréich tëscht dem Statsminister an dem Grand-Duc. Huet Äre Successeur dovunner Kenntnis gehat, wou en ugetrueden ass?

An déi zweet Fro dat ass: Dir hutt virdru gesot, dunn ass zu engem gewëssen Zäitpunkt d'Kontrollkommissioun informéiert ginn, op wat fir eng Aart a Weis ass dat gemaach ginn a wéi hutt Dir och do d'Konklusioune rapportéiert kritt? Wann ech dat richteg gelies hunn, hutt Dir lech ausgedréckt an der Press eng Kéier, wéi wann d'Kontrollkommissioun dat dote klasséiert gehat hätt. Ass dat esou, an op wat fir eng Aart a Weis sinn déi Aarbechte vun der Kontrollkommissioun lech do communiquéiert ginn.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här Meisch.

Zur éischter Fro, Passation des pouvoirs, déi war relativ kuerz, ech soen esou, well den Här Heck eréischt relativ kuerz viru mengem Départ als Direkter genannt ginn ass. Ech hu probéiert en an déi wichteg Dossieren, déi de Service déi Zäit beschäftegt hunn, natierlech anzeféieren an enger gewësser Anticipatioun. Et gouf awer och nach aner Kandidate fir de Posten an ech konnt jo bis zulescht am Fong net dovun ausgoen, oder net wëssen, wien Direkter géif am Service ginn. Ech hunn den Här Heck iwwert déi Affär do informéiert, dass se existéiert, wéi ech wousst, dass en Direkter, wéi en Direkter genannt war, hunn ech en driwwer informéiert, dass dee Virfall do besteet. Ech hunn him awer net an deem Kontext de ganzen Detail erkläert, well en de Service huet fir him Detailer ze ginn, den Adjoint war an där Kontrollkommissioun, mengen ech, souguer dobäi, an natierlech och am Dialog, ech hunn e gefrot e soll dat Thema mam Statsminister diskutéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ok, merci.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den zweeten Deel...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt gesot, do ass d'Kontrollkommissioun eng Kéier informéiert ginn. Wéi ass dat ofgelaf a wat fir eng Konklusiounen hutt Dir do communiquéiert kritt, awer och vu wiem hu Der se communiquéiert kritt.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn, als Konklusioun kennen ech de Rapport, also hunn ech de Rapport vun der Kommissioun héchstens gesinn. Et huet awer keen, den Här Bettel huet virdrun e Punkt ugeschwat, et huet kee mir dat kommunizéiert. Ech wëll och ee Punkt do richteg stellen. Ech hunn an der Press dat net kommentéiert. Ech hu bis haut an der Press zu deem ganzen Thema nach net eemol Stellung bezunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot an dann den Här Gibéryen, an den Här Lux.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt just froen, Dir sidd jo dann 2003 Direkter genannt ginn. Dir hutt gesot do war eng Iwwergangszäit no 1990, wou e gewëssene Flottement och war bei dem Service de Renseignement, och héchstwahrscheinlech soss. Wéi Dir Direkter gi sidd, ass dann d'Configuratioun vum Service, wéi se da gemaach ginn ass am Gesetz vun 2004, war do eng Influenz och vu baussen, vun anere Servicer? Hat Dir Kontakt mat deene Servicer fir déi Aarbecht, déi Der do sollt maachen? Dir hutt gesot, Dir waart an der UEO, Dir hat vläicht och do Kontakter mat Leit vun anere Servicer. Gouf et do eng Influenz vu baussen op d'Manéier, wéi Dir do an dee Service era gaange sidd, a wéi Dir dat matgestallt hutt, vun anere Geheimdéngschter?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess net ob ech d'Fro richteg verstinn. Ech probéieren emol. Ech hunn natierlech déi Zäit, wou ech beim Service war, ech si jo net eréischt 2003 bei de Service komm, mä ech si jo 1998 bei de Service komm, mir hate ganz vill Kontakter mat auslänneschen Déngschter...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat, wat Dir als Direkter, Dir sidd 2003 Direkter ginn, dunn hu mer e Gesetz 2004 gemaacht, an Dir hutt gesot, dass virdru vläicht e gewëssene Flottement och war. Dunn ass en neie Service opgaangen, mat neie Missiounen. Bon, et kann ee soen 2001 war jo Nine-eleven, do sinn nei terroristesch islamistesch Geforen opkomm. Huet dat an Ärer Aarbecht eng Roll gespillt, sou wéi Der d'Ausriichtung als Direkter vum Service gemaach hutt, an, respektiv hunn eventuell Froen, Demanden, Influenze vun aneren auslännesche gréissere Geheimdéngschter

- zum Beispill Amerikaner -, eng Influenz gehat bei där Aarbecht, déi Der do ugefaangen hutt 2004 ze maachen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gutt, Merci. Entschëllegt, dass ech dat net direkt richteg verstanen hunn.

Ech muss vläicht eppes richteg stellen. Et ass net esou, dass ech 2003 Direkter gi sinn an d'Rad nei erfonnt hätt. Dee Prozess, deen ech beschriwwen hunn, huet och virun 2003 tendenziell schonn ugefaang. Éischt Aarbechten un der, un engem neie Gesetz sinn och scho virun 2003 am Service vu mengem Virgänger gemaach ginn. Mäi Virgänger huet mech nach chargéiert un engem Projet, oder engem Projet fir en Avant-projet de loi ze schaffen. Mäi Virgänger huet mech encouragéiert iwwert den Thema Contrôle parlementaire nozedenken, wéi deen zu Lëtzebuerg kéint ausgesinn, an esou weider. Also et ass net esou, an ech wëll dat wierklech och an aller Däitlechkeet soen, dass et net esou war, dass ech komm sinn, an direkt alles nei war. Dat war e Prozess deen natierlech, deen ech weider forcéiert hunn an och konnt weider forcéieren, genau wéi den Här Heck no mengem Départ dat och weider forcéiere konnt an intensivéiere konnt.

Fir Iddien ze kréien, wat een alles kéint an engem Gesetz iwwert de Geheimdéngscht mat abréngen, wat sënnvoll ass a wat net sënnvoll ass, hu mer eis natierlech ganz intensiv mat aneren Déngschter ausgetosch, hunn op hir Erfahrungen eis probéiert zréckzebesënnen - gutt Erfahrungen, schlecht Erfahrungen - an hunn eng Rei vu Saache proposéiert. Och do, mengen ech, hu mer net d'Rad nei erfonnt, mä mer hu probéiert "Best-practices", déi mer anerwäerts gesinn hunn, bei eis, souwäit se bei eis och applicabel…

...esou wäit se bei eis och praktikabel a sënnvoll waren, mat anzebannen. Wann ech Är Fro esou verstinn, gouf et vu baussen Drock, dass een an eng bestëmmte Richtung geet oder net geet. Mä net op mech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech géif vläicht wëllen eng Fro do nohaken, d'Genèse vum Gesetz vun 2004. Dat heescht, et war u sech de Service de

Renseignement, dee chargéiert war, fir den Avant-projet de loi auszeschaffen. War dat sengerzäit esou? Dat muss dann 2002/2003 gewiescht sinn.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Service de Renseignement ass gefrot ginn, fir d'Elementer virzeformuléieren an an de Ministère de tutelle ze schécken. An och mat eben inhaltlechen, mat inhaltlecher Zouaarbecht ze hëllefen, also d'Kontakter zu aneren Déngschter, wou een ebe best practices huele goe kann, mat eranzebréngen an et. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen. An dann den Här Lux.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kommen nach eng Kéier drop zréck, Dir hutt gesot, Dir wäert an engem Gespréich gewiescht mam Här Statsminister, do hätt Der och him Är Demissioun ugebueden. Et gëtt hei driwwer diskutéiert, jee nodeem wéi deen Départ gewiescht wier, am Sträit, öffentlech oder esou virun, hätt dat kéinte Konsequenzen hunn, datt aner Déngschter net méi esou enk mat Lëtzebuerg zesummegeschafft hätten oder net méi déi néideg Informatioune weiderginn hätten. Wann den Här Statsminister Är Propos, fir d'Demissioun selwer ze ginn, ugeholl gehat hätt, dann hätte jo op jidde Fall keng negativ Konsequenze vun aneren Déngschter vis-à-vis vu Lëtzebuerg kéinte kommen. Leien ech do richteg?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Lux wollt direkt zu deem dote Punkt och eng Fro stellen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Vläicht just zu deem Punkt och déi Tatsaach, Är Demissioun unzebidde ka jo einfach an Ärem État d'esprit deemools gewiescht sinn, fir einfach e Problem ze léisen, e Vertrauensproblem ze léisen tëschent Iech an Ärer politescher Autoritéit oder awer, sidd Dir selwer bei der Aschätzung vun deem, wat d'Oflauschtere vun deem Gespréich bedeit huet, zur Konklusioun komm, dass et esou grave war, dass et Är Demissioun hätt kéinte mat sech bréngen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vläicht fir d'Éischt d'Fro vum... ech fänke mat där zweeter Fro un. Här Gibéryen, ass dat an der Rei?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kee Problem.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, et war einfach eng Fro, wann d'Vertrauensverhältnis tëschent dem Statsminister an dem Chef vum Geheimdéngscht net méi besteet, ass et sënnvoll, dass ee sech trennt. Dat ass meng Motivatioun gewiescht.

D'Fro vum Här Gibéryen. Wann de Statsminister meng Demissioun, meng Offer fir eng Demissioun ze ginn, ugeholl hätt, ass ganz schwéier ze beäntwerten. Et wier jo awer eng Diskussioun ginn, et wier jo awer eng Spekulatioun ginn. Ech weess et net. Also ech kann déi Fro wierklech net beäntwerten, well et spekulativ ass.

Ech muss och vläicht nach eemol preziséieren, dat war e Gespréich, dat war héich emotional. Dat heescht, et huet domat ugefaangen: Wéi kanns du esou eppes maachen? Ech geheien dech elo eraus. Ech hätt net iwwel Loscht, dech elo erauszegeheien. An ech hunn him dorop geäntwert: Du brauchs mech net erauszegeheien. Wann s du wëlls, da ginn ech. Mä looss eis fir d'Éischt emol driwwer schwätzen, dass de verstees. An do hu mer e längert Gespréich gefouert an ech mengen, duerno huet de Statsminister vläicht, wann e mäi Brëll undeet, Verständnis, firwat ech an där Situatioun esou gehandelt hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch dozou an dann d'Mme Polfer zu deem dote Punkt.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech wollt nëmme just...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, den Här Bausch och.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech wollt just do nohaken. Wann... Dir erkläert eis hei elo déi ganzen Zäit, datt dat zimlech dramatesch Konsequenzen hätt kënnen hu fir de Service, Informatiounen, déi net méi komm wären. Ech froen lech dann emol, wéi ass dann Är Aschätzung - et ass jo elo souwisou schonn zënter Wochen a Méint op der Place publique -, wat heescht dat da fir de Service? Heescht dat, datt

de Service elo zënter Wochen a Méint net méi funktiounsfäeg ass, Ärer Meenung no?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Madame Polfer, gesinn ech elo, gëtt mer hei gemellt mat Recht, ass eigentlech net Vollmember vun dëser Kommissioun an ech...

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir gesinn dat och esou, Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, an enger Enquêtëkommissioun sollt och keen anere sech da mat Froen hei...

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerfir strecken ech de Fanger nach eng Kéier aus.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Très bien! Si kann lech jo an d'Ouer flüsteren.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här Bausch. Ech hunn net gesot, dass et ganz dramatesch Konsequenzen hätt, gehat hätt fir de Service. Ech hu gesot, wann et eng Discussion publique gi wier, wou Informatioune vun auslänneschen Déngschter dann un d'Öffentlechkeet gaange wieren, dass dat hätt kënnen eng negativ Konsequenz hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä ech mengen, de Fait, Dir gitt mer awer Recht, datt eleng de Fait, datt een Direkter huet misse goen, dat eleng huet jo net direkt zur Konsequenz, datt och Informatiounen iwwer auslännesch Déngschter an d'Öffentlechkeet komme respektiv, wann ech elo kucken déi lescht Wochen a Méint, wéi vill de Service an de Schlagzeile war, huet dat jo awer mat Sécherheet méi ee groussen Impakt op de Service a seng Zesummenaarbecht mat auslänneschen Déngschter, wéi de Fait, wann Dir elo zum Beispill, wéi Der gesot hat, d'Demissioun offréiert hätt, déi wier ugeholl ginn, da wär et fäerdeg gewiescht.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Är Fro dorop, wéi een Impakt déi aktuell Diskussioun op d'Aarbecht vum Service huet, kann ech lech net beäntwerten. Ech si jo net méi am Service. Mä ech ka mer net virstellen, dass se dem Service guttdeet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech probéieren déi Froe vläicht nach eng Kéier aneschters ze formuléieren an dann eng kloer Äntwert ze kréien. Dir sidd 2010 jo gaangen, hutt Der de Service verlooss op fräiwëlleger Basis. Dir hat dat ugebuede schonn éischter ze maachen. De Premierminister huet dat ofgelehnt. Dir sot, dat hätt dee Moment kënnen eng Rei vu Répercussioune fir de Service hunn. Wat hätt et méi Répercussioune gehat wéi Äert fräiwëllegt Goen 2010?

An dann déi aner Fro, déi ech nach wollt stellen, dat ass: Dir hutt gesot, den Här Juncker huet vläicht an deem Gespréich, wat Der hat, wat dann e bësse méi hefteg ugefaangen huet, vläicht iergendwann och eng Kéier verstanen, firwat Der dat dote gemaach hutt, Är Motivatioun verstanen. Kënnt Dir eis déi Motivatioun erklären?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann Iech déi Motivatioun net erklären, well dat ass... elo wierklech si mer matzen an der Diskussioun, déi mer och am Rahme vun der Enquête féieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, dat ass richteg. Dat ass richteg. Punkt.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, Punkt. Éischtens, et war eng Fro mat zwee Deeler, dat ass deen éischten Deel.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, deen éischten Deel, mengen ech awer, wou ech gesot hunn, Dir sidd 2010, do hutt Der de Service fräiwëlleg verlooss, fir eng aner berufflech Opportunitéit wouerzehuelen. Dir hutt virdru gesot, Dir konnt 2008 oder 2009 de Service net verloossen. Also Dir wollt dat net oder den Här Juncker huet och Är Propos fir ze demissionéieren net akzeptéiert, well dat hätt kéinten negativ Répercussiounen op de Service hunn. Wat fir eng negativ Répercussiounen hätt et méi kënnen hunn 2008 oder 2009 fräiwëlleg de Service ze verloossen, wéi et herno hat, 2010 fräiwëlleg de Service ze verloossen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, wat letztendlech ausschlaggebend fir d'Décisioun vum Statsminister war, musst Der wierklech de Statsminister froen. D'Situatioun 2010 war insofern eng ganz anescht, dass ech eng aner berufflech Optioun hat, déi ech natierlech net gehat hätt, wann ech do spontan zréckgetruede wier. Dat wär eng aner Situatioun gewiescht. Wéi eng Répercussiounen dat gehat hätt, kann ech lech net soen. Dat ass spekulativ.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir gesitt also näischt, wat de Fonctionnement vum Service hätt méi staark kënne beanträchtegen, wann Der 2008 oder 2009 ausgescheet wäert, wéi dee Moment, wou Der 2010 ausgescheet sidd?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat hunn ech net gesot, Här Meisch. Ech hu gesot, wa mäin Ausscheeden zu enger öffentlecher Debatt gefouert hätt, déi d'Glafwierdegkeet an d'Vertrauenswierdegkeet vum Service a Fro gestallt hätt, öffentlech, hätt dat duerchaus kënnen eng Répercussioun hunn. Mä ech kann dat jo net beuerteelen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä deeselwechte Risiko hätt sech 2010 kéinte stellen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass reng spekulativ. 2010 huet et an deem Sënn net bestanen, well ech do eng aner Motivatioun hat, déi plausibel ass, dass ech mech berufflech veränneren an dass dat en normale Prozess ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Aus Ärer Siicht jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bettel an den Här Roth. An den Här Urbany.

M. Xavier Bettel *(DP).*- An deem Kontext, Dir waart jo zwielef Joer am Geheimdéngscht. Ass an deenen zwielef Joer, wou Der do waart, ni en Direkter vun enger anerer nationaler Institutioun, ob dat DST, RG, oder an all deenen anere Länner awer zréckgetrueden? Ech ka mer net virstellen, dass an zwielef Joer keen

do e Problem hat, wann een an anere Länner kuckt. Ass dat dann e Fait gewiescht, fir deene guer keng Informatioune méi ze ginn?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Bettel, ech hu mat kengem Wuert gesot, dass de Fait, dass en Direkter zrécktrëtt, e Grond ass engem Service keng Informatioune méi ze ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Juncker huet dat gesot.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu gesot... Et geet jo elo drëms, wat ech gesot hunn. Et geet... ech hu gesot, dass, wann d'Vertrauenswierdegkeet vun engem Service doduerch beschiedegt gëtt, dass Informatiounen, déi u sech geheim sinn, un d'Öffentlechkeet kommen, dat huet eng negativ Répercussioun. Fir Är Fro awer direkt ze beäntwerten: Ech war jo, wéi ech gaange sinn, den drëtteelsten am Déngschtalter. Dat heescht, dach, et sinn aner Leit fortgaang virdrun.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth an dann den Här Urbany.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir hutt virdru gesot, dass Der Är méiglech Demissioun just an deem emotionale Gespréich ugebueden hätt, wéi och ëmmer. Dir hutt ni eng schréftlech Demissioun formuléiert. An ass et esou, dass, wann Der eng schréftlech Demissioun formuléiert hätt, dass Der och dann en Délai ze respektéiere gehat hätt?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Éischtens, jo, dat ass richteg. Ech hunn dat spontan am Gespréich als Reaktioun op d'Äusserung vum Statsminister gesot. Vu dass um Enn vum Gespréich déi Optioun net gefrot ginn ass, an ech géif och net esou wäit goen, wéi et virdrun ugeklongen ass, dass de Statsminister dat refuséiert huet. En huet et net poursuivéiert.

Wann ech eng schréftlech, wann ech hätt... also ech hunn net schréftlech demissionéiert. A wann ech schréftlech demissionéiert hätt, da wären Délaien ze berücksichtege gewiescht. Allerdéngs hätt een da kënne wahrscheinlech trotzdeem direkt een ersetzen.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- An deem Kontext, Här President, just dozou. Hat d'Commission de contrôle parlementaire ni d'Demissioun gefrot?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat gefrot?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- D'Demissioun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Demissioun?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wou gefrot?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ob d'Commission de contrôle parlementaire dem Här Heck, ni him d'Demissioun nogeluecht huet? Dem Här Mille, Pardon.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéini ass d'Kommissioun informéiert ginn, Här Weiler? War dat zwou Woche virun de Wahlen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also mir sinn dach net Question time Bettel, Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech hunn eng Fro gestallt...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech bieden Iech also, dem Zeie Froen ze stellen.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech hunn dem Zeien d'Fro gestallt...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An den Zeien huet dorobber...

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...ob d'Commission de contrôle parlementaire Iech ni d'Demissioun nogeluecht huet?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- A mengem Verständnis net.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- D'accord.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany. Dann den Här Bausch.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ass et net vläicht, wann Der vun Öffentlechkeet schwätzt, ass et net éischter déi intern Öffentlechkeet wéi déi international Öffentlechkeet, déi net hätt solle beonrouegt ginn. War dat net vläicht eng Geleeënheet, fir Problemer ënnert den Dësch ze kieren, déi awer dee Moment scho vläicht evident waren, déi och haut Géigestand vun eisen Iwwerleeunge sinn? Déi schonn deemools vläicht evident waren am Service? Also nach eng Kéier, war et net déi intern Öffentlechkeet, déi net hätt solle vläicht do beonrouegt ginn, méi wéi déi international Öffentlechkeet?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Kënnt Der preziséieren, wat Der mat interner Öffentlechkeet mengt?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ma d'Öffentlechkeet hei am Land. D'Leit dobausse wiere jo da gewuer ginn, dass iergendee Problem am Geheimdéngscht sech géif stellen, wann de Chef précipitamment zréckgetruede wier. An ass net do d'Absicht gewiescht, fir dat vläicht ze verheemlechen, ze vertuschen an ënnert den Teppech ze kieren, well jo awer offensichtlech och schonn zu där Zäit am Service selwer eng Rei vun Dissensioune geherrscht hunn a vu Problemer bestanen hunn.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Urbany, Dir stellt mer Froen, déi mech dozou verleeden ze spekuléieren, wat d'Motivatioun vum Statsminister ka gewiescht sinn. Ech kann dat net beuerteelen. Ech kann Iech just aus menger Siicht soen, wéi een Effekt et kéint hunn, wann et Publicitéit gëtt fir e Service, déi en net soll hunn. Dat heescht, ech kann op déi do Fro net äntwerten.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä da mengt Der awer och, dass dat intern och wahrscheinlech méi Remousë gehat hätt wéi international?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat hunn ech och elo mat kengem Wuert gesot, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä Dir streit et awer och net of.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, op déi ganz Froe komme mer selbstverständlech och sécher nach zréck, wa mer de Statsminister och hei nach eng Kéier dozou héieren. Mir hunn direkt den Här Bausch an da wäre mer frou, wa mer dee Volet kéinten ofschléissen, well mir hunn dach nach eng ganz Rei vun anere Saachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt froen, wéini... wësst Dir den Datum nach genau vu wéini un, datt d'Vertrauensverhältnis mam Premierminister net méi fonctionnéiert huet? Wéini war dat? Also net den Dag genau, mä mindestens de Mount. Also d'Period.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ass Är Fro: Wéini huet de Statsminister mech konfrontéiert mat deem Gespréich? Dat war, ech mengen, de 16. Dezember 2008.

M. François Bausch *(déi gréng).*- 2008?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Aacht. Ech mengen, also sous réserve de vérification.

M. François Bausch *(déi gréng).*- De 16. Dezember 2008?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass u sech awer en neien Datum, deen am Dossier...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* ...opkomm ass, dat muss ech ganz éierlech soen.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Ech wëll just soen, datt d'Chamber, d'Kontrollkommissioun ass am Mee 2009 informéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Dat do, ech muss soen, dat do ass e relativ wichtege Punkt, deen och net ouni Répercussioun eventuell ass op Enquêten, déi lafen, well mer hei am Beräich vun der Prescriptioun, à la rigueur sinn. Dat do ass, muss ech soen, e relativ wichtegt Element, dat mer hei mussen esou stoe loossen, well et net eise Punkt ass. Mä dat do ass awer e relativ wichtegt Element, well ech deen doten Datum eigentlech bis elo och net kannt hunn. Et ass also eng Fro, déi nach, wou mer nach mussen och an der Kommissioun vläicht nach bäi engem aneren Zeien dann drop zréckkommen. Bon, kënne mer deen heite Punkt, fir de Moment zumindest emol, ofschléissen?

Loosse mer also op en anere wichtegen Deel zréckkommen, dat ass u sech de Fonctionnement vum Service während där Zäit selbstverständlech. Bon, Dir kënnt jo e bësse méi wäit beuerteelen, well Der schonn e puer Joer do geschafft hutt, ier Der Direkter gi sidd. Dat heescht, Dir kënnt alt schonn e bëssen de Bléck och e bësse méi, wéi gesot, virun Är Direkteschzäit werfen, well Der jo du schonn an deem Betrib geschafft hutt.

Wat een do dach interpelléiert ass, ech mengen, op dat Dokument musse mer kënnen zréckgräifen, dat ass an deem matgeschniddene Gespréich, dat Der mam Premier hat, do sot Der an engem gewëssene Moment, wéi Dir komm wäert, wär am Fong an deem Service do keng dokumentéiert Mémoire gewiescht. Ech zitéieren eigentlech: „Ech hu quasi eng Black box iwwerholl".

Ech wollt also elo wëssen eigentlech, ausgehend vun där doter Ausso, déi Der gemaach hutt, wéi dat doten ze verstoen ass a wéi Der eigentlech aschätzt, wat den Zoustand vun deem Service de Renseignement war, wéi Dir dohinner komm sidd respektiv wéi Der d'Responsabilitéit als Direkter iwwerholl hutt? A wat do vun Ärer Säit - ech mengen, den Här Heck huet schonn ugedeit, dass Audite waren, extern,

intern, während där doter Zäit, denken ech -, wat do alles gelaf ass? An, wéi gesot, awer och den Zoustand, wéi Dir komm sidd. Är Ausso, wat dat konkret heescht, wat Dir domadder gemengt hutt, wou Dir gesot hutt: „Ech hu praktesch eng Black box iwwerholl, wéi ech dee Service do iwwerholl hunn". A wéi war d'Situatioun, wéi Dir gaange sidd? Dass een dat emol eng Kéier vun Iech, déi Duerstellung hei kéint kréien.

An dann, an deem Zesummenhang, mengen ech, musse mer hei op déi Fro zréckkommen, déi d'leschte Kéier hei an der Zeienausso vum Här Heck opgedaucht ass, dee jo och gesot huet, en hätt en Dossier fir de Parquet zesummegestallt, wou intern Nofuerschungen erginn hunn, dass do staark Indizie bestinn, dass u sech an eenzelne Fäll, wéi gesot, et wären d'Joren 2007/2008 ze treffen, sech net un d'Prozedur gehale ginn ass bei den Écouten, dass do u sech Nummere bäigeschriwwe gi sinn, déi eigentlech net Géigestand ware vun engem Avis vun där zoustänneger Kommissioun. Kënnt Dir vläicht dozou eppes soen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech fänke mam éischte Punkt un. Dat Gespréich, op dat Der Iech referéiert, wat jo am Public mëttlerweil och leidlech bekannt ass, war ee Gespréich vu ville Gespréicher, déi ech mam Statsminister gefouert hunn. Also mir hunn iwwert dat Thema virdrun an duerno och geschwat. De Statsminister huet de Kontext kannt.

De Problem am Service, esou wéi ech e gesinn hunn, war, dass et zu menger Zäit, wou ech an de Service komm sinn, et en extrem staark compartimentéierte Service war. Dir hat Unitéiten, déi woussten, wat se maachen. Mä et wousst eng vun där anerer net, wat se mécht.

Et war vläicht eng Vue d'ensemble do, aus der Direkteschoptik, dat kann ech net beuerteelen. Mä als Abteilungsleiter hat ee kaum en Abléck iwwert dat, wat an aneren Abteilunge gelaf ass. Meng Erfahrung war och, dass een als Abteilungsleiter, nenne mer et emol esou, Chef de branche, och net onbedéngt direkt voll a Kenntnis gesat ginn ass vum vollen Ëmfang vun den Aktivitéite vu sengen eegene Mataarbechter. Do huet ee sech emol fir d'Éischt missen d'Vertraue verdéngen, ech

soen et emol esou, dat ass eng al Schoul, aus menger Siicht net sënnvoll, net produktiv an och extrem geféierlech.

Informatioune sinn do gehale ginn, wou se gesammelt gi sinn. An en Deel dovun ass an d'Archive gaangen. Déi systematesch Opaarbechtung vun deenen Informatiounen an dann och d'Verfügbarkeet vun deenen Informatioune fir d'Gesamtaarbecht war sécherlech net gewährleescht. Dat ass u sech dat, wat ech mengen, wann ech vun enger „Black box" schwätzen.

Dir erënnert Iech, dass 2008 zwou Aarbechte gemaach gi si vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, déi eng iwwert de Rôle vum sougenannten „stay behind", an déi aner iwwert de Rôle vum Service am Kader vun den Enquêtë bei de Sprengstoffattentater.

Dat waren zwee Beispiller, wou ee ganz gutt gesinn huet, wéi déi Mémoire u sech, eng, eng Mémoire, déi dokumentéiert ass, net existéiert. Et sinn Informatiounen do gewiescht. Mä déi muss ee siche goen. Do leien der do. Do leien der do. Do sinn der bei Leit. Do sinn der an aneren Archiven. Do sinn der bei eis an den Archiven. Mä eng dokumentéiert Mémoire an deem Sënn, dass ee kéint drop zréckgräifen, ass et, ass et net ginn.

Dir hutt eng zweet Fro gestallt, wat déi Irrégularitéiten ubelaangt, déi den Här Heck erwähnt huet, déi mech iwwerrascht hunn. Ech kann a priori näischt dozou soen, well ech net weess, ëm wéi eng Fäll et sech do handelt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, Dir hutt u sech als Direkter, an Ärer Zäit als Direkter keng Kenntnis gehat an iergendenger Form, dass u sech Écoutë geschallt gi sinn. Ech huelen elo déi Affär M. eraus, well dat net Géigestand ass vun eisen Enquêten. Also, ausserhalb där Geschicht M., wou momentan jo d'Justiz drop enquêtéiert, hutt Dir als Direkter net Kenntnis gehat, dass iergendwellech Écoutë gemaach gi wären, déi net no de legale Prozeduren autoriséiert gi sinn.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi net no de legale Prozeduren autoriséiert gi sinn, neen. Wann ech awer iwwert den Detail hei

soll schwätzen, misst ech, also kann ech dat an enger öffentlecher Sitzung net maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Also, ech mengen, dat ass eng Fro, déi mer nach ze tranchéieren hunn, eventuell de Huis clos dann ze verhänken an engem zweeten Deel vun eiser Sitzung. Dat musse mer gesinn, wat hei d'Meenung vun der Kommissioun ass dozou.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech muss vläicht och, fir ze preziséieren, soen, ech dierf dat net maachen. Ech hunn den Artikel 16 vum Geheimdéngschtgesetz, deem ech ënnerworf sinn. Ech ka méi an den Detail iwwert déi ganz Thematik Écouten am Prinzip net goen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, mir sollten da virun allem awer och déi, wa mer d'Missioun soen, mer haaptsächlech op eenzel Fäll, mir wëllen eis jo net op eenzel Fäll elo hei öffentlech diskutéieren. Mä awer natierlech de Prinzip, wéi verfuer ginn ass, wéi sinn… Dat ass jo hei de Géigestand, also d'Kärstéck vun eisen Aarbechten ass eigentlech ze kucken: Wéi huet dee Service geschafft? An ze iwwerpréiwen, ob dee Service sech un d'Gesetzer oder allgemeng Rechtsprinzipie gehalen huet bei senger Aarbecht. Dat ass natierlech d'Kärstéck eigentlech vun eiser Fro.

An duerfir natierlech musse mer u sech awer och sécherlech vläicht méi an den Detail goen, mä vum Prinzip hier ëmmer gekuckt, wéi operéiert ginn ass a wéi Der eigentlech do geschafft hutt.

Mä nach eng Kéier, also Dir hutt net Kenntnis dovunner, dass u sech – mir klammeren deen ee bekannte Fall aus -, u sech während där Zäit, wou Dir Direkter waart, ofgelauschtert gi wär, ouni dass…, am Netrespekt, loosse mer esou soen, vun de gesetzleche Bestëmmungen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif gären, ech géif gäre richtegstellen, dass ech an deem enge Fall, deen Der

ugeschwat hutt, dee mer net wëllen diskutéieren an net dierfen diskutéieren, dass et sech a menger Opfaassung do net ëm e Verstouss handelt. Dat ass mer wichteg.

Zweetens, neen, dat ass richteg, esou wéi Der et gesot hutt: Ech hu keng Kenntnis, dass do bewosst gesetzlech Bestëmmungen ëmgaange gi wieren, fir deen Zeenario do erbäizeféieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord.

Dann, ech mengen, u sech wär vläicht d'Fro op zu deenen dote Froen, wéi operéiert ginn ass. Eng wichteg Fro awer vläicht am Virfeld awer nach, well dat awer e wichtege Punkt war och bei eisen Aarbechte bis elo. Regelen, de Fait, dass - an dat huet sech awer aus dem Här Heck sengen Aussoen erauskristalliséiert, dass an engem ongenügende Mooss zumindest - en huet net geschwat, dass et keng Regele gi wär, Dir hutt och e bëssen ugedeit schonn an enger Äntwert op déi eng oder déi aner Fro, dass manifestement e Problem an deem Service doranner bestanen huet, dass fir eng Rei vun Operatiounen, déi de Service awer mécht, well dat zu senger Aufgab gehéiert, sief dat Accès zu Datebanken, sief dat - also seng eegen notamment - d'Fiddere vun Datebanken, d'Fro Filaturen, dass et do ze si schéngt, ausser Dir sot eis elo de Contraire, dass et do zumindest net an allen Hypotheese kloer Regele ginn huet, déi ëmmer ze respektéiere wären an déi och eng gewëssen intern Kontroll och méiglech gemaach hunn.

Ech mengen, dat ass jo e Problem, dee sech manifestement stellt an engem Service, deen ebe méi am Geheime schafft, dass do u sech d'Direktioun oder verschidden Deeler net onbedéngt wëssen, wat alles an deem Service leeft, wann net garantéiert ass, du hues eng Rei vu Regelen a vu Kontrollmechanismen, dass een eigentlech kann eng gewëssen Transparenz intern an déi Bewegungsofleef vläicht kréien.

Duerfir meng Fro dozou: Wéi ass et mat deenen dote Regelen? Wat hutt Der virfonnt, wéi Der komm sidd? Wat hutt Dir gemaach, fir eventuell d'Situatioun ze änneren, wann et néideg war? Also, déi dote Fro: intern Regelen an d'Kontroll vun den interne Regelen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, Dir hutt et schonn ugeschwat. Et ass effektiv esou, an ech hunn dat am Ufank jo och schonn, mengen ech, eemol erwähnt, déi intern Regele waren net esou contraignant an net esou kloer an och net esou kontrolléiert, wéi ee sech dat eventuell kéint wënschen.

Wéi ech komm sinn an de Service, war de Service e Service, deen enger militärescher Logik méi oder wéineger ënnerstanen huet, wou et militäresch Führungshierarchien oder Logiken oder Strukture gouf, a wou et och zu menger Zäit schonn intern Regelen an Instruktioune gouf. Et gouf e Fascicule, deen huet ee kritt, wann een an de Service komm ass. Do stoung dran, wéi ee verschidde Saachen ze maachen hätt.

Ech hunn elo keen Zougang méi dozou. Also, verstitt, wann ech net an den Detail ka goen,…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi Dokumenter sinn…

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*-…wéi eng…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-…ugefrot. An den Här Heck huet jo och gesot, en huet eis haut geschriwwen, dass en déi géif zur Verfügung stellen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir ass et drëms gaangen, wéi ech Direkter gi si vum Service, fir déi dote Regele méi kloer ze gestalten, fir méi eng kloer och Zoustännegkeet ze definéieren, d'Verantwortung ze definéieren, wie woufir zoustänneg ass, eng Reform ze maache vun deenen eenzelnen Instructions de service, déi mer haten, déi eenzel Circulairen, déi et gouf. Do gouf et eng ganz Panoplie. Ech hunn elo héieren, déi sinn all an engem Fascicule zesummegefaasst. Ech hat ee Mataarbechter, dee sech, ech géif bal soen, haaptamtlech mat deem do Thema ausenanergesat huet an Zesummenaarbecht mat eisem Conseiller juridique, fir eben eng, eng Instruction de service no där anerer à jour ze setzen.

Dat war e Prozess, dee war schwéier, dee war schwéierfälleg, dee war net ëmmer bien vu, mä et war e Prozess, deen noutwendeg war.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Firwat war en net bien vu?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Well en…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Am Service, denken ech, ass dat jo?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Am Service. Well en eng Ännerung bruecht huet, eng Ännerung zu engem Acquis, dee bestanen huet. Leit, déi gewinnt waren, hir Aarbecht esou ze maachen. Leit, déi Contrôle als e Mangel u Vertrauen emfannen. Aus enger ganzer Rei vu subjektive Grënn hutt Der an engem „Change"-Prozess ëmmer Leit, déi sech, déi sech géint en „Change" wieren. Also, do war, gouf et sécherlech Resistenzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot, den Här Bettel an den Här Bausch an den Här Urbany.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech wollt just froen, besonnesch, wat d'Banque de données ugeet. Do hu mer vum Här Heck gehéiert, dass eigentlech besonnesch fir déi Banque de données informatisées Dir lech geriicht hutt nom Gesetz vun 2002 iwwert d'Protektioun vun de Banques de données.

Meng Fro: Ass dat lech duergaangen, fir deen Zougang an d'Utilisatioun vun den Donnéeën an de Banques de données, fir dat intern esou ze regelen, dass dat effikass war fir d'Protektioun vun deenen Donnéeën?

Bon, et ass och schonn d'Diskussioun gaangen iwwert dat Règlement grand-ducal, wat an dem Gesetz vun 2004 virgesinn ass, wat net geholl ginn ass. Et wär vläicht interessant, eng Explikatioun doriwwer ze kréien, firwat dee Règlement grand-ducal net komm ass respektiv net vum Service selwer gefrot ginn ass. Well dat wär jo och

eng eng weider Protektioun gewiescht an dem Ëmgang mat den informateschen Donnéeën.

Mir hu jo hei och laang schonn driwwer diskutéiert iwwert dee Fichier, deen net informatiséiert ass, deen eelere Fichier vun de Jore ´60 bis ´90. An och do wär et interessant, ze héieren, ob et Regele ginn ass, wéi Dir komm sidd oder ob Der agefouert gi sidd, fir intern mat deenen Donnéeën ëmzegoen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bettel dozou.

M. Xavier Bettel *(DP).*- An deemselwechte Kontext. Mir hunn och scho mam Här Heck doriwwer diskutéiert, Här Mille. Dir sidd jo 2003 Direkter ginn, an den Här Fayot huet et jo och elo just gesot, dass dat neit Gesetz 2004 komm ass. Ech ka mer virstellen, dass Der da mam Här Juncker dru geschafft hutt, fir dat neit Gesetz auszeschaffen. E wäert Iech jo gefrot hunn, fir den Avant-projet de loi, etc., etc., oder ass dat nach vum Virgänger?

Wann et elo, egal wéi et war, dat heescht, Dir waart awer mat agebonnen, an de Règlement grand-ducal, dee jo d'Applikatioun vun den Traitementer vun den Donnéeë jo sollt regelen, ass bis haut net geholl ginn. Méi wéi zéng Joer.

Hutt Dir net insistéiert, fir dass et soll geholl ginn? Oder hutt Dir bei Ärem Supérieur hierarchique, deen de Statsminister ass, gesot, „mir brauchen dat", an et ass awer näischt weiderkomm?

Firwat hu mir zéng Joer duerno nach ëmmer kee Règlement grand-ducal, deen d'Base légale ass fir den Traitement vun den Donnéeën?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, zumindest déi éischt sechs Joer misst Der kënnen drop äntwerten.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Gesetz vun 2004 huet emol fir d'Éischt reglementéiert, dass mer eng Base de données dierfen ënnerhalen. Wéi d'Gesetz vun 2002 – Dateschutz - komm ass, ware jo a

priori all Datebanken - an esou wéi ech d'Gesetz an Erënnerung hunn, bezitt dat sech op d'Datebanken, egal ënner wéi enger Form d'Date virgehale ginn, ob dat elektronesch ass oder net, spillt u sech do kee Rôle -, waren a priori emol all d'Datebanken oder de Gros vun den Datebanken an där Logik illegal. Si hu misse reglementéiert ginn. Mir hunn dat, well e Gesetz vum Service de Renseignement virgesi war, eng Novelleirung, hu mer virgesinn, dass mer an deem Gesetz effektiv déi Datebank op legal Féiss stellen.

Dir hutt Recht, do ass en Artikel, dee seet, dass d'Detailer missten iwwer e Règlement grand-ducal geholl ginn. Dir hutt Recht, dee Règlement grand-ducal besteet bis haut net. Dat sinn elo, dat sinn elo aacht Joer, aacht an en halleft Joer, wou dat net geschitt ass.

Firwat ass dat net geschitt? Dat ass net de Service de Renseignement, deen dat ka beäntwerten. De Service de Renseignement hätt wahrscheinlech ganz gär gehat, dass et e Reglement gëtt. Mir hu jo och Projeten do geschriwwen, ënner menger Zäit mindestens een. Eise Conseiller juridique hat och sech vill Méi ginn, fir ze probéieren, ze anticipéieren, wéi eis Datebank da misst ausgesinn, fir dass se konform wier zu deem, wat ee sech hätt kënnen erwaarde vun der Dateschutzkommissioun, vun den Oplagen.

Firwat ass et letztendlech net dozou komm, dass e Règlement grand-ducal op en Instanzewee geschéckt ginn ass? Dat kann ech lech net beäntwerten. Et ass jo net de Service oder den Direkter vum Service, deen de Projet de loi op e Wee schéckt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Prezisioun dozou. Wéini wär deen éischte Virschlag vun lech vun esou engem Reglement komm gewiescht? War dat zum Schluss oder…?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, mir hunn eis relativ schnell dohigesat, well eis huet jo do d'Zäit e bëssen op den Neel och gebrannt. Ech mengen, den Dateschutz ass e wichtegt Thema. Et ass grad fir e Geheimdéngscht wichteg.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat wier schonn 2005 gewiescht, an där Period do ongeféier?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann Iech net soen, wéini et war. Den Här Heck huet gesot, et wier 2006 gewiescht. Dat ka gutt sinn. Ech weess net, wéini et war. Ech hu keen Accès méi un déi Korrespondenzen. Mä ech weess, dass mer dru geschafft hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech wollt just nach eng Kéier froen: Dir stellt Iech am Gesetz vun 2004 an d'Logik vum Gesetz iwwert d'Protection des données vun 2002.

Bon, en absence vun engem Règlement grand-ducal meng Fro: Ass dat Gesetz vun 2002 Iech duergaangen, fir Är intern Prozeduren, fir d'Protection des données, fir Är Conduite mat deenen Donnéeën, déi Der gesammelt hutt, fir déi esou ze regelen, dass ee se kann als satisfaisant betruechten?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat kann ech ganz kloer bejoen. Mir hunn eis un den Inhalter vum Gesetz 2002 probéiert ze riichten, wéi mer eis eegen Datebank opgebaut hunn. Ech schwätzen elo vun der neier elektronescher Datebank. Den - ech soen elo emol -, den Archiv, dee klassesche Karteikaartenarchiv, ass en anert Thema, wéi een domat hätt kënnen ëmgoen. Mir hunn eis probéiert do nom Gesetz ze riichten.

D'Situatioun war fir eis och eng schwéier. Wann Der d'Dateschutzgesetz liest, dann ass jo u sech den Traitement vu persounebezunnenen Donnéeë verbueden, wann net déi entspriechend gesetzlech Grondlage geschafe sinn. Den Traitement vun Donnéeën ass awer definéiert mat dem Sammelen, Enregistréieren, Analyséieren, awer och Konservéieren, och Zerstéieren, och Effacer. Dat heescht letztendlech, egal, wat mer mat den Donnéeë maachen, si mer an engem Konflikt mat deem Gesetz. Souguer wa mer alles geläscht hätten, hätte mer ëmmer nach en Doute gehat, wat dat Gesetz do ubelaangt.

Dat heescht, mir hu probéiert, den Esprit vum Gesetz, vun eisem Geheimdéngschtgesetz ze huele vun 2004, wou mer gesot hunn, bezéiungsweis wou d'Chamber gesot huet, mir wëllen, dass et e Service de Renseignement gëtt, mir wëllen, dass de Service de Renseignement déi Missioun do huet, fir Informatiounen ze sammelen an ze analyséieren. An de Service de Renseignement, deen huet d'Autorisatioun, déi och ze konservéieren an enger Datebank an ze verschaffen. Dat war déi Optioun, déi eenzeg Optioun, déi an där do Situatioun Sënn gemaach huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Eng Fro, wa mer op der Datebank vläicht nach ee Moment bleiwen, stoe bleiwen. Dir hutt als Direkter d'Décisioun geholl, fir 2004 Nimm eraushuelen ze loosse vun e puer Deputéierten, déi a Fonctioun waren zu deem Moment.

Wéisou déi Décisioun zu deem Moment? Dir hutt Iech jo d'Fro vun der Datebank gestallt, soss hätt Der jo net déi Décisioun geholl.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Natierlech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Wéisou do net méi eng grouss Operatioun maachen, net elo vu Vernichtung, mä awer vun Opschaffe vun deen doten Daten? Dat ass jo wierklech esou en, esou en, esou e Klomp, deen nach um Fouss do huet aus aneren Zäiten, wou am Fong ni systematesch… An dann d'Fro un Iech, mir hu se och Ärem Nofolger gestallt: Wéisou eigentlech net un déi, un déi ´60er Datebank goen a se, se, se opschaffen, Uerdnung erabréngen? Wéisou ass déi Operatioun ni gemaach ginn?

Dir hutt selwer ëmmer, Dir hutt, Dir wousst, am Keller steet déi do, an Dir hutt jo selwer gesot: „Huelt mer déi emol eraus." Wéisou net méi eng grouss Operatioun maachen, wat déi Datebank ugeet?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Ganz einfach: Keng Ressourcen!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- A wéisou déi Décisioun, elo just d'Deputéierten do erauszehuelen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war keng Décisioun, Här President, just d'Deputéierten do erauszehuelen. Dat ass… Elo misst ee méi an de Fonctionnement eragoen. Ech probéieren dat. An der aler Logik, mir schwätzen hei net vun där neier Datebank, mir schwätze vun där…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Aler Datebank.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*-…aler Datebank, déi al Karteien. Déi ass konstituéiert ginn an enger Logik, wou de Service gesammelt huet. Deemools huet sech, an zu där Zäit huet sech déi Fro…, déi zentral Fro, déi am Dateschutz sech jo haut stellt, ass d'Finalitéit vun der Kollekt a vum Traitement vun enger Donnée. Déi seet jo, ob d'Legitimitéit ginn ass oder net: d'Finalitéit. Dat war esou net definéiert an der Zäit vum Kale Krich. Do gouf et éischtens aner Finalitéiten. Zweetens war dat Element vun der Finalitéit net an deem essentielle Wäert, an deem se haut steet.

Wann am Service Informatiounen opgelaf sinn - ech soen emol esou plakativ -, sinn déi normalerweis gekuckt ginn, an d'Archiv geschéckt ginn, an den Archivist huet se no engem - och fir mech - net ëmmer dann novollzéibare System klasséiert. Hien hat säi System, wéi en dat gemaach huet. Seng ganz Carrière huet en dat do beim Service gemaach.

Dat huet zum Beispill dozou gefouert, wéi mer d'Thema „stay behind" opgeschafft hunn oder d'Thema Attentats à l'explosif opgeschafft hunn, extrem Schwieregkeeten haten, d'Donnéeën ze fannen, well déi net no enger kohärenter Logik ewecharchivéiert gi waren. Déi eng, déi sinn no Nimm archivéiert ginn, déi aner sinn no Thema archivéiert ginn, etc.

Et sinn also Informatiounen an d'Archiv gaangen, vun deenen ech haut géif soen…, ech mengen, vun deenen ee ka soen, dass se mat der Finalitéit vun engem Noriichtendéngscht am Fong guer näischt ze dinn haten.

E konkret Beispill war, dass ech gesinn hunn als Mataarbechter, dass - an ech schwätzen hei vun offenen Informatiounen, Interviewen an enger Zeitung am Wahlkampf -, dass sech den Direkter informéiert huet iwwert d'Actualité politique, dass e gesot huet, dat do ass en interessanten Artikel, dee kopéiert huet. Dee louch bei sengen Ënnerlagen. Dann ass deen Artikel an d'Archiv gaangen. Dann huet den Archivist deen Artikel geholl, en huet eng Microfiche gemaach. Dat huet e gemaach. An en huet déi no iergendenger Logik ewechgeluecht. Dat kéint nom Numm sinn. Wann dat en Artikel war iwwer eng Persoun oder vun enger Persoun oder en Interview, da war et wahrscheinlech nom Numm. Dat kéint eng Organisatioun sinn oder soss iergendeppes. Dass do eng Finalitéit derhannertsteet, dass e Geheimdéngscht jo net Informatioune sammelt, just well dat aus der politescher Dagesaktualitéit sech ergëtt - déi Finalitéitsiwwerleeung, déi war einfach net do! An et hätt ee missen, wann een dat Archiv do hätt wëlle wierklech opschaffen, dann hätt ee sech misse wierklech intensiv mat den Inhalter ausenanersetzen. An dat war bei deem Volume, deen dat Archiv iwwert déi 40 Joer do also kritt huet, fir eis guer net machbar.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also nach eng Kéier, et ass elo déi wichtegst Fro: Dir wollt grad d'Deputéiert eraushuelen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, ech ech hunn einfach gesot: „Elo huel emol alleguerten d'Mandatsträger", et goung ëm Mandatsträger, „Kuck déi Nimm, ob déi bei eis gehale ginn a gehei dat eraus." Do war näischt, wat mat der Finalitéit vum Noriichtendéngscht iergende Sënn gehat hätt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Serge Urbany dann, an dann den Här Bausch.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also déi Mandatsträger, dat ware jo dann Deputéiert? Oder waren do och Gemengeréit oder aner Mandatsträger derbäi? Et ass och d'Fro opgetaucht: Wie war dat? Wann dovu Rieds geet, et wiere fënnef, sechs Deputéiert gewiescht, misst et do jo eigentlech einfach sinn, sech haut nach drun ze erënneren,

wien et war. Ech wollt Iech do froen: Wat fir Deputéiert waren dat? Eventuell d'Nimm, eventuell d'Parteien, d'Parteizougehéieregkeet.

Wier net och, zweet Fro, eng Optioun deemools gewiescht, fir deene Leit hir Fichen ze ginn, ganz einfach? Se ze informéieren am Sënn vun der Transparenz an ze soen: Hei, mir haten deemools an der Zäit vum Kale Krich en Dossier iwwer Iech ugeluecht. Wier dat net och eng Optioun gewiescht, déi een hätt kënnen an d'A faassen? Ass déi Optioun eventuell diskutéiert gi bei Iech, oder war dann do vläicht dat Gesetz vun 2002 en Hindernis derbäi?

Ech wollt och nach froen: Sinn do och aner Fichen zerstéiert ginn, vun deenen Dir wësst, während där Zäit, wou Dir do geschafft hutt? Wat fir Fichen eventuell oder wat fir e Genre vu Fichë waren dat? Waren dat Fichë vu Leit, vun Organisatiounen? Zu wat fir engem Zäitraum war dat? Wat fir en Ëmfang vun Zerstéierung huet eventuell och schonn zu aneren Zäitpunkte stattfonnt niewent deenen Zerstéierunge vun den Deputéiertefichen?

An dann nach vläicht eng lescht Fro. Mir ware jo deen Dossier, dee Schaf kucken. Dat ass jo alphabetesch gegliddert. Dat heescht, et ass och schwéier, wann een do Stéchprouwen hëlt, ass et do ganz schwéier, sech iergende Gedanken ze maachen iwwert d'Systematik an den internen Opbau vun deem Fichier. War dee Fichier net awer esou, dass ee konnt och aner Zougäng dozou kréie wéi iwwer Nimm? Iwwer Organisatiounen zum Beispill, iwwer Beruffskategorien, Journalisten oder ech weess net, wat fir Beruffskategorien ee sech do kéint virstellen, déi interessant gewiescht wären? E bëssen dozou. Also zum ale Fichier elo, esou wéi Dir e virfonnt hutt.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif gären ee Punkt korrigéieren, Här Urbany. Ech ech hunn net geschwat vun Zerstéierung vu Fichiere vun Deputéierten. Ech hu gesot, dass alles, wat an den Archive war vu Mandatsträger, soll zerstéiert ginn. Déi Uweisung hunn ech ginn. Ech sinn dovun ausgaangen, dass se ëmgesat ginn ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Waren dat Microfichen dann? Oder waren et Karteikaarte just?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn näischt vum Support gesot.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, dat ass meng Fro dann!

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war, wat ëmmer do war.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, dat war...

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dir hat e System..., de System, deen Der an eisem Archiv hat, Dir hutt et jo selwer gesot, war relativ schwéier nozevollzéien. Dir hat eng Kombinatioun vu Karteikaarten a vu Microfichen, déi sech zum Deel iwwerschnidden hunn. Ech hunn näischt iwwert de Support preziséiert. Wat de Rescht ubelaangt, wat en Objet war vum SREL, kann ech Iech an enger öffentlecher Sitzung esou net soen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Nimm nach vläicht vun deenen Deputéierten. An dann nach vläicht: Ass et niewent de Microfichen dann nach aner Supportë ginn, déi vläicht net zerstéiert gi sinn?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann Iech iwwert de Géigestand vun den Ermëttlunge vum SREL an enger öffentlecher Sitzung näischt soen, Här Urbany. Ech däerf dat net. A wéi gesot, iwwert de Support am Archiv, iwwert de Support am Archiv kann ech Iech keng erschöpfend Auskunft ginn. Ech kenne Karteikaarten a Microfichen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gutt, weider Froen? Den Här Bausch an den Här Gibéryen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, e wëll jo net äntwerten, op d'Nimm.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt Iech..., Dir sot, et gëtt deen alen Archiv an et gëtt deen neien Archiv. An Dir hutt selwer gesot, fréier wär alles, wat - wéi Der Iech ausgedréckt hutt - „net stramm konservativ" gewiescht wär, do wär eng Kartei ugeluecht ginn. An Dir sot och, dat hätt - hutt Der elo just gesot -, vill Saachen dovunner hätte mat der Finalitéit vum Service näischt ze di gehat. Do hutt Der jo domadder, huelen ech un, gemengt: mat dem eigentlechen Objektiv, firwat de Service iwwerhaapt do ass, hat et näischt ze dinn? Et ass jo dat esou ze verstoe gewiescht?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéini hunn ech gesot, dass alles, wat „net stramm konservativ" war...?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat hutt Der..., an dem Gespréich mam Premierminister hutt Der dat gesot.

Dat hunn ech, hu mer..., also dat läit vir.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war eng Bemierkung, déi ech am Gespréich mam Statsminister gemaach hunn, déi de Statsminister och verstanen huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä wat verstitt Der dann dorënner? Wat hutt Der, wat ass...?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wann ech iwwert d'Finalitéit vum Service geschwat hunn, da war dat d'Finalitéit, wéi se war, wéi ech déi Décisioun do getraff hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi Der d'Décisioun getraff hutt, fir d'Deputéiert, mandatéiert Mandatsträger erauszehuelen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi ech d'Décisioun getraff hunn, fir déi erauszehuelen, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Okay, mä wann Der sot... Dat heescht also am Kloertext, datt awer vill Leit an deene Karteien do waren - Dir sot, dat hat mat der Finalitéit vum Service näischt ze dinn -, et muss jo awer iergende Grond gewiescht sinn, firwat datt de Service déi Karteien ugeluecht huet? Ech ka mer net virstellen - mir héieren zwar Äre Virgänger och nach, mir wäerten deen déi Saachen am Detail froen -, mä ech mengen, Dir hutt jo awer, wann Der, Dir sidd vun 19... Ech wëll lech iwwregens soen, de Kale Krich, 1989 war dee fäerdeg. An 2004 gëtt d'Décisioun geholl, fir verschidde Saachen ze änneren. Bon, do war jo awer schonn eng laang Period, wou eigentlech net méi hätt sollen no der Methodik vum Kale Krich operéiert ginn.

Mä nach eng Kéier: Wat ass da fir lech d'Finalitéit gewiescht? Oder wat waren, net d'Finalitéiten, mä respektiv, firwat sidd Der der Meenung, oder hutt Der eng Erklärung, firwat datt dat alles gemaach ginn ass? Dat huet jo awer ze di mat där Ausso, déi Der gemaach hutt vun „net stramm konservativ".

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Finalitéit aus där Zäit vum Kale Krich, do hutt Der ganz recht, dat ass laang viru menger Zäit gewiescht, déi kann ech lech net erklären. Do musst Der mat mengem Virgänger schwätzen effektiv.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir hutt keng Erklärung dofir?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech probéieren net, dat ze erklären. Ech kann dat net erklären aus mengem Standpunkt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Okay.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn d'Finalitéit, esou wéi se am Gesetz vun 2004 definéiert ass, als Grondlag geholl fir eng Décisioun. Dat ass d'Finalitéit vum Service de Renseignement, deen ech ze féieren hat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt, firwat hutt Der dann... Dir hutt 2004, sot Der, dat gemaach, datt Der déi Deputéiert eraushuele gelooss hutt. D'parlamentaresch Kontrollkommissioun funktionéiert jo ab 2004. Firwat hutt Der dann an deene fënnef Joer d'parlamentaresch..., oder hutt Der d'parlamentaresch Kontrollkommissioun an deene fënnef Joer iergendwann eng Kéier versicht iwwert deen dote Kontext a Volet ze informéieren? Respektiv, hutt Der hinne gesot: Mir hunn 2004 sechs Deputéiert erausgeholl aus de Fichieren?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn iwwert deen do Virgang d'Kontrollkommissioun net informéiert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Firwat hutt Der se net informéiert?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Well ech net der Meenung war, éierlech gesot, dass dat relevant war.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- War iwwerhaapt déi Problematik ronderëm d'Legalitéit vun der aler Datebank respektiv d'Légalité douteuse - well jo dee Règlement grand-ducal ni geholl ginn ass vun dem Dateschutz -, war dat Bestanddeel vun dem Austausch, deen Dir mat der Kontrollkommissioun hat? Ass do an deene Sitzungen, ass vun Iech déi Fro do opgeworf gi vun der Problematik Datebank an deem Zesummenhang Legalitéit, wéi gi mer domadder ëm, wat...?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn, ech hunn an enger ganzer Rei vu Kontexter iwwert dee Problem do geschwat. Ech kann Iech, éierlech gesot, net méi soen, ob an inwiefern a wéi oft mer an der Kontrollkommissioun oder en marge vun der Kontrollkommissioun effektiv och nach iwwert dee Punkt vläicht geschwat hunn.

Et ass en Thema, iwwert dat mer ëmmer erëm diskutéiert hunn, dat jo!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Intern?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Intern. Ech mengen, also intern, och mat dem Ministère de tutelle, och mat anere Verwaltungen, déi ähnlech Problemer hate wéi mir, notamment mat der Police. Wat och eventuell eng Incidence hat erëm op eis, et ass ëmmer eng Wiesselwierkung. Et war en Thema, dat eis ganz staark ëmgedriwwen huet, natierlech!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ech wollt nach eng Kéier op de Règlement grand-ducal zréckkommen. Dir hutt eis virdru gesot, Dir hätt e Projet vun engem Règlement grand-ducal am Service de Renseignement geschriwwen an Dir hätt dann Ärem Minister vun der Tutelle, dem Statsminister, deen zoukomme gelooss. Wësst Dir nach ongeféier, wéini datt dat war? War dat direkt no 2004 oder war dat méi zum Schluss vun Ärer Carrière als Direkter?

An hutt Der och mam Statsminister selwer iwwert de Règlement grand-ducal, well en net geholl war, eng Diskussioun iergendwa gefouert. Well wann Der jo e Projet gemaach hutt, da musst Der jo och..., oder, hutt Der dat op Är Initiativ gemaach oder hutt Der dat op dem Statsminister seng Initiativ gemaach? Hutt Der mam Statsminister doriwwer geschwat, datt kee Règlement grand-ducal besteet an datt Der e gären hätt? Dat war deen éischte Volet.

Den zweete Volet, déi zweet Fro, déi geet nach eng Kéier op déi Kartei zréck, do wou Mandatsträger sollen erausgesicht si ginn, wou ech géif proposéieren, Här President, datt mer herno géifen e Huis clos maachen, fir och kënnen do dann dem Här Mille d'Geleeënheet ze ginn, fir kënne méi op de Fong a wat d'Nimm ubelaangt anzegoen. Ech wollt just hei an dëser Sitzung froen: Sinn niewent deene Mandatsträger, déi aus dëser Kartei erausgeholl gi sinn, iergendwéi nach aner Karteikaarten zu Ärer Zäit erausgeholl ginn?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech fänke mat der zweeter Fro un, wéi eng Karteikaarten eventuell erausgeholl ginn - net op meng Instruktioun hin!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wie konnt iwwerhaapt en Zougang kréien? Konnt dat nëmmen iwwer lech goen, oder konnten och Leit individuell do en Zougang derzou kréien?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Leit, déi e Besoin d'en connaître haten, dat heescht, déi Leit, déi Archiven hu missen eventuell benotze fir hir deeglech Aarbecht, haten do Zougang derzou. Also esou vill zu där Fro.

Déi aner Fro iwwert de Règlement grand-ducal...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat heescht, Ärem Wëssen no ass keng aner Karteikaart erausgeholl ginn?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, woubäi ech net ausschléisse kann, dass eng Karteikaart vernicht ginn ass - net op meng Instruktioun.

Déi éischt Fro war de Règlement grand-ducal.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Règlement grand-ducal: Mir hunn - ech hunn dat virdru scho beäntwert -, direkt nodeem d'Gesetz komm ass, mam Service juridique vum Statsministère, mat deenen hu mer iwwert dat Thema geschwat, net mam Statsminister. Et gëtt en héije Beamten am Statsministère, dee sech ëm déi ganz Thematike këmmert. Mir hunn eis mat deenen ofgestëmmt: Mir mussen elo de Règlement grand-ducal maachen, mir hunn do e Projet gemaach. Mir hunn dat mat hinne regelméisseg diskutéiert, jo, awer net mam Statsminister, mä et ass op der Ebene vu Beamten diskutéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng ganz Partie Wuertmeldungen hei. Also, ech wollt déi méi laang notéiert, dat ware schonn den Här Bettel, den Här Meisch, den Här Fayot, den Här Urbany dann.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Déi éischt Saach ass: Den Här Mille seet, de Fonctionnaire wär elo säin Uspriechpartner gewiescht. Ech ka mer awer net virstellen, dass Der an deenen zwielef Joer ni mam Statsminister iwwert dee Règlement grand-ducal geschwat hutt. Dat kann ech mer net virstellen! Dir wäert..., Dir hutt selwer gesot, Dir hätt gären eng Législatioun, ech zitéieren Iech, eng „Base légale" gewënscht, hutt Der eis virdru gesot, ganz am Ufank vun Ärer Auditioun. Dowéinst, ech ka mer virstellen, dass Der an deenen zwielef Joer net nëmme mam Beamte geschwat hutt, mä och heiansdo mam Statsminister, éischtens.

Zweetens, Dir hutt gesot, dass - dat huet den Här Heck eis gesot -, dass et Note-de-servicë géif ginn. Well wa keng Base légale do ass, mussen d'Leit awer wëssen, wat se kënnen a wat se net kënnen. Hutt Dir och där Note-de-servicë gehat, fir dass d'Leit kënnen...? Dir hutt virdru gesot, „qui en a besoin" konnt kucken, dat heescht, dass am Fong jiddweree konnt fësche goen, wat e Loscht hat.

An dowéinst seet eis den Här Heck, dass hien Note-de-servicë gemaach huet, fir dass et op d'mannst e Caractère administratif interne hat, dat heescht, dass de Chef supérieur gesot huet, dat dote kënnt Der kucken, dat dote kënnt Der net kucken, well eben déi Base légale, déi de Fondement war fir den Traitement vun der Base de données, net do war.

An déi drëtt Saach ass: Wann déi Fichen zerstéiert gi si vu verschidde Kolleegen hei aus der Chamber, ass dat vläicht, well festgestallt ginn ass 2004, dass dat, wat virdru gemaach ginn ass, net richteg ass, an ee sech gesot huet: Elo kënnt eng Kontrollkommissioun, do ass et besser, dass déi emol verschwannen, éier se op d'Iddi kommen, fir déi dote kucken ze kommen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kann ech vläicht, wann Der erlaabt, eng Fro drun unhänken, da brauch ech se duerno net extra ze stellen: Et ass e bëssen, wéi d'Aarbecht organiséiert war tëschent dem Service de Renseignement, notamment

der Direktioun, an dem Statsministère. Wéi ass dat organiséiert ginn? Mir hunn och dem Här Heck déi Fro gestallt. Deen huet gesot, elo géife Rapports mensuels geschéckt ginn un de Statsministère, respektiv eventuell och aner Informatiounen un aner Ministèren. Wéi war dat zu Ärer Zäit organiséiert? Dir hutt gesot, Dir hätt oft Gespréicher mam Statsminister gehat. Dofir, wéi war eigentlech déi Relatioun mam Statsministère am Service de Renseignement organiséiert? Dat heescht, ass et do Beamte ginn, déi Är Uspriechpartner waren? Dann, wéi oft waren déi Kontakter mam Statsminister, war do e Rhythmus dran, war dat op Demande hi vun deem engen oder deem aneren? Dass mer eis e bëssen e Bild kënne maachen, wéi dat Ganzt do eigentlech fonctionnéiert huet, déi Zäit, wéi Dir Direkter waart.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Lux dozou.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Do drunzehänken och: Et gëtt eng Rei Gerüchter, déi soen, dass niewent de Relatiounen, déi Dir als Direkter mam Statsminister hat, och aner Mataarbechter vum Service de Renseignement, ouni Äert Wëssen oder mat Ärem Wëssen, och eege Kontakter mam Statsminister haten. Kënnt Der dozou eppes soen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn, Här Bettel, ech ka mech net erënneren, explizit mam Statsminister iwwert de Règlement grand-ducal geschwat ze hunn an deene Joren, wou ech Direkter war - sechs -, well mer dat regelméisseg an intensiv mat sengem Service juridique diskutéiert hunn. Et war keen Thema, dat ech mam Statsminister beschwat hätt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht, Dir hutt net de Besoin gehat, fir eng Base légale kënnen ze hunn, fir Är Aarbecht ze maachen. War Iech dat egal?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, Här Bettel, dat hunn ech net gesot! Mir hu mam Service juridique vum Statsministère, déi dofir zoustänneg sinn am Statsministère, enk zesummegeschafft an Drock gemaach,

fir dat ze kréien! Natierlech wollte mer dat hunn, mä ech hunn et net mam Statsminister selwer beschwat.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir wësst awer net, firwat et net virugaangen ass? Wat de Beamten net weiderginn huet?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat kann ech lech net soen.

Dir hutt gefrot, ob et Note-de-servicen och zu menger Zäit ginn ass. Jo, natierlech, et gouf Note-de-servicen och zu menger Zäit, et gouf Note-de-servicë scho viru menger Zäit, mir hunn d'Note-de-servicen zu menger Zäit iwwerschafft, a permanent iwwerschafft.

Dir hutt den Accès un d'Datebanken duergestallt, wéi ech et behaapt hätt. Ech wëll dat da vläicht korrigéieren, wann dat esou eriwwerkomm ass. Mir hu vun deenen alen Datebanke geschwat, net vun den neien Datebanken. Déi nei Datebanke sinn, well se elektronesch sinn, méi einfach ze organiséieren: wien Accès huet, wéi een en Accès kontrolléiert, wéi een dat och ka loggen, wien do Accès huet. Déi al Datebanken - Dir kennt d'Raimlechkeeten, Dir waart selwer do - si geschützt duerch e Contrôle d'accès. Hei hunn och nëmmen déi en Accès gehat, déi nominativ hätte kënnen Accès huelen op d'Datebanken.

Et ass just bei där aler Datebank, déi op Support, soe mer „physique" ass, net esou novollzéibar, wie wéini Accès drop hëlt op eng eenzel Fiche, wéi dat an engem elektronesche System de Fall ass. Ech hu virdrun an deenen Diskussiounen, entschëllegt, an deenen Diskussiounen iwwert déi al Datebank geschwat.

Et ass gefrot ginn, wéi d'Organisatioun, d'Zesummenaarbecht mam Statsministère war. Do war et effektiv esou, dass mer fir alleguerten déi Froen, déi, ech soen emol „Dagesgeschäft" waren, en héije Beamten haten, respektiv eventuell nach deen een oder anere Mataarbechter vun deem héije Beamten, déi eis an deenen dote Froen zur Verfügung stoungen, zum Beispill de Service juridique, wann et drëm gaangen ass, fir esou e Règlement grand-ducal ze maachen, mä och fir eng ganz Rei aner

Froen, déi sech gestallt hunn. A mir hunn och déi Avisë gefrot, wa mer Avisë gebraucht hunn.

Meng Relatioune mam Statsminister - mir hunn haaptsächlech mëndlech kommunizéiert. Ech hunn him regelméisseg e Rapport gemaach iwwert d'Aktivitéite vum Service: wat de Service mécht, wéi de Service Saache mécht. Ech hu mech...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat „regelméisseg", wéi schätzt Der dat an, periodesch? Quitte dass dat jo net ëmmer d'selwecht ass, denken ech mer.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vu dass ech keen Accès méi hunn op meng Kalenneren, Här President, ass dat relativ schwéier ze soen. Ech géif elo..., ech sinn net sécher, ob ech op déi mensuel Quot kommen, déi den Här Heck haut huet mat senge schréftleche Rapporten, wahrscheinlech net ganz dorop hin. Et war och esou: Heiansdo hu sech méi Kontakter a kuerzer Zäit erginn, wann e Sujet d'actualité...

war. Jo, heiansdo huet dat sech gezunn, wann de Statsminister och vläicht net verfügbar war, well en an aneren Dossieren an am Ausland ënnerwee war. Mä am Prinzip gouf et do regelméisseg Briefingen, regelméisseg Kontakter...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wien huet déi dann ugefrot normalerweis? Am Regelfall?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn déi am Regelfall ugefrot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An Dir hutt et an deene regelméissege Briefinge keng eng Kéier fir néideg fonnt, de Statsminister drop hinzeweisen, datt nach ëmmer eng legal Basis feelt fir en Deel vun Ärer Aarbecht?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vu dass mer am permanenten Austausch iwwert dat Thema mat sengem Service juridique waren, hunn ech net de Statsminister dorop higewisen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt dat och net fir néideg fonnt, fir dat ze maachen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vu dass säi Service juridique dermat befaasst war,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Si hätte misse schreiwen, wann den Här Weiler nach nolauschtert.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo, mä mir hunn...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, d'Kommissioun hätt misse schreiwen, wa sech d'CSV...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Fro huet den Heck d'lescht Kéier véiermol mat Jo beäntwert.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn....

Une voix.- Et ass awer net ze gleewen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Règlement grand-ducal, deen net geholl ginn ass no 2004, dat ass richteg, mir hunn doru geschafft, fir ze probéieren, dee Règlement grand-ducal ze kréien. Mir hu mat deene kompetente Stellen am Statsministère doriwwer geschwat. Mir hunn hinnen deen Input ginn, dee se gebraucht hunn, fir dat ëmzesetzen. Domat, mengen ech, ass de Rôle, d'Aufgab vum Service de Renseignement an där Fro erfëllt.

Une voix.- Dir hutt Äert gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kann ech vläicht en anere Punkt uschwätzen, deen och an deemselwechten Zesummenhang ass?

War op eng Fro net geäntwert ginn?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Eng Fro do, ob aner Mataarbechter...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ah jo, huet d'Relatioun sech eleng iwwer Iech gemaach mam Statsminister? Oder ass dat och op engem Niveau drënner gelaf, an eenzelne Fäll?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess, dass et an eenzelne Fäll och aner Kontakter gouf. Dat ass awer en Thema, dat ech net an enger öffentlecher Sitzung kann diskutéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Jo, Ben.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Zum Dateschutz wollt ech nach eppes froen. Also, dat war jo eng kruzial Period. 2002 hu mer dat Gesetz iwwert d'Protection des données kritt. Déi Commission nationale pour la protection des données hu mer jo kritt, déi elo geschwënn hiren zéngjähregen Anniversaire feiert.

Bon, Dir hutt do am Gesetz e Règlement grand-ducal virgesinn, bon, wat net geholl ginn ass, mä wat jo awer, wéi den Här Heck dat och schonn ugedeit huet a senger Auditioun, wichteg war, fir mat de Banques de données ëmzegoen. Dat war also am Lëtzebuerger Stat e bëssen den Ufank, fir mat Donnéeën, perséinlechen Donéeën aneschters ëmzegoen, wéi bei deem ale Fichier, deen dann an de 60er, 70er, 80er, 90er Joren opgebaut ginn ass.

Hutt Dir an all där Zäit, wou Dir do waart, Kontakter mat der Commission nationale gehat, well déi Commission nationale, dat ass jo e bëssen den „watchdog" vun dem Lëtzebuerger Stat, wat déi Banques de données ugeet, déi dorëmmer am Stat sinn?

An et hätt ee sech kënnen erwaarden, étant donné, dass do awer eng besonnesch sensibel Datebank war, och informatiséiert Datebank, dass do Kontakter gewiescht

wären, och fir eng bonne Gouvernance erauszekréie vun Iech respektiv och vun der CNPD. War et, ass et do, ass do eppes gelaf?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kann ech vläicht eppes drunhänken? Well u sech hei jo net nëmmen d'Fro ass vun der Nationaler Dateschutzkommissioun, mä eng Fro, déi mer och schonn ugeschnidden hunn mam Här Heck, d'Problematik jo besteet, dass déi speziell Kontrollkommissioun, déi um Niveau Dateschutz duerch Gesetz besteet - den Artikel 17, Dateschutzgesetz -, déi presidéiert gëtt vun engem Vertrieder vum Procureur général mat zwee Dateschützer zesummen, dass déi hir Aarbecht eigentlech net konnt voll maachen, wéinst Clearance-Problemer, déi sech do gestallt hunn. Do mengen ech och ze wëssen, dass do Sitzunge waren.

Ech wier frou, wann Der och kéint op dat doten agoen, an Är Aschätzung, wéisou dat do eigentlech ni tranchéiert ginn ass. Ech kann Iech soen, dass och, wéi Dir fort waart, déi dote Fro eigentlech vun dem Zougang vun där Kommissioun do op d'Datebanke beim Service de Renseignement nach ëmmer net tranchéiert ass, an ob dat vläicht och Géigestand wär vun Diskussiounen, déi Der mam Statsministère hat.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Och hei war dat en Thema, dat mer....

Ech äntwerte fir d'Éischt op dem Här Fayot seng Froen, net datt ech déi vergiessen. Et gouf eng Rei vu Kontakter mat der Dateschutzkommissioun tëschent dem Service an der Dateschutzkommissioun, woubäi awer déi Kontakter meeschtens net iwwert den Thema vun eisem Règlement grand-ducal gaange sinn, well deen Thema vum Règlement grand-ducal u sech keen Thema vun der Dateschutzkommissioun ass. Et ass natierlech en Thema, wat d'Dateschutzkommissioun interesséiert, also net falsch verstoen, mä et ass en Thema vun der Ëmsetzung vun engem Règlement grand-ducal, wat u sech am Ministère de tutelle muss gemaach ginn.

Ech weess, dass de Ministère de tutelle natierlech do och an engem enken Austausch mat der Dateschutzkommissioun war. Ech weess och, dass eisen eegenen Expert juridique sech regelméisseg probéiert huet ofzestëmme mat der Dateschutzkommissioun, wat Inhalter ubelaangt. A mer haten an aneren Dossiere

mat hinnen och ze dinn, well mer an aneren Themen halt do Beréierungspunkter dann haten.

Wat déi speziell Autorité de contrôle ubelaangt, déi Dir am Artikel 17 uschwätzt, do si mer an der onglécklecher Situatioun, onglécklecher Situatioun aus eiser Siicht, vum Service de Renseignement hier, dass mer e Gesetz hunn.... Onglécklech ass vläicht dat falscht Wuert, mir sinn u sech frou, dass mer dat Gesetz hunn.

Mir hunn e Gesetz iwwer Klassifikatioun an iwwer Habilitation de sécurité, an dat Gesetz ass relativ kloer. Dat seet am Artikel 9, dass jiddwereen, deen Zougang wëllt huelen zu klassifizéiert Donnéeën, dass deen zwou Konditioune muss erfëllen: E muss e Besoin d'en connaître hunn, dat ass deen éischten, an deen zweeten ass, e muss eng Habilitation de sécurité hunn.

Dat Gesetz seet am Artikel 14, dass et Ausnahme gëtt zu där doter Regel. D'Ausnahme sinn d'Membere vum Conseil de Gouvernement an d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun.

D'Membere vun där do Kommissioun, déi sinn do net erwähnt. Dat heescht an der logescher Suite, dass déi Membere vun där do Kontrollkommissioun u sech net exempt sinn, mä eng Habilitation de sécurité brauchen.

Wann ech also als Direkter vum Service de Renseignement elo engem Member vun där Kommissioun géif Accès u klassifizéiert Donnéeë ginn, fir se ze kontrolléieren, géif ech domadder am Fong géint meng Obligatioun, déi Donnéeën ze schützen, verstoussen. Et ass eng paradox Situatioun; se existéiert awer.

Déi Situatioun kann een u sech léisen, an deem d'Membere vun der Kommissioun eng Habilitation de sécurité maachen. Et ass gesot ginn: „Jo, dat geet jo net, de Service de Renseignement, dee géif jo deenen, déi hie kontrolléieren, kéint e jo refuséieren ze kontrolléieren.

Dat Argument ass net ganz richteg, well e Refus vun enger Habilitation de sécurité net vum Service de Renseignement ausgeschwat gëtt, mä vun enger Kommissioun

vun dräi Beamte vum Statsministère, vum Ausseministère, vum Ministère de la Justice, wann ech mech richteg erënneren. Et ass net de Service de Renseignement, deen e Refus ausschwätzt, mä et ass eng Kommissioun.

Et gëtt en anere Problem, souwäit ech mech erënneren, dat ass awer vläicht mëttlerweil anescht, mä am Gesetz vun 2002, Artikel 17, do gëtt et och eng Dispositioun, déi seet, dass l'organisation et le fonctionnement de l'autorité de contrôle font l'objet d'un règlement grand-ducal, an dee Règlement grand-ducal, dee kennen ech bis haut net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gëtt et och net.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dee gëtt et net?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, ech hunn och versicht, Recherchen ze maachen op deem dote Punkt. Ech sinn op kee gestouss.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass e Gesetz vun 2002. Also, do gëtt et eng Rei vu Problemer, déi mir net léise konnten, déi déi Concernéiert och net léise konnten oder wollten, dat kann ech net beuerteelen, mä Fait war, dass sech d'Membere vun der Kommissioun refuséiert hunn, sech enger Habilitatioun ze ënnerwerfen oder enger Enquête de sécurité ze ënnerwerfen. Wa se dat refuséieren, dann ass d'office eng Habilitatioun net do, an dann dierfe mer hinne keen Accès ginn.

Beäntwert dat...?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Ma just, um politeschen Niveau ass dat dote bekannt?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- De Sträit ass bekannt?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. Déi do Diskussioun ass gefouert ginn tëscht dem Ministère an der Autorité.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Eng ganz Partie Leit. Ech hunn, mengen ech, nach op där aler Lëscht den Här Bausch hei nach stoen, da kënnt déi nei Lëscht.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn zwee Beräicher, wou ech wollt Froe stellen. Den éischten ass dee vun den Écouten.

Kënnt Dir eis genau beschreiwen, wéi d'Prozedur war an Ärer Zäit vun den Écouten? Dat heescht, bon, mir wësse jo engersäits gëtt et dee legalen Aspekt natierlech, datt dräi Riichtere mussen d'Autorisatioun ginn an esou weider, oder et gëtt eng Procédure d'urgence, mä wéi... Dat ass dat eent, mä wéi ass dat, wéi ass den Oflaf gewiescht bei Iech am Service, dat heescht, wéi d'Écoute geschallt ginn? Dat ass zu deem Volet. Also, dass Der eis dat eng Kéier prezis beschreift, wéi dat bei Iech ofgehandelt ginn ass.

An dat Zweet, wat ech Iech wollt froen, dat ass, ënner Ärer Zäit, d'Astellungsprozedur am Service, wéi déi gelaf ass. Den Här Heck huet jo och do eng Rei Saache geännert, huet en eis gesot, datt dat elo iwwer eng Aart Jury leeft. E sot, virdru wier dat éischter iwwer Recommandatioune gaangen.

Dat heescht, kënnt Dir eis beschreiwen, wéi - ënner Ärer Zäit - do an de Service agestallt ginn ass? Wéi Der d'Leit siche gaange sidd? Wat dat geheescht huet, déi Recommandatiounen? Also, vu wou déi hierkomm sinn? An op wéi eng Aart a Weis datt déi Leit agestallt gi sinn?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech maache just eng schnell Note.

Déi éischt Fro, d'Prozedur vun enger Écoute. Eng Écoute huet misse justifiéiert ginn, wa se ugefrot ginn ass. D'Justifikatioun huet natierlech mat der Finalitéit vum Service iwwereneestëmmen, huet missen d'gesetzlech Oplagen erfëllen.

Wann eng Écoute téléphonique fir noutwendeg fonnt ginn ass, dat koum aus dem opérationnelle Beräich vum Service, déi mat der Kollekt an der Analys an der Interpretatioun vun Donnéeën ebe befaasst waren. Wann déi der Meenung waren, dass mer eng Écoute misste maachen, fir an eisem Dossier weiderzekommen an eis Missioun ze erfëllen, hu se missen eng, eng, eng Demande motivée schreiwen, déi u mech gaangen ass. Wann ech der Meenung war, dass déi Substanz hätt, dann ass déi gepréift gi vun eisem Expert juridique, dee se an eng Demande ëmgewandelt huet. Déi Demande, déi ass dann un déi dräi Riichtere gaangen, dat war eng Demande motivée, an déi dräi Riichter hunn dann hiren Avis dozou ofginn. Wann deen Avis positiv war, dann huet de Statsminister seng Décisioun op der Basis vun deem Avis geholl.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An dann? Ech mengen, dat...

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- An da sinn ech mat där Décisioun vum Premier zréck an de Service komm, hunn dat zréck un d'Operatioune ginn, déi da sech drëm gekëmmert hunn, dass dat Ganzt dann och effektiv geschalt gouf.

M. François Bausch *(déi gréng).*- A wéi hunn déi dat dann...? Wéi leeft dat of? Dir gitt dann den Operatioune all d'Autorisatiounen an esou weider, a wéi schalten déi dann d'Écoute? Wéi leeft dat of?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, déi, déi.....Et gi jo eng ganz Rei vu Preparatiounsaarbechte gemaach, schonn ier d'Demande erausgeet. Eng Demande, déi natierlech seet, wien, also d'Persoun physique oder morale, déi bekannten, zu deem Zäitpunkt bekannten Tëlefonsnummeren. An, wann déi Autorisatioun da gi gëtt, déi Autorisatioun ass eng Autorisatioun fir all bekannten an all net bekannten Nummer vun deene Persounen, déi se actuellement oder futur hunn an deem Intervall, wou eng Autorisatioun erlaabt

ass. An déi Autorisatioun, wann déi da gi ginn ass, ass se un d'Operatioune gaangen. D'Operatiounen hunn dann déi Notifikatiounen, déi mer un d'Opérateurs téléphoniques geschéckt hunn, preparéiert. Déi hunn ech an d'Signatur kritt, déi sinn dann un d'Opérateurs gaangen, an d'Opérateurs schalten eis dann déi Nummeren op. Déi lafe bei eis dann an engem informatesche System an. Deen informatesche System ass esou opgebaut, dass nëmmen déi Leit kënnen do erakommen, déi effektiv genau déi do Écoute elo maachen. Dat ass och nominell zougedeelt. An déi maachen dann d'Auswäertung.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, un den Opérateur privé dobausse geet iergendeng Informatioun, wou Är Ënnerschrëft drop ass?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Un den Opérateur dobausse geet eng Informatioun, déi seet, déi doten Nummeren, do steet den Numm drop vun der Persoun, mä déi doten Nummere sinn opgrond vun der Décisioun, Referenz vun der Décisioun, ze schalten, an da ginn déi Nummere geschalt. Déi Demande, déi ass ënner menger Signatur erausgaangen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Vläicht fir bei de Prozedure vun den Écouten ze bleiwen, well dat och e Géigestand ass vun den Diskussiounen.

Bei Urgencen ass jo virgesinn, dass u sech déi Kommissioun net direkt zesummekënnt, déi en Avis ofgëtt, mä dass dann u sech de Premierminister dat kann autoriséieren an dass im Nachhinein u sech déi Kommissioun dann informéiert a gefrot gëtt.

An deem dote Fall, wéi lafen do an der Regel d'Prozeduren? Sinn dat, ass dat, wann et eng Urgence ass, gëtt dann de Premier mëndlech säin Accord, oder ass dat u sech schrëftlech, wou dat leeft? Den Text vum Gesetz seet näischt dozou. Ech sot, wat ass Praxis a wat ass vläicht eng intern Regel an där doter Fro gewiescht, déi Zäit, wou Dir op jidder Fall do Direkter waart?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Bei der Urgence ass d'Urgence u sech ausschlaggebend. Dat heescht, de Statsminister gëtt

seng Autorisatioun am Prinzip schréftlech, wann dat méiglech ass. Wann et awer aus der Urgence eraus oder aus der Circonstance eraus net méiglech war, dann huet en..., da kann en eng Autorisatioun och mëndlech ginn. An da gëtt eng schréftlech Autorisatioun normalerweis dann nodréiglech ausgestallt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass och geschitt?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass geschitt!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Net nëmmen eng Kéier oder och méi wéi eng Kéier?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Do misst ech mech op d'Dokumentatioun elo kënne referéieren, mä dat ass geschitt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä do hunn ech awer dann eng Tëschefro. Dat klappt jo dann net méi iwwereneen, wat Der virdru gesot hutt. Dir sot, ech ginn dovun aus, datt de privaten Opérateur...., ech hoffe jo net, datt dat esou geet, datt dee ka liichtfankeg einfach eng Nummer op Écoute setzen. Dat heescht, dee muss jo awer iergendeng Preuve am Grapp hu vun engem Schréftstéck, an Dir sot, Dir hat virdru gesot, dat wier ëmmer esou ofgelaf, datt den Opérateur dat Schréftstéck kritt mat enger Referenznummer drop vun der Autorisatioun. Mä wann et mëndlech geet vum Statsminister, dann hutt Dir jo keng Referenznummer. Wat ass dann, wéi geet et dann do of?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn elo just gesot, ech misst elo kënnen op d'Dokumentatioun Réckgréff huelen. Ech hunn deen Accès awer net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir kënnt lech u kee Fall erënneren, wou Dir, wou Der eng Urgenceprozedur hat, wéi Der et deemools gemaach hutt, elo einfach esou?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hate méi wéi ee Fall an der Procédure d'urgence. Ech kann awer lech haut net méi soen, wéi eng Fäll wéi décidéiert gi sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou direkt den Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hat lech virdru verstanen, Här Mille, dass Der gesot hutt, do sinn da festgehale ginn déi Nummeren, déi schonn dee Betraffenen hat, wéi och déi Nummeren, déi e gegebenenfalls géif kréien. Dat heescht, et ass op den Numm gemaach ginn an net onbedéngt mam Opérateur op eng Nummer, déi der hat?

Plusieurs voix.- Neen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ëmgekéiert.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Eng Autorisatioun ass op den Numm vun enger Personne physique.oder morale.

Mir hunn, pour information, déi Nummeren, déi bekannt sinn, gi mer mat, wat awer net heescht, dass dat onbedéngt all d'Nummere musse sinn. D'Autorisatioun geet fir all Nummer, also all, dat geet am Fong pour toute forme de communication, déi bekannt oder net bekannt ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, a Praxis ass dann och, wann dann nach Nummeren, Informatioune bäikommen, dass eng zousätzlech Nummer do ass, da gëtt déi och da matgeschalt, ouni dass dat nach eng Kéier duerch déi ganz Prozedur geet? Ass dat d'Praxis?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, d'accord.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt nach...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo..

M. Claude Meisch *(DP).*-...just kuerz. Dir hutt virdru gesot, Dir hutt keng Kenntnis, datt während Ärer Amtszäit illegal Écoutë geschalt gi sinn.

Kéint Dir Iech awer virstellen, och opgrond vun den Aussoe vum Här Heck vun der leschter Woch, datt et Weeër gi wier, wéi dat ouni Är Kenntnis hätt kënne geschéien am Service? A wa jo, wéi wier et méiglech gewiescht? Technesch, vun de Prozeduren hier?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Meisch, dat ass eng Fro, déi kënne mer diskutéieren, mä net öffentlech.

M. Claude Meisch *(DP).*- O.k.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech schreiwen dat doten op an Dir schreift Iech et och op, well ech denken, dass mer nach décidéieren, ob mer den Huis clos herno nach verhänke fir den zweeten Deel vun der Sitzung, well eng Rei vu Froe jo awer nach elo vun Interesse, mengen ech, opstoe bliwwe sinn, wou mer da musse kucken, wéi mer domadder ëmginn.

Jo?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Do war nach meng zweet Fro, dat ass déi mat den Astellungen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah, entschëllegt! Ech hu mer et nach opgeschriwwen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mat den Astellungen a Recommandatiounen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ma dee Prozess, deen den Här Heck do beschriwwen huet, deen huet net den Här Heck

agefouert. En huet e vläicht nach systematiséiert, mä dee Prozess hu mer scho méi fréi agefouert.

Mir hunn, vun enger Zäit, wou ech nach an de Service komm sinn, wou een an de Service komm ass, well een ee kannt huet, deen der Meenung war, dass ee sënnvoll fir deen dote Service wier, een dann ugeschwat huet an ee vläicht iwwerzeegt huet, bei de Service ze kommen, wat d'Regelprozedur war, wéi ech an de Service komm sinn...., vläicht d'Regelprozedur war, bis kuerz ier ech an de Service komm sinn, ech muss dat preziséieren, ech selwer hunn eng Demande gemaach beim Service, ass een esou bei de Service komm. Also ech sinn net esou ugeschwat ginn, war awer do eng Ausnahm am Service. Mir sinn - ab wéini hu mer domat ugefaangen, no 2004, wéi dat neit Gesetz do war, op alle Fall - progressiv derzou iwwergaangen, Plazen, déi bei eis fräi gi sinn, ganz regulär mat auszeschreiwen, net libelléiert als Service de Renseignement nécessairement, mä Ministère d'État, hunn awer duerch d'Beschreiwung an dann och d'Interviewe mat de Leit relativ, also ganz kloer gemaach, dass et eng Plaz beim Service de Renseignement ass, hunn, esou wéi aner Leit dat och maachen, Interviewe gefouert mat Leit an hunn d'Leit iwwert dee Wee agestallt. Dat heescht, d'Plaze waren ausgeschriwwen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä Dir virdrunner, also virun 2004 zum Beispill och, wéi Dir sot, Dir hätt eng Demande gemaach. Mä wéi ass dat - kënnt Der eis beschreiwen -, wéi ass dat dann do ofgelaf déi Zäit? Et ass am Service gekuckt ginn, mir brauchen een, an dann ass iergendeen aus dem Service ugestallt ginn, kuck du dech emol ëm, oder wéi, wou s de ee fënns, oder wéi? An dann herno, wéi ass en agestallt ginn? Wien huet d'Décisioun geholl vun der Astellung, herno?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ma d'Leit si jo net am Service de Renseignement agestallt gi virum Gesetz vun 2004. Mir sinn détachéiert gi bei de Service de Renseignement. Ech mengen, dat ass och e wichtegt Element.

M. François Bausch *(déi gréng).*- All détachéiert?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Waren déi all détachéiert?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi waren all détachéiert. De Service de Renseignement hat am Fong just den Direkter als eegene Corps, an déi aner Leit, déi waren all détachéiert, dat heescht, déi sinn alleguerten iwwert den Détachementsprozess dohin détachéiert ginn.

Wat waren d'Kritäre fir d'Selektioun? Do sinn ech iwwerfrot. Et ass an der Praxis effektiv esou gaangen, dass ee sech iwwerluecht huet fir eng bestëmmte Plaz: Wéi eng Qualitéite ginn do gebraucht, wéi eng Kenntnisser ginn do gebraucht? Kenne mir een? Ass vläicht een, deen eis een empfehle kann? De Gros vun de Leit si jo och rekrutéiert ginn aus de Corpse vun der Police, Gendarmerie, Arméi, eventuell Techniker vun der Post, déi deemools jo och nach staatlech war.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, op der Lëscht hunn ech stoen elo nach: Urbany, Lux, Meisch.

Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, den Här Heck hat jo a senger Auditioun ausgeschloss, dass politesch Parteien oder Gewerkschafte géife surveilléiert ginn haut nach. Do wollt ech am Fong geholl Iech déiselwecht Fro stellen. Wéi war dat zu Ärer Zäit? Dat war jo eng relativ laang Zäit: 1998, wou Der do ugefaangen hutt, 2003 sidd Der Direkter ginn, an duerno war Der nach bis 2010 am Amt. Wat kann een dovu soen? Dat war jo eendäiteg nom Kale Krich. Sinn do net aner Kritären awer, politesch Kritäre gewiescht, fir eng Surveillance ze maachen, aner Feindbiller eventuell opgebaut ginn?

Iwwregens, och zur Zäit vum Kale Krich si jo net nëmmen déi surveilléiert ginn, déi elo mam Oste Kontakter gehat hätten. Mir hunn zum Beispill relativ vill Saache fonnt iwwert d'LCR. Dat war eng kleng Partei, déi awer ganz feindlech agestallt war vis-à-vis vum Ennemi am Kale Krich. Déi sinn awer och ganz hefteg surveilléiert ginn. An

och am Gespréich mam Här Juncker, sot Der jo am Fong geholl, dass och vill aner Organisatiounen och do derbäi waren.

Mä ech wollt wëssen, elo déi Zäit, wou Dir dann do waart, wéi sidd Der zum Beispill ëmgaange mat esou awer relativ massive Protestbewegunge wéi déi, déi géint den Irakkrich Ufank 2000 bis 2001, 2002, 2003 dorëmmer waren. Do hu jo ganz grouss Demonstratiounen stattfonnt, et waren och Demonstratioune virun der amerikanescher Botschaft, wéi sidd Der domadder ëmgaangen? Sinn do zum Beispill..., do haten awer déi Leit, déi sech doru bedeelegt hunn, d'Impressioun, dass se fotograféiert gi sinn, dass do vill Fotoe gemaach gi sinn. Sinn déi vun Iech komm, déi Fotoen?

Wéi gitt Der ëm mam méi radikale Protest zum Beispill op ekologeschem Plang? Ech weess net, wann ee sech wéilt bedeelegen u Behënnerunge vu Castor-Transporter zum Beispill, déi vläicht net hei zu Lëtzebuerg zwar stattfannen, mä wou vläicht Leit sech dru bedeelegen. Wéi gitt Der domat ëm?

Wéi gitt Der ëm mat Aktioune Genre Greenpeace? Dat si jo awer och eng Rei vu politesche Saachen, mengen ech, déi ee kann awer allgemeng doranner ënneruerdnen.

An ech wollt awer nach eng Kéier zréckkommen och op déi Fro vun den Deputéierten. Et ass awer e bëssen en aussergewéinleche Fait. Mir si jo hei als Chamber, mir maachen eng Enquête iwwert de Fonctionnement vum Service de Renseignement a mir wëlle wëssen, ob och Deputéiert deemools surveilléiert gi sinn. An ech mengen awer, dass Der, wann Der et nach wësst, och eng Verflichtung hätt, eis dat ze soen. Ech wollt do froen: Wësst Der et net méi oder wëllt Der eis et net soen?

A wann Der eis et net wëllt soen, da wollt ech Iech froen: Firwat? Well Der der Meenung sidd, dass dat elo un Äert Geheimnis gebonnen ass? Géif Der et dann an net öffentlecher Sitzung soen, an esou virun? Déi Froe wéilt ech awer kloer a prezis beäntwert hunn!

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här Urbany. Et ass ganz einfach esou, dass ech der Meenung sinn, dass ech iwwer Aktivitéiten, de Géigestand vun den Aktivitéite vum Service de Renseignement an enger öffentlecher Sitzung net dierf schwätzen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir ënnersichen awer déi Aktivitéiten a mir organiséieren eng öffentlech Audience hei iwwert déi Aktivitéiten! Ech mengen awer net, dass een dat esou prinzipiell a radikal kann ausschléissen. Wiert Der da bereet, iwwer Saachen an net öffentlecher Sitzung - ënner anerem och iwwer Nimm vun Deputéierten - ze schwätzen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi ech gesot hunn: An enger öffentlecher Sitzung kann ech iwwert de Géigestand vun den Aktivitéite vum Service de Renseignement net schwätzen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, hei si jo awer Aktivitéiten, Här President, et muss een awer soen, déi elo net zu den Operatioune vum Moment vum Service de Renseignement gehéieren. Et ass jo awer méi eng Opaarbechtung vu Funktiounsweisen, esou wéi se an der Vergaangenheet emol funktionéiert hunn oder wéi mer mengen, dass se hätte kënne funktionéiert hunn.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wann...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Leit dobaussen, mengen ech, interesséiere sech awer dofir: Ass och nach nom Kale Krich am wäiteste Sënn eng politesch Surveillance gewiescht vun Aktivitéiten, déi een net kann als terroristesch, zum Beispill, bezeechnen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ka sommairement soen, esou wéi den Här Heck dat och gesot huet, dass et eng politesch Surveillance an deem Sënn, wéi Dir se uschwätzt, net ginn ass, dass déi och vum Statsminister net autoriséiert gi wier, au contraire, dass déi verbuede wor. Déi ass et net ginn! Ansonste kann ech net iwwert de Géigestand vun den

Aktivitéiten an enger öffentlecher Sitzung schwätzen. Dat heescht, ech kann och net soen, op wien net geschafft ginn ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, ech géif proposéiere souwisou der Kommissioun, dass mer de Huis clos verhänken an engem gewësse Moment an dass een da kann déi dote Fro nach zréckbehalen. Ech géif also d'Deputéiert bieden, déi vläicht elo d'Äntwert an öffentlecher Sitzung net kritt hunn, déi dote Froen am Kapp ze behalen, an dass mer da kënnen an engem zweeten Deel hei vun der Auditioun vläicht nach drop zréckkommen.

Ech hunn elo nach den Här Lux an den Här Meisch hei stoen, an da wollt ech och nach eng Kéier eng Fro ustellen, mä ech mengen, dass Der och vläicht dozou näischt an der öffentlecher Sitzung sot, ech muss se awer hei uschwätzen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wollt eng Fro stellen nach zu der Kooperatioun mat nationalen Instanzen. Engersäits hunn ech den Här Heck d'leschte Kéier gefrot, dee Comité, deen am Artikel 3 vum Gesetz vun 2004 virgesinn ass, de Comité, deen d'Relatioun mat der Police soll maachen, wéivillmol dee getaagt huet während där Zäit, wou Dir Direkter waart, engersäits, an zweetens, wéi Der Är Relatioun mam Parquet während där Zäit géift aschätzen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här Lux. Dee Comité ass zu menger Zäit, also menges Wëssens no, net zesummegetrueden. Dee Comité war a mengem Verständnis och e Comité, deen hätt sollen am Fall vu Schwieregkeete vun der Kooperatioun zesummekommen an eventuell déi Schwieregkeeten do beseitegen. Et war mäi Verständnis vun deem Comité. Et huet mech duerfir och net iwwerrascht, dass en an där Zäit net zesummekomm ass.

Meng Relatioune mam Parquet géif ech als korrekt bezeechnen. Mir haten eng enk Relatioun a Kooperatioun mat der Police, mat der Police judiciaire notamment, mam Parquet méi sommairement.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir haten d'leschte Kéier d'Diskussioun mam Här Heck, wou een net konnt ausschléissen, datt et an de vergaangene Joren am Service de Renseignement méiglech gewiescht wär, datt eenzel Leit op eege Fauscht geschafft hätten, quasi als Électrons libres. Dat ass och eng Konklusioun, déi méiglech wär, wann een eng Rei vu Presseartikelen aus der Vergaangenheet elo liest, datt net alles, wat geschitt wär, kloer vun der Hierarchie matgedroe wär respektiv do décidéiert an ofgeseent gi wär, mä datt eenzel Cellulen am Service op eege Fauscht geschafft hätten. Halt Der dat fir méiglech? A wéi hätt dat kënne sinn? Dat ass en éischte Volet.

Deen zweeten, dat ass nach eng Kéier, wat den Archivage ubelaangt. An deem Gespréich mam Här Juncker hutt Der gesot: „De Service huet keng Mémoire"; Dir hutt dat haut e bësse relativéiert, sou dass ech éischter eraushéieren, wéi wann d'Mémoire net komplett wär. Mä wat heescht dat awer fir déi Konklusiounen, déi een dorauser zitt, wann zum Beispill och d'Kontrollkommissioun déi Dossiere gemaach huet iwwer „Stay Behind", iwwer Enquête Bommeleeër, an et huet een dat opgrond vun enger Base de données gemaach, wou een net weess: Ass alles dran, ass nëmmen en Deel dran, si vläicht Deeler, leie se nach enzwousch aneschters a mir fanne se net? Gëtt et vläicht eenzel Deeler net méi? Wat heescht dat Ärer Meenung no fir d'Valeur eigentlech vun deene Konklusiounen, déi an deen doten Analysen an an aneren Analysen och, gezu gi sinn?

Dann, zum Dossier „Bommeleeër" war an der Press ze liesen, datt dee wier eventuell geschreddert ginn. Kënnt Dir eis dozou eppes, eppes soen? Also, den Dossier „Bommeleeër", dee beim SREL hätt solle gestanen hunn, dee wier eventuell geschreddert ginn. Kënnt Dir eis dozou eppes soen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech sinn elo net matkomm mam Matschreiwen. Also, ech fänke vun hannen un, da gi mer nach eng Kéier op d'Froe vläicht eenzel an.

Dossier „Bommeleeër", dat ass e Sujet, zu deem ech hei näischt dierf soen, well do eng, eng Enquête jo nach leeft. Ech mengen, de Procureur huet dat esou, esou gesot.

Déi...

M. Claude Meisch *(DP).*- Déi aner Fro, dat war generell d'Mémoire vum Service. Dat, wat dann un Archiv bestanen huet, wéi fiabel ass dat, datt een haut nach respektiv och an de leschte Jore konnt eng Rei vu klore Konklusiounen doraus zéien?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Mémoire vum Service, ech hunn net gesot, en huet keng Mémoire. Ech hu gesot, en huet keng dokumentéiert Mémoire. Et ass keng Mémoire, wou Der Iech kënnt systematesch dran ronderëm bewegen a wëssen, hei ech hunn elo alles genau organiséiert, och an der chronologescher Suite, mä et ass eng Mémoire, déi ass, déi ass wuel do.

Et ass munches do, mä et weess keen, wat do ass, an et weess keen, wou et ass. Dat heescht, et ass e relativ groussen Opwand, fir do konklusiv Saachen erauszefannen. An deem Dossier, deen Der ugeschwat hutt, och an eiser Zesummenaarbecht mam Parquet, hu mer jo och iwwer Méint - iwwer Méint! - probéiert, an där do Thematik Elementer ze fannen a se un de Procureur weiderzeginn. Wat och erkläert, firwat och no Méint, no éischte Kontakter ëmmer nach nei Saachen opkomm sinn.

Mir hunn dat och gesinn an der Aarbecht, déi mer an deenen zwee Avisen, déi d'Kontrollkommissioun gemaach huet, gemaach hunn. Et ass eng ganz opwendeg Aarbecht. Ech mengen awer, dass et eng sorgfälteg Aarbecht war, dass d'Archive vum Service dat erausginn hunn, wat do ass, wat och do war. Mir hunn och vill Elementer aus anere Quellen nach mat agebonnen. Duerch d'Benotze vu

verschiddene Quellen ergëtt sech jo och e gewëssene Contrôle, eng gewësse Corroboréierung vun deem, wat Der, wat Der hei liest a wat Der do liest, respektiv wat deen hei oder deen do lech och nach ka soen. Ech halen d'Valeur vun deenen zwee Rapporten nach wie vor fir ganz zouverlässeg.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi aner Fro, déi Der gestallt hutt, mam Électron libre, dat war déi éischt Fro, déi Der gestallt hutt. Ech géif do u sech am Prinzip genau datselwecht äntwerte wéi den Här Heck och.

Et gëtt ëmmer d'Méiglechkeet, dass Leit sech net konform verhalen. Et kann een net d'Hand an d'Feier leeë fir eenzel Mataarbechter. Wëllt een dorauser Konklusiounen zéien, ass et méiglech, dass ee sech doniewent behëlt? Et ass méiglech. Et ass ëmmer méiglech.

M. Claude Meisch *(DP).*- Vläicht zu de Valeure vun den, vun de Rapporten. An deem Gespréich mam Jean-Claude Juncker geet och ervir, datt Dir eng gewëssen Appréciatioun gemaach hätt vun engem Dossier „Bommeleeër", ouni do elo an de Fong ze goen am Zesummenhang mat „stay behind", dat, wat lech dozou gefouert huet, zu enger gewëssener Konklusioun ze kommen oder vläicht enger Pist nozegoen, sinn all déi Informatiounen an deen Dossier agefloss, an dee Rapport agefloss vun der Kontrollkommissioun?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- All déi Informatiounen, insofern se pertinent waren, sinn do agefloss, jo. Et sinn natierlech zu all Thema, also grad zum Thema „stay behind", onendlech vill Informatiounen an der Öffentlechkeet. Et ass net all Informatioun, déi an der Öffentlechkeet do ass, an deenen Dossieren dran. Mä et sinn déi Informatiounen, déi Sënn maachen, déi Hypotheesen, déi Sënn maachen, déi sinn alleguerten dran, jo!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä dat, dat heescht, datt dat, wat lech zur Konklusioun

bruecht huet, datt et do eventuell e Lien kéint ginn tëschent deenen zwee Dossieren, ass dat och mat an de Rapport vun der Kommissioun mat agefloss?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass sécher mat an d'Aarbecht vun der Kommissioun mat agefloss, jo!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, Dir stitt och nach wéi vor dozou, datt et e Lien do kéint ginn?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, d'Konklusioun vum Rapport war, dass et kee Lien gëtt.

M. Claude Meisch *(DP).*- An deem Gespréich awer mam Premierminister, dat jo awer, dat stattfonnt huet nom...

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war 2007!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat war 2007.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war am Januar 2007, an d'Aarbecht vun der Kontrollkommissioun, déi war 2008. Dat war 2007...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, Dir hutt nei Erkenntnisser kritt am Laf vun deem, vun deem Joer. Och duerch déi Recherche vun der Kommissioun.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn

déi Aarbecht vun der Kontrollkommissioun gemaach. Mir hu systematesch opgeschafft, wat un Informatiounen do war. A mir sinn zu enger Konklusioun komm. Et ass en Ënnerscheed, wann ee vun, vun enger ganzer Rei vu Rumeuren a Spekulatiounen ausgeet, de Saachen nogeet, se, se offen an transparent opschafft, an da kënnt een zu enger Konklusioun.

M. Claude Meisch *(DP).*- O.k., Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Ech géif, eng aner Fro, och wa mer bei, bei Rumeur sinn, déi och an deem Gespréich war, wat jo net Géigestand vun enger Instruktioun fir de Moment ass, wou mer, mengen ech, awer och mussen driwwer schwätzen.

Dat ass, déi Aussoen, déi Der do gemaach hutt par rapport zum Palais an zu de Relatiounen, déi eventuell bestinn tëschent dem Palais a souguer vun der Persoun vum Grand-Duc. Dir hutt geschwat, Dir hätt glafwierdeg Rapporten, déi géife beleeën, aus deenen eraus ervirgeet, dass de Grand-Duc permanent Kontakter, also stänneg Kontakter mam englesche Geheimdéngscht hätt.

Ech mengen, dat ass eng Fro, bon, e rare Phenomeen. Den Haff huet jo e Communiqué zu deem dote Punkt erausginn, an ech mengen, bon, ech ka mer virstellen, dass Der vläicht net wëllt an der öffentlecher Sitzung doriwwer schwätzen, mä ech mengen, dat ass e Punkt, dee mer awer och musse behandelen.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här President, ech si mer net sécher, éischtens, inwiefern dass déi do Fro am Zesummenhang steet mat dem Dossier judiciaire. Zweetens steet se ganz sécher am Zesummenhang mat der detailléierter Aarbecht vum Service de Renseignement, an da kéint ech och...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-...elo näischt soen, jo, d'accord.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*-...elo näischt soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech kommen da méi spéit drop zréck.

Jo?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et gëtt jo reprochéiert, dass den MI6 dann hei Aktivitéite jo hätt. Et ass jo dat, wat ass. Virdrun ass jo och gesot ginn, dass de Fichage politique jo 2004, wéi Der komm sidd, ewechgeholl ginn ass.

Ass no 2004 ni méi e Fichage politique gemaach ginn? Oder sinn och Aktivitéite vun auslännesche Geheimdéngschter hei zu Lëtzebuerg gewiescht? Well, hei gëtt jo gesot, de Grand-Duc wier jo en Agent vum MI6, bal.

Sinn hei Saachen, Aktivitéite vun, vun auslännesche Servicer gemaach ginn, hei zu Lëtzebuerg? Ob dat op Politiker, ob öffentlech oder politescher?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wat d'Aarbecht vun auslänneschen Déngschter zu Lëtzebuerg ubelaangt, wier och eng Fro, déi een net an der öffentlecher Sitzung géif diskutéieren.

Une voix.- Opschreiwen, Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat sollt Der maachen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn, ech hunn awer eng Fro zu där Saach, déi den Här Bodry opgeworf huet, an zu deem Gespréich, déi Der a mengen Ae misst kënnen an der öffentlecher Sitzung beäntwerten.

Dat ass, firwat hutt Der d'parlamentaresch d'Kontrollkommissioun ni iwwert déi Virgäng informéiert? Dat war jo 2007. Dir hutt jo zu kengem Moment d'parlamentaresch Kontrollkommissioun iwwert dat doten informéiert.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass richteg. Mir hunn d'parlamentaresch Kontrollkommissioun net doriwwer informéiert. D'Grënn dovun, déi géifen elo relativ enk zesummenhänken, effektiv, mat deene ganzen Diskussiounen, déi mer am Kader vun där Discussion a vun där Enquête juridique féieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Sidd Der dann net der Meenung, datt d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, dat ass jo awer hiren eigentlechen Optrag, per se misst informéiert ginn iwwer alles, wat an iergendengem Zesummenhang steet mat der Statssécherheet? Operatiounen, déi Dir maacht?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ka mech just op dat bezéien, wat ech elo grad gesot hunn. Dat ass eng Diskussioun, déi...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä dat steet an Ärem Gesetz dran!

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*-...gefouert ginn ass am Kader vun där Enquête judiciaire. Ech kann hei awer öffentlech net driwwer schwätzen.

M. Xavier Bettel *(DP).*-...am Kontext, wat den Här Bausch seet, dass den Här

Statsminister huet vun enger graver Gefor - j'insiste: enger graver Gefor - geschwat. D'Kommissioun huet ni eppes vun enger graver Gefor matgedeelt kritt. Oder mir sinn eng Instance de contrôle oder net!

Mä, war déi Gefor dann esou grouss? Ech verstinn et einfach net! Deemools seet de Statsminister, et wieren esou grave Geforen, dass verschidde Saachen hu misse gemaach ginn. Mir wësse bis haut nach net, als Commission de contrôle, dass esou eng Situatioun hei am Land war.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ka just dat widderhuelen, wat ech elo grad gesot hunn. Ech kann iwwert déi do Punkten hei net schwätzen. Net an enger öffentlecher Sitzung!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Sinn elo nach weider Froen hei, déi elo ze stelle wieren an öffentlecher Sitzung?

Ech mengen, dass mer op e Punkt komm sinn, wou mer net méi weiderkommen eigentlech mat där Form, wéi mer bis elo d'Debatten hei gefouert hunn.

Wann dat fir de Moment net de Fall ass, da géif ech d'Kommissioun froen, ob se d'accord wär, fir den Huis clos ze verhänken, woubäi ech wëll matdeelen, wéi den Huis clos ze verstoen ass bei eis. An do ergëtt sech vläicht och eng zweet Décisioun vun eis, dat musse mer dann och hei diskutéieren.

Ech mengen, den Huis clos heescht ganz kloer, dass dat wéi gesot net öffentlech ass, an dass alles, wat hei geschwat gëtt, dass dat och eigentlech dem Secret ënnerläit, sou steet et an eisem Text dran.

D'Kommissioun kann awer, kann awer méi spéit décidéieren, eigentlech op den Huis clos zréckzekommen, ausser se huet sech formell verflicht, dat net ze maachen. Da bleift et e Huis clos. Da bleift dat confidentiel, wat hei décidéiert gëtt a gehéiert gëtt.

Elo hätt ech gär Wuertmeldungen zu deem dote Punkt.

Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech kann lech elo net garantéieren, ob dat, wat hei gesot gëtt, esou geheim ass, dass keen.... Mir sollen den Huis clos als Prinzip huelen, Punkt, basta, an dann duerno solle mer déi Décisioun kënnen huelen. Dir kënnt elo net schonn am Viraus soen, dass hei esou Saache gesot ginn, also de But ass jo net, fir hei elo duerno erauszegoen an direkt op d'Tëlee ze goen, fir ze soen, hei mir hunn dat doten an dat doten elo an der Sitzung gesot kritt. Mä ech mengen, mer mussen awer elo emol ofwaarden, wat den Här Mille eis seet, well wann en hei näischt Interessantes seet, da soll een och net hei maachen, wéi wa mer Geheimnisser matgedeelt kritt hätten.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, mer mussen dat à huis clos vläicht awer da weider diskutéieren, well et hänkt jo och e bëssen, wat d'Positioun vum Zeien an där dote Fro ass, wat en dann nach ausseet.

Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ass et u mir?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Urbany, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech wëll awer soen, den Huis clos, d'Ergebnisser dorauser, d'politesch Konklusiounen, déi dorauser ze zéie sinn, wat mer hei am Huis clos héieren, tendéieren natierlech och derzou, fir an e Rapport anzefléissen, deen an der Chamber herno öffentlech diskutéiert gëtt am Kader vun enger Debatt. Ech schwätzen net vun Detailer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dass selbstverständlech mir drun erënneren...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Mir schwätze vun de politesche Konklusiounen, déi mer doraus zéien, well soss verloosse mer eise parlamentaresche Status, deen awer ass, fir öffentlech ze tagen an öffentlech Konklusiounen ze zéien.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Ech wëll drun erënneren, den Huis clos war d'Regel virun eisem Gesetz vun 2011, dat heescht, all d'Enquêtëkommissiounen, déi bis elo hei am Parlament fonctionnéiert hunn - dës ass déi eenzeg, déi en anere Wee huet, well se och en aneren Text huet, op deem se schafft -, all Enquêtëkommissioune war den Huis clos d'office décidéiert. Et huet se awer net dovunner ofgehalen, fir e Rapport ze maachen a politesch Konklusiounen ze zéien.

Ech mengen, si ka schonn déi Informatiounen, déi se hei kritt, weider politesch verschaffen an engem gewëssen…, mä si däerf natierlech net Saachen hei zitéieren, vun deenen hei den Zeien am Huis clos ausgesat ass. Dat ass ganz kloer, dat geet net. Mä si kann natierlech fir hir weider Aarbechten , ze kucken, wie se weider héiert, ka se natierlech dat u sech an hire Käpp weider verwäerten. Se huet eng Informatioun méi kritt, mä se muss, déi Informatioun muss confidentiel behandelt ginn, well u sech dann och disziplinaresch ka géint den Deputéierte virgaange ginn, wann en dat net mécht. Dat ass wéi gesot d'Regel, déi soss d'Allgemengregel war, déi ass elo an deem spezielle Fall, wa mer Huis clos décidéieren, gëtt dat dann och hei d'Regel fir eis.

Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).-* Et muss ee wëssen, firwat dass den Huis clos gesprach gëtt. Do kënnen et verschidden Ursaache sinn. Et kann d'Ursaach sinn notamment vun der Sûreté de l'État. Et kann awer och am Intérêt vum Témoin sinn, notamment säi Secret professionnel, an duerfir ass et och wichteg ze wëssen, ob - notamment fir den Témoin -, ob d'Kommissioun hannenno op de Secret, op den Huis clos zréckkënnt a seet, mir hiewen den Huis clos op. Wann den Témoin dat net weess, ass och dat, wat e gesot kritt hei, net fiabel.

Duerfir, mengen ech, kommen ech och op déi urspréngléch, den urspréngléchen Renseignement zréck: Den Témoin - dat ass e Recht, wat en huet - kann eng Ausso

verweigeren. Am Huis clos muss en och wëssen, dass dat net e Secret definitiv ass. Ech mengen, dat soll een och hei soen. Duerfir, mengen ech, ass et och wichteg am Viraus ze wëssen, ob mer drop zréckkommen oder net. Wa mer et oploossen, dann ass och jiddwereen avertéiert, dass e weess, dass dat net eng definitiv Décisioun ass.

An ech mengen am Intérêt vun der Sécherheet, juristescher Sécherheet misst een awer dat vläicht um Ufank soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, ech wollt déi Fro weider diskutéieren…

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Wann een dat net seet, muss een dem Témoin säi Recht oprechterhalen, fir d'Ausso trotzdeem, trotz dem Huis clos kënnen ze refuséieren. Ech well dat hei am Intérêt och vu jiddwerengem, a besonnesch och am Intérêt vum Témoin a vu senge Rechter och soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also ech soen nach eng Kéier, hei ännert sech näischt par rapport zu där Situatioun, wéi se am Fong ëmmer bestanen huet an der Vergaangenheet, wann en Témoin vun enger Enquêtëkommissioune gehéiert ginn ass. Deen ass och ëmmer ënner Eed gehéiert ginn an en ass eigentlech och ëmmer am Huis clos gehéiert ginn. Dat heescht, u sech komme mer hei elo fir een Deel vun der Depositioun vum Témoin géife mer op eigentlech Praxis zréckkommen, wéi se - also am juristeschen Ëmfeld och zréckkommen -, wéi se eigentlech bis 2011 bestanen huet. Et ass jo am Fong keng komplett nei Situatioun eigentlech par rapport zu deem, wat mer an der Vergaangenheet haten.

An ech géif mengen, et sollt een déi dote Fro, inwiefern d'Kommissioun kann a wëllt eventuell ausschléissen, op den Huis clos herno kënnen zréckzekommen, déi sollte mer vläicht à huis clos mam Témoin diskutéieren.

Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, ech géif awer derfir plädéieren, datt mer, ier mer den Huis clos offiziell décidéieren, sinn ech awer éischter derfir, datt mer

soen, et ass en definitiven Huis clos, quitte datt mir e politesch an eisem Rapport verschaffen, awer ech mengen, den Témoin, dee muss d'Garantie hunn, wann en hei am Huis clos ausseet, datt en och alles dat, wat e wëllt soen, ka soen, ouni datt et iergendwéi duerno aneschters gebraucht gëtt.

Duerfir, och fir dem Témoin d'Geleeënheet ze ginn, fir alles kënnen ze soen, wat e wëllt soen, géif ech soen, sollt een den Huis clos als en definitiven Huis clos ugesinn. Da gëtt et also keng Barrière, wou eppes net däerf gesot ginn, a politesch am Rapport verschaffe mir dat esou, datt mer dat respektéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, ech proposéieren nach eng Kéier, dass mer den Huis clos schwätzen, an dass mer dann déi dote Fro mam Témoin klären, well et och haaptsächlech ëm hien hei an där heiter Fro geet…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Vläicht och emol ënner eis.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-… an där Décisioun.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Vläicht misst awer och d'Enquêtëkommissioune wëssen, wat se wëllt, an dat muss se net onbedéngt en présence vum Témoin diskutéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass an der Rei, mer kënnen zu all Moment den Témoin erausschécken, wann dat gewënscht ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat wier vläicht de Moment elo.

Une voix.- Fir d'Éischt emol den Huis clos.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech géif fir d'Éischt emol der Rei no fueren, Här Urbany, a vu vir ufänken, dat heescht den Huis clos schwätzen.

Ass d'Kommissioun domat averstanen, dass mer den Huis clos schwätzen?

Dann ass dat esou eestëmmeg décidéiert.

Da géif ech de Public bieden, de Sall ze verloossen. An ech géif d'Sitzung fir kuerz Zäit ënnerbriechen.

*

L'audition à huis clos du témoin convoqué fait l'objet d'un verbatim consigné dans un document séparé.

*

Luxembourg, le 5.2.2013 2013

Le témoin, M. Marco Mille

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 07)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Charles Hoffmann, ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat, en tant que témoin – mardi, le 22 janvier 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif proposéieren, dass mer mat eiser Sitzung ufänken. Ech géif och bieden, dass d'Kamera an d'Fotosapparater hei de Sall géife verloossen, fir dass mer eis Aarbecht kënnen ënner uerdentleche Konditiounen hei vollzéien.

Voilà domadder wär d'Sitzung dann opgemaach.

Haaptpunkt um Ordre du jour vun haut ass d'Unhéierung vun engem weideren Zeien: den Här Charles Hoffmann, fréieren Direkter vun eisem Service de Renseignement. Mir gi bei en aneren Zeien. Här Hoffmann, ech wëll Iech drop opmierksam maachen an nach eng Kéier kuerz resuméieren, wat d'Missioun vun dëser Commission d'enquête ass. Si ass festgeluecht ginn am Dezember duerch d'Chamber selwer, déi eis d'Missioun ginn huet, fir an engem Bericht festzeleeën, wéi de Fonctionnement vun dësem Service de Renseignement war, besonnesch wat also d'operativ Aktioune vum Service de Renseignement waren zënter sengem Bestehen, 1960 bis haut, an eventuell och ze iwwerpréiwen, ob do géint Gesetzer verstouss ginn ass oder allgemeng Rechtsprinzipië verletzt gi si bei deenen operativen Aarbechte vum Service de Renseignement.

Et ass also e relativ vasten Domän, wat eis Aarbechten ugeet. Als Zeien hutt Der hei déiselwecht Verflichtungen, déi Der als Zeien hätt, wann Der virun engem Untersuchungs-

riichter wäert. Ech muss Iech och drop opmierksam maachen, dat maache mer bei all Zeien, dass, wann Der der Meenung sidd, dass Der duerch eng Ausso, déi Der elo maacht, Iech kéint selwer belaaschten an dass esou eng Ausso och eng Strofverfolgung kéint mat sech zéien, da kënnt Der refuséieren, hei virun dëser Kommissioun auszesoen.

Ech muss Iech och drop opmierksam maachen, dass Der, wann Der éieren hei géift eng falsch Ausso maachen ënner Eed, dass dann natierlech och déi Strofbestëmmungen iwwert d'falsch Zeienaussoe géife spillen. Et ass och esou, dass mer festgeluecht hunn, dass mer elo net an der Sitzung selwer Är Aussoe géife resuméieren, well dat einfach ze vill zäitopwänneg wär, mä dass u sech Är Aussoen hei mat opgeholl ginn an dass e Verbatim gemaach gëtt vun de Servicer vun der Chamber. Dir kritt dann e puer Deeg méi spéit dee Verbatim virgeluecht, deen Der da kënnt ënnerschreiwe wann Der mengt, dass dat alles esou korrekt do géif stoen, wéi Der dat och virun der Enquêtëkommissioun ausgesot hutt.

Dir hutt 69 Joer, sidd bestuet. Vu Beruff sidd Der momentan pensionéiert. An ech géif Iech also elo bieden, den Eed ze leeschten, sou wéi en am Gesetz virgeschriwwen ass, den Eed ze leeschten, fir d'Wourecht ze soen, déi ganz Wourecht, näischt anescht wéi d'Wourecht. Ech géif Iech bieden, d'riets Hand ze hiewen an ze soen: „Ech schwieren".

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech schwieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Domadder wäert Der da vereedegt. A mir géifen dann direkt hei an Är Unhéierung eragoen. Déi éischt Fro, déi ech wollt stellen, ass, dass Der Iech vläicht selwer méi prezis virstellt, Äre Werdegang, Är Formatioun, Är professionell Carrière, Är Fonctioun, déi Der am Service de Renseignement hat, ier mer da méi spezifesch natierlech op d'Aarbecht vun dem Service de Renseignement ze schätze kommen. Här Hoffmann.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här President. Fir d'éischt sur le plan familial: Ech si bestuet säit 43 Joer, nach ëmmer mat därselwechter Fra. Ech sinn dräimol Papp a sechsmol Grousspapp. Voilà. Ech sinn

originaire vu Rëmeleng. Obschonn ech jo vun éiweg do fort sinn, sinn ech nach ëmmer enk mam Häerz mat där Stad verbonnen. Voilà.

Sur le plan professionnel: Ech sinn e Militär. Ech hunn eng Formatioun gemaach a Frankräich d'École militaire vu Saint-Cyr, wou ech och ganz houfreg drop sinn. 1968 sinn ech bei d'Arméi komm als Pelotonchef an als Instructor. Do war ech aacht Joer. An dunn ass eng Plaz opgaangen am Service de Renseignement, ech hu mech gemellt an, siehe da, ech hu se kritt. Voilà. Ech sinn also 1976 an de Service de Renseignement komm.

Wéi ech erakomm sinn, sinn ech direkt als Chef vum sougenannte „Stay Behind" genannt ginn. Ech hat keng Ahnung wat dat wär. Bon, mä ech war direkt emol de Chef. Ech kommen duerno nach spéider op dee Begréff „Stay Behind" zréck. Mä ech wëll elo scho soen, an dat nach eng Kéier ënner Eed, dass de lëtzebuergesche „Stay Behind" näischt mat de Bommeleeër ze dinn huet. Awer guer näischt. Bon, ech mengen et ass och e puermol enquêtéiert ginn, an do ass jo och näischt erauskomm, einfach well näischt war.

Bon, no enger gewëssen Zuel vu Joren, dat kann ech net méi genau soen, wéivill dass dat waren, sinn ech Chef vun der Branche „Renseignement" ginn an hunn do vill Stagen am Ausland gemaach, praktesch an enger Partie alliéierte Länner. Duerno sinn ech Directeur adjoint genannt ginn an 1985 sinn ech Direkter genannt ginn. Ech sinn also ëmmer d'Trap eropgefall. An ech si bliwwe bis d'Joer 2003. Do hunn ech 60 Joer kritt an ech hunn ëmmer gesot: „Soubal ech 60 Joer kréien, da ginn ech an d'Pensioun a widme mech menger Famill." Esou war et och.

Ech sinn e Produkt vum Kale Krich, souwuel an der Arméi wéi am Service de Renseignement. Elo kommen ech awer op d'Situation actuelle ze schwätze vum Service de Renseignement. An do wëll ech emol ganz kloer soen: Wann Dérapagë geschitt sinn, an op déi Aart a Weis, wéi se an der Press duergestallt gi sinn, da fannen ech dat ganz grave a ganz regrettabel. Dat géif mer wierklech déckdoe wann dat esou wär. Dat hätt nämlech oder et huet wahrscheinlech d'Confiance tëschent dem Premier, dat heescht dem Chef vum Service de Renseignement, an dem Direkter staark endommagéiert. An déi Confiance, déi ass absolut noutwendeg.

Déi Fonctionnairen, déi haut nach am Service sinn am Service de Renseignement an och déi Pensionéiert, ech selwer, sinn e bësselchen desorientéiert mat deem wat geschitt ass. Déi Leit, déi hunn hiert ganzt Liewe gemengt, si géife mat Dévouement fir de Stat schaffen an elo fille se sech stigmatiséiert. Ech selwer hunn awer Confiance a géif hinnen och roden, mat mir déi Confiance ze deelen. Aus deem einfache Grond well ech mengen, déi Enquêtëkommissioun hei, déi ech begréissen a frou driwwer sinn, déi wäert jo duerno zu Konklusioune kommen a wäert eng ganz Partie Saache redresséieren, déi falsch duergestallt gi sinn, wäert de Service besser orientéieren a wäert eng besser Akzeptanz vum Service an der Populatioun schafen. Also ech si ganz optimistesch an ech sinn och frou, dass ech haut konnt heihinner kommen.

Ech profitéieren nach an där kuerzer Introduktioun hei zwou wichteg Saachen ze soen, an dat och ënner Eed. De Service de Renseignement huet ni fir eng politesch Partei geschafft. Och net fir d'CSV. Bon. Dat ass d'Nummer eent. D'Nummer zwee: Ënner menger Direktioun ass keng illegal Écoute geschitt, à moins dass se à mon insu geschitt wär, mä vu mir ass keng ausgaangen. Dat sinn déi zwou Saachen emol, déi ech hei nach wëll ganz kloer ënner Eed aussoen.

Ech proposéieren also elo, lech ze soen, wat de Service de Renseignement déi Zäit vum Kale Krich gemaach huet, wat seng Aktivitéite waren, inklusiv seng Situatioun an der Affär Bommeleeër, ouni awer mat der Enquête judiciaire ze interferéieren. Ech interferéiere guer net mat der Enquête judiciaire; ech soe just, wéi d'Situatioun vum Service de Renseignement war während der Affär Bommeleeër. Dat ass ganz wichteg, fir dass een dat politescht, juristescht Ëmfeld e bësse gesäit an domadder och de Service besser versteet. Ech menge schonn, dass et wichteg wär.

An natierlech äntweren ech all Moment op Är Froen en âme et conscience. Ech abordéieren also d'Sujete vum Espionnage.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wann ech gelift, Här Hoffmann. Ech kucken op d'Kolleegen hei. De Problem ass, dass momentan wéi gesot e Prozess iwwert de Bommeleeër-Dossier ugesot ass, dass jo doniewent och nach weider eng Enquête contre X leeft an der Bommeleeër-Affär.

Ech wéilt d'Kolleeginnen an d'Kolleegen awer froen, ob se der Meenung sinn, dass mer hei sollten de Bommeleeër-Dossier uschneiden. Ech soe ganz éierlech: Ech hätt am léifsten net. Well wann den Zeien et kann uschneiden, da kënnen natierlech och all Froen dozou gestallt ginn. Da si mer hei an enger Diskussioun ronderëm de Bommeleeër-Dossier. Dofir géif ech wierklech mengen, fir och do awer elo e kloren Trennstréch no baussen ze halen. Deen hu mer bis elo ëmmer respektéiert an eise Sitzungen, dass mer deen dote Volet hei net sollten abordéieren. Well dat momentan zumindest net an eis Missioun erafält. Kënne mer dat esou festhalen? Ech géif och lech bieden, lech dann dorunner ze halen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech wäert mech deem fügen. Et deet mer awer leed, dat muss ech lech soen, well ech hätt souwisou net iwwert d'Akte geschwat an esou virun. Ech hätt just iwwert d'Strukture geschwat, dass mer eben net... Ech ka souwisou näischt soen iwwert d'Affär Bommeleeër well ech war net engagéiert dran. Also ech kann lech..

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir kënnt dat dote maache...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee ech füge mech awer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...wou Der wëllt,...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech füge mech awer der Situatioun.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...awer net virun der Enquêtëkommissioun.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee wann dat de Wonsch ass da fügen ech mech. Ech wëll net elo contradictoire sinn. Bon.

Da schwätzen ech also iwwer Contre-espionnage, iwwer Contre-terrorisme, iwwer „Stay Behind" an d'Evolutioun vum Service de Renseignement vun där Phas vum Kale Krich op déi Phas vum Nom-Kale-Krich. Dat ass awer déi Period, déi ech just matgemaach hunn.

Wat versti mer ënner Contre-espionnage? Contre-espionnage ass d'Recherche, déi mir gemaach hunn, an déi och all Geheimdéngscht mécht, vu Renseignementer iwwert den Ennemi potentiel vun deemools - ech wëll en net nennen, mä all Mënsch weess, wien am Kale Krich den Ennemi potentiel war - a ganz besonnesch iwwer säi Geheimdéngscht. Et ass also déi Recherche, déi eis prioritairement beschäftegt huet. Konkret hei zu Lëtzebuerg war eis Fro: „Hu mir Leit vu frieme Geheimdéngschter spréch feindleche Geheimdéngschter hei zu Lëtzebuerg stationéiert? A wa jo, wat maache se? Mat weem hu se Kontakt? Wat ass de Sënn dovun? An och, sinn et vläicht Leit, déi just temporairement duerch Lëtzebuerg zéien a mat geheimdéngschtlechen Aufgaben? Mir sollten dat erausfannen.

Vu dass de Kale Krich eng Menace war vun Dimension internationale, hu mer natierlech enk mat alliéierte Servicer zesummegeschafft. Eleng wäre mer och guer net capabel gewiescht, fir déi Missioun ze erfëllen. Ganz konkret hu mer, soubal een neit Mitglied vun enger Vertretung, sief et diplomatesch Vertretung oder kommerziell Vertretung, peu importe, vum Ennemi potentiel op Lëtzebuerg komm ass oder duerch Lëtzebuerg gezunn ass - mir wossten do am Viraus, vu dass en e Visa ugefrot huet, wosste mer am Viraus, deen an dee wäert kommen - dann hu mer e sougenannten „Tracing“ gemaach. En „Tracing“ dat heescht, mir hu bei aner Servicer ugefrot: Ass deen lech bekannt? An deementspriechend wéi d'Äntwert war, war eis Surveillance da méi oder manner intensiv.

Mir hunn also dann déi Leit ënner Surveillance geholl; nodeems mer se ugefrot hate bei alliéierte Servicer, hu mer se ënner Surveillance geholl, a wa mer d'Méiglechkeet haten u se erunzekommen a se ze froen, ob se wéilte vläicht op eiser Säit schaffen, dann hu mer dat och gemaach. Dat ass dans les grandes lignes d'Missioun vum Contre-espionnage.

Ech weess net, wa Froe sollen... Ech kann net an d'Detailer goen vun esou enger Operatioun.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, maacht déi allgemeng Duerstellung an da komme mer souwisou natierlech op eng ganz Rëtsch vu Froen dann zréck.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ok.

Dann de Contre-terrorisme. Och zur Zäit vum Kale Krich war d'Terrorismusabwehr eng vun eise groussen Aufgaben. Et war déi Zäit, ech mengen an de 70er Joren, den Terrorisme d'extrême gauche, dee ganz violent war an Europa, RAF an Däitschland, Action directe a Frankräich, CCC an der Belsch, d'Brigades rouges an Italien an esou virun.

Also dat war eng ganz wichteg Aufgab vum Service fir ze kucken, sinn där Leit, déi hei duerchkommen oder wat maache se hei an esou virun. Do hu mer ähnlech geschafft dann, just dass mer se net wollten ëmdréine wéi bei engem Contre-espionnage, mä mir hu se surveilléiert a mir hunn en „Tracing" gemaach, och bei auslänneschen Déngschter: Ass deen lech bekannt? Bon.

An duerno war et natierlech och den Terrorisme islamiste. Deen ass och op eng Kéier ganz staark ginn, nach zu menger Zäit, nach virum Enn vum Kale Krich. Bon, esouwäit eis Aufgab am Terrorismus an an der Terrorismusabwehr, am „Stay Behind".

Ech versichen ze erklären, wat de „Stay Behind" war, haaptsächlech hei zu Lëtzebuerg. An ech bieden lech mer ze gleewen, obschonn ech e bëssen Zweifel hunn, well et ass schonn esou vill enquêtéiert ginn iwwert de „Stay Behind" an et ass schonn esou vill gesot ginn an et ass och ëmmer esou, wann ech mat Leit schwätzen iwwert de Geheimdéngscht, dann ass duerno d'Enttäuschung ëmmer grouss. Well se sech vill méi erwaart hu vum Geheimdéngscht, wéi a Wierklechkeet dohannert ass. An esou wäert et och hei beim „Stay Behind" sinn.

De „Stay Behind" war, ech nennen et emol eng international Struktur, op alle Fall vun den Alliéierten, net nëmmen NATO; si war iwwregens keng NATO-Struktur. Et ass eng Struktur, déi mat der NATO zesummegeschafft huet. D'NATO war genau au courant, mä et war keng NATO-Struktur. D'Schwäizer zum Beispill waren och dran, obscho mir kee Kontakt mat der Schwäiz haten. Mä et ass elo e Buch eraus dat heescht P-26, dat ass iwwert de Schwäizer „Stay Behind". Dat ass e ganz en exzellent Buch, kann ech nëmme recommandéieren.

Bon, ceci étant, mir haten also eng Struktur vu „Stay Behind“, dat waren Agenten, eenzelner, déi sech net kann hunn. A wann ech lech elo soen, dass ech als Chef vum „Stay Behind“ se och net kannt hunn, da wäert Der lech vläicht wonneren. Mä dat war eng Règle d'or, déi deene Leit matgi ginn ass. Et ass gesot ginn: Nëmmen déi Leit, déi lech recrutéieren an duerno traitéieren, nëmmen déi, nëmmen déi kennen lech. Soss guer keen. Ech wosst, wéivill dass mer der hätten. Ech wosst, wat fir Aufgaben dass se hätten an esou virun. Awer den Numm an d'Adress hunn ech net kannt.

Et waren ongeféier zéng Leit - ongeféier, et kënnen der och zwielef gewiescht sinn oder aacht oder, sou genau kann ech et net méi soen -, ongeféier zéng Leit, déi ausgebilt gi si mam Zweck, fir wa mer sollen - et muss een ëmmer erëm de Kale Krich kucken -, wa mer sollen iwwerfall gi vum potentiellen Ennemi a besat gi vum potentiellen Ennemi, dass déi kéinten aktiv ginn an eis Renseignementer ginn. Voilà. Dat war hei zu Lëtzebuerg d'Missioun vum „Stay Behind“.

Ganz genau hate se och nach eng zweet Missioun: Si konnte Material interceptéieren, wat vun Alliéierten da clandestinement era parachutéiert ginn ass. Dat konnte se maachen. Dat war ganz spannend. Ech war selwer e puermol derbäi. Dann ass nuets e Fliger komm aus weiter Ferne ouni Luucht, ouni eppes a ganz déif geflunn, an da stoungen zwee/dräi Leit mat enger Täscheluucht do. Dat waren awer nëmmen een Agent an zwee Instructoren. Et waren ni Agenten zesummen. Déi stoungen da mat enger Täscheluucht do an dat huet missen an engem Zäitraum vu minus eent bis plus zwee, dat heescht dräi Minutte ganz genau op där Plaz geschéien, mat spezialen Zeechen, an dann ass eppes largué́iert ginn als Exercice, eng Këscht Sand oder esou eppes, mä dat war geduecht fir am richtege Krich anert Material ze largué́ieren.

An ech kann lech soen, dat war ganz impressionant, well déi Fligeren hunn terribel Kaméidi gemaach a wann dat nuets am Däischteren ass an déi kommen engem praktesch esou iwwert de Kapp geflunn, „ça impressionne“. Mir hunn, fir esou Exercicer zum Beispill ze maachen, hu mir d'Autorisatioun bei eisem Chef, dem Premier, ugefrot a mir sinn op de Findel gaangen a mir hunn d'Route vum Fliger mat dem Findel gekläert, dass do keen Akzident konnt geschéien. Voilà.

D'Haaptmissioun war awer vun deenen Agente fir e Renseignement ze ginn iwwert den Ennemi, wat fir Unités, Militärunitéiten, dass hei stationéiert wären, wou se genau wären an esou virun. An all Informatioun, déi se iwwert den Ennemi haten, déi sollte se viruginn. Wéi sollte se déi viruginn? Mat engem Radio. A mir hate ganz performant Radioen, déi och ganz vill Sue kascht hunn. Et war och net einfach, fir de Budget unzefroe fir déi Radioen. „Harpoon" hunn déi Radioe geheescht an déi hunn, do konnt een e Message ophuelen. Et ass alles gemorst ginn déi Zäit, et ass alles gemorst ginn. Do konnt een de Message am Viraus morsen an an de Radio setzen, op e Knäppchen drécken an dann ass deen am Brochdeel vu Sekonnen duerch d'Luucht gaangen, duerch den Äther gaangen an empfaange ginn. An an deem Brochdeel vu Sekonnen huet en nach ëmmer d'Frequenz changéiert. Also, e war praktesch indétectable. An eis Agente sinn och doranner ausgebilt ginn. Et war e Schwéierpunkt vun hirer Ausbildung, dat war d'Manipulatioun vun deem Radio an d'Morsen.

Voilà. Déi Leit also, déi hu sech net ënnerenee kannt. Ech weess net, wat ech soss nach ka vill soen. Op alle Fall, alleguerten déi, wéi soll ech soen, déi Accusatiounen, déi esou, déi pauschal Accusatiounen, Suspiciounen, déi bestanen hunn, ob se net... Ech weess net, wat am Ausland de Fall war, wat d'Italiener gemaach hunn a wat d'Belsch gemaach hunn, dat weess ech net. Ech hat wuel Kontakt mat hinnen, mat hirer Führung, mat hiren Dirigente vum Geheimdéngscht, awer net mat Agenten. An déi hu mer, och déi Führung huet mer net gesot, wa se Illegalitéite sollte gemaach hunn, hu se mer dat net gesot. Also dovunner weess ech näischt. An ech kann och soen, dass eise „Stay Behind" ni un esou engem Exercice deelgeholl huet. Dat war net méiglech, ënner menger Führung net, also dat: Je le jure!

Voilà. Elo kommen ech dann... elo sinn ech mat deene Saachen do fäerdeg.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, ech mengen, et wär elo wichteg, dass mer elo awer e Froendeel hätten, da kënnt Der herno nach eng Kéier Développementer méi allgemenger Natur maachen iwwert d'Aarbecht eigentlech vum Geheimdéngscht, wéi Dir dat kënnt beuerteelen. Déi Zäit, wéi Der am Geheimdéngscht waart, dat war jo dann awer eng ganz Rëtsch vu Joren.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Fir d'Éischt dann, wéi gesot, net als Direkter, als Mataarbechter. An da vu 1985 bis 2003 als Direkter. Dir hutt virdru gesot, ënner Eed hei kënnt Der bezeien, dass, Äres Wëssens no, während Ärer Zäit am Geheimdéngscht ni illegal Écouten duerchgefouert gi sinn.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Da wär et interessant ze wëssen, wéi eigentlech esou Operatiounen intern geregelt waren, ob dat elo Écoutë sinn, ob dat elo Filaturë sinn oder esou. Wéi war do de Service organiséiert? Wien huet décidéiert, dass en Dossier opgemaach ginn ass? Wien huet décidéiert, dass eng Écoute duerchgefouert gëtt, respektiv dass eng Filature gemaach gëtt? Dat heescht, wéi war am Fong de Service intern opgestallt, fir déi operativ Moossnamen duerchzeféieren?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi war do am Fong den Décisiounsopbau eigentlech, fir ze gesinn, war och intern eng Kontroll eigentlech...

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...iwwert déi Aart a Weis, wéi geschafft ginn ass an ob d'Gesetzer respektéiert gi sinn?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wann Der kéint dorobber vläicht e bëssen agoen.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech versichen esou gutt wéi méiglech dorobber ze äntweren. Et ass eng Fro, déi ganz gutt gestallt ass, mä d'Komplexitéit vum alldeegleche Liewen ass vläicht net esou einfach.

Also, éischtens muss een trennen tëschent den Écoutes téléphoniques, déi stattfonnt hunn, an dem Rescht vun den Operatiounen. Well fir déi Écoutes téléphoniques, do ass et eng Prozedur ginn...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gesetzlech.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- An déi ass, dat wësst Der alleguerten, déi ass iwwer dräi Riichter gelaf. Déi hunn dat misse begutachten, hiren Aval drop ginn. An da sinn ech bei de Premier gaangen, hunn dat erkläert beim Premier, an da war deen normalerweis och domadder averstanen. An dann ass een op d'Post gaangen - deemools ass et nach praktesch nëmmen d'Post ginn, mir hate praktesch soss keng Opérateuren, ech ka mech op alle Fall net un aner Opérateuren erënneren - op d'Post gaange mat engem Numm, net mat enger Tëlefonsnummer, an dann ass gesot ginn, hei den X do, dann hu mer... Neen, do hunn ech nach eppes vergiess ze soen.

Unhand vun deem Accord vum Premier ass dann iergendwéi e Schrëftstéck gemaach ginn, ech weess net méi wéi mer et genannt hunn, do stoung drop, dass mir autoriséiert waren, fir deen ofzelauschteren. Well d'Post huet net déi ganz Argumentatioun kritt. Déi Argumentatioun war ëmmer detailléiert, firwat dass mer dat ugefrot hunn. Awer dat huet d'Post net kritt. D'Post huet da just kritt, zertifiéiert vum Premier, dass mir den Accord haten, fir déi Persoun ofzelauschteren.

An dann ass se ofgelauschtert ginn. A si ass bei eis am Service, ass dann... war de Poste écoute praktesch dovun. Voilà. Dat ass fir d'Écoutes téléphoniques. An ausser deenen Écoutes téléphoniques ass ënner menger Direktioun keng geschitt.

Wat d'Filaturen ubelaangt. Fir d'Éischt emol, wéi ass iwwerhaapt en Numm vun enger Persoun an d'Operatiounen erakomm: Deen dote misste mer surveilléieren. Do sinn et natierlech vill Weeër ginn. Do kann eng Informatioun aus dem Ausland komm sinn, déi eis gesot hunn: „Passt op op deen, mir haten do eppes", oder ech weess net. Dat kann iergendwéi eng Informatioun vun engem Alliéierte gewiescht sinn. Dat kann awer och eng Observatioun vun eis selwer gewiescht sinn. Iergendeen aus dem Service, aus dem Renseignement, dee gemengt huet, dat doten ass en Typ, do muss ee méi no kucken.

Deen huet sech dann u säi Chef de branche gewent a sengem Chef de branche erkläert, firwat dass dat, dass een déi Persoun do misst ënner Surveillance huelen.

De Chef de branche ass da bei mech komm, als Direkter, an ech war entweder domat averstanen oder net averstanen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht och esou Operatiounen hunn ëmmer missten iwwert den Direkter lafen? Déi konnten net décidéiert ginn ënnendrënner?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Eng Observatioun, jo. Eng Observatioun-Filature huet misse vum Direkter accordéiert ginn. Bon. Dann ass och uschléissend, huet missen e Rapport d'observation geschriwwe ginn. Deen ass intern am Déngscht bliwwen. Mä dat war just fir eis, dat ass déi eenzeg Trace nach, déi mer hu vun den - déi missten nach do sinn - vun den Observatiounen. Dat ass e Rapport d'observation.

Also, d'Erlaabnis ass komm vum Direkter an uschléissend ass e Rapport geschriwwe ginn, deen och den Direkter ze gesi kritt huet, sauf wann en net do ass, da säi Stellvertrieder eventuell. Mä den Direkter war au courant vun all Operatioun, dass se gelaf ass a wéi se gelaf ass. Voilà.

An de Rescht sinn Informatiounen, déi erakomm sinn, par hasard e bësselchen, vun aner Déngschter oder vun Zeitungen och. D'Zeitungen hunn eis vill, dat nenne mir Sources ouvertes, där sinn et der ganz vill. D'Geheimdéngschter schaffen zu 90%, ongefèier, mat Sources ouvertes. An d'Sources ouvertes sinn net nëmmen d'Zeitungen, awer haaptsächlech, sécher ganz vill.

Ech weess net, ob ech Är Fro esou beäntwert hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dach, schonn. Just nach eng Zousazfro vu menger Säit. Déi dote Prozedur...

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...ass déi och schréftlech festgehale gewiescht? Déi war all Agent bekannt? Dat heescht, gëtt et do eng Instruktioun iwwert déi doten Aart a Weis, wéi Der verfuert bei Observatioune respektiv eventuell och bei aneren Operatiounen, déi Der maacht?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech sinn elo net méi ganz sécher, ech si schonn ze vill laang eraus, mer schwätzen elo vun 1985, et ass esou ëm déi Zäit, an de 70er Joren, do sinn ech net méi ganz sécher, wat alles schréftlech war. Mir haten awer och schréftlech Instruktiounen. Där hate mer der. A mir haten och mëndlech Instruktiounen. Op alle Fall war dat doten eng Instruktioun, ech sinn net... ech mengen, si wär schréftlech gewiescht, mä ech sinn net ganz sécher doriwwer. Op alle Fall war dat eng Instruktioun, déi ass agehale ginn, dat war e „Must". Also, on ne discute pas ça. Dat huet missen esou sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch an den Här Roth.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Dir hutt eis jo elo beschriwwen, wat déi dräi grouss Aufgabefelder waren, déi de Service ënner Ärer Direktioun hat. An Dir hutt gesot, Dir hutt lech do natierlech haaptsächlech, hätt Der lech do haaptsächlech konzentréiert entweder beim Contre-espionnage op Leit, déi mat auslänneschen Déngschter, déi aus den Ennemis-Länner komm wären...

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...konzentréiert respektiv beim Contre-terrorisme op Leit, déi am Ausland am Verdacht stounge mat terroristeschen Organisatiounen, déi bekannt waren déi Zäit, iergendwéi zesummegeschafft ze hunn oder mat hinnen iergendeppes ze di gehat hunn. Dat kléngt elo e bëssen esou, wéi wann Der an där ganzer Zäit lech nëmme konzentréiert hätt op Auslänner. Also, dat heescht op Netlëtzebuerger Résidentë respektiv, wéi wann am Fong net awer e bëssen dat, wéi soll ech elo emol soen, dat do gewiescht wär, wat een awer konnt aus dem Archiv - mir hu jo Asiicht gehat an deen Archiv -, wann een dee kuckt, dann huet een awer d'Impressioun, datt dat wäit doriwwer eraus geet, datt e bëssen eng Generalverdächtegung déi Zäit bestanen hätt. Dat heescht, datt e bësse queesch duerch de Gaart alles, Fichieren

ugeluecht gi sinn, wat Dir gemengt hutt eben déi Zäit, wat Der als Ennemi ugesinn hutt an och deementspreichend emol hei oder do Leit observéiert gi sinn, Filaturë gemaach gi sinn.

Dat ass dann awer och eragaangen... Dir hutt zwar gesot, effektiv Dir hutt gesot, Dir hätt, et wär ni eng Partei, neen, Dir hutt gesot, Dir hätt ni fir eng politesch Partei geschafft. Mä, wat Dir awer gemaach hutt, iwwert deen dote Wee, dovunner hunn ech mindestens konnte Kenntnis huelen iwwert den Archiv, deen do war, dat ass, datt Der observéiert hutt an engem Sënn, datt Der och Leit observéiert hutt, déi a Parteien aktiv waren, a Lëtzebuerger Parteien aktiv waren, déi sech hei zu Lëtzebuerg an ONGen engagéiert hunn déi Zäit.

Duerfir mengen ech, Dir misst eis awer emol e bësse beschreiwen, wat war dann, wéi war do d'Approche? Dat heescht, et ass jo awer net esou, wéi et e bëssen elo an Ärer Introduktioun zum Virschäin koum, wéi wann dat alles nëmmen iergendwelch Leit vu bausse gewiescht wären, déi gekuckt gi wären, an datt Leit, déi zu Lëtzebuerg politesch zum Beispill engagéiert waren déi Zäit, net gekuckt gi wären. Wëssend natierlech, datt et an der Zäit war vum Kale Krich oder just duerno, a generell op der Welt eng e bëssen, a verschidde Kreesser eng Tendenz bestanen huet, fir Generalverdächtegungen ze maache géint alles, wat net, wéi den Här Mille et ausgedréckt huet am Gespréich, net stramm konservativ war.

Beschreift Dir eis emol vläicht wéi Dir dat... wéi war dann déi Zäit d'Philosophie? Wéi gesot, nach eng Kéier, ech hunn - dat ass net ze leegnen, dat ass am Archiv ze gesinn, do gëtt et x-Fichieren - Dir hutt, Dir sidd souguer higaangen, Dir hutt zum Beispill nach 1999, hutt Der carrément souguer d'Lëschte vun de Kandidaten, déi bei de Wahle kandidéiert hunn, hutt Der lech déi ugekuckt. Dir hutt déi...

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Lëschten, pardon, vun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Lëschte vun de Kandidaten, déi bei Wahle kandidéiert hunn zu Lëtzebuerg.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi si gekuckt ginn, Dir hutt, huet Ären Archivist gesot, ma leet mer en Dossier dovunner un an esou weider. Dat heescht, do huet een awer gemierkt, datt dat wäit iwwert dat erausgeet, iwwer nëmmen dat Auslännescht oder wierklech Geféierlecht, mä datt einfach e bësse generell gekuckt ginn ass, wat maachen d'Leit zu Lëtzebuerg politesch, wéi bewege se sech, wat maache se insgesamt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen dozou och nach vläicht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci. Ech wollt do unhänken, wou de Kolleeg Bausch elo geschwat huet. Ech mengen, Dir hutt virdrun hei gesot, Dir hätt ni fir eng politesch Partei geschafft.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Aus Gespréicher, wou och de Kolleeg Bausch elo driwwer geschwat huet, déi Ären Nofolger an der Fonctioun mam Premier hat, huet hien awer gesot, wat déi sougenannte politesch Spionage ubelaangt, déi ass awer massiv gemaach ginn an der Zäit. An do géifen et och Dossierë ginn am SREL, déi ënner anerem dem Här Werner als Statsminister zougefouert wiere ginn, mat Rapporten dra vum Sécherheetsdéngscht, déi d'Versammlunge vu Parteien a Kommunisten oder Studenten, am Ufank vun deene Gréngen, iwwerwaacht hätten. Do wollt ech froen, wann Der net fir eng Partei geschafft hutt - mä dat huet och kee gesot bis elo, esou wäit wéi ech weess -, wéi wäit dann déi politesch Spionage gaangen ass vis-à-vis vu Parteien an Organisatiounen a Leit.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ok, et ass eng ganz ähnlech Fro, mengen ech, wéi déi vum Här Bausch, an ech versichen esou gutt wéi méiglech drop ze äntweren, en âme et conscience. Also ech perséinlech hunn net an Erënnerung, wierklech net an Erënnerung, dass mir sollten op Lëtzebuerger geschafft hunn, eng Filature gemaach hunn. E konkrete Fall weess ech...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech kann lech just vläicht do direkt ënnerbriechen a soen, datt ech selwer an de Fichier gekuckt hunn a mäin eegene Fraktiounssekretär fonnt hunn, an datt eng Filature op deem war.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech soe jo net, dass mer net, dass mer dat net gemaach hunn. Ech soe just, ech hu kee konkrete Fall an Erënnerung. An domadder wëll ech soen, dass et ganz wéineg Fäll eventuell waren. Also et waren der bestëmmt net vill. Dir hutt mech gefrot, dass ech zum Mille soll gesot hunn, leet deen Zeitungsartikel do an den Archiv. Dat ass ganz kloer, dass, wann een op ee fält, och op ee Lëtzebuerger, da wëll ech orientéiert sinn, ob et e politesche Mandatsträger ass oder net. Ech mengen, dat ass eng Source, déi kann een och doheem versuergen, wien a wat fir enger Partei ass. Ech mengen, dat ass jo ganz normal.

Mä ech wëll awer... also politesch Spionage hu mir net gemaach. Dat wëll net soen, dass mer net och emol op Lëtzebuerger geschafft hunn, wat awer Ausnahme waren, wat selte war. An dann hu mer net drop geschafft, well se an enger Partei waren oder an enger Bewegung waren, dann hu mer geschafft, well mer dovun ausgaange sinn, dass se ganz enk Beziehungen zum Ennemi potentiel haten, oder deen ënnerstëtzt hunn, oder Sympathië gewisen hu fir deen. An dat kéint de Fall gewiescht sinn. Awer mir hunn net geschafft, well en an där Partei war oder well et e Grénge war. Also ech ka mech net erënneren, dass mir jeemools op engem Grénge sollen, zum Beispill, geschafft hunn. Dat hätt ech och net toleréiert. Elo kann awer e Gréngen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, ech wollt just soen... ech soen lech nach eng Kéier, ech hunn den Dossier gesinn an ech hunn e gelies...

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech gleewen dat och.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...e gelies an ech hunn och d'Microfiche gesinn. An et ass net deen eenzegen Dossier. Ech hunn eng ganz Rei Leit geziilt raussiche gelooss, wou ech wosst, datt se politesch engagéiert waren déi Zäit - an déi hate mam sougenannten Ennemi näischt ze dinn, strictement näischt - an déi sinn alleguerten, hate

se, ware Fichierë vun hinnen ugeluecht, an et ass alleguerten iwwer se recherchéiert an ech kann lech just soen iwwert deen éischte Fall, wou ech genannt hunn, do gesäit een op der Microfiche ganz kloer, et si Fotoe vun ëm dran, op wat fir enge Meetingen e war, wou e politesch higaangen ass. Et steet souguer dran, datt en 1987 déi éischte Kéier fir déi Gréng kandidéiert huet, dat steet alles an deem Fichier dran. Et muss jo awer dann een dat ordonnéiert hunn an där Zäit, wéi dat gelaf ass.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech hunn et mat Sécherheet net ordonnéiert, oder mäi Gediechtnes muss esou schwaach sinn, awer dat gleewen ech net. Et ass net ausgeschloss, dass mer op deem engen oder aneren Individu geschafft hunn, dat gleewen ech och, och egal a wat fir enger Partei e war, mä da war iergendeen Hannergrond do, dass mer e Lien gemaach hunn, dass en... Ass e vläicht oft a Russland gaangen? Ech weess et net. Ech hunn elo Russland genannt, ech hätt solle soen, an d'Land vum...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, et ass fir lech duergaangen, datt eng Kéier een a Russland an d'Vakanz gaangen ass, fir datt e scho verdächteg war. Ass dat esou ze verstoen?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, verdächteg, dat ass vläicht e bësselchen direkt ausgedréckt. Also, dass mer eis gefrot hunn, firwat oder wéi oft geet deen a Russland, dat ka sinn. Also bei Leit, déi Kontakt hate mam potenziellen Ennemi, egal wéi, heiansdo vläicht nëmme fir kulturell Ursaachen, hu mer eis Froe gestallt, an do hu mer versicht weiderzekommen dran. Awer et hat näischt mat deem senger Partei ze dinn a mat senger Bewegung ze dinn, dat wëll ech awer ganz kloer hei stellen. Op alle Fall, ech hu keng Autorisatioun ginn, fir op een, op enger Partei ze schaffen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth, dann den Här Meisch an den Här Lux.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech wollt an deem Kontext och d'Fro un den Zeie stellen, deen ënner Eed jo ausseet, en huet virdru gesot, en hätt net fir d'CSV geschafft, wat en éiert, mä alles aneschters wär géint Ären Devoir de réserve a géint den Devoir de

neutralité hätt dat verstouss als Fonctionnaire: Kënnt Dir hei der Kommissioun confirméieren, dass Dir ni eng politesch Instruktioun krut?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat heescht vun engem Statsminister, fir net op enger politescher Partei oder enger Gewerkschaft ze enquêtéieren.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Dat kann ech direkt hei ënner Eed aussoen. Ech hunn ni eng politesch Instruktioun kritt. Ni! Also sans aucun doute.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch, dann den Här Lux an den Här Gibéryen an den Här Spautz.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt gesot, Dir waart Kandidat, fir bei de Service de Renseignement ze kommen. Du sidd Der rausgesicht ginn. Wéi ass während Ärer Zäit, wou Der och Direkter waart virun allem, de Recrutement gemaach gi vu Mataarbechter, vun Agenten? Ech wëll eng zweet Fro dorunner hänken. Gouf et an där Zäit Affaires disciplinaires? A wéi sinn déi dann organiséiert ginn?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Affaires disciplinaires?

M. Claude Meisch *(DP).*- Affaires disciplinaires, wa Mataarbechter sech net un eng Rei vu Regele gehalen hunn. Wéi sidd Dir där Saach dann nogaangen? An hat dat Répercussiounen op d'Réputatioun vum Service, op d'Aarbecht vum Service virun allem a Richtung vun aneren Déngschter am Ausland?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, iwwert de Recrutement emol fir d'Éischt. Ech weess net unhand vu wat fir enge Kritären, dass ech aus der Arméi gesicht gi sinn. Dat war jo mäi Chef deemools, en hat iwwregens deeselwechten Numm wéi ech, awer ech weess net, datt dat soll matgespillt hunn, dass e

grad mech... well ech mengen, et waren nach jonk Offizéier do, déi wollten an de Service de Renseignement, mä en huet mech rausgesicht. Firwat, weess ech awer net.

Wéi de Recrutement awer war? De Recrutement war äusserst schwéier. Dat war am Kader vum Gesetz vun 1960, hu mir just däerfe Leit recrutéieren aus aner Verwaltungen, nëmme Statsbeamten. An e puer Ausnahme konnten et ginn och emol, fir am Statut vum Employé ee vu baussen eranzehuelen. Dat waren awer Ausnahmen, wou ech duerno e bësselchen dovu profitéiert hunn. Ech wäert lech och soe firwat.

Well ëmmer, wann ech ee gefrot hunn aus enger Verwaltung, dann hunn ech e gudde Mann gefrot, an ëmmer hunn ech gesot kritt: Éischtens, eis feele Leit, an elo huelt Der eis och nach dee Beschten ewech, dee kritt Der net. Dat war ëmmer d'Äntwert. Dann hate mer ganz vill Schwieregkeete fir Leit, fir valabel Leit an de Service eranzekréien. Also do ware mer ganz schlecht drun. An ech sinn och frou, dass haut, ënnert deem neie Gesetz, de Service säin eegene Kader huet.

An deen zweete Problem, deen Dir uschneit, an deen hat ech och, dat ass an eisem Statssystem, ech mengen et ass egal wou, et ass net nëmme beim Service de Renseignement, ass de Fonctionnaire staark protégéiert, ganz staark. An et ass schwéier fir en Direkter, dee Leit ze dirigéieren huet um Terrain, wann do Leit drënner sinn, déi sech net upassen, an där gëtt et ëmmer, fir mat deenen eens ze ginn. Dat ass unglaublech schwéier!

Ech weess, déi Protektioun huet vill Avantagen, da geschéie keng Ongerechtegkeeten, bon, oder manner wéi soss. Awer et setzt en Direkter an eng ganz schwéier Situatioun. An ech mengen, och haut mam Kader, deen et gëtt, wann ee bis eng Kéier een dobannen huet, an dee fügt sech net, dann ass een als Direkter ganz schlecht drun. Dat kënnt Der mer gleewen!

Ech hat zwee esou Fäll. Ech hat ee Fall, dee konnt ech erëm zréckschécken. Ech hat eng Persoun, ech nenne keng Nimm, awer déi hat ech an d'Ausland op e Stage geschéckt, wéi jiddwereen. Du sinn ech vun deene Leit vum Stage geruff ginn, ech soll deen zréckhuelen. Do gesitt Der, wéi agréabel dass dat ass, wat fir e Wee ech no Canossa gemaach hunn, fir deen do erauszehuelen. An du konnt ech en natierlech net méi am

Service gebrauchen. Ech konnt en och wierklech net gebrauchen, well en hat vill Alkoholproblemer. Awer fir dee lasszeginn - an e war nëmmen détachéiert, also theoretesch hätt ech e kënnen direkt lassginn -, awer schonn nëmmen en Détachéierten erëm zréckzeféieren, dat war eng Mer à boire!

Bon, an ech hat en Zweeten esou, deen och onméiglech war, wierklech. Do ass deen zu Paräis an engem Hotel gestuerwen, enfin, wat fir e Problem. Mir hunn en net ëmbruecht, dat ass dat Eenzegt, wat ech ka soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Och kee frieme Service?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, och kee frieme Service, bon.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also eng Fro, déi ee sech jo ka stellen: Et ass jo am Ufank e ganz enke Lien ginn tëschent dem Militär an dem Geheimdéngscht, am Ufank, wéi de Geheimdéngscht gegrënnt ginn ass.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Do wollt ech froen: An de Länner gëtt et jo normalerweis och e militäresche Geheimdéngscht,...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...wou souguer wahrscheinlech duerch d'NATO eng Obligatioun ass, fir e militäresche Geheimdéngscht ze hunn. Ass et esou eppes hei ginn, esou eng Aart „deuxième bureau", deen och säi Gebitt hat, wou e geschafft huet? A wéi war do eventuell d'Zesummenaarbecht mam SREL?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Also wéi ech bei d'Arméi komm sinn, do ass et dat schonn net méi ginn. Et gëtt ëmmer en

„deuxième bureau“, och an eisem État-major, wa se..., bon. Mä dee war praktesch inactif - wéi ech komm sinn, ech soen, wéi ech komm sinn. Mä ech weess awer vum Zielen aus, dass de Service de Renseignement, wéi en haut besteet, seng Originnen an der Arméi hat. Dat war awer laang, ier ech derbäi war. Ech weess och keng Detailer doriwwer.

Wat ech dozou kann awer nach soen, dat ass: Wéi de Kale Krich eriwwer war, do wollt ech de Service e bësselche réorientéieren. Mir hunn aner Besoinë gehat wéi nëmme Militär. A mir hu Besoin gehat fir Ingenieuren, fir Ekonomisten, fir Juristen an esou virun. Ech hu versicht, mä ech war ëmmer gebonnen un aner Verwaltungen, déi mer d'Leit net ginn hunn. Dat war ganz, ganz schwéier! Mä ech hu versicht, de Service - als Militär! - e bësselchen ze demilitariséieren, voilà.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, et kann een also soen, esou Aktiounen och wéi „Stay Behind“, dat hat eigentlech méi mat militäreschen Operatiounen ze dinn, wéi elo mat anere Gebidder. An et war am Ufank awer ganz staark militäresch och geprägt, Ären...?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also dat mag sinn! Am Ufank waren am Service de Renseignement hei zu Lëtzebuerg d'Führung, d'Dirigenten nëmme Militär, dat waren nëmme Militär. Wéi ech erakomm sinn och, do waren nëmme Militär an der Direktioun. A forcément ass de „Stay Behind“ vun engem Militär gefouert ginn, mä déi Agente ware keng Militär, déi mer haten. Ëm Gottes Wëllen net! Et waren och keng Polizisten an esou. Et waren och Kritären do, fir dass déi Leit net sollen, wann den Territoire besat ass, fir dass déi Leit net sollen emol suspectéiert gi vum Ennemi.

Also, déi Agenten, déi mer haten, ware keng Militär. Mä wéi et elo an deenen anere Länner war, do kann ech net mat Sécherheet drop äntwerten, ob et nëmme Militär waren, déi de „Stay Behind“ gefouert hunn, oder net. An all Land, souguer an der Belsch, gëtt et e Service de défense - neen, d'Belsch ass e bëssen eng Ausnahm, déi hunn nëmmen d'Sûreté d'État gehat déizäit, an de Service militaire. Mä all déi aner Länner: Frankräich, Däitschland, England, Amerika an esou virun, déi hunn e Service intérieur, fir de Contre-espionnage am Land ze maachen, wéi mir e gemaach hunn, déi hunn e Service de Renseignement extérieur, deen aus dem Land eraus schafft, wéi CIA oder wéi d'DGSE a

Frankräich oder de BND an Däitschland, a si hunn e Militärdéngscht. A mir hu mat eise puer Leit... Deemools hat ech ongeféier d'Halschent vum Effectif wéi en haut ass, ongeféier d'Halschent.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ze soen 30 Leit ongeféier?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Knapp! Knapp 30, jo, jo. Mir hunn alles gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch wollt nach eng Zousazfro stellen zu senger éischter Fro. An dann den Här Lux.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, nach eng Kéier zu der Affaire disciplinaire. D'Fro stoung jo am Raum: Firwat konnt vun där Opnahm, déi den Här Mille gemaach huet vun deem Gespréich, wat e mam Här Juncker hat, do keng Affaire disciplinaire gemaach ginn?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mat dem Här...?

M. Claude Meisch *(DP).*- Datt keng Affaire disciplinaire gemaach ginn ass géint den Här Mille, Ären Nofolger, well deen...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ah!

M. Claude Meisch *(DP).*- ...wahrscheinlech dat Gespréich opgeholl huet, wat e mam Premierminister hat. Wéi hätt Ärer Meenung no esou eng Affaire disciplinaire sech op d'Aarbecht vum Service ausgewierkt? Wéi hätt déi sech do ausgewierkt? Wär déi negativ gewiescht? Hätt de Service nach kënne fonctionnéieren? Hätt hie kënne remplacéiert ginn? Wären aner Leit do gewiescht, déi hätte kënnen déi Aufgab do matmaachen? Wéi hätt Dir déi Situatioun aus Ärer Siicht ageschat?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, et hätt iergendwéi en Impakt op de Service gehat, deen net positiv gewiescht wär. Dat ass mer ganz kloer. Awer elo, fir genau ze moossen, wéi vill, dat weess ech net. Dat hänkt och

vum Land of, dat hänkt vum Service of, dat hänkt vun de Leit of, dat ass schwéier soen. Mä et hätt iergendwéi en negativen Impakt op eise Service gehat. Dat kann ech soen, méi kann ech net drop äntwerten.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Lux.

M. Weiler *(CSV).*- An deem Kontext just!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, den Här Weiler spréngt an d'Breschen.

M. Weiler *(CSV).*- Hätt esou eng Affaire disciplinaire oder e klenge Skandal ëm d'Direktioun, dee public gi wär, kënnen och eis Relatioune mat auslänneschen Déngschter belaaschten?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech mengen dat! Ech menge just, dass dat bei den auslänneschen Déngschter iergendwéi en negativen Impakt op de Service kritt hätt. Wéi staark awer elo deen negativen Impakt gewiescht wär, dat kann ech net soen, well dat hänkt vu Land zu Land, vu Service zu Service an esou virun of. Mä bestëmmt hätt et en negativen Impakt kritt op de Service, jo!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Also, fir dass dat awer hei keng Mäerchestonn gëtt a mer ufänken, et witzeg ze fannen, dass während Joren hei an dësem Land Honnerten, jo, Dausenden och Lëtzebuerger bewaacht gi sinn, verfollegt gi sinn, also Dossieren opgestallt gi sinn, mengen ech awer, nach eng Kéier dorobber zréckzekommen, fir ze froen: Wat waren d'Kritären dann, fir déi Dossieren unzeleeën, fir ze décidéieren, iwwer wien en Dossier ugeluecht ginn ass, iwwer wat fir eng...? Ech hunn Dossiere gesi vun Zeitungen, déi ugeluecht gi sinn, vun Organisatiounen, déi ugeluecht gi sinn. Et wär awer wichteg ze wëssen - well et huet ee jo awer d'Gefill, dass Der op engem An do besonnesch blann waart -, wat fir eng politesch Kritären da vun lech ugewandt gi sinn, fir dat ze maachen.

An déi zweet Fro: Dir waart e Fonctionnaire. Dir sot, Dir hutt keng politesch Instruktioune kritt...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- ...vun iergendwelcher Säit. Mä mech géif awer dann interesséieren - ech gleewen Iech dat -, ech géif awer da gäre wëssen: Dir hat jo awer während all där Zäit als Direkter Sitzungen a Réunioune mat Äre politesche Responsabelen, an ech huele jo awer un, dass Der och rapportéiert hutt iwwert déi Aarbecht, déi dann do gemaach ginn ass. Dofir ass meng Fro déi: Hutt Der Äre politesche Responsabelen informéiert, wat fir eng Aarbechten Der an deem Beräich vun der Iwwerwaachung vu Lëtzebuerger a vun Organisatiounen a vun Zeitunge gemaach hutt? A wat fir eng Diskussiounen, wat fir eng Froen dann do gestallt gi sinn, a wat fir eng Instruktiounen? Dat huet jo awer zu Diskussioune gefouert an héchstwahrscheinlech jo awer och zu Meenungen, déi ausgedréckt gi si vun deene politesche Responsabelen, déi Der während där Zäit hat.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech hat ëmmer Kontakt mat mengem politesche Chef, dem Premier. Dat war den Här Santer an et war den Här Juncker. Déi Kontakter sinn awer bal nëmme mëndlech gewiescht, bal nëmme mëndlech. Ech hat och net d'Personal, wéi gesot - ech hat emol keng 30 Leit an deem ganze Service fir all déi Missiounen -, fir vill ze schreiwen. Ech hat och ëmmer eng..., et huet och ëmmer e Vertraue bestanen tëschent mengem Chef a mir selwer, en absolut Vertrauen. Dofir hunn ech uganks gesot, dass dat fundamental wichteg ass fir e Service.

D'Mehrzahl vun de Kontakter sinn awer gelaf iwwer en Haut-fonctionnaire. Et ass och ze verstoen, dass e Premierminister net esou vill Zäit huet ëmmer fir sech, fir direkt Kontakt ze hunn. Also, de Gros vun de Kontakter, déi ech hat mat dem Premier, souwuel mam Här Santer wéi mam Här Juncker, war iwwer ee vu hiren Haut-fonctionnairen. Dat waren ëmmer ganz gutt Kontakter.

Ech hunn awer, mat Ausnahm vun den Écoutes téléphoniques, wéi ech jo gesot hunn, déi hunn ech misse selwer bei de Premier goen, fir déi ënnerschreiwen ze loossen, soss weess ech net méi, wat mer genau alles diskutéiert hunn, dat doten.

Ech hunn ni zum Premier gesot, dass ech zum Marco Mille gesot hunn, e sollt d'Zeitung an den Archiv leeën, well dat, esou wäit ass et bestëmmt net gaangen. An ech soen nach haut, dass dat, well ech weess net emol genau, wat an där Zeitung steet, anscheinend ass et jo eng Zeitung, wou Kandidaten drop si fir Wahlen, an ech mengen nach, dass et normal ass, dass jiddwereen am Land, net nëmmen aus engem Geheimdéngscht, sech interesséiert, fir ze wëssen, wie Kandidat ass fir eng politesch Partei. Ech mengen, dat ass ganz evident.

Also, mir hunn - also, den Här Bausch huet jo och gesot - och op Leit geschafft, déi vläicht e politescht Mandat haten oder an enger Partei oder esou waren. Awer net duerch de Fait, dass se an där Partei waren. An ech hu kee konkrete Fall esou an Erënnerung, muss ech éierlech soen, ech hu kee konkrete Fall esou an Erënnerung.

Wat de Fichier ubelaangt, um Ufank ass Rieds gaange vun e puer 100.000 Fichen. Duerno ware mer op 17.000. Ech si gëschter an de Service de Renseignement gaangen an hu gefrot, wéi vill Fichieren dass mir hätten. An do hu se mer gesot, mir hu ganz genau 10.700 Fichen, dovunner sinn der 6.600 vun der Autorité nationale de sécurité. Do falen ech och mat drënner. Jiddwereen, deen eng Clearance kritt huet, do ass eng Enquête de sécurité gemaach ginn an deen huet eng Fiche kritt. Et muss ee jo wëssen dann: Op wien ass eng Enquête de sécurité gemaach ginn? Wien huet eng Clearance? Bon.

Wann ech elo...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech muss lech elo soen, Här Hoffmann, dat do entsprécht net deenen Zuelen, déi mer och vum Här Heck selwer gesot kritt hunn an deem doten Zesummenhang. A mir hu selwer kënne Stéchprouwe maachen, dat do géif jo praktesch heeschen, dass iwwer 90% vun deene Fichieren, déi do an där aler Kartei gewiescht wieren, dat wiere Fichiere gewiescht iwwert d'Certificatioun vun der Sécherheet, an dat hu mir allerdéngs net kënne feststelle bei deene Stéchprouwen, déi mir gemaach hunn. Do war awer, et war oft net vill an deene Karteien dran, dat ginn ech och ganz gären

zou, an effektiv meeschtens Umierkungen, dass een op Moskau gefuer ass oder op Peking gefuer ass. Mä, et bleift awer, dass u sech awer déi Zuelen, déi mir awer offiziell matgedeelt kritt hu vum Service de Renseignement, dass dat awer elo anerer ware wéi déi, déi Dir elo grad hei genannt hutt, wëll ech soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An ech wëll lech och just soen, datt mer schonn eng Rei Stéchprouwe gemaach hunn, wat Associatiounen ubelaangt, aus där ganzer Zäit, an do hunn ech der eng ganz Rei erëmfonnt, wou einfach e Fichier ugeluecht gi war iwwert déi Associatioun a wou dokumentéiert ginn ass, wat d'Aktivitéite vun där Associatioun sinn.

Dir sot natierlech elo, fir all Bierger, et ka jiddwereen dat maachen. Mä de Service de Renseignement ass jo net iergendee Bierger! Dat war e Service mat genaue Missiounen, an et ass awer net elo..., also, et stellt ee sech awer e puer Froen, wann een dann natierlech gesäit, datt an deem Archiv do all méiglech Saachen do affichéiert ginn an dokumentéiert ginn, déi awer mam potenziellen Ennemi strictement näischt ze dinn haten.

Ech wëll lech just ee Beispill ginn, et ass e Fichier do gi vun enger Association contre la..., déi sech agesat huet contre la peine de mort. Zu Lëtzebuerg. Déi war do fichéiert mat engem ganzen Dossier, wat hir Aktivitéite waren. Dat hat mam Ennemi, mam Contre-espionnage a mam Contre-terrorisme a mam „Stay Behind" wierklech näischt ze dinn. Absolut näischt.

Une voix.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bon, an da kann ech mer d'Fro stellen - verstitt Der mech awer -, da soen ech mer: Entweder hat de Service keng Aarbecht an huet sech amuséiert, fir Saachen ze fichéieren, déi mat senge Missiounen näischt ze dinn haten, oder en huet awer mat engem gewëssenen Zil dat do fichéiert. Dat muss een awer esou gesinn, wéi et ass!

An da muss ech lech soen, do hunn ech awer och nach eng Fro, déi ech wëll nostellen, dat ass mat Äre Gespréicher mam Premier. Dee Service, Dir hutt d'Missioune vum Service definéiert. Mä Dir sidd jo awer e Service am Optrag vum Stat. Dat heescht am Optrag och

vun Ärem Supérieur hiérarchique. An ech ka mer awer net virstellen, dass Dir mat Ärem Supérieur hiérarchique net mindestens mëndlech eng Rei Saache geschwat hutt, well soss stellen ech mer awer nu wierklech Froen.

Ech huelen nëmmen e Beispill eraus. Wann dann e konkrete Fall do war, wou Dir Gefore gesinn hutt oder wou Dir Problemer gesinn hutt, da musst Der awer mat Ärem Supérieur hiérarchique driwwer geschwat hunn an deen driwwer informéiert hunn, wat fir eng Risiken datt eventuell d'Land gedroen huet oder net.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech ka mir net virstellen, dass Dir elo just iwwert d'Wieder mam Här Santer a mam Här Juncker geschwat hutt!

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou vläicht, an da kommen eng Rei nach aner Froen zousätzlech zu deemselwechte Punkt. Den Här Lux nach schnell, den Här Urbany an den Här Spautz zu deem Punkt, an den Här Meisch.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Also, ech mengen, et wier awer…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An den Här Gibéryen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*-…wierklech noutwendeg, sech drun ze erënneren, dass, wann een décidéiert, iwwer Organisatiounen oder Leit en Dossier unzestellen, dass ee Kritären hat an deenen…. Ech mengen, et gëtt jo e ganz klore Fuedem, deen ee gesäit, wann een déi Dossiere kuckt.

Firwat sinn, zum Beispill, Dossieren iwwert d'Gewerkschafter dran? Ech mengen net, dass Vertrieder-, Patronatsvertriederdossiere gemaach gi sinn. Mä et sinn Dossiere gemaach ginn iwwer Gewerkschafter. An ech kéint lech elo vill Beispiller nennen, fir ze soen, et waren déi eng an et waren net déi aner. Et mussen also Kritäre gewiescht sinn. Dat ass jo awer net iergendeppes Neutrales, dass Der nom Alphabet gefuer sidd, mä et musse

Kritären, déi nëmme politescher kënne gewiescht sinn, fir ze décidéieren, fir iwwer wien an iwwer wien net. Ech mengen, dass ee sech dorunner misst kënnen erënneren.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Also, ech versichen…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Nach dozou, se fueren nach weider. Also, notéiert Iech vläicht, well et komen der nach. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, also dat do erënnert mech e bëssen un eng rezent Karikatur, déi ech gesinn hu vum Guy Stoos, déi seet, wa se fäerdeg sinn, da bleift nach eng Fiche iwwreg, dat ass déi vum aktuelle Premier. D'Fichë ginn ëmmer méi rar. Et ass jo awer net kredibel, mir hu selwer am Keller vum Geheimdéngscht gesinn, wou d'Fichë leien. Mir hunn ee Kompartiment gesi bei de Microfichen, do steet „Organisations" an der Mehrzahl driwwer, do sinn e puer Stéchprouwe gemaach ginn, do sinn eng Partie Organisatiounen derbäi.

Ech sinn iwwregens der Meenung, et soll een dee Fichier saiséieren an Zukunft, dass mer och wierklech dat an der Hand hunn, wat do geschitt ass. Dat si jo historesch Fichen, déi si jo schonn eriwwer.

Dir musst awer bedenken, Dir sot hei ënner Eed aus, Här Hoffmann.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir sot ënner Eed aus! An dat ass awer geschitt zu enger Zäit, wann ech gesinn, wéini dass Dir an deem Geheimdéngscht geschafft hutt, dat ass awer, bestëmmt och sinn do eng ganz Partie Fichen derbäi, déi zu Ärer Zäit ugeluecht gi sinn.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir kënnt dach elo net maachen, wéi wann do guer kee politesche Spionage gewiescht wier. Dat ass awer net kredibel! Den Här Juncker seet et jo selwer an deem ofgedrécktenen CDs-Gespréich.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Spautz hunn ech nach zu deem dote Punkt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt just nach eng Kéier op dat zréckkommen. Et ass elo geschwat gi vun der ANS. Et ass geschwat gi vun dem Ennemi. Wann ech jo richteg verstinn, den Ennemi ass alles dat, wat déi Warschauer-Pakt-State waren. Alleguer déi Leit, déi an e Warschauer-Pakt-Stat deemools gaange sinn, an och nach China derbäi, dat war fir lech e potenziellen..., an dat huet lech derzou gefouert, eng Fiche unzeleeën iwwert déi Persoun.

Ass et dat? Well déi Fichen hu mer gesinn, wou dann einfach drop steet: „E war op Moskau, e war op Warschau." Dat war déi éischt Fro, an déi zweet Fro, wat ee jo och da muss soen: Dir waart Direkter vun 1995 un. Déi meescht Clearancë si jo gemaach ginn...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vu ´85 un.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ´85 un, pardon. An déi meescht Clearancë si jo ugeluecht ginn, dat ass 1977, wéi d'WSA sech hei zu Lëtzebuerg niddergelooss huet, do waart Dir nach net Direkter an deem Service, wann ech dat richteg verstanen hunn. Do war Dir méi mam „Stay Behind", an Dir sidd eréischt spéider Chef gi vun dem Service vun der Branche vum Renseignement.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An eng aner Fro nach ass, wa mer schwätze vun..., Dir hutt och Betriber kontrolléiert. Waren dat virun allem Betriber, déi Opträg kritt hu vu Warschauer-Pakt-Staten?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir sinn, also et sinn..., jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch! Elo gëtt et natierlech vill. Dat do ass e bëssen en neie Sujet gewiescht. Also, soss musse mer dem Här Hoffmann d'Méiglechkeet ginn, elo ze äntwerten. Hie ka sech jo net 20 Froe mierken.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Mir mussen awer och fairnesshalber vis-à-vis vum Zeien, wa mer en iwwer prezis Fichë froen, musse mer awer fairnesshalber uginn ongeféier, a wéi engem Zäitraum datt déi ugeluecht gi sinn. Dat..., ech mengen, soss kann et schwiereg ginn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, all déi, déi ech gekuckt hunn, sinn all a sengem Zäitraum gewiescht, wou hien Direkter war.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Gutt, voilà! Dat ass kloer, wann dat esou ass, da kënne mer d'Froen un den Zeie stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen nach dozou!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Ech wollt nach eng Kéier drop kommen, zu de politeschen Observatiounen. Dir hutt ni eng Instruktioun kritt vun Ärem politesch Responsablen, vum Premier.

Mä d'Fro ass jo gestallt ginn, op där anerer Säit: Wéi wäit hutt Dir dann de politesch Responsablen iwwer politesch Observatiounen informéiert?

Dir hutt gesot, dat wier op mëndleche Gespréicher gefouert ginn. An deem Dokument, wat eis virläit, do geet op jidde Fall eraus, datt virun Ärer Zäit, also wéi den Här Werner nach Premier war, do sinn et schréftlech Rapporte ginn, wou iwwer politesch Observatiounen dra stoung. Déi sinn och erëmfonnt ginn.

An duerfir wollt ech froen, zu Ärer Zäit, ass et do keng schréftlech Rapporte méi ginn? Sinn do nëmme méi mëndlech esou Saache rapportéiert ginn? Well virun Ärer Zäit ass dat schréftlech gemaach ginn. An da wäert et fir eis och relativ schwéier gi fir ze wëssen, wat an deenen Archive war. Well Ären Nofolger, deen huet gesot, wéi en Direkter gi wier, dunn

hätt en an deem Zesummenhang alles, wat... En huet gesot: Alles, wat net streng konservativ war, dat war eng Statsbedrohung. An en hätt, wéi hien Direkter gi wier, hätt hien emol gesot, d'Archiver misst een emol mëschten an et misst emol alles erausgehäit ginn, wat dovunner dra wier. Dat heescht, et ass also Ären Nofolger gewiescht; deen huet gesot, en hätt dat gemëscht an alles erausgehäit. Duerfir: Ass iergendeppes gewosst, dass iergendwéi aus deenen Archiven eng Kéier och zu Ärer Zäit Saachen erausgeholl si ginn? Dir hutt vun e puer Dausend geschwat. Mir waren dat an de Keller kucken, mir hu se gesinn, an dat waren der 130.000, déi do louchen. Hutt Dir déi Archiven an Ärer Zäit ni gesinn? Déi Kaarten, déi si bis d'Joer 2000 - ass eis gesot ginn - ugeluecht. Dat war also an Ärer Zäit. A vun 2000 u wiere se informatiséiert ginn. Sou datt mer do awer eng ganz Rei Froen hunn, déi iergendwéi bis elo vague beäntwert si ginn.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Ech verstinn Är Froen alleguerten an ech versichen och drop ze äntweren, mä et sinn der ganz vill elo gewiescht, ganz vill Froen. Dat Eenzegt, wat mech e bësse stéiert beim Här Gibéryen, dat ass deen Ausdrock „politesch Observatioun". Dat hu mir net gemaach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Entschëllegt, politesche Spionage.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Politesche Spionage, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat steet am Rapport. Ech hunn zitéiert.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech weess, ech weess net wou den..., Dir selwer stéiert mech och net, et ass deen Ausdrock, dee mech stéiert. Entschëllegt mech, bon.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mech stéiert en net, well e steet am Text.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, ok. Also mir hunn ni politesche Spionage gemaach. Dat soen ech hei ënner Eed. Op d'mannst net à ma connaissance. Wann elo eenzel Leit geduecht hunn, do ass eng Versammlung an ech ginn dohinner kucken, oder ech froen e Journalist wat do geschitt

ass, an en huet duerno eng Fiche an de Fichier geluecht, da kann ech net dofir geruedstoen, hein.

Mä ech wëll emol éischtens soen, déi Zifferen, déi ech genannt hu vum Fichier, déi hunn ech net erfonnt, déi hunn ech gëschter vum Här Heck matgedeelt kritt, déi 10.700 insgesamt, 6.600 vun der ANS a 4.100... Bon, dat kéint awer sinn, dass am Ufank dat esou geschat ginn ass, an dass elo déi Saach sech méi präziséiert an zielt; dat ass op alle Fall déi Ziffer, déi ech gëschter kritt hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- All eis Sourcen, déi mir hunn, war ëmmer de Service de Renseignement selwer.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wann deen natierlech all all gudden Dag nei Zuelen erausgëtt, dat mécht den Dossier net besser, muss ech soen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn de Fichier net gezielt, ech kann nëmme soen, wat ech matgedeelt kritt hunn. Ech wëll awer elo nach eppes soen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Hoffmann, hutt Dir se gesinn, déi Kartei...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech wëll awer elo nach vläicht eppes soen...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen ech weess elo gläich wat mir mam Fichier maachen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Eng Grondiddi vum Fichier, notamment wéi wann en Zeitungsartikel dra kënnt, wie kandidéiert fir wat fir eng Partei: An deem Fichier do sinn och allgemeng Donnéeën dra gewiescht, déi näischt mat der Sécurité d'État ze dinn hunn. Dass, wann ech wëll wëssen, deen Typ do

deen ass elo dräimol hannerteneen a Russland geflunn, dann ass meng éischt Fro: Wien ass dat? An da meng zweet Fro, …

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wou wosst Der, entschëllegt just, wou wosst Der dann iwwerhaapt, datt iergendeen dräimol hannerteneen a Russland gefuer ass?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also mir hate Sourcen - ech hu gemengt, dat hätt Dir och gesinn -, déi eis dat bestätegt hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ok. Dat heescht, wat fir eng Sourcë waren dat dann?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, fir Kontakter mam potentiellen Ennemi hu mer observéiert. Dat ginn ech jo ganz gär zou.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä et ass jo net jiddwereen, deen a Russland gefuer ass, hat Kontakter mam potentiellen Ennemi.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- En ass am Territoire... Et ass haut jiddwereen, deen an de Pakistan flitt oder an den Afghanistan, oder deen an de Mali flitt, dee gëtt vu Geheimdéngschter observéiert. Dat ass esou.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hoffen awer, datt haut de Service net méi um Punkt ass, datt jiddwereen, deen eng Kéier zum Beispill elo an de Mali gefuer ass oder fiert, datt deen dann ufänkt... oder datt de Service dee suivéiert.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech schwätzen hei vu Lëtzebuerger.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- En ass jo net vum Service suivéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth dozou.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, Dir kënnt confirméieren, Här Hoffmann, wéi eis vun Äre Successeuren duergeluecht gouf, dass déi Informatiounen, dass een an de Mali oder an e potentiellt Gebitt gefuer ass, dass déi och duerch déi Zesummenaarbecht, déi Der mat auslännesche Geheimdéngschter hat, dass dovunner wou Der informéiert gouft.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Entre autre, jo. Zweifelsohne. Mä ech mengen, et ass jo awer ganz normal, mir mussen observéieren, ween iergendwéi Accointancen huet mat dem potentiellen Ennemi. Dat ass d'Roll vun engem Geheimdéngscht, ech mengen. An dofir hate mer Sourcë vun deene Leit, déi Kontakt haten. Voilà.

Ech wëll awer nach um Thema Fichier e bësse bleiwen, well esou vill Froe gestallt gi sinn. Also an deem Fichier do sinn och esou ganz allgemeng Informatiounen dran, déi ee brauch. An Dir hutt de Fichier gesinn, Dir kennt e besser wéi ech, well elo muss ech eppes beichten. Elo muss ech lech eppes beichten: Ma ech hunn dee Fichier a menger Carrière praktesch ni gebraucht, praktesch ni, bon. Et ass emol heiansdo virkomm, jo et ass emol heiansdo virkomm, dass en Numm an engem Rapport stoung vun engem Auslänner, dann hunn ech deen aus dem Archiv geruff a gesot: Hu mir schonn eppes iwwert deen? Dann ass deen duerno bei mech zréckkomm an huet gesot: Nee mer hunn nach näischt, oder: Ma jo, do hu mer en Dossier driwwer. Sou, voilà.

Also ech perséinlech kéint lech wierklech net soen, wat alles an deem Fichier ass, wéi grouss en ass. An ech muss lech och soen, et ass keng Regel gi fir dee Fichier ze alimentéieren. Dat hate mer net. Mir hate Regele fir Observatiounen ze maachen, mir hate Regele fir Filaturen ze maachen, mir hate Regele fir Ecouten ze maachen, mä ech muss éierlech soen, mir hate keng Regel wie wat an de Fichier mécht. Dat war esou, dat ass...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Och den Zougang net geregelt?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- War och den Zougang intern net geregelt zum Fichier?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, och net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jiddwereen hat also theoretesch fräien Zougang zu allen Donnéeën.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, jo. An elo muss ech awer nach dobäi soen, dee Fichier, dee louch mir och um Mo, dat kann ech lech soen. Ech si jo 2003 a Pensioun gaangen, dat hat ech och am Viraus gesot, all Mënsch wosst dat. 2002 ass d'Gesetz komm iwwert d'Protection des données. Dat war also kuerz ier ech a Pensioun gaange sinn. 2004 ass en neit Gesetz komm iwwert de Service mat engem Contrôle parlementaire. Do sinn ech dovun ausgaangen, an ech mengen, ech hätt och mengem Successeur dat gesot: Waart bis mer dat Gesetz hunn - vun 2004 -, an dann an der Koordinatioun mat der Commission de contrôle gëtt dee Fichier nei gemeet an e gëtt och informatiséiert. Da gëtt en dem Gesetz ugepasst an e gëtt informatiséiert. Mä dat war e groussen - de Général de Gaulle hätt gesot "un machin" -, "un gros machin", wou ech net méi wollt dru goen. Also dat soen ech lech ganz éierlech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Hoffmann, kann ech do vläicht nohaken. D'Legalitéit vun deenen ale Fichieren. Ech wëll awer do nach eng Kéier präziséieren, dass déi Legalitéit net eréischt a Fro gestallt ass duerch d'Dateschutzgesetz, wat effektiv eréischt méi spéit komm ass, mä eigentlech och scho staark a Fro gestallt ass duerch en éischt Gesetz vun 79 iwwert d'Datendonnéeën, wou drasteet, dass de Stat eigentlech notamment am Beräich Sécherheet keng Datebank däerf féieren, déi net duerch Gesetz oder Règlement grand-ducal autoriséiert ass. Dat ass also schonn e ganz alen Text. Do ass nach net vu Protection des données geschwat ginn, mä einfach nëmme vun Datebanken. An ech mengen, Dir kënnt mer wahrscheinlech hei bestätegen, dass et eigentlech ni esou ee Gesetz... Dat Gesetz vun 1960, dat huet déi Datebanken net virgesinn an et ass och ni e Gesetz oder e Règlement grand-ducal komm, fir déi al Datebank ze legaliséieren. Dat heescht déi waren eigentlech illegal schonn opgrond vum Gesetz vun 1979.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ka sinn. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat war awer ni eng Diskussioun, déi Zäit wou Dir Direkter waart, fir ze probéieren e Reglement auszeschaffen oder e Gesetz auszeschaffen, fir dat ze legaliséieren.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, nee, et war ni eng Diskussioun.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass eréischt komm mam Dateschutzgesetz méi spéit?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch, den Här Lux an den Här Fayot versicht scho wéi laang.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt virdru gesot, Dir hätt ni politesche Spionage gemaach.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wéi erkläert Der dann awer, dat hu mer jo aus deem Gespréich erëm eng Kéier, wat opgezeechent ginn ass tëscht dem Premierminister an dem Här Mille, datt et soll en Dossier ginn hunn, deen nach aus der Zäit vum Här Werner war, deen den Här Juncker a sengem Büro erëmfonnt huet, wou e Statsminister ginn ass, wou awer Pièce sollte dra sinn, déi awer aus enger politescher Spionage géingen ervirgoen? Wéi erkläert Der lech dat dann, wann Dir sot, mir hunn ni sou politesch Spionage gemaach? Do schéngt et awer en Dossier ginn ze hunn, wou den Här Juncker dat och confirméiert huet an deem Gespréich. Déi aner Fro ass, Dir hutt gesot, Dir wäert elo an der Lescht eng Kéier beim Service gewiescht fir lech ze renseignéieren. A wat fir enger Eegeschaft war dat?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Elo, mengt Der gëschter? Wéi ech gëschter am Service war?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Majo, ech wëll präzis Donnéeën hunn, fir hei kënne präzis ze äntwerten. Also ech hunn ugeruff an ech hu gefrot: Kann ech emol laanscht kommen a froen? Do hu mer iwwert de Fichier geschwat, well dat e vaste Sujet ass, an do hu se mer déi Donnéeë ginn. Dat ass, méi kann ech lech dozou net soen.

Wat deen aneren Déngen ubelaangt, wou en Dossier, wat de Marco Mille soll gesot hunn. Ech weess net, wat en domadder mengt. An déi Zäit vum... den Här Werner war ni mäi Chef, wéi ech mech erënnere kann. Ech hat just den Här Santer an den, also wann ech mech net ieren. Ech ka mech net erënneren, dass den Här Werner soll mäi Chef gewiescht sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- An den Här Juncker als Chef. Also, an alles wat virdru war, weess ech net, wat geschitt ass, éierlech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Lux an den Här Fayot.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo, ech maachen e leschte Versuch, fir ze kucken, ob et lech net awer an Erënnerung kënnt, dass et Kritäre gouf fir d'Décisioun, en Dossier ze maachen oder net ze maachen. Ech hu bei eiser Visite am Alphabet, well dat relativ no bei engem aneren Numm war, den Dossier fonnt „Luxemburger Wort". An et ass awer net iwwert d'Lëtzebuerger Wort en tant que tel, mä den Dossier heescht „Opposants chrétiens au Lëtzebuerger Wort". Et ass also drëm gaangen, ze kucken, wat fir eng Leit... kritesch Leit aus der Kierch iwwert d'Lëtzebuerger Wort géifen denken. Och do fält et lech net an, wann Der esou en Dossier an Erënnerung kënnt ruffen, wat fir eng Kritären awer gespillt hunn, fir deen een oder deen aneren Dossier unzeleeën?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also deen Dossier do... kënnt Dir mer net soen, aus wat fir enger Zäit dann deen Dossier do

besteet, bestan huet? Well, also dat doten ass fir mech wierklech nei. Mir hunn eis ni fir d'Wort interesséiert oder fir d'Leit, déi an d'Mass ginn. Ech selwer ginn net dran. Also, dat do ass wierklech, dat iwwerrascht mech. Ech hunn ni eppes dovunner héieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, d'Madame Polfer kritt d'Wuert net. Dir ersetzt haut den Här... da kritt Dir dës Kéier d'Wuert, awer eréischt nodeems den Här Fayot, dee schonn eng hallef Stonn d'Wuert freet, et geholl huet.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech wëll probéieren, déi Froen hei an dann déi Äntwerte vum Här Hoffmann och ze verstoen. Dee Service ass 1960 gegrënt ginn. Dat war jo an enger Zäit wierklech vum Kale Krich. Eng aner Zäit wéi déi vun 1985, Perestroika, 1990 ass dat Sowjeträich zesummegebrach.

Kann ee soen, Här Hoffmann, dass déi Phobie, déi 1960 bestanen huet an och all déi Joren duerno, vu Sécuritéit a vum Bekämpfe vun dem Ennemi, dee jo ganz kloer markéiert war, dass déi Phobie zu enger Kultur an deem Service de Renseignement gefouert huet? An déi Kultur huet nach laang nogewierkt, souguer iwwer 1990 eraus?

Wann ech dat elo probéieren ze verstoen, Dir sot eis hei, Dir hätt keng Kritäre gehat, fir Leit an e Fichier ze maachen. Et kann ee sech awer ganz gutt virstellen, dass do, während all deene Joerzéngten, wéi dann eben de Service de Renseignement ee prezisen Ennemi hat, dass also eng Geeschteshaltung, eng Mentalitéit an deem Service de Renseignement elo sech développéiert huet, fir dann ebe Leit, déi vläicht net esou staatserhaltend ëmmer waren, wéi se hätte sollen, fir déi dann eben ze fichéieren.

Kann dat dann net eng Explikatioun ginn, fir dass Dir am Fong geholl eis net kënnt soen, wat fir Kritären Der hat? Ass dat net eng Mentalitéit, déi do an deem Service säit 1960 war, an déi och nach iwwer 1990 eraus gedauert huet?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif mengen, Här Fayot, dass Dir Recht hätt. Ech géif mengen, dass Dir Recht hätt. Dat kann duerchaus sinn. Dat ass eng, Dir nennt et eng Kultur, et ass vläicht eng Mentalitéit gewiescht. Ech géif et éischter esou nennen. Wéi de Kale Krich eriwwer war, elo soen ech lech dat, wéi de Kale Krich eriwwer war, do hunn ech versicht, de Service ze

reorientéieren. An dat ass net einfach, wann Der mat Leit ze dinn hutt, déi hiert ganzt Liewen, 20, 30 Joer an eng Richtung geschafft hunn, an op eng Kéier sot Der: Ok, elo ännere mer d'Richtung. Dat ass net einfach!

Ech hunn de Service op nei Missiounen orientéiert. De Schwerpunkt war d'Prolifération d'armes à destruction massive, den Terrorisme islamiste an den Espionnage économique. Ech hunn iwwregens selwer ganz staark dru geschafft, un deem Gesetz, wat duerno komm ass, 2004. Ech war wierklech eng dreiwend Kraaft doranner, fir dass mer sollen e Gesetz kréien, wou d'Missioune vill méi prezis orientéiert sinn a fir e Contrôle parlementaire. Dee wollt ech hunn! Dee wollt ech hunn an hunn och drop gedréckt. Ech hunn zwar den Text vum Gesetz net gemaach, do ware Juristen dobäi, awer ech hunn d'Iddien erabruecht. An ech sinn an d'Ausland gefuer bei déi Däitsch, fir deenen hir Texter ze kréien, dass mer e Beispill hätte fir de Contrôle parlementaire an esou virun. Iwwregens, déi Däitsch sinn amgaang hire Contrôle parlementaire auszeweiten. Duerfir géif ech vläicht eis roden, fir erëm do kucken ze goen, wéi si dat upaken. Ech mengen, dat wär eng gutt Saach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Fakte sinn do.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Fir lech ze soen, déi Kultur, wéi Dir et nennt, ech hu Kontakt opgeholl mat dem fréiere potenziellen Ennemi. Et si Leit vum KGB bei mech an de Büro komm. Ech selwer sinn a Russland gaangen - do hu mer keng Fichë méi gemaach, soss wär ech och do drop - ech selwer sinn op Moskau gaangen. Ech wollt dat briechen, déi Kultur. Mä dat ass, déi sëtzt an de Leit dran, dat ass ganz schwéier!

Déi alleréischt Persoun, déi bei mech era komm ass an de Service, wann ech mech gutt erënneren, war en ungareschen eelere Minister, un ministre sans portefeuille. Ech weess awer net méi, wéi e geheescht huet. Deen ass komm, fir gewuer ze ginn, wéi an engem demokratesche Stat géif e Geheimdéngscht funktionéieren. Do war eng Spannung am Service, wéi dee komm ass. Do war eng terribel Spannung. An et sinn och Leit, déi mer ni richteg verziehen hunn, dass ech op eng Kéier de KGB bei mir am Büro hat. Dat ass virkomm, wéi wann den Däiwel géif an de Vatikan invitéiert ginn! Esou ähnlech.

Et huet een och mat Mënschen ze dinn, net nëmme mat Paragraphen. Et muss een och de mënschlechen Aspekt kucke vun der Saach. Als Direkter, wéi ech scho virdru gesot hunn, an eisem Statssystem ass et net einfach, Mënschen ze dirigéieren. Dat ass net einfach!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch an d'Madame Polfer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hu fir d'Éischt nach eng Fro, déi domat zesummenhänkt. Dir sot selwer, datt de Service, ech mengen, de Service huet jo och iwwer Gesetzer iwwert déi Joerzéngten evoluéiert, am stäerksten natierlech duerch d'Gesetz vun 2004. Dir sot selwer och, datt ebe Mentalitéite sech gewandelt hunn. Et si jo och Ännerunge komm um politesche Plang.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Pardon, Ännerungen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et si jo och Ännerunge komm um politesche Plang. An zum Beispill de Premierminister, den aktuelle Premierminister seet am Gespréich mam Här Mille, datt hien déi allgemeng Verdächtegungslogik, déi an der Zäit funktionéiert hätt, datt hien déi ni gedeelt hätt an datt hien och dofir gesuergt hätt, also datt hien dat net géif akzeptéieren. An dofir froen ech Iech, Dir waart jo am Service, 1995, wéi de Jean-Claude Juncker Premier ginn ass: Wéi ass dat do ofgelaf? Hutt Der do, ass dat, sinn do Initiativë komm vu senger Säit, fir datt déi Mentalitéit sech soll änneren, datt d'Gesetzgebung soll änneren? Wat ass do geschitt? Oder huet dat nach gedauert? Wat ass passéiert, wéi de Wiessel komm ass vum Här Santer op den Här Juncker?

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi dat zustane komm ass, dat kann ech Iech net méi soen, well ech et net genau weess. Mä ech weess, dass ech vill mam Här Juncker driwwer geschwat hunn, iwwert dat neit Gesetz vun 2004. An dass mer gesot hunn, dass hien och mat averstane war, mir brauchen e Contrôle parlementaire. A mir waren och der Meenung, an ech sinn och nach haut där Meenung - dat ass wéi et an Däitschland ass, mir hunn eis vill op déi Däitsch Servicer orientéiert -, déi Däitsch hunn en Trennungsgebot tëschent Geheimdéngscht a Polizei, an dat wollte mir

och hunn. Dat hu mer jo och nach ëmmer. Mir hu vill driwwer diskutéiert, mä wéi mer zu deenen Diskussioune komm sinn, alles dat weess ech net, fält mer schwéier fir ze soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Kënnt Dir eis dann an engems och e bësse beschreiwen, wéi d'Verhältnis war tëschent dem Service während Ärer Zäit engersäits, dem Parquet op där anerer Säit, respektiv der Police, d'Zesummenaarbecht an d'Verhältnis.

M. Charles Hoffmann, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ganz schlecht! Ganz schlecht! Ech kommen awer och op dee Punkt zeréck. Ech soen lech, ech si ganz éierlech, mir hate bal keng Relatioune mat anere Verwaltungen, aner Servicer, mat der Polizei. Ech wollt dat änneren. Et ass eng Zäit ginn - an do fannt der vläicht Tracen erëm, wann Der am Archiv kuckt -, wou ech verschidde Leit an de Service invitéiert hunn.

Ech wëll se awer net mam Numm nennen, well ech net méi jiddwereen an Erënnerung hunn, an da wëll ech net déi eng nennen an déi aner net. Ech hu verschidde Leit an de Service invitéiert: Politiker an héich Beamten aus anere Verwaltungen. An ech hu mat engem Overhead-Projekter deene gewisen, wéi de Service opgebaut ginn... also opgebaut war a wat seng Missioune waren, seng Aktivitéiten a seng Problemer. Ech wollt dee Service demystifiéieren. Et ass mer net gelongen. Et ass mer net gelongen. Ech weess net duerch wat fir eng Ursaach. Voilà. Mä do missten Tracë wahrscheinlech do sinn, déi Leit déi ech invitéiert hat, deenen ech e Briefing ginn hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech wollt just eppes froen iwwert d'Aarbechtsaart a -weis. Et gëtt nämlech geschwat engersäits vun de Kaarten an et gëtt awer och vun Dossiere geschwat.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An et gëtt awer och, dat hat Der am Ufank gesot, et si jo awer, wann eng Filature gemaach gouf, da sinn awer där Rapports d'observations gemaach ginn.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat ass jo awer schréftlech par définition. An ech mengen, déi hutt Der jo och gesinn. Mä wat esou an den Dossier koum, ass dat net - ech hu gemengt dat esou ze verstoen -, ass dat net eenzel vun deenen 30 Collaborateuren am Fong e bëssen op d'Gutdünken gemaach ginn an dat ass an den Dossier geluecht ginn, an de Chef, ween ëmmer et och war, huet net onbedingt all Owend kontrolléiert, wat dann elo an déi verschidden Dossieren do komm ass?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ausser wann en eben eng prezis Fro hat, wéi Dir virdru gesot hutt: Hu mer eppes iwwert deen oder deen? War dat do d'Aarbechtsaart a -weis, datt am Fong jiddweree vun deenen 30 dat e bëssen individuell no Gutdünken gemaach huet?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Esou war et ganz genau. Also esou war et ganz genau. An dat heescht, wann op eng Persoun oder eng Organisatioun, op iergendee geschafft ginn ass, da war eng Persoun, gewéinlech een aus dem Service, deen deen Dossier gefouert huet. An deen huet den Dossier alimentéiert. En ass awer net mech froe komm, ob en dat däerf dra leeën oder net an esou virun. Ech wosst selwer net, wat alles an deem Dossier wär. Ech hunn lech jo och gesot, och dee Fichier oder Dossier, do gëtt vill Confusioun gemaach; do hutt Der och recht. Ech hunn e praktesch ni gebraucht, ni opgemaach. Ech hunn en och net gebraucht. Voilà also do ass Fortschrëtt dran ze maachen. Do ass keen Zweifel drun. Awer mat der Elektronik, mengen ech, kann een dee Problem och besser léise wéi wann alles manuell ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Madame Polfer nach eng Kéier.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Kéint ee soen, datt hautdësdaags vill vun deene Saachen, déi do drageluecht gi sinn, een einfach iwwer Google géif nosichen? Neen, wann ech nämlech zum Beispill héieren eben, wie war Kandidat bei wéi enger Partei an enger Zäit wou een eben nach net déi informatiséiert Informatiounen an der Sekonn konnt kréien,...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Genau.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ...kann ech mer virstellen, dann huet ee sech déi och emol erausgeholl. Mä hautdësdaags ginn ech dovun aus, datt esou Saachen net méi an en Dossier kommen. Well all Mënsch déi ka mat engem Klick direkt kréien a wahrscheinlech souguer méi prezis a méi komplett.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Huet dat d'Aarbechtsaart a -weis och schonn zu Ärer Zäit staark verännert? Oder sinn awer nach ëmmer esou klassesch Dossieren ugeluecht ginn?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et fält mer schwéier dorobber ze äntweren, well ech deen Dossier a Fichier net kannt hunn am Fong geholl. Also ech wosst, dass mer esou eppes haten an ni gebraucht hunn. Also et fält mer ganz schwéier dorobber ze äntweren. Do hat jiddwereen Zougang dozou. An deene Fichieren, wéi gesot, do sinn heiansdo ganz kuerz Informatiounen dra gewiescht. Deen doten, deen ass eng Kéier op Moskau geflunn oder esou. Esou Fichiere ginn et bestëmmt masseweis. Et sinn och Fichen dra vun der ANS. Deen huet eng Enquête de sécurité, da besteet do och en Dossier driwwer. An dann allgemeng Informatiounen, wat fir Leit kandidéiert hu fir Wahlen. Dat ass awer net politesche Spionage gemaach. Dat ass just fir ze wëssen duerno, wann een eis opfält: Ouh, ass deen och an der Politik engagéiert! Ass deen... Dat ass eng Informatioun, déi ee brauch dee Moment.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meyers an den Här Urbany. An den Här Meisch.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här Hoffmann, Dir hutt eis gesot, dass Der nom Kale Krich probéiert hätt fir de Service ze reorientéieren.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Do ass meng Fro: Huet dat Gesetz, wat Der deemools hat, lech déi gesetzlech genügend Basis gi fir dat ze maachen? Zum Beispill fir géint den

Espionnage économique ze schaffen an esou virun? Dat ass eng éischt Fro. An eng zweet Fro ass: Dat Gesetz vun 2004, wou Der selwer sot, Dir hätt och matgeschafft fir dat, wat soll kommen...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- ...sidd Der der Meenung, dass déi Missiounen, déi dat Gesetz elo huet,...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- ... - dat besteet elo d'nächst Joer zéng Joer -...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- ...sidd Dir der Meenung, dass déi Missiounen, déi elo do ëmschriwwe sinn, genügend si fir der Aufgab vum Geheimdéngscht vun haut ze entspriechen?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech si frou, dass dat Gesetz vun 2004 emol éischtens d'Missioune vill méi preziséiert wéi dat Gesetz vun 1960. Dat ass eppes. Et ass fir mech e grousse Fortschrëtt. Ech hu jo och selwer vill dorunner geschafft. Och, dass mer dee Contrôle parlementaire hunn ass och fir mech e grousse Fortschrëtt. Ob et elo awer genügend ass? Et kann een ëmmer besser maachen.

Ech hoffen, dass, wann dat heiten alles eriwwer ass, déi ganz Phas hei vun der Enquête, dass dann de Service ganz kloer Missiounen, Kritären an esou viru kritt, dass e ganz genau weess wou en drun ass. Well Dir kënnt mer fräi gleewen: Et ass schwéier fir déi Fonctionnairen, déi do sëtzen, déi eis och de Moment nokucken an net richteg wëssen... Ech hu jo gesot: Si sinn desorientéiert, well net genuch prezis ass.

Am Gesetz vun 1960 stoung och zum Beispill dran, dass d'Relatioune mat anere Verwaltunge géifen iwwer Règlement grand-ducal bestëmmt ginn; et ass awer ni gemaach

ginn. Ech kann net derfir. Et ass ni gemaach ginn. Firwat weess ech net. An ech hätt gär gehat et soll prezis sinn. Ech hunn och Stagen an Däitschland gemaach. An ech hu fonnt, dass dat eng ganz demokratesch Aart a Weis ass, wéi déi hir Servicer féieren. Voilà.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, wann een esou héiert, Är Aktivitéit vum Fichéieren hätt am Fong geholl zu 90 Prozent bestanen aus Zeitungsartikelen erausschneiden,...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...„open sources" verwäerten,...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...déi et deemools ginn ass, dann huet een awer schwéier sech kënne virstellen, dass et sech virun allem ëm, wéi Dir sot, Contre-espionnage oder terroristesch, wéi Dir se nennt, Extrême-gauche-Gruppéierunge wéi d'RAF an Däitschland gedréint hätt. Wéi wann déi ganz Aktivitéit nëmmen dodrëm gedréint hätt. Dat ass awer iergendwéi widderspréchlech mat deenen Informatiounen. Dass awer och iwwer Organisatiounen an iwwer Leit hei am Land regelméisseg Saache gesammelt gi si wou ee weess, an et sinn e puer Beispiller genannt ginn, dass se wierklech nu guer näischt um Hutt hu weder mat Espionnage nach mat Bommenattentater. Déi eenzeg Bommenattentater, déi et jo bekanntlech zu Lëtzebuerg gi sinn, dat ware bestëmmt keng lénksextrem. Esou wéi een de Moment alles draus eraushéiert, weess een, dass et éischter an deen aneren Eck hin tendéiert huet.

Also dat fält eis awer schwéier fir ze mengen, dass do guer keen innepolitesche Spionage am eigentleche Sënn vum Wuert sollt stattfonnt hunn. An ech wëll awer drop hiweisen, dass Är Missioun, laut Ärem Gesetz, deemools just d'Sécurité extérieure de l'État begraff huet. Sécherlech net déi innepolitesch Aspekter. Wéi erkläert Der Iech dat?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech sinn... Ech hunn och ni versicht ze soen, dass den Archiv zum groussen Deel mat Zeitungsartikele gefëllt war. Dat hunn ech net versicht ze soen. Ech hu gesot, dass am Archiv och Informatiounen d'intérêt général dra waren. Och waren der dran. Et ass och net esou, dass jiddwereen, deen eng Fiche kritt huet, dass deen als béis gestempelt ginn ass, dass dat e Feind war oder esou. Dat soll een net mengen. Et ass just, en huet eng Fiche kritt entweder duerch eng Sécherheetsmoossnam oder en ass iergendwou opgefall. Dat Beispill vun de Reesen a Russland ass ganz gutt, mä et sinn ähnlech Beispiller nach vläicht, esou. Mä da war et alles. Dann ass et just geduecht gewiescht fir zu engem spéideren Zäitpunkt, wann en nach eng Kéier opfält, dass mer schonn eng Trace hunn: Ouh hei, e war och deemools esou an esou.

Ech hunn och net geschwat vun Extremlénks-Beweegungen. Neen, den Terrorisme deemools, deen an Europa geherrscht huet, war „d'extrême gauche". Dat hunn ech net esou definéiert, dat ass allgemeng esou. Déi RAF, déi Action directe an esou virun, war Terrorismus mat Idéologie d'extrême gauche. Dat ass net... Vu mir kënnt dat net. Dat ass international esou definéiert ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- E war deelweis awer och duerchsat mat...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- E war deelweis awer och duerchsat mat Sécherheetskräften a mat der Extrême droite an esou weider, déi en an eng gewësse Richtung wollten hindrängen. Zum Beispill d'Cellules communistes combattantes an der Belsch, do muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob dat eng lénksextrem Organisatioun war oder ob et vläicht eng Ënnerorganisatioun war vun iergendengem Geheimdéngscht? Déi Froe sinn och emol an der belscher Press gestallt ginn.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. An den Zeitunge gi ganz vill Froe gestallt an ëmmer esou...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dofir muss een och...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- ...an ëmmer esou Amalgamë gemaach a Fantasmen opgebaut. Ech weess net, wat déi Cellules Communistes Combattantes do gemaach hunn. Ech weess et net. Mä si si mat an den Terrorisme d'extrême gauche vun där Zäit klasséiert ginn. Ob zu Recht oder zu Onrecht, weess ech och net. Bon.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Tueurs fous du Brabant wallon, wat waren déi dann?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, wann Der...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wollt nach eng Kéier op d'Strukturen an d'Décisiounsstrukturen an d'Kontrollstrukturen zréckkommen, déi existéiert hunn am Service respektiv och par rapport zum Ministère d'État. Dir hutt gesot, am Fong Ären normale Kontakt ass gelaf mat engem héije Beamte vum Statsministère.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Fir normal Froen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An dann u sech, wa méi wichteg Froe waren..., nieft där Affär vun den Écouten, wou Der jo musst d'Ënnerschrëft vum Premier hunn, an déi sidd Dir awer och ëmmer selwer siche gaangen. Dat heescht: Wéi war dat organiséiert? War dat, hutt Der lech regelméisseg getraff? Hutt Dir ugefrot? Huet de Premier, wéi war et beim Här Santer? Wéi war et beim Här Juncker? Wéi war dat organiséiert? Fir eis emol e Bild ze maachen, wéi eigentlech déi Zesummenaarbecht do fonctionnéiert huet.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Also, mir hunn eis net oft getraff. Dat hunn ech och scho virdru gesot. Et ass méi iwwert déi héich Fonctionnairë gelaf. Dat ass emol de Punkt Nummer eent.

De Punkt Nummer zwee ass: Do ass et keng Regel ginn. Wann eppes ganz Wichteges war, ech konnt de Premier uruffen an e Rendez-vous froen. Dann hunn ech e bannent e puer Deeg kritt. Wann e vun enger Rees erëm war oder esou, dann hunn ech e kritt. Oder hie konnt mech froen. Bon, hie konnt mech ruffen. Mä dat war éischter selten. Also dat ass nëmmen an „de rares occasions". An ech weess och net méi, déi Themen, déi mer esou beschwat hunn, do kann ech lech näischt méi driwwer soen. Wierklech, ech weess et net méi! Wierklech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat war och..., beim Här Santer a beim Här Juncker, war do keen Ënnerscheed?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Do war praktesch keen Ënnerscheed, neen, neen!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci. Dir hutt e puermol gesot, dat oder dat huet de Service sécher net gemaach, op jidde Fall, Dir hätt näischt dovunner gewosst...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...an Dir hätt gewëssen Aktivitéiten...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...och ni autoriséiert. Dat kléngt awer esou, wéi wann Der net géift ausschléissen, datt aner Elementer, eenzel Elementer, eenzel Gruppen, eenzel Abteilungen, eenzel Leit vläicht aus dem Service gewësse Saachen awer gemaach hätten, ouni den Accord vum Direkter, ouni d'Wësse vum Direkter. Dat heescht, dat schléisst Der net aus. A kënnt Der lech, sou wéi de Service déizäit organiséiert war, an och d'Charaktere vläicht vun eenzelne Mataarbechter, kënnt Der lech dat virstellen, datt dat geschitt wär?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, et ass näischt onméiglech. Et ass näischt onméiglech. Mä ech hunn - vis-à-vis vu mir an där Zäit, wou ech Direkter war - kee Verdacht. Ech hu wierklech kee Verdacht. Ech hat och heiansdo Problemer mat de Leit. Ech mengen, dat bleift net aus. Do, wou Mënsche sinn, do „mënschelt" et, dat ass ganz kloer. Awer ech hu kee Verdacht.

Och zum Beispill am „Stay Behind": Do hunn ech haut erëm gelies, dass do awer vläicht e lëtzebuergeschen „Stay Behind" an engem Manöver am Norden drun deelgeholl hätt oder esou. Dat kann net sinn! Déi Leit, déi ech am „Stay Behind" hat, an net d'Agenten, mä déi Leit, déi den „Stay Behind" geféiert hunn, déi d'Agente geféiert hunn, an déi hunn ech nach haut honnert Prozent Vertrauen. Dat ware ganz éierlech, wierklech Leit. Déi hätte mech net ugeschmiert. Also do sinn ech iwwerzeegt dovun, sinn ech fielsefest iwwerzeegt!

Natierlech, ech hat net nëmmen déi, ech hat och anerer. Et kéint sinn, mä ech gleewen et net. Ech gleewen net, dass mir dat geschitt ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht vun 1995, neen, vun 1985...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- '85.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...bis 2003...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...ass net eng Kéier eng Situatioun opgetaucht, wou Der iergendwéi e Verdacht hat oder d'Gefill hat, do géif een op eege Fauscht schaffen?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi ass ni opkomm, déi Situatioun.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ass eng Wuertmeldung nach?

Mir kënne vläicht nach op e puer Operatiounsmethoden zréckkommen. Ech mengen, et gëtt jo net nëmmen d'Écoute an et gëtt net nëmmen elo d'Filature, et gëtt jo och nach zum Beispill de Retraçage vu Kommunikatiounen, ouni dass...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...ofgelauschtert gëtt.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi war do d'Regel? Wien huet dat décidéiert? Wie wousst dovunner? Wat waren do d'Prozeduren? Da kënnt et jo och vir, ech denken, dass dat exzeptionell och vun lech gemaach gëtt, dass Leit effektiv infiltréiert ginn an Associatiounen oder esou. Et ass jo och eppes, wat d'Police mécht. Do hu mer eng Regel fir d'Police. Nach net laang hier, mä mir hunn awer entre-temps eng Regel fir d'Police. Sinn esou Saachen och zu Ärer Zäit gemaach ginn? An och do: Wien hëlt do d'Décisioun? Wéi gëtt dat kontrolléiert? Et ass déi Fro, déi ee sech stellt. Dat heescht, wéi ginn all déi eenzel Methoden, déi Der als Aarbechtsmethoden uwennt, wéini gi se ugewennt, no wat fir enge Kritären? A wéi ginn d'Décisioune geholl? A wéi geschitt d'Kontroll eigentlech vun all deenen Aarbechten?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also Retraçagen, Här President, hu mir ni gemaach! Hu mir ni gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass zu Ärer Zäit net gemaach ginn?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, well mir hätten dofir den Appui vun der Post gebraucht an dann och d'Autorisatioun vum Premier. An dat hätt missen iwwert déi Kommissioun vun dräi Riichtere lafen. An dat ass, souvill wéi ech mech erënnere kann, ni geschitt. Mir hunn entweder Écoutë gemaach oder näischt gemaach! Also bon.

Dann: Recrutement vu Quellen, vu mënschleche Quellen. Also dat war, loosse mer éischter emol soen: vun Informateuren. Dat sinn heiansdo kleng Informateuren, déi occasionnellement fir eppes gefrot ginn, wou ee weess: Hei, ma dee war derbäi, dee kennen ech gutt oder ech kennen een, deen dee kennt, fro deen emol oder esou. Bon, dat huet jiddwereen à sa guise gemaach. Do war guer kee Problem.

Déi Quellen, déi mer bezuelt hunn, do ass eng Kéier e Litige opkomm: Do wollte verschidde Leit hunn, dass déi Quelle sollte kengem soss bekannt si wéi deenejéinegen, déi se bezuelen. An do hunn ech gesot: „Neen!" An dat war e Bras de fer ginn am Service. Do hunn ech gesot: „Neen, wa mir Sue virstrecken, déi vum Stat sinn, ech hunn d'Verantwortung vum Stat, da wëll ech wëssen, wien et ass. An ech muss de Feu vert ginn, fir dat ze maachen." An esou war et och.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Waren och esou Quellen an Organisatiounen ageschleisst?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Pardon?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Waren och esou Quellen an Organisatiounen täteg respektiv hutt Der Leit do erageschleist an Organisatiounen, fir Saache gewuer ze ginn?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ka sinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Fir Beobachtungen ze maachen?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ka sinn. Jo. Ech hunn elo net alles am Kapp esou. Zwar mir hate ganz vill Sourcen, Informateuren a Quellen an esou, ech kann net ganz konkret äntwerten. Awer ech..., et ass méiglech, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wat fir e Genre vun Organisatioune waren dat? War dat zum Beispill d'Kommunistesch Partei deemools?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech nenne keen Numm hei, weder vun enger Persoun nach vun enger Organisatioun. Et war, wann et Organisatiounen oder Persoune waren, ëmmer deeselwechte Kritär: Et waren déi, déi ganz enk Verbindungen haten zum potenziellen Ennemi.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Kuerz dozou: Déi Methoden do, dat gëtt jo och bei auslännesche Geheimdéngschter awer applizéiert, oder net? Afilteren an Organisatioun?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Pardon, ech hunn elo d'Fro net richteg verstanen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir hutt elo gesot, dass Dir net ausschléisst, dass do Leit ageschleist gi wieren. Mä dat si Methoden, déi och bei auslännesche Geheimdéngschter fonctionnéieren.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ageschleist wou mengt Der?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Bei Organisatiounen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Bei Organisatiounen? Neen, dat hu mir net gemaach. Also, do kann ech mech op alle Fall net erënneren, dass mir elo sollen zu engem Typ, deen neutral war, gesot hunn: „Kuck, dass du do ënnerkënns", esou eng Operatioun hunn ech net an Erënnerung.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Eng prezis Fro, Här President, wann et erlaabt ass. Mir hunn zum Beispill eng Mitgliederlëscht vun der LCR fonnt an Ärem Archiv. D'LCR hat...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...kee Kontakt mam potenziellen Ennemi. Et war..., éischter ware se selwer ganz feindlech agestallt. Si si souguer vläicht vun zwee Déngschter iwwerwaacht ginn deemools.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, LCR steet...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ass dat opgrond vun esou enger Aschleisung méiglech gewiescht?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. LCR steet fir Ligue Communiste Révolutionnaire.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, eng trotzkistesch Organisatioun, déi ganz staark verfeindet war, ganz staark verfeindet war mat de Stalinisten, zum Beispill.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech kennen déi Detailer net. Mä ech mengen, den Numm eleng, déi Adjektiver, déi dra sinn: „communiste révolutionnaire", do gëtt et kee Geheimdéngscht, dee sech net derfir interesséiert. Dat kann ech mer elo net gutt virstellen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass awer interessant!

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- An dann: „Communiste révolutionnaire" a Sécherheet vum Stat, ech mengen, dat ass schwéier kompatibel. Et gëtt kee Geheimdéngscht, dee sech net derfir interesséiert hätt. Mä wat mer awer elo do sollte gemaach hunn, dat weess ech net. Also, dass mer do sollten..., mir hunn lech ni ofgelauschtert! Also bon.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech war éischter am anere Veräin.

Mä trotzdeem ass jo awer dat eng Ausso, mengen ech, déi jo awer interessant ass: dass et duergeet an eiser Gesellschaft, kommunistesch Iddien ze hunn oder radikal sozialistesch Iddien ze hunn, haut vläicht radikal ekologesch Iddien,...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass net datselwescht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...dass dat duergeet, fir d'Statssécherheet a Fro ze stellen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech mengen, Ekologie a Kommunismus ass net datselwecht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass net datselwecht. Et kann awer vläicht datselwecht sinn.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä op jidde Fall, mä op jidde Fall...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat eent féiert heiansdo zu deem aneren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä op jidde Fall fest steet, dass et haut nach Bewegunge gëtt, déi zimlech radikal sinn um gesellschaftleche Plang. Et kënne gewerkschaftlech Bewegunge sinn, déi zimlech radikal sinn. Et ka radikal ekologesch Bewegunge ginn, déi an engem gewësse Sënn, kann een da soen, d'Statssécherheet a Fro stellen.

Ass dat esou ze verstoen? An ass dat da Géigestand vun engem Geheimdéngscht, deen als Missioun laut Gesetz huet: la sécurité extérieure de l'État? Dat ass awer interessant.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Text 1960.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, dat kéint eventuell esou sinn, datt, ech soen, wann et esou eng radikal Organisatioun gëtt, déi aktiv terroristesch täteg gëtt oder esou Saache mécht, wann dat esou radikal ass, da gëtt se eng Zilorganisatioun vun engem Geheimdéngscht. Dat ass jo normal.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also, déi Organisatiounen hu bestëmmt ni Bomme geluecht. Wat verstitt Der ënner Terrorismus dann?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Oh, also aus där Diskussioun halen ech mech eraus. Ech si kee Philosoph.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Missioun vum Geheimdéngscht ass awer haut den Terrorismus. Also, brauch ee kee Philosoph ze sinn, soss misste jo lauter Philosophen am Geheimdéngscht sëtzen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech wëll hei net jugéieren iwwert d'Gescheitheet oder d'Netgescheitheet vun de Froen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Déi...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Keng Zwiegespréicher hei.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Déi Fro, Här Hoffmann, déi mer opkënnt, wann ech elo déi Remarquen och vum Här Urbany héieren an Är Interrogatiounen: Hutt Dir, gëtt et, gouf et am Geheimdéngscht, wat ee géif nennen Analystes politiques? Dat heescht Leit, déi Analysë géife maache fir de Geheimdéngscht vun der bestehender politescher Situatioun, wou och eben déi Distinctiounen dra sinn, d'Kommunistesch Partei ass net d'LCR. Bei Extremistemouvementer sinn Éléments d'extrême gauche, och Éléments d'extrême droite, déi sech heiansdo joignéieren. Et gëtt do villes, wat zesummekënnt, a fir dat richteg ze verstoen, ass et jo, gëtt jo an deenen aneren, deene grousse Geheimdéngschter gëtt et esou eng Sektioun vun Analys.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Hutt Dir dru geduecht, fir esou eppes ze maachen? Oder hutt Der esou e Secteur?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Also, ech wéilt, mir hätten déi Analysë kënne maachen. Mir hu se net gemaach. Mä ech wéilt, mir hätte se kënne maachen. Mir hunn awer ganz vill Analysen aus dem Ausland kritt, dat muss ech soen, vu Partnerdéngschter, déi eis där geschéckt hunn. Mir hunn eis och dorobber da baséiert. Awer mat menge 27 Leit, déi ech hat, an dem Volume vun Aarbecht, an dann och den Niveau vun de Leit war net ëmmer, fir Analysen ze maachen, hat ech net déi Méiglechkeet. Awer dat hunn ech regrettéiert. Dat ginn ech ganz gären zou.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Hoffmann, Dir hutt virdru gesot, Dir hätt entweder mam Premierminister oder mat engem héije Beamten aus dem Statsministère Kontakt gehat. Sinn et aner Leit aus dem Service ginn, déi och mam Ministère, mam Statsministère oder mam Premierminister Kontakt haten?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ass dat exklusiv iwwer lech gelaf?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass iwwer mech gelaf. Souvill wéi ech weess jo. À moins, dass par hasard eng Kéier een ee begéint huet oder esou. Dat kann ech net ausschléissen. Awer soss de Kontakt mam Premier ass ausschliesslech iwwer mech gelaf. Emol wann ech net do war, dann hunn ech mäin Adjoint geschéckt, fir Écouten ze maachen, do war souwisou alles preparéiert. Dat jo. Dat ass virkomm. Awer soss de Kontakt mam Premier war mäin Domän. Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- An Dir hutt net matkritt, datt do Couloiren op waren, wou communiquéiert ginn ass…

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Claude Meisch *(DP)*.-…laanscht lech gaangen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech wollt nach froen, wéi laang ass dann do déi Iwwerwaachung do gewiescht, wéi laang huet déi Iwwerwaachung do stattfonnt?

Zum Beispill, ech huelen d'Beispill vun der LCR. Bis a wat fir eng Zäit era sinn déi nach iwwerwaacht ginn? A wéi systematesch war déi Iwwerwaachung? Sinn do och, ass et do och duergaangen, dass ee wousst, do ass ee Member vun deem Veräin, also gëtt en och systematesch mat iwwerwaacht, oder wéi ass dat gelaf?

An ech wollt och froen: Hutt Dir do Berichter gemaach un d'Regierung?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Hu mir do…?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Berichter iwwert déi Iwwerwaachunge gemaach? Sinn iwwerhaapt Berichter gemaach ginn déi Zäit doriwwer, wat Der vun Objeten hat vun Ären Untersuchungen?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Dat sinn zwou Froen. Déi lescht beäntwerten ech lech direkt. Mir hunn näischt Schréftleches gemaach. Mir hu just mëndlech geschwat. Ech hat net d'Méiglechkeet, d'Personal, fir dat schréftlech ze maachen.

An dann deen Terme „iwwerwaacht" vun LCR hunn ech net gebraucht. D'LCR huet eis wuel interesséiert. Well den Numm et jo och scho seet, dass et…, mä awer vun Iwwerwaachung genau hunn ech net geschwat. Ech ka mech un näischt esou erënneren. Ech hunn lech gesot, mir hunn net ofgelauschtert. Bon.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä Leit infiltréiert eventuell?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Awer Leit infiltréiert? Leit infiltréiert an de Veräin, respektiv Leit dra gehat, déi lech informéiert hunn?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech froe mech, wou déi Lëschten dann...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Wuertmeldungen? Froen un den Zeien?

Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ären Nofolger huet an deem Gespréich mam Här Juncker gesot, de Service hätt keng Mémoire. Et wär eppes wéi eng Blackbox, déi en do virfonnt hätt.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn dat...

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat sot Dir do derzou?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn dat regrettéiert, dass en dat gesot huet, eng Blackbox. Also, hie war awer -ech weess net - zéng Joer am Service oder esou, en hätt en Zäit gehat, fir déi Box ze öffnen. E war awer op wichtege Fonctiounen, e war Chef de branche an duerno war e Chef vum Service. En hat, hätt laang Zäit.... Ech weess net, wat en domadder gemengt huet, mat där Blackbox. Mir hu keng Mémoiren. Dat stëmmt. Mir hu jo och keng schréftlech Rapporte geschriwwen. Et war net, ech hat d'Leit net derzou. Wierklech net. Awer fir déi Blackbox fir de Marco Mille, ech hunn dat och gelies an der Zeitung, an ech hunn... Wat mengt den domadder? An dann hätt e wierklech Zäit gehat, fir kucken ze goen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä wann et keng schréftlech Rapporte gi sinn iwwert déi eenzel Aktivitéite vum Service an dat iwwer Joren ewech, ass et jo ganz schwéier, fir haut nozevollzéien, wat de Service genee gemaach huet, an och auszeschléissen, wat en net gemaach huet.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat huet e gesot kritt, awer en huet jo mat mir geschwat, awer…

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä wéi ass Är Aschätzung do? Wann Dir sot, mir hu kaum Rapporte geschriwwen, Dir hat d'Leit net do derfir, dann ass et awer mat engem Recul vun zéng oder vun 20 oder vläicht souguer vun 30 Joer ganz schwéier ze beuerteelen: Wat ass da wierklech dee Moment am Service geschitt?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, fir de Passé erëm ze retracéieren, dat ass heiansdo schwéier. Do ginn ech lech vollkomme recht. Ech hat och déi Schwieregkeet. Mä, et ass alles bäi eis mëndlech gelaf. Ech hunn him meng Erfahrunge gezielt, an, jo, an en hat Accès zum Dossier, wann en eppes wollt kucken.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann Dir zu Ärer Zäit an de Passé dann eppes wollt erëmsiche goen, wéi hutt Der lech dann ugeluecht?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu gefrot. Leit, déi méi al ware wéi ech, méi laang am Service ware wéi ech, déi hunn ech gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Hoffmann, an deem opgezeechente Gespréich Premier/Marco Mille geet och Rieds, de Mille mécht eng Referenz op Rumeuren, déi bestanen hätten, dass Dir...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Op?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Op Rumeuren, déi e matkritt hätt, dass Dir vläicht selwer souguer ofgelauschtert gi wäert, sengerzäit, vu Membere vum Personal.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat kënnt Der derzou soen, respektiv wou kënnen déi Rumeuren hierkommen?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Oder wat seet dat aus vläicht, dass esou Rumeure bestinn, iwwert d'Klima vläicht och an deem Service?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. O.k. Also, ech si mer net bewosst, ech ka mer och net virstellen, dass ech soll ofgelauschtert gi sinn. An ech hunn och, wéi ech dat doten hei gelies hunn an der Zeitung, e Kolleeg gefrot, deen am Service war déi Zäit. Ech sot: „Weess Du eppes dovunner, dass ech soll...?" Keng Ahnung!

Elo maachen ech, erlaabt mer e bësse Spaass, laut dem Marco Mille sinn der dräi ofgelauschtert ginn: de Grand-Duc, de Premier an ech. Wa meng Mamm nach géif liewen, déi wär onheemlech stolz op mech, fir an där Hierarchie do ze schwammen.

Also, neen, ech ka mer net virstellen, dass ech soll ofgelauschtert gi sinn, wierklech net. Ech weess och net, wat se ofgelauschtert hätten.

Ech hat emol heiansdo Litigë mat eenzelne Leit, wéi ech Iech virdru gesot hunn, dass Leit do wollten Agente bezuelen, ouni mer ze soen, wien et wär. Ech sot, neen, dat maache mer net, dat gëtt et net. Do ware se natierlech déck getouft, mä wat hätte se bei mir ofgelauschtert? Wat hätte se...? Ech ka mer guer näischt drënner virstellen. An ech hunn och guer kee Verdacht dorobber.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi Rumeur do, déi hutt Der fir d'Éischt héieren, elo?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Fir d'Éischt héieren elo. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt just d'Fro stellen. Et kann ee jo résuméieren am Fong, dass Der vun 1960 - résuméieren ass vläicht e grousst Wuert -, mä Är Haaptaktivitéit vun 1960 bis 1991, Dir hutt lech jo dora beschäftegt, als Geheimdéngscht, Dir waart jo net ëmmer do derbäi, virun allem, dass den Ennemi, wat de Warschauer Pakt…

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*-…haaptsächlech déi Zäit war. Duerno 1991, wéi de Warschauer Pakt sech opgeléist huet,…

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*-…si jo vill aner nei Aufgaben op lech zoukomm, wat sech da virun allem an dem Terrorismus niddergespillt huet.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hutt Dir och an deenen Zäiten, et ass elo ëmmer geschwat ginn hei vun Observatioun vum Warschauer Pakt a vu lénke Mouvementer. Dir hutt awer och hei zu Lëtzebuerg, op alle Fall hat ech dat emol an Erënnerung, dass mer esou Dossiere gesinn hunn, dass Der och riets Bewegungen, op alle Fall eng, déi emol zu Téiteng ugesiedelt war, dass och esou Dossiere gemaach gi sinn, an dass och doriwwer gesammelt ginn ass, genausou wéi iwwert deemools d'World Anti-Communist League, do hutt Der jo och Donnéeë gesammelt.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass jo net also nëmmen an eng Richtung gekuckt ginn, mä et ass an déi zwou Richtunge gekuckt ginn.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Ech si frou, dass Der déi Fro do stellt, well dat ass wierklech Tatsaach. Mir hu souguer an deem extrem rietsen Domän och Écoute-téléphoniquë gemaach, dat ass et och ginn. Jo, mir hunn do Operatioune gemaach, also egal, et war den Extremismus, deen eis interesséiert huet, egal vu wat fir engem Bord dass e war. Extremismus, Terrorismus, wann eng Gefor war fir d'Land, dass géif d'Demokratie ofgebaut ginn domadder, dann huet et eis interesséiert, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany an den Här Lux.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also, d'World Anti-Communist League, WACL genannt deemools, hutt Der also och iwwerwaacht?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech héiere ganz schlecht. Ech kréien d'nächst Woch en Hörapparat, also ech héiere ganz schlecht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi World Anti-Communist League, vun där den Här Spautz geschwat huet, hutt Der déi och iwwerwaacht?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi wat, den...?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- World Anti-Communist League.

Une voix.- WACL.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Aah! Neen, souvill wéi ech weess, net. Neen, ech weess och net..., ech weess, dass et esou eppes ginn ass, awer méi weess ech net driwwer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Da musse mer den Här Spautz froen, wouhier hien dat weess.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mä ech wëll och hei net soen, wie mer iwwerwaacht hunn a wie mer net iwwerwaacht hunn. Also dat, mengen ech, dat wëll ech net hei soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Hunn ech elo richteg verstanen, dass Der gesot hutt, et wäre souguer Écoutë ginn an dem Milieu d'extrême droite?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Richteg.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- An Dir hutt virdru gesot, an dem Milieu d'extrême gauche wär et dat ni ginn. Hunn ech dat richteg elo verstanen?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, dat wär esou gewiescht, jo. Ech mengen also, jo, à moins dass ech mech un eppes net..., ech mengen, dat wär esou gewiescht, jo!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et ass Mäerchestonn!

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et hänkt ëmmer vun der Gravitéit och vum Extremismus of. Also da muss een..., jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Eng Detailfro: An deem Gespréich tëscht dem Jean-Claude Juncker an dem Här Mille geet jo Rieds iwwert den Informant, den Här M., dee soll dann déi cryptéiert CD dem Service geliwwert hunn, an do gëtt och an engem Niewesaz gesot, deen Här hätt schonn an der Vergaangenheet fir de Service geschafft. En hätt technescht Material geliwwert. Kënnt Dir dat confirméieren? War zu Ärer Zäit iergendwéi Kontakt mat deem Här M.?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Ech weess mëttlerweil, wien den Här M. ass, dat sinn ech gewuer ginn. An deen ass mir ganz onbekannt gewiescht. Ech hunn ni eppes héieren, weder als M. nach a sengem vollen Numm. Also, ech hunn dat fir d'Éischt elo an der Affär do gelies mat der Auer an alles dat. Neen, also fir mech war dat totalement inconnu!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wollt op eng Fro just zréckkommen, well dat mech awer e bëssen intriguéiert, dat ass dat Gespréich, wat Dir elo mam Här Heck schéngt gehat ze hunn elo kuerz virun dëser Sitzung. Waart Dir do Demandeur, fir dat Gespréich ze féieren? Dir hutt jo selwer gesot, Dir hutt elo nei Zuele kritt, wat déi Datei do ugeet.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, ech wollt bei de Service goen, fir e bësselchen Detailer ze kréien, well et ass ze vill laang hier, dass ech eraus sinn, jo. An dunn hunn ech gefrot, well dee Fichier besonnesch, dat louch mer um Mo, well ech ni dra geschafft hunn an et dofir mer hei schwéierfält, fir ganz konkret Äntwerten doriwwer ze ginn. An dat war en Haaptthema, wat mer beschwat hunn. Do huet e mer déi Zifferen do ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Heck?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Heck, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech muss Iech soen, Dir sot hei, Dir hätt ni an deem Fichier geschafft, dofir wär et esou schwéier fir Iech, konkret Äntwerten hei ze ginn. Dir kënnt awer ëmmer direkt relativ zack äntwerten, fir ze wëssen, wat am Fichier dra war. Dir hutt e puermol elo geäntwert, do hutt Der gesot: „Dat do, dat war net dran am Fichier."

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nö, hunn ech…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ben dach, Dir hutt elo e puermol och dem Här Urbany geäntwert: „Neen, dat war net dran." Also dat heescht, entweder wësst Der guer net, wat

am Fichier war, oder dass et just ee ginn ass, an Der sot: „Et war näischt dran", oder sot: „Ech weess, wat dra war", dann...

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, dat dote mengen ech net, dass ech dat dote soll gesot hunn! Ech hu gesot: „Dee Fichier, deen huet eis Informatioune géréiert." Alles wat mer hate vun Informatiounen, huet dee géréiert!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wien hat dann den Iwwerbléck dodriwwer, iwwert dee Fichier?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ma déi Leit, déi dra geschafft hunn, déi do souzen, am Archiv - hu mer och „de Sall" genannt, de Sall -, also déi hunn doranner geschafft. An déi hunn dat iwwerholl vun hire Virgänger an hunn dat esou virugefouert, voilà! Mä ech wousst dans les grandes lignes, wat dra wär, dat ass kloer, mä ech wousst net vun den eenzelnen Dossieren oder Fichieren, fir ze kucken, wat huet deen oder wat huet deen oder esou.

Mä ech ka mer jo gutt virstellen, wat an deem Fichier do dran ass: jiddwereen, deen eis iergendwéi opgefall ass, oder jiddwereen, deen eng Enquête de sécurité gemaach kritt huet, oder allgemeng Informatiounen, déi eis emol kéinten nëtzlech sinn. All déi Informatiounen, déi mer vun den Auslänner gemaach hunn; all Dag si mer bombardéiert gi vun den Auslänner mat Telexen, déi erakomm sinn, masseweis, masseweis, aus alle Länner! Also...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci. Sinn nach weider Froen à ce stade?

Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll zum Schluss den Här Hoffmann froen, en huet... Op déi meescht Froen, déi de Mëtteg gestallt si ginn hei, kënnt Der lech net erënneren oder Dir wësst et net. Gëtt et vläicht eppes Konkretes, wat Der wësst, wat Der eis bis elo nach net gesot hutt?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, also ech ka keng konkret Operatioun hei ervirbrénge mat Nimm an esou virun. Ech weess net, ech wollt lech jo nach méi vum Bommeleeër schwätzen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat wichteg wär fir d'Kommissioun.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat wichteg wär fir d'Kommissioun.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat war d'Fro elo nach eng Kéier, well ech hunn...?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma, ob den Här Hoffmann nach eppes hätt, wat e mengt, wat wichteg wär fir d'Kommissioun, datt se et géif wëssen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, wat ech jo gäre gemaach hätt, dat wär iwwert d'Situatioun an der Affär Bommeleeër, mä ech verstinn, dass dat eben net akzeptéiert gëtt. Do hätt ech nach kënne vill soen, wat dem Service duerno vläicht gehollef hätt.

Dann, wa mer awer praktesch um Ofschléisse sinn, dann erlaben ech mer, eng lescht Remarque awer ze maachen, en marge vun där Diskussioun hei.

Dir wësst jo - dat huet elo mat der Affär Bommeleeër ze dinn, awer just vaguement -, Dir wësst, dass eise Service eng Observatioun gemaach huet op de sougenannten „Fall Geiben", dat weess all Mënsch, et steet um Internet. Ech soen näischt Geheimes hei. Et steet um Internet.

An eise Rapport, dee mir geschriwwen hunn..., déi Operatioun, iwwregens, hu mir net gemaach, mä mir hunn d'Polizei deemools ënnerstëtzt. Si hunn eis gefrot, an dunn hu mir si ënnerstëtzt. Et war hir Operatioun!

Mir hu fir eis e Rapport geschriwwen, fir all Operatioun, all Observatioun ass e Rapport geschriwwe ginn. An ech hat déi Observatioun och genehmegt. Ech hu gesot, dat maache mer, well dat war am Ufank vun der Affär Bommeleeër. Mir hunn alt versicht, dat Bescht ze maachen, fir dann erauszefannen: Wien ass dee Bommeleeër?

Dee Rapport, dee geschriwwe ginn ass, eise Rapport interne iwwert d'Aktivitéit vun eisem Service - ech hunn ni verstanen, firwat dass d'Police net selwer ee gemaach huet an e viruginn huet un d'Justice, dat ass eng aner Fro! Mä am Gesetz vun 2004, do steet, a sengem Artikel 16, dass eng «peine d'emprisonnement jusqu'à cinq ans de prison pour quiconque aura sciemment et en connaissance de cause communiqué, à toute personne non qualifiée pour en prendre connaissance, des renseignements ou des faits de caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement, telles que définies à l'article 2». Dat hei ass also manifestement - dass eise Rapport interne um Internet steet! - eng Entrave géint dat Gesetz do. Eng grave, do si bis fënnef Joer Prisong drop. Ech verstinn net, mä ech si kee Jurist, firwat dass do net enquêtéiert gëtt an dass dat keen Thema ass!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...wat fir engem Internet steet dat?

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ooh, et stoung um Internet, ech hunn et erofgeholl vum Internet, ech kann lech awer elo net d'Referenz vum Internet selwer ginn, mä et stoung um Internet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, ech mengen, mir huelen Akt vun där Deklaratioun do. Méi ass net dozou ze soen. Ech géif lech Merci soe fir Är Deklaratiounen, dass Der versicht hutt, op d'Froe wäitgehendst ze äntwerten. Wéi gesot, haalt lech à disposition, et kann nach sinn, dass mer lech nach eng Kéier eng zweete Kéier ruffen, jee nodeem, wéi nach elo hei eis Enquête weiderleeft. Dann, domadder géif ech proposéieren, dass mer dës öffentlech Sitzung ofschléissen. Ech géif awer d'Kolleegen e Moment nach bieden heizebleiwen, fir à huis clos nach eng Fro vu Prozedur ze klären.

Merci, Dir kënnt goen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mat mir?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, ouni mech, ah, okay, okay.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir sidd fäerdeg.

M. Charles Hoffmann, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Okay, Merci awer. Ech soen lech och Merci an ech si wierklech frou, dass dat heite stattfënnt, well ech kucke mat Optimismus an d'Zukunft. Ech mengen, de Service gëtt besser orientéiert, e kritt kloer Direktiven an e kritt eng Akzeptanz am Vollek, wann e méi prezis gefouert gëtt.

Ech soen lech Merci dofir.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Merci. Domadder wär déi öffentlech Sitzung definitiv ofgeschloss.

Luxembourg, le 5 février 2013

Le témoin, M. Charles Hoffmann

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 05)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, en tant que témoin – vendredi, le 25 janvier 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif da proposéieren, dass mer mat eiser Sitzung ufänken, géif dann och d'fotografesch Press bieden hei de Réuniounssall ze verloossen, fir dass mer eis Aarbechte kënnen ophuelen.

Ier mer zur Auditioun vum Zeien, vum Statsminister, kommen, géif ech just e puer Informatiounen einfach ginn opgrond vun där Décisioun, déi mer d'leschte Kéier geholl hunn, fir eng Versigelung virzehuele vun deem ale Karteienarchiv vum Service de Renseignement. Déi Operatioun ass jo deen Dag drop duerchgefouert ginn - mëttwochs moies - mat Hëllef vun der Police judiciaire. Ech géif just... Iwwregens, muss ech och soen, mat, géif ech soen, enger positiver Mathëllef vum Service de Renseignement selwer, vun de Responsabele vum Archiv bei där doten Operatioun.

Ech wéilt just bemierken hei, fir déi Leit, déi elo an deene leschten Deeg eréischt hir Demande eragereecht hunn, fir dass nogekuckt gëtt, ob se sech an deem Fichier befannen, dass natierlech elo déi dote lescht Demandë respektiv déi, déi nach elo an deenen nächsten Deeg kënne kommen, net fir de Moment kënne behandelt ginn, well eben deen Archiv versigelt ass. An dass ech och ausgemaach hu mam Här Wivenes, dem President vun der Spezialkommissioun, deen eben d'Datebanken an deem dote Beräich ze kontrolléieren huet, dass hie géif déi Demandë sammelen an dass e mer dann en Zeeche géif ginn, wann eng Partie Demanden do wären, dass mer dann eventuell hei gemeinsam décidéieren, eng Levée partielle vun där Versigelung do virzehuelen.

Dat just einfach als Informatioun. Wa Leit elo op Äntwerte waarden, dann erkläre sech déi Délaien zum Deel also doduerch. Mä et ass elo esou, dass dëser Deeg awer, wann dat net schonn haut geschitt ass, och sollen eng ganz Partie éischt Äntwerten un d'Leit erausgoen. Bis elo sinn éischter d'Accusé-de-réceptionen erausgaangen. Elo ginn déi éischt Äntwerten un d'Leit an dësen Deeg eraus.

Voilà, dat just - als Virspan - als Suite vun eiser leschter Kommissiounssitzung. Haut ass den eenzege Punkt op eisem Ordre du jour d'Unhéierung vun engem neien Zeien. Nodeem dass mer d'Direktere gehéiert hunn, déi dräi lescht Direktere vum Service de Renseignement, komme mer elo an eng Phas eran, wou mer u sech déi zoustänneg Ministere géifen héieren: haut den aktuelle Statsminister, de Jean-Claude Juncker, an dann an enger nächster Sëtzung de fréiere Statsminister, de Jacques Santer.

Déi Unhéierung huet ze di mat där Missioun, déi mer vun der Chamber kritt hunn, déi eis d'Missioun ginn huet - ech wëll dat nach eng Kéier hei rappeléieren -, fir d'Méthodes opératoires vum Service de Renseignement vu senger Créatioun aus un - dat heescht vun 1960 un - bis haut ze préiwen, d'Legalitéit ze kucke par rapport zu der Gesetzgebung, wéi se en vigueur war, an dat dann an engem Rapport fir d'Chamber festzeleeën.

Dat ass den eigentleche Kär vun eisen Aarbechten. Ech wëll och nach eng Kéier rappeléieren, dass mer duerch Gesetz, an dat ass net eng Décisioun vum President, duerch Gesetz gehale sinn, eis an eiser Enquête hei an dëser Kommissioun erauszehalen aus Faiten, déi direkt Géigestand si vun enger Enquête judiciaire. Dat gëllt also fir alles, wat sech an Zesummenhang mat dem sougenannte Bommeleeër-Dossier befënnt. Dat gëllt och fir déi Enquêten, déi lafen, u sech iwwert dat Matzeechne vum Gespréich Juncker/Mille iwwer eng preparéiert Auer. Dat gëllt och fir eng méiglech illegal Ecoute, wat den Här M. ugeet. An dat gëllt och fir déi CD, wou eventuell soll e Gespréich tëschent dem Premierminister an dem Grand-Duc opgezeechent gi sinn.

Dat, wéi gesot, sinn alleguerte Faiten, déi Géigestand si vun enger Enquête judiciaire. An déi sinn net Géigestand, déi däerfen net Géigestand si vun eiser Enquêtëmissioun, déi mer duerch d'Chamber kritt hunn. Dat gesot, bleift - an dat hu mer och scho gesinn an

deenen Auditiounen, déi mer virdrun haten -, bleift nach e vaste Aktiounsfeld fir d'Enquête vun dëser Kommissioun.

Wéi bei deenen aneren Zeie wëll ech och den Zeie vun haut, de Jean-Claude Juncker, drop opmierksam maachen, dass e géigeniwwer där Kommissioun hei déiselwecht Verflichtungen huet als Zeien, wéi dat virum Untersuchungsriichter de Fall wär. Wann e mengt, dass en duerch eng Ausso sech selwer kéint belaaschten an dat eventuell eng Strofverfolgung kéint mat sech zéien, da kann e selbstverständlech refuséiere fir auszesoen. An ech muss en och drop opmierksam maachen, wéi all déi aner Zeien, dass u sech et selbstverständlech ass, wann et hei sollt zu enger falscher Ausso kommen, dass dat penal ka belaangt ginn.

Eisen Zeie vun haut huet 58 Joer. Stëmmt dat nach?

Jo, 58 Joer. En ass bestuet. Vu Beruff ass e Statsminister an e wunnt zu Capellen. Sou dass ech dat schonn opginn hunn, da brauch den Zeien dat net selwer zu Protokoll ze ginn. An ech géif dann elo den Zeie bieden den Eed ze leeschten, sou wéi en am Gesetz virgesinn ass, fir d'Wourecht ze soen, déi ganz Wourecht, näischt anescht wéi d'Wourecht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech schwieren et, Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP).- Président.*- Ech ginn Akt vun Ärer Assermentatioun an ech géif proposéieren, dass mer doropshin dann elo direkt an eise Sujet vun eiser Missioun erakommen. Et ass geplangt elo, et hänkt och vum Terminkalenner vum Premierminister of, dass mer bis géint fënnef Auer haut kënne fueren. Selbstverständlech, wa bis dohinner nach net all Froen erschöpft wären, da misst een nach eng Kéier eng Fortsetzung vun dëser Zeienunhéierung plangen. Mä ech mengen, véier Stonnen ass awer eng genügend Zäit fir eng ganz Rëtsch vu Froen hei duerchzehuelen.

Ech géif och probéieren, anescht wéi dat bei der leschter Zeienunhéierung war, eng gewësse Struktur hei an eis Froestellung an d'Äntwerten eranzekréien, wëll och besonnesch d'Membere vun der Kommissioun nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass mer et hei mat enger Auditioun vun engem Zeien ze dinn hunn, dass et hei

net de Moment ass fir politesch Développementer ze maachen allgemenger Natur, mä dass ee sollt wa méiglech prezis Froe stellen, déi dann den Zeien ze beäntwere kritt.

Ech géif emol probéieren, dräi graff Themekomplexer unzeschneide wou ech frou wär, wa mer eis och dann an eiser Froestellung un déi Grenzen do kéinten halen, quitte dass et sécherlech nach an engem..., wann et net méiglech ass vläicht fir alles an där Opdeelung do ze toiséieren, dass een nach kann op eenzel Punkten zréckkommen.

Ech gesinn haaptsächlech emol de Punkt vun de Missioune vum Geheimdéngscht. De Jean-Claude Juncker war jo Statsminister elo an enger Period, wou eigentlech zwee Gesetzer gespillt hunn, an enger Period och, wou sech d'Welt dach awer relativ staark verännert huet, och wat den Aufgabeberäich vun Noriichtendéngschter insgesamt ugeet, wou op där enger Säit eng Rei vu Joren also dee Geheimdéngscht ënnert senger Autoritéit fonctionnéiert huet, ënnert dem Gesetz vun 1960, an dann hie selwer jo och mat eng Initiativ leet fir en neit Gesetz ze maachen, d'Gesetz vun 2004, an dass do natierlech och aner Missiounen ze spillen hu respektiv d'Missioune vum Gesetzgeber anescht definéiert gi si wéi dat nach 1960 de Fall war.

Et ass also interessant, mengen ech, ze gesinn, wéi de Jean-Claude Juncker elo d'Missioune vum Geheimdéngscht gesäit bis zur Reform vun 2004 an dann doriwwer eraus. Well esou wéi d'Missiounen definéiert sinn, dat gëtt eis och natierlech e Bléck op déi Missiounen - operativ Missiounen -, déi ausgefouert ginn am Kader vun deene legale Missiounen, déi de Service als Ganzt huet, wann eis Missioun et jo och ass ze kucken, wéi wäit déi Operatiounen do sech am Kader vun den deemolegen an heitege Gesetzer beweegt hunn. Dat wär also en éischte Pak: d'Missioune vum Geheimdéngscht.

Dann en décke Pak, deen duerno kënnt, dat sinn all Froen, déi mat der Organisatioun vum Geheimdéngscht ze dinn hunn: Recrutement, Contrôle interne, externe, d'Kontroll duerch d'Chamber, all déi Méiglechkeeten, déi do bestinn, wéi den Zeien also dat dote gesäit respektiv mer d'Froen dann zu deem doten Themekomplex géife konzentréieren.

An dann en drëtte Volet, deen ech gesinn, dat wär deen da vun den operative Methode vum Service de Renseignement, d'Fro vun den Écouten, Observatiounen, Infiltratioune

respektiv aner Moyenen, déi de Geheimdéngscht asetzt. An do natierlech d'Fro vun de Regelen, alles. Bon.

An dann, mengen ech, komme mer vläicht op méi speziell Elementer ze schwätzen. Ech géif déi vläicht awer fir de Schluss halen. Déi Fro vun der Kartei selbstverständlech kënnt do mat eran, vun de Karteien. Ech mengen, d'Datebanken haut respektiv de manuelle Fichier, wéi e während Jorzéngten eigentlech do am Service de Renseignement bestanen huet.

An ech mengen, dass mer och natierlech awer och e Wuert musse soen och nach eng Kéier zum Départ vum Här Mille, well dat jo och Géigestand war vun aneren Aussoen, déi Zeien hei gemaach hunn.

Kommt, mir probéieren et emol esou, et ass ganz graff, an esou Themekomplexer hei eis Interventiounen ze regroupéieren. Ech géif also proposéieren, dass mer eis elo emol konzentréieren op de Volet vun de Missioune vun dem Geheimdéngscht. A vläicht eng éischt Reaktioun dozou vum Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech wëll dräi Observatioune maachen.

Fir d'Éischt mech entschëllegen, dass ech mat 2,5 Minutte Retard hei erakomm sinn. Mä ech hu verzweifelt probéiert, dat ass mäin normale Gang, zur viischter Dier eranzekommen. Déi war zou. An dat huet gedauert bis ech den Tour ronderëm d'Haus gemaach hat. An dofir sinn ech e bësse spéit, wat sech bei esou enger Geleeënheet net ganz agreabel ugesäit, wann een et net erkläert.

Dat Zweet ass, dass ech wierklech géint fënnef Auer muss goen, well ech den Owend den Zuch op Paräis muss huelen an dann de Fliger op Santiago de Chile, an e Méindeg de Mëtteg um eng Auer gär erëm op mengem Büro sinn. Dat bréngt mat sech, dass ech mech muss fläissen, souwuel wann ech bis do sinn, wéi och ier ech do sinn, well ech muss nach e puer Saache mer ukucken.

An dat Drëtt ass, dass ech hei wëll all d'Froe beäntwerten, déi mer gestallt ginn, an zu kengem Moment vu mir aus wäert de Huis clos verlaangen. Ech gi mech also, Här President, an Är Hänn fir déi Froen, wa se gestallt ginn, vun deenen Der mengt, dass ech mech net kéint un déi Geheimhalungsflicht halen, där ech ënnerleien, entweder stellen ze loossen, da gi se beäntwert, oder se eben net stellen ze loossen. Ech wäert de Huis clos zu kengem Moment froen. Dat wollt ech lech just vu virera soen. Ech si Wues an Ären Hänn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech probéieren domadder eens ze ginn.

Voilà! D'Kolleege vläicht zu de Missiounen.

Konkret Froen?

Wann net, da géif ech vläicht ufänken einfach. Eng konkret Fro zu de Missiounen. Ech mengen, wann een d'Texter liest, d'Gesetz vun 1960, wat e ganz rudimentairë Gesetzestext war. Do geet et ausschliesslech eigentlech Rieds vun der Sécurité extérieure de l'État. Dat huet geännert eigentlech mam Gesetz vun 2004, wat d'Missioune méi breet eigentlech opgestallt, awer och méi kloer definéiert huet, wéi dat mam alen Text vun 1960 de Fall war.

Mir hunn elo an enger leschter Unhéierung den Här Hoffmann héieren, de fréieren Direkter vum Service de Renseignement während laanger Zäit, deen d'Ausso gemaach huet, ënner him wär et ni eng politesch Spionage ginn. Ech wollt lech froen einfach elo Är Appréciatioun. D'Gesetz vun 1960, d'Applikatioun vun deem Gesetz. Dat, wat elo eigentlech och schonn awer bekannt ass, wat Inhalter vun Datekarteien ugeet. Deelt Dir eigentlech déi doten Aschätzung, déi den Här Hoffmann hei virbruecht huet?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mengen, et ass een däitleche Broch am Ëmgang mam Geheimdéngscht, an och wat d'Iwwerwaachung vum Geheimdéngscht ubelaangt, mam Gesetz komm, wat mer 2004 hei an der Chamber gestëmmt hunn. Dat Gesetz vun 1960 war ee Gesetz, wat engem mat der Zäit keng Satisfaktioun konnt ginn, well et elementaren Oplagen, déi sech an d'modern Législatioun hire Wee gebuert hunn, absolut net méi gerecht ginn ass. En fait war d'Gesetz vun 1960

eent, wat de Statsminister eleng mam Geheimdéngscht gelooss huet, an de Geheimdéngscht eleng mam Statsminister gelooss huet. De Statsminister, dee war an där Funktioun kengem Mënsch Rechenschaft schëlleg.

Dir liest zu Ärem gréisste Gewënn d'Interventioun vum fréiere Justizminister a fréieren Deputéierte Robert Krieps bei der Législatioun iwwert d'Écoutëgesetz vun 1982, deen op deen ondemokrateschen Zoustand do opmierksam gemaach huet an deen och drun erënnert huet, dass e schonn 1975…

Pardon, ech muss mech vläicht méi no vir réckelen, da geet dat besser.

De Robert Krieps huet an där Ried gesot, hien hätt dem Statsminister Thorn 1975 e Bréif geschriwwen, wou e gefrot huet, e géif gären Zougang zum Service de Renseignement kréien an e géif gären do eng Rei vu Froe stellen. Do huet de Statsminister Thorn em geäntwert, dat géif leider net goen. Hie wär eleng dofir zoustänneg an e wier kengem Rechenschaft doriwwer schëlleg.

Dat war awer esou een Zoustand, ee virdemokrateschen Zoustand, deen eis alleguer jo, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, net gefall huet. Et ass dofir och, wou ech, nodeems ech 1995 Statsminister gi war, d'Regierung mat engem éischte Projet de loi 1996 befaasst hunn, fir de Geheimdéngscht nei ze organiséieren, y compris eng parlamentaresch Kontrollkommissioun.

Et ass deemools zu engem spannende Bréifwiessel komm tëscht eenzelne Ministeren an dem Statsminister; dem Minister vun der Force publique, deen haut och President vun der Kommissioun ass, de Justizminister. An do hu mer eis op eenzel Arrangementer net kënnen eenegen. Du si mer virugefuer an där Regierung dono, déi 1999, d'Regierung Juncker/Polfer ugetrueden ass, an déi an hirem Programm stoen hat, dass mer e Gesetz iwwert d'Neifaassung vum Geheimdéngscht géife maachen, un där Reform ze schaffen.

Déi hat ech och 2000 praktesch fäerdeg. An dunn hu mer ugefaangen doriwwer ze diskutéieren. An do ass eppes geschitt, wourun nach kaum ee sech erënnert, mä wat awer en importenten Evenement war. Dat waren d'Attentater zu Washington an zu New York an am Pennsylvania. An dunn hunn ech trotz mehrfacher Opfuerderung vum Parlament, déi

Reform esou séier wéi méiglech ze presentéieren, déi ee Moment op Äis geluecht, well ech observéiert hunn, dass iwwerall wou, an deem Zäitraum ënnert dem Androck vun deenen Attentater an ënnert där sensibeler Menace vun internationalem Terrorismus, a ville Länner d'Gesetzer iwwert d'Noriichtendéngschter an d'Gesetzer iwwert d'Protektioun vum Privatliewen drastesch verännert gi sinn, an zwar an eng Richtung, déi mat sech bréngt, dass vill Länner haut nach ënnert där restriktiver Gesetzgebung leiden.

An dunn huet et mer geschéngt, och well eis Opreegung grouss war, och meng, dass d'Gefor grouss wier, dass ee géif Feeler maache bei där Reform ënnert dem Androck ebe vun deenen Evenementer. An dunn hunn ech ee Moment vu Paus akéiere gelooss, déi ech fir eegent Denken a fir Diskussioune mat villen aneren, dovu sinn der jo e puer heibannen, genotzt hunn, fir dat alles nach eng Kéier ze iwwerkucken.

Ech war awer politesch responsabel fir de Geheimdéngscht ënnert der Égide vum Gesetz vun 1960. A wann ech dem President seng Fro richteg verstanen hunn, war déi: Wéi sidd Der dann ëmgaange mat enger net zefriddestellender Législatioun? An ech sinn domat esou ëmgaangen, wéi ech haut, insofern wéi ech dovu betraff sinn, mat deem Gesetz vun 2004 ëmginn. Ëmmer ënner Berücksichtegung och vun evidenten Oplage vum Gesetz vun 2002 iwwert d'Protektioun vun den Donnéeën.

Ech hunn de Geheimdéngscht kennegeléiert, denken ech, wéi déi meescht aus eiser Generatioun duerch d'Zeitung, duerch Gespréicher, duerch Verdächtegungen, deenen dee Service ëmmer ënnerlouch. Wann ech esou an de 60er Jore u Versammlunge vun der LCR deelgeholl hunn - esou ee Passé hunn ech och -, ass et mer schonn opgefall, dass do net nëmme revolutionär Gestalten ënnerwee waren, mä och anerer, a bei anere Geleeënheeten och, ob dat da Leit vum Geheimdéngscht waren oder Leit vun der Police waren, dat weess ech net. Jiddefalls hat sech bei mir esou d'Bild gemaach: Déi kucke sech alles un.

Ech hunn duerno mat… Ech war Minister ënner zwee Statsministeren: Werner a Santer. Déi hunn net schrecklech vill iwwert de Geheimdéngscht geschwat, mä mäi Gefill war surtout ënner mengem direkte Virgänger Jacques Santer, dass et zu däraartegen Exactionen net méi komm ass.

An ech hu just, wéi ech Statsminister gi sinn, den Direkter vum Geheimdéngscht - awer net deen éischten Dag, well ech sinn net op de Geheimdéngscht iwwerfixéiert - komme gelooss, a gesot, ech wéilt net hunn, dass dat, wat fréier mol gesot ginn ass, dass dat nach géif geschéien. Ech hunn net gefrot: „Geschitt dat?" Ech sot: „Elo geschitt et net méi." Ech hat keng Ursaach dervun auszegoen, dass dat e puer Joer virdru geschitt wier, mä ech hu gesot, esou eppes, wat ee kéint innepolitesche Spionage nennen oder als solch beschreiwen, dat dierft et net ginn.

Souguer an engem Gespréich, wat opgeholl ginn ass vum fréiere Geheimdéngschtchef bei mir am Büro, gesitt Der, dass ech dat nach eng Kéier op engem Toun, denken ech, deen net emotional war, rappeléiert hunn, dass et dat net dierft ginn an dass et keng Ursaach géif ginn, fir politesch Parteien, Mouvementer, Gewerkschaften, Associatiounen oder déi gréng, wéi dat dann ee Moment do an deem Gespréich ugeklongen ass, ze observéieren.

An ech hunn dat och virun allem nom Enn vun deem sougenanntene Kale Krich wierklech als eppes emfonnt, wat keng Daseinsberechtegung hätt oder méi hätt, falls een déi strikt Trennung wëllt maache vun 1990/1991 nom Fall vun der Berliner Mauer un. Also, mat mengem Wëssen ass ni sougenannten innenpolitesch Spionage geschitt a sinn och keng Parteien, Eenzelner oder Mouvementer oder Associatiounen observéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Zu Ärer Zäit, wou Dir direkt responsabel waart?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also do sinn ech..., ech kennen d'Befehlslag, wann ech mech däerf esou ausdrécken. Ech hu gesot: „Dat gëtt et net." Ech mengen och net, dass et et an deene leschte Jore virdru ginn ass. Mir leie jiddefalls keng Indizien dofir vir, an och bei der Passation des pouvoirs Santer-Juncker huet den Här Santer mer näischt doriwwer ze ziele gehat, also ginn ech dervun aus, well e mer aner Saache gesot huet, dass doriwwer näischt ze ziele war.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, eisen Objet geet jo méi wäit, huet net eleng mat Ärer Period natierlech ze dinn, dat geet vun 1960 un. Dir hutt selwer d'Beispill genannt vun der LCR. Dat hate mer och scho virdrun eng Kéier diskutéiert, do si mer jo och eigentlech fündeg ginn an där Kartei, do ass och praktesch eng ganz Memberslëscht vun där

Associatioun derbäi. Ech hunn net elo kontrolléiert, wat fir eng Nimm elo am Detail do derbäi sinn. Dat do ass manifestement...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat kann ech net soen, Här President, ech war ni Member, mä ech sinn dohinner schnuppere gaangen...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Schnuppere gaangen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...an ech war relativ séier zefridde mat deem, wat ech geschnuppert hat.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä dat do schéngt mer och eppes ze sinn, wat an d'70er Joren eigentlech zréckgeet, déi doten Observatioun respektiv déi dote Karteien. Déi Fro, déi mir jo och ze beäntwerten hunn, do hu mer jo och méi wäit ze kucken, Är Appréciatioun. Ech gesinn eigentlech perséinlech kee Lien tëschent op där enger Säit Observatioun vun engem Grupp wéi der LCR, also den Trotzkisten, fir dat kloer ze soen, an der externer Sécherheet vun eisem Land. An dat war jo eigentlech awer 1960, loosse mer soen, déi eenzeg kloer legal definéiert Missioun vum Geheimdéngscht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech weess jo net, wat an där Zäit, an de 60er Jore geschitt ass. 1960, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, hat ech sechs Joer a sinn duerno, wéi déi aner Leit och, lues a lues grouss ginn. Ech wëll och dofir d'Aktivitéite vum Déngscht an deenen éischte Joren, nach ënnert dem Kale Krich, net kommentéierten. Dat ass net den Objet vu mengem politesche Wierke gewiescht.

Ech weess och net, wat fir Observatiounen dass iwwert den LCR beispillsweis gemaach si ginn. Ech ka mer just virstellen, mä ech weess et net, well ech ni an den Archive vum Geheimdéngscht war, am Géigesaz zu aneren, dass, wa Reesen an d'Sowjetunioun gemaach ginn oder aner Staten, déi vun eisem Standpunkt aus als eis net frëndlech gesi gi sinn, betraff waren, dass dat notéiert ginn ass. Mä ech hu keng Kenntnis dovunner an och keng Erkenntnisser doriwwer. Ech probéieren, mer dat...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech well net weider insistéieren, dat ass e Bild, dat mir eis souwisou musse maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech 1965 Statsminister gewiescht wier, wat jo eng Horrorvirstellung fir vill Leit ass, dass een dat esou laang ka sinn, dann hätt ech wahrscheinlech och do keng Observatioune gemaach, mä ech hätt wahrscheinlech awer och gekuckt, wien a wat fir ee Land zu engem Moment gefuer ass, wou an deene Länner Rakéiten op eis geriicht waren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Zu de Missioune Froen?

Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, mir hu jo och déi Erklärungen héiere vum aktuelle Geheimdéngschtchef, dem Här Heck, deen och ausgeschloss huet, dass politesch Beobachtunge géife stattfanne vu Parteien, vu Gewerkschaften, huet e gesot. Trotzdeem fanne mer awer och an deenen aktuelle Pabeieren iwwert de Service de Renseignement esou Begréffer erëm wéi Lénksradikalismus, Lénksextremismus, wat ee jo eigentlech normalerweis net verbënnt mat Sécurité extérieure de l'État. Wéi ass ze erklären, dass haut nach anscheinend gesicht gëtt an déi dote Richtung?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir ass net bekannt, dass an déi Richtung gesicht gëtt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, ech mengen awer, dass dat aus deene Pabeieren, déi mir als Ënnerlagen hunn, zimlech kloer draus erausgeet, dass de Service de Renseignement haut nach sicht a Richtung Lénksradikalismus, zum Beispill.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, Här Urbany, op wat fir Pabeieren, Dokumenter dass Der Iech do bezitt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Gebitt gëtt definéiert als Terrorismus-Extremismus.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dass mer via Geheimdéngscht als Lëtzebuerger Stat en evidenten Interessi drun hunn, Terrorismus,

welcher Provenienz en och ëmmer ass, am Bléck ze behalen, schéngt mer mat evidente Sécuritéitsaufgabe vum Stat ze dinn ze hunn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Maja, do hätt ech gläich eng Fro derzou. Wéi definéiert Dir dann den Terrorismus haut? Wéi géift Der dat definéieren?

Ech gëtt jo d'Gesetz iwwert den Terrorismus, wat 2003 ugeholl ginn ass, also virun dem neie Geheimdéngschtgesetz, wou eng Definitioun dran ass, déi deemools vum Statsrot als „nebulös" bezeechent ginn ass, well se am Fong geholl méiglech mécht, all Aktiounen, déi sech géint e Stat riichten, an iergendenger Form kënnen ze qualifizéieren als „terroristesch Aktiounen", wa bei deenen Aktioune Strofdote begaange ginn, déi awer Prisongsstrofe comportéieren, déi nëmme brauchen eventuell eng Woch oder 14 Deeg oder esou weider ze bedroen.

Selbstverständlech, déi Strofdote gi jo souwisou bestrooft. Ech mengen, wann een e Saachschued mécht oder esou Saache während Manifestatiounen, da sti jo souwisou Strofen drop. Mä hei geet et drëm, fir ze soen: Dat ass an engem besonnesch qualifizéierte Kontext vun Terrorismus, do sti 15 Joer Prisong dann drop.

An et ass jo gesot ginn, de Geheimdéngscht huet d'Missioun, preventiv a Richtung Terrorismus ze sichen, dat heescht, d'Terrorismusgesetz ass och menger Meenung no dann d'Basis eigentlech vun de Missioune vum Geheimdéngscht. An do stelle sech dann allerdéngs eng ganz Partie vu Froen: Wou fänkt den Terrorismus un? Wéini hält den Terrorismus op? Ech verstinn ënnert Terrorismus Bommenattentater zum Beispill. Et sinn zu Lëtzebuerg emol Bommenattentater geschitt, déi bis haut nach net richteg opgekläert sinn, dat war bestëmmt net...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, méi kuerz Froen, net, mir sinn amgaang...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'accord, d'accord! Also am Fong geholl, vu dass ech déi Äntwert bis elo och nach vu kengem vun de Verantwortleche kritt hunn, wollt ech vun Iech als politeschem Chef vum Geheimdéngscht wëssen: Wéi definéiert Dir den Terrorismus? Wou sinn do d'Grenzen? A wéi gëtt séchergestallt, dass normal Aktivitéiten, déi ënnert

Demonstratiounsrecht oder ënner Streikrecht an esou weider falen, ganz eendeiteg vum Bommeleeë getrennt ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn dem Geheimdéngscht ni eng Definitioun vun Terrorismus mat an d'Gepäck ginn. Ech sinn och nach ni an der Chamber gefrot ginn, wat ech ënnert Terrorismus géif verstoen. Mä Dir frot mech, wat ech ënnert Terrorismus verstinn, an ech verstinn ënner Lénks- a Rechtsterrorismus - et gëtt déi zwou Geforen - eendeitegerweis eng politesch Astellung, déi kann zu gewalttätegem Virgoe géint de Stat féieren. Ech weess, wou den Terrorismus ophält: En hält op, wann et knuppt. Ech weess, dass ee muss Leit, déi ze erkenne ginn duerch hiert Behuelen, dass se à même wieren, all Moment op Gewalttätegkeeten zréckzegräifen, dass een déi muss am A behalen, an dat maache mer och.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Fayot.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn awer nach Zousazfroen dozou.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, dann direkt dozou.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn déi Auditiounen ni gesinn, well ech ze dinn hat, mä ech hunn alles nogelies an ech fannen, heiansdo kommen esou an enger Fro zéng Ënnerfroen, an ech hätt ëmmer léiwer, dass een op all Fro eenzel kann agoen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Sou, Här Urbany, nach eng Kéier kuerz nohaken.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- De Problem ass jo, dass déi Grenz och zimlech fléissend ass. An ech mengen net, dass ënnert Terrorismus fält, wann normal Aktivitéiten, wéi se bei Streike kënne geschéie vu Leit, déi rose sinn, déi och emol eppes futtimaachen, vu radikalen Ekologisten, déi zum Beispill den Transport blockéiere vun deene Castor-Transporter an Däitschland... Fält dat ënnert Terrorismus, zum Beispill?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat fält, Här President, selbstverständlech net ënnert Terrorismus. Ech hunn eng héich Meenung vun der

Demonstratiouns- an och vun der Meenungsfräiheet, déi Zwee ginn oft zesummen. An de Geheimdéngscht weess och vu mir aus, dass ech net wënschen, dass bei Demonstratiounen, bei Kongresser, bei Evenementer, déi Leit, déi eng Meenung hunn, zesummebréngen, dass do Observatioune solle gemaach ginn. Dat entsprécht absolut net mengem Verständnis vu menger Aarbecht, och net mengem Verständnis vun dem Geheimdéngscht senger Aarbecht.

Wa Leit demonstréieren, ech huelen d'Beispill - well dat elo erëm geschwë sech wäert wahrscheinlech reproduzéieren - vu Sidérurgisten, déi heiansdo e Recht hunn, rosen ze sinn, viru Gebaier vu Gesellschaften zu Lëtzebuerg, dann ass do keng Plaz fir Observatioune vum Geheimdéngscht. Wa Leit sech wiere géint Nukleartransporter, dann ass dat keng Aarbecht fir de Geheimdéngscht.

Ech wëll hei soen, well ech dat och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun scho gesot hunn an och op enger Pressekonferenz erwähnt hunn, ouni dass dat no der Pressekonferenz weider Erwähnung fonnt hätt, dass ech och eng Kéier eng Écoute téléphonique op ee Lëtzebuerger refuséiert hunn, dee sech bei engem Castor-Transport un d'Gleiser ugekett hat.

Dat war eng Écoute, déi vun de Magistraten autoriséiert war, an et huet mer geschéngt, dass dat a kengerlei Bezéiung zu den Aufgabe vun dem Geheimdéngscht géif stoen. An ech hunn déi Écoute zum Beispill net autoriséiert, well ech eng ähnlech Astellung zu deene Froen hunn, wann net déiselwecht, wéi Dir, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'accord, mä fir dass et emol zu där Écoutenufro konnt kommen, huet jo awer musse virdrun en Dossier bestoen. Dat heescht...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass op Wonsch vun engem auslännesche Geheimdéngscht geschitt. Mä mir mussen net allen Empfehlunge vun auslänneschen Déngschter nokommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir liesen och esou Saache vun «manifestations d'extrême gauche en Grande Région», wat ass dorënner ze verstoen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wou liest Der dat? Wou liest Der dat?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat liese mer an deenen Ënnerlagen, déi mir hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, wat fir Ënnerlagen dass Dir hutt, an ech weess och net, op wat fir Ënnerlagen dass Der Iech do berufft.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ben, eng Ënnerlag aus deenen Aarbechten, déi bis elo d'Enquêtëkommissioun gemaach huet, an aus Rapporten, déi eis virleien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, wat fir Rapporten dass Iech virleien. Ech hu just déi Dépositioune vun Ären Zeie gelies an do hunn ech näischt Däraarteges zréckbehalen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo! Ech muss Iech dat och net hei soen, Dir sidd hei selwer Zeien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä wann Der en Zeien iwwer eppes frot, da musst Der den Zeien an d'Verméige setzen, sech kënnen esou auszedrécken, dass e sech zu deeneselwechten Dokumenter référéiert wéi deen, deen d'Fro stellt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn Iech de Fait genannt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, mir sinn hei amgaangen, en Zäitsprong ze maachen. Ech mengen, dat, op wat den Här Urbany sech berifft, dat ass u sech déi manuell Kartei respektiv déi Dossieren, déi am Keller vum SREL waren. Dat muss ee genau festleeën, wat fir eng Period dat doten eigentlech begraff huet. Also, et sinn net onbedéngt déi aktuellsten Dossieren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi rezent Informatiounen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, den Här Fayot. Zur Missioun, an da kéime mer vläicht op en anere Punkt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä hei gëtt gesot, Här President, dat wiere rezent Informatiounen. Ech verfügen net iwwert déi Informatiounen, da kann ech se och net kommentéieren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt just zu de Missioune soen, am Gesetz vun 2004 steet d'Missioun vum Service de Renseignement: «rechercher, analyser, traiter dans une perspective de prévention le renseignement» an esou weider. An eppes, wat och à l'égard vun där Diskussioun, déi mer elo just haten iwwert déi Definitioune vun Terrorismus an esou weider, wollt ech de Statsminister froen, och als Responsabele vum Service: Déi Notioun vun Analys an déi Ressource fir Analys vun esou engem Service schéngt mir primordial ze sinn. Ech hunn awer d'Impressioun, dass - dat hu mer och gesinn, wéi mer zum Beispill mam Här Hoffmann iwwert déi Saache geschwat hunn -, dass et esou Ressources d'analyse eigentlech wéineg gëtt am Service de Renseignement. A meng Meenung ass, dass een héchstwahrscheinlech déi Ressource do extrem muss développéieren, fir genee ze gesinn, wat dann eventuell Gefore sinn au jour le jour, och preventiv, déi Lëtzebuerg leeft an där Welt vun haut. Also, ech hunn d'Impressioun, dass an dem Service besonnesch Leit sinn, déi operativ Saache kënne maachen, och administratiivt Personal, mä Analys.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass eng Fro, déi a) berechtegt ass, a b) wäit reecht. Ee Geheimdéngscht ass do, fir Informatiounen ze sammelen, fir déi ze interpretéieren, an ass och do, fir déi ze analyséieren. Dat geschitt am Geheimdéngscht duerch e puer Kanäl. Et kritt een Analyse vu befrënten Déngschter, där kréien ech relativ vill. Och wann ech mech op eng Rees maachen, kréien ech där, déi eisen Déngscht mer dann zesummendréit. Déi muss ee mat enger gewëssener Virsiicht selbstverständlech consultéieren.

Analytesches kënnt zesummen doduerch, dass ech derfir gesuergt hunn, vun un dass ech zoustänneg dofir sinn, dass och aner Ministeren a Ministèrë Rapporten oder Feststellunge vum Geheimdéngscht zougeleet kréien. Den Ausseminister kritt déi, de Wirtschaftsminister kritt déi, den Transportminister kritt déi, den Innenminister kritt déi, de

Verteidegungsminister kritt déi, de Justizminister, denken ech, hunn ech scho genannt, mä et ass och de Finanzminister, dee betraff ass. An déi mussen dann natierlech mat der Capacitéit, och mat den Analysecapacitéite vun hiren Haiser sech probéieren an deem Beräich, dee si betrëfft, e Bild ze maachen opgrond vun deem, wat de Geheimdéngscht hinnen u Wëssen an un Erkenntnisser oder u vermutetem Wëssen oder och vu vermuteten Erkenntnisser zoubréngt.

Mir maache jo zweemol d'Joer - de Geheimdéngscht - eng generell Analys vun der Menace. Déi generell Analys vun der Menace, déi gëtt och der parlamentarescher Kontrollkommissioun zënter Enn 2011 virgeluecht, ënner anerem, well jo de Wonsch an där Kontrollkommissioun geäussert ginn ass, d'Kommissioun misst méi proaktiv vum Déngscht informéiert ginn. Dofir hunn ech dat, nodeem dee Rapport vun der Kontrollkommissioun komm ass iwwert de Funktionement vum Geheimdéngscht - deen ass am Juni '11 komm - direkt an d'Wee geleet, dass vun '11 un dee Rapport iwwert d'Menace och der parlamentarescher Kontrollkommissioun zoubruecht gëtt. Sou, dass ee ka gesinn, wat fir Menacen dass de Geheimdéngscht identifizéiert, wéi e se aschätzt, déi generell, europawäit oder weltwäit, mat de Retombéeën eventuell zu Lëtzebuerg, wou een dann och ka froen, wéi dann de Geheimdéngscht eigentlech dozou komm ass, dass en zu deenen Erkenntnisser do komm ass.

Mir sinn ee klengt Land. An dofir mengen ech, dass déi analytesch Kompetenz muss doduerch zustane kommen, dass déi verschidden Departementer sech déi Saachen, déi si betreffen, ukucken. Dat gesot, a well ech weess, dass et am Geheimdéngscht Leit gëtt, déi sech Analysten nennen an déi der och wahrscheinlech sinn, muss ee sech eng Kéier am Detail ukucken, wéi déi Analysten da forméiert sinn, wat fir eng Bildungsprovenienz dass se hunn. Do ass ouni all Zweifel munches ze maachen, mä ech sinn net der Meenung, dass mer eis sollen eng analytesch Kompetenz ginn, déi scho vum Ausland hier vu befrënten Déngschter bedingt gëtt.

Et fannen Attentater an Norwegen statt. Et fannen Attentater zu Madrid statt. Do gëtt et vill befrënte Geheimdéngschter, déi eis hiert analytescht Wëssen doriwwer zoukomme loossen, analytescht Wëssen iwwer Virgäng reng an exklusiv zu Lëtzebuerg. Dat brauche mer an deem breede Mooss wahrscheinlech net, sauf wann et ëm spezifesch

lëtzebuergesch ekonomesch oder wëssenschaftlech Interesse geet. An do ass ouni all Zweifel vläicht ee Stéck supplementar Aarbecht noutwendeg.

Mä ech kann dat emol net richteg aschätzen. Well och, wann et ëm ekonomesch Interesse geet, beispillsweis ëm Interesse vun der Finanzplaz, schafft de Geheimdéngscht jo och mat der CSSF zesummen a mat aneren Autoritéiten a mat aneren Instanzen. Sou, dass ech mengen, dass mer zu all Moment eigentlech am analytesche Beräich ee relativ genauen Iwwerbléck hunn iwwert d'Situatioun, déi sech presentéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt op eng Missioun vum Geheimdéngscht ze schwätze kommen, déi zanter 2004 derbäikomm ass, d'Protection vum Patrimoine économique, a froen, wéi dat gesi ginn ass zanter 2004. Dat kann ee jo reng defensiv gesinn, fir dat ze protegéieren, wat do ass, fir Industriespionage ofzewieren. Ass et och emol virkomm, datt et méi offensiv gesi ginn ass, datt de Service Aufgabe mat iwwerholl huet, wann et ëm Prospection économique gaangen ass, wann et drëms gaangen ass, Kontakter ze knäppen, fir Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll d'Äntwert an zwee Deeler andeelen. Déi éischt emol: D'Gesetz vun 2004 schwätzt effektiv vun ekonomeschen Interessen, déi et ze schütze gëtt, mécht dat awer, wéi mer fannen, a mir wëlle jo eng Reform vum Geheimdéngscht maachen opgrond vun der Regierungserklärung vun 2009, net ëmfaassend a prezis genuch. Ech weess aus Gespréicher mat den Direktere vum Geheimdéngscht, dass se sech ganz oft d'Fro stellen: Wéi wäit kann een déi Notioun vun der Protektioun vun de wirtschaftlechen Intérêten eigentlech zéien? Ech mengen, dass mer do, ech wëll net soen eng Gefor vu Grozon mussen eliminéieren, mä dass mer do méi prezis Indicatioune mussen an d'Gesetz, an dat neit Gesetz, wat komme muss, schreiwen, fir déi Notioun einfach méi däitlech ze faassen.

Do geschitt ganz villes am preventive Beräich, ënner anerem doduerch, dass d'Mataarbechter vum Geheimdéngscht och regelméisseg d'Betriber briefen iwwert d'Spionagelag am Land, well déi gëtt et nun eemol leider Gottes, iwwer Moyenen, déi

d'Betriber musse sech zouleeën, fir betribsintern Spionage ze évitéieren a fir Spionageattacke vu baussen op ee Betrib sou wäit wéi méiglech ze évitéieren.

Mir hu festgestallt viru Joren, dass u sech zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Ekonomie keng grouss Besuergnis bestanen huet, wat Betribsspionage an Export vu betribsinternem Wëssen an aner Länner ubelaangt, bestanen huet, a mir hunn duerfir via Geheimdéngscht an an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère zënter laange Jore schonn d'Membre vum Geheimdéngscht ugehalen, mat de Betriber doriwwer ze schwätzen an deementspriechend Projeten och ze entwéckelen, wat geschitt ass. An et gëtt mer gemellt, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg a Vertrieder vun de Betriber zu Lëtzebuerg zefridde si mat där Aarbecht, déi de Geheimdéngscht do am preventiven, warnenden, ofwierende Beräich mat de Betriber zesumme mécht.

Dann ass et och virkomm, dass de Geheimdéngscht sech méi intensiv fir dësen oder fir dee Betrib interesséiert huet. An do sinn heiansdo Erkenntnisser gesammelt ginn, déi während enger Zäit laang bestëmmte Vermutunge nogeluecht hunn an déi um Enn vum Dag sech awer an hire Konklusiounen als net adequat erwisen hunn. Doriwwer hu mer d'parlamentaresch Kontrollkommissioun um Lafende gehalen.

Ech fannen nämlech och, dass ee muss oppassen, dass een net ënnert dem Prabbeli vun der Protektioun vun ekonomeschen Intérêten dérapéiert an aner Informatiouns- a Wëssensrichtungen. D'Protektioun vun ekonomeschen Interesse muss sech op d'Protektioun vun ekonomeschen Interesse beschränken, an dat, wat ee bei där Aarbecht un aneren Informatiounen anzitt, déi sinn net ze verwäerten oder sinn deenen Instanzen zouzeleeden, déi derfir zoustänneg sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech deelen déi doten Aschätzung voll a ganz, an duerfir war meng Fro: Ass et an der Vergaangenheet derzou komm, datt do Interpretatioune gemaach goufen, déi Der net gedeelt hutt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass an der Vergaangenheet an engem prezise Fall zu Interpretatiounen an zu Konklusioune komm, déi ech net gedeelt hunn. An duerfir hunn ech och gebieden, dass déi Aktioun soll agestallt ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat war e prezise Fall, wou och eng Écoute sollt gemaach ginn, déi net autoriséiert war.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net genau, wat fir Écouten…. Ech schwätzen elo vun deenen illegalen Écouten, well ëm déi handelt et sech, hunn ech den Androck, dass, am Zesummenhang mat esou engem Dossier esou eng Écoute gemaach ginn ass, déi war net vu mir autoriséiert an déi halen ech och fir strikt illegal.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ass et an anere Punkten och Participatioune vum Geheimdéngscht ginn, wann et ëm d'Preparatioun vu Prospektiounsreese gaangen ass,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*-…vu Wirtschaftsmissiounen…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Doriwwer wäerten…

M. Claude Meisch *(DP).*- gesitt Der do dat kompatibel mat der Missioun vum Geheimdéngscht?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Pardon, ech wëll Iech eigentlech net ënnerbriechen. Ech hat gemengt, ech hätt d'Fro…

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech loosse mech net esou schnell ënnerbriechen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hat gemengt, ech hätt d'Fro direkt bekäppt elo.

Mir hunn heiansdo de Geheimdéngscht erugezunn, wann et ëm Prospektiounsreese gaangen ass. Ech hat och de Wirtschaftsminister, de Jeannot Krecké à l'époque, gebieden, a prezisen Zesummenhäng vu Reesen, déi hie gemaach huet a wou de Geheimdéngscht dru bedeelegt war, respektiv déi de Geheimdéngscht preparéiert huet,

wat mer spontan net ageliicht hat, der parlamentarescher Kontrollkommissioun Auskunft doriwwer ze ginn, an ech mengen, dat ass och geschitt. Ech mengen, de Wirtschaftsminister war eng Kéier an enger Sitzung vun der Geheimdéngschtkommissioun, vun där ech souwisou mengen, dat gëtt jo vun Ärer Kontrollkommissioun selwer recommandéiert, dass och anere Ministeren, déi mat Aktivitéite vum Geheimdéngscht eppes ze dinn hunn, musse kënne vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun virgeluede ginn.

Et muss ee jo, wann ee Prospektiounsreese mécht, där maachen ech jo net ganz vill, mä ech maachen der awer, wëssen, mat wiem een et do ze dinn huet. Dat betrëfft dat politescht Personal, wat een do begéint, dat ass net ëmmer eng Kategorie, déi esou ass, wéi mir sinn. Et muss ee wëssen, mat wat fir anere Leit aus der Wirtschaft een do zesummekënnt. Dat si wichteg Informatiounen, déi ee muss hunn. Déi kréie mer ganz oft iwwer e befrënnte Noriichtendéngscht oder iwwer eegen Erkenntnisser, déi konnten hei op der Plaz gesammelt ginn.

Et muss een och ganz vill Leit empfänken, Investisseuren, déi kommen. Dat muss de Finanzminister maachen, dat muss de Wirtschaftsminister maachen, dat mécht de Statsminister heiansdo och. Dann ass et gutt, wann ee virdru matgedeelt kritt, eng Aschätzung iwwert d'Personalitéiten an iwwert d'Ramificatioune vun deene Leit, déi bei ee kommen. Bestëmmt…, besonnesch aus bestëmmten Deeler vun der Welt. Ech halen dat fir eng wichteg Informatiounsquell fir d'Ministeren, déi mat där Zort ekonomeschen a kommerzielle Relatioune befaasst ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt vun enger Zesummenaarbecht - Här President, wann ech dierf... -, Dir hutt vun enger Zesummenaarbecht geschwat tëschent dem Geheimdéngscht an och dem Wirtschaftsministère.

Leeft déi haut konkret iwwert de fréiere Mataarbechter vum Geheimdéngscht, deen an de Wirtschaftsministère gewiesselt huet, deen do fir „research and analysis" zoustänneg ass?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Souwäit wéi ech dat gesinn, ass dee fir deen Deel zoustänneg, mä ech ginn dovun aus, dass awer och aner geheimdéngschtlech Informatiounen dem Minister zougänglech gemaach ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt vläicht, well et relativ no un déi dote Froen awer grenzt, eng aner Thematik nach kuerz uschneiden: d'Zesummenaarbecht tëschent dem Geheimdéngscht a privaten Entreprisen, déi och am Sécherheetsberäich täteg sinn, täteg sinn, fir Informatiounen ze sammelen.

Ass et där ginn? Waren där ugestrieft? Wéi stitt Dir och dozou?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn elo grad, hat ech gemengt, ausgefouert, dass de Geheimdéngscht am preventive Beräich vun dem Schutz vun ekonomesch relevante Beräicher mat de Betriber op hire Wonsch hin zesummeschafft respektiv eenzel Betriber usprécht, wann en de Verdacht huet, do géife sech Spionageaktivitéiten oder spionageähnlech Aktivitéiten deem Betrib näheren. Dat ass eng Zesummenaarbecht, déi et gëtt.

Ausserdeem gëtt et jo eng grouss Zuel vu Betriber, déi am Sécherheetsberäich täteg sinn, ënner anerem doduerch, dass se en NATO-Kontrakt ausféieren. Bestëmmte Mataarbechter vun deene Betriber muss ech opgrond vun enger Recherche, déi de Geheimdéngscht mécht, eng Habilitation de sécurité ausstellen, sou dass de Kontakt tëscht dem Geheimdéngscht an deem preventive Schutz vun den ekonomeschen Interessen an de Betriber duerchaus besteet, wat ech och fir noutwendeg fannen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hat, da muss ech d'Fro vläicht nach eng Kéier méi kloer formuléieren. Ech hat éischter prezis Entreprisë gemengt, déi eben och geheimdéngschtähnlech Aufgaben iwwerhuelen, an datt de Geheimdéngscht da géif op engem gewëssene Punkt ophalen, well och vläicht seng gesetzlech Missioun op en Enn komm ass, an Aktivitéite géif outsourcen u privat Entreprisen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess, mir ass bekannt, mä awer net am Beräich vum Schutz vun den ekonomeschen Interessen - dat hunn ech an Auditiounen hei héieren, dass heiansdo esou eng Aart Outsourcing geschitt, wat ech net ganz gären hunn a wou ech och gebieden hunn, dass een domat ganz virsiichteg géif ëmgoen.

Wat d'Zesummenaarbecht mat Sécherheetsbetriber - fir déi emol esou ze nennen – betrëfft, déi ähnlech Aufgabe sech selwer siche wéi déi vum Geheimdéngscht, hunn ech keng Kenntnis vu prezise Virgäng. Ech hunn awer eng Absicht. An déi Absicht ass, bei der Neifaassung vum Gesetz ee Regime anzeféieren, wou déi Firmen oder Betriber oder Ariichtungen, déi sech am Sécherheetsberäich ophalen, deen no u geheimdéngschtlech Aktivitéite kann erukommen, dass déi eng speziell Autorisatioun vun der Regierung brauchen, fir hiren Aktivitéiten zu Lëtzebuerg kënnen nozekommen.

Dat schéngt mer eng ëmmer méi wichteg nei Attributioun fir de Stat an deem Beräich mussen ze ginn. Ech well nämlech net, dass sech do eng gewëssen Anarchie breetmécht, well mer dee Secteur net geregelt hunn. Dee muss geregelt ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir sinn amgaang iwwerzeschwappe vun de Missioune schonn e bëssen op d'Organisatioun vum Service, wéi e seng Aarbechten organiséiert, ob e mat Drëtten zesummeschafft oder net. Dat ass eigentlech deen doten Iwwergang.

Duerfir, eng lescht Fro: Ass vläicht zu de Missioune selwer nach eng Fro? Da kënne mer dee Volet ofschléissen, da kënne mer op d'Organisatioun an déi connex Froen ze schwätze kommen.

Den Här Fayot, dann den Här Urbany.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, just eng Fro iwwert déi Enquêtes de sécurité. Dat ass jo och eng Missioun am Gesetz, Artikel 2, a wa mer dann iwwert déi Fichieren, dee Fichier do geschwat hunn, ass ëmmer gesot ginn: „Jo, dat sinn der e puer dausend vun den Enquêtes de sécurité." Dat ass jo méi eppes à part vun der eigentlecher Aktivitéit vum Geheimdéngscht. Dat ass éischter méi eng administrativ Aarbecht.

Ass dat gutt, dass dat hei an de Missioune vum Service de Renseignement ass, oder kann een dat net anzwousch anescht situéieren? Einfach eng Fro.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et gëtt eng strikt Trennung tëschent deenen, déi zoustänneg sinn am Geheimdéngscht fir d'Habilitations de sécurité,

an deenen, déi zoustänneg si fir de Renseignement. An déi eng hunn net Zougang zu den Donnéeë vun deenen aneren, an déi aner hunn net Zougang zu den Donnéeë vun dësen. Mä d'Expertise vun deene Leit, déi am Geheimdéngscht schaffen ass esou, dass se am beschten habilitéiert sinn, fir déi Sécherheetsënnersichungen do ze maachen. An där gi ganz vill gemaach.

Ech weess net, well ech administrativ net ganz staark sinn, wéi all Mënsch weess, wéi vill där Habilitations de sécurité datt ech d'Woch ënnerschreiwen, mä dat sinn der ganz vill. An ech mengen, dass de Geheimdéngscht am beschte placéiert ass, fir déi Aarbecht ze maachen.

A bei de Missioune vum Déngscht, Här President, wann Dir mer déi Remarque erlaabt, well ech verstinn, dass mer elo schonn iwwert déi schwätzen, déi den Déngscht soll kréien, oder déi, déi e soll preziséiert kréien...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Dat sollt eigentlech meng lescht Fro sinn! Wou gesitt Dir, well sech jo scho Gedanke gemaach gi sinn am Ministère, respektiv et si och eng Rei vu Virschléi, gesitt Dir d'Noutwengegkeet, en zwéngende Grond, fir un de Missiounen, sou wéi se 2004 festgehale gi sinn, eppes Grondleeëndes ze änneren?

Dat war am Fong déi Fro, déi ech wollt zum Ofschloss placéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ech gesinn eng noutwendeg Interrogatioun, déi mer mussen hunn, an ech weess net, zu wat fir instrumentalen an operative Folgen dass déi féiert.

Ech mengen, well dat jo och hei beklot ginn ass vun den Direkteren, dass de Geheimdéngscht keng organiséiert Mémoire hätt, dass d'Aart a Weis - vläicht ass dat haut anescht, well elo d'Informatiounen op Support informatique stinn -, wéi d'Archiver vum Geheimdéngscht gefouert ginn, dass dat eng grëndlech Revisioun brauch.

Ech hunn déi Archiven ni gesinn. Ech liese wéi Dir, dass dat vun 300.000 bis ech weess net wéi vill Kaarte geet. Dir hat d'Geleeënheet, lech dat unzekucken, wann och net ze ënnersichen, dat si jo nach zwee verschidde Begréffer.

Ech weess also net, wat an deenen Archiven ass, a wa mer dat wëllen historesch opschaffen, da sinn ech schonn der Meenung, dass ee sech muss eng archivistesch Kenntnis zouleeën, déi engem erlaabt, fir dat grëndlech ze maachen.

Dat zielt iwwregens - generell Remarque - am Stat bäi Wäitem net nëmme fir de Geheimdéngscht. Wann ech och an engem Haus, wat ech selwer ze féieren hunn, kucken, wéi mer eis ploe mussen, wa mer eppes musse fannen, da gëtt et u sech keng richteg archivistesch Traditioun beim Stat, mat Ausnahm vläicht vum Ministère des Affaires étrangères, déi ass… Dat ass net gutt, dat musse mer also och mat Bléck op de Geheimdéngscht kucken.

Dat Zweet ass, dat hu mer och e puermol an der Kontrollkommissioun beschwat, dass mer mussen déi Artikele vum Code d'instruction criminelle, déi d'Écoutë regelen, déi de Statsminister kann autoriséieren am Zesummenhang mat der Aarbecht vum Geheimdéngscht, dass mer déi musse méi prezis an nei faassen, well do gëtt eigentlech opgrond vun der einschlägeger d'Gesetzgebung vun ´82 ëmmer nëmme vun der Sécurité extérieure geschwat, a wa mer hei dovu schwätzen, dass et och drëms geet, wirtschaftlech Interesse vum Land ze protegéieren, ass jo awer eng Reflexioun absolut noutwendeg, d'Reflexioun ass amgaang, mä ass eng Neifaassung vun deenen Artikelen noutwendeg, fir déi ganz Spannbreet an de Champ d'application vun deenen Artikelen dranzebréngen, y compris och déi ekonomesch Aspekter.

Dat heescht, wann een Écoutë gefrot gëtt, ze autoriséieren, déi méi ee wirtschaftlechen Ustrach hunn, sinn ech heiansdo frou, dass een den Avis vun deenen dräi Magistrate brauch, ier een esou eng Écoute autoriséiert, an do mengen ech, dass mer wierklech bei der Neifaassung vun de Missiounen déi Artikele mussen net grëndlech revidéieren, mä awer substanziell am erweiderte Sënn vum Wuert revidéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany, Här Meisch, an da géife mer do zoumaachen, an d'Operativen, also d'Organisatioun maachen. Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wien ass vir? Den Här Meisch?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, Du waars vir.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- O.k. Also, ech mengen, dass déi Fro vun de Missiounen tatsächlech déi wichtegst Fro ass, och déi, déi d'Leit dobaussen interesséiert. Ech mengen, wa mer e Geheimdéngscht hunn, mussen d'Leit jo awer och wëssen: Wat mécht dee Geheimdéngscht? Wourop schafft en? Schafft en net vläicht op eppes, wou en net soll drop schaffen, wou ech net der Meenung sinn, dass en drop soll schaffen? An esou weider.

Et ass geschwat ginn, zum Beispill, vum Här Heck, mer géifen eis éischter esou a Richtung bewege vun engem Bundesverfassungsschutz, e wierklechen Innengeheimdéngscht, an ëmsou méi ass et da wichteg, och ze wëssen: Wat si wierklech déi Missiounen?

Wann ech zum Beispill kucken, de Bundesverfassungsschutz gëtt all Joer e Bericht eraus, wou drasteet, wat seng Aktivitéite sinn, ouni ze soen, genau op wiem, op wat fir Persounen an op wat fir Organisatiounen e schafft, dee Moment, mä e gëtt e Bericht eraus, wou en erkläert politesch: „Wat maache mer als Geheimdéngscht?"

An do wollt ech wierklech d'Fro stellen, an ech hunn do bis elo nach keng befriddegend Äntwert kritt vun deenen Zeien, déi mer virdru konnten héieren: Ass et do net noutwendeg, dass kloer definéiert gëtt, politesch definéiert gëtt, vläicht duerch d'Gesetz, awer och duerch regelméisseg Berichterstattung, wat d'Objetë si vun der geheimdéngschtlecher Aktivitéit?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mir schéngt dat evident ze sinn, dass een d'Aufgabegebidder vun der geheimdéngschtlecher Aarbecht muss ganz genau ofstiechen. Déi kollidéiere jo heiansdo, wann och net ganz dacks, mat der ordinärer Polizeiaarbecht. Déi Trennungslinn muss…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Do maachen ech mer…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*-…ganz kloer bleiwen, quitte dass d'Zesummenaarbecht tëscht dem Service an der Polizei, déi relativ gutt funktionéiert,

muss méiglech sinn. Well mer gesi jo notamment an där Diskussioun och an dem däitsche Verfassungsschutz, dass précisément bemängelt gëtt, dass d'Zesummenaarbecht tëscht deenen eenzelnen Noriichtendéngschter - mir hu jo nëmmen een, a si mat deem gehäit genuch, wéi ee feststellt - an deenen anere Sécherheetsdéngschter, déi et an engem Land gëtt, dass dat net optimal funktionéiert huet, dass deen een deem aneren net gesot huet, wat e wéisst, an dass doduerjer Doudeger d'Resultat ware vun der Rétentioun vun der Informatioun tëscht Déngschter.

Also, dass een dat alles muss klären, firwat de Geheimdéngscht genau zoustänneg ass, schéngt mer richteg ze sinn, obschonn datt mer relativ kloer haut och scho gefaasst schéngt, mä do sinn Nobesserungen ze maachen. Ech hunn der éinescht e puer genannt, an ech hunn och iwwerhaapt kee Problem domat, dass een nieft dem Rapport vun der Kontrollkommissioun vum Parlament, dee jo eemol d'Joer gemaach gëtt, dass een och een..., jo, ech nennen dat net gären e politesche Rapport, mä een eendäitege Rapport vun den Aktivitéite vum Geheimdéngscht mécht. Allerdéngs ëmmer esou, dass mer aus dem Wonsch eraus, de Bierger an den Deputéierten - déi hu se jo souwisou - maximal Opklärung ze ginn, dass mer méi déi opklären, déi ënnert d'Aufgabegebitt vum Geheimdéngscht falen, wéi déi, déi als Bierger vun engem Land ee legitiimt Interessi drun hunn, gewuer ze ginn, wat do genau geschitt. Mä do fënnt ee Formelen, dass een do net Saachen an ee Rapport schreift, déi eigentlech d'Aarbecht vum Geheimdéngscht géifen erschwéieren an domat d'Sécherheetslag vum Land géifen erschwéieren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Kann ech och nach do nohake vläicht zu där Fro?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng prezis Fro.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Eng prezis Fro. Also, ech mengen, ee vun de Problemer, wéi de Geheimdéngscht funktionéiert huet jo bis elo, dat war och, dass d'Leit d'Impressioun hunn, et ass eng Blackbox, wéi gesot ginn ass. Mir wëssen net genau, op wat e schafft.

A mer hunn och gesot, mer wëlle kollektiv Hysterien, wéi se zum Beispill entstane sinn an der Zäit vum Kale Krich, verhënneren. Eng vun esou enge kollektiven Hysterien, déi menger Meenung no awer relativ geféierlech sinn, och grad bei engem Déngscht, dee

geheim schafft, dat ass de Moment op reliéisem Gebitt, dass een eng reliéis Communautéit, wéi zum Beispill déi vun de Muselmanen, systematesch géif verdächtegen, terroristesch Aktivitéite wëllen ze plangen, a se deementspriechend kollektiv beobachten. Zum Beispill eng ganz Communautéit vu Leit, déi an eng Kierch ginn, beobachten.

Do hätt ech awer wierklech gären, wann Der e bësse géift eis erklären, ob dat de Moment esou de Fall ass, ob dat eventuell och en Afloss huet op déi Konventioun mam Stat, déi geplangt ass mat där genannter Communautéit.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wéilt fir d'Éischt emol soen, dass ech deen Androck net wëll hëllefen hei ze vergréisseren, wéi wann de Geheimdéngscht op Gott weess wat alles géif schaffen, wéi Dir Iech ausdréckt. De Geheimdéngscht huet ganz prezis Aufgaben, an ech gesinn och net, weder am groussen nach am klenge Stil, e regelrechten Débordement vu senge Kompetenze sech iergendwou entwéckelen. Dat ass net mäin Androck.

Dat Zweet, ech sinn och net dee Mënsch, dee pauschal a kollektiv Viruerteeler, pauschal a kollektiv Uerteeler a pauschal a kollektiv Veruerteelunge géif maachen. An et ass, et gëtt keng reliéis Communautéit zu Lëtzebuerg, déi ënner Generalverdacht gestallt gi wier an déi géif an all hire Komponente systematesch iwwerwaacht ginn. Dat gëtt et net, mä et gëtt a muenche Beräicher vun eiser Gesellschaft Elementer, déi sech als geféierlech erausgestallt hunn an déi kënne ganz geféierlech ginn, an déi observéiere mer onofhängeg vun hirer reliéiser Provenienz, mä eenzeg an eleng opgrond vun dem Charakter vun hirer intrinsèquer individueller Geféierlechkeet, déi mer festgestallt hunn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hu virdrun, ouni den Numm ze nennen, nach vun der Sociétéit Cargolux geschwat. Ech kann den Numm nennen, well, ech mengen, e stoung an der Press déi lescht Wochen. An deem Zesummenhang ass jo eng illegal Écoute wahrscheinlech gemaach gi vu Leit aus dem Service eraus op Mataarbechter vun där Sociétéit.

Zu wat fir engem Zäitpunkt hutt Dir vun där illegaler Écoute gewosst?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zu wat fir engem Zäitpunkt datt ech dat gewuer gi sinn?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zäitgläich mat Iech.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dann nach eng aner gradesou prezis Fro. Dir hutt gesot, datt Der och heiansdo d'Impressioun hätt, wann ech dat richteg verstanen hunn, datt aus dem Geheimdéngscht eraus vläicht déi Notioun vu Protektioun vum Patrimoine économique ze breet géif gesi ginn.

Déi Missiounen, déi gemaach goufen a Richtung Irak, Richtung Kuba a Richtung Libyen, géift Der déi nach ëmmer am Kontext gesinn oder hätten déi de Kontext vum Gesetz scho verlooss gehat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi zweet Fro verstinn ech net richteg, wann Der sot, ob, bei deene Virgäng, déi Der do beschreift, de Kanal vum Gesetz verlooss gi wier. Wou wier do de Kanal vum Gesetz verlooss…?

M. Claude Meisch *(DP).*- De Kader vum Gesetz. Mir hu virdrun driwwer

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wat d'Protection des intérêts économiques ubelaangt, dee Prinzip?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, datt dat souwuel defensiv, datt sécherlech d'Gesetz esou ze gesinn ass, mä ob et hei net dann awer ze vill schonn a Richtung war, fir Kontakter ze knäppen an Aktivitéiten opzebauen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Déi éischt Fro, déi Der gestallt hutt an déi sech op eng Äntwert vu mir grënnt, déi muss ech frësch formuléieren. Awer nëmme mat Ärer Erlaabnis. Ech hunn net gesot, dass et a mengen Aen zu enger Auswäitung vun der Interpretatioun vum ekonomeschen Intérêt komm wier, wann et ëm d'Écoute téléphonique gaangen ass. Ech hu just gesot: „D'Fro ka sech stellen", an ech si

frou, dass et Magistrate gëtt, déi en An do drop hunn, fir dass dat sech net ze vill auswäit a well ech net wëll, dass dat sech enges Daags auswäit, a well ech net wëll, dass ënnert dem „Virwand" - tëscht Gänseféisercher - vun der Protektioun vun ekonomeschen Intérêten no aneren Informatioune gesicht gëtt, fir déi de Geheimdéngscht net zoustänneg ass. Dofir hätt ech gären, dass dat méi prezis géif gefaasst ginn.

Déi Virgäng, déi Der do beschreift an iwwert déi an der Kontrollkommissioun och geschwat ginn ass, déi fale fir mech an den Zoustännegkeetsberäich vu geheimdéngschtlecher Aarbecht. Ech ginn awer zou, dass een, wann esou eng Operatioun entaméiert gëtt, net genau gesäit, wéi wäit dass déi Operatioun ka goen. Ech hat bei deenen Operatiounen do kee schlecht Gefill. Mä ech hät awer och gären, wann dat méi prezis géif gefaasst ginn, well een, éierlech gesot, net weess, wéi wäit dass een do ka gedriwwe ginn.

Ech hat, dat hunn ech jo och op anere Plazen zum Ausdrock bruecht, ëmmer perséinlech Bedenken, wa Geheimdéngscht a Wirtschaft Relatiounen ufänken ze knäppen doduerch, dass d'Geheimdéngschter ënnerteneen a matenee schaffen. Dat ass fir mech net deen normale Wee. A well ech do eng, zwou och vu Geheimdéngschter ugebahnte kommerziell Relatiounen als eng fir mech negativ Erfahrung hu mussen erliewen, sinn ech an deem Beräich, wéi Dir och - an zu Recht -, ganz virsiichteg.

Geheimdéngschter sinn net do, fir Relatiounen tëscht Regierungen oder fir Relatiounen tëscht Regierungen a Betriber hierzestellen. Geheimdéngschter sinn do, fir hir Regierung driwwer ze beroden, wa bis Relatioune mat Betriber sollen hiergestallt ginn oder hiergestallt gi sinn. Betriber: Do mengen ech ëmmer auslännesch Investisseuren. Et ass net déi éischt Aufgab fir de Statsminister an e Wirtschaftsminister, Rendez-vousen ze organiséieren.

M. Alex Bodry *(LSAP).- Président.-* Den Här Meisch nach zu de Missiounen. Da schléisse mer dee Volet of.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Bausch!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Wéi kommen ech nëmmen drop?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wou kënns de drop?

Ech hu vläicht nach eng lescht Fro, déi zu de Missioune gehéiert, déi fir mech awer och net onwichteg ass, och well mer jo awer hei diskutéieren driwwer, fir ze kucken, wéi mer, wann d'Gesetzer solle geännert ginn, kënne Recommandatiounen herno festhalen, a fir dat mer Kloerheet kréie fir d'Zukunft, wéi de Service soll schaffen. An déi betrëfft natierlech de politesche Spionage, deen et jo net dierf ginn, mä déi betrëfft och - ech hunn dem Här Heck iwwregens déi Fro och gestallt, wéi hien hei war -, Dir hutt et also och e bëssen am Zesummenhang ze gesi mat deem, wat den Här Urbany gesot huet am Kontext vun de reliéise Gemeinschaften. Sidd Dir och der Meenung, datt, wa sech sollt erausstellen, datt iergende Personnage, dat ass jo duerchweegs méiglech, gewaltsam Absiichten hätt, terroristesch Absiichten hätt zum Beispill, an e wär an iergendenger Partei, dat ass jo alles méiglech, datt et dat ka ginn, ouni datt déi Partei och emol eppes dovu weess..., wéi een domadder ëmzegoen huet?

Ech hunn dem Här Heck deemools gesot, meng Meenung wär, da wär et relativ kloer, dann dierft net duerch de Fait, datt esou en Element do wär, een Element do wär, d'Partei iwwerwaacht ginn, mä dann dierft just dat eenzelt Element iwwerwaacht ginn an net déi Partei. Ebe fir ze verhënneren, datt een duerch de Fait, datt et vläicht eng esou eng Persoun gëtt, e Generalverdacht ausschwätzt géint eng Partei, oder et kann natierlech och an enger ONG oder an enger Organisatioun sinn. Ech wéisst gären do, wéi Dir dat gesitt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat gesinn ech ganz genau d'selwecht. Ech hunn elo éinescht gesot, ech wier kee Mënsch, dee Generalverdacht géif äusseren oder pauschaliséierend un eenzel Parteien, Mouvementer, Gewerkschafte géif erugoen. A wa sech soll erausstellen, dass an enger Partei, an enger Gewerkschaft, an enger ONG, an enger Netregierungsorganisatioun ee Member ass, deen zur Gewalttätegkeet neigt oder deen terroristesch Kontakter huet - dat ass jo och eppes, wat ee muss am A behalen -, ouni dass déi Organisatioun, zu där e gehéiert, déi Zilsetzung huet, da kann et natierlech net sinn, dass eng ganz Partei oder eng ganz Organisatioun ënner Iwwerwaachung gestallt gëtt, just well ee Member aus där Mouvance, fir emol an dem Beräich vun der Wahrscheinlechkeet ze bleiwen, sech mat däraartegen Aktivitéiten ofgëtt oder däraarteg Neigungen huet. Dat kann net sinn!

M. Alex Bodry *(LSAP).- Président.-* Voilà, ech géif da proposéieren, dass mer den éischte Volet géifen, vun de Missiounen, dass mer dee provisoresch zumindest géifen ofschléissen. Mir kommen dann op en anere wichtege Punkt, wou mer och scho relativ vill Zeien zu deem dote Punkt héieren hunn: Dat ass d'Organisatioun vum Service de Renseignement selwer, wou ech och géif eng Distinctioun erëm maachen tëscht virun 2004 an no 2004 respektiv eventuell och e Bléck an d'Zukunft vläicht géif werfe loossen.

Dofir direkt meng Fro, graff geschwat, d'Organisatioun vum Geheimdéngscht: Hutt Dir den Androck, dass déi an deene verschiddenen Epochen, wou de Geheimdéngscht bestanen huet, esou war, dass e konnt seng Missioun eigentlech voll erfëllen? Mat alle Kontrollen, déi dat och mat sech bréngt an deem sensibele Beräich.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ech muss Iech soen, Här President, dass ech mech an engem dach scho laange ministerielle Liewen ni intensiv an déi administrativ Organisatioun vun deene Verwaltungen agemëscht hunn, déi mer ënnerstallt waren. Dat kann ee bedaueren, mä ech sinn ëmmer der Meenung gewiescht, ech wier do, fir Politik ze maachen, an ech wier net do, fir Verwaltungen ze organiséieren, obschonn ech zouginn, dass een natierlech sech och muss dorëms bekëmmeren. Mä dofir sinn Direkteren do. E Minister ass net Verwaltungschef am eigentleche Sënn vum Wuert. En ass Minister. An Direktere sinn do, fir hir Aarbecht ze maachen a fir hir Administratiounen esou ze organiséieren, wéi dat der Ausféierung vun de gesetzlechen Opträg entsprécht. Et sinn der och e puer heibannen, déi scho Minister waren, déi wësse jo, wéi spannend dass dat ass.

Et sinn enorm vill Effortë gemaach ginn - déi sinn och erkläert gi vun Zeien, déi hei waren, déi sinn och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun erkläert ginn -, fir d'Organisatioun vum Service ze straffen. Et sinn extern Audite gemaach ginn, et sinn intern Audite gemaach ginn. Déi verschidden Direkteren hunn Instruktiounen erausginn, fir d'Saachen esou ze organiséieren, dass se méi effikass géife ginn an dass se an hiren eenzelne Composanten och besser géife beienee passen.

Den Här Urbany huet elo éinescht vun der Blackbox geschwat. Den Här Mille huet Iech jo erkläert a senger Auditioun, wat en domat gemengt huet, nämlech dee strikte Compartimentage, deen et ginn huet am Geheimdéngscht tëscht deenen engen an

deenen aneren, dat net matdeele kënnen a wëllen a solle vu Wëssen, wat déi eng haten, un déi, déi dat Wëssen net haten. Alles dat huet sech ganz staark amélioréiert opgrond vun deene verschiddenen Instruktiounen, déi erauskomm sinn.

Ech wëll dat net verdéiwen, mä ech hunn den Androck, dass dat de Moment, wann och net optimal, well dat ass ni optimal, awer maximal gutt organiséiert ass. An do hunn notamment déi zwee lescht Direkteren e groussen Undeel drun. Och den Här Mille huet an där Hinsicht ganz vill bewierkt an an déi gutt Richtung beweegt.

M. Alex Bodry *(LSAP).- Président.-* Kontroll: D'Kontroll ass, mengen ech, an dësem Beräich vläicht méi wichteg wéi op anere Plazen. Et ass eng relativ kleng Verwaltung, och wa se méi grouss ginn ass am Laf vun de Joren. Ech mengen, aner Verwaltungen, déi méi grouss sinn, hunn eng intern Kontroll organiséiert. Wéi ass dat eigentlech beim Service de Renseignement organiséiert? Wéi fonctionnéiert dat? Gëtt et do Regelen, no deenen dee Service ze fonctionnéieren huet, intern Regelen? Gëtt et vläicht, sinn et Instruktioune gi ministerieller Natur am Laf vun de Joren op deenen dote Punkten? A wéi fonctionnéiert och de Contrôle externe, wou jo 2004 en neit Element derbäikomm ass iwwert de Contrôle parlamentaire?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* De Contrôle, den interne Contrôle vum Geheimdéngscht ass eng Saach vum Geheimdéngscht selwer an alleréischter Linn. Dat heescht, dass et muss kloer Regele ginn, notamment am operative Beräich, no deene gefuer kann a soll ginn.

Dat war eng Suerg, déi ech scho méi laang hat, wéi Eenzelner aus fréiere Funktioune wëssen, well - fir dat, jo, eigentlech primitiv auszedrécken - ech deene successiven Direktere vum Geheimdéngscht gesot hunn, dass et jo schéin a gutt ass, fir Vertrauen ze hunn - an ech hat ëmmer vill Vertrauen an déi dräi Direkteren, och a grad an den Här Mille d'ailleurs, dee mech elo op engem Punkt enttäuscht huet, mä soss hat ech awer vill Vertrauen an en huet seng Aarbecht och gutt gemaach -, ech sot: „Et ass ëmmer schéin a gutt, fir sech drop ze verloossen, dass ee politesche Responsabelen do ass, deen derfir suergt, dass Der verteidegt gitt, wann Der attackéiert gitt."

Mä Dir musst awer och wëssen, méi prezis wëssen, wat dann elo vun deem Déngscht do gemaach gëtt. An dofir hunn ech ëmmer insistéiert drop, mat wiesselndem Erfolleg, relativ genau iwwert d'Operatiounen informéiert ze ginn, déi lafen. Ouni dass natierlech och de Geheimdéngscht mir géintiwwer seng Sourcë soll a kann an däerf opleeën. Obschonn ech heiansdo soen: „Elo wéisst ech awer gären, wien déi Source do ass", well ech ka mer och eng Appréciatioun iwwert d'Kredibilitéit vu Sourcen erlaben, de Geheimdéngscht vläicht net ëmmer an deemselweschte Mooss, wéi ech dat ka maachen oder wéi ee vun eis dat ka maachen. Dofir hunn ech agefouert, dass ech all Mount e Bericht kréien iwwert d'Operatiounen, déi lafen, an all sechs Méint ee Bericht kréien iwwert d'Operatiounen déi lafen.

Nodeem d'parlamentaresch Kontrollkommissioun zum Ausdrock bruecht huet - och an deem Bericht, deen net öffentlech ass, mä iwwert d'Veröffentlechung vun Deeler vun deem Bericht een awer muss emol eng Kéier schwätzen -, zum Ausdrock bruecht huet, si géif, déi Kommissioun géif gär méi proaktiv informéiert ginn, hunn ech och vun Enn 2011 un derfir gesuergt, dass dee semestrielle Rapport iwwert d'Operatiounen, déi lafen oder déi ofgeschloss sinn, och der parlamentarescher Kontrollkommissioun virgeluecht gëtt.

Dee Bericht gëtt ausgeluecht, dee ka jiddweree sech ukucken. Dee Rapport muss erëm matgeholl ginn, well dat ass een, deen dréit wierklech de Stempel „très secret", mä all Deputéierten aus der Kontrollkommissioun kann deen zënter Enn 2011 opgrond vun deem Wonsch no méi proaktiver Informatioun selbstverständlech agesinn.

Den Déngscht selwer informéiert jo iwwer munch Operatiounen, wann en an der Kontrollkommissioun vum Parlament optrëtt, an en huet do d'Weisung vu mir, der parlamentarescher Kontrollkommissioun genau dat ze soen, wat e mir och seet, jiddefalls näischt manner. Ob dat ëmmer geschitt ass, do misst ech da millimetergenau d'Procès-verbaux vun der Kommissioun noliesen an dat vergläiche mat deem Wëssen, wat ech hat, fir do emol ganz sécherzestellen, dass dat an Zukunft besser geschitt.

Falls et ongenügend geschitt wier, hätt ech gären, dass déi Berichter, déi den Direkter vum Geheimdéngscht der parlamentarescher Kontrollkommissioun mécht, a menger Präsenz musse gemaach ginn. Net wéi haut, wou de President vun der Kontrollkommissioun mam Direkter vum Geheimdéngscht den Ordre du jour mécht an

dann de Sitzungsdatum festleet, an ech kréien dat matgedeelt, a wann ech Zäit hunn, ginn ech dohin, wat meeschtens net de Fall ass.

Ech hätt gären, dass déi politesch Kontrollresponsabel, dat ass de Statsminister an d'Kontrollkommissioun, an Zesummenaarbecht mam Direkter den Ordre du jour maachen, mä awer dass de Statsminister ëmmer derbäi ass, ansonsten ech net iwwerpréiwe kann, ob an der Kommissioun alles dat gesot gëtt, wat mir och gesot ginn ass. An da kann ech an da muss ech an deem Moment, wou ech fannen, dass de Rapport net komplett wier, d'Kommissioun selwer informéiere respektiv den Direkter opfuerderen, fir déi Informatioun ze ginn.

Mä relativ regelméisseg Berichter ginn iwwert dat operatiivt Geschäft vum Geheimdéngscht gemaach, sou wéi jo och d'Instructions de service, déi elo nei gefaasst gi sinn, sech an engem koordinéierten Text befannen, wou vum Här Heck mat der Kommissioun doriwwer diskutéiert ginn ass an déi och, souwäit wéi mer gesot gëtt, der Kommissioun virleien, grad wéi mer och der parlamentarescher Kontrollkommissioun, wat jo do strikt normal ass, déi nominativ Lëscht gi vun deene Leit, déi op Écoute téléphonique sinn.

Dofir mengen ech, dass mer, wann Der esou wëllt, d'Kontrollmechanismen, interner, am Déngscht selwer, interner: Statsminister-Geheimdéngscht a parlamentaresch Kontrollkommissioun-Geheimdéngscht, dass mer all Instrumenter hunn, déi mer brauchen. Mir mussen elo an engem kriteschen an och an engem autokritesche Reflexiounsgespréich, jiddweree mat sech selwer a mir alleguerten zesummen, kucken, ob déi Organer, déi vum Conseil d'État a sengem Avis zum Gesetz vun 2004 als Surveillance-Organer vum Geheimdéngscht be- a genannt gi sinn, nämlech de Statsminister an d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, iwwer all Méiglechkeete verfügen, fir där Aarbecht nozekommen.

Ech mengen zum Beispill... Kann ech schonn d'Propositioune formuléiere fir d'Zukunft? Oder solle mer dat halen, bis mer eng Kéier iwwert dat neit Gesetz schwätzen? Enfin, well mer awer dorunner schaffen. Mir brauchen am Ministère d'État einfach, ech wëll net soen, méi eng staark Iwwerwaachung, awer eng Plaz, wou ee sech exklusiv mat Geheimdéngschtaffären ofgëtt. An ech sinn och der Meenung, dass, wat d'Ressources

humaines ubelaangt, och d'parlamentaresch Kontrollkommissioun do ee Stéck méi, jo, méi instrumentaalt Gewiicht brauch doduerch, dass och do Leit bäikommen, déi sech dorëms bekëmmeren. An déi mussen dann erëm mat deem, dee sech am Ministère d'État dorëms bekëmmert, intensiv zesummeschaffen.

Ech hunn elo déi lescht Joren de Generalsekretär vun der Regierung gebieden, dat méi intensiv ze maachen. Deen huet och e puermol an der Woch Kontakt mam Déngscht. Ech hunn es jo net esou vill, well ech gesinn den Direkter vum Geheimdéngscht guer net esou dacks, wéi sech dat virgestallt gëtt. Dat waren am Joer 2006 eelef Réuniounen, déi ech mam Direkter vum Déngscht hat, dovun eng mat engem anere Minister zesummen, eelef och am Joer 2007, am Joer 2008 zéng, am Joer 2009 fënnef, am Joer 2010 néng, 2011 véier an 2012 fënnef.

D'Kadenz vun deene Réuniounen huet ofgeholl, well ech de Generalsekretär vun der Regierung gebieden hunn, sech ëm eng Rei Aspekter op enger méi Vun-Dag-zu-Dag-Basis ze beschäftegen, an deen huet mer dann deementspriechend och rapportéiert. Mä déi Saache soll een emol eng Kéier autokritesch a kritesch kucken, wéi mer do kënnen eis selwer verbesseren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord, elo Froen zu deem ganze Volet vun der Organisatioun.

Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech menge fir d'Éischt emol, op Basis vun den Erfahrungen, déi mir elo gemaach hunn, och an deene leschte Wochen, duerch d'Auditiounen, déi mer hei héieren hunn, duerch dat, wat den Här Heck eis gesot huet, den Här Mille eis gesot huet, och den Här Hoffmann eis gesot huet, mengen ech, kënnt een awer net derlaanscht fir festzestellen, datt, mindestens wann ech elo déi lescht Auditioun kucken, den Här Hoffmann, datt dat zimlech chaotesch ofgelaf ass, datt ënnert dem Här Hoffmann weder eng schrëftlech seriö Instruction de service existéiert huet, och net regelméisseg schrëftlech Rapporte gemaach gi sinn, weder mat de politesche Responsabelen nach intern.

An den Här Heck huet eis och zimlech staark bestätegt, datt, wéi hien de Service iwwerholl huet, an den Här Mille huet dat och schonn ëmmer e bësse virdru gesot, datt an deem Service e bësselche jiddweree fir sech geschafft huet a jiddwereen a sengem Eck geschafft huet, fir net ze soen, datt mat grousser Wahrscheinlechkeet verschidde Leit laang Zäit gemaach hunn e bëssen, wat se wollten.

Et gëtt och entre-temps genuch Indizien dofir. Mir kommen herno jo nach op déi ze schwätzen, dofir wëll ech elo nach net dorobber agoen. Ech wëll vläicht just op Basis vun deem, wat de Statsminister elo gesot huet, e puer Remarquen awer dozou maachen. Dir sot, Dir hätt dem Service Instructioun ginn, och ënnert dem Här Mille schonn, fir d'Kommissioun regelméisseg iwwer alles dat ze informéieren, wou se lech och informéiert hunn. Dir hutt gesot, datt ab engem gewëssene Moment - dat stëmmt och, ab 2011 - mer déi sechsmonatlech Berichter och solle kréien.

Mä virun allem interesséiert mech deen éischte Volet. Et gëtt jo awer elo..., duerch dat, wat mer haut kennen, läit um Dësch, datt d'Kommissioun iwwer e ganze Koup Saache manifestement net informéiert ginn ass. An net déi mannste Saachen! Wann ech déi ganz Affär kucken, ouni iwwert den Detail dovunner ze schwätzen, well dat solle mer jo net hei maachen, mä ech mengen, just déi ganz Affär kucken, iwwert déi Rieds geet an dem Gespréich tëschent Iech an dem Här Mille, iwwert déi Affär ass d'Kommissioun, d'Kontrollkommissioun zu kengem Moment informéiert ginn.

Dir hutt selwer och nach an enger Pressekonferenz gesot, datt do nach ganz relevant aner Statssécherheets-, ënner anerem Gefore fir eise Statschef matgespillt hätten. Och do si mer als Kommissioun ni informéiert ginn. Mir sinn och net iwwert déi Virgäng informéiert ginn, déi do ofgelaf sinn, ënner anerem déi illegal Écoute, iwwert déi mer och am Detail elo net wäerte schwätzen, mä mindestens dat muss een hei kënnen erwähnen.

Dat heescht, Dir sot, Dir hat an den Här Mille, ausser dee Virgang vun der Auer, Dir hat grousst Vertrauen an hien. Wann ech dat awer alles kucken, wat do ofgelaf ass a wou manifestement jo dann den Här Mille och d'Instruktiounen net suivéiert huet, déi e kritt hat, fir d'Kommissioun iwwer all relevant Saachen ze informéieren, an ech ginn awer emol dovunner aus, datt déi Saachen, déi an deem Gespréich tëschent Iech an dem Här Mille stattfonnt hunn, zimlech relevant waren, da läit awer op der Hand, wann dann och nach

illegal Écouten derbäikommen, da läit op der Hand, datt den Här Mille net nëmmen am Zesummenhang mat der Opnahm vun deem Gespréich vläicht net ëmmer dat gemaach huet, wat e gesot kritt huet oder wat e sollt maachen, mä datt een och fir de Rescht awer ka gréisser Zweifel kréien.

An da stellt sech mir awer d'Fro, an dat, den Här Heck huet eis dat awer och relativ bestätegt, datt en awer och relativ séier, wéi hie komm ass, ganz stramm nach vill Saache geännert huet, ënner anerem och nach méi Instruction-de-servicen erausginn huet.

Duerfir ass meng Fro, do ass jo awer och tëschent 2004 an 2008 net nëmmen de Klima schlecht gewiescht am Service, mä et sinn einfach d'Instruktiounen net agehale ginn an och déi néideg Kontrollinstanzen net informéiert ginn.

Bon, elo weess ech net, inwiefern Dir dovu Bescheed wosst, mä et géif mech awer emol interesséieren, dat genau ze beschreiwen, well jo déi Virgäng all gelaf sinn tëschent 2006 an 2008 respektiv bis 2009, wou Der dann d'parlamentaresch Kontrollkommissioun dovunner a Bild gesat hutt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat kléngt, wéi wann et eng Fro wier, et sinn der awer zéng.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et sinn der éischter zéng, dat ass richteg.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech bleiwen dobäi, datt ech dem Direkter gesot hunn: „Dir musst an der Kommissioun soen, wat Der mir sot." Ob dat esou wäit geet, dass den Direkter vum Geheimdéngscht och d'Kontrollkommissioun iwwer all Verdachtsmomenter, déi den Déngscht huet, informéiere muss, oder iwwer all Zeenario, déi den Déngscht sech zesummendenkt, oder iwwer all Explikatiounsmuster, deen den Déngscht sech zurechtleet, ouni dass doriwwer tatsächlech Erkenntnisser ënner palpabler Form virleien, dat ass eng Fro, déi ech mer stellen, mä et ass awer eng Fro, déi ee kann diskutéieren.

Wann ech an e puer Gespréicher dem Direkter soen, dass ech net gleewen an et och nach ëmmer net gleewen, dass ee Gespréich tëscht dem Grand-Duc an dem Statsminister

ofgelauschtert ginn ass, ob en da muss an d'Chamberskommissioun kommen a soen: „Mir mengen awer, well deen an deen dat an dat zu eis gesot huet, wat mer net iwwerpréiwe konnten,...“ -, dat ass eng aner Fro, mä do sinn ech d'accord, dass een dat kann anescht gesinn. Et ass och d'ailleurs doriwwer geschwat ginn.

Déi Menace op de Grand-Duc, déi Der ugesprach hutt, dat ass keng geheimdéngschtlech Aarbecht. Ech hu vun där Menace geschwat op enger Pressekonferenz, fir ze weisen, wou déi Rumeur eigentlech hierkënnt, dass am Palais Gespréicher ofgelauschtert gi wieren. Do hunn ech drop opmierksam gemaach, dass et eng Menace géint de Grand-Duc ginn huet, an dass duerfir d'Polizei zu Bierg an an der Loge vum Palais bestëmmten Apparaturen installéiert huet, fir gewuer ze ginn, wou déi Appellen, déi Menacë géifen hierkommen.

Iwwert déi Menacë sinn ech och net informéiert ginn, wat ech niewebäi bemierkt och e bësse gelunge fannen, mä ech hu mech informéiert: Wou kënnt d'Gespréich hier, dass am Palais Opnahme géife gemaach ginn? An déi Rumeur kann nëmmen dohier kommen, well d'Police Material installéiert huet, fir ze retracéieren, vu wou dass déi Uriff, wou de Grand-Duc menacéiert ginn ass, géifen hierkommen.

Mä de Geheimdéngscht huet domat näischt.... Dat ass eng strikt polizeilech Aarbecht. Eng strikt polizeilech Aarbecht! Duerfir kënnen och den Direkter vum Geheimdéngscht an de Statsminister, wann en dann dobäi ass, an dat wäert en an Zukunft maachen, d'Kontrollkommissioun iwwer eppes net informéieren, wat se selwer net wëssen.

Zousazfro dozou.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zum zweete Punkt, bon, do kann een nach drop zréckkommen, mä haaptsächlech zum éischte Volet. Dir sot, do kéint een driwwer diskutéieren, ob een d'Kontrollkommissioun hätt missen doriwwer informéieren, well et jo eigentlech eng Beschreiwung vun engem méiglechen Zeenario gewiescht wär, wou Dir awer der Meenung gewiescht wäert, datt en, mindestens bei deem Wëssen, wat Der hat, näischt géif hierginn.

Dir wosst awer, datt parallell dozou eng Filature gemaach ginn ass op eng Persoun, an Dir wosst mindestens - iwwert deen anere méi spezifeschen Deel schwätze mer nach, mä elo

emol fir heibäi ze bleiwen -, ech mengen, Dir wosst awer, datt de Geheimdéngscht do awer scho seriö Operatioune gestart hat, fir ze kucken an ze préiwen, ob do eppes dru wier.

D'Kontrollkommissioun misst normalerweis all déi Saache virgeluecht kréien, zum Beispill och d'Écouten. Déi do war net dobäi, déi ass jo manifestement illegal geschalt ginn.

Dir hutt dat am Gespréich mam Här Mill awer diskutéiert, dat heescht, ech froen duerfir nach eng Kéier: Sidd Der awer net der Meenung, datt d'Kontrollkommissioun iwwert dee Virgang an iwwert dat, wat do gekuckt ginn ass, hätt missen informéiert ginn, well dat ass jo awer..., et geet jo awer iwwert dat eraus, datt e renge Verdachtsmoment oder eppes, eng Geschicht do gewiescht wär, déi ee just net hätt kënnen novollzéien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dee vermeintlechen Enregistrement vun engem Gespréich tëscht dem Grand-Duc an dem Statsminister, dat ass soss näischt wéi e Verdacht, guer glat näischt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, ech schwätzen net vun där, ech schwätzen elo vun där Filature, déi gemaach ginn ass op dee berühmten M., iwwert dee Virgang, wou Der och am Gespréich mam Här Mille dodriwwer geschwat hutt, wat do geschitt ass. Dir hutt och nach gefrot: „Wat hutt Der dann erausfonnt?"

Dat heescht, dee ganze Virgang, fannt Der awer net, datt d'parlamentaresch Kontrollkommissioun iwwert deen hätt missen informéiert ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, wann et de Wonsch ass vum Parlament, fir iwwer all Filature - iwwert d'Filaturë muss ee souwisou eng Kéier schwätzen -, en droit iwwer all Filature informéiert ze ginn, déi de Geheimdéngscht mécht, da muss ech lech soen, ech sinn awer och net iwwer all Filature vum Geheimdéngscht informéiert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bein, et war jo zwar net iergendeng. Se war jo an engem Zesummenhang awer ze gesinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll se net qualifizéieren, soss riskéieren ech eppes ze soen, wat beleidegend kéint si fir aner Leit. Ech hunn déi Affär do ni seriö geholl. Ech akzeptéieren, dass ee seet, doriwwer hätt d'Kontrollkommissioun missen informéiert ginn um Ufank, wéi wann ech um Ufank driwwer informéiert gewiescht wier, an da regelméisseg debrieft ginn, wat do ass, mä da triede mer an eng dagdeeglech Kontroll an. An duerfir muss ee sech, well ech awer déi Berechtegung vum Här Bausch senger Fro duerchaus wëll akzeptéieren, driwwer ënnerhalen, vu wéini un a vu wat fir engem Punkt vu Gravitéit un, och wann et sech nëmmen ëm Verdachtsmomenter hält dass d'Kontrollkommissioun gären informéiert wier.

Ech mengen och net, dass dat am Ausland an deem Mooss geschitt war, well mir hunn eis jo mat deene Kontrollinstanzen am Ausland, parlamentaresche Kontrollinstanzen, mengen ech, ënnerhalen. Ech mengen net, dass dat esou eng intensiv Matdeelung ass.

An deem Mooss allerdéngs, wou agefouert ginn ass, dass kee méi däerf eng Operatioun maachen am Geheimdéngscht selwer, keen Agent méi eng Operatioun däerf maachen, déi net schréftlech ugefrot ass, wat et laang Jore ginn huet, a wou iwwer all Operatioun muss ee Rapport gemaach ginn, gëtt wahrscheinlech d'Matdeele vun deenen operative Geschäfter vum Geheimdéngscht och méi einfach, wéi wann een elo einfach muss e bëssen am Niwwel do stocheren.

Also, ech si gäre bereet, iwwert déi Fro do ze diskutéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech wëll einfach derbäi soen, fir dass dat kloer ass: Wann ee Statsminister ass, an et ass een zoustänneg fir de Geheimdéngscht, an et ass een dat a Co-Kompetenz mat enger Geheimdéngschtkommissioun, sou wéi d'Gesetz et seet a wéi de Conseil d'État et interpretéiert huet, hu mer alleguer zesummen Intérêt drun, dass een deem aneren do hëlleft. Mir si jo gemeinsam zoustänneg fir d'Surveillance vum Déngscht, da musse mer och kucken, fir gemeinsam déi richteg Moyenen eis an d'Hand ze ginn, fir dat kënnen ze maachen. A wéi d'Aufgabenopdeelung och tëscht dem parlamentaresche Kontrollausschuss an dem Statsminister, dat heescht dem Statsministère ass, ech si gäre

bereet, doriwwer ze diskutéieren. Och an öffentlecher Sitzung, also mir kënnen dat direkt, mä ech hunn e puer Elementer genannt, mä…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- En ass verbesserungsfäeg de System, dat ass ganz kloer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Vläicht uschléissend dozou: Ech ginn lech Recht, wann Der sot, mer kënnen net all eenzel Aktioun herno och en long et en large an der Kontrollkommissioun diskutéieren. Et muss ee kucken, ab wéini een dat muss maachen.

Hei allerdéngs war et ëmmer eng Rei vu Faiten, déi awer derzou gefouert hunn, datt finalement den Direkter vum Service a Fro gestallt ginn ass an dann och de Service verlooss huet, sou datt ech awer scho géif mengen, mat deem, wat mer haut wëssen, dat awer Grond genuch gewiescht wär. Et war also net eng alldeeglech Geschicht, dat doten. Et war also schonn e bësse méi wéi dat.

A wann ech och elo nach eng Kéier noliesen, wat d'Kontrollkommissioun dee Moment gesot kritt huet a wat awer mëttlerweil op d'mannst bekannt ass, respektiv wat haut och zum Deel vun lech gesot gëtt, da gëtt et awer och do eng Rei vun Divergenzen.

Dir selwer, mengen ech, hutt der Kontrollkommissioun gesot, datt déi Identitéit vun där Persoun, déi déi angeblech cryptéiert CD bei de Service bruecht huet, datt déi net bekannt wär. Haut wësse mer awer, datt se wuel bekannt war, datt dat den Här M. war. Dat ass esou aus deem Gespréich, wat jo ofgedréckt ginn ass, tëscht lech an dem Här Mille ervirgaangen.

Et ass haut méi kloer, datt do eng Intentioun sollt bestanen hunn, datt Chantage sollt gemaach ginn. Dat hutt Der an deenen éischte Gespréicher mat den deemolege Leit aus der Kontrollkommissioun net beschwat. An och wat fir e Chantage, datt dat kéint sinn, wat fir eng Ziler, datt do dohannert kéinte stoen, wien iwwerhaapt dovunner viséiert wär - Wäert Dir dat? Wär dat de Service? Wär dat de Stat am grousse Ganzen? -, doriwwer ass eigentlech net Rieds gaangen.

Dir hutt, mengen ech, och den deemolege Kolleegen an der Kontrollkommissioun gesot, datt et esou e Gespréich tëschent Iech an dem Statschef iwwert d'Affär „Bommeleeër" net ginn hätt. Et weess een awer haut, datt et wuel esou ee Gespréich ginn huet, ech mengen, nodeems en RTL-Zeie sech bei Iech gemellt huet an Dir gesot hutt: „Ech wëll dee Mann unhéieren. Sidd Dir och bei de Statschef gaangen, fir mat deem doriwwer ze schwätzen?"

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Kënnt Der emol eng Paus maachen,...

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*-...well do kommen erëm zéng Froen hannerteneen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, ech wëll just...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll se just der Rei no beäntwerten.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll just domadder soen, datt ech…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*-...mat deem, wat mer liesen, wat deemools der Kontrollkommissioun gesot ginn ass, an deem, wat mer awer haut wëssen, datt et do Divergenze gëtt. An ech hunn der elo e puer opgezielt.

Wéi stitt Der do derzou?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt emol fir d'Éischt froen, ob dat, wat an der Kontrollkommissioun gesot gëtt a wat jo e Secret ass, de Moment déliéiert ass vum Secret, well den Här Meisch seet, wat ech an der Kontrollkommissioun

gesot hätt a wat ech op anere Plaze gesot hunn, wëll ech wëssen, ob ech doriwwer ka fräi schwätzen?

Dat maachen ech, wann Der der Meenung sidd, dass dat geet.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Neen.

Une voix.- Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Also, ech menge schonn, datt, mir hu jo déi Rapporten do als Ënnerlagen, fir eis ze preparéieren, och fir déi Missioun hei, fir generell eis ze preparéieren op d'Aarbecht vun der Enquêtëkommissioun. Et ass jo awer normal, datt mer aus deenen Ënnerlagen och eng Rei vun Informatiounen erauszéien, wou mer herno eis Froen hei formuléieren. D'Fro, ob mer déi kënnen an der öffentlecher Sitzung stellen oder ob mer dat à huis clos misste maachen, ass eng aner.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech si bereet, déi Froen ze beäntwerten. Ech wëll just séchergoen, dass ech hei net an d'Fangere vun aneren Instanze geroden.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat mengen ech net. Mir sollten awer elo wierklech oppassen, dass mer net op eemol eng Vermëschung maachen hei iwwert déi öffentlech Sitzung an dann u sech andauernd awer plus ou moins Zitater uféieren aus Dokumenter, déi effektiv net öffentlech sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, mä...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä d'Informatioun kann ee benotzen. Do si mer eis eens. Soss hunn déi Dokumenter jo guer keen Zweck.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Kann ech dem Här Meisch seng Fro esou beäntwerten, dass ech net a Konflikt mat aneren Dispositioune vun eiser Gesetzgebung kommen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann dat net méiglech ass, da misste mer de Huis clos awer verhängen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen. Ech si radikal dergéint - enfin, ech hunn net iwwert de Huis clos ze befannen, mä ech ginn net an de Huis clos, fir dass herno jiddweree seet, do ware Saachen ze verstoppen. Dat kënnt Der mat jiddwerengem maachen, mat mir maacht Der dat net. Wann Dir hei Froe stellt a wann eise President, Äre President se duerchléisst, beäntwerten ech déi Froen esou, wéi ech dat veräntwerte kann. Mä ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Da probéiert, op déi Froen ze äntwerten, ouni a Konflikt mat Gesetzer ze kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A wann ech do de Buedem verléieren, ass de President als brillante Jurist do, fir mech …

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hu keng eege Pouvoiren hei an dëser Kommissioun. Ech sinn eigentlech an der Hand vun alle Memberen hei vun der Kommissioun.

Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo, Här President,...

M. Lucien Weiler *(CSV).*-...hei stellt sech awer elo eng prinzipiell Fro. Do musse mer eis eens ginn. Wa mer elo soen hei, déi Froen, déi den Här Meisch gestallt huet, déi sech referéieren op de Contenu vu Procès-verbaux, déi mir hei virleien hunn - par ailleurs sinn an deenen Ausféierunge vum Här Meisch Elementer dran, déi gesot ginn, déi awer net an deene Procès-verbaux stinn, esou wéi ech se gelies hunn, an ech hu se am Detail gelies -, also musse mer eng prinzipiell Décisioun huelen, well eise Prezedenzfall, entweder ass

déi Kommissioun hei bereet, déi Procès-verbaux, déi mer hei virleien hunn, net méi als geheim an als confidentiel ze considéréieren, mä ech mengen, dat kënne mer net. Dat kënne mer net! Sou datt mer eis awer mussen elo eens ginn, wéi wäit mer hei elo eben dat dote maachen oder net maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä, Här President, kann ech vläicht probéieren, déi Froen esou ze beäntwerten, dass mer mat näischt a Konflikt geroden?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat war eng Suggestioun, déi ech jo och hat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt awer just dem Här Weiler soen, wann Der et erlaabt, Här President,...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ma selbstverständlech.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Meisch huet nach guer näischt zitéiert aus engem Rapport. Ech froe mech, wou den Här Weiler ka behaapten, datt dat, wat den Här Meisch zitéiert hätt, net esou am Rapport stéing. En huet nach guer näischt zitéiert.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Majo dach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Majo neen, en huet näischt zitéiert.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Dach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen. En huet just gesot, eng Rei Beschreiwunge gemaach an - bon.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Nach eng Kéier, mäin Appel un Iech alleguerten, da brauche mer déi heite Prozedurdiskussioun net ze féieren: sech un eng Rei vu Regelen ze halen, déi mer awer gemeinsam an den éischte Sitzunge festgehalen hunn an och d'Confidentialitéit vun eenzelnen Dokumenter respektiv de Huis clos an aneren Auditiounen, fir deen ze respektéieren. Well u sech ass dat de Rumm, wéi mer en hunn.

Ech mengen, dass selbstverständlech et awer esou ass, dass een déi Informatiounen, déi een do kritt huet, déi huet een am Kapp an déi kann een natierlech och benotzen, fir Froen ze stellen, ouni awe direkt eng Konfrontatioun vun Dokumenter ze maachen, déi confidentiel sinn, respektiv vun Zeienaussoen ze maachen, déi am Huis clos gemaach si ginn. Soss hätte mer de Huis clos net bräichen ze verhänken.

Mä ech si sécher,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-…den Zeie gëtt mat där doter…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-…Lag eens.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Meisch muss mer elo just nach eng Kéier hëllefen, well mer elo hei an de Prozeduren ënnerwee waren, d'Froen erëmzefannen. Déi éischt Fro war, mengen ech, déi: Ech hat an der Kontrollkommissioun den Numm vun där Source net genannt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hat gesot, et wär eng anonym Source.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, dann zitéiert Der do aus engem Bericht? Awer ech hunn déi Berichter net..., déi si jo relativ sommaire.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech muss elo oppassen, wat ech hei soen.

Hei si Kolleegen, déi soen, ech dierf net aus de Berichter wuertwiertlech zitéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zu deem Zäitpunkt...

M. Claude Meisch *(DP).*- Am Bericht steet,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*-…datt déi Source anonym wär.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech nennen…

M. Claude Meisch *(DP).*- An an deem Gespréich tëschent Iech an dem Här Mille geet awer ervir, datt dat den Här M. sollt gewiescht sinn. Also war se wuel bekannt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An aus dem Gesetz geet ervir, dass ee keng Source däerf dévoiléieren. Ergo kann ech och keng nennen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat hätt Der och där Kommissioun dee Moment kënne soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass Gesetz. Ech maache keng Rechtsbelehrung.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, neen. Dat wär jo eng gutt Argumentatioun gewiescht, firwat Der den Numm net kéint nennen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Numm, deen Numm war…. Ech weess net, vu wat fir engem Numm...

Pardon?

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass en Ënnerscheed a mengen Aen, ob een en Numm weess an net däerf nennen oder ob ee seet, en ass anonym. Well domadder seet een, ech weess net, wien et ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech ka mat dem Numm, och wann e genannt gëtt, näischt ufänken. Well ech gehéiere wahrscheinlech zu deene wéinege Leit, déi doriwwer schwätzen a schreiwe mussen, déi déi Persoun net kennen. Mä mäi Grondprinzip ass, dass ech eng Source net däerf dévoiléieren. An déi Tatsaach,

dass ee mer dat an engem Gespréich seet, gëtt mir nach net d'Recht, fir déi Source ze dévoiléieren.

Är zweet Fro, Här Meisch. Dir hat dräi Froen, ier ech mer erlaabt hat, Iech ze ënnerbriechen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat war dat Gespréich tëschent dem Statschef an Iech, wou da behaapt ginn ass, do wär eppes opgeholl ginn,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*-...wat op déi cryptéiert CD komm ass. An der Kommissioun, wann ech mech richteg erënneren an dat richteg gelies hunn, sot Der, esou ee Gespréich hätt et net ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, dat hunn ech…

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann ech awer u Mediëberichter...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*-...mat Sécherheet net an där Form….

M. Claude Meisch *(DP).*-...erëm erënneren aus där doter Zäit, dann huet et wuel esou e Gespréich ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Ech wollt, wann ech mech esou ausgedréckt hunn, net soen, dass ech mam Grand-Duc ni iwwert d'Affär „Bommeleeër" geschwat hätt. Ech wollt soen, an dat hunn ech e puermol zum Ausdrock bruecht, och d'ailleurs an engem Gespréich mam Här Mille, wat jo jiddwereen esou oft konnt liesen an esou oft nolauschteren, während ech vun deem Gespréich soss näischt matkritt hu wéi déi Sekonn, an där een eppes gesot huet. An ech an där Sekonn supposéiert war, op alles ze reagéieren.

Et ass en Ënnerscheed, ob ee matenee schwätzt oder ob een et herno liest a lauschtert an driwwer nodenkt, wat do geschwat ginn ass. Och an deem Gespréich hunn ech awer, well ech et entre-temps jo awer och eng Kéier gelies hunn, wat mech betrëfft, gesot, ech hätt näischt Brisantes mam Grand-Duc iwwert d'„Bommeleeër"-Geschicht geschwat. An deem Sënn, dass ech mam Grand-Duc net driwwer geschwat hunn, wien den „Bommeleeër" wär. Hie weess et net. Ech weess et net. Doriwwer war net ze schwätzen.

A vu dass de Brudder vum Grand-Duc awer gehéiert ginn ass, hunn ech selbstverständlech doriwwer geschwat, well ech hunn deen Zeien empfaang 2005, dee gemengt hat, een anere Member vum Haff gesinn ze hunn.

Dat ass awer relativ normal, fannen ech, à moins, datt Dir et anescht gemaach hätt, dass ee mam Grand-Duc driwwer schwätzt, wann een Zeien engem seet, säi Brudder, dee wier den „Bommeleeër". Esou einfach kann een net dovu schwätzen. An duerfir ass et kee Gespréich gewiescht iwwert d'Identitéit vum „Bommeleeër", mä iwwert dee Virgang, wou ech et awer relativ normal fannen, dass een da mam Statschef driwwer schwätzt. Mä dat war kee Gespréich iwwert de „Bommeleeër" oder iwwert d'Enquête, vun där ech jo näischt wosst.

An et war nach eng drëtt Fro.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et war nach en drëtte Punkt, datt den Informant, den Här M., déi Informatiounen do, déi CD do bei de Service bruecht hätt, fir ënner iergendenger Form Chantage ze maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat schéngt mer och eppes ze sinn, wat op deen éischte Moment net esou duergestallt ginn ass. An awer och wat fir eng Zort vu Chantage, mat wat fir engem Zil, Chantage géint wien? Wie war domadder viséiert? A mat wat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn an deem Gespréich mam Här Mille an och bei mengen Aloossunge bei Ärer Kontrollkommissioun gesot, et gëtt zwou Méiglechkeeten. Entweder ass ee Gespréich tëschent dem Statschef

an dem Regierungschef opgeholl ginn. Dann ass dat ganz grave an da muss een där Saach nogoen. Oder, well ech dat awer net gleewen, ginn ech dovun aus, dass aus iergendengem Grond esou gemaach gëtt, wéi wann esou e Gespréich kéint entstoen, fir iergendeen ënnert Drock ze setzen. Mä ech weess awer net wien.

Ech hu mech duerch déi Rumeur do net ënnert Drock gesat gespuert, well ech jo ganz genau weess, dass ech mam Grand-Duc keng Gespréicher iwwert de „Bommeleeër" geschwat hunn, déi brisant gewiescht wieren, oder wéi d'Source gesot huet, de Stat un d'Wackele géife bréngen. Ech weess, dass ech där Gespréicher keng mam Grand-Duc gefouert hunn, ergo ginn ech dovun aus: Wat ass da bezweckt mat där ganzer Operatioun do? Sou wéi ech mech jo ëmmer nach froen, ouni eng Äntwert dorop ze kréien, mä ech kréien eben net op all Froen, déi ech stellen, eng Äntwert: Firwat dass dann elo op eemol deen Enregistrement vum Här Mille, elo in tempore non suspecto, total non suspecto, elo de Wee an d'Öffentlechkeet fonnt huet. Ech stelle mer heiansdo Froen am Zesummenhang mam Geheimdéngscht a mat aneren Instanzen hei am Land, déi ech mer eben net beäntwert kréien.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ben Fayot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hat awer, Här President, den Här Meisch no senger drëtter Fro ënnerbrach. An ech mengen, mir waren nach net fäerdeg.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dach. Dat war deen dote Punkt. Ech hätt awer nach eng aner, fir direkt dorunner ze hänken, wann Der géift erlaben. Dir wësst et, huelen ech un, well mir wëssen et och, datt e fréiere Mataarbechter vum Service beim Statsministère, net bei Iech, mä bei héije Fonctionnairë war, wou et ënner anerem ëm e Punkt gaangen ass, fir juristesche Bäistand ze kréien an enger preziser Fro. An do wär och de Statsministère informéiert ginn, datt et nach eng Kopie vun där cryptéierter CD géif ginn, déi net am Besëtz vum Stat wär, mä am Besëtz vun där Persoun. An déi Persoun géif probéieren déi anzwousch aneschters op eege Fauscht décryptéieren ze loossen. Hutt Dir iergendwéi där Nouvelle eng Suite ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Nouvelle ass mer an där preziser Sculptéierung emol guer net bekannt, wéi Dir se elo hei virbréngt. Da misst Der mer doriwwer scho méi soen, well dat wier ee Gespréich tëschent dem Informant, wéi Der sot, an engem aus dem Statsministère gewiescht.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech sinn elo an deem Problem, wou Dir och riskéiert dran ze kommen, datt ech hei erëm misst ze vill aus Rapporten zitéieren aus der Kontrollkommissioun, déi ech elo hei net prezis ka virleeën.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also ech hu keen...

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass e ganz enke Mataarbechter aus dem Statsministère, deen der Kontrollkommissioun dat doten esou erkläert huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Deen erkläert hätt, dass nach esou eng CD géif bestoen? Dat ka sinn. Dat huet och wahrscheinlech meng Attentioun net total accaparéiert, well dat mech och nëmme marginal muss interesséieren, well mer jo amgaang sinn, nodeems ech dat laang gewënscht hat, déi vermeintlech CD, soen ech emol, oder Kassett oder Diskett, wou soll ee Gespréich tëschent dem Statschef an dem Statsminister sinn, vun zwee auslänneschen Déngschter décryptéieren ze loossen.

Ech hunn doriwwer nach keng Erkenntnisser virleien. Mä ech brauch net een, deen décryptéiert, deen dem Geheimdéngscht déi cryptéiert Diskett zougespillt huet. Wann dräi Geheimdéngschter drop schaffen, nämlech eisen, deen huet näischt fonnt, an et sinn zwee anerer amgaang ze probéieren, eppes do drop ze fannen, dann hunn ech näischt dovun, wann ech dee froen, vun deem ech mengen, dass en eng CD ofgeliwwert hätt oder eng Diskett ofgeliwwert hätt, wou näischt drop ass, erauszefannen, wat drop ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä de Fait, datt aner Leit nach eng Kopie hunn dovunner, déi se wahrscheinlech matgoe gelooss hunn - an ech mengen, datt se eigentlech kee Recht haten, fir déi matzehuelen -, dat interpelléiert lech net?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mech interpelléiert eng Fro ganz staark, dat ass, wat eigentlech Leit, déi am Geheimdéngscht schaffen, alles

mathuelen, wa se hir Aarbechtsplaz wiesselen. Dat ass iwwregens och eng Fro, well mer jo mussen d'Froe klären, wéi gëtt dat geregelt, wann een de Geheimdéngscht verléisst a wou kann een innerhalb vun enger gewëssener Zäit dann net schaffe goen, muss jo och kloergestallt ginn, dass ee bestëmmte Saachen net ka mathuelen. Mä do si mer ganz no un...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Ech mengen och, dass mer eis elo...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* ...engem anere Punkt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* ...bewegen op e Volet hin, deen à la rigueur Bestanddeel ass vun enger Enquête judiciaire, déi leeft. Dir hutt festgestallt, dass an de Qualificatifen och Vol derbäi war.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Jo. Ech wollt just soen, Dir schwätzt hei vu Vol a Recel, dofir sinn ech net zoustänneg.

D'Interpellatioun, hat den Här Meisch gesot, interpelléiert dat lech net? Dach, et interpelléiert mech, dass einfach Material ka matgeholl ginn, wann een de Geheimdéngscht verléisst. An do musse mer iergendee Wee fannen, fir dat ze ënnerbannen. Mir kënnen net ufänken all Dag am Geheimdéngscht jiddwereen ofzetaaschten, dee raus geet. Mä et musse kloer Regele gemaach ginn an et musse Strofbestëmmungen an deem Beräich kommen.

Et kann ee Geheimnisträger sinn, ouni d'Geheimnisser ze droen.

M. Alex Bodry *(LSAP).- Président.-* Ben Fayot, Gast Gibéryen.

M. Ben Fayot *(LSAP).-* Jo, ech wollt nach eng Kéier déi Fro vun der Kontroll vum Geheimdéngscht opwerfen. De Statsminister huet elo scho gesot, dass am Fong... mir hu jo gehéiert, dass et d'Kontroll vum Statsminister als politesche Responsabele vun deem Service gëtt. Do sinn Amélioratioune méiglech, wéi en dat och duergestallt huet. An da gëtt et de Contrôle parlementaire, dee jo nei ass, 2004 an d'Gesetz komm ass. An ech war mat deem engen oder deem anere Kolleeg hei als Éischten an där Kommissioun als

Fraktiounspresident. An déi Fraktiounspresidenten alleguerten, do war kee Spezialist vu Geheimdéngschter.

A wann ech och mech erënneren, wat mer do gemaach hunn, mir si selbstverständlech informéiert gi vun deem, wat den Direkter ons wollt ginn, wann ech dat emol esou ka soen, wat och zum Deel am Gesetz steet. Et kann een och, wann ee wëllt, als Kommissioun sech Experten derbäi huelen. A meng Impressioun ass ganz kloer, dass déi Kommissioun do zwar ganz nëtzlech ass - et ass jo och e grousse Fortschrëtt par rapport zu deem, wat virdru bestan huet -, mä awer nach ze verbesseren ass.

Éischtens emol weess ech net, ob Fraktiounspresidenten elo déi beschten outilléiert sinn, fir dat ze maachen, well se ganz vill aner Saachen ze maachen hunn an och, menger Ansicht no, kéinte vu Leit remplacéiert ginn, déi vill méi Expert dra sinn, a sief et Deputéierten, sief et eventuell och Spezialisten. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee sech kann iwwerleeën.

Virun allem awer ass jo d'Situatioun vun där Commission parlementaire eng aner, wéi déi vum Statsminister. De Statsminister ass de Chef vun deem Service do an d'Commission parlementaire huet am Fong geholl eng Fonctioun vun Accompagnement, dat heescht ze kucken, wat an deem Service geschitt, dass dat deene Regelen entsprécht, déi d'Gesetz opgestallt huet.

An duerfir meng Fro un de Statsminister an där Reflexioun, déi en héchstwahrscheinlech och an deene leschte Wochen iwwert de Geheimdéngscht gemaach huet: Deelt hien déi Opfaassung, dass déi Commission parlementaire do, dee Contrôle parlementaire misst verbessert ginn? Huet hien Iddien, wéi een dat kéint maachen? Well ech mengen, d'Kredibilitéit vum Service de Renseignement, och d'demokratesch Legitimatioun, hänkt e bëssen dovunner of, och vun där Effikassitéit, déi déi Commission parlementaire do kritt. Dat heescht, dass se net einfach Empfänger ass vun enger ganzer Partie Donnéeën, Informatiounen, déi se net däerf viruginn, wou se mat kengem kann dobausse schwätzen - jiddwereen ass do fir sech, eleng mat där Informatioun - a wou een och net d'Méiglechkeet huet elo, Experten ze froen iwwert dat, wat do vir sech geet, ob dat deem entsprécht.

Duerfir gesinn ech an där Commission du contrôle parlementaire, well ech dat fënnef Joer matgemaach hunn, eng ganz Partie Problemer fir d'Effikassitéit a fir och déi demokratesch Legitimatioun, déi mer dann deem Service iwwert dee Contrôle och wëlle ginn. Dat ass also éischter e Commentaire, wann Der wëllt, mä zugläich och awer eng Fro un de Statsminister: Ob hie schonn doriwwer nogeduecht huet, a wéi eng Richtung een do ka goen, fir dat besser ze maachen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng Fro, eng Äntwert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll fir d'Éischt soen, dass ech an der Commission de contrôle parlementaire, der parlamentarescher Kontrollkommissioun kee begleedend Instrument gesinn. Et ass e Kontrollinstrument. An de Conseil d'État seet a sengem Avis zum Gesetz vun 2004, de Geheimdéngscht wier der Surveillance vum Statsminister a vun der Commission de contrôle ënnerworf.

An duerfir däerf een d'Roll vun deenen engen net iwwerhéijen, obschonn ech dat absolut akzeptéieren, an d'Roll vun deenen aneren net ze vill déif hänken. Et ass eng gemeinsam, et ass eng Co-Kompetenz, déi mer do exercéieren. Ech hat elo éinescht, andeems ech op eng Fro vum Kolleeg Bausch, mengen ech, geäntwert hunn, scho gesot, dass ech der Meenung wier, dass een - dat ass awer eng Parlamentsdécisioun -, dass een d'Ressources humaines, déi der Kontrollkommissioun zur Verfügung stinn, dass een déi muss sech ginn. Déi schénge mer de Moment net total ze existéieren. An ech hu gesot, dass mer och am Ministère d'État oder an deem Ministère, wou dann dee Geheimdéngscht eng Kéier hikënnt, dass een och do ee Geheimdéngschtbeoptraagten, an dat kléngt elo esou pompös an esou opgezunn, sech muss ginn.

Well, wéi Der zu Recht sot, ech verstinn duerchaus, dass d'Fraktiounschefen net all Zäit hunn, fir sech domat ofzeginn. Ech kennen awer nach een esou. An déi Virstellung, dass ech dee ganzen Dag op mengem Büro sëtzen oder soss éierens sëtzen an un de Geheimdéngscht denken a mech all hallef Stonn - ech wëll dat iwwerhaapt net ridiculiséieren, wat ech elo soen - mech all hallef Stonn muss froen, wat maachen déi elo? Dat ass eng Virstellung, déi Der sollt wann ech gelift net hunn. Dat ass net meng Haaptaktivitéit!

Ech hu mech, wann et ëm de Geheimdéngscht gaangen ass, ëmmer op déi essentiell Punkte konzentréiert. An dat ass, alles ze maachen, fir dass d'Sécherheet hei am Land garantéiert ass, soufern wéi de Geheimdéngscht domat eppes ze dinn huet. Dat ass meng Suerg beim Geheimdéngscht gewiescht, an net den alldeeglechen, déi alldeeglech Virgäng.

Well ech mer awer op eemol gesot hunn, ech weess awer net genuch do - well Dir jo och ëmmer an der Kontrollkommissioun gesot hutt, mir wësse jo eigentlech net genuch, obscho mer jo alles gewuer ginn, wa mer alles froen - hunn ech mer dann déi monatlech Berichter iwwert d'Operatiounen do maache gelooss, mat deene semestriellen Erweiderungen, déi dann och d'Kontrollkommissioun zougestallt kritt. Esou dass ech mengen, dass dat effektiv verbesserungsfäeg ass.

Dir kënnt Iech erënneren, wéi d'Regierung Juncker/Polfer dee Projet de loi abruecht huet, do stoung do dran, de Geheimdéngscht, dee géif ënnert der Autoritéit, wat ëmmer dat och heescht, vum Statsminister stoen. An dunn huet d'parlamentaresch Kommissioun gesot, neen, neen, neen, dee Geheimdéngscht, dee kënnt ënnert d'Autoritéit vun deem Minister, deen am Arrêté grand-ducal portant organisation du gouvernement fir de Geheimdéngscht zoustänneg erkläert gëtt. An d'Regierung huet deen Amendement vun der Kommissioun ugeholl. Well ech, wéi ech schonn e puermol gesot hunn, kee Geheimdéngschtfreak sinn, ech kann och liewen ouni Chef vum Geheimdéngscht ze sinn, de Moment däitlech besser, wann ech et net wier.

De Conseil d'État huet dat net gewollt an huet gesot, neen, dat muss d'Kompetenz vum Premier sinn, ënner anerem wéinst de Kompetenze vum Premier am Zesummenhang mam Écoutëgesetz a well et méi liicht wier, wann et de Premier wier, fir d'Zesummenaarbecht mat deem aneren Deel vun der Surveillance, nämlech dem Contrôle, der Commission de contrôle parlementaire ze organiséieren.

Dat ass d'Logik. Mä ech war jo d'accord domat, dass de Statsminister net misst a priori déi Kompetenz hunn. Aner Ministeren hu wahrscheinlech besser Zäit, fir dat ze maachen. An duerfir wäert Der och net erliewen, dass ech mech do zerbalege bis et net méi geet, fir

Chef, politesche Chef vum Geheimdéngscht ze bleiwen. Ech wënschen anere Leit deeselwechte Plëséier.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt nach eng Kéier op déi Diskett zréckkommen, ouni an de Fong dovun eranzegoen, mä just iwwert d'Prozedur. Deemools, wéi dat bekannt ginn ass, datt déi Diskett do géif bestoen, do hutt Dir verlaangt, datt direkt sollt gekuckt ginn, fir déi Diskett ze décryptéieren. Véier Méint méi spéit hutt Der nogefrot, wéi wäit se domadder wieren. An do hutt Der geäntwert kritt, si hätten nach net probéiert, fir dat ze maachen. Dat war 2009 am Dezember. An déi CD, déi ass jo am Fong schonn am Joer 2008 opgeholl ginn. Haut si mer elo 2013.

Meng Fro ass, dat ass jo net eng CD gewiescht, wou elo net vill u Wäert hätt, well et war jo eng héich brisant Thematik, déi sollt do drop sinn: Ass an deene leschte véier Joer vun Ärer Säit aus nogefrot ginn oder eppes ënnerholl ginn, fir datt e Resultat do soll kommen? Well esou wäit wéi eis Informatiounen hei sinn, opgrond vun den Zeien, déi hei waren, ass elo am Fong eréischt, nodeems et elo erëm an d'öffentlech Diskussioun komm ass, erëm versicht ginn, fir ze kucken, fir déi CD do ze décryptéieren.

Do leien awer véier Joer dertëschent, wou mengem Stand vum Wëssen no am Fong keng Effortë gemaach gi sinn, fir déi CD ze décryptéieren, obschonn dat jo awer eng Affär ass, déi souwuel de Grand-Duc wéi de Premierminister direkt betrëfft.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mengen, fir d'Éischt emol, dass et keng Diskett gëtt mat engem brisanten Inhalt, déi de Grand-Duc an de Premier direkt betreffen. A jiddwereen, mat deem ech iwwert déi Affär ze schwätzen hat, weess, dass ech fundamental der Meenung sinn - mä do kann d'Wierklechkeet mech dann enges Bessere beléieren -, dass et déi Diskett net an där beschriwwener oder vermuter Form gëtt. D'ailleurs lafe jo aner, vun engem anere Pouvoir organiséiert Enquêten.

A wann een esou eng Diskett hat a weess, wéi een déi décryptéiert, da wäert et jo am Rechtsstat Méiglechkeete ginn, fir deen dozou ze bréngen, engem ze soen, wéi een déi Diskett kann décryptéieren. Ech weess net, ob dat entre-tremps geschitt ass an ech weess

och net, ob déi dofir zoustänneg Instanzen déi Froen esou formuléiert hunn, wéi ech se alt géif formuléieren, wann ech se ze formuléieren hätt.

Ech hunn ëmmer däitlech gemaach, souwuel an deem Gespréich mam Här Mille -well ech gi jo ëmmer agespaart, 18 Joer Statsminister an ee Gespréich vu 45 Minutten, wéi wann ech soss ni mat de Geheimdéngschtchefen ze di gehat hätt - an deem Gespréich gesot, ech hätt gär, dass een auslänneschen Déngscht soll déi Diskett décryptéieren. Dat ass ee Wonsch, deen ech ëmmer erëm widderholl hunn, mä dat ass manifestement - wahrscheinlech och, well ech selwer net gleewen, dass op där Diskett eppes ass - net als eng éischt Prioritéit vum Geheimdéngscht ageschat ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Elo sinn zënter e puer Méint oder zënter zwee Méint oder engem gudde Mount, ech weess et net genau, zwee Déngschter domadder beschäftegt. Mir gëtt gesot, dass dat een Exercice ass, dee 24 Stonnen den Dag leeft. A mir ass bis elo gesot ginn, do wieren nach keng Erkenntnisser do, esou dass dat mech confortéiert a menger Meenung, dass mer et hei mat engem anere Virgang ze dinn hunn, wéi mat dem éierleche Wonsch, dem Land matzedeelen, wat de Grand-Duc an de Premier matenee schwätzen.

D'ailleurs sinn ech der Meenung, dass dat och net ka bekannt gemaach ginn, wat de Grand-Duc an de Premier matenee schwätzen. Iergendwou wäert et jo nach ee Minimum vu Regelen hei am Land ginn!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dofir hätte mir jo een Intérêt, fir e Resultat ze kréien a wat eis géif beweisen, datt näischt drop wier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A mir hätten och Intérêt eis virzestellen, dass, wann eppes drop ass, dass net d'ganzt Land dat um Radio muss virgespillt kréien. Si mer eis do eens?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do si mer eis eens.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà. Mir sinn eis do eens.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn eng Fro, déi betrëfft d'Écouten. Bon, ech mengen, déi si jo vum Gesetz hier zimlech strikt reglementéiert. Et gëtt, engersäits gëtt et de Gremium vun den dräi Riichter. Da gëtt et natierlech, datt Dir als Supérieur hiérarchique vun dem Service musst...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech ënnerbriechen Iech just. Si mer mam Volet Organisatioun fäerdeg? Ech probéieren alt nach e bëssen Uerdnung eranzekréien. Elo si mer momentan an de...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...an de Moyens...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll nach just, Här President, wann Der, wann den Här Bausch erlaabt... iwwert d'Organisatioun huet jo d'Kontrollkommissioun, déi ech gefrot hat, e Bericht ze maachen iwwert d'Aktivitéiten an de Fonctionnement vum Déngscht, ee Rapport virgeluecht am Juni, de 24. Juni 2011, wou den Här Bausch sech jo scho beklot huet, hien hätt emol keen Accusé de réception kritt, woufir ech mech muss entschëllegen.

Mä mir hunn all d'Recommandatiounen, bis op eng, déi an deem Rapport stinn, wat d'Reform vum Gesetz ubelaangt a wat d'Reform an d'Pouvoiren an d'Moyene vun der Kontrollkommissioun ubelaangt, iwwerholl an eisen Avant-projet de loi, dee mer jo da bei Geleeënheet och eng Kéier mussen diskutéieren. An an deem Rapport vun der Kontrollkommissioun iwwert de Fonctionnement gëtt sech mat de Resultater vum externen a vum internent Audit säitelaang auserneegesat, op Schwaachpunkten higewisen, op een Décompartimentage higewisen, esou dass ech mengen, dass d'Kommissioun sech awer ganz intensiv mat der Organisatioun vum Déngscht méritoirement beschäftegt huet.

A mir sinn och bereet als Regierung, déi Recommandatiounen, déi do gemaach gi sinn, an eise Projet de loi ze iwwerhuelen. Y compris eng legal Festleeung vun der Beschreiwung vun den Operatiounen, wou ech perséinlech Douten hunn, ob een dat soll maachen. Well, wéi mer d'Gesetz vun 2004 gemaach hunn, hate mer ee Règlement grand-ducal virgesinn, fir d'Operatiounen ze beschreiwen an de Conseil d'État huet eis dat erausgehäit, well e gesot huet, et kann een dach net esou geckeg sinn, fir d'Aarbechtsmethod vun engem Geheimdéngscht an engem Règlement grand-ducal öffentlech ze maachen. Mä, compte tenu vun de Recommandatioune vun der Kommissioun, schreiwe mer et elo an d'Gesetz.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ok.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et muss een awer just bäifüge vläicht, dass entretemps och e Gesetz komm ass, wat fir d'Polizei, mir haten do... déi dote Methoden och definéiert huet, also wou et eigentlech kee Grond gëtt, fir eis ze soen, de Service de Renseignement, dee bräicht net ähnleche Regele sech ze ënnerwerfen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn Ärer Meenung, Här President, mä et sinn aner Methoden.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also kënne mer de Volet Organisatioun... jo?

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Här Hoffmann huet hei e Bild gezeechent vum Service de Renseignement, wou näischt schréftlech festgehale gi wär, an huet dat domadder erkläert, datt net genuch Leit fir säi Service geschafft gehat hätten an déi, déi fir e geschafft hätten, déi hätten och net esou gutt oder esou gäre vill geschriwwen. Deelt Dir déi Aschätzung? Dir waart, mengen ech, aacht oder néng Joer Statsminister och währenddeem den Här Hoffmann Chef vum Service de Renseignement war. Hu mer do e realistescht Bild gezeechent kritt vum Service aus deene Joren?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann dat Bild doranner resultéiert, dass déi, déi de Préjugé hunn, dass de Service de Renseignement absolut chaotesch an an der totaler Anarchie funktionéiert huet, an den Descriptioune vum Här Hoffmann d'Bestätegung vun hirer Theorie fannen, da kann ech mech där Theorie net uschléissen. Mä richteg ass, ech wëll soen et ass net... dat war ee laange Saz. Ech wëll

soen, et ass ee falschen Androck, dass de Service de Renseignement ouni iergendeng Regel am totale Chaos an an totaler Anarchie funktionéiert hätt. Dat ass evidenterweis net de Fall gewiescht. Richteg ass et, dass de Service de Renseignement net vill Leit hat. An ech muss Iech och éierlech soen: Wéi ech Statsminister gi sinn, meng éischt Suerg war et wierklech net, fir dem Service de Renseignement méi Personal zouzeféieren, wierklech net!

Et ass eréischt duerch bestëmmten Evenementer, d'Rechtanalys vun deem, wat an Amerika geschitt war, de Krich a Bosnien, de Krich am Kosovo, grouss Turbulenzen, déi doruechter geschitt sinn, déi eis op eemol dozou bruecht hunn, virun allem nom Gesetz vun 2004, d'Personal méi opzerüsten, wou mer eis där Fro zougewannt hunn. Mä de Service de Renseignement hat effektiv net Leit genuch, fir all Dag Rapporten ze schreiwen.

Ech kréien awer zënter laange Jore scho vill Rapporte vum Geheimdéngscht, à tel point, dass ech eben e gewëssene Moment gesot hunn, dat do gëtt mer elo ze vill, well ech och ganz vill Rapporte kritt hunn, déi déi aner Déngschter dem Geheimdéngscht geschéckt hunn, an déi ech da supposéiert war ze liesen an dann erëm ze klasséieren, ze sécuriséieren, zréckzeschécken. Elo kréien ech der net méi esou vill, mä do gëtt awer de Moment vill geschafft!

Meng administrativ Praxis ass et souwisou, dat wësse vill Leit heibannen, an och am Ëmgang mam Geheimdéngscht: Ech schreiwen net, ech schwätze mat de Leit! Ech hu jo Vertrauen an déi Leit, mat deenen ech do ze dinn hunn. Da soen ech: „Ech hätt dat gär esou, ech hätt dat gär esou. Wat mengt Dir, wat sot Dir?“ An da gëtt dat esou gemaach oder et gëtt net esou gemaach, wat ech da bedaueren, mä ech hunn och net vill schréftlech Instruktiounen un de Geheimdéngscht ginn, sauf wann et mer wichteg geschéngt, extrem wichteg geschéngt huet, fir eppes däitlech ze maachen, zum Beispill - mä op d'Écoutë komme mer jo nach, Här President -...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* ...de Repérement oder Repérage, dat hunn ech geregelt, déi ganz Fro vun den Trojaner, déi extra

Captatiounsméiglechkeeten, déi een do a Computersystemer kann abauen, dat hunn ech ënnerbonnen, well dat war amgaang gemaach ze ginn, an ech hu geschriwwen, dat géif net goen! Doriwwer ass, mengen ech, d'Kontrollkommissioun och informéiert ginn.

Mä à part ça hunn ech mech drop verlooss, dass Instructions de service géife geholl gi vun den Direkteren, déi jo mat mer geschwat hunn an déi jo woussten, wat ech gären hätt. Also, ech sinn do keen..., also, ech sinn eben net esou, wéi d'Leit mengen, dass ech wier, dass ech do jiddwerengem géif nolafen a kucken: Wat méchs Du elo a wat maacht Dir elo? Ech hu keen Iwwerwaachungstick, och net am Ëmgang mat mengen heije Beamten!

M. Claude Meisch *(DP).*- Vläicht dozou nach...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Kënnt Der confirméieren, datt déi sukzessiv Direkteren de Wonsch geäussert hunn no enger méi preziser Législatioun an och engem méi prezise reglementäre Kader,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo!

M. Claude Meisch *(DP).*- ...wat déi Aktivitéit ubelaangt, a wat fir eng Suiten hunn déi Wënsch kritt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hu jo d'Gesetz vun 2004 gemaach, précisément fir all deenen Observatiounen, déi am parlamentareschen Ëmfeld an am politeschen Ëmfeld an och aus dem Déngscht selwer eraus gemaach gi sinn, fir deenen nozekommen a fir dat a Kombinatioun ze brénge mat deem, wat ee selwer wollt, nämlech deem Déngscht eng strukturéiert legal Basis ze ginn.

Mir selwer, d'Kontrollkommissioun manner, de Service ganz vill, hunn eis ëmmer erëm mat der Fro beschäftegt, an zwar vu Januar 2005 un, fir déi Règlement-grand-ducalen ze huelen, déi am Gesetz vun 2004 virgesi sinn an deenen hir Absenz elo entdeckt gëtt, wat eng relativ erstaunlech Découverte ass, well mer ëmmer erëm an der Kontrollkommissioun - d'Direkteren, mengen ech - doriwwer geschwat hunn, well mer selwer onzefridde ware

mat deem Stéck legislativ a legal Kohäsioun, wat do géif feelen, well mer bemängelt hunn - an dofir maache mer jo en neit Gesetz -, dass déi Texter iwwert d'Écouten net méi zäitkonform sinn, well d'Moyene sech geännert hunn, well d'Wierklechkeet eng aner ginn ass.

Mir hu probéiert, zesummenzeschaffe mat der Kommissioun - Artikel 17, soen ech elo emol, vum Gesetz vun 2002 -, mir hu probéiert, mat der Dateschutzkommissioun zesummenzeschaffen. Déi Kooperatioun, déi war net ëmmer wëllkomm, well mer do Schwieregkeeten hate mat Memberen, déi eis Lecture vun den Noutwendegkeeten, fir eng Habilitation de sécurité ze kréien, net gedeelt hunn, obscho mer Accords de sécurité, déi vun der Chamber gestëmmt gi sinn, hunn, wou drasteet, dass nëmmen deen Zougang zu de Banque-de-donnéeë vum Geheimdéngscht kéint kréien, deen…

M. Claude Meisch *(DP).*- Wéi denkt Der zum Beispill..., pardon, wéi denkt Der zum Beispill, datt dee Konflikt kéint geléist ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir sinn amgaang, dee Konflikt ze léisen, mä ech di mech schwéier. Ech si verdrësslech driwwer, dass mer do net eens ginn, well d'Magistratur - soen ech emol esou, dat ass awer net ganz richteg, well esou ökumenesch kann ech dat net faassen - refuséiert, op deem Punkt eng Clearance ze ginn.

De President vun där Commission de surveillance oder de contrôle oder Autorité de surveillance - Artikel 17 Gesetz 2002 - muss eng Habilitation de sécurité hunn, fir Zougang ze kréien zu de Banque-de-donnéeën, wou och Elementer dra sinn, déi eis, déi dem Geheimdéngscht vun auslänneschen Déngschter zoubruecht ginn. Dat steet an den Accords de sécurité mat deene Länner! Dir hutt hei en Accord de sécurité mat Frankräich gestëmmt, wou dat ausdrécklech drasteet, dass nëmmen dee kann Zougang zu deenen Informatiounen hunn, deen eng Habilitation de sécurité huet.

Dat huet dee Magistrat ofgelehnt. Ech kann dat novollzéien, philosophesch, statsphilosophesch bal, well de Magistrat seet: „Ech ka mech dach net vun engem cleare loossen, deen ech soll kontrolléieren", woubäi d'Clearance net ausgestallt gëtt, d'Habilitation de sécurité net ausgestallt gëtt vum Geheimdéngscht, mä vum Statsminister

op Avis vun enger Kommissioun, wou verschidde Ministèren drasëtzen, also net vum Geheimdéngscht selwer.

Mir hu probéiert, dee Problem ze léisen. Ech kann net einfach een héije Magistrat hei am Land iwwerrennen a soen: „Elo maacht Dir dat, wat ech hei gären hätt!“ Mir hunn a ville Gespréicher probéiert, dee Problem ze léisen - meng Leit, ech net selwer -, a mir sinn elo ganz no bei enger Léisung, déi eis Satisfaktioun gëtt an déi ech am Detail net wëll erklären, well se net noutwendegerweis den auslänneschen Norichtendéngschter och Satisfaktioun gëtt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, mir sinn elo ganz no bei enger Fro, déi ech nach wollt opwerfen, déi mir och ganz prinzipieller Natur schéngt. An dat ass déi: Kann et esou sinn, dass e Geheimdéngscht ënner leschten Enns d'Autoritéit vun der Exekutiv eleng fält, wann d'Parlament d'Kompetenzen huet, fir d'Exekutiv ze kontrolléieren, an ënner anerem Kompetenzen huet, d'Exekutiv ze kontrolléieren, andeems et eng Enquêtëkommissioun wéi déi hei zesummesetzt? Déi, wéi Der jo wësst, ganz wäit gehend Befugnisser huet, fir hir Enquêten ze maachen, d'Befugnisser vun engem Untersuchungsriichter huet, Piècen ze saiséieren, déi och geheimer Natur kënne sinn - an da gesot ze kréien: Mir kënnen awer näischt domadder ufänken!

Dat, fannen ech, ass op d'mannst gradesou e prinzipielle Problem vun der Legislativ vis-à-vis vun der Exekutiv a vun der Gewaltentrennung, gesot ze kréien: Leschten Enns gëtt et ëmmer nach e Gebitt, wat de Service de Renseignement ugeet, wou Der näischt däerft wësse respektiv wou Der och näischt däerft no baussen droen. Dat ass och eng prinzipiell demokratesch Fro, déi sech do stellt, gradesou gutt wéi se sech stellt vis-à-vis vun engem Riichter.

Ech wëll och nach soen, ech hunn et och komesch fonnt, wéi den Här Hoffmann hei komm ass an en huet esou frei von der Leber hei verzielt, hie wier elo beim aktuellen Direkter gewiescht, deen hätt mat him geschwat iwwert d'Identitéit vum Här M. an hie kéint sech net virstellen, wien den Här M. wier, hien hätt deen ni kannt. Dat heescht, den Direkter, dee fréieren Direkter, deen eigentlech guer näischt méi mam Service ze dinn huet, kritt déi

Informatiounen do, a wann d'Chamber gären Informatiounen hätt, da gëtt versicht, se ze bannen un e Secret, dee menger Meenung no awer verfassungsméisseg op d'mannst immens diskutabel ass!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech mengen, dat do sinn, Här President, och erëm e puer Froen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Deen éischten Deel hunn ech net richteg verstanen, wou Der vun der Exekutiv a vun der Legislativ, déi Iwwerwaachungsaufgaben huet, geschwat hutt, a firwat dass déi Legislativ dann net och exekutiv...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, neen! Gëtt et Gebidder, gëtt et Gebidder, wéi zum Beispill e Geheimdéngscht, wou d'Legislativ näischt méi ze bestëmmen huet,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat mengen ech net.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...déi der Exekutiv, dat heescht der Regierung respektiv dem Regierungspresident eleng iwwerlooss bleiwen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen. Dat war esou bis 2004. Mä vun 2004 u gëtt et eng parlamentaresch Kontrollkommissioun. Dat war jo e breet gedeelte Wonsch, dass mer esou eng géife kréien, an dofir ass déi Aufgab selbstverständlech, wat d'Iwwerwaachung ubelaangt oder de Contrôle oder de Suivi, wéi Der dat wëllt nennen, d'„surveillance", wéi d'Texter soen, eng gedeelten Aarbecht, eng gedeelten Aufgab.

Ech ka mech net erënneren, dass ech jeemools gesot hätt, d'Parlament, notamment déi Kontrollkommissioun, déi dierft iwwer näischt eppes gewuer ginn. Mir hunn dach villes matgedeelt, wat awer regelrecht Secrete sinn, déi d'Aarbecht vum Geheimdéngscht ubelaangen. Mir hunn eis dach deem ni entzunn!

Ech war mam Här Bausch jo elo éinescht eens, dass ee soll kucken, wat een do ka méi maachen. Dat setzt dann och viraus, dass sech wierklech intensiv all Kéier maximal fir dat interesséiert gëtt, wat do virbruecht gëtt. Mä dat léisst sech jo liicht bäibehalen oder hierstellen.

Mä ech mengen, de Geheimdéngscht kann net ënnert den Uerder vum Parlament kommen. Et kann een eng Parlamentsarméi hunn, mä et kann ee kee Parlamentsgeheimdéngscht hunn. Mä et ass eng Berichtsflicht do vun der Regierung, déi ass evident. D'Regierung kann, wat ech gemaach hunn op dräi Punkten, notamment wat de Fonctionnement vum Déngscht ubelaangt, d'Kontrollkommissioun ëm en Avis froen. Dat ass d'ailleurs en exzellenten Avis gewiescht. D'Kontrollkommissioun kann all Agent vum Geheimdéngscht zu n'importe wat befroen, kann eng Descente an de Geheimdéngscht maachen, kann den Archiv vum Geheimdéngscht, vun deem jo gewosst war, dass et e gëtt, intensiv inspizéieren.

D'Parlament huet vill Méiglechkeeten, fir a Saache Geheimdéngscht sech op ee Stand ze bréngen, deen esou ass, dass d'Parlament et fir zefriddestellend fënnt. Ech sinn awer nun d'accord, dass mer e vertuéist Gespréich féieren tëscht Kontrollkommissioun a Statsministère iwwert d'Verbesserung vun all deene Methoden, dass - ech hunn all Intérêt drun - dat do, wou et vläicht méi däischter nach schéngt ze sinn, méi transparent gëtt. Ech sinn Demandeur fir dat!

Mä ech sinn awer och Demandeur derfir, dass et Saache gëtt, déi si geheim! Da kann een enger Kontrollkommissioun soen, wann et net drëm geet, d'Identitéit vun enger Source opzeleeën, mä, Geheimdéngscht ass geheim an d'Geheimdéngschtkontrollkommissioun, déi huet sech un eng Rei vu Secreten ze halen.

An da musse mer, dat huet den Här Bausch och an den Aarbechten, schonn an de Viraarbechten zum Gesetz vun 2004 an der Kommissioun gesot - ech hunn déi Viraarbechten nogelies, well den Här Bausch ass net nëmmen aacht Joer an der Kontrollkommissioun, mä e war och schonn héich interesséiert um Geheimdéngscht, wéi dat Gesetz fir 2004 gemaach ginn ass -, d'Fro opwerfe vun der Kommunikatioun: Wat kann d'Geheimdéngschtkommissioun, also d'Kontrollkommissioun no bausse kommunizéieren? Do gëtt jo all Joer ee Rapport gemaach. An deem Rapport steet net

alles dran, wat elo an deene leschte Wochen intensiv diskutéiert ginn ass, wéi wann dat kee Problem gewiescht wier, fir dat och do dranzeschreiwen. Mä do bestinn eng Rei vun Hésitatiounen, iwwert déi muss een da schwätzen.

Mä ech hu verstanen, dat schéngt mer och normal ze sinn, wann do grave Dysfonctionnementer sinn, wann d'Kommissioun no Enquête an no Zurechtweisung einfach feststellt, dass do eppes net funktionéiert, jo, da mengen ech, dass dat net geheim ass, dass dann d'Aufgab vum Parlament ass, fir ze soen: Dat do muss ofgestallt ginn! An da muss kënne communiquéiert ginn. Well ouni Kommunikatioun entsteet jo och keen Drock op déi, déi et solle maachen.

Also ech mengen, dass mer eis an all deene Froen do net schrecklech wäit aus de Féiss leien.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Also, ech mengen, et ass jo elo net hei Rieds gaange vu Sourcen, déi sollen dévoiléiert ginn. Dat huet jo och kee verlaangt! Mä et ass awer, mengen ech, zu Recht, dass kann e Parlament verlaangen, dass et gesot kritt, wéi de Genre vun Aktivitéiten ass vun esou engem Déngscht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Dir hutt dat kritt…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Wann ech zum Beispill d'Fro stellen: „Ech hu gelies, dass lénksradikal Zesummekommen an der Grande Région iwwerwaacht ginn?", an Dir sot mer, ech muss lech elo genau dee Bericht zitéieren, wou Der gären hätt, dass ech en net däerf zitéieren, dann ass do awer e Problem! Et ass e politesche Problem, dass ee weess: Ass dat Géigestand vu geheimdéngschtlechen Ermëttlungen oder net?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Mat mengem Wëssen iwwerwaacht de Lëtzebuerger Geheimdéngscht keng Réunioune vu lénksgeriichte politesche Kreesser. Mat mengem Wësse mécht en dat net. Wa bei Attroupementer vun där Zort, bei Versammlunge vun där Zort Leit aneren Déngschter opfale fir dës Aktivitéiten, déi se verdächteg maachen, da gëtt eisen Déngscht doriwwer informéiert. Mä ech hu perséinlech keng Kenntnis dovun, dass de Lëtzebuerger Geheimdéngscht iergendwou an der Groussregioun elo eng Versammlung vu Lénkskräften observéiert hätt.

Ech hu keng..., ech loossen och keng Lénksextrem observéieren. Ech maache mech dach net esou lächerlech, wéi si sech selwer maachen. Et geet dach hei net drëm, eng Kommissioun ze féieren, ob hei d'Lénksextrem zu Lëtzebuerg iwwerwaacht ginn! Mir hunn awer aner Suergen am Liewen, wéi de Geheimdéngscht domat ze beschäftegen, hei d'Extrême gauche iwwerwaachen ze loossen. Ech hunn heiansdo méi Suergen iwwert d'Extrême droite wéi iwwert d'Extrême gauche zu Lëtzebuerg, däitlech!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech och, ech och! Mä et ass...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ëm déi bekëmmeren ech mech och, niewebäi bemierkt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass e Fait, dass an eiser Gesellschaft eng gewëssen Ausriichtung ass vun deenen Aktivitéiten, wéi iwwregens och vun de polizeilechen Aktivitéiten. Et riicht sech meeschtens géint déi, déi verschidde Saache prinzipiell an der Gesellschaft a Fro stellen. Et muss ee jo net soen, dass déi Natur vun deenen Iwwerwaachunge reng neutral ass an dass do net eng gewësse Richtung dran ass! Dass zum Beispill e gewëssene Genre vun Aktivitéiten, déi radikal-ekologesch sinn zum Beispill, d'Opmierksamkeet ervirruffen an och ënnert d'Lupp geholl ginn.

Dat ass awer fir déi Leit, déi aktiv och waren, zënter Jorzéngten aktiv waren..., déi wëssen, dass et dat gëtt ganz einfach, a sinn dofir ganz virsiichteg, ëmsou méi, wann et esou Législatioune wéi d'Terrorismusgesetzgebung gëtt, déi villes méiglech mécht. Dat war eng Diskussioun, déi mer haten, wéi mer dat agefouert hunn. Dat ass iwwregens och eng Gesetzgebung, déi relativ ëmstridden ass, och bei Juristen an esou weider, déi sech Gedanke maachen iwwert d'Mënscherechter, déi do vläicht ze kuerz kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, Här Urbany, mat mengem Wëssen - a scho guer net op meng Instruktioun! - gi keng Lénkskräften zu Lëtzebuerg iwwerwaacht, och keng ekologesch an och keng radikal-ekologesch Mouvementer. Ech weess iwwerhaapt net, wat dat ass, radikal-ekologesch. Wien, mengt Der dann, dass mer do géifen iwwerwaache loosse vum Geheimdéngscht, am Beräich vun der „radikaler Ekologie"?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech weess et jo net,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen, Dir musst jo do...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir musst et wëssen.

Dir musst et wëssen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma, ech weess et net, well ech weess guer net, wat dat ass, radikal-ekologesch! An aus wat fir engem Grond géif de Geheimdéngscht sech selwer domat beschäftegen oder ech de Geheimdéngscht ustellen, sech domat ze beschäftegen, wat, wéi Dir sot, radikal-ekologesch oder Lénkskreesser zu Lëtzebuerg zesummeféiert. Dat ass absolut net d'Aufgab vum Geheimdéngscht! Mir liewen dach an enger Zäit, déi absolut net méi déi ass, déi Der do beschreift, wierklech!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä et kënnt an Ären Definitioune selwer, vun Ärem Service, do kommen déi Terme vir!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma et gëtt Lénksextremismus, a Lénks- a Rechtsextremismus. Wëllt Dir soen, Rechtsextremisten zu Lëtzebuerg dierften net observéiert ginn? Sot mir dat just: Ass d'Extrême droite zu Lëtzebuerg eng Gefor, jo oder neen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eis Auditioun gëtt...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, dass de Moment keng Gefor ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah bon!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, dass ee politesch Phenomeener och soll mat politesche Mëttele studéieren an eventuell bekämpfen, wann et noutwendeg ass. Net mat geheimdéngschtleche Mëttelen! Dat, mengen ech, dat muss emol guer net sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, mir sinn hei an enger Auditioun vun engem Zeien...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir maacht lech vill Illusiounen iwwert d'Extrême droite.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, guer net...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir sinn an enger Auditioun vun engem Zeien, ech wier frou, wa mer...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, dass Är Politik bäidréit zur Extrême droite, mä do si mer schonn an der Politik…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wier frou, Här Urbany, wa mer d'Natur vun där Sitzung net géifen elo hei veränneren. Hei ass keng politesch Diskussioun, quitte dass natierlech hei, et kann net anescht sinn, och ënnerschwelleg natierlech och politesch diskutéiert gëtt, mä hei geet et haaptsächlech drëm, fir Froen ze stellen an dann deementspriechend och Äntwerten ze kréien.

Ech géif gären op zwee Punkten nach eng Kéier zréckkommen. Dat ass éischtens nach eng Kéier d'Datekartei, dann hu mer dee Volet, dass mer deen nach eng Kéier vläicht behandelen. D'Datekartei, bon, dat ass och, dat geet och wäit zréck, well déi Kartei jo eigentlech lues a lues ugeluecht ginn ass. Ech schwätzen elo vun deenen ale Karteien ab '60 bis hin 2000, vläicht souguer ufanks 2000 bis virum Gesetz vun 2004, wou ee muss soen, dass den Här Hoffmann eng iwwerraschend Ausso hei gemaach huet, dass hien als Direkter während där laanger Zäit, wou en am Service war, eigentlech praktesch ni op déi Datebank zréckgegraff huet.

Ech froe mech, op wat en zréckgegraff huet, wann e Recherchë gemaach huet oder Recherchë maache gelooss huet, well souwäit ech weess, war ausser där Datebank eigentlech jo parallell kee Regëster do, wou een hätt kënnen esou Nofuerschunge maachen.

D'Fro, déi mer natierlech ze kontrolléieren hunn opgrond vun eiser Aufgab, ass, wéi wäit déi Datebanken do eigentlech legal fonctionnéiert hunn. Duerfir och meng Fro un Iech. Ech mengen, déi al Datebanken, d'Gesetz vun '79 iwwert d'Banque-de-donnéeën huet virgesinn, dass eigentlech esou Datebanke mussen iwwer..., déi de Stat féiert, net nëmmen déi doten, mä eigentlech all, déi de Stat féiert. Ech wëll do net de Bilan maachen, wéi vill dass der effektiv legal ofgeséchert gi sinn an där doten Zäit. Duerfir meng Fro nach eng Kéier och un Iech zum Gesetz '79, d'Gesetz oder de Règlement grand-ducal, fir eng staatlech Datebank ze autoriséieren - bis elo hunn all Zeien op déi Fro geäntwert: „Neen, esou e Gesetz, esou e Reglement ass, och schonn opgrond vun deem Text vun '79, net geholl ginn."

Mir hunn héieren, dass et no 2004, wou en neit Reglement..., wou e Gesetz elo do ass, wat d'Datebank virgesäit, mä wou e Reglement virgesinn ass fir d'Mise en œuvre, dass dat och bis dato net geholl ass. Mer hunn do héieren, dass do awer Efforte gemaach si gi vu Regierungssäit, fir en Text ze kréien. Do wär et gutt, wa mer e puer awer Detailinformatiounen hätten, wat déi Efforten am Detail waren, an da musse mir eis Konklusiounen dorauser zéien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Ech halen dat fir eng Fro, mat där ee sech muss beschäftegen a mat där sech och beschäftegt ginn ass. Mir sinn der Meenung, dass dat Gesetz vun 1979 keng Aktioun vum Ministère d'État a Service de Renseignement aus bedingt huet, well et do ëm d'Bankendonnéeë geet, déi op engem Support informatique sinn. An där hat de Geheimdéngscht keng bis Ufank vun de Joren 2000/2001. Insofern ass dat Gesetz net applicabel.

Par contre sinn d'Gesetzer vun August 2002 a vu Juni - mengen ech, war dat - 2004 natierlech applicabel. A mir hunn eis och beméit déi groussherzoglech Reglementer do ze formuléieren. An zwar hunn déi éischt Sitzungen doriwwer stattfonnt am Januar 2005, wou d'Leit aus dem Ministère d'État sech zesummegesat hu mat der Autorité de surveillance, déi jo also Zougang soll kënnen hunn zu deene Banques de données. A mer hunn déi och gefrot eis ze hëllefe beim Rédigéiere vun deene Règlement-grand-ducauxen, wat awer net richteg zustane komm ass aus deene Grënn, déi ech Iech virdrun erkläert hunn. Wat ech bedaueren.

Et ass awer virun op deene Saache geschafft ginn. Den Direkter vum Geheimdéngscht huet dunn Ärer Kontrollkommissioun matgedeelt, wou mer mat deenen Aarbechten dru wieren. De Geheimdéngscht selwer huet sech juristesche Bäistand gefrot, fir déi Texter ze maachen.

Mir ware ganz perturbéiert, wéi déi Reglementer, déi d'Police geholl huet, vum Conseil d'État radikal ëmgedréint gi sinn, wat eis nach méi bestäerkt huet an eisem Wëllen, eis mat enger maximaler juristescher Securitéit ze entouréieren, éier mer eis do eis eegen Texter géifen op de Wee ginn. Do si mer awer dru gescheitert, dass mer eben do déi Hëllef net kritt hunn, déi mer gefrot hunn. Och net vun der nationaler Dateschutzkommissioun hu mer déi kritt.

An dofir ass jo periodesch och an der Kontrollkommissioun drop opmierksam gemaach ginn, dass déi Texter feelen an dass mer déi Reglementer awer gären hätten. Entre-temps hu mer déi zu engem groussen Deel fäerdeggestallt. Mä ech wëll soen: Et ass lafend un deene Reglementer geschafft ginn. An et ass och periodesch driwwer informéiert ginn, wou mer dru wieren.

Et ass ni an Debatten oder an Einlassungen oder a Rapportë verlaangt ginn, dass déi Reglementer elo misste kommen, well mer soss an engem totale juristeschen Nirvana wieren. Souwäit ass ni ee gaangen. Jiddweree wosst, dass mer un deenen Texter géife schaffen, déi, och wa se kommen - d'Leit wollte mer déi haut matginn, mä dat hätt dann alles ze wäit gefouert -, net fundamental anescht sinn, wéi an der Substanz dat, wat an deene verschiddenen Instructions de service, besonnesch an deene leschten, zesummegeschafft ginn ass.

Den Déngscht wosst, dass e misst am Geescht vum Gesetz vun 2002 schaffen an dass en do absolut keng Débordementer dierft akzeptéieren, dass alles misst retracabel sinn, dass en Accès misst gereegelt ginn. Alles dat war mat internen Instruktioune mëndlecher oder schrëftlecher Natur geregelt. Mä mer sinn eréischt da richteg voll an der Rei, obscho mer elo net illegal sinn, an och net para-legem sinn, wa mer déi Texter alleguerte fäerdeg hunn.

D'Collecte ass obgrond vum Gesetz vun 2004 erlaabt. D'Regierung wollt sech am Gesetz vun 2004 - am Gesetz selwer! - eng Base légale fir den Traitement ginn. Dat huet de Conseil d'État eliminéiert, grad wéi en eng Rei vun anere Banque-de-donnéeën, déi d'Regierung ugefrot hat zougänglech ze maache fir de Service de Renseignement, och eliminéiert hat.

An dofir mengen ech, dass et falsch ass, fir ze soen, de Geheimdéngscht, dee géif illegal schaffen. Dat kléngt gutt, mä dat ass juristesch net korrekt. D'Collecte ass legal. Den Traitement ass duerch eng Rei vun aneren Texter geregelt. A mir waren ëmmer amgaang un deene Reglementer ze schaffen. Dir kënnt soen: „Dat huet laang gedauert." Et huet och laang gedauert, obgrond vun deenen Evenementer a Perturbancen a Stéierungen, vun deenen ech lech beschriwwen hunn.

Wann et lech hëlleft, Här President, kënne meng Leit emol vläicht eng Kéier eng Obstellung maachen am Ministère d'État fir d'Kontrollkommissioun oder fir dës Kommissioun, wéi d'Rechtslag ass, esou wéi mir se och gesinn, a wat do vun Efforte gemaach ginn ass, fir deen Zoustand do méi erträglech ze maachen am Sënn, dass een dann net méi kënnt Supputatioune maache ronderëm eng marginal Illegalitéit, déi een doduerch géif encouréieren, dass een net all Règlements grand-ducaux do zur Verfügung huet.

Alles dat betrëfft jo net d'Écouten. Dat hei sinn aner Donnéeë wéi d'Écouten. An dat ass dann d'ganz Fro vum Archiv. Ech hunn elo éinescht scho gesot, wat ech vum Netarchivage halen, wat natierlech d'Saach och net méi einfach mécht. An den Här Hoffmann, dee war ni an d'Kartei, sot en. Ech war och nach ni dran. Ech hunn och nach ni… Et huet bis haut nach kee mer erkläert, wou déi 300.000 hierkommen. Dach, dat hat den Här Mille am Gespréich mat mir gesot. Firwat huet eigentlech keen e gefrot, wou en do dru komm ass.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat hu mer e gefrot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, an Ärer Auditioun… Also, mat mir schonn… Déi Auditioune ginn net ëmmer ganz ofgeschriwwen, mengen ech.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, den…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn dat net… Gelift?

Une voix.- Am Huis clos.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah. Dat, wat Dir am Huis clos schwätzt...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, den Här Mille wollt eis e puer Saache just am Huis clos soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, d'accord. Iwwert déi däerft Der net schwätzen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hu vum Här Heck entre-temps, am Moment, wéi mer d'Scellé geluecht hunn, hunn ech och déi neitsten Zuele kritt, déi effektiv elo opgebaut sinn. Ech ka se vläicht matdeelen, wann dat gewënscht ass.

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, dat sinn deelweis déi, déi och den Här Hoffmann eigentlech onberechtegterweis hei virun der Kommissioun präisginn huet, well en eigentlech déi Donnéeën net ze hunn hat, menger Meenung no. Mä u sech sinn dat heiten elo d'Zuelen, déi sech op eng reell manuell Iwwerpréifung baséiere vun där ganzer Kartei.

Déi éischt Zuelen, déi genannt si ginn, ware Schätzungen, déi gemaach si ginn, wou an enger éischter Phas individuell Karteikaarten zesummegerechent gi si mat de Mikrofichen, déi awer zu de Karteikaarte gehéieren, wou herno iwwer eng ganz vereinfacht Method probéiert ginn ass festzestellen, andeem eng Këscht gekuckt ginn ass, wéi vill Karteikaarten dat wären a wéi vill u sech dovunner Lëtzebuerger géife betreffen, erëm eng Kéier eng nei Schätzung gemaach gi war.

An dat war déi lescht Zuel, déi mir eigentlech och no bausse bekannt war. Dat waren déi 17.000, déi deemools genannt gi wären, vu Lëtzebuerger Personnes privées oder Personnes morales, Personnes physiques a Personnes morales, déi an där dote Kartei dra wären.

Elo déi lescht Deeg hunn eng Partie Leit sech vum Service de Renseignement domadder beschäftegt, fir elo individuell déi ganz al Karteien do duerchzegoen. An déi lescht Zifferen elo, déi mer elo matgedeelt si ginn… Ouni Gewähr, muss ech da soen, wat mäin Appui zu deene Chifferen do ugeet. Ech hunn déi, wéi gesot, vum aktuellen Direkter vum Service de Renseignement elo dës Woch kritt.

Dat wären also op där enger Säit 4.168 individuell Kaarten, déi Lëtzebuerger betreffen, wat de Renseignement ugeet, wat also d'Geheimdéngschtaktivitéiten ugeet. Et wären 6.645 individuell Kaarte vu Lëtzebuerger, wat d'Sécherheetszertifikatioun betrëfft. Iwwregens hunn ech déi dote Kartei och net versigele gelooss, well se domadder nach schaffen. An dann, an dat hat den Här Hoffmann net matgedeelt: 2.270 Karteien, déi Personne-moralen, also Gesellschaften a Vereenegunge betreffen.

Dat ass also deen dote Beräich. A da wann een dat da graff zesummerechent, da kënnt een iwwer eppes 13.000 där Fichieren, déi Lëtzebuerger betreffen, déi an där doter Kartei dra wären. Dat sinn elo déi lescht Zuelen, déi ech heimat och da matdeelen.

Zu där Kartei nach. Den Här Bausch an den Här Lux.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech wollt froen, bon, mir hu jo iwwert… Den Här Hoffmann huet eis jo gesot, hien hätt ni dora gekuckt. Mir haten awer dra gekuckt, au contraire zu him. A mir hunn awer relativ erstaunlech Saachen do erëmfonnt an där Kartei. An där Daten… Also, dat ass, wéi gesot, gaange vun… Ech hunn einfach fënnef, sechs Leit genannt, Stéchprouwen.

A relativ séier hat ech der dovunner dräi, véier, déi mer erëmfonnt hunn, wou ech mer och d'Mikrofichë selwer ugekuckt hunn, a wou ech konnt feststellen, datt awer relativ… Dat ass net nëmme gaangen, datt einfach Zeitungsartikelen erausgeschnidde gi sinn, mä do sinn

och Filaturë gemaach ginn. Do si Fotoe vu Leit gemaach ginn. Also, ech mengen, dat konnt ech selwer gesinn.

Ech hunn och Associatioune fonnt, wou ech mer natierlech meng Froe gestallt hunn, wat déi mat der Statssécherheet ze dinn haten. Ech wëll just eng erauspicken. An de 70er Joren ass et eng Associatioun ginn, déi sech agesat huet géint d'Doudesstrof... géint d'Ofschafung vun der Doudesstrof... neen, fir d'Ofschafung vun der Doudesstrof anzetrieden. Bon, déi ass do schéi suivéiert ginn, gekuckt ginn, wien doran ass, an esou weider. An där ONGen oder Associatioune sinn et der méi ginn.

D'Fro, déi sech fir mech stellt... Also, ech schwäetzen natierlech... Dat do ass déi Kartei, déi huet jo gedauert bis 2000. An dunn - 2000 - ass déi jo definitiv agestallt ginn, do ass gewiesselt ginn op elektronesch.

Mä d'Fro, déi sech jo awer elo stellt, bei all deenen Erfahrungen, déi ee gemaach huet an der Vergaangenheet, wat mer och konnte gesinn, wou ech perséinlech der Meenung sinn, datt de Service do Saache gemaach huet, déi einfach total iwwert dat erausgaange sinn, wat seng Missioune waren. Ech muss och soen, et sinn och natierlech vill Saachen dobäi, wou ech mer d'Fro gestallt hunn: Wat soll dat Ganzt iwwerhaapt? Firwat ass dat do gemaach ginn?

Mä d'Fro, déi sech fir d'Zukunft jo awer elo stellt: Misst een net och, net nëmmen de Fait, datt mer missten eng seriö legal Basis kréie fir déi Datei, mä misst een net och d'Regele méi strikt opsetze fir de Service, wat se dann iwwerhaapt dierfen am Kader vun hirer Missioun an der Kartei affichéieren, ob et elo elektronesch ass oder wéi och ëmmer.

Also ech soen emol - dat schéngt mer jo awer evident ze sinn -, datt et net méi ka sinn oder net méi dierf sinn, datt vun iergendenger Associatioun als Associatioun op eemol eng Kartei ugeluecht gëtt an dann all deenen hir Aktivitéiten do suivéiert ginn. Ech mengen, dat geet e bëssen och an de Kontext vun där Fro, déi ech lech gestallt hu virdrun, wann een Element iergendwou wär, ob een dann d'Associatioun kuckt oder just d'Element. An duerfir mengen ech, datt ee misst an deem Text, dee mer elo kréien,...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng Fro!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ... jo, mengen ech, datt een dat..., oder mengt Dir dann net och, datt een dat misst méi genau reglementéieren?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech mengen, dat géif dem Statsminister erlabe fir eng global Äntwert zu deem Archiv do ze ginn.

Déi Fro oder déi puer Froen, déi ech mer stellen, dat ass:

- wéini datt Dir, Här Statsminister, informéiert gi sidd a vu weem,
- op wat fir eng Aart a Weis dass et esou een Archiv mat deenen Dausende vu Karteie géif ginn,
- ob dat, ob déi Kartei e Bestanddeel war vun Diskussiounen, déi Der mat deenen dräi Direkteren, mat deenen Der bis elo ze schaffen hat, ob dat e Bestanddeel vun den Diskussiounen emol war,
- ob et lech haut net nodréiglech leed deet, dass een net iergendeng Kéier e Schlussstréch do gezunn huet an Tabula rasa gemaach huet, souwuel geheimdienstlech wéi och historesch, wéi och virun allem vis-à-vis vun deene Betraffenen.

An dann eng Fro, déi ech stellen, obschonn ech mengen, dass - mir jiddefalls - d'Äntwert kloer schéngt ze sinn, ob déi Kartei do an déi Dossiere jeweils eng Kéier vun lech oder vu Regierungsstell ugefrot gi sinn iwwer Leit, fir iwwert déi Leit eppes gewuer ze ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat do waren e puer Froe beim Kolleeg Fränz Bausch an anerer vum Kolleeg Lux. Ech wëll fir d'Éischt soen, dass et net korrekt ass fir ze soen, d'Banque-de-donnéeën hätte keng Base légale. Dat ass einfach net richteg. Déi Banque-de-donnéeën hunn de par la loi eng Base légale wat d'Kollekt vun den Donnéeën ubelaangt, esou dass een dat net pauschal kann esou formuléieren.

Da mengen ech schonn, bei der Neifaassung vun eenzelnen Dispositiounen, dass een net nëmme soll iergendwou hischreiwen, wat an eng Datebank kënnt, mä dass een och am

Exklusiounsverfahre muss festleeën, wat op kee Fall dierf an eng Datebank kommen. Dat mécht den Ëmgang mat Donnéeën och wesentlech méi einfach. Dat heescht net, dass een am Archiv zwou Këschten huet: dat, wat een dierf, an dat, wat een net dierf. Dass et kloer ass, dass et eng Rei Saache gëtt, déi einfach net dierfe gesammelt ginn.

Nun hunn ech..., ech war ni fir..., dat sinn esou Kräizfroen zwëschen dem Här Lux an dem Här Bausch, ech war ni an deen Archiv kucken; ech hu mech och ni fir deen Archiv interesséiert, éierlech gesot. Ech ginn do '95 Statsminister. Mengt Der, ech wier..., ech hätt Loscht gehat ze wëssen, wië Chrëschtdag 1963 op wat fir enger Versammlung war. Also franchement, dat war net mäin Interessegebitt.

Ech hätt och gär, dass d'Historiker dat géife kucken. Vläicht kommen déi eng nach zu historescher Gréisst an anerer verléieren hir historesch Gréisst. Ech weess et net well ech net weess, wat an deem Archiv do ass. An dofir verstinn ech bal, dass den Här Hoffmann seet - ech hu mech ni mat him doriwwer ënnerhal -, dass hien deen Archiv ni consultéiert huet. Et steet jo och op anere Plaze villes ze liesen. An ech mengen och tatsächlech, dass ganz oft Zeitungsartikele gesammelt ginn sinn, dat ass elo dat, wat „les vieux de la vieille" mer do ëmmer gezielt hunn, mä wat, wat.....

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et war zwar méi wéi Zeitungsartikelen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech huelen dat un! Dir hutt dat jo gesinn; d'Commission de contrôle déi war jo do - schonn am Abrëll 2008. Et gëtt haut heiansdo esou gemaach - dat huet mech gewonnert, dofir sinn ech och ni aus der Këscht gespronge wann doriwwer geschwat ginn ass -, et gëtt esou gemaach, wéi wann elo eréischt géif entdeckt ginn, dass et en Archiv am Geheimdéngscht gëtt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An deem do Mooss, jo. An deem do Mooss, jo!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng).*- An deem do Mooss, jo!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi ass dann d'Mooss?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Oh, dee ganze Schaf, deen ass...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir sidd bei der.....Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also ech muss lech soen, mir hunn déi eenzeg Kéier, wou d'Commission de contrôle zum Deel Accès drop hat, dat war am Kader vun dem Rapport spécial, dee mir fir lech gemaach hunn, vum Bommeleeër, „Stay Behind"/Bommeleeër, do ass nëmmen dat erausgesicht ginn, wat fir eis relevant war an deem Zesummenhang. Mä op d'Dimensioun si mir och eréischt gestouss ginn duerch dat Gespréich tëschent - also dat, wat publizéiert ginn ass -, tëschent lech an dem Här Mille. A virun allem si mir hellhöreg natierlech ginn, vu datt mer jo net proaktiv informéiert gi sinn iwwer Saachen, si mir hellhöreg ginn op Basis vun deem, wat den Här Mille gesot huet, alles wat net stramm konservativ gewiescht wier, wier do affichéiert ginn, respektiv datt hien se 2004 botze gelooss hätt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also elo ginn aus Grënn vun der Wahrheitsfindung e puer Saachen duercherneegehäit hei. Éischtens emol, d'Commission de contrôle - wéi de Rescht vum Land - wosst, dass et en Archiv am Geheimdéngscht géif ginn. Ech wosst et jiddefalls. Wien huet mer dat gesot? Sinn ech dran? Ech sinn net dran? Ech hunn et nach ni gefrot, ob ech dra sinn!

D'Commission de contrôle war do am Abrëll 2008 a konnt kucke goen. Déi eng hunn et gemaach, déi aner hunn et net gemaach. D'Commission de contrôle huet gewise kritt, am Zesummenhang mam „Stay Behind", wéi dëst a wéi dat wier, an do seet den Déngscht jo selwer, do hu mer gesinn, wéi onprofessionnell leschten Enns eisen Archiv ass, well den Archivist esou no sengen eegene Regelen do deen Archiv zesummegestallt huet: eng Kéier mat Nimm, eng Kéier mat Begréffer, eng Kéier mat Organisatiounen. Et war dach net esou, dass een eréischt an Erfahrung bruecht huet, dass et een Archiv gëtt, wéi den Här Mille an enger seltener numerescher Verirung vun 300.000 Kaarten an engem Tëlefons-..., an engem Enregistrement mat mir geschwat huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä op Basis vun deem, wat den Här Mille matgedeelt huet, wat alles do dra wier! Oder dra gewiescht wier!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Majo an..., majo do.....

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et gëtt jo..., all Service huet natierlech en Archiv, selbstverständlech, mä ech mengen, Dir gitt mer awer Recht, datt et en Ënnerscheed ass, wann ee seet: Ok, de Service huet en Archiv - wouvun een emol ausgeet, natierlech -, an op Basis..., datt et en Ënnerscheed dozou ass par rapport zu deem, wann een op eemol informéiert gëtt: Alles, wat net stramm konservativ ass, ass do affichéiert ginn. Wann een déi Informatioune bis huet, do gitt Der mer jo awer Recht, datt een dann natierlech hellhöreg gëtt, bei...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da géif ech mech op deen Archiv stierzen a mech net ginn, bis ech alles erausgeholl hätt, wat...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Genau dat hu mir précisément gemaach vun deem Moment u wou mer et woussten!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo! Ech si jo der Meenung, dass deen Archiv tatsächlech muss opgeschafft ginn. Ech gesinn net, dass dat richteg geschitt a jemools geschitt ass! Och net vun deene Leit, déi d'Méiglechkeet gehat hätten, dat ze maachen, an dozou gehéieren ech. Dat hätt ech och kënne maachen, mä ech hunn et awer net gemaach. Dat, wat den Här Mille do seet, an deem Gespréich mat mir, dat bezitt sech awer op eng Zäit, déi net eis Zäit ass. Dat bezitt sech nu wierklech, sou hunn ech dat jiddefalls verstanen, op déi Zäit vum Kale Krich. Well ech soen dat nach eng Kéier: Meng Instruktioune si kloer gewiescht - meng, an ech ka mer net virstellen, dass den Här Santer eppes anescht gemaach hätt -, dass déi Saachen do net méi virunzedreiwen... Ech soe selwer dat nach eng Kéier an deem Gespréich - iwwerflëssegerweis esouguer, well dat wousst den Här Mille jo -, dass et dat net méi dierf ginn.

Ech iergere mech esouguer driwwer, dass am Ufank vun hirer Entstehungsgeschicht op deene Grénge geschafft ginn ass, wéi d'Geheimdéngschter géife soen. Ech soen, dofir ass et jo guer keng Ursaach ginn, dofir ass et keng Ursaach ginn an dofir gëtt et och keng Ursaach. Also, fir elo ze probéieren un de politesche Responsabele vun haut Comportementer vu virun a vu während dem Kale Krich, notamment wat gesammelt

Donnéeën ubelaangt, festzemaachen, franchement, dat ass awer verlueren Zäit. Ech sinn der Meenung, dass een dat soll kucken, dass een et soll opschaffen. Déi Zuele fale jo dauernd... Déi si wäit ewech vun 300.000. Wéi déi 300.000 do genannt gi sinn a kommentéiert gi sinn an der Zeitung, do hu Leit gesot: Dat heescht also, dass d'ganzt Land ofgelauschtert ginn ass. Do hu Leit gesot: Dat heescht also, dass d'ganzt Land archivéiert ginn ass! Dat heescht och, dass ech eventuell och ofgelauschtert gi sinn, ass gesot ginn. Majo lauschtert emol!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Zuele koume vun Ärem eegene Service...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war keng offiziell Matdeelung vum Statsministère.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass deen Direkter, am eegene Service, wou Der gesot hutt, datt Der eng wonnerbar Zesummenaarbecht mat deem gehat hätt während fënnef Joer, deen huet déi do Zuele geliwwert. An deen Direkter wousst, dass 2004 sechs Deputéierten erausgeholl gi sinn aus deem Archiv. An all déi doten Informatiounen huet déi Kommissioun ni kritt. Fannt Dir dat normal?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech fannen et net normal, dass ech net informéiert gi sinn, dass Kaarte vun Deputéierten erausgeholl gi sinn. Obschonn Eenzelner dee Verdacht hätte kënnen hunn! Well heiansdo, wann eng nei Regierung komm ass, sinn nei ernannte Ministere an d'Archive gangen, sie hun nie eppes iwert sech fonnt, wat mech unhuele léisst, dass scho méi laang Gewieltener aus deem Archiv do erausgeholl gi sinn, wéi ënnert der Herrschaft vum Här Mille.

Ech wollt hei nach eng Kéier soen, dass ech an den Här Mille grousst Vertrauen hat an ech och fonnt hunn, dass dee seng Aarbecht gutt gemaach huet. Mä et sinn awer keng 300.000 Kaarten do, och wann hien 100-mol, esou dichteg wéi e war, seet, et waren 300.000 Kaarten do. Et sinn awer keng 300.000 Kaarten, wéi et schéngt. Ech war nach net am Keller, anerer waren do.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir gitt mir awer Recht, wann den Här Mille eis, als parlamentaresch Kontrollkommissioun 2004 - en huet jo, et ass jo net fir näischt, dass hie

se 2004 rausgeholl huet -, wann den Här Mille eis... an en hätt eis missten dovunner informéieren, datt do Deputéierten dra gewiescht wieren. Dann hätte mir eis mat Sécherheet gesot: Wéi dann? Wat ass hei lass? Elo gi mir emol gär méi am Detail deen Archiv kucken. Dat wier eng wichteg Informatioun, fir eis ze ginn, wat an deem Archiv do wierklech dran ass. Ech mengen, soss ass et d'Sich vun der Nol am Heekoup!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä ech fannen, en Archiv gëtt fir eng Kontrollkommissioun net nëmmen dann interessant, wa gemengt gëtt, dass Fichen iwwer Eenzelner vun hire Memberen dra wieren. Dat ass eng Aufgab....

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat wollt ech domadder net soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah! Et ass eng Aufgab, wann ee weess, dass...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä et wier awer ee wichtegen Indice gewiescht!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, et ass een Indice ënner aneren. Mä wichteg ass jo erauszefannen, während där Zäit, wou dat bedriwwe ginn ass, wat fir Tendenzen do an der Gesellschaft iwwerwaacht gi sinn. A fir déi Tendenziwwerwaachung gëtt et jo absolut keng Ursaach méi.

Ech si grouss ginn, politesch grouss ginn, mengen ech, an enger Zäit, wou mer awer opgehalen hunn, eis mat esou Saachen ze beschäftegen. Ech war selwer Member vun der Friddensbewegung an et géif mech staark wonneren, wann ech net och an deem Veräin gewiescht wier, dee fir d'Ofschafe vun der Doudesstrof agetrueden ass. Et géif mech ganz staark wonneren!

Kuckt déi Lëscht emol nach eng Kéier no vun de Memberen, déi se do opgeschriwwe sollen hunn. Well un deenen zwee Kämpf hunn ech deelgeholl, souwuel un der Friddensbewegung, mat lech och, mengen ech, a mam Här Castegnaro an dem Här Zeches, deen huet jo och mat deene stramm konservative Kräften do zesummegeschafft.

Also, mir mussen net esou maachen, wéi wa mir hei fundamental gesamtstats- a gesellschaftspolitesch, philosophesch Divergenzen hätten. Sou ass et jo net.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech hätt nach eng Fro dozou, Här Statsminister. Wousst Dir, datt 2004 eng Rei vu Karteikaarte vu Mandatairen erausgeholl gi sinn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Neen, Neen!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dir sidd ni doriwwer an d'Bild gesat ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, neen! Ech wosst och ni, dass 300.000 Kaarte sollen do sinn. An et si jo, wéi et schéngt, keng do, keng 300.000 do. Et soll ee sech mat deene beschäftegen, déi do sinn. Dat sollt een awer seriö maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Ech soen nach eng Kéier, déi Zuelen, déi genannt gi sinn, dass net erëm falsch Zuelen doruechter zirkuléieren, betreffe just Lëtzebuerger. Dat heescht, d'Datekartei u sech ass natierlech méi konsistent, wéi déi Zuelen, déi ech hei genannt hunn. A si hunn, mengen ech, ee Moment hate se och an eisem Gespréich gesot, dass si mengen, d'Lëtzebuerger géifen ongeféier 10%, 15% vun deem Ganzen ausmaachen. Dat heescht, u sech ass d'Kartei awer däitlech méi grouss wéi déi Zuelen, déi ech elo grad hei genannt hunn. Net dass mer erëm do a Schwieregkeete vun Interpretatioune kommen.

Mä ech mengen, et ass un dëser Kommissioun, Virschléi ze maachen, wat soll mat där Datekartei geschéien. Dat ass e wichtegen Deel, mengen ech, vun eise Konklusiounen, déi mer hei ze zéien hunn. Nach zur Kartei, da géif ech gären op en anere Sujet iwwergoen. Jo.

Den Här Lux, den Här Meisch, den Här Kartheiser. Neen, den Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Just nach d'Fro, wéini a vu wiem Dir iwwert deen Archiv do gewuer gi sidd? An och d'Fro nach eng Kéier nodréiglech, wa mer haut driwwer diskutéieren, an Äre Schluss huet mer elo gutt gefall, nodréiglech d'Fro, ob et net vun

deem Moment un iergendwou e politesche Moment gouf, fir Tabula rasa mat deem ganzen Archiv no baussen a no bannen ze maachen, amplaz dass mer awer haut... Ob et der dann 13.000 oder 20.000 sinn, fannen ech et als Bierger nach ëmmer bedenklech, dass während Joren hei op déi doten Aart a Weis mer Steiere bezuelt hunn, fir dass Leit näischt Besseres ze dinn haten, wéi Gewerkschaftler a Politiker an Initiativen ze iwwerwaachen an deenen nozekucken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech verteidegen hei net de Geheimdéngscht iwwer déi leschten iwwer 50 Joer. Ech muss awer just drop opmierksam maachen, dass dee Geheimdéngscht an enger Zäit deen Archiv do ugeluecht huet an deenen Deeler, déi engem kritikabel erschéngen, déi net eis Zäit ass, a wou mer och ënner internationale Contrainten, och bündnispolitesch gelieft hunn, déi net déi Contraintë vun haut sinn.

Ech weess iwwerhaapt net, wéini dass ech gewuer gi sinn, dass et een Archiv ginn ass, well ech sinn ëmmer dovunner ausgaang, et géif ee ginn. An ech hunn, dat hat ech jo elo d'éinescht hei propper zum Ausdrock bruecht, mech ni fir deen Archiv interesséiert. Wierklech net!

Ech hat ni Ursaach ze soen, kucke mer emol, ob iwwert dësen oder deen eppes dran ass. Dat ass net meng Fassong. Ausserdeem huet een dat Wësse jo guer net néideg. An ech ka mech och net erënneren, dass iergendee Minister gefrot hätt, kucke mer emol an deem Archiv no, ob iwwert dësen oder deen, oder iwwert dës oder déi Organisatioun eng Fiche besteet. Ech ka mech dat net erënneren.

Bei mir kann ech et ausschléissen a bei anere kann ech mech net drun erënneren, well et wahrscheinlech net stattfonnt huet. Ech huele jo un, dass ech dovun informéiert gi wier. Jiddefalls an der Zäit virun 2004, och opgrond vun der Jurisprudenz Thorn/Krieps, wou deen een deen aneren net an den Archiv, an den Déngscht era gelooss huet, a scho guer net opgrond vun der Gesetzeslag vun no 2004.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany dozou.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Zuelen, déi Der elo genannt hutt, Här President, sinn dat just Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et gëtt jo awer och vill Leit, déi hei wunnen...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä, dat ass dat Eenzegt, wou si konnten an e puer Deeg erausfannen, fir se ënnerzeklassifizéieren. Dat heescht op hire Käertercher geet net ervir onbedéngt, wou déi Leit wunnen, mä d'Nationalitéit. Wann et eng Lëtzebuerger Nationalitéit ass, ass dat gekennzeechent op de Käertercher. Duerfir konnte se dat relativ schnell feststellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'accord. Mä et gëtt net e kompletten Opschloss iwwert d'Envergure vun de Surveillancen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, ech mengen, dat ass eng Fro, déi mer déi leschte Kéier ugefaangen hunn ze diskutéieren, ob mer net en Expert sollen nennen, deen herno, oder Expertë sollen nennen, déi déi Opschaffung vun där Kartei do solle maachen an eisem Numm.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- 4.000 sinn net d'Résidenten. Et muss ee jo d'Differenz maachen tëschent de Résidenten an de Lëtzebuerger.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, jo. Lëtzebuerger.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wëll mech do net amëschen, mä ech maachen Iech just drop opmierksam, datt deen Expert muss gecleart ginn. Et muss een dat...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Selbstverständlech! Et ass kee Magistrat, deen et soll maachen. Da gi mer där dote Fro schon aus de Féiss.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass jo och kloer, Här President, dass bei deenen Zuelen, déi Der do nennt, déi ech esou net kennen, an ech waarden och do wierklech of, bis mer den endgültegen Tabellestand hunn, do si keng Écoutes téléphoniques dobäi.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen. Do sinn d'individuell...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Keng Écouten. Jo, kloer. Well Écouten sinn der nämlech liicht iwwer 300 gemaach ginn zënter 1982 an 2012. Liicht iwwer 300.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wollt op en anert Thema nach ze schwätze kommen, wat mer och bei aneren Zeien ugefouert hunn. Et geet ëm d'Organisatioun, dat heescht d'Kooperatioun mat anere Servicer, respektiv notamment gëtt dat jo mat der Polizei, haaptsächlech och mat der Justiz gemaach. Dozou meng Fro: Wéi gesitt Dir déi Zesummenaarbecht? Wéi ass déi organiséiert? Dat war jo eng Neierung, am Fong geholl, am Gesetz vun 2004, dat ass jo fir d'Éischt, wou an engem Kapitel dat do behandelt ginn ass. An och dann d'Fro un Iech: Wisou ass deen héije Comité do, op Ministeschniveau besat, eigentlech ni zesummekomm? Well dat war jo eng Iddi, déi net duerch d'Parlament erakomm ass, mä déi eigentlech am ursprünglechen Text vun der Regierung och dra war, dem Projet de loi 2004.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Zu deem leschte Punkt wëll ech soen, dass jo och de Conseil d'État doriwwer eigentlech do d'Nodenken ufänkt andeems e seet, d'Regierung soll sech hir intern Organisatioun net an e Gesetz schreiwen, mä si soll sech hir intern Organisatioun selwer ginn. Mir hunn dat trotzdeem an d'Gesetz gesat, well mer esou periodesch festgestallt hunn, dass d'Zesummenaarbecht tëschent dem Geheimdéngscht an der Police notamment net optimal war. A fir sécher ze sinn, dass een Drock genuch op där Koordinatiounsleitung behält tëschent deene verschiddene Servicer, ass dat deemools an d'Gesetz geschriwwe ginn.

Nach an de 90er Joren, wéi mir zwee, den Här Bodry an ech, jonk Mënsche waren a jonk Ministere waren, hie Force publique, ech Statsminister, hu mir äifreg eis geschriwwen, wou den Här Bodry sech driwwer beklot huet, a séier zu Recht, dass de Geheimdéngscht

net gutt genuch géif mat der Police zesummeschaffen. An dat hu mer lues a lues behuewen. An nach 2000 waren esou Schwieregkeeten heiansdo festzestellen.

Dat ass alles behuewe ginn, do huet och den Här Mille d'ailleurs eng gutt Aarbecht gemaach an den Här Heck och. A mir schaffe ganz gutt mat der Police - mir, soen ech ëmmer - de Geheimdéngscht schafft gutt mat der Police zesummen, e schafft gutt mat dem Parquet zesummen, e schafft gutt mat der Douane zesummen a mat aneren Instanzen. An dat gëtt mer eigentlech Satisfaktioun, dass déi, déi fréizäiteg drop opmierksam gemaach hunn, dass do ee Lach vun Zesummenaarbecht wier, dass dat lues a lues gefëllt konnt ginn. Haut ass et éischter esou, dass de Service de Renseignement sech heiansdo driwwer beklot, dass en net genuch Informatiounen zeréck kritt, wéi dass déi aner Servicer sech driwwer géife bekloen, dass se net genuch Informatiounen era géife kréien.

Dee Comité selwer huet net brauchen zesummenzetrieden, well mer an der Regierung, tëschent Ministeren, notamment opgrond vun der Tatsaach, dass déi ëmmer méi Rapporten elo déi lescht Jore kritt hunn, wéi dat virdrun de Fall war, an tëschent Verwaltungen eis doriwwer lafend ënnerhalen hunn, esou dass keng Noutwendegkeet do war, fir dat ministeriellt Koordinatiounsinstrument do a Bewegung ze setzen, wat ech natierlech a Bewegung gesat hätt, wann ech Meldunge kritt hätt, déi mech géifen unhuele loossen, dass déi Zesummenaarbecht tëschent de Servicer net géif gutt funktionéieren.

Et gëtt mer awer vun iwwerall gesot, si géif gutt funktionéieren. Trotzdeem ass dat eng Dispositioun vum Gesetz, déi mer och gären am neie Gesetz géifen halen. Et ass och eng Recommandatioun vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, e Rapport vum 24. Juni 2011 an déi Richtung, an dofir hu mer dat och an eisem Avant-projet de loi zréckbehalen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Den Här Bausch dozou.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo ech wollt dozou just froen, den Här Hoffmann, dee war jo bis 2003 nach do, an en huet eis elo hei de leschten Dënschdeg gesot, datt d'Zesummenaarbecht tëschent deenen aneren Instanzen, also Parquet oder Police, extrem schlecht gewiescht wär zu senger Zäit. Also, wéi erkläert Dir lech dat dann? Et ass

jo awer erstaunlech, datt esou ee Service iwwer esou laang funktionéiert, an et ass jo net gutt, datt déi Kooperatioun esou schlecht war.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech mengen net, dass den Här Hoffmann gesot hätt, dat wier dem Service seng Schold gewiescht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, dat war e Constat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et war e Constat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dee Constat hunn ech mat der Zäit och gemaach. An do hu mer lues a lues dru geschafft, duerch gutt Zouschwätzen an duerch Drock, fir dat ze verbesseren. Ech hat, wéi gesot - ech wëll eise President elo net ëmmer hei reministerialiséieren - Bréifwiessel a Gespréicher mat him, mam Här Fischbach, mam Här Frieden, mam Här Wolter a mat jiddwerengem, fir ze kucken, dass een dat géif besser an de Grëff kréien.

Dat ass eng Saach méi ënner Persoune wéi ënner Corpsen. An do gëtt et ebe Misstrauen, ass et fréier ginn tëschent de Corpsen, a Misstrauen tëschent Persoune bleift. Mir hunn, Gott sei Dank, och opgrond vun der Bodry Fusioun vu Police a Gendarmerie, e Stéck Guerre des polices manner ze erwaarden hei am Land. Mä dass et awer nach ëmmer Reiwereie gëtt tëschent Servicer ass normal.

Mä déi Zesummenaarbecht funktionéiert haut gutt an do hu vill Leit sech dru bedeelegt, dass een déi géif geuelegt kréien. An do hunn ech heiansdo och d'Gedold verluer bei deem Beschaffe vun deem Thema.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä dozou wollt ech Iech just froen, wësst Dir dann och, datt bei enger Perquisitioun, déi gemaach ginn ass beim Service, wou no engem prezisen Dossier gesicht ginn ass, deen ech awer net wëll hei zitéieren, deen net do war, net fonnt ginn ass, an do op eemol, wéi den Untersuchungsriichter e bëssen nogehaakt huet, do ass en op eemol zéng Deeg duerno awer geliwwert ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, ob den Untersuchungsriichter nogehaakt huet. Ech weess just, dat ass och hei zum Ausdrock bruecht ginn, dass bei Perquisitiounen am Geheimdéngscht - et ginn ëmmerhi Perquisitioune beim Geheimdéngscht gemaach -, opgrond vun där spezieller Fassong ze archivéieren, Dossieren, déi zu där éischter Perquisitioun gehéiert hunn, nogereecht gi sinn, well se net op därselwechter Plaz louche wéi dat Material, wat an där éischter Perquisitioun matgeholl ginn ass.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht den Archiv, dee muss awer do e bësselchen, also zimlech onkoordinéiert stockéiert gewiescht sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mengen, ech hätt dat scho 15-mol gesot. Wéi ech zwou Perquisitiounen am Ministère d'État hat am Zesummenhang mat der Bommeleeër-Affär, do louchen d'Saachen all beieneen. Et waren der net vill do.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, ech géif probéieren de Volet vun den Operatiounen, u sech also zur Organisatioun géife mer ofschléissen. Bis dohin, nach eng Kéier, et ass jo awer proposéiert ginn, wär et och nëtzlech, wéi gesot, vun der Kommissioun, wa mer deen Avis juridique hätten, wat d'Datebank ugeet. Mir froe jo och selwer wahrscheinlech en Avis juridique dozou als Kommissioun un. An och, effektiv...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä ech wéilt just eppes - ech ënnerbriechen lech net gär -, mä ech wëll just soen, also dat ass jo eng Saach, mat där ee sech muss beschäftegen, déi Base réglementaire. Mä dat war bekannt. Dat ass elo net op eemol aus heiterem Himmel op eis erofgeprasselt, well mir hu jo an der Kommissioun an op anere Plazen doriwwer geschwat. Mir sollen dës Geleeënheet notzen, fir et elo dann och wierklech, nodeems elo eng Rei vun administrative Viraussetzungen, wat d'Habilitatiounen an esou virun ubelaangt, gekläert konnte ginn, maachen.

D'Texter sinn iwwregens fäerdeg.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi zweet Demande wär, déi Demande hu mer och gestallt un den Direkter vum Service de Renseignement, dass mer och, wann iwwert déi

lescht Jorzéngten, eis Missioun ass jo vaste, wann do Instruktiounen, wat d'Organisatioun betrëfft, vum Ministère d'État un de Geheimdéngscht gaange sinn, dass mer dovun och géifen eng Kopie kréien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déiselwecht Demande hu mer un de Service selwer geriicht, fir dass mer och do kënnen e Verglach vläicht maache vun deenen...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Generalsekretär vun der Regierung huet nach eng Kéier dem Direkter rappeléiert, dass déi Instruktiounen, déi aus dem Ministère d'État komm sinn, ech mengen net, dass et der ganz vill gëtt...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An déi intern Instruktiounen, déi geholl gi sinn, dass déi emol an engem Sammelband géifen zesummegedroe ginn, fir dass ee sech en Iwwerbléck doriwwer ka verschafen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Also d'Organisatioun, dee Volet géife mer ofschléissen. Mir kommen dann un de leschte Volet, dat ass deen eigentlech vun den Operatiounen, vun de Methoden, déi agesat si ginn, Écoutes, Filatures, Infiltrations. An ech géif proposéiere mat den Ecoutë vläicht unzefänken. Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt just soen, Här President, mir hätten awer och nach de Volet herno vum Här Mille, dee mer nach misste kucken.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä bon, fir elo emol bei deem hei ze bleiwen...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Kiischt um Kuch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Zu den Écouten. Bon, ech mengen, et gëtt jo eng gesetzlech Basis, déi relativ kloer ass bei den Écouten. An déi gesäit vir, wéi gesot, engersäits déi dräi Riichter plus Dir, als Supérieur hiérarchique, deen d'Autorisatioun muss ginn. Et gëtt eng Procédure d'urgence, déi ass och prezis festgehalen, wou Dir als Premierminister an engem urgente Fall kënnt d'Autorisatioun ginn. Déi muss allerdéngs och schréftlech ugefrot ginn a vun Iech schréftlech gi ginn. Den Här Mille huet eis awer gesot, dass et an der Vergaangenheet och Fäll gi wären, wou d'Procédure d'urgence am Virfeld nëmme mëndlech gi gi wär vun Iech. Dat schéngt mir net ganz korrekt ze si laut gesetzlecher Basis. Dofir froen ech Iech och: Stëmmt dat? Hutt Dir dem Här Mille mëndlech iwwer Télefon gesot: Maacht dat, Dir kënnt eng Écoute schalten?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass eng berechtegt Fro, ëmsou méi well dat genaut administratiivt Ëmgeréits ronderëm eng Procédure d'urgence a kengem Text richteg festgeluecht ass. De Regelfall kennt Der. Dat mussen Ecoutë sinn, déi vum Statsminister autoriséiert sinn, de l'assentiment vun deenen dräi Magistraten. De Statsminister muss awer déi Écoute net ordonnéieren. Ech hat Iech elo éinescht esou ee Beispill ginn.

An da gëtt et d'Procédure d'urgence. Si ass net heefeg, mä si kënnt awer vir. An do wëssen déi dräi Direkteren Hoffmann, Mille an Heck, dass och, wann eng Procédure d'urgence ass, an et eng mëndlech Virwarnung gëtt, dass eng Écoute soll gemaach ginn, et eng Autorisation écrite vum Statsminister brauch, ier kann eng Écoute gemaach ginn. Dat ass ee kloren, däitleche Prinzip. An ech hunn och keng Kenntnis dovun, dass dee Prinzip violéiert gi wier, bis op ee Fall, dee jo elo an enger anerer Instanz zur Ënnersichung steet. An ech, fir mäin Deel, hunn ni nëmme mëndlech Autorisatioune ginn, ënner anerem och, well jo d'Riichter, déi jo laut Gesetz mussen no informéiert ginn, jo awer ee Schréftstéck brauchen, dat dokumentéiert, dass d'Procédure préalable korrekt gemaach ginn ass.

Wann ech vläicht selwer, Här President, Här Bausch, zu den Écouten nach eppes däerf soen. Am Zesummenhang mat eenzelnen Affären, iwwert déi mer hei elo net däerfe schwätzen, well d'Justiz sech dorëms bekëmmert, hunn ech décidéiert, an dat hätt ech och gären am neie Gesetz zréckbehalen, wa mer un d'Artikelen 88-3 a - 4 ginn...

Ech hu mech, éierlech gesot - dat halen ech fir e Feeler, mä en ass awer gemaach ginn iwwer vill Joren - ech hu mech eigentlech ni genau dofir interesséiert, wéi geet dat dann, wann ech do bis eng Écoute autoriséiert hunn, wéi kënnt déi Autorisatioun bei deen, deen déi Écoute mécht? An déi evidentste Froe stellen sech heiansdo. Mä ech hu mer ëmmer geduecht, déi Leit kréien da gesot, de Statsminister ass d'accord, hei ass seng Ënnerschrëft an elo kënnt Der schalten. En fait fannen ech elo eraus, dass dat net grad esou ass, dass do eng Fiche technique gemaach gëtt, déi da vum Service bei den Opérateur geet, dee sech referéiert op eng Autorisatiounsnummer, déi déi ass vun deem Dokument, wat ech ënnerschriwwen hunn, fir d'Écoute ze autoriséieren.

Onofhängeg vu Fäll, déi sech kënnen aktuell stellen, muss ech mer d'Fro stellen, ob een dann op deem Wee tëschent mengem Büro op d'Post oder bei en aneren Opérateur, net nach déi Lëscht kann esou ergänzen, moduléieren, modifizéieren, wéi een dat gären hätt. Ech hat ni eng Ursaach dovunner auszegoen, mä Rezentes léisst mech awer unhuelen, dass esou eppes méiglech ass. An duerfir hunn ech elo décidéiert, ech fir mech, dass mer vum nächste Mount un d'Écouten, déi ech autoriséieren, dass mat menger Ënnerschrëft dat muss bei den Opérateur bruecht ginn. An déi Ënnerschrëft maachen ech esou, dass kee méi eppes kann dertëschent quëtschen.

An ech hätt och gären, dass déi Fro vun der Procédure d'urgence am Gesetz esou geregelt gëtt, dass een do seet, dat muss eng Autorisation écrite sinn, an dass een och däitlech mécht, datt d'Autorisatioun selwer vum Statsminister muss beim Opérateur vérifiabel ukomm sinn a keen „petit télégraphiste" dat op d'Post dréit an dann zwëschenduerch nach eppes ka geschéien, wat een en fait muss condamnéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng Fro zu den Écouten?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Verstinn ech dat elo richteg, datt opgrond vun de Prozeduren, wéi se bis ewell gegollt hunn, et méiglech gewiescht wär, datt eben och Écoutë geschalt gi wären, déi Der net autoriséiert hat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech ka mer dat net virstellen. Mä et sinn der jo awer scheinbar geschalt ginn, déi ech net autoriséiert hunn. Bei der Procédure d'urgence brauch et eng Ënnerschrëft vum Statsminister. An ech wëll sécherstellen, dass den Opérateur, deen d'Schaltung muss maachen, dat Dokument ze gesi kritt, wat ech selwer ënnerschriwwen hunn, an net een administratiivt Dokument, wat sech op een offiziellt Dokument, wat ech ënnerschriwwen hunn, géif bezéien.

Ech hu keng Ursaach unzehuelen, dass dat dote geschitt ass. Mä et leien e puer Fäll vir,...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir kënnt et net ausschléissen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...doriwwer ass geschwat ginn, wou mer..., wou eben net autoriséiert ginn ass weder vum Direkter nach vum Statsminister. Dat ass een anere Fall wéi deen, dee mer elo hei amgaange sinn ze diskutéieren. An dee muss jo nach vun anere gekuckt ginn. E schlëmme Fall.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hunn eng Fro vläicht dozou. Och éischter fir ze kucke wéi een de System ka méi performant maachen. De Regëster, wou am Fong déi Écoutë festgehale ginn, ass dee just am Service de Renseignement? Gëtt et eng zentral Stell oder ginn et der zwou - wat nämlech fir eis... oder wou d'Fro sech eventuell stellt fir gewësse Saachen nach ze verifizéieren -, wou déi autoriséiert Écoutë festgehale sinn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also am Detail weess ech dat net. Mä meng Erënnerung ass déi, dass beim Opérateur...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Där ginn et der ewell méi.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo bei deenen Opérateure ka verifizéiert ginn, wat fir Nummeren, Leit, dass ofgelauschtert gi sinn. Dee schalt jo, den Opérateur. An do gëtt et ee „Log", mengen ech heescht dat, dee bleift. An dee bleift och am Service. De Service kann deen net ewechkréien. Just den Opérateur kann dee „Log" ewechmaachen. Sou dass een also do eigentlech ëmmer eng Spur huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Zu den Écouten? Jo, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt nach eng Kéier froen, deen Oflaf, wéi en haut ass, do sot Der, do kéint et gewiescht sinn, datt aner Écoutë gemaach gi sinn, déi Dir net autoriséiert hat: Dat konnt jo awer dann eigentlech nëmme vu Leit och aus dem Service gemaach ginn? Oder hätt et och kënne geschéien, datt Leit ausserhalb vum Service do - mol vereinfacht ausgedréckt - Nummere bäigeschriwwen hätten?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Meng Fantasie ass net duergaange mer virzestellen, dass et Leit aus dem Service kéinte ginn, déi esou eppes géife maachen. Si ass absolut begrenzt fir mer virzestellen, dass et Leit ausserhalb vun deenen Instanze wieren, déi déi Dokumenter do behandelen. Ob dat esou war, weess ech net. Ech hunn hei net gesot, dat doten ass eng Gefor, déi besteet. Ech hunn opgrond vun deem, wat heibanne gesot ginn ass vun engem Direkter, mer d'Fro gestallt: Wéi ass dat doten da méiglech? Ech kann net ausschléissen, dass dat innerhalb vum Service geschitt ass. Ech kann et och net behaapten. Well doriwwer gëtt jo awer enquêtéiert. Domadder kann ech mech net auserneesetzen. Mä ech wëll jiddefalls sécherstellen, falls et esou gewiescht wär an och wann et net esou war, dass an Zukunft d'Prozedur esou ass, dass eppes, wat ee sech, opgrond vun deene Fäll, déi virleien, kéint virstellen, net ka passéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir kënnt awer ausschléissen, datt Leit vun ausserhalb vum Service einfach technesch d'Méiglechkeet gehat hätten...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir schléisst näischt aus...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also ech hu mech esou vill an deene leschte Wochen, „was nicht meines Amtes ist", mat technesche Froe musse beschäftegen, dass d'Zäit net duergaangen ass, fir och nach déi doten ze préiwen, ob et ausserhalb vum Service méiglech ass, dat ze maachen. Ech ka mer dat net virstellen an ech konnt mer et och net virstellen, dass et innerhalb vum Service méiglech wier a géif gemaach ginn. Mä dat muss...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch an den Här Gibéryen. Den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Bon, mir hunn och gesinn am Archiv elo wéi mer do waren, datt, wat jo net anormal ass, datt déi Saachen, wou Écoutë gemaach ginn, déi ginn natierlech stockéiert, déi ginn opbewaart. Elo wësse mer awer entretemps, datt eng Rei Écoutë gemaach gi sinn, zum Deel - verschiddener op jidde Fall - wahrscheinlech illegal, mat grousser Wahrscheinlechkeet, géif ech esouguer soen, illegal, do hu mer gefrot am Service: Gëtt et do nach Spuren dovunner? An do hu mer gesot kritt, datt déi verschwonne sinn, datt et déi net méi gëtt. Hutt Dir..., huet den Här Mille lech matgedeelt, datt hien iergendwellech Écouten, déi gemaach gi sinn, datt hien déi verschwanne gedoen huet?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee dat huet en net. En huet mer matgedeelt, well ech nämlech och mengen, dass en dat net gemaach huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et muss zwar ee se verschwanne gedoen hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech hunn lech elo grad erkläert, op eng Fro mengen ech vum Här Bodry hin, wéi dat méiglech ass erauszefannen, wéini wat fir een Opérateur wat fir eng Leitung geschalt huet, déi "geloggt" huet. An déi kann een net..., déi kann de Service net ewechhuelen, déi ka just den Opérateur ewechhuelen, déi „Spurenelementer" hunn ech dat genannt. D'Enregistrementer selwer...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Entschëllegt, wann Der erlaabt, ech hunn och elo net gemengt, d'Spuren, also datt se gemaach gi sinn; déi Spure sinn och nach opzefannen. Mä den Enregistrement selwer hunn ech elo gemengt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir ass net bekannt, dass den Här Mille oder soss ee Resultater vun Écouten ausserhalb vum Geheimdéngscht matgeholl hätt.

Ech gi souwisou dovun aus, dass e mer et och net gesot hätt, wann iergendeen dat gemaach hätt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen an dann den Här Urbany.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wéilt och nach eng Kéier, wat de Kolleeg Bausch elo grad ugeschnidden huet do... Mir hu jo elo déi Lëscht kritt vun deene wahrscheinlech illegalen Écouten, déi solle gemaach gi sinn. Zumindest eng Kéier hutt Der, opgrond vun deem Gespréich, wat Der mam Här Mille hat, eng Écoute autoriséiert, wou keng Prozedur hannendru gelaf ass, déi iwwer e Weekend gelaf ass an dun erëm ausgeschalt ginn ass. Doduerch, datt jo do keng Prozedur hannendru gelaf ass, ass déi menger Meenung no illegal gewiescht. Meng Fro ass awer, ech wëll net an déi eragoen, well dat jo en Objet vun enger Enquête ass, meng Fro ass: Hutt Dir niewent där iergendwéi eng Kéier Écouten erlaabt - d'urgence -, wou keng Prozeduren hannendru gelaf sinn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Fro do hunn ech elo grad beäntwert. Mä ech géif gären op déi Fro zréckkommen, vun där Dir sot, se géif sech elo hei net stellen. Mä Dir hutt se awer gestallt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn net an den Detail gaangen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Dir hutt gesot, ech hätt eng illegal Écoute, et wier..., ech hätt eng illegal Écoute autoriséiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sot, fir mech ass et illegal. Dir hutt se autoriséiert an et ass keng Prozedur hannendru gelaf.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. An ech soen, ech hunn déi Écoute, dee Virgang, deen Dir Écoute nennt, net autoriséiert, well ech kann nëmmen d'Procédure d'urgence schréftlech autoriséieren. An dee Gespréichsdeel vum Här Mille, deen Dir lech ech weess net wéi oft ugelauschtert hutt oder och vläicht nëmmen eemol, et kënnt mir vir wéi wann do eng Vermëschung gemaach gëtt tëschent regelrechten Écouten an dem Oflauschtere vum eegenen Handy vum Service, wat keng Écoute ass au sens de la loi, déi misst vun de Riichteren autoriséiert ginn, mä wat kann eng Atteinte à la vie privée sinn. Dat war a mengen Aen, esou wéi de Virgang sech duerstellt - mat Handy ee

Gespréich mat engem oflauschteren -, keng Écoute am Sënn vum Gesetz a war deementspriechend och net ze autoriséieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Gibéryen. Dozou nach eng Kéier?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo. Ech wëll awer dat kloerstellen. Ech kréien elo hei ënnerstallt, wéi wann ech géif eppes hei soe wat net wier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee. Ech äntweren Iech just op eng Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo. Ech wëll just soen, datt Der an deem Text - mir hunn e jo schrëftlech virleien - vun deem Gespréich, do steet ganz kloer dran „déi Écoute"...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech stoppen dat doten elo. Ech stoppen dat. Ech maachen et net gären.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, mä...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir sinn awer elo total amgaangen an deem heiten Dossier..., dat do ass awer elo wierklech..., déi dote Faite si précisément...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi si jo public...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...Faiten, déi Objet sinn...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...déi stounge jo an der Zeitung...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...vun enger Enquête judiciaire. An ech géif Iech och bieden, Här Gibéryen, d'Gesetzer hei ze respektéieren. Soss hale mer hei de Buttek op!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech respektéieren d'Gesetzer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech géif dofir nach eng Kéier insistéieren. Hei si mer wierklech op der..., Dir wësst hoergenau, ech hunn et nach eng Kéier rappeléiert, Dir wësst hoergenau, dass genau op deenen dote Faite momentan eng Enquête de justice leeft, déi muss erausfannen, ob et zu illegalen Écouten op den M. komm ass. Et ass genau deen dote Sujet, dee mer amgaange sinn elo hei ze diskutéieren. An dat gehéiert nom Gesetz net zu eiser Enquête. Dir kënnt dobaussen Deklaratiounen dozou maachen esou vill wéi Der wëllt, mä net hei an der Enquêtëkommissioun. Nach eng Kéier!

Weider den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech liesen am Gesetz zwar näischt vun enger schréftlecher Prozedur, déi do misst ugewannt ginn. Déi kann och mëndlech sinn, wann ech den Text vum Gesetz genau kucken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Däerf ech direkt dozou eppes soen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Meng Fro war awer eng aner.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass richteg, wat den Här Urbany seet. Ech erklären elo fir d'Véiert - fir d'Véiert, awer och nach sechsmol, wann et gewënscht gëtt -, dass ech verfügt hunn, dass am Kader vun der Procédure d'urgence nëmmen eng Écoute ka gemaach ginn, wann eng Autorisation écrite doläit, déi de Riichter dann a posteriori, post festum muss zougeleet ginn.

An ech hu gesot, fir déi Incertitude am Gesetz ze eliminéieren, muss een och bei der zukünfteger Gesetzgebung iwwert de Code d'instruction criminelle festleeën, dass och en cas de procédure d'urgence eng Autorisation écrite muss do sinn. A vun do un, dass ech där ginn, gi se nëmme schréftlech ginn. Ech hunn nach ni eng mëndlech ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Reglement muss souwisou emol nach festgeluecht ginn. Soulaang et kee Reglement gëtt, ass dat zwar eng intern Prozedur, déi respektéiert gëtt, mä et gëtt kee Reglement, wéi d'Gesetz et virgesäit, wat am Detail alles regelt. Mä mir si jo hei elo am Kader vun deem Artikel 88.2, an ech hunn do eng Fro iwwert d'Kontrollmissioun vun där Kommissioun vun dräi Riichteren, déi jo mussen an alle Fäll, och wa keng Urgence do ass, hiren Accord ginn, fir esou eng Écoute ze maachen.

Do hunn ech d'Fro: Wéi sinn d'Kompetenze vun deenen dräi Riichteren, fir den Dossier ze gesinn, ëm deen et geet? Hu se do e Recht, an dee ganzen Dossier Asiicht ze kréien? Hu se och Recht, Asiicht ze kréien an eventuell klasséiert Dokumenter, déi do dra leien?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt elo fir d'Éischt nach de Code d'instruction criminelle nach eng Kéier huelen, fir ze kucken, ob muss e Règlement d'exécution komme fir d'Applikatioun vun den Artikelen 88.3 an 88.4 iwwert d'Écouten. Et ass net meng Erënnerung, dass do nach musse Règlements grand-ducaux kommen. Also handelt et sech hei ëm eng Vermëschung vun Règlements grand-ducaux…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech schwätzen hei vu vu Reglementer, déi nach musse kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wat sécher ass, am Gesetz vun 2004 mussen awer nach Reglementer kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Mä, d'accord…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da si mer eis jo eens, dass zënter Joren a Jorzéngten déi Reglementer ni komm sinn. Wat iwwregens och e Problem opwerft vun der Validitéit vun deene Preuven, déi duerch esou Methode konnten ageholl ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Onofhängeg…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wann d'Geriichter esou Écouten zum Beispill weidergeleet kréien oder aner Mesures d'instruction weidergeleet kréien, déi vum SREL gemaach gi sinn, a si sinn näischt wäert, da stellt sech do awer e Problem, mengen ech, wat d'Fonctionnement ugeet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Am Zesummenhang mat den Écouten, Här Urbany, stellt sech iwwerhaapt kee Problem vun Netreglementéierung a vun net Huele vu Règlements grands-ducaux oder Règlements d'exécution. Do stinn déi wesentlech Bestëmmungen am Gesetz, sou dass alles dat, wat iwwer Écouten ermëttelt gëtt, selbstverständlech a weidere Prozeduren…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat war och eigentlech net meng Fro. Meng Fro war déi vun der Kompetenz vun deenen dräi Riichteren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo. Ech äntwerten Iech fir d'Éischt op déi Fro, déi Der fir d'Éischt gestallt hutt, op déi ech Iech net geäntwert hunn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat war méi eng Niewerемarque…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*-…op dat, wat den Här Gibéryen geäntwert kritt huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kennen d'Geschicht vun den Niewerемarquen entre-temps ganz gutt. Ech soen Iech just, et brauch keng weider Ausféierungsbestëmmungen am Kader vum Gesetz iwwert d'Écoutes téléphoniques, sou dass sech déi Fro, déi nëmmen eng Niewefro war, selbstverständlech net stellt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass richteg.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi dräi, jo…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dont acte. Déi dräi Riichteren, déi am Gesetz opgezielt ginn an déi hiren Assentiment musse ginn, fir dass de Premier kann am Kader vun deenen einschlägege gesetzlechen Dispositiounen eng Écoute autoriséieren, déi maachen hir Aarbecht, wéi se wëllen. Ech, am Géigesaz d'ailleurs zu menge Virgänger, huelen un där Sitzung, wou den Direkter vum Geheimdéngscht deenen dräi Magistrate begrënnt, schréftlech begrënnt, firwat dass de Geheimdéngscht mengt, dass eng Écoute soll gemaach ginn, net deel. Ech hunn nach ni un der Sitzung vun deenen dräi Magistraten deelgeholl, well ech der Opfaassung war, dat kann een esou gesinn oder anescht, dass een déi dräi Magistraten, dat si jo héich Magistraten, soll eleng délibéréiere loossen, wann et ëm d'Demande vum Geheimdéngscht geet, fir eng Écoute ze schalten.

Duerfir weess ech net, ob, wat fir supplementar Informatiounen déi dräi Magistrate froen. Ech hu mer just soe gelooss vun deene successiven Direktere vum Geheimdéngscht, dass déi dräi Magistrate vill Froe stellen. An och net ëmmer d'accord sinn d'ailleurs mat der Demande, déi de Geheimdéngscht stellt. Et geet a Saachen Écoutes téléphoniques vu mir aus extrem pingeleg gehandelt an ech denke vun deene Magistraten och. Et ass mir jiddefalls nach net opgefall, dass do liichtfankeg Autorisatiounen, Assentimenter vun der Kommissioun komm wieren, de Magistrate komm wieren. Obschonn ech jo periodesch mäin Assentiment da verweigert hunn. Ech hunn den Androck, déi Aarbecht géif rechtsstaatlech ganz grëndlech gemaach ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Meng Fro war déi no de Pouvoiren. Hu se e Recht, dee ganzen Dossier ze gesinn, och Pièces classifiées, déi dra leien?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Selbstverständlech hu se dat Recht, well si musse jo en Assentiment ginn zu deenen Écouten.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, et ass net, se hunn net déiselwecht Problemer wéi déi zum Beispill vun der Artikel-17-Kommissioun aus der Protection des données, déi jo mussen eng Clearence hunn, fir op déi Pièce këmne Réckgréff ze huelen, wat mer jo elo virdru festgestallt hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi dräi…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Ass do de Problem anescht? Stellt e sech anescht? Et ass eng Fro.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Déi dräi Magistraten erfëllen all Konditiounen, fir dat kënnen ze maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* À titre personnelle oder wa se se net géifen erfëllen, hätte se dann awer Asiicht do dran?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ma, neen, déi mussen d'Konditiounen erfëllen, déi den Accès reglementéieren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Dat heescht, déi dräi Magistraten do hu souwisou eng Clearence opgrond vun hirer Funktioun? Ech hunn eppes anescht gelies hei.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Écouten nach?

Soss géif ech proposéieren, dass mer op den zweete Volet vun der Observatioun, vun der Filature ze schwätze kommen.

Do hätt ech just eng éischt Fro. De Premier huet virdru Zuele genannt, wat d'Écouten ugeet. Ech weess net, ob en och eng Zuel kann nennen, wat do d'Envergure vun der Observatioun ugeet, fir dass ee sech dobausse kann e bëssen e Bild maachen. Mir hunn op jidde Fall déi Zuele gefrot beim Service de Renseignement. Et ass, mengen ech, och wichteg, dass een déi huet, fir dass een awer gesäit, wéi dagdeeglech oder net dagdeeglech… An déi Informatiounen, déi mir kritt hunn, weisen éischter, dass an engem Mount dräi bis véier esou Filaturë géife lafen, esou Operatioune sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Mir schwätzen elo vun de Filaturen an net generell vun den Operatiounen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Neen, Filaturen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Zuel vun den Écoutes téléphoniques, déi hunn ech mer gefrot en vue vun eisem Gespréich vun haut. Dat gëtt nach weider preziséiert, denken ech, vum Service. Mä et ass awer gutt ze wëssen, dass an 30 Joer 300 Leit ofgelauschtert gi sinn. An dovun ass nëmmen ee relativ klengen Deel Lëtzebuerger. Dat loossen ech och nach kucken. Wat d'Filaturen ubelaangt, hunn ech keng Donnéeë virleien, also keng Zuel.

Wann ech mer déi Berichter, déi jo och d'Kontrollkommissioun kritt iwwert d'Operatiounen, duerchliesen, sinn der vill derbäi, déi näischt mat Filaturen ze dinn hunn. Mä et sinn awer och Filaturen derbäi. Dat ass eng kriddelech Fro. Ech sinn der Meenung, dass ee Geheimdéngscht net ouni Filature kann existéieren, wéi och aner Servicer se musse kënnen applizéieren. Mä deenen hir si geregelt.

An duerfir sinn ech der Meenung, an déi Texter hu mer gemaach, dass een d'Filaturë plus aner Operatiounsmodusse vum Geheimdéngscht muss méi prezis fixéieren. Dat gëtt dann eng ganz Lëscht, fir alleguer déi Méthodes opératoires do am Gesetz opzelëschten.

Ech sinn do menger Saach net sécher, ob dat ganz intelligent ass, fir dat ze maachen, dass jiddweree ka gesinn, wat fir Modes opératoires dass et gëtt oder ka ginn. Mä anerersäits kommen ech zur Konklusioun, dass eng supplementar Dosis Rechtssécherheet sech awer hei indiquéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hutt keng…, Dir sidd jo regelméisseg informéiert iwwert d'Écouten, well Dir musst se autoriséieren. Sidd Dir och informéiert regelméisseg an deene monatleche Rapporten iwwer all Filaturen, déi lafen, oder gëtt dat nëmme sporadesch…?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, ech kréien déi Rapporten iwwert d'Operatiounen. An doraus resultéiert heiansdo, dass et eng Filature ass. Mä ech kréien net gesondert opgeschriwwe Filaturen oder Observatioune vu Persounen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Zu den, also, ech fannen et effektiv gutt, datt sech Gedanke gemaach gëtt, datt am Kader vun der Neiiwwerschaffung vum Gesetz d'Filaturë musse méi prezis geregelt ginn. Dat schéngt mer kloer ze sinn.

D'Fro, déi sech elo stellt, an der Vergaangenheet, déi Filaturen, dat trëfft natierlech och generell Operatiounen, déi mécht de Service jo a ganz ville Fäll net selwer. Do notzt en Externer, fir mat hinnen zesummenzeschaffen. Dat kënnen eenzel Persoune sinn, déi - loosse mer soen - ugeheiert ginn, fir fir se ze schaffen, fir ze observéieren an esou weider. Et kënnen awer och regelrecht privat Gesellschafte ginn.

A wat mir do wierklech um Mo läit, dat ass emol éischtens, dat wier och meng éischt Fro: Sidd Der net och der Meenung, datt dat, vu que datt dat net de Moment geregelt ass, an der Vergaangenheet relativ oniwwersiichtlech war?

An déi zweet Fro, déi sech stellt, dat ass méi e prezise Fall, dee mer wierklech ganz vill Suerge mécht oder gemaach huet an och nach mécht, dat ass vun engem Mataarbechter, dee fortgaangen ass beim Service. Dat heescht, deen am Service geschafft huet an deen 2008 eng eege Gesellschaft gegrënnt huet, déi sech mat Operatiounen allméiglecher Natur, wou och menger Meenung no Filaturë kënnen dobäi sinn, fir de Service kéint mat deene beschäftegen oder vun deem kéint ugestallt ginn.

Bon, an där Gesellschaft do, déi Gesellschaft do ass gegrënnt gi mat Kapital, engersäits engem Startkapital vun der SNCI an op där anerer Säit war eng privatrechtlech Gesellschaft Haaptkapitalgeber, eng privatrechtlech Gesellschaft, déi am Ausland oft ënner Beschoss stoung, wou awer och zu Lëtzebuerg zum Beispill am Conseil d'administration den Här Santer drasëtzt.

Duerfir ass meng Fro un Iech: Wosst Dir vun deem ganze Virgang do, vun deem Mataarbechter, deen déi Gesellschaft gegrënnt huet? Respektiv war Dir Iech bewosst, wien do d'Geldgeber wären a wat fir Zesummenhäng do stinn..., sech do kënnen draus erginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir war bekannt.... Et sinn zwou Froen. Déi éischt Fro, mir war net bekannt, dass... oder laang net bekannt, dass de

Service Aarbechte géif outsourcen. Mir haten elo éinescht virun annerhallwer Stonn schonn doriwwer Rieds. Dat ass eppes, wat mer net gefält. Ech kann akzeptéieren, dass, wa Personalnout ass, dass een dann anerer mat där Aufgab beoptraagt. Mä dat däerf keen normale Pli sinn. Dat ass eng Aarbecht, déi muss vun den Agente vum Geheimdéngscht selwer gemaach ginn. Esou hunn ech dat och matgedeelt.

Déi zweet Fro. Ech wosst, dass ee Mataarbechter vum Geheimdéngscht amgaange wier, eng Firma opzeriichten. An ech hu mäin Erstaunen doriwwer zum Ausdrock bruecht an och däitlech gemaach, dass et net kéint sinn, dass een op där enger Plaz nach géif schaffen, sech do Wësse géif uneegenen an dass een dat Wësse géif mathuelen an eng Aktivitéit, déi een an enger Gesellschaft géif lokaliséieren, déi grosso modo deeselwechten Typ Aarbecht géif maachen.

Genau dat bréngt mech derzou, wéi dat och an Ärem Rapport vun 2011 steet, fir ze soen, déi Fro, wat ee fréieren Agent vum Geheimdéngscht ka maache während deenen éischten zwee, dräi, véier Joer vu sengem Ausscheeden aus dem Geheimdéngscht, déi muss ganz däitlech gekläert ginn.

Wien d'Aktionäre vun där Firma sinn, wosst ech net. Entre-temps sinn ech dat awer gewuer ginn, well ech op emol eng Rumeur héieren hunn - obschonns ech et déck sat hu mat de Rumeuren eigentlech de Moment -, et géif doruechter gezielt ginn, de Stat selwer hätt wëllen hunn, dass déi Firma do géif gegrënnt ginn, an hätt och alles gemaach, fir dass déi Firma géif a gudde Konditioune kënne starten.

Dat war, fir et frëndlech ze soen, meng Erënnerung net. An do hunn ech bei der SNCI nogefrot, wéi dann deen Dossier do behandelt ginn ass. Well et ass och doruechter gezielt ginn, dee wier vill méi favorabel behandelt ginn, wéi aner Dossieren. En ass genau behandelt gi wéi all déi Start-up-Dossieren duerch de Verwaltungsrot, wou jo drasëtzt wien Der wësst, sou dass ech net konnt feststellen, dass ronderëm d'Kreatioun vun där Gesellschaft selwer Facilitéite geschafe gi wieren, déi aner Gesellschaften net hätten. Dat ass net hei gesot ginn. Mä aus der Aart a Weis, wéi den Här Bausch seng Fro gestallt huet, kéint ech mer duerchaus virstellen, dass e geschwënn déi dote Fro gestallt hätt. Duerfir hunn ech se alt direkt beäntwert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt déi dote Froen net onbedéngt stellen, mä ech wollt Iech awer froen, an dat hutt Der och beäntwert, ob Der, wat Der am Detail wosst vun där Firma, wéi zesummen…. Et ass jo net nëmmen ëm d'Fro vun der SNCI, et ass jo och interessant ze gesinn, datt ee Mataarbechter mat engem Holding, wou den Haaptgeldgeber en Holding ass, dee schonn oft am Ausland an de Schlagzeile war wéinst zimlech komesche Geschichten, wou och den Här Santer, wéi gesot, am Conseil d'administration awer sëtzt, datt ee sech natierlech doriwwer eng Rei Froe ka stellen, do gitt Der mer awer sécherlech Recht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech…. Man merkt die Absicht und wird verstimmt, mä ech wosst net, wien déi Aktionäre wieren, déi Firma, där hiren Numm ech och laang net, där hiren Numm ech och eréischt richteg an Erfahrung bruecht hunn am Mount November vum vergaangene Joer anlässlech vun engem Interview, wat RTL mat mer gefouert huet. Ech wosst net, wien d'Aktionären dovu wieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen zu den Operatiounen?

Kéinte mer dann op de Volet Départ Marco Mille vläicht ze schwätze kommen? Dozou Froen?

Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Statsminister, den Här Mille huet hei gesot, datt en, nodeems Iech zougedroe ginn ass, datt hien Iech opgeholl huet an deem Gespréich, wat e mat Iech hat, Iech ganz schnell seng Demissioun proposéiert huet, an Dir hätt dat ofgelehnt. Kënnt Der dat confirméieren? Wa jo, firwat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kann dat net confirméieren an net infirméieren. Den Här Mille, deen huet hei bei senger Dépositioun gesot, mir hätten een héich emotionaalt Gespréich gefouert, wéi ech e confrontéiert hu mat deem Enregistrement, wat e gemaach hätt, an dunn hätt ech zu him gesot: „Am léifste géif ech dech erausgeheien." An do hat hie gesot - ech huelen un, dass d'Gespréich dee Moment nach näischt un Emotionalitéit verluer hat --, hie géif demissionéieren, wann ech dat gär hätt, an do hätte mer viru geschwat, an do wier ech net méi op déi Propositioun

zréckkomm, déi jo dann och net schréftlech gemaach ginn ass. Meng Absicht war et och net, dass den Här Mille soll demissionéieren, well d'Resultat dovu wier genau dat gewiescht, wat ech gefaart hätt, wann ech en einfach entlooss hätt. D'Resultat dovu wier genau datselwecht gewiescht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Här Mille huet gesot, säin Départ wier fräiwëlleg gewiescht an en hätt souwisou wëlles gehat, sech berufflech aneschters ze orientéieren. Wann een lech an där enger oder anerer Geleeënheet nogelauschtert huet, ech mengen och op där Pressekonferenz, dann hutt Der et awer esou duergestallt, wéi wann Der op d'mannst mëndlech him dat nogeluecht hätt, sech berufflech aneschters ze orientéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Richteg ass et, dass den Här Mille schonn e bësse virdru sech wollt berufflech ëmorientéieren, well en hat sech gemellt - dat sinn ech elo erëm eréischt gewuer ginn, wéi ech eng Rei vun Zeitungsartikelen nogelies hunn - als Terrorismusbeoptraagte vun der Europäescher Unioun.

Ech hunn an enger Zeitung gelies, ech hätt dat verhënnert, well ech selwer géif gäre Carrière an Europa maachen, ce qui prouve le ridicule vun eenzelnen Duerleeungen. Ech hunn en och deemools beim Här Solana recommandéiert, mä en huet déi Plaz net kritt, aus Grënn, déi ech net kennen.

Wéi deen Incident geschitt ass, dass en deen Enregistrement gemaach huet, hunn ech en drun erënnert, dass e sech jo souwisou wéilt berufflech réorientéieren, an ech hunn e vivement encouragéiert, dat ze maachen. Dass den Här Mille elo net hei soe kënnt, ech hätt en erausgehäit, schéngt mer angesichts vun de Circonstances particulières vum Dossier relativ novollzéibar ze sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Här Mille schafft haut bei engem grousse Weltkonzern. Ass do zu Lëtzebuerg nogefrot ginn, wat säi Passé war?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass net gefrot ginn, mä deen Engagement, op deen Der opmierksam maacht, deen haut säin ass, deen erkläert

Iech vläicht, firwat dass den Här Mille hei däitlech huet misse maachen, dass en net ënnert Drock ausgescheed ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Deen Incident mam Enregistrement, do e puer Deeg virdrun oder eng Rei vu Woche virdrun - ech mengen, et ass net ganz kloer - tëscht dem, virun deem Gespréich, wat Dir mam Här Mille hat, wat hien opgezeechent huet, wär et eng aner Réunioun ginn. An der Press stoung ze liesen, déi Réunioun wär gescheitert. Ass dat esou? Wie war bei där Réunioun do dobäi? Firwat wär déi gescheitert? An ass déi zweet Réunioun, wier dat eng Erklärung do dofir, firwat den Här Mille Iech opgezeechent hat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech hei muss erklären, ob dat, wat iwwer mech an iwwer Mataarbechter vu mir an der Press geschriwwen ass, richteg oder falsch ass, da maachen ech dat selbstverständlech.

Et huet, wéini weess ech awer net, eng Réunioun stattfonnt, wou mer eng Rei vun Informatiounen iwwermëttelt gi sinn. Wéi ëmmer, wa Leit vum Geheimdéngscht mat mer geschwat hunn - där huet et der ëmmer erëm ginn, déi mer Informatiounen iwwerbruecht hunn -, dann hunn ech deene gesot, se sollen hirem Direkter déi Informatioun ginn an da soll dee mer déi matdeelen.

Duerfir ass et wahrscheinlech och eng Kéier e Gespréich gi mam Direkter a mat deenen, déi mer virdrun Informatiounen - also Agente vum Geheimdéngscht - ginn hunn. An esou Réunioune kënne schifgaange sinn, wann dat, wat mer gezielt gëtt, mer net aliicht, oder wann den Direkter net informéiert war. Dat kann ech awer am Detail net méi iwwerpréiwen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann déi Réunioun schifgaangen ass - fir bei deem Terme ze bleiwen -, kann dat derzou gefouert hunn, datt do schonn e géigesäitegt Mësstrauen entstanen ass oder eng Vertrauensbasis net méi do war, wat dann erëm eng Kéier kéint erklären, firwat den Här Mille dat anert Gespréich opgeholl huet?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech muss mer jo d'Fro net stellen, firwat dass den Här Mille ee Gespréich mat mir ophëlt, well hien huet mer dat

selwer erkläert, da ginn ech och dovun aus, dass et duerfir nëmmen déi Grënn ginn huet, déi hie mir erkläert huet, a keng aner.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …wollt ech e puer Froe stellen, déi mat der Astellungspolitik beim Service de Renseignement ze dinn hunn. Mir si gewuer gi vum Här Heck an der éischter Sëtzung, datt bis hien iwwerholl huet op eng net grad, géing ech soen, wéi et sech gehéiert Aart a Weis agestallt ginn ass beim Service. Et sinn zum Beispill keng intern Juryen agesat ginn. Dat ass also eréischt ënner him agefouert ginn. Virdru sinn einfach esou op Recommandatioun d'Leit an de Service erageholl ginn. Do hunn ech e puer Froen.

Déi éischt Fro, déi betrëfft een Agent, deen och am Service ëmmer eng Zäit geschafft huet. Do krute mer gesot, datt deen Agent aus deem Service, wou e komm ass, relativ vill Problemer hat, och Psychotester net gepackt huet, a vun do awer dunn an de Service de Renseignement erageholl ginn ass.

Duerfir ass meng Fro: Sidd Dir iergendwéi involvéiert gi vum Service, wat d'Astellungspolitik ubelaangt? Wéi ass virum Här Heck senger Zäit agestallt ginn?

Respektiv dann eng zweet Fro, déi ech nach hunn. Dat ass: Hutt Dir selwer an Ärer Laufbahn eng Kéier insistéiert, datt de Service ee misst astellen, deen Dir onbedéngt wéilt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Astellungspraxis vum Service de Renseignement ass eng schwiereg ze beuerteelen, well am Regelfall sinn déi Astellungen am Kader vum Service iwwert Détachementer gemaach ginn, wou Leit aus anere Servicer komm sinn. Leit, déi am Service waren, hu sech informéiert bei anere Servicer, ob et ee Mataarbechter do géif ginn, deen d'Konditioune géif erfëllen an de Profil hätt, fir beim Geheimdéngscht ze schaffen. Dann ass deen am Regelfall agestallt ginn.

Oder et ass agestallt gi wéi am Fall, deen Der mentionnéiert, op Recommandatioun vun engem, dee schonn am Geheimdéngscht Agent war, esou dass ech mech domat net ze

beschäftegen hat. Et ass e puermol virkomm, dass ech ugesprach gi sinn, fir een ze recommandéieren, deen d'Konditiounen erfëllt, fir beim Geheimdéngscht ze schaffen. Da sinn déi Leit do och am Regelfall geholl ginn. Déi Recommandatiounen, déi ech ausgeschwat hunn, hunn ech meeschtens ausgeschwat op Recommandatiounen, déi anerer mer gemaach hu fir déi Leit, déi concernéiert waren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Dat heescht, Dir hutt… Bon, fir emol bei deem éischte Fall ze bleiwen. Ech mengen, duerno kënne mer nach deen zweeten diskutéieren. Kënnt Dir da verstoen, wéi et méiglech ass…? Mir wësse jo entre-temps wien d'Recommandatioun fir déi Persoun gemaach huet un de Service. An déi Persoun wousst jo och, datt déi Persoun do an engem anere Service geschafft huet beim Stat, bon, wou et relativ vill Schwieregkeete mat him gi sinn. Ënner anerem och…

E war an engem Service, wou et ëm Sécherheet gaangen ass. An déi Persoun, déi hei deen erageholl huet an de Service, déi wousst dat och. Wéi kënnt Der Iech dann erklären, datt deen eriwwergeholl ginn ass, wëssend och, datt dee Mann och am Gespréich war mat deemjéinegen, fir herno fortzegoen, fir déi privat Sécherheetsgesellschaft ze grënnen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, Här Bausch, ech wousst dat doten alles net. Den Direkter huet agestallt op Vermëttlung, denken ech mer, vun engem aneren Agent vum Geheimdéngscht. Däitlecherweis war et esou, dass am Fall vun deem, wou mer schwätzen, eenzel Elementer net esou sinn, dass een ouni Weideres hätt kënnen dee Mann an de Geheimdéngscht huelen. Dat weess ech elo. An ech denken, dass d'Kommissioun et och weess, an dann deementspriechend en Ëmgang fleegt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Kommissioun?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dës Kommissioun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bon. Dat heescht, Dir hutt och doriwwer eraus vun deem do Fall hutt Dir nimools insistéiert, datt Dir gesot hutt: „Ech hätt gär, datt deen do agestallt gëtt."?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen. Bei deem dote Fall hunn ech net insistéiert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, ech mengen net deen dote Fall.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen. Ech hu bei zwee, dräi Fäll zwee, dräi Leit recommandéiert, déi ech selwer gutt kannt hunn an déi d'Konditiounen erfëllt hunn, oder déi aner Kolleege mer recommandéiert hunn, Ministeren, fréier Ministeren, fréier Fraktiounschefen. An dann ass dat gemaach ginn, wann dat dem Direkter ageliicht huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt och ni dann ee recommandéiert an de Service eranzekréien, well Der zu deem Zäitpunkt dem Service net richteg méi getraut hutt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kennen déi Geschicht do, mä Dir misst mer se schonn erzielen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Okay, dat ass kloer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Geschicht stëmmt net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir sidd also der Meenung, dat wär d'Geschicht?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Geschicht stëmmt net. Mä d'Leit verstinn net, wat Der mech frot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech kann da méi prezis ginn. Ech mengen, dat stoung jo an der Press. Mir hunn eng Rei Saachen hei gesot kritt, déi ech net ka soen, well se am Huis clos gesot gi sinn. Duerfir kann ech net méi prezis dorobber hei agoen.

Mir mussen natierlech en Fonctioun vun deem, wat Dir eis gesot hutt, vläicht elo nach eng Kéier een zréckruffen hei. Dat schéngt mer zimlech kloer ze sinn. Mä duerfir… Mir hu prezis Donnéeën. Dat ass dat, wat an der Press stoung respektiv dat, wat mer am Huis

clos gesot kritt hunn, déi an d'Richtung ginn, Dir hätt ganz prezis insistéiert, fir een eranzekréien an de Service. Dir sot eis, dat wär net esou.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen. Dir lauschtert net no. Ech hu gesot, ech hätt Leit recommandéiert, déi ech gutt kannt hunn oder déi anerer recommandéiert hunn, well se hinnen dee Profil geschéngt gehat ze hunn, deen ee bräicht, fir an de Geheimdéngscht ze goen. Dat hunn ech zwee-, dräimol hunn ech dat gemaach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, do war och een dobäi, wou de Service net wollt, datt e sollt agestallt ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass mir net bekannt, dass de Service een octroyéiert kritt hätt, deen en net gewollt hätt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dont acte. Da musse mer nach eng Kéier ee ruffen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat weess ech net. Ech weess net, ob Der… Dir schwätzt hei vu Huis clos a vun deem, wat an der Press steet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, ech schwätzen… Wéi gesot nach eng Kéier, déi Äntwert ass kloer fir mech, mä mir hunn am Huis clos eng Informatioun kritt, wéi gesot, déi ech hei net wëll verwäerten, och net ka verwäerten. Mä Är Äntwert bedeit, datt mer deejéinegen aus dem Huis clos nach eng Kéier musse ruffen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ass dat dann am Huis clos datselwecht gewiescht wéi an der Press?

M. François Bausch *(déi gréng).*- En huet eppes aneschters gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da verstinn ech net, dass Der maacht, wéi wann déi zwou Saachen datselwecht wieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dat hunn ech net gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess just, wat an der Press stoung. Wat am Huis clos gesot ginn ass...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et geet ëm déiselwecht Persoun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et geet ëm déi nämlecht Persoun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah sou? Dat hu se am Huis clos gesot? Très clos l'huis.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- De Huis clos, wëll ech betounen awer hei, bedeit net, datt mir Saachen, déi mir gewuer gi sinn, natierlech an der Enquête, well dat schéngt mer eng Evidenz même ze sinn, soss brauche mer de Huis clos net ze maachen, net kënnen hei verwäerten. Wëll ech awer hei soen, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech muss eng zweete Kéier soen, dass ech eigentlech déi Beléierunge vun deem doten Typ mer net erwaart hätt, well ech weess, dass dat, wat een hanner zouenen Diere gesot kritt bei enger Enquête oder bei Konklusiounen, déi een no enger Commission d'Enquête parlementaire wëllt huelen, selbstverständlech muss mat afléissen. De Huis clos hat ech verstanen, wier eppes, wat een an öffentlecher Sitzung net kéint, wann een Zeie verhéiert, soen. Mä…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ben, souwäit ech weess, si mer hei net am Huis clos, ne?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, eben. Dofir.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Okay, okay.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Genau dowéinst.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Sinn et Mataarbechter vum Service ginn, déi direkt mat Iech communiquéiert hunn? Also elo net den Direkter, mä déi laanscht d'Direktioun Iech Informatiounen zoukomme gelooss hunn iwwert de Fonctionnement vum Service, iwwer eenzel Dossieren, Rapporten zoukommegelooss hunn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn déi Fro schonn, wahrscheinlech net integral genuch, beäntwert. Esou wéi dat mat anere Verwaltungen de Fall ass, wou Leit, ouni dass hire Minister eppes weess an ouni dass hiren Direkter eppes weess, Gespréicher mam Statsminister wëlle féieren, wat ech net ganz gär maachen, sinn et och Leit aus dem Geheimdéngscht ginn, net vill, déi periodesch de Wonsch geäussert hu mat mer ze schwätzen.

Ech hunn deenen ëmmer gesot, dass se hirem Direkter dat solle soen, wat se mir géife soen. An déi hu mer heiansdo den Androck ginn, wéi wa si géife mengen hiren Direkter géif mir net alles soen. An hiren Direkter huet mer gesot, en hätt e Gespréich mat mir enregistréiert, well hie wollt jiddwerengem beweisen, deen et net gegleeft huet, dass hien iwwert déi Saache mat mir géif schwätzen. Dat ass den Oflaf.

Selbstverständlech hu Leit aus dem Geheimdéngscht heiansdo mat mer geschwat. Ech ka jo net, surtout net wann ee Leit kennt, soen: „Ech wëll net méi… Ech wëll net mat Iech schwätzen." Oder: „Ech wëll Iech net nolauschteren." Mä ech hunn ëmmer e grousse Wäert drop geluecht, besonnesch an deene Beräicher do, dass d'Voie hiérarchique am Prinzip géif agehale ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass also keen Informant ageschleist ginn an de Service de Renseignement, deen Iech au courant gehalen huet, esou wéi et an der Press stoung?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Fantasie vu munchen ass onbegrenzt. Dat stoung och an der Press, ne?

M. Claude Meisch *(DP).*- Also neen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu keen an de Geheimdéngscht ageschleist. Also am Genre: „Elo schéckt de Juncker een U-Boot lass, fir emol gewuer ze ginn, wat do lass ass." Dat hunn ech net gemaach. Éierlech net gemaach. Ech kënnt jo och elo soen: „Gesitt Der emol, wat ech fir en dichtegen Typ sinn. Ech hat wéi Dir haut och deemools schonn d'Gefill, am Geheimdéngscht géif net alles klappen. Elo wollt ech mech emol aus éischter Quell informéiere loossen." Mä et war awer leider net esou.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wëll kuerz op d'Fro vun den Date vum Gespréich zréckzekommen, well dat jo eng Répercussioun op d'Verjährung...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vu wat fir engem Gespréich?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Gespréich, wou... Dat emotionaalt Gespréich, wou Dir fir d'Éischt eigentlech den Här Mille konfrontéiert hutt mat dem Fait vun der Écoute. E war relativ formell, wat den Datum ugeet.

E war relativ formell, wat den Datum ugeet - en huet de 16. Dezember 2008 genannt - vun deem Gespréich. Kënnt Dir dat confirméieren, infirméieren?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech konnt dat laang net confirméieren, well ech et einfach net wosst. Mir hunn elo all Méigleches ënnerholl, fir erauszefannen, ob den Här Mille de 16. Dezember bei mir um Büro war. E war effektiv de 16. Dezember do. E war och nach eng Kéier de 7. Januar do an nach eng Kéier am Mäerz vum Joer '09 dann. Wann hie seet, dat wier d'Gespréich vum 16. Mäerz gewiescht, ass d'Probabilitéit grouss, dass et dat war, an net dat vum 7. Januar oder vum Mäerz.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord.

Une voix.- 16. Dezember?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- 16. Dezember, jo! Also, ech ginn dovun aus, dass dat stëmmt, wat den Här Mille hei zu Protokoll ginn huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn dozou nach eng Fro. Bon, den Här Mille huet jo och gesot, datt et do och nach e Virgespréich gi wär zu deem Gespréich, wou hien da seng ominéis Geschicht do gemaach huet mat der Opnahm. Ass et do e Virgespréich ginn zu deem Thema? Wéini war dat? Ëm wat ass et do gaangen? A wat war do d'Konsequenz dovunner?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, vu wat fir engem Virgespréich dass Der schwätzt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zu deenen nämlechte Sujete wär et e Virgespréich gi virdrun, virun där Sëtzung.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vu wat fir engem Sujet?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zu deene Sujeten all, déi um Ordre du jour stoungen op där Sëtzung, wou den Här Mille lech illegal mat der Auer do opgeholl huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war eng Sitzung ouni Ordre du jour!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi virdrun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, deen Enregistrement, deen den Här Mille gemaach huet, dat war...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, ech mengen, déi Themen, déi Der do diskutéiert hätt, wäert e mat lech och schonn eng Kéier virdrun...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn dat selwer gesot, dass dat net déi éischte Kéier war, wou den Här Mille mer iwwer eng Rei vu Saache geschwat huet, déi och Inhalt si vun deem Enregistrement, deen do gemaach ginn ass vun engem Exposé, deen e mer gehalen huet, deen net duerch Kohärenz opfält.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéini waren déi Sëtzungen? Wësst Dir et ongeféier, mir wëllen elo keen Datum fixéieren, mä just fir ee sech kann e Gesamtbild maache vun där Saach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da misst ech nokucken, wéini dass ech den Här Mille am Joer '08...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, dat heescht, dat ass awer scho méi laang hier och virdrun, datt dat...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu vill Gespréicher mat dem Chef vum Geheimdéngscht gefouert. Ech hunn och gesot, ech hätt en am Joer '08 eelefmol gesinn, an da misst ech kucken, wéini, wat fir Datume genau ech e gesinn hunn am Joer '08. Ech weess net, ob ech dat elo fannen; mä ech hu mer Erënnerungsstütze mussen organiséieren, well ech muss mech un alles kënnen erënneren. Ech däerf jo net soen: Dorunner kann ech mech net erënneren. Dofir muss ech anerer froen, wéi war dat, fir dass ech ka soen, ech ka mech erënneren. Mä ech fannen dat awer elo net erëm. Ech hunn et awer hei leien, well ech wollt mech jo un alles wëllen erënneren!

Enfin, ech kann lech d'Datumen och noreechen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Dir kënnt och noreechen, et ass jo net elo…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- À moins, dass ech en elo direkt géif fannen.

Ech si frou, dass d'ganzt Land kann nokucken, wéi ech administrativ duerchorganiséiert sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, ech géif elo soen, mir sollten dat doten elo…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech ginn lech dat!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä ech hat iwwert deen Inhalt méi wéi ee Gespréich, net nëmmen dat dote Gespréich. Dofir sinn ech och bei eenzelne Saachen net vun Iwwerraschung duerch de Plaffong oder duerch de Buedem gaangen. Ech hat dat schonn héieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- An deem Gespréich, wat enregistréiert gouf selwer, geet Rieds, datt de Service schonn 18 Méint op deem Dossier géif schaffen. Kann dat stëmmen, datt Der och schonn déi éischt Informatiounen an deem Zäitraum kritt hutt, ronn annerhalleft Joer virdrun?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech ginn dovun aus, dass dat richteg ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, och annerhalleft Joer virdru sidd Der scho mat deenen Informatiounen do konfrontéiert ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, dat weess ech net, ob ech schonn annerhalleft Joer virdru mat där Informatioun konfrontéiert gi sinn. Dat mengen ech net. Mä dass den Déngscht esou laang drop geschafft huet, halen ech fir denkbar.

M. Claude Meisch *(DP).*- Do ass et jo prezis och ëm déi angeblech cryptéiert CD gaangen, déi jo awer mat enger eventueller Menace a Verbindung gesat ginn ass, wou et normal gewiescht wär wahrscheinlech, datt Der direkt informéiert gi wäert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mat wat fir enger Menace ass wat zesummegesat ginn?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat war eng Fro, déi ech lech virdru gestallt hunn, ëm wat fir eng Menace et do géif goen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ass dat déi Menace, déi mer elo éinescht scho behandelt hunn?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, ech schwätzen nach ëmmer ëm déiselwecht CD, ëm déiselwecht Leit an ëm déiselwecht Beweggrënn, firwat datt déi dat net gemaach hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä ech hunn dach déi Geschicht, wann ech dat kann esou soen, vun där Menace op de Grand-Duc elo éinescht erkläert!

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, ech wollt just nach eng Kéier froen, ob et net normal gewiescht wär, datt, wann et esou eng grouss Menace gewiescht wär - de Service hätt schonn 18 Méint virdru Kenntnis gehat -, datt Der dann direkt informéiert gi wäert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma et gëtt keen Zesummenhang tëscht där Menace op d'Persoun vum Grand-Duc an deem Virgang ronderëm déi Diskett, wou soll en Enregistrement tëscht dem Grand-Duc an dem Statsminister drop sinn! Do gëtt et iwwerhaapt kee Lien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Gëtt..., da loosst mech et aneschters ausdrécken, Dir schwätzt, Dir hutt vu Chantage geschwat, dee mat der CD soll gemaach ginn, an do hëlt ee jo awer un, datt eppes Wichteges hannendrustécht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Theorie vum Chantage ass meng Theorie gewiescht, déi ech am Gespréich mam Här Mille, mengen ech, wat enregistréiert ginn ass, geäussert hunn. Ech hu gesot, entweder stëmmt et an dann heescht et dat an dat, oder et stëmmt net, dann heescht et eppes anescht. Mä konkret Hiweiser op d'Materialitéit vun engem Chantage hunn ech net. Dat ass eng plausibel Erklärung, firwat dass een esou eppes kéint maachen. Mä e Chantage ass ni komm, weder op d'Persoun vum Grand-Duc nach op mech. E Chantage, deen déi Origine gehat hätt, ech schwätzen net vu Menacen, déi ee kritt. Där gëtt et genuch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt nach eng Kéier op...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Jo.

M. Claude Meisch (DP).- ...well et ass eng Fro, déi mech beschäftegt zanter deem dat doten elo diskutéiert gëtt, op d'Beweggrënn vum Här Mille zréckkommen, déi en derzou bruecht hunn, fir dat Gespréich, wat e mat Iech hat, opzehuelen. Dat mécht jo eigentlech kee Sënn, wann Der schonn e puer Woche virdrun e Virgespréich hat, wou Der och iwwert déiselwecht Phenomeener geschwat hutt an...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ech weess...

M. Claude Meisch *(DP).-* …wou wahrscheinlech nach aner Leit derbäi och waren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ech weess net, éischtens, wien an anere Gespréicher derbäi war. Dir traut mer do relativ vill Erënnerungsverméigen zou, dass ech all Gespréicher, déi ech virun esou vill Jore gefouert hunn, am Detail ka schilderen, andeem ech géif soen, dee war derbäi, et huet esou an esou laang gedauert an et war dann an dann. Dat sinn ech, éierlech gesot, net à même.

Mä, firwat dass ech ëmmer muss erklären, firwat dass den Här Mille een Enregistrement gemaach huet vun engem Gespréich mat mir, fannen ech, éierlech gesot, extra! Hie muss dat erklären, net ech! En huet mir et erkläert, an déi Erklärungen hunn ech matgedeelt. Mä ech muss dach net erklären, firwat dass hien dat gemaach huet. Hie muss dat erklären. An hie musst Der dat froen! Dir hutt e jo och gefrot. En huet Iech och eng Äntwert ginn. Mä frot mech net, firwat dass een aneren eppes mécht!

M. Claude Meisch *(DP).-* Haalt Dir déi Erklärung, déi hien Iech ginn huet, fir glafwierdeg, oder...?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ech hunn erkläert öffentlech an alle Kommissiounen, ech géif déi Erklärung, wann ech mech op säi Standpunkt stellen - „säi Brëll géif undinn“, wéi hien a senger Dépositioun hei gesot huet -, dass dat mer a sengem Chef plausibel erschéngt, wat net heescht, dass et akzeptabel wier. Plausibel fir hien, net akzeptabel fir mech!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass evident!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen nach zu deem dote Volet? Zu aner Voleten nach elo, déi eis Missioun hei betreffen? Ech kucken d'Kolleeginnen an d'Kolleegen un. Da stelle mer fest, dass mer hei just in time…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech wollt nach just…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Erënnert mech elo nach eng Kéier drun, wat ech elo alles nach muss noliwweren. Net, well meng Archiven net an der Rei wieren, sauf déi, déi ech mer hei esou soigneusement virbereet hat, mä well ech elo net…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Do ass elo den Avis juridique iwwert d'Legalitéit vun den Datebanken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An och den Oflaf vun deenen, jo.

M. François Bausch ***(déi gréng)***.- Jo, vun deene ganze Gespréicher.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An och vun deene Gespréicher...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Do hätt Der gär déi Rendez-vouse mam Här Mille, soufern wéi ech se hunn. Ech mengen, ech hätt d'Joer '08 gehat.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An d'Instruktioune vläicht aus dem Ministère, d'Instruktiounen, déi iwwert déi lescht Jorzéngten...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, dat hu mer jo gefrot, den Här Colas, Generalsekretär, huet gefrot beim Här Heck, dass dat soll kommen. An dann, mengen ech, hate mer och - mä dat musse mer vläicht net haut maachen - d'Fro gestallt, wéi dann déi zwee, de Statsminister, wann ech mat deem däerf ufänken, an d'Kontrollkommissioun, sech méi Mëttele kéinte ginn, fir hirer Surveillance nozekommen, a wéi déi kéinte besser zesummeschaffen: wéi d'Sitzungen organiséiert ginn, net méi de President mam Direkter vum Geheimdéngscht, mä och mam Direkter vum Geheimdéngscht, mä och mam Statsminister, fir dass dee kann derbäi sinn aus deene Grënn, déi mer genannt hunn. Wou d'Procès-verbale geschriwwe gi vun deene Kommissiounssitzungen, dat misst een och eng Kéier klären, dat soll geregelt, dat soll an där Institutioun gemaach ginn, déi de Pouvoir huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ka menger Ansicht no net anescht sinn, och wann et anescht war.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, et muss een heiansdo Saachen änneren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt Iech, Här President, Merci soe fir, jo, e ganz korrekt Gespréich vu jiddwerengem. Ech muss elo leider an de Chile fueren, dat... Et deet mer leed, well ech sinn de Méindeg de Muere schonn erëm. Mä et deet mer gutt, well et sinn awer 30 Grad.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, domadder géife mer mat der Auditioun dann ophéieren. Wéi gesot, et ass net ausgeschloss, wéi bei aneren Zeien och, dass Der nach eng Kéier hei virun d'Kommissioun geruff gitt, opgrond vun der Entwécklung vun eisen Aarbechten.

Ech géif domadder, mengen ech, och kënnen eis Sitzung hei ganz ofschléissen. Den nächste Rendez-vous, dee mer eis ginn hunn, ass den nächste Freideg, d'Unhéierung vum Éierestatsminister, dem Jacques Santer. An déi Woch drop hätte mer dann eng

Sitzung, wou mer mam Procureur général géife schwätzen, wou mer à huis clos och eis weider Aarbecht géifen organiséieren. Dat ass dënschdes.

Voilà, Merci, domat wier d'Sitzung opgehuewen.

*

Luxembourg, le 12 mars 2013

Le témoin, M. Jean-Claude Juncker

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 09)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Jacques Santer, Ministre d'Etat honoraire, en tant que témoin – vendredi, le 1er février 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Dir Dammen an Dir Hären, ech géif proposéieren, dass mer da mat der Sitzung ufänken, déi, wéi gesot, öffentlech stattfënnt. An haut geet et haaptsächlech ëm d'Auditioun vun engem neien Zeien, dem Jacques Santer, wou ech Merci soen, dass en haut virun d'Kommissioun komm ass, fir hei gehéiert ze gi vun der Enquêtëkommissioun.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz rappeléieren, wat d'Missioun vun eiser Enquêtëkommissioun ass. Si ass elo net méi spéit wéi gëschter nach eng Kéier komplettéiert a preziséiert ginn. D'Enquêtëkommissioun huet d'Missioun, fir ze enquêtéieren iwwert d'Méthodes opératoires vum Service de Renseignement, vu sengem Bestehen aus un. Dat heescht 1960 bis haut.

Dat ass am Fong déi éischt, déi ursprünglech Missioun gewiescht. Déi ass da gëschter eestëmmeg vun der Chamber an deem Sënn erweidert ginn, dass mer als Missioun och zousätzlech hunn, fir e Bléck ze werfen op eigentlech d'Organisatioun an op de Fonctionnement vun dem Service de Renseignement mat all sengen Aspekter. An et ass also och an deem dote Feld, wou mer eis elo an eise Froe wäerte bewegen.

23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél.: (+352) 466 966-1 | Fax: (+352) 22 02 30
www.chd.lu

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, dass mer net däerfen interferéiere mat juristeschen, mat also de Justizenquêten, déi momentan lafen, wou der eng Partie amgaange sinn. Ech hu gëschter och héieren awer éischter aus der Press erausgelies, dass eng zousätzlech Enquête schéngt opgemaach ginn ze si vum Parquet, ronderëm de Verdacht vun nach méigleche Verstéiss géint d'Écoutëgesetz opgrond vun deenen Informatiounen, déi den Här Heck eis jo och an der Enquêtëkommissioun ginn hat.

Wéi all Zeie wëll ech just de Jacques Santer och als Zeien drop opmierksam maachen, wéi gesot, dass hei u sech dës Kommissioun an deem dote Punkt déiselwecht Pouvoiren huet wéi de Juge d'instruction. Et ass u sech den Zeie selbstverständlech, wann e mengt e géif duerch eng Ausso sech selwer belaaschten an dat eventuell strofrechtlech Konsequenze kéint no sech zéien, dass en dann net gehalen ass eng Ausso hei virun der Kommissioun ze maachen.

A fir de Rescht, wat déi praktesch Aart a Weis ugeet, wéi mer verfueren, ass et esou, dass mer net elo d'Aussoe vun den Zeien hei résuméiere während der Sitzung, mä dass mer e Verbatim maache vun deenen Aussoen. An d'Zeie kréien dann dee Verbatim zougestallt an da kënne se, wa se wëllen nach, Rectificatife maachen. An dann ënnerschreiwe se dann an e puer Deeg hei hir Aussoen. Esou ass dat och gelaf mat den Zeie virdrun.

Ech mengen, ech hätt elo all Informatioune ginn, déi mer brauchen. Ech géif dann elo zur Vereedegung vum Zeie kommen. Ech géif dann den Zeien, den Här Jacques Santer, bieden den Eed ze leeschten, esou wéi e virgesinn ass, den Eed ze leeschten, fir d'Wourecht ze soen, déi ganz Wourecht an näischt aneschters wéi d'Wourecht.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech schwieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci. Akt ass also gi vun Ärer Vereedegung.

An da géif ech proposéieren, dass mer direkt géife mat eisen Aarbechten ufänken. Ech géif och hei proposéieren, dass mer probéieren e bëssen ze strukturéieren no Haaptthemeberäicher, déi sech och aus eiser Missioun erginn.

Ee vun den éischten Themen eigentlech, déi mer behandelt hunn, ass dat: Wat ass eigentlech d'Missioun vum Service de Renseignement? Dir sidd elo zu enger eigentlech ganz interessanter Period do gewiescht,...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...well u sech Är Period vum Statsminister, déi begräift also d'Period vun 1984 bis Enn `94. Dat ass och déi Period, géif ech soen, nach Ausleefer vum Kale Krich, zumindest déi lescht Jore vu kommunistesche Regimer an Europa, bis hin natierlech dem Fall vun der Mauer Enn den 80er Joren. An dann u sech eng aner europäesch Welt haaptsächlech, déi sech och hei hei opgemaach huet.

An duerfir wëll ech direkt domadder ufänken. Déi Missioune vum Service de Renseignement während där Zäit, wou Dir als politesch verantwortleche Statsminister täteg waart, hunn déi sech geännert? Wéi huet sech dat entwéckelt? Wéi war et, wéi Der komm sidd? Wéi war et, wéi Der gaange sidd? E bëssen iwwert d'Missioune vum Service de Renseignement, wéi Dir se gesinn hutt, an eventuell och an Diskussioune mam Service de Renseignement festgeluecht hutt.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Selbstverständlech, Här President. Fir d'Alleréischt soen ech Iech emol Merci, datt Der zu där ongewinnter Stonn ons hei convoquéiert hutt. Ech wëll nëmme soen, datt ech um hallwer dräi, Dir wësst dat, muss fort goen, well ech dann eng Ried ze halen hunn hei an der Abtei Neumünster vun den Universitéite vun der Groussregioun. Et si sechs Universitéiten, déi hei kommen. An de Sujet, dee vläicht och Verschiddener vun Iech kéint interesséieren: «Grande région: Une communauté culturelle au cœur de l'Europe». Voilà. Wann nach ee wëllt matgoen, dee ka fräi matgoen, fir dat nozelauschteren.

Mä also Merci, datt Der deem Wonsch nokomm sidd, fir dës Sëtzung ze verréckelen, well et war jo am Ufank virgesinn fir zwou Auer. Merci.

Nun, wat d'Missioune ubelaangt, dem SREL, wéi Der ëmmer sot, Geheimdéngscht, do muss ech soen, do hunn ech mech an engem Dräieck beweegt.

Op där enger Säit, wat d'Gesetz vun 1960... Et war net d'Gesetz vun 2004, et war d'Gesetz vun 1960, wat d'Sécurité extérieure de l'État ubelaangt et de ses alliés. Déi zwou Dénger musse matenaner sinn.

An dann den Artikel 88 vum Code d'instruction criminelle, wat d'Écouten ubelaangt, an esou virun.

An drëttens och de Chapiter vun dem Code pénal. Dat ass de Chapitre 2 vum Code pénal, deen d'Sécurité extérieure betrëfft, an de Chapitre 3, deen d'Sécurité intérieure betrëfft vum Land. Dat ass en Titel, deen net esou dacks hei ervirgehuewe ginn ass. Mä och dee Chapiter, deen ass Partie intégrante vun der Protectioun.

Et ass an deem Dräieck, wou ee sech beweegt huet also. An deem Sënn hu mer och operéiert. Dat war also net esou, wéi dat dono, no 1990, war, wou een natierlech eng aner Orientatioun ginn huet oder aner Perspektiven dem Service de Renseignement.

Mä am Ufank bis 1990, géif ech soen, war et ganz kloer op dee Service Sécurité extérieure baséiert. A mir hunn eis och dono orientéiert. D'Écoutë sinn och esou gemaach ginn. Ech kann lech direkt soen: Ech hunn all dräi Méint, op d'mannst all dräi Méint, den Direkter vum Service de Renseignement gesinn, mat em diskutéiert, aus deem einfache Grond, well hien huet da missen d'Propositiounen eraginn, fir d'Écouten ze maachen.

Dann huet een doriwwer diskutéiert, iwwert d'Écouten. Wat hu se bruecht? Wat hu se net bruecht? Gi se bäibehalen? Gi se prorogéiert? Ginn nei Écoutë gemaach op aner **Persounen**? Dat war all dräi Méint. An ech kann lech vergewësseren, et si keng Écoutë vu mir autoriséiert ginn - et si keng Écouten autoriséiert ginn! -, déi net vun där Kommissioun, déi bestanen huet - dat waren net déi Riichteren; mir hate jo eng

aner Kommissioun; déi Riichtere si jo eréischt méi spéit an d'Spill komm - vun enger Kommissioun, déi besat war vun dem President vun der Cour supérieure de Justice, dem President vum Conseil d'État an dem President vun der Chambre des Comptes.

An et ass keng Écoute erausgaangen, déi net vun deenen dräi conforme war an unanime aviséiert gi war. An dat ass all dräi Méint geschitt. A bei där Geleeënheet - ech war ëmmer dobäi; och mat deenen dräi Hären, wou mer zesumme waren - hu mer dann och diskutéiert iwwert d'Orientatioun vum Service de Renseignement. Déi alldeeglech Praxis oder administrativ Affären, an esou virun, déi sinn natierlech iwwert de Ministère d'État gelaf, wou ech en héijere Beamten domadder chargéiert hat, déi Relatioune mam Service de Renseignement hierzestellen.

Dir musst jo bedenken, an Dir wësst dat alleguer, déi schonn a Regierungsverantwortung waren, am Ministère d'État deemools war och den Aménagement du territoire. Et waren d'Kommunikatiounen, also RTL, an esou virun, wou mer an där Zäit an den 80er Joren eng ganz Rei vu Problemer haten, wat de Standuert ubelaangt.

An da war ech och nach dobäi Finanzminister a spéiderhin och nach Kulturminister. An enger Zäit, wou et haaptsächlech drëm gaangen ass verschidde Follege vun der Stolkris nach ze behiewen. Vill vun Iech kënne sech dat nach erënneren, dat war eng tough Zäit, déi mer duerchgemaach hunn, esou datt de Service de Renseignement - ech soen Iech dat ganz offen an éierlech -, dat war net meng éischt Prioritéit.

D'Suerge vum Land an deem senge Bierger, dat war meng Prioritéit. Mä ech hat awer och - dat wëll ech awer soen - absolut kee Grond, fir unzehuelen, datt an deene Kommunikatiounen, déi ech mam Service de Renseignement hat an och iwwert de Wee vun den Écouten, an esou virun, do een Unzeeche war vun iergendengem Dysfonctionnement à l'intérieur vum Service de Renseignement.

An, ech hu jo e puer Regierunge gebilt, et war och esou: An deenen dräi Regierungen, déi ech gebilt hunn, an deene Koalitiounsverhandlunge war de Service de Renseignement à aucun Moment - an, Här Fayot, Dir kënnt Iech dat nach gutt

erënneren - war à aucun Moment e Sujet vun der Diskussioun. Esou datt et absolut a mengen Ae keng Ursaach ginn ass, fir do weider Reformen ze maachen.

Well dee leschten Arrêté ministériell, dee gemaach ginn ass, fir de Service de Renseignement, dat war 1981 fir d'Organisatioun vum Service de Renseignement. Un deen hunn ech mech gehalen. Dat war nach ënnert dem Här Werner. Virdrun hat 1977 de fréiere Statsminister Gaston Thorn en arrêté geholl. Deen ass `81 adaptéiert ginn. A mir haten Instruktiounen, Instructions de service iwwert de Fonctionnement vun 1983.

Dat heescht, an anere Wierder: Ech si `84 Staatsminister gin. Dunn hat ech absolut keng Ursaach, fir do alles ëmzekrempelen e puer Méint, nodeem datt ech an d'Amt komm sinn a wou alles, schéngt et mir och, gemäss dem Plang vun 1981 funktionéiert huet. Esou ass dat ofgelaf.

Ech kann lech och vergewësseren, bei deenen Écouten, déi gemaach si ginn, do war ni e Lëtzebuerger derbäi. Et ass keng Écoute iwwer e Lëtzebuerger gemaach ginn. Dat wëll ech gesot hunn. Déi meescht Écouten, déi gemaach si ginn, déi si vu baussen erakomm vun onsen Alliéierten, datt deen däitschen Noriichtendéngscht ons gefrot huet, eenzel Leit - dat schreift Der iwwregens an Ärem eegene Bericht vun der Kontrollkommissioun -, datt déi gefrot hu verschidde Residenten ze surveilléieren, well déi a Verbindung ware mam deem Milieu d'extrème droite an datt déi och versicht hu verschidde Leit hei ze recrutéieren, jonk Leit ze recrutéieren.

Do hu mer eng Écoute gemaach. Dat waren Däitscher, déi hei waren, Residenten. Déi ass och verlängert ginn. Dir hutt dat iwwregens och an Ärem Bericht, Ärem Kontrollbericht, ervirgehuewen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Däerf ech just eng kleng Fro stellen,...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...firwat dass den Här Santer iwwer eise Bericht Bescheed weess.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat ass vun dem Kontrollausschuss, jo. Ech hunn déi all nogelies.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass e Joresbericht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- De Rapport annuel mengt Der?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- De Rapport vum 7. Juli 2007.

M. Xavier Bettel *(DP).*- De Rapport annuel?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass de Joresbericht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay. Net eis Rapporte vun de Kommissiounen.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Neen, dat war net de Rapport annuel, Här Bettel. Dat war en extrae Rapport, dee gemaach ginn ass op Demande vun der Chamber deemools. An zwar waren zwee Rapporte gemaach ginn: een iwwert den Enquêtendéngen, an een iwwert deen ominéise Projet vun „Stay behind".

M. Xavier Bettel *(DP).*- „Stay behind". Jo, do si mer eis eens.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- An do, an deem Zesummenhang…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dass mer wësse vu wéi engem Rapport Der schwätzt.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat waren déi speziell Rapporten. Et waren net déi annuel Rapporte iwwert de SREL. Ech hunn do iwwregens och ausgesot an ech hu meng Aussoen erëm nogelies. Ech kann alles bäibehalen, wat ech deemools gesot hunn. Also, do brauch ech net laang drop anzegoen. Huelt dee Rapport, do steet dat alles dran.

Dat war 2007. A Verschiddener vun Iech, déi ware jo an där Kommissioun, déi kënne sech dat nach ganz gutt erënneren. Esou ass dat fonctionnéiert, oder méi wëll ech net dobäi gesot hunn.

Mä dat war ganz kloer. Dat war natierlech an där Zäit, wéi Dir zu Recht gesot hutt, vum Kale Krich. Déi Demandë sinn also vu baussen erakomm. Mir haten och Demanden, dat kann ech mech eng Kéier erënneren, vun de franséischen Noriichtendéngschter. Kënnt Der Iech erënneren? Dat waren zum Beispill, wéi 1986 dorëmmer, d'Attentater zu Paräis am Metro. Dunn hunn déi franséisch Servicer gesot: „Dot Uecht, et sinn Terroriste wahrscheinlech, déi an Nopeschlänner sech fräi maachen. Dat heescht an d'Belsch oder op Lëtzebuerg kommen." An dat hu mir natierlech och novollzunn. An där waren der och hei.

Dat waren also déi Demanden, wou d'Écouten och gemaach gi sinn. An da sinn natierlech och verschidden aner méi Écoutë gemaach ginn, wann ee gemengt huet an enger Ambassade aus engem Comecon-Land géifen do Spioune beherbergt ginn, wat och de Fall heiansdo war, an esou virun. Dat waren déi Saachen, wou d'Écoutë gemaach gi sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wëll nach eng Kéier, fir dat festzehalen. Ech mengen, während Ärer Zäit war et also haaptsächlech esou, dass de Kontakt gelaf ass, wat Är Persoun ugeet, mam Direkter vum Service iwwer seng Demandë praktesch.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- ...déi hie gemaach huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Écouten. An do waren dann och ëmmer déi dräi Persounen derbäi, déi...?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Déi waren ëmmer derbäi.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, Dir waart zesumme mat hinnen ëmmer, fir dat ze diskutéieren?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo. An do hu mer diskutéiert iwwer déi Propositioune vum SREL. Et sinn och verschidden Demanden, déi net begutacht gi sinn. An déi hu mer dann natierlech zréckgewisen. Do hunn ech keng Autorisatioun ginn. Mä do war och all Kéier eng Justifikatioun derbäi vum Direkter vum Service. Dat war ganz kloer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An elo d'Reorientéierung vun de Missiounen. Ech mengen, Dir sidd jo effektiv an déi Period eragefall; Berliner Mauer. War dat och en Diskussiounspunkt, dee gesot ginn ass,...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ah jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...elo eng aner Orientéierung, dem Service seng Aarbechten anescht ausriichten.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- 1990, dunn hu mer verschidden Instruktioune ginn. Zum Beispill, ech hunn d'Instruktioun ginn, dat steet och an Ärem Bericht dran, ganz kloer, fir zum Beispill dee ganze Reseau vun „Stay behind" opzeléisen. Do hunn ech eng Décisioun geholl, an dat ass och gemaach ginn.

Et sinn och aner Décisioune geholl ginn, datt mer gesot hunn: Elo ënnerloosse mer all Écouten an deene Länner, déi Bäitrëttskandidate sinn, oder eventuell déi nei Demokratien an Europa, obschonns se deemools zum Deel nach dem Comecon zougehéiert hunn, éier de Comecon zerfall war. Do ass eng nei Orientatioun komm. Dat ass sécher. An do sin och manner Écouten selbstverständlech getätegt ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech hunn eng Fro. Bon, d'Écouten, dat ass eng Saach. Mä ech mengen, de Service, dat wësse mer jo entre-temps duerch déi Donnéeën, déi mer hunn, huet jo net nëmme mat Écoutë geschafft also Méthodes opératoires, mä en huet och Filiaturë gemaach. En huet en Archiv ugeluecht, wou en all méiglech Saachen dran archivéiert huet. Dir sot, Dir hätt all dräi Méint mam Direkter vum Servicer e Gespréich gehat.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Op d'mannst.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Op d'mannst all dräi Méint. Do ass jo awer, huelen ech un, net nëmmen iwwert d'Écoutë geschwat ginn. Also, ech huelen e puer Beispiller eraus. Mir wëssen entre-temps, datt an deem Archiv awer och vill Lëtzebuerger Dossieren ugeluecht gi sinn, wou och draus ervirgeet, datt Filiaturen op se gemaach gi sinn.

An dat waren oft Saachen, déi haten awer rose wéineg ze di mat der Statssécherheet, och mat där Sécurité extérieure, och scho guer net am Zesummenhang mat deene Länner, wou Der do gesot hutt. Dat heescht, wosst Dir ni, zu kengem Zäitpunkt, datt de Service esou en Archiv ugeluecht huet an datt awer do och Filiaturë gemaach gi sinn, déi wäit iwwert dat eraus gaange sinn?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Fir d'Alleréischt géif ech soen: Ech war ni an deen Archiv gaang. Ech war zweemol an de Service de Renseignement gaangen, wéi en nach hei um Hellegegeescht-Plateau war. Mä ech war ni an d'Archivë gaangen. Ech war och ni a meng Archivë vum Ministère d'État. Ech sinn emol ni a meng perséinlech Archivë gaangen.

Dir wësst, ech war och nach President vun der Europäescher Kommissioun. Ech sinn och do ni an d'Archivë gaangen. Also, déi hu mech ni interesséiert, d'Archiven.

Wat effektiv de Fall war, dat ass, haaptsächlech Enn den 80er Joren - kënnt Der lech erënneren? do ware Manifestatiounen hei vun der Extrème droite, soen ech. Vun der Extrème droite. Also mat neonazisteschen Tendenzen. Kënnt Der lech erënneren: deemols huet d'Press sech zesummegedoen, déi mat de Gewerkschaften, fir do e Verbond ze maache mat der Licra, an aner Vereiner fir géint de Rassissmus an Antisemitismus virzegoen.

An do kann ech mech erënneren, do hunn ech gesot: „Donkt emol Uecht. Kuckt emol, wéi déi Leit do sinn." Ouni datt awer Écouten do gemaach gi sinn! Dat wëll ech

gesot hunn. Et si keng Écoutë gemaach ginn. Well d'Écouten hunn ech ze autoriséieren.

Ech weess net, wéi dat sech néiergeschloen huet um administrative Plang. De SREL hat jo dräi Direktiounen an deem secteur operationel. Ech wes net wéi se alleguer geheescht hunn, déi dat verfollegt hunn. Wou et mir drëm gaangen ass, dat ass, datt wa Menacë fir Lëtzebuerg entstane sinn, datt een deene sollt begéinen. An déi Menacë fir Lëtzebuerg, där waren zu menger Zäit e puer. Ech ginn dat ganz gären zou. Dräi, véier. Déi waren awer gewéinlech vum Ausland hier komm. Déi waren net zu Lëtzebuerg ausgaangen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Dat heescht also, dat, wat de Service gemaach huet, deen, ech nennen dat emol bëssen „deen Excès de zèle", fir an enger allgemenger Paranoia all méiglech Leit an Associatiounen, iwwert déi ze schaffe respektiv se ze beobachten, dat ass ni mat lech diskutéiert ginn?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Et ass ni diskutéiert ginn. An dat hätt och ni mäin Aval gehat. Ech hunn ni zougelooss, dass iergendee Politiker oder iergendeen aus der Société civile sollt iergendwéi filéiert ginn oder iergendenger poursuite ausgest ginn. Dat ass ganz kloer. Ech war do ganz kloer an där affaire. Wat do geschitt ass oder wéi dat geschitt ass, dat weess ech net. Dat entzitt sech menger Kenntnis.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hutt Dir an Ärer Zäit ni Kloe kritt vun eenzelne Leit oder esou iwwert de Fonctionnement vum Service oder iwwer Operatiounen, déi e gemaach hätt? Wou der sech beschwéiert hätten,…

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Also, ech hunn…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- …wou Der där Saach hätt missen nogoen oder…?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech hunn déi Agenten - déi puer Agenten, déi do waren; de Service war jo wäit méi kleng wéi en haut ass - ni kannt.

Ech wollt se och net kennen. Ech sinn der zwee begéint bei der Unhéierung bei Ärer Kommissioun deemools. An ech wousst emol net, datt et Agenten waren vum Service de Renseignement.

Ech hunn ëmmer nëmmen drop gehale mam Direkter ze schwätzen, wéi ech dat mat all deenen aneren Administratiounen och gemaach hunn. Mam Steierdirekter hunn ech geschwat. Ech ginn net hi mat iergendengem Steierbeamte schwätzen. Wann ech e Problem hat, dann hunn ech mam Steierdirekter geschwat. Oder wann hien e Problem hat, dann ass e bei mech komm, dann hu mer déi Problemer diskutéiert. Mä ech hunn dat ëmmer um hierarcheschen Niveau gehalen. Dat war ganz kloer. Esou hunn ech och meng Ministèrë gefouert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Lux, den Här Fayot an den Här Bettel nach.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wollt nach eng Kéier zréckkommen op den Archiv an déi Karteien, déi ugeluecht gi sinn iwwert 13.000 Lëtzebuerger ënner anerem. An et ass awer e bësse surrealistesch, dass mer elo ee weideren Interlocuteur hunn, deen eis seet, dass en a sech vun där Kartei a vun där Aktivitéit näischt weess. Keen Direkter weess eppes, kee Politiker weess eppes, an trotzdeem ass vun 13.000 Leit en Dossier ugeluecht ginn.

An Dir hutt elo gesot Extrême droite. Loosse mer awer soen, fir dass et kloer ass, déi Kartei, déi ugeluecht ginn ass, ass virun allem op der lénker Säit, op der extrem lénker Säit, op der Gewerkschaftssäit ass bei Leit awer en Dossier ugeluecht ginn. An dofir nach eng Kéier, fir et awer kloer ze hunn:

Dir wousst net, dass esou en Archiv géif bestoen. Dir wousst net, dass de Service de Renseignement géif iwwer Lëtzebuerger, iwwer Politiker, iwwer Gewerkschaftler, iwwer Journalisten do awer kleng oder grouss Enquêtë maachen an déi uleeën. Dir hutt och ni mat engem Direkter vun dem Service de Renseignement doriwwer diskutéiert. Dir hutt ni iergendeppes ugefrot aus deem Archiv. Dir wousst iwwert deen Archiv guer näischt.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech, wéi gesot, hu mech net ëm Archivë bekëmmert.

Ech weess, datt eng Administratioun Archiven huet. Dat ass ganz kloer.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Wousst Der, dass deen Archiv géing existéieren?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Neen, dat wousst ech net. Jiddwer Administratioun huet Archiven. Dat ass jo awer normal. Si ware jo och... Si hätte jo awer...

Interruption

Lauschtert, Här Bettel. Si hate jo awer och...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Moment.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass en Archiv haut, Här President. Deemools wor et e Fichier. Et soll een net schwätze vun Archiven, well jiddwereen huet haut en Archiv. Do si mer eis ganz eens. Mä deemools wor dat d'Base de données, wou geschafft ginn ass. Da soll een net déi ganzen Zäit vun Archivë schwätzen, mä vu Fichieren, déi gemaach gi sinn. Well soss schwätze mer vun zwou verschiddene Saachen.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo, mä déi Fichieren, vun deenen hunn ech keng Ahnung. Ech weess, datt Fichiere gemaach gi sinn zum Beispill, fir d'Clearance festzestellen. Ech hat jo och eng. Ech si jo wahrscheinlech och an deem Fichier dann dran. Dat muss ee jo esou gesinn. An dat waren dann, wann ech mech gutt erënneren, 6.000 a 7.000 där Clearance-Operatiounen, wann ech déi Direkteren, déi virun lech hei ausgesot hunn, richteg verstinn.

Soss, wann Dir vu Fichiere schwätzt, ech si ganz gär d'accord, fir iwwer Fichieren ze schwätzen; mä vun deenen hunn ech jiddefalls keng Kenntnis gehat.

Interruption

Här Bettel, ech soen hei ënner Eed aus.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, jo.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech soen hei ënner Eed aus. An als Jurist sinn ech mer voll bewosst, wat dat heescht, den Eed.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Fayot, dann den Här Bettel an den Här Bausch.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech wollt den Här Santer froen, dat Gesetz vun 1960, dat ass eigentlech extrem onprezis. Dat heescht, et steet am Artikel 1, et geet drëm, fir elo, Artikel 2 get e Service de Renseignement gemaach «pour assurer la protection des secrets visés à l'article 1er». An an deem Article 1er, dat sinn elo Infraktiounen, déi vis-à-vis vu Lëtzebuerg respektiv vis-à-vis vun engem anere Stat, mat deem Lëtzebuerg en Accord régional en vue d'une défense commune huet, déi sollen do bestrooft ginn.

Dat ass am Fong geholl, wann ech dat vergläiche mam Gesetz vun 2004, wat jo awer autrement plus précis ass... Do wollt ech froen: Sinn et da fir de Statsminister, dee jo dann do de Chef dovunner war respektiv fir den Direkter dovunner, dann do Interpretatioune ginn? Well dat huet ee jo missen agrenzen.

Et konnt ee jo net elo mat där Definitioun, déi do ass, dann erlaben, dass egal wat gemaach ginn ass. Dat ass, wat ech mech erënneren, aus menger Jugend an aus menger politescher Vergaangenheet, do war jo eng schrecklech Diskussioun och an deenen eenzelne Parteien, besonnesch bei ons an der Partei. War dann do en Effort gemaach ginn, fir dat anzegrenzen, fir genee ze soen, wat dat kënnt heeschen? Well esou, wéi et do steet, schéngt et mir egal wat kënnen ze sinn.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech soen lech nach eng Kéier, Här Fayot, esou wéi mir dat interpretéiert hunn, dat war wierklech d'Sécurité extérieure de l'État et des alliés. An déi meescht affairen déi mer kruten, koumen jo vu baussen,

vun den Alliéierten, wou mer gefrot gi sinn fir nozegoen, also fir Écouten ze maachen.

Mir hunn dat jo net op d'Lëtzebuerger souwisou applizéiert. Do hätt ee kënnen eng aner Interpretatioun hunn. Ma ech muss lech allerdéngs soen, ech hunn dat Gesetz vun 2004 selbstverständlech och nogelies wat jo erweidert ginn. Mä als Jurist muss ech lech soen, dat cadréiert awer wierklech net méi mat dem Artikel 88-3 vun dem Code d'instruction criminelle. Deen ass net esou erweidert ginn. An dat muss een awer esou gesinn. D'Gesetz vun 2004 ass wuel erweidert ginn wat d'Missiounen ugeet - wat deemools jo och wahrscheinlech richteg war - mä dat cadréiert net mam Artikel 88-3.

Ech hu mech strictement un den Artikel 88-3, wat d'Sécurité extérieure de l'État ubelaangt, gehalen! An och déi Häre vun der Kommissioun, de President vun der Cour supérieure de Justice, wéi de President vum Conseil d'État, déi waren och ganz sécher séier restriktiv. Ganz genee hu se nëmmen dat verfollegt, fir esou enk wéi méiglech dat Gesetz auszeléen. Duerfir sinn och du manner Écoutë gemaach ginn. Et waren och manner Ufroen do.

Well eben no 1990, dorëmmer, huet eben d'Welt changéiert an do hätt ee ganz sécher och missen dorunner goen, fir dann nei Orientatiounen ze ginn, dem Service. Wat jo och geschitt ass. Do ass jo d'Gesetz do vun 2004. Dat brauch jo eng gewëssen Zäit bis esou Gesetzer elaboréiert ginn an zum Virschäin kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, mir hate jo d'Méiglechkeete selwer déi Fichen, also haut Archiv, mä deemools Fichen, ze gesinn. Also, mir kënne jo... Ech wëll direkt eppes soen, wann ech gesot kréien, dat wär meeschtens op d'Extrême droite oder d'Extrême gauche. Meng Eltere si weder dat eent nach dat anert, an ech hu se dra fonnt, well se eng Kéier a Russland waren. Also, et soll een ophalen ze soen, dass et nëmme politesch... Et sinn och einfach normal Leit fichéiert ginn hei am Land an...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo. Ech hunn nach guer näischt doriwwer gesot, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo. Neen, neen, ech soe just. Ech sinn nach net fäerdeg, Här Santer.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et si 95% Politiker a Gewerkschaftler.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, meng Eltere si weder dat eent nach dat anert. Ech wëll just soen. An ech hat deemools fënnef oder zéng Joer. Also, ech gleewe kaum, dass et wéinst mengen Aktivitéiten ass, dass meng Eltere fichéiert gi sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, mä si si gemellt gi vun engem auslänneschen Déngscht, wéi et aus dem Fichier ervirgaangen ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, fir d'Éischt d'Lëtzebuerger, an du bei de Fransouse weidergaang, mä duerch d'Lëtzebuerger Servicer.

Wat awer ass, dat heescht, et ass e Fichage gemaach ginn einfach lénks a riets. Et ass gekuckt ginn, wann een eng Kéier a Russland war oder wann een auslännesch Originen hat. Ech werfen dem Här Santer bestëmmt net vir, dass hien à l'origine vun deem Fichage ass, wou en eis virun allem seet, dass e selwer net Bescheed wosst. Dat heescht, mat Recul kann en eis haut am Fong soen, dass en deemools als Responsabele vum Service am Fong net informéiert ginn ass vun der Direktioun, wat an deem Service lass war.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Iwwert déi Fichierë war ech net... weess ech net Bescheed.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass: En huet eis och gesot, hien huet jo missen den Accord ginn, fir Écouten ze maachen. Mir kruten awer och zum Beispill gesot, dass aner Formulë geschitt sinn, fir Surveillancen ze maachen: d'Filaturen. Sidd Der do informéiert ginn

oder wor dat a propprer Autodynamik? Mä och d'Wanzen. Et ass mat Wanze geschafft ginn. Dir wäert jo kaum gefrot gi sinn, ob se dierfe Wanzen installéieren oder net? Och net?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ganz sécher net. Par contre, wat ech awer ka soen a wat ech muss soen, dat ass, datt een heiansdo, wéi gesot ginn ass, verschidde Gruppen huet misse suivéieren, wéi zum Beispill déi Saach vun den Islamisten, extrem Islamisten. Dat waren Intégristen, déi déi Attentater do zu Paräis gemaach hunn. Déi huet ee missen da mat anere Moyenë suivéieren, selbstverständlech. Mä déi sinn net op Écoutë gesat ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä dat heescht, eppes steet fest, Här Éirestatsminister, dass deemools mam Recul, deen Der haut kënnt hunn, Dir net alles gewuer gi sidd, wat am Service gelaf ass.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat weess ech net. Da musst Der kucken, wini datt dat ugeluecht ginn ass. Do an deene Fichiere kann ech mer virstellen, datt jo och déi Clearancen do alleguerten dra sinn. An dat sinn der ganz vill. Dee Fichier, souwäit ech weess, wat ech héieren hunn, esou wéi Dir et héieren hutt vun deenen Ausféierunge vun deenen Zeien, déi Der gehéiert hutt, dee Fichier geet op 1960 zréck a vläicht virdrun. An net op 1984.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hat, wéi Der gesot hutt, ausschliesslech Kontakt mam Direkter oder mat den Direktere vum Service de Renseignement.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An Dir hat och vollt Vertrauen an déi Persoun?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech hat em näischt virzewerfen, vu datt mer regelméisseg Kontakt haten. A wa mer eng Orientatioun ginn hunn, och zesumme mat deenen dräi aneren Hären, dann huet en déi ausgeféiert. Esou datt ech em do näischt perséinlech virzewerfen hat.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch, den Här Meisch an den Här Urbany.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass esou, datt mer jo entre-temps och wëssen, duerch dat Gespréch tëscht Ärem Nofolger, dem aktuelle Premierminister Jean-Claude Juncker an dem fréieren Direkter vum Service, datt an deene ganze Joren, 80er bis an d'90er Joren era mat Sécherheet, oder bis Ufank d'90er Jore mat Sécherheet, politeschen Espionnage zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. Ech mengen, dat huet de fréieren Direkter confirméiert an deem Gespréich. De Premierminister seet: Jo, och do an deem Gespréich. Dat ass et an der Zäit ginn, mä dat gëtt et haut net méi, well ech sinn do dergéint. Ech war vun Ufank un do dergéint. An en zitéiert dat och en long et en large.

An da seet en och zu engem gewëssene Moment, datt e selwer eng Kéier en Dossier am Grapp hat vum Här Werner, wou en nach dra gekuckt huet, wou en och konnt feststellen, datt dat an der Zäit gemaach ginn ass. Duerfir wonnert et mech a froen ech awer nach eng Kéier no: Sidd Dir nimools an Ärer Laufbahn iergendwéi eng Kéier an Zesummenhang komm mat esou Saachen? Also, ech mengen, wéi gesot nach eng Kéier, ech baséiere mech do op Aussoen, déi de Premierminister gemaach huet an deem Gespréich.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Also, ech kann Iech nëmme soen: Vu mir aus sinn ni esou Saachen ordonnéiert ginn a gemaach ginn. An ech denken och gemaach ginn. Dat kann ech jo net vérifiéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt gesot, Dir hutt all dräi Méint, op d'mannst all dräi Méint, den Direkter vum Service begéint. Si Procès-verbauxe gemaach gi vun deene Rencontren?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Neen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Et war ëmmer mëndlech. Et war mam Geheimdéngscht ëmmer ënner véier Aen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, dat wosst Dir, dat wosst den Direkter a soss...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Wou en... An déi dräi Leit. Déi waren ëmmer derbäi.

M. Claude Meisch *(DP).*- Okay. Den deemolegen Direkter, den Här Hoffmann, huet hei gesot, datt en d'Gefill gehat hätt e wier ënnerbesat gewiescht, fir seng Aufgab kënnen ze erleedegen. Dat wier ee vun de Grënn gewiescht, firwat och ganz wéineg Schrëftverkéier géing existéieren am Service selwer. Hutt Dir awer schrëftlech Rapporte kritt vum Service?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech ka mech dat net erënneren, datt ech schrëftlech Rapporte kritt hätt. Vläicht hu meng Beamten déi krut. Also, ech hat jo ee Beamten, dee sech exklusiv mat dem Service de Renseignement befaasst huet do. Ech denken, wann do eppes dragestanen hätt, wat opgefall wier, dann hätt e mer dat och wahrscheinlech gesot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wéi stitt Der zu där Ausso, datt opgrond vu Personalmangel d'Aarbecht net hätt kënne schrëftlech dokumentéiert ginn? Ëmmerhi waren dat doten awer déi Joren, wou mer op der Héichzäit vum Kale Krich waren. An do hätt en därmoossen héije Personalmangel an deem Service do bestanen, datt emol net hätt kënnen notéiert ginn, wat ee grad géing maachen.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Wësst Der, ech war jo Chef vu ville Verwaltungen. An all Verwaltunge kloen ëmmer iwwer Personalmangel. Dat war deemools esou. An där Krisesituatioun vun deemools hat ech als Stats- a Finanzminister eng restriktiv Personalpolitik ordonnéiert (numerus clausus). Da muss ee sech esou organiséieren, datt ee seng Aarbecht ka maachen. Ech weess net, wéi étofféiert de Service ewell ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et si ronn 60 Leit. Ronn 60 Leit hu se.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Majo, ma gesitt Der. D'Chamber, deemools hate mer och net vill Leit hei an der Chamber als Personal. Ech hunn héieren, Dir hätt ewell 80 Leit hei an der Chamber beschäftegt. Mir haten der véier, fënnef sengerzäit an den 80er Joren. Dat huet sech och ausgeweit. Ech mengen, dat ass kee Grond awer. Dat ass awer kee Grond.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ass déi Demande dann un Iech erugedroe gi vum Direkter, fir Personal bäizekréien?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Do kann ech mech jiddefalls net erënneren, datt mer e Grond gesinn hunn, fir do eng Erweiderung vum Personal ze kréien. Wësst Der, dat läit ewell scho laang zréck, mä ech ka mech dat awer net erënneren. Ech hätt dat och net stattginn, well ech war ëmmer restriktiv a Personalfuerderungen. Dat war eng Situatioun, wou mer wierklech hei am Lëtzebuerger Land hu misse spueren.

Mir haten deemools d'Krisesteier agefouert, mir hate vill Efforte gemaach, fir déi Kris ze behiewen, mä déi war net ausgestanen. An do ass jiddweree gefuerdert ginn. Dir wësst, d'Gehälter ware reduzéiert ginn, den index moduléiert an esou virun. Dat waren aner Zäite wéi haut. Ech hunn Iech jo gesot, et war net meng éischte Prioritéit. Ech hat aner Suergen hei am Land.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn nach eng Fro. Dir hutt gesot, Dir hätt ni eng Écoute op e Lëtzebuerger oder op e Résident autoriséiert. An Dir hutt och gesot, Dir hätt keng Kenntnis dervunner, datt op politesch Gruppe geschafft gi wier, op Politiker oder soss Deeler vun der Société civile. Dat heescht, Dir hutt och mam Direkter ni geschwat iwwer Lëtzebuerger oder Résidenten, op deene si geschafft hunn.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Iwwer Résidente schonn. Dat steet jo an Ärem Rapport selwer dra vun der Kommissioun. Do sinn der scho gemaach ginn. Mä keng Lëtzebuerger!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä dann awer Auslänner, jo.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Auslänner.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...wou Der gesot hutt, déi lech vun auslänneschen Déngschter da gemellt goufen, oder?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Déi vun auslänneschen Déngschter gemellt goufen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Soss hutt Der keng Erënnerung, datt op anere Leit hei am Land geschafft ginn ass?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Geschafft ginn ass, ass eppes aneschters wéi Ecouten ordonnéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, neen. Ech hu béides... Generell geschafft ginn ass.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat weess ech ewell net. Mä et si verschidden Observatioune gemaach gin an den 80er Joren, hunn ech lech gesot, Enn den 80er Joren - wini war dat? `88 muss dat gewiescht sinn; et war virun de Wahle jiddefalls; d'Wahle ware jo `89 -, do war eng Tendenz vun extrem rechtsen Kräften. Ech kann lech jo och d'Nimm soen. Dir kennt se jo. Verschiddener. Déi Eeler kenne se jo alleguer. Hei hu mer schonns Uweisunge ginn, fir ze kucken, wéi déi sech entwéckelen. Speider ass dat dunn glécklecherweis am Sand verlaf. Deemools si jo och d'Gewerkschaften zesumme mat den Zeitungsverleeër zesummekomm, mat der Licra, fir do eng Aktioun géint déi Leit - et waren déiselwecht Leit - ze starten. An deem Sënn sinn doriwwer Iwwerwaachunge gemaach ginn. Dat waren awer keng Écouten. Datt de SREL déi suivéiert huet, dat schéngt mer normal gewiescht ze sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- An Dir hutt keng Erënnerung während där ganzer Zäit, wou der Statsminister waart, datt eben och op anere Gruppéierunge geschafft ginn ass wéi just op déi doten?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech ka mech dat awer wierklech net erënneren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi gesot, si hunn och d'Autorisatioun vun lech nëmme gefrot bei den Écouten, an all déi aner Methoden, fir ze observéieren, oder...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo dat hunn ech…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat hu si intern alles geregelt. Do waart Dir net domadder befaasst.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat ass op engem aneren internen Niveau gewiescht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Den Här Urbany.

Neen. Den Här Urbany nach fir d'Éischt, Ben.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Vläicht ee klenge Punkt, dann, wat dat do ugeet, déi Dokumentatioun dovunner. Deen héije Fonctionnaire, deen do fir de Statsminister zoustänneg war fir d'Relatioun tëscht dem Ministère d'État an dem Service de Renseignement, wann dee Rapport-écritë krut hätt vum Direkter, déi misste jo archivéiert gi sinn iergendwou am Stat.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Déi missten am Ministère d'État dee Moment leien. Et waren och Dokumenter am Ministère d'Etat. Am Kader vun der Bommeleeëraffär ass och eng Perquisitioun am Minstère d'État gemaach ginn. A wéi ech bei Untersuchungsriichterin war, do effektiv hunn ech gesinn, datt do Dokumenter mir ënnerbreet goufen, déi och vum Beamten an vu mir ënnerschriwwe waren. Mä déi waren dunn am Besetz vun der Untersuchungsriichterin.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Dir hutt elo gesot, dass nëmmen a rietsextreme Kreesser heiansdo emol Untersuchunge gemaach gi sinn. Da muss et lech jo awer terribel iwwerrascht hunn, wéi bekannt ginn ass, dass 2004 Fichë vu sechs Lëtzebuerger Deputéierten am Geheimdéngscht fonnt gi sinn an zerstéiert gi sinn. Huet dat lech iwwerrascht? Dat hätt jo kënnen eventuell...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat huet mech iwwerrascht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...och aus Ärer Zäit sinn, wou déi Observatiounen do stattfonnt hunn.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Wini war dat dann?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, dat war 2004 bei der Grënnung vun deem neie Service, mam neie Gesetz.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo, mä...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Do huet den Här Mille gesot, wieren eng fënnef bis sechs Fichë vun Deputéierten, wou e sech awer un d'Nimm komescherweis net méi kann erënneren, zerstéiert ginn. Dat heescht, dat...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Da géing ech awer gäre wëssen aus wat fir enger Zäit datt dat war.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, mir och. Mä anscheinend...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ma neen. 2004 si se erausgeholl ginn, mä...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, et kéint jo och an der Zäit da vun Ärem Nofolger gewiescht sinn.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat gleewen ech net, mä... Dat gleewen ech absolut net. Mä déi kënnen awer och an de 60er Joren ugeluecht gi sinn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, den Här Henckes war deemools nach net Deputéierten, mengen ech.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, een dovunner war en Deputéierte vu menger Fraktioun, Här Santer. Dee war Ufank den 80er Joren nach net an der Chamber.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo, ech weess. Ech hunn dat jo alles gelies. D'Press ass jo voll vun deene Saachen. Also, mengt net, ech hätt dat net gelies.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dann hunn ech nach eng Verständnisfro. Dir hutt geschwat vun deenen dräi Riichter respektiv héije Beamten, déi do déi Kommissioun dee Moment duergestallt hunn, fir d'Écouten ze autoriséieren. Dat heescht, hunn ech elo richteg verstanen, dass déi Kommissioun sech nëmmen ëm Écouten och bekëmmert huet? Oder huet déi sech och allgemeng interesséiert fir de Fonctionnement vum Geheimdéngscht?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Net iwwert de Fonctionnement, mä iwwert d'Écouten. An deem Zesummenhang huet jo eng Justificatioun misse bruecht ginn. Dann ass doriwwer diskutéiert ginn, selbstverständlech. An dann ass et do iwwert d'Orientatioun vum Service natierlech gaangen. Mä iwwert de Fonctionnement selwer vum Service hunn déi sech net bekëmmert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Och net iwwer aner Forme vun Iwwerwaachung?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Neen. Doriwwer net, neen. Ganz sécher net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch dozou, an da kritt den Här Weiler d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Éierestatsminister, ech hat jo virdru gefrot, ob Rapportë gemaach gi wären iwwert déi Rencontren, déi Dir hat mam Direkter. Do hutt Dir gesot, neen, mä do wären ëmmer déi dräi aner Leit derbäi gewiescht. Elo sot Der, déi wären awer eigentlech nëmmen zoustänneg gewiescht, fir d'Écouten ze kontrolléieren.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- D'Écouten, jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt awer bestëmmt an deene Rencontren, an deenen Diskussiounen, déi Der hat mam Direkter, och iwwer aner Punkte geschwat wéi iwwert d'Écouten.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Sécher. Och bei deenen anere Leit hu mer geschwat. Mir hunn haaptsächlech iwwert d'Justificatioune geschwat, iwwert d'Motivatiounen. A bei där Diskussioun huet ee jo forcément missen diskutéieren iwwer - besonnesch no 1990 - wéi d'Orientatioun vum Service war an esou virun.

An déi Perséinlechkeeten hunn dann och gefrot: „Wat ass d'Resultat vun deenen Écouten? Musse mer se nach verlängeren?" An esou virun. An da musse Justificatioune jo fonnt ginn, fir dat ze maachen. Et ass vun dräi Méint op dräi Méint jo ëmmer nëmme gewiescht, wou déi Écoutë stattfonnt hunn. An dat huet ee jo dee Moment och missen diskutéieren.

Mä iwwert de Fonctionnement vum Service hu si selwer net mat mer diskutéiert. A si hunn och do e Beitrag geleescht, muss ech éierlech soen, dee mir wäertvoll war, fir och hir Meenung doriwwer ze héieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- An et gouf keng aner Diskussioun tëscht lech an dem Direkter, wou déi net derbäi waren?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Abee dach. De Service de Renseignement huet zum Beispill och verschidde Briefingen ofgehalen. Dat steet alles an Ärem Rapport, wann Der dee liest, vum 7. Juli 2007. Deen huet och

Briefingen ofgehale fir Ministeren, net nemmen fir mech, an awer och fir aner Leit an esou virun. Dat hu se gemaach. Also, et sinn och nach aner Aktivitéite gewiescht wéi nëmmen Écouten.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä, hutt Dir - just an deem Kontext, Här President, wann Der erlaabt - dann do ab initio missen eng Autorisatioun ginn. Dir sot, et sinn aner Manéieren. Dat si jo da Filaturen, dat si jo Wanzen oder aner Saachen.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Do brauch ee keng Autorisatiounen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass jo awer net normal. Wann ech eng Wanz leeën, da lauschteren ech een en directe, do brauch ech keng. An eng Écoute, do brauch ech eng.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo, mä dat ass awer esou virgesinn am Gesetz, net. Ech hunn och hei en Händy, net. Ech kann lech och oflauschteren hei ouni Autorisatioun.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Weist emol Är Auer, Här Santer.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ouni iwwerhaapt eng Autorisatioun ze froe bei iergendengem, net. Also, dat ass eng aner Saach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Weiler ass scho méi laang am Startblock. Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Bon, Här President, ech wollt dem Zeien eng Fro stellen iwwert d'Missiounen nach. Dir erlaabt awer, datt ech déi Fro esou stellen, wéi mer et ofgemaach haten. Mir hate jo ofgemaach, d'Deputéierte géifen dem President d'Froe stellen, an de President stellt d'Fro un den Zeien.

Also, Här President, ech wollt den Zeie froen, wat d'Missiounen ubelaangt, do war et jo esou, datt 1990 d'Welt sech geännert huet, an esou wéi de fréieren Direkter sech ausgedréckt huet, den Ennemi, deen de Service hat, ass ewechgefall. Ech hätt gär

gewosst, no 1990 - bis `95 war den Zeie Statsminister -, an deene Joren, wéi huet dann do den Aufgabeberäich an d'Missioune sech vum Service entwéckelt? Well et huet jo dunn nach eng Zäit gedauert bis mer dat neit Gesetz kruten.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- No `95? Ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- No `90.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Vun `90 soulaang wéi...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo, do ware se méi décontractéiert. Dat ass selbstverständlech.

Selbstverständlech. Well, ech mengen, wann een den Ennemi, wéi Dir sot, verléiert, da brauch ee sech jo och net méi op deen anzeschéissen. An dat war ganz kloer. Do sinn alleguer déi nei emergent Demokratien, déi sinn net méi ënner Kontroll geholl ginn. Dat ass selbstverständlech gewiescht. An duerfir si jo och manner Écouten do virgeholl ginn, an esou virun.

Do hate mer nach deen Iwwerbleibsel, dee kennt Der jo alleguer vun „stay behind". Dat hu mer jo och dunn opgeléist. Dee Réseau ass jo komplett opgeléist ginn op mäin Uerder hin. An och déi Cache-d'armen, déi do waren, déi sinn alleguer ausgehuewe ginn. Also, et war eng ganz aner Situatioun dee Moment.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng weider Nofro dozou? Här Weiler, neen?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Nee Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wollt emol op d'Fro zréckkommen, de Recrutement. Ech mengen, Dir hutt... Ënner Ärer Zäit ass den Här Charles Hoffmann genannt ginn als...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo. Virdru war et den Här Roger Hoffmann.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ausser der Nominatioun vum Direkter, wat selbstverständlech jo eng Affär dann och vum Regierungsrot ass, sidd Dir nach mat aneren Nominatiounen oder Recrutementer behafft ginn domadder an där Zäit, wou Der elo...

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech ka mech dat net erënneren. Ech gleewen net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat war eng intern Affär da vum Service selwer?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat kann ech beäntwerten. Dat misst ech nokucke loossen am Ministère d'État, mä dat weess ech jiddefalls net. Dat misst ech nokucke loossen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen? Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Iwwerhaapt zu der Recrutementsprozedur. Mir hu jo vill gesot kritt. Den Här Heck huet eis gezielt, datt et viru senger Zäit... Ënnert dem Här Mille war et schonn e bësse besser. Nach virdru wär dat awer zimlech ouni genau Prozedur ofgelaf. Et wäre gréisstendeels iwwer Recommandatioune Leit an de Service erageholl ginn. Gréisstendeels och iwwer Détachementer. Inwiefern war Dir dann involvéiert an déi ganz Recrutementspolitik vum Service déi Zäit?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Mir waren net direkt implizéiert. Wéi gesot, déi meescht Posten waren détachéiert. Vun der Post waren der eng ganz Rei, vun den Télécommunicatiounen, an esou virun, fir déi Operatiounen do ze maachen. Dat ass zwëschen de Verwaltungen do erfollegt. Mä ech weess net, datt ech perséinlech do intervenéiert wier iergendwéi.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Relatioune vläicht tëscht dem Service de Renseignement an aneren Institutiounen hei elo, notamment d'Police, d'Gendarmerie sengerzäit, d'Justiz. Wat fält lech zu deem Themekomplex an, déi Zäit, wou Dir do waart. Waren do Réuniounen? Sinn et do Problemer ginn?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat war haaptsächlech am Zesummenhang mat dem Krisenzentrum. Do war jo de Service de Renseignement Member vun deem Krisemanagement am Zesummenhang mat der Bommeleeëraffär.

An de C... Wéi huet dee geheescht? De Centre Permanen de Sécurité - huet e geheescht -, deen huet awer fonctionnéiert ënnert der Presidentschaft vun dem Justizminister. Dat war de Justizminister, deen dat coordonnéiert huet. An do war d'Police dran, d'Gendarmerie an alleguer déi Servicer, plus de Service de Renseignement. Dee war an deene Servicer do dran.

Si hunn also net vu sech aus Initiativë geholl, mä ëmmer nëmmen am Kader vun där Missioun oder vun deem Krisemanagement, deen do organiséiert war, a wou de Justizminister d'Koordinatioun huet. De Justizminister huet och an deem Zesummenhang - mir haten e gutt Verhältnis mam Justizminister - huet ons och doriwwer ëmmer informéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Vläicht dozou nach. Ass et zu Lëtzebuerg iergendesou eppes ginn zu Ärer Zäit wéi e militäresche Renseignement?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Wéi e militäreschen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- E militäresche Renseignement, wat jo eigentlech an all Land virgesinn ass. Oder huet de Service de Renseignement déi Funktiounen am Kader vun der Sécurité extérieure ganz iwwerholl?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Déi waren am Kader vum Service extérieur deen déi iwwerholl huet. Ech ka mech net erënneren, datt mir en deuxième Bureau, oder wéi Der et nennt, gehat hätten. Dat weess ech net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et war an der Press ze liesen, datt behaapt ginn ass, datt de Service de Renseignement géing ënnerwandert gi vun der Gendarmerie duerch déi Recrutementsprozeduren, datt ganz vill Agenten aus anere Servicer dohinner détachéiert gi sinn. Deelt Der déi Aschätzung? Oder sot Der, dat kënnt Der lech net virstellen?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ob en ënnerwandert gi war vun der Gendarmerie, dat weess ech wierklech net. Datt Gendarmen do waren, selbstverständlech, oder Polizisten an deem Service woren, dat entsprécht jo hirer Missioun. Mä ob se ënnerwandert gi war, do ass jo awer en Ënnertoun domadder verbonnen, dat gleewen ech net.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn e puermol och Indikatioune kritt, datt et vläicht kéint sinn, datt am Service am Laf vun de leschte Jorzéngten heiansdo och Aktivitéiten duerchgezu gi sinn, déi net onbedéngt vun der Direktioun domat ofgesehnt waren, datt eenzel Électrons libres vläicht sech selbstständeg gemaach hätten, an op eege Fauscht geschafft hätten oder fir anerer geschafft hätten. Hat Der iergendwann am Laf vun där Zäit, wou Dir de politesche Responsabele waart iwwert dee Service, Kenntnis vun esou Aktivitéiten?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat kann ech lech wierklech net soen. Dovunner hat ech keng Kenntnis. Soss wier ech do interféréiert, wann ech Kenntnis gehat hätt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et gouf och gemellt, datt op de fréiere Colonel vun der Gendarmerie eng Écoute gemaach gi wär. Kënnt Der lech un esou eppes erënneren?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech hu jo dat schonn déniéiert souwisou, scho virdrun. D'Écoutë sinn net op Lëtzebuerger gemaach ginn, also och net op de Colonel vun der Gendarmerie. Jiddefalls net autoriséiert Écouten.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, de fréieren Direkter huet an der Press gesot, wann esou eppes geschitt wär, da wär et vläicht eben net autoriséiert geschitt an ouni seng Kenntnis.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Eben. Da war et net autoriséiert an dann ass et natierlech feelerhaft. Ganz kloer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä hätt Der lech dat kënne virstellen, datt eben esou Aktivitéite sech do développéiert hätten, ouni datt dat weder vun der Direktioun nach iwwert déi richteg Prozedur gelaf wär?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Wat kënnt Der lech net alles virstellen an enger Verwaltung, net. Ech war selwer Attaché an enger gréisserer Verwaltung, engem gréissere Ministère.

Zum Beispill, dëser Deeg ass e Steierbeamte condamnéiert ginn, well en illegal Aktivitéite gemaach huet. En ass condamnéiert gi vum Geriicht. Dovunner wousst wahrscheinlech de Steierdirekter och net vill dovunner, an de Steierminister, de Finanzminister och net. Also, wat hanner engem Réck heiansdo geschitt, dat kann ee jiddefalls net alles wëssen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat kann een net ausschléissen, also?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Et kann een näischt ausschléissen an onsem Liewen.

Une voix.- Dat stëmmt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dass mer eis jo eens sinn: Wann Der jo net wousst, dass et e Fichage géif ginn, hutt Der och ni gefrot, fir Fichen ze kréien?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo sécher. Ech hunn ni gefrot, fir…

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ni Informatiounen…?

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech wousst jo net, datt e Fichage do wier, oder en Archiv.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Fir kloer ze sinn.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Jo sécher, ganz kloer. Ganz kloer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà. Ech waarden op weider Froen hei vun de Memberen. Ech ziele bis dräi an da schléissen ech hei of. Eent, zwee, dräi. Keng Fro méi? Ah, den Här Meisch! Kuerz ier ech ofgeschloss hunn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt vläicht nach op en aneren Themeberäich eng Kéier kuerz agoen: „stay behind". Dir sot, Dir hutt näischt derbäizesetzen zu deem, wat am Rapport vun der Kommissioun 2007 an 2008 geschriwwe gouf. Et ass eng ähnlech Fro, wéi ech virdru gestallt hunn:

Kënnt Der awer ausschléissen, datt et nieft deem „stay behind", deen do geschriwwe ginn ass, parallell Strukture ginn huet, wéi et an anere Länner och de Fall war? Am Rapport vum belsche Senat gëtt geschriwwen, datt nieft dem zwar geheimen, mä dann awer offiziellen „stay behind" et parallell Strukture gi wären, déi am Laf vun der Zäit sech do entwéckelt hätten.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Dat, menges Erachtens no, géif ech ausschléissen. Dat géif ech ausschléissen. Den „stay behind", dat war eng Formatioun aus wierklech dem Kale Krich am déifste Sënn. En ass `52 gegrënnt ginn, oder `56, wéi den Iwwerfall op Ungarn war vun der Sowjetunioun. Dat war wierklech en Instrument vum Kale Krich. An ech gleewen net, datt do nach iergendwéi eng aner parallell Organisatioun bestanen hätt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hmhm.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech weess jiddefalls näischt dovunner. Mä ech gleewen och net. Also, et si keng Spueren do, déi dorobber hin tendéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hmhm. Ech hätt eng aner Fro zum Recrutement vun den Agente vum Service. An der Press war ze liesen, dat wär zum Deel geschitt aus militante Scoutsgruppen. Ech weess net, wat richteg dorënner sollt ze verstoe sinn.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ech war e Scout, hein. Dongt uercht.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech och. Ech och.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Also…

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä Dir kënnt lech och do kee Bild drop maachen, wat domadder gemengt kéint sinn.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Neen, doriwwer kann ech mer wierklech näischt virstellen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hmhm.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà. Ech stelle fest, dass domadder déi heite Froeronn eriwwer ass. Ech géif dem Jacques Santer Merci soen, dass e sech hei zur Verfügung gestallt huet.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Ma ech soen lech Merci fir déi oppen Diskussioun, déi mer haten. Ech hoffen nëmmen, datt Der lech net ze vill op d'Transparenz verloosst fir e Geheimdéngscht.

Well ech mengen, d'Transparenz vun engem Geheimdéngscht, dat ass schonn eng Contradictio in terminis. Duerfir ass et schwéier. Wat wichteg ass, wat mir wichteg schéngt awer, dat soen ech awer am Eescht, dat ass, datt no Rechtsstaatlechkeet gefuer gëtt. Dat schéngt mer wichteg.

Mä Transparenz am Geheimdéngscht, dat ass méi schwiereg. Dat ass wahrscheinlech och a Frankräich an an Däitschland an an anere Länner, alliéierte Länner, och net méiglech.

Mä Iech soen ech jiddefalls Merci, datt Der zu där Stonn heihinner komm sidd.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà! Merci.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci, Här Santer.

Domadder géif ech déi öffentlech Sitzung hei ofschléissen. A wéi mer ofgemaach hunn, géife mer nach an net öffentlecher Sitzung d'Fro beschwätzen, wéi mer eis Aarbechten elo weider organiséieren. Well mer eng Rei vun Zeie wëllen héieren, musse mer déi am Virfeld informéieren, soss verléiere mer, mengen ech, e bëssen ze vill Zäit an der Organisatioun. Duerfir hätt ech gär, dass mer dat haut nach géifen undiskutéieren bei eis hei an der Kommissioun.

Merci.

M. Jacques Santer, *Ministre d'État honoraire.*- Villmools Merci.

*

Luxembourg, le 13 février 2013

Le témoin, M. Jacques Santer

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 10)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Robert Biever, Procureur général d'Etat, en tant que témoin – mardi, le 5 février 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Dir Dammen an Dir Hären, ech géif proposéieren, dass mer géife mat eiser Sitzung ufänken, an och dann d'Fotographen, d'Kamerae bieden de Sall ze verloossen aller Diskretioun, wéi mer se kennen.

Voilà. Ech géif dann d'Sitzung hei opmaache vun eiser Enquêtëkommissioun, déi am Prinzip öffentlech stattfënnt. Eng Kommissiounssitzung, wou mer haut als Haaptpunkt drop stoen hunn d'Auditioun vum Generalstatsanwalt, dem Här Biever, dee jo och fréi ze erkenne ginn huet, dass e sech géif op Dispositioun vun eiser Commission d'Enquête halen, fir de Kommissiounsmemberen hei Ried an Äntwert ze stoen.

Ech mengen, et ass duebel interessant hien haut ze héieren hei als Kommissioun op där enger Säit, fir eis vläicht en Iwwerschlag ze ginn iwwert de Stand vun den Enquêten, wéi se bei der Justiz momentan amgaange sinn, dass mer do um leschte Stand och als Enquêtëkommissioun sinn, well dat jo erëm eng Kéier en direkten Afloss eigentlech op eise Perimeter vun den Investigatiounen huet, an op där anerer Säit, fir natierlech och mat him als Zeien dann ze schwätze ronderëm, vu senger Säit aus gekuckt, de Fonctionnement vum Service de Renseignement, besonnesch och

23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél.: (+352) 466 966-1 | Fax: (+352) 22 02 30
www.chd.lu

d'Fro vun de Relatiounen - Service de Renseignement mat de Justizorganer -, well hie jo och a sëlleche Fonctiounen iwwert déi lescht laang Joren eigentlech schonn e Spectateur an deelweis en Acteur ass vun deene Relatiounen. Mä ech wëll soen, d'Kommissioun ass selbstverständlech fräi herno Froen ze stellen, wéi si et fir richteg fënnt.

Ech mengen, well eisen Text och virgesäit, dass mer am Prinzip d'Zeien ënner Eed héieren, wëlle mer hei keng Ausnahm maache beim Här Biever. Esou dass hien och haut ënner Eed wäert vun eiser Kommissioun gehéiert ginn, fir och all Zeien eigentlech um selwechten Niveau ze halen.

Ech mengen, ech brauch bei him keng Rechtsbeléierungen ze maachen. Hie weess, wat et heescht, wann en den Eed hei leescht. Duerfir géif ech hien och da bieden direkt den Eed ze leeschten, esou wéi et vum Gesetz virgeschriwwen ass. Den Eed ze leeschten, fir d'Wourecht ze soen, déi ganz Wourecht, näischt anescht wéi d'Wourecht.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ech schwieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir ginn also Akt vun Ärer Assermentatioun hei.

Et ass elo esou wéi bei aneren Zeien och, dass elo net hei de President probéiert d'Aussoen hei vum Zeien ze résuméieren an der Sitzung, mä dass mer e Verbatim uleeë vun deenen heiten Aussoen. Dee gëtt den Zeien zougestallt, an Déi hunn nach d'Méiglechkeet eventuell do nach Rectificatiounen ze maachen, an dann u sech dee Verbatim als Zeienausso dann ze ënnerschreiwen. Hei gëtt also d'selwecht verfuer wéi och bei all deenen aneren Zeien.

Ech géif also proposéieren, dass mer vläicht fir d'Éischt géifen de Volet behandelen, eis informéieren iwwert de Stand vun den Enquêten, déi de près et de loin mat der Missioun eigentlech vun eiser Commission d'Enquête ze dinn hunn, dass mer dann u sech dann op den zweete Volet ze schwätze géife kommen, deem vum

Fonctionnement vum Service de Renseignement an d'Relatioune mat anere Servicer.

Här Biever, de Stand vun den Enquêten.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wat de Stand vun den Enquêten ubelaangt, do kann ech Iech soen, datt deen, wat deen éischte Volet, deen éischte Punkt ubelaangt, dat heescht déi Opnahm vun dem Gespréich tëscht dem Här Mille an dem Statsminister, datt do op deem Punkt d'Instruktioun ofgeschloss ass, datt de Parquet gëschter e Réquisitoire un d'Chambre du Conseil gemaach huet, fir d'Prescriptioun dovunner festzestellen.

D'Regel vun der Prescriptioun ass awer an eng Zwëschenzäit geroden, déi ass räichlech komplizéiert. Ech huelen un, mä ech weess et net, datt dat am Laf vun der Woch wärt gesprach ginn.

Déi aner Aspekter, déi aner Deeler, déi sinn nach unhängech. Do gëtt och dru geschafft. An ech kann Iech soen, datt déi Leit alleguerte sech bewosst sinn, datt se dat musse relativ rapid maachen. Well et ka jo net sinn, datt déi Enquêten Är Aarbechten en fait iwwer laang Zäit hinzéien. Mä wini, wat, dat kann ech Iech mam beschte Wëllen net soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, déi Enquêtë lafen?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Déi Enquêtë lafen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ass do zumindest eng Enquête préliminaire opgemaach ginn iwwert déi nei vermutlech…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- …Verstéiss géint d'Écoutëgesetz…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Genau.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...vun där Dénonciatioun, déi den Här Heck gemaach huet?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Genau. Dat sinn déi Faitsën.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass eng Enquête préliminaire oder wat fir ee Statut huet dat?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Am Moment jo. Dat sinn déi Faitsën, vun deenen den Här Heck, mengen ech, hei an der Kommissioun lech Kenntnis ginn huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Ech mengen, wat den éischte Punkt ugeet, esou huet sech dat schonn ofgezeechent, dass eventuell déi Fro vun der Prescriptioun elo géif spillen, och opgrond vun deenen Aussoen, déi entre-temps gemaach si gi vum Här Mille hei virun dëser Kommissioun, déi do effektiv en Datum genannt huet vum Dezember 2008 respektiv och déi Confirmatioun, déi de Premierminister och hei ginn huet. Ech denken, dass dat matgespillt huet bei deem Ganzen.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- D'accord. An do wor jo ee Moment Rieds, dat wär vläicht Mee gewiescht 2009.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- An dat hätt där Saach eng aner Nues ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Do géif ech just wënschen, dass soubal do elo eng Décisioun geholl ginn ass, wat elo déi doten Affär ugeet, dass mer direkt informéiert ginn, well dat jo dann och u sech der Kommissioun d'Méiglechkeet

zumindest gëtt - da musse mer décidéieren, wat mer maachen -, fir op déi Fro vun deem Oflauschtere vun deem Gespréich Mille/Statsminister, fir do och nach vläicht och zousätzlech hei ze enquêtéieren. Well dann u sech fält dat an eise Perimeter vun den Investigatiounen nach eng Kéier zréck.

Ginn et zu där Fro, deem dote Volet, Instruktiounen? Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt de Procureur froen: Bon, mir sinn eis jo eens, déi Affär da mat der Auer, ass zou. Do gëtt et kee Secret méi vun der Instruktioun. Déi ass jo renvoyéiert. Also,…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- …se si clôturéiert, Pardon. Net renvoyéiert, mä clôturéiert.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et ass elo un der Chambre du Conseil, fir hir Décisioun ze huelen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Okay.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht, ech wollt lech just froen, mir hunn nämlech déi Informatioun jo vum Statsminister kritt am Dezember 2009. Mir hunn den Här Statsminister och gefrot, fir penal Poursuiten ze maachen oder/an administrativ Poursuiten ze maachen. Deemools, wann den Här Statsminister eng Aktioun ënnerholl hätt, wier déi Affär jo virun eng Juridictioun méiglecherweis op jidde Fall komm oder op jidde Fall wier d'Prescriptioun net invoquéiert ginn.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wann dat en temps utile gewiescht wär, dann hätt d'Fro vun der Prescriptioun sech net gestallt. Et hätte sech vläicht aner Froe gestallt. Ech…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, jo. Mä Dezember 2009 wier d'Prescriptioun net gewiescht.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen. Déi Prescriptioun wor an deem Moment dräi Joer. An domadden ass déi Fro kloer beäntwert, mengen ech.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci. Déi zweet Saach ass, et gëtt jo eng Obligatioun, fir e Fait pénal ze dénoncéieren.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et ass… Jo, et ass eng Obligatioun fir jiddereen den eng öffentlech fonction ausübt. Mä et ass nëmmen a verschiddene Fäll, wou d'Ennerloossen vun der dénonciation vun enger Stroofdot fir verschidden Persounen strofbar ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mhm. Dat heescht also, et ass virgesinn.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Mä et ass eng Obligatioun, fir ze dénoncéieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay. Déi aner Saach ass, et ass och gesot ginn, dass wann eng Sanction administrative… Mä Dir këmmert lech jo net drëms, mä d'Sanction-administrativen, do krute mer erkläert, dass et fir de Geheimdéngscht do eng Prozedur géif ginn, déi net public wier. Dat heescht, et ass jo och méiglech, dass d'Leit vum… Mä Dir sidd jo selwer do net concernéiert, oder?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ech kann lech dat net soen. Déi Prozeduren do hu mech ni wieder beschäftegt.
Bon, ech hat ni eppes domat ze dinn. Ech hunn ni en Text gekuckt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- An dann déi lescht Fro ass, bei där Obligatioun, fir eng Affär ze dénoncéieren, elo krute mer d'leschte Kéier, wéi mer driwwer diskutéiert hunn, de Corps… Et steet jo de Corps constitué, wann deen esou eppes gewuer gëtt. Den Här Statsminister huet eis an der Kommissioun drop informéiert am Dezember.

An Ären Aen, wiem seng Verantwortung…

Gelift? Dach den Här Statsminister huet déi nei Kommissioun am Dezember, ufanks Dezember informéiert. Et steet jo och am PV, Här President. An et steet jo och dran, dass de Member Bettel gefrot huet, fir dass och Sanction-pénalen oder Sanction-administrativë sollte geholl ginn. Dat steet schwaarz op wäiss. Ech verstinn net elo d'Opreegung beim Här Weiler.

Meng Saach ass just, do steet dra jo am Text, dass de Corps constitué misst normalerweis e Fait pénal jo dénoncéieren. De Chef administratif vum Service de Renseignement ass jo de Statsminister. Dat heescht, et hätt sollen um Statsminister sinn. Well ech krut d'lescht Woch de Reproche gemaach, mir hätten als Kommissioun sollen eng Plainte maachen.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dat eent verhënnert och net dat anert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä dat heescht, de Chef administratif ass de Statsminister. Normalerweis ass et un engem Chef vun engem Corps, fir selbstverständlech dann och déi Démarchen ze maachen.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wat awer net verhënnert, datt, wann anerer et gewuer ginn, datt déi et och dénoncéieren. Besonnesch wa se wëssen, datt et net dénoncéiert gouf.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä op d'Demande eng Responsabilitéit: Wa gefrot gëtt bei engem Chef vun enger Administratioun, fir eng Plainte ze maachen, ass et net un deem awer dann eng Plainte ze maachen?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Elo wa gefrot gëtt, fir dat ze maachen, deen…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wie freet dat?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir an der Kommissioun. Dat hunn ech jo kloer. Et steet jo och am Rapport vun der Kommissioun.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ass dat vun der Kommissioun gewiescht als Ganzt?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn als Member vun där Kommissioun den Här Statsminister gefrot, e soll Penal- an Disziplinarverfahre géint den Här Mille ënnerhuelen. Den Här Statsminister huet gesot, e géif dat net wëlle maachen. An hie géif dat och net maachen.

Ech stelle just d'Fro: Normalerweis an enger Administratioun ass jo deen, dee Chef vun der Administratioun ass, deen, dee jo och eng Procédure administrative déclenchéiert an eng Procédure disciplinaire.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et ass jo esou, datt dee Beamten, deen eng Fonction publique, deen eng Autorité publique ass, dee feststellt, datt eng Infraktioun virlait oder unhuelen kann dat eng Infraktion virlait, et muss dénoncéieren. Et ass jo net hei an der Chamber, wou ech d'Affär vu Sandweiler vun deemools muss rappeléieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An den Här Bettel kennt sécherlech d'Dispositiounen…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- D'Affär Sandweiler.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- …vum 23, paragraphe (2) vum Code d'instruction criminelle.

Une voix.- Merci, Här President.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, Här President, dass mer eis eens sinn. Also, ech referéiere mech einfach zum Code.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä ech weess.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech sot jo. Als Jurist kennt Der sécherlech deen doten Text. Da braucht Der keng Rechtsbeléierung vum Procureur général ze kréien.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, den Här Bettel brauch keng Rechtsbeléierung.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Am Kontext vun der Dénonciatiounsflicht. Et ass jo esou, dass de Statsminister den Här Charles Goerens, de fréiere Fraktiounspresident vun der DP, relativ fréizäiteg vun deem Fait a Kenntnis gesat huet. Dofir ass meng Fro un de Procureur général: Hätt den Här Goerens och déi Obligation de dénonciation gehat als President vun der Kommissioun, déi am Gesetz virgesinn ass?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wësst Der, wéi et ass Här Roth: An engem Foussballmatch gëtt et zwou Équipen. An ech fänken elo un d'Impressioun ze hunn, ech wär de Ball. An ech hunn net Loscht de Ball ze sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, ech proposéieren e bëssen och…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ech mengen, ech hu jo eng konkret Äntwert ginn. A vläicht wor et un deem engen an un deenen aneren. An dat kënnt Dir dann diskutéieren.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här Zeien.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also d'Datume si relativ bekannt. Do ka jiddweree sech dann eng Scheifchen do ofschneiden. Ech mengen, et ass, wat sech elo erausschielt, wat de méiglechen Delikt ugeet vun onerlaabtem Matschneide vun engem private Gespréich, also enger Atteinte à la vie privée, wéi gesot, ass bekannt elo, dass am Dezember 2008 de Premierminister d'Informatiounen hat. De Premierminister och als Victime vun där doter Operatioun. Hien hat déi doten Informatiounen.

Nodeems wat den Här Goerens ausgesot huet, och op anere Plazen, ass hien am Mäerz 2009 doriwwer informéiert ginn, an u sech dono hätt hien déi Informatioun och un déi deemoleg Fraktiounspresidente weidergereecht. Dat ass zumindest d'Ausso gewiescht vum Charles Goerens. Ech wär gäre bereet nach den Här Goerens zu där doter Fro ze héieren, wann dat elo Zentralpunkt gëtt vun eisen Aarbechten.

An u sech ass dann déi Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht an anerer Kompositioun, well entre-tremps ware Wahlen. Déi ass dann am Dezember 2009 nach eng Kéier och a Kenntnis gesat gi vun deem ganze Virgang ronderëm den Här Mille an d'Enn vu sengem Mandat als Direkter.

Voilà. Dat ass dat, wat bis elo vun Elementer virläit. An ech mengen, et ass un der Kommissioun sech eventuell dann an hire spéidere Sitzungen e Bild iwwert dat doten ze maachen an eventuell Responsabilitéiten dann och do festzeleeën.

Mir sinn awer elo haut hei, fir den Här Biever ze héieren, fir en Zeien ze héieren. An ech wär frou, wa mer eis Aarbechten elo effektiv net géifen hei tëscht de Membere vun der Kommissioun maachen, mä dass mer eis kéinten elo konzentréieren, fir, wéi dat üblech ass, wann een en Zeie rifft, dem Zeien och da Froen ze stellen zu deene Faiten, déi d'Basis si vun eiser Enquête. Den Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech ginn lech ganz Recht, Här President, datt mer eis op den Zeie sollte konzentréieren. Mä wann den Här Bettel virdrun hei Affirmatioune gemaach huet, déi net stëmmen, da wëll ech déi awer richtegstellen. Et war gesot

ginn, mir géifen net aus de Procès-verbauxe vun der Commission de Contrôle schwätzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Richteg.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Voilà. Wann den Här Bettel awer hei déi Procès-verbauxen zitéiert a seet, wat an deene Procès-verbauxe steet, wat hie gefrot hat, da muss ech dat richtegstellen. Ech hunn déi Procès-verbauxen hei leien. Hien huet virdru gesot, hien hätt de Statsminister gefrot, hie soll eng Plainte pénale oder eng Sanction pénale géint den Här Mille envisagéieren. Dat geet net aus de Procès-verbauxen ervir. Dat, wat den Här Bettel virdrun hei affirméiert huet,...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ... ass op jidde Fall net dat, wat an de Procès-verbauxe steet. Ech wollt dat just gesot hunn, fir dat kloerzemaachen an och fir datt d'Wourecht, fir dat, wat hei an de Procès-verbauxe steet, kloer ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, mir hate jo d'Chance viru Kuerzem beim Här Frieseisen am Büro ze sinn. Ech kann net dofir, wann den Här Frieseisen a senge Blocken an a sengem schwaarze Bichelchen - wéi en dat esou nennt - alles drastoen huet. Do steet kloer dran, an den Här Bausch wor Zeien, den Här Lux ass Zeien, den Här Spautz ass Zeien, steet...

Neen, mä den Här Frieseisen hat eis virun e puer Wochen...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bettel, ech muss lech drop hiweisen als President, dass mer eis hei beim Ufank, wéi mer de Fonctionnement vun dëser Kommissioun festgeluecht hunn, eng Rei Regele ginn. An ech wär wierklech dankbar, wa jiddweree sech géif un déi Regelen halen, och an öffentlecher Sitzung. An natierlech d'Proportioun, fir sech e bëssen hei zur Geltung ze bréngen, ass méi grouss wéi an den net öffentleche Sitzungen.

Ech wier also frou, dass mer déi Haaptregel, dass mer gesot hunn, dass mer eis géifen un de Secret halen a vu confidentiellen Dokumenter och hir Confidentialitéit respektéiere mussen. Dat gëllt selbstverständlech fir sämtlech Procès-verbauxe vun der Kontrollkommissioun.

Duerfir effektiv war et eigentlech net un lech, fir hei Zitater unzeféiere vun engem Dokument, wat e confidentielle Charakter huet. Ech géif also bieden, dass mer an Zukunft... Wat geschitt ass, ass geschitt, dat kënne mer net réckgängeg maachen. Duerfir kann een dem Här Weiler säin Asproch hei sécherlech gëlle loossen. Mä ech géif wierklech bieden, dass mer net elo dérapéieren. Bis elo hu mer eis un déi dote Linn gehalen a konnten doduerjer eis Aarbechten, mengen ech, uerdentlech duerchféieren. An dat sollt och an Zukunft esou bleiwen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da froen ech just derno, Här President, dass mer e Huis clos um Schluss vun dëser Sitzung kréien, dass mer kënnen driwwer diskutéieren. An ech froen och, dass den Här Frieseisen dann lech hei kann déi Saache presentéiere kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, mir hunn hei en Zeien. Mir sollten den Zeien och respektéieren. An eis Spillercher hei an der Kommissioun, mengen ech, sollte mer net virun den Ae vum Zeien hei spillen. An duerfir wär ech frou, wa mer da kéinten zur eigentlecher Befroung vum Zeie kommen. An duerfir wëll ech meng éischt Fro hei als President stellen.

Här Biever, Dir sidd effektiv scho laang a wichtege Fonctiounen am Parquet täteg. Also, kënnt Der e Bléck werfen op och d'Fro vum Fonctionnement, besonnesch och vun der Zesummenaarbecht vum Parquet mam Service de Renseignement an ëmgekéiert respektiv vum Service de Renseignement och mat aneren Organer vum Stat. An duerfir wär ech frou vun lech eng Aschätzung ze kréien, wéi déi Zesummenaarbecht haut leeft, awer och e Bléck vun lech zréck, wéi se an der Vergaangenheet gelaf ass a wéi Der do déi eenzel Etappen an deem Zesummespill gesitt. Här Biever.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Merci, Här President. Also bon, et ass esou, datt ech zënter 1986 eng relativ féierend Positioun op dem Parquet hat. Mir hunn och déi Evolutioun do matgemaach. Ech géif se an zwee groussen Deeler gesinn. Dat eent, dat ass vun eben - wat weess ech? - `86 u bis, ech géif soen, 2002, ouni mech elo do genau en Datum ze fixéieren.

Et kéint ee soen, déi Relatioune wäre schlecht gewiescht, et kann een och soen et wäre guer keng Relatioune gewiescht. Et woren awer och Relatiounen - wéi soll ech soen? -, wou et eng Rei vun Incidente gouf, déi awer gravéierend woren.

Ech erlabe mech un de Fait zréckzeerënneren, wéi an der Belsch an der Héicht vu Baaschtnech déi belsch Gendarmerie en Auto, deen als geklaut ugemellt wor, en charge geholl huet. Si sinn demn nogefuer. Deen Auto ass bäigaangen. An du sinn déi belsch Gendarmen deene Leit nogelaf, déi fortgelaf woren. An dunn ass mat enger Granat op d'Gendarmen geschoss ginn. Et ass och ee Polizist derbäi blesséiert ginn. Et ass festgestallt ginn… Déi konnten dunn awer gefaange ginn. An dunn ass festgestallt ginn, wéi se identifizéiert woren duerch déi Relaisen, datt se a Verbindung woren matt Leit Leit, déi hei am Land gewunnt hunn, déi de SREL op Écoute hat.

Den deemolegen Direkter vum SREL, deen huet dat sengem Kolleeg an der Belsch signaléiert. Dat wor alles an der Rei. Deen huet erëm eng Kéier dem Untersuchungsriichter, dem Här Connerotte zu Neufchâteau, bescheed gesot. Deen huet eng Commission rogatoire erofgeschéckt, fir déi Bänner ze kréie vun deenen ofgelauschterten Gespréicher, fir ze wëssen, wien déi Leit sinn, déi och eben deem djihadistesche Milieu absolut zouzerechne sinn.

An… Jo, du sollt den Untersuchungsriichter déi Kassette sichegoen. E krut nee gesot. En huet eng Perquisitioun ausgestallt. E krut nee gesot, de Geheimdéngscht géif déi net exekutéieren. Et ass du gesot ginn, et ass nach matgedeelt ginn, wat d'Justiz an deem Fall mécht, wann ee refuséiert, fir eng Perquisitioun ze exekutéieren. Dat geet dann e bësselche méi energesch.

An dunn huet den Direkter vum SREL gesot: „Majo dann, neen, neen, da schwätzt mat mengem Chef." Bon dunn hunn ech gesot: „Majo, dat ass jo dann de Statsminister." Ech hunn dem Statsminister ugeruff, dunn huet dee gesot, mir solle laanschtkommen. Mir si laanschtgaangen an dunn huet deen ons och ouni wéideres déi cassette gin.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- A wéi enger Zäit ass dat elo genau? Wat fir ee Joer si mer do?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dat muss… Also, de Fait ass vun Enn `95, an d'Perquisitioun etc., dat ass vum Mäerz `96. An du si mer bei den Här Juncker gaangen an dunn huet deen ons déi Kassette ginn, ouni weidere Problem. Deen Dag dono ass den deemolegen Direkter nach eng Kéier bei mech komm an huet mer se nach eng Kéier ginn, vu datt säi Chef jo gesot hätt, do wär keng Ursaach, fir dat net ze maachen. Dat gëtt e bësselchen d'Relatiounen erëm.

Relatiounen erëm gëtt och eng aner Affär. Dat wor déi Zäit, wësst Der, wou déi Sekten e reelle Problem woren. Et wor net nëmmen d'Geschicht vum Melickshaff - wuel och déi, bon -, mä et wor awer och déi Affär, wësst Der, déi vun dem Ordre du Temple solaire. Dat sinn déi Leit, déi sech zu 35 do am Vercors bei Villard-de-Lans dorëmmer kollektiv d'Liewen geholl hunn. De Fait wor awer nun eemol, datt do fënnef Belsch woren, déi - ech soen elo - fënnef Kilometer vun Äischen ewech gewunnt hunn. Da seet ee sech: „Nondikass, net nach. Stell der emol vir, dat wär hei geschitt."

Et wor och d'Zäit, wou vill debattéiert ginn ass iwwert d'Scientologen. Ass dat eng Relioun? Ass dat keng Relioun? Awéiwäit maachen déi Leit Illegalitéiten? Bon. An a Frankräich si se condamnéiert ginn, well se Escroquerië maachen. An et ass och gesot ginn, hire ganze System wier eng Escroquerie. Aner Länner soen eppes aneschters.

Dat wor dunn esou, datt mer gesot hunn, do musse mer kucken, wat an deem Milieu do ass. An dun hate mer eng Réunioun a mengem Büro. Do woren Enquêteuren an do wor och ee vum SREL. An deen Här, deen huet näischt gesot. En huet näischt

gesot. Do hunn ech gefrot: „Majo, wat sot Dir?“ „Ma ech sinn hei, fir nozelauschteren.“ Très bien. Herno huet e geschriwwen, dat wären absolut Banalitéiten, déi do gesot gi wären. Si wéisste méi doriwwer. Si hunn ons näischt doriwwer gesot.

Dat gëtt lech d'Atmosphär vun de Relatiounen erëm.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat wier ongefeier och wat fir eng Zäit gewiescht?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dat do muss `96, `97 gewiescht sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Okay.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wann ech bei där éischter Affär d'Date relativ genau weess, dann ass et net wéinst mengem exzellenten Gediechtnes, mä dann ass et, well ech dat nogekuckt hunn. Mä dat heiten, dat muss `96, `97 gewiescht sinn.

Et woren nach aner Incidenten, déi peinlech woren, op déi ech awer elo och net onbedéngt wëll agoen. Ech wëll och do, fir dat kloer ze soen, hei net elo extra Saache soen, déi elo op den Här Hoffmann géifen zréckfalen. Den Här Hoffmann wor e Militär. Déi Leit, déi léiere follegen. Déi hunn e Sënn vun enger Hierarchie. Déi kréie gesot: „Dat do, dat ass geheim. Do muss de de Mond zouhalen.“ An déi hunn an deem Sënn och fonctionnéiert. Ech mengen, dat ass esou. Dat muss een an deem Sënn, mengen ech, och respektéieren. Quitte datt ee seet: „Dat do, dat ass jo eppes Onméigleches.“

An da gëtt et nach eng Affär, wou een Douten do hat. Mä dat ass jo eng Affär, iwwert déi een hei net däerf schwätzen.

Vun 2002 ongefeier un … Ech kréien et net genau situéiert. Ech géif awer net onbedéngt soen, et wier direkt mat dem Gesetz vun 2004 komm. Scho virun 2004

iergendwéi. Do huet dat awer e bësselchen geännert. An déi Kontakter, déi woren net méi op deem do Tour.

Ech muss och derbäi soe bei deem, wat ech virdru gesot hunn, datt mir och alt eng „Chaise retour" ginn hunn. Wa si eppes bei ons gefrot hunn, dann hu mir gefrot: „Firwat hätt Der dat gär? Firwat hätt Der et gären?" A wa mer da keng Äntwert op déi Fro kruten, da krute se keng Äntwert. Dat ass jo awer nun eemol... Mir hunn net gesot: „Mir äntweren lech net", mir hu gesot: „Firwat braucht Der et?"

Dat Gedeessems huet jo och kee Sënn. Mä ons Relatioune mat engem Renseignementsservice sinn, a fir all Justiz, komplizéiert. Si si komplizéiert, well et zwou total verschidde Welte sinn. Et sinn zwou total verschidde Welten.

Wa mir engem eng Affär maache respektiv d'Police oder den Untersuchungsriichter, da weess deen à tout moment, datt deen, géint deen en d'Affär mécht, Abléck an den Dossier kritt, datt dee ka seng Recoursen ausüben, datt dee seng Rechter ka geltend maachen. An dat ass eppes fundamental aneschters. Och vill méi streng Prozeduren, an net Prozeduren, déi net sanktionéiert sinn. Dat ass… Bon.

Dat ass eng Gronddifferenz, wat si eben net hunn. Dat ass ganz kloer. An da si si all komm, an dann hu se gesot: „Ons Source, déi seet ons…" - oder - „Mir hunn eng gutt Source, an déi seet ons, datt dëst oder datt dat." Dann hu mir gesot: „Mir zweifelen net. Mir hu keng Ursaach, fir déi Source do iergendwéi a Fro ze stellen." Mä dat wéi e Gespréich an engem Dossier. Dat ass näischt. Domadder kann een näischt ufänken. An dat huet déi Relatiounen och komplizéiert gemaach, well déi eng déi aner hu missen ebe verstoen.

E Beispill dovunner zum Beispill ass tout simplement d'Gesetz iwwert d'Écouten. D'Gesetz iwwert d'Écouten, do steet dran an dem judiciairen Deel, datt deen, deen op Écoute gesat gouf, datt dee muss dervun informéiert ginn, datt en Ouren opgesat krut; wéi dat bei ons all heescht. Deen aneren: Dat steet net an der Disposition relative zu den Écoutë bei dem Geheimdéngscht. Dat ass menger Meenung no symptomatesch fir déi verschidden Approchen.

Do derbäi kënnt och nach, mengen ech, datt ee muss soen, datt de Renseignement och doduerch forcément iwwer méi Informatioune verfügt a ka verfüge wéi d'Police.

D'Police muss sech un d'Legalitéit halen. Ech géif och prinzipiell soen, dat wär de Fall. Do kann emol, datt deen oder dat anert accident geschéien. Bon, dat ass elo eng aner Saach. Mä prinzipiell hält d'Police sech un d'Prozeduren.

Beim Service de Renseignement ass et aneschters an deem Sënn, datt et jo nëmme mënschlech ass, datt et vill méi einfach ass, datt een, deen un e Secret gebonnen ass, engem seet: „Hei, dat ass esou an esou." An dee schreift dat emol net op. Jo mä, da weess deen dat. Que voulez-vous?

A mir fänken näischt domadder un. Déi Zäiten - där sinn et vläicht ginn -, wann a Protokolle stoung: „Uns wurde zugetragen, dass…", jo dat ass näischt. Dat geet net. Déi sinn et och rarissimes, wann et se iwwerhaapt nach ginn. Mä do ass eng ganz grouss Differenz. An do ass och e Problem vu Compréhensioun tëscht dem Service de Renseignement an ons.

Wéi gesot, et gëtt och keen recours do dergéint vun engem Bierger. Ben, et kann een ëmmer soen, et gëtt en theoretesche Recours administratif. Dat setzt awer erëm eng Kéier viraus, datt deejéinegen, dee Concernéierten, datt dee weess, wat fir eng Mesure géint hie geholl ginn ass. Dat ass jo kloer. Wann deen dat net weess, dann huet dat jo guer kee Wäert.

Ech mengen, dat sinn d'Haaptpunkten. Dat huet sech awer och mat der Zait geännert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi leeft et haut? Loosse mer vläicht emol…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dat huet sech grondleeënd geännert, hunn ech d'Impressioun, datt de Renseignement a vläicht och mir vis-à-vis vum Renseignement - autre question - méi oppe gi sinn. Wësst Der, mir haten och eng

Reaktioun vis-à-vis vum Service de Renseignement e bësselche wéi vläicht nach Leit heibannen, datt ee seet: „Oh, wat maachen déi? De Spëtzeldéngscht a wat… Jo, jo, jo.“ Bon, dat mécht jo och net d'Relatioune besser.

Ech muss soen, egal wat och am Moment lass as, ech hunn d'Impressioun, datt, wéi den Här Mille koum, de SREL anescht ginn ass. E Mann vun enger anerer Formatioun, dee méi oppe wor, wuel net Jurist wor. Dat ass och oft en Défaut, do ass jo guer keen Zweifel drun. Ech hunn der och méi, déi mer op de Sou ginn, wéi där... an esou weider.

Mä en huet awer probéiert, fir déi juristesch Welt ze verstoen. En huet probéiert, fir déi Welt ze verstoen. Et wor och dunn… Dat ass à tel point gaangen, datt mir en eemol an enger Réunion de service bei ons geruff hunn, fir datt en emol soll erklären, wat de SREL géing maachen. Bon, quitte datt een dat hätt misse weiderféieren, datt dat vläicht e bësse kuerz war, dat ass elo eng aner Fro. Mä virdru wär awer keen op déi Iddi do komm.

Et muss een och soen, datt vun deene Joren 2002-2004 eppes geännert huet. Dat ass, datt - wéi soll ech soen? - d'Haaptfeindbild vum Service, den Kommunismus, datt dat net méi do wor. Den hat jo Faillite gemaach. Mä et huet awer d'Aarbecht vun dem Service de Renseignement vill méi komplizéiert och gemaach.

Soss ëmmer wor de SREL fokaliséiert op d'Kommunistesch Partei, op Russland, op etc. Elo sinn awer déi Gruppéierungen, op déi se schaffen an déi eng Gefor duerstellen, déi si vill méi multipel. Vill méi multipel. Ob dat politesch Extremiste sinn, vu riets, vu lénks, terroristesch Autonomisten. Kuckt d'NSU. Kuckt déi Affären a Frankräich: Carlos. Kuckt déi Affäre vu reliéisen Integristen. Mir haten Gefore mat Irlänner. Wat ëmmer eng relativ grouss Opreegung wor, wann en engleschen héijere Politiker heihinner komm ass an där Zäit, wou si aktiv waren. An dat war net nëmmen, wann déi op Lëtzebuerg komm sinn, mä dat wor iwwerall.

An et däerf een net dat elo esou fokaliséieren op d'Jihadisten oder op fondamental Islamisten, Ausdrock den ech nët gären hun, datt ee seet d'Islamisten. Dat huet net

eppes mat deene Leit hirer reliéiser Meenung ze doen, mä mat der Manéier, wéi si wëllen un de Pouvoir kommen a wéi se hei wëllen onst Zesummeliewen a Fro stellen.

Et wor och d'Differenz do vun der Direktioun. Et wor och eng Approche, déi anescht wor, datt se Analysten agestallt hunn, déi d'Geforesituatioun aschätzen, déi dat menger Meenung no op eng ganz interessant an, ech mengen, kompetent Manéier maachen.

Et hunn awer och plutôt Klengegkeeten opgehéiert. Zum Beispill déi peinlech Gewunnecht do, fir an enger ganzer Rei Administratiounen esou déi Petit-dénonciateuren ze hunn, ne, déi dann hei oder do woren an déi dann - mäi Gott net nach - en Täschegeld kruten, vun deem hir Madame vläicht näischt doheem wousst, an déi dann dët oder déi Information da weiderginn hunn, wéi dat dann eben ass, jee. An déi souzen dann awer op Plazen, wou se déi eng oder aner net onbedéngt ultrasensibel, mäi Gott net nach, Informatioun weiderginn hunn.

Dat huet och dunn opgehéiert. An dat huet iwwregens och an deene betraffenen Administratiounen eng ganz schlecht Atmosphär gemaach, well déijéineg Beamten ass oft e bësse vun hiren Kollegen geschnidde gi sinn. Ech soen dat heiten, wéi dat eben du wor.

Dat do, dat, géif ech soen, kuerz gesot, wär - dat ass meng Impressioun -, wéi déi Evolutioun do gaangen ass. Grondleeënd ass also wierklech e Problem, mä et kann een awer och mat Informatioune vun hinnen déi eng oder aner Saach weiderschaffen.

Wann ech elo vun deene Relatioune schwätzen, soll awer elo keen heibanne mengen, dat wären elo lafend Relatioune gewiescht. Ech géif soen, dat wor een-, zweemol d'Joer, wou iergendesou eppes wor. Also, an där Mass vun den Affären huet et bal näischt duergestallt. An dat Wéinegst huet och herno zu Affären effektiv gefouert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Praktesch, wéi leeft et elo eigentlech, also loosse mer soen, déi lescht puer Joren, déi Zesummenaarbecht? Wat jo awer och e wichtege Punkt war am Gesetz vun 2004. Mir probéieren do eng gewësse Strukturéierung awer vun der Zesummenaarbecht ze kréien. Déi schéngt jo dann net awer gespillt ze hunn? Dat war esou éischter: Wa sech e Fall presentéiert huet, huet weder de Parquet oder de Service de Renseignement d'Initiativ geholl, fir eng Sitzung dann zu deem Punkt ze maachen.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- D'accord. Mä et sinn awer och eng Rei vu Réuniounen, déi sinn iwwer verschidde Punkten. Déi si ganz regelméisseg. Déi sinn emol de Mount ronn, iwwer spezifesch Problemer, géif ech da soen, net. Zum Beispill iwwert den Terrorismus, wéi d'Situatioun ass, fir do awer och dann am Bild ze sinn, wéi sech dëst oder dat développéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Op wat fir engem Niveau spillt dat sech of?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Um Niveau vun de Procureuren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- De Procureuren. Ass och d'Police do mat vertratt oder?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- D'Police ass och do mat doranner vertrueden. Also, no där Säit huet och dee Kramp do zum groussen Deel entspannt. Awéiwäit do och Persounen, Streidereien an alles do derbäi woren, dat ass eben, wéi et ass. Dat ass mer och zimlech egal.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon. Merci fir emol déi éischt Informatiounen. Eng Rei vu Froen. Den Här Fayot, an den Här Urbany.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Iwwert dat, wat Der elo déi lescht Minutte gesot hutt. Wann zum Beispill de Service de Renseignement ugefaangen huet ze enquêtéieren, wéi oft ass dat komm vun Asiichte vum Parquet oder vun der Police? Dat heescht, hu si déi meescht Enquêten, déi si gemaach hunn, selbststänneg ugaangen oder hu se méi

Enquêtë vu baussen erugedroe krut, fir hir Moyennen anzesetzen? Dat géif mech interesséieren.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Datt ech mech erënneren, Här Fayot, hu si ni vu baussen - datt ech mech erënneren, datt ech weess -, hu si ni eng Affär bruecht, déi vu baussen initiéiert gi wär, an et wär zu hinne gesot ginn, si sollen dann elo emol do weiderkucken. Dat ass eng prinzipiell Fro, déi Der do opwerft. An ech hätt mech och de toute façon terribel do dergéint gewiert. Well dat do gëtt eng Vermëschung vun de Genren.

Eng grouss Fro. Eng grouss Fro, entschëllegt, an deem Kontext, dat ass inwiefern een eng Informatioun, déi een op eng illegal, op eng net legal, op eng net virgesinne Manéier ka gebrauchen an engem Penalprozess, net. Dat ass d'Integratioun vum Renseignement an den Traitement judiciaire.

Doriwwer gëtt et och Leit vun ons, déi ginn op d'École nationale de la Magistrature. An dat ass do schonns ee vun deenen Atelieren, déi do ëmmer offréiert ginn. An do ass eppes elo hei, dat ech elo hei hunn: «La jurisprudence de la Chambre criminelle sur l'intégration du renseignement», wou och alleguerten d'Jurisprudenze vun der Cour des droits de l'Homme do agefloss ass. Déi soen: „Jo, dat do, dat ass net null. Déi Prozedur ass valabel ënnert där Konditioun, datt dee kann éischtens, dozou Stellung huelen, zweetens, datt et aner Elementer gëtt, déi an deemselwechte Sënn ginn. An et kann een net een op Base vun esou Informatioune condamnéieren."

Wann Der wëllt, Här President, ech loossen Iech gären dat Dokument hei.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Merci.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et sinn 38 Säiten.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Weiler. Deen huet se scho gelies.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Just zu deem dote Punkt. An deene Relatiounen, déi de Parquet mam Service hat an och bei deenen Informatiounen, déi de Parquet konnt vum Service kréien a krut, ass et do dem Parquet emol opgefall, datt bei deenen Informatiounen och kéinten Informatioune sinn, déi op engem net autoriséierte Wee zustanekomm sinn, datt de SREL sech déi iwwert deen net autoriséierte Wee beschaaft hätt.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, dat weess ech net. Ech ka mech net un esou eppes erënneren, datt si hei... Ech mengen och net, datt si hei am Land esou Saache gemaach hunn. Kloer ass, datt si och eng Rei vun Informatioune vun hiren auslännesche Korrespondente kréien.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ech wëll soen, do kann ech net soen, wéi déi do dru kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, meng éischt Fro ass eigentlech scho beäntwert, wat de Wäert ass vun deenen Informatiounen an enger Geriichtsprozedur. Ech mengen, da musse mer emol déi Dokumenter do studéieren, fir eis emol e Bild doriwwer ze maachen. Mä dat wier jo am Fall, wou se legal erfollegt wieren.

Mä, mir hunn awer och festgestallt, dass e Règlement grand-ducal misst eigentlech do sinn, fir den Traitement vun deenen Informatiounen duerch de Service de Renseignement ze autoriséieren. An d'Gesetz seet: Et muss e Reglement do sinn. Dat heescht, ouni Reglement ass eigentlech dat inoperant.

Do ass meng Fro: Hutt Dir Iech domadder befaasst, mat där Fro do schonn? Hutt Der de Service de Renseignement vläicht opmierksam gemaach, dass do awer e gravë Problem kéint si bei der Verwendung vun deenen Informatiounen, déi se sammelen, an iwwerhaapt wat d'Legalitéit ugeet vun deenen Informatiounen?

Ech hunn nach eng Zousazfro dozou, wat d'Écouten ugeet. Do steet am Texte de loi, den Artikel 88-3, mengen ech, steet dran, en matière de sécurité extérieure kéinten esou Écoutë gemaach ginn. Dat heescht, ech schléissen dorausser, dass en matière de terrorisme déi Écouten ausgeschloss sinn. Sinn awer Écouten an där Matière gemaach ginn, wier do meng Fro.

Ech hätt herno och nach méi eng allgemeng Fro iwwert den Terrorismus. Vläicht fir d'Éischt emol doriwwer.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Majo, elo dozou e puer Saachen. Här President, ech wëll fir d'éischt soën dass ech vergiess hunn ze soen dat et och eng Lëtzebuerger Jurisprudenz iwwert déi dote Fro. Ech ginn lech déi zesumme mat deene Konklusiounen, déi den Här Jean-Pierre Klopp dozou geholl huet an déi absolut exhaustiv doriwwer sinn.

Ech kommen op Är Fro. Ech kommen op Är Fro: Éischtens emol, de Règlement grand-ducal, deen ass net geholl ginn. Et muss een awer do eng Differenz maachen. Wann Der d'Gesetz kuckt iwwert de Service de Renseignement, dann autoriséiert schonns d'Gesetz de SREL, fir Informatiounen ze hunn. Ech mengen, doriwwer ass net weider ze diskutéieren.

Et steet och am Text, et misst e Reglement geholl ginn. Dat ass och wouer, well déi Dispositiounen am Gesetz net alleguerten den Exigenzen en Matière vum Dateschutz, net alleguerte se regléieren. Mä et steet schonn do, si kéinten Informatioune sammelen. Mä wa si Informatiounen hunn, da sinn déi och net dofir illegal, net. Et ass den Enregistrement dovunner, den Traitement. Wat extrem wichteg ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dat ass jo eng grouss Differenz. Déi sinn net autoriséiert. Déi sinn awer net dofir nët ze gebrauchen. Déi Informatioune selwer, déi si hunn, sinn awer dofir net illegal. Dat ass dat Eent.

Dat Zweet: Si hu jo d'Informatioun. Déi hu si jo. Wa si elo en Traitement maachen, an aus deem Traitement komme Saachen, da kéint sech gegebenenfalls d'Fro stellen. An nach, wann Der déi Jurisprudenzen do liest, da gesitt Der, datt dat doten net an deem Fall spillt.

Är zweet Fro, dat ass d'Sécurité extérieure. Do... Wéi soll ech do soen, net? Do sinn ech e bësse paff. Ech kennen ee vun Äre Rapporten vun der Kontrollkommissioun. An do huet d'Kontrollkommissioun nun emol gesot, d'Sécurité extérieure an intérieure, dat ass hautzudaags datselwecht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, mä de Code pénal ass awer ganz kloer opgedeelt an d'Sécurité extérieure, déi definéiert ass, an d'Sécurité intérieure, wou hautdesdaags, mengen ech, den Terrorismus dee wichtegste Bestanddeel dervun ass.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- An Dir mengt do, awéiwäit een do kann eng Differenz maachen? De facto, dat ass ganz schwéier. Dat ass extrem schwéier.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ben, ech mengen zwar, dass et sech hei ëm den Droit pénal handelt, deen eigentlech net sollt vill interpretéiert ginn, mä dee sech eigentlech misst zimlech restriktiv applizéieren. Oder leien ech do falsch?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et schéngt mer... Jo, lauschtert emol. Lauschtert, d'Fro ass jo awer och déi: Dir musst jo awer emol, fir unzefänken, wëssen, wéi enger Gefor, datt Der ausgesat sidd. An Dir sidd jo och vläicht obligéiert, wann eppes zu Lonkech geschitt. An ob et zu Lonkech geschitt oder ob et zu Péiteng geschitt, dat ass net dat aller Relevantesten. Datt déi Termen „Sécurité extérieure" an „Sécurité intérieure" kéinte besser gewielt sinn, do sinn ech d'accord mat lech. Do ass guer keen Zweifel drun. Mä sënngeméiss, mengen ech, wier et en espèces datselwecht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä ass „extérieur" dann net éischter Spionage? Also, ech mengen, dat fält jo ganz kloer ënner „Sécurité extérieure". Déi Texter sinn natierlech an der Krichszäit geschriwwe ginn, `43, `44, `47, a behandelen natierlech esou Fäll vu Verrot deemools,…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …wéi se effektiv bestanen hunn. Mä et ass ëmmer d'Fro vu Spionage, wann een am Service ass, vun engem anere Stat, an esou virun.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, wann Der den Artikel 135 an alleguerte seng Suitë kuckt, wat do ënner Terrorismus verstane gëtt, do geet et weder ëm Sécurité intérieure nach ëm Sécurité extérieure. An domadder ass d'Fro total beäntwert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gëtt et schonn… Dierf ech dat nach zousätzlech froen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gëtt et schonn zur Definitioun vum Terrorismus Uerteeler?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ma Gott sei Dank net! Ma Gott sei Dank net! Stellt lech emol vir.

An dofir, Dir sot, dat ass Spionage. Dir wësst jo, wéi et ass. „Dir spionéiert mech!" „Neen, ech renseignéiere mech." D'Spionage huet ëmmer e schlechten Numm. An et gëtt iwwregens op der ganzer Welt keen ee Service, deen d'Wuert „Spionage" a sengem Titel huet. Et ass ëmmer „Renseignement", net.

A wann… Wësst Der, hei geet et jo och zum groussen Deel drëm, datt ee soll évitéieren, datt eppes geschitt, net. Et ass net, fir herno… An dofir, déi

Jurisprudenzen do... Ech, an ech hoffen, datt nach ganz vill Leit ganz gär dorobber verzichten. Wann d'Kand bis am Pëtz läit an dëser Matière, eh ben merci!

Dann huet de Service de Renseignement schlecht Mine. Kuckt emol, d'Affär Merah a Frankräich. Kuckt déi emol! Wéi eng Mine hunn déi dann do? Abee jo!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Biever, Dir hutt scho geschwat iwwert d'Gesetz vun 2004 an Exekutiounsbestëmmunge beim SREL. Duerch d'Gesetz vun 2004 si jo och verschidden Aufgaben, Banque-de-donnéë komm, wou jo och Leit vum Geriicht an deenen Organer sëtzen. Do hu mer ëmmer hei an zwou Unhéierungen erkläert kritt, dass et do awer Problemer gi sinn, well do verschidde Leit... Déi eng hu gemengt, si misste gecleart ginn, déi aner hu gemengt, si missten net gecleart ginn. Dir hutt gesot, Dir hätt plus ou moins eng gutt Relatioun. Huet dat net déi Relatioune belaascht?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kann ech dozou vläicht och eng Fro drunhänken, un déi Datebanksgeschicht.

Ech mengen, dat eent ass de Fait effektiv: D'Banque de données u sech ass autoriséiert duerch d'Gesetz vun 2004. D'Mise en œuvre - dat ass den Terme, dee gebraucht gëtt -, wou och genau drasteet awer, wat dat begräift. Dat soll iwwer Règlement oder dat muss iwwer e Règlement grand-ducal - eigentlech net dat soll, mä dat muss iwwer e Règlement grand-ducal - festgehale sinn. Deen ass net geholl. Dat ass e Punkt, wou mer eis sécherlech wäerten dozou ausschwätzen an eisem Rapport.

Mä dobäi kënnt effektiv hei, wat den Här Spautz ugedeit huet, dass jo nach zumindest awer nach eng Kontroll virgesi war am Text. Dat ass den Artikel 17 vum Dateschutzgesetz, deen also fir déi doten Zort vun Datebanken e speziellt Kontrollorgan virgesäit, presidéiert vun engem Delegéierte vum Procureur général,

respektiv vun him selwer, wann e keen Delegéierte bestëmmt, plus zwee aner Memberen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Elo hu mer matkritt, dass eigentlech och während där ganzer Zäit dat Organ net konnt seng Missioun maachen, well do Meenungsverschiddenheete waren iwwert den Zougang zur Datebank. An dat ass eppes, wat jo awer een net kann zefriddestellen. Dass e Kontrollorgan, wat jo och do ass, fir gewësse Rechtsprinzipien héichzehalen, dass dat wéinst Streidegkeeten tëscht Institutiounen, tëscht Persounen, net kann aktiv ginn. Wat ass Är Stellungnahm dozou? A wat ass probéiert ginn, fir awer dee Knuet do opzeschloe während deene laange Joren.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Also ech... En Deel vun Ärer Fro rejoignéiert iwwregens dach déi vum Här Urbany, wou ech effektiv net drop geäntwert hunn.

Et ass menger Meenung no schonns esou, datt an deem Reglement iwwert d'Mise en œuvre vun dem Dateschutz eng Rei vu Prinzipie vum Dateschutz musse/misste/musse figuréieren.

Dat ass éischtens emol d'Traçabilitéit: Wien huet wat firwat nogekuckt? Awéiwäit dat realiséiert ass, weess ech net. Dat ass d'Legalitéit. Dat ass d'Proportionalitéit. Dat ass d'Pertinenz: Brauch ech et wierklech? An dat ass och, wat een an deem Milieu do nennt den Droit à l'oubli. Dat heescht, et muss een eng Kéier kënne soen: „Sou elo ass et Schluss domadder." Oder d'Fichen, oder d'Donnéeën, déi een huet, déi esou an esou al sinn, an et ass ni eppes weider derbäi komm, da muss ee soen: „Elo ass Schluss domat." Also déi Punkten, déi misste schonns am Reglement virgesi sinn.

Wat dat anert ubelaangt, deen Désaccord iwwert d'Déngen, dat wor jo schonn eppes ganz Spezielles. Well deen, dee kontrolléiert, vun dem Kontrolléierte gesot kritt: „Iers de däerfs kontrolléieren, muss ech - Kontrolléierten - Dir Kontrolléierer fir d'Éischt d'Erlabnis ginn, dass de mech däerfs kontrolléieren." Also, dat wär e bëssen eppes fir

de Raymond Devos, déi dote Geschicht. Dee géif doraus och e schéinen sketch maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass elo ze spéit.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Elo, déi Fro ass an alleguerten de Rapportë vun der nationaler Dateschutzkommissioun. Vun 2004 u fannt Der dat. An dee Problem gëtt do exposéiert an den Annexë vun dem Problem vun der Dateschutzkommissioun. Et ass och oft geschriwwe gi vun ons. Et ass och alt probéiert ginn, fir sech doriwwer eens ze ginn.

Ech muss soen, ech hunn och nach geschriwwen, am Summer muss dat gewiescht sinn, wéi an Däitschland déi Affär - wéi ass dat? NSU oder wéi? - opgedaucht ass, wou ech gesot hunn: „Écoutez, et ginn an alle Länner Schwieregkeete mat deenen Déngschter. Dat do muss régulariséiert ginn." Dat wor also déi Diskussioun. Mä déi Diskussioun, déi ass nun eemol zënter gëschter op en Enn gaangen. À quelque chose malheur est bon. Also, zënter gëscht huet et kee Wäert méi, fir doriwwer ze schwätzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wou hutt Dir geschriwwen? Ass dat un de Chef vun de Servicer? Un aner Servicer? Oder ass dat e bëssen en anere Wee gaang?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, neen, neen. Ech hunn dat geschriwwen - wéi mir dat ëmmer maachen, éier prinzipiell - un de Justizminister mat der demande: „Soll dat un de Statsminister weidergoen?" Wat déi dann domat maachen...

Mä, wéi gesot, d'Fro ass geléist.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany brennt nach, fir eng Fro ze stellen.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Jo, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Huet sech och do e Problem gestallt vun der Habilitatioun vun deenen dräi Magistraten, déi an der Écoutëkommissioun dra sinn?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen. An zwar, ech géif soen, do ass et e bësselchen aneschter och, géif ech soen. Do huet natierlech ni een eng Fro gestallt. Firwat? Majo do hätte Leit vum Renseignement, déi hätte gären eppes gehat. A wann Der gären eppes hätt, da sidd Der vläicht net gradesou exigent, wéi wann Der sollt kontrolléiert ginn. Dat ass mënschlech. Ech kann dat novollzéien.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, Der hutt do och Abléck an all Dokumenter, all Annexë bei esou enger Requête, och zum Beispill déi classifiéiert Dokumenter?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, neen. Elo, do ass et esou: Also, wat d'Écouten ubelaangt, do si mir guer net implizéiert. Do ass et esou, déi huelen hir Décisioun op Base vun deem, wat se vun deene Leit vum Renseignement matgedeelt kréien. Dat ass forcément esou. Ob dat total satisfaisant ass oder ob een dat kann anescht maachen, as eng aner Sach.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä do sinn och classifiéiert Dokumenter derbäi, wou se am Prinzip eng Homologatioun bräichten, fir se ze kucken?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dir kënnt jo net vun... Dat geet jo awer... Ech géif soen, rechtsphilosophesch ass dat jo awer bal net denkbar, datt Der am Stat héich Leit, déi héich Positioune mat héije pompösen Titelen hunn, net, datt Der déi nennt, fir iergendeppes kompetent maacht, an da sot Der: „Elo gi mer déi awer emol nach kontrolléieren."

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech si ganz d'accord mat Iech. D'Fro war just: Hutt Der net awer an der Praxis Schwieregkeete gehat domadder mat der Applikatioun, dass se gesot hunn: Hei ass eng classifiéiert Pièce zum Beispill...

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Mä et wor keng Kontroll.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Do steet Top secret drop. Déi kënne mer lech net weisen. Et ass awer d'Haaptpièce, mat där mer begrënnen, firwat eng Écoute muss sinn. Hutt Der net an der Praxis esou Schwieregkeeten? Et ass eng Fro.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- An der Praxis huet se sech net esou gestallt. Éischtens wor keng Écoute, an zweetens stellt jo och... Ben, dat ass awer och esou d'Fro vun deene klassifizéierten Dokumenter sécher. Dat wäert Dir och an Ärer Kommissioun jo och analyséieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, eigentlech... D'Fro, déi den Här Urbany stellt, déi kënnt Dir eigentlech net beäntwerten, well Dir eigentlech net d'Kenntnis hutt,...

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...wéi déi Sitzungen oflafen, wou déi dräi Magistrate mat de Vertrieder vum Service de Renseignement...

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Absolut!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...zesummesetzen, fir dat ze autoriséieren. Wa mer do gär méi musse wëssen, musse mer schonn un aner Leit déi Fro stellen.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Jo. Mä ech kann... Gespréicher mat Leit abstrakt, déi soen: Jo, dat ass alles schéin a gutt. Mir ginn op dat, wat déi Leit vum SREL ons soen. A mir trauen deenen, trauen en net? Ech weess et net. Mä si sinn dorobber ugewisen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou oder zu engem aneren Thema elo. Ech hunn nach Wuertmeldunge vun anere Kolleegen. Et ass vläicht besser...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Zum Artikel 17 zu den individuellen Dossieren hätt ech nach eng Fro. Ausser mer diskutéieren et herno.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, mer fueren emol der Rei no e bësse virun, fir emol aner Wuertmeldungnen, déi mer hei hunn. Den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn zwou Froen. Déi éischt betrëfft de Klima, fir nach eng Kéier dorobber zréckzekommen, mat den eenzelnen Direkteren: mam Här Hoffmann a mam Här Mille. Dir hutt gesot, mam Här Mille hätte vill Saache sech changéiert. Hat Der... Bon, et si jo Konflikter ginn, op Sachfroe selbstverständlech virdrun. Hat Der och mam Här Mille dono och nach Konflikter, oder? Obschonn, Dir hat gesot, dat hätt sech wesentlech verbessert.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, dat wore Konflikter... Dat woren Diskussiounen iwwer Saachen, wou Der eens gitt, wou Der net eens gitt, en Terrain d'entente fannt, oder et seet een: „Dat doten, dat geet net." Dat ass fir mech kee Konflikt.

Dat anert, dat wore Saache vu Refusen, vu Refus-obstinéen. Dat, mengen ech, ass eng aner Geschicht. Neen.

Mat dem Här Mille, wéi soll ech soen, si mer besser eens gin, Mir sinn et och ginn, wéi den Här Mille koum, war d'Impressioun fir de Renseignement. Déi Impressioun hat ech net onbedéngt virdrun. Dat ass och vläicht eng Fro vu Generatioun. Ech weess et net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bon, ech hätt nach eng Fro. Déi betrëfft... Déi Fro hunn ech mer schonn oft gestallt: Dat ass d'Schnëttstell tëscht der Aarbecht vum Service. Ab wini kritt eng Aarbecht, déi si maachen, e penale Charakter? Dat

heescht, wou et misst eriwwergoe bei lech, oder wou si dann och missten - wéi soll ech soen? - de Stab ofginn. Dat ka jo awer bei ville Saache passéieren.

Ech huelen ee Beispill eraus: d'Proliferatioun vu Waffen. Wou jo och drop geschafft gëtt, zu Recht. Ab wini zielt déi Schnëttstell? An hutt Der do d'Impressioun, datt d'Zesummenaarbecht do ëmmer gutt fonctionnéiert?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Also, Fait ass, datt si déi lescht Zäit, och net esou vill, mä déi eng oder aner Affär dénoncéiert hunn, wéi een dat technesch nennt, dénoncéiert hunn, wa si gesot hunn: „Hei hu mir all Verdacht, datt mer Kenntnis hu vun enger Infraktioun." An da komme si domadder. Si dénoncéieren dat. An dann ass awer och hir Roll fäerdeg.

Also, dat ass, nach eng Kéier, eng indirekt Fro op Är Äntwert... entschëllegt, op d'Fro vun dem Här Fayot. Ech mengen, dat ass e ganz wichtege Punkt.

Et ginn natierlech och vläicht Saachen, do sinn ech net esou am Bild, wou si vläicht een hunn, en Netlëtzebuerger, wou se soen, da kucke mer, datt deen elo vläicht d'Nationalitéit net kritt, oder datt en net onbedéngt muss hei bleiwen. Mä ech si ganz virsiichteg op deem Terrain, well et ass mäin net. A wat ech net weess, mécht mech net hees!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Sidd Dir dann der Meenung, datt d'gesetzlech Basis elo genuch regléiert ass, an deem Fall, fir déi dote prezis Fro, oder misst do Ärer Meenung nach nogebessert ginn?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Streng geholl ass déi gesetzlech Base mat dem Här Bettel sengem Artikel 23 un a fir sech schonns kloer. Mä et ass ganz schwéier, an deene Matièren nach weider ze légiferéieren. Et wier schonn utile, fir Texter ze maachen, déi méi kloer sinn, mä et muss een oppassen, datt een net sech am Tapis do elo d'Féiss brécht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, vläicht och nach eng Kéier just an deem doten Zesummenhang, an deem Gespréich, wou mer de Contenu jo kennen, tëschent dem Här Mille an dem Här Juncker, geet jo ervir, datt eng Écoute op en Här M. gemaach ginn ass, an do wären nach aner gelungen Aktivitéite vun deem Här M. festgestallt ginn. Sidd Dir iergendwann eng Kéier iwwer esou Aktivitéiten a Kenntnis gesat gi vum Service oder vun anerer Plaz?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat jo awer dann och hätt misse gemaach ginn.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wéi wäit dat Faits pénaux sinn an op wéi eng Zäit dat zréckgeet, etc., dat, mengen ech, wier net, wéi soll ech soen...Bon, dann, wann ech soll ganz prezis dorobber äntwerten, da géif ech awer mengen, dat wier besser, wann ech do am Huis clos dat géif soen. Ech wëll hei net Leit direkt, indirekt... Ech wëll dat net, Dir verstitt dat jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hat virdru vu „petits dénonciateurs" geschwat, déi an eenzelnen Administratiounen, ech huelen u staatlechen Administratiounen, géife sëtzen, wat, wann ech dat richteg verstanen hunn, Informante vum Service waren. Wat fir eng Informatiounen hunn déi dann do weiderginn? Hunn déi Informatiounen iwwert de Statsfonctionnement selwer weiderginn oder hu se Informatiounen iwwer Bierger weiderginn a Sociétéite weiderginn, déi eben an deenen Administratiounen do waren?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Iwwer Leit.

M. Claude Meisch *(DP).*- Iwwer Leit?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Iwwer Leit. Also, do waren och Saachen dobäi, wësst Der. Mä dat ass, wéi gesot, dat war, ech hunn dat ëmmer als

terribel ongesond ugesinn. Mä där Saach ass een net bäikomm. An och, wéi gesot, d'Aarbechtsklima do, dat war net... Mä si haten do esou Créneauen.

M. Claude Meisch *(DP).*- War dat - Dir schwätzt dovunner, wéi wann dat allgemeng bekannt gewiescht wier -, war dat och an den Administratiounen esou bekannt, akzeptéiert, ass dat iwwer Hierarchië gaangen, oder sinn déi Leit eenzel, geziilt...

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et ass ni iwwer Hierarchië gaangen. Dat ass, à l'occasion huet een, ass dat dann esou, wéi dat an den Administratiounen ëmmer ass, net. Op eng Kéier weess een et. Dann ass dat esou.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hutt Der dann eng Ahnung, wéi vill Leit dass dat waren?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ech mengen, net vill finalement. Net vill. Ech fannen et net gutt, ech fannen et net gutt!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wéilt dozou, well do och eng Rei vu Saachen a leschter Zäit do zirkuléieren, ech menge mech och kënnen un esou Kloen aus der Polizei an aus der Gendarmerie aus fréieren Zäiten ze erënneren. Hutt Dir Kenntnis dovunner, dass - zumindest zu enger gewëssener Zäit an ob dat vläicht haut och nach besteet -, dass eenzel Leit, déi am Fong an anere Verwaltunge geschafft hunn, normal geschafft hunn, ouni Détachement eigentlech, och nach no hirer normaler Aarbecht dann täteg gi sinn an eenzelne Fäll fir de Service de Renseignement? Wa jo, wat haalt Dir vun esou enger Praxis?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- D'Äntwert ass: Jo. An ech fannen et schlecht! Mä dat war awer och dee ganze Kader...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gëtt dat haut net méi gemaach, also Äres Wëssens no?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Menges Wëssens no net a prinzipiell och net. Ech hunn e puermol och nogefrot, souwuel den Här Mille wéi och den Här

Heck, an ech hu keng Ursaach, fir deene Leit dat do net ze gleewen, well si et och als net gesond ugesinn. Fait ass, datt dat doten heefeg de Fall war. Awer, dat muss een och gesinn e bësselchen am Kader vum Gesetz vun, wéi ass et, 1960, do steet quasi naischt, also do steet rose wéineg dran! An da sinn dann esou, mat dem bout de ficelle ass dann do e bëssen esou erëmgekoschtert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch dozou.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An deem Zesummenhang wollt ech eng Fro stellen. Ech hat déi, ee Moment wollt ech déi um Schluss eréischt maachen, mä ech mengen, déi passt awer och hei mat dran. Fannt Dir dat da gutt, datt an engem Ministère zum Beispill, ech wëll elo net soen e „SRELbis" opgebaut gëtt, mä och op eemol Cellulë sëtzen, eng Cellule ass, déi och Informatioune sammele geet an déi verschafft, sécherlech am Intérêt vläicht vum Ministère? Mä fannt Dir dat iwwerhaapt, fannt Dir dat eng ganz gutt Iddi, au vu vun de Schwieregkeeten, déi scho bestinn, fir deen heite Service gesetzlech ze reglementéieren, fir datt et och rechtsstaatlech funktionéiert. Also, mir stellt dat Schwieregkeeten! Ech wollt emol froen, wat Är Meenung dozou ass.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ech weess net vun iergendenger spezieller a preziser Schwieregkeet. Prinzipiell mécht et vläicht Schwieregkeeten. Wann dann op eng Kéier jiddweree seng Cellule opmécht, ça va barder! Da sinn all d'Abusë méiglech, dat kritt Der jo ni méi kontrolléiert a keen näischt. Dat ass elo meng Meenung.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hu Wuertmeldunge vum Här Fayot, vum Här Urbany an dem Här Meisch.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wann ech elo novollzéien, wat Dir eis gesot hutt, ass et ganz kloer tëschent 1960 an ufanks 2000 eng Period ginn, déi elo eriwwer ass, wou Saachen dra waren, déi eben och mat där Zäit ze dinn haten, mä déi elo eigentlech riwwer sinn. An dann hutt Der déi Period mam neie Gesetz vun 2004, och mat engem neien Direkter. Ass an där Period d'Relatioun… also wat och kloer ass, dat

hutt Dir och kloer gesot, dat ass, dass d'Justiz eppes ass, an dann de Service de Renseignement eppes aneschters, dass dat ganz kloer ass. Natierlech gëtt et, wéi den Här Bausch gesot huet, gëtt et Schnëttstellen do.

Ass dat fir lech, déi Prozeduren, wéi dat alles ofleeft, ass dat fir lech elo kloer oder gesitt Dir nach Verbesserungsméiglechkeete fir, engersäits, d'Logik vum Service de Renseignement an deem gesetzleche Kader ze respektéieren an, anerersäits, Är Kompetenzen als Justiz? Ass dat kloer genuch an den Texter? Muss do eppes geännert ginn, och eventuell am Gesetz vum Service de Renseignement? Dat ass, mengen ech, jo awer, wat mer hei maachen, fir ze kucken, dass et esou gutt funktionéiert wéi méiglech, am Respekt vun deene Gesetzer, vun deem engen a vun deem aneren.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ech mengen, et wier scho besser, wann et an iergendenger Dispositioun och virgesinn ass. Wat ech soen, dat ass dat Prinzipiellt, dat ass och, wéi mir et, mengen ech, praktizéiert hunn. Ech mengen och, wéi et richteg ass. Mä et wier awer wierklech besser, wann dat och consacréiert gëtt, à moins datt d'Chamber et anescht ustellt. Dat ass net meng Sach. Mä et wier scho besser, wann déi Prinzipien och richteg festgehale wieren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- A wéi engem Text? An engem Gesetzestext, zum Beispill iwwert de Service de Renseignement, oder engem aneren Text?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Jo, dat ass, wësst Der, doriwwer kann een och diskutéieren. D'Écoutes administratives, wat maachen déi am Code d'instruction criminelle? Op eng Kéier daucht de Statsminister do op. Dat ass elo esou. Mä Dir wësst, d'Gesetz vun 1988, dat war jo en Enfantement difficile.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, et fuere weider den Här Urbany, den Här Meisch, den Här Weiler, den Här Gibéryen an den Här Bettel. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, wat d'Definitiounen ugeet. Wann een do esou Saachen héiert a liest, dass do Prospection économique zum Beispill gemaach gëtt

iwwert de Geheimdéngscht. Da kuckt een d'Gesetz, wat steet do dran: Espionnage, Ingérence de puissances étrangères, terrorisme, prolifération d'armement non-conventionnel. Do stellt ee sech awer wierklech Froen. Ass dat esou ee Service, wou een einfach zréckgräift, wou iergendee Ministère kann drop zréckgräifen, wann en e grad brauch, fir iergendeppes rauszefannen iwwer e Geschäftspartner, oder ech weess net iwwer wien? Dat schéngt mer awer eng bedenklech Entwécklung do ze sinn. Ech wollt froen, wéi Dir dat gesitt.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wat wëllt Der, dat ech dozou soen, Här Urbany? Dir liest Texter vir, aus deenen Texter ergëtt sech jo eppes. Ech brauch déi net ze kommentéieren. Ech mengen, vun esou Texter brauch ee keng Exégèse ze maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wat wëllt Der domat soen?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ah ben, elo fänke mer awer net u wéi an der Schoul.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ma neen. Fannt Der, dass déi Texter do gutt sinn, oder fannt Der, dass se misste geännert ginn, well déi doten…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Jo. Meng Meenung iwwert d'Texter, déi ass jo wuel net wichteg. Mir applizéieren d'Texter, wéi se esou sinn. Liest Dir do eppes dra vu Prospection économique oder net?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Majo! Wann Der dat net do liest, majo. Solle mer dann elo bis den Owend siwen Auer doriwwer diskutéieren?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass gutt. Ech schléissen also doraus, dass Der et eigentlech och esou gesitt.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Schléisst dorausser, wat Der wëllt, wann Der den Text liest.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et steet och näischt iwwer Sektekontroll dran, oder iwwer Kontroll vu reliéisen Tendenzen zum Beispill.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, neen, neen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat steet och net dran.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Do hutt Der Pech. Do hutt Der Pech.

Mir hunn e Bréif geschriwwen, den Här Bour an ech, 1998 un d'Police judiciaire. Do hu mer kloer gesot: «*Nous voulons rester en dehors de toute controverse philosophique, religieuse ou politique pour savoir si telle ou telle association ou mouvement peut rentrer dans la mouvemence sectaire. Il n'en reste pas moins que des activités au sein de certains groupes, par ailleurs qualifiés de secte, risque dans certaines hypothèses de devoir être considérés comme contraire à la loi pénale: escroquerie, exercice illégal à la médecine, non assistance à personne en danger, tentative de meurtre, de viol, inobservation des dispositions sur la protection de la jeunesse, etc.*»

An do hu mir gesot: Dofir si mir zoustänneg. Dat huet näischt mam Renseignement ze doen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et ass e Bréif un d'Police judiciaire. Ech schenken lech en och gär.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da si mer eis jo eens.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Tant mieux, quitte dat war net den Zweck heivunner.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Hutt Dir dorunner gezweifelt? Hutt Dir dorunner gezweifelt?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Als nächsten, den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Aus engem Bréif, deen e fréiere Mataarbechter vum Service, der Kontrollkommissioun viru Kuerzem zougeschéckt huet, geet ervir, datt dee Mataarbechter der Meenung ass, datt hien net forcéiert wier, fir mat der Justiz ze kollaboréieren.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Datt hien?

M. Claude Meisch *(DP).*- Net gehale wier, fir mat der Justiz ze kollaboréieren.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wien? Wéi? A wéi engem...

M. Claude Meisch *(DP).*- Hien als fréiere Mataarbechter vum Service de Renseignement. Wéi gesitt Der dat?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Majo, dee Mann huet onrecht. Dee Mann huet onrecht.

Kuckt iwwregens, éischtens emol steet dat kloer an hirem Gesetz ganz vir, déi Kontakter.

Zweetens kuckt emol den Artikel 88 vum Code d'instruction criminelle iwwert d'Écoute administrative. Do steet hannendran d'Écoutë misste suppriméiert ginn, wann d'Action publique, wann déi éteinte ass. An d'Action publique, wat ass dat? Mä dat sinn d'Poursuiten. A wie mécht d'Poursuiten? De parquet. Also, déi doten

Theorien, moi je veux bien, ka jiddwereen der opstellen, mä si sinn awer naischt wert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ass dat eng Theorie oder eng Approche, déi Der öfters begéint hutt an Zesummenaarbecht mam Service.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Bon, heiansdo alt hunn ech mer d'Fro gestallt, ob dat net d'Approche vu verschiddene Leit wär. Geschriwwen hunn ech dat awer ni gesinn. Dat arrangéiert wuel. Dir braucht netz e dénoncéieren … Dir setzt lech ob eng Affär… Passt op, Dir setzt de Service dann och total ausserhalb vun dem Stat, net. Och deen Artikel 23, vun deem mer elo e puermol geschwat hunn. Dat gëtt den totale Chaos. Ech… Ben an enger perfekter Welt, do géif et jo och kee Parquet a keng Police an dee ganze Simsalabim guer net ginn.

Mä dat ass eben esou.

M. Claude Meisch *(DP).*- Vläicht och keng Chamber.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- A keng Affekoten.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hätt nach eng aner Fro. Mir hunn, mengen ech, festgestallt, datt aus dem Service eraus eng Entreprise gegrënnt ginn ass, déi och ähnlech Aktivitéite mécht am Renseignement, am Sécherheetsberäich. Do kéint et jo sinn, datt et d'Ambitioun gewiescht wier vun där Entreprise, fir mam Service zesummenzeschaffen. Huet déi Entreprise oder aner Entreprisen och emol heiansdo lech, der Police judiciaire oder der Justiz am grousse Ganzen hir Servicer ugebueden?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, dat Eenzegt, wat ech dovunner weess, dat ass, wéi dee Mataarbechter, wéi dee fortgaangen ass, dunn huet deen e Rendez-vous bei mer gefrot. Dat huet mech e bëssen iwwerrascht, well de SREL ëmmer ganz strukturéiert ass. Et huet ee Kontakt do mam Direkter an net mat engem Mattarbechter vun him …

Dunn ass e bei mech komm an dunn huet e mer dat do elo exposéiert. A si hätten dat wëllen och iergendwéi am SREL oder envisagéiert do ze maachen. Dunn hunn ech gestaunt. Et wor dat Éischt, wat ech héieren hunn. Dat wor net esou wichteg.

An do hunn ech gesot, ech géif awer verstoen, datt et dat net géif ginn, well - ech hat och iergenden Ausdrock gebraucht, ech hunn deen awer elo vergiess - dat bon… Jo. An hie géif dat dann elo fir sech maachen. Dat wär den Intérêt och vum Land. An hien hätt vill Kontakter mat hei a mat do, an e géif dëse kennen an deen, a wat se a Frankräich nennen, säi Carnet d'adresses.

Dunn hunn ech geduecht, dat do ass awer eppes Komesches. Dat do dat ass, wat se a Frankräich de Pantouflage nennen, a wat a Frankräich och verbueden ass. An dat dote schéngt mer awer eng komesch Geschicht ze sinn. Méi hat ech net dozou ze soen, well ech sinn… Ech ka jo nun eemol net ausschléissen, datt deen dono gesot huet: „Ma ech ginn och beim Biever an an aus."

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat war dann deen Zweck vun där Entrevue? Hien hat jo déi Entrevue do gefrot.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- En ass awuer soe komm. An Ech weess nach haut net firwat. En ass mer awuer soe komm. Da seet een: „Jo, da kommt Dir awuer soen." Ech wor iwwerrascht iwwert dat Ganzt. Kommt e puer Méint op de Parquet schaffen, Dir kommt aus dem Staunen net eraus.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann en awuer gesot huet, da wollt en lech erëmgesinn duerno. Ech hunn nach eng aner Fro.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn och e puermol heiriwwer diskutéiert, ob et net am Laf vun de Joren a Jorzéngten esou Parallellstrukturen oder Électrons libres, hu mer dat emol genannt, am Service de Renseignement ginn ass, wou dann eenzel Leit éischter op eege Fauscht geschafft hunn, wou et net ganz kloer war, ob déi Aktivitéit,

déi se do gemaach hunn, wierklech fir de Service war, ob dat vun uewen erof ofgesehnt war, oder ob et net éischter aneschters motivéiert gewiescht wier.

Hutt Dir an Ärer laanger berufflecher Carrière, wou Der jo awer de Service laang observéiert hutt, iergendwelch Hiweiser kritt, datt et esou Bewegungen an Tendenze ginn hätt?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen, ech hunn näischt esou gemierkt. Esou wéi ech gesinn, datt esou e Service fonctionnéiert, wou jo jiddwereen eng gewësse Fräiheet huet an der Aktioun an deem, wat en dobausse mécht, do kann dat duerchaus geschitt sinn. Ech kann awer net… Ech weess vun näischt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Weiler als nächsten.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo, Här President, ech wollt nach eng Kéier zréckkommen op de Personnage Mille, well dee jo à l'origine vun dem ganzen Dossier hei steet. Dir hutt während laange Joren den Här Mille, och wéi en als neien Direkter komm ass, Dir hutt virdrun och beschriwwen, datt dunn e bëssen eng aner Welt fir de Service opgaangen ass.

Dir hutt mat deem Mann jo awer während laange Joren do kënnen zesummeschaffen, observéieren, gesinn. War dat… Hutt Dir d'Gefill gehat, datt dat awer ee Mann war, deen à la hauteur de sa tâche war als Direkter vum…? Et ass eng Appréciatioun, déi ech awer gäre géif héieren aus deem, wat Dir mat em iwwer laang Joren erlieft hutt.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wësst Der, wësst Der, dat wor, wéi gesot - ech widderhuelen et net par rapport zu dem Dénge virdrun -, en anere Genre, an hei an do. Ech kann nure soen, datt ech, mir sinn eens gi mat em, datt mer, wéi gesot, iwwert dat eent oder dat anert diskutéiert hunn, net eens woren a gesot hunn: „Looss do d'Fangeren dervun. Dat do gëtt ni eppes oder hei. Oder hei oder do." Jo. Bon. Dat kann ech soen. Ech kann net jug… Ech wëll elo net…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et wär... Ech géif mer net gutt hei virkommen, wann ech elo géif Gott weess wat do soen. Mä mat dem Här Heck muss ech soen, do sinn déi Relatiounen awer och tipptopp.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mam Här Heck.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dat ass guer net... Neen, neen, neen. Do ass guer näischt ze soen.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Och wéi virdru beim Här Mille, muss ech net... E korrekt Verhältnis?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Jo, jo, jo. An ech fänken... Ech sinn awer net esou, datt wann elo, wéi soll ech dat elo nennen, e Malheur bei engem Direkter geschitt ass, datt da forcément bei dem nächsten Direkter oder esou dat och muss esou goen. Neen, esou däerf ee jo net sinn. Mir liewe jo awer nach an enger normaler Welt.

An et ass och dat, wat mech gestéiert huet. Dat ass esou eng... Et muss ee jo awer kënne mat engem schwätzen, eng gewësse Confidentialitéit hunn. Ech verstinn... Dat huet mech un där Saach wierklech profondément gestéiert. Ech sinn eescht. Et gëtt schrecklech vill aner Leit, déi Gespréicher an hirem Büro hunn. Et gëtt Leit, wou ee schwätzt... wou een awer net wëllt, datt dat, jo, tel quel erauskënnt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Nach eng Fro? Neen? Dann den Här Gibéryen, an dann den Här Bettel.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi éischt Fro ass: Dir hutt virdrun ugeschwat vun där Perquisitioun, déi Dir gemaach hutt, wou Der hutt misse bei de Statsminister am Fong goen, fir déi Écoute ze kréien. Kënnt dat méi dacks vir oder ass dat méi dacks virkomm, datt d'Perquisitioune vun Ärer Säit aus beim SREL gemaach gi sinn?

An da méi eng generell Fro: Ass dat scho virkomm, datt souwuel Dir wéi am Onwëssen och de SREL parallell op därselwechter Persoun oder op därselwechter Affär enquêtéiert hutt, wou kee vun deem anere wousst an doduerch och vläicht hätte kéinte Komplikatiounen entstoen doduerch, datt deen een deen aneren eventuell gestéiert hätt?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Also, déi éischt Fro, déi Perquisitioun. Mir haten am Fong geholl guer net dermat gerechent, datt et do géif zu enger Perquisitioun kommen. Mir hu geduecht, déi ginn Iech dat an dann ass dat fäerdeg. Dat ass, wat heescht eng Remise volontaire. Ech kennen zwou Perquisitioune beim SREL. Dat ass déi doten, an dat anert, dat ass dann erëm déi Affär, vun där een net däerf hei schwätzen. Dat ass dorobber d'Äntwert.

Där aner Situatioune weess ech eng, wou awer zesummegeschafft gouf. Dat wor, wou eng Perquisitioun sollt bei engem exekutéiert gi wéinst enger Geschicht vu Waffen. An de Geheimdéngscht huet eng Observatioun op dee gemaach. A wann een déi zwou Saache mateneen, wéi dat den Hasard gewollt hätt, gemaach hätt, da wär jo dat eent oder dat anert näischt ginn. An do ass sech awer arrangéiert ginn, an du wor dat an der Rei.

Déi Gefor do, theoretesch besteet déi ëmmer. Wann - ech soen elo - d'Douane eng Drogenaffär an de Policeservice eng Drogenaffär huet, da kann et par malheur geschéien, datt déi zwee op deemselwechte schaffen. Prinzipiell awer net oder vill, vill manner och do, well ebe vill méi Concertatiounen do awer gemaach ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt just zréckkommen op d'Gesetz vum 15. Juni 2004, dat jo d'Organisatioun och vum SREL virgesinn huet. Dat gesäit jo vir a sengem Artikel 4, dass jo e Règlement grand-ducal sollt och geholl gi fir déi ganz Mise en œuvre vun den Traitementer. An dat gesäit a sengem Artikel

dräi vir, dass jo och esou e Comité misst kreéiert ginn, wou Dir dra sidd, wou och den Ausseministère dran ass, wou de SREL dran ass.

Also, d'Fro ass elo delikat, well et ass net an Äre Kompetenzen. Mä zum Beispill fir de Règlement grand-ducal, ass lech dat opgefall, dass op jidde Fall déi lescht néng Joer ouni Règlement grand-ducal geschafft ginn ass vum SREL? Ass dat eppes, wat Der iergendeng Kéier mat engem diskutéiert hutt, ob dat de Statsminister oder de SREL oder selwer ass, ob dat lech net gestéiert huet als Garant vun de Gesetzer, dass déi sollte respektéiert ginn? A well virun allem och d'Traitements des données esou eppes Kritesches waren.

An dee Comité, esou wéi den Här Lux schonn e puermol d'Fro gestallt huet, dee schéngt ni zesummekomm ze sinn. Huet lech dat och net gestéiert, dass deen net zesummegeschafft huet, esou wéi de Gesetzgeber dat awer wollt?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Elo, datt et besser wär an datt et kloer wär, datt dat Reglement geholl géif ginn, dat ass absolut kloer. Doriwwer ass och geschriwwe ginn. Mä mir huelen awer net d'Reglementer. Dat hätt ebe misse geschéien.

Wat gelift?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Biever, wann Der erlaabt. Et ass geschriwwe ginn. Hutt Dir d'Demande gemaach, fir dass déi Reglementer och sollte geholl ginn, oder?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Mir hu gesot, déi Reglementer sollte geholl ginn. Also ech mengen, jo, dat ass…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wini ongeféier? Ass dat e puermol répétéiert ginn?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et ass geschriwwe ginn. Ech kucken no wini.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci. An dee Comité, dass deen ni zesummekomm ass, huet lech dat net gestéiert?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dee Comité? Majo, elo dee Comité vum Artikel 3. Wéi ee Punkt? 3?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Op Ministeschniveau.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Do steet dran: «Dans le cadre de ses attributions, le Service de Renseignement veille à assurer une coopération efficace avec les autorités policières, judiciaires et administratives nationales», an dass do sollt «un comité, composé du Premier Ministre, Ministre d'État, et des ministres ayant dans leurs contribution…», an dass do d'Police grand-ducale an d'Justiz géifen och zesummekommen. Dat ass dee klengen (3). Kuckt. «*Un comité, composé du Premier Ministre, Ministre d'État, et des ministres ayant dans leurs attributions les affaires étrangères, l'armée, la police grand-ducale et la justice [...]*». Jo, de Minister sollt dra sinn. Mä ass op jidde Fall mat lech do ni gutt geschafft ginn ass, fir dass och do eng besser Kooperatioun kéint stattfannen?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Also, wann natierlech de Statsminister an den Ausseminister an dee vun der Police an dee vun der Justiz selwer géifen do kommen, dat wär natierlech qualitativ da vill besser gewiescht. Déi sinn net zesummekomm. D'Plus-value läit jo awer an der Kompositioun vun där Kommissioun da selwer.

Um modesten Terrain ass déi Kollaboratioun effektiv. An dat ass net e Club, deen elo Réunioune mécht, fir Réuniounen ze maachen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dee kënnt zesummen, wann en zesummekënnt. An déi aner Herrschaften, déi gesi sech jo, mengen ech, eemol d'Woch.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir hunn eis bal all Sëtzung hei beschäftegt mat dem Fichage vu ronn 13.000 Persounen hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren a Jorzéngten. War lech de Fichage vun deene Leit, war dat lech bekannt? Hutt Der an iergendwelchen Diskussiounen, déi Der hat, eng Kéier doriwwer mat politesche Responsabelen oder mat Leit aus dem Service de Renseignement doriwwer diskutéiert?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Also, bekannt wor et mer net, mä ech sinn ëmmer dervun ausgaangen. E Service de Renseignement, dee kee Fichage huet, dat wär och, dat wär een, deen alles am Kapp hätt, oder wéi? Well de Renseignement hält jo, datt en alles zesummen… Neen, bon, datt dat wär.

No wéi enge Kritären a wéi, dat ass eng aner Fro. Awer do si mer erëm an der Problematik, wat misst determinéiert ginn duerch dat Reglement. An deem Sënn schonns. Mä wien do genau gefouert gouf, etc., jo dat wär jo an d'Attributioune vun der Kontrollkommissioun gefall, déi dat dann och elo wäert maachen.

Mä déi ganz Fro vun der Kontroll vun engem Geheimdéngscht ass eng extrem komplizéiert. Extrem komplizéiert! D'Belsch hunn do nawell e System, dee se jo och elo wëllen nach verbesseren, dee mer relativ interessant schéngt, deen och manner… Jo, deen eng Rei vu Virdeeler huet. Ech kann e puer Wuert doriwwer soen, wann Der wëllt.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- …wéi eng Iddien en huet, wéi déi Kontroll um politeschen Niveau Parlament/Regierung kéint verbessert ginn. Op wéi engem Niveau a wéi déi kéint ausgesinn.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et gi jo eng Rei vu Kontroller. Och am Moment eng, géif ech soen, politesch Orientatioun, eng politesch Kontroll. Wéi nennt Der et elo, wéi Der et wëllt? Ech wëll och do net elo an d'Saachen, d'Wuertdénger do

eragoen. Et ass natierlech d'Kommissioun vun der Chamber. Et ass… Am Prinzip, géif ech och soen, wär et de Médiateur. De Médiateur ass hei net ausgeschloss. Mä et freet ee sech wéi, net. Well d'Fro ass jo ëmmer: Wéi gëtt deen dovunner informéiert, datt eppes… Ass oder net… Do dréine mer e bësselche ronderëm.

D'Kontroll ass och schwiereg, well wann ee seet, et wëllt ee ganz agebonne ginn an d'Kontroll, dann ass ee Chef dervun. Dann ass ee Chef dervun! Dann huet een déi ganz Responsabilitéit op der Box; fir populär ze schwätzen. Dann huet een déi ganz Responsabilitéit op der Box.

An dofir sinn d'Belsch och en anere Wee gaangen, wou et e Comité gëtt. Dee Comité, dee muss awer och enger Kommissioun oder wat an der Chamber Ried an Äntwert stoen. Dat ass eppes total Verschiddenes. D'Fro ass och - mä dat ass awer elo „frei nach Biever" -, ob wierklech de Statsminister Écoutë gëtt. Also franchement, dat… Gëtt et nach där Länner? Ech weess et net.

Ech weess, wou dat alles hierkënnt. Den Här Fayot, mengen ech, wär deen heibannen, deen dat och géif ganz genau kennen, wéi dat alles mat deem Écoutëgesetz do war, an datt dat wierklech huet missen deemools Chefsache ginn. Okay, bon. Mä ob dat elo wierklech ubruecht as, bon, dat ass elo eng aner Fro.

A wéi kontrolléiert een? Majo, et muss een, de Contrôleur däerf net, wéi gesot, agebonne sinn, soss ass e Chef dovunner. Wéi kontrolléiert een? An der Schoul huet een, war et ëmmer eng Blitz, dat war dat Uergst. Dat ass jo elo, aus mënscherechtleche Considératiounen, ass dat jo verbueden, well dat war net annoncéiert. An dann, jo, wann een net an der Rei war, dann huet et gerabbelt. Mä dat geet och hei net. Déi Saache sinn och esou sophistiquéiert an ech géif och soe komplizéiert am Moment. Et muss een och wëssen, wéi esou ee Service fonctionnéiert, wann een e wëllt richteg kontrolléieren.

Wann ee seet, eng Filature, dat ass séier gesot. Dir fuert engem no an dee seet op eng Kéier: Wat mécht deen do dann hannert dir? Da kënnt en op deen nächste Rond-point, da fiert en do dräimol ronderëm an da weess e jo, wat deen Auto

hannendru mat ëm mécht. Also, dat sinn och alles Saachen, dat ass elo e ganz einfacht Beispill. An dann, vill méi komplizéiert gëtt et bei deenen Interconnexiounen och vu Fichieren, wat Der do vun Donnéeën hutt, etc. Also, dat ass scho ganz vill verlaangt fir an dem Domän ze schaffen. Kuckt emol, wéi a Frankräich, si haten ëmmer hir Dérivë mat hirem Service de Renseignement, ob dat Dreyfus war, ob dat Ben Barka war, ob dat Rainbow Warrior war. Mä et ass awer esou, datt een en engersäits brauch, datt een en awer anerersäits muss effektiv kontrolléieren.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Just dozou, well den Zeie gesot huet, well een e brauch. Dat ass meng Fro, ech hätt se am Fong geholl wëlle ganz zum Schluss stellen: Viru Kuerzem huet en eminente politesche Pensionär gemengt, mir bräichte kee Service de Renseignement. Brauch e Land wéi eist e Service de Renseignement?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Éischtens emol gëtt et kee Land ouni e Service de Renseignement. Zweetens, wie wëllt dann d'Garantie iwwerhuelen, datt net eppes wéi dee Merah, dee jo nach näischt gemaach hat, datt esou eppes hei geschitt? Wie kann d'Garantie iwwerhuelen, datt hei net esou „Schléifer", wéi gesot gëtt, datt där keng kënnen hei sinn? Eist Land ass och net onvulnérabel, géif ech soen, de par senge Grenzen. An anerersäits och wéinst deenen, net villen Auslänner, mä deene villen Zorte vu Communautéen, déi mer hei hunn, wou een och net weess, wie wat mécht.

Dat eent ass ëmmer, fir d'Intimsphär vu jiddwerengem ze respektéieren, mä anerersäits ze kucken, wat effektiv ka geféierlech ginn. A wann een dat Gesetz kuckt vun 2010, mengen ech, vun 2010 iwwert den Terrorismus, do geet jo och kloer draus ervir, datt och an dem domaine d'Virbereedung vun enger Stroofdot, wat also wäit vun der Tentative ewech ass, datt déi scho strofbar sinn. Also do ass et wierklech net, fir eppes kommen ze loossen! Et ass kammoud, flott an einfach, fir ze soen: D'SREL brauche mir net. Ech hunn awer schwéier Douten drun, datt dat responsabel ass.

Et kritt een awer och alt - an ech wëll dat awer net hei elo onméiglech dramatiséieren, also -, mä et ginn awer alt emol Saachen, wou ee seet: Dat do, dat

wäert jo net elo esou sinn oder dat wäert jo net esou ausgesinn. Elo, dat ass och, well déi... an ëmsou méi, well et oft ganz kleng Gruppe sinn, déi aus strategesch verschiddenen Intérête Saache maachen, déi extrem geféierlech si fir d'Liewe vun anere Leit, also fir total Onbedeelegter.

Bon, da gëtt gesot: Wat ass dann d'Effikassitéit vun deene Servicer? Jo, d'Effikassitéit, déi kënnt Der nëmmen op laang Zäit un a fir sech feststellen, wa laang näischt geschitt ass. Mä e Service de Renseignement huet et och ëmmer schwéier. Entweder geschitt eppes, an dann hu se net informéiert, dann hu se et net rausfonnt; oder et geschitt näischt, da seet een natierlech: Firwat brauche mer en?

Wann Der erlaabt, ech hunn elo e Buch vum François Heisbourg, deen ech, ech maachen net Reklamm fir säi Buch, well e bei mir an der Primärschoul war, do war et de „Fuffa Heisburg" an net de „François Heisbourg".

„Espionnage et Renseignement" heescht d'Buch (Edition Odile Jacob, 2012), wou hien alleguerten déi dote Froe genau ënnersicht. Dir wësst, datt hien an de strategesche Froen e groussen Expert ass an datt e vun 1981 u Conseiller war bei de franséischen Défense-Ministeren. An alles, hunn ech fonnt, wat en iwwert déi ganz Fro, och iwwert d'Demokratie, d'Relatioun Demokratie/Renseignement geschriwen huet, fannen ech schonn extrem interessant.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech wollt just soen, dass den Här Biever op eng exzellent Manéier eigentlech de Problem vun der parlamentarescher Kontroll vum Geheimdéngscht a sengen Ausféierungen duergeluecht huet. A mir si jo an där Kommissioun duerch d'Confidentialitéit vun deem gebonnen, wat mer gesot kréien, an och an der Kommunikatioun mat der Chamber, mat deenen anere Leit an der Chamber respektiv natierlech och mat der Öffentlechkeet, kënne mer jo net Gebrauch maache vun deem, wat mer do héiere respektiv wat do gesot gëtt. Also de Perimeter vun deem, wat d'parlamentaresch Kontroll do gesot kritt respektiv wat se ka froen, ass jo ganz geréng.

Mengt Dir, Här Biever, duerch Är Erfahrung, dass een dee Perimeter vun deem, wat kann der parlamentarescher Kontroll gesot ginn, dass een dee sollt méi breet maachen? Ech perséinlech, mir haten dat och an der Chamber schonn e puermol diskutéiert schonn an deene leschte Joren, well den däitsche Bundestag do och vis-à-vis vu sengem Service vill méi, wéi se dat nennen, proaktiv ass, dat heescht natierlech méi proaktiv an och méi öffentlech, dat heescht och, dass also dee Perimeter, vun deem, wat d'Commission du contrôle parlementaire ka maachen, sollt anescht sinn, méi breet ginn. Gesitt Dir do eng Gefor fir d'Effikassitéit vum Service de Renseignement, wann een dat géif maachen?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dir wësst jo, wéi et ass Här Fayot. E Geheimnis, dat ass eppes, wat Der fir lech eleng hutt. Zu zwee, do wësst Der nach, wien ët no baussen dréit. An zu dräi, do wësst Der am beschte Fall, datt Dir et net waart. Also de Problem vu Fuiten a feststellen vu wou se kommen, déi ass, bei all Kontroll ass déi schonns ganz reell.

Mä ech mengen awer wierklech, de Sënn vun der och, ech géif bal soen, Pädagogik vun der Kontroll respektiv och vun dem Service de Renseignement selwer, sollt vläicht eng aner ginn, datt een och erkläert no baussen, wat déi Leit maachen, firwat se do sinn, wat hir Objektiver sinn. Et ass jo gesot ginn, jo, geheim, et alles, villes esou gesot ginn, Geheimdéngscht, dat ass geheim, an esou Gedeessems.

Mä et ass e bësse wéi eng Klinik. Eng Klinik ass och op eng transparent Manéier organiséiert, mä dat heescht awer net, datt d'Fichiere vun de Kranken, datt déi esou ze soën öffentlech sin. Dat huet dach näischt domat ze dinn. Mä datt een emol weess, firwat de SREL do ass. An da kennt dann och e gewësse Versteesdemech vun der Utilitéit vun engem SREL ob.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech wollt dozou och nach eppes froen. Also fir mech ass jo ee Contrôle parlementaire, mécht jo nëmme Sënn, wann de Contrôle

parlementaire eppes feststellt, wou en der Meenung ass, datt et net méi de rechtsstaatleche Prinzipien entsprécht, datt en dat kann dann och öffentlech thematiséieren, well soss ass jo keen Drockmëttel do op de Service. An dat ass natierlech d'Schwieregkeet am Moment, well am Gesetz, esou wéi et elo gehalen ass, steet just do, datt mir näischt dierfen divulgéieren.

Dat heescht, mir sinn am Fong an engem Widdersproch mat eiser eegener Kontroll, wann een et esou wëllt huelen. Mengt Der net, datt een do den Text misst mindestens do änneren, datt een dee Paragraph aneschters formuléiert? Datt déi Parlamentarier, déi do sëtzen, awer ganz kloer, datt drasteet, wa se eppes Onrechtméisseges feststellen, datt se dat kënnen ouni Problem oder och mussen no baussen thematiséieren?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Dat ass wuel dat eent. D'Fro ass awer och - ech wëll net falsch verstane ginn -, wann ee sech de belschen Text, deen d'Commission R, wéi si dat nennen - d'Commission P, dat fir d'Police, an d'Commission R, dat ass fir de Renseignement -, déi do e bësselchen en Zwëschenglidd ass tëscht dem Service an der Kontrollkommissioun vun der Chamber. Domadder wäert Der och eng Rei vun esou Froe vläicht lass an esou Problemer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wëll lech soen, dass 2004 schonn dee belsche Modell hei an der Diskussioun ass. Et sinn eigentlech keng nei Diskussiounen, déi mer hei féieren.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Absolut.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi sinn 2004 an engem Sënn tranchéiert gi vun der deemoleger Majoritéit. Mä et sinn och deemools scho Stëmme ginn, déi eigentlech eng Preferenz gehat hätte fir en anere System. An ech si perséinlech frou och festzestellen, dass deen erëm hei an d'Diskussioun erakënnt.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Elo, de Senat huet en Text gestëmmt 2009, de belsche Senat. An ech hunn awer net fonnt, muss ech soen, wou deen an den Dédalen drun ass. Iergende sproochleche Problem, mengen ech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Si weider Froen do? Den Här Urbany. An da kéinte mer och esou lues…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, och eng Fro vun der Kontroll. An et ass emol geschwat gi vum Här Heck zum Beispill a senger Auditioun, mir missten eis orientéieren oder si géife sech elo schonn orientéieren nom däitsche Modell vum Bundesverfassungsschutz. An do gëtt et awer zum Beispill e Joresbericht, wou ëmmer drasteet a wat fir eng Richtung dass se enquêtéieren, ouni elo ze soe konkret op wat dass se schaffen, mat wat fir enge Leit, mä allgemeng awer: „Déi an déi Gruppéierunge surveilléiere mer."

Och an engem belsche Modell, wier dat net awer prinzipiell d'Viraussetzung, dass d'Öffentlechkeet weess, wat geschitt, firwat dee Service do ass?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Op wéi eng Manéier, datt een dat mécht, mengen ech, dat kann net meng Saach sinn. Mä, ech mengen, et wier wichteg, fir et ze maachen, well soss gëtt de Service och ëmmer erëm a Fro gestallt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà! Ech gesinn hei vu Säite vun der Kommissioun… Dach, den Här Meyers huet nach eng Fro.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Eng Fro, déi laang an der Diskussioun war, ass déi vun deem Fichier. Vun deem wësse mer eigentlech net wéi laang dass e besteet. Dee ka scho bestanen hu vun Ufank un, vun de 60er Joren. En ass gebraucht ginn anscheinend bis ëm 2000. Fir mech bleift awer fir d'Enquêtëkommissioun eng Fro: Wéi mengt Dir, dass d'Enquêtëkommissioun mat deem Fichier do kéint ëmgoen?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Wësst Der, et ginn un a fir sech zwou Manéieren: Dat eent, dat ass, fir ze soen: „Fort dermat." An Dir zerstéiert e materiell.

Déi aner, dat ass, fir ze soen: „Mir ginn, ech weess net wiem, ënner verschiddenen Oplagen dem Archiv et." An da kann do een eng Aarbecht maachen. An da kritt de Kontrolléierten Accès. Dat gehéiert zur Geschicht vu Lëtzebuerg, etc.

Ech kann lech soen, wéi et bei ons wor. Wéi de Casier informatiséiert gouf, do woren och Leit, déi hu gesot: „Neen, déi Fichen, déi behale mer." Well jo op deene Fichen, do ass ëmmer eng Condamnatioun hanne bäigeschriwwe ginn. Déi méi uewen ob der Kart stongen, déi woren zwar verjährt, etc., et huet ee se awer gesinn. Jo, dat geet net. Da muss ee se ewechgeheien. Mä dat ass jo hei guer net de Problem, well do ass jo keen historeschen Intérêt drun.

Mä dat doten, mengen ech… Et ginn déi zwou Méiglechkeeten. Entweder an d'Sidor oder elo engem erlaben, fir do eng richteg Analyse scientifique dovunner ze maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Nach eng Fro dozou.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Dann hunn ech awer do eng Fro, wou ech awer wéilt nohaken. Dee Fichier ass jo gebraucht gi bis 2000. Wa mer e wëllen halen, wou een och mengt, dass dat d'Meenung kéint sinn, fir och historesch ze gesinn: Wéi war déi Zäit? Wat ass alles do gelaf?

Et bleift och nach d'Fro… Et bleiwen eigentlech zwou Froen.

Et si vill Leit, déi interesséiert sinn, ob se am Fichier dra sinn. A menger Meenung no misst een eigentlech deem Wonsch oder deem Recht Rechnung droen. Wa mer en zerstéieren, ass e fort. Da bleift éiweg deen Doute. Esou dass een deene Leit och muss d'Sécherheet ginn, dat ass eigentlech haut bei den Donnéën ee Recht, wat jiddereen huet, fir ze wëssen: Wat ass mat mengen Donnéë geschitt? Wou si se? Also, fir deem entgéintzekommen, misst een en halen. Dat ass d'Fro. Et misst een d'Leit jo informéieren.

Da wier déi zweet Fro: Vu wéi engem Zäitpunkt un, dat kéint een eventuell gesetzlech och festleeën, dass en opgemaach géif ginn? Och duerch en Text, wa mer Texter änneren, fir ze soen: Hien ass vun engem gewëssene Moment un à déterminé fräi fir en Historiker, dass dee kann drop schaffen.

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Ech ka mer dat absolut virstellen. Et stellt natierlech och d'Fro sech: Leit déi 1960, `61 fichéiert goufen, déi hunn elo en zolitten Alter. Elo, do huet awer elo een d'Recht, fir ze froen: „Wor mäi Grousspapp fichéiert oder net?" Also, bei all deenen Demanden, déi elo kommen, do gi schrecklech vill Leit enttäuscht well se net fichéiert sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, dat do ass eng Fro, déi sollte mer elo bei eis u sech intern behandelen. Et ass elo manner, wat de Procureur général géing fuerderen an där doter Fro, wéi mir selwer als…

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Et ass och éischter eng Fro un, ech géif soen, d'Scientifiquen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Dateschutzkommissioun. Dat ass jo dat, wat ech wollt proposéieren. Ech mengen, mir sollten eis, ier mer d'Konklusiounen zu deem dote Punkt huelen, eng Kéier awer mat de Responsabele vun der Dateschutzkommissioun zesummesetzen, fir ze kucken, wéi si aus allgemenge Prinzipien eraus vum Dateschutz déi dote Fro géifen ugoen. Dat kann eis, mengen ech, e Stéck weiderbréngen an eise Konklusiounen.

Ass eng Fro zu deem Punkt? Hutt Dir nach spontan eng Deklaratioun ze maachen? Eppes, wat Iech ënnert den Neel brennt?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Oder wou d'Häerz iwwerquellt?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- A mengem Alter, do brennt engem näischt méi.

An méng Séil ass scho laang fort.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- A Mokrämp verursaacht? Och net?

M. Robert Biever, *Procureur général d'État.*- Oh, neen, neen. Ech hunn d'Impressioun waarm a kal gewinnt ze sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon. Da géif ech proposéieren, dass mer d'Auditioun hei vum Här Biever dann elo ophéieren. An domadder géif ech och dës Sitzung zoumaachen.

Merci.

*

Luxembourg, le 27 11 2013

Le témoin, M. Robert Biever

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 11)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Frank Schneider, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat, en tant que témoin – vendredi, le 8 février 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif da proposéieren, dass mer mat eiser Sitzung ufänken. Haut geet et ëm d'Auditioun vun engem weideren Zeien am Kader vun der Ausféierung vun eiser Missioun als Enquêtëkommissioun, dat ass den Här Frank Schneider. De Frank Schneider ass geruff, fir hei virun der Kommissioun auszesoen.

Ech géif och bei him déiselwecht Virbemierkunge maachen, déi ech bei allen aneren Zeie gemaach hunn, dass hie par rapport zu eis déiselwecht Verflichtungen huet, wéi wann e beim Juge d'instruction wär. Dass en ënner Eed natierlech gehéiert gëtt an dass e sech natierlech muss bewosst sinn, wat dat heescht, wann en ënner Eed hei ausseet. Et ass selbstverständlech esou, dass och, wann en der Meenung ass, dass seng Ausso hie kéint an iergendenger Form strofrechtlech belaaschten, dass en da ka refuséieren, déi Ausso ze maachen.

An ech muss hien natierlech drop opmierksam maachen och, dass natierlech, wann en hei géif eng Falschausso maachen, dass en dann och strofrechtlech ka wéinst falscher Ausso belaangt ginn. Den Här Frank Schneider ass 43 Joer, en ass vu Beruff Indépendant. Äre Stand ass?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Bestuet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bestuet. Voilà, dat hu mer dann och festgehalen. Och bei him géife mer et maachen, wéi bei all deenen aneren Zeien, dass elo net hei an der Sitzung Är Aussoe géife résuméiert ginn, wou Der da géift duerno ënnerschreiwen, mä et ass esou, et gëtt also hei eng Opzeechnung gemaach, et gëtt e Verbatim erstallt, dee kritt Der dann an deenen nächsten Deeg zougestallt, do kënnt Der à la rigueur nach Rectificatife maachen an da gëtt dee vun Iech herno als Ausso dann ënnerschriwwen. Dat ass am Fong déi Aart a Weis, wéi mer hei verfueren.

Da géif ech dann och gläich zu Ärer Vereedegung kommen. Här Schneider, Dir sidd gebieden, hei den Eed ze leeschten, wéi en am Gesetz virgesinn ass, fir Wourecht ze soen, d'ganz Wourecht, näischt anescht wéi d'Wourecht. Hieft wann Iech gelift Är riets Hand a sot: Ech schwieren.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech schwieren, Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), President.*- Domadder wiert Der dann och hei als Zeie virun der Enquêtëkommissioun vereedegt. Bon, am Zesummenhang ass et esou, dass eng ganz Rei Froen hei kënnen un Iech geriicht ginn. Ech géif och do probéiere vläicht se e bëssen ze uerdnen a fir d'Éischt vläicht op Är Aarbecht am Service selwer ze schwätze kommen: Wéi Der dohinner komm sidd, wéi laang dass Der do waart, wat fir eng Aarbecht Der gemaach hutt an natierlech och, wat jo och eis Kärmissioun am Ufank war, och eng Rei vu Froen, mengen ech, zouloossen hei, wat d'Méthode opératoire vum Service de Renseignement ugeet. Dann, wéi gesot, op eenzel Punkte vläicht am Detail zréckkommen.

Ech wier frou, wa mer déi ganz Froe ronderëm „Sandstone", wa mer déi kéinte vläicht an engem zweeten Deel vun eisen Ausféierungen hei huelen, dass mer eis fir d'Éischt emol konzentréieren awer op déi eigentlech Aarbecht am Service de Renseignement, dass mer duerno vläicht dann en zweete Punkt maachen.

Et ass selbstverständlech esou, dat wëll ech och nach eng Kéier soen, dass eis Missioun hei beschränkt ass duerch d'Gesetz, wat d'Enquêtëkommissioun ugeet, an u sech Faiten, déi also direkt och Géigestand si vun enger Enquête pénale, hei net däerfen, well d'Gesetz dat esou virschreift, vun der Enquêtëkommissioun gekuckt ginn, well jo dozou da parallel d'Justiz amgaang ass ze enquêtéieren.

Ech mengen, elo hätt ech e bëssen de Kader gesat vun eiser Unhéierung haut vum Här Schneider. Ech géif da gläich wëllen hei ufänke mat deem éischte Volet. Här Schneider, et wier interessant, mengen ech, fir eis, ze héiere vun Iech, wéi Der eigentlech an dee Service de Renseignement komm sidd, wéi Der do geschafft hutt, wat fir eng Funktiounen dass Der do hat a firwat Der eigentlech och aus dem Service de Renseignement rausgaange sidd.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här President. Ech äntwere gären op Är Froen, mä ech géif awer gären eng kleng Remarque virdru maachen, éier ech dann op d'Froen aginn. Fir d'Éischt emol Merci, dass Der mech hei empfänkt. Et ass elo no ville Wochen a Méint u sech schonn, wou meng Persoun an iergendenger Form an de Medien optrëtt, a Gespréicher optrëtt, wou vill gesot gëtt, emol richteg, emol manner richteg, éischter manner richteg wéi richteg, dass ech hei d'Geleeënheet kréien no awer laanger Zäit, fir da Stellung ze huelen zu verschiddene vun deenen doten Aussoen.

Ech hoffen, dass Är Froen dann och esou geriicht sinn, dass ech do kann drop äntwerten. Ech hunn och de Huis clos net gewielt hei, well ech mengen, dass de Charakter public ass an dass et an där ganzer Transparenz vun där Saach hei wichteg ass, fir do an enger Öffentlechkeet ze schwätzen. Ech si kee Jurist, dat heescht, ech kann natierlech méi schwéier beuerteelen, wat elo zum Beispill ënnert den Artikel 16 fält vum Service de Renseignement Gesetz, wéi vläicht e Jurist dat kéint. Duerfir bieden ech Iech dann och, Är Froen esou ze stellen, dass ech déi och da ka beäntweren. An dann, jo, da fänke mer un.

M. Alex Bodry *(LSAP), President.*- Also, d'Fro nach eng Kéier widderholl: Wéi sidd Der an de Service de Renseignement komm, wéi sidd Der recrutéiert ginn? Wat

waren Är Funktiounen, déi Der am Service de Renseignement hat? A firwat a wéini sidd Der aus dem Service de Renseignement ausgescheet?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech sinn u sech nach op déi klassesch Aart a Weis, wann ee se esou kann nennen, an de Service de Renseignement komm. Ech war no menge Studien a Schottland, sinn ech dunn no enger gewëssener Zäit op Lëtzebuerg komm. Ech hunn...

M. Alex Bodry *(LSAP), President.*- Wat fir eng Studie waren dat?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu Geschicht an Ekonomie studéiert. An ech sinn, wéi gesot, dunn op Lëtzebuerg komm, ech hunn du relativ séier eng Plaz bei der Amerikanescher Ambassade kritt, wou ech e politesche Beroder war fir de Corps diplomatique. Dat war eng relativ spannend Zäit, an do huet een natierlech Leit kennegeléiert. An an där Zäit do hunn ech Leit kennegeléiert, déi beim Service de Renseignement waren an déi hu mech dann iergendwann eng Kéier gefrot, ob dat mech géif interesséieren.

An esou huet e relativ laange Prozess ugefaangen, fir bei de Service de Renseignement ze kommen. Et war schwéier, an dat war virun allem administrativ ganz komplizéiert, fir een aus enger net-staatlecher Fonctioun zu där doter Zäit an de Service de Renseignement ze kréien. Deemools war och nach dat Gesetz vu 1960 gëlteg, dat heescht, den Détachement war eng Hürd, fir an dee Service do ze kommen.

Ech sinn, ech menge Mäerz 2000, uganks Mäerz 2000 dunn an de Service komm. An do hunn ech emol näischt gemaach, well dat war vun engem ganz dynamesche Kader, deen ech virdrun hat, eppes wéi e Musée! Dat war eng al Kasär, dat war al, et war alles al, et waren al Miwwelen, et waren al, et ware keng richteg Computeren do an et ware vill zouen Dieren - et war also dat, wat och de Marco Mille hei beschriwwen huet, een äusserst cloisonnéierten Environnement - an ech wousst wierklech net esou richteg, wat ech do sollt maachen.

No e puer Méint, nodeems ech do vill gelies hunn, wou awer „secret" dropstoung, a wou awer net vill drastoung, hunn ech mer iwwerluecht, ob ech erëm sollt goen, well ech hunn net gesinn, wat dat dote soll. An dunn hu mer eis e puer Gedanke gemaach, ech hunn du mam Marco Mille e bësse méi intensiv geschwat - dee war schonns do säit zwee Joer, wéi ech komm sinn - an do hu mer wierklech d'Entscheedung geholl: Probéiere mer elo hei eppes draus ze maachen oder net?

A mat der, ech wëll dat ganz kloer ënnersträichen, mat der Ënnerstëtzung vum Charles Hoffmann, well dee war jo u sech och eiser Meenung, dass dat sech muss fundamental änneren, wann et soll eppes sinn, wann et soll eppes ginn, an dunn hu mer emol ugefaangen. Mir hunn déi éischt Kontakter no bausse gemaach. Mir si raus gaangen, mir hu mat Leit geschwat, mat Ministere geschwat, fir ze kucken: Wat soll dat do? Brauche mer dat do? Bon, an do huet sech lues a lues dat dach konkretiséiert, dass awer eng Volonté iergendwou do war, fir dat dann ze ënnerstëtzen, dat heescht mat neie Budgeten, mat neie Moyenen. An ech hat ëmmer nach keng richteg Aufgab...

M. Alex Bodry *(LSAP), President.*- Wat fir eng Ministeren dee Moment?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn net direkt mat Ministere geschwat, mä mir hunn awer emol Echoe gefrot iwwer Fonctionnairen, iwwer héich Fonctionnairen, déi mer kannt hunn, och Politiker, déi mer kannt hunn, fir ze kucken: Wat ass dat do? Ech hat jo virdrun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wann Der Politiker nennt, kënnt Der eis da wann ech gelift Nimm soen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu gesot, ech hunn net direkt mat Politiker geschwat. Mä ech hunn...Neen, pardon, dann hunn ech mech schlecht ausgedréckt. Ech hunn net direkt mat Politiker geschwat, mä mir hu mat Fonctionnairë geschwat, déi ech elo net wëll nennen, héich Fonctionnairen, déi ech kannt hunn. Ech hat jo virdrun e Réseau, ech hu virdru Leit kannt. Wou ech hierkomm sinn, hunn ech vill Leit kannt. An dunn hu mer mat deene

geschwat, an déi éischt Reaktioune waren och: Wat méchs De dann do? Firwat bass De dann dohinner gaang?

An dunn, an de Gespréicher, huet sech dann erginn, dass dat vläicht awer net schlecht wär, dass een do emol sech géif Gedanke maachen, wéi een esou eppes kéint opbauen, wéi een esou eppes kéint der Zäit upassen. An dat ass dunn och lues a lues geschitt. Dat war e Prozess, dee geschitt ass. Do sinn op eemol, mer hunn emol Demandë gemaach, vläicht eng Demande fir e bësse méi Budget oder ech weess net méi genau, wéi dat ofgelaf ass, mä mir haten, et war eng Volontéit do, déi ech gespiert hunn, fir dass dat Ganzt - ech weess elo net genau, wou déi hierkomm ass, mä déi ech gespiert hunn -, fir dass dat Ganzt erëm kéint awer iergendwou opgebaut ginn.

An ech hat dunn eng éischt, géif ech soen, Missioun an der Autorité nationale de sécurité, fir do méi dee multilaterale Besoin, deen déi hat, ofzedecken. Dat heescht do ginn et Comitéen, déi waren deemools nach an der, do ass et nach d'WEU ginn, dat war an deem dote Gremium, d'NATO natierlech, an ech hu mech e bëssen dorëms bekëmmert.

An dunn, an den Diskussiounen, ass deen Terme Patrimoine économique ganz fréi opkomm. Dat war 2000, wou mer do driwwer geschwat hunn a wou mer och encouragéiert gi sinn. An do gëtt et och e Bréif deemools, dee misst nach an den Archive si vum Service, wou de Statsminister och autoriséiert huet, dass sech de Service sollt an déi dote Richtung oder kéint an déi dote Richtung ufänke mat interesséieren, ouni dass dat awer elo wierklech preziséiert war, wéi dat sollt oflafen an esou virun. Et war just emol en Terme, dass et gesi ginn ass, dass och dat, wat d'Ausland gemaach huet, Patrimoine économique eppes war, wat zum Beispill a Frankräich ganz staark an de Servicer développéiert war zu där doter Zäit schonn, a wat eppes wär, wou natierlech dat Land hei, wat eng ganz staark wirtschaftlech Situatioun huet, sech kéint interesséieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng Fro just.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ass dee Bréif op Ufro komm vum Service, well Dir gefrot hutt, wéi dat oder...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Genau, et ass eng Demande komm, ob de Frank Schneider däerf verschidden - oder neen, mäin Numm stoung net dran -, mä ob de Service däerf an deem dote Beräich ufänken aktiv ze ginn. An do koum och eng Äntwert drop, dass dat esou wär an dass och kéinte Kontakter geholl gi mam Wirtschaftsministère a mat Acteuren aus dem Patrimoine économique zu Lëtzebuerg.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir hutt gesot, Dir wiert 2000 agestallt ginn...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...an du wier dee Bréif do komm. War dat virun 2004?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war virun 2004, dat war 2000.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also virun der Entrée en vigueur vun deem neie SREL-Gesetz?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Absolut, dat war Enn 2000, ass dee Bréif komm. Ech weess den Datum net genau. Virun 2000... virun 2004, jo.

An dunn hunn ech... mir hunn dat awer ganz, ganz iwwerflächlech du gemaach an déi ganz Saach huet sech du geännert mam 11. September. Den 11. September war

einfach eppes, wou all Situatioun, déi virdru bestanen huet, komplett a Fro gestallt huet. Dat war net méi aktuell. Den 11. September war wierklech fir deen dote Beräich, fir dee Service a fir déi Servicer international un jour J. Et war en Neiufank, wou och da ganz séier um internationale Plang enorm vill Réunioune waren a Gremie gegrënnt gi sinn, déi hu missen ofgedeckt ginn, wou een eng grouss Faille vun internationaler Zesummenaarbecht, déi do bestanen huet, dunn opgebaut ginn ass. Dat heescht ech sinn du relativ séier zum Chef de branche adjoint gi vum Marco Mille. Ech weess dat net méi genau, ech kann Iech dat net genau soen. Dat huet sech alles du relativ séier geännert. An dunn 2000...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An déi Branche huet sech ëm wat gekëmmert?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Branche huet...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi huet se geheescht?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess emol net méi, wéi se geheescht huet. Ech mengen, se huet nach Crime organisé geheescht, obwuel se dat net gemaach huet. Dat war alles zu deem doten Zäitpunkt an enger Reorganisatioun. Et war drëms gaangen, fir lues a lues de Service kënnen operationell deem ze entspriechen, wat en deemools huet wierklech misse maachen, an dat war sech mat deem Contre-terrorisme beschäftegen.

An dat war net vun haut op muer gaangen. Do ware Positiounen a Leit do, déi hate wichteg a laang Positiounen an déi... et war net esou einfach ëmmer, fir mat jiddwerengem eens ze ginn an Ännerungen ze bréngen. Dat war dee Generatiounswiessel, deen déi verschidden Direkteren och beschriwwen hunn hei, aus dem Militär eraus. Ech si kee Militär. Do waren et... dat war alles net esou einfach, fir dat dunn ëmzesetzen. Dat heescht dat war eng Struktur, déi u sech net...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi Fro, déi sech elo stellt: Hat dann do de Muséesdirekter näischt ze soen an deem Ganzen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Natierlech hat de Muséesdirekter eppes ze soen. Ech fannen dat kee wierklech gudden Terme. Ech wëll dat eng Kéier kuerz erläuteren. De Charles Hoffmann hat eng... dat, wat en do hat, huelen ech un, dat war net dat, wat e sech erwënscht hat ze hunn. Dat war eppes, wat sech esou erginn huet. Ech weess net aus wéi engem Grond sech dat esou erginn huet, mä do war nom Kale Krich keng kloer Daseinsberechtegung méi ze spieren.

Dee Service huet wahrscheinlech och méi laang gebraucht, fir sech ze änneren, wéi vläicht aner Servicer op der Welt, fir do eraus ze kommen aus deem Vide e bëssen. Et ass net, dass de Service näischt gemaach huet. En huet Saache gemaach, mä et ass... ech hu gespiert, dass de Charles Hoffmann voller Energie war, fir eppes anescht ze maachen, just en hat net d'Ressourcen, fir dat ze maachen. Ech war eben eng vun deenen éischte Ressourcen, déi do komm sinn, fir vläicht do kënnen eppes anescht ze maachen.

Wat och wichteg ass ze soen, de Charles Hoffmann, et ass jo schwéier, fir iwwer sech selwer ze schwätzen oft, an de Charles Hoffmann war schonn nom Kale Krich u sech e Pionéier. Et war een, deen als Éischten um internationale Feld op nei Länner duergaangen ass, deen déi Kale-Krich-Mentalitéit u sech direkt op d'Säit gestallt huet. Dat war awer net, dat huet net fir dee ganze Service gegëllt. Do war nach, och nach zum Schluss, wéi ech komm sinn, eng gewësse Mentalitéit do, déi war ebe schwéier ze briechen. Dat war alles net esou einfach zu där doter Zäit, fir dat d'Ganzt ze reorganiséieren. Do ware Mënschen, an do huet ee misse virsiichteg ëmgoen. Do ware Leit, déi ware ganz sensibel, wat hiren Aarbechtsberäich ugaangen ass, déi wollten net, dass do en anere sech géif drëms këmmeren.

Den Terrorismus ass net ofgedeckt gi vu mir, mä vun enger anerer Persoun. An och zu Recht. Ech mengen, dee Mann hat ganz vill Ahnung doriwwer. Do kënnt elo esou ee vun 30 Joer, dee sech do elo wëll doran imposéieren. Dat war net esou einfach dat Ganzt, mä et huet awer misse gemaach ginn. Et huet einfach dem internationalen Ëmfeld net méi entsprach. Mir konnten dat net liwweren, wat mer hu misse liwweren, fir eng international Zesummenaarbecht kënnen ze maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi war dann d'Relatioun eigentlech mat där ganzer Ëmstrukturéierung, déi jo dann iergendwéi am Service selwer vun eenzelne Leit probéiert ginn ass, mam zoustännege Ministère, mam Statsministère? Hat Der do och direkt Kontakter während all deene Joren? Oder wéi ass dat gelaf?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hat dee Kontakt u sech net, a relativ séier war dat natierlech den Direkter, deen dee Kontakt do hat, mä ech hat awer déi Fräiheet am Service fir, mengen ech, onlimitéiert elo vum Afloss vum Statsministère oder vun iergendwelchen aneren Administratiounen, déi matzegestalten. Ech hat net d'Fräiheet, fir et selwer ze gestalten, mä fir matzegestalten, wéi de Service sech kéint nei positionéieren, dann och lues a lues natierlech hin op en neit Gesetz.

Wäit éier dat neit Gesetz 2004 komm ass, hu mer eis jo Gedanke gemaach, hu mer driwwer geschwat, wat misst esou ee Gesetz sinn. Mir wousste jo, dass u sech eng dreiwend Kraaft vum Contenu vun deem Gesetz schlussendlech emol de Service de Renseignement wär, deen da géif déi éischt Avant-avant-projet de loien do draften. An do sinn dann déi éischt Gedanke komm: Wéi soll esou eppes ausgesinn? Dat huet sech iwwer ee gewëssenen Zäitraum gespaant. An ech géif soen, dat huet wierklech ee Joer oder esou gebraucht, bis dat e bëssen arodéiert war.

An dunn, nodeems de Marco Mille den Direkter ginn ass, war ech relativ kuerz drop, mä den Datum weess ech net méi genau, Chef de branche vun der Branche „Renseignement". Deemools ass et véier Branchë ginn. Ech mengen, haut ginn et der just nach dräi, laut den Aussoe vum Här Heck. Deemools sinn et der véier ginn. De Service war vill méi kleng an ech hu mech lues drëms gekëmmert, fir eng nei Branche opzebauen, déi sech ëm de gesamte Volet Renseignement bekëmmert huet.

Wou d'Thematik net un engem Chef de branche houng, mä d'Thematik houng un engem Analyst. Deen Analyst huet… Dat war eben en Analyst, dee war zoustänneg fir den Terrorismus, en Analyst, deen zoustänneg war fir d'Poliferatioun, an deen huet mat dem klenge Korpus vun operationelle Moyene du misse schaffen. Also, déi

Ressourcen hu missen ausgedeelt ginn op déi verschidden Themeberäicher, fir dat kënnen ze couvréieren.

An dat huet am ganz, ganz Klengen ugefaangen. A wéi ech dunn de Service verlooss hunn, waren dat, ech géif mengen, ongeféier 15 Leit, an där doter Branche. Et war och esou, dass déi Branchen, déi du bestanen hunn, dat war d'Branche Sécuritéit, wéi hei den Här Heck se beschriwwen huet. Dat war plus ou moins dat, wat den Här Heck och beschriwwen huet schonn. D'Administration, déi sech ëm de Gesamtfonctionnement bekëmmert huet.

An dunn, déi zwou operationell Branchen, dat war d'Branche technique, déi sech ëm den technesche Volet bekëmmert huet, a meng Branche eben, d'Branche Renseignement, déi dat anert, de Renseignement, gedeckt huet. D'Branche technique an de Renseignement, huelen ech un, wéi ech dat verstinn, ass haut an enger Branche opérationnelle zesummegeschloss.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, wann haut gesot gëtt, Dir wäert Chef vun den Operatioune gewiescht, dat war an där doter Fonctioun?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech war ni Chef vun den Operatiounen. Deen Titel ass et net ginn. Et ass... Ech liesen dat och: „den Direkter vun den Operatiounen". Ech hunn och gëschter héieren am Radio, dass ech d'Nummer 2 vum Service war. Dat war ech net. Ech war ee vu relativ villen Nummer-3en. An ech war och ni d'Nummer 2 ginn am Service. An... Jo. Dat heescht...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth huet nach eng Fro.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Och zu deem Punkt. Dir sot, Dir wiert fir d'Éischt Chef de Branche adjoint gewiescht, du Chef de Branche. Huet dann do an Organigramm bestanen an deem Service?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).-* An déi zweete Fro, déi sech eigentlech dorun uschléisst, dat ass déi: Wien huet do déi Nominatioune gemaach? Sinn déi gemaach gi vun enger institutioneller Autoritéit oder op Propositioun vun Ärem Direkter?

An déi drëtt Fro: Waren déi eenzel Nominatiounen och mat ënnerschiddleche Gehälter verbonnen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Zu där éischter Fro: Et huet ëmmer en Organigramm bestanen. Dat war och e bëssen humorvoll, dat Ganzt, well deen huet sech permanent geännert, den Organigramm. Et ass e Cadre dirigeant ginn; esou huet dat geheescht. De Cadre dirigeant, deen huet bestanen aus dem Direkter, dem Sous-Direkter an deene verschiddene Chef-de-branchen. De Cadre dirigeant huet den Organigramm festgehalen an an engem Gremium akzeptéiert.

D'Nominatioun koum vum Direkter. Do war, souwäit ech weess, e minimalen administrative Virgank och ze maachen. Ech géif mengen, en Arrêté ministériel ass do ënnerschriwwe ginn, fir déi Nominatioun dann och ze validéieren.

D'Gehälter: ganz minimal. De Service de Renseignement huet deemools manner reguléiert an haut méi reguléiert Primë kritt. An an deem dote Kontext huet dat e bësse gespillt. Dat war awer ganz minimal. Dat war, ech weess net, wierklech net signifikant. Et war symbolesch, wat do méi bezuelt ginn ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Jo. Dir sot op där enger Säit, Dir wäert ee vu ville gewiescht. Dir wäert weder Sous-Direkter nach soss eppes gewiescht. Op där anerer Säit hutt Der eis awer och elo just gesot oder mindestens versicht ze verstoen ze ginn… Dir hutt dat esou… Ech zitéieren Iech: Dir hätt eng onlimitéiert Fräiheet gehat, fir de Service mat ëmzegestalen. Dat wär och… Vum Statsministère hätt Der dat matgedeelt kritt, an esou weider. Dat heescht, op där enger Säit sot Der, Dir wäert nëmmen ee vu ville gewiescht, an op där anerer Säit gitt Der eis awer ze verstoen,

wéi wann Der awer fir eng besonnesch Missioun do de Réck gedeckt hätt. Oder kënnt… Wéi erkläert Der eis dat?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech war, Här Bausch,… Ech war… Ech hat 30 Joer. Ech war op enger… Ech koum aus engem ganz dynameschen Ëmfeld. Do sinn zwielef Stonne geschafft ginn den Dag. Dat ware Weekender. An dat war „Work hard, play hard"-Environnement. An ech hat dat mat 30 Joer nach a mer.

Ech sinn an dee Service komm an ech hat ganz sécher Ambitiounen, fir aus deem Service do och kënnen, oder fir kënnen ze hëllefen, fir aus deem Service eppes ze maachen. Ech hat déi Ambitiounen. Ech ginn dat gär zou.

Ech hunn och probéiert esou delikat, wéi dat gaangen ass - mä dat war net ëmmer delikat, dat war eben heiansdo net delikat -, fir Saachen um Niveau Travail ze änneren. Ech hat… Ech erënnere mech, un dat éischt Gespréich mam Här Hoffmann, wéi ech am Service war, ganz gutt. Den Här Hoffmann sot mer a sengem Büro… En huet mer beschriwwen, wéi hien an de Service komm ass. E sot, säi Virgänger sot: „Hei ass de Safe. Esou geet en op. Äddi a good luck." A wéi ech do komm sinn, do sot en: „Här Schneider, hei ass Ären… Dir kritt vu mir e Couloir. An an deem Couloir kënnt Der schwammen, mä deen dierft Der net iwwertrieden." Dat war e bëssen d'Mentalitéit dovunner.

Ech hu mat ganz ville Gespréicher, deegleche Gespréicher, géif ech soen, mam Här Hoffmann probéiert, dee Couloir dann dunn ze definéieren, an deem een do kéint schwammen a wéi wäit een do kéint goen, wéi wäit dat géif… wat alles dra war. Dat war ganz limitéiert eng laang Zäit, fir emol ze kucken, wéi wäit de Service… zu wat esou e Service iwwerhaapt emol nëmmen emol theoretesch kapabel wier, ouni dass et iwwerhaapt gemaach ginn ass.

An, dat heescht, jo, ech hu scho mat um Kär geschafft, fir dee Service nei ze gestalten. An deem Sënn hat ech gewësse Fräiheeten. Mä Dir dierft lech net virstellen, dass dee Service vill gemaach huet zu där Zäit. Deen huet ganz, ganz wéineg operationell Aktivitéite gemaach an där doter Zäit, well en och d'Ressourcen

net hat, fir se ze maachen. Dat war alles eng éischter akademesch Saach, bis dunn dat sech e bëssen erginn huet, géif ech soen, 2003/2004, wou de Service ugefaangen huet e bësse méi ze maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat verstitt Der dann ënner „méi gemaach"? Wat ass dann du méi gemaach ginn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif mengen, mir mussen eng Kéier de Renseignement definéieren. Wann Der mer erlaabt, da géif ech dat eng Kéier maachen. An dat war och dat, wat am Gesetz erëmginn... Wat mer probéiert hunn an d'Gesetz - also an eise Gespréicher, déi mat zum Gesetz gefouert hunn, natierlech - eranzebréngen.

Dat ass an deem Artikel 2. An do gëtt eppes beschriwwen. Do gëtt u sech e Prozess beschriwwen. An dat ass: d'Recherche, d'Analys an den Traitement. Et misst u sech d'Recherche, den Traitement an d'Analys sinn. Et ass e bëssen… D'Sequenz ass e bësse falsch.

Mä dat beschreift dee sougenannte Cycle de renseignement. De Cycle de renseignement, dee besteet aus Prozesser. Dat ass eng Métodologie.

Déi fänkt u mat engem Besoin de renseignement: Wat muss ech da wëssen? Wat feelt mer dann? Wat weess ech net? Wat ass wichteg fir mech?

Dee geet eriwwer op eng Collecte. An an där Collecte do sinn Är Froen zu de Mesure-opératoiren dran. Dat ass en Deel vun der Collecte.

Dann den Traitement: Wat maachen ech mat deene ganzen Informatiounen? Wéi kann ech se verschaffen?

A schlussendlech d'Analys, déi aus deem Ganzen eppes mécht oder probéiert eppes ze maachen, wat eng akademesch Approche ass, wat een Akademiker mécht, dee mat réien Informatioune probéiert e Produit ze maachen.

An dann d'Diffusioun vun deem Renseignement: Wie kritt se? An op wéi e Wee gëtt déi Informatioun diffuséiert, fir se dann erëm, wahrscheinlech nach eng Kéier, an dee Cycle do eranzekréien?

An an deem dote Beräich: Wat huet de Service méi gemaach dunn? En huet ugefaangen an deem operationelle Beräich, an deene Mesure-opératoiren, mä awer och an der Analys an och am Traitement sech Gedanken ze maachen. Den Traitement, dat ass zum Beispill eppes ganz Einfaches. Mat wéi engen Outilë kann ech déi doten Informatioune verschaffen?

Do ginn et speziell Softwaren, zum Beispill. Déi hu mer dann ugefaangen ze kafen. Dat si ganz deier Saache gewiescht - oder zumindest zu där doter Zäit - an och ganz schwéier, fir de Leit bäizebréngen dobannen. Net well se dat net verstanen hunn, mä well et eppes anescht war wéi virdrun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat waren déi Softwaren dann?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do gëtt et eng Software, déi heescht „i2". Dat ass eng Software, déi och d'Police benotzt, fir Vernetzunge kënnen ze entdecken, fir vill réi Informatioune kënne graphesch duerzestellen, dass ee se relativ einfach versteet.

Et ass am operationelle Beräich natierlech esou wäit gaangen, dass mer probéiert hunn ze verstoen: Wat ass dann… Wat sinn dann déi Métode-opératoiren, déi e Service huet? „Human intelligence", mënschlech Quellen. D'Écouten; dat ass e „signal intelligence". „Open source intelligence", dat ass ganz… Ganz am Ufank, wéi mer do waren, hu mer ganz vill Wäert dorop geluecht. Firwat eppes clandestinement sichen, wat et schonn iergendwou gëtt? Wat net onbedéngt einfach ze fannen ass, mä wat et awer schonn öffentlech gëtt.

An da ginn et nach aner där Komponenten, fir Mesure-operatoiren.

Do hu mer ugefaange méi ze maachen. Wat heescht, méi ze maachen? Mir hunn alt emol eng… Mir hunn emol gekuckt, ob mer kënnen eng Filature maachen. Dat war

näischt, wat de Service vun haut op mua einfach esou gemaach huet. Dat huet erëm missen opgebaut ginn. Do huet missen trainéiert ginn.

Dat war déi Zäit, wou - an Dir erënnert lech do, Här President -, déi Zäit, wou d'Filaturë gemaach gi si mat Leit, déi net zum Service gehéiert hunn. A mir wollten dat net. Ech wollt dat net. Ech hunn… Mir hu mussen och esou eppes kënne selwer maachen. Dat war d'Philosophie dovunner. Dunn huet emol missen trainéiert ginn, fir esou eppes ze maachen.

Eng Filature ass eppes ganz Vastes. Eng Filature ass eppes, wat enorm Ressourcë brauch, wann een et richteg mécht a wann een et muss iwwer eng länger Zäit maachen. Just fir dat kuerz ze beschreiwen: Ech brauch 30, 35, 36 Leit, fir eng Filature op eng Persoun ze maachen iwwer eng länger Period. Ech… D'Leit kënnen ëmmer nëmmen esou laang schaffen.

Dat heescht, dee Service de Renseignement konnt dat u sech guer net maachen. En hat den Effektiv guer net, fir esou eppes kënnen ze maachen. Dat heescht, dat konnt just fir ganz kleng geziilten a periodesch ganz limitéiert - an ech schwätzen do vu Stonnen - emol gemaach ginn, fir dat dann ebe lues a lues opzebauen. An dann, fir och d'Autorisatioun ze kréie vum Direkter, fir dann emol esou eng Filature oder esou eng mini Operatioun och op e reelle Sujet kënnen ze maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Kann ech vläicht do anhaken,…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* …well mer elo bei de Méthodes opératoires sinn? Wéi war do d'Prozedur eigentlech? Fir d'Éischt emol, mir wësse jo, de legale Kader bei den Écouten, deen ass ginn. Duerfir wëll ech do och direkt un lech d'Fro stellen, aner Leit hu se och gestallt kritt, ob Dir Kenntnis hutt, dass während där Zäit, wou Dir am Service de Renseignement waart, illegal Écouten iwwert de Service de Renseignement oder iwwer eenzel Leit vum Service de Renseignement duerchgefouert gi waren. Dat ass, mengen ech, eng wichteg Fro, déi eis beschäftegt.

Respektiv och, ob Dir während Ärer Zäit Kenntnis kritt hutt, dass Leit vum Service de Renseignement eventuell och géint aner Gesetzer verstouss hätten; wéi d'protection du domicile oder ähnlech Saachen. Dat wär, mengen ech, och wichteg ze wëssen, wéi et sech domadder huet.

An da géif mech interesséieren, wéi eigentlech d'Décisiounsprozedure ware vun esou Operatiounen, a wéi d'Kontroll war iwwert d'Operatiounen. Wéi ass dat organiséiert ginn? Wéi ass dat ofgelaf?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also, zur éischter Fro. Et war mer net bekannt. An et géif mech och ganz, ganz schwéier wonneren, wann illegal Écoutë gemaach gi wären.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir waart bis wéini do, elo nach eng Kéier genau?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- 2008 an ech... Bis August 2008; Juli 2008 physesch. An ech mengen, op déi Écouten... Dat kënne mer eng Kéier ausweiten. Oder wëllt Der, dass ech dat elo maachen oder solle mer do...?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass méi speziell. Fuert nach vläicht weider op deenen allgemenge Froen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Okay. Et war ganz, ganz kleng. Et war winzeg. An ech ginn.. Et sinn Instruction-de-servicë ginn. Déi ware menger Meenung no deemools schonn al. Ech kennen de Contenu net méi vun deenen Instruction-de-servicen, mä, ech mengen, déi waren deemools schonn net méi adequat.

An an där ganz klenger Équipe hu mer ugefaangen zesummen ze schaffen. Do ass wéineg... Do war ganz wéineg administrative Prozess. Et ass näischt gemaach ginn

ouni eng mëndlech Autorisatioun vum Direkter ze hunn. An et ass normalerweis no den Operatiounen och e Rapport geschriwwe ginn iwwert den operationelle Virlaf.

An dat war et u sech deemools. Also méi war do net do. Dat waren esou wéineg Leit och, dass dat iergendwéi net novollzéibar war, wann dat méi gewiescht wier.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat war d'Situatioun, wéi Dir komm sidd?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi war dann d'Situatioun op deem dote Punkt, wéi Der gaange sidd? Hat sech do eppes verännert? Oder?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, et hat sech scho verännert. Also, dat war… Et gëtt u sech duergestallt, wéi wa sech do näischt verännert hätt. Dat hat sech scho substanziell verännert. Wéi ech gaange sinn, waren d'Operatioune wesentlech méi breet an och méi aktiv. Do ware vill méi Operatiounen.

Eng Operatioun huet meeschtens e finanziellen Aspekt. Dee finanziellen Aspekt war streng gereegelt. Dat heescht, eng Operatioun konnt u sech kaum stattfannen, ouni eng Autorisatioun vun der finanzieller Säit aus. Dat heescht, dann huet se misse motivéiert ginn, fir déi finanziell Autorisatioun ze kréien. D'Écouten, dat war natierlech gereegelt. Dat hat e Prozess.

An d'Operatiounen, wann dann eppes festzehale war, wat och eppes contribuéiert huet, ass dat dann och festgehale ginn. An do war et en enken Dialog tëscht dem Analyst an de Kollekteren, déi d'Kollektioun gemaach hu vun den Informatiounen. An d'Analysten hunn dat an hirem Produit analytique festgehalen zu menger Zäit, wat do war.

An dat ass och deemools an eng sougenannte Préanalyse gaang. Dat war kee gutt Wuert. Mer haten ni e gutt Wuert dofir fonnt. Mä dat waren u sech Encodeuren, déi

dann d'réi Informatiounen, déi erakomm sinn, sief et vun Écouten oder vu Rapports de contacte oder vun anere Sourcen, virbereet hu fir d'Analys. Dat heescht, och deemools e Vermierkt an déi ominéis Datebank, wou de Projet de loi nach net besteet, fir se ze reglementéieren. Mä déi dann do an déi Datebank agedroe ginn ass, also an déi nei Datebank vum Service de Renseignement.

Mä nach eng Kéier...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wëll nohake just, einfach dass ech dat verstinn.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et si relativ vill technesch Ausdréck elo, wou ee sech wéineg kann drënner virstellen, wann een net selwer am Service elo ass.

Wann elo en Dossier do ass, well ech denken, dass jo d'Dossieren iergendwéi opgedeelt och ginn, dass ee responsabel ass vun engem Dossier. An dee kënnt elo zur Konklusioun, do misst eng Filature zum Beispill gemaach ginn, oder eng Écoute geschalt ginn. Wéi geet dat praktesch weider? U wie wennt dee sech? A wien hëlt do d'Décisioun deen Dossier da weiderzereechen? Wien iwwerwaacht herno deen Dossier? Wéi fonctionnéiert dat praktesch?

Also, elo déi lescht Joren, wéi Der do waart, elo vläicht.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Wéi ech do war zum Schluss, du war dat ëmmer nach eng kleng Équipe. Mer waren eng Équipe mat, ech weess net, wéi gesot, 15 Leit ongeféier. Déi hu sech all Dag gesinn. Déi waren all ronderëm mäi Büro. D'Diere waren op. D'Leit sinn a mäi Büro komm. Ech sinn an hire Büro gaangen. Mer hu geschwat, all Dag. Mer hunn Operatiounen esou zesumme geplangt.

Ech hunn ab und zu gesot, dass dat näischt bréngt. Ech hunn oft gesot, dass dat näischt bréngt. Ech hunn oft gesot, dass déi doten Operatiounen, déi kënne mer net maachen. Dat ass näischt… Ech hunn e bëssen den Iwwerbléck gehat iwwert déi gesamt Operatiounen. Ech hat ganz den Iwwerbléck op déi gesamt Operatiounen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, fir all Operatiounen hutt Dir eigentlech missen de Go ginn? Filature zum Beispill?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu fir all Operatioune missen de Go ginn. A fir déi meescht Operatiounen hunn ech dann och de Go gefrot. Dat heescht, wann et wierklech eppes ginn ass, wat méi speziell war, hunn ech den Direkter d'Autorisatioun gefrot, fir dat ze maachen. Mä dat war och verbal an deene meeschte Fäll.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Just vläicht déi Äntwert, datt mer dat och kënne verstoen. A wat fir engem Beräich hutt Der dann do geschafft déi Zäit mat deene 15 Leit?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Den Haaptberäich war am Kader vum Contre-terrorisme.

Wat mer praktesch ganz wéineg gemaach hunn, war Contre-espionnage. Dat war wierklech ganz, ganz sporadesch. An och haaptsächlech wann et iergendwéi mat engem anere Land, wann eng Ufro aus engem anere Land komm ass zu enger gewëssener Situatioun.

Contre-prolifération hu mer zum Schluss relativ staark entwéckelt. Mer hunn ugefaangen operationell eis mat deem Patrimoine économique ze beschäftegen; wou wahrscheinlech jo nach Froe wäerte kommen.

An dat war et am Operationellë plus ou moins. Crime organisé wéineg. Crime organisé, esou wéi en am Gesetz steet, war eppes, wat eigentlech nom 11. September… Dat war esou bëssen dat, wat virum 11. September d'Servicer als hir

Daseinsberechtegung gesicht hunn nom Kale Krich. An dat huet sech awer du ganz séier ergi mat anere Prioritéiten.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heesch, ech résuméieren: Dat dote ware mëndlech Prozeduren eigentlech? Dat heescht, et ass…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ware mëndlech Prozeduren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- De Gros, wann net alles, ass mëndlech ofgelaf?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass mëndlech ofgelaf. Dat meescht ware mëndlech Prozeduren, déi awer och där Équipe do entsprach hunn. Also, dat war esou kleng, dass ech do net gesinn hätt, wéi een do nach kéint, zemools mat deenen Instrumenter, déi do waren, grouss administrativ, bürokratesch Schrëtter maachen, déi dann awer nach effikass waren.

Et ass awer ugefaange gi relativ, ech géif soen ëm 2004, 2005, fir sech doriwwer Gedanken ze maachen. Et war natierlech kloer, dass, wann dee Service wiisst a wann dee Service soll dohinner goen, wou geplangt ginn ass hinzegoen, a wou en och dem Gesetz entsprécht a mat de Ressourcen, mat deene 60 Leit oder esou, dass dat iergendwann eng Kéier muss anescht ginn. Dat heescht, do si sech Gedanke gemaach ginn, wéi een esou Prozesser ka méi regelen. Dat war net esou einfach do. Do si Leit agestallt ginn, Consultanten agestallt ginn, fir informatesch déi Prozesser esou ze maachen, dass se effikass sinn. An dat ass eng Aarbecht, déi 2004, 2005 ugefaange ginn ass an déi natierlech haut, huelen ech emol un, och zum groussen Deel dann ëmgesat ginn ass.

Also d'Philosophie, fir dass dat net kann esou à long terme bestoen, déi war do, an déi hunn ech och gedeelt. Mä just an der Praxis war dat an deem Moment eben nach net de Fall. An der Praxis huet einfach de Besoin definéiert, fir déi Operatiounen duerchzeféieren, fir kënnen och um internationale Plang, et ass jo...

International Informatioune kritt ee just, dat ass eng Situatioun, et gëtt hei esou och zum Deel beschriwwe wéi, ech mengen net ganz richteg, a mir kréie vill vun internationale Partner. Mä dat ass donnant, donnant. Dat ass eng Situatioun, déi international Partner si jo net fir Lëtzebuerg do, déi si fir sech selwer do, an do muss een en Équiliber fannen an e Vertraue fannen. Fir ze kréien, muss een och ginn! Dat heescht an deem ganze Kontext, do muss ee wéinstens d'Volontéit weisen, fir ze ginn, et muss een och d'Capacitéit weisen, fir ze ginn. An dat ass eppes, wat mer opgebaut hunn. An déi administrativ Prozesser, déi waren eis bewosst, dass déi misste geännert ginn, mä dat huet ebe seng Zäit gebraucht, fir dat ëmzesetzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech wollt just froen, fir eng Operatioun, déi och komplex war, wou ass do déi éischt Incitatioun komm? Ass déi aus dem Ausland komm oder ass déi aus Ärer Analys komm? Wéi ass eng Operatioun ugaang, konkret?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Am Ufank ganz oft aus dem Ausland ass eng Informatioun komm, déi eis dozou bruecht huet, fir eng Operatioun ze maachen. Am Ufank war dat wierklech eppes, wou mer, mengen ech, ganz wéineg eegen Informatiounen haten a wou mer op dat ugewise waren.

Wann ech elo zum Beispill eng Filature huelen, do erënneren ech mech un eng, dat war eppes ganz Wichteges, dat war eppes, wat nom 11. September, no un de Kär vum 11. September erugaangen ass, an do hu mer mat deene wéinege Moyenen, déi mer haten, haaptsächlech Leit, probéiert dat, an hunn dat och gutt gemaach, fir dat dunn am internationale Kontext hei op eisem Territoire ofzedecken.

Dat huet sech herno méi aus eegenen Informatioune erginn, well, vu dass eis Couverture, eis Erkenntnisser vun eisem eegene Land besser gi sinn, huet dat natierlech och nach erëm zu weideren Operatioune gefouert. Dat heescht, mir hunn iwwer Operatiounen aner Sujete gemierkt an d'Operatioun erweidert. Dat war méi, dat huet sech geännert iwwert déi Zäit, wou ech do war.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch, dann den Här Bausch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Vläicht zum Volet Patrimoine économique. Dir hutt gesot, dat wär schonn en Thema gewiescht virun 2004, wou et eigentlech als Missioun an d'Gesetz komm ass. Et wär och de Wonsch vun der Politik gewiescht, fir dat opzebauen. Wéi ass dat opgebaut ginn? Wat fir Aktivitéiten hutt Der gemaach virum neie Gesetz, nom neie Gesetz?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Virum neie Gesetz a ganz am Ufank hu mer et an enger Perspektiv gesi vun enger Sensibilisatioun. An iwwert dee Patrimoine économique maachen aner Länner, déi haten déiselwecht Erfahrung gemaach, déi haten déi Erfahrungen do scho gemaach, maache se hir Politique de communication. Dat ass e schwéiert Wuert fir e Service de Renseignement, well deen ass u sech net do, fir Kommunikatioun ze maachen no baussen. Mä dee Patrimoine économique gëtt dem Service de Renseignement d'Méiglechkeet, mat der Aussewelt Kontakt ze huelen, mat den Acteuren aus der Ekonomie an deem Land, wou de Service ass, an iwwert deen dote Wee eng gewëssen Transparenz unzefänken. Transparenz ass e schwéiert Wuert erëm am Service de Renseignement.

Dat huet am Ufank esou ugefaang, dass mer, esou wäit ech weess, ganz am Ufank eng Presentatioun gehalen hunn an der Chambre de Commerce, ech weess awer net méi genau wéini dat war, bei e puer, e selektive Grupp, wou mer iwwert de Service de Renseignement geschwat hunn, wat esou e Service de Renseignement ass a wat e Patrimoine économique ass, wéi et am Ausland ass, wéi de Patrimoine économique a Frankräich zum Beispill organiséiert ass, oder den Intérêt vum Patrimoine économique, de geheimdéngschtlechen Intérêt am Patrimoine économique, wéi dat fonctionnéiert, dee ganze Konzept vun Intelligence économique, deen a Frankräich ganz développéiert ass. Dat war rezeptiv, dat waren d'Acteuren, d'wirtschaftlech Acteurë waren oppe fir esou Kontakter. Dat war den Ufank.

An, wéi gesot, do koum den 11. September, do hu mer eis wierklech net dorëms gekëmmert. Well ech géif soen, do waren dräi, véier Joer, wou mer wéi déi dote

Saachen, wou dat absolut keng Prioritéit war, wou mer eis do keng Gedanke gemaach hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Vläicht en Datum, fir datt mer wëssen, wou mer dru sinn. Dir hutt am Fong also schonn 2000, hutt Dir déi Schinn vun dem Patrimoine économique, hutt Dir scho pousséiert?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn déi net pousséiert, mä de Service huet dat...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll just soen, am Gesetz vu virun 2004 stoung dat, do stoung awer kee Wuert doriwwer dran.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat stëmmt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Duerfir verstinn ech guer net, wou...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- An deem Gesetz vu virun 2004 stoung eigentlech guer näischt dran.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, eben!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- An dat war kloer, de Service huet och... dat huet och net méi zu deem Service gepasst. Ech mengen, dat ass net, dat war net dat, wat de Service gemaach huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi kënnt Dir dann als Service bei d'Chambre de Commerce esou Presentatioune maache goen an déi Richtung, an d'Gesetz gëtt dat emol guer net hier. Dat verstinn ech net.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mir haten, ech hat jo gesot, mir haten eng Demande gemaach un de Statsminister, ob mer dat dierfen, a mir haten eng schréftlech Autorisatioun, fir dat kënnen ze

maachen. De Statsminister huet d'Organisatioun vum Service de Renseignement festgeluecht, esou stoung et och, mengen ech, deemools am Gesetz. Dat war am Virfeld vun natierlech Reformen, déi do hu misse kommen, hu mer do eis Gedanke gemaach doriwwer, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, et stoung net am Gesetz, mä Dir hat awer schrëftlech d'Autorisatioun...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hat mer eng Autorisatioun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...vum Statsminister, fir awer schonn an déi Richtung ze schaffen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Genau!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass selbstverständlech, dass mer kucken, déi Piècen do fir eisen Dossier ze kréien, dass mer déi och dann...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi waren...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Fir kënnen ze kontrolléieren, ob dat stëmmt, wat Dir eis hei sot. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, emol fir unzefänke méi eng technesch Fro. Dir hutt geschwat vu Filaturen, déi och ausgelagert gi si virun Ärer Zäit oder am Ufank vun Ärer Zäit. Ech wollt froen, wat fir Servicer sinn domat beoptraagt ginn? Waren dat privat Servicer? Waren dat vläicht auslännesch Servicer?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, dat ware weder privat nach auslännesch Servicer, dat waren, esou wäit ech weess, Membere vun de Forces de l'ordre aus dem Land, déi dofir fräigestallt gi sinn

op iergendeng Aart a Weis, déi ech awer net weess, fir da kënne fir de Service de Renseignement déi Filaturen ze maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also d'Police, fir et mat engem Wuert ze soen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Police a Gendarmerie, deemools nach oder net méi, ech weess et net méi. Neen, wuel net méi. Ech weess et net.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi hu jo eigentlech eng ganz aner Missioun, fir op Infractiounen ze schaffen, net preventiv.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Absolut. An dat war och net gutt an dat ass och dunn, mengen ech, vum Minister och deemools gestoppt ginn. Mä de Service de Renseignement hat d'Ressourcen net, fir dat selwer ze maachen. Dat heescht, dat war eng, keng gutt Noutléisung, fir esou eppes ze maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Madame Polfer, als Vertrieder vum Här Bettel haut.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här Schneider, ech sinn awer elo ganz interesséiert iwwer effektiv dat, wat do 2000 ugefaange ginn ass um Niveau vum Patrimoine économique opzebauen. Wat war dann do d'Zil dovunner? Sinn déi Entreprisen, déi op internationalem Plang geschafft hunn, sinn déi berode ginn oder hutt Der déi iwwerpréift? Oder iwwerpréift, ob déi effektiv, wéi soll ech dat soen, all deene gesetzlechen Dispositioune géifen entspriechen, déi mir och hei als Basis hunn?

Also ech wier ganz interesséiert, méi doriwwer ze wëssen, wat Der do 2000 ugefaangen hutt a wéi Der zum Beispill a Missiounen, déi vum Commerce extérieur organiséiert gi sinn, ob Der do matgeschafft hutt? An, wa jo, a wéi engem Mooss a wien Är Interlocuteurë waren?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech wëll nëmme soen, ech war dee Moment zoustänneg fir dee Volet vun der Regierung. An dat, wat Dir elo sot, dat ass mir awer nei!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Däerf ech eng Fro drun unhänken? Ob an der Zäit virun 2004, ob Der och an deem Dossier économique och Écouten agesat hutt oder ähnlech operationell Methoden? Oder ob dat eréischt geschitt ass no 2004? Den Här Weiler dozou.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Wann ech dat hei richteg verstanen hunn, huet e gesot, 2000 hu mer ugefaangen ons Gedanken ze maachen, awéiwäit an op wéi eng Manéier mir eis kéinten abréngen am Beräich vum Patrimoine économique. Dat war, ech mengen, en huet den Terme gebraucht, Sensibilisatioun. Dir hutt lech Gedanke gemaach, kéint do en Terrain sinn, wou mer aktiv kënne ginn? Dunn hutt Der gesot, du koum den 11. September an duerno war näischt méi, mir ware beschäftegt bis 2004 oder 2005, mengen ech, wou Der aktiv gi sidd an dem Beräich vum Patrimoine économique.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Genau. Ech mengen, Dir hutt elo u sech en Deel vu menger Fro beäntwert oder vun der Fro beäntwert vun der Mme Polfer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass praktesch!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Merci. Dat ass eigentlech d'Äntwert op Är Fro. Mir hunn näischt Operationelles gemaach. Mir hunn och net mam Commerce extérieur geschafft zu där Zäit, wou Dir do responsabel waart. Dat war eng ganz Pionéieraarbecht, wou ee sech Gedanke gemaach huet.

Ech mengen, et huet ee jo missen nodenken. De Service de Renseignement hei am Land: Wat ass dat? Firwat brauche mer dat? Firwat hu mer dat? Wat sinn dann d'Geforen hei am Land? Wat ass eis Menace?

Natierlech hu mer... mir hunn den 11. September eppes, wat mer net verstinn, wat och kee versteet. Mir sinn net déi Eenzeg, déi dat net verstinn. Dat versteet dee Moment guer keen.

Mir hunn, ech weess et net, an ech kommen... Duerfir hu mir eis Gedanke gemaach, wat ass da wichteg fir dat Land hei?

Bon, eise Wirtschaftssecteur ass schlussendlech emol wichteg. Dat ass dat, wat an eisem Kär an deem Land hei ass. Mir hu keng grouss territorial Ambitiounen. Mir ginn elo kee Krich ufänke mat iergendengem. Mä eise Secteur économique ass schlussendlech dat, wat dat Land hei dréit. An dat war eppes, wou mer eis natierlech Pionéiergedanke gemaach hunn an deem dote Kontext: Wéi kann e Service sech organiséieren, fir deem dote kënnen ze hëllefen?

Dat war null Kontroll, do war näischt fir iergendwelch Iwwerwaachungen ze maache vun iergendwelche Firmen hei am Land, déi iergendeppes gemaach hunn. Absolut net, au contraire! Wéi kann de Service zu engem Service provider gi fir d'Industrie? An dat ass ganz schwéier, ech ginn dat zou, dat ass immens schwéier, fir dat ze definéieren: Fir wéi eng Industrie, fir wéi eng Firma? Muss do de Stat am Kapital sinn oder net? Wiem hëllefen ech, wiem hëllefen ech net?

Ech mengen, dat sinn... ech verstinn, wéi komplizéiert déi Gedanken do sinn. Mä mir hunn am Ausland gekuckt, wat mécht d'Ausland. An do hu mer gesinn, dass och op regionalem Niveau, zum Beispill a Frankräich, am Grenzgebittsniveau eng ganz staark Interaktioun ass tëschent dem Service de Renseignement do an der Industrie an den Acteuren aus der Fuerschung an esou virun. A mir hu probéiert, dat ze verstoen.

Mir hunn och Training do kritt, mir hu gewise kritt, ech war... also Training. Mir hu kënne mat eisen auslännesche Korrespondenten doriwwer schwätzen, wéi si dat

opbauen an Däitschland, op regionalem Niveau, wéi dat vum Verfassungsschutz opgebaut gëtt, a probéiert: Kënne mer esou eppes hei zu Lëtzebuerg établéieren? Mä mir ware wäit dovun ewech 2000, fir iergendeppes ze maachen, ausser emol eng Réunioun a sporadesch Kontakter mat Verschiddenen, fir ze kucken, wéi rezeptiv dat do ass. Dat ass eréischt herno komm, wou mer eis do méi konkret Gedanke gemaach hunn.

Et ass mir net bekannt - awer ech muss aus der Erënnerung schwätzen, ech ka jo net, ech hu keen Zougang zu deenen Informatiounen - mä et ass mir net bekannt, dass et jeemools extraordinär operationell Schrëtter gi sinn am Patrimoine économique an dass mer... dat weess ech net, dat mengen ech net.

Une voix.- Virun 2004 oder duerno?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Och duerno. Ech mengen net, dass et... ech sinn awer net sécher. Ech kann dat net, mä ech mengen net, dass et jeemools extraordinär Schrëtter gi sinn am Kader vum Patrimoine. Extraordinär, ech mengen, eng Écoute oder eng Mesure, déi offensiv, déi eng Offensivitéit huet an den Operatioune vum Service de Renseignement. Ech ka mech ieren, mä ech mengen net, dass mer dat jeemools op esou enger Basis ugefrot hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, et kéinte Betriber an eenzel Leit, déi a Betriber schaffen, kéinte scho viséiert gi sinn, mä da wier et aus aneren Ursaache gewiescht. Ass dat richteg?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif mengen, dass eenzel Leit aus Betriber, wa se dann hei an de Kontext passen, da war dat exklusiv am Kader vun der Contre-prolifération. Ech kann dat awer elo net hei komplett festleeën. Mä esou wäit ech dat weess, war dat de Fall.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, den Här Meisch, den Här Gibéryen, den Här Bausch, den Här Fayot. Alleguerte stelle se Froen zu deem dote Punkt.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Zu deem, wat den Här Schneider elo gesot huet: Wat verstitt Dir ënner extraordinäre Moossnamen, Aktiounen? Wat verstitt Dir dorënner.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Filaturen. Hien huet dat elo grad erkläert. Dat sinn d'Écouten, d'Filaturen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Alles, wat eng Offensivitéit huet. Alles, wat an de Collecte-Beräich vun den Operatioune geet a wat eng gewëssen Offensivitéit huet. Dat heescht, wat iwwert de Sources-ouvertes-Beräich erausgeet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Déi Missioun, déi Der dann duerch d'Gesetz 2004 kritt hutt, dat war d'Protektioun vum Patrimoine économique. Wéi huet dat fir Iech ausgesinn? Wou hutt Der déi limitéiert? Wou huet deen defensiven Deel opgehalen, wou Der gesot hutt, bis heihinner kënne mer goen, a wou wier et dann awer vläicht ze vill offensiv ginn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- D'Interpretatioun vum Service, vum aktuellen Direkter, ass ganz defensiv ausgeriicht. Dat ass eng Interpretatioun. De Gesetzestext gesäit eng Offensivitéit vir. Dat ass net de Schutz vun, mä dat ass - et ass natierlech am Generellen, ass et protektiv oder preventiv - mä den Akt vun der Recherche an dem Beschreiwe vum Cycle de renseignement an deem Gesetz, gëtt deem Gesetz, an ech sinn net de Jurist, mä dat hunn ech esou gespiert am Service, eng Offensivitéit.

Mir hu keng, net wéi an anere Länner, Geheimdéngschter, déi verschidde Beräicher ofdecken. Mir hunn een, klengen, dee muss u sech déi gesamt Panoplie vun deene Servicer ofdecken, déi am Ausland vu ville Servicer ofgedeckt ginn. Mä wann ech awer d'Gesetzestexter vu ganz offensive Servicer kucken, wéi zum Beispill d'DGSE, da si praktesch déi éischt dräi Sätz déiselwecht vun deem, wat mir hunn. An do ass ganz wéineg Ënnerscheed an deem Gesetz.

Dat ass ganz sécher eng ganz komplizéiert Fro, déi ech och net ka ganz beäntwerten oder gutt beäntwerten. Mä, ech mengen, dass ech dat esou gesinn hunn. An ech hat och dat am Gefill, dass dat mäin Direkter gedeelt huet. Ech hat do guer keen Zweifel drun, dass mäin Direkter dat gedeelt huet, dass et net mam reng Defensiven ophält am Service de Renseignement.

De Patrimoine économique. Dir hutt gefrot, wéi huet dat... ech weess et net, mir woussten et net, wéi dat op eemol am Gesetz stoung, hate mer eigentlech nach keng richteg Philosophie, wat dat dann och heescht. Dat huet misste probéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Dozou vläicht just, Dir hutt selwer gesot, Dir hätt Iddië geliwwert gehat fir d'Gesetz, dat heescht d'Iddi, fir d'Missioune vum SREL esou auszeriichten, dass och do d'Défense vum Patrimoine économique géif dra falen, déi hutt Dir selwer net erabruecht gehat, nodeems Der virdrun awer de Premier d'Autorisatioun gefrot hat, fir kënnen an deem doten Domän...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Neen, neen, dach, natierlech!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* ...ze schaffen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Natierlech war de Service ganz staark drun interesséiert, fir dee Volet Protection du patrimoine économique dran ze hunn. Mä wat dat genau heescht a wéi dat sech herno an der Praxis géif ëmsetzen, dat war natierlech nach net kloer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Eng Iwwerraschung kann et jo awer net gewiescht sinn.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Et war absolut keng Iwwerraschung. Neen, neen, au contraire. Et war eppes, wat natierlech gewollt war, fir dran ze hunn. Absolut.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* A wéi vill Leit… Just eng Fro nach dann: Wéi Dir gaange sidd, wéi vill Leit hunn op deenen doten Dossiere geschafft bei Iech? Waren dat Leit, déi spezialiséiert waren? War et och en Domän selwer, wou Dir Iech och drëms bekëmmert hutt méi direkt? Wéi war dat organiséiert? Oder ass dat dem Zoufall iwwerlooss ginn, wie grad deen doten Dossier kritt huet?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Dat war, wéi ech gaange sinn, nach ganz minim. Dat heescht, do hu sech… Do war schonn en Analyst, dee sech domat beschäftegt huet, deen och déi néideg Formatioun hat, fir sech kënnen domat ze beschäftegen. Mä dat war nach an engem ganz restriktive Kader. Also mir hunn… Ech hunn… Ech ginn och zou, ech hu meng Approche dozou och geännert.

Ech géif mengen, dass et haut net um Service de Renseignement ass, fir d'Betriber an enger gewëssener Öffentlechkeet ze sensibiliséieren. Ech mengen, dass dat anerer misste maachen. Ech… Well et ebe ganz schwéier ass, fir ze definéieren: Wien - wien! - sensibiliséieren ech? Wéi ee Service? Wéi eng Firma? Wéi eng Firma huet Accès zu mir als Service de Renseignement? Wéi enger Firma hëllefen ech dem…? Wéi eng Firma kritt Hëllef a wéi eng net? Wéi maachen ech dee Choix? Dat ass ganz, ganz schwéier ze maache menger Meenung no.

An et geet och haut ëm eng Responsabilitéit vu Firmen, fir selwer dofir ze suergen, dass se an engem gewëssene Sécherheetsberäich schaffen. Do ginn et Normen. Et gëtt ISO/27001 iwwer Informatiounssécherheet zum Beispill, wou der Firma eng eege Responsabilitéit gi gëtt.

Wéi ech do war a wéi ech gaange sinn, war dat wierklech eppes ganz, nach ëmmer eppes ganz Sporadesches an Ënnerentwéckeltes, wat dee Patrimoine économique do ugeet, an och nach ëmmer net ganz kloer fir mech, wou dat soll higoe fir de Service de Renseignement.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt nach eng Kéier do nofroen, Dir hutt gesot: „Mir hunn dat esou gemaach, wéi mer et gespuert hunn." Oder Dir hutt gesot, Dir gitt dervunner aus, datt den Direkter dat d'selwecht gesinn huet. Ass dat mat der Politik beschwat ginn? Ass dat mam Statsministère ofgeschwat ginn, wéi d'Gesetz vun 2004, wéi defensiv a wéi offensiv, datt et soll interpretéiert ginn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat weess ech net. Ech war net an deenen do Gespréicher derbäi. Ech kann lech dorop net äntwerten. Ech weess dat net.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mengt Dir dann, datt déi Wirtschaftsmissiounen, déi no 2004 gemaach goufen, duerch dat Gesetz nach ëmmer ofgedeckt gewiescht wären?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- De Service de Renseignement huet keng Wirtschaftsmissioune gemaach. En huet eng…

M. Claude Meisch *(DP).*- Wéi gesitt Der dann déi Wirtschaftsmissioun a Kurdistan? Wéi ass déi dann zustane komm?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ganz, ganz einfach, an net esou einfach u sech. Déi huet net als Wirtschaftsmissioun ugefaangen. Déi… Ech hunn d'Daten hei. Ech kann lech déi ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wien huet d'Initiativ da geholl fir…?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. Ech… Bon soit, iergendwou si se.

Et huet net als Wirtschaftsmissioun ugefaangen. Mir haten eng reell Suerg, déi ech wierklech net wëll beschreiwen. Mä déi kënnt Der awer beschriwwe kréie vum Service de Renseignement an engem Huis-clos-Kader, wou et mat Hëllef an Ënnerstëtzung vun engem auslänneschen Déngscht, engem europäeschen auslänneschen Déngscht méiglech war… offensiven europäeschen auslänneschen

Déngscht, méiglech war, fir ganz geziilte Kontakter am Kurdistan ze kréien, fir deen dote Problem kënnen ze diskutéieren an och ze léisen.

Do war eng éischt Visite. Ech…

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir kënnt eis hei net soen, wéi ee Problem datt dat war?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Schwéier, well ech do no, ganz, ganz no un déi „Third party rule" ukommen, wou… Och am Gesetz ginn d'auslännesch Sourcen absolut geschützt. An do bewegen ech mech wierklech op engem Ordre-publique-internationals-Niveau, wou ech net weess, wéi wäit ech do ka goen. Mä ech huelen un, de Service kann Iech do awer an engem anere Kontext…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir décidéieren herno, wat mer mat deenen Informatiounen do maachen a wéi mer domadder ëmginn.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi… An där doter Operatioun hu mer Leit kennegeléiert am Kurdistan. Mir hunn och gemierkt, dass dat eng…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- „Mir", dat heescht also just d'Leit vum Service de Renseignement?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Just Leit vum Service de Renseignement. Zwee Leit vum… Ech an…. En Aarbechtskolleeg an ech selwer vum Service de Renseignement.

Et war schwéier dohin ze kommen. Et war nach net einfach. Et war net op, dat Ganzt. Mä mir hunn awer gemierkt, dass et eng sécher Regioun war, dass mer ganz gutt do akzeptéiert gi sinn, well mer dohinner gaange sinn, well mer de Courage haten dohinner ze goen. Dass mer eng enorm Rezeptanz fonnt hu vun deene Leit.

Mir hu gesinn: Dat ass eppes, wat sech wäert entwéckelen. Dat ass e Vollek, wat eng enorm Diapora huet mat ville Ressourcen, déi sech wirtschaftlech amgaange si ganz staark ze entwéckelen. An do ass d'Demande éischter vun där doter Säit komm, ob net kënne wirtschaftlech Kontakter etabléiert ginn, déi kënne vun där doter Situatioun profitéieren. Déi Leit hunn alles gebraucht a si hate Suen, fir dat ëmzesetzen. Si haten d'Budgeten. An dat war en Ufank, en Nukleus vun engem neie klengen Dubai, wat do entstanen ass. An engem ganz kontrolléierten a sécheren Ëmfeld an organiséierten Ëmfeld. Dat hat näischt mam Irak selwer ze dinn. Dat hat näischt mam Zentralirak ze dinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- De Wirtschaftsminister huet eis gesot, et wär esou onsécher gewiescht, datt Dir hätt misse matfueren als Service, fir iwwerhaapt, datt een do sécher hätt kënne landen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, zu deem doten Zäitpunkt waren Touristen do. Zu deem doten Zäitpunkt ass d'Touristëregioun do schonn développéiert ginn. Dat heescht, et war absolut keng Sécherheetsconsidératioun. De Grond, firwat mir dohinner gaange sinn, war, well mir Kontakter haten. An déi Kontakter, déi waren net… Mir hunn d'Réseaue gehat, déi da konnte mat de wirtschaftlechen Acteuren do zesummekommen. Mä et war net eis Wirtschaftsmissioun.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wéi ass et dann zu där Wirtschaftsmissioun definitiv komm?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hate gutt Kontakter mam Wirtschaftsministère. Ech hat oder mir haten… Den Här Marco Mille an ech - ech weess net méi - haten iwwer eis Missioun do, déi mer do haten, déi éischt Missioun, geschwat mat deenen, an natierlech net am Detail, fir dee mer do waren. Mä mir hunn hinne kloergemaach, dass et do ganz interessant… dass dat schéngt ganz interessant ze si vun engem wirtschaftleche Standpunkt.

An do huet sech eng Kollaboratioun erginn, wou de Wirtschaftsministère déi Acteuren zesummegeruff huet, déi do hätte kënne matgoen, déi schlussendlech och

matgaange sinn. A vun eiser Säit ass de Volet logistique ofgedeckt ginn. Dat war eng Kooperatioun tëscht zwee Ministèren, tëscht zwee Servicer, wou ech net gesinn, wou do iergendeppes Negatives ass. Au contraire. Ech mengen, et war eng ganz positiv gutt Zesummenaarbecht.

M. Claude Meisch *(DP).*- Firwat war Är Presenz dann nach ëmmer justifizéiert bei där Wirtschaftsmissioun, wann dat eng sécher Géigend war dee Moment? Dann hätt de Wirtschaftsministère jo och kënnen eng üblech Wirtschaftsmissioun dohinner maachen, wann den Intérêt bei der Lëtzebuerger Ekonomie do gewiescht wär.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, mä mir hu jo net fir iergendeng Sécherheet do kënne suergen, Här Meisch. Mir sinn net mam Revolver dohinner gefuer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä wat hutt Der dann do gemaach?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi lokal… Mir hate Kontakter do. Mir hunn eis Leit gesinn, mir hate separat Réuniounen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wirtschafts…? Dir hat Wirtschaftsmissiounen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen. Mir hate separat Réuniounen do mat de Service-de-renseignementen, déi mer zu där doter Zäit geholl hunn, wou mer net an der Wirtschaftsdelegatioun mat do derbäi waren. Mir haten eise Programm an eisen Agenda. An déi wirtschaftlech Delegatioun hat hire Programm an hiren Agenda.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et war eng Fluchgemeinschaft?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wat gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- Et war eng Fluchgemeinschaft?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Eng Fluchgemeinschaft, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Mä Dir sot, Dir hätt Kontakter hiergestallt. Ech liesen Iech elo emol hei vir, wat an Ärer Missioun steet, Artikel 2, Paragraph 1 am Kontext vun de Missions économiques. Do steet just do, datt Der misst schaffen an enger Perspektive de prévention, fir de Potentiel scientifique ou économique vum Lëtzebuerger Stat ofzesécheren. Dat heescht, zwar d'Preventioun steet dran, mä awer an engem defensive Sënn.

Wat Der do jo maacht, dat ass jo awer éischter Prospection économique. Dat heescht, Dir gitt an e Land an Dir stellt fest, datt do e gewëssene e Potentiel économique wär, an da sot Der: „Ma dat do kann interessant si fir Lëtzebuerg", an da verknäppt Der do e Kontakt zum Wirtschaftsministère. Do verloosst Der awer… Sidd Der net der Meenung, datt Der do ganz kloer de Kader vun Ärem Gesetz verloosst? Dir kënnt… De Service de Renseignement ass net dofir do, fir Prospection économique ze maachen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* De Service de Renseignement ass ganz sécher net dofir do, fir Prospection économique ze maachen. Dat huet en och net gemaach. Ech hunn elo erkläert, dass mer do als Nieweprodukt gemierkt hunn, dass et wirtschaftlech interessant war, well eis Relatioun mam Wirtschaftsminister gutt war. A well et a Gespréicher sech erausgestallt huet, datt dat de Wirtschaftsministère géif interesséieren, hu mer offréiert, fir iwwer eis Kontakter déi dote Missioun méiglech ze maachen.

Ech hunn och gesot, nieft deene Réuniounen, déi bestanen hunn am Wirtschaftsberäich, hate mir separat - de Service de Renseignement separat - vill Réunioune mat deene reng Renseignements- an och am Kader vun deene Missiounen, déi de Service de Renseignement interesséiert hunn.

Doriwwer eraus war dat doten eng autoriséiert an och vu Regierungssäit autoriséiert Missioun. Et war ëmmerhin ee Minister mat an et huet missen e Budget disponibel

gemaach gi vun engem anere Minister, deen och disponibel war. An do hat ech mer net méi d'Fro ze stellen, ob dat doten nach an e Gesetz passt oder net. An…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et war jo autoriséiert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll just soen, et ass jo net nëmmen déi Missioun am Irak, déi an där Hisiicht an der Diskussioun war, mä och nach op Kuba an op anere Plazen. An do stellt sech jo awer och deontologesch e gravë Problem.

Ech kann nach novollzéien, datt e Service och souguer mat engem Service aus engem demokratesch fragwürdege Land kéint zesummeschaffen, fir vläicht un Informatiounen ze kommen, wann et ëm d'Sécherheet vum Land oder d'Sécherheet vum Patrimoine économique geet, mä ech kann awer net méi verstoen, wann de Service déi dote Schinn ausnotzt, fir dann e Lien hierzestellen zu Lëtzebuerg, fir datt dono ka Prospection économique gemaach ginn. Dat ass awer äusserst zweifelhalft. Do gitt Der mer jo awer Recht.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Absolut. Ech sinn absolut därselwechter Meenung. Dat ass och net geschitt. Ech kann och näischt iwwer Kuba an déi aner Missioune soen. Ech war dunn net méi am Service. Ech gesinn dat och esou. Dat ass net um Service de Renseignement, fir wirtschaftlech Acteuren… Fir wien och? Ech mengen, fir wéi eng wirtschaftlech Acteure setzen ech de Service, d'Ressourcen, d'Ressource Service de Renseignement an? Et ass jo… Dat ass jo… Ech ginn Iech do… Ech kann do guer net…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, da kommen ech awer nach gären eng Kéier zréck op dat, wat Der gesot hutt virdrun am Zesummenhang mat deem, wat Der gemaach hutt tëscht 2000 an 2004, wou Der gesot hutt: Dir sidd och eng Kéier bei der Chambre de Commerce virspréicheg ginn, fir Iech ze presentéieren, wat Der kéint maachen. Wat hutt Der dann do gezielt? Hutt Der do just gezielt, datt Dir ebe

kéint am Sënn vun der Protection vum Patrimoine économique matschaffen oder och nach aner Saachen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, reng Protection patrimoine économique am Sënn vu Contre-espionnage économique, am Sënn vun enger Sensibilisatioun och vu Sécurité de voyage zum Beispill, an deene reng preventiv defensiven. Absolut. Nëmmen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn eng ganz…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hunn e ganze Koup Wuertmeldungen. Jo. Loosse mer e bëssen och d'Kolleegen, déi d'Reihefoleg respektéieren, och respektéieren. Scho méi laang: den Här Gibéryen, den Här Fayot an den Här Urbany.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, verschidde Froe sinn elo scho gestallt ginn. Ech wollt nach eng Kéier op eng zréckkommen. Den Här Urbany hat Iech gefrot, ob Der och d'Missiounen ausgesourct hut, eventuel an d'Ausland. Do hutt Der jo gesot, neen, dat wier reng op lëtzebuergeschem Niveau geschitt; iwwert den Niveau vun der Force de l'ordre; d'Police oder Gendarmerie. Ech wollt just froen: Dir hutt dat jo op déi limitéiert oder war och d'Arméi do derbäi oder Leit aus anere staatleche Verwaltungen?

Datselwecht geet an déi aner Richtung, wou d'Madame Polfer ugefrot schonn hat. Déi Kontakter, déi Der no 2000 a virun 2004 mat den… net mat Politiken, mä mat Verwaltunge gefouert hutt, fir eben déi nei Missioun am ekonomesche Beräich opzebauen, mat wat fir enge Leit aus wat fir enge Ministèrë sinn déi haaptsächlech gefouert ginn?

An eng drëtt Fro, déi ech hunn, dat ass méi eng generell. Dir hutt gesot, wéi Der an dee Service komm wiert, do wier eng gewësse Muséesmentalitéit do dra gewiescht. Nom Kale Krich wier keng direkt Daseinsberechtegung méi gewiescht an du wier gesicht ginn, fir eppes Neies ze fannen. An du wier eben dee wirtschaftlechen Deel mat dra komm.

Wann ech Iech gutt verstanen hunn, hutt Der elo op eng Fro hei geäntwert, wéi wann Der der Meenung wiert, datt dat emol net onbedéngt géif an de Service de Renseignement era fonctionnéieren. Esou datt ee sech kéint am Fong d'Fro stellen: Wat huet dee Service da während all deene Jore gemaach? Hat en iwwerhaapt eng Daseinsberechtegung?

An dann eng Fro: Huet en haut nach Ärer Meenung no eng Daseinsberechtegung? Well opgrond vun all deem, wat een an deene Sitzungen hei héieren huet: Kee weess eppes, keen huet eppes gemaach. Da froen ech: Wat maache mer mat deem Service?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat waren elo vill Froen. Ech probéiere mäi Bescht hei. Mä Dir musst mech vläicht nach eng Kéier un eng oder déi aner erënneren.

Bei de Filaturen. Ech weess et net genau. Ech mengen, et war reng d'Police, mä ech sinn awer net ganz sécher. An, wéi gesot, dat huet och ganz am Ufank, wéi ech do war, schonn opgehalen. Do war… Ech mengen, 2000 oder esou ass dat gestoppt ginn.

Firwat et genau gestoppt ginn ass? Ech mengen, et ass public ginn. Et ass zwar net vill driwwer geschwat ginn, mä ech mengen, et ass eppes, wat an de Medie kuerz ugeschwat war. Ech sinn awer net méi ganz sécher.

De Kontakt zu den Administratiounen: reng de Wirtschaftsministère a soss keen. An och… Ech wëll dat nach eng Kéier kloermaachen: Dat war wierklech ganz pionéier a sporadesch an net vill. Dat war net, wéi wann dat extensiv Zesummenaarbecht oder Kontakter waren. Dat ass vläicht haut e bëssen anescht, mä zu där doter Zäit net.

Zu der Fro vun der Daseinsberechtegung. Dat ass… Do kann ech Iech just meng Meenung ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass déi, déi ech froen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* An ech mengen, dat ass éischter un lech, fir lech Gedanken ze maachen, ob dat eng Daseinsberechtegung huet oder net. Et huet sécher keng Daseinsberechtegung, wa keen et wëllt, wa keen domat schafft, wa keen et brauch, wann et net an d'Institutioune passt, wa kee sech wëllt drëm këmmeren, wann een eppes wëllt hunn, wat een am léifsten net wëllt gesinn, dann…

An ech ginn do elo wierklech guer kengem… Ech soen net, dass dat… Also, ech maache guer kee Reproche u keen. Ech soen, dass sech dat éischter esou erginn huet hei am Land. Wann et sech och historesch… Dat huet och historesch Grënn, fir dass et sech esou erginn huet. An déi sinn net nëmmen 1960, déi si scho wäit virdrun, firwat sech dat esou erginn huet, dass et eng grouss Méfiance gëtt, dass et net gesi gëtt wéi an anere Länner als en Instrument, als en Atout, als eppes, wat an de Gesamtfonctionnement vum System passt, mä als eppes, wou een éischter méfiant ass, wou ee seng Distanz dozou hält, wou een am léifsten näischt wëllt dermat ze dinn hunn.

An dann ass wierklech d'Fro ganz berechtegt, ob dat dann nach déi Milliounen, déi dat d'Joer kascht, wäert ass, fir et ze hunn, oder ob een et net op e ganz sporadesche liaisounsméissegen Niveau erofféiert an dann eben aneren Administratiounen d'Kompetenze gëtt, déi dat huet.

Ech gesinn och haut…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Oder eng Privatfirma eventuell. Oder privat Firmen eventuell och.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Do kënne mer och nach driwwer schwätzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Dat ass nach en zweete Volet.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- An ech gesinn och, dass villes, wou… Ech mengen, wann een am Service ass a wann een ambitiéis ass, wéi ech dat och war a wéi ech zouginn, dass dat de Fall war, dann ass een natierlech och… et probéiert ee säin Terrain ze protégéieren, zemools wat dee ganzen islameschen Extremismus ugeet. Mä ech gesinn dat wierklech haut éischter oder e grousse Volet dovun, gesinn ech éischter am polizeileche wéi beim Service de Renseignement.

Den… Well och an anere Länner et sech kloer… do kann ee kloer gesinn, dass déi Servicer, déi polizeilech Pouvoiren hunn, wesentlech besser mat esou eppes eens ginn, wéi déi Servicer, déi reng zivil Pouvoiren hunn oder déi reng zivil Déngschter sinn. An deem dote Kader si ganz vill aner Problemer, déi zu esou Extremitéite féieren. Do ass vill… Do ginn et Droits-communs-Problemer. Do si sozial Problemer. Do sinn Asylrechtsproblemer.

Do sinn e ganze Koup Problemer, déi u sech de Service de Renseignement net richteg traitéiere kann. An do ass, mengen ech, zumindest eng ganz enk Relatioun mat anere Servicer beim Stat ganz, ganz néideg. An dat gëtt et och vläicht haut; ech weess et net. Dofir, déi Daseinsberechtegung ass eng gutt Fro. An ech mengen, do misst ee sech och am Kader vun där heiter Initiativ philosophesch Gedanke maachen, wéi esou eppes… Wa mer esou eppes hunn, bon, da musse mer et och benotzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot, an dann den Här Urbany.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt nach eng Kéier op d'Gesetz vun 2004 zréckkommen, wou jo dann d'Protection du patrimoine économique drasteet. An et si scho Saachen driwwer gesot ginn. D'Preventioun sécher, wat de Patrimoine intellectuel, Recherche, an esou weider, ugeet. Mä wann ee sech fir déi Notioun vu Protection du patrimoine économique keng kloer Definitioun gëtt, da ka jo do awer eng Interventioun vun engem staatleche Service a Relations d'affaires sinn, vu dass mer eng oppen Ekonomie sinn, mat ville Relatiounen, déi iwwert d'Grenz sinn. Wann een do e staatleche Service huet, dee sech drëm bekëmmert, dann ass et jo absolut

wesentlech, dass deen eng kloer Definitioun vun deenen Tâchen huet an deem Kader, déi e vum Gesetz krut.

Dofir meng Fro. Dir waart jo bis 2008 do. Dir hutt dat Gesetz vun 2000, d'Mise en place vun deem Gesetz, matgemaach. Gëtt et eng Traçe dovunner, dass déi Notioun Protection du patrimoine économique ausgedäitscht ginn ass, dass do kloer Limitë waren? Well wann dat nämlech net de Fall ass, da si jo awer all Dérivë méiglech, dass ee vun engem Service aus, deen am Gesetz déi do Kompetenz huet, dass een a Relations d'affaires an enger Privatekonomie agräift, déi inakzeptabel sinn.

Hutt Der also eng prezis Definitioun mat kloere Kaderen, wou de Service däerf intervenéieren a wou en net däerf intervenéieren iwwert déi Notioun? Ass et dat ginn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Dat ass mer net bewosst, dass et dat ginn ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Ech wëll eng Fro gären drunhänken. Dir hutt gesot, den aktuellen Direkter huet eng restriktiv Interpretatioun.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Eng defensiv Interpretatioun. Säi Virgänger, hat deen eng aner Interpretatioun? Et ass mat deem, wou Dir eigentlech nach ze dinn hat. Dir hat jo eigentlech mam aktuellen Direkter net…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Jo, genau.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Oder hat ech dat falsch verstane virdrun, wat Der gesot hutt?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, dat hat Der richteg verstanen. Den… Ech muss do vläicht e bëssen aushuelen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Net ze vill.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Awer net ze vill. Bon.

De Service huet menger Meenung no am produktiivste geschafft, wann e mat Servicer zesummegeschafft huet an engem bilateralen operationelle Kader. An dat hu mer quasi zu menger Zäit haaptsächlech mat offensive Geheimdéngschter gemaach. Mat Geheimdéngschter, déi an hiren anere Länner dofir do waren, fir Spionage ze maachen.

An dat huet eis relativ vill bruecht, well mer iwwert deen dote Wee gesinn hunn, wéi aner Servicer schaffen, wat aner Servicer maachen, wat aner Servicer interesséiert. Wat interesséiert aner Servicer hei zu Lëtzebuerg? An den… An an deem dote Kontext war bestëmmt eng Oppenheet, fir déi bilateral Relatiounen oder multilateral Relatioune mat offensive Servicer do.

A mir hunn do geléiert a mir hunn hannert d'Kulisse gesinn. Dat heescht, mir hu Vertrauen opgebaut mat esou Servicer. Déi hu gesinn, dass mer oppe si fir, wéi si schaffen. An doduerch hu mer och gesinn, wat se maachen; zum Deel wat se maachen. Mir hunn natierlech net alles gesinn, mä mir hunn awer méi konnten hannert d'Kulisse kucken.

An dat huet eis, menger Meenung no, ganz vill bruecht, fir ze verstoen inwiefern offensiv Déngschter hei am Land interesséiert sinn. Fréier hu mer dat net matkritt. Wéi mer hinnen awer gehollef… Wéi mer hinne gesot hunn: „Mir kënnen Iech hëllefen… Dir kënnt hei… Maacht wann ech gelift hei elo näischt, wat mer net wëssen. Wann Der eppes wëllt hei maachen, wat net géint eis Intérêten ass, da sot eis bescheed. A vläicht kënne mir Iech hëllefen." An do hu mer mat offensive Servicer zesummegeschafft.

A mir hu vun deene geléiert. Mir hu gesinn, wéi se schaffen. An dat heescht, déi Notioun, mat offensiven Déngschter sech ze beschäftegen, war do. An déi ass vum Marco Mille gedeelt ginn, ouni awer elo dee preventive Charakter ze verloossen. Mir sinn eben e Service de Renseignement gewiescht, wéi gesot, wéi virdru scho gesot. Dee muss eng ganz Panoplie vun Aktivitéiten ofdecken, déi an anere Länner nëmme verschidde Servicer ofdecken… déi eenzel Servicer ofdecken… also, déi vu verschiddene Servicer ofgedeckt ginn.

An dofir géif ech scho soen, dass déi doten Notioun bewosst war am Service de Renseignement, esou wéi ech se interpretéiert hunn a wou ech och haut nach mengen, dass se richteg ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An déi géif awer haut dann net méi esou applizéiert ginn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat weess ech net, wat haut applizéiert gëtt. Ech si säit 2008 net méi do.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Iwwer eng Referenz, wou Der gemaach hutt op…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mä, wat den Här Heck gesot huet a senger Ausso, mengen ech, dass dat dann och esou ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir interpretéiert dat esou.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Interpretéieren ech et esou. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot an dann den Här Urbany. Den Här Fayot war, dann den Här Urbany. Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Zu Ärer Zäit ass jo och déi Cargolux-Diskussioun do gewiescht, wou Iech haut an der Press zum Beispill reprochéiert gëtt, Dir hätt do Kontakter gehat mat verschiddene Kreesser an der Cargolux géint anerer. Dir hätt mat potenziellen Actionnairë Kontakter opgeholl. Dat heescht, Dir hätt Iech och offensiv agemëscht an d'alldeeglech Strategie vun der Cargolux Fluchgesellschaft, fir Afloss ze huelen. Ech weess net, a wat fir eng Richtung genau. Dat ass d'Fro, déi ech Iech wollt stellen.

Wat war eigentlech de Kontext an den Hannergrond vun Ärem aktiven Amëschen an déi Cargolux-Affär deemools? Ech mengen, dass d'Affär Lufthansa do vläicht mat eng Roll gespillt huet.

An Dir hutt geschwat vun offensiven auslänneschen Déngschter. War do och iergendee Kontext, deen ee kann hierstelle mat esou Aktivitéiten ëm d'Cargolux an d'Luxair? Ëm de Fluchsecteur?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech soen Iech Merci fir déi Fro, well déi gëtt mer d'Geleeënheet, fir dozou Stellung ze huelen. An et ass eppes, wat mech natierlech bedréckt, wat haut do geschwat gëtt. An do gëtt immens vill vermëscht an immens vill zesummegemëscht.

Éischtens emol war d'Cargolux ni eng Cibel vum Service de Renseignement. D'Cargolux war kee Sujet. Et war keen „Target" vum Service de Renseignement. Ni.

Am Kader vun enger anerer Operatioun, dat e bëssen an deeselwechte Beräich geet wéi virdrun, wou ech, mengen ech, Schwieregkeeten hat, fir heizou ze schwätzen driwwer, huet sech erginn oder erwisen, dass et e Risiko oder riskant kommerziell Taktike gi si vun der Cargolux, déi der Cargolux vläicht guer net bewosst waren, dass se riskant waren. An déi hätte kënnen zu Problemer féieren. Also reng preventiv Indikatiounen. Virun allem hat dat mat Volen an den Iran ze dinn.

Zu deem Zäitpunkt ware keng international Sanktiounen, mä et waren awer restriktiv an och schonn national Sanktioune vu Länner, mat deene mer duerch en Traité

d'alliance verbonne sinn. Dat heescht, wou mer och am Gesetz hir Intérête musse vertrieden.

An dat war reng an deem dote Beräich, wou d'Cargolux eng Randerscheinung war. D'Cargolux war u sech net den... D'Cargolux war jo just den Transporteur. D'Cargolux war net den... et war net de Sujet vun der Operatioun. Den... A Gespréicher mat ville Leit - an dat ware Gespréicher, déi op all Niveau mat der Cargolux waren, déi sech u sech méi imposéiert hunn, wéi dass mir se gefrot hunn; an ech soe wierklech „op all Niveau" - hu sech du weider Problemer rausgestallt.

Ee vun deene Problemer war zum Beispill ëm déi ganz Antitrust-Geschicht. Wéi, inwiefern hunn auslännesch Acteuren dee Prozess do beaflosst? Inwiefern war déi ganz Antitrust-Saach, déi do gelaf ass, eng u sech kommerziell Saach am Benefiss vun aneren Acteuren? Et ass relativ kloer, dass dee sougenannte Whistleblowing vu Lufthansa, der Lufthansa nëmme profitéiert huet. D'Lufthansa hat eng Liberté de poursuite do kritt an deem ganzen Dossier. Et huet de Konkurrente vun der Lufthansa geschuet.

Dat si Saachen, do hu mer eis Gedanken driwwer gemaach, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Dee Whistleblowing, ëm wat ass et do da gaangen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* De Whistleblowing vun der Lufthansa war, d'Lufthansa huet dem Department of Justice an Amerika dénoncéiert, dass si selwer Deel vun engem Kartell waren, wat d'Fuel surcharges ugaangen ass. An an deem dote Beräich huet dat der Industrie ganz vill geschuet, et huet der Cargolux ganz vill geschuet dat do. An et huet der Lufthansa awer just profitéiert.

Sinn et do däitsch Regierungs ... oder ass et eng Akzeptanz dinn dovun? Wann ech den Aktionariat vun der Lufthansa haut oder deemools kucken, da war dat schonn eng quasi staatlech Firma, wou staatlech Banken Haaptaktionär sinn, regional Banken Haaptaktionär sinn. Also, dass ee sech do konnt Froe stellen, ass dat doten eppes, wat vun engem anere Stat sanktionéiert ass oder akzeptéiert ass? An et huet

ganz kloer Répercussiounen op eng Firma hei am Land. Esou Gedanken hu mir eis gemaach an esou Gespréicher hate mir och.

Mir hu kloer rausfonnt, dass déi Taktiken, déi ugewannt gi sinn, déi Tactiques d'investigation, déi ugewannt gi si vum Department of Justice, wäit gaange sinn, déi waren aggressiv. Do waren Taktiken dobäi, wou et - dat kann een net beweisen -, mä wou et Indikatioune gi sinn, dass et effektiv Écoutë gi sinn, dass Kommunikatiounen interceptéiert gi si schonn zu engem Zäitpunkt, wou deen Antitrusting scho kloer war a wou sech da vläicht nach méi Beweiser erwaart gi sinn, déi schlussendlech zu enger juristescher... Bon, et huet zu engem „plea agreement" gefouert. Dat heescht, et ass en Arrangement gemaach gi mat der amerikanescher Autoritéit. Mä et huet awer eppes kascht.

An dann dee Volet an Amerika, inwiefern war dee politesch motivéiert? Inwiefern war deen Attorney general, deen domat befaasst war, politesch motivéiert, fir Carrière ze maachen, fir mat esou engem groussen Antitrust-Dossier herno kënnen an d'Politik ze goen? Do waren e ganze Koup esou Froen hannendrun, déi menger Meenung no komplex waren, wou ech och d'Äntwert net drop hunn, mä deenen ee sech awer hätt missen oder déi mer eis och gefrot hunn an déi ee sech, menger Meenung no, ganz legitim an deem doten Dossier soll froen.

An et gëtt haut duergestallt, wéi wann do Interna ware vun irgendwelche Leit, déi iergendwelch Positioune wollten hunn an esou virun. Dat ass absolut net wouer. Dat mag et gi sinn, dass do Leit wollten aner Positiounen hunn an esou virun, wéi an all aner Betrib, mä dat war a kengem Fall eng Situatioun, déi mech beaflosst huet op iergendengem Niveau.

D'Participatioun, vun där Der geschwat hutt, dat koum Joren duerno. Do war ech scho laang net méi am Service. A wann Der wëllt, dann erklären ech dat, wa mer Zäit hunn. Ass dat eppes, wat...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech ka vläicht mat enger...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Net extensiv, well d'Zäit ass awer e bëssen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech ka vläicht mat enger preziser Fro nohëllefen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Haakt no, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Haut ass op enger Radiosstatioun gesot ginn, do wieren am Cargolux-Beräich fir de Mëttleren Osten, wieren et zwou Gruppe ginn. Dat eent wier déi vum Här Pierre Wesener gewiescht, an dann nach eng aner Grupp. An do steet dran, déi hätte verschidde Konzeptioune gehat. Ech weess net genau wat, a wat fir enger Matière. An Dir hätt Iech do op d'Säit vum Här Pierre Wesener gestallt respektiv sengem Mataarbechter, den Här Christian Zenner, an hätt do och gemengt, déi géife CEO gi vun der Cargolux-Gesellschaft. Wat ass do den Hannergrond vun deene Behaaptungen? Ëm wat ass et do gaangen an deem Konflikt?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat weess ech net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht déi Behaaptungen, déi wäre falsch, Här Schneider?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Dat heescht, ech weess net. Déi zwee Nimm si mer bekannt, et sinn och aner Nimm mer bekannt. Ech mengen, do gi mer ganz ganz no un, gi mer ze vill no un d'Gesetz vum Service. Mä dat stëmmt net. Dat heescht, mir sinn déi Ambitioune vun deene Leit, déi se an der Cargolux haten, egal. Ech sinn awer nach bescheide genuch, fir ze mengen, dass ech ni wäert en Afloss dorop hunn, wie bei der Cargolux CEO wäert ginn, an dat och ni wäert kréien an och ni gehat hunn. An déi Behaaptungen do, dat ass en Amalgam vu verschiddenen Aussoen, wou ech net weess, aus wéi engem Grond se gemaach ginn. Mä et ass absolut falsch!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Punkt. Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt emol drop verwisen, datt Der eis keng Detailer kënnt ginn, well d'Gesetz dat esou virgesäit. Dat versti mer och. Et war awer,

mengen ech, de Moien och nach op därselwechter Radiosstatioun ze héieren, datt Detailer an engem Businessplang vun Ärer spéiderer Entreprise Sandstone opgedaucht wären, och wat den Dossier Cargolux ubelaangt. Stëmmt dat?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat stëmmt. Dat war e Beispill, an där...

M. Claude Meisch *(DP).*- Fannt Dir dat normal?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, et war...

M. Claude Meisch *(DP).*- Eis sot Der hei: Ech kann do keng Detailer ginn iwwert déi Operatioun, déi mer do gemaach hunn. An dat, wat Dir eis hei net kënnt soen, well et ënnert d'Gesetz vum Geheimdéngscht fält, dat huelt Der awer fir privat Zwecker dann, fir Är Societéit ze grënnen, fir Partner ze fannen, Kapital ze fannen, Clienten ze fannen. Dat fannt Dir normal?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, dat fannen ech net normal. An dat ass och net geschitt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat ass da geschitt?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- D'Cargolux war am Businessplang, esou wäit ech mech kann erënneren - mä ech hunn deen elo wierklech net am Kapp, dat misst ech nokucken -, mä d'Cargolux war als e Beispill vu verschiddenen Acteuren, déi e Besoin vu Risikogestioun hei zu Lëtzebuerg hunn. Soubal d'Cargolux Lëtzebuerg verléisst mat hire Fligeren, ass se an engem aneren Territoire. An dat mécht d'Cargolux nun endlech, well dat hire Business ass, fir net hei zu Lëtzebuerg ze sinn.

Wann zum Beispill d'Cargolux, an dat war zu där doter Zäit nach de Fall, op Damaskus flitt, wann d'Cargolux op Beirut flitt, wann d'Cargolux op Plaze flitt, déi een awer kann als Risiko héich asetzen, dann huet d'Cargolux, menger Meenung no, wéi

all aner Firma och, eng gewësse Responsabilitéit. Eng Responsabilitéit par rapport zu hire Mataarbechter, par rapport zu hirer Gouvernance, par rapport zu hiren Aktionären, fir kënnen och deen dote Sécherheetsberäich mat ofzedecken. An do ginn et ebe Firmen hei am Land, et ginn anerer an anere Länner, déi esou Risiko-Evaluatioune musse maachen, Travel security an esou virun.

Wat ass zum Beispill, wa bei enger Cargolux am Iran e Motor futti ass? Dat kënnt oft vir bei de Fligeren, dass do emol eppes futti ass. A wéi kritt se dann, ënnert deem ganze System vun Embargo, hir Dénger do dohinner? Dat ass also ee Beräich, wou eng Firma eng Auto-Responsabilitéit huet a wou et e Marché gëtt fir esou Firme wéi meng, fir esou eppes eran ze...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat liicht eis an. Déi Fro, déi jo hei op der Hand louch, ob Der Informatioune genotzt hutt, déi Der Iech ugëeegent hutt an Ärer Aktivitéit am Service de Renseignement, fir duerno dee Businessplang ze fëllen, fir Clienten a Kapitalgeber ze sichen. Dat ass déi Fro. Do ass haut gesot ginn, do hätte vertraulech Informatiounen an deem Businessplang gestanen. Interessant wär et vläicht, deen ze kréien, wann d'Kommissioun dee kéint...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ginn Iech dee gären.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...kéint ufroen, Här President. Ech mengen, da kënne mer eis do e Bild dozou maachen. An deem Zesummenhang...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir hu schonn esou décidéiert.

M. Claude Meisch *(DP).*- An deem Zesummenhang wëll ech och froen, ob et stëmmt, datt Der duerno, wou Der net méi beim Service waart, täteg waart als Intermédiaire fir en amerikanesche Fong, deen Interessi gehat hätt, bei der Cargolux eranzeklammen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Bon, fir d'Éischt, generell dozou. Ech mengen, Dir hutt de Marco Mille hei och net

gefrot, ob Siemens, ob e seng Kontakter bei der Siemens benotzt. Ech menge kënnen ze zitéieren, dass de Marco Mille gesot huet, dass dat heiten, seng aktuell Positioun, hei net de richtege Forum ass, fir déi ze diskutéieren. Ech verstinn awer Är Froen an ech äntwerten och gären op Är Froen. Mä just, ech géif mengen, dass et vum Prinzip hier dat u sech genau datselwecht ass.

Dat, wat ech am Kapp hunn, hunn ech am Kapp, do kann ech net dofir. Dat deet mer leed. Do gëtt et kee Knapp, deen ech kann drécken an dann ass et fort. Natierlech hunn ech, esou wéi ech meng Ressourcë benotzt hunn, wéi ech vun der Amerikanescher Ambassade bei de Lëtzebuerger Stat gaange sinn, a sech de Stat do net beschwéiert huet driwwer, wéi ech déi Ressourcë matbruecht hunn, och net den Amerikanesche Stat, hunn ech dat, wat ech am Kapp hunn, och matgeholl aus dem Service de Renseignement eraus.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An och de Calepin?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wat gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An och de Calepin, Carnet d'adresses?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- De Calepin, de Carnet d'adresses, déi Kontakter, déi ech hunn, an ech mengen, ech muss dat eng Kéier kuerz beschreiwen, well dat ganz wichteg ass.

Ech hat hei eng Positioun am Cadre dirigeant vum Service de Renseignement. Meng Homologen an anere Länner, déi déi dote Positioun haten, mat deenen ech ze dinn hat, sinn zum gréissten Deel politesch genannte Positiounen, déi mat der Regierung wiesselen, wou et ganz normal ass, dass déi Leit no hirer Tätegkeet an de Privatsecteur wiesselen. Ganz normal, ganz üblech.

Dat heescht, dass ech haut natierlech Kontakter hunn zu Leit, zu deenen ech deemools Kontakter hat, mä déi awer och net méi an deene Positioune sinn. Ech hu

keng Kontakter zu Service de Renseignementen, dat heescht ech hu keng Kontakter zu Leit, déi an aneren Déngschter sinn. Déi Réseauen do...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt awer nach weider op deene selwechten Dossierë geschafft, wéi am Fall Cargolux dann?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech...

M. Claude Meisch *(DP).*- Net méi onbedéngt an enger Renseignementsaktivitéit, mä Dir hutt awer fir Clienten am Dossier Cargolux geschafft?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass esou, dass et bekannt war, an öffentlech bekannt war, dass 34 an esou vill Prozent vun der Cargolux vun engem Treuhänder oder vun engem Liquidateur an der Schwäiz gehale waren, dat waren déi fréier Swissair-Aktien, an dass déi och disponibel waren, dass do hätt kéinte kaf ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Also Dir hutt fir en Interessent geschafft?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, en amerikanesche Gremium, deen ech net kannt hunn, wéi ech beim Service de Renseignement war, dat heescht, déi ech eréischt kennegeléiert, déi ech eréischt no menger Carrière am Service de Renseignement kennegeléiert hunn, huet sech fir déi 34 an esou vill Prozent vun der Cargolux interesséiert. Firwat hunn déi sech dofir interesséiert? Déi haten an hirem Gremium, neen, dat ass wichteg, déi haten an hirem Gremium, an hirem Portefeuille Intérêten, wou ganz staark Air-Cargo-Besoinë bestanen hunn. Dat heescht, déi konnten eng Turn-around-Strategie matbréngen, déi konnte Business mat an d'Cargolux erabréngen an do hätt hiren aneren Deel vun hirem Portefeuille profitéiert dovun. Dat war eng reng kommerziell Geschicht.

Ech hunn dat net eleng gemaach, ech hunn dat mat aneren direkt, mat anere kommerziellen Acteuren hei zu Lëtzebuerg, déi établéiert sinn, déi e kommerzielle Business hei haten, gemaach, well dat net méi Rôle ass, well ech dat net kann, well

ech net do, well dat wäit iwwert dat erausgeet, wat ech hunn, wat meng Capacitéit war. A mir haten éischt Gespréicher am Mäerz, am September 2009 mat der Regierung. Mir hunn dat presentéiert, transparent, an enger Réunioun mat engem Regierungsmember. An hei, net hei am Land, mä an engem anere Land.

M. Claude Meisch *(DP).*- Stëmmt et, datt Der och d'Regierung ënner Drock gesat hutt, oder gedroht hutt, se ze dénoncéiere beim OLAF opgrond vun den Informatiounen, déi Der aus Ärer Virtätegkeet hat?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, dat ass... ech si frou och, dass Der mer déi dote Fro stellt. De 4. Juli 2011 schreift de Patrick Heck en E-mail un de Jean-Claude Knebler ëm 15.58 Auer, an e seet: „Quelqu'un m'a rapporté que Frank était à Bruxelles la semaine dernière où il a eu une entrevue avec les services antifraude de la Commission Européenne. Il y aurait dénoncé les fraudes dans le dossier Cargolux. Ma source est sûre de l'entrevue, mais incertaine sur le contenu de l'entretien."

De Jean-Claude Knebler huet mer deen E-mail weidergeschéckt. C'est du ouï-dire, nennt een dat, c'est du Beschass, op lëtzebuergesch, dat do. Ech war net zu Bréissel, ech hunn ni eng Réunioun mam Office antifraude gehat, ech hat absolut keng Intérêten, fir den Office antifraude ze kontaktéieren. Et huet mech net interesséiert, fir den Office antifraude ze kontaktéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir sidd jo do staark beschëllegt ginn. Sidd Der dann iergendwéi dogéint virgaangen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn de Patrick Heck domat konfrontéiert. De Patrick Heck ass nervös ginn. De Patrick Heck... ech sot, schaffs De hei op mech, da schaff wéinstens esou, dass ech et net rausfannen. Wat ass dat do vu Source? Wat ass dat do vu Renseignement? Wat ass dat do fir e Quatsch? An doropshi si mer op en „de-conflicting" Iesse gaangen, wat hien, aus der Statskeess huelen ech un, bezuelt huet, am Pavillon um Gaalgebierg zu Esch. An do krut hien dat do och net erkläert, firwat en dat do geschriwwen huet a firwat déi doten Dommheeten an d'Circulatioun gesat gi waren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir fannt awer normal, datt den Här Knebler Iech dat weidergeschéckt huet?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat muss Der den Här Knebler froen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci. D'Madame Polfer hat nach d'Wuert gefrot.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ganz kuerz, mä ech wollt nach eng Kéier kuerz op de Kurdistan zréckkommen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dir hat gesot, et wier jo ganz sécher, wier do vill Tourismus. Ass et also bei deene Recherchen, fir ze kucken, ob et do kënnte Kontakter ginn, ass et do ëm Tourismus gaang oder éischter ëm Energie?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass... also ech géif net an d'Vakanz dohinner fueren, obwuel et schéin ass.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat hunn ech mer och geduecht.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do waren e puer ganz speziell Touristen, déi dat eben historesch - an dat ass historesch interessant - gekuckt hunn. An et ass net ëm Tourismus gaangen, et ass och, weess ech net, ob et ëm Energie gaangen ass. Et war ee Member mat, ech mengen, dat ass jo bekannt, deen am Energieberäich sech interesséiert huet, deen huet wuel do seng Kontakter gehat an huet vläicht och mam Uelegminister do geschwat. Ech weess dat net.

Mä souwisou ass dat doten eng ganz komplizéiert Saach. Dat huet sech och herno rausgestallt, dass dat alles muss iwwert, all déi Energiefroen, déi Uelegfroen, déi mussen iwwert den Zentralstat vum Irak lafen, dat geet net iwwert déi kurdesch Autorisatioun, Autoritéiten. Do sinn ze vill Konflikter am Irak selwer, fir déi dote Problemer esou unzegoen.

Mä do war effektiv och e Volet Energie mat dran, deen an der Begleedung mat war, mä wat dat awer do, wat do fir Diskussioune waren, dat weess ech net, do war ech net dobäi.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Fayot, dozou?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Méi allgemeng.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo. Also Sandstone do, déi géif ech nach gären, déi Diskussioun groupéieren zum Schluss. Vläicht net dozou, an dann, wann Der...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, eng allgemeng Fro un den Här Schneider. Dir sidd 2008 aus dem Service de Renseignement fortgaang. Dir hutt dann eng Firma gegrënnt. Bon, dat ass jo zu Lëtzebuerg e bësse méi rar. Dir hutt zwar erkläert, dass am Ausland oft Cadres dirigeants vu Service de Renseignementen, wann eng Regierung wiesselt, rausginn an dann och an de Privatsecteur ginn, dee berühmte Pantouflage, wéi een dat nennt. Firwat sidd Dir 2008 aus dem Service de Renseignement fortgaang, fir eng Privatfirma ze grënnen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do sinn eng Rei vu Circonstancen zesummekomm, déi dat erginn. Éischtens hat ech en Alter, wou ech nach wollt a mengem Liewen eppes anescht maachen. Ech war eben ee vun deene Raren, déi sech gesot hunn, déi Fonction publique ass näischt fir mech. Dat gëtt et hei zu Lëtzebuerg net vill. Déi meescht Leit probéieren do eran ze kommen, an ech hu probéiert do erëm eraus ze goen. Mä dat Recht muss ech jo hunn, fir dat kënnen ze maachen, och wann dat näischt Normales ass hei zu Lëtzebuerg. Dat war emol den Haaptfaktor vun där Saach.

Dat Zweet ass, ech war vill zevill séier a vill zevill enger héijer Positioun beim Stat. Dat gëtt et ganz vill beim Stat, an dann huet een da mat 35, 36 Joer néierens méi, wou ee kann higoen. Ech konnt Direkter ginn, mä ech wollt keen Direkter ginn. Ech wëll keen Direkter ginn, ech wollt keng protokollaresch Aufgab hunn, dat huet mech net interesséiert. Dat heescht, dat huet och dozou bäigefouert.

Dunn huet natierlech dozou bäigefouert, dass et e Marché gëtt fir dat do. Mir hunn eng Wirtschaftsdynamik hei, déi awer ganz héich ass.

Mir hunn eng Wirtschaftsdynamik hei, déi awer ganz héich ass. Mir sinn de siwentgréissten - oder wat och ëmmer -, déi siwentgréisst Finanzplaz op der Welt, déi brauch esou Servicer, déi meng Firma ubitt. An do kann ech jo vläicht nach driwwer schwätzen, dat interesséiert lech, mengen ech, och.

Déi… Da war et méiglech, da war e Finanzement do, dee war komm, fir dat kënnen ze maachen. Et war jo net einfach. Ech mengen, ech muss kënnen esou eppes ufänke mat engem gewëssene Finanzement. Dee Finanzementsplang war breet, de Finanzementsplang hat zwou grouss lëtzebuergesch Banken, waren do mat dran. Do war e Privatinvestor dran, deen Der mëttlerweil kennt, an de Stat duerch seng Investmentfirma war och dran, reng natierlech, net participativ, mä reng an engem Prêt, iwwer e Prêt, deen eng Start-up kann ufroen, deen ech ugefrot hunn, a wou och...

M. Claude Meisch *(DP).*- Mengt Der dee bei der SNCI?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dee bei der SNCI, jo. An dat war also en équilibréierte Finanzplang, dee méiglech war vun deene mat eis selwer fënnef Ingrédienten, deen dann dozou gefouert huet, dass ech konnt de Choix huelen, fir de Stat ze verloossen, fräiwëlleg gekënnegt hu beim Stat. Ouni Drock.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dank dem Här Fayot si mer elo awer beim Sandstorm gelant. Ech mengen, elo muss ech d'Diskussioun opmaachen zu deem …

(Interruption)

Der kommt alleguerten drun, keng Hektik hei. Jo, elo si mer awer direkt dran, also hei ass jo schonn elo Rieds gaangen iwwert Sandstorm.

M. Claude Meisch *(DP).-* Ech wollt nach eng Fro stellen zu de Reesen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Also, pardon, ech wëll just soen, d'Firma ech hätt se, wann ech, wann ech dat virdru gewosst hätt, hätt ech se och Sandstorm genannt, mä se heescht Sandstone.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Stone, Standstone. Et weess een heiansdo net, wéi d'Wierder ...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Esou offensiv sinn ech elo net.

M. Claude Meisch *(DP).-* Dat heescht, Dir deelt net déi Duerstellung, déi de Premierminister a senger Pressekonferenz hat, datt hie jo derfir gesuergt hätt, datt déi dräi Leit, déi eppes mat der Auergeschicht ze dinn haten, écartéiert gi wieren. Dir hutt gesot, dass keen Drock ausgeübt ginn. Dir hutt gesot, Dir wäert fräiwëlleg gaangen. Dir hutt gesot, Dir hutt eng Business-Opportunitéit gesinn. Dir hutt gesot, Dir wollt net méi beim Stat bleiwen. Dat ass fir mech eng aner Duerstellung, wéi dat, wat de Premierminister gesot huet.

Ass dat esou?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Ech sinn aus dem Service de Renseignement gaangen de Juli 2008. Dat war an enger Transparenz mam Stat iwwer meng Voie hiérarchique méintlaang bekannt, dass ech dat dote wëll maachen. Menges Erachtens ass de Statsminister eréischt am Dezember do vun enger Auerenaffär gewuer ginn, sou dass e schwéier hätt kënne mech sanktionéiere fir eng Affär, déi en nach net kannt huet.

M. Claude Meisch *(DP).-* Et hat also och näischt mat engem aneren Dossier ze dinn, wéi zum Beispill d'Cargolux, wou de Statsminister, mengen ech, eng aner Aschätzung och hat wéi Dir?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* D'Wourecht deet heiansdo wéi, an et wëllt ee se net wëssen. An et ass menger Meenung no onméiglech, dass esou eppes kéint mat engem Dossier Cargolux ze dinn hunn, well ech hu ganz einfach gekënnegt. Ech hunn ni eng Réunioun gehat, wou ee mer un d'Häerz geluecht huett, missen ze goen. Ech hunn ni en.., ech hunn ni eng eng verbal Suggestioun kritt, fir ze goen. Dat war absolut net do. Dat war et guer net ginn. Et war schwiereg, fir de Service de Renseignement ze verloossen. Dat ass net esou einfach, fir aus der Fonction publique ze demissionéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Just vläicht dozou prezis nach eng Fro. Dir wësst jo, bon, Dir wësst jo haut alleguer, dass tëschent dem Premierminister an dem Här Mille d'Vertrauensverhältnis natierlech erschüttert war…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).-*...an esou weider. Bon. Waart Dir jeemools an engem Gespräich dobäi zesumme mam Här Mille beim Premierminister?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Jo, an…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Et ass jo aussergewéinlech, Dir hut gesot, d'Relatioun hätt sech am Fong nëmme mam Direkter gemaach, Dir hätt am Fong u sech mam Statsministère selwer näischt ze di gehat.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Ech hat okkasionell eppes mam Statsminister ze dinn, mä ech war an enger Réunioun, ech war an enger Réunioun, mengen ech, ech kann awer och…. Neen, et

waren der méi, et waren der vläicht zwou oder dräi Réuniounen an där ganzer Zäit, wou ech dobäi war.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Waren déi konflikträich, déi Réuniounen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi ware konflikträich, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ëm wat ass et dann do gaangen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do ass et ëm déi ominéis CD gaangen, an do si mer, mengen ech, am Judiciairen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä déi waren awer virun där Réunioun, wou den Enregistrement gemaach ginn ass.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi ware virun där Réunioun vum Enregistrement, jo. Genau wéini weess ech net, kann ech lech net soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ouni datt Der ons Detailer sot, ass et ëm Meenungsverschiddenheete gaangen an Aschätzungen oder ëm wat ass et do gaangen?

Also, Der braucht eis näischt ze soen iwwert den Objet, mä mindestens de Konflikt.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et war eng, eng, eng Réunioun, déi eng ganz schlecht Atmosphär hat. Et war eng Réunioun, wou et an..., mer waren, also ech war zimlech auxiliär an där Réunioun do. Dat war eng Réunioun, wou..., wou mech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- War den Här Kemmer nach mat dobäi?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer war och mat do dobäi.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir waart zu dräi.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Hmhm, a wou mech erstaunt huet, wou einfach net..., et war vläicht e schlechten Dag. Et war vläicht..., jiddweree kann emol eng Kéier e schlechten Dag hunn. Et war vläicht net dee richtege Moment. Et war vläicht aneren Drock do. Ech weess et net, mä et war keng gutt Réunioun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä doropshin hutt Der décidéiert, fir nach eng Kéier à charge ze kommen zum nämlechten Thema?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, ech net, neen. Firwat?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, awer en aneren huet dat décidéiert?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- En aneren huet dat décidéiert, fir do nach eng Kéier zum selwechten Thema eng aner Réunioun ze hunn, jo. Déi kenne mer jo, dat weess d'ganzt Land, wat do geschwat ginn ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, ech wëllt zu zu där Geschicht, d'Kreatioun vun Ärer Firma zréckkommen. Wann een elo déi Aussoen zesummenhëlt, déi mer bis elo scho kritt hunn hei an der Kommissioun, schéngt et jo, wéi wann Der scho laang déi Iddi gehat hätt, dat heescht also, dass Der scho virun Ärem Départ, wéi Der nach eigentlech aktiv waart am Service de Renseignement, Der Iech mat där Iddi ofginn hutt, fir esou eng Gesellschaft ze grënnen am Beräich „business intelligence", wéi Der dat nach ëmmer nennt.

Wéi gesitt Der dat, wéi wäit datt d'Gespréicher mat...? De Procureur général huet eis gesot, Dir hätt Gespréicher mat him gehat, Dir hutt Gespréicher gefrot mat aneren.

War dat nach während Ärer Aarbechtszäit, oder war dat no der Aarbechtszäit? Wéi sidd Der deen Dossier do ugaangen?

Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Och mat anere Kolleegen, déi och beim SREL waren, um Ufank wollt déi Firma grënnen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat stëmmt. Déi Réunioun beim Procureur, déi war nodeems ech net méi am Service de Renseignement war. Vill vun deene Réuniounen, préparatoirë Réuniounen, déi ënner eis stattfonnt hunn, déi hunn natierlech ausserhalb vun den Aarbechtsstonne vum Service de Renseignement stattfonnt. Ech hat beim Service de Renseignement vill ze dinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wie waren déi aner Mataarbechter, déi och sollte matmaachen, vläicht herno net all matgemaach hunn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wien dat war, pardon?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. D'Nimm.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- D'Nimm. Do war, bon, virun allem deen, deen och matgemaach huet, dat ass de Philippe Carmon, dat ass mäin Associé, ee vu mengen Associéen. An do waren um Ufank d'Diskussioune mam Här Kemmer, mä dat huet sech herno net esou erginn. Dat heescht, dat war net konkret ginn. Dat heescht, déi eenzeg zwee, déi dann dunn schlussendlech aus dem Service de Renseignement déi Firma gegrënnt hunn mat aneren Associéë vun ausserhalb, sinn ech selwer an de Philippe Carmon.

Réuniounen hu misse stattfanne mat de Financieren, déi hunn normalerweis, sou wäit wéi dat méiglech war, ausserhalb den Aarbechtsstonne stattfonnt. Déi richteg Diskussiounen, déi Accords de principe…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll just, datt mer dat richteg verstinn. Dat heescht, Dir hutt am Fong d'Strukturen, Är eege Firma, also d'Planung dovunner, scho gemaach, wéi Der nach am Service de Renseignement waart?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, mä net aus dem Service de Renseignement, also net a menger alldeeglecher Aarbecht, mä…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hat awer nach am Déngscht geschafft, wéi Der un der Planung geschafft hutt.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hutt Der dann, hutt Der dann net och Är Positioun ausgenotzt a Kontakter ausgenotzt, déi Der kritt hutt während dem Service, fir zum Beispill Financieren ze fannen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hat Kontakter fir Financieren. Ech war am Service de Renseignement. Ech hat u sech keng grouss Kontakter zur kommerzieller Aussewelt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Fannt Der dat dann normal, een, deen op engem Fonctionnairesposten ass, datt dee seng Positioun do ausnotzt vu Kontakter, déi ee kritt, vu Financieren, fir hannenerëm eng Firma opzebauen, also mat Insiderwëssen eng Firma opzebauen. Fannt Der dat normal?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Sou normal wéi de Marco Mille, dee bei Siemens gaangen ass, doudsécher Kontakter mat Leit hat, deen ...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat entschëllegt, dat entschëllegt net…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Ech mengen, ech hunn eng Transitioun matgemaach. Ech si vun enger Carrière an déi aner gaangen. Een, deen e Carrièreswiessel mécht, huet ganz kloer scho Gespréicher mam neien Employeur, ier en d'Carrière wiesselt. An do baséiert e sech och op seng Réseauen a seng Netzwierker, déi en huet.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Et gëtt jo awer, et gëtt jo awer en Ënnerscheed, ob Der souguer…, ob Der en neien Employeur sicht oder ob Der carrément ee Financier sicht, fir Är eege Firma ze grënnen. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass, et gëtt jo awer a ville Länner, an net ëmsoss, gëtt et souguer Regelen, déi festleeën, datt dat souguer verbueden ass. Zu Lëtzebuerg gëtt et déi net, Dir sidd net an der Illegalitéit, wann Der dat maacht, mä duerfir froen ech Iech nach eng Kéier: Fannt Der dat déontologesch richteg, datt Der Är Positioun ausgenotzt hutt am Service vu Kontakter, déi Der kritt hutt, fir duerno Är Privatfirma opzemaachen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Wa meng Privatfirma just vun deene Kontakter misst liewen, déi ech aus dem Service de Renseignement kritt hunn, da géif ech net vill maachen. Dat heescht, hm, fir direkt Är Fro ze beäntwerten, ech gesinn dat net anescht, wéi wann ech bei en aneren Employeur ginn. Do gëtt et eng Transitiounsperiod, déi, déi, déi besteet. Dir hutt recht, et gëtt kee Code de déontologie oder esou hei zu Lëtzebuerg. Dee gëtt et vläicht geschwënn, an, an, wann et dee gi wier, hätt ech natierlech do och missen drun halen.

Ass dat normal? De Service de Renseignement ass schonn eppes, wat net normal ass u sech. Da fir aus esou eppes erauszegoen, ass extraordinär.

Hunn ech grouss Kontakter zu Financiere gehat? Ech hu keng grouss Kontakter zu Financiere gehat. Ech hat Kontakter zu e puer Financieren an ënner anerem de Stat an, an, an dann eben eng Firma...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass jo awer och d'Firma GMH, eng vun Äre groussen ...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- ...an eben eng Firma, déi.....

M. François Bausch *(déi gréng).*- An déi hutt Der kenne geléiert op der Irak-Missioun.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- ...an, an eng Firma, déi, déi ech do kenne geléiert hunn, gutt kenne geléiert, besser kenne geléiert hunn, déi ech awer virdru scho kannt hunn, déi e grousse Portefeuille vun, vun Investissementer huet, an déi dann och, an déi dann och do, déi ech derfir och konnt interesséieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir sot, Dir sot, Dir hätt déi am Irak besser kenne geléiert. Hutt Der se do besser kenne geléiert schonn och am Sënn deemools en vue vun der Grënnung vun Ärer Firma, oder ass.....?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, guer net, do ass absolut net driwwer geschwat ginn!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi sidd Der dann duerno..., well dat ass jo alles gelaaf och nach während där Zäit, wou Der geschafft hutt?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen! Do war nach guer keng Rieds! Also, déi, déi Rees an den Irak, do war absolut keng Rieds vun, vun enger neier Firma....

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéini ass dat ongefeier lassgaangen? Wéini ass déi Iddi gebuer, fir eng Sociétéit do ze grënnen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif soen, si ass konkret ginn am, am, ongefeier dräi, véier Méint, ier et

schlussendlech dann esou wäit komm ass, dass mer gaange sinn, wou mer dann d'Accords de principe all zesummen haten, mä d'Ëmsetzung da wierklech, fir dat alles ze finaliséieren, dat koum, nodeems ech dann de Service verlooss hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir hat um Ufank gesot, Iech wier näischt vun illegalen Écoutë bekannt gewiescht. Wann een elo den Dossier Cargolux kuckt, do ass awer eng illegal Écoute gewiescht vum Abrëll bis de Juli 2008.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gemellt ginn!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Gemellt ginn!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- …net tranchéiert…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass Géigestand vun enger Geriichtsaffär. Mä ech mengen, et kann een awer driwwer schwätzen, ouni an d'Geriichtsaffär oder ouni an d'Instruktiounen ze goen.

Et kann een…, et ass, et ass, wichteg, eng Kéier op d'Écoutë selwer ze schwätzen. Dat huet näischt mat der Geriichtsaffär ze dinn. Dat heescht, wann Der, wann Der mer erlaabt, géif ech gären dozou äntwerten.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi, ech…, d'Écouten! D'Écoutë sinn en, en, eng Method, eng vun deene Méthodes opératoires.

Ech muss Iech, mengen ech, eng Kéier beschreiwen, wat ech vun deenen Écouten…, oder wéi ech déi Écoutë gesinn. Gutt! Wéi ech an de Service de Renseignement komm sinn, war dat esou zimlech dat Exklusiivst, wat de Service de Renseignement konnt maachen. Dat waren déi Écouten.

Firwat huet de Service de Renseignement déi kënne maachen? Well et e Gesetz hat, wat dem Service de Renseignement dat erlaabt huet, fir dat ze maachen. Wann een e Gesetz huet, wann ee Regelen huet, dann huet een och Rechter. Dat heescht, da kritt de Service de Renseignement op eemol dat Recht, fir esou Écouten ze maachen. Am Gesetz steet vun deenen Écouten…, dat ass en, dat ass e ganz dënnt Gesetz och vun deenen Écouten.

Ech gesinn dat och wesentlech manner progressiv, wéi dat vläicht den Här Heck gesäit, dass do schonn eng Notioun vun enger…, oder eng Virahnung war, wéi, wéi, wéi, wéi dat Gesetz ´82 komm ass, wéi den, den, wéi d'Kommunikatioun haut géif ausgesinn. Ech géif éischter mengen, dass dat war, fir eppes ganz Konkretes ze camoufléieren, den Terme vun „toute forme de communication", dat war fir d'Postgesetz nämlech kënnen do mat iergendwéi dran ze flécken.

Hm, wéi d'Gesetz war, do war et dräi Moyens de communication ginn, e beigen, e bordeauxrouden an en donkelgrénge Siemens-Tëlefonen, ob déi een huet misse sechs Méint waarden, fir een ze kréien. An dat war alles vu Forme de communication, wat et ginn ass. Haut gëtt et eng ganz aner Panoplie vu Formes vu Kommunikatioun.

Do si mer bei deene klasseschen Tëlefonen. Do ass et einfach, déi hunn en Abonnement, do geet een hin....Mä ass et dann esou einfach? Wat ass dann zum Beispill, wann esou en Telefon bei enger Firma steet an do gëtt et en, an do gëtt et e Switchboard?

Wéi eng, wéi kann ech…, kann ech do déi ganz Firma oflauschteren, wann do ee sëtzt, dee mech interesséiert, well ech soss technesch guer net un dee kommen? Dat heescht, do gëtt et e ganze Koup Grozonen.

Da gëtt et Handyen, déi sinn ugemellt. Do ass et méi einfach. Mä wat ass dann, wann de Sujet mam Handy vu sengem Meedche schwätzt? Oder mam Handy vu senger Fra oder esou? Wéi wäit dierf ech do goen? Da gëtt et Prépayé-Handyen. An a spezielle Kreesser, wou de Service de Renseignement sech interesséiert dofir,

ginn do Kaarten ausgewiesselt, ausgetosch. Déi Handye ginn ausgetosch an esou virun. Dat heescht, do si mer ganz sécher an enger Grozon, wou et net kloer ass, wéini, wien, wiem en Handy gehéiert.

An da geet et an all déi aner Moyens de communication: E-mailen oder den Internet-Zougang. Wou ass dann do d'Kommunikatioun, wann ech den Internet konsultéieren? Mat wiem kommunizéieren ech do, wann ech googlen?

Dat heescht, mir sinn hei an engem Vide juridique, dee wesentlech méi grouss ass, mengen ech, wéi e beschriwwe gëtt hei. An dann, de Statsminister huet, et huet jiddwereen eng Zuel. Karteien, Honnertdausende Karteien si mer elo, ech weess et net, wéi vill si mer elo? Ech weess et net méi.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et geet éischter erof!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et geet éischter erof! Et geet all Kéiers erof! Ech, ech hu se net gezielt, ech ginn lech elo keng nei.... Ech weess et net!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Herno bleift nach eng, déi vum Här Juncker!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, wahrscheinlech! Also meng Eltere sinn och dran. Mir haten och Saache mam Osten.

Den, den, ech mengen, den Här, den Här Statsminister huet 300 an esou vill Écouten hei genannt an där Zäit, déi, déi, déi do, oder 300 Sujetë genannt, déi, déi do....

Ech géif mengen, dass et wichteg ass, dat eng Kéier an eng aner Dimensioun ze setzen. Ech hat, an ech ka mech do net, ech kann dat elo net honnertprozenteg soen, dat ass aus dem Gefill eraus. Mä ech hat, géif ech soen, ongeféier à chaque moment ëm déi 50 Interceptiounen. Also, dat heescht, 50 Moyens d'interception interceptéiert. Also 50 Kommunikatiounstechnologien, Handyen, Tëlefonen an esou

virun interceptéiert. Wann ech duerchschnëttlech kucken, dass déi ëm déi zéng Mol oder esou, konservativ gesinn, am Dag kommunizéieren, dann hunn ech 500 Kommunikatiounen den Dag, dat sinn der ganz, ganz vill d'Joer. A wann Der mech elo géift froen: „Nennt mer dräi oder véier Interceptiounen, déi eppes bruecht hunn, vum Contenu vun deem, wat do gesot ginn ass.", dann hätt ech ganz vill Schwieregkeeten, fir mat véier ze kommen.

Et wëllt heeschen, wat ech wëll soen, ass, dass dee Moyen d'interception, déi doten operationell Method ni ka méi wéi eng auxiliär Method sinn. Dat ass en takteschen, en taktescht Instrument. De Contenu ass seelen interessant oder vum Renseignement, huet e Renseignementcharakter. An ech hat ganz vill Schwieregkeeten, fir déi Zuel vun deenen Écouten do esou wäit wéi méiglech erofzedrécken.

Eng Écoute ass eppes Komfortabeles: Et reent net, et sëtzt ee schéi waarm, et ass e bëssen, dann d'lauschtert een do, wat se haut maachen.

An et vergësst een oft, wéi extraordinär esou eng Écoute ass, wéi, wéi, wéi penetrant esou eng Écoute fir d'Privatsphär vun engem Mënsch ass. Et huet..., do sinn Écouten do, déi lafen, déi si scho gelaf, wéi ech komm sinn, an ech huelen un, déi lafen haut nach!

Ma wann ech, wann ech no zéng Joer net weess, wat lass ass, dann, dann, mengen ech, ass dat dépasséiert! Déi dräi Méint do, déi et ëmmer, déi et ëmmer brauch fir déi Renouvellementer; ech weess net, ob et wierklech ëmmer esou vill gëtt, fir déi no all dräi Méint ze, ze, ze, renouveléieren.

An dem Écoutëgesetz steet eppes dran, wat wichteg ass. Dat ass, d'Écoute ass eng Mesure, déi dann ze huelen ass, wa soss aner Mesuren näischt..., net funktionéieren. Dat heescht, wann ech soss, iwwer aner Mesuren, den, den, meng Informatiounen net kréien. Ech weess net, ob dat ëmmer esou ass. Et gëtt jo e ganze Koup aner Moyenen, operativ, déi een emol fir d'Éischt misst..., déi manner, déi manner déif gi wéi, wéi déi dote Mesure.

Also, ech géif mech, ech hunn dem Här Heck seng, seng Deklaratioun hei ganz detailléiert nogelauschtert. Ech fannen, dass e recht huet, wann e seet, dass de Service de Renseignement, d'Applikatioun vum Service de Renseignement wesentlech muss méi regléiert ginn. Mä ech froe mech, ob net aus där doter Perspektiv, wann Der haut géift kucken - ech weess natierlech net, wéi vill Écouten de Service haut mécht -, mä wann Der géift vergläichen, wat en haut mécht, a wat e virun e puer Joer gemaach huet, ech géif mengen, dass dat en interessante Verglach kéint sinn.

Ech si kee Fan vun Écoutë gewiescht. Ech hunn dat wierklech als eppes fonnt, wat mer am mannste bruecht huet vun der Valeur de renseignement, mä wat awer am déifste gaangen ass vu Moyen d'opération. Wann een dat mat anere Länner... Verstitt mech net falsch, et ass eng Mesure, déi muss bestoen! Et ass eppes, wat zu engem Service de Renseignement gehéiert. E Service de Renseignement, deen dat do net ka maachen, dat ass kee Service de Renseignement. Mä et ass eppes, wat menger Meenung no vill méi iwwerluecht misst sinn, éier een esou eppes ugeet. An do ass sech wierklech Gedanken driwwer ze maachen, iwwert dat do. Et ass eppes, wou aner Moyens de renseignement, aner Mesure-opératoiren, wéi mënschlech Quellen an esou virun, vill ze vill kuerz kommen, wann et u sech esou einfach ass, fir dat do ze maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, vläicht dozou méi eng allgemeng Fro. Mir solle jo kucken, wéi esou e Service de Renseignement ka kontrolléiert ginn. Dee Contrôle ass jo nëmme relativ ze gesinn, wann et niewent dem offizielle Service de Renseignement och nach aner Servicer gëtt, déi schaffen: auslännesch Servicer, dat kann ee jo wuel kaum verhënneren, mä och privat Servicer zum Beispill, wéi déi, déi Dir ubitt. An do froen ech mech: Wéi spillt dat mateneen? Zum Beispill, gëtt et do nach Relatiounen zwëschen Iech an dem Service de Renseignement haut nach? A wat sinn eigentlech déi Methoden, mat deenen Dir operéiert?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech hunn elo hei en SMS kritt vu mengem Affekot. Dee seet: „Sandstone ass

net Sujet vun dëser Enquête". Ech äntwerten Iech awer drop. Ech géif..., well ech dat als Geleeënheet gesinn, an ech ka jo vläicht e bësse Pub maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- All Moyenë si gutt fir zur Wourecht ze kommen!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Natierlech!

Bon, de Renseignement, hat ech virdrun erkläert, ass eng Methodologie. Et si just déi Mesure-opératoiren, déi u sech änneren tëschent eppes, wat de Stat sech ka ginn, wat eng Mesure extraordinaire ass - Écouten, Filaturen, Observatiounen an esou virun -, a wat een „Net-Stat", dee sech un d'Gesetzer muss halen, ka maachen, eng Firma. Mäi Verständnis vu „Renseignement" ass ëmmer datselwecht. Déi Methodologie kann ech iwwerall uwennen, ob ech déi am Stat uwennen oder ausserhalb dem Stat uwennen, ass irrelevant.

De Moyen de collecte muss bei mir legal sinn. Dat ka just iwwer Sources ouvertes lafen. Dat ka just iwwer öffentlech zougänglech Quelle fonctionnéieren. Dat heescht net, den Internet. Dat heescht net, ech sëtzen do virum Google. Mir sëtzen och do virum Google, mä mir hunn aner Moyens de collecte, déi legal sinn, déi wäit iwwert den Internet ewechginn. Mir kafen Informatioune vun Informatiounsbrokeren, vun - d'Affekoten ënner Iech kennen LexisNexis, mir abonnéieren deier Informatiounssourcen. Mir kucken dann um Bradstreet, mir kucken Informatiounen, déi net fräi disponibel sinn, mä déi wäit ginn. An aus deenen Informatioune maache mir Produiten.

Mir maache keng clandestine Collecte vun Informatiounen. Mir schwätzen och emol vläicht mat engem. Mir bezuelen och vläicht en Expert an iergendengem Land, deen eis iwwert dat kann eppes schreiwen, wat eis Clienten interesséiert. Mir verschaffen déi Informatiounen, déi mer kréien, och relativ sophistiquéiert. Mä mir maache keng illegal Collecte vun Informatiounen.

An an deem dote Sënn hu mir eng vu ville Firmen op der Welt, déi Due-diligence-Servicer ubidden, déi Know-your-client-Servicer ubidden, déi Anti-money-laundering-,

Servicer ubidden, déi och emol eng Kéier Anti-fraude-Servicer ubidden. Well oft si Problemer vu räiche Leit der Justiz net onbedéngt zentral an deem, wou se hir Ressourcen drastellen.

Dat heescht, wann ee seng Sue geklaut kritt, seng Strukture geklaut kritt, wann e Bénéficiaire économique op eemol net méi u seng eege Firme kënnt, well et Trustee gëtt, déi dat esou camoufléiert hunn, dass e selwer net méi u seng Firme kënnt, wa mer keng ganz kloer geregelt Bénéficiaire-économiques-Situatioun hunn - déi mer net hunn hei am Land, an d'Rechter vum Bénéficiaire économique -, da kann et sinn, dass och emol eng Kéier muss investigativ geschafft ginn, fir kënnen nozetracéieren, wat dann do geschitt ass, am Intérêt vun engem Client, wou dee Schwieregkeeten huet, fir iwwer aner Servicer, staatlech Servicer, déi doten Äntwerten ze kréien.

Mä dat ass et, esou wäit geet et, an net méi! A mir hunn eppes, dat ass eng „Étude d'intelligence économique", dat ass ganz definéiert a Frankräich, wat dat ass. Dat huet dräi Pilieren, d'Intelligence économique. Dat Éischt ass d'Veille, an dat ass eppes, natierlech ass dat eppes: d'Recherche vun Informatiounen, déi mäi Client interesséieren, kommerziell interesséieren. Dat heescht net: Wirtschaftsspionage! Ech ginn net hin a kucken, wat säi Konkurrent mécht! Mä ech ginn awer hin an ech erklären, wat d'Konkurrenz ass, ouni illegal Methoden unzewennen, fir u Secreten ze kommen aus där doter Firma.

Den zweete Pilier ass d'Protektioun: Wéi protegéiert dee sech mat sengem, fir säi Savoir, deen en huet? Wéi eng Moyenë kann en uwennen? ISO 27001, aner Methoden.

Dat drëtt ass d'Influence. Natierlech benotze mer Reseaue fir Lobbying ze maachen. Dat ass eppes, wat ganz normal ass. Mir maache Lobbying. Mir gi kucken: Wie kann déi doten Décisiounen treffen, déi mengem Client kënnen hëllefen, zu sengem Zil ze kommen? Och net illegal! Lobbying ass eppes, wat et gëtt op der Welt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ass dat och: Zum Beispill hutt Der 2009, huet Sandstone eng A.s.b.l. gegrënnt iwwer ethesch Finanzen, wou allerhand Leit dra sinn, déi awer och eng Roll am Stat spillen. Ech gesinn, den Éierepresident ass den Här Juncker, de President ass den Här Santer, an där Gesellschaft. Ass dat esou eng Gesellschaft, déi och mat Influenzen, a politeschen Influenze spillt, fir verschidde Saachen ze erreechen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi doten Associatioun ass net meng.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir hutt se awer mat gegrënnt, mengen ech.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, mä si ass net meng an déi ass elo wierklech net Sujet vun där heiter Tagung. Ech gesinn net, wéi dat hei erapasst. Bon, mä...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- A wéi et hei erapasst!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- ...fir Är Fro ze beäntweren: Neen! Neen! Dat ass transparent, wat se mécht, an et ass net ganz bëlleg, fir do iessen ze goen, wa se déi Réuniounen hunn. Mä jiddwereen ass awer do wëllkomm, a méi mécht déi net! Dat heescht, dat ass en intellektuellen, soziale Réseau, dee sech gesäit an deen, esou wéi vill Chambre-de-commercen hei am Land, wéi d'American Business Society oder wat weess ech, wat alles, sech heiansdo zesumme gesinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et kéint eis jo awer interesséieren och an deem Zesummenhang, well et jo awer a Renseignementskreesser entstanen ass, och déi Iddi, fir dat ze grënnen,...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, si ass net..., Här Urbany...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* ...a well och Responsabeler oder fréier Responsabeler, politesch Responsabeler vum Service de Renseignement, sech dann hei erëmfannen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Si ass net..., si huet näischt mat engem Service de Renseignement ze dinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Neen, neen,...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Ech muss jo kënnen e Service de Renseignement verloossen an dann endlech och net méi Renseignement, et war souwisou Service de Renseignement, sinn! Dat ass duerno entstanen! Et ass net..., ech sinn och net dee Richtegen, fir dat ze beäntwerten. Ech si wierklech net dee Richtegen, fir dat ze beäntwerten! Dat ass net mäi Volet, dat ass eppes, wat haaptsächlech ee vu mengen Associéen interesséiert huet.

Deen huet sech dat opgebaut, an aus reng ethesche Grënn, mengen ech, an dee mécht dat och ganz intensiv, a virun allem mécht en et vill ze vill, well en eigentlech méi misst an der Firma sinn, wéi dat do ze maachen, well dat doten absolut net rémunéréiert ass. Dat ass also reng an deem Kontext ze gesinn, wéi et an de Statute steet, an déi Statuten, déi sinn disponibel fir jiddwereen. An dat ass et! Méi ass et net. Do musst Der anerer froen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Ech mengen och, dass mer dat elo net weider sollte verdéiwen. Ech mengen,...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Ech hunn nach eng aner Fro zu...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* ...wann Dir gär eng Question parlementaire un de Premierminister stellt, firwat hien do déi Présidence d'honneur geholl huet, dann ass dat lech fräigestallt, fir dat ze maachen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech hunn nach herno eng aner Fro zum SREL, fir nach eng Kéier drop zréckzekommen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass gutt. Ech hunn och eng…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir si jo elo hei SREL...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Loosse mer hei vläicht awer elo bei där anerer Fro bleiwen, bei deem anere Volet bleiwen. Den Här Bausch, den Här Meisch an d'Madame Polfer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, et ass de Moien och op engem Radio gesot ginn, datt, wéi Dir am Service nach geschafft hutt an amgaange waart, d'Grënnung vun Ärer Gesellschaft ze preparéieren, an ebe jo och zwee aner Mataarbechter, déi déizäit beim Service geschafft hunn, mat dodru gehollef hunn, datt den Här Mille do dergéint gewiescht wär, datt den Här Mille mat Iech doriwwer diskutéiert hätt a gesot hätt deenen dräi Leit: „Dat do geet net! Da musst Der de Service direkt verloossen!" Wat ass genau do ofgelaf an deene Gespréicher? War dat esou? Huet den Här Mille sech dogéint gewiert oder war hien do net..., huet en dat net gutt fonnt? Respektiv, wat ass do ofgelaf?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi éischt Diskussioun... Den Här Mille an ech haten eng enk Relatioun. Mir hunn all Dag matenee geschwat, mir hu vill matenee geschwat. Mir sinn op Reesen zesumme gaangen, déi mam Service ze dinn haten, mir hu vill diskutéiert. Ech géif mengen, déi éischte Kéier, wou ech déi Iddi vun esou enger Gesellschaft hat, wou ech gesot hunn, esou eppes feelt hei zu Lëtzebuerg, dat war, mengen ech, 2005.

An déi Gespréicher do sinn och ëmmer erëm opkomm. Ech hunn zu kengem Moment gespuert, dass den Här Mille iergendeppes dergéint hat, dass ech mech géif fir esou eppes interesséieren an dass ech géif iergendwann eng Kéier esou e Projet

ugoen. Ech mengen, dass ech ëmmer an der Transparenz gesot hunn, wann ech eng Kéier misst eppes anescht maachen oder wann ech eng Kéier wéilt eppes anescht maachen, da géif ech dat dote gäre maachen. Speziell mam Här Mille ware meng Projete ganz transparent. Déi éischt Iddië si mat him diskutéiert ginn. Ech hat also esou eng frëndschaftlech Bezéiung mam Marco Mille, fir dat kënne frëndschaftlech an diskret ze diskutéieren ausserhalb vum Kader a vum Kontext vum Service de Renseignement. Do gesinn ech net an, fir dat ze maachen, firwat en do géif behaapten, wéi am Radio do gesot gëtt, dass dat…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir hutt am Fong, wann ech dat richteg verstinn - entschëllegt, datt ech dat nofroen -, Dir hutt am Fong frëndschaftlech, wéi Der sot, mam Direkter vum Service de Renseignement vun 2005, 2006, vu wéini och un, ëmmer esou déi Iddi diskutéiert an ëmmer déi Optioun och mat him diskutéiert?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Bon, net ëmmer, ganz seelen, mä awer emol mentionnéiert, jo.

An dunn, wéi et méi konkret ginn ass, waren och zumindest Réuniounen, wou de Marco Mille, éier ech de Service de Renseignement verlooss hunn, mat an de Réunioune war, fir dat ze erklären. Do war et eng Réunioun gi mam Wirtschaftsminister, wou ech am Büro vum Wirtschaftsminister war, dat war éier ech de Service de Renseignement verlooss hunn, fir dass dat doten den Accord de principe - well et jo awer e bësse speziell war, dass een do geet - komm ass. De Wirtschaftsminister war néideg, fir dat nämlech ze maachen, wéinst der SNCI.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hunn ech dat elo richteg verstanen: Dir sidd an de Wirtschaftsministère mam Här Mille gaangen, fir do driwwer ze schwätzen, iwwert d'Grënnung vun Ärer Firma?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Absolut!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An Dir waart awer dunn ëmmer nach am Service de Renseignement?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do war ech am Service de Renseignement, mä dat huet misse geschéie wéinst dem Fait, dass et do jo och eng Demande d'aide financière vum Stat ginn ass. Dat heescht, do waren...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, Dir hutt Iech awer schonn, entgéint deem, wat Der virdru behaapt hutt oder ausgeschloss hutt, Dir hutt Iech awer schonn nach während Ärer aktiver Zäit am Service de Renseignement awer och schonn déi Démarche gemaach...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech gesinn dat wierklech net am...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...an der Déngschtzäit.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An do bei all deem huet och den Här Mille..., an den Här Mille huet ni e Problem gesi bei deenen dote Saachen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech gesinn net, soss wär et jo net geschitt! Zu Ärer Fro: Neen, ech mengen, ech bleiwen ëmmer nach bei menger éischter Ausso. Ech hunn natierlech missen deen een oder anere Rendez-vous maachen, dee vläicht an der Aarbechtszäit war, mä ech mengen, ech hu genuch geschafft, fir dat da kënnen anzehuelen. Dass dat net vun deem doten...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, et geet elo net..., dat ass ee Volet! Mä et geet mir och drëms ze wëssen: Dat ass jo awer en extraordinaire Virgang, datt Dir als Mataarbechter, Ugestalltene vum Stat fir deen doten - et ass jo net iergendee Service, an deem Der do geschafft hutt, trotzdeem -, datt Der do quasi alles virbereet hutt, mam Direkter dat och nach ofgeschwat hutt. Dir sot och elo nach: och nach an de Wirtschaftsministère gaange sidd, dat ofgekläert hutt. Also, dat muss ee sech

emol virstellen! Neen, also ech bleiwen - ech muss Iech ganz éierlech soen -, mir bleift do awer wierklech..., also do falen ech awer aus alle Wolleken, datt esou eppes méiglech ass!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech gesinn dat net esou, mä ech verstinn Iech zwar iergendwou. Mä ech gesinn et net esou. Ech mengen, ech hu jo iergendwou missen ufänken. Et huet jo iergendwou missen ufänken. Et huet jo iergendwou eng Kéier missen... An et ass jo kloer, dass hu misse Gespréicher gefouert ginn, fir esou eppes kënne méiglech ze maachen.

Ech sinn de 7. oder 8., ab dem 8. Juli net méi an de Service de Renseignement gaangen. Ech hunn do e Bréif, dee kann ech Iech ginn, wann Der dee gären hätt, wou op eng ganz frëndlech Aart a Weis a fir ze ënnersträichen, dass et sech absolut net ëm eng Mesure disciplinaire handelt, an dat an zwee Paragraphen, ech gebiede ginn, net méi an de Service de Renseignement ze kommen, just fir dann eben déi Trennung do kloer ze maachen, dass ech och - och aus dem Schutz -, dass ech do näischt kéint mathuelen an dass mer net ka gesot ginn, dee konnt elo, dee kann elo do nach alles mathuelen. Do ass ee Moment komm, wou ech net virgewarnt war, wou ech dann de physeschen Accès net méi hat an de Service de Renseignement. Dat wëllt elo net heeschen, dass ech net méi dobanne war, ech sinn dann nach eragaangen, mä op Rendez-vous, an...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wien huet dee Bréif geschriwwen? Dee Bréif...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- De Marco Mille, ech hunn dee Bréif - jo, de Marco Mille -, ech kann Iech dee ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hutt Dir dann och - Dir sot an dat schéngt jo do alles extrem wohlwollend gewiescht ze sinn -, hutt Der dann och versprach kritt oder gesot kritt, datt staatlech Instanze sech kéinte virstellen, Iech och Opträg ze ginn zu där...?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, ni, an dat hunn ech och ni gefrot! Dat wär och ouni Code de déontologie net

deontologesch méiglech gewiescht, et ass allefalls ni komm. Ech géif natierlech net Nee soen, wann elo no all deene Joren nach eng Kéier géif eng staatlech Instanz kommen a mech eppes géif froen, wat a mäin Aarbechtsberäich passt, wou ech sécher sinn, dass ech och kéint eppes liwweren, mä dat ass net, dat war net Sujet vun den Diskussiounen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wéilt vläicht op en anere Volet nach kuerz zréckkommen: de Rekrutement vum Personal. Mä Dir hutt gesot, wéi Dir selwer rekrutéiert gi sidd. Hutt Dir selwer och Leit rekrutéiert oder gehollef Leit rekrutéieren? Wéi ass et mam Här Kemmer? An och: Wéi war Är Zesummenaarbecht mam Här Kemmer an deem Service do?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer, souwäit ech dat weess nach, war komm, wéi de Service de Renseignement e Member aus der Police gesicht huet. Souwäit ech weess, war dat limitéiert, wéi vill Polizisten do kéinten détachéiert sinn. Do ass et, mengen ech, en Échange de lettres ënner Ministere ginn, deen dat op eng gewëssen Zuel - ech weess net méi genau, ech mengen, et waren der sechs - limitéiert huet. An duerch en Départ vun engem - ech mengen, en ass an d'Pensioun gaangen - ass esou speziell e Poste fräi ginn, deen hätt sollen oder sollt vun engem Polizist gefëllt ginn.

Den Här Kemmer huet mat eis virdrun enk zesummegeschafft. Dat war nom 11. September, do hat hien e gewëssene Lead, eng gewësse Responsabilitéit an där Cellule antiterroriste vun der Police judiciaire. Mir hunn eis dunn doropshi ganz vill gesinn. Do sinn och nei Relatiounen entstanen, déi virdru bal ondenkbar sinn, vun enger relativ enker Kooperatioun mat der Police a mam Service, déi virdrun net bestanen huet op esou engem Niveau de travail. Dat heescht, et huet een ugefaangen, sech ganz regelméisseg ze gesinn, Sujeten auszetauschen, iwwer wat geschafft gëtt.

An do hu mer du gemierkt, dass den André Kemmer ee wär, deen do kéint ganz vill bäidroen. Dee war u sech ganz gutt do an där Matière, déi en do gemaach huet. Mir hunn also den Accord gefrot, an ech war an enger Réunioun mam Här..., mam deemolege Chef vun der Police mam Marco Mille derbäi, wou hien eis och

recommandéiert ginn ass, mä scho méi liicht méi heavy maintenance wär. Mä mir hunn esou e Charakter och gesicht, dee méi dynamesch war vläicht, wéi mer dat gewinnt waren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir waart derfir, dass e sollt eriwwerkommen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech war derfir, dass e sollt kommen. Et war fir mech e voll integréierte Member vun der Police judiciaire. Mir waren - deen dunn am Service och eng Clearance kritt hutt - seng Dossier-médicalen net bekannt, déi si mech och näischt ugaangen, an deen huet also déi ganz Prozedure matgemaach, déi e gebraucht huet, fir bei de Service de Renseignement ze kommen, an dunn huet en do och ganz gutt Aarbecht geleescht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi enk Zesummenaarbecht, ass déi weidergaangen am Service herno bei Iech? Hutt Dir...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi enk Zesummenaarbecht ass weidergaangen am Service, dat huet fonctionnéiert, dat war gutt. Dat hat dann awer och iergendwann eng Kéier seng Limiten. Ech mengen, dat huet ee misse probéieren, wéi wäit dat... E Mënsch ass e Mënsch! Ech mengen, mir sinn all Mënschen! Iergendwa gëtt dat och e bësse Stress. Mä dat war gutt, a ronderëm hie si vill anerer och an de Service komm, déi eigentlech den André Kemmer suggeréiert huet. Do sinn der e ganze Koup, déi an de Service komm sinn, wat ganz gutt Mataarbechter waren, wat eng ganz gutt Équipe ginn ass, déi haut nach am Service sinn, déi awer ouni den André Kemmer och net do wären.

Mir haten dunn doropshin eng ganz gutt Équipe, an déi huet wierklech ganz enk a flächeniwwergräifend matenee geschafft. Dat war eng Zäit, eng ganz dynamesch a flott Geschicht!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi vill Leit waren dat ongeféier, déi gutt Équipe?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Nach eng Kéier: net wesentlech méi wéi zwielef, dräizéng Leit, vläicht emol fofzéng, vill méi ass dat net gaangen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An den Här Mandé an där ganzer, an där Équipe do?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Mandé war zum..., wéi den Här Mandé komm ass, ass hien an... Bon, den Här Mandé war ni esou richteg an enger Équipe. Den Här Mandé war awer a menger Branche, dat stëmmt, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An Äerer Branche?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- A menger Branche, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wisou war en ni esou richteg an enger Équipe? E muss jo am Organigramm, e muss jo iergendeng Roll do gehat hunn!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, zum Schluss hat en eng interessant Roll, dat war d'Liaisoun mam Ministère d'État.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- War dat seng offiziell Funktioun, oder wéi?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ma, esou stoung en emol am Organigramm. Ech mengen, dat war awer, nodeem ech net méi do war. Dat misst een awer nokucken. An, dat huet een emol esou héieren. Et héiert ee jo vill!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä zu Ärer Zäit, do kënnt Der jo besser beuerteelen, wat war do seng Funktioun? Huet e Rapporte gemaach, u wat huet e geschafft?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Firwat ass en iwwerhaapt eriwwerkomm?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wann e Minister eppes freet, eng Fro stellt, e Wonsch huet - ech kucken do d'Ministeren, déi do Erfahrung dran hunn -, da war dat fir mech kloer! Dat heescht, dat ass keng..., et gëtt net imposéiert, et gëtt jo net esou ausgedréckt, mä wann e Wonsch besteet, ma dann ass ee jo dofir do, fir dee Wonsch ëmzesetzen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat war dann dee Wonsch?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn et esou verstanen, dass de Wonsch war, dass den Här Mandé géif an de Service de Renseignement kommen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä et muss jo awer iergendeng Explikatioun do gewiescht sinn! Et muss jo da gesot ginn, deen an dee muss..., ech hätt gär, datt deen dohinner kënnt, fir iergendeppes ze maachen. Et ka jo net...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Explikatioun war...

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...datt do einfach gesot gëtt, ech hätt gär datt deen elo eriwwerkënnt, an e Service kënnt, an da kënnt en do eriwwer, ouni Begrënnung!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Explikatioun war mer ni bekannt, firwat dat sollt sinn. Dat wëllt awer net..., dat ass absolut keng Kritik um Här Mandé. Den Här Mandé ass een, deen duerch seng Erfahrung an duerch seng Proximitéit zum Regierungsniveau ganz vill Erfahrung hat, also ganz vill Erfahrung matbruecht huet. Wat e gemaach huet? Ben, en huet e bëssen dat gemaach, wat e wollt maachen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- En huet dat gemaach, wat e wollt?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech hat do keen, ech hat do kee Contrôle driwwer, guer keen!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, e war net direkt an der Branche dran?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- E war an der Branche dran, mä ech konnt do näischt, ech konnt do..., do war meng Autoritéit ganz sécher néierens, dass ech do konnt iergendeppes bewegen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hutt gesot: „En huet gemaach, wat e wollt!" Dat heescht, Dir wësst och net, wat hie gemaach huet? Hien huet als Électron libre bei lech geschafft, oder wéi? Et muss jo awer ee gewosst hunn an deem Service, wat e gemaach huet!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- En huet sech informéiert, en huet Informatioune vun anere Servicer gelies, a wat e mat deenen Informatioune gemaach huet, dat weess ech net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An dat weess och soss keen am Service?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir waart jo awer säi Virgesetzten?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo!

M. Claude Meisch *(DP).*- Hutt Dir en eppes ugestallt ze maachen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Iergendwann hunn ech och emol probéiert, en eppes unzestellen ze maachen. Da waren och Saachen, déi waren operationell an dat huet och fonctionnéiert. En hat och de Charakter an e war..., ech hunn e probéiert mat ze integréieren. Ech hunn en

och mat integréiert! Mir hunn Traininge gemaach, wou e mat war, en huet bilateral Formatioune kritt...

M. Claude Meisch *(DP).*- Hat Dir dann e Besoin fir dee Mataarbechter?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Oh, ech hat Besoin fir prinzipiell all Mataarbechter. Dat war...

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma dann hätt Der em jo kënnen esou vill Aufgabe ginn, datt en ausgelaascht gewiescht wär.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hutt Der en dann net gefrot, wat e géif maachen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn och mat em geschwat an ech hunn och gefrot, wat e géif maachen. An dat huet sech..., mä nach eng Kéier: En huet schlussendlech ënnert dem Strech dat gemaach, wat e wollt maachen. An dat war e ganz staarke Charakter, wou ech net gesinn hunn, fir mech do deem wëllen ze opposéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hutt Dir mam Här Mille iwwert déi onzefriddestellend Situatioun geschwat?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Vill!

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat war dem Här Mille seng Reaktioun dorobber?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif mengen, eng ähnlech wéi meng.

M. Claude Meisch *(DP).*- Huet den Här Mille dat weidergedroen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif mengen! Ech war awer net do derbäi. Ech huelen un!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Waren nach aner Leit do, déi ähnlech och net integréiert waren an déi ganz Verwaltung?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi einfach gemaach hunn,...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass jo awer an enger klenger Verwaltung trotzdeem en ausseruerdentleche Virgang, dat doten!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et waren och nach aner Leit do, déi ähnlech...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi ähnlech fonctionnéiert hunn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat weess ech net esou genau, well se net esou wäit komm sinn, fir kënnen a meng Branche ze kommen. Do hunn ech mech einfach opposéiert...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, wou de Prinzip awer och funktionéiert huet, datt se gemaach hunn, wat se wollten?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann dat net esou genau soen, well ech net deeglech mat deene Leit geschafft hunn. Mä ech mengen, Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir wousst eigentlech och net, wat déi genau géifen do maachen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Déi waren och net an Ärer Branche dann, oder?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi waren net a menger Branche.

…

Ech weess dat net, ech huelen un.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hutt Der Iech da keng Gedanke gemaach, wann deen Informatioune gefrot huet, Informatioune kritt huet, Informatioune gelies huet, an Dir wousst net, wat e géif maachen? Huet dat Iech dann net iergendwéi...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu mer vill Gedanke gemaach. Mä wann dat esou de Wonsch ass, dann hunn ech dat schwéier a Fro ze stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- De Wonsch ass vu wiem?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Majo, wann dee Mann do sëtzt a wann en do kënnt, a wann et de Wonsch vun engem Minister ass, dass e kënnt - ouni dass dee Minister dat huet..., natierlech, ech mengen net, dass en dat imposéiert huet -, mä wann dat esou ass, dann hunn ech dat net a Fro ze stellen. Dann ass dat esou!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- War et de Wonsch vum Statsminister, datt deen dohinner géif kommen an datt deen do Informatioune krit an datt Dir net sollt gewuer ginn...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess dat net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä Dir hutt elo grad gesot: „Wann et de Wonsch ass, da stellen ech dat net a Fro."!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wann interessant Analysen, déi de Service kritt huet, iwwert deen dote Wee bei de Minister gaange sinn, déi de Minister dann och gelies huet, dann huelen ech un, dann hat de Minister Intérêt drun, fir dat ze liesen, wou en och absolut d'Recht huet, fir dat ze maachen, fir dann dat do..., dass dat eben esou fonctionnéiert. Ass dat ideal? Neen! Mä wann et awer esou ass, dann ass et esou. Ech mengen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huet de Statsminister iwwert dee Wee Informatioune kritt, sot Dir elo grad hei?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif emol dovun ausgoen, jo!

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat fir eng Roll huet den Här Mandé an der Aueren-Affär gespillt?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat weess ech net. Keng, géif ech soen, mä ech sinn awer net... Also, ech weess elo net, ech war net méi am Service, wéi den Här M..., wéi de Statsminister informéiert ginn ass. Dofir kann ech lech net soen, wat dann den Här Mandé do fir eng Roll gespillt huet. Dat weess ech net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Weiler! Dann den Här Fayot.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Gouf et och nach aner Astellungen op Recommandatioune vläicht vun anere Ministeren, Politiker?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Entschëllegt, wat hat Der...? „Dir mengt", hat Der gesot?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen. Ech ginn dovun aus, mä ech kann dat awer net kloer soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Kënnt Der eis dann awer soen - Dir sot, et wären nach aner Leit do, déi gemaach hätten, loosse mer et emol esou nennen, wat se wëllen -, kënnt Der eis awer, et wär awer net onwesentlech, kënnt Der eis soen, wien dat war?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann lech net genau soen, wien et war, well ee vun deenen wollt anonym bleiwen an huet och anonym Bréiwer geschriwwen. An ech géif mengen, dass deen net esou anonym ass, dass kee weess, wien en ass! Mä esou honnertprozenteg…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da sot eis et...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann dat net soen. Ech weess et jo net honnertprozenteg, dofir wëll ech dat net soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn d'anonym Bréiwer kritt, ech weess awer bis haut net, wien et ass!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech ka leider nëmme spekuléieren an dofir soen ech et net! Mä, ech kann et net soen! Ech maachen et och net! Ech kann dat net soen, ech sinn net sécher. Ech si bal sécher. Mä hei ass scho vill Ouï-dire gesot ginn, ech wëll och net an deen Ouï-dire do erakommen. Ech wëll do net erafalen.

Mä ech géif mengen, dass dat, souwäit ech mer dat kann zesummereimen, vun enger Persoun kënnt, déi u sech net kann iwwer esou Saache schwätzen, well se den Zougang guer net hat, well se den Informatiounsberäich net huet. Ech fannen et

schlëmm, wann - ech mengen, iwwerall gëtt et Leit, déi net zefridde sinn -, wann een anonym Saache schreift. Ech weess net, ob dat iergendeng Valeur huet, ouni dass een aus senger Anonymitéit do erauskënnt an, och wann et dann am ganz restreinten a secrete Kader ass, sech awer dann dozou ze erkenne gëtt - wien, firwat dat esou ass. An dat ass jo net geschitt.

Mä ech géif mengen, dass dat och kéinte Leit sinn, déi vu Ministeren oder vu Leit aus der Politik eventuell op eppes gesat gi sinn, wou se schlussendlech net higehéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, do sinn et jo da Clane ginn am Service, verschidde Clane ginn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen net, dass déi ënner sech e Clan gebilt hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä ech mengen, et ass jo awer... Dir sot selwer, ech mengen, Dir hutt do funktionéiert, da kënnt do den Här Mandé do eran, deen huet och keen esou richteg gewollt. Deen huet och do gemaach, wat e wollt. Da gëtt et nach en aneren, deen do schafft, wou Der vläicht mengt, mä Dir wësst awer net, oder wou Der eis net wëllt soen, wien Der mengt, datt Der wéisst. Also, dat ass jo dann nach ee fir sech gewiescht. Dat si jo da schonn dräi Électronen, déi do ronderëmschwiewen, wou keen deen aneren ënner Kontroll huet a jiddwereen e bësselchen do ronderëmturnt!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass net, dass keen deen aneren ënner Kontroll huet. Et ass och net, dass jiddwereen doruejter turnt, mä et ass scho ganz komplizéiert gewiescht, fir an esou enger Situatioun kënnen enger geregelter an hierarchesch korrekter Décisiounsprozedur nozegoen. Dat stëmmt.

Ech ginn och zou... Ech mengen, et muss ee jo och heiansdo emol en Aveu maachen. Ech maachen deen och gär. Ech sinn eigentlech e relativ optimistesche Mënsch. Dat heescht, wann esou ee kënnt, dann ass en eben do. An dann normalerweis kucken ech, fir och do vläicht eppes draus ze maachen. E sëtzt...

Wann e schonn do sëtzt, da musse mer awer kucken, ob mer dat dote kënnen iergendwéi ëmsetzen a gebrauchen.

An ech soen och, dass ech emol net ofgeneigt war, fir da vläicht iwwert dee Wee, deen awer ni den Direkter ëmgaangen huet, mä deen awer vläicht parallell war, emol eng Kommunikatioun vläicht méi séier ze kréien. Awer ni an enger mauvaise intention. Ëmmer nëmmen am Sënn vun, dass et vläicht net schlecht wär, dass verschidde Leit méi wéissten iwwert dat, wat de Service mécht a wéi en et mécht a wéi e schafft, an esou virun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dann erkläert dat emol. Dat doten hunn ech net verstanen. Dir hätt elo probéiert eng Informatioun méi schnell ze kréien. Ech verstinn dat net.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, ech soen, dass ech den… Wa schonn déi Leit do sinn oder wa schonn den Här Mandé do war, bon, dann…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Da profitéiert en eigentlech, fir him emol eng Rei vu Messagen ze ginn. Ass dat richteg esou?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif net soen, dass ech exklusiv profitéiert hätt, fir deem eng Rei vu Messagen ze ginn, mä jiddwereen huet iergendwann eng Kéier profitéiert, fir deem eng Rei vu Messagen ze ginn. Ech mengen, de ganze Service huet dervu profitéiert, fir deem eng Rei vu Messagen ze ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, am Fong…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- An der Hoffnung, dass vläicht deen een oder anere Message dann och weidergedroe gëtt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir hutt deem se ginn, well Der gehofft hutt, datt dee se weider un de Premierminister géing ginn? Voilà, et ass jo esou, fir kloer ze soen, wéi Der et verstitt.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass mënschlech, Här Bausch, dass op eemol, wann esou een Accès besteet, wann esou en Telefon do ass, dass een en och ophieft.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hätt just gär Kloerheet. Et ass net ëmmer kloer, wat Der mengt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ass dat gemaach ginn, fir den hierarchesche Wee ze ëmgoen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et war, mengen ech, ni, fir den hierarchesche Wee ze ëmgoen. Et war… Dat war ni meng Ambitioun. An dat hunn ech och net gemaach. An do, wou et eng Kéier geschitt ass, ass et ganz séier… hunn ech den hierarchesche Wee ganz, ganz Séier, bannen enger hallwer Stonn dono, hunn ech den hierarchesche Wee informéiert. Mä et ass net, mengen ech, geschitt, fir den hierarchesche Wee délibrement ze ëmgoen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Weiler an dann den Här... Neen? Dann ass et den Här Fayot an dann den Här Roth, nom Här Fayot. Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo. Kann een dann aus deem, wat mer elo gehéiert hunn, zwou Konklusiounen zéien?

Déi éischt: Et si Leit an de Service de Renseignement erakomm op Recommandatioun vun héijere Leit, wou déi normal Astellungsprozeduren net respektéiert gi sinn.

An dann zweetens: Er kann een dat do esou interpretéieren, dass et eigentlech ausser där normaler Relatioun vum Direkter vum Service de Renseignement mam Premierminister, wat dann den normale Wee wier vun Informatioun vum SREL zum

Premierminister, et nach e parallelle Wee ginn ass vun engem, deen am Service de Renseignement war an do Informatioune krut an déi un de Premierminister weiderginn huet.

Kann een dat esou prinzipiell duerstellen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen a jo. Also neen zu där éischter Fro, a jo zu där zweeter.

Neen, ech géif net mengen, dass och op Recommandatioun vun héijere Perséinlechkeeten doduerch déi Leit net d'Critèren erfëllt hätten, fir kënnen an de Service de Renseignement ze kommen. Se hu scho missen awer déiselwecht Prozedure matmaachen, wéi all déi aner Leit, fir an de Service de Renseignement ze kommen. Déi haten déiselwecht administrativ Prozeduren, déiselwecht Clearance-Prozeduren, esou dass do näischt gemaach ginn ass, wat net technesch an de Service de Renseignement gepasst hätt.

Jo, et sinn där parallell Weeër ginn. An dat war net deen eenzegen. Et si parallell Weeër ginn, déi sinn et scho ginn, wéi ech komm sinn. An ech weess net, ob et se haut nach ginn, mä där sinn et ginn, jo. An där parallell Weeër ginn et natierlech ëmmer nëmmen, wann och een do ass, deen dann nolauschtert op där anerer Säit.

M. Claude Meisch *(DP).*- Déi Weeër gaangen ass? Ass do eroprapportéiert ginn oder sinn och emol Uerderen dann erofkomm, déi laanscht dann d'Direktioun oder aner Responsabeler am Service gaange sinn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, ech géif net mengen. Also, ech géif mengen, dass dat en eesäitege Floss vun Informatiounen no uewe war. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech erënneren den Zeien drun, dass en ënner Eed ausseet. Dir hutt virdru gesot op d'Fro vum Här Weiler, dass Der lech kënnt virstellen ze

mengen, dass nach Leit aus der Politik recommandéiert goufen, fir dohinner ze schaffen. Kéint et sech do ëm Familljemembere vu fréiere Regierungsmemberen handelen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat kéint sinn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An den Numm kéint mat engem „S" ugoen; de Familjennumm?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Esou vill Familljemembere vu fréiere Regierungsmembere sinn et, mengen ech, net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et gi vill fréier Regierungsmemberen. Ech kucken hei an d'Ronn.

D'Madame Polfer, an dann den Här Gibéryen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Et hat elo e bëssen Zäit gedauert, éier ech dru komm sinn. Dofir, ech war elo net…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mir fueren der Rei no, Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ma neen. Ech wollt och kuerz nach eng Kéier zréckkommen op déi Entrevue do, déi Der hat mat dem Här Mille bei dem Minister Krecké an déi Der ënnerstëtzt hutt an him dat esou ënnerbreet hutt, fir eng Gesellschaft ze maachen. Mir hu jo ons Meenung schonn e bëssen doriwwer gesot. Dat ass, net nëmmen, dass Der et ënnerstëtzt hutt, mä och finanziell ass jo dat komm.

An iergendwéi héiert dat sech awer un, wéi wann hei e bëssen den Outsourcing vum Service de Renseignement e bëssen organiséiert ginn ass. Bon, dat ass eng Fro. Do wäerte mer nach drop zréckkommen.

Mä fir mech war dat awer och d'Fro vun dem Encadrement vun deene Gesellschaften. Dir hutt gesot, am Ausland ass ganz kloer definéiert, wéi déi kënnen operéieren. A wéi de Premier hei war, dunn huet e gesot, hie géing och drun denken, hie géing mengen, et misst een den Aktivitéite vun eben esou Privatgesellschaften eben, wéi eben och elo um legislative Plang, e Kader ginn.

Wéi fannt Dir esou eng Propositioun? Sidd Dir Demandeur, fir e Kader ze kréien, fir déi Aktivitéiten, déi Dir jo elo maacht, déi Äre Beruff elo sinn? Mengt Der schonn, datt do e Besoin ass?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dir schwätzt vun „esou Aktivitéiten". Ech mengen, ech hat se virdrun…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Et sinn déi Aktivitéiten, esou wéi Dir se virdrun…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hat se virdru beschriwwen. An ech hoffen, dass se kloer waren an dass dat Aktivitéite sinn, déi net aus dem gesetzleche Kader ginn. Déi also net iwwert dem Gesetz stinn, déi - dat, wat oft gesot gëtt hei - dem État de droit ganz sécher absolut nostinn.

Ech hunn… Ech géif dat ganz begréissen, dass sech géif mat där doter Iddi ausenanergesat ginn. Ech fannen, dass dat en Industrieberäich wär, e Serviceberäich wär, dee ganz hei an d'Land passt, dee ganz a seng wirtschaftlech Dynamik passt. A wann een do sech géif orientéieren un deem, wat a Frankräich geschitt an der Intelligence économique, da wär dat wierklech nëmme begréissenswäert. An ech géif mech deem absolut uschléissen. Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Wéi vill där Firme ginn et dann hei zu Lëtzebuerg?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Hei zu Lëtzebuerg ginn et der méi wéi eng. Et ginn der virun allem…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir braucht keng Nimm ze nennen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ka jo elo keng aner…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dir braucht elo net fir déi aner Publizitéit ze maachen.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- …vu Coca-Cola elo. Mä, et ginn der méi wéi eng, an… Mä et gëtt virun allem am Moment, an dat fannen ech net gutt, ausser, déi dote Servicer ginn ausserhalb vu Lëtzebuerg zu Lëtzebuerg ugebuede vu grousse Firmen zum Deel. An déi nennen ech: Dat ass „Control Risks", dat ass „Kroll", dat sinn esou grouss „Due diligence" Firmen, déi ganz aktiv hei zu Lëtzebuerg hir Déngschter ubidden.

An ech mengen, dass dat schued ass, well oft do d'Verständnis vun eiser lëtzebuergescher Situatioun feelt. Eis lëtzebuergesch Situatioun ass oft e bësse speziell. Eis… Mir hunn de Secret bancaire, wat jo awer vläicht net esou e Secret ass.

Mir hu Business-Environnementen, déi muss ee verstoen. A wa vu London oder vu Paräis Leit kommen, fir sech dann do ze beschäftegen, ech fannen, deene feelt eppes, wat eppes Lëtzebuergesches géif ausmaachen a wat den Ënnerscheed ass tëschent eis an esou Firmen. Dee Bezuch zu Lëtzebuerg, deen hu mir jo. Mir verstinn, wéi mir hei denken a wat d'Sensibilitéite sinn an esou virun. Also där Firme gëtt et der, jo, mä d'Haaptacteuren agéieren aus dem Ausland eraus fir lëtzebuergesch Clienten.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen, dann den Här Urbany.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt nach eng Kéier zréckkommen op déi Persoun, déi vum Statsminister recommandéiert ginn ass an déi dann no der

Prozedur, déi normal ass am Service de Renseignement, agestallt ginn ass. Wou keen esou richteg weess, wat e mécht, awer anscheinend vill Leit wëssen, datt en Informatiounen un de Statsminister weiderginn huet. Dir hutt dat elo éineschter confirméiert.

D'Fro, déi ech mer stellen: Wie wousst dann alles bei Iech am Service, datt déi Persoun déi Informatioune géif weider un de Statsminister ginn? A wéi ass dat, firwat gëtt dat gemaach? De Statsminister huet jo eng Relatioun direkt mam Direkter, deen ëm schréftlech Rapporte regelméisseg ginn huet iwwert de Service de Renseignement. Si hu sech jo och deelweis regelméisseg perséinlech gesinn ënner Véieraegespréicher.

Firwat leeft do derniewent eng parallel Informatioun un de Statsminister vun enger Persoun aus dem Service de Renseignement, déi vum Statsminister dohinner recommandéiert ginn ass, an deen och Donnéeë vun anere Leit aus dem Service de Renseignement da kritt huet, fir se wëssentlech dann och dohinner weiderzeleeden? Wousst och den Direkter vum Service de Renseignement, wat jo e gudde Frënd vun Iech war, wousst och deen, datt déi Persoun déi Roll do géif spillen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Zum Frënd: Mir sinn ni zesummen an d'Vakanz gefuer. Mir hunn eis...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Net Frënd, mä Dir hutt eng gutt...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn eis gutt verstanen, jo. Zu Ärer éischter Fro: Ech géif soen, jiddweree wousst dat.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jiddweree wousst dat? Da wousst jo och den Direkter et.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do wousst och den Direkter et. An zur zweeter Fro, dat ass eng Fro, déi ech och géif stellen. Dat heescht, ech kann déi just mat Ärer Fro beäntweren, dat ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mä wann, wéi Dir virdru gesot hutt, jiddwereen, vum Direkter bis... et wousst jiddwereen, dass do eng Persoun wier, déi géif dem Statsminister Informatiounen zoukomme loossen. En ass och gespeist gi vu jiddwerengem oder vu ville Leit, oder vu verschiddene Leit ass e gespeist ginn, fir déi Informatioune weiderzeginn. Da mussen déi Leit jo, vum Direkter bis erof... dat ass jo net ze verstoen, wann et en direkte Wee gëtt tëschent dem Direkter an dem Statsminister, datt dann eng Parallelstruktur opgebaut gëtt, déi vun alle gespeist gëtt a wou jiddwereen et weess, fir de Statsminister ze informéieren. Wat soll dat?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Dierf ech nach eppes dozou froen? Ass gemengt gi vläicht och am Service, dass den Direkter net déi direkt Relatiounen zum Statsminister hätt? An dass duerfir probéiert ginn ass, eng Rei vun Informatiounen iwwer aner Weeër op d'End-Destinatioun hin ze féieren?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Ech gesinn dat als soss näischt wéi mënschlech. Wann esou eng Situatioun entsteet, a wann esou eng Méiglechkeet besteet, an déi huet jo net de Service de Renseignement gesicht, dass se dann och iergendwann entsteet. Dass dann och iergendeppes eng Kéier do erauskënnt. Wat dee schlussendlech ginn huet oder net, dat weess ech net, ech war jo net derbäi. Ob jiddwerengem seng Meenung do oder seng Iddien oder wat och ëmmer do communiquéiert ginn ass, dat weess ech och net, ech war och net do dobäi. Ech weess dat net. Mä, dat gëtt op eemol esou en...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Dat heescht, Dir hutt ni en direkte Feedback kritt, wou Der gesot kritt hutt, hei...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Ni?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Neen, u sech ni. Neen, wat dee vun deenen Informatiounen do weiderginn huet oder ob en der iwwerhaapt weiderginn huet, dat weess ech och net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Persoun, déi war jo an Ärem Service?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An Dir sot, den Direkter hätt dat och gewosst.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- En huet e jo, dat hunn ech jo gesot, an den Organigramme iergendwou, schlussendlech huet e sech deem erginn an en huet ëm...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huet den Direkter dann ni eppes zu Iech gesot? Dir waart jo dann där Persoun hire Virgesetzten. Huet den Direkter dann ni mat Iech doriwwer geschwat, datt Dir an Ärem Service eng Persoun hätt, déi déi Roll géif spillen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, mir hunn doriwwer geschwat. Mä den Direkter wousst ganz genau, dass ech do och näischt kéint drun änneren. Duerfir huet e mech och net do beuerdert, fir do eppes anescht ze maachen. Dat hat keen Zweck, fir dat ze maachen.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Just zu deem doten Themekomplex. Mir schwätzen elo d'ganz Zäit hei vu paralleler Informatioun a vun enger gewësser Roll, déi gespillt ginn ass. Et war jo bekannt am Service, wéi dee Mann komm ass, dass deen 20 Joer laang, mengen ech, fir de Statsminister, direkte Kontakt mat ëm hat, datt do e gutt Verhältnis tëschent dem Statsminister an deem Mann bestanen huet. Dir sot selwer: „Ech weess net, et war esou e Gefill am Service. Do wäerte schonn Informatiounen no uewe gedroe ginn".

An opgrond vun deem Gefill... kann et net sinn, datt opgrond vun deem Gefill eng Rei Leit un déi Persoun eng Rei Informatiounen erugedroen hunn? Mä gëtt et iergendee Beweis, iergendee Beweis, datt Informatiounen do gefloss si vun där Persoun un de Statsminister?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, dee gëtt et net. Ech hat jo gesot, et kann. Ech weess jo net, ech mengen, et kann och sinn, dass deen ebe jiddwerengem nogelauschtert huet an dann Owes heem gefuer ass domat.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Kann et och sinn, datt vill Leit...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi koumt Der dann zu deem Gefill?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Kann et net sinn, datt vill Leit geduecht hunn, deen doten huet e gudden Drot an de Statsministère an deementspriechend droe mir ëm elo emol Saachen zou?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Voilà.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An dat ass jorelaang gaangen an et huet sech keen d'Fro gestallt, ob dat dann ukomm ass, do wou et hi sollt goen? Bon, ech kréie keng Äntwert. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech wollt nach eng Kéier méi op de Fong vun den Aktivitéiten zréckkomme vum Service de Renseignement. Et ass vill vun deem Volet „Renseignements économiques" geschwat ginn, zu Recht och, mengen ech, vu och Är aktuell Funktioun. Mä Dir waart awer och eng Zäit laang Chef vun der Branche „Renseignement" vun deem Service an Dir hutt virdru gesot, den „Nine eleven" 2001, deen hätt villes bewierkt. Deen hätt eng ganz nei Attitüd och am Service selwer

bewierkt. Dir hutt, zum Beispill, gesot, Contre-espionnage ass wéineg gemaach ginn, awer den Anti-Terrorismus huet ëmmer méi eng grouss Bedeitung kritt.

An dunn ass jo e Gesetz komm 2004. E Gesetz, wat relativ breet gefaasst ass, wat am Fong geholl all Drock, dee gesellschaftlech ausgeübt gëtt ënner gewësse Bedéngungen, wa gewëssen, och kleng, Infraktiounen, domat verbonne sinn, ënner ganz staark Strofe stellt an dat qualifizéiert als Crime, zum Beispill. An do schafft jo de Service de Renseignement am Fong geholl nach am Virfeld dovunner, éier iwwerhaapt emol iergendeng Strofdot begaange ginn ass.

Dat heescht, eigentlech ass dat „ein weites Feld", deen Terrorismus. D'Leit stelle sech dorënner vir, Bommenattentater, a si sinn zu Recht der Meenung, dass déi missten ënnerbonne ginn. Dat stellt keen a Fro. Mä d'Grenz no ënnen ass relativ breet gefaasst. An do wollt ech froen: Wéi ass déi Grenz iwwerhaapt an der Praxis gezu ginn am Service de Renseignement?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, dass dat eng ganz wichteg Fro ass. An dat huet sech, wéi gesot, den 11. September war eppes, wou kee sech esou richteg erwaart huet, souguer d'Amerikaner hu sech dat doten net erwaart, dass dat jeemools hinne kéint geschéien. Well et Amerika war - an et war jo net nëmmen den 11. September, duerno koumen anerer, Madrid a London, an esou virun -, mä well et eben Amerika war, war déi Dramatik hannendru besonnesch grouss, well et och esou en dramatescht Evenement war.

An do huet, mengen ech, déi éischt puer Wochen emol esou eng gewësse Ratlosegkeet ënnert de Servicer geherrscht, wou keen esou richteg wousst, wat e sollt maachen. An d'Fro war einfach, gëtt et dat och, wat et zu Hamburg ginn ass - wat dunn iergendwann relativ séier eraus komm ass - déi Zellen, gëtt et déi och soss anzwousch? Firwat, wann et se zu Hamburg gëtt, kann et se och bei eis ginn. Ech mengen, dat ass net...

An op där doter Basis huet eng gewëssen, dach relativ flächendeckend Approche dozou ugefaangen. Et huet een och emol misste verstoen, wat ass dat do dann

iwwerhaapt? Wat heescht dat? Wat sinn déi verschidde Mouvementer, déi et do ginn? Fir iwwerhaapt emol ze verstoen, wat do och vum Extremismus hier, wat dat heescht. An esou ass dat, also ouni et kloer ze wëssen, ass dat elo emol esou opgebaut ginn.

Haut gesinn ech dat esou, dass dat, fir Lëtzebuerg, an dat hunn ech scho virdru gesot, do sinn e ganze Koup Elementer dran, déi gehéieren eigentlech net an de Service de Renseignement. Do sinn e ganze Koup Elementer dran, dat si Problemer, dat si sozial Problemer. Dat ass Drock, dat si Jugendproblemer, dat ass Jugendschutz, dat sinn Asylproblemer, dat ass Klengkriminalitéit, oder zum Deel och organiséiert Kriminalitéit, Kriminalitéitsproblemer, also Droit-commun-Problemer an Droit-pénal-Problemer. An do gëtt et fir mech, wat ech, wou ech ëmmer dru geschafft hunn, mä wat - bon, geschafft -, mä wou meng Ambitioun war, fir do esou eng Aart Taskforce zesummen ze kréien aus verschiddenen Administratiounen, déi dann zesummen op esou Problemer geschafft hunn.

Do si Saachen an deene Gesellschaften, dat ass esou eng Parallelwelt, där geet et net gutt! Dat si Leit, déi liewen zum groussen Deel un der Aarmutsgrenz oder ënnert der Aarmutsgrenz, déi sinn natierlech rezeptiv fir iergendwelch Iddien, déi se vläicht guer net hunn, mä déi se awer, wéi an engem Sekte-Prozess iergendwéi do an eppes eranzitt. An do misst, menger Meenung no, wesentlech méi... Also ech mengen, dass mer haut gutt verstinn, wat dat ass. Mä mir hu keng richteg Léisung parat dofir.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat heescht, am Fong geholl, an där muselmanescher Communautéit hutt Der zimlech breet gefächert enquêtéiert, fir emol ze verstoen, wéi déi zesummegesat ass, eventuell, wat fir eng reliéis Courantë sech do opposéieren.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Jo. An ech mengen, dass dat haut... ech weess net, wéi et haut leeft. Vläicht leeft et haut esou. Mä do wier vläicht eppes, do wieren aner Schrëtter néideg, wou, wa se dann - et gi se vläicht, ech kann net soen, ob et dat net mëttlerweil gëtt -, mä wou et vill méi Interaktioun tëschent der Communautéit, och méi transparent Interaktioun

eventuell géif ginn tëschent der Communautéit an engem Service de Renseignement.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat heescht, do sinn also och Beobachtunge geschitt, Infiltratiounen, et sinn Témoinen an deene Communautéiten, si gefrot ginn, Sourcen ausgefrot ginn iwwert dat, wat intern an där Communautéit geschitt? Kann een dat esou gesinn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Panoplie, déi engem Service de Renseignement vu Moyens opérationnels zur Verfügung steet, ass agesat ginn, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- D'accord. Mä eleng nëmmen opgrond vum Fait, dass se eng Moschee zum Beispill besicht hunn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif net soen, dass d'Moschee de Sujet war. Mä Verschiddener, déi do eran an eraus gaange sinn, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- D'accord. Ech hunn nach eng Fro, wat elo en anere Volet betrëfft. Et ass och schonn hei Géigestand vun Diskussioune gewiescht a vu Froen. Déi Geschicht deemools, mat deem, ech mengen, dat war och zu Ärer Zäit, vun deem Castor-Transport, wou Lëtzebuerger sech dorunner bedeelegt hunn a sech mat op d'Schinne geluecht hunn an esou weider, wou Rieds gaangen ass, dat wier e radikale Fligel vun Attac, zum Beispill. Kënnt Dir dat bestätegen, dass do tatsächlech en Dossier war mat Observatiounen?

Ech weess och vum, well de Statsminister dat selwer hei gesot huet, dass eng Écoute vun him verweigert ginn ass, ech mengen och zu Recht verweigert ginn ass. Mä do huet jo awer da virdru missten een Dossier bestoen. Wéi ass deen Dossier, wéi konnt do en Dossier bestoen? Well dat huet jo awer elo wierklech näischt mat Bommenattentater, net mat Sécurité extérieure, emol net mat Sécurité intérieure vum Stat ze dinn. Dat ass awer erstaunlech! An da muss een natierlech opmierksam ginn. Sinn do net nach aner Saachen, déi domat verbonne sinn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also ënner menger Influence an ënner menger Direktioun absolut net! An dat do war relativ am Ufank, wou ech do war. Do hunn ech dat do intern och net matkritt, dass et esou eng Demande ginn ass. Ech hunn absolut Sympathië fir déi Leit, déi sech do un d'Schinne strécken, ech géif dat och maachen. An dat wier guer net a mäi Kapp komm, dass ech do géif iergendeng Observatioun maachen. Dass dat awer an engem esou Iwwerbleibsel vun enger Kale-Krichs-Mentalitéit nach hätt kéinte geschéien zum Ufank, an där Zäit, wou ech do war, jo, zemools, wann et vun engem anere Service gefrot géif ginn, jo. An dass ech awer absolut Verständnis hunn, dass déi Écoute, déi ech net ugefrot hunn, do net erlaabt ginn ass. Absolut! Dat mécht guer kee Sënn, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat heescht, deen Ausdrock „Terrorismus" huet och en ideologesche Contenu, gewëssermoossen? Kann ee soen? Dat heescht, et hänkt och domat zesummen, wéi ee Saache gesäit, wat an enger Gesellschaft passéiert?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, Här Urbany, Dir hutt jo hei schonn oft ugeschwat, wat d'Definitioun vum Terrorismus ass. Ech mengen, bis haut ass kee richteg mat enger Definitioun vum Terrorismus komm.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat ass awer bedenklech. Äusserst Bedenklech!

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass bedenklech! Natierlech ass dat bedenklech. An et kann ee sech och zu Recht d'Fro stellen: Wou ass haut den Ënnerscheed zu deem, wat haut geschitt, wéi dat wat, do wou Leit aus Äre Kreesser de Sujet waren? Et ass eigentlech vum Prinzip hier net vill Ënnerscheed.

An do misst ee sech ganz permanent an intensiv domadder auserneesetzen, firwat een dann awer vläicht eng net-lëtzebuergesch Gesellschaft zu Lëtzebuerg, wou ebe vläicht manner spektakulär ass, wa se ënner Observatioun steet, oder méi salonfäeg ass, fir se ënner Observatioun ze stellen. Ech weess et net. Mä dat si Saachen, jo,

dat si Saachen, déi misste sech gestallt ginn. Muss de Service de Renseignement déi selwer stellen? Dat weess ech net. Ech mengen, dat missten Informatioune sinn, déi fir de Service de Renseignement gestallt ginn. An Diskussiounen, déi misste lafen. Mä ech sinn absolut d'accord, wat Dir sot.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Den Här Bausch an den Här Meisch.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech hunn nach zwou kuerz Froen. Déi éischt ass, nach eng Kéier am Zesummenhang mat Ärer Zäit, wou Der nach beim Service waart a wou Der amgaang waart, Är Firma ze grënnen. Hutt Der ni versicht, d'Couverture vum SREL ze kréien, fir Är Firma ze grënnen? An déi zweet Fro, dat huet elo awer net direkt en Zesummenhang domadder, wollt ech awer stellen, dat ass eng ganz kuerz: Bei där Visite am Irak, do ass jo esou eng Schéissübung veranstalt ginn. Kënnt Dir eis eppes dozou soen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Also...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Kuerz Äntwerten, wann ech gelift.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Zu där zweeter Saach do. Ech war nach ni op enger Wirtschaftsmissioun, ausser déi do. Ech kréien awer och gesot, dass et do sozial Programmer ginn, déi vläicht nach wesentlech méi extensiv si wéi esou eng Schéissübung.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Eng Schéissübung gehéiert zu engem Sozialprogramm?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Wësst Dir dann, op wat fir enger Plaz...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Vläicht waren do net genuch Philippininen, awer just genuch Kalachnikoven, fir dann d'Schéissübungen ze maachen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wësst Dir, op wat fir enger Plaz dann déi Schéissübunge gemaach gi sinn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Op engem Schéissstand vun der Arméi. Mä do ass Arméi an Institutioun nach ganz enk verbonnen. Dat heescht...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, et kann och eng geheimdéngschtlech Ariichtung gewiescht sinn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war keng geheimdéngschtlech Ariichtung. Et war an engem Koup Sand. Ech weess net, wou et war. Et war iergendwou. An ech géif dat awer elo wierklech net iwwerbewäerten.

Déi éischt Fro, ech hu ni d'Couverture vum Service de Renseignement wëlle benotzen oder benotzt, fir iergendeng Aktivitéit ze maachen. Ech hu mer och ni erwaart, dass de Service de Renseignement mir géif iergendeen Outsourcing vun iergendeppes maachen. An der ganzer Kollegialitéit, wou dat geplangt war, war dat doten ni en Thema, dass Sandstone iergendwéi kéint eppes maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt just soen, dat ass zimlech fest behaapt ginn, och de Moien um 100,7.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch nach.

M. Claude Meisch *(DP).*- Och nach vläicht just ganz kuerz a prezis zu de Wirtschaftsmissiounen an den Auslandsreesen. Bei wat fir engen anere Wirtschaftsmissioune waart Dir bei der Preparatioun dobäi? Ënner anerem och déi am Angola?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech war bei kenger dobäi.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Bei der Preparatioun, hat ech gefrot.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Och net bei der Preparatioun. An déi Angola-Rees war nodeems ech net méi am Service war.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Also Dir hat do näischt mat de Preparatiounen ze dinn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Näischt mat de Preparatiounen. Ech war effektiv a Libyen, mä do ass et absolut net ëm iergendeng Wirtschafts... dat hat guer keng Notioun vun iergendengem wirtschaftleche Kontext, wou ech a Libyen war. Also ech weess net, wat duerno geschitt ass.

Mä do, wou ech fir déi éischte Kéier, wou de Service fir d'éischte Kéier seng Relatioune mat Libyen etabléiert huet, an ech muss do soen, obwuel dat Gaddhafi war, war dat zu deem Zäitpunkt relativ salonfäeg, och politesch. Also, ech mengen, do si jo och aner Leit higaange wéi Service de Renseignementen. An, jo, dat ware keng demokratesch Strukturen. An, jo, de Service de Renseignement huet Kontakter mat Länner, déi ebe manner demokratesch Strukturen hunn. Mä dat gehéiert eben, mengen ech, dozou. An do war ech dobäi an do ass et net ëm, an enger Sekonn ëm iergendeng wirtschaftlech, iergendee wirtschaftleche Kontext gaangen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Eng lescht Fro, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Jo. Dat mat de Philippininen, war dat elo eng Boutade?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Pardon?

M. Claude Meisch *(DP)*.- War dat elo eng Boutade oder huet dat iergendwéi e reellen Hannergrond?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Remarque war absolut nëmme sarkastesch an ech entschëllege mech fir dat hei.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nach just zum Schluss wollt ech froen: Et gëtt jo Leit, déi elo net direkt am SREL waren, déi awer fir Iech geschafft hunn. Wéi vill Leit sinn et da ginn, déi esou inoffiziell fir de SREL geschafft hunn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat hänkt dovunner of, wéi een eng Source definéiert. Menger Meenung no huet keen inoffiziell fir de SREL, huet kee fir de SREL geschafft. De SREL hat Sourcen. Déi Sourcë waren, déi eng hunn dat eent gemaach, déi aner hunn dat anert gemaach. Do sinn och Sourcë bezuelt ginn.

Ech mengen, dat ass jo och schonn diskutéiert ginn. Mä de SREL huet keng, am Operationelle keng Firma agestallt, déi dem SREL iergendeppes gemaach huet, wat net eng Source war.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Neen, et waren net nëmmen, ech mengen, ech weess jo net, wat den Här Gibéryen genau gemengt huet, mä, ech hunn op alle Fall drënner verstanen, datt et ebe Mataarbechter waren, déi elo net direkt fir den, am SREL geschafft hunn, mä déi Mataarbechter a verschiddenen Administratiounen, dat heescht d'Spioune vun de Spiounen an den Administratiounen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat sinn d'Sourcen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Oder d'Sourcen, wéi Dir et sot. Wéi vill där...

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen, kloer, dat war fir mech ni eng Source. Also dat war ni eng Source. Fir alles, wat de Stat vun Informatioune besëtzt, dat kann ech ëmmer nëmmen op engem legale Wee kréien. Wann ech dee legale Wee net hunn, fir en ze kréien, da muss ech en, da kann ech en net kréien. Wann awer de legale Kader net gesat ginn

ass virun 2004, fir déi Informatiounen ze kréien, dann huet de Service eben dat misste maachen, wat e gemaach huet, an en huet déi Informatioune missten iwwer en anere Wee kréien.

Ech hat keng Sourcen an aneren Administratiounen, déi mer iergendeppes iwwer iergendeng Administratioun gezielt hunn. Dat huet mech net interesséiert, wat an aneren Administratioune war. Mir hate keng inoffiziell Mataarbechter an aneren Administratiounen. Mir hu mat Leit zesummegeschafft, zu menger Zäit. Also, ech schwätzen elo net, wéi dat virun 2000 war, mä zu menger Zäit hu mer mat Leit zesummegeschafft aus aneren Administratiounen, aus verschiddenen Administratiounen, wou et natierlech ëm Échange d'informations gaang ass, zum Beispill.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi sinn net bezuelt ginn?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi sinn net bezuelt ginn. Neen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech mengen, mir hunn dat awer hei héieren, datt dat…

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war, mengen ech, wierklech virun där Zäit, wou ech nach aktiv... Also, ech hunn ni een, op jiddwer Fall net wëssentlech, ee bezuelt an deem Sënn. Et ass vläicht emol eng Kéier ee wéinst enger gudder Relatioun op en Iessen invitéiert ginn. Dat kann ech net soen. Mä ech hunn awer elo kengem en Akommes oder en Zousazakommes autoriséiert, deen an aneren Administratioune souz.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat ass awer hei esou gesot ginn. Et ass als Täschegeld duergestallt ginn, vun deem...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- De Procureur général hat esou eng…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- …d'Fra doheem näischt wousst. Also esou kloer ass et awer gesot ginn.

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif mengen, dass dat wierklech virun, e gudde Strapp virun 2000, also op jiddwer Fall virun deem Gesetz vun 2004... Mä ech ka mech net erënneren, dass ech do engem Täschegeld aus enger Administratioun ginn hunn.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dir hutt net mat esou Leit geschafft, neen?

M. Frank Schneider, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, ech géif feststellen, dass mer elo um Enn vun dëser Auditioun ukomm wieren. Här Schneider, ech géif Iech Merci soen, dass Dir Iech iwwer dräi Stonnen hei de Froe gestallt hutt an domadder bal dës Sitzung ophiewen. Dir kënnt, wann Der wëllt, kënnt Dir goen.

Ech wëll just nach ee Punkt awer hei behandelen, wat d'Unhéierung vun eisem nächsten Zeien ugeet, dem Här André Kemmer, dee mer geruff hunn. Do hu mer e Bréif kritt vum Affekot vum Här Kemmer, dem Maître Krieger, deen eis drop opmierksam mécht, wat eise Perimeter ass vun eisen Aarbechten. An deen eng Rei vun Développementer mécht, déi ech Iech kann zoukomme loossen, déi ech allerdéngs inhaltlech net deelen, mä deen awer zur Konklusioun kënnt hei, wat d'Unhéierung vu sengem Client ugeet, dass den Här Kemmer géif am léifsten à huis clos gehéiert ginn. „Mais surtout ne rendant pas ridicule en transmettant le débat en direct sur Chambre TV". Dat heescht, op jiddwer Fall wëllt en net, dass et direkt soll iwwerdroe ginn.

Ech géif hei proposéieren - selbstverständlech bewege mer eis am Kader vun eiser legaler Missioun, mir wësse jo och selwer, do brauche mer keen, deen eis do beléiert, wat eis Missioun duerch d'Gesetz respektiv duerch d'Chamber ass - fir de Rescht géif ech proposéieren, dass mer ähnlech verfueren, wéi dat scho beim Här Mille décidéiert gi war, dass mer ufänke géifen an der öffentlecher Sitzung ze héieren den Zeien, a wann da gemengt gëtt, dass et besser wier fir d'Wahrheitsfindung, dass

mer dann an netöffentlecher Sitzung géife weiderfueren. Dann ass dat eng Décisioun, déi dann d'Kommissioun an deem Moment ze huelen huet.

Et ass also an deem Sënn, wou mer dann och kéinten den Här Kemmer, ouni Fernseh… Ech mengen, do hale mer eis un déi Regel, déi mer och ëmmer haten. Wann den Zeien net gären hätt, dass eppes soll live iwwer Fernseh iwwerdroe ginn, hu mer bis elo ëmmer deem stattginn. Ech géif och hei mengen, dass mer dat d'selwecht solle maachen. D'accord?

Une voix.- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Just nach, Här President, am Kader vun deem, wat mer haut gewuer gi sinn - a mir hu jo och relativ vill Sitzunge scho fixéiert fir de Mäerz, mir hunn déi jo nach net alleguerte gefëllt - ech géif awer mengen, datt et sech géif opdrängen, datt mer zwee weider Zeie ruffen. Bon, deen Éischten, do wësse mer den Numm, deen Zweeten, do wësse mer den Numm nach net. Ech weess och net, wéi mer dee solle rausfannen. Mä den Här Mandé, ech mengen, et sinn eng Rei Saachen hei gesot ginn, datt et awer, mengen ech, interessant wier, datt mer deen och eng Kéier géife ruffen. Mech géif natierlech och interesséieren déi zweet Persoun, mä ech weess awer leider nach net den Numm.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also ech géif proposéieren, dass mer vläicht, wann dat méiglech ass, zäitlech, am Uschloss un d'Unhéierung vum Här Kemmer, wann eis do nach Zäit bleift, dass mer eis do kuerz à Huis clos zesumme setzen an dann eis eens ginn, wien déi nächst Zeie sinn, déi mer sollen héieren. Well et si schonn eng ganz Partie Nimm iwwert déi lescht Sitzunge genannt ginn, an ech mengen, mir mussen eis do Prioritéite setzen, och wéi mer eis Aarbechten do gesinn. D'accord?

Une voix.- Tipptopp!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Da géif ech déi Sitzung hei ophiewen. Merci.

*

Luxembourg, le 20/5/ 2013

Le témoin, M. Frank Schneider

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 12)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. André Kemmer, ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'Etat, en tant que témoin – mardi, le 19 février 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir Hären, ech géif da proposéieren, dass mer mat eiser Sitzung ufänke vun der Enquêtëkommissioun, déi haaptsächlech jo haut déngt, fir en neien Zeien ze héieren, den Här André Kemmer, dee mer wëllen am Zesummenhang mat der Ausféierung vun eiser Missioun als vereedegten Zeien héieren. Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, wat d'Missioun vun dëser Enquêtëkommissioun ass. Si huet also eng erweidert Missioun entre-temps kritt duerch eng zweet Décisioun vun der Chamber. Ursprünglech war hir Missioun déi, fir sech ofzegi mat den operative Methode vum Service de Renseignement an hirer Legalitéit vun 1960 bis haut. An enger zweeter Resolutioun huet d'Chamber déi Missiounen ausgedehnt a se eigentlech ausgedehnt op all Froen och vu Fonctionnement an Organisatioun vum Service de Renseignement. Et ass an deem Kader, wou mer eis also bewegen.

Et bleift, dass mer per Gesetz gehale sinn, eis mat Froen zréckzehalen zu Faiten, déi direkt Objet si vun enger Enquête vun der Justiz. Also wou d'Justiz nach enquêtéiert, iwwert déi Punkten däerf d'Enquêtëkommissioun net enquêtéieren. Déi Punkte si bekannt. Et ass en neit Element komm. An dat ass komm duerch e Bréif, deen ech als President vun der Kommissioun hei kritt hunn den 18. Februar, wou mer matgedeelt ginn ass, dass d'Chambre du Conseil vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg de 15. Februar décidéiert huet, dass d'Action publique, déi engagéiert gi war, wat

den Enregistrement ugeet vun deem Gespréich vum 31. Januar 2007 tëschent dem Här Marco Mille an dem Här Jean-Claude Juncker, dass déi Action publique erläscht ass duerch Verjährung, also dass d'Verjährung fir dee méiglechen Delikt vun Atteinte à l'intimité de la vie privée spillt.

Doraus ergëtt sech opgrond vun eisen Texter, dass dat doten elo kann och ee Punkt vu villen, ee Punkt vun der Missioun vun dëser Enquêtëkommissioun sinn, well och den Text do vum Gesetz kloer ass. D'Gesetz seet, dass, wann eng Procédure judiciaire leeft, dass, wa Faitë betraff sinn, wou eng Enquête judiciaire leeft, dass dann d'Enquêtëkommissioun vum Parlament net däerf doriwwer befannen, mä awer nëmmen esou laang, wéi déi Enquête och leeft. An hei gëtt eis matgedeelt, wéi gesot, vum Parquet général, dass do déi Enquête definitiv ofgeschloss ass.

Ech liesen hei aus dem Begleetschreiwe vum Procureur général: „La décision est à considérer comme ayant l'autorité de la chose jugée, aucun appel n'étant concevable en l'espèce". Voilà, dat just fir nach eng Kéier eis Missioun kloer festzeleeën. Jo, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dozou eng Fro. Do ass jo e Rapport vun der Police judiciaire gemaach ginn am Kader vun där Enquête. An, vu dass déi Enquête jo ofgeschloss ass, hätte mer jo d'Recht, dee Rapport ze kréien, wou Zeie gehéiert gi sinn och, an dee wichteg wier och am Kader vun eisen Enquêten hei. Ech wollt froen, ob dat envisagéiert ass?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, do ass, deen dote Gedanken ass mer och esou duerch de Kapp gaangen an deene leschten Deeg. Et ass eng spannend Fro. Och d'Äntwert ass spannend, wéi de Parquet sech zu esou enger Demande géif stellen.

Ech wollt Iech - well mir si jo hei, fir eigentlech elo haut den Zeien och ze héieren - ech wollt Iech proposéieren, dass mer déi nächst Sitzung vun eiser Kommissioun, déi ass jo dann déi nächst Woch, dass mer déi géife benotzen - et wär eng Sitzung à huis clos, well et ëm d'Organisatioun vun eisen Aarbechte geet -, dass mer vläicht

zesummen en éischten Tëschebilan zéien, wéi mer do stinn, mat deenen Informatiounen, déi mer haut hunn, sief et iwwert d'Zeienaussoen, sief et iwwert d'Dokumenter, déi mer scho kritt hunn, respektiv déi eis versprach gi sinn.

Dass mer eis also do festleeën iwwert déi weider Marschroute vun der Kommissioun, wéi mer eis Aarbechte wëllen orientéieren, wie mer als Zeien nach eng Kéier wëllen héieren an och da festleeën, wat fir eng Dokumenter mer vläicht nach zousätzlech ufroen. An do ass ee vun deene Problemer, dee mer dann ze diskutéiere kréien, ass och déi dote Fro, ob mer eventuell och Dokumenter ufroen, déi elo am Zesummenhang sti mat där Justizenquête, déi elo ofgeschloss ass.

Dat ass dat, wat ech géif proposéieren. Also et gëtt nach flott Diskussiounen och an der Kommissioun iwwer eis weider Aarbechten. Wier Der d'accord, fir dat esou ze maachen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir hu jo elo keng aner Méiglechkeet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Den 1. Mäerz, mengen ech, war déi Sitzung, déi mer festgehalen hunn.

Voilà, ech géif da weiderfueren. Awer ier ech zur Vereedegung vum Zeie kommen, also andeem ech d'Missioun hei elo nei definéiert hunn, opgrond vun deem Schreiwe vum Parquet général, wëll ech den Zeien drop opmierksam maachen, wéi gesot, dat hu mer all deenen aneren Zeien och gesot, dass e par rapport zu eiser Enquêtëkommissioun hei déiselwecht Verflichtungen huet, wéi en och virun engem Untersuchungsriichter hätt, wat den Zeien ugeet.

Et ass selbstverständlech och esou, dass ech Iech muss drop opmierksam maachen, dass, wann Dir duerch Är Äntwert mengt, Dir kënnt Iech belaaschten, also eventuell och strofrechtleche Poursuiten aussetzen, da sidd Der selbstverständlech net gehalen, déi Aussoen ze maachen. Da kënnt Der déi Aussoen zu deem dote Punkt refuséieren.

KA

Ech muss Iech natierlech awer och grad esou drop opmierksam maachen, dass Der, wann Der hei ënner Eed eng falsch Ausso virun dëser Kommissioun maacht, dass dat dann unzegesinn ass wéi eng falsch Zeienausso, déi och da bestroft gëtt no deene Bestëmmungen aus dem Code pénal.

Just nach zu Ärer Persoun: Dir sidd also den Här André Kemmer, Dir sidd 39 Joer al, Dir sidd gescheet a vu Beruff sidd Der Fonctionnaire. Voilà, domadder hätte mer dat och gemaach. Ech géif dann elo bieden, dass Der den Eed leescht, d'Wourecht ze soen, déi ganz Wourecht, näischt anescht wéi d'Wourecht. Hieft wann ech gelift déi riets Hand a sot: Ech schwieren.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Här President, ech schwieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà. Da ginn ech also Akt vun Ärer Vereedegung an ech géif da proposéieren, dass mer gläich géifen och mat der Unhéierung ufänken. Ech géif fir d'Éischt emol e puer allgemeng Froen un Iech stellen, wéi dat och scho bei aneren Agente vum SREL de Fall war. Ech mengen, kuerz zu Ärer Formatioun: Wéi sidd Der bei de Service de Renseignement komm? Firwat sidd Der Agent gi vum Service de Renseignement? Wat hutt Der an deem Service eigentlech vun Aarbechte gemaach? Mat wat fir engen Dossieren hutt Der geschafft? Mat wat fir enge Leit hutt Der zesummegeschafft?

An dann natierlech wëlle mer och gewuer ginn, wisou Der d'Décisioun geholl hutt an engem gewëssene Moment, fir de Service erëm ze verloossen? Wat do eigentlech d'Ursaache waren? Wann Der vläicht op déi dote Froe kënnt, et sinn der zwar vill beieneen, awer probéieren ze äntweren.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Här President, ech wäert ganz gären Är Froe beäntweren. Ech wëll just, wann Der erlaabt, eng Remarque maachen, eng kleng Observatioun oder Introduktioun.

D'Motivatioun vum Huis clos. D'Motivatioun vum Huis clos läit a menger Aarbechtsfonctioun, déi ech am Service de Renseignement hat, nämlech unzegesinn als déi vum verdeckten Ermëttler, baséierend op d'Féierung vun Agenten, en Agentennetz, wat mer opgebaut hunn, notamment war meng Aarbecht, ech muss dat elo hei soen, am Contre-terrorisme. De Huis clos spigelt also dat zréck, an engem Sécuritéitsdenken, fir mech, natierlech meng Persoun, mä och all déi Agenten an Operatiounen. Dat waren nationaler, awer och am Benelux-Raum an international.

Punkt zwee vum Huis clos war, a gréisster Transparenz kënnen ze äntweren zu all Äre Froen an der Opklärung ze déngen. Ech mengen, de Renseignement soll kee kontrollfräie Raum sinn, kee rechtsfräie Raum. Dat wär an enger Demokratie theoretesch net denkbar. An duerfir ass et och gutt, dass Der déi Enquête féiert. An, wéi gesot, de Sënn vum Huis clos wier do och gewiescht, aus deem Punkt eraus, fir méi déifgräifend vläicht kënnen ze äntweren.

Zu menger Persoun...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wéilt kuerz drop äntweren. Ech mengen, mir hunn décidéiert, wéi mer et och scho bei aneren Zeien am Virfeld décidéiert haten, dass am Prinzip déi heiten, och d'Unhéierung vun den Zeien öffentlech sinn, well d'Gesetz et eigentlech...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...am Prinzip d'Regel esou virgesäit, mä dass mir selbstverständlech als Kommissioun zu all Moment kënnen décidéieren, de Huis clos während der Sitzung ze verhänken. An et ass eventuell, wéi gesot, un Iech, déi Demande en cours de route vläicht ze stellen, wann Dir mengt, Dir kënnt an öffentlecher Sitzung net méi wäit äntweren. Da musse mir als Kommissiounsmemberen décidéieren, wéi mer dann op déi Demande hin do reagéieren.

KP

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Merci, Här President. Wéi gesot, ech wier och dankbar, wann Dir mengt, ech géif do ze wäit a mengen Ausféierunge goen, fir net a Konflikt mam Gesetz vum Service de Renseignement ze kommen, iwwert de Fonctionnement an de bon déroulement iwwer eventuell lafend Operatiounen, wou ech elo keng Ahnung hunn iwwert de Fonctionnement, wat jo och agefaasst ass am Gesetz.

Just kuerz zu menger Persoun, ier mer op de Passage Service de Renseignement kommen. Meng Carrière huet ugefaangen eigentlech, dat war 1991 beim Militär. Ech hunn déi gréisst Zäit vu menger Militärzäit an Ex-Jugoslawien verbruecht während dem Krich, 1992 mam zweete Contingent UNPROFOR. Duerno relativ séier d'Policeschoul. No der Policeschoul, wéi gesot, de Centre d'intervention Esch. Ech gi schnell déi eenzel Etappen duerch. An no deene puer Joer Centre d'Intervention Esch sinn ech riwwer gewiesselt an d'Section de recherche et d'enquête criminelle. Meng Aufgab war do an der Rauschgëftfahndung.

No den Evenementer vum September 2001, wou ech gefrot gi sinn an d'Police judiciaire ze kommen, fir do als éischt, ënner Détachement, fir do eng Cellule anti-terrorisme opzebauen. Déi Cellule anti-terrorisme déi Zäit bestoung just aus enger Note de service an enger Persoun, wou sech emol Gedanke gemaach gi sinn am September, wéi kann d'Police judiciaire sech opstellen. Dat ass geschitt ënnert der Kooperatioun mam Generaldirekter, fréiere Generaldirekter, mam Här Procureur Robert Biever, wou déi Cellule anti-terrorisme, wéi gesot, Fouss gefaasst huet a wou mer do déi éischt Schrëtt ënnerholl hunn.

Duerno, Enn 2003, Ufank 2004 sinn ech riwwer gewiesselt an de Service de Renseignement, wou ech geschafft hu bis Enn 2008. An ech sinn détachéiert ginn, erëm eng Kéier, dunn an de Ministère de l'Économie, wou ech der Direction générale ënnerstinn, Promotioun, wéi gesot, et Investissement, Commerce extérieur, wou meng Aufgab Veille a Sécurité économique ass. Voilà, dat zu deem, wat déi eenzel Etappe vu menger Carrière bis elo sinn.

K-A

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wisou hutt Der, sidd Der do erëm gewiesselt 2008 a firwat sidd Der net erëm zeréck an d'Polizei eigentlech gaangen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech sinn, 2008 war e mouvementéiert Joer, also eigentlech scho vun 2007 un. 2008 war e mouvementéiert Joer, well zwee Mataarbechter, notamment den Här Schneider an den Här Carmo eng privat Sécherheetsfirma opgemaach hunn, Sandstone, wou mer am Ufank ënnerbreet ginn ass och fir matzegoen eventuell. An dat war en Départ vun zwee Leit, mat deenen ech jorelaang geschafft hunn, ausschliesslech notamment bal am Contre-terrorisme. An dat huet, wéi gesot, vun 2007 un, 2008, wou e bësselchen e Malaise am Service war duerch verschidde Saachen, mäin Départ eigentlech och mat sech bruecht, dass ech mech bei hirem Départ net méi esou richteg integréiert hunn am Service de Renseignement. A wou kleng Malentenduen och komm sinn tëschent dem Här Mille, an ech d'Décisioun geholl hunn, mech aus dem Service de Renseignement rauszemellen.

Ech sinn net, visiblement net matgaangen an d'Firma Sandstone. Dat war net och dunn a menge Virstellunge vun enger Weiderentwécklung an der berufflecher Carrière. Ech mengen, et si mëttlerweil 20 Joer, dass ech am Déngscht vum Stat stinn. Dat gëtt een net einfach esou vun haut op muer op, och wann Der meng Carrière kuckt, duerfir hunn ech se nach eng Kéier énuméréiert. Wou ech alt gemengt hunn, ech kéint nach eng Kéier zur Verfügung stoen an engem anere Beräich, fir nach eng Kéier weiderzefueren an nach eng Kéier Fouss ze faassen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä Dir sollt awer an engem gewëssene Moment, sollt Dir schonn, waart Dir schonn un där Iddi mat bedeelegt, fir esou eng Gesellschaft ze grënnen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et war an der Transparenz. Ech mengen, den Här Schneider huet dem Service de Renseignement, den Operatiounen och dee Modell erkläert, wéi eng zivil Entitéit „Intelligence économique" kéint am Privatsecteur fonctionnéieren, wat vun Ex-

K-A

Membere vum Service de Renseignement kéint gefouert sinn. Et si Modeller am Ausland, déi existéieren, an déi och do an deem dote Beräich schaffen.

Wéi gesot, ech hunn eng Rei vun Diskussioune mat ugehéiert. Ech war och zum Deel mat agebonnen an déi eng oder aner Réunioun. Den Här Schneider huet och e Business-Plang opgebaut. Och do... Mä, ab deem Moment, wou d'Décisioun geholl ginn ass, sinn ech net do matgaangen, well ech mech einfach net doranner gesinn hunn. Ech muss och soen, dat ware relativ grouss Operatiounen, déi Sandstone...

An och do vum Finanztechneschen hätt ech mech einfach, vum Professionellen hier, géif ech elo emol einfach soen, och net doranner gesinn, fir déi Aufgabe kënnen ze erfëllen, an do zu 100% déi Aarbecht maachen, fir déi ech eigentlech ausgebilt gi sinn an déi ech jorelaang gemaach hunn. Also dat waren d'Grënn, firwat ech net mat do a Sandstone, an déi Firma gaange sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* An d'Police nach eng Kéier. Firwat sidd Der net an d'Police zréckgaangen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Ech hunn, wéi gesot, mer du Gedanke gemaach, wéi et weidergeet. D'Police war natierlech eng Optioun. Mä och do, no längerer Zäit war et schwéier, als Ex-Member vum Service de Renseignement, ech war tout de même e puer Joer am Renseignement, fir einfach dann erëm zréckzekommen an do Enquêten ze iwwerhuelen an der Police judiciaire, wou och e bëssen eng Konfliktsituatioun hätt kënnen herrschen, vun där enger Kap op déi aner, an ech einfach mer schwéiergedoen hunn an deem Kontext Police judiciaire nach weiderzeschaffen an einfach no anere Méiglechkeeten och gesicht hunn. A gefrot hunn d'ailleurs.

Ech hätt mech och zefridde ginn an der Police, an der éischter Zäit, mat enger administrativer Tâche an der Police, fir och e bësselchen zur Rou ze kommen. Mäi Parcours war relativ mouvementéiert, wéi gesot, begleet ëmmer nëmme vun Enquêten a relativ schwierege Missiounen am Service de Renseignement. An ab lergendee Moment war och komm, wou ee seet, dass d'Batterien e bëssen eidel

KA

waren a wou ech och e bësselche Rou gebraucht hätt a mech eigentlech do anescht och wollt orientéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wien huet lech da proposéiert, fir an de Wirtschaftsministère ze goen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- D'Iddi vum Wirtschaftsministère ass eigentlech komm am Joer, Enn 2008-2009, dat war de fréieren Directeur général vum Commerce extérieur, den Här Knebeler, deen d'Iddi opgeworf huet scho méi laang, fir sech eng Capacité d'enquête, de recherche ze ginn, vun engem Polizist, vun engem Enquêteur, fir do kënne Recherchen, wéi gesot, am Wirtschaftsministère, notamment an der Branche Commerce extérieur, fir déi kënnen ze iwwerhuelen. An dat ass mer an där doter Phas, an där doter Zäit, ass dat mer proposéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Merci. Ech wollt just den Här Kemmer froen, well ech verstinn net esou richteg. Et huet een d'Gefill, wéi wann am Fong den Här Schneider an den Här Carmo jo da Sandstone am Geheimdéngscht presentéiert hunn a mat de Leit aus dem Geheimdéngscht am Fong d'Kreatioun vun deem Betrib da mat geplangt hunn.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Inwéiwäit also d'Kreatioun, dat net op d'Branche Operatiounen, op d'Branche Renseignement war dat net de Fall. Den Här Schneider huet ab engem gewëssene Moment an enger gewëssener Transparenz, och mam Här Mille gesot, voilà, den Här Schneider an den Här Carmo wäerten eis verloossen. Notamment zu deem Zäitpunkt war, wéi gesot, mir dee Projet och ënnerbreet ginn, an do war et an enger Réunioun, wou am Service de Renseignement dee Projet do bekannt war, dass den Här Schneider dat doten envisagéiert. Do sinn Diskussioune gelaf. An dat war wierklech an där Transparenz geschitt, déi den Här Schneider och hei gesot huet. Och mam Här Mille, dass, wéi gesot, in Kürze den Här Schneider an den Här Carmo de Service

KA

de Renseignement verloossen an eben d'Firma Sandstone, zu deem Zäitpunkt, mengen ech, war emol nach keen Numm do...

M. Xavier Bettel *(DP).*- War do eng Méiglechkeet? Dat heescht, huet een do d'Gefill gehat, dass am Fong Sandstone mat der Volontéit vun der Direktioun vun deemools kreéiert ginn ass, an dass Dir d'Fakultéit hätt, déi, déi am Moment beim Geheimdéngscht wieren, fir kënne bei Sandstone riwwer ze goen? Well et huet een d'Gefill, wann een Iech esou nolauschtert, dass do eng Connivence war tëschent deem engen an deem aneren.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et war e bësselchen an déi do Richtung, dass dat fir deen een oder aneren, wann Interessi gewiescht wier, d'Leit sech deem hätte kënnen uschléissen. Ech si jo och gefrot ginn. Wien nach alles gefrot ginn ass, weess ech net. Mä ech si gefrot ginn, fir do matzegoen. Wéi gesot, ech hat eng berufflech Relatioun mam Här Schneider, géif ech soe vun 2002, 2003 un, vun där Zäit scho Police judiciaire an och Cellule anti-terrorisme. Ech kéint och emol vläicht duerno kuerz drop agoen, wat déi Zäit war a mat sech bruecht huet, ebe bis dohinner. An duerfir war et an deem Vertrauensdéngen, e bësse vun där Aarbecht, den Här Schneider mech gefrot huet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä war Sandstone da vläicht ze gesinn, wéi am Fong eng, ech wëll net soen eng Agence, mä e Prestataire de services herno fir de Geheimdéngscht?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass schwiereg ze beäntwerten. Dat wëll ech och esou vläicht net soen. Et war schonn eng... et wier dann dee Moment eng privat Entitéit ginn, wéi et jo och haut ass, déi dann indépendamment a lassgeléist vum Service de Renseignement geschafft hätt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Awer fir de Geheimdéngscht zum Beispill?

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Net fir de Geheimdéngscht. Dat kann ech net soen. Ech mengen, si ass jo och haut... Ech weess net, inwéiwäit se nach Kontakt zum Service de Renseignement huet. Ech mengen, si huet jo Privatclienten, si huet sech eben um Privatmarché orientéiert. Si mécht jo och Reklamm, si ass jo och präsent um Internet. An, wéi gesot, ech mengen net, dass do deen doten extrem staarke Lien nach gewiescht wier, mä et war de Projet selwer, en tant que tel, ass presentéiert ginn am Service de Renseignement.

M. Xavier Bettel *(DP).*- A gedroe ginn? Dat heescht, et ass jo keen zréckgehale ginn, au contraire. Wann ee jo kann am Betrib selwer froen, ob aner Leit Interessi hunn, ass et jo awer mat Ënnerstëtzung...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, et ass och gedroe gi vum Här Mille, well och gesot ginn ass, ebe Leit, déi jorelaang am Geheimdéngscht geschafft hunn, ech mengen, dass do eng Porte, eng Dier wier, wou ee kéint raus. Net elo Reklamm gemaach fir déi Firma, mä einfach gesot, wa Leit sech berufflech wéilten ëmorientéieren... Ech mengen, och den Här Mille war déi Zäit schonn, huet e sech no anere Plazen, oder zumindest gewisen, dass en Intérêt ass, dass och vläicht hie selwer envisagéiere géif, eng aner Plaz eng Kéier ze huelen. Ech mengen, den Här Mille war vun 1990 un am Service de Renseignement, wann ech mech net ieren, den Här Schneider 2000 oder 2002. An, wéi gesot, si wollte sech oder hu sech jo och dann dee Moment berufflech anescht orientéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen, dann den Här Bausch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Bettel huet schonn eng Rei vun de Froe gestallt, mä, wann een dat esou héiert, dann huet een zumindest... Dir sot, de Projet ass virgestallt ginn am SREL. Et ass jo net, well elo Leit aus dem SREL eng Initiativ huelen, fir eng Entreprise ze grënnen, datt se déi einfach an engem Betrib virstellen. Et ass jo en Hannergedanken dobäi, en Zil dobäi, wann een esou ee Projet virstellt.

KA

Dir sot, en ass och gedroe gi bis bei den Här Mille, dee Projet. Da kënnt engem jo esou de Gedanken, wéi wann et am Fong de SREL géif arrangéieren, wann esou eng Entreprise géif entstoen oder wann et souguer vläicht gewënscht wier oder vläicht ënnerstëtzt gewiescht wier. Esou kënnt dat zum Deel riwwer. Wéi wäit kënnt Dir dat aschätzen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech weess, dass den Här Schneider eng Virfeldaarbecht gemaach huet, eng Analys och, wat et an anere Länner schonn an deem Beräich „Intelligence économique" vu Firmae gëtt. Do ginn et Kontakter, Beréierungspunkten zu Service de Renseignementen, déi Sécherheetsaudite fir Firmae kënne maachen. An dee Projet Sandstone ass an där doter Optik virgestallt ginn.

Inwiefern do duerno hätte kënne Beréierungspunkten aktiv sinn, dat kann ech net jugéieren, dat weess ech net, well ech och net mat an d'Firma gaange sinn, aus deene Grënn, déi ech genannt hunn. Also, dass ech dat doten an deem Sënn net ka beäntweren. Et war just e Modell, dee virgestallt gouf an der Endphas oder an der Entwécklungsphas, an dat natierlech dunn, wéi gesot, wou et zum Départ gefouert huet. Mä inwiefern et duerno Kontakter zum Service de Renseignement gi sinn, operationeller Natur, oder ob do... dat kann ech lech net soen, dat weess ech net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Ech wollt dann och bei deem Beräich nach bleiwen. Dir hutt dat elo esou beschriwwen, wéi wann déi Grënnung vun där Firma an d'Planung dovunner quasi am Service de Renseignement duerchgefouert gi wier. Dat heescht, déi Réuniounen, a wéi Der dat sot, an alles.

Huet dat alles während der Déngschtzäit stattfonnt innerhalb vum Service, respektiv op där anerer Säit hutt Dir lech dann ni d'Fro gestallt, ob dat net deontologesch äusserst problematesch ass, datt e Fonctionnaire beim Stat säin Insiderwëssen ausnotzt, deen en huet an enger Firma, fir niewebäi eng Privatfirma ze grënnen, wou et jo awer och ëm privatrechtlech Interessen herno, och finanziell Interessen, geet

natierlech, fir dat ze grënnen, an dat en plus nach während der Aarbechtszäit gréisstendeels ofgelaf ass?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also, wéi gesot, an der Endphas vun der Struktur Sandstone ass et virgestallt ginn, datt den Här Schneider, wéi gesot, de Service verléisst. Do ass de Modell virgestallt ginn. Dat war eng Réunioun, un déi ech mech erënneren, wou d'Branche „Operatiounen" zesummesouz, well den Départ jo och huet missen erkläert ginn.

Dat anert, inwieweit den Här Schneider privat geschafft huet: Ech hunn net elo matkritt, dass exzessiv vill do um Büro geschafft ginn ass an doriwwer geschwat ginn ass.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Entschëllegt, en huet jo awer, wéi Dir selwer sot, Iech an och nach vläicht anerer approchéiert am Virfeld schonn, ob Der net interesséiert wiert, fir mat an déi Firma eriwwerzegoen. Dat heescht, d'Planung ass jo awer scho gelaf während där ganzer Zäit, wou hie selwer nach am Service geschafft huet.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war d'Schlussphas, wéi gesot. Jo, sécher. Ech mengen, den Här Schneider hat d'Iddi, an och well d'Protectioun vum Patrimoine économique eigentlech keng aktiv Fonctioun fonnt huet am Renseignement. Dat heescht, si war einfach par Gesetz definéiert, mä mir sinn zum Beispill keng Operatioune bekannt oder keen aktiivt Virgoen, wou zum Beispill Firme sensibiliséiert gi sinn ënnert dem Gesetz... also ënnert der Regie vum Service de Renseignement.

Dat war ëmmer eppes Abstraktes. Also, et ass wuel diskutéiert ginn, dass de Service de Renseignement dat misst maachen oder eng Kéier misst och esou opgestallt ginn, dass en deem Gesetzestext och... dass do Rechnung gedroe gëtt. Mä an enger aktiver Form war dat net. An den Här Schneider huet déi Form do, dee Vide, dee stoung fir do am Privatsecteur, ass eben do un deem Modell Sandstone, esou wéi hie sech et virgestallt huet, huet en dorunner geschafft. An deen ass eben herno

KA

an enger Schlussphas mat engem Business-Plang virgestallt gi kuerz der Branche „Operatiounen", dass dat dote géing stattfannen.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Jo mä, et bleift jo awer nach ëmmer de Problem…

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* …vun der Deontologie.

M. François Bausch *(déi gréng).-* De Problem vun der Deontologie, net. Op där enger Säit, et wär jo… Ob een dat elo richteg oder falsch fënnt, et hätt ee jo nach kënnen, loosse mer soen, iergendwou novollzéien, datt ee Fonctionnaire an engem Service seet: „Ech fannen, datt d'Kompetenze vum Service net wäit genuch ginn an datt dee Beräich, zum Beispill vun der ekonomescher Spionage oder wat och ëmmer, datt dee Service hei och misst dru schaffen an datt eventuell d'Gesetz misst geännert ginn". Dat ass jo eng Saach.

Mä wann ech awer do higinn a soen: „Well et dat net gëtt, an de Service dat net dierf, oder net ka maachen, maachen ech mäi privat Geschäft. An ech organiséieren dat aus dem Service eraus, aus der Fonction publique eraus." Ech mengen, dat ass jo awer, deontologesch gesinn, problematesch.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Jo, also, an engem… Ech verstinn Ären Hannergedanken och, Äre Commentaire an Är berechtegt Fro. Et ass effektiv: Den Départ aus dem Geheimdéngscht eraus, da bleift d'Fro: Wat maache mer… Wat mécht een dono?

An en huet wahrscheinlech, inwiefern… Also, ech huele jo un, dass déi meescht Aktivitéite ware privater Natur, well et sinn nach Operatioune gelaf bis zum Schluss, wou den Här Schneider do war, déi och gemaach gi sinn. Dofir ass et schwéier fir mech, déi Fro vun der Deontologie ze beäntwerten. An ech mengen, déi huet den Här Schneider jo scho beäntwert eng Kéier.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Jo.

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dann hutt Der d'Fro, wéi ech et gesinn hunn. Ech hu mer do weider, muss ech soen, keng gréisser Gedanke gemaach, well ech effektiv mech zu deem Zäitpunkt mam Départ iwwerhaapt emol déi éischte Kéier beschäftegt hunn: Wat mécht een no der Zäit vum Service de Renseignement? Do war d'Argumentatioun an engem Punkt logesch richteg, dass ee seet: Et kann ee sech… Et geet een an déi nämlecht Branche eran, wat ee geléiert huet oder wat een iwwer Jore gemaach huet.

Op där anerer Säit, awéiwäit et zu Interaktioune komm ass, awéiwäit datt do déi Modeller am Service de Renseignement a sengem Büro gefouert gi sinn a gemaach gi sinn, dat ass och schwiereg ze evaluéieren oder ze soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir kënnt och net aschätzen oder Dir hutt och keng Kenntnis dovunner, inwiefern datt den Här Schneider seng Kontakter, déi en opgebaut huet iwwer seng Aarbecht am Service de Renseignement, genotzt huet, fir dono seng Firma opzebauen, zum Beispill och a puncto Financieren ze sichen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war zu deem Zäitpunkt wuel an engem Business-Plang just ugedeit, mä, wéi gesot, ech hunn och eng Rei vu Saachen, déi ech elo eréischt gewuer gi sinn, notamment d'Cargolux an och déi eng oder déi aner Écoute. Dat sinn alles Saachen, déi…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, ech schwätzen elo haaptsächlech, wann ech den Haaptaktionär vu Sandstone kucken. Do huet den Här Schneider jo mat deem Haaptaktionär Kontakt gehat an enger Missioun, där berühmter „Mission économique" am Irak. Huet en doriwwer geschwat mat Iech déi Zäit oder net?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass… Dass en dee Kontakt hat, ass geschwat ginn. An dass deen och am Modell dra war dono zum Schluss als ee vun den Investoren, dat war zum Schluss och op den Dësch geluecht ginn. Dat war bekannt.

Also, ob dat elo an där Réunioun, där grouss ugeluechtener Réunioun vun der Branche „Operatiounen“ esou gesot ginn ass, kann ech mech net méi erënneren. Mä mir war bekannt, an och a sengem Business-Plang, dee war jo do och der SNCI, mengen ech, virgeluecht ginn, dass dat doten ee Volet war, dee mat dra war an dass do den Här Schneider deen Investor, wéi gesot, kannt huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä huet en deen - ech wëll awer nach eng Kéier op de Punkt zréckkommen - scho gutt virdru kannt oder sinn déi Kontakter intensifiéiert ginn duerch seng Aarbecht iwwert de Service de Renseignement?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi gutt en dee kannt huet, kann ech lech wierklech net soen. Ech weess awer jo vun där Irak-Rees, do war anscheinend déi Persoun jo derbäi, wann ech richteg informéiert sinn.

Hu se sech do kennegeléiert? Ech kann net evaluéieren. Ech weess net, wéi oft d'Heefegkeet war, d'Sequenzen, an där se sech gesinn hunn, a wat do alles am Detail genau geschwat gouf.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, ech hunn elo nach Wuertmeldunge vum Här Meisch, vum Här Weiler a vum Här Fayot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, vläicht direkt dorunner uschléissend. Hat den Actionnariat vun der Societéit Sandstone, wéi e sech dann herno presentéiert huet, war dat ee vun de Grënn, firwat Der net mat an déi Gesellschaft wollt eragoen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war zum Schluss och ee vun deene Grënn. Mä den Haaptgrond… Well dat relativ onduerchsiichteg war.

Mä den Haaptgrond war, datt ech mech berufflech net gesinn hunn, esou schnell konnten eng Décisioun ze huelen. Ech hu gesot, mëttlerweil 20 Joer ass ee laangen

Dag, an och wann ech mäin CV, deen ech Iech jo erkläert hunn, wou een awer un där Aarbecht an un där Matière hänkt iergendwéi, an ech einfach net konnt an där relativ kuerzer Zäit, wou dat awer geplangt ginn ass, do einfach eng Décisioun huelen. An déi war eben dee Moment negativ.

Ech wëll nach eppes soen. Ech hat deen nämlechten Zäitraum, wou ech gefrot gi si vun der Police judiciaire, vun der Cellule, déi ech mat opgebaut hunn, fir an de Renseignement. Dat ass net, wou ech direkt jo gesot hunn. Dat war eppes, wou ech mer iwwer e Mount Bedenkzäit selwer ginn hunn. Ech konnt leider net mat ville Leit doriwwer schwätzen, well dat schonn ënnert der Geheimhaltung war.

Mä och fir mech war de Service de Renseignement an där Zäit eppes, esou e bëssen en Iwwerbleibsel aus dem Kale Krich. Dat Gebai war deemools net do, wou et haut ass. Et war e grot Gebai. Do sinn eng ganz Rei vu Saachen, déi mech ofgehalen hunn an enger éischter Phas.

Par contre war d'Police eppes, ech erënnere mech un de fréiere Generaldirekter och - ech hunn et jo gesot -, deen et mat gedroen huet, déi Cellule anti-terrorisme. D'Police war par contre eppes Modernes. Do ass iergendwann eng Kéier en Helikopter geflunn. Do ass investéiert ginn. Do war e Suivi. Do war eng Dynamik innerhalb vu méi spezialiséierte Branchen, fir deem och gerecht ze ginn, fir esou eng Cellule anti-terrorisme och an anere Beräicher, déi d'Police judiciaire féiert, wou Efforte gemaach gi sinn.

Par contre war de Service zu där Zäit - schwätzen ech elo 2002, 2003 - eppes, wou et méi onduerchsiichteg war. An och dat, wat den Här Hoffmann gesot huet an den Här Mille, datt versicht ginn ass sech opzemaachen och par rapport zur Police judiciaire. Et ass effektiv zu Réunioune komm, fir déi Transparenz do an d'Weeër ze leeën. Mä och dat - ech beschreiwen dat ganz kuerz -, wou ech gefrot gi sinn, och dat hunn ech mer länger Zäit iwwerluecht. An och do war et net esou einfach, direkt lasszeloossen an... Mä ech hunn et am Intérêt vun der Saach gemaach.

A bei Sandstone, fir do matzegoen, war et eben aus deene Punkten, wou ech Iech elo gesot hunn. An aner Argumentatiounen a Grënn hat ech eigentlech zu deem Zäitpunkt net.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt nach eng Kéier op Äre Wiessel an de Wirtschaftsministère zréckkommen. Dir hutt gesot, den Här Knebeler hätt Iech dat proposéiert gehat. War dee Wiessel och Géigestand vun Diskussiounen, ënner anerem mam Premierminister a mam deemolege Wirtschaftsminister?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu mam Här Statsminister keng Diskussiounen doriwwer gefouert, well den Här Knebeler huet d'Diskussioune gefouert. Et si Rapporte geschriwwe ginn. Ech mengen, den Här Knebeler huet e Rapport geschriwwen 2008 schonn - Summer 2008 misst dat gewiescht sinn -, wou dee Posten ugefrot ginn ass respektiv sech Gedanke gemaach ginn ass, fir esou e Posten ze schafen.

Ech wëll och soen, wann ee vläicht e bëssen zréckkuckt, wéi d'Wirtschaft sech verännert huet, de Wirtschaftsministère, wou mer jo d'Joren 2004 kucken, an enger Ëmwandlung, enger Mondialisation économique, wou aner Beräicher ugesteiert gi sinn; net méi déi klassesch Europa a Nordamerika. Mä de Wirtschaftsministère huet sech an de BRICS-Länner ëmgekuckt respektiv an de Länner Golf Arabe, wou Marché gemaach ginn ass a wou déi Investoren… déi Kontakter waren zwar zum Deel do, mä net esou bekannt waren.

Esou dass ab engem gewëssene Moment och duerch Wirtschaftsmissiounen, déi déi Zäit scho gelaf waren, eng ganz Rei vun Investoren op Lëtzebuerg wollte kommen. Ech mengen, Lëtzebuerg huet sech no baussen opgemaach fir déi Länner. An do war Verschiddenes eben net ëmmer esou transparent. Den Origine vun de Fonge war net esou transparent. Et waren eng ganz Rei vu Saachen och kulturell. Ech mengen, dat war net wéi déi Länner an Europa an Nordamerika, wou virdru geschafft ginn ass.

KA

An aus deem eraus huet den Här Knebeler dee Poste wëlle schafen, sech d'Iddie gemaach, wéi ee ka systematesch Iwwerpréiwunge maache vu Leit; komescherweis och an deene Länner. Ech mengen, ech hu BRICS… Ech huelen… ob dat elo Russland ass oder Indien. Et woren eng Rei vu Leit, Investoren, déi Lëtzebuerg da besser kannt hu wéi mir si selwer… wéi de Wirtschaftsministère se selwer kannt huet.

Esou dass do e Vide war. An et huet missen opgeholl ginn, fir do ebe systematesch emol Recherchen ze maachen, Analysen ze maachen: Wie sinn déi Leit? Hunn déi Leit scho Marchéë gehat hei zu Lëtzebuerg? A wat fir engem Contexte commercial sinn déi Leit gesinn an hirem Land? Ass do negativ Press beispillsweis schonn ëm déi?

Esou dass eng ganz Rei vu Virfeldaarbecht huet misse gemaach ginn. An déi huet den Här Knebeler gemengt, dass dat kéint en Enquêteur vun der Police sinn. An an deem Zesummenhang ass dat esou gesi ginn. Dat ass a Schrëftstécker agefaasst ginn en toute transparence. An et ass och dem Innenminister als Projet virgeluecht ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Stëmmt et, datt den Innenminister an och de Polizeidirekter net frou waren iwwert dee Wiessel, an datt de Premierminister sech awer staark dofir agesat huet?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess, dass et laang gedauert huet. An aus där längerer Zäit, huelen ech un, dass d'Begeeschterung net grouss war. Wahrscheinlech awer och, well dat e Posten ass, deen an där Form nach net do war an do ebe vläicht eng Pionéieraarbecht ugaangen ass, wou d'Police jugéiert huet, och inclus de Minister, ob déi Tâche kann e Polizist erfëllen.

Ech… Mir sinn d'Grënn net bekannt. Ech huelen d'Konklusioun awer aus där längerer Zäit, déi et gedauert huet, dass dat net esou reibungslos gaangen ass. Inwiewäit den Här Statsminister dono déi Saach… Ech huelen un, dass en déi

kA

matgedroen huet, mä ech war bei deene Gespréicher net derbäi. Déi huet den Här Knebeler an och de fréiere Wirtschaftsminister, den Här Krecké… déi sinn do gefouert ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hmh.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mir ass just ab engem gewëssene Moment gesot ginn: „Dat gëtt konkret." An ech hunn den Détachement kritt vum Här Innenminister, dem Här Halsdorf, den 1. Oktober 2009.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dann ass et um Här Weiler, an dann den Här Fayot.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Här President, den Zeien huet virdrun ausgesot, dass 2008, wéi d'Projete vum Här Schneider esou lues a lues sech konkretiséiert hunn, dass et dunn och Unzeeche ginn hätt, dass den deemolegen Direkter, den Här Mille, sech gegebenenfalls géif berufflech anescht orientéieren. Kënnt Der dat vläicht e bësse méi prezis beschreiwen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess, dass och virun där Zäit e Poste war zu Bréissel, eng Koordinatiounsstell fir Terrorismus - ech weess den Detail net; ech kennen den Descriptif vun deem Posten net -, wou, ech mengen, en Intérêt war vum Här Mille. Also, do war iergendwéi, elo net déif gräifend an et waren och net elo, mengen ech, immens vill Leit, déi dat wossten. Mä dat war emol kuerz gesot ginn, datt den Här Mille sech fir dee Poste géif interesséieren.

Dat kann ëm 2007, 2008 gewiescht sinn. Dat war Thema an esou dass… Mä wéi gesot, wéi konkret dat ginn ass, weess ech net. A wat do den Descriptif vun deem Poste war, weess ech och net am Detail. Den… Wéi gesot, den Här Mille huet sech

jo elo berufflech ëmgeännert. An den Här Schneider an där Optik huet dann och jo de Service verlooss ebe mat senger Firma.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).-* Jo, just iwwert déi Recherche économique de renseignement économique. Huet de SREL - elo emol ofgesi vun der Firma vum Här Schneider, - eng Iwwersiicht gehat déi Zäit, wéi Dir an dem Service waart, iwwert déi Firme vu Renseignement an Recherche économique, déi zu Lëtzebuerg op der Plaz geschafft hunn? Et wär interessant ze wëssen allgemeng, ofgesi vun enger Persoun.

Dat Zweet: Ass et do iergende Kontakt zwëschen dem SREL… zu engem Kontakt zwëschen dem SREL an enger vun deene Firme vum Renseignement an Recherche économique komm?

A ganz allgemeng, vu dass Der jo de Secteur e bësse kennt och vun deem Renseignement économique: Ass et Iech bekannt, dass et zwëschen de Geheimdéngschter an Europa eventuell an och, bon, an anere Länner ronderëm an deenen Aktivitéite vun deene private Gesellschafte fir Recherche a Renseignement économique zu Kontakter kënnt? Sinn déi Grenzen an anere Länner do méi fluctuant wéi bei ons?

Well mer jo bei ons mengen, dass een dat soll schaarf vuneneen trennen. Gëtt et do aner Manéieren, fir dorunner ze goen an deenen anere Länner? Ech mengen, Dir hutt Iech do mat deem Renseignement économique jo awer e bësse befaasst an deene leschte Joren. Kënnt Der ons vläicht doriwwer eng Aschätzung ginn?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Merci fir… Ären éischte Punkt war, wou ech nach am Service de Renseignement war, ob et do Kontakter ginn ass zu anere Firmen.

M. Ben Fayot *(LSAP).-* Huet de Service de Renseignement op der Plaz zu Lëtzebuerg kannt, wat fir Gesellschaften - Lëtzebuerger, auslännesch, meeschtens

auslännesch, wann ech dat elo erënneren, wat den Här Schneider gesot huet -, déi op der Plaz zu Lëtzebuerg geschafft hu fir Firmen? Hat de Service de Renseignement do eng Iwwersiicht doriwwer? Et wär jo interessant gewiescht.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, et ass eng interessant Fro déi... Ech weess dat awer net, well am Service de Renseignement déi Zäit, wou ech do war, wéi gesot, meng Missioun, meng Branche war Anti-terrorisme, an d'Protektioun vum Patrimoine économique eben, wat dat doten ugeet, wat dat do cibléiert.

Inwiewäit do Kontakter zu Firme waren, weess ech net aus där Zäit vum Renseignement. An elo aus menger Aarbecht, déi ech, wéi gesot, vun 2009 bis elo maachen, weess ech och net inwiewäit de Renseignement elo selwer Entreprisen approchéiert.

Punkt ass, dass mir am Commerce extérieur am Alldag a Kontakt si mat den Entreprisen. An ee vun deenen Aufgabefelder - ech mengen, ech kann dono agoen drop; et ass vläicht och eng vun Äre Froen, wat meng Missioun elo ass - behandelt am Sënn vun der Protektioun, dat heescht an der Sensibiliséierung fir Firmen. Do si Kontakter do.

De Service de Renseignement selwer, ob deen elo Firmen approchéiert, a wat dat fir Firme sinn, dat kann ech Iech net soen. Och elo net. Also, ech kann Iech de Jetztzoustand net soen. Ech kann Iech deen och net soe vun där Zäit, wou ech am Renseignement war an de Joren 2004 bis 2008.

Dann d'Erfahrungswäerter, ee vun Äre Punkte war, ob dat förderlech ass fir am Ausland, wou et esou privat Entitéite ginn, wann ech Iech richteg verstanen hunn, respektiv ob Service-de-Renseignementen, auslännesch Service-de-Renseignemente mat Firmen a Kontakt stinn.

Et ass, een Nopeschland gekuckt, Frankräich, dat ass a Kontakt mat Firmen. Firmen, déi ëmmer erëm attackéiert ginn - ech huelen un, dass et an Däitschland ähnlech ass

-, déi Opfer, Victime vu Wirtschafts- an Industriespionage sinn, systematesch. Do ass e ganz enke Kontakt mat Service-de-Renseignementen. Deen ass do.

Inwiewäit dat operationell geet an inwiewäit dat gekuckt gëtt, weess ech net. Mä ech mengen, och do kann ech mech drop beruffen op dat, wat ee Sources ouvertes… wat ee liest. Ech mengen, déi komme jo net op de Wirtschaftsministère a soen eis als DGSE oder DST: Voilà, mir hunn déi an déi Kontakter.

Mä inwiewäit privat Firmen… Där Modeller ginn et och. Déi maachen Auditen, well do eng Lück ass am Gesetz. Ech mengen, e Service de Renseignement, deen dem Stat ënnersteet, kann net higoen an eng Firma an do e Sécherheetsaudit maachen. Ech mengen, dat wier deontologesch net korrekt.

Do ginn et privat Firmen, déi oft aus Ex-Renseignement bestinn oder och ancien Poliziste bestinn, déi déi dote Matière eng Kéier behandelt hunn, déi eng privat Firma hunn. An déi ginn hin iwwer Deeg a Wochen an esou Firmen, an déi maachen Auditen. Dat heescht, déi soen der Firma, wou genau hir Schwaachstelle sinn am IT-Beräich, Informatikberäich, respektiv wou eventuell Fuitë si respektiv wéi se sech op Déngschtreesen ze behuelen hunn, wou do d'Vulnerabilitéite vun de Firme sinn.

Also, dee Modell existéiert. An dat ass och e bëssen dee Modell, deen den Här Schneider jo och presentéiert huet a senger Firma Sandstone, fir dat an där doter Form unzegoen. Inwiewäit den Här Schneider dat doten awer elo mécht, dat kann ech Iech och net soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci. Ech géif proposéieren, dass mer elo all Fro nach géifen huelen zum Themekomplex Sandstone respektiv Renseignement économique, dass mer dee Volet vläicht géifen elo emol ofschléisse mat enger ganzer Rei nach vu Froen, dass mer op en nächste Volet dann iwwerginn.

Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt froen: Här Kemmer, wéi Der bei de Wirtschaftsministère komm sidd, hat Der do awer nach ëmmer Kontakter och mam SREL respektiv och mat Sandstone? Ech denke konkret un déi Missioun, déi Der jo och emol gemaach hutt „be safe“. Déi Formatiounen, déi jo gemaach gi si vum Wirtschaftsministère mam SREL zesummen, wéi ee sech soll behuele bei de Firme bei Reesen, wat alles ka geschéien, dass een Trojaner géif ageschleist kréien op de Computer, an esou Geschichten.

Sinn do ëmmer Relatioune gewiescht nach mam SREL oder mat enger Privatfirma? Elo net nëmmen op Sandstone gekuckt. Oder wéi sinn Är Kontakter do haut nach? Sinn där do nach do wéi an deem dote Beispill?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Merci. Ech si frou, fir op déi Fro ze äntweren, well do e bësse villes an de Medien och geschriwwe ginn ass oder gesot ginn ass vu Mini-SREL, an esou weider.

Fir direkt op déi Fro ze äntweren, mat der Formatioun „be safe“: Neen, déi ass net vum Service de Renseignement gemaach ginn. Déi ass gemaach gi vun eis. Also, vun dem Här Knebeler eigentlech a vu mir. An do muss ech e bëssen zréckgoen.

Dat war initial net d'Missioun. Initial war d'Missioun, fir déi kleng Unitéit. Mir hu se am Organigramm agefaasst vum Ministère. Am DG 5 steet: „Veille et sécurité économique“. Dat waren am Ufank ausschliesslech Enquêten, Recherchen ze maachen.

Dono koum en zweete Volet bäi, dee relativ schnell komm ass. Dat war d'Organisatioun vu Wirtschaftsmissiounen. Ech hunn eng ganz Rei vu Wirtschaftsmissiounen organiséiert. Russland war eng vun deenen éischten. An ech huelen elo e bëssen aus.

Dat stoung alles ënner relativ schlechte Stären. Ech erënneren u Russland: Mir haten eng Woch virdrun, war vun tschetschenesche Rebellen en Attentat gemaach ginn op d'Metrostatioun een, zwee Kilometer vun eisem Hotel ewech, wou mer mat der

Delegatioun, déi och ugefouert war vum Grand-Duc héritier, mat enger ganzer Wirtschaftsdelegatioun… Et war, wéi gesot, eng Woch virdrun en Attentat.

Dat heescht, et ass een aus deem Sécherheetsdenken vun deem Service de Renseignement… war ech ganz schnell erëm dran. Mir hunn du mat eiser Ambassade gekuckt och sur place, fir eng gewësse Sécuritéit ze garantéieren. Mir hunn déi net selwer garantéiert, mä mer hunn awer Informatioune kritt natierlech och iwwer Protokoll an der russescher Regierung, fir an ob dat séchergestallt war.

Aus där Saach eraus sinn déi éischt Note-de-sécuritéen entstanen. Mir hunn also… Dat huet näischt mat Renseignement ze dinn. Mir hunn einfach och iwwer eis Ambassade: Wéi ass d'Sécherheetslag? Mer hunn Informatioune kritt. Och dat, wat mer an de Medien natierlech haten, fir d'Entreprisen e bëssen ze rassuréieren. Déi Wirtschaftsmissioun huet stattfonnt.

Mir hunn dunn ugefaange mat Note-de-sécuritéen, d'Verhalensweis och vun den Entreprisë respektiv: Wéi ass d'Geforesituatioun, wéi ass d'Lag an deem Land. Dat nämlecht hu mer beispillsweis gesinn a Wirtschaftsmissiounen an Nordafrika: Eise fréiere Wirtschaftsminister, och eng ganz Delegatioun ugefouert, ware mer an Algerien respektiv Tunesien. Do war den Arabesche Fréijoer. Do stounge mer mat zwee Féiss dran, an do war innerhalb vun e puer Stonnen d'Décisioun och gefall, fir eben net an Tunesien ze goen. Ech mengen, do war de Wiessel vun engem autokratesche System, dee jo virun der Dier stoung.

Och do war dee Sécherheetsvolet e bësselchen, och ëmmer erëm iwwer Note-de-sécuritéen. An do hu mer eis ugewinnt carrément an all Wirtschaftsmissioun, wou mer ginn, och e bësse méi Länner, wou et e bësse méi speziell war, fir do Note-de-sécuritéen ze schreiwen.

Am Kontext vun deene Wirtschaftsmissiounen, déi ech organiséiert hunn zum Deel mat, wou ech och d'Entreprisë begleet hunn, woren eng Rei vu Pannë geschitt. Ech mengen, Dir sot elo vun… Dir schwätzt grad ee Volet scho mam „be safe" un am IT-Beräich. Hei wore ganz einfach elementar Sécherheetsregelen net agehale ginn,

KA

wou d'Leit och net sensibiliséiert waren. Leit hunn hire Laptop geholl kritt, hiren USB-Stick geklaut kritt, wou Firmendonnéen drop waren, etc., etc.

Dat ass un eis erugedroe ginn. Aus deem eraus hu mer nieft den Note-de-sécuritéen ugefaangen: Wéi kann een dat doten afaassen, fir e Cours ze halen? Wéi kann een higoen d'Entreprisë systematesch ze sensibiliséieren? An doraus ass d'Iddi komm vun „be save".

De Cours, ech hunn dee mat entwéckelt. Wou dee bal an der Schlussphas war, ass de Service de Renseignement vum Här Knebeler effektiv dunn aviséiert ginn, dass mer un esou eppes schaffen. A well de Service de Renseignement par Gesetz zoustänneg ass iwwert d'Protectioun vum Patrimoine économique, ass do eng Kooperatioun gelaf.

Mir hunn och am Service de Renseignement eng Persoun, déi zweemol d'Woch do ass. An dat ass de Liaisounsmënsch - dat ass déi aner Fro - zum Service de Renseignement. Ech selwer hu kee Kontakt zum Service de Renseignement.

Ech hu just Kontakt zu där Persoun, déi zweemol d'Woch bei eis ass, déi och déi Coursen do matmécht, an ofschätzt respektiv Informatiounen hélt iwwert den Zoustand, de Sécuritéitszoustand, fir deen dem Renseignement ze iwwermëttelen. Well effektiv ass et schwiereg fir de Service de Renseignement, dee wäit ewech vun den Entreprisen ass, fir dat ze evaluéieren.

Also evaluéiere mir dat mat den Entreprisen zesummen. Mir gi jo och an d'Firmen. Mir halen déi Coursen. An dat ass déi Kooperatioun, déi Interaktioun, déi do ass, an déi do entstanen ass. Mä dat ass dat Eenzegt, wat eigentlech dee Lien mam Service de Renseignement a menger Persoun ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bettel nach eng Kéier.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ganz kuerz. Dir hutt virdru geschwat, Dir hätt e Malaise am Betrib, hutt Der gesot. Ass dat elo… Op wat bezitt dat sech? Wann dat op eppes

kënnt, wat duerno kënnt, da solle mer derno diskutéieren. Dir hutt virdru gesot, Dir hätt e gewëssene Malaise. Do wollt ech just froen, wat dat wier.

Dann déi aner Saach ass, Äre Statut. Dir sidd jo da vum Ministère de l'Économie agestallt ginn als Employé privé, als Beamten. Ech weess net, wéi Äre Statut do war. Dat heescht, Äre Supérieur hiérarchique war dann den Ekonomiesministère, de Wirtschaftsminister, oder wie war dat? Dir hat jo da guer kee Lien administratif méi mam SREL, dass mer eis do eens sinn.

Dir hat awer virdru jo d'Qualitéit vun engem OPJ. Déi hat Der jo och scho bei der Police. Hutt Der… Déi Qualitéit hutt Der jo dann och verluer, oder hutt Der do nach ëmmer eng Méiglechkeet gehat, fir iergendeppes do ze halen am Ministère?

An déi Rapporten, déi Der gemaach hutt, wann ech jo da richteg verstanen hunn, déi si jo dann ëmmer un de Wirtschaftsministère gaang. An do gëtt et dann e Lien, wou op regelméisseger Basis ee vum SREL dann Informatioune bei lech konnt kréien. Ass dat richteg?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Merci, Här Bettel. Also, et ass esou, nach wie vor sinn ech Commissaire de Police, Officier de Police judiciaire an der Police. Ech si vun der Police aus détachéiert an de Wirtschaftsministère. Ech war virdrun affektéiert an de Ministère d'État, Service de Renseignement, och vun der Police judiciaire aus. Hei sinn ech ebe vun der Police elo détachéiert an de Wirtschaftsministère.

Une voix.- Dir sidd nach ëmmer OPJ?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Ech sinn nach ëmmer OPJ vun der Autoritéit. Ech mengen, vun der Hierarchie ënnerstinn ech direkt dem Directeur général vum Commerce extérieur, natierlech dem Minister. D'Rapporten, déi ech schreiwen, meng Enquêten, etc., ginn direkt un den Directeur général respektiv de Minister, deemno wéi d'Froe sinn. Dat, wéi gesot, zu Ärer Fro.

KA

Wat war den drëtte Volet vun Ärer Fro, pardon?

M. Xavier Bettel *(DP).*- De Malaise, deen Der virdru beschriwwen hutt.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- De Malaise.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hat och gesot, den Här Mille hätt e Malaise gehat 2008.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech huelen elo e bëssen aus. Mir hunn… Vun 2004 bis 2007 war d'Kärgeschäft vum Geheimdéngscht ausschliesslech Contre-terrorisme. Do däerf een net vergiessen, dat war den Här Mille, den Här Schneider, den Här Carmo, den Analyst, an ech selwer. Mir hunn dat opgebaut a mat relativ… Also, do ass et zu enger ganzer Rei vun Operatioune komm, bilateral Operatiounen, och mat anere Geheimdéngschter. D'Resultater waren do.

Et ass och - dat ass vläicht e Punkt, wou Der mer déi do Fro stellt - vu Malaise. Ech stellen et als éischt awer emol positiv duer. Et gëtt ëmmer gesot, de Service de Renseignement ass ofhängeg praktesch nëmme vun auslänneschen Déngschter, fir d'Formatiounen ze ginn. Mir hunn an där gewëssener Dynamik, an deem Opbau vun Operatiounen, vill auslänneschen Déngschter Informatioune ginn duerch eis Erkenntnisser, déi mer haten, duerch dat operatiivt, dat offensiivt Virgoen.

Dat huet alles geklappt. Also, vill Servicer hunn eis net vun uewen erof méi gekuckt, mä an Aenhéicht. Dee Lëtzebuerger Geheimdéngscht huet op emol geschafft. Deen huet op sech opmierksam gemaach. Deen huet Operatioune gefouert a relativ sensibele Beräicher am Terrorismus, hei am Land an och am Ausland.

D'Relatiounen hunn ugefaange sech e bësse méi ze verschlechteren - notamment ech weess, dass déi Froen hannendru wäerte kommen - ëm eng Operatioun, wann

K-A

ech se Operatioun dierf nennen, eng Informatioun, ëm déi kryptéiert CD an eben ëm déi eng oder aner Aktioun, déi dorëms gedréint huet, wou et onduerchsiichteg ginn ass a wou mer net méi an där gewunntener Bunn geschafft hunn. Mir hate keng Kontroll doriwwer. An dat huet lues a lues e Malaise kreéiert. Mä ech huelen un, dass dat...

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).-* ...de Volet. Ech wëll... Dat kënnt duerno.

Da just nach eng ganz kleng Fro: Also PJ, hutt Dir heiansdo d'Qualitéit vum OPJ ze benotzen am Kader vun Ärer Aarbecht, déi Der maacht?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Also, mir hunn... Dir mengt elo am Wirtschaftsministère? Mir hunn... Ech selwer hunn eng Note geschriwwen, déi ech dem fréiere Generaldirekter dem Här Knebeler virgeluecht hunn, wéi ech mer virstellen, wa mer op eppes stoussen, wat, loosse mer soen, Aktivitéite sinn, déi hei zu Lëtzebuerg stattfannen, déi illegal sinn, oder wou mer... Dee Moment hätte mer Meldeflicht. Dee Moment hätte mer eis d'Dier opgehal, fir dat un de Parquet ze dénoncéieren.

Där Fäll sinn awer bis elo keng komm. Mir hunn, wéi gesot, ëmmer en Avis ginn, wa mer net wollte mat Leit schaffen, well eben Negatives - entre guillemets - emol do war, wat awer net zu enger Strofdot gefouert huet, hu mer einfach...

M. Xavier Bettel *(DP).-* Mä Dir selwer hutt am Kader vun Ärer Aarbecht ni Är Polizeikaart misse weisen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Ni! Neen. Ech hunn och an deem Sënn keng Terrainsaarbecht gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Kéinte mer deen dote Volet... Jo, Claude nach.

M. Claude Meisch *(DP).*- Vläicht nach eng Kéier zu deem Wiessel an de Wirtschaftsministère an Ären Aktivitéiten do. De fréiere Wirtschaftsminister huet iwwert d'Medie gesot, esou ass dat op d'mannst emol rapportéiert ginn, datt Der véier bis fënnef Dossieren iwwer Persounen erstallt hätt, datt Der dat och zesumme mat enger privater Sécherheetsfirma gemaach hätt an datt et do ënner anerem och ëm d'Observatioun vu russeschen Investisseure gaange wär.

Kënnt Der dat confirméieren? A wa jo, vu wiem hutt Der déi Opträg kritt? Och wéini sinn déi Observatiounen oder déi Enquêten do gemaach ginn? A wou war Dir dee Moment? Waart Der déi Zäit nach Service de Renseignement? Waart Der dertëscht jo an der Police judiciaire erëm oder waart Der schonn am Wirtschaftsministère?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech hunn déi Missiounen iwwerholl, wou ech am Wirtschaftsministère war, wou… Kuerz virdru war och déi eng oder aner Réunioun, fir ze kucken: Wat ass do meng Missioun? Wat stelle mer eis vir ënner Recherchen? Wéi wäit kann dat goen?

Déi Recherchen op eenzel russesch Investoren ënner anerem ware wierklech nëmme ganz einfach Iwwerpréiwunge vun deenen Aktivitéiten, Geschäftsaktivitéiten, déi se uginn hunn, sief et am Ausseministère am Beräich vun der Immigratioun, sief et eis als Wirtschaftsministère, wou se gesot hunn: „Mir hunn déi an déi Aktivitéit." An do ass eigentlech näischt aneschters geschitt, wéi déi Gebailechkeet, wou se gesot hunn, wou se Aktivitéiten haten, fir déi ze iwwerpréiwen: Ass do Aktivitéit?

Do ass einfach nëmmen dee Moment gekuckt ginn: Wat steet do un der Adress? Sinn déi Leit… Do sinn och Iwwerpréiwunge gemaach ginn nach ëmmer am Beräich vu Source-ouverten. Inwiewäit ass déi Societéit ugemellt? Ass dat, wat do ugemellt ass iwwert de Mémorial, wat veröffentlecht ass, also och an der Praxis? An do sinn einfach nëmmen eng ganz Rei vun Iwwerwaachunge geschitt… Iwwerpréiwunge, pardon, keng Iwwerwaachungen.

Also, et sinn ni Persounen iwwerwaacht ginn. Et sinn ëmmer nëmme reng Iwwerpréiwunge geschitt vun Adressen. Ech huelen ee Beispill eraus.

M. Claude Meisch *(DP).-* Mä schonn Observatiounen op der Plaz, op Gebailechkeeten?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* „Observatiounen" ass e vaagt Wuert. Et war einfach en Aschnëtt, fir ze kucken och mat Fotodokumentatioun: „Wat steet op deene Schellen?"

Mir hunn… Ech géing ee Fall vläicht erauspicken. Mir hu vu russeschen Investoren - ech kann net an den Detail goen - gesot kritt, déi hätten en Atelier, déi géingen do gréisser Aarbechte maachen. Herno huet sech erausgestallt, wou gekuckt ginn ass, dass dat einfach nëmmen eng Bréifboîte war, dass do net déi Aktivitéit war, déi eis gesot ginn ass, an an deem Moment sech d'Fro gestallt huet: Gutt, wann awer do gréisser Finanzen iwwert d'Bühn ginn oder gréissert Kapital, wéi dat ze vereinbaren ass.

An ech mengen, do ass einfach dann e Rapport geschriwwe ginn a wou doropshin de Minister eng Décisioun geholl huet oder eise Generaldirekter eng Décisioun geholl huet, ob mat deene Leit an enger Form weiderzeschaffen ass, ze kucken ass, oder net. Méi ass eigentlech do net geschitt.

Jo, et stëmmt, mir hunn dat am Ufank un eng Privatdetektei ginn, déi och ugemellt ass offiziell hei zu Lëtzebuerg, déi dat gekuckt huet. Do si Fotoen einfach vun där Adress gemaach ginn, well ech selwer net um Terrain geschafft hunn. An et ass eis gesot ginn: Voilà, déi doten Aktivitéit ass do. Oder et ass gesot ginn: Neen, ech hunn dat iwwerpréift, dat doten ass net do. Also dat heescht, déi Aktivitéiten, déi se deklaréiert hunn, dat war net feststellbar op där Adress. Dat waren einfach nëmmen Iwwerpréiwunge vun Aktivitéiten.

KA

M. Xavier Bettel (DP).- Ech hunn, Här President, eng ganz domm Fro. Mä vu verschidde Leit gëtt gesot, dass déi Iwwerpréiwungen an déi Observatioune gemaach gi wiere vum Appartementshaus vum fréiere Wirtschaftsminister.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ka mer dat net virstellen. Ech weess net, vu wou aus déi Persoun déi Observatioun do gemaach huet. An nach eng Kéier, ass dat Wuert Observatioun net richteg. Alles dat, wat mir gefrot gi sinn, ass, déi Gebailechkeet oder Gebailechkeeten ze kucken, déi Adress, ob do och iwwerhaapt eng Persoun, zu deenen Zäiten, wou och gesot ginn ass, mir sinn do, mir hunn Aktivitéit, ob dat wierklech stëmmt. Et ass einfach nëmmen eise Moyen de recherche ginn, fir iwwerhaapt emol Informatiounen ze kréien.

Ech hunn e prezist Beispill. Ech weess vun där dote Saach, déi Der elo gesot hutt, dass dat angeblech aus deem Haus do eraus gemaach ginn ass. Ech hu keng Kenntnis, vu wou déi Fotoe gemaach gi sinn. Déi si gemaach ginn, et sinn Iwwerpréiwunge gemaach ginn. An deem dote konkrete Fall war och kee gréissere Problem. Mä dee Fall, wou ech Iech beschriwwen hunn, et ass schued, dass deen net erwähnt ginn ass, do ware ganz kloer déi Aktivitéiten net! An dat hu mer iwwerpréift an doropshin ass eben och en negativen Entscheed komm.

Dat ass och iwwregens interessant am Beräich vum Ausseministère, Immigratioun, déi och Autorisation de séjouren ausstellen. Ech mengen, do ass e bësselchen e Vide: Wie kuckt dat, wann déi Leit deklaréieren, mir hunn dëst an dat vun Aktivitéiten, mir hätte gären eng Autorisation de séjour. Sinn déi wierklech, an et muss ee jo eng gewësse, virgeschriwwen Zäit hei zu Lëtzebuerg sinn. Ech mengen, et ass wahrscheinlech méi interessant op der Côte d'Azur ze sëtzen, wéi dann eben zu deenen Zäiten, wou een och muss hei sinn, fir eben och eng Autorisation de séjour ze kréien. Mä gutt, dat ass e Volet, deen ass Ausseministère, dat beréiert eis elo net als Wirtschaftsministère.

Bei eis als Wirtschaftsministère ass wierklech gekuckt ginn, sinn déi Aktivitéiten am Kommerziellen, sinn déi reell oder ass dat nëmmen eng Loftblos, wou hannendrun

KA

einfach nëmme Kapital leeft a Lëtzebuerg einfach e bësselche manipuléiert gëtt oder - entre guillemets - „mëssbraucht" gëtt als Finanzplaz.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Hutt Dir och nach, an Ärer Fonctioun am Wirtschaftsministère, och Zesummenaarbechte mat private Firmen...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Neen!

M. Claude Meisch *(DP)*.- ...Schutzfirmaen, Detekteien, neen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Neen!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dat war just am Ufank bei deenen Dossieren do?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- Dat war just ganz am Ufank, wou mer eis... Et ass och emol esou gewiescht, et huet jo och emol missten eng Konzeptaarbecht gemaach ginn. Ech mengen, et war eng Saach, dass Notë geschriwwe gi sinn, wou ech den Départ fir déi Missioun do geholl hunn, wou ech mer och iwwer Méint dat Ganzt ugekuckt hunn, eng ganz Rei vu Gespréicher och mat aneren Direktiounen hat. Ech mengen, de Wirtschaftsministère besteet jo net nëmmen aus dem Beräich Commerce extérieur, e besteet aus dem Beräich Industrie, d'Direktioun vun der Industrie, Logistik, Biotechnologie etc., wou ech mer eng ganz Rei vun Informatioune siche gaange sinn.

A Recherchen, déi gemaach gi sinn, et ass och hausintern emol gefrot ginn: Ass dës Societéit oder ass déi Persoun bekannt oder kann een do méi erausfannen? Mä ganz schnell waren d'Wirtschaftsmissiounen do an eben och, wat nécessitéiert huet, eben eng Sensibiliséierungscampagne an eng Sécherheet ze garantéiere fir d'Entreprisen. Also dat ass dat, wat eigentlech haut de wesentleche Bestanddeel vun der Aarbecht ass.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dat heescht, esou Kontrollen um Terrain, ob een do wunnt, ob déi Aktivitéit wierklech do ass, dat maacht Der haut och net méi?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat fënnt net méi statt, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Gëtt et kee Besoin méi, oder ass iergendwann gesot ginn, dat doten ass net eis Aktivitéit?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Doriwwer kann een... Wéi gesot, ech sinn nach wie vor der Meenung, dass ee Verschiddenes muss iwwerpréiwen. Well, wa mer ophalen ze iwwerpréiwen, ech mengen, gi mer eng grouss Ouverture. A mir mussen eis de Reproche eng Kéier gefale loossen, dass mer ebe just net iwwerpréiwen.

Ech mengen, wann der am Finanzberäich kuckt, Lëtzebuerg ass de temps à autre genannt ginn, mir waren emol schonn eng Kéier op enger hellgroer Lëscht, du wollte se eis op eng donkelgro Lëscht setzen. Ech soe just, dass d'Banken och hire Back office, respektiv dass Efforte geholl gi sinn, eng seriö „due diligence" ze maachen, fir ze kucken, wann iwwerhaapt emol Konteneröffnungen sinn: Wien ass de Client? An eigentlech hu mir dat nämlecht och hei gemaach. Problematesch ass et, wa mer ophalen ze kucken a wa mer ophalen ze kontrolléieren.

De Problem ass momentan, aus Zäitgrënn an och, well ech, wéi gesot, et ass eng „One and a half man show" eigentlech jo just am Wirtschaftsministère, dass mer deenen doten Demanden net nokommen an eis och, ab engem gewëssene Moment, kommerziell Datebanken zougeluecht hunn - Datebanken, mat deenen och d'Banke schaffen -, an dass mer elo méi wäit oder méi breet gefächert kucken, iwwert déi Datebanken, ob do negativ Medie sinn, ob do, fir do méi un dat, wat scho geschriwwen ass, wat öffentlech zougänglech ass, oder hallef öffentlech zougänglech ass, fir un déi Informatiounen ze kommen. Mä och dat spillt sech an engem legale Kader of, an engem, dee Begréff „Open source intelligence", also alles, wat Sources ouvertes sinn. Mä Iwwerpréiwungen am Moment um Terrain net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, Här Meyers.

M. Paul-Henry Meyers *(CSV).*- Déi Iwwerwaachungen, Investigatiounen, mengt Dir, dass Dir eng gesetzlech Basis hat, fir déi ze maachen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Iwwerwaachungen an deem Sënn huet et net ginn. Et waren, wéi gesot, just eng Iwwerpréiwung vun Adressen. Ech weess net, inwéiwäit d'Gesetz do geet, Fräiraum schaaft, fir kënnen öffentlech op eng Adress ze kucken, ob do wierklech Aktivitéit ass oder net, ob dat vum Gesetzgeber ënnerbonnen ass. Mir hätten eis Problemer gehat mat Investoren, déi elo, loosse mer soen, korrekt gewiescht wieren. Mir hätten déi iwwerpréift a fir do Polizisten an Uniform hinzeschécken, déi dann do eng Adress iwwerpréift hätten, ech mengen, da wiere mer „business hostile" gewiescht. Mir hu versicht, dat diskret ze maachen, an engem preventive Sënn. An et ass jo einfach nëmmen ëm d'Informatioun gaangen.

Déi nämlecht Informatiounen iwwregens och am Beräich, wa mer Wirtschaftsmissiounen organiséieren, kucke mer iwwert d'Sources ouvertes esou vill wéi méiglech erauszefannen, Recherchen ze maachen. Do hëllefen eis déi Datebanken, respektiv natierlech och iwwer eis Ambassaden oder e Punkt iwwer eis „Luxembourg Trade and Investment Offices", déi och dem Commerce extérieur, dem Ministère ënnerstinn, respektiv notamment ee vun den Acteuren ass och d'Chambre de Commerce, fir, wéi gesot, esou vill wéi méiglech Informatiounen ze kréien iwwer Wirtschaftsaktivitéiten a Firmaen, fir do kënnen Iwwerpréiwungen ze maachen. Also am Moment geet et an déi Richtung.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wier frou, wa mer eigentlech géifen op de Service de Renseignement zréckkommen. Mir hunn elo relativ laang geschwat iwwer eigentlech Aspekter, déi Är aktuell Aarbecht uginn, déi net méi am Kader vum Service de Renseignement ass. Ech wier frou, wa mer eigentlech eiser Kärmissioun awer och géifen hei gerecht ginn an elo eigentlech op de Fonctionnement vum Service de Renseignement zréckkommen.

Dir hutt ugedeit, wat Är Aarbecht war an deem Service de Renseignement. Ech mengen, da wier et gutt nach eng Kéier dat ze gesinn, wéi de Service de Renseignement organiséiert war, wéi Der do zesummegeschafft hutt, mat wiem Der zesummegeschafft hutt. An natierlech awer och, wat fir eng Mëttel Der hat, wat fir eng Moyenen Der hat, fir déi Aarbecht ze maachen.

Bon, d'Écouten, do wësse mer, dass do eng Rei vun Enquêtë lafen. Niewent den Écoutë gëtt et jo nach eng ganz Rei vun aneren operative Moyenen, déi Der hutt. Wat sinn déi, déi Der do asetzt? Ech wëll elo keng konkret Fäll héieren, mä awer: Wat sinn déi Methoden, déi Der asetzt? Sidd Der der Meenung, dass do e gesetzleche Kader besteet, respektiv, wann e besteet, ob e genügend ass?

An ech wëll och gläich op eng Fro zréckkommen, ech mengen, mir si gewuer ginn, dass Der zum Deel dann och mat trucéierten Auere schafft am Service. Ass déi Auer nëmmen eng Kéier agesat ginn, oder ass déi méi oft agesat ginn? A wat ass de legale Kader vum Asetze vun esou enger Auer, déi, à l'insu vun aneren, Opzeechnunge mécht?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, Här President, et ass esou, dass den technesche Volet, ech kommen zum Schluss dann op deen ze schwätzen, dat war och elo Är Schlussremarque. D'Ausaarbechtung vu Konzepter, fir un Informatiounen ze kommen, Dir hutt et gesot, den technesche Volet ass ee Volet, d'Écouten, mä ech géif mengen, dass d'Häerzstéck vun engem offensive Geheimdéngscht oder engem Geheimdéngscht, dee wëll effektiv, deen effikass wëll schaffen, am Beräich vun der Informatiounsgewënnung, dee wichtegste Punkt läit am Beräich vun der Quelleféierung, dat heescht Recrutement vun Agenten.

Ech wëll do vläicht och e Punkt asetzen, dee mir am Gesetz, Här President, wann Der erlaabt, dass ech déi Bemierkung maachen, e bësselchen zweedäiteg ass, dat ass am Gesetz vum Service de Renseignement vun 2004 gëtt ëmmer iwwer „agents du service de renseignement" geschwat. Am eigentleche Sënn misst et „membres du

KA

service de renseignement“ heeschen, well déi Leit, déi an de Service de Renseignement affektéiert ginn, si Membere vum Service, ob déi elo, aus verschiddene Carrièren, wou se ebe kommen, mä wa se ganz ugestallt sinn am Service, wiere se als Memberen ze gesinn.

Well, wat mir als Agenten nennen, an och do ass d'Sprooch bei auslännesche Geheimdéngschter gläich, dat sinn déi Leit, déi mir recrutéieren. Dat heescht, déi dem Milieu, eenzelne Milieuen nostinn. Déi hu jo och net - entre guillemets - „d'lëtzebuergesch Nationalitéit“. Dat sinn déi Länner, vun deene Problemfelder, wou mir eben déi Leit aus deene Länner recrutéiert hunn. An déi hunn Training kritt, Ausbildung kritt, an déi hu mer dann als Agent qualifizéiert, wa se e gewëssene Parcours haten, eng gewësse Kredibilitéit. An do ass et, den däitschen Terme ass V-Mann-Féierung, dat heescht, déi sinn, déi ware schonn a verschiddene Milieuen. Mir hunn eis awer déi rausgesicht, wou, loosse mer soen, d'Antécédents judiciaires keng waren oder bal keng. Dat heescht, mir wollten eis net Problemfäll erunziichten.

Ech mengen, et ginn eng Rei vu Problemfäll, wa mer den däitsche Verfassungsschutz kucken - et steet mir awer net zou, iwwert deenen hir Aarbecht ze jugéieren -, dass do och e V-Mann ka méi zum Problem gi wéi den ageschleistene Milieu oder d'Missioun dozou. Mir hunn also mat Leit geschafft, déi mer lues a lues erun un de Kär gefouert hu vum Problem. Bon, eist taktescht Virgehen ass méi schwiereg elo ze beschreiwen, well ech e bëssen, net géint d'Gesetz géif verstoussen, mä loosse mer soen, et wier deontologesch vläicht net ganz richteg, wann ech do d'Taktiken oppeleeën, wéi déi verdeckt Ermëttlung geschitt, wéi een un esou Leit erugeet, wéi do d'internt Fonctionnement war.

Ech géif soen, insgesamt vun den Informatiounen, déi de Geheimdéngscht kritt oder huet, wann ech dat däerf evaluéieren, géif ech soen, dass 70%...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi vill där Leit sinn dat ongefeier? Fir also eng Gréisstenuerdnung einfach, wéi vill esou...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also an där Zäit...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...wéi vill där V-Männer ginn et eigentlech, sinn et zu Ärer Zäit ginn? Einfach fir en...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech misst elo d'Halschent soen, fir net genau eng Zuel ze nennen, fir taktesch aner Leit, déi eis hei nolauschteren, eis Taktik op den Dësch ze leeën, och wéi mer zueleméisseg opgestallt sinn. Ech kann Iech awer op déi Fro an engem aneren Déngen äntweren.

Mir hate vun 2004 - wéi gesot, 2007 war ausschliesslech Contre-terrorisme-Operatiounen -, do hate mer dräi bis véier, ech hat selwer dräi bis véier Operatiounen alt mateneen, an dat ass dann dee Moment all Kéiers en Agent gewiescht. Déi meescht Operatioune ware bilateral Operatiounen, déi mer mat anere Geheimdéngschter organiséiert hunn. Ech hu virdru gesot, mir selwer hunn am Milieu rekrutéiert. Mä mir hunn awer och, well d'Vertrauensbasis geschaf war zum lëtzebuergesche Geheimdéngscht, vun auslänneschen Déngschter, an dat war déi gréisste Vertrauenszouso, déi een eis konnt maachen, en Agent zur Verfügung gestallt kritt, deen iwwer Joren ausgebilt scho war an deen dann hei zu Lëtzebuerg ageschleist ginn ass.

D'Resultater vun deenen Operatioune sinn no Méint iwwermëttelt ginn un de Parquet, wou d'Relatiounen och ganz gutt ware mam Här Biever, notamment un een Untersuchungsriichter, dee Chargé war vum Dossier Terrorisme. An et ass och do zu Verhaftungen am Milieu komm mat gréissere Prisongsstrofen. D'Opklärung vun deene Missiounen am Beräich Contre-terrorisme, déi huet eis en Abléck ginn an d'Inneliewe vu Réseauen am Benelux-Raum notamment, natierlech och hei zu Lëtzebuerg, wéi déi Réseauë fonctionnéieren, wéi d'logistesch Ënnerstëtzung war, inwéiwäit den Degré vun der Menace war, esou dass mer als eng Aart Frühwarnsystem fonctionnéiert hunn, konnten och evaluéieren déi ganzen Zäiten an

KA

deenen eenzelne Milieuen, wou do wien de Problem war a wat den Degré vun der Menace war.

Dat ass och schréftlech festgehale ginn. Et gouf also eng Dokumentatiouns- an och eng Begrënnungsflicht an eisem Schreiwen, notamment och fir Écouten unzefroen. Dat war dann e weideren Ausbau oder e begleedent Element zu den Operatiounen. Well all Kéiers, wa mer Leit ageschleist hunn, war d'technesch Operatioun hannendrun, och aus Sécherheetsgrënn fir den Agent, ass eisen Agent beispillsweis net am Milieu opgeflunn, hätt dat kënnen zu engem grave Sécherheetsproblem fir hie ginn, respektiv fir déi Leit am Geheimdéngscht, déi Agente gefouert hunn.

An Europa beispillsweis, an engem befrënte Land, ass viru Joren, oder déi Zäit, wou ech do geschafft hunn, ass e V-Mann-Féierer erschoss ginn, well seng Identitéit opgeflunn ass. Dat war och am Beräich Contre-terrorisme.

Wat elo dat weidert Fonctionnement ubelaangt aus deem doten Déngen, ech hu virdrun... d'Kärstéck vum Renseignement ass menger Meenung no de Beräich Human intelligence, d'Féierung vu mënschleche Quellen, well Der do relativ wäit kommt. Bei den technesche Mëttelen, Écouten, sidd Der limitéiert. Si sinn awer menger Meenung no en noutwendegt Iwwel, sief et aus engem Sécherheetsberäich eraus gekuckt oder fir weider Elementer ze iwwerpréiwen.

D'ganz Mass vun Informatiounen. Et ass extrem vill geschriwwe ginn an där Zäit. Et si Rapports de contact gemaach ginn iwwert d'Sourcë bei deene jeeweilegen Debriefingen, déi mer haten, dat ass un d'Analys gaangen. Mir haten een Haaptanalyst, dat war den Här Carmo. Wéi gesot, do sinn déi Schréftstécker verfaasst ginn, wou mer och eis Aarbecht legitiméiert hunn a wou op déi Geforelag higewise ginn ass. Déi sinn och all Kéiers dem Här Mille, notamment dem Här Statsminister presentéiert ginn.

Trotzdeem géif ech soen, dass insgesamt, wann ech kucken, an deene gesammelten Informatiounen, 70% vläicht am Kär net onbedéngt geheimhaltungsbedürfteg sinn. Och wa mer - ech weess net, wat alles an den Archiven, also ech selwer hat keen

Accès zu den Archiven - wann ech soen, 70% iwwert den Daum gepeilt, mä da waren eng 30%, déi de Geheimhaltungsgrad natierlech verdéngt hunn. An dat ware meeschtens eben déi Informatiounen, déi vu mënschleche Quelle komm sinn, well déi zum Deel ganz kredibel waren an eben och do ëmmer de Sécherheetsaspekt gekuckt ginn ass.

Zu Ärem leschte Punkt, dat waren d'technesch Mëttelen, Wanzen, Aueren etc., war ee Moyen, mat deem geschafft ginn ass, dee koum zum Asaz och bei Agenteféierung. Virun allem war de Problem, datt déi infiltréiert Persoun, mir hunn net all Dag Kontakt mat där gehat, a wa mer Kontakt mat där Persoun haten, dann huet keng Informatioun däerfe feelen. Déi Operatioune waren, wéi gesot, ganz sensibel an doraus hu mer gezunn, datt, wa mer et enregistréieren, dat war awer just dofir geduecht, fir dat doten direkt op de Pabeier ze bréngen, Wuert fir Wuert, dass eis do keng Informatioun verluer gaangen ass.

No engem Dag Debriefing ass den Agent erëm a seng Missioun eragaangen an dann hutt Der oft kee Kontakt gehat iwwer Deeg, iwwer Wochen. D'Operatioun huet sech och heiansdo an d'Ausland verlagert. Dann, dee Moment ass mat anere Geheimdéngschter weidergekuckt ginn, esou dass dat eng ganz Dynamik an eng ganz Aarbechtsmethod war, wou och deen een oder deen aneren technesche Moyen benotzt ginn ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dëst ass jo eng relativ intrusiv Method. Ech mengen, Wanze setzen a Matschnëtt ass jo eigentlech, well Äert Gesetz jo eigentlech dat och net virgesäit, stellt sech d'Fro jo vun der Legalitéit vun deenen dote Methoden, och wa mer wëssen, dass och aner Noriichtendéngschter op déi Methoden do zréckgräifen. Mä nach, et ass jo eng Debatt, déi mir och ze féieren hunn herno als Kommissioun, wat fir eng Konklusioun, dass mir aus deem Ganzen do zéien.

Well do jo ëmmer awer drunhänkt, wann een esou Oflauschtermethoden do asetzt, fale vläicht net au sens strict ënnert d'Écoutëgesetz, et encore, well et do jo awer trotzdeem ëm d'Surveillance de toute forme de communication eigentlech geet. Mä

KA

et stellt sech awer och natierlech d'Fro, wéi esou Methoden décidéiert ginn. Wien décidéiert no wat fir enge Regelen, dass an engem spezifeschen Dossier esou eng Method operativ agesat gëtt, déi jo ëmmer awer eng Atteinte à la vie privée duerstellt an iergendenger Form, deemno wou een dat mécht? Wéi sinn do, hat Der do fest Regelen? Wéi ass dat gehandhabt ginn?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do sidd Der beim Punkt vun der Opdeelung vun der Verantwortlechkeet. Mir hunn, wéi gesot, et ass am Contre-terrorisme alles festgehale ginn, schrëftlech. Zum Punkt vun den, éischtens emol zum Punkt, mengen ech, vun der Infiltratioun, ass déi net och souguer am Code d'instruction criminelle mëttlerweil virgesinn? Dee vun der Police...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Police, déi fält net drënner...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...de Service fält net drënner.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Bon, den zweete Punkt ass am Beräich vun der Technik. Ech mengen, mir hunn an all deene Moyenen, an all deene Methoden, Operatiounen am Contre-terrorisme, do war alles, ob d'Technik, also ob d'Écoute, déi waren ugefrot. Also, dat war alles, wat legal war. Do ware keng, mir si keng Operatioune bekannt am Contre-terrorisme, wou dat net ugefrot gi wier. Ech schwätzen elo vun der Tëlefonsécoute.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Écoute. Déi klassesch Écoute.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi klassesch Écoute. Inwéiwäit elo den Enregistrement... dat huet bei eis méi aus der Sécherheet eraus gedéngt an aus där Informatioun, well, wéi gesot, wann den Agent fort war an et huet Iech déi eng oder déi aner wichteg Informatioun gefeelt, Dir konnt net einfach uruffen an en zréckbestellen. Ech mengen, dat huet nëmmen aus

KA

engem Sécherheets... mir hunn dat mam Brëll vun der Sécherheet gekuckt. An do war en Enregistrement, wéi gesot, nëtzlech. An do ass just en Transcript geschitt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi Décisioun, ass dat de Responsabele vum Dossier gewiescht? An huet dat misste vum Direkter guttgeheescht ginn? Wéi ass, bei esou Methoden, wéi ass do, wie war do am Fong...

M. André Kemmer: Do hunn...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...d'Décisiounsstruktur?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do war keng, ech weess keng Note oder keng Instructioun, déi elo eng Auer oder en technescht Équipement geregelt hätt, dass en dat net ze maachen huet. Et war am Ermoossen och am Operationellen, vun der Branche opérationnelle, déi meeschtens systematesch zum Asaz komm ass bei der Agenteféierung am Contre-terrorisme. Ech weess elo keng Note, déi dat kloer geregelt hätt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, et war also esou, dass deejéinegen, dee responsabel ass fir den Dossier, dee konnt déi Décisiounen do huelen an deem Beräich do?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Deen huet se geholl, well näischt...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Écoute huet jo missten iwwert den Direkter lafen. Dat war eng ganz...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, well och näischt do war, datt dat...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord.

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war net do. An ech mengen, an den Écoutë war et kloer definéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also et geet elo net drëms, fir e Virworf elo ze maachen. Et geet drëms, einfach emol d'Fakten ze sammelen. An doraus musse mir eis Konklusiounen zéien. Den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bass de presséiert?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen. Ech, firwat ech presséiert sinn, Här President, well ech si frou, wann Dir an déiselwecht Richtung gitt wéi ech, andeems Der sot, dass et net ka sinn, dass ee Wanzen net géif poursuivéieren, wou den Här Éirestatsminister hei sot, eng Wanz, dat wär deemools net juristesch geregelt ginn an dofir wär et egal. Well ech sinn net där Meenung, dass et egal war!

Et ass net elo, fir Konklusiounen ze zéien, mä ech sinn der Iwwerzeegung, dass, wann de Législateur d'Tëlefonsécoutë reglementéiert huet, mer Magistraten hunn, déi se musse validéieren, eng ganz Prozedur hunn, kann et net sinn, dass een dann iwwer eng Auer oder iwwer eng Wanz kann ophuelen an et do guer keng Prozedur gëtt, wie se autoriséiert, wie wat net. Den Här Éirestatsminister huet dat, neen, ech wollt dat awer just hei au préalable soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Stellt eng Fro.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dass mer eis just eens sinn. Den Här Weiler fillt sech nees provozéiert. Et ass nees ëmmer datselwecht, Här President. Här President, just zu där Fro, well den Här Kemmer huet et elo net gesot. Dass mer eis awer eens sinn, well et gëtt gesot, dat ass da fir eng Réunioun, am Fong eng Transcriptioun vun enger Réunioun, fir e Verbatim duerno ze maachen, ass et à l'insu awer vun der Persoun gemaach ginn, wou et benotzt ginn ass. Et ass jo awer keng Wanz geluecht ginn, andeems gesot ginn ass, hei et ass eng Wanz geluecht ginn. Dat heescht,

KA

wann Dir Wanze geluecht hutt, ass dat à l'insu selbstverständlech vun deem, deen opgeholl ginn ass, gemaach ginn, esou wéi mat enger Auer.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech mengen, bei Wanze leeën, dat ass en technesch groussen Opwand, vill méi grouss wéi elo bei enger Auer. Et war de Minimum vun Operatiounen, wou dat benotzt ginn ass. Mir ass eigentlech och just eng eenzeg bekannt, zesumme mat engem auslänneschen Déngscht, iwwert déi ech elo hei öffentlech näischt ka soen. Dat war eng ganz brisant Operatioun am Beräich Contre-terrorisme, wou an engem anere Land... Neen, ech ginn elo schonns ze wäit. Ech muss do ofblocken, well et ebe vill ze déif erageet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä dat heescht, wa Wanze benotzt gi sinn, wosste selbstverständlech déi Leit, déi ofgelauschtert gi sinn, net Bescheed.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi wossten net Bescheed.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dass mer eis eens sinn. An et ass och keng Autorisatioun gefrot gi bei iergendengem Gremium?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, et ass keng Prozedur virgesinn.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess, dass notamment eng Operatioun esou gelaf ass. Ech weess net, wat do vu Schrëftstécker...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Weiler huet ënnerbrach. Ech hunn Iech net héieren.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Den Zeien huet schonn op Är Fro geäntwert gehat.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht? Här Weiler, kënnt Der widderhuelen?

KA

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kommt, wann ech gelift Kolleegen, Fouss bei Mol. Wéi gesot, den Zeien huet d'Wuert.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- D'Begrënnung dofir, ob déi schréftlech festgehale ginn ass, fir an enger, egal wéi den Degré de menace war, dee war am Contre-terrorisme, dat kënnt Der mer gleewen, leider ganz oft ganz héich. Do weess ech net, inwéiwäit do e Schréftstéck erstallt ginn ass an eng Autorisatioun gefrot ginn ass, fir eng Wanz ze leeën. Natierlech, Här Bettel, wosst d'Zilpersoun net Bescheed doriwwer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch an dann den Här Urbany.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech hunn eng ganz Rei Froen. Ech wëll Iech se gär eenzel stellen, well dat net gutt ass, wann een der zéng matenee stellt. Dat wëllt heeschen, dass Der awer op all Fro fir d'Éischt kënnt äntwerten. Dir hat, also laut deenen Informatiounen, déi mir hunn, hutt Dir jo participéiert un där Opnahmaktioun vum Premierminister mat der Auer. Stëmmt dat?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo an neen. Ech schécke vir an ech hunn dat virdru gesot, deem Gespréich mat der Auer ass virausgaang eng Informatioun, mat där mir, mengen ech, haut, réckbléckend op déi Situatioun deemools mat där angeblecher cryptéierter CD, dat Gespréich, mengen ech, net konnten ëmgoen. Mir haten nach ni esou eng Informatioun. Mir mir wossten net, gi mer a) hei manipuléiert? Wat ass do hannendrun? Et war fir eis schwéier ofzeschätzen, de Seriö oder den Netseriö.

Bon, et leeft jo nach eng Enquête judiciaire. Ech weess dofir net, inwéiwäit een...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, iwwert d'CD braucht Der näischt ze soen. Mä Dir kënnt...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Elo kommen ech zur Auer.

KA

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...vun deem Fait, ob Der participéiert hutt un der Opnahm vun der Auer. Dat ass prescrit, do kënne mer driwwer schwätzen. An den Detail dovunner.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass, wéi gesot, awer wichteg, et an de Kontext ze setzen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, d'accord.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, et ass jo dat Gespréich, wat opgeholl ginn ass. D'Grënn, firwat opgeholl ginn ass, kann ech Iech bis haut am Detail net soen, firwat den Här Mille dat Gespréich opgeholl huet. Et war esou... Dir wëllt den Detail elo wëssen, wéi et ofgelaf ass, wann ech Iech richteg verstinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, also meng Informatioune sinn, datt Dir jo d'Auer beschaaft hutt an dem Här Mille d'Auer ginn hutt an och technesch Uleedunge ginn hutt, wéi hie se soll manipuléieren an Dir och derbäi waart um Wee fir op de Statsministère. Aus deem Gespréich geet ganz kloer ervir, wat publizéiert ginn ass, datt zwou Persounen dru bedeelegt waren. Déi eng war den Här Mille, déi eragaangen ass, an déi aner, anscheinend waart Dir dat jo, well Dir hutt him jo och d'Auer anscheinend ginn, fir déi Opnahm ze maachen.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi mir am Service zougedeelten Auer hat den Här Mille moies gefrot. Ech wosst zu deem Zäitpunkt net genau, datt eng Réunioun virgesi war mam Här Statsminister. Mëttes huet den Här Mille mech gebieden hie bei den Här Statsminister ze féieren. Den Här Mille hat déi Auer, déi ech him ginn hunn, un. Hien huet virum Ministère nach eng Kéier gefrot, wéi se funktionéiert. Bon, du ass se scho gelaf. An en huet no der...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat hu mer...

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- ...no der Réunioun mam Här Statsminister mir déi Auer, dat muss am Nomëtteg gewiescht sinn, zréckginn a mer gesot, ech soll an d'Technik goen. An do, wéi gesot, sinn dann do CDen erstallt gi vun deem Gespréich.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An d'Motivatioun? Dat heescht, waart Der dann agebonnen? Dir musst jo awer e Gespréich gefouert hu virdrun? En huet Iech jo awer wahrscheinlech gesot, firwat datt en Iech, firwat datt en dat wéilt maachen, déi Aktioun.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war de Grond, firwat e mech gefrot huet, fir matzefueren, well e mer do erkläert huet, a) dass elo e Meeting mam Här Statsminister wier, b) nach eng Kéier déi eenzel Theorien, déi mir zu där - an dofir sinn ech op déi cryptéiert CD ze schwätze komm -, déi eenzel Theorien, déi mir selwer opgeworf hunn, notamment den Här Mille, an zu deem seng Theorien, wéi gesot, afléisse gelooss huet, an dass eben do e Malaise wier vu Vertrauen, bis zu wat do alles kéint sinn oder wat hätt kënnen dozou gefouert hunn, datt e Gespréich opgeholl gi wier tëschent dem...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä et war awer...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- ...Statschef an dem Statsminister. Elo zur Auer. Wéi gesot...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä war e Malaise do tëschent dem Statsminister an dem Här Mille an Iech wéinst där Saach, oder? Well dat muss jo de Grond gewiescht sinn, firwat Der do...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, do war kee Malaise.

KA

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä wat war dann den eigentleche Grond, firwat datt d'Iddi komm ass, datt een de Statsminister do huet missen ophuelen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat kann ech lech net soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kennen de Grond net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat wësst Der net?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Wéi gesot, och wou den Här Mille erëmkomm ass, mir haten nach eng, hien huet mer dunn e kuerzen Debriefing ginn, wat e geschwat huet. En huet emol net am Detail gesot, wat e geschwat huet, mä weider eben, dass déi Réunioun och net gutt gelaf wier iwwert déi cryptéiert CD an dass et problematesch sech géif gestalten, an och déi ganz Affär ëm déi cryptéiert CD ganz problematesch wier. Den Här Mille huet déi Saach och...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Mille huet déi Saach als Chefsaach erkläert, notamment well och e Volet dra war, deen angeblech, ech soen angeblech, de Statschef ugeet respektiv d'Cour grand-ducale. Also dat war dunn zur Chefsaach erkläert, well och keen Optrag koum, fir eng Enquête ze féieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt jo awer... also stëmmt et dann awer, datt d'Resultat, also d'Opnahm selwer, datt Dir déi dem Statsminister awer herno ginn hutt? Dat heescht, hutt Der do Bedenke gehat oder wéi, nodréiglech?

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu Bedenke gehat bei där ganzer Affär, och déi vun der cryptéierter CD. A ganz seriö Bedenken!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Am Ganzen, wéi vill Kopië si gemaach gi vun där, also wéi vill Exemplairë bestinn?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass eng gutt Fro, dat weess ech net. Et ass eng notamment um Hard disk vum Computer, wou dat vun der Auer iwwerspillt ginn ass. Den Här Mille hat notamment eng, ech hat eng. Wéi vill Kopië Leit dovunner gezunn hunn am Service, dat weess ech net. Ech ginn awer dovunner aus, dass dat geschitt ass.

Jo, ech hunn dem Här Statsminister meng CD ginn an ech hunn dem Här Statsminister och mäi Rôle erkläert, genausou wéi ech Iech et elo erklären, an dass dat onglécklech war vun zwou Säiten eraus. Ech hunn dee Rôle erkläert. Elo kënnt, ech gräifen Ärer Fro net vir, d'Motivatioun, firwat ech dem Här Statsminister et gesot hunn no esou laanger Zäit

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä hutt Der dann net, Dir hätt jo awer eigentlech scho missten op d'Iddi kommen, wéi Der dem Här Mille déi Auer ginn hutt, fir ze soen: Lauschtert emol, wat leeft hei elo of? Dat ka jo net sinn, datt mer eise Supérieur hiérarchique, eisen ieweschte Chef, datt mer deen elo hei illegal oder clandestin ophuele ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hutt Der net probéiert, den Här Mille dovunner ofzehalen? Loosse mer ganz éierlech soen, et ass jo awer en...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass genau dat, wat ech wëll soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...ongeheierleche Virgang, muss ech éierlech soen, dass Beamten décidéieren, elo hire Minister do, hei an der Persoun vum Statsminister, opzezeechnen. Hutt Der dann do net probéiert, dat ze verhënneren?

kA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Neen, hunn ech net. Mech huet déi Saach och - ech kommen nach eng Kéier op déi cryptéiert CD zréck, dat, wat mer do ëmmer erëm gesot kritt hunn, wat do angeblech drop wier -, dat huet mech selwer dépasséiert. Dat war näischt Kontrolléierbares. Dat war näischt, wat an iergendenger Form, och als Enquêteur ech jeemools virdru gehat hätt, an dat mech, dat eis besuergt huet.

Dat huet och den Här Mille besuergt, dass dat Gespréich, dass eventuell hätt kënnen e Gespréich opgeholl ginn am Aarbechtszëmmer notamment vum Grand-Duc, während e mam Här Statsminister geschwat huet, esou dass dat Ganzt, datt ech mer ab engem gewëssene Moment net déi Froe gestallt méi do hunn, well ech einfach net méi konnt ofschätzen, wat ass do hannendrun?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä wat...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn awer d'Methodik, ech hu mengem Operatiounschef et gesot den Dag drop, dass dat Gespréich stattfonnt huet an dass dat och net onbedéngt de Wee wier, wéi ee sollt weiderfueren. Also déi Bedenke waren do. Jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Operatiounschef, dat ass jo den Här Schneider da gewiescht?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä waart Dir dann och derbäi bei engem éischte Gespréich schonn, wat scho stattfonnt huet zum nämlechten Thema, ouni op den Thema anzegoen, virdrun, wou et e bësse méi a wou et schéngt awer e Konflikt gewiescht, ginn ze sinn? Anscheinend, laut dem Här Schneider, waren dräi Persounen, dat war hien an den Här Mille... waart Dir éieren deen Drëtten, dee bei

KA

engem Gespréich derbäi war mam Premierminister virdrun zu deem nämlechten Thema?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech war bei deem Gespréich dobäi, Här Bausch, well d'Informatiounen, déi mir zougedroe gi sinn, respektiv déi ech iwwermëttelt hunn un de Service, un den Här Mille, un den Här Schneider, dès le départ, eent zu eent, war, wéi gesot, dass ech do sollt matgoen an den Här Statsminister iwwert déi do Saach a Kenntnis setzen.

Zu deem Zäitpunkt hate mer jo nach keng cryptéiert CD. Zu deem Zäitpunkt hate mer de grousse Malaise, dass mer just op Informatiounen hu misse goen, déi een aneren eis gesot huet. Deen eenzegen - entre guillemets - „Punkt", dee war, well déi Persoun, déi eis dat matgedeelt huet, bis dohinner keng Informatioune geliwwert huet an deem do Beräich an et och fir eis schwéier ofzeschätze war: Ass et Manipulatioun, ass et echt oder net?

Mir waren awer alleguer der Meenung, dass den Här Statsminister dat huet misse wëssen. An, jo, ech war bei deem Gespréich derbäi. An, jo, dat Gespréich war net esou gutt verlaf.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Kann et da gewiescht sinn, Ärer Meenung no, datt déi Décisioun, fir mat der Auer opzehuelen, dohier koum, datt de Premierminister déi Aschätzungen, déi Dir him presentéiert hutt, iwwerhaapt net gedeelt huet an datt Dir lech selwer wollt ofsécheren, oder den Här Mille sech selwer wollt ofsécheren, datt hie Saache weidergeleet hätt? War dat den Hannergrond?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, et gëtt gesot oder et ass gesot ginn, mir hätten e gefrot, fir dat ze maachen oder mir hätten en ugestallt, fir dat ze maachen. Wann dat esou gewiescht wier, hätt den Här Mille et eis jo virgespillt, dann hätte mer iwwert dat Thema jo geschwat.

KA

Am Gespréich geet och ervir, an zwar op déi Écoute op den Här M., der Riichterkommissioun dat virzeenthalen. Ech kann deene jo net soen, wat hei am Land leeft. Ech mengen, dat war de Wuertlaut vum Här Mille. War eng Gespréichsstrategie do mat dran? Ech weess et net.

E leschte Punkt war, hie mécht och eng Relatioun zum fréiere Garde du corps vun der Grande-Duchesse a mir. Mir hunn eis aus der Polizei kannt. Ech hunn net, zu kengem Zäitpunkt Kontakt zum groussherzoglechen Haff gehat, och net zu senger Persoun, oder dass mir jeemools doriwwer geschwat hätten. Mä et war zum Schlusspunkt, wou en einfach och déi do Randbemierkung mécht. Doriwwer eraus kann ech lech net soen, wat d'Motivatioun réellement war, firwat en opgeholl huet.

Mä et ass e Malaise gewiescht fir eis alleguer. Ech mengen, och fir den Här Mille. A mir waren, mir souzen oft iwwregens zesummen, hu mer doriwwer geschwat. Mir hunn all Theorien opgespillt. Ech mengen, et si vill Theorien entwéckelt ginn. Mir hunn déi och vun Ufank u gehat. An et stoung ëmmer, ech menge bis haut, datt een och do d'Manipulatioun net konnt ausschléissen. Mir selwer wossten net, vu wou et géif kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht also, d'Ursaach eigentlech vun deem Ganzen, den Ausgangspunkt war déi cryptéiert CD?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war déi cryptéiert CD, déi eis...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat war ganz kloer och d'Ursaach vum Ophuelen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- ...déi eis mal à l'aise gesat huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat hat also direkt domadder eppes ze dinn? Dat ass den zentrale Punkt gewiescht?

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war den zentrale Punkt an dat huet eis och mal à l'aise gesat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn eng lescht Fro dozou. Huet den Här Mille Iech ni gesot, firwat en d'parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht ni doriwwer informéiert huet iwwert déi do Saachen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Ech hat mam Här Mille duerno ni méi e Gespréich iwwert déi Opnahm. Dat heescht, dee Moment, wou ech d'CD him ginn hunn an och d'CD kritt hunn, och d'Technik-CD hat, hat ech just e kuerzt Gespréich mam Här Schneider. An et war och duerno ni gesot ginn, maach eng Enquête, versich do weider rauszefannen. Dat ass iergendwéi, dat Thema war inexistent dunn. Also mir hunn net méi doriwwer geschwat. Mir waren och, dat muss ech och soen, dat war 2007 notamment, och nach a Contre-terrorisme-Operatioune ganz agebonnen, déi och net einfach konnte gestoppt ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä Dir sidd jo awer mat mir averstanen, datt et komesch ass, vu que datt d'parlamentaresch Kontrollkommissioun iwwert de Contre-terrorisme informéiert ginn ass iwwert déi Joren, grad iwwert déi dote Saach net informéiert ginn ass, datt dat net normal war.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech deelen, jo, dat war e Punkt, deen hätt missen um Ordre du jour stoen. Firwat dat net geschitt ass, weess ech net. Ech weess och net, wéi vill Gespréicher den Här Mille nach mam Här Statsminister eventuell iwwert dat do Gespréich hat. Ech hu keng Ahnung doriwwer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also d'Ophuele vum Statsminister ass jo en aussergewéinleche Virgang. Dir hutt jo, an engem hierarchiséierte Corps

KA

fonctionnéiert Der. Mä hutt Dir Iech dann net d'Fro gestallt, dass Der deen Uerder, dass Der sollt déi technesch Bäihëllef ginn, fir dat Gespréich opzehuelen, dem Här Mille géigeniwwer, hutt Der net gesot: Ech refuséieren dat ze maachen. An, wa jo, well Der et net refuséiert hutt, wat war d'Ursaach, firwat dass Der et net refuséiert hutt?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wësst Der, d'Chaîne de commandement am Renseignement war ganz kleng. Déi Weeër ware ganz kleng. Den Direkter war déi héchst Instanz. Iwwert den Direktere gëtt et just de Statsminister. Ech soen dat, well an engem normale Police-Fonctionnement d'Chaîne de commandement ganz grouss ass, eng Ofsécherung méiglech ass, och wann emol en Doute ass vun Eenzelnen, am Cadre supérieur bis uewenhin, an dann natierlech och d'Méiglechkeet ass, sech um Parquet réckzeversécheren oder mat engem Untersuchungsriichter.

All déi Saache waren am Operativen am Geheimdéngscht net ëmmer ginn an do waren déi Weeër ganz kuerz. Fir op Är Fro ze äntweren, et war jo och net kloer, ob e wierklech géif ophuelen. Dat ass, wéi wa mam Handy ee seet, wou muss ech drécken, fir opzehuelen. Dann ass et Iech iwwerlooss, wann Der era gitt oder op eng Plaz gitt, opzehuelen oder net. Et war net ofzeschätzen, ob dat Gespréich wierklech ganz géif opgeholl ginn oder just Deeler dovun.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mä de Prinzip, dee war awer do, dass d'Gespréich mam Statsminister sollt opgeholl ginn. An et hätt Iech jo awer misste bewosst sinn, dat heescht, wann ech dat am Umtrugschluss kucken, da war fir Iech de Commandement vun den administrativen Direktere méi wichteg wéi dat, wat d'Autoritéit vun deem ganze Service, nämlech an dëser Form de Statsminister, sollt duerstellen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Op déi Fro kann ech ganz kloer äntweren, dass ech den Här Statsminister informéiert hunn. Also war...

KA

Une voix.- Duerno.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Duerno. Zu deem Zäitpunkt, wou et war, duerno, mä et ass awer geschitt. An aus deem eraus, jo, et kann ee soen, ech hätt deen Akt, datt een deen hätt missen direkt mellen oder eben einfach soen, sech Gedanken doriwwer maachen, datt dat net hätt solle stattfannen. Dat hätt missen thematiséiert ginn. Ech hunn den Operatiounschef a Kenntnis gesat den Dag drop.

Mä nach eng Kéier, moies war et net kloer, datt d'Entrevue war. A wou mer dohinner gefuer sinn, wosst ech, dass se war, an en huet mech gefrot iwwert d'Fonctionnement vun der Auer. An owes oder am Nomëtteg, wou dunn d'CD gemaach ginn ass vun der Technik, wosst ech eréischt, dass effektiv opgeholl ginn ass. Well d'Auer selwer, ech mengen, och wann Der drop dréckt, wann Der et net op d'CD gitt, dann ass et emol nach kee Gespréich, dann ass et wéi mam Handy d'Fonctioun, ob Der se umaacht oder net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany an den Här Bettel. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir hutt virdru geschwat am Kader vum Contre-terrorisme, hätt Der eng gewëssen Zesummenaarbecht mam Parquet gehat.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Kënnt Der da vläicht e bësse beschreiwen, wéi dat ofgelaf ass. Wéi intensiv war dat? Ass dat bis an den operative Beräich eragaange vun eenzelnen Aktiounen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Fir d'Éischt emol vun der Zäit vun der Cellule anti-terrorisme PJ war eng Ouverture do zum Service de Renseignement, déi de Service de Renseignement och gesicht huet natierlech. Ech mengen, wann eppes, eng Ëmgestaltung war am

KA

Sécherheetsdenken, da waren et d'Evenementer vum September 2001. Do war, wéi gesot, déi Ouverture. Do war och de Parquet vun Ufank un an iergendenger Form mat agebonnen. Dat waren am Ufank awer méi Diskussiounen, Réuniounen, wéi Verschiddenes konnt gemaach ginn. Et si Problemfäll, Sujeten ausgetosch ginn. Wéi mir als Police, Police judiciaire kënnen dorop schaffen a wat de Renseignement dozou bäi ka liwweren.

Zu deem Zäitpunkt ware gemeinsam operativ Schrëtt nach net de Fall. Ech huelen un, dass et zu enger gemeinsamer Operatioun komm wier. Do war, wéi gesot, en Échange d'informations. Ech schwätzen elo reng déi Zäit Police judiciaire, wou mer ënnert dem Mandat geschafft hu vum Här Procureur respektiv dem Untersuchungsriichter, inclus d'Perquisitiounen am islamistesch extremistesche Milieu, Mäerz 2003.

Duerno, am Service de Renseignement, war d'operatiivt Virgoen esou, datt mir d'Cellule anti-terrorisme informéiert hunn iwwer verschidde Punkten an datt, wann déi Saach, wou Strofdoten opgekläert gi sinn am Milieu a wou d'Menace kloer cibléiert war, koum et zu engem Échange d'informations. An ech mengen, dass de Code d'instruction criminelle, ech weess net den Artikel, et kann den 23 sinn, iwwer eng Méiglechkeet vun der Dénonciatioun, wou de Service de Renseignement d'Méiglechkeet huet, dat un de Staatsanwalt ze dénoncéieren. Do ass gekuckt ginn, do ass eng Untersuchung opgemaach ginn, an dee Moment ass d'Police domat weidergefuer. Dee Moment war de Service de Renseignement eraus. Aus deem repressive Virgoen hat de Service de Renseignement näischt domadder ze dinn. Dat war also separéiert.

Déi Relatioune vun der Cellule anti-terrorisme an der Zäit vun der PJ, meng Kontakter och zum Här Biever, notamment engem Untersuchungsriichter, waren aus där Zäit och ganz gutt an déi sinn eigentlech iwwerholl gi mat am Service de Renseignement, wou et eben zu den Échanges d'informations komm ass.

Mä konkret op Är Fro: Et war do eng Separatioun an et war nëmmen eng Dénonciatioun, wa mir Saache festgestallt hunn als Renseignement, datt dann

KA

dénoncéiert ginn ass iwwert dee Wee, deen an der Kriminalprozessuerdnung virgesinn ass. An dee Moment ass iwwert d'Mandat vum Untersuchungsriichter dat un d'Enquêteurë vun der PJ, Police gaangen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Mä virdrun, um Niveau vum Service de Renseignement, ass do sech net ofgeschwat gi mam Parquet iwwert de Genre vun Operatiounen, déi sollte gemaach ginn?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Et ass ëmmer en Échange gewiescht, mä wat d'operatiivt, d'taktescht Virgoen ubelaangt huet, dat ass net ausgetosch gi mam Parquet.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* An d'Ciblë selwer? Kënnt Der eis do eppes driwwer soen, ëm wat fir ee Genre vu Milieuen, loosse mer emol soen, et sech do gehandelt huet? Huet et sech do ëm reliéisen Extremismus gehandelt, ëm politeschen Extremismus?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Zum politeschen Extremismus: Mir si keng Dossiere bekannt, wou politesch an iergendenger Form gekuckt gi wier, oder dass dorop geschafft gi wier. Also an deene Joren, wou ech do war, ass mir dat net bekannt gewiescht.

Am Beräich islamisteschen Extremismus ass dat zweet Wuert wichteg: Extremismus ass gekuckt ginn. Dat war genausou problematesch, wéi et hätt och kënnen am Beräich vum Extremismus an egal wat fir enger vun deenen dräi monotheistesche Relioune sinn. D'Problemfelder waren awer nun emol déi, dass am islamisteschen Extremismus Logistik-Ënnerstëtzung war an Terror-Réseauen opgebaut gi sinn, wat och hei iwwer Lëtzebuerg gelaf ass. A mir hunn eenzel Persoune gekuckt. Et ass ni groussflächeg gekuckt ginn op d'muslimesch Communautéit zu Lëtzebuerg. Et ass einfach nëmmen eenzel Persounen, op déi mer cibléiert geschafft hunn, wou Erfahrungswäerter schonn aus de Joren 90 ware bis eben haut. Natierlech wou mer och vun auslännesche Geheimdéngschter Informatioune kritt hunn, déi eis op eng

Spuer gesat hunn, respektiv vun eis aus, duerch eis Operatiounen en Erkenntnisstand komm ass.

Mä mir hu wierklech nëmmen d'Stroftäter gekuckt. Et stoung ni den Islam am Virdergrond, et waren ëmmer nëmmen d'Strofdoten, déi domat verbonne gi sinn an extremistesch Parolen, Opruff zur Gewalt, zum Haass, wou gekuckt ginn ass. An och do ass net direkt agéiert ginn. Ech mengen, do ass emol, dat ass eng Vorfeldopklärung, déi gemaach ginn ass, bis mer eis eben un eenzel Persounen erugeschafft hunn, fir deem engen oder aneren eppes nozeweisen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä Dir hutt awer ni an deem islamesche Milieu, wat jo en zimlech och compositë Milieu ass, wou et verschidde reliéis Tendenze gëtt an esou, hutt Der ni dee Milieu als solchen ënnersicht, Leit infiltréiert, fir erauszefannen, wat do leeft?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat ass dann do erauszefannen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Eventuell Kameraen opgestallt?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et war esou, dass am, ech mengen, September 2001 war en neie Mouvement… en neit Evenement, pardon. Den Islam selwer war ni de Problem an och net den Ennemi, mä e war eis friem.

An et ass duerch vill Ausbildungen, vill sech Aschaffen an d'Matière vum Islam an d'Verständnis zum Islam. A wat de gréisste Problem vun der muslimescher Communautéit selwer ass, sinn extremistesch Elementer a schwaarz Schof. Fir si selwer ass dat e Problem. Mir hu wierklech nëmmen op déi eenzel Leit geschafft, déi Problemfelder woren.

Natierlech sinn eenzel Adressen opgesicht gi vun deene Sujeten, wou och emol dat eent oder anert gekuckt ginn ass: Mat wiem treffen déi sech do? Ginn et Réuniounen a Privatappartementer? Do ass dann och déi Privatsphère gekuckt gi vun deene Leit

kA

inwiewäit do Saache woren, déi logistescher, terroristescher Natur waren oder gewiescht wieren. Mä eng groussflächeg ugeluechten Observatioun oder op deen Islam huet net stattfonnt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Viru Moscheeën zum Beispill?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi gesot, et ass sporadesch gekuckt ginn op eenzel Persounen, déi… an och am noe Grenzgebitt oder Auslänner, wou mer vun auslännesche Geheimdéngschter Zilpersoune gesot kritt hunn, wou mer gesot kritt hunn: „Voilà, déi treffen ëm déi an déi Auerzäit an." Oder wou d'Identifikatioun vu Persounen, wou mer wossten, do ass e Réseau, a mir hunn eenzel Persoune missen identifizéieren, ass punktuell emol gekuckt ginn.

Mä nach eng Kéier: Net géint d'muslimesch Communautéit oder op d'muslimesch Communautéit. Et wor wierklech nëmmen an eenzelne Fäll op Leit, déi mat extremisteschen Tendenzen och d'muslimesch Communautéit a Bedrängnis bruecht hunn an net förderlech waren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Sinn dann do elo och konkret Ergebnisser gewiescht, och um Niveau vun de Geriichter? Dir hat virdru gesot, do wieren och Uerteeler komm. Ass dat an deem Milieu, wou dat de Fall ass?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, déi Operatioune sinn ofgeschloss. Ech kann Iech d'Resultater vläicht matdeelen. Ech mengen, do maachen ech näischt, wat den auslännesche Verfassungsschutz net och mécht oder Noriichtendéngschter net och maachen. Déi presentéieren och zum Deel no ofgeschlossenen Operatioune Resultater.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Richteg, jo.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hu leider festgestallt, dass am nordafrikanesche Milieu eenzel terroristesch

Mouvancen, wéi de Groupe combattant marocain oder anerer, Al-Qaida, déi mer grad aktiv waren hei zu Lëtzebuerg, déi opgefall sinn duerch Dokumentefälschung, illegal Aktivitéite wéi Drogenhandel, wou se Réseauen ënnerstëtzt hunn, wou se Suen iwwerwisen hunn an hir Heemechtslänner. Suen, déi op eenzel Persoune gaange sinn, déi da weider Waffen a Sprengstoff kaaft hunn, wou och da mat auslänneschen Déngschter gekuckt ginn ass an deene Länner, fir do sech méi no erunzeschaffen.

Dat ware Resultater. Mir hunn déi communiquéiert un de Parquet. Et ass zu Verhaftunge komm mat grousse Prisongsstrofen. Mir hu bei Perquisitioune Police-Dokumenter, gefälschte Päss, Waffen, etc., fonnt.

Also, dat war e puermol de Fall, esou dass mer och noweise konnten, an och an der Kredibilitéit vun den Ageschleistenen am Milieu, dass do wierklech dee Problem ass, dee mir gesot hunn. An et war net eng Menace, déi iergendswéi gonfléiert gewiescht wier, mä dat war schonn eng Menace, déi reell war. Also, do waren eng ganz Rei vu Resultater, déi do waren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* A wat fir engem Zäitraum?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Dat waren d'Joren 2004 bis… 2006/2007 war eng ganz mouvementéiert Zäit. Ech ënnersträichen och nach eng Kéier d'Attentater Madrid, an och nach eng Kéier d'Attentater, déi elo zu London stattfonnt hunn, déi gewisen hu wéi aktiv Al-Qaida-Strukturen, Al-Qaida-Mouvancen an Europa gehandelt hunn, an op d'Ënnerstëtzung vu Réseauen zréckgegraff hunn, déi a Westeuropa waren, notamment och zu Lëtzebuerg.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Dat war also net déi tunesesch Affär do? Dat war virdrun. An dat war eng Police-Operatioun, wann ech dat richteg verstanen hunn. Déi Perquisitiounen an déi Ausweisung vun deem engen Tunesier, deen herno gefoltert ginn ass.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess net wéi wäit… Ech hu keng Kenntnisser, wéi wäit den tunesesche Police- oder Geheimdéngscht gefoltert huet. Mir hunn nëmmen op Leit geschafft, och am Kader vun de Perquisitiounen, déi eenzelnen terroristesche Réseauë ganz no stoungen. An dat war reng deemools ënnert der Police judiciaire gelaf. Natierlech goufen et Échange d'informations vum Service de Renseignement an der Police judiciaire an där Zäit. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Erlaabt mer, datt ech nees zréckkommen op dat, wat mer just virdru geschwat hate vun der Auer. Dir hutt jo och selwer gesot, dass am Fong d'Ophuele vun der Auer Iech jo awer gestéiert huet. Dat huet ee jo verstanen, wéi wann déi Method, déi Ären Direkter deemools benotzt huet, Iech net an de Krom gepasst huet.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi ganz Operatioun. Nach eng Kéier: Eng kryptéiert CD huet kengem vun eis gefall.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay. Ech schwätzen elo just vun der Auer.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war awer de Kärproblem.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay. Ech schwätze just d'Auer. Dir sidd awer deen… Also, wann ee streng d'Strofrecht kuckt, sidd Dir Kompliz. Dir hutt eng Auer ginn, déi derno benotzt ginn ass fir e Fait, dee pénalement net méi ka poursuivéiert gi wéinst enger Saach vu Prescriptioun. Mä dat heescht, Dir hutt eng gewësse Responsabilitéit, andeem Dir Ärem Chef déi Auer matginn hutt, deen domadder e Fait gemaach hutt, wou Der jo och derno wosst, dass e jo opgeholl huet, well en Iech jo och gefrot huet, fir déi op CD… oder op jidde Fall eng Transkriptioun vum Enregistrement ze maachen.

KP

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech gesinn et net grad esou.

A) hunn ech mengem Operatiounschef et den Dag drop gesot, nodeems ech da selwer d'Gespréich héieren hunn an iwwerhaapt emol wosst, dass wierklech opgeholl ginn ass. Ech gesinn et net esou.

Natierlech vun der Befeelsgewalt - ech mengen, d'Haaptinstanz war den Direkter am Service, kann ee soen - hätt ee seng Bedenke kënnen äusseren. Op där enger Säit jo. Op där anerer Säit waren d'Ëmstänn - an do kommen ech nach eng Kéier op déi kryptéiert CD zréck - äusserst bizarre. A wat fir eng Grënn den Här Mille selwer ugefouert huet, wou ech d'Gespréich och gelauschtert hunn, an ech mer geduecht hunn, well en et zur Chefsaach gemaach huet, datt e vläicht Grënn hat oder vläicht aner Enquêten oder Saachen an d'Weeër geleet huet, wou ech iwwerhaapt näischt wosst dovun.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi jo awer virdru gesot ginn ass, hutt Der et jo awer derno à court terme… oder ech weess jo net den Terme exacte, mä derno hutt Der jo Ärem Supérieur hiérarchique direkt, also net dem Här Mille, mä dem Här Statsminister, jo d'Informatioun weiderginn. Deen ass jo duerch Iech informéiert ginn.

Jo. Wéini?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- De genauen Datum weess ech net méi. Et muss 2008 gewiescht sinn, no Méint, wou ech den Här Statsminister informéiert hunn iwwert d'Opnahm.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi wor seng Reaktioun?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ehm, virun allem hunn ech en informéiert, andeem ech mäi Rôle beschriwwen hunn, a vun Ufank u gesot hunn, wéi et dozou komm ass, dass ech laang gewaart hunn,

KA

vläicht ze laang. Mä d'Reaktioun war virun allem, dass en zum Deel enttäuscht war an dass dat och Konsequenzen hätt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Firwat hutt Der him et da gesot? Wat huet Iech derzou gefouert, fir dass Der em et da gesot hutt?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wat dozou gefouert huet? Well Leit am Service de Renseignement genau ewéi ech et wossten. Ech mengen, Dir sot Complicité technique. Jo, et kann een et vläicht esou gesinn. Ech gesinn et e bëssen anescht. Mä virun allem, dass Leit et wossten, dass Leit Kopien haten, an ech vun deem Punkt schonn emol gekuckt, einfach der Meenung war, dass den Här Statsminister et misst wëssen, dass dat och net géing erauskommen, dass ech et em am Vertraue gesot hunn, well ech et och am Kontext konnt soen, esou wéi et war, dass ech mech do e bëssen an der Flicht gefillt hunn, fir dat ze maachen.

An den zweete Punkt wier, dass ech och net wosst, wat geschitt mat deem Gespréich, mat deene Gespréicher. Ech hat keng Kontroll doriwwer. Leider gesi mer haut, wat mech zudéifst schockéiert, dass dat extrem vertraulecht Gespréich mam Här Statsminister, dass dat alles bekannt ass an dass och dat Gespréich a Form vun där CD jo och an de Medien opgetaucht ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä wéi Dir bei den Här Mille… eh, bei den Här Juncker gaange sidd, hutt Der Iech erwaart, dass derno awer vläicht au niveau disciplinaire oder pénal mam Risiko, dass vläicht eng Affär kéint kommen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn… Wéi gesot, doriwwer ass net geschwat ginn, wat d'Décisioune waren. Et ass ebe just, dass den Här Statsminister dat net akzeptéiert huet an…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sot selwer en hätt gesot, et kéinte Konsequenze kommen.

KA.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. An ech et néideg fonnt hunn och mäi Rôle do ze beschreiwen, dass ech et wosst, an et eben esou beschriwwen hunn, wéi ech et lech beschriwwen hunn, an do och näischt ewechgelooss hunn oder bäigefügt hunn. Ech hunn dat an där Objektivitéit gesot, wéi ech et elo hei soen, esou wéi et wierklech geschitt ass.

An eben och, well ech ebe e pur Méint Zeit hat fir d'Reflexioun ze machen, wou ech och net méi am Service de Renseignement war, wou ech eng Zäit am Leerlauf war, wou ech och e bëssen Distanz dozou kritt hunn a mer notamment déi ganz Operatioun… Operatioun, déi ganz Problematik och ëm déi kryptéiert CD mir um Mo loung an ech einfach der Meenung war, dass den Här Statsminister et huet misse wëssen, notamment well ebe Kopien am Ëmlaf waren, wou een net konnt ofschätzen, wat dermat geschitt ass.

Bon, ech hu jo leider Recht kritt. Et ass eppes domat geschitt, wat net prévu war, nämlech dass et an d'Öffentlechkeet komm ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Waart Dir deemools nach am Service, wéi Dir dem Statsminister et gesot hutt?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et ka sinn, dass ech net méi am Service war, dass ech erëm an der Police judiciaire integréiert war, dass et op deem Sprangbriet war an där Équipe. Mä ech hu mer net do den Datum gestallt. Et war einfach vum Zäitgefill hier einfach iwwer Méint, datt ech mech an der Flicht op emol gefillt hunn him et ze soen. Et huet do keng aner… Ech hat do keen aneren Agenda, an do war och d'Zäit...

M. Xavier Bettel *(DP).*- An Dir hutt eemol mam Statsminister doriwwer diskutéiert? Oder sidd Der e puermol an d'Gespréich komm mat him?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu mam Här Statsminister just eng Kéier doriwwer geschwat.

KA

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay. An hat Der Iech dann erwaart, dass awer vläicht eng Sanktioun géif kommen, vis-à-vis vum Här Mille oder souguer fir Iech? Hutt Der dofir vläicht hésitéiert, andeem Der gesot hutt: „Ech gi mech elo do net selwer verroden, well ech hu vläicht selwer eppes matgemaach, wat ech net hätt sollen.“?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war fir mech net wichteg, wat d'Konsequenze fir mech gewiescht wieren, wat se och haut sinn. Ech stoung derzou, dass dat esou gelaf war. An ech hunn em et gesot aus deene Grënn, déi ech Iech elo gesot hunn, well en et huet misse wëssen. An och nach eng Kéier, iwwert de ganz grousse Malaise, iwwert déi angeblech illegal Opnahm mat där kryptéierter CD.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä den Här Mille ass jo am Service bliwwen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- War dat net eng Iwwerraschung awer fir Iech? Hutt Der… Dir sot selwer, Dir hätt mat Konsequenze gerechent. Dass näischt geschitt ass?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Loosse mer soen, d'Konsequenzen: Et war mir wichteg, dass en et weess. An d'Konsequenzen… Ech hunn net dorop gedréckt oder gekuckt. Ech hat och guer keen Afloss drop. Ech wosst och net, wat fir eng Gespréicher den Här Statsminister hat. Ech wosst och net wien…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hutt em jo awer d'CD bruecht. Hutt Dir em dann… Wéi ass dat gaang?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn dem Här Statsminister d'CD virgespillt, an ech hunn him meng Kopie ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht, Dir wousst, wat Der awer vun Texter dunn hat?

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wat gelift?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir wousst jo awer, wat op där CD war, wéi Der em se ginn hutt?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech hu se jo och gelauschtert. An ech hunn… Notamment war och dat ee vun de Punkten, eben d'Gespréichsféierung an och eenzel Punkten, wou ech agaange sinn, notamment déi vun der Riichterkommissioun net ze informéieren, an eng ganz Rei vu Saachen, déi iwwer Méint ewech mer awer ganz - ech muss dat e bësse soen - och komesch virkomm sinn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wat waren do d'Reaktiounen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu mam Här Statsminister net am Detail doriwwer geschwat. Wéi ech interpretéiert hunn, d'Gespréich tëscht dem Här Statsminister an dem Här Mille - dat ass elo eng Remarque, déi ech hei maachen -: Beim Här Statsminister war just ganz kuerz d'Virspillung vum Gespréich, dass et iwwerhaapt stattfonnt huet. Dat ass dem Här Statsminister duergaange mat deene puer Minutten, wou ech et gespillt hunn.

An doropshin huet en dann déi Décisioune geholl, déi en ebe geholl huet. Mä ech war net ageweiht an déi Décisiounen. Ech wousst net, mat wiem e géing schwätzen. Ech weess net, wat fir eng Mesuren, Konsequenzen et hat. An ech hunn och mam Här Statsminister net iwwer meng Zukunft, berufflech Zukunft geschwat.

M. Xavier Bettel *(DP).*- A lescht Fro, Här President, wann Der erlaabt. Vun deem Dag un, wou Der jo wousst, dass et opgeholl gi wier, well Dir jo mat am Auto waart, war do de Malaise direkt schonn do? Dir hutt virdrun am Ufank geschwat vun engem Malaise am Service. Ass dat duerch déi kryptéiert CD, duerch déi Auer, duerch déi Prozeduren, déi net legal waren, duerch verschidde Manöveren, wou Der selwer sot:

KA

„D'Kommissioun ass net gefrot ginn. Et si Wanzen installéiert ginn. Et ass mat der Auer obgeholl ginn." War dat de Malaise, oder well eben d'Prozeduren net respektéiert gi sinn?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Neen, ech mengen, do si Saachen elo e bëssen aus dem Kontext. Also, ech mengen, mat Aueren opgeholl a Wanzen hat ech elo keng gréisser Bedenken, wa mer am Beräich geschafft hu vum Contre-Terrorisme, wou d'Menace kloer definéiert war. Wou ech mer och d'Fro stellen: Wéi anescht hätte mer Verschiddenes kënne maachen, wann et deen dote Moyen net gi wier?

Gutt, dat ass vläicht net u mir, fir et ze beäntwerten. Ech mengen, Dir maacht lech zu Recht och Är Gedanken doriwwer, wéi dat eent oder dat anert gesetzlech an e Kontext vläicht ka passen oder an e Kadergesetz, wou dat vläicht definéiert gëtt oder och net.

D'Affär selwer, de Fait vun der Opnahm mam Här Statsminister, huet sécherlech iwwer Wochen, Méint zum Malaise gefouert bei mir selwer, dass ech et och effektiv als komesch fonnt hunn, och d'Gespréichsféierung an de Gespréichsinhalt. Mä vill méi bedréckend war notamment déi Saach mat der kryptéierter CD, well dat e Schratt weider war. An dat war net ënnert der Kontroll vum Service de Renseignement.

Déi Auersaach mam Här Mille war jo awer nach ënner eis, am absolute Vertrauen zum Här Statsminister, wou dat jo net… Ech mengen, dat ass ënnert der „Kontroll" - entre guillements - awer nach gewiescht vum Geheimdéngscht. Dat anert net. Déi Akteuren, déi do eventuell dermat ze dinn hunn, dat war net ënner eiser Kontroll. Dat wësse mer bis haut net. Oder ech weess et bis haut net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Eng Fro just, well een dat och emol héiert a liest. En anere Mataarbechter vum Service vun där Zäit, den Här Mandey, hat näischt mat där Operatioun ze dinn, och dass Der dem Statsminister herno déi CD do ginn hutt?

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wësst Der, ech konnt als Polizist jo net einfach mir e Rendez-vous froe beim Här Statsminister. Ech hat och keen Accès zum Här Statsminister. Ech sinn dunn iwwert den Här Mandey gefuer, mat deem ech och eng Zäit am Geheimdéngscht geschafft hunn.

Ech hat deem an där Zäit oder während mer matenee geschafft hunn, eng Kéier gesot, dass et zu engem Problem komm ass. Awer net am Detail. Mä wou ech fir mech d'Décisioun geholl hunn, wou ech schonn net méi… oder wou ech net méi am Renseignement an deem Sënn war, dass ech den Här Mandey a Kenntnis gesat hunn a gefrot hunn, dass et de Moment wier, fir dem Här Statsminister dat ze soen.

Ech hunn den Här Mandey och a Kenntnis gesat vun deem Gespréich. An den Här Mandey huet de Kontakt mam Här Statsminister hiergestallt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng Fro dozou: Wat war eigentlech d'Aufgab vum Här Mandey? Den Här Schneider konnt eis déi net esou richteg hei definéieren.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Mandey war integréierte Member vum Service de Renseignement. E war fir mech Polizist. An duerfir hu mer och geschafft. E war fir mech integréiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Huet e Rapporte gemaach?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- En huet… Inwiewäit den Här Mandey elo Rapporte gemaach huet? En huet sech Notize geholl. E war net agebonnen an de Contre-Terrorisme, wéi gesot. Do war extrem vill Schreifaarbecht, déi ugefall ass.

Den Här Mandey hat… Ech hu mam Här Mandey eng Operatioun notamment gemaach, déi am Beräich Contre-espionnage an Espionnage war. Hie war do ageweit, an en huet do mat mir déi eng oder aner Aufgab, zesummen hu mer déi gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat hätt den Här Schneider als Ären direkte Chef jo misse wëssen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- En ass vum Här Schneider ugestallt ginn eng Operatioun ze maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Schneider huet eis awer gesot...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- En huet just de Contraire behaapt. Da musse mer do nokucken, wien d'Wourecht seet vun Iech.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dir hutt mech gefrot elo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. An der Rei. Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn eng Fro zu der Iwwergab vun der CD, dem Gespréich, wat geheim opgeholl ginn ass mam Premierminister, un de Premierminister. Dir sot eis, Dir hätt e Malaise gehat an Dir hätt dann iergendwann eng Kéier du vläicht spéit, mä awer décidéiert, dee Schratt ze maachen.

War et dann awer net och esou, datt… Hat dee Schratt net och dermat ze dinn, well Dir sot selwer, et waren där CDe méi am Ëmlaf. Dat heescht, dat war jo x-mol kopéiert ginn, dat Gespréich, datt Der net och vläicht d'Suerg hat, datt en anere se géing erausginn an d'Öffentlechkeet, oder wat och ëmmer, dat Gespréich? Respektiv hat et net och eppes mam Départ vum Här Schneider ze dinn? Well deen huet jo och déi Zäit säin Départ gemaach am Service. An den Här Schneider hat jo manifestement och eng Kopie vun där CD.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech wëll awer dem Här Schneider net ënnerstellen zu deem Zäitpunkt eppes domadder gemaach ze hunn. Fir mech war einfach net ze kontrolléieren…

kA

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä en hat eng mat erausgeholl. Dat wosst... Dat hu mer gesot kritt, datt den Här Schneider eng CD mat erausgeholl huet.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et war effektiv esou, an dat war am Virdergrond, an der Haaptmotivatioun: Wat kann dermat geschéien? A mäin eenzege Grond, firwat ech et matgedeelt hunn, war fir dem Här Satsminister ze soen: „Dat do huet stattfonnt." An dat war, wéi gesot, an deem Vertrauensgespréich. An dat war nimools destinéiert fir op d'Place publique.

Also, vu mir an och dem Här Statsminister, wéi gesot, do ass... Dat war ënner absolutem... e confidentiellt Gespréich. A jo, et huet mat derzou gefouert, dass ech net konnt ofweien, ob dat Gespréich net eng Kéier säi Wee eraus fënnt. Mä leider gesi mer jo haut, dass dat de Fall ass.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir hutt awer och dann... Da waren et net esou - wéi soll ech soen? - integer Beweggrënn eleng, déi lech derzou gefouert hunn, datt Der dem Statsminister d'CD ginn hutt, mä och d'Angscht, datt dat Gespréich an der Öffentlechkeet iergendwa wier, an der Press wier? Wat jo och herno geschitt ass.

An da muss jo manifestement eng Persoun vu bannen dat Gespréich och un d'Press ginn hunn, well mir hunn et hei iwwert d'Press herno kritt.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, wat ech relativ schlëmm fannen. Dach, et huet nëmmen dermat ze dinn, mat engem Vertrauensverhältnis. An där ieweschter Hierarchie ass den Här Statsminister. An ech... Deen... Wou ech et fir wichteg fonnt hunn, dass den Här Statsminister et weess, an där doter Optik. Dir nennt et „integer", ech nennen et de politesche Chef driwwer a Kenntnis gesat ze hunn, vum Geheimdéngscht. Net auszeschléissen...

kA

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä ech schwätze jo just… D'Motivatioun, fir dat ze maachen, schwätzen ech just, ne.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- D'Motivatioun waren déi zwee. Also Motivatioun, fir em et eng Kéier och ze soen, well et och eben am Kader war vun där kryptéierter CD, och do keng Erkenntnisser méi komm sinn. Och do ni ofzeschätzen: Wat kann eng Kéier do dermat geschéien? Respektiv wat kann eventuell mat där CD geschéien, wat dann eben och dem Här Statsminister kéint e Problem ginn, wann en et iwwer aner Weeër gewuer gi wier an an d'Öffentlechkeet da komm wier?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wann et an d'Öffentlechkeet komm wier an den Här Statsminister hätt iwwerhaapt näischt dervu gewosst zu deem Zäitpunkt, dann hätt Dir wahrscheinlech un éischter Stell emol e grousse Problem jo kritt, wann Der et net gemaach hätt virdrun.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat hunn ech zu deem Zäitpunkt net geduecht. Ech hu mer ni geduecht, dass dat heiten déi Situatioun ass. Déi Jetztsituatioun, déi mer elo hunn, dat ass eng ganz schlëmm Situatioun. Déi hätt ech mer net kënnen ausmolen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen an den Här Meisch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass an deemselwechte Kontext. Här Kemmer, Dir hutt gesot, dat Gespréich, wat opgezeechent war op der Auer, dat wier dono op e PC ofgeluede ginn. Dat ass deen Dag duerno geschitt, an Dir hutt Ären Operatiounschef, den Här Schneider, och doriwwer informéiert. An dann huet et eng Rei vu Méint gedauert, bis Der iwwert den Här Mandey dann dat Gespréich mam Statsminister gesicht hutt.

Meng Fro ass: An där Rei vun deene Méint, déi do dertëscht louchen, wéi vill Leit hunn dann am SREL Äres Wëssen no iwwerhaapt Zougang gehat, fir sech dat Gespréich erofzelueden? Respektiv wéi vill Leit mengt Dir, datt iwwerhaapt a

KA

Kenntnis gewiescht wieren, datt dat Gespréich stattfonnt huet? An ass net intern am SREL iwwert dat Gespréich geschwat ginn?

D'Fro résuméiert: Wéi vill Leit am SREL sidd Dir der Meenung, datt iwwerhaapt Bescheed woussten, datt dat Gespréich do stattfonnt huet?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ben, wéi gesot: den Techniker emol, den Här Mille selwer, den Här Schneider. A wien do mat wiem geschwat huet a wien nach informéiert ginn ass, dat weess ech net. Ech weess just, dass, nodeems ech mam Här Schneider geschwat hunn, Deeg drop ass iwwert dat do Thema… war dat keen Thema méi. Et ass net méi doriwwer geschwat ginn. Ech kann lech elo net soen, wien alles do eng Kopie hat oder wien alles eng Kopie sech gemaach huet. Ech kann dat net soen, dat weess ech net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hat da jiddween… Wéi vill haten der dann Zougang…?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen net, dass deen Zougang…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir musst jo gewosst hunn, datt et gespäichert ass. An dann, Dir sot, Der wësst net wéi vill Leit datt sech eng Kopie gemaach hunn. Mä wéi vill Leit hunn dann iwwerhaapt Zougang, fir kënne sech eng Kopie do ze maachen? Ass dat geregelt? Oder ass dat ee Service? Oder sinn dat bestëmmte Leit?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war an der Technik, wéi gesot, eng Abteilung fir sech. Déi haten dat. Ech kann net evaluéiere mat wiem déi Leit geschwat hunn, an ob déi sech… ob a wéi vill Kopien déi sech gemaach hunn. Ech weess dat net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dann nach déi eng Fro. Firwat huet… Et geet e bëssen op dem Kolleeg Bausch seng Fro zréck. Et ass dach awer gelungen, datt Der esou vill Méint gebraucht hutt, bis Der den Här Mandey gefrot hutt, fir beim Statsminister e Gespréich ze kréien. Sidd Dir der Meenung, datt den Här Mandey

vun Iech gewuer ginn ass vun deem Gespréich, oder wousst hie scho virdrun, datt dat Ophuele vum Gespréich stattfonnt huet?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Hie wousst et vu mir.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gelift? E wousst et vun Iech?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- En huet net den Androck ginn. Ech mengen net. En huet mer net den Androck ginn, dass en et wousst. E wousst et vu mir.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, vläicht nach eng Kéier just dozou. Huet den Här Mille iergendwéi probéiert, datt d'Zuel vun deenen, déi bescheed woussten iwwert den Enregistrement vun deem Gespréich tëscht him an dem Statsminister, datt déi restreint sollt bleiwen? Huet e gesot: Kanns de dat dote vläicht selwer ophuelen? Oder: Kuck, datt net jiddwereen dat herno weess. Wat jo normal vläicht gewiescht wär.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- En huet just gesot, dass de Fait, dass e beim Statsminister war an iwwert déi Saach mat der kryptéierter CD geschwat huet, dass dat ganz restreint soll bleiwen. Ech hunn em drop geäntwert: „Da bleift dat ënner eis." Dat war bezunn op d'Gespréich, dat e mam Här Statsminister hat. Mat der Opnahm ass e relativ freizügig, mengen ech, ëmgaangen. En huet mir d'Auer, wéi gesot, ginn. En huet et un d'Technik weiderginn. An do war keng weider Instruktioun komm.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt virdru gesot, Dir hätt just eng Réunioun mam Statsminister gehat zu deem heiten Thema. Sinn et aner Réunioune ginn?

KA

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Am Contre-terrorisme ass et zu Réunioune komm. Den Här Statsminister war och eng Kéier bei eis am Service de Renseignement am Contrôle parlementaire, wou ech derbäi war.

M. Claude Meisch *(DP).*- Okay. Ech wollt nach eng Kéier op déi éischt Réunioun zréckkommen, well fir mech iergendwou awer d'Beweggrënn firwat et iwwerhaapt zu enger zweeter Réunioun komm ass, a firwat och den Här Mille op d'Iddi komm ass déi opzehuelen am Déroulement vun der éischter Réunioun ze siche sinn. Kënnt Der eis do nach eng Kéier - Dir waart jo do derbäi - méi iwwert den Déroulement vun där Réunioun erzielen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- D'Virstellung, datt eng Opnahm hätt kënne stattfanne bei engem vertrauleche Gespréich tëscht dem Statschef an dem Statsminister, war eng Virstellung, déi sécherlech, wou e Malaise war, wou en net frou war. Mir och net. Ech mengen, et huet eis genausou besuergt wéi den Här Statsminister.

Op där anerer Säit ass natierlech um Seriö vun där Saach och gezweifelt ginn. Mä dat ass och eng Erkenntnis, déi mir… oder eng vun den Theorien, déi mir mat haten. Och Manipulatioune ginn net ausgeschloss. Et war einfach eng Réunioun, déi net gutt gelaf ass. Ech weess net firwat. Et war no engem aarbechtsräichen Dag. Se war owes.

Ech kennen d'Grënn net, firwat déi Réunioun net zefriddestellend gelaf ass a gefouert ginn ass wéi aner Réuniounen, déi eng oder aner am Contre-terrorisme, wou mer Debriefinge ginn hunn, déi ëmmer ganz gutt gelaf sinn. Hei weess ech et net.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir kennt jo de Contenu vun deem zweete Gespréich, vun där zweeter Réunioun. Do géingt Der soen, déi wär gutt gelaf?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi mat der Auer?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, dass den Här Statsminister relativ passiv war an och déi einfach ganz vill… einfach nëmme sech dat ugelauschtert huet, wat den Här Mille gesot huet. Et war eng relativ kal Réunioun, wann ech dat interpretéieren dierf aus dem Gespréich eraus.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ass an der éischter Réunioun et zu engem...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mä a Bezuch zur...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- War déi éischt Réunioun manner kal?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi war, wéi gesot, net ënnert deem beschte Moment. Ech weess net, wat där Saach virdrugaangen ass. Ech huele jo och un, dass den Här Mille vläicht mam Här Statsminister vläicht iwwer Telefon oder esou schonn eis ugekënnegt huet, a vläicht de Kontext scho kuerz erkläert huet, dass einfach d'Informatioun sensibel war. Ech weess net, wat einfach derzou gefouert huet, dass déi Réunioun net esou gutt gelaf ass wéi all déi aner Réuniounen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Ech wëll op eng aner Fro nach… zu engem anere Punkt hei zréckkommen.

Ech mengen, aus dem Dossier geet ervir, dass och de Service eng Zesummenaarbecht mat engem Techniker, dem Här M., hat. Wéi ass déi Zesummenaarbecht zustane komm? Op wat fir engem Niveau ass déi Zesummenaarbecht gelaf? A sinn et nach aner esou Kontakter gi mat deene Leit,

wou Dir regelméisseg an esou Froen zesummeschafft als Service de Renseignement sengerzäit?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech hat ni eng Zesummenaarbecht mam Här M.. Net eng Sekonn. Ech kennen den Här M..

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech schwätze vum Service. Ech hunn net vun Iech geschwat.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Wéi gesot, angeblech wiere Kontakter zu fréiere Membere gewiescht zum Här M.. Dat kann ech awer net jugéieren. Ech hunn dat net iwwerpréift. Dat ass emol gesot ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi ass et dann iwwerhaapt zu deem Kontakt komm an deem do Zesummenhang?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här M. kennen ech säit Joren. Mir hate plus/minus regelméisseg duerch eng Rei vu gemeinsamen Interessen: Sport… Mir hunn… An en huet mir enges Dags e Rendez-vous gefrot, a mir hunn eis gesinn. An en huet mir dat doten erzielt.

Dat muss 2005/2006 gewiescht sinn. Ech hunn den Datum net genau opgeschriwwen. An et huet dunn awer laang gedauert bis den Här M., wéi gesot, eis dat do ginn huet.

Den Här M., muss ech soen, huet mir ni virdrun iergendeng Informatioun ginn. E wousst, dass ech an der Police war. E wousst och, dass ech gewiesselt hat an de Service de Renseignement. Et war eigentlech ee vun deene wéinege vu private Kontakter, dee wousst, dass ech am Renseignement war. Dat ass drop zréckzeféieren, dass ech en, wéi gesot, iwwer Jore kennen. E kennt notamment ganz vill Polizisten. En huet mech och kannt.

KA

An do war och ni e Problem, an en huet ni eng Informatioun ginn, keng eng, net eng Police-Informatioun, net eng… E koum just eng Kéier mat där doter Informatioun. Dat huet op där enger Säit derzou gefouert, dass ech et sécherlech emol an enger éischter Phas zur Kenntnis geholl hunn, wat mech och besuergt huet. Ënner anerem: „A wat bass du dodran? Wat ass dat do fir eppes?" An ech et eben direkt eent zu eent informéiert hunn… déi Informatiounen un den Här Schneider an un den Här Mille ginn hunn.

Mä eng Zesummenaarbecht huet absolut ni stattfonnt. Angeblech ebe just zu fréiere Membere vum Service. Dat kann ech awer net… Ech hunn dat net iwwerpréift. Ech kann et net beuertelen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech wollt méi eng allgemeng Fro stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Da vläicht den Här Meisch virdrun. Dee wollt dozou nach eng Fro stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Vläicht dozou nach eng Kéier. An der Press war ze liesen, de Service hätt duerno Drock op den Här M. ausgeübt. Kënnt Der dat confirméieren, a wa jo, op wat fir eng Manéier?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- De Service de Renseignement huet keen Drock op den Här M. ausgeübt. D'Gespréicher sinn zu Deel iwwer mech gelaf. Et huet näischt geännert. Et war eben… Natierlech ware mer net frou, datt mer et ni an enger… datt mer bis haut net kënne soen, oder ech emol zumindest net, ob oder ob net dat Gespréich stattfonnt huet, well mer et net gelauschtert hunn. Mer hunn eis ëmmer missen op seng Ausso verloossen.

Ech mengen, wann een esou Informatioune gëtt, déi si kritesch. Ech mengen, déi falen och an d'Gesetz iwwert de Service de Renseignement vun der Integritéit, d'Souveränitéit vum Stat a sengen Institutiounen. Dat war net à la légère ze huelen. Hu mer och net. Mer hunn ëmmer erëm just gebiede verstänneg ze sinn an eis et dann eng Kéier ze ginn, an en ofzehalen aner Leit ze informéieren, déi net Service de Renseignement sinn, fir dass mer dat kënnen a Rou diskutéieren, dass et an d'Gesetz… dass et total secret bleift a vertraulech bleift.

Mä Drock ausüben? A wat fir enger Form? Wat fir een Drock hätte mer kënne maachen? Mir hunn och puncto Enquêtesméiglechkeet… Also, aner Schrëtt, déi mer hätte kënnen aleeden, déi huet jo d'Enquête judiciaire. Déi hunn aner Moyennen. Mir hunn déi net gehat. Also, vun Drock kann ech do net schwätzen. Dass vläicht aner Leit Drock op hie gemaach hunn, mä vu mir net.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hmhm.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Natierlech ware mer net… Ech mengen, mir sinn elo um Ball bliwwen, bis mer natierlech deen Datenträger do haten. Dat huet eng ganz Rei vu Méint gedauert.

Et koum och ëmmer erëm zu Kontakter, wou ech hat mat em, wou Gespréicher gefouert gi sinn, a wou mer… Dat war net regelméisseg. En hat och Aktivitéiten am Ausland, wou e mat senge Firme vill beschäftegt war, esou dass och emol zwee, dräi Méint dertëscht kee Kontakt war. Also, vun Drock kann ech net schwätzen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä wat war dann d'Motivatioun fir den Här M.? Hien huet jo d'Initiativ geholl, fir Iech fir d'Éischt d'Informatioun ze ginn, datt esou eng CD géing existéieren. Dunn hutt Der laang misse mat em diskutéieren, fir d'CD ze kréien. Wat war seng Motivatioun? Fir Iech d'Informatioun ze ginn? Dono net direkt d'CD ze ginn? Dono se awer ze ginn?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass eng gutt Fro. Déi kann ech lech net beäntwerten. Ech weess net, wat seng Motivatioun ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass och ni eng Fuerderung komm?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess net, ob seng Informatiounen, déi en eis ginn huet, tel quel esou waren. Datt do hannendrun och Manipulatioun war?. A firwat hie mir et letzten Endes gesot huet? Sécherlech well e mech kennt. Sécherlech well en awer an enger Form dat dote wollt weiderginn un de Service de Renseignement. Dat war sécherlech net visibel vläicht seng Déngen direkt, well en dann och a Problemer komm wier, wat en, wann en dat… Ech mengen, dat hu mer jo diskret wëlle behandelen. Mä wat d'Motivatioun war, wat d'Taktik do hannendru war, weess ech net ze soen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ginn och keng Unhaltspunkter, déi iergendwéi ze interpretéiere gewiescht wären dee Moment? Dir hutt…

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi gesot, en huet mech…

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt e jo awer bestëmmt gefrot gehat.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn en… Ech hunn net gefrot: „Firwat sees de mir dat elo?" Ech hu sécherlech gefrot: „Wou kënns de dorunner? Ënner wat fir engen Ëmstänn ass dat do gelaf? Wie sinn déi Leit? Vu wou hues de dat do kritt? Wat fir eng Efforten hues de da gemaach? Wéi ass et… Wéi ass dat dote gelaf? Ënner wat fir enger Form bass du an déi Saach do erakomm?"

Dat hunn ech gefrot. Mä wat seng Motivatioun war, firwat e mir et grad gesot huet, hunn ech interpretéiert a) well ech e länger Zäit kennen, b) well e sech awer vläicht

KA

geduecht huet, mat engem vum Service de Renseignement ze schwätzen, dat war nun emol eng an déi nämlecht Persoun. Ech mengen net, dass do gréisser...

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Dozou, Här President.

M. Alex Bodry, *(LSAP) Président*.- Jo, dozou, den Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Well Der gesot hutt, Dir hutt ëm d'Fro gestallt, wou bass de dorunner komm, un d'CD? Wat war dann d'Äntwert, déi en dorop ginn huet?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État*.- En huet do konkret Äntwerte ginn. A seng Versioun huet ni geännert, bis haut net. Mä iwwerpréiwe konnte mer et net, oder konnt ech et net. Ech sinn och net beoptraagt ginn, eng Enquête do ze maachen. Ech hu just d'Informatioune weiderginn u meng Hierarchie, un den Här Schneider an un den Här Mille.

M. Alex Bodry, *(LSAP) Président*.- Bon, mir sinn elo amgaang elo erëm an en Domän eranzekommen, dee mer eigentlech net an eisem Perimeter vun eiser Mission d'enquête hunn. Den Här Fayot wollt nach eng allgemeng Fro stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här Kemmer, Dir sidd jo, wann ech dat elo richteg matkritt hunn, 2003 an de Service de Renseignement komm. Dir waart virdrun an der Police judiciaire, also en hierarchiséierte Corps mat prezise Regelen, wéi dee fonctionnéiert huet. 2004 hu mer en neit Gesetz gemaach iwwert de Service de Renseignement. Dat Gesetz ass och largement inspiréiert gi sécher och vun deene Leit wéi den Här Mille, déi do schonn am Service de Renseignement waren. Dat sollt en Neiufank gi vun deem Service, an et ass jo och beschriwwe ginn, dass dee Service säit 1990 gesicht huet, fir seng Daseinsberechtegung ze preziséieren.

Wéi hutt Dir, als ee vun deene Kadere vun deem Service, neie Kader vun deem Service, dat empfonnt? Hutt Der gesinn, dass do sollt en Neiufank gemaach ginn, dass déi Regelen, no deene geschafft ginn ass, dass déi méi prezis sollte gemaach ginn, dass dat alles méi strikt sollt sinn? Étant donné, dass och eng Commission de

contrôle parlementaire do sollt sinn, déi dat sollt suivéieren a surveilléieren, wéi een et wëllt, mä déi awer do och misst an d'Vertraue gesat ginn. Wéi huet dat sech fir lech an der Realitéit, an der dagdeeglecher Realitéit vum Service ausgedréckt? Oder huet dat sech iwwerhaapt net ausgedréckt?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dach, dat war, ech mengen, et war sécherlech keen einfachen Exercice, och fir den Här Mille net, fir mat engem neie Gesetz, ass eng Saach, wann dann d'Praxis kënnt, an dat muss ee mam Gesetz verbannen. D'Praxis geet ëmmer heiansdo méi séier, wéi d'Theorie an d'Gesetz nokënnt.

Grad am Beräich, ech kommen ëmmer erëm dorop zréck, well dat nun emol haaptsächlech meng Aarbecht war, de Contre-terrorisme an Operatiounen, eenzel operationell Schrëtt mat deem Gesetz, wat an eenzelne Punkten, wou vläicht eng méi no Verantwortlechkeet hätt kënnen definéiert ginn. Ech mengen, et sinn eng Rei vun technesche Mesuren elo grad - entre guillemets - „a Fro gestallt ginn".

Mä déi eenzel Aarbechtsschrëtt waren ofgekläert. Ech mengen, et waren am Contre-terrorisme eng Rei vu Leit, déi domat geschafft hunn. Et ass schrëftlech alles festgehale ginn. De Pouvoir de décision louch beim Här Mille. En huet sech déi eenzel Aarbechtsschrëtt entweder vun eis direkt oder vum Här Schneider ëmmer erkläre gelooss. E war do och ëmmer, géif ech soen, eent zu eent informéiert.

Am Beräich vun deenen eenzelnen Elementer vum Gesetz, notamment, wéi gesot, sinn déi operationell Schrëtt ugegliddert gewiescht. Ech hu scho fonnt, dass et eng, opgrond vun där Dokumentatioun, déi mer gemaach hunn, vun deem Schreiwen, vun deenen Analysen, dat wat ugefrot ginn ass, beispillsweis am Rahme vun Écouten, am Rahme vun aneren operationelle Schrëtt, déi si jo och mam Contrôle parlementaire zum Deel gekläert ginn, et koum zu Réuniounen. Ech erënnere mech een-, zweemol selwer dobäi gewiescht ze sinn, wou eenzel Aarbechtsschrëtt erkläert gi sinn.

KA

Wat ech mengen, dass et eng Schwaachstell war, war vläicht, dass mer ganz oft no den Operatiounen informéiert hunn. E klärende Schrëtt wier vläicht gewiescht - de Service de Renseignement war dann awer och eleng gelooss gi mam Gesetz vun 2004 - vläicht do eenzel Elementer vun der Operatioun, d'Evaluatioun vun der Operatioun aus Siicht vum Contrôle parlementaire, dass een eenzel Aarbechtsschrëtt hätt kënnen ofklären op hir Legalitéit hin, an dass dat wierklech an der Technicitéit och esou ass, wéi d'Gesetz et virschreift. Do huet de Service dann dee Moment e gréissere Fräiraum vläicht heiansdo gehat, wou e jo elo an der Kritik steet. An dee kontrollfräie Raum soll net sinn. Ech mengen, do hätt vläicht éischter oder misste méi strikt gekuckt ginn.

Mä d'Dynamik an den Operatiounen, dat muss ech och soen, grad am Beräich Contre-terrorisme, wann Der och mat Agente schafft, dat ass schnell, dat ass séier, do mussen Décisioune ganz schnell geholl ginn. Déi sinn innerhalb vu Stonnen heiansdo ze huele gewiescht. An all déi eenzel Aarbechtsschrëtt hannendrun, wéi gesot, déi d'Gesetz dann erlaabt oder net, waren eben ëmmer, sinn da gekuckt ginn duerno. An dat erkläert sech doraus, och wa mer de fäerdege Produit, oder wann de fäerdege Produit dem Contrôle parlementaire virgestallt ginn ass, hätt ee vläicht kënnen Zwëschenetappen abauen, wou eenzel Aarbechtsschrëtt erkläert gi wieren.

De Problem mat den Operatioune selwer bleift am Dagdeeglechen, wann Der mat Agente schafft, wéi gesot, déi sinn ëmmer mat zwee Féiss an engem Problem dran. Agenteféierung heescht Problemer bewältegen. Duerfir heescht dat Wuert jo och Féierung, well et einfach, och an deene Milieuen, wou Der se infiltréiert hutt, ëmmer mat Problemer kommen, ëmmer a Beräicher vun Illegalitéit, wou se konfrontéiert sinn domat, wou Dir de Management och musst hannendru maachen, fir se aus deene Problemer rauszehalen, mä d'Balance musst fannen, awer d'Informatiounen ze kréien.

An och do sinn eben eenzel Aarbechtsschrëtt dann ofgekläert ginn an et koum zu Décisiounen. Mä notamment mam Gesetz vun 2004 an deenen eenzelne Schrëtt misst et vläicht méi déif goen. Ech mengen, Dir hutt och en technesche Beräich, ech

KA

hunn et och erkläert. Wéi et elo am Beräich sech stellt mat der Agenteféierung, weess ech net.

M. Alex Bodry, *(LSAP) Président.*- Jo, den Här Fayot, nach eng Nofro.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo. Dat heescht, just fir op d'Commission de contrôle parlementaire ze kommen, dat war net eng weider Contrainte fir Iech, fir méi strikt an Ären Ofleef ze sinn?

M. Alex Bodry, *(LSAP) Président.*- Äntwert éierlech drop.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Kënnt Dir déi Fro reformuléieren? Ech hu se net richteg...

Une voix.- Den Här Fayot war selwer betraff.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen net, dass de Contrôle parlementaire en Obstakel gewiescht wier fir e Fräiraum. Ech mengen, et ass schonn de Wonsch gewiescht, fir eenzel Aarbechtsschrëtt méi oft Iech matzedeelen, an dass dat éischter dozou gefouert hätt, fir eng Verbesserung vun der Situatioun, wéi dass mer et als Problemfall gesinn hätten oder als Restriktioun, oder als...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann Der erlaabt.

M. Alex Bodry, *(LSAP) Président.*- Du hues d'Recht fir eng lescht Fro.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, just an deem dote Kontext, well ech muss Iech éierlech gesot soen, ech hat jo och d'Chance während zwee Joer an där Kommissioun ze sëtzen a mir hu jo ëmmer dat matgedeelt kritt, wat de Service eis jo wollt soen. Wat de Service eis jo wollt soen! Dat heescht, wann de Service eis... mir hunn ëmmer déi fënnef oder sechs selwecht Affären erzielt kritt, an da war et riwwer.

KA

Wa mir selwer de Service gefrot hunn: Gëtt et dann net esou en Dossier? Ah dach, dat gëtt et och. Oder esou eppes. Dat heescht...

M. Alex Bodry, *(LSAP) Président.*- Wat ass Är Fro?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech kommen zur Fro. Ech muss awer de Kontext erklären, Här President. De Gros vun den Affären, déi mer awer matgedeelt kritt hunn, waren Affären, esou wéi wann ech richteg verstanen hunn, déi bal ofgeschloss waren, oder... Mir hunn nëmme fënnef oder sechs Dossieren erkläert kritt. Ech sinn iwwerzeegt, dass der méi do waren!

Hutt Dir eis méi als eng Contrainte gesinn, als eng Corvée obligatoire, eng Corvée légale, wou Der bei eis komm sidd, fir eis e bëssen eppes ze zielen, fir esou e Fräischäin kënnen duerno ze hunn, oder? Well, ënner eis gesot, ganz transparent war Äre Service vis-à-vis vun eis net!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Stellt d'Fro dach.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma dat war meng Fro, Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Dat war e Commentaire.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, et war eng Fro. Ech stellen dem Här Kemmer d'Fro, wéi si eis Kommissioun gesinn hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Kemmer äntwert méi kuerz, wéi Är Fro war.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir wësst jo, Dir hat Fro gestallt.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen, Dir hutt eppes gemaach, eppes geleescht mat Ärer Aarbecht, dat ass, Dir hutt zur Entmystificatioun vum Geheimdéngscht bäigedroen. Et soll, ech hunn

KA

den Terme e puermol gebraucht, kee kontrollfräie Raum méi ginn. Ech mengen net, dass dat de Problem gewiescht wier, fir am Detail iwwert d'Operatioun ze soen. Ech selwer hunn, wann ech iwwert den Daum peilen, eng Dose Contre-terrorisme-Operatioune gefouert, zesummen natierlech mat de Leit, dem Här Schneider, dem Här Carmo an esou weider. Ech mengen net, dass dat e gréissere Problem war oder e Fräifahrtsschäin fir aner Saachen.

Et war einfach, dass, dat Gesetz war nei, déi Dynamik am Contre-terrorisme war nei. Dat war en Aarbechtsfeld, wat et bis dohinner an där Form net ginn ass. Wéi gesot, dee Service ass aus dem Kale Krich erausgeholl ginn. En ass relativ séier an déi Situatioun katapultéiert ginn, ech bleiwe just beim Terrorisme nom September 2001. Duerno ass et zu wierklechen, zu villen Operatioune komm. Et waren immens vill Changementer...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hutt Dir am Prinzip alles gesot? Et ass déi Fro...

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn, also et sinn eenzel... ech war net bei all de Contrôle parlementairen dobäi, ech sinn een-, zweemol dobäi geruff ginn. Eng Kéier, erënneren ech mech, beim Här Statsminister, wou erkläert ginn ass an enger Operatioun, ech hat se virdru kuerz ugeschnidden, Resultater vun enger nordafrikanescher Terrorzell, déi agéiert huet, wou d'Operatiounen, wou d'Detailer op den Dësch geluecht gi sinn. Wat awer och d'Komplexitéit gewisen huet an de Schwieregkeetsgrad vun den Operatiounen.

Wéi gesot, vun anere Réunioune vum Contrôle parlementaire, ech war net systematesch dobäi. Et war och net gang und gäbe, dass... Wéi gesot, mäi Büro, Här Bettel, war dobaussen, mat mengen Agenten, an ech war eben net do déi ganzen Zäit, fir déi eenzel Schrëtt mat Iech duerchzediskutéieren. Mä ech sinn nach wie vor der Meenung, dass een effektiv déi eenzel Aarbechtsschrëtt systematesch muss soen an erklären, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch huet nach d'Wuert gefrot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt virdrun d'Definitioun gi vun den Agenten, déi déi Informatiounen un de Service eru liwweren, déi déi no an den eenzelne Milieuen dra sinn. Dir wollt, mengen ech, wann ech dat richteg verstan hunn, d'Zuel vun deenen Agenten, déi zu där Zäit do fir de Service geschafft hunn, net kloer nennen. Dat kann ech novollzéien. Mir missten awer, mengen ech, eng Kéier als Kommissioun kucken awer eis e Bild doriwwer ze maachen, wéi vill Mataarbechter, net direkt am Service, mä ronderëm de Service et do gëtt.

Meng Fro ass: Wéi ginn déi gefouert? Gëtt et do eng Datebank?

Ass dat zentral iergendwou, wou dat enregistréiert ass? Kann do all Mataarbechter a feste Mataarbechter vum Service drop zréckgräifen? Wann ech ee brauch aus deem Milieu, aus deem Eck, da ginn ech doranner kucken an da kann ech déi Leit kontaktéieren. Oder ass dat all Kéiers just eng individuell Relatioun tëscht engem feste Mataarbechter vum Service an engem Agent dobaussen?

A wéi ass et och, wann zum Beispill esou e Mataarbechter, wéi an Ärem Fall, de Service verléisst? Kann et do virkommen, datt deen och d'Kontakter mat eraushëlt, datt en och dono, nom Verloosse vum Service de Renseignement nach Kontakter zu senge fréieren Agenten hat, an datt eigentlech keng Kontakter méi bestinn tëscht deenen Agenten an neie Mataarbechter oder anere Mataarbechter am Service?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass eng gutt Fro, Här Meisch. Vill Agenten nëtzen näischt. Et sinn déi richteg Agenten, déi Der musst hunn. A léiwer mat engem méi klenge Staff gefuer an d'Qualitéit vun den Informatiounen ass do, wéi e grousse Pool vun Agenten ze hunn, wou Der mat der Gérance net nokommt.

Esou dass et net elo an der Zuel… Dir dierft Iech elo do näischt ganz Grousses virstellen. An der Regel war et esou, dass Agenten an enger Operatioun zwou, dräi Operatiounen, vläicht nach eng Chronologie hannendrun hat. An dann ass den Agent exfiltréiert ginn, wann et bei bilateralen Operatioune war. Wann et hei am Land zu

Operatioune komm ass, wou Agente méi laang dra sinn. Mä d'Zuel vun den Agenten ass elo net esou signifikativ an der Unzuel.

Dann an der Gérance vun den Informatiounen, déi Rapport-de-contacten. D'Identitéit vun den Agenten ass eppes. Dat ass d'Häerzstéck - fir mech war et dat emol; an ech mengen, ënnert dem Här Mille an dem Här Schneider och - vun engem offensiven Déngscht, well et seriö mat der Sécherheet ze dinn huet vum Agent, deene Leit, déi se féieren. D'Identitéit vun deenen Agente war dem Agenteféierer bekannt respektiv dem Direkter an dem Operatiounschef. An da war dat et an der Regel. Och erëm eng Kéier aus Sécherheetsgrënn.

Natierlech goufen et och... Ech mengen, et sinn eenzel Departementer ginn am Service de Renseignement, déi hirersäits natierlech och Agente gefouert hunn. Ech kann Iech zum Beispill net soen, wat fir eng Agenten am „Crime organisé russe" - entre guillemets - oder an der Proliferatioun... Dat kann ech Iech net soen. Ech weess et net. Esou war dat och fir déi Leit am Contre-terrorisme.

An dann, wann een de Service de Renseignement verléisst: Déi Leit, déi dann zu Lëtzebuerg, déi heibliwwe sinn oder déi hei sinn als Agent, ass et natierlech schwiereg. Ech mengen, déi sinn iergendwéi a Kontakt, och duerch Zoufall. Ech mengen, Lëtzebuerg ass kleng a senge geographeschen Dimensiounen. Et leeft ee sech heiansdo iwwert de Wee. Et schwätzt ee mateneen.

Ech mengen, do ass och keng kloer Instruktioun, wéi do ze verfueren ass. E weidert Schaffe mat deenen Agente kënnt natierlech net a Fro am Sënn vun operative Saachen, déi ee virdrun am Service de Renseignement gemaach huet. Ech mengen, do gëtt et jo och guer kee Mandat an och keen Objet méi, fir dat ze maachen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt och keng Kenntnis dovunner, datt nach bei Leit, déi ausgescheet sinn, d'Zesummenaarbecht dono weidergaangen ass mat fréieren Agente vun hinnen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Do hunn ech elo keng Kenntnis. Also, an deem Beräich Contre-terrorisme op kee Fall. An, wéi gesot, da muss een och ënnerscheede vun Agenten. Dat war och e gewëssenen Degré, wat mer als Agent definéiert hunn. Am Contre-terrorisme weess ech net, dass do an iergendenger Form nach weidergeschafft gouf oder iergende Kontakt besteet.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da wollt ech nach op eng aner Fro eng Kéier zréckkommen, déi ech och aneren Zeien hei gestallt hunn, nämlech déi vun de sougenannten Électrons libres, wou de Verdacht besteet, datt eenzel Leit op eege Fauscht éischter geschafft hätten, wéi datt se elo am Optrag vum Service geschafft hätten. Hutt Dir iergendwann während Ärer Aktivitéit am Service un Aktivitéite geschafft, déi net vun uewen, sief et vun der administrativer Säit oder vun der politescher Säit, ofgesehnt waren?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ni.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ni.

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Net eng Kéier.

M. Claude Meisch *(DP).*- An Dir hutt och… Hutt Der Kenntnis dervunner, datt aner Mataarbechter vum Service dat gemaach hunn?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn net Kenntnis, dass aner Mataarbechter vum Service et gemaach hunn. Loosse mer et esou soen: Mir haten… D'Operatioune sinn net ëmmer glécklech verlaf. Dir hat net ëmmer… Dir hat net en Zoustand vun der Perfektioun an enger Operatioun.

An notamment am Spionage, Contre-espionnage, wat eng ganz schwiereg Matière ass, koum et de temps à autre zu Problemer, wou eenzel Denkweise waren an

eenzel Approchen. Dat Wuert Électron libre, dat do am Orbit ronderëm geeschtert… Wéi gesot, am Contre-terrorisme ware mir e Fräiraum och geschafe mat den Agenten ze schaffen. Ech hat do natierlech net op Schratt an Tratt mäin Operatiounschef bei mer. Do waren Deeg… Ech war och emol Deeg a Wochen am Ausland. Dann ass een zréckkomm - dat huet natierlech op Vertraue baséiert - an et huet een do de Rapport gemaach. An da si mer mat där Operatioun weidergefuer.

Op aner Leit inwiewäit ofgespléckt vun aneren Operatiounen oder wann eng Operatioun definéiert war, déi hiren eegenen Agenda haten. Et koum verschiddentlech zu Meenungsverschiddenheeten. Manner am Contre-terrorisme. Déi eng oder aner Kéier méi an engem… am Dossier vun der Spionage/Espionnage, wat e schwieregen Dossier ass, eng schwiereg Matière, a wou ech ganz einfach der Meenung sinn, als de Service de Renseignement - ech weess net, wéi dat haut ass; ech kann net fir dem Här Heck seng Équipe schwätzen -, mä ech mengen, dass mir do net genuch Erfahrung haten, fir do matzehalen. Do sinn aner Geheimdéngschter, dat kënnt Der mer gleewen, leider, déi do iwwer Jorzéngten extrem Erfahrung hunn a ganz, ganz offensiv an och heiansdo zum Schued vun eisem Land schaffen. Dat ass eng Realitéit.

M. Claude Meisch *(DP).*- De Moie war am Radio ze héieren iwwert d'Affär Lebedev-Paesa. Wat kënnt Der eis doriwwer soen?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Hannendrun extrem offensiv Geheimdéngschter. Dat wier eng Saach… Et ass schwiereg an den Detail vun där Operatioun ze goen. Dat war esou eng Spionage/Contre-espionnage-Saach, wou dat eent oder dat anert Land um Réck vu Lëtzebuerg eppes gemaach huet; eis, dat eent gesot hunn an dat anert gemaach huet.

Mir hunn… Ech hunn déi Saach mam… Ech kann den Numm soen: den Här Mandey. Mir hunn an där do preziser Saach eis Elementer wéi Puzzelstécker zesummegesat. Mir hunn ee Service identifizéiert Saache gemaach ze hunn, déi net

KA

korrekt waren. Mir hunn den Direkter informéiert. An déi Operatioun ass gestoppt ginn.

Weider Detailer zu där doter Operatioun: Do si mer wierklech am ganz schwaarzen déiwe Beräich vu Geheimdéngschter an deenen hire Spillercher, wat net ëmmer förderlech ass an och heiansdo um Réck, net nëmme vun eisem Land, mä och vläicht vun aneren ausgedroe gëtt. Also, dat war eng ganz sensibel Operatioun.

Wann Der do Detailer wëllt, ech mengen, do, déi kéint een am Huis clos schwätzen. Déi sollen aus Sécherheetsgrënn och erëm eng Kéier, wierkleche Sécherheetsgrënn... Ech mengen, Dir hutt zwee Nimm genannt. Wann een d'Hierkunftsland kuckt, kann dat problematesch sinn, och aus Sécherheetsgrënn.

Mä als Électron libre, och do kann ech dat net soen. Ech mengen, ech hunn lech elo zwee Enquêteure genannt, déi drop geschafft hunn, déi d'Puzzelstécker zesummegesat hunn, an dem Direkter, dem Här Mille, déi Saach zur Kenntnis gedroen hunn. An ech weess, dass déi Saach gestoppt ginn ass, souwäit ech informéiert sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, déi Saach ass och gestoppt ginn, well déi Aktivitéiten, déi de Service do gemaach huet, net gesi ginn, datt dat zu den Aufgabefelder vum Service géif gehéieren?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et huet absolut am Ufank ausgesinn, wéi wann et zum Aufgabefeld vum Service gehéiert. Absolut. Mä herno hu mer erausfonnt, dass en Agenda hannendru war: Dat eent ass eis gesot ginn, wat zum Aufgabefeld gehéiert huet oder hätt, an dat anert, wat mir erausfonnt hunn, war en aneren Agenda, dee mir net konnte matdroen an dee gestoppt ginn ass. A mir hunn eng Persoun identifizéiert, déi engem anere Geheimdéngscht ugehéiert huet, déi e ganz aneren Agenda hat.

An de Service de Renseignement, ech mengen, mir sinn net à l'abri heiansdo - ech hunn dat Wuert an där anerer Affär gebraucht, ech soen et och hei -: Manipulatioun.

KA

M. Claude Meisch *(DP).*- Okay. Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Just eng kleng lescht Fro. Dat heescht, déi auslännesch Geheimdéngschter wore jo net inaktiv hei am Land?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Déi si ganz aktiv.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ganz aktiv. Sinn do just ekonomesch Aktivitéite gewiescht oder sinn et och politesch…?

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.*- Et gëtt deen een oder aneren offensive Geheimdéngscht, deen interesséiert just de Contre-terrorisme. D'Majoritéit vun de Geheimdéngschter an dëser ganz aktiver ekonomescher Zäit am Beräich vu Wirtschaftskrisen, Finanzkrisen, wou een deem anere wëllt Marché klauen, sinn am Beräich vun der Industrie- an der Wirtschaftsspionage ganz vill Aktivitéiten ze verzeechnen.

Et gi Geheimdéngschter, offensiv Geheimdéngschter, déi hunn dat als Mandat. Dat gëtt gestäipt vun der Regierung. An et sinn net nëmme chineesesch Servicer, mä et sinn och europäesch Déngschter an heiansdo Déngschter, vun deenen een et net géif mengen, déi do an enger relativ offensiver Form schaffen an déi do kee Pardon kennen.

An eis och als Lëtzebuerg, ech mengen, mir sinn an der Finanzplaz, de temps à autre gi mer heiansdo genannt, dass do Leit eis wëllen an dat Negatiivt eranzéien. Och dat gehéiert zum Agenda. Ech hu gesot bei deem engen oder deem anere Land, dass dat vun der Regierung vläicht… jo also, net vläicht, mä gedroe gëtt, an dass do och heiansdo politesch Agendaen hannendru stinn.

KA

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Voilà. Ech kucken op d'Kolleegen a Kolleeginnen.

Ass nach eng weider Fro do?

Neen, dat schéngt net de Fall ze sinn.

Här Kemmer, ech géif lech da Merci soen. Domadder wär…

M. André Kemmer, *ancien fonctionnaire du Service de Renseignement de l'État.-* Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* …Är Unhéierung hei eriwwer virun dëser Kommissioun. Mir hu festgehale virdrun, dass mer eng nächst Sitzung den 1. Mäerz hätten, Freides den 1. Mäerz. An dat wär dann eng Sitzung, wou mer géifen de Punkt maache vun eisen Aarbechte bis elo an iwwert déi weider Virgehensweis an dann eis Décisiounen huelen.

Villmools Merci.

D'Sitzung ass zou.

*

Luxembourg, le 15 mars 2013

Le témoin, M. André Kemmer

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignemen de l'Etat (P.V. CESRE 29)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, en tant que témoin – mardi, le 7 mai 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif proposéieren, dass mer mat der Sitzung hei ufänke vun eiser Enquêtëkommissioun iwwert de Service de Renseignement. Mir hate scho méi laang mam Premierminister deen heiten Datum ofgemaach, fir mat him eng Diskussioun ze féieren iwwert déi geplangte Reform vum Geheimdéngscht, wat jo och eng vun eise Missiounen ass ze kucken, wat fir eng legislativ Konsequenze sech eigentlech erginn aus där Enquête, déi mer féieren, a wou de Premierminister jo och bei der Kontrollkommissioun vum Service de Renseignement scho seng Propositiounen duergestallt huet, wou et fir eis natierlech och wichteg ass, dass mer déi als Enquêtëkommissioun kennen, well dat mat an eis Missioun erafält. Deen dote Volet, dee wéilte mer an engem zweeten Deel vun der Sitzung behandelen.

Et ass awer esou, dass mer u sech opgrond vun der Entwécklung vun eiser Enquête respektiv vun där enger oder anerer Informatioun, déi och öffentlech zirkuléiert, et als wichteg ugesinn hunn, fir nach eng Kéier do d'Auditioun vum Premierminister als Zeien och weiderzeféieren. Mir maachen dat wéi déi éischt Sitzung och an öffentlecher Sitzung, wat jo en ausdréckleche Wonsch vum Premierminister war, well mer u sech natierlech an eisen Auditiounen op eenzel Elementer gestouss sinn, déi eis nei waren, respektiv - wéi gesot - och an der Öffentlechkeet eng Rei vun Informatiounen zirkuléieren, déi - mengen ech - et néideg maachen, fir mam Premierminister nach op eenzel Froen zréckzekommen.

En neit Element zënter eiser leschter Auditioun ass jo och, dass mer entretemps vum Parquet matgedeelt kritt hunn, dass eng vun den Enquêtë wéinst Verjährung agestallt ginn ass, u sech déi Enquête ronderëm dat net erlaabtent Ophuele vun engem Gespréich zwëschen dem deemolegen Direkter vum Geheimdéngscht an dem Här Juncker. Do huet de Parquet jo entretemps festgestallt, dass do opgrond vun de gesetzleche Bestëmmungen eng Prescriptioun spillt, sou dass déi Enquête eigentlech net méi weiderleeft an dass mer u sech och theoretesch hei fräi sinn, iwwert déi dote Punkten ze enquêtéieren.

Ech wëll och nach eng Kéier rappeléieren, an dat maachen ech och besonnesch well dat heiten eng öffentlech Sitzung ass, dass u sech eis Missioun duerch d'Gesetz e Kader gesat kritt huet. De Kader gesäit esou aus, dass dës Enquêtëkommissioun - d'Parlament - net däerf, och wa se et wéilt, eng parallell Enquête zur Justiz féieren. Dat heescht also am Kloertext, dass am Gesetz iwwert d'Enquête parlementaire festgehale ginn ass, dass eenzel Faiten, déi Géigestand si vun enger Enquête vun der Justiz, dass déi eigentlech net däerfe Géigestand si parallell vun enger Enquête vun dëser Kommissioun.

Elo wësse mer alleguer, weess ech och besonnesch, dass dat eent vun deem aneren net ëmmer zu 100% ze trennen ass. Do ginn et zumindest och ëmmer indirekt Verbindungen. Ech probéieren dat esou gutt wéi méiglech ze maachen. Ech géif als President awer hei un d'Membere vun der Kommissioun och de Wonsch wëllen ausdrécken, dass se sou wäit wéi méiglech probéieren, sech un déi gesetzlech Virgaben do ze halen, an dass mer u sech also net elo parallell, fir dat kloer auszeschwätzen, en zweete Prozess Bommeleeër hei lafe loossen.

Ech mengen do gëtt et Elementer, déi eis dës Kommissioun och ze interesséieren hunn. Mä nach - wéi gesot - soll d'Justiz kënnen an aller Serenitéit hir Aarbecht maachen, ouni dass parallell praktesch e Geriicht agesat gëtt zu deeneselwechte Faiten. Esou wëllt et d'Gesetz. Dat sinn déi Regelen, déi de Législateur selwer den Enquêtes parlementaires ginn huet. An dofir wär ech frou, wann déi eenzel Memberen hei bei hirer Froestellung kéinten esou wäit wéi méiglech sech un déi dote Regelen halen.

Dat virausgeschéckt géif ech dann nach eng Kéier de Statsminister vereedegen, fir hei d'Wourecht ze soen, déi ganz Wourecht, näischt anescht wéi d'Wourecht. Här Statsminister, ech géif lech bieden den Eed ze leeschten.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech schwieren et!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci. Mir ginn also Akt vun Ärem Eed.

Da géife mer direkt vläicht zum éischten Deel vun eisen Aarbechten iwwergoen. Wéi gesot opgrond vun deenen Auditiounen, déi mer gefouert hunn an deene leschte Wochen, sinn eng Rei vun neien Elementer eis zur Kenntnis bruecht ginn, wou et sécherlech de Wonsch ass vun der Kommissioun, fir an eenzelne Punkten hei bei lech nozefroen.

Ee Punkt, deen do opgeworf ginn ass, ech géif soen dat wär dee Punkt ronderëm d'Finanzen, ronderëm finanziell Engagementer och, déi de Geheimdéngscht geholl huet. A wat awer notamment fir - loosse mer emol soen - Erstaunen hei bei der Kommissioun gesuergt huet, ass de Fait, dass bekannt ginn ass, dass notamment während geraumer Zäit, an anscheinend nach bis haut, direkt oder indirekt de Gérard Reuter, fréiere President vun der Chambre des Comptes, u sech de Loyer iwwerholl kritt huet, an enger éischter Phas vum Service de Renseignement selwer an duerno iwwer eng Firma oder iwwer eng Privatpersoun - do ginn d'Versiounen auserneen -, déi dee Loyer do weider iwwerholl huet.

Dofir d'Fro vu mir un lech: Wat wousst Dir dovun? Ass dat mat Ärem Accord geschitt? Wat wësst Der zu deem dote Punkt konkret ze soen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Merci. Déi Tatsaach, dass de Gérard Reuter, wann ech dat salopp formuléierend kann esou ausdrécken, op Käschte vum Geheimdéngscht gewunnt huet, déi ass mer zougänglech gemaach ginn, ech weess net genau wéini. Ech hunn doropshin dem Direkter vum Service de Renseignement, dem Här Mille - hir war Direkter an där Zäit wou déi Informatioun mech erreecht huet - gesot, ech géif net verstoen, firwat dass dat géif gemaach ginn, ech hunn och keng Explikatioun kritt, firwat dass et géif gemaach ginn, an ech hunn och den Direkter vum Geheimdéngscht gebieden, déi Praxis mat soforteger Wierkung anzestellen.

Ob dat geschitt ass, weess ech net. Ech hunn dee jëtzegen Direkter vum Geheimdéngscht gebieden, eis opzelëschte fir Äre Gebrauch, wéi déi Finanzéierung vun deem Logement oder dat Bezuele vun deem Loyer geschitt ass. Dat hunn ech entretemps kritt an den Direkter vum Geheimdéngscht wäert lech dat och zoustellen. Ech ginn net ganz eens mat deem Dokument do. An ech mengen, dat géif eng Explikatioun vun deene bedéngen, déi dat kënne richteg liesen.

Ech sinn dunn, ech mengen iwwert d'Press, gewuer ginn, dass déi Firma Sandstone, déi de fréiere Geheimdéngschtmataarbechter Schneider gegrënnt huet, dee Loyer iwwerholl huet. Ech hunn och héieren een um Radio soen, ech weess net méi genau ob dat den Här Reuter war oder een aneren, ech hätt ordonnéiert, dass Sandstone, eng Firma, mat där ech keng Relatiounen hunn, dee Loyer géif iwwerhuelen. Dat stëmmt net! Ech hu gebieden, verlaangt, dass de Geheimdéngscht dee Loyer net géif bezuelen, well ech net agesinn, firwat dat soll geschéien. A mat der Verlängerung vun deemselwechte via Sandstone an Här Schneider hunn ech näischt ze dinn. Ech hunn dat ni verlaangt. Ech weess och net, à quel titre dass ech dat hätt kënne verlaangen, dass eng privat Firma dee Loyer géif iwwerhuelen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir sidd also och net am Virfeld gewuer ginn, dass de Geheimdéngscht dat wëlles hätt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Geheimdéngscht huet mech net gefrot, ob e soll oder net soll dee Loyer iwwerhuelen. Ech sinn dat gewuer ginn an ech hu gesot, dat sollt gestoppt ginn. Well ech keng plausibel Explikatioun derfir fannen, wéisou a firwat dass de Geheimdéngscht, dat heescht an anere Wierder, de Stat, soll de Loyer vum Här Reuter bezuelen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An den Här Mille huet och keng Explikatiounen ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Mille huet mer keng Explikatioun ginn. En huet mäin Uerder, e war esou formuléiert, zur Kenntnis geholl, an ech weess net, ob en deen direkt ëmgesat huet oder ob et méi laang gedauert huet. Ech hunn den Androck au vu vun deene Piècen, déi mer zougänglech gemaach si ginn, rezent,

dass dat méi laang virugaang ass wéi deen Dag wou ech gesot hunn, et misst gestoppt ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen dozou? Den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, bon, ech mengen, datt et sech beim Här Reuter net ëm iergendee Personnage handelt, mä een, deen a senger Fonctioun beim Stat, dat muss een esou soe wéi et ass, relativ vill Schwieregkeeten hat. En ass vun der Chamber vu senger Fonctioun suspendéiert ginn, 1999, ass och duerno plus ou moins - fir et emol esou ze soen - a Pensioun geschéckt ginn. Dat heescht, de Stat wollt net méi op seng Mataarbecht zielen.

En ass awer vum Geheimdéngscht am Fong quasi als Mataarbechter engagéiert gi fir eng länger Period, dat, laut den Dokumenter, déi mer gesinn hunn, fir zwee, dräi Joer. An d'Konsequenz dovunner war och dann, datt en iwwert dee Wee dann an déi Wunneng komm ass. Fir mech ass dat e graven Dysfonctionnement, deen do geschitt ass. Ech kann iwwerhaapt net novollzéien, firwat datt den Här Reuter do iwwerhaapt engagéiert ginn ass vum Service a firwat en dann och dee Loyer do bezuelt kritt huet.

Bon, Dir sot, Dir hätt dat net gewosst. Ech mengen, ech gleewen lech dat, wann Der dat sot. Ech hunn awer allerdéngs e Problem domadder, datt Der déi parlamentaresch Kontrollkommissioun dovunner net a Kenntnis gesat hutt. Well hei geet et wierklech fir mech op alle Fall ëm e ganz graven Dysfonctionnement, deen do passéiert ass, a wann déi parlamentaresch Kontrollkommissioun awer iergendee Sënn ergëtt, dann hätt se missen doriwwer informéiert ginn.

Duerfir verstinn ech net, firwat datt zu deem Zäitpunkt, d'autant plus muss een dobäi soen, datt Dir selwer der Kommissioun 2008 den Optrag ginn hutt, fir eng Kéier ze analyséieren, wéi de Service da géing fonctionnéieren zënter der Reform vun 2004, firwat datt mir dovunner net a Kenntnis gesat gi sinn. Well ech mengen, mir hätten där Saach do missen nogoen, well wa mer där Saach deemools nogaange wären oder hätte kënnen nogoen, do hätte mer eventuell kënnen erausfannen, datt schonn deemools an de Prozeduren extrem villes schifgelaf ass. An duerfir ass meng Fro: Firwat hutt Der d'parlamentaresch Kontrollkommissioun net a Kenntnis gesat vun deem dote Fait?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu scho bei enger Depositioun, wéini dass déi genau war, weess ech net - am Januar, oder ?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, et war am Januar.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... heibanne gesot, dass d'Instruktioun un de Chef vum Geheimdéngscht war, fir hei an der parlamentarescher Kontrollkommissioun, also net hei, mä an der parlamentarescher Kontrollkommissioun alleguer déi Informatioune virunzeginn, déi e mir géif viruginn, well ech verstinn d'parlamentaresch Kontrollkommissiounsaarbecht esou, dass d'Wësse vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun a vum Statsminister datselwecht ass.

Dat huet - enfin, ech hunn déi Procès-verbalen net méi all nogelies - manifestement den Direkter vum Geheimdéngscht net gemaach. Ech si jo selten an déi parlamentaresch Kontrollkommissioun geruff ginn. Dir hat lech jo drop kapriziéiert, mam Direkter vum Geheimdéngscht ze schwätzen, ouni e Soin ze huele fir d'Datume mat mir ofzespriechen, sou dass ganz dacks et esou war, dass den Direkter vum Geheimdéngscht alleng hei war.

Wier ech hei gewiescht, hätt ech - ech froe mech dat elo, well Der mech dat frot - dat och nach net onbedéngt gesot, well ech, an deem Moment wéi ech et gewuer gi sinn, kloergemaach hunn, dass dat net mat menger Zoustëmmung géif geschéien, well ech keen explikative Grond gesinn hunn, firwat dass den Här Reuter géif eng Wunneng vum Geheimdéngscht bezuelt kréien, a well ech dat jo gemengt hat ofgestallt ze hunn duerch meng kloer Indikatioun, dass ech dat net wéilt.

Dobäi kënnt, mä ech ginn zou, dass dat doten ee Fall besonneschen Ustréches ass, dass ech net weess, wien an deene Wunnengen, déi de Geheimdéngscht ënnerhält, fir mat senge Quellen ze schwätzen, wunnt. Ech weess dat ganz einfach net. Ech froen dat och net, well ech mech awer net kann an all Millimeter vun der geheimdéngschtlecher Aktivitéit, an deem ech mech informéiere géif doriwwer, amëschen. Dat ass net mäi Genre. Ech loossen déi Leit hir Aarbecht maachen.

Ech weess net, wéi vill Wunnengen dass et gëtt. Et gëtt mer gesot: dräi, véier, mä ech weess net ob dat stëmmt, „mais tout de même pas les rues de la capitale". An ech hu Verständnis dofir, well dass et déi Wunnenge gëtt, dat weess ech, dass esou Wunnenge gebraucht ginn aus evidente Grënn vu Geheimhalung, mä ween an deene Wunnenge vorübergehend hébergéiert ass oder dohinner bestallt gëtt, dat weess ech net. An ech fannen och, dass ech dat net muss wëssen. Dat ass eng alldeeglech Aarbecht, déi de Geheimdéngscht mécht, a wann ech da gewuer ginn, an ech sinn et eng Kéier gewuer ginn, dass een an deene Wunnenge sëtzt, deen net an déi Wunnenge gehéiert, well ech keng geheimdéngschtlech Relatioun do kann erkennen, maachen ech kloer, dass ech dat net wéilt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Huet den Här Mille lech da keng Explikatioune ginn, firwat en dat gemaach huet?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Mille huet mer doriwwer keng Explikatioun ginn an ech hunn och keng gefrot,...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...well ech hätt gär gehat, dass dat géif direkt ophéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir wosst och net, datt den Här Reuter während enger längerer Zäit eigentlech Mataarbechter war vum Service?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net ob den Här Reuter Mataarbechter vum Service war. Ech hunn mech elo kundeg gemaach. De jëtzegen Direkter vum Geheimdéngscht seet mer, den Här Reuter wier ni eng Source vum Geheimdéngscht gewiescht. Dat kann och den Här Mille mer gesot hunn, wat mech jo ipso facto dozou muss bréngen, fir ze soen, dass een net soll virufueren dee Loyer vum Här Reuter ze bezuelen, wann e keng Source ass. A firwat dass en hätt sollen eng Source sinn, konnt mer zu kengem Moment däitlech gemaach ginn, well ech jo och de Virlaf vun deem Dossier, deen den Här Reuter betrëfft, net méi am Detail kennen, mä awer grosso

modo nach kennen, well d'Chamber huet jo - ech mengen, esouguer duerch en unanimë Vote, wa meng Erënnerung...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jojo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...richteg ass - den Här Reuter vu sengen Aufgaben entbonnen, a mir ass dat spuenesch, polnesch a schwäizeresch virkomm, dass dee Loyer soll bezuelt ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech sinn e bëssen iwwerrascht ze héieren, datt Der net wollt wëssen, wat den Här Reuter an deem Appartement dann do gemaach huet a wat d'Beweeggrënn vun eenzelne Leit, déi dat décidéiert hunn am Service de Renseignement waren, fir den Här Reuter do ze logéieren op Käschte vum Service de Renseignement. Wann ech dat also richteg verstanen hunn, da sot Dir, Dir wéisst net, wéi laang datt en do souz, bis Der et gestoppt hätt. Dir hutt och gesot, Dir géingt net wëssen, wéi laang datt en duerno nach dra gewiescht wär. An Dir hätt net insistéiert erauszefannen, firwat datt en do géing sëtzen. Dir hutt also och keng disziplinaresch Moossnam ënnerholl géint déi Leit, déi dat doten décidéiert hunn, wat jo awer offensichtlech net an der Aufgab vum Service de Renseignement läit, fir Leit iwwert déi doten Aart a Weis ze logéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et läit am Aufgabeberäich vum Geheimdéngscht, fir esou Wunnengen ze ënnerhalen, fir mat hire Quelle kënnen ze schwätzen. Deem läit näischt Illegales zugrond.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat war jo hei net de Fall.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Pardon?

M. Claude Meisch *(DP).*- Et gesäit jo net derno aus, wéi wann dat hei an deen dote Fall géif falen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu jo gesot, dass ech mech ëmfrot hunn, ob den Här Reuter jeemools eng Source war. E war dat ni. Dat gëtt mer gesot. Ech kann dat jo net kontrolléieren, mä dat gëtt mer gesot.

An ech hunn, à partir vun deem Moment, wou ech Kenntnis dervun hat, dass den Här Reuter géif hébergéiert ginn, gesot, dat misst direkt ophéieren, well ech einfach net gesinn, wisou a firwat eng speziell Relatioun tëscht dem Geheimdéngscht an dem Här Reuter sollt bestanen hunn oder sollt opgebaut ginn. Ech hu par la suite mer soe gelooss, den Här Reuter wär materiell schlecht dru gewiescht, wat ech net kann iwwerpréiwen, an dofir wier dat gemaach ginn. Mä mir ass ni ee plausible Grond genannt ginn, firwat dass déi Praxis do géif bestoen.

M. Claude Meisch *(DP).*- An Dir hutt net insistéiert dat erauszefannen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn drop insistéiert, dass déi Praxis géif direkt agestallt ginn. Dat hunn ech als déi Aufgab emfonnt, déi ech dee Moment hat, wat mer keng plausibel Grënn fir deen Openthalt vum Här Reuter a soi-disant geheime Wunnenge vum Geheimdéngscht ubelaangt.

Ech si, contrairement zu aneren - déi Stëmm mécht sech jo ëmmer méi breet - net een, dee wulle geet, sauf wann et ëm ganz grave Virgäng sech handelt, fir erauszefanne wéi a wat. Ech sinn derfir do, fir derfir ze suergen, dass eppes, wat mer net normal erschéngt a wat mer net plausibel kann duergeluecht ginn, fir dass dat agestallt gëtt, wann ech et da gewuer ginn. An ech sinn dat gewuer ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir waart also der Meenung, datt et eng falsch Décisioun war, fir den Här Reuter do ze logéieren op Käschte vum Service. Dir sidd awer net géint déi Leit virgaangen, déi dat décidéiert hunn? Disziplinaresch?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Lauschtert emol... Pfff.

M. Claude Meisch *(DP).*- An Dir hutt och net d'Kontrollkommissioun informéiert doriwwer?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et gëtt Leit, déi hunn eng grouss Freed drun, hir Autoritéit doduerch ënner Beweis ze stellen, dass se Affaire-disciplinairë déclenchéieren à tort et à travers an och do, wou et heiansdo ubruecht wier.

Ech hu festgestallt, dass ech dat net wëllt, well et mer net konnt erkläert ginn. An ech hunn drëm gebieden, fir dat anzestellen. Wann ech elo all Kéier muss nofroen, wien, wou a wat fir Wunnenge vum Geheimdéngscht ënnerbruecht ginn ass... Onofhängeg dervun, dass et onklug ass iwwert d'Tatsaach öffentlech ze schwätzen, dass de Geheimdéngscht Wunnengen ënnerhält aus Grënn vun der Protectioun vu senge Sourcen. Mä dat... Ech wiere mech net méi géint déi Zort vun Totaltransparenz.

Wann ech all Kéier froen: „Wien ass an deene Wunnengen? Firwat ass deen an de Wunnengen?", a wann ech dann zur Schlussfolgerung kommen: „Deen huet net an déi Wunneng gehéiert," wéi wann ech dat kéint selwer appreciéieren, an dann all Kéier eng Affaire disciplinaire déclenchéieren, wann een an enger Wunneng sëtzt, vun deem ech mengen, en dierft net an déi Wunneng goen, da kënnte mer eventuell lëschtegen Zäiten entgéintgoen.

Mä dee Fall do, dee konkrete Fall...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et geet jo net ëm...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...vum Här Gérard Reuter huet mer esou onplausibel an esou extraordinaire geschéngt, dass ech an engem séiere Gespréich gesot hunn: „Stop it", well ech net gesinn hunn, wisou a firwat dass dat géif geschéien. Soll ech elo den Direkter vum Geheimdéngscht oder deen, dee fir d'Gestioun vun deene Wunnengen zoustänneg sinn, mat enger Affaire disciplinaire behellegen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä, entschëllegt just...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dann all Kéier am Detail nofroe goen: „Wien ass do a firwat ass en do ?"

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä, Här Premierminister, entschëllegt. Mir mussen awer zouginn, et geet jo hei net ëm iergende Personnage. Kommt, mir sinn awer... Kommt, mir schwätzen awer... Et geet hei ëm de Gérard Reuter, fréiere President vun der Chambre des Comptes - nach eng Kéier -, dee vun der Chamber suspendéiert ginn ass vum Déngscht. Et ass net iergenden Témoin oder iergendeen, soss een dohinner gesat ginn, mä ʻet ass schonn e Personnage, wou e ganzen historesche Rateschwanz hannendrunhänkt, dee beim Stat bekannt war.

An duerfir ass et awer net - fir mech net - novollzéibar, datt Der net där Saach méi nogaang sidd, firwat datt de Service deen dote grad do logéiert huet. Dat ass jo awer... Dat muss een dach... Ech mengen, et muss een awer de Leit dobausse kënne kloermaachen, firwat datt de Gérard Reuter, dee beim Stat quasiment an d'Pensioun geschéckt ginn ass, well de Stat net mat em zefridde war, dono vum Stat eng Wunneng bezuelt kritt, an dann de Premierminister dat feststellt an doduerjer... an dorausser keng Konsequenz gezunn huet. Dat kann ech net novollzéien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn d'Konsequenz gezunn, dass dee Loyer net méi dierft vum Service de Renseignement oder vun enger anerer staatlecher Instanz bezuelt ginn. Ech hu mech net iwwerzeege gelooss duerch Elementer, déi hätte kënne virbruecht ginn, dass et plausibel wier, dass esou eppes géif geschéien.

Et ass dʻailleurs och fir d'Éischt, dass ech an esou enger Affär ze intervenéieren hat, well et ass deen éischte Loyer, deen de Geheimdéngscht bezilt oder wou de Geheimdéngscht d'Wunneng zur Verfügung stellt, wou ech et iwwerhaapt gewuer gi si mat engem konkreten Numm a mat enger konkreter Identitéit, dass een an esou enger Wunneng géif wunnen.

Elo hunn ech munch Radiosgespréicher an anerer héieren, wou dann d'Vermutung opgestallt gëtt - déi läit jo no -, dass den Här Reuter déi Wunneng zur Verfügung gestallt kritt hätt, well e soss geschwat hätt. E soll schwätzen, wann en eppes ze soen huet. Jiddefalls déi tendenziell Impressiounsgebung, déi geschitt ass, wéi wann den Här Reuter Saache wéisst, vun deenen d'Regierung, de Stat oder ech net wëllt, dass e se géif soen,

déi stëmmt net. Dir musst lech un de Gedanke gewinnen, dass de Statsminister net erpressbar ass, duerch keen an duerch näischt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Här Statsminister, Dir hutt gesot, Dir hätt, wéi Der dat gewuer gi sidd, hätt Der gesot, dass dat misst mat sofortiger Wirkung ophéieren. Dat war 2007/08, mengen ech. Elo ass d'Realitéit jo awer esou, datt den Här Reuter haut nach ëmmer an deem Appartement ass. An duerfir meng Fro.

Den Här Schneider, dee jo dat Appartement iwwerholl huet, deen huet jo awer ausgesot, datt e gesot kritt hätt vum Service de Renseignement, hie sollt dat Appartement iwwerhuelen, fir datt den Här Reuter kéint do dra kommen, an e géif dann indemniséiert gi vum Service de Renseignement iwwer iergendwéi Beschäftegungen, déi e vläicht momentan mat senger neier Gesellschaft, d'Société Sandstone, kéint kréien, an datt am Fong eréischt den neien Direkter, wéi dee komm ass, deen dat net gewollt huet. An du wier ëm zougedroe ginn, en hätt jo och vun der SNCI bei der Grënnung vu senger Sociétéit eng Hëllef kritt vun enger Millioun, esou datt en am Fong kéint - wéi soll ech soen? - déi Déngschtleeschtung bréngen.

Dat heescht, en huet ni offiziell eppes vum SREL kritt. Den neien Direkter huet och refuséiert em eppes ze ginn, laut Aussoen, déi gemaach si ginn. Mä d'Tatsaach ass, datt en nach ëmmer dra sëtzt an datt e vun Sandstone de Loyer bezuelt kritt.

Meng Fro ass: Sidd Dir dann duerno net informéiert ginn, datt en nach ëmmer an där Wunneng wier bis haut? An huet den neien Direkter, den Här Heck, lech net op déi Problematik opmierksam gemaach?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn am Geheimdéngscht selwer däitlech gemaach, dass ech net wëllt, dass den Här Reuter op Käschte vum Service de Renseignement géif logéiert ginn. Ech gesinn och net an, firwat dass dat esou soll sinn.

Ob den Här Reuter nach an enger Wunneng wunnt, déi dem Geheimdéngscht gehéiert, kann ech verneinen, well den aktuellen Direkter seet mer, dat wier net de Fall. Ech hunn zougedroe kritt - ech mengen, och erëm iwwert de Radio, mä ech kann dat net genau soen -, dass d'Behaaptung opgestallt ginn ass, de Geheimdéngscht hätt den Här Schneider gebieden a senger Qualitéit als Patron vu Sandstone hien ënnerdaach ze bréngen. Dat ass mir net bekannt gewiescht. Dat hunn ech och ni veranlasst. Firwat soll ech veranlassen, dass eng Privatfirma een hébergéiert, wann ech veranlasst hunn, dass de Service de Renseignement dat net soll maachen?

Ech hunn och héieren oder gelies - bei eiser Medienvielfalt weess een net, wie wat fir Meldungen an d'Welt setzt -, dass d'SNCI besonnesch Ustrengunge quasi gemaach hätt, fir déi Firma Sandstone ze grënnen. En Numm, deen ech en fait eréischt an engem Interview, wat den Här Nico Graf mat mer gemaach hat, nodeem bekannt gi war, dass den Här Mille dat Gespréich, dat berühmtent, mat mir opgeholl huet, hat den Här Graf/RTL mech iwwer Sandstone gefrot, an ech hunn em gesot: „Wat ass dat Sandstone?“, well ech effektiv net wosst, wat Sandstone wier.

Ech géif Iech bieden, well doriwwer hunn ech mech natierlech och renseignéiert opgrond vun deene Meldungen, déi do komm sinn: Jo, beschlagnahmt dat, den Dossier bei der SNCI, deen driwwer renseignéiert, wéi déi Firma do constituéiert ginn ass.

Ech hu mech beim deemolegen Direkter vun der SNCI an dem heitege Chef vun der Zentralbank renseignéiert, ob do eppes Extraes war, well jo och heiansdo behaapt ginn ass - ech weess net méi wou -, de Stat selwer - dat heescht ech; alors que l'État ce n'est pas moi -, verfügt hätt Sandstone misst all méiglech Hëllefe kréien, a Sandstone misst iwwerhaapt an den Genos vu staatlechen Opträg kommen. Alles dat stëmmt net.

Mir gouf gesot vu Säite vun der SNCI, dass deen Dossier entwéckelt a behandelt ginn ass wéi all aneren. En ass duerch de Verwaltungsrot vun der SNCI gaang. Do sëtzt jo dran, wie mer wëssen. Da musst Der Iech à la source renseignéieren. Jiddefalls ass vu mir ni an zu kengem Moment, an ech denken och net vum Wirtschaftsminister a vu soss kengem, een Ustouss komm, fir deen Dossier do op eng besonnesch favorabel Aart a Weis ze traitéieren.

Ob Sandstone haut nach de Loyer fir den Här Reuter bezuelt, weess ech net, geet mech en fait och näischt un. Well Sandstone a SREL, Sandstone a Stat, dat si séier getrennten Entitéiten.

Fir de Rescht maacht Der Referenz un Aussoe vum Här Schneider, déi ech net kennen, well se si manifestement net an öffentlecher Sëtzung gemaach ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch nach.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo. Dir hutt zu engem gewëssenen Zäitpunkt, ech mengen, dat war Enn 2005, Ufank 2006 e Briefing gemaach kritt, wou et och ënner anerem ëm den Här Reuter gaangen ass, wou - dat Dokument, wat eis och do virläit, dat beleet dat - Verstréckungen, angeblech Verstréckunge vum Här Reuter a Blanchiments-Réseauen do virgestallt gi si vun de Responsable vum Service de Renseignement. Déi Informatiounen huet awer keen un d'Justiz weiderginn, obschonn dee Moment nach e Prozess géint den Här Reuter hei am Land gefouert ginn ass an obschonn op anere Plaze wéinst ähnleche Vergehen, déi kéinten an déi doten Affär erareechen, nach enquêtéiert ginn ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu mer dat Dokument, wat Der hutt, och elo emol erëm zougänglech gemaach, well dat war eng Powerpoint-Presentatioun vum Geheimdéngscht iwwer eng aner Affär. Wéini ass dat? Wéini sot Der, wier dat gewiescht? Ech hunn deen Datum nämlech net kënnte rekonstruéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech war net derbäi. Dir musst derbäi gewiescht sinn, mä...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Dir waart och scho bei ville Saachen net derbäi...

M. Claude Meisch *(DP).*- ...et gouf eis gesot, et wier Enn 2005, Ufank 2006 gewiescht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech ka mech net méi dorun erënnere wéini dass dat war. Ech weess net genau wéini dass dat war. Mir mengen, duerch Recoupement vun dësem a vun deem, dat wier 2006 gewiescht. Do ass mer eng

Presentatioun gemaach ginn iwwer eng aner Affär, déi och Accointancen hat mat gréisseren Affären an Nopeschlänner.

An à la lecture vun deenen Elementer, déi Stécker vun der Powerpoint-Presentatioun waren, an un déi ech keng prezis Erënnerung hat, hätt ech net déiselwecht Dokumenter kritt elo, déi Dir hutt, hunn ech fonnt deemools, dass dat eng Affär wier, déi de Geheimdéngscht an éischter Plaz näischt géif ugoen.

Well ech hunn ëmmer drop geuecht - wann Der mer awer sot, dat wier falsch, dann ass et Zäit, fir mer dat ze soen, oder mengem Nofolger ze soen -, dass wann et ëm Affäre geet, déi mat der Justiz ze dinn hunn, ëm Affäre geet, déi e kriminellen Zouschnëtt hunn, ëm, fir et einfach auszedrécken, Polizeiaffäre geet, dass de Geheimdéngscht u sech sech sollt vun deene Saachen ewechhalen.

Ech sinn dervun ausgaangen, dass, vu dass et regelméisseg Rencontrë gëtt - déi si mer och matgedeelt ginn, d'Tatsaach, dass et déi gëtt - tëscht dem Geheimdéngscht, der CSSF, dem Parquet financier, dem Procureur, dass déi Elementer, déi de Geheimdéngscht do mengt festgestallt ze hunn, géifen och deene fir d'Strofverfolgung zoustännegen Instanzen zougänglech gemaach ginn. Dat war déi üblech Praxis, dass soubal wéi de Geheimdéngscht zu Erkenntnisser kënnt, déi op kriminell, penal, strofbar Aktivitéiten hiweisen, Meldung gemaach gëtt un déi dofir zoustänneg Autoritéiten.

Dat gesäit d'ailleurs den Text vum Geheimdéngscht selwer vir a sengem Artikel, ech mengen, 3 - mä ech sinn net ganz sécher -, dass et zu regelméissegen Échangë kënnt an dass de Geheimdéngscht deenen Autoritéiten, deene judiciairen, administrativen a polizeilechen Autoritéiten déi Informatiounen zougänglech mécht, déi si eppes uginn an déi de Geheimdéngscht par la bande oder op eng konzentréiert Aart a Weis erausfonnt huet, ergo dass ech konnt dervun ausgoen, dass dat géif geschéien, insofern wéi de Geheimdéngscht selwer géif fannen, dass déi Informatiounen, déi en do zesummegedroen huet a wou d'Sourcë mer net ëmmer ganz evident schéngen a wou d'Beschafungsweeër mer och net ganz evident schéngen, à la relecture vun deenen Elementer, déi och d'Kommissioun zougestallt kritt huet.

Wa Belaaschtbares do ass, sinn ech dervun ausgaangen - an dat ass och dacks geschitt, dat hunn ech da spéiderhi festgestallt -, dass de Geheimdéngscht säi Wësse mat deenen Autoritéiten hei am Land géif deelen, déi fir Strofverfolgung zoustänneg sinn. Ob de Geheimdéngscht dat gemaach huet, weess ech net. All déi Aspekter, déi notamment de Stay behind betreffen, well an deem Gespréich och scheinbar Rieds war iwwer Stay behind, war mäi Wëssensstand op deem, dass sech ëm déi Affäre bekëmmert ginn ass.

Déi Affär, déi grave Affär um Fong, déi betrëfft aner Autoritéite wéi de Geheimdéngscht. De Geheimdéngscht ass keng Strofverfolgungsbehörde. En huet just deene säi Wësse matzedeelen. D'Praxis ass - déi kennen ech awer -, dass wann de Geheimdéngscht bei sengen Aktivitéite strofbar eppes feststellt a sech mam Parquet „ins Benehmen" setzt, an dass déi zwee dann - doriwwer ginn ech net consultéiert - jugéieren, ob de Geheimdéngscht soll virufuere mat sengen Aktivitéiten, fir méi Wëssen ze sammelen, oder ob dat direkt d'Autoritéitszoustännegkeet wiesselt.

Well heiansdo ass et esou, dass de Geheimdéngscht op Pisten ass, déi hie selwer ka besser poursuivéiere wéi d'polizeilech Autoritéiten. Mä ech war ëmmer dergéint, dass de Geheimdéngscht, andeems en de Parquet géing an Onkenntnis loossen, un Affäre géif weiderschaffen, déi e kriminellen Zouschnëtt hunn. Well dofir ass d'Police, d'Police judiciaire, zoustänneg, de Parquet zu engem gewëssene Mooss an net de Geheimdéngscht. De Geheimdéngscht ass keng Polizei.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- De Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'accord, de Geheimdéngscht ass keng Polizei. Mä hei ass en op Faite gestouss, déi jo awer d'Implikatioun vum Geheimdéngscht virdrun, vum Virgänger vum Geheimdéngscht, 1985, d'Implikatioun dovunner an déi Bommeleeër-Affär anscheinend jo beluecht soll hunn, déi Elementer, iwwert déi e verfügt huet. Dat heescht, de Geheimdéngscht informéiert lech iwwer eng Virgehensweis, déi lech awer och misst als politesche Verantwortleche vum Geheimdéngscht interesséieren, och wa se an der Zäit war vun Ärem Virgänger, dem Här Santer. Déi Piste Stay behind...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wollt nëmmen, wann Der erlaabt...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wann ee seet Stay behind, da seet een natierlech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wollt dass mer dat e bëssen uerdnen. Ech wollt op déi Staybehind-Geschicht e bësse méi spéit zréckkommen, dass mer elo vläicht Reuter, Loyer, déi finanziell Froen, et sinn nach zwou kleng finanziell Froen, déi opgedaucht sinn, déi ech och gären awer hei ugeschnidden hätt, dass mer déi Volete vläicht géifen ofhaken. An da géife mer op de Volet Stay behind kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mengen, den Här Meisch wollt nach eng zousätzflech Fro stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt nach eng Kéier nofroen. Ech mengen, mir leien do eigentlech op enger Linn, datt dat doten, wann de Service de Renseignement eppes mierkt, wou géint Gesetzer verstouss ginn ass, datt en dann der Justiz dat iwwerspillt, an datt d'Justiz muss hirer Aufgab nogoen. Dat war justement meng Fro: Ass dat hei geschitt?

Dir sot, dat wier eng üblech Praxis gewiescht. Souwäit mir et haut wëssen, mä mir hu sécherlech net de volle Kenntnisstand doriwwer, ass et net geschitt. Dat war eigentlech meng Fro: Ass dat geschitt? Well et ass jo awer fir eppes gewiescht, wat eng gewëssen Importenz muss gehat hunn. Et ass an engem Briefing lech matgedeelt, wou Dir als Statsminister present waart, als Chef vum Service de Renseignement. De Justizminister war och nach derbäi an der Qualitéit als Justizminister, eventuell als Finanzminister. Dat sief emol dohinnergestallt.

D'Fro ass: Firwat hutt Dir net insistéiert, och no deem Briefing, wëssend vläicht, datt e Prozess nach am Lafe wier, wou dat doten eng Roll kéint spillen, datt et un d'Justiz géing verséiert ginn, an och vläicht wëssend oder net wëssend, datt sechs Méint virdrun eng Commission rogatoire vum Frankräich gefrot ginn ass wéinst enger anerer Affär, déi Der virdrun och, ouni se mam Numm ze nennen, mengen ech, awer ugeschwat hutt, wou déi Informatiounen, déi hei an dësem Dossier sinn, och relevant hätte kënne gewiescht sinn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wosst manifestement net, dass eng Commission rogatoire an deem méi breeden Zesummenhang am Kader vun deem dee Briefing vum Geheimdéngscht stattfonnt huet, eis zougestallt gi war, well ech ginn net iwwert d'Commission-rogatoiren informéiert. Ech sinn dervun ausgaangen, dass et bei der üblecher Praxis géif bleiwen, dass wa Belaaschtbares do wier, dat an eng Richtung géif hiweisen, wou Strofverfolgungsbehörde mussen antrieden, dass déi bei deem normalen Échange de vues, deen tëscht den Autoritéiten, also Geheimdéngscht an deenen aneren, datt déi Saach géing zur Sprooch kommen.

Heiansdo ass et esou, dass de Geheimdéngscht mech freet - ech hu kee konkret Beispill present, a wann ech et hätt, géing ech et net soen an öffentlecher Sëtzung -, mech freet: Solle mer dem Parquet dat elo soen? A meng Regeläntwert ass: Sot dem Parquet dat a schwätzt lech mam Parquet of, wie wat fir Piste viru verfollegt, an dann trëtt Der deen Dossier esou séier wéi méiglech of!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass hei net gefrot ginn an dësem Kontext?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass... Ech ka mech net méi un all Detail vun deem Gespréich erënneren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass awer ëmmerhin ëm eng Affär gaangen, déi weltwäit Importenz hat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä...

Ech hunn öfters mat... Pardon!

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass awer ëmmerhin ëm eng Affär gaangen, déi jo net lokal oder national Importenz hat, mä eng international Importenz hat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat sot Der ganz richteg.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo. Do hätt ee sech d'Fro jo awer missen dräimol stellen, wann se üblecherweis gestallt ginn ass. Firwat ass se hei net gestallt ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Do muss een sech... Wann et ëm Affäre geet, oder ëm vermeintlech Affären, wou aner Staten involvéiert sinn, dann hunn ech als Statsminister ganz aner Froen ze stelle wéi déi, déi Dir hei stellt. Trotzdeem ännert dat näischt drun, dass ech dovun ausgaange sinn, dass bei den normale Meenungsaustausch oder Informatiounsaustausch tëscht deene verschiddenen Autoritéiten, wann dat dann an den Ae vum Geheimdéngscht als definitiv belaaschtbaart Beweismaterial géif agestuuft ginn, dass de Geheimdéngscht doriwwer géif informéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ass et net éischter un der Justiz fir ze décidéieren, ob et Beweismaterial ass, wat belaaschtbar ass oder net?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass selbstverständlech un der Justiz, fir dat ze soen, a selbstverständlech ass et un deenen, déi Informatiounen hunn, wa se da belaaschtbar sinn an hiren Aen, quitte dass d'Justiz dat in fine muss feststellen, dass déi déi Informatioune viruginn. Ech ka mer d'Liewen och einfach maachen, ech wäert mer dat och fir de Rescht vu menger Amtszäit ganz einfach maachen. Soubal wéi ee mer eppes seet, soen ech engem aneren et och! C'est la vie facile! Soubal wéi ee mer elo eppes seet, soen ech: „Ah! Okay!". Ech huelen den Tëlefon, ech mellen et.

Ech entzéie mech där Noutwendegkeet, déi ech heiansdo hat, fir mer selwer eng Meenung iwwer eppes ze maachen. An ech hu mer iwwert déi ganz Virgäng do am Zesummenhang mat där méi breeder Affär keng Meenung gemaach, well et ass extrem komplizéiert, wéi och déi Piècen, déi Iech virleien, dat jo och weisen. Dir kënnt Iech jo och kee Reim op alles dat do maachen, kee geschlossene Reim. Mä vu mir verlaangt Der: Et dréit ee mer dat vir, ech bekäppen dat direkt an ech huelen den Tëlefon an ech soen: Gitt derwidder! Sou einfach ass et net, mä dat ännert näischt drun, dass ech Grond hat dovun auszegoen, dass déi Informatiounen, déi den Déngscht hat, géife gedeelt gi mat deenen Autoritéiten, déi fir d'Strofverfolgung zoustänneg sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hutt Der dann nach eng Kéier duerno festgestallt, datt dat net geschitt ass?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn déi Saach net weider suivéiert. Ech hunn och net agesinn, firwat dass ech se soll weider suivéieren. Dir sot och ëmmer: Do ass nach ee Prozess géint den Här Reuter gelaf. Dat wosst ech net. Ech verfollege jo net Prozesser, déi zu Lëtzebuerg lafen. Dat wosst ech net. Mä dat hätt och fundamental näischt geännert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch nach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Ech hunn nach zwou Froen. Déi éischt, bon, op Basis vun där Powerpoint oder deem Rapport, wéi een et wëll nennen, deen de Service lech jo gemaach huet, wou den Här Reuter jo awer eng wichteg Roll spillt, dat ass jo dann 2006/2007 gewiescht, do gëtt et jo nach méi verréckt, wéi Der du festgestallt hutt, datt deen nämlechte Service, deen esou ee Rapport mécht iwwert den Här Reuter, en duerno an eng Wunneng setzt op Statskäschten.

A spéitstens do hätt Der lech awer vläicht misse jo dann awer mam Service ënnerhalen a méi detailléiert froen, wat dat ass. Dofir ass jo och meng Fro hannendrun: Wéini sidd Der dann iwwerhaapt gewuer ginn oder vu wiem sidd Der gewuer ginn, datt den Här Reuter an där Wunneng do séiz op Käschte vum Service de Renseignement?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéini dass ech dat genau gewuer gi sinn, weess ech net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- A wien huet lech et da gesot? Duerch wat sidd Der...?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Net den Direkter vum Geheimdéngscht. Ech sinn et aus dem Geheimdéngscht eraus gewuer ginn. Dat ass mer als Informatioun duergaang. An dunn hunn ech gesot, dat misst ophéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, dat ass jo awer schonn e weidert Zeechen, datt an deem Service hannen a vir näischt méi fonctionnéiert huet. Wann Dir aus dem Service eraus esou e gravéierende Fait gewuer gitt, net vum Direkter, mä vun iergendengem da vu bannen, dat heescht jo dann, datt de Service bannendra vu vir bis hannen net méi konnt fonctionnéieren, datt do de Wuerm dra war vu vir bis hannen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, ob den Direkter gemengt huet, hie misst mech doriwwer informéieren, wie vum Geheimdéngscht a wat fir enge Wunnengen…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Nee, dat…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...vorübergehend hébergéiert géif ginn. Dat huet en och ni gemaach, och a kengem aneren...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat brauch en och net. Mä awer hei geet et net ëm iergendeen, hei geet et net ëm iergendeen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech doriwwer nodenken - dat hunn ech selbstverständlech gemaach -, hätt ech et normal fonnt, dass ech déi Informatioun vum Direkter vum Geheimdéngscht selwer kritt hätt, well ech nämlech dovun ausgoe wëll, dass den Direkter vum Geheimdéngscht dat och gewosst huet.

Vu dass ech awer mam fréieren Direkter vum Geheimdéngscht kee Kontakt hunn, well Dir fannt, dass dat sech verbitt, weess ech de Moment net, ob de fréieren Direkter vum Geheimdéngscht vum éischten Dag un, wou dat geschitt ass, dat wosst. Mä ech leeë grousse Wäert drop, dass ech gesot hunn, déi Praxis misst direkt agestallt ginn. Firwat beschäftegt Der lech eigentlech net dermat, dass ech gesot hunn: „Haalt op domat!"?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Majo, well dat eng ganz wichteg Fro ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech fannen, dass et eng wichteg Fro ass, wann ech gewuer ginn, dass den Här Reuter...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass eng ganz wichteg Fro, Här Premierminister, an Zesummenhang mat... Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Dir hutt der parlamentarescher Kontrollkommissioun 2008 den Optrag ginn, si soll emol analyséieren op Basis vun den Erfahrungen, déi se gemaach huet tëschent 2004 an 2008 - dat heescht

genau déi do Period -, wéi de Service fonctionnéiert, wou ee Verbesserunge kéint maachen, wou d'Gesetzer kéinte gebessert ginn. An Dir wësst Bescheed, datt de Service esou grave dysfonctionnéiert wéi an deem hei Fall an Dir informéiert d'Kommissioun net. Dir hutt vläicht dann dem Här Mille gesot, hie soll eis dat soen, mä ech mengen dat geet jo an deem hei Fall net duer. Et deet mer leed, Dir hätt menger Meenung no do missen d'parlamentaresch Kontrollkommissioun vun deem do Fait informéieren, well soss stellen ech mer wierklech Froen, firwat datt déi do war déi fënnef Joer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Huet déi parlamentaresch Kontrollkommissioun mech eng Kéier iwwert de Fonctionnement vum Geheimdéngscht héieren?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also déi parlamentaresch Kontrollkommissioun, déi huet lech an deene fënnef Joer oder an deene véier, fënnef Joer net vill gesinn. Ech wëll lech awer just nëmmen da soen, wann Der schonn dobäi sidd: Ech hu mindestens iwwer ee Joer - hei ass e Rapport, mir wäerten deen herno diskutéieren -, iwwer ee Joer hunn ech versicht mat lech e Rendez-vous ze kréien, fir mat lech iwwert dee Rapport ze diskutéieren. Dir hat vläicht gutt Grënn...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wat fir ee Rapport?

M. François Bausch *(déi gréng).*- De Rapport, deen Der bestallt hutt bei der Kommissioun, wou et précisément geet ëm de Fonctionnement vum Service a wou mer herno wäerte feststellen, dass an deem Rapport do ganz villes drasteet, wou vill Undeitungen och schonn drastinn, obscho mer net alles wossten déi Zäit, wat mer haut wëssen, wat schifgelaf ass. Ech hu während engem Joer kee Rendez-vous bei lech kritt. Dat mag vläicht gutt Grënn hunn, mä dofir kommt net heihinner a sot, mir hätten ni probéiert bei lech Rendez-vousen ze kréien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, nee, nee.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech bleiwen derbäi: Dir hutt mir keng zefriddestellend Äntwert ginn, firwat Dir iwwer esou e graven Dysfonctionnement net de Reflex hat, fir d'office de President vun der Kommissioun oder och d'ganz Kommissioun ze

kontaktéieren. Dir hutt et jo och gemaach 2009, wéi déi ganz Geschicht komm ass mat der Auer. Dunn hutt Der de Reflex gehat, hei net. Wa mir déi do Saache gewosst hätten, hätte mir kënne ganz aner Enquêtë maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Onofhängeg dovun, dass ech net mengen, dass Der da ganz aner Enquêtë gemaach hätt, ass et esou, dass ech, wéi ech dat gewuer gi sinn - ech widderhuele mech fir d'siwwenzéngte Kéier, pour faire avancer le débat -, dass ech gesot hunn, déi Praxis misst agestallt ginn. Hunn ech net mam President vun der Kontrollkommissioun doriwwer geschwat?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt dat net gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, Dir waart awer net President vun der Kommissioun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ma nee, mä och de Virgänger wosst et net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess et net, da musse mer dee froen. Ech...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ma da froe mer deen, well mindestens huet de Virgänger, wann deen dat soll gewosst hunn,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech schléissen net aus...

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...da géing ech et relativ speziell fannen, wann deen d'Kommissioun net...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also éischtens emol, dat do geet jo op den Här Goerens.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann et een hei am Land gëtt, deen ech héich estiméieren, dann ass et den Här Goerens.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech schätzen den Här Goerens och ganz héich an. Dat huet näischt mat der Fro ze dinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jojo. Mä lauschtert emol. Dir hutt... Dir leet hei Einlagen an, déi en fait mech zu iwwerraschende Momenter transportéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mech awer net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kann net ausschléissen, dass ech mam Goerens doriwwer geschwat hunn. Ech kann awer och net fest feststellen, dass ech mam Här Goerens doriwwer geschwat hunn. Hien erënnert sech drun. Ech ka mech net drun erënneren, dass ech et gemaach hunn, mä et ass awer duerchaus méiglech, dass ech et gemaach hätt. An ech géif ganz gutt verstoen, dass Der Iech géift opregen, wann an deem Moment, wou ech et gewuer gi sinn, ech mer einfach gesot hätt: Looss déi Saach weiderlafen. Ech hu gesot: Déi Saach, déi muss gestoppt ginn, well ech net agesinn, firwat dass dat geschitt.

E Fonctionnement vum Geheimdéngscht, wou ech e Rapport gefrot hat bei Ärer Kontrollkommissioun a wou ech an der parlamentarescher Kontrollkommissioun virun enger gewëssener Zäit zu Protokoll ginn hunn, dass ech e ganze Koup vu Recommandatiounen, déi gemaach si ginn, wéilt an deem Projet de loi iwwerhuelen, do komme mer jo herno nach drop. Ech selwer sinn zum Fonctionnement vum Geheimdéngscht net vun der Kommissioun gehéiert ginn. Ob ech dann eigentlech gesot hätt: „An da wollt ech Iech och nach soen: Do gëtt eng Wunneng bezuelt vum Geheimdéngscht, déi de Gérard Reuter bewunnt", dat weess ech franchement net, well mir ass et drëm gaang, dass déi Praxis géif agestallt ginn.

A mir ass et net drëm gaang do eternell Ursaachefuerschung ze maachen. Déi maachen ech elo, ënner anerem wéinst den Hiweiser, déi ech elo mengen ech radiofonesch zougedroe kritt hunn - a Gott sei Dank -, wéi wann den Här Reuter hébergéiert gi wier fir

ze verhënneren, dass e géif schwätzen. An ech soen lech: Dat stëmmt net! Ech weess net, wat den Här Reuter kënnt u Spannendem d'Regierung oder de Statsminister betreffend erzielen.

Wann en eppes ze erzielen huet, da soll en dat maachen. An da komme mer wahrscheinlech an de Virgäertche vu senger parlamentarescher Entloossung.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, ech mengen, en huet jo d'Geleeënheet. Souwäit ech weess ass e jo als Zeie geruff, och an engem Prozess, dee leeft, da kann en do seng Aussoe maachen.

Wat ech elo nach wëll soen, ech menge mir hunn och schonn hei festgehalen, dass mer den Här Mille nach eng Kéier héieren. Well ech mengen, opgrond vun deenen Elementer, déi hei zesummekomm sinn, ass et sécherlech néideg, dass mer nach eng drëtte Kéier mam fréieren Direkter vum Geheimdéngscht schwätzen, och am Zesummenhang mat där Fro, déi mer elo grad hei diskutéiert hunn, wou hie jo awer schéngt e bëssen den Homme clé ze sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir hutt dach fréier Mataarbechter vum Geheimdéngscht gesinn. An Dir hutt dach bestëmmt mat deenen och iwwert déi Affär geschwat. Ech weess awer net, wat do vun Aussoe gemaach ginn ass, mä dat si jo déi eigentlech Adressate vun där Fro! Déi hu jo décidéiert, wann ech dat richteg gesinn, dem Här Reuter eng Wunneng zur Verfügung ze stellen. Déi musse jo dann och iwwer d'Ursaache kënnen...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Do ginn d'Versiounen op deem Punkt och e bëssen auserneen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat erkläert och vläicht, firwat mer hei mussen nofroen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä et ass e spannende Virgang, dass Dir aus geheime Sëtzunge Wëssen hutt, wat ech net hunn. An Dir konfrontéiert mech mat engem Wëssen, dat Der net benennt!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Richteg!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat ass bei engem Untersuchungsriichter esou, Här Juncker!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, jo! Dir hutt Freed domat, Dir hutt Freed domat, Untersuchungsriichter ze sinn!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Net wierklech!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Net wierklech!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Ech wollt nach kuerz nach eng Kéier op deen.....

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hu jiddefalls keng Freed..., ech hu jiddefalls och keng Freed...

M. Claude Meisch *(DP)*.- Mir kéinten eis méi flott Saache virstelle wéi dat heiten!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, jo, ech och! Ech hu keng Freed domat, an der parlamentarescher Enquêtëkommissioun mussen zu deeneselwechte Saachen auszesoen, zu deenen ech och um Tribunal wahrscheinlech gehéiert ginn!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président*.- Ech wollt nach ee Punkt uschneiden, deen opgeworf ginn ass a leschter Zäit, oder zwee Punkten, déi mat de Finanzen ze dinn hunn. Dat eent ass am Zesummenhang mam Staybehind, dat ass u sech déi Goldreserv vum Staybehind, wou ech och selwer paff sinn; bon, déi gëtt et nach ëmmer, do gëtt och all Joers anscheinend akribesch en Inventar gemaach, wéi vill Goldstécker do sinn. Et ass am Prinzip ëmmer déiselwecht Zuel, wann déi Informatioune richteg sinn, déi mer kritt hunn.

Do ass just meng Fro, ech hunn och an den Dokumenter vun 1990 nogekuckt, wou den Här Santer bei d'Kommissioun komm ass, an esou virun. Do ass eigentlech ni Rieds gaangen vun deem finanzielle Volet. Dat war och deemools eng Valeur vun e puer honnertdausend Frang sengerzäit. Mä wousst Dir dovunner? Wéisou ass eigentlech do ni

einfach gesot ginn: „Hei déi Sue ginn integréiert."? An et ass mer opgefall, dass och an der Kontrollkommissioun, souwäit ech déi Protokolle konnt novollzéien, do ass och, wa mam Direkter vum Geheimdéngscht iwwert d'Finanze geschwat ginn ass, dat ni e Sujet gewiescht. Dofir och einfach d'Fro un Iech: Wousst Dir dovunner a wéisou ass déi Affär ni geregelt ginn? Ech betruechten dat hei net onbedéngt als schwaarz Keess, mä wéisou ass déi dote Fro ni geregelt ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wosst vun där Goldreserv - oder wéi soll een dat nennen? -, déi et am Geheimdéngscht gëtt, näischt! Et huet ni en Direkter oder een anere mech doriwwer informéiert. Lo weess ech dat, well dat elo - ech weess net richteg, iwwer wat fir ee Wee - bekannt ginn ass. Sou sinn ech dat jiddefalls iwwer dee Wee, deen ech net kennen an iwwer deen et bekannt ginn ass, gewuer ginn an et schéngt mer normal, obschonn ech d'Originë vun där Keess, deem Goldkoup do net kennen, dass een dat op normal Aart a Weis an d'Statskeess iwwerféiert.

Well manifestement kann och kee mer soen, wat da mat den Erträg, falls et der gëtt, vun deene Goldstécker bezuelt ginn ass, finanzéiert ginn ass. Insofern also de Geheimdéngscht do ee Goldschatz huet, vun deem ech näischt wosst a mat deem hien näischt kann ufänken, ass et jo besser, e gëtt en eraus.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wa keng weider Fro ass zu deem dote Punkt, da wéilt ech déi Affär vun de Primes spéciales nach uschwätzen, well dee jo och opgeworf ginn ass a leschter Zäit am Zesummenhang mat engem méigleche Conflit d'intérêt. Wat opfält, dat ass jo - dat gëtt et och an anere Verwaltungen -, dass u sech am Gesetz iwwert de Service de Renseignement eng spezial Prime eigentlech fir d'Agenten, sou ass et formuléiert, fir d'Agente vum Service de Renseignement virgesinn ass, déi dann och vum zoustännege Minister, dat ass de Premierminister, festgeluecht gëtt.

Elo ass eis och dann op Nofro hi confirméiert gi vum aktuellen Direkter, dass et eng véier, fënnef Persoune sinn, déi eigentlech net direkt Member vum Service de Renseignement sinn, déi awer och déi dote Prime kréien, eng Praxis, déi schonn e bësse méi al sollt sinn, also net ganz rezent ass. Wéi stitt Dir do derzou? A sidd Dir der Meenung, dass effektiv, wann een den Text vum Gesetz liest, Leit, déi net Agent vum Service sinn, dass déi kënnen an de Genoss vun esou enger Prime kommen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu mech och an där Saach kundeg gemaach. Ech fannen an den Dokumenter vum Ministère d'État eng esou eng Prime, déi ech ënnerschriwwen hunn, déi ee Beamte vum Ministère d'État betrëfft. Meng Textanalys ass déi, dass déi Primë fir d'Agente vum Geheimdéngscht sinn, mä de Geheimdéngscht kann och Experten a Conseillerë beschäftegen. Manifestement war déi administrativ Praxis, dass considéréiert ginn ass, dass déi Experten an déi Conseilleren, déi de Geheimdéngscht ka beschäftegen, no deemselwechte Modus géifen indemniséiert gi wéi d'Agente selwer. Dat heescht also duerch eng ministeriell oder eng primoministeriell Ënnerschrëft.

Dee Beamte vum Ministère d'État, deen als Conseiller juridique - net hien als éischten, mä dat huet Virgänger - beschäftegt ginn ass, deen huet jo keng Kontrollaufgab am Geheimdéngscht, mä dee steet mat juristeschem Rot zur Verfügung, wann en e gefrot gëtt, oder wann Texter gemaach ginn, Règlements grand-ducaux - dat erfreet sech enger gewëssener Beléiftheet als Thema -, da gëtt deen erugezunn. Réflexion faite, well jo an der Öffentlechkeet den Androck entsteet, dee Beamte vum Ministère d'État, deen hätt eng Kontrollfunktioun - wat net de Fall ass, deen huet eng konsultativ Funktioun -, hunn ech Uweisung ginn, dass dat an Zukunft géif iwwert de Budget vum Ministère d'État bezuelt ginn.

Et gëtt awer nach aner Indemnitéite vu Beamten aus anere Ministèren, notamment déi, déi d'Paie maachen. An ech hunn lech déi Dokumenter, Här President, matbruecht, fir dass Der do kënnt Asiicht dran huelen. Duerch wat fir Ministeren dass deenen hir Indemnitéiten ënnerschriwwe ginn, weess ech net, d'Beamte vun der Fonction publique a vun anere Ministèren. Dat muss een da recherchéieren, wien do ënnerschriwwen huet.

Ech loossen dat hei.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, Dir sidd formell, fir déi hutt Dir net ënnerschriwwen, also keng Tracë fonnt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu keng... Ech muss mer bal wëlle virstellen, dass och de Statsminister dat ënnerschriwwen huet, vu dass et jo iwwer en Artikel vum Budget ...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dem Text no misst et iwwer dee lafen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...vum Geheimdéngscht geet an opgrond vun allgemengen Dispositiounen, mä ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Soss hätten eigentlech déi Primen net dierfen ausbezuelt ginn, wann de Contrôle net fonctionnéiert?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo ech hunn dat net nogekuckt, mä et sinn net nëmme Beamte vum Ministère d'Etat. Et ass dat, wat ech wollt soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also ech ginn dervun aus, dass och de Statsminister, mäi Virgänger wahrscheinlech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dozou Froen nach, zu deem dote Punkt? Jo, Serge.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, ech mengen, ech hat dat ënnerschriwwen, well hei fält mer dat...

Ma dat ka jo net anescht sinn!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Soss dierft net ausbezuelt ginn. Soss dierft d'Prime net ausbezulet gin.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wat ass dann den...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...Objet vun där Prime, wollt ech froen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Pardon?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den Objet vun där Prime? Esou eng Prime muss jo awer e bestëmmten Zweck verfollegen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat si Beamten, déi nieft hirer normaler Aarbecht eng supplementar Aarbecht leeschten. An et ass Usus beim Stat, net ëmmer, mä ganz dacks, dass et do zum Ausbezuele vun extrae Primë kënnt. Dat fënnt een ech weess net wéi vill honnertmol oder wéi vill dausendmol beim Stat. Dat ass also keen extraordinairë Virgang. Et ass keng Bestiechungsprime, et ass eng Prime fir Aarbechten.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kënne mer dee Volet ofschléissen? Wann Der domat d'accord sidd, d'Membere vun der Kommissioun, géife mer op deen zweeten Deel vun der éischter Partie zréckkommen. Dat ass d'Affär Stay behind, wou jo d'Fro schonn opgeworf ginn ass a wou sech, wéi gesot, fir eis d'Fro gestallt huet - mir hunn déi Fro jo och schonn undiskutéiert bei eis an der Kommissioun -, dass d'Informatioun komm ass, dass do am Kader vun enger Präsentatioun am Joer 2006, en marge dovunner oder duerno och vu Beamte vum Service de Renseignement bei deem Briefing, wou Dir an den Här Frieden derbäi sollt gewiescht sinn, och d'Theorie eigentlech vun eenzelne Membere vum Service de Renseignement lech duergeluecht ginn ass, wat d'Roll vu Stay behind an eventuell Implikatioune Stay behind-Bommeleeër sollte gewiescht sinn.

Dofir d'Fro vun eiser Säit: Wat wësst Dir dovunner? A wann Der nach Kenntnis hutt vun deem dote Briefing, wann dat esou war, stellt sech d'Fro natierlech: Wéisou sinn déi Informatiounen do net weidergereecht ginn, notamment un déi deemoleg parlamentaresch Kontrollkommissioun, déi jo och den Optrag kritt hat vu Regierungssäit, fir e Rapport ze schreiwen iwwert de Stay behind?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ee seet, et hätt ee keng konkret Erënnerung un een Deel vun engem Gespréich, da gëtt ee jo zu Lëtzebuerg als Ligener duergestallt. Dann däerf jo jiddwereen d'Pifffaass eraushuelen an

driwwerfueren! Ob bei där Geleeënheet vun deem allgemenge Briefing och iwwer Stay behind geschwat ginn ass, kann ech mech net erënneren. Mä ech huelen un, dass dat esou ass, well et ass jo quasi ënner Zitatform iwwert dat Gespréich an der Öffentlechkeet bericht ginn. Also huelen ech un, dass dat stattfonnt huet.

Dat ännert och näischt drun, well ech hat jo méi wéi ee Gespréich mat den Direktere vum Geheimdéngscht a mat anere Mataarbechter vum Geheimdéngscht iwwert de Stay behind, well dat jo eng Fro ass, déi mech och, obschonn ech näischt dermat ze dinn hat, interesséiert huet.

An deem Enregistrement, wat de Marco Mille mat mer opgeholl huet, geet jo och doriwwer Rieds, wou ech Referenz maachen un déi Theorie, déi hien oder seng Leit oder si alleguer an deem Zesummenhang haten. Dat ass also fir d'Öffentlechkeet keen neit Element. Mä dat Gespréich, deen Debriefing, vun deem gesot gëtt, do wier marginalement och kuerz..., wann ech dat richteg mer rapportéiere gelooss hunn iwwert de Wee vun deenen, déi doriwwer bericht hunn, da kann et sech nëmmen drëm gehandelt hunn, dass déi Theorie, déi de Geheimdéngscht ee Moment hat, dass déi nach eng Kéier virgedroe ginn ass.

Ech hunn héieren oder gelies, ech hätt bei deem Debriefing den Här Mille gebieden, dem Här Frieden dat emol virzedroen. Ob dat esou war, weess ech net. Dat wësse wahrscheinlech nëmmen déi, déi méi eng prezis Kenntnis iwwert den Oflaf vun deem Gespréich hunn. An ech wier och dankbar derfir, wann déi déi ganz prezis Elementer vun deem Gespréich, wa mer déi vläicht géifen zur Stützung vu menger eegener Erënnerung géifen zougänglech maachen.

An et war d'Theorie vum Geheimdéngscht, dass de Stay behind a Gladio an ech weess net, wat fir aner Strukturen, kéinten eppes mat där Affär Bommeleeër ze dinn hunn. Dat, wat mer ëmmer virgedroe ginn ass, war eng Theorie, e Raisonnement, eng logesch Deduktioun aus enger Rei vun Elementer, déi d'Suppositioun an der Analys vum Geheimdéngscht nogeluecht hunn, dass do eppes kéint gewiescht sinn.

Dat war zu kengem Moment belaaschtbart Material. Do sinn och keng Nimm vu Lëtzebuerger Statsbierger genannt ginn, déi opgrond vun där Theorie géifen a Fro

kommen, fir dann effektiv instrumental an operationell eppes mat deenen Attentater ze di gehat ze hunn. Insofern war do och keng Meldung ze maachen.

Onofhängeg dovun, dass ech nach eng Kéier muss renvoyéieren op einschlägeg Texter, déi wëllen, dass de Geheimdéngscht Inform... An dat ass jo nu wierklech keng Affär, déi de Geheimdéngscht eppes ugeet! Deen huet jo och net richteg op der Affär Bommeleeër, gëtt mer gesot, geschafft. Dat si jo Kriminalaffären, da sinn also déi Autoritéiten dofir zoustänneg, déi eben dofir zoustänneg sinn. An ech hat Grond, dovun auszegoen, dass doriwwer och mam Parquet a mat anere géif geschwat ginn. Wéi intensiv dass dat geschitt ass, weess ech net, wann ech mech un ee rezente Courrier erënneren, deen de Procureur général a senger deemoleger Qualitéit als Procureur d'État dem Tribunal zougestallt huet. Mä dass d'Autoritéite woussten, dass et déi Iwwerleeung géif ginn, dat schéngt mer duerch all Faiten etabléiert ze sinn.

Nun ass jo d'Geschicht déi: dass déi Rumeur, déi och schonn, gëtt mer gesot - ech hunn dorunner keng Erënnerung -, ufangs vun den 90er Jore véhiculéiert ginn ass, ëmmer erëm op d'Tapéit komm ass. An dofir hat ech mer och erlaabt am Joer 2008, mengen ech, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun ze froen, sech nach eng Kéier mat deenen Allégatiounen do, mat deene Verdächtegungen, wann Der esou wëllt, ze beschäftegen.

Ech hat der Kommissioun geschriwwen, dass se dat sollte kucken, wat iwwerhaapt de Geheimdéngscht a Saachen Enquête Bommeleeër ënnerholl huet, a fir ze kucken, wat déi eventuell Verbindunge wieren tëscht dem Dossier Bommeleeër an dem Dossier Stay behind. An ech hat dem Här Goerens, dem deemolege President, geschriwwen, d'Kommissioun hätt Zougang zu allen Archive vum Geheimdéngscht a kéint all Informatiounen an all Piècen anzéien, déi d'Kommissioun géif brauchen, sofern wéi net eng Source vum Déngscht géif oppegeluecht ginn, an d'Kommissioun kéint am Kader vun hiren Aarbechte mat allen Agente vum Geheimdéngscht, déi sech am Geheimdéngscht selwer à l'époque ëm de Stay behind bekëmmert hunn, schwätzen.

Dat schéngt d'Kommissioun mer och gemaach ze hunn, wann ech déi einschlägeg Berichter vun der Kommissioun noliesen. Dat schéngt mer awer och eng ganz intensiv a seriös Aarbecht gewiescht ze sinn, déi den Här Goerens a seng Kolleegen deemools gemaach hunn. Déi Kommissioun belueft sech an hirem Rapport ausdrécklech driwwer,

dass ech hinnen all Archiven opgemaach hunn, wat relativ normal ass, wann een esou eng Aarbecht freet.

D'Kommissioun hat 14 Sitzungen. Iwwert déi Aspekter huet se mech net héieren, well ech war och net an deem Zesummenhang ze héieren, mä déi Här Santer, Biever, Hoffmann, Mille an déi Memberen, déi fir de Réseau Stay behind am Geheimdéngscht selwer responsabel waren. Et ass iwwerpréift ginn, ob dat, wat den Här Marco Mille der Kommissioun gesot huet, och géif corroboréiert ginn duerch déi Akteneinsicht, déi d'Kommissioun geholl huet. An d'Kommissioun stellt fest, dass se de Contenu vun dem Här Mille sengem Rapport vérifiéiert huet op Basis vun deene klassifizéierte Piècen, zu deenen d'parlamentaresch Kontrollkommissioun deemools Zougang hat.

An d'Konklusioune vun der Kommissioun, wéi och scho virdrun eng Kéier d'Konklusioune vum Procureur d'État an der parlamentarescher Kontrollkommissioun, renseignéiere mech driwwer, dass et kee Lien gëtt tëscht der Struktur Stay behind an der Affär Bommeleeër!

Sou dass ech considéréiert hunn, dass domat definitiv etabléiert wier, dass et déi Zesummenhäng, déi supputéiert gi sinn, net géif ginn, ënner anerem och, well d'Kommissioun jo en onbegrenzten Zougank zu den Akten, zu den archivéierten Akten a Piècen, souguer deene klassifizéierten, vun dem Geheimdéngscht hat an och d'Kommissioun e puermol affirméiert, dass se déi Piècë gesinn huet, an och an der Commission de contrôle parlementaire vum 15. Abrëll 2008 - an ouni dass ech wëll aus deene Rapporten zitéieren - kloer an däitlech festgestallt ginn ass, dass déi Dossieren aus den Archive vum Service de Renseignement, déi de Membere vun der Commission parlementaire de contrôle zur Verfügung gestallt gi sinn, keng Spuren enthalen, déi géife weisen, dass et esou eng Relatioun iergendwelcher Aart tëscht dem Stay behind an de Bommeleeër géif ginn.

Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, fir Folgendes nach ze soen: Elo huet de Geheimdéngscht jo dem Parquet Dossieren iwwert de Stay behind zur Verfügung gestallt. Dat ass geschitt, well de Parquet déi Dossiere gefrot huet. A meng Mataarbechter am Ministère d'État hunn och, ouni mat mir do laang ze hantéieren, gesot: „Selbstverständlech kritt de Parquet déi Dossieren!", ansonste jo souwisou eng Perquisitioun gemaach gi wier, denken ech.

Déi Dossieren, déi elo de Parquet kritt huet, dat si genau déi - et gëtt mer gesot,...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...ech hu se ni gelies, ech hu se ni gekuckt, d'Membere vun der Commission parlementaire de contrôle hu se gesinn a gekuckt, ech hunn ni an deenen Dossiere gebliedert -, dat si genau déi, déi d'Commission parlementaire de contrôle hat, wéi se déi Aarbecht, wéi ech fannen, op eng séier a gutt Aart a Weis, erledegt huet, wéi ech se gefrot hat. Et sinn also keng Donnéeën, déi net zur Verfügung gestanen hunn. Et si keng nei Dossieren, déi elo aus heiterem Himmel op eemol um Dësch vum Parquet a vum Tribunal leien, dat si genau déi Dossieren, déi d'parlamentaresch Kontrollkommissioun zur integraler Asiicht zur Verfügung gestallt kritt huet. Sou dass een och do wann ech gelift näischt soll erandichte goen, wat net eranzedichten ass!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech wëll nach eng Kéier just eng Kéier nohaken. Wat mir opgefall ass, ech war net Member vun där Kontrollkommissioun, mä wat mer awer opgefall ass, dat ass natierlech - bon, si hunn natierlech mat de Moyens du bord hir Aarbecht gemaach -, wat awer opfält ass: Dir sidd selwer elo net gehéiert ginn, mä den Här Mille war awer e stännege Gespréichspartner vun deem Ganzen, den Här Mille huet praktesch och eng Viraarbecht geleescht, Elementer, wichteg Elementer zu deem Rapport do eigentlech geliwwert.

Fir mech ass erstaunlech - mä dat ass eng Fro, déi mer dem Här Mille natierlech wäerte stellen -, fir mech ass awer erstaunlech, dass u sech den Här Mille, deen 2006 schéngt zumindest och déi Thees vun de Mataarbechter gedeelt ze hunn, dass eventuell bei Stay behind a Bommeleeër, dass do Verbindunge sinn, deen, wéi ech elo héieren hunn, anscheinend och nach 2008 nach eng Kéier beim Parquet och nach eng Kéier dat gemellt hätt, zum selwechten Zäitpunkt, 2008, net ee Wuert - zumindest geet dat aus de Protokoller net ervir -, net ee Wuert deemools un d'Membere geriicht huet vun der Kontrollkommissioun, fir zumindest déi Theorie awer matzedeelen.

Do ass gemaach ginn, wéi wann et esou eng Theorie eigentlech net géif gi bei hinnen. An et ass dat, wat en ongutt Gefill sécherlech hannerléisst, nach méi bei de fréiere Membere vun der Kommissioun wéi bei aneren.

Den Här Meisch hat als Éischte gefrot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hat - pardon Claude! -, Dir hat 14 Sitzungen doriwwer, an dovu méi wéi eng, denken ech, mam Här Mille.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...war all Kéiers derbäi.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng).*- An den Här Mille war...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann den Här Mille all Kéiers derbäi war, dann hutt Der jo Erënnerung genuch, well Är Erënnerunge si jo ëmmer frësch, fir genau ze froen, wéisou a firwat dass en dat net gesot huet. Wann en lech dann elo seet - wat e mir net gesot huet, ech supposéieren dat -, hien hätt déi Theorie net kënnen oprechterhalen, well e se net kéint beweisen: Do muss ee sech iwwerleeën, wat een dann äntwert. Mä ech menge schonn, dass et richteg wier, fir do nozefroen.

Mä ech wëll just soen, dass alles dat, wat ech hätt kënne wëssen opgrond vun den Archiven - déi ech awer ni gekuckt hunn! Firwat soll ech mech ëm de Stay behind aus den 80er Jore bekëmmeren, ech hunn aner Saachen am Liewen ze dinn! -, alleguer déi Elementer stoungen der Kommissioun zur Verfügung. Bei mir am Büro sinn zwou Perquisitioune gemaach ginn. Ech staune souguer e bëssen driwwer, dass dat einfach vun enger sater Öffentlechkeet kasséiert gëtt wéi eng harmlos Informatioun, dass de Büro vum Statsminister zweemol duerchsicht gëtt! Mir sinn net vill esou Fäll am Ausland bekannt, wou de Büro vum Premier géif duerchsicht ginn an enger Affär Stay behind! Et gëtt der wahrscheinlech. Et gëtt och Länner, déi aner primo-ministériel Traditiounen hu wéi mir zu Lëtzebuerg.

An opgrond vun deem, wat „beschlagnahmt" ginn ass, wann ech kann esou soen, bei mir a mengem Büro, an opgrond vun deene Piècen, déi an den Archive sinn, ass jo manifestement keen zur Konklusioun komm, dass een déi Pist do misst weider suivéieren.

Ech hunn dat awer net ze jugéieren, well ech sinn net Enquêteur, ech sinn net Procureur, ech sinn och net Journalist, an ech hu mech mat haarde Fakten auserneenzesetzen. Alles dat, wat de Service de Renseignement vun Ënnerlagen iwwert de Stay behind hat, war der Kommissioun zougestallt ginn, ass elo op säi Wonsch hin dem Parquet zougestallt ginn, a wann den Här Mille an deene Gespréicher mat lech „Stay behind-Geheimdéngscht", déi Theorie net valoriséiert huet a se net mat haarden, belaaschtbare Fakte beluecht huet, da musst Der hie froen, firwat dass en lech dat net gesot huet. Jiddefalls d'Archive ginn näischt esou hier, an dat, wat bei mir um Büro beschlagnahmt ginn ass, manifestement och net!

Frot mech net alles, wat ech do mat ewechgeholl kritt hunn, well ech mengen, ech hätt et och nach net erëmkritt!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Meisch, den Här Weiler, dann den Här Bausch. Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir sot, et wiere keng belaaschtbar Fakte gewiescht, weder an den Diskussiounen 2008 an och net duerno, déi drop higewisen hätten an dat confirméiert hätten, datt déi Pist Bommeleeër-Stay behind, datt dat der Realitéit kéint entspriechen. Och an deem Briefing 2006 hätt Der keng belaaschtbar Fakte presentéiert kritt.

Belaaschtbar schéngt awer ze sinn dat, wat Der 2006 matgedeelt kritt hutt, datt de Licio Gelli sech zu Lëtzebuerg opgehalen huet, wahrscheinlech während de Bommeleeërjoren, de Licio Gelli, een deen ëmmer erëm international a Verbindung bruecht ginn ass mat bluddegen Attentater an Italien, deen als ee vun den Haaptacteure vum Gladio an Italien duerchgestallt ginn ass, datt dee sech während deene Joren hei opgehalen hätt.

Dat geet aus deem Briefing, wou eis wahrscheinlech en Deel vun där PowerPoint-Presentatioun hei virläit an déi Dir 2006 gemaach kritt huet, geet dat ervir. Esou wäit

souguer, dass seng Matriculesnummer, déi en anscheinend zu Lëtzebuerg da soll gehat hunn, datt déi hei och dropsteet, a souguer nach méi fettgedréckt wéi de ganze Rescht.

Elo ass et, souwäit ech weess - ech war net Member vun der Kontrollkommissioun, déi déizäit dee Rapport spécial iwwer Stay behind an d'Bommeleeërenquête gemaach huet -, mä souwäit ech dat iwwerblécken, ass dat zum Beispill eng Informatioun, déi der Kommissioun net zougänglech war, déi weder 2006 no Ärem Briefing der Kommissioun matgedeelt ginn ass nach nodeems Dir d'Kommissioun 2008 chargéiert hutt, e Rapport iwwer Stay behind an iwwer Bommeleeër ze maachen.

Dat ass awer eppes, wou ech mech och froen: Hätt dat awer net misse weidergoe souwuel 2008, spéitstens 2008 un d'Kontrollkomissioun, déi chargéiert ginn ass domadder, wéi direkt och 2006 un d'Enquêteuren am Dossier Bommeleeër? Well dat jo awer wierklech vu Relevanz ass! A sou wéi mir dat hei kënne beuerteelen, schéngt dat awer wuel belaaschtbar ze sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Dokumenter, déi Iech virleien, dat si genau déiselwecht déi ech och hunn. Aner Elementer vun där PowerPoint-Presentatioun hunn ech net. Wann een dat mat den Ae vun haut liest a kuckt, kann een eng liicht aner Appréciatioun dovun hunn, wéi wann een dat an der Zäit gesinn huet. Dee Licio Gelli, deem säin Numm eigentlech net zur Allgemengbildung gehéiert, mä deen awer einschlägeg bekannt war,...

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann ee sech mat Stay behind beschäftegt huet, da wier e vläischt schonn...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wat gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann ee sech mat Stay behind beschäftegt huet, ass een awer kaum derlaanscht komm!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn iwwert de Licio Gelli am Zesummenhang mat Stay behind ni nogeduecht, virun där PowerPoint-

Presentatioun an och duerno. Well deen Numm vun deem Här Gelli, vun deem ech net weess, ob en nach lieft, well ech verwiesselen en ëmmer mat deem aneren, Calvi...

M. Claude Meisch *(DP).*- Deen Gelli schéngt nach ze liewen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... De Calvi, dee lieft jiddefalls net méi, well deen hu se eng Kéier ënnert enger Bréck zu London fonnt, an déi zwee hate mateneen ze dinn. Dee Licio Gelli, deen ass mir net am Zesummenhang mat der Staybehind- a mat der Bommeleeëraffär zitéiert ginn, mä am Zesummenhang mat där anerer Affär, vun där mer hei an der öffentlecher Sitzung net kënne schwätzen.

Mä nach eng Kéier: Mir huet och kee gesot, de Licio Gelli, deen huet d'Bommen zu Lëtzebuerg geworf. Mir huet och keen een aneren Numm genannt. A wann de Geheimdéngscht mir Nimm genannt hätt, dann hätt ech de Geheimdéngscht jo gefrot: Hutt der dem Parquet dat gesot? Mä de Geheimdéngscht huet mir keng Nimm genannt.

Ech weess jo net, wat déi fréier Agente vum Geheimdéngscht hei an zouener Sitzung gesot hunn. Wann déi lech Nimm genannt hunn, dann hutt Der déi jo viruginn, denken ech. An ech mengen, Dir hutt d'Procès-verbauxen alleguer aus deene Huis-clos-Sitzungen net all viruginn?

Net alleguer?

Une voix.- Net all.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann Der hei eppes héieren hutt vun deenen déi soen, si hätte mir beim Debriefing Saache gesot, vun deenen Dir elo mengt, ech hätt se missen un de Parquet viruginn, dann hutt Dir se jo spéitstens un de Parquet viruginn, wéi se lech datselwecht gesot hu wéi dat, wat se mir gesot hunn, well se hunn lech jo dann, denken ech, Bericht gemaach iwwert deen Debriefing, dee se mer gemaach hunn. Also ginn ech dovun aus, dass spéitstens, wéi heibannen d'Nimm genannt gi si vun deenen, déi d'Bommeleeër solle sinn, déi Nimm och un déi dofir zoustänneg Autoritéiten illico op deem klengen Dingschtwee virugeleet gi sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Siwe Joer méi spéit!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech konnt awer ni... Pardon?

M. Claude Meisch *(DP).*- Siwe Joer méi spéit!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Hutt Der dann déi Nimm ginn? Hutt Der dann Nimm..., also...

M. Claude Meisch *(DP).*- ...noutwendeg eruecht hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, hutt Dir konkret... Ech kann lech jo net froen, wat déi Leit hei ausgesot hunn, mä mir hu se keng konkret Nimm genannt. Wa se lech konkret Nimm genannt hunn, da sinn déi elo beim Parquet ukomm. Dorunner zweifelen ech net eng eenzeg Millisekonn, dass Dir déi Saache viruginn hutt. Déi ech net konnt viruginn, well mir keng Nimm genannt gi sinn!

Ech wëll d'une façon générale soen: Fir ze mengen, wa grad net esou séier hei aus de Froen erauskënnt, fillen ech mech net belästegt, well dat hei korrekt ofleeft; mä alles dat, wat ech an der Öffentlechkeet muss mer unhéieren, ouni kënnen dorop ze reagéieren, well ech si jo Zeien hei an ech sinn Zeien um Geriicht, ech kann net op all Zeitungsartikel direkt äntwerten, während anerer jo wéineg Retenue hunn an hiren öffentleche Proposen, alles dat wat ech do esou héieren a liesen a wat d'Leit mer schreiwen a wat ech ansonsten och nach erliewen, dat ass d'Resultat vun enger Impressioun, déi geschaf gëtt. An déi Impressioun ass déi, an aus Impressioune gëtt séier Wëssen, well et kann ee se jo net offensiv ugoen, well een hei an och um Tribunal gehéiert gëtt. Et gëtt esou d'Impressioun: „De Juncker, dee weess alles. Dee weess ganz genau, ween d'Bommeleeër sinn, an dee seet eis dat net. An hie seet eis dat net aus Grënn vun der Statsräson."

Währenddeem ech mengen, dass précisement d'Statsräson wëllt, dass dës Affär, déi jo onerhéiert ass, well se net opgekläert ginn ass, dass se opgekläert gëtt, fir dass de Stat geschützt gëtt an erëm an d'Recht vu senger Kredibilitéit kann antrieden.

Also, fir esou d'Impressioun ze schafen, ech wéisst et an ech géif kengem et soen; dat ass eng Verrécktheet vun där ech net däerf soen, dass se beleidegend ass, well wann ech soen, ech sinn doriwwer beleidegt, da géif ee soen: „Elo spillt deen hei nach déi onschëlleg Victime, d'Unschuldslamm. Elo mécht deen hei, wéi wann hien hei am Zentrum vun enger öffentlecher Vendetta géif stoen."

J'en ai marre! Ech wëll lech dat just soen. Elo geet et mir och duer. Wann dat Ganzt eriwwer ass, da fänkt dat Ganzt nach eng Kéier vu vir un - kënnt Der lech ganz sécher sinn!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat wëllt Der domadder soen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll domat soen, dass ech eréischt, wann alleguer déi Enquêten an déi Prozesser eriwwer sinn, eigentlech kann op alleguer déi Ënnerstellungen, déi Procès d'intention, déi Falschmeldungen, déi falsch Informatiounen agoen, déi ech bal an engem deegleche Rhythmus muss iwwert mech ergoe loossen. Dat ass...

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech wëll awer vläicht nach eng Kéier...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, nee, ech mengen domat net lech, Här Meisch, well Dir hutt mech jo nach ni iergendwéi verdächtegt, dass ech mat deenen Affären eppes ze dinn hätt. Dofir kann ech lech net mengen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä ech mengen, et misst een awer nach eng Kéier kloer maachen, wat eis Aufgab hei ass. Mir kucken, ob et zu Dysfonctionnementer...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, de Premierminister kennt eis Aufgab hei.

M. Claude Meisch *(DP).*- ... an de leschte Joren am Service de Renseignement komm ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Doriwwer opgekläert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ob de Service de Renseignement senger gesetzlecher Aufgab ëmmer nokomm ass, fir d'Justice iwwer Saachen ze informéieren, déi d'Justice eppes uginn.

Hei geet et ganz prezis dorëms, datt de Service de Renseignement e Briefing mécht dem Statsminister, dem deemolege Justizminister, datt de Licio Gelli während de Bommeleeër-Joren zu Lëtzebuerg war.

E Fait, dee bis dohinner net bekannt war. E Fait, deen och elo eréischt bekannt ginn ass, siwe Joer méi spéit, an dat interpelléiert eis als Enquêtëkommissioun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Dat ass an der Rei.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ob do alles richteg gelaf ass. Aner Ënnerstellungen hu mir keng ze maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, nee, ech hu jo décidément lech net gemengt. Well et huet jo nach ni ee Member vun der Kommissioun mech öffentlech, oder och wann e mat sech selwer eleng ass, verdächtegt, ech géif hei déi Bommeleeër-Affär wëllen zoudecken. Dat ass jo manifestement hei nach vu kengem gesot ginn, weder heibannen, well ech weess net, wat an hire Huis-clos-Sitzunge gesot gouf. Jiddefalls hunn ech nach keen héiere soen, de Juncker weess et an hie seet eis et net. Dat behaapt jo keen, deen heibanne sëtzt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Hei geet draus ervir, datt de Juncker, fir an deem dote Jargon ze bleiwen, 2006 wosst, datt de Licio Gelli während de Bommeleeër-Joren zu Lëtzebuerg war an datt dat net un d'Justice gaangen ass. Dat geet hei draus ervir.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, an ech äntweren lech...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat kann ech awer nëmmen hei dokumentéieren.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...d'Fro stellen an der Prozedur.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Also dat, wat mir zënter 20 Minutten hei maachen, bei allem Interessi vun den Ausleeunge vun den Zeien, déi lescht 20 Minutten, mat Ausnahm vun de leschte fënnef Minutten, huet de Statsminister nëmmen Aussoen iwwer Froen, déi manifestement d'nächst Woch intensiv d'Tribunal concernéiere wäerten an interesséiere wäerten.

An dat erlaabt d'Gesetz eis net. An ech si bereet alles hei matzemaachen, mä mer mussen eis awer u Grondregelen halen, déi Dir, Här President, wéi mer hei ugefaangen hunn, nach eng Kéier rappeléiert hutt.

An ech fannen et einfach net richteg, datt iwwert deen do Wee all Froe kënnen hei gestallt ginn un d'Zeien. Mä mir sollen eis awer an eise Froe limitéieren un déi, déi awer net direkt liéiert sinn un dat. All déi Ausféierunge vun den Zeien iwwer Staybehind a Bommeleeër an Implikatiounen. Dat sinn d'Froen, déi d'Zeien d'nächst Woch oder d'iwwernächst Woch um Geriicht gestallt kréien.

An dat ass laut de gesetzlechen Dispositiounen net eis Aufgab. Mir däerfen eis net doriwwer... Mä bon, ech sinn awer d'accord, wann d'Kommissioun mengt, mir sollen dat maachen. Ech gesi jo och, datt bei den Zeien d'Bereetschaft ass fir alles hei ze soen, all déi Froen ze beäntweren, déi hei gestallt ginn.

Ech hätt just gären, datt mer eis awer bewosst sinn, et si jo och eng Partie Juristen heibannen, fir ze wëssen, wat mer hei maachen. Wann dat awer esou ass an d'Kommissioun mengt, mir sollen op deem Wee weiderfueren - et ass jo, wann ech dat richteg verstan hunn...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Da weess ech net, ob ech Är Fro kann zouloossen, Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech testen lech, Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass gutt!

Probéiert mol!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech hu gesinn, wann ech dat richteg verstan hunn, an deene leschte Woche schonn, haut och esou indirekt, awer et ass e Reproche un den Zeien, datt en 2006 no där Powerpoint-Presentatioun, wou dann en marge soll iwwert d'Theorie vum SREL développéiert gi sinn, datt awer kéint eng Interferenz sinn tëscht Staybehind a Bommeleeër, dass de Reproche gemaach ginn ass, datt en dat net dénoncéiert huet.

Jo, wann ech lech d'Fro stellen, an dat ass meng Fro un den Zeien: Gouf et dann ausser deenen theoreteschen Iwwerleeungen a Suppositiounen, déi de SREL gemaach huet iwwert seng Vuen, wéi esou eppes eventuell hätt kënnen ausgesinn, gouf et iergendee konkrete materiellen, personellen oder aneren Hiweis, dee konkret drop higedeit hätt, datt do eppes kéint sinn? Oder waren et nëmmen e puer theoretesch Iwwerleeungen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Probéiert dorobber ze äntweren, Här Zeien.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Kann ech dem Här Weiler eng Fro stellen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Nee, nee, mir sinn eng Auditioun vun engem Zeien...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ma nee, iwwert déi Fro do, fir déi ze preziséieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir sollen engem Zeien hei Froe stellen. Et ass also net, dass mer eis géigesäiteg Froe stellen. Dat ass awer net üblech, géif ech soen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech hunn eppes net verstan an dem Här Weiler senger Logik. En huet nämlech gesot, mir dierfte jo hei näischt iwwert de Staybehind schwätzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Nee, e wollt mech jo nëmmen testen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Iwwert de Bommeleeër? Heescht dat dann, datt mer effektiv iwwert déi Tatsaach, datt de Licio Gelli hei war, näischt dierfe soen? Géif dat dann heeschen, datt dat automatesch eppes domat ze dinn hätt?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Stellt d'Fro un de President.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech kann nëmmen dat widderhuelen, wat ech gesot hunn. Ech hunn d'Verantwortung vu jiddwerengem. Ech gesinn och net eis hei elo alles, all Froen hei ofwiergen, mä d'Kommissiounsmemberen hu selbstverständlech och en Eed geleescht, hei d'Gesetzer ze respektéieren.

D'Gesetz gesäit eppes Prezises vir, wat d'Missioun vun dëser Enquêtëkommissioun ugeet. Wat net wëllt heeschen, dass d'Chamber an iergendenger anerer Form sech ka mat deene Froen och beschäftegen, wa se dat da fir néideg fënnt. Mä dës Enquêtëkommissioun, well se eben déi speziell Instrumenter huet, wéi d'Méiglechkeet fir en Zeien, ënner Eed auszesoen, däerf net enquêtéiere parallell zur Justiz.

Dat ass kloer. Et ass en Appel gemaach ginn. Ech mengen awer, dass mer bis elo eis am grousse Ganzen un déi dote Linn gehalen hunn. D'Froen sech haaptsächlech jo och konzentréiert hunn, net elo erauszefannen, wien de Bommeleeër ass.

Ech mengen och, dass mer dat net haut wäerten erausfannen, ob bis elo, mengen ech, dass ech kee grousst Geheimnis soen, dass mer och an deene Huis-clos-Sitzungen do net onbedéngt deem ganzen definitiv e Schrëtt méi no komm sinn.

Nach hu mer effektiv zwee Protokoller, op Demande vun der Justiz, iwwert de Parquet iwwermëttelt, zwee Protokoller hu mer weidergereecht un d'Justiz, wou Deeler vun deenen Ausféierunge sech ronderëm déi dote Fro, Staybehind a Bommeleeër, gedréint hunn, soudass alt d'Justiz elo esou wäit all Informatioun vun eiser Säit, mengen ech, kritt huet, dass se sech kann eng Meenung zu deem Ganze bilden.

Dat soll och Aufgab vun der Justiz bleiwen. D'Fro, déi sech jo hei elo éischter erausstellt, ass déi, ze kucken, wat war vun Informatiounen do, wat war gewosst vu Säite vum Statsminister, vu Säite vum Service de Renseignement a wat u sech un d'Parlament weidergereecht ginn ass sengerzäit, wéi d'Parlament sech notamment an hirer Kontrollkommissioun mat deene Froen do ofginn huet. Dat ass, mengen ech, dat, wat eis fir de Moment ze interesséieren huet. De Rescht schéngt mer Affaire vun der Justiz ze

sinn. Dofir solle sech och, mengen ech, d'Froen dorëms bewegen. Vläicht awer dann, fir awer dann dem Här Weiler seng...

M. Lucien Weiler *(CSV).*- D'Fro war vum...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll déi duerch d'Madame Polfer erweitert Fro vum Här Weiler beäntwerten. Mir ass à l'époque an ni e konkreten Numm genannt gi vun engem potenziellen oder tatsächleche Bommeleeër. Och den Här Gelli ass mir à l'époque net duergestallt ginn als ee Bommeleeër. À la relecture vun deenen Dokumenter, déi Der virleien hutt vun deem Debriefing, kann ech och dee Lien net erkennen. Den Här Gelli, deen taucht do am Zesummenhang mat enger anerer Affär op.

Mat Staune mierken ech, dat hunn ech deemools manifestement net gemierkt, dass do eng Nummer vu senger Sécurité sociale dobäi steet. Ech hu mech haut, wéi ech mer dat nach eng Kéier ugelies hunn, ier ech bei Iech komm sinn, alt gefrot, aus wat fir engem Joer dass déi Nummer ass. Dat misst ee jo eigentlech och erausfannen. Den Här Meyers huet jo laang an der Sécurité sociale gewütet, dee misst jo wëssen, wéi déi Nummeren do zustane koumen.

Souwisou fannen ech, hunn ech mer dunn haut geduecht, den Här Gelli do, deen ech jo net kennen, firwat huet dee sech dann eigentlech an der Lëtzebuerger Sécurité sociale agedroen? Wollt deen drop hiweisen, dass en hei wier, oder firwat huet en dat gemaach? Ech kréien dat eigentlech och net erkläert. Ech muss mer dat jo och net erklären, firwat dass deen einschlägeg bekannten do eng Nummer hei zu Lëtzebuerg hat. Ech weess och net, ech weess emol net, ob dat aus den Dokumenter ervirgeet, wéi laang, dass dee supposéiert war, sech zu Lëtzebuerg opgehal ze hunn. Dat gesinn ech alles net aus deene Presentatiounen, déi mer deemools gemaach gi sinn.

Mä onofhängeg dovun, mir ass ni en Numm genannt ginn, vu kengem, dee mat der Bommeleeër-Affär eppes soll zesummen, dee mir namentlech bekannt gemaach gi wier. An ech froen nach eng Kéier, mä dat kënnt Der mer net beäntwerten: Wann déi fréier Agente vum Geheimdéngscht jo bei deem Debriefing dobäi waren an déi hei gehéiert gi sinn, Iech e konkreten Numm genannt hunn, eng konkret Tatsaach Iech virgeluecht hunn,

iwwert déi Der hätt kënne meditéieren, da wäert Der dat jo un déi zoustänneg Instanze viruginn hunn?

Ceci dit, wëll ech soen - ob dat och, Här President, elo net onbedéngt heihinner gehéiert -, dass, wann ech Konkretes héieren hunn, oder gemengt hunn et géif eppes ginn, dann hunn ech agéiert. Et ass wochelaang oder jo, wochelaang oder deeglaang een anonymen Zeien, well en ass vun hanne gefilmt ginn op RTL Tëlee Lëtzebuerg, opgetrueden, deen ëmmer gesot huet, et héiert kee mech. An du hunn ech dee Mann komme gelooss.

An et war ee ganz gelungen, ech mengen, ech hätt dat schonn eng Kéier erkläert, am selwechte Moment, wou ech sot, ech géif dee Mann gär gesinn, huet dee Mann, onofhängeg vu mir an ouni dass ech et wosst, och gesot, hie géif gäre mat mir schwätzen. Ech hunn et an enger Pressekonferenz gesot, ech géif dee Mann biede sech bei mir ze mellen, an du war dee schonn amgaang sech iwwert d'Journaliste vun RTL, wann ech mech richteg erënneren, sech bei mir ze mellen.

Dee Mann hunn ech héieren, an dee Mann huet mer ee konkreten Numm gesot. An deen huet gesot, ech hunn de Prënz Jean gesinn. An do hunn ech den Tëlefon geholl, do waren d'Journaliste vun RTL dobäi, den Här Nico Graf an den Här Marc Thoma, well ech deen och net wollt eleng gesinn, an ech wollt de Justizminister mathuelen. Mä et ass mer iergendwann gesot ginn, deen Här Beffort, wat een absolut anstännege Mënsch war, dee géif gär mat lech eleng schwätzen. An do hunn ech den Nico Graf an de Marc Thoma mat bäigeholl, well ech déi gutt kennen.

Neen, neen, scho méi laang. Den Nico Graf, dee souz siwe Joer bei mir an der Schoulbänk an de Marc Thoma huet fir d'CSV 1979 e Wahlfilm gedréint, dofir kennen ech déi.

Une voix.- All Respekt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dofir hunn ech och Vertrauen an déi, well déi och deen Zeien do dauernd befrot hunn. An do hunn ech deem Mann nogelauschtert an dee Mann huet mer en Ziedel ginn, do steet Prënz Jean drop. Do hunn ech dem Procureur gesot, hei huet ee Mann mer gesot, hien hätt de Prënz Jean do

gesinn. Dat heescht, ech wëll dat just soen, wann ech wierklech eppes Belaaschtbares hunn, well ee seet, ech hunn dee gesinn, da mellen ech dat.

A wann Der mengt - dat kann lech awer egal sinn -, et wier fir de Statsminister déi selbstverständlechste Saach vun der Welt, fir de Brudder vum Grand-Duc dem Procureur ze bezeechnen als deen, dee vun engem Zeie gesi gi wier, dann iert Der lech eigentlech iwwer mäin eigentleche Charakter.

Mä ech hunn awer fonnt, vu d'Gravitéit vun där Bommeleeër-Affär, dass, wann ee mer seet, ech hunn deen an dee gesinn, dass ech dat muss viruginn. Mä wann awer ee mer just eng Theorie virdréit, déi ech net kann iwwerpréifen, déi net belaaschtbar ass, duerch Fakten an duerch Identitéiten, duerch Schilderungen, duerch Glaubwürdeges, wat ech kënnt upaken, da musst Der awer net mengen, dass ech direkt de Procureur uruffen, ëmsou méi wou ech jo weess, dass an den normalen, ordinäre Relatiounen tëschent dem Geheimdéngscht an deenen aneren Autoritéiten, wann dann an den Ae vum Geheimdéngscht eppes belaaschtbar ass, dat do virbruecht gëtt. An dofir mengen ech, dass een och soll - mä dat geschitt jo net heibannen - ophalen do Saachen ze soen, déi schwéier ze erdroe sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Urbany.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Déi Staybehind-Geschicht do, do huet d'Chamber sech jo zweemol intensiv domat ofginn. 1990 wéi de Rideau de fer gefall ass, du ass jo de Stay behind vum Premier Santer opgeléist ginn, an do huet d'Chamber sech och intensiv domat ofginn a Kommissiounen, zwar a Commissions spéciales, an der Commission des Institutions an esou weider, an deemools huet och de Jacques Santer eng ganz Partie Informatioune ginn, en huet sech jo och an enger vun deenen, a sengen Interventiounen op e Rapport beruff, deen do soll gemaach gi sinn. Ech hunn deen, mir hunn deen net gesinn. Dat heescht et wier interessant emol de Statsminister ze froen, ob deen nach géif bestoen. An dat wär vläicht och e Complément d'information. Dat wär also meng éischt Fro.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Pardon, Här Fayot, dat wier ee Rapport...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, et war e Rapport, op deen de Jacques Santer sech 1990 beruff huet, wou ech unhuelen, dass et de Service de Renseignement war, deen dat gemaach huet, oder wien ëmmer dat gemaach hätt, mä dat war e Rapport, dee war am Fong geholl d'Basis vun all deenen Interventiounen, déi vum Jacques Santer an deene verschiddene Chamberkommissioune gemaach gi sinn. Dat war dann 1990 an dat war dann du och fir d'Chamber fäerdeg.

A mir hunn dann dunn erëm ugefaangen 2008. Ech kann dat confirméieren, wat de Statsminister gesot huet. Déi Leit, déi dobäi waren, déi wëssen, dass mer eis ganz vill Méi gemaach hunn deemools. Mir hunn och all déi Leit gehéiert. Ech kann och net soen, dass déi Leit eppes do verschwiegen hätten.

Mä nach eng Kéier, ech mengen, dat wär awer vläicht interessant ze wësse fir d'Leit, och dobaussen, dem Statsminister seng Appréciatioun, wéi et méiglech ass, dass, à un certain moment, niewent deem Stay behind, dee mer jo da vun 1990 du kannt hunn, dat heescht dee Stay behind, déi Cellule dormante, déi dat da war, mat engem Radio, oder mat Radioen a mat Caches d'armes a mat enger Goldreserv, iergendwou nach en anere Stay behind soll bestoen.

Meng Fro: Wéi ass et méiglech, dass dat op eemol ëm 2005, 2006 eng Theorie ginn ass, déi jo bis elo nach net beluecht ass? Kann de Statsminister sech do e Reim drop maachen? Dat géif mech interesséieren. Well dat ass jo eng Entstehungsgeschicht, déi interessant ass. Wann d'Parlament sech zweemol intensiv mat Stay behind befaasst huet a si ass zu deene Konklusioune komm 1990 wéi 2008 iwwert d'Implikatioun oder d'Netimplikatioun vum Service de Renseignement, wéi ass et méiglech, dass op eemol do esou e Gebilde wéi de Stay behind, dee jo eigentlech scho laang soll dout sinn, dass deen erëm opersteet, an dass deen als Theorie dann dohinner gestallt gëtt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi éischt Fro vum Här Fayot betrëfft, wann ech dat richteg verstinn, ee Rapport, vun deem ech mer denken, dass de fréieren Direkter vum Geheimdéngscht, den Här Charles Hoffmann, un de Statsminister Santer geschéckt huet, op deen den Här Santer sech baséiert huet, fir am Parlament Äntwerten ze ginn op deen den Här Santer sech baséiert huet, fir am Parlament Äntwerten

ze ginn. An dee Bréif, dee Rapport, dee gëtt et. Ech weess net ob deen der Kommissioun virläit oder net,...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...mä deen ass mer iergendwann, well ech mech jo eigentlech zwou, dräi Stonnen den Dag mat deene Saachen ewell beschäftegen, fir ze verstoe wat lass ass, wat mer ee Problem stellt, mech zwou, dräi Stonnen den Dag mat Saachen ze beschäftegen, déi laang virun enger Zäit stattfonnt hunn. Esou ee Bréif hunn ech gesinn, an ech loossen der Chamber - dann Dir och, jo -, ech loossen der Chamber, wa mer datselwecht mengen, dat zoukommen. Well ech mierken, datt am Rapport vun där Kommissioun iwwert de Staybehind, do ass et no drun un deem Bréif, well do gëtt et ee Kapitel, aus deem ervirgeet, dass jo ganz vill Leit tëscht '85 a '87 iwwer Staybehind informéiert gi si vum Geheimdéngscht: den Här Poos, den Här Goebbels, den Här Kasel, den Här Spautz senior, den Här Krieps Emile, den Här Grethen,...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat war d'Fro, wie vun der Regierung informéiert gouf.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, an deemools ass d'Décisioun geholl ginn, fir breet iwwert de Staybehind ze informéieren. Dat war awer viru senger Opléisung 1990. Dat hei war nach an den Endzuckunge vum Kale Krich, an dofir mengen ech esouguer, dass dee Bréif der Kommissioun iergendwou virlouch. Mä ech... Dee Rapport, pardon.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dëse Rapport?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dee Rapport, dee loossen ech lech direkt zoukommen, wann ech mech do net versinn hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et misst e ginn hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Well hei läit och de Bréif am Rapport, deen de Statsminister Santer deene Leit vum Staybehind, déi dobaussen um Terrain waren, geschéckt huet an dat ass net déiselwecht Zäit alles komm.

„Firwat", freet den Här Fayot, „kënnt dat elo erëm alles héich?" Ech weess et éierlech gesot net. An ech weigere mech och - ech si jo Zeien hei - Theorien ze lancéieren. Ech soen lech just, dass et mech frappéiert, dass, nodeem manifestement bei deenen Autoritéiten, déi dofir zoustänneg sinn, net drop erkannt ginn ass, dass dat doten eng valabel Pist wier - am Géigendeel; dat huet och de Procureur d'État lech an Ärer Kommissioun gesot -, an nodeem d'Chamber Asiicht hat a sämtlech Archiven an zu deeneselwechte Konklusioune komm ass no multë Gespréicher a Sitzungen, dass dat dann elo op eemol erëm als eng méiglech Pist gesi gëtt.

Ech kann dat jo net ofschléissend beäntwerten. Mäi Wëssensstand ass, dass dat keng Pist ass. Mä hunn ech alles? Ech kann dat net... Ech ka jo näischt beschwieren, wat ech net weess. Ob ech all Elementer hunn, dat weess ech net. Ech ginn dovun aus, dass ech se alleguer hunn. An dann ass et un den zoustännegen Instanzen ze erkennen, ob oder ob net.

Mä firwat dass déi Theorie elo op eemol erëm optaucht, weess ech net. Firwat dass op eemol en Enregistrement tëscht dem Marco Mille a mir optaucht, kuerz ier dee Prozess Bommeleeër ufänkt, weess ech net. An zéng Joer, wann eng Enquêtëkommissioun ass, freet een: „Hutt Dir lech dann net d'Fro gestallt, firwat dass an deem Moment op eemol deen Enregistrement opgetaucht ass?" Oder: „Hutt Der dat als eng harmlos Saach emfonnt? Sidd Der där net weider nogaang?" An zéng Joer stellt ee sech déi Froen. Manifestement stellt ee sech déi jo de Moment net.

Also ech si kee Geheimdéngscht, ech kann net einfach Theorien an d'Welt setzen, wann ech keng Fakten hunn, mat deenen ech déi Theorië ka beleeën. An dofir weigeren ech mech, aus menge Verdachtsmomenter e Gerüst ze maache vun Theorien, déi ech net beweise kann.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch an den Här Urbany.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech wëll nach eng Kéier zréckkommen am Fong op dat, wat mech am meeschten interesséiert bei där Fro hei, dat ass de Moment 2008. Dir hutt virdrun e Bréif virgelies, wéi Der der parlamentarescher Kontrollkommissioun den Optrag ginn hutt fir eng Analys ze maachen, an Dir hutt gesot, Dir hätt der Kommissioun den Optrag ginn, well déi Zäit, wat och richteg ass, x Rumeuren och erëm an der Diskussioun waren, ob en Zesummenhang géing bestoen tëschent Staybehind a Bommeleeër.

Dir sot selwer, dat wäre Rumeure gewiescht; et waren och Zeitungsartikelen an esou weider, wou driwwer geschriwwe ginn ass, och duerch Saachen, déi am Ausland passéiert sinn. Bon, wat ech nach net kann novollzéien, dat ass: Et ass richteg, datt mir den Archiv zur Verfügung gestallt kritt hunn déi Zäit beim Geheimdéngscht, an et sinn och déi Dossieren, mat grousser Wahrscheinlechkeet, ech hunn jo net gesinn, wat geliwwert ginn ass, mä wahrscheinlech sinn et déi, déi mir och zur Verfügung haten, op Basis vun deene mir de Rapport erstallt hunn.

Mä wat jo awer speziell ass oder speziell war un där Situatioun, haut gekuckt, fir eis, dat ass, datt mir mam Här Mille zesummegeschafft hunn, a wahrscheinlech jo ënnendrënner dat Zouliwwerer waren, déi zwee Leit, déi och elo dauernd hei an der Diskussioun sinn. Déi allendräi hu selwer un eppes ganz aneschters gegleeft wéi dat, wat se eis gezielt hunn. Dat heescht, mir sinn do während Wochen a Woche gefiddert gi vun dräi Beamte vum Geheimdéngscht mat Dokumenter sécherlech, mat Archiven, mat selwer hiren eegenen Theorien.

Si hunn ons jo oft Saache gesot, wat si fonnt haten, wat si gesinn haten. Mir hu jo och missen dorobber zréckgräifen, well wat fir e Choix hätte mer soss gehat, wéi op déi zréckzegräifen, déi am Service nach geschafft hunn, niewent deenen, déi mer komme gelooss hunn, natierlech vun där Zäit. An déi Leit, déi eis dann do mat voller Begeeschterung dozou bruecht hunn, datt mer deen dote Rapport erstallt hunn, hunn an hirem eegene Kapp, an dat ass och en Archiv, hire Kapp, respektiv dat Dokument, déi Powerpoint, déi se 2006 gewisen hunn, un eppes ganz aneschters gegleeft.

An Dir musst awer verstoen, datt ech natierlech do enorm Problemer hunn, domadder eens ze ginn, an datt ech och do vun Ärer Säit net ka verstoen, firwat Der eis net

zumindest en Indice ginn hutt, wéi Der eis den Optrag ginn hutt, fir ze soen: „Hei lauschtert emol: Maacht Dir en toute objectivité op Basis vun de Fakten“ - do ginn ech lech honnertprozenteg Recht - „déi Analys, mä ech wëll lech awer soen, déi Borschten do, den Här Mille a seng Equipe, déi hunn awer virun zwee Joer och eng ganz aner Theorie, an zwar déi an déi, mir zum Beschte ginn op Basis vun enger Powerpoint“, oder wat och ëmmer.

Dann hätte mir zumindest nach eng besser Aarbecht och kënne maachen. Ma dann hätte mer jo kënne mathëllefe versichen ze préiwen, op Basis vun den Dokumenter, déi wierklech do sinn, ob dann hir Theorie stëmmt oder net stëmmt. Mä vu datt mer déi Informatioune virenthale kritt hunn, dat heescht keen eis déi gesot huet, weder hu mer vun lech en Hiwäis kritt, scho guer net hunn déi Leit eis dat gesot, war dat natierlech relativ schwiereg, an desto méi sinn ech haut iwwerrascht, nach haut ze gesinn, mat wat fir enger Vehemenz datt déi Thees vun deene Leit vertratt gëtt.

Sou datt ech mer soen: Jo, wat hunn déi mer do fir Geschichte gezielt, 2008, wéi ech do dee Rapport sollt erstellen! An dat ass e bëssen dat, mengen ech, déi Schwieregkeet, déi Der awer musst kënnen novollzéien, a wou ech net kann novollzéien, firwat Der eis net wéinstens en Hiwäis ginn hutt dodrop.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Powerpoint, à moins datt ech mech fundamental ieren, déi Dokumenter, déi och den Här Meisch an Dir alleguer virleien hutt, déi schénge mir keng Hiweiser drop ze enthalen, dass Staybehind eppes mat der Bommeleeëraffär ze dinn hat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Nee, mä d'Theorie hutt Der jo awer gezielt kritt déi Zäit.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da gëtt gesot, et wier marginal an där Sitzung - well ech gesot hunn: Sot dem Här Frieden emol wat Der mengt! - doriwwer geschwat ginn. Dat war manifestement kee ganz laangt Gespréich, an ech soen nach eng Kéier: Et si keng Nimm genannt ginn an deem Gespréich, et si keng Fakte produzéiert ginn an deem Gespréich. Wësst Der, ech si Statsminister. Ech kann dann net,

well een eng Theorie huet - ech hunn och nach Theorien an deem Zesummenhang, jiddwereen huet Theorien, déi en net beweise kann, a jiddwereen huet déiselwecht Theorien a kee ka se beweisen -, kann ech dann net einfach mir nichts dir nichts soen: Déi hunn eng Theorie, vun där ech dovun ausgaange sinn - an ech mengen, dat war och esou -, dass se deenen zoustännegen Instanzen dat virgedroen hunn, dass se dann am Zesummenhang mat Ären Aarbechten, vun deenen ech nach eng Kéier soen, dass se exzellent gefouert gi sinn, net well d'Resultat mech arrangéiert oder dérangéiert, mä well einfach seriös geschafft ginn ass... Wann dat do vun deenen Zoustännegen net gesot ginn ass - Dir hutt se jo gesinn; ech weess jo net, wat Dir mat deene Leit...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä Dir hat awer eng Informatioun do, déi mir net haten, op Basis vun där mer hätte kënnen nofroen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hutt Der déi Leit da gefrot?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat hätt ech da solle froen, wann ech näischt weess?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, wéini dass déi Huis-closen do waren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ah elo, mengt Der.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Hutt Der se da gefrot: Firwat hutt Der eis dat deemools net gesot?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech huele jo un, dass Der dat gefrot hutt, an dunn hu se lech d'Nimm genannt an dunn hutt Der déi Nimm viruginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ee vun deenen Zeien huet awer gesot, datt en 2009, also no der Aarbecht vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun zum Dossier Staybehind a Bommeleeër genau déi doten Theorie, déi Pist - net Nimm, mä Pist -, deen Zesummenhang, deen am Raum steet, dem Untersuchungsrichter nach eng Kéier

développéiert hätt. Also hu se och 2009 - an domadder, wa se 2006 där Meenung waren, se waren 2009 där Meenung, mussen se och 2008 wahrscheinlech där Meenung gewiescht sinn - hu se nach ëmmer déi Pist poursuivéiert. An d'Kontrollkommissioun muss awer dovunner näischt matgedeelt kritt hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, an hunn déi Leit, déi Der héieren hutt - mech hutt Der jo net héieren, mä dat as och irrelevant lech net dat gesot, wat se 2009 - ech weess elo net, vu wiem dass Der schwätzt - dem Untersuchungsriichter - ech weess och net, ob dat stëmmt - virgedroen. Mä dann ass jiddefalls déi Theorie do spéitstens viru véier Joer dem ermëttelnden Untersuchungsriichter virgedroe ginn, soudass d'Justiz an déi dofir Zoustänneg och iwwert déi Theorie informéiert gi sinn. An da muss een d'Justiz froen, mä mer hunn der Justiz keng Froen ze stellen, wat dann doropshi geschitt ass, opgrond vun där Theorie, déi do virgedroe ginn ass.

Vläicht ass déi Theorie, wat ee jo awer net weess, beim Untersuchungsriichter esou virgedroe ginn, dass et eng Theorie war, mä awer keng belaaschtbar Informatioun enthalen huet. Ech weess net, wéi dat do beim Juge d'instruction zougeet. Ech hunn déi jo net esou oft begéint; just wa bei mir Perquisitioune gemaach gi sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä d'Fro ass jo, datt se der Kontrollkommissioun net virgeluecht ginn ass, déi Theorie. Ausser dat, wat eis hei ze interesséieren huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. An do hunn ech da missen déi Leit, déi déi Theorie haten, an déi ech net an der Integralitéit novollzéie konnt, froen, firwat dass se da bei Ären Enquêten hei oder bei Ärem Rapport net dovu geschwat hunn, obscho se jo schéngt vill mat en zesumme gewiescht ze sinn, sou wéi ech och vill mat deene Leit zesumme war, awer manner dacks wéi Dir.

Ech hat jiddefalls keng 14 Sitzunge mam Geheimdéngscht iwwert de Staybehind an deem seng Relatioune mat der Bommeleeër-Affär. Da musst Der déi Leit froen, firwat dass se dann 2007 oder 2008 an 2009 näischt dovu gesot hunn a firwat dass se bis an d'Joer 2009 gewaart hunn, fir dem Untersuchungsriichter dat virzedroen. Ech kann lech déi Fro net beäntweren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany huet scho méi laang gefrot, dann den Här Roth.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Neen, neen, ech well ...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dann ass et... Elo hunn ech d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ma Dir gitt lech d'Wuert net selwer, Här Roth. Esou get dat héi net.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir mussen awer och e bësse kucken an dem Rapport vun der Commission de contrôle parlementaire du Service de Renseignement: «Les activités du résau Staybehind luxembourgeois», erstallt de 7. Juli 2008, dee misst jo och de Parlamentarier zougänglech gewiescht sinn, do steet ausdrécklech dran: «*Monsieur le procureur d'État Robert Biever a informé la commission que le parquet s'était renseigné à l'époque extensiblement sur la nature et sur la philosophie sous-jacente au réseau Stay behind et qu'il a pu constater qu'il n'existait aucun élément qui permettait de conclure que des liens existaient entre le réseau Stay behind et l'affaire des attentats …*

M. François Bausch *(déi gréng).*- Majo natierlech.

M. Gilles Roth *(CSV).*- *...à l'explosif*».

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat wär jo awer de Combel, wann do elo de Contraire wär!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat ass Är Fro un den Zeie gewiescht elo?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma ob en dat net vläicht réconfortéiert hätt, fir déi Pist do auszeschléissen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech muss awer soen, an deem Moment wou...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Loosse mer... Wann ech gelift!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An deem Moment wou dee Rapport hei publizéiert ginn ass, dat ass zwee Joer, no deem deen Debriefing do gemaach ginn ass, an ech konnt 2006 jo net wëssen, wat d'Kommissioun géif 2008 feststellen, mä d'Kommissioun stellt fest, och opgrond vun den Aussoe vum Parquet, dass do keng Liene bestanen hunn. An Dir wäert feststellen, dass dat, wat elo diskutéiert ginn ass, Gelli an déi aner Affär, an där hirem Zesummenhang den Gelli genannt ginn ass, dass dat net Material genuch hiergëtt fir dat, wat d'Kommissioun hei festgestallt huet, ze invalidéieren.

Ceci dit, ech si jo net hei, ech verteidege jo hei net de Staybehind. Wann et de Staybehind oder soss ee war: Wie kënnt dann nach a Fro do esou? Jo, da sollen déi zur Verantwortung gezu ginn.

Ech hunn hei keen ze verteidegen. Ech stelle just fest, opgrond vun deem, wat ee weess, an opgrond vun deem, wat festgestallt ginn ass, dass gemengt ginn ass, dat wier keng Pist. Ech hunn och keng Indicatiounen déi mech unhuelen dinn, dat wier eng Pist.

Mä Dir musst net mengen, dass ech hei géif de Staybehind verteidegen. Firwat soll ech eppes verteidegen, wat 1990 opgeléist ginn ass a woumat ech näischt ze dinn hat? Wat kéint dann d'Raison d'État sinn, fir dat ze verstoppen?

Ech gesinn dat eigentlech..., ech gesinn dat nu wierklech net. A manifestement huet jo d'Justiz awer op deem Staybehinds-Wee do gesicht. Vläicht hat jo ee vum Geheimdéngscht, wat normal gewiescht wär, de Procureur d'État oder de Parquet doriwwer informéiert. Ech liesen an engem Bréif vum Procureur, vum heitege Procureur général, dass esou Gespréicher stattfonnt hunn. Deen awer dann a sengem Bréif seet, do wier awer näischt Handfestes derbäi gewiescht.

Manifestement huet de Geheimdéngscht, sou wéi dat üblech ass a wéi et seng Aufgab ass, de Parquet iwwert déi Affär Bommeleeër/Staybehind, insofern wéi en eppes gemengt huet ze wëssen, ënnerhalen. Also, ech gesinn do wierklech net, wou de Problem ass.

Natierlech, ech gesinn dee ganze Problem, well mer net an där Affär-Bommeleeër-Geschicht do virukommen.

Den Här Fayot huet elo d'éinescht gesot, ob ech eng Theorie hätt. Ech hu keng Theorie, ech hu just eng Fro, an déi huet och de President vun Ärer Enquêtëkommissioun schonn e puer Mol och öffentlech formuléiert: Wee manipuléiert hei ween? Ech weess just, dass mir net bei deene sinn, déi manipuléieren. Ech hu grouss Douten, ob mer net bei deene sinn, déi manipuléiert ginn!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also ech mengen den... Mir mussen awer erëm op d'Realitéit vun eiser Diskussioun an och vun eiser Missioun zréckkommen. Mir si jo hei net e Geriicht wat soll feststellen, ween de Bommeleeër war. Mir sinn eng politesch Enquêtëkommissioun déi soll feststellen, wou et am Geheimdéngscht an deene leschte 50 Joer Problemer gi sinn.

An déi Period fält eng wichteg Period, wou de Geheimdéngscht awer a Relatioun bruecht gëtt mat Saachen, déi effektiv eng kriminell Natur hunn. Et huet... Dir sot: „Et gëtt keng Statsräson. Ech gesinn net den Zweck dovun. Ech gesinn d'Statsräson net." Mä loosse mer eis jo awer bewosst sinn, de Stay behind huet am Kader vun der NATO existéiert, do ass et e Comité ginn, e Koordinatiounscomité, wou och déi Verantwortlech vun eisem Geheimdéngscht regelméisseg dohinner gaange sinn, fir iwwer verschidden Aktiounen ze diskutéieren.

Duerch d'international Press, duerch Recherchë vun Historiker, wéi den Daniele Ganser zum Beispill aus der Schwäiz, duerch Aussoe vu Leit, déi gemaach gi sinn, déi ze dinn hate ganz enk mat där Geschicht, ass et awer, mengen ech, etabléiert, dass et an Europa esou eppes ginn ass wéi eng Strategie vun de Spannungen. An Italien huet dat Gladio geheescht. Do ass et och zu politesche Morde komm. Et sinn Attentater ginn an esou weider. Et ass an Italien eng Enquêtëkommissioun gewiescht, déi ganz kloer de Lien domadder hiergestallt huet.

A wann een da kuckt, muss ech awer soen, Här Juncker, wann een dat kuckt wat och nëmmen, obschonn ech mat de Konklusiounen eventuell net d'accord si vun deem Bericht vun 2008, mä eleng d'Faiten, déi opgezielt ginn, gëtt awer ganz kloer de Lien gemaach mat Exercices de sabotage, déi do gemaach gi sinn am Kader vun enger militärescher Operatioun, wou eng 20 Forces spéciales américaines derbäi waren, déi an deenen Operatiounen do vun der NATO awer och oft agesat gi sinn. Iwwerdeems se zu Bad Tölz stationéiert waren, eng speziell Eenheet, déi och an engem belsche Rapport ganz kloer an Zesummenhang bruecht gëtt mat deenen Attacken op d'Kasär vu Vielsalm zu deemselwechten Zäitpunkt.

Dat heescht, do gëtt et awer esou en Netz vun Indicatiounen, déi awer drop hindeiten, dass och zu den Operatioune vun deene Leit, vun deene Forcen a vu verschiddene Geheimdéngschter an Europa awer och esou eppes gehéiert huet wéi esou eng Strategie vun de Spannungen.

A wann ech da kucken, zwou Wochen nodeem dat Manöver eriwwer war, fannen da Bommenattentater en réalité statt, déi virdrun en théorie geprouft gi si vun deenen amerikanesche Spezialkräften a vun 30 Lëtzebuerger Kräften, wou net ganz kloer ass, wouzou déi Kräften do waren. War dat eng Eenheet vum SREL, déi bis elo net bekannt war? War dat eng Eenheet vun der Arméi an esou weider? Dat ass net kloer. Mä fest steet, dass zesumme mat deene Spezialkräften 30 Leit trainéiert hunn, déi hu musse jo och forcément militäresch ausgebilt gewiescht sinn. Dat waren net déi berühmten Hausfraen, wou d'Madame Polfer ëmmer seet, vun der „schlofender Stay behind-Struktur"! Déi war et bestëmmt net.

Ech mengen, Här Juncker, d'Fro stellt sech jo awer dann awer politesch: Wat hu mer domat ze dinn, wat do geschitt ass, awéiwäit? Mir sinn awer ganz no bei de Bommenattentater dann, de sachleche Lien zu de Bommenattentater ass awer immens no. An ech mengen, do wier et awer un der Politik an och un deene Verantwortleche vum Geheimdéngscht, och haut nach, wann en deemools och net verantwortlech war, fir där Saach awer, mengen ech, e bësse méi politesch op de Fong ze goen.

Zum Beispill andeem ee versicht, emol un déi Informatiounen ze kommen, déi deemools awer ouni Zweifel bestanen hunn an deene jeeweilegen NATO-Strukturen. Et ass, ech hu

gelies, do war e Briefing vum deemolege Generalsekretär vun der NATO, dem Här Wörner, wou och e lëtzebuergesche Botschafter anscheinend derbäi war, wou se opgekläert gi sinn iwwert dat, wat Stay behind a Wierklechkeet war.

Ech wëll net dem Prozess virgräifen. Dir braucht och net op déi Froen ze äntwerten, mä ech fannen, politesch wier et noutwendeg gewiescht, politesch wier et noutwendeg gewiescht, och iwwregens fir d'parlamentaresch Kontrollkommissioun deemools, fir deenen dote Froen nozegoen a fir ze kucken, do méi Informatiounen erauszekréien ... (***inaudible***) ... war? Dat ass eng Fro vun de Geriichter. Domat hu mir eis net ze beschäftegen. Mä ech fannen, dass dee Fait do politesch esou wichteg ass fir eng gewësse Period an der Geschicht - mat vläicht nach Auswierkungen duerno, dat weess ech net -, dass et awer wierklech derwäert ass, deem nozegoen. Soss séize mer jo iwwregens net hei zesummen an et wier deemools keng Enquêtëkommissioun gegrënnt ginn, wann et net déi politesch Importenz hätt.

Dir kënnt jo elo net maachen, wéi wann dat elo iergend e Lëtzebuerger Zeie gewiescht wier, deen näischt domat ze dinn hat, deen do de Prënz Jang gesinn huet. Ech mengen, dat geet jo wäit doriwwer eraus. Do si Leit, déi jo och un eng gewësse Geheimhaltung gebonne sinn, héich Militär an esou weider, mat deenen een emol seriö muss schwätzen! A mir wëssen awer och, dass déi Leit net spontan schwätzen an dass déi - de Maître Vogel schwätzt vun „omertà“ an deem Zesummenhang -, dass déi awer do u gewëssen esou Prinzipië gebonne sinn. Voilà, dat war...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Eng Reaktioun vum...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ... et war eigentlech keng Fro...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Eng Reaktioun trotzdeem vun eisem Zeien. Mir sinn an enger Auditioun vun engem Zeien trotzdeem.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ... Firwat hutt Der Iech déi Froen net gestallt scho ganz fréi?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll net dem Här Urbany seng Froe beäntwerten, well en huet jo keng gestallt!

Mä ech wëll einfach esou - esou ënner Kolleegen - eppes dozou soen. Ech streiden net of, obschonn ech kee Fachmann vun deene Froe war, sinn a wëll ginn, dass et wahrscheinlech am Dunstkreis vun der NATO Kräfte gi sinn, déi Interesse dru gesinn hunn, fir eng gewëssen Tensioun an eisem Deel vum Kontinent ze erzeugen. Ech schwätzen net vun där objektiver Tensioun, déi déi aner Säit vum sougenannten „Eisene Rideau" erzeugt ginn ass, dat war jo alles nëmmen harmlos. Hei war jo Krich, hei war jo d'Bedrohung, an do war

(***interruptions***)

...neen, neen, ech soe just: Hei war d'Bedrohung an do war alles gutt! Dat war jo d'Realitéit.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et war och do villes...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wat gelift?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et war och do villes net gutt,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, dat hatte mer déizäit scho geduecht!

Mä ech hu mech awer mat där Fro och beschäftegt, well si interesséiert mech och aus historesche Grënn. Et huet ee jo vill Ministeren, déi domat ze dinn haten. Ech hunn do a mengem Dossier - well ech muss dat jo elo alles do recomposéieren, well et mech och interesséiert a well ech jo muss all Froe beäntwerte bis an d'50er Joren eran - den Eugène Schaus, den Emile Krieps, de Fischbach père, Fischbach fils, alles do begéint, déi déi Manöveren do autoriséiert hunn.

An ech hu gefrot, ob de SREL eppes domat ze dinn huet. Dat hunn ech d'Leit am SREL gefrot. Déi soe mer: „Jo, mir haten eng Unitéit vun dräi, véier Leit." Déi huet och d'Kommissioun héieren, mengen ech, wien dee Rapport gemaach huet. Déi Leit hunn iwwregens nach eng Kéier gefrot, fir hei gehéiert ze ginn, well déi gi jo an der

Öffentlechkeet duergestallt, wéi wa si quasi d'Bommeleeër wieren, net heibannen, mä dobaussen! Déi Leit maachen eppes mat! Dat ass jo ville Leit egal; mir ass dat iwwerhaapt net egal, dass déi Leit kriminaliséiert ginn! An ech hätt et och gutt fonnt, wa se nach eng Kéier géife gehéiert ginn, hei oder soss iergendzwousch.

Ech hu mech och mat der Fro beschäftegt, wat déi Unitéit Stay behind am SREL gemaach huet, déi dräi, véier Leit, déi do waren. Déi hutt Dir héieren, Dir wësst doriwwer méi wéi ech. Ech hu mat deene selwer net geschwat.

Ech hunn elo nach eng Kéier gefrot bei mir am Haus, si solle sech kundeg maachen, ob et Iwwerbleibsel vum sougenannten „Zweete Büro" an der Arméi gi sinn. Den Zweete Büro ass opgeléist ginn, ass 1960 an de Geheimdéngscht iwwerfouert ginn: ob et do Spuren, ob et do Reschtelementer dovu gëtt, ob et Leit an der Arméi ginn huet, déi sech domat beschäftegt hunn. Do kréien ech vum Ministère de la Défense a vun der Arméi gesot: „*Där Leit sinn et keng ginn. Där Leit gëtt et keng.*" A Sabotageunitéiten, déi vum SREL-Personal bedéngt gi waren, waren ni am Manöverasaz, deen d'ailleurs iwwert d'Press bekannt gemaach ginn ass, dat Ösling 84, a vum Emile Krieps autoriséiert war, dat ass jo alles öffentlech ofgelaf, där Leit waren do keng derbäi.

Hutt Dir d'Archive vun der Arméi gekuckt? An den Archive vun der Arméi muss ee jo Saache fannen. Sinn déi gekuckt ginn? Ech soen lech, déi si gekuckt gi vun der Commission de...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Kontrollkommissioun huet se jo gekuckt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Commission de contrôle parlementaire huet dach d'Archive vun der Arméi gekuckt! Well déi Aarbecht, ech soen et nach eng Kéier, grëndlech gemaach ginn ass deemools. Ass do eppes fonnt ginn, an den Archive vun der Arméi? Souwäit wéi ech liesen net! Ech ka jo guer net ausschléissen, dass déi Archiven net komplett sinn! Wéi kann ech dat beweisen? Mä jiddefalls ass näischt fonnt ginn an deenen Archiven, déi den Deputéierten zougänglech gemaach gi sinn.

Also, fir dann ëmmer eng Theorie opzebauen: „*Do war awer eppes*", well een näischt anescht fënnt, dat ass e Sprong, deen ech net wëll matmaachen. Ech leeën hei en fait fir keen - an dëser Saach -, fir kee méi d'Hand an d'Feier! Mä ech leeën awer och net Hänn an d'Feier, wann ech net weess, dass se an d'Feier gehéieren. An dofir soll een effektiv deenen Instanzen dat iwwerloossen, déi dofir zoustänneg sinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä d'NATO-Archive sinn zou zum Beispill. Do kommen Historiker net drun erun. An déi bekloen dat, well si mengen, dass do d'Léisung ze fanne wier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also meng Iwwerzeegung ass, dass et esou eng parallell Struktur wéi Gladio zu Lëtzebuerg net ginn ass. Ech hu jiddefalls ni esou eppes fonnt. Meng Iwwerzeegung ass och, dass keen aus dem Geheimdéngscht u Sabotageübungen deelgeholl huet. Mäi Wëssen ass, dass déi SREL-Leit, déi dobaussen um Terrain waren, net fir Sabotage zoustänneg waren, mä just fir Infiltratiounen a fir Exfiltratioun. An dorop beschränkt sech mäi Wëssen!

Ech hunn och keen Zougang zu den NATO-Archiven, ob ech däers kéint kréien, weess ech emol guer net. Madame Polfer, Ausseministeren, Verteidegungsministeren, Statsministeren, kënnen déi einfach an d'NATO-Archiven...?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Also, de Service de Renseignement war ni...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen, neen! Den Här Urbany huet geschwat vun der d'NATO awer, den Här Urbany huet vun den NATO-Archive geschwat, an dat...

(Interruption)

Neen, den Här Urbany huet gesot, d'NATO-Archive wieren eis net zougänglech, an ech wollt just einfach d'Wëssensfro froen, ob national Regierungen Zougang - dofir soen ech Ausseministeren a Verteidegungsministeren -, zu den NATO-Archiven hunn, well ech weess dat net. Ech hunn emol d'Archive vum Geheimdéngscht net gekuckt an net déi vun der Arméi, geschweig dann déi vun der NATO. An déi misst ee jo nach géigenchecke

géint Archiven, déi et jo nach soss iergendwou an Europa muss ginn. Den Archiv vun enger Allianz mécht nëmme Sënn, wann ee vergläicht mat dem Archiv vun där anerer Allianz.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Deen ass dach op!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De KGB ass op, jo...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Den Här Bausch, den Här Meisch, an da musse mer vläicht kucken, wéi mer weiderfueren. Den Här Bausch.

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Stasi ass op, jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll nach eng Kéier hei preziséieren, datt an deem ganze Froekatalog hei ech weder e Jugement wëll ofginn iwwert déi eng oder déi aner Theorie, ob se richteg ass, falsch ass, egal wie se zum Beschte gëtt, esou laang wéi keng Preuven um Dësch leien, d'autant plus wou et net u mir ass ze jugéieren, ob do eppes drun ass oder net. Duerfir effektiv fënnt de Moment eppes op enger anerer Plaz statt!

Wat mech an deem heite Kontext haaptsächlech interesséiert, dat ass, wéi et méiglech war, datt mir einfach esou zesummeschaffe gi loosse mat Leit, déi awer wichteg waren als Zouliwwerer, fir datt mer eise Rapport konnten erstellen, déi selwer un eppes komplett aneschters gegleeft hunn, well dat jo en total ongutt Gefill hannerléist, well ech mer soen: Jo, am Endeffekt, wat hunn déi Leit mer dann alles gewisen? Vu datt ech jo och net weess, wéi Dir och, wat alles am Archiv war, hätt kënne sinn, vläicht eng Kéier dra war! Well wéi mir den Archiv elo bis scelléiert hunn, dat war 2012, bis dohinner konnt vill aus dem Archiv eraus!

Ech weess dat elo net, ech wëll weder eng Behaaptung opstellen nach wëll ech soen: Dat war esou. Mech stéiert just, datt awer 2008 déi Leit, déi am meeschte mat eis hätte solle kollaboréieren, fir datt mer en uerdentleche Rapport kéinten erstellen, datt déi un eppes ganz aneschters gegleeft hunn!

An duerfir, Här Roth, fannt Der dat natierlech och net an deem Rapport erëm, deen Der do virdrun zitéiert hutt. Dat kënnt Der jo och net do erëmfannen, well soss hätte mer jo deemools deene Leit aner Froe gestallt, wa se eis dat do zum Beschte ginn hätten. Mä si hunn awer 2006 bei de politesche Responsabelen déi Theorië gezielt. Egal wéi hanebüchen dass se vläicht waren, et handelt sech hei ëm den Direkter vum Service de Renseignement, deen doru gegleeft huet, mat zwee vu sengen Haaptleit am Service!

An dofir nach eng Kéier meng Fro: Firwat krute mer net wéinstens en Hiweis dorobber als Kommissioun? Dat hätt eis awer wahrscheinlech och op e puer Gedanke bruecht, fir méi genau ze kucken, wat an deem Service do lass ass, zum Beispill.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Jo?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Dir musst nach eng Kéier drécken...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...soen nach eng Kéier, Dir musst déi Leit froen, déi déi Theorie haten, firwat dass se déi Theorie net an deem Moment virbruecht hunn, wéi Dir amgaange waart, Äre Rapport ze maachen. Et war net meng! Et ass och net meng. Et war hir. Da musst Der se froen, firwat hu se se net virgedroen? Fir ze mengen - déi, déi déi Theorie haten an déi, wéi Der sot, se mat Vehemenz hei nach eng Kéier virgedroen hunn, ech war bei deene geschlossene Sitzungen net derbäi - firwat mengt Der, dass dann ausgerechent déi, déi déi Theorie haten, d'Archive gebotzt hätten op deem Punkt? Wann an deenen Archiven eppes...

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, mä Dir sot: „*Mir wësse jo net, ob dann alles dran ass.*“

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä dat ass eng berechtegt Fro!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat wieren dann ausgerechent déi Saachen aus den Archive verschwonnen, emol ugeholl, et wier der ginn, déi d'Theorie beluecht hätte vun deene Leit, déi déi Theorie haten? Mä ech sinn net Kriminalist an och net Privatdetektiv...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also wann ech, Här Premierminister, lech ka soen, entre-temps wësse mer jo, wéi wéineg schréftlech Rapporte während där Phas 2004-2008 gemaach ginn, och iwwer aner Saachen, an datt ganz villes mëndlech gemaach ginn ass a Verschiddener just fir sech selwer rapportéiert hunn a geschriwwen hunn. Dofir soen ech, ech weess net, ob do... Et gëtt vill Saachen, déi mer hei gekuckt hunn tëschent 2004 an 2009, wou mer deene Leit och vill Froe gestallt hunn, wou et entre-temps am ganze Service de Renseignement... Ech mengen, deen Direkter, deen haut do ass, hëlleft eis jo vill, fir Saachen erëmzefannen, mä wou dee beim beschte Wëllen näischt kann erëmfannen, well en näischt huet, well wahrscheinlech eenzel Leit just bei sech selwer eppes stockéiert hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ee Verdacht, deen ech och hunn - ech weess net, wat fir Affären dass dat betréfft -, do wou dann op eemol Dokumenter optauchen, well se déi dann iergendwéi do reconstituéiert kritt hunn, dovunner hunn ech der e puer gesinn, dat sinn héich interessant Lektüren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et misst ee se eigentlech öffentlech maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...fannen ech och!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et misst ee se eigentlech öffentlech maachen. Mä vu dass et jo awer Leit gëtt, déi villes gleewen, ass et gradesou gutt, si ginn net öffentlech gemaach. Mä et ass invraisemblabel, wat ech heiansdo do vu

Verdächtegungen, och meng Persoun betreffend liesen. Huet de Geheimdéngscht eigentlech fir mech geschafft oder géint mech? Dat ass jo ganz interessant.

Mä ech mengen, doriwwer hunn ech mam Direkter vum Geheimdéngscht och nach dëser Deeg geschwat, mir mussen - et ass eng allgemeng Remarque fir de Stat, mä am Geheimdéngscht ass et awer nu wierklech bluttnoutwendeg, am Ministère d'État och, well do fënnt een och näischt erëm, an an anere Ministèren och net d'ailleurs -, mir mussen eis eng archivistesch Kultur gi beim Stat, déi mer net hunn.

Et ass invraisemblabel, wéi vill Wochen ee muss waarden, bis ee kann iwwerpréifen, ob eppes, wat gesot gëtt, stëmmt, well een an den Archiven net duerch direkten Zougréff ka soen, et ass esou oder et ass net esou. Dat ass eng vun den harmlose Konklusioune vun Ären Aarbechten, déi een och muss gesinn.

D'parlamentaresch Kontrollkommissioun huet emol keen Archiv. An de Stay behind, deen huet, wann en eppes domat ze dinn huet, dat bestëmmt net archivéiert. Jiddefalls fanne mer näischt. An de Geheimdéngscht hat en zweeten Archiv zu Senneng, vun deem ech jo näischt wousst, vun deem mer gesot gëtt, dat wier e Back-up gewiescht. Wann dat esou ass - et schéngt sech erauszestellen, dass dat esou wier -, weess ech och net, firwat ech dat muss gesot kréien. D'Ministere wëssen net, wou d'Back-upe vun hire Verwaltunge sinn. Wou ass dee vun der Sécurité sociale, dee wichtegsten, dee mer hunn, wou ass dee vun de Steieren, ech hunn de Finanzminister ni gefrot: Wou hutt Der dat? Et ass mer och ni an d'Iddi komm, fir ze soen: Wou hutt Der Äre Back-up vun Ären Archiven? Ech fannen och net, dass ech dat muss wëssen.

Ech hätt zwar gären iwwert d'Goldkëscht eppes héieren, well dat esou, jo, esou extraordinär ass, dass ech, wier ech Direkter vum Geheimdéngscht, dat Éischt, wat ech dem Statsminister gesot hätt: Hei, mir hunn och nach eng Goldkëscht! Dat hätt ech mat Sécherheet gemaach. Mä ech mengen, déi hu mer net alles gesot.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Eng prezis Fro zu deem Briefing vun 2006: Hutt Dir iergendeen Unhaltspunkt, datt och dat Gespréich opgeholl gi wär?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn... Wann ech net sécher wier, dass eist Gespréich hei géif direkt an d'ganzt Land iwwerdroe ginn, dann hätt ech de Verdacht, et géif opgeholl ginn. Ech hunn entre-temps de Verdacht, wann ech mat engem méi wéi mat mir selwer schwätzen, dass iergendwou een dat Gespréich ophëlt. Et muss Spaass maachen. Ech hunn d'Angscht, dass dauernd Gespréicher vu mir opgeholl ginn. An dat ass ee ganz désagréabelt, en extrem désagréabelt Gefill!

Mä ech hu keng Hiweiser drop, dass dat geschitt wier. Mä heiansdo gëtt quasi ënner Zitatform aus deem Gespréich, aus deem Debriefing do rapportéiert. Dat interpelléiert mech! An zwar och op eng Aart a Weis, déi menger Diktioun a mengem Modus, fir mat de Leit ze schwätzen, duerchaus gläicht. Entweder huet een eng feinpsychologesch Etüde iwwer mech gemaach, dass en zu esou ënner Zitatform virbruechtene Sätz kënnt, oder awer: Et huet een eppes, wat ech net hunn. Mä dat wäert dann a véier Joer eng Kéier iwwert de Radio oder soss éierens lafen. Wann dat da grad an deem Moment passt!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Vläicht och schonn éischter!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- En fin, also Här Meisch, ech hu keng Indicatioun. Ech hunn och kee Verdacht, ech hunn es einfach sat mat deene Saachen!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Bon, ech géif d'Kommissiounsmembere froen, ob nach eng Fro un de Statsminister elo ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn nach zu aneren...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Zu anere Sujeten? Elo wollt ech awer emol froen, et ass elo zéng op véier an dobausse geet e Wieder lass, wéi elo zäitlech d'Disponibilitéite sinn hei vun de Memberen a vum Statsminister. Soss géif ech soen, dass mer vläicht eng zweet Sitzung nach... Souwisou, mir wollte jo och nach op d'Reform ze schwätze kommen, dat packe mer souwisou net méi. Sinn nach aner Froen, déi elo net de Volet Reform betreffen?

Plusieurs voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kéinte mer déi nach vläicht huelen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et feelt ons d'Zäit.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir hu gesot, um véier Auer...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, ech war do vläicht ze vill optimistesch.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kann awer nach eng Véirelstonn bleiwen. Ech wëll awer net onhéiflech sinn. Ech muss wierklech um hallwer fënnef fueren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wa mer souwisou nach eng Sitzung maachen...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.* Et hänkt dovun of, wéi vill Froen dass et sinn. Wann et natierlech elo nach zéng Froe sinn, ech mengen, da packe mer et net.

(Interruptions diverses)

Ech wëll, probéiere mer souwäit wéi mer kommen!

Här Meisch, da fuert duer, da loosse mer keng Zäit verléieren!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt nach eng Kéier op de Rôle vum Roger Mandé ze schwätze kommen: wéi en an de Service de Renseignement komm ass, wat seng Aufgab do war, ob en d'Aufgab hat, fir lech ze rapportéieren, ob e lues a lues an d'Aufgab eragewuess ass, fir un lech Messagen aus dem Service weiderzeginn, wat säi Rôle an deem Trio Schneider, Kemmer, Mandé do war, an och, wat seng Aufgab haut ass. Well dat ass eis bis ewell net esou erkläert ginn, datt mer et konnte begräifen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zu där Persoun vum Roger Mandé, mäi fréiere Chauffeur, mengen ech, hätt ech mech scho geäussert bei menger leschter Auditioun, déi hei am Januar war. Ech hunn effektiv mäi fréiere Chauffeur, deen ech gutt kannt hunn, mat deem ech 20 Joer, ech kann net soen duerch déck an dënn gefuer sinn, mä deen awer och streckeweis fir meng Sécherheet jo zoustänneg war, recommandéiert, fir an de Geheimdéngscht ze goen, well deen de Wonsch ausgedréckt hat - dat hunn ech awer déi leschte Kéier schonn erkläert -, dass en no der Presidentschaft 2005 sech wéilt professionell veränneren. Dat hunn ech ënnerstëtzt.

Et gëtt jo gesot, mä doriwwer hu mer scho geschwat, dass den Här Mille doriwwer net ganz glécklech gewiescht wier: Dat huet e mer da jiddefalls net an enger mir direkt aliichtender Form virgedroen. Ech hunn och, dat hat ech och gesot, aner Leit recommandéiert am Geheimdéngscht. Ech hunn ni een am Geheimdéngscht imposéiert! Ech hunn d'Leit recommandéiert, och fréiere Ministeschkolleegen - net där aus der CSV - hir Kanner, wat ech och normal fannen, wann déi d'Konditiounen erfëllen.

Ech hunn dem Här Mandé keng speziell Missioun ginn am Genre: Gitt elo emol dohinner an da lauschtert Der emol, wat do lass ass, an da kommt Der mer dat emol alles zielen! Esou eng Missioun hat en net. Ech hunn den Androck elo, no all deem, dass natierlech aner Leit am Geheimdéngscht geduecht hunn, dat wier seng Missioun. Wann ech mech wëll de Schlauen hei maachen, da soen ech: Gesitt Der, wéi gutt dass ech mech do organiséiert hunn, fir emol gewuer ze ginn, wat dobanne lass wier. Mä esou war et awer net. Wann et eng Strategie gewiescht wier, kéint ech se jo als solch erklären. Mä ech hunn net den Här Mandé an de Geheimdéngscht geschéckt, fir dass deen do de Geheimdéngscht sollt fir mech ausspionéieren. Vläicht hunn anerer dat gesinn. Den Här Mandé huet heiansdo, wann ech e begéint hunn, mat mir iwwert d'Saache vum Geheimdéngscht geschwat, wéi och aner Mataarbechter vum Geheimdéngscht mer Saachen iwwert de Geheimdéngscht an aus dem Geheimdéngscht gesot hunn. Dat ass jo och erlaabt, dass d'Beamten nach mat hirem politesche Chef schwätzen.

Spéiderhin huet den Här Mandé - éischter aus Grënn, déi näischt mam Geheimdéngscht ze dinn hunn an déi och net heihinner gehéieren - gefrot fir eng aner Affektatioun ze kréien. Dunn ass e vum Ausseminister, mat deem ech geschwat hat, op Bréissel versat ginn a bekëmmert sech do ëm Sécherheetsfroen. Dee Comité huet een Numm. Ech

weess net méi genau wéi en heescht. Dat ass ee Comité, wou mer d'iwwernächst Joer - also d'nächst Joer, iwwernächst Joer, mengen ech - d'Presidentschaft dovun hunn. Ech hu seng Aarbecht zu Bréissel net suivéiert, well dofir war ech net zoustänneg.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen dozou? Soss aus engem aneren Domän?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Claude huet se all gestallt, déi ech wollt stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Soss nach Froen hei vun den Hären? Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Nach eng zur sougenannter Operatioun „Sam", Dossier Lebedev/Paesa, wat jo ee méi geféierlechen Dossier sollt gewiescht sinn, wou awer op d'mannst de Verdacht bestanen huet, datt net onbedéngt alles, wat do gemaach ginn ass, an der Missioun vum Service de Renseignement war, datt vläicht souguer am Optrag vun anere Servicer geschafft ginn ass, vläicht esouguer am Interessi vun eenzelne Privatleit geschafft ginn ass, vläicht souguer hätt kënnen iergendwéi Geld an deem engen oder anere seng eegen Täsch, seng Privattäsch fléissen.

Déi Operatioun ass jo iergendwann och eng Kéier gestoppt ginn. Allerdings ass näischt vun deenen Evenementer och an d'Kontrollkommissioun gaangen. An och déi Leit, déi dat do gemaach hunn, déi dat ze veräntwerten hunn, wann et esou war, datt se net am Interessi vum Service geschafft hunn, och géint déi ass net disziplinaresch virgaange ginn.

Meng Fro: Firwat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir mussen eis wierklech eng Kéier zesummen an der parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwer e puer Aspekter ënnerhalen, notamment ob een direkt zu Disziplinaraktioune kënnt, wann een eppes mécht, vun deem en am Ufank mengt, et wier geheimdéngschtlech relevant, a wou en net zur Zäit ophält un där Affär drunzebleiwen. Wa mer esou ee Prinzip aféieren, geschitt net méi ganz vill. Et geschitt och elo net méi ganz vill, d'ailleurs, opgrond vun all deem, wat esou lass ass.

Dat Zweet: Ech wëll iwwert déi prezis Operatioun „Sam“ - heescht se esou? jo - awer net an öffentlecher Sitzung schwätzen. Dat wëll ech wierklech net maachen. Dir wësst awer aus aneren Einlassungen, dass ech se gestoppt hunn, well ech précisément do, wéi an aneren Zesummenhäng, der Meenung war, dass dat eng Affär wier, déi keng geheimdéngschtlech Relevanz hat, obschonn esou Aspekter dobäi waren, mä déi als eng einfach Affaire criminelle riskéiert huet sech ze erweisen. An dofir hunn ech gesot, de Geheimdéngscht soll sech aus där Affär zréckzéien. Mä ech wëll iwwert déi Affär awer net an öffentlecher Sitzung schwätzen, mä Dir wësst, dass ech se gestoppt hunn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä firwat ass zu deem Zäitpunkt keng Informatioun un d'Kontrollkommissioun gaangen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dofir hunn ech jo gesot, dat war dat Zweet, wat ech wëll soen. Wann, onofhängeg dovun, dass ech nach eng Kéier muss widderhuelen, dass de Chef vum Geheimdéngscht an der Instruktioun stoung, an der Kommissioun alles ze soen, wat e mir och gesot huet, an onofhängeg dovun, dass zënterhier monatlech Operatiounsberichter kommen, muss ee sech d'Fro stellen, ob alles, wat probéiert gëtt a wat gestoppt gëtt, och muss renseignéiert ginn? Wann dat gesot gëtt - dat ass net meng Affär, ech ginn do zäitgläich mat der Kommissioun informéiert, ech kréien ee Bericht iwwert d'Operatiounen, déi lafen -, da musse mer kucken, wéi mer dat besser organiséieren. Mä et ass jo keng Absiicht gewiescht, fir iwwert déi Affär net ze schwätzen. Ech hu se just gestoppt. C'est tout!

Ech sinn awer och d'accord, dass ee muss kënnen iwwer Saache schwätzen, déi ee gestoppt huet. Ech verweigere mech deem net. Ech wosst och net, dass iwwert déi Affär net renseignéiert ginn ass, well jo den Direkter vum Geheimdéngscht regelmässeg an d'Kontrollkommissioun komm ass an eigentlech hätt sollen iwwert déi Affäre schwätzen.

Mä ech leeë Wäert drop, fir auszesoen, dass ech se gestoppt hunn. Ech si mat der Aart a Weis, wéi de Geheimdéngscht politesch kontrolléiert gëtt, also och mat der Aart a Weis, wéi de Statsminister seng Aufgab do wouerhélt, net zefridden, well se einfach net ze erleedegen ass. Doriwwer musse mer jo och nach eng Kéier schwätzen. Mä ech wëll lech un e puer Beispiller däitlech maachen, dass, wann ech eppes gewuer gi sinn oder wa mer eppes gesot ginn ass, wat mer net korrekt geschéngt huet, da sinn d'Affäre gestoppt ginn.

Mä ech ka mech net am Minuttentakt ëm all eenzelnen Agent vum Geheimdéngscht bekëmmeren. A mir mussen driwwer schwätzen, wéi ee sécherstellt, dass déi politesch Féierung vum Geheimdéngscht déi Kontroll kann ausüben, vun där ech mengen, dass se eigentlech d'Viraussetzung bal derfir ass, fir dass d'parlamentaresch Kontrollkommissioun hirer Aufgab kann integral nokommen. Mä dat ass da fir een anert Gespréich.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng Fro nach dozou vum Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Just d'Fro dozou: Hutt Dir ni gemellt kritt, datt et am Service zum Beispill an där doter Affär ee Personnage ginn huet, deen en zimlech onkontrolléierbare Personnage wär, wann deen eng ganz staark Tendenz hätt fir eegestänneg weiderzeschaffen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hat vun engem bestëmmtene Moment un dee Verdacht, an déi Persoun ass och net méi am Geheimdéngscht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà, wa keng weider Froe méi zu deem dote Volet sinn, géif ech proposéieren, dass mer deen zweete Volet, also deen iwwert d'Reform, dass mer dee géifen op eng aner Sitzung vertagen. Mir hunn déi nächst Sitzung elo dëse Freideg, 10. Mee, an do wär ech frou wa mer déi kéinte benotzen, fir vun eiser Säit aus emol en Tëschebilan ze zéien an och, wat déi legislativ Aarbechten ugeet. An, wéi gesot, an eng vun deenen nächste Sitzungen sollte mer och prioritär den Här Mille nach eng Kéier ruffe fir hei gehéiert ze ginn. Jo, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll vläicht fir op den Ordre du jour vun der nächster Sitzung, déi een awer ka preparéieren, de Punkt nach eng Kéier proposéieren, wat fir eng Informatioune mer weider mussen un de Parquet ginn. Mir hunn e puermol doriwwer geschwat. Mir hunn déi zwee Procès-verbalë ginn; et sinn awer eenzel Dokumenter, wou mer gemengt hunn, datt déi och nach eng Kéier musse goen. Et ass och haut an der Sëtzung nach eng Kéier ugeschnidde ginn. Dat, mengen ech, muss een als Éischt och elo maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, mir sollten dann och wa méiglech eise Conseiller juridique hei mat bäizéien.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech wëll och do insistéieren. Mir haten en plus e Bréif geschriwwen un de Service, wou Der och vun eisem Sekretär gesot kritt hutt, Dir sollt de Conseiller juridique froen, datt mer dat kläre wat mer kënne récupéréieren. Do geet et ëm e Computer, wou Informatiounen drop sinn, fir déi ze récupéréieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, däerf ech just eng Fro stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iergendwann hutt Dir, Kolleeg Bausch, gesot, Dir hätt aus dem Ministère d'État net alles dat kritt, wat gefrot gi wär. Dorophin hunn ech meng Leit ugestallt sech heibannen ze renseignéieren, wat do nach géif feelen. An ech wollt froen, ob dat entretemps alles geschitt ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Do misst et jo elo e Kontakt ginn hunn.

Hei gëtt gemellt, et wier souwäit alles hei ofgeliwwert ginn. Dir hutt zwar eng nei Aufgab erëm haut kritt: dee Rapport...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...Santer vun 1990. Stay behind.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Da géif ech déi Sitzung hei...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Maache mer dat dann e Freideg elo, fir ze kucke wat mer un de Parquet weiderginn?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, e Freideg géife mer dat maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hu geduecht, e Freideg géif de Briefing weidergoen am Service de Renseignement.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir kënnen déi zwou Saachen zesumme maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also ech fannen et wichteg, dass dee Briefing weidergeet...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, da kucke mer ob mer net dat doten... Mir musse kucken, jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...well hien eis erlaabt, Asiicht ze kréien an déi aktuell Missioune vum Geheimdéngscht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo maache mer och. An der Rei.

*

Luxembourg, le 25 juin 2013

Le témoin, M. Jean-Claude Juncker

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

Annexe au procès-verbal de la réunion (publique) de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat (P.V. CESRE 35)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition publique de M. Marco Mille, ancien Directeur du Service de Renseignement de l'Etat, en tant que témoin – vendredi, le 7 juin 2013

Verbatim

*

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Voilà. Mir maachen déi heite Sitzung da vun der Enquêtëkommissioun op, wat eng öffentlech Sitzung ass, ausser d'Kommissioun décidéiert eppes aneschters.

Loosse mer soen, dass op Wonsch vum Zeien et esou ass, dass hei u sech den net direkte Film matleleeft. Mä, wéi gesot, et bleift awer eng öffentlech Sitzung.

Et ass emol déi drëtte Kéier, wou mer den Här Mille hei héieren. Ech muss éierlech soen, Här Mille, ech hätt léiwer gehat, et wär net néideg gewiescht, fir lech nach eng Kéier ze héieren, mä: dogrond vun den Auditiounen, déi och hei an der Kommissioun gemaach si ginn, ass et fir eis kloer ginn, dass et eng absolut Nécessitéit ass, fir lech zu eenzelne Punkten hei ganz konkret ze héieren, an ze soen, dass mer u sech net frou sinn, dass et noutwendeg ass, dass mer lech extra ruffen. Et wier vläicht besser gewiescht, déi eng oder aner Informatioun wier vun Ärer Säit éischter un d'Kommissioun hei erugefouert ginn.

Ech géif nach eng Kéier zu enger Vereedegung hei komme vun Äech, hei d'Wourecht ze soen, d'ganz Wourecht, näischt anescht wéi d^Wourecht. Ech bieden lech d'riets Hand ze hiewen an ze soen: „Ech schwieren."

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech schwieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Akt vun Ärer Deklarioun.

An ech insistéieren hei besonnesch dës drëtte Kéier op d'ganz Wourecht! Well ech soe mir selwer als President, an ech denken, dass et deene meeschte Memberen hei och esou geet, dass mer eis zimlech op den Aarm geholl fillen hei vun eenzelne Leit, déi hei defiléiert sinn: manifestement spontan d'Wourecht net zudag mëtt, mer andauernd confrontéiert si mat neien Elementer, déi an den Dossier heiérakommen, wou et manifest gëtt, dass hei d'ganz Wourecht net gesot gëtt.

Dofir wëll ech hei besonnesch hei insistéieren, dass mer vun Iech verlaangen hei d'ganz Wourecht ze héieren an näischt anescht wéi d'Wourecht. A wann Der spontan wëllt nach déi eng oder aner Informatioune ginn, déi fir d'Aarbech vun dëser Kommissioun kënne vun Interessi sinn, sidd Der ausdrécklech gebieden dat ze maachen. Fir emol kloer ze soen, a wat fir engem Kontext dass mer hei zesummekommen.

Et gëtt eng ganz Rëtsch vu Punkten, wou et noutwendeg ass Iech nach eng Kéier ze héieren. Nei Punkten, awer och Punkten, déi op Elementer zréckginn, déi mer schonn hei behandelt hu bei viregten Auditioune mat Iech.

Ech géif vläicht bei deem méi Rezenten ufänken. Informatioun, déi jo am Kader vum Bommeleeërprozess zudag getratt ass, wou et esou ass, dass, zumindest no Ausso vun engem Zeien, deen am Kader vun enger Enquête vun der Justiz gehéiert ginn ass, anscheinend zumindest et geplang war, wann net duerchgefouert war, dass eng Observatioun op de Procureur d'État Biever gelaf ass, respektiv dass do eventuell am SREL en Dossier derzou ugeluecht ginn ass.

Duerfir... An datselecht gëllt och fir d'Équipe vun den Énquêteure vun der Police judiciaire, déi um Bommeleeërdossier geschafft hunn. Och do sinn et Elementer, déi drop hiweisen, dass zumindest deen een oder aner Mataarbechter vum SREL och doriwwer enquêtéiert huet.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Duerfir hei ganz direkt d'Fro vu mir un Iech: Wat wësst Der dovunner? Dat war jo déi Zäit, wou Der Direkter waart vum SREL. Hutt Der an iergendenger Form Kenntnis vun esou Iwwerleeungen oder esou Aktiounen? An, wéi gesot, wann ech gelift, sot eis direkt d'ganz Wourecht.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här President. Här President, et bleift ëmmer nach...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir misst de Mikro vläicht umaachen, well mer elo mat eisen normale Mikroe fuere fir de Moment. Dat sinn déi... Jo, voilà.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här President.

Et bleift fir mech – erëm virausschécken, wéi all Kéiers ëmmer – elo nach de Spagat erëm ze maachen, mir sinn an enger öffentlecher Sitzung: Wat fält ënnert den Artikel 18, wat fält net ënnert den Artikel 16?

Dat ass virum Geriicht jo och opkomm dat Thema. Dat ass fir mech ganz schwéier. Hei geet jo och zum Deel, oder hei geet et zu engem groussen Deel dozou, dass ech kann erklären, wat de SREL gemaach huet a wat ech gemaach hunn, an dat ass net ëmmer méiglech, dat an enger Audition publique.

Dir hätt gäre vu mir eng ganz Wourecht. Dat heescht, ech soll vill méi an den Detail goen, wahrscheinlech méi an den Detail, wéi mir dat zousteet an deem Gesetz.

Ech géif Iech dann einfach bieden, wann Der der Meenung sidd, dass mer dee Kader vun deem Gesetz do elo verloossen an dass ech mech am Kader vum Artikel 16 eventuell kéint strofbar maachen, mech dann ze bremsen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dass Der Iech probéiert ze maachen ënnert der Kontroll vun de Kolleegen.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass fir mech ganz schwéier. Ech sinn an enger Situatioun, wou ech an enger öffentlecher Sitzung sëtzen, laut Gesetz am Fong net vill däerf soen. Natierlech kann een dann herno soen: „De Mille, deen huet elo eemol näischt gesot.

Also, et ass mer ganz wichteg, dass ech hei meng Volontéit zum Ausdrock bréngen ze hëllefen opzeklären, well et sinn eng ganz Rei – an Der kënnt lech virstellen no deem, wat an der Press ass -, eng ganz Rei vu Saachen, déi kommentéiert misste ginn, déi awer eventuell net kommentéiert kënne ginn.

Fir op Är Fro ze äntwerten: Éischtens, ganz kloer, de Service de Renseignement huet keng Observatioune gemaach oder ordonnéiert oder ugestallt op d'Enquêteuren oder op de Procureur d'État.

Ech wousst näischt dervun, de Service wousst och näischt dervun. Ech kann net schwätze fir aner Membere vum Service. Wat ech an der Press gelies hunn, ass, dass e Privatdetektiv wuel chargéiert war mat deenen Observatiounen. Verschiddenes, wat dee Privatdetektiv ausgesot huet, schéngt mer net plausibel. Aner Saache kéinte stëmmen, wann… Ech weess net, ëm wien et sech handelt. Wann et sech ëm deen handelt, wou ech mengen, dass et sech handelt, da war dat…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat sinn déiSaachen, déi kéinte stëmmen. Kënnt Der ons déi emol direkt soen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dass de Privatdetektiv hätt kënnen ugestallt gi si vun engem Member vum Service de Renseignement.

Plusieurs voix.- Ouni Ären Accord?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ouni mäi Accord, absolut!

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Fir d'Enquêteure vun de Bommeleeër ze observéieren.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ze observéieren. Also, ech weess, ob dat stëmmt. Ech soen, deen doten…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi ass et méiglech, datt… Dir waart Direkter vun deem Service.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Bausch, ech kontrolléieren…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi ass et méiglech, datt Dir als Direkter eis hei sot, deen de Supérieur hiérarchique war, datt et méiglech hätt kënne sinn, datt iergenden Agent op eege Fauscht, ouni datt en ander Hierarchie dat matdeelt, ouni datt en dat melt, e Privatdetektiv ustellt, fir Enquêteuren am Kader vum Bommeleeër ze suivéieren?

Wéi ass dat méiglech? Könnt Der eis dat erklären?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Fir d'Éischt nach eemol, fir ze preziséieren: Ech wess net, ob et stëmmt oder net, mä ech soen, et ass theoretesch méiglech, dass dat stëmmt.

Ech kontrolléieren dach net op Schrëtt op Trëtt e Quelleführer, deen dobaussen um Terrain seng Quellen trëfft. Ech sinn dach do guer net dobäi. Ech hunn dach keng Ahnung, wat hie mat senger Quell beschwätzt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hei geet et jo net ëm iergendeppes.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech wess, et schéngt jo och e System dohannert ze sinn. Wann een déi ganz Affär do kuckt, et ass jo systematesch ëmmer erëm dat do, dass op…

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- …System

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass ëmmer erëm dat do, dass op enger operationeller Ebene Saache gelaf gi sinn, wou d'Hierarchie net informéiert ginn ass oder falsch informéiert ginn ass oder deelweis informéiert ginn ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An d'Hierarchie huet ni geahnt, dass esouwéppes géif geschéien.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. D'Hierarchie huet scho matkritt, dass ëmmer erëm Abusë gedriwwe gi sinn. Also, Abusë gedriwwe sinn, dass net kloer gesot ginn ass, wat gelaf ginn ass, dass Saachen net gesot ginn sinn…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir an d'Hierarchie, schwätzt Der nëmmen Dir als Direkter.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech als Direkter.

M. François Bausch *(déi gréng).*- A wat waren déi Abusen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dass… Ech hat dat … Et sinn zum Deel Quelle rekrutéiert ginn, ouni meng Autorisatioun. Et ass awer méiglech, dass dofir eng Autorisatioun vum Chef de Renseignement virlouch. Dat kann ech net soen. Meng Autorisatioun net dofir, an déi wier do och net kënnt bei eenzelnen…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wie war de Chef de Renseignement?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Chef vun der Branche Renseignement? Den Här Schneider.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Schneider.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- A wéini hutt Der dat do festgestallt? A wat hutt Der vu Moossname geholl, fir dat ze ënnerbannen?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn… Mat den Daten, dat ass schwéier. Ech hunn dat 2006 wahrscheinlech, gouf et Incidenten, väicht 2005, ech hunn d'Daten net alleguerten am Kapp. Et sinn ëmmer erëm Klengegkeete virkomm, da sinn eng, zwou méi gréisser Geschichte virkomm. Ech hu gesot, dass déi Saache mussen agestallt ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat sinn déi zwou méi gréisser Geschichten?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu lo grad gesot, de Rekrutement vun enger Source. Ech hunn zu engem gewëssenen Zäitpunkt matkritt, dass déi Source rekrutéiert ginn ass. Et ass mer awer net gesot ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- War dat den Här D?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. An elo sinn… Ech hunn et an der Audition à huis clos scho gesot.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, den Här D. ass lech bekannt?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här D. war en Informant vum Här Kemmer. Ech dierf dat soen, well et stoung haut an der Zeitung. Den Här D., deen ech perséinlech net kennen, deen huet den Här Kemmer matbruecht, wéi e vun der Police bei eis geschéckt ginn ass oder bei eis komm ass. Hien huet säi Réseau vun Informanten do matbruecht. En huet deen net bei eis entwéckelt. En huet e bei eis gefouert, en huet e punktuell – wat ech wousst -, punktuell benotzt, fir auxiliaire Aarbechten ze maachen, mol Fotoen an engem Kader vun enger Observatioun, mä en hat kee Recht, selbstänneg de Mann ze mandatéieren, fir Observatiounen ze maachen.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Deen ass jo awer wahrscheinelch relativ staark bezuelt ginn. Et wier eng vun de Sourcë gewiescht, déi am meeschte geld kritt hätt d'Joer.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat misst Der als Direkter matkritt hunn oder Dir déi Sue si laanscht lech gefloss.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, déi Suen, déi sinn… Et ass erëm de Chef vum Renseignement, deen de Contrôle huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, och den Här Schneider huet de Contrôle iwwer…

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Schneider. Et ass esou, dass jiddwereen, dee Quelleführer ass, deen Ausgaben huet am Kader vu senge Kontakter mat Quellen, dee muss natierlech Rechenschaft ofleeën iwwert déi Suen an déi Fongen, déi e benotzt. Déi…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wiem muss dee Rechenschaft ofleeën?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Sengem direktem Virgesetzten, dat heescht dem Chef vum Renseignement.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Awer net lech?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Net mir, well ech den Detail vum Dossier net kennen. Ech hunn de Renseignement…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hutt Dir da keng Mandaten ënnerschriwwen, fir dass déi Sue konnte bezuelt ginn als Direkter?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn um Enn vum Mount… Loosst mech iwwerleeën. Et sinn op zwee Niveaue Mandaten ënnerschriwwe ginn. De Quelleführer, dee seng Sue kritt huet, ass komm an huet gesot: „Ech hunn Ausgaben, ech brauch déi Suen dofir." Dat ass normalerweis vu sengem Chef ënnerschriwwe ginn.

Et ass emol virkomm, dat war awer dann d'Ausnahm, wa säi Chef net do war, dass e bei mech komm ass a vu mir eng Ënnerschrëft geholl huet. Ech hunn awer den Detail hannendrun net kannt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, et geet Rieds dovunner, dass iwwer eng Period vu ronn véier Joer eng 50.000 Euro un déi dote Source gaange wär.

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech soe jo, d'Kontabilitéit hunn ech als Direkter net gefouert. D'Valeur vun Informatiounen, d'Valeur vu Leeschtunge vu Sourcen, déi Appréciatioun ass eng Appréciatioun vum Chef vun der Branche Renseignement.

Et ass och esou festgehalen an de Prozesser vum Service. An ech mengen, dat ass jo iwwerpréifbar.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, de Chef vun der Branche Renseignement, den Här Schneider, huet…, mécht och d'Gestioun vun deem ganzen… Dat muss jo dann e grousse Budget sinn, wann et hei eleng 50.000…

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass esou, et huet, et huet… E Quelleführer huet e gewëssenen…oder hat zu där Zeit eng gewëssen Zomm zu senger Verfügung a Form vun enger Avance. En huet déi Avance um Enn vum Mount ëmmer missen ofrechnen. Dat heescht, en huet seng Dépensë vun der Avance misse justifiéiere viru sengem Chef vun der Branche Renseignement. Hei spillt en „Need-to-know-Prinzip". De Chef vun der Branche Renseignement ass deen Eenzegen, deen d'Iwwersiicht huet iwwer alleguerten d'Operatiounen, déi am Moment lafen.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Dat heescht, d'Valeur vun enger bestëmmter Dépense am Kader vun enger Operatioun, déi ka just de Chef vun der Branche Renseignement jugéieren. An hie seet, jo oder neen, déi Quell do ass déi Sue wäert an déi benotze mer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt froen, ob Der eis kéint emol vläicht erklären, wéi an der Praxis de Geheimdéngscht fonctionnéiert huet.

Wa mer do vun Operatioune schwätzen, op wat datt geschafft ginn ass, ass dat dann net iergendwéi an engem Gremium geschwat ginn, wou och den Direkter dovu Bescheed wousst? Oder hunn do lo Leit sech, sinn déi iergendwéi saiséiert gi vu Gott weess wien oder sinn op eppes komm a sinn da selwer aktiv ginn?

Ech ka mer awer virstellen, datt Dir lo net am Detail wësst, wat am Kader vun enger Operatioun alles geschitt ass, mä datt awer eng Operatioun géint eng bestëmmte Persoun oder Gott weess wat gelaf ass, dat misst Der dach awer wahrscheinlech als Direkter gewosst hunn?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Richteg. Verstitt mech och net falsch. Et ass net esou, ech wëll mech net op déi Positioun zréckzéien, dass ech soen, als Direkter vum Service de Renseignement, ech hätt keng Ahnung, wat mir esou am Land gemaach hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä wéi ass dat an der Praxis…?

M. Marco Mille, *ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- An der Praxis ass et… Do muss een erëm zwee Niveauen huelen. Et sinn Informatiounen, déi ginn un de Service erugedroen. Wann Informatiounen un de Service erugedroe ginn, da geschitt dat meeschtens iwwer iergenden Informant, eng Quell, déi iergendwou eppes opschnaapt an déi dat un de Service erugëtt.

Dat sinn oft Saachen, déi mat eisem Mandat ze dinn, dat sinn och oft Saachen, déi guer näischt mat dem Service de Renseignement sengem Mandat ze dinn hunn. Déi

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Saache ginn da vun der Source oder vum Quelleführer, deen déi Informatiounen do huet, gi se zréckbruecht an de Service. Do gi se encodéiert. Dat heescht, se ginn do néiergeschriwwen. Et gëtt gesot: „Hei, d'Quell huet dat an dat gesot an et huet déi an déi Incidence." An da gëtt eng Evaluatioun dovunner gemaach. Dat geschitt alles an der Branche Renseignement. Et gëtt eng Evaluatioun dovu gemaach.

Wann d'Meenung dann opkënnt, dass mer do en Dossier hunn, deen en Dossier um uss ginn, dat heescht, dass do eng Suite muss kommen, da kënnt de Chef vun der Branche Renseignement bei den Direkter an en erklaërt de Fall, net am allerleschten Detail, mä e seet: „Hei hu mer esou an esou, déi an déi Situatioun, an déi misste mer verfollegen." An da gëtt en Dossier opgemaach oder net opgemaacht.

Mä wat am Detail dann erëm mam Dossier passéiert, dat ass net um Direkter, deen do d'Rapporte kritt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Direkter kritt d'Rapporten iwwert den Fortgang. „Mir schaffe weider." „Mir hunn eppes fonnt." „Mir hunn näischt fonnt."

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann een elo nach eng Kéier op de Fall vum Procureur zréckkënnt, dann ass also un Iech ni en Dossier Procureur erugedroe ginn?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, mä den Numm vum Procureur ass am Kader vun enger Affär oder vun enger Informatioun, déi un eis erugedroe ginn ass, genannt ginn. Ech muss awer... Elo si mer op enger ganz dënner Linn, Här President.

Mir hunn Informatioune kritt vun enger Quell, déi waren net... Ehm, déi sinn net ënnert d'Mandat vum Service de Renseignement gefall. Dat war awer e seriöen Dossier. Mir hunn déi Informatioune weiderginn un déi Stell, déi domat befaasst war. Am Kader vun deem Dossier, deen an engem net schéinen Environnement

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

évoluéiert huet, huet eise Quelleführer den Numm vum Procureur an d'Spill bruecht. Dee wier do genannt ginn. Mir hunn doropshin...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wien ass de Quelleführer do gewiescht? Kënnt Der eis soen, wien dat ass?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Kemmer.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn doropshin insistéiert, dass en eis dat beleet. Dat si ganz seriö Accusatiounen. Et huet sech letztendlech erausgestallt... An et ass dorëm gaang... D'Ausso war: „An deem Milieu hei kann eis näischt passéieren, well mer si geschützt." Also, dat ass eng seriö Ausso.

Ech wëll gläich derzou soen - mir sinn hei public -: Dat war net esou. An ech soen och net, dass de Procureur dat gemaach huet. Et war just de Quelleführer, dee gesot huet, en hätt dat aus dem Milieu zougedroe kritt.

Letztendlech war dat awer net richteg. Letztendlech ass em zougedroe ginn, net dass de Procureur hei eng schützend Hand géif iwwert de Milieu halen, mä de „Riichter"; Anführungszeichen „de Riichter". Woubäi „de Riichter" och net kloer war, ob et e Riichter war, also am Sënn vum Amt, oder ob et einfach deem säi Spëtznumm am Milieu war. A mat där Informatioun kënnt Der a priori näisch ufänken.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä dat do ass jo purement vum strofrechtlechen Domän. Wat hutt Dir Iech iwwerhaapt domadder befaasst? Firwat hutt Der net d'office, wann Der do iergendeppes hat, einfach dat un de Parquet ginn? A Punkt fäerdeg.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn déi Saache jo weiderginn. Ech hunn dat jo virdru gesot. Wéi mer den Dossier kritt hunn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä Dir schéngt jo awer eng länger Zäit Iech domadder beschäftegt ze hunn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Informant... Den Informant huet eis... Et gi jo zwee Aspecten an der Saach. Den Informant huet eis informéiert, dass an engem bestëmmte Milieu relativ schlëmm Tätegkeete géife lafen. Mir hunn déi Informatioun opgeholl. Mir hu gesot: „Dat ass net eisen Thema. Mir ginn dat weider."

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, et ass kloer, et ass de pädophile Milieu, wou mer schwätzen.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci, Här President. Et ass de pädophile Milieu.

Mir hunn déi Informatioune geholl. Mir hunn awer décidéiert am Service de Renseignement: Dat ass kee Thema fir de Service de Renseignement. Do hutt Der 100%eg Recht. A mer hunn dat weiderginn un de Jugendschutzbeauftragen, d'Madame... Ech weess den Numm net méi. Et war eng Damm. Mir hunn déi informéiert. An elo weess net, wéi eng Suite dat Ganzt da geholl huet.

An deem Kader ass... Do war nach näischt vum Procureur. Dono koum de Quelleführer a sot: „Elo ass awer och an deem Milieu den Numm genannt ginn, dee géif dee Milieu beschützen." Dat ass jo en anert Thema.

An och do hunn ech gesot: „Jo mä dat do... Wéi kënns de un deen doten Numm? Wéi kënns de un déi do Informatioun?" Do hu mer nogehakt. Do war letztendlech keng Substanz derhannert. De Quelleführer huet interpretéiert, dat wier de Procureur. En hat awer aus menger... aus mengem Ermesse kee Grond, fir dat

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

unzehuelen. Et gouf näischt, wat drop higedeit hätt, dass dat kéint de Procureur sinn. Et war e Spëtznumm aus dem Milieu: „de Riichter".

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hat den Här Kemmer déiselwecht Aschätzung vun der Situatioun wéi Dir oder net?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- En hat eng aner wéi Dir?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat och géif erklären, wisou en eventuell dono aner Schrëtter an d'Wee wollt leeden?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat géif erklären, wisou en dono vläicht op eege Fauscht an aner... aner Schrëtter ënnerholl huet, wéi dat jo och, Här President, an aneren Dossiere geschitt ass. Den Här Kemmer hat vill Qualitéiten als Quelleführer, mä en hat ee groussen Défaut: E konnt keng aner Meenung unhuelen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Seet Iech deen Numm Sphinx eppes? Sphinx.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Hëlleft mer.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- En Dossier.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kennen d'Dossiere vum Contenu, net ëmmer vum Numm. Also, ech bréngen déi zwee net ëmmer a Verbindung.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Seet Iech den Numm Catana eppes?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Catana seet mer eppes. Dat war, mengen ech, dee Pädophilie. Oder net? Ech soen, ech brénge se net ëmmer alleguerten zesummen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- A wat fir eng Zäit ass dat do da gefall?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann... Ech weess dat wierklech net méi. Ech kréien dat op der Zäitachs net méi hin. Also, et ass net de mauvaise foi. Ech weess et einfach net.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir wësst awer ongeféier, ob dat am Ufank vun Ärer Mandatsperiod, an der Mëtt oder zum Schluss war.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, dat war... Also, ech soen 2006 vläicht dorëmmer. Mä leet mech net... Also, leet mech do net fest, ob et Enn 2005 war oder ugangs 2007. Dat war déi Zäit.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Awer wäit sidd Der der Meenung, dass en Dossier Pädophilie en Dossier vum Service de Renseignement ass?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Guer net. Guer net. Mir hunn et dofir jo och weiderginn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Wann Dir e weiderginn hutt, dann huet dat jo och en Datum ginn. Da muss een et jo awer méi genau kënne suivéieren. An u wien hutt Der et weiderginn?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Schneider an den Här Kemmer haten eng Entrevue mat der... ehm... Et gëtt um Parquet eng Jugendschutzbeauftragte. Ech weess den Numm elo net méi. Si haten eng Entrevue mat där a si hunn do den Dossier iwwerginn. Dat ass zumindest dat, wat se zu mir gesot hunn.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, dunn ass den Dossier vun Iech zougemaach ginn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dunn ass fir mech den Dossier zougemaach ginn. An et ass... Wéi Der sot, et ass keen Thema vum Service de Renseignement.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Enquêteuren, loosse mer vläicht dono ober zréckkommen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Vläicht just nach eng Fro.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Sinn da vum Här Kemmer Rapporte geschriwwe ginn iwwert deen Dossier?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech huelen un, jo. Den... Hien hat jo en Dossier. Den Här Kemmer huet jo seng Auditioune mat sengen Informanten a mat senge Sourcë gemaach. Déi hu musse geschriwwe ginn. Déi hu mussen an en Dossier goen. An ech sinn... Jo, ech si fest iwwerzeegt, dass et do Rapporte gëtt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mä wann een e Rapport schreift, ass dat e Rapport Note au dossier oder ass dat de Rapport? Wann Der rapportéiert, da misst jo un Iech rapportéiert ginn?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, wann en e Rapport mécht, ass et eng Note au dossier. Wann e Rapport u mech gemaach ginn ass, ehm, an där Logik, an där mir geschafft hunn, dann huet entweder d'Branche Renseignement deen u mech gemaach, ehm, fir an en Dossier op engem Niveau uewendriwwer ze goen oder fir iergendeppes dermat ze maachen.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Mä d'Noten, déi den Enquêteur gemaach huet, déi sinn an en Dossier gaangen. Déi waren adresséiert un de Chef vun der Branche Renseignement. De Service war jo esou organiséiert, dass déi verschidden Theme jeeweils engem Verantwortlechen zougedeelt waren, deen an enger Eegeverantwortung déi Dossiere gefouert huet.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir gitt légitimement dervun aus, dass de Rapport oder eng Dénonciatioun op dem Parquet gemaach gouf?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ob eng Dénonciatioun um Parquet gemaach ginn ass, weess ech net. Dass d'Jugendschutzbeauftragt informéiert ginn ass, jo, absolut. Dat ass mir esou bericht ginn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat heescht, bei den Autorités judiciaires?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Beim Parquet, jo. Also, beim Parquet zu Lëzebuerg.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hutt Der iwwert déi dote Fro och mam Statsminister geschwat?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ehm, am Detail sécher net. Et ka sinn, dass ech an engem Meeting eemol erwähnt hunn, dass et do Rumeure gëtt. Awer, ech mengen, net am Detail. Den Dossier Pädophilie net. Dossier Rumeure mam Juge, do kann et sinn, dass ech eng Bemierkung gemaach hunn. Awer sécher net am Detail.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat war d'Reaktioun vum Statsminister? Hutt Der keng Kenntnis méi dervun?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech soe jo: Et ka sinn, dass ech eng Bemierkung gemaach hunn. Ech erënnere mech net, dass mer driwwer geschwat hunn. Also, mer hu sécher net driwwer geschwat. Jo.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht... Neen, ech wëll awer vläicht nach eng Kéier...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, dozou.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An Dir fannt... Éischtens emol Dir sidd jo dann der Meenung, dass... War den Här Kemmer deen Eenzegen, deen der Meenung war, datt eppes derhannert wär? Dee schéngt jo manifestement dann der Meenung gewiescht ze sinn, datt do... datt een där Pist misst nogoen. War hien deen Eenzegen? Oder... Dat heescht, waren all dei anner der Meenung…?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- All déi aner... Et gouf, souwäit ech dat beuerteele kann, nëmmen dräi Leit am Service, déi dat woussten. Dat war den Här Schneider, den Här Kemmer... Ben neen, d'Branche wousst et. Wéi d'Meenung vun deenen eenzelne Leit an der Branche all war, dat kann ech lech net soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heecht, vun deenen dräi, déi responsabel waren, dat waart Dir, den Här Schneider an den Här Kemmer, an do war den Här Kemmer als Eenzegen der Meenung…

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann lech d'Meenung vum Här Schneider net soen. Also, ech...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä Dir hutt jo wahrscheinlech ënnereneen emol... Ech gi jo dervun aus, datt an engem Service ënnerenee geschwat gëtt.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, Här Bausch, ech weess, dass den Här Kemmer net meng Meenung gedeelt huet. Den Här Kemmer huet meng Meenung net op deem doten Dossier gedeelt. Den Här Kemmer huet meng Meenung net um Bommeleeër-Dossier gedeelt, wat de Stay behind ubelaangt huet. Den Här Kemmer huet meng Meenung op enger ganzer Rei vun Dossieren net gedeelt.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Den Här Kemmer huet och d'Meenung vun senge Collaborateuren oft net gedeelt. Wat herno derzou gefouert huet, dass wirklech keen Zesummenschaffe méi mat him méiglech war. Mir haten dat och schonn an enger Session à huis clos diskutéiert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä fannt Der...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mam Här Schneider hat ech ni eng **dezidéiert** Diskussion, un déi ech mech elo erënnere kann iwwert déi doten Affär. Et ass e Pädophiliesverdacht. Dass dat eng ganz séiö Saach ass, do ware mer eis eens. Do huet den Här Schneider jo och, zoumindest no sengem Bekunden, deen Dossier weiderginn. Nom...

Déi aner Saach, ob hien do letztendlech meng Aschätzung gedeelt huet oder net, dat kann ech Iech net soen, dat hu mer am Detail net diskutéiert.

Ech hun décidéiert: Deen Dossier gëtt net... Do ass näischt. Do ass keng Substanz derhannert, déi drop schléisse géif loossen, dass de Procureur hei gemengt ass. Dofir ginn ech dat elo och net un d'Justiz weider. Mir hätten den Dossier souwisou och dann net gemaach, well et keen... och kee Geheimdéngschtthema ass. Mä mir hätten den Dossier dann... net un den Procureur - dann hätt ech missen iwwerleeën u wien - weiderginn. Mä et war einfach näischt do, fir weiderzemaachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Serge.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ass Iech en Dossier bekannt iwwer Lienen vum Réseau Stay behind mat der belscher Extrême droite, wou soll den Här D. …

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Serge, wann s de erlaabs. Elo sprengs de awer enorm. Mir sinn elo nach um Volet eigentlech... Mir kommen dorobber zréck. Mir sinn awer elo um Volet eigentlech Procureur - an ech hätt och gären... -, Enquêteur do nach eng Kéier weidergefrot.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, mä do geet et ëm eng Dénonciatioun bei der Untersuchungsriichterin Madame Woltz, anscheinend vun deem Här D. am Kader vun, mengen ech, am selwechten zäitleche Rahmen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat hunn ech och gelies an der Zeitung.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Ech mengen awer, dass et derzou gehéiert. Mä ech kann och d'Fro herno stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, et kann een elo déi Stay-behind-Geschicht elo direkt elo traiteren. Ech wär frou, wa mer hätte kënnen dat doteweiderféieren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen zwar, den Här Mille wousst eng Äntwert elo dorop ze ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, e ka se och elo ginn, mä da fuere mer awer erëm op eis Schinn. Mir kënnen net sprangen vun enger Saach op dat anert.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, ech géif och proposéieren aus Grënn vun der Kloerheet, dass mer déi Äntwert herno ginn, Här Urbany, wann Der d'accord sidd. Déi huet awer effektif... Déi ass an därselwechter Logik wéi déen hei Dossier ze verstoen. Absolut.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wat jo och méicht schonn Är Fro beäntwert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'accord.

M. le Président.- Ech wollt op den Dossier Enquêteuren zréckkommen. Dir sot do, Ärer Meenung no ass et do keng, offiziell zumindest, Aarbecht vum SREL op d'Enquêteure ginn am Bommeleeër-Dossier. Hutt Der Rumeure kritt, zurzäit wou Der Direkter waart, dass esou eng Enquête awer géif informell lafen.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Da kommen ech zréck op den Matschnëtt vun deem Gespréich, Dir hat dat praktescherweis opgezeechent, zwëschen Iech an dem Premierminister. Do sot Dir an engem gewësse Moment…

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- „Du weess jo, wat ech vun där Équipe halen."

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Et kann awer och sinn, dass et eng Progression ass vun där Enquête Grupp Bommeleeër: „...do, well wat ech vun där Grupp halen, dat weess du och."

Dat heecht, ech géif also gäre wëssen, wat Der vun där Grupp Enquêten Bommeleeër haalt, a wisou Der eppes Bestëmmtes vun där Grupp haalt. An dat do schéngt jo dann och scho Gégenstand gewiescht ze si vun Diskussionen, déi Der mam Premierminister virun deem Gespréich do hat. Dofir, géif ech gären do eppes wëssen...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...a wou Der dann déi Erkenntniser do hier hutt, wa keng Enquête gemaach ginn ass vun Ärer Säit.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Meng Meenung iwwert déi Équipe, déi ech iwwregens mëttlerweil, wann ech kucken, wéi den Prozess leeft, revidéieren, a fir d'Éischt mech dann och entschëllegen, well déi war…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, den Här Roth wëllt eppes hei soen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Kann ech eng Interruption de séance froen?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat kënnt Der maachen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech froen déi.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'CSV freet also eng Interruption de séance. Am huis clos, huelen ech un?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Solle mer deem stattginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da géif ech also bieden hei d'Leit erauszegoen an och den Zéien da fir e kurze Moment dann erauszegoen.

*

Interruption de la séance publique – partie à huis clos

(la partie à huis clos fait l'objet d'un Verbatim distinct)

*

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà. Da si mer erëm ageschalt. Da géif ech d'Sitzung hei erëm opmaachen. Ech kommen nach eng Kéier op déi Fro zréck. Also, mer kommen och nach déi Geschicht zréck, déi Informatiounen, dass eventuell Observatioune waren ëmmer am dossier iwwert déi Enquêteure mam Bommeleeër. Do hunn ech dat Zitat ugefouert gehat an Ärem Gespréich mam Premierminister, wou Der sot: „Dat ass dach eng Progressioun vun dem Enquêtëgrupp Bommeleeër do, well wat ech vun där Grupp halen, dat weess du och."

Duerfir nach eng Kéier meng prezis Fro: Wat hutt Der deemools vun där Grupp gehalen? Wisou hutt Der eppes bestëmmtes vun där Grupp gehalen? Wat waren Är Informatiounen? Wéi sidd Der un déi komm? An anscheinend hutt Der Är Meenung geännert. Wat haalt Der haut vun där Grupp?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, wat war deemools mäin... meng Meenung vun där Grupp? Mir hunn als Service de Renseignement probéiert mat den Enquêteuren zesummen ze schaffen. Mir hunn déi Informatiounen, déi mir haten, déi iergendwéi Zesummenhang hate mam Dossier Bommeleeër...

Entschëllegt, si mir elo nach public oder si mer am Huis clos?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass public.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass public.

Mir hu probéiert eng Zesummenaarbecht unzebidden. Mir hunn offréiert schrëftlech am Kader vun enger „task force" zesummenzeschaffen, well mer der Meenung waren, duerch déi aner Aart a Weis, déi mir als Service de Renseignement hunn, fir ze enquêtéieren, wéi d'Police dat mécht, fir ze enquêtéieren, kéinte mer eventuell zu der…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wini war dat ongefeier, wéi Der déi offerte do gemaach hutt?

projet de verbatimen cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- 2004-2005. No der Perquisitioun. Et huet am Fong ugefaange mat där Perquisitioun Dezember 2003. Mir haten zu där Zäit keen Direkter. Ech war Direkter faisant fonction. Do stoungen an... Eng vu mengen... vu menge wierklech... menge Prioritéiten zu där Zäit war d'Relatioun mat der Police ze verbesseren.

A genau an déi Zäit eran steet op emol eng Équipe Bommeleeër ënne bei der Dier an huet gesot: „Mir kommen elo eng Perquisitioun maachen." Dat ass... Ech sinn aus alle Wolleke gefall. Ech hu mech gefrot: Firwat kommen déi bei eis eng Perquisitioun maachen? Si hunn eis ni gefrot: „Hutt Dir Informatiounen? Kéint Dir eis hëllefen?" Ech mengen, dat ass net, wéi een zesummeschafft.

Ech verstinn dat haut vill besser. Et war awer zu deem Zäitpunkt...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir wësst, datt och Perquisitioune souguer am Statsministère gemaach gi sinn...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...a Perquisitioune bei der Police judiciaire selwer gemaach si ginn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech soen: Ech verstinn dat haut vill besser wéi deemools. Ech hunn et deemools, soe mer emol, perséinlech geholl, awer institutionell perséinlech.

Mir hunn och doropshin - dat sollt ee vläicht och nach eemol betounen -, mir hunn nach widderhuelt Informatiounen nogeschéckt no där Perquisitioun. An der Perquisitioun selwer gouf jo net besonnesch vill fonnt. Wat dorop zréckzeféiere war, wéi eisen Archiv ausgesinn huet.

Mir hunn dono awer nach gesicht no deene Kritären, déi mer dee Moment kannt hunn. A mir hunn d'Police judiciaire och an d'Enquêteuren ëmmer nach

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

encouragéiert: „Sot eis, wou Der dru sidd mat Ärer Enquête, da kënne mir och erëm kucken, wann nei Elementer kommen, ob do eppes ass.“ Déi Aart vun Zesummenaarbecht hu si net ugeholl. Ech verstinn haut och aus welche Grënn. Aus der deemoleger Siicht war dat vläicht net esou ersichtlech.

Mir hunn déi Offer och un d'Juge d'instruction gemaach, och schréftlech. Déi Offer ass ofgelehnt ginn. Mir hunn ëmmer d'Informatiounen nogeschéckt. Esou ass och den Dossier vun der Observatioun Geiben, den Dossier vum Här Caudé... Dann ass esou an den Dossier vun der... vum Enquêteur komm: Well mir en nogeschéckt hunn. Et wär jo keen Zwang gewiescht, fir dass mer e ginn. Dat war am Kader vun der Zesummenaarbecht.

A mir hunn einfach keen... keng Volonté de coopération gespuert. Also dat goung just an eng Richtung, et koum näischt zréck. Dat huet mech enorm frustréiert. Dat war d'Grondlag. Dat war d'Grondlag, fir meng ofschätzend Meenung. Ech war effektiv zu deem Zäitpunkt der Meenung, dass d'Enquêteure geziilt an arbitraire hei géifen eis Zesummenaarbecht verweigeren a just dann an eng Richtung schaffen.

Dat war meng Meenung. Dat ass awer näischt, wat an iergendenger Aart a Weis eng Observatioun géif justifiéieren. An ech gesinn och, wann ech éierlech sinn, net an, wéi een Zweck esou eng Observatioun kéint hunn. Wat soll ech dann dobäi erausfannen?

M. Alex Bodry (*LSAP), Président.*- Wat hutt Der dann den Enquêteure konkret virgeworf? Dass se net wéilte mat Iech zesummeschaffen?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn den Enquêteuren eng gewëssen Arroganz virgeworf. Eng... eng... Jo, e sech spären, keen Dialog. Se si jo nach eemol bei eis dann opgetrueden. Déi ganz Angeboter, déi mer gemaach hunn: „Da sot eis, wann Der nei Elementer hutt. Wann Der en neien Numm hutt an enger Enquête, da sot eis et, da kënne mir direkt bei eis kucken.“ Dat ass net geschitt, mä et ass ëmmer erëm esou gemaach gi wéi bei der éischter Kéier, wat ëmmer derzou gefouert huet, dat dierf een och net vergiessen, dass dono erëm an der Press, an der Öffentlechkeet dann erëm do stoung: „Jo, elo huet... De SREL

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

ass erëm perquisitionéiert ginn." Déi waren et bestëmmt. Dat hat jo alles ëmmer e risegen... eng riseg Incidence. Dat huet eis enorm, enorm geschuet. An dat huet mech net... net erfreet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä dat do, dat war jo dann, wéi Der sot, 2004/2005. Déi Aussoen, déi hutt Der jo beim Premier dann 2008 gemaach. Hutt Der déi...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, déi hunn ech 2007 gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et war awer zwee Joer drop. Dat heescht, während zwee Joer hutt Der... sidd Der bei Ärer Meenung bliwwen?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech hat jo kee Grond, fir meng Meenung ze revidéieren. D'Kooperatioun an där Zäit tëscht der Bommeleeër-Enquêtenéquipe an eis ass jo net besser ginn an där Zäit. Mir hate kee Kontakt. Et war keen Dialog do. Et war Informatioun an eng Richtung. Mir hunn alt heiansdo Saachen un de Procureur geschéckt, wann erëm eppes komm ass. Heiansdo si Leit bei ons komm, déi hu gesot: „Hei ech weess, wien de Bommeleeër ass." Wéi all Lëtzebuerger dat weess. Dunn hu mer déi Saache weidergeschéckt. Mä et koum do kee Retour.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä wisou hutt Der an deem Gespréich dann, déi Enquêtëgrupp-Bommeleeër an Zesummenhang bruecht...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Well...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...mat där Affär Gespréich Statsminister-Grand-Duc? Wann ech dat richteg hei situéieren.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Well wann Der d'Gespréich lauschtert, den Här Kemmer hat e Kontakt mat senger Quell. En ass vun deem Kontakt erëmkomm an en huet... Bei deem Kontakt ass e verfollegt

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

ginn. Hie war der Meenung, dass dat hätt kënnen déi Équipe do gewiescht sinn. Déi ganz Geschicht mat där CD war jo offensichtlech, aus menger Siicht haut offensichtlech, eng - wéi soll ech et nennen? - eng Aktioun, déi drop higeziilt huet de Service de Renseignement an eng bestëmmte Richtung ze pushen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä wat wier den Intérêt do gewiescht an der Iwwerleeung vum Här Kemmer?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann Iech net soen, ob do en…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir schéngt dat jo mat... deelweis matgedeelt ze hunn, déi Méiglechkeet do. Soss hätt Der dat jo net... Dir hutt hei net den Här Kemmer zitéiert, dat ass Äert eegent Zitat an deem Gespréich.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, an deem Kontext, an deem mer do schwätzen Ech sot, ech hunn... De Kemmer huet gesot, e wier verfollegt ginn. Ech hu keng Ahnung, wien dat ka gewiescht sinn. Dat kann d'Press gewiescht sinn, dat kënnen d'Enquêteure gewiescht sinn, dat kann Allméigleche gewiescht sinn. Ech hunn awer och gesot, iergendwann - ech mengen an Auditioun oder vläicht soguer... neen, am Gespréich net; an den Auditiounen hei hunn ech emol gesot - offensichtlech war et net d'Police, well et ass jo kee Suivi komm. Normalerweis hätt d'Police kënnen identifizéieren, wéi eng Autoe mir fueren, an hätten eis dat kënne kontaktéieren. Mä an deem Moment war dem Här Kemmer seng Suerg, wéi en observéiert ginn ass, dass et déi hätt kënne sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech géif gäre beim Bommeleeër bleiwen. Dat war jo eigentlech och de Grond zum Deel, firwat mer Iech convoquéiert hunn. Et ass manifestement jo, zum Deel aus deem Gespréich awer och Aussoen, déi aner Membere gemaach hunn... Elo komme mer op dee verméise Briefing zréck, deen Der gemaach hutt par rapport zum Premierminister an och zum Justizminister, Den zweeten Deel vun engem Briefing, wou iwwer eng Thees Rieds gaangen ass, déi an Ärem Haus, wéi et schéngt, awer eng laang Zäit d'Faveur gehat ze hunn, dass u sech e Lien war Bommeleeër-Stay behind.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Dir sot, dat geet och aus dem Gespréich mam Premier kënnt nach eng Kéier... Do mécht de Premier eng Referenz dorobber, dass dat jo eng Thees vun Iech ass. Stay behind war jo... hat jo en direkte Lien mam SREL?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Net mat der direkt mat der Gendarmerie, mä éischter mam SREL. Duerfir verstinn ech dat u sech, déi Thees wier bei Iech do gewiescht. Dir fannt, dass déi Enquêtëgrupp an de PJ Iech net favorabel ass. Dir selwer hutt jo awer intern eng Thees gehat, dass an iergendengem Form e Stay behind, also och, deen awer ënnert de Fittiche vun eenzelne Leit soen ech, vum SREL war, eppes mam Bommeleeër ze dinn huet.

An da kënnt déi ganz Geschicht, dass zum selwechte Moment jo d'Commission de contrôle hei vun dem Service de Renseignement ee Rapport mécht. Dat ass 2008. An Dir liwwert, Dir sidd den Interlocuteur privilégié, dat geet aus allen Dokumenter ervir, vun där Commission de contrôle an Dir liwwert dann eigentlech a schrëftlecher Form eng ganz Rëtsch vun Informatioune rondrëm de Stay behind. An a kengem Moment maacht Der schrëftlech, an d'Procès-verbaux weisen och aus, mëndlech, ni eng Referenz op déi Thees, déi Der zum Deel, ob jidde Fall déi Zäit, schéngt mat gedeelt ze hunn, dass kënnte Lienen bestoen tëschent Stay behind a Bommeleeër.

Wisou sidd Dir esou iwwergespronge mat der Kontrollkommissioun? Wisou hutt Dir der Kontrollkommissioun, wat a mengen Aen Är éischt Aufgab gewiescht wier, net déi Thees, vu datt e jo keng Beweiser sinn, déi Thees do matgedeelt, an Dir hutt hinnen d'Dokumentatioun ginn an Informatioune ginn, déi awer och guer net an déi dote Richtung weisen?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Hei ass et wichteg, Här President, éischtens emol ze ënnersträichen, dat Wuert Thees, wat Dir benotzt hutt. Dat ass richteg a ganz wichteg!

Zweetens ass et wichteg, dass een d'Zäitachs hélt. De Service de Renseignement schafft no enger Methodik. Déi Methodik, déi fängt u mat enger Hypothèse de travail.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Dir huelt un, eppes ass esou. Dir musst jo iergendeng Meenung hunn. Da probéiert Der dat ze validéieren oder ze invalidéieren.

Déi Thees, de Stay behind hätt eppes mat de Bommeleeër ze dinn, mat den Attentater, ass net meng Hypothees, déi hunn ech net erfonnt, et ass och net dem Service de Renseignement seng Hypothees, mä et ass eng Hypothees, déi war scho laang do. Déi war latent zënter 1990 schonn ënnerwee, an déi ass nach eemol, déi huet nach eemol, wéi soll ech soen, eng Wiedergeburt erlieft, wéi den Daniele Ganser säi Buch publizéiert huet, dat war 2004, „NATO's Secret Armies".

Den Daniele Ganser schreift do och iwwer Lëtzebuerg. A wat hien am Fong seet, ass, hei an enger Rei vun europäesche Länner gouf et Bommenattentater. Et huet sech erausgestallt, an engem oder zwee Länner hat dee Réseau Stay behind eppes domat ze dinn. An deene Länner, wuel gemierkt! An Italien war dat de Gladio, an an der Belsch ass et net esou ganz kloer, wéi dat do war. Also mir net ganz kloer.

Zu Lëtzebuerg, en comparaison, gouf en e Réseau Stay behind an et goufe Bommenattentater. Et sinn déiselwecht Ingrédienten. Doraus schléisst hien - an e seet, dat ass ni ënnersicht ginn, ni opgeschafft ginn, wat richteg ass, mir sinn 2004 - doraus schléisst hien, dass et méiglech ass, dass et e Lien do gëtt. Dat ass seng Hypothees, déi hien dann opstellt.

Mir hunn déi Hypothees gekuckt. An effektiv, wann ech déi do Argumenter huelen, dann ass et, scheint et theoretesch eng plausibel Hypothees. Wann ech kucken, wat de Stay behind ass, Collecte du renseignement, bon, an der Rei, Infiltratioun, Exfiltratioun, och an der Rei, mä dann haaptsächlech de Volet 3, Sabotage, muss ech och soen, dass vun der Philosophie Stay behind duerchaus déi Bommenattentater do, kéinten, zumindest d'technesch Ausbildung dozou an esou weider, kéinten dra sinn, natierlech net esou Attentater am eegene Land ze verüben.

Dat heescht, 2006 kann ech duerchaus, soulaang ech net verifizéiert hunn, soen, hei ass eng Hypothees, déi als Hypothees valabel ass, net an hirer Ausso, mä als Hypothees. Dat ass eng valabel Hypothees, si baséiert sech op plausibel

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Ausgangspunkten a si ass net validéiert, si ass net invalidéiert. A si ass am Fong ni richteg gekuckt ginn, no mengem Wëssen.

Meng Ausso géigeniwwer dem Statsminister war: Mir sinn de Service de Renseignement, mir hu jo déi ganz Informatiounen, firwat kucke mer dat net einfach, ob dat esou war oder ob dat net esou war? Huele mer einfach emol un, et wier esou gewiescht, probéiere mer dat ze validéieren oder eventuell ze invalidéieren.

Déi Aarbecht hu mer gemaach. Mir hunn eis eng ganz Rei Saachen ugekuckt. A wann Der dat maacht, wann Der lech dat systematesch ukuckt, esou wéi de Service de Renseignement dat da mécht, da kuckt Der no enger Geleeënheet: Wien huet d'Geleeënheet, fir esou Attentater ze begoen? Wien huet d'Motiv, fir se ze begoen? A wien huet d'Fäegkeet, fir se ze begoen?

Eis Aufgab war net de Bommeleeër ze fannen, wuelgemierkt. Also mir sinn net esou erugaangen an hu gefrot: Wien hätt déi Fäegkeete gehat? Mä mir hunn eis konkret gefrot: Huet de Stay behind, d'Stay-behind-Organisatioun, déi jo en Deel war vum Service de Renseignement, hätt déi d'Fäegkeet, d'Geleeënheet an d'Motiv gehat, fir dat do ze maachen? An allen dräi Punkte si mer awer zur Konklusioun komm, dass dat net de Fall war.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéini war dat?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat huet sech gezunn teschent 2005, 2006, wéi dat bei eis aktuell am Service diskutéiert ginn ass, bis 2007, souguer 2008.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hutt gesot „Mir zur Konklusioun komm". Sidd Dir zur Konklusioun komm? Oder war déi Konklusioun méi breet gedroen? Well et schéngt, wann ech aner Aussoen...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kommen duerno...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* ...mer virun Aen halen, déi aner Leit gemaach hunn, fréier Mataarbechter vum Service, dass si u sech déi Appréciatioun dann net opginn hunn.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Ech kommen drun. Fir mech, fir mech war kloer, op der Basis vun deene Fakten, déi ech hat, dass et äusserst onwahrscheinlech wier, wann net onméiglech, dass d'Stay-behind-Organisatioun, déi een Deel war vum Service de Renseignement, keint d'Bommeleeër gewiescht sinn, aus enger Rei vu Grënn. D'Motiv ass einfach net do.

Gëschter ass am Prozess vill iwwert d'Motiv geschwat ginn. Ech deelen déi Aschätzung, déi gëschter do gemaach ginn ass, wat d'Motiv ubelaangt. Et sinn einfach historesch Fakten. D'Attentater si gaang bis kuerz nodeems bekannt war öffentlech, wat d'Konklusioune vun der parlamentarescher Spezialkommissioun „Sûreté publique" wieren. Dat war wuel genuch. D'Attentater hunn opgehal.

Dat ass fir mech, wann ech historesch kucken, wuelgemierkt historesch, ech kann net forensesch kucken, well mir net an enger Enquête implizéiert sinn, mä historesch gekuckt, dat eenzegt tangibelt Resultat, wat d'Attentater haten. Also, wat d'Motiv ubelaangt, de Stay behind an de Service de Renseignement hunn net profitéiert vun deene Mesuren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Firwat hutt Der dat doten der deemoleger Kontrollkommissiun net matgedeelt? Firwat hutt Der net gesot an engem gewëssene Moment, mir hunn en Dossier opgestallt, mir hu versicht eng Rei vun Hypotheesen duerchzegoen. Firwat hutt Der dat net weiderginn?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Entschëllegt, Här President, mä dat hunn ech weiderginn. Kann ech weiderfueren?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Jo, selbstverständlech.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Mir hunn eis iwwert d'Geleeënheet Gedanke gemaach. D'Geleeënheet, Dir musst

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Insiderwëssen hunn, dat hunn... Et weist elo vill, vill hunn ech elo gesinn am Kader vum Prozess. Déi Informatiounen hat ech virdrun net. Mä och d'Geleeënheeten... No deenen Aussoen, déi eis Membere vum Service gemaach hunn, déi deemools mat der Saach ze dinn haten, déi waren net no un der Enquête drun, déi hätte guer net kënnen ëmmer e Schrëtt virun der Enquête sinn, well se absolut keng Ahnung haten, wou d'Enquête eigentlech drun ass. Dann hu se keng Geleeënheet gehat, fir d'Attentater esou an enger Impunitéit an der Zäit ze maachen, wéi d'Attentäter dat gemaach hunn.

An dann d'Fäegkeet. D'Fäegkeet, dat ass e ganz wichtegt Element. Déi technesch Fäegkeet, fir déi Attentater do ze begoen, déi waren och net an deem Grupp vun den Agente vum Service, vum Stay behind, vun der Stay-behind-Organisatioun, do waren déi net do.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi zwielef Leit? Mir schwätze vun deenen?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi zwielef Leit. Déi zwee Instrukteren, do kann een diskutéieren, inwiefern dass déi Kenntnisser haten oder net hate. Wann déi an Traininge gaange sinn, sinn natierlech déi dräi Voleten traméiert ginn, awer net... an net nëmmen, well Lëtzebuerger dobäi waren, nëmmen zwee Voleten.

Ceci dit. Doropshin, bodeems mer zu där Konklusioun komm sinn, oder ech zu där Konklusioun komm sinn, hunn ech dat och entspriechend dem Statsminister rapportéiert. An de Statsminister, fir dass dat och ka public ginn, huelen ech emol un, ech kenne seng Motivatioun net, huet doropshin d'Kontrollkommissioun gefrot, fir e Rapport ze maachen, en Avis iwwert dee Rôle. An déi do Informatiounen, déi fanne sech och am Rapport all erëm. Déi sinn am Rapport dran.

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Theorie ass jo awer net dran.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gelift?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi ganz Theorie, déi Der elo beschriwwen hutt, déi ass jo net am Rapport.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Am Rapport steet dran, dass d'Theorie, déi Theorie vum Här Ganser ass zitéiert, also déi ass referéiert. D'Theorie vum Statsterrorismus, déi ass referéiert. Den Objet vum Rapport ass jo, ob de Stay behind mat de Bommenattentater ze dinn hat oder net, also wat Stay behind gemaach huet. Mä och d'Fro, ob e mat de Bommenattentater ze dinn oder och net.

An ee wichtegt Element, Här President, déi parlamentaresch Kontrollkommissioun huet jo och nach en anere Volet gekuckt, de Volet „Ösling 84". An am Volet „Ösling 84", do war de Service de Renseignement, also bei deem Deel vun der Enquête hei vun der Kontrollkommissioun, do war den Direkter vum Service de Renseignement jo net méi associéiert. Mä wann Der deen Deel liest, da fannt Der do och all déi Elementer erëm, déi Der elo an deenen Zeienaussoen erëmfonnt hutt. Déi Zeienaussoen, déi elo gemaach gi sinn iwwert... Mir hu Sabotage geléiert, ech weess net méi wéi d'ganz Titele waren, do waren zwee oder dräi Zeien, déi hu bericht, datt se dat fréier gemaach hunn. Do huet ee vun 1981, deen op der WSA... een Exercice schifgaang ass, do d'Rapporte vun Ausbildungen am Kader vun esou Manöver. Mä dat sinn alles Manöver, déi sinn an der Arméi gemaach ginn, déi sinn net am Service de Renseignement gemaach ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gëtt et do och kee Lien?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Mille, ech wollt Iech just soen, wat Dir do beschreift, ass en fonction vun de Rapporten, an och vun deem, wat soss geschitt ass, richteg, mä mir hunn awer Zeienaussoe gemaach kritt an och dat, wat mir héieren hunn, ëm wat et gaang ass an där Theorie do, dat geet jo awer e Schrack méi wäit. Do ass vun enger Parallelstruktur geschwat gi vu Stay behind, parallel zu där, déi et gëtt, déi et ginn ass an déi och analyséiert ginn ass vun der Kontrollkommissioun. Déi Theorie ass jo och dem Premierminister, zumindest hu mir dat esou bericht kritt, ënnerbreet ginn. Respektiv war déi Theorie jo, wou Der an

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

engem gewëssene Moment mindestens dorobber gesicht hutt, ob dat kéint sinn oder net.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Statsminister huet hei gesot, wann ech e richteg zitéieren, dass et net meng Aufgab war, Theorien ze entwéckelen. De Problem hei ass deen, dass de Service de Renseignement net dofir do ass, fir erauszefannen, wien de Bommeleeër ass, mä dass de Service de Renseignement an deem do Fall just gekuckt huet, ob seng Stay-behind-Organisatioun, déi offiziell Stay-behind-Organisatioun eppes mat den Attentater ze dinn hat oder net. Mir sinn zur Konklusioun komm, dass et kaum méiglech ass, dass se eppes mat deenen Attentater do ze dinn hunn, aus enger ganzer Rei vu Grënn, an déi ech net kann…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, d'Theorie vun der Parallelstruktur, déi hutt Dir ni geglewt?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Stopp. Dat ass eis Struktur. D'Fro, déi sech gestallt huet: Gouf et donieft eng Parallelstruktur? An op déi kann ech Iech bis haut och d'Äntwert net ginn. Dat ass ëmmer nach eng ganz pertinent Fro.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat hutt Der awer zum Beispill, deen doten Aspekt hutt Der…

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, well se näischt. Et gëtt keng Parallelstruktur am Service de Renseignement!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dat ass an der Rei, mä den Objet vum Rapport, den Optrag, deen d'Kommissioun vum Premierminister kritt hat, dat war jo och net de Service de Renseignement ze analyséieren, mä ze kucken, ob et e Lien gëtt tëschent de Bommeleeër a Stay behind. A wann dann... Dir selwer gleeft un eng Theorie vun enger Parallelstruktur vum Stay behind, oder datt et déi...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen. Dat ass keng Parallel, wann ech soen eng Parallelstruktur zum Stay behind, dann ass se jo net de Stay behind. Dat ass dat eng aner Struktur, déi iergendanzwousch ass. An ech kann Iech och keng Theorie elo soen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hutt Der dat dann, hutt Der déi Spur, déi Pist, hutt jo awer och analyséiert... hutt Der déi da manifestement net...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi hunn ech... Ech sinn e Mënsch, et stellt ee sech seng Froen. Ech hunn eng Theorie. Ech kann Iech déi Theorie gären explizéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass och déi Theorie, déi Der 2006 dem Premierminister matgedeelt hutt?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat kann ech Iech net soen. Ech erënnere mech net, wat ech 2006 an deem do Gespréich mam Premierminister iwwert de Bommeleeër geschwat hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä et geet awer précisément ëm dat, wat an der Diskussioun ass, geet et genau dorëmmer. Et geet net drëms ëm dat, wat mer souwisou alleguer scho laang wëssen, wat och am Rapport effektiv steet. Mä et geet drëms, ëm déi Theorie, déi Der hat, a wou, zumindestens wéi mir dat bis elo an Erfahrung, wéi mir dat bis elo gewuer gi sinn, 2006 an deem Briefing dat och diskutéiert ginn ass.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech soen Iech nach emol, Här Bausch, ech kann Iech net soen, wat ech 2006 an deem Briefing do gesot hunn. Ech erënnere mech, dass mer do e Briefing ginn hunn, do ass et ëm e ganz anert Thema gaang. Ech war selwer iwwerrascht, dass mer am Unhang dorun nach eemol do iwwert de Bommeleeër geschwat hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wie koum dann dorobber ze schwätzen?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- De Premier.

M. François Bausch *(déi gréng).*- De Premier selwer?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ma esou, wéi ech héieren hunn, huet de Premier gesot: Hei Marco, dann ziel emol dem Luc deng Theorie.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, d'accord, mä wou kënnt... dat ass richteg. Dat heescht, Dir hutt virdrun eng Kéier mam Premier driwwer geschwat, an déi do Theorie...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech hunn, natierlech hunn ech mam Premier driwwer geschwat. Mä ech soen, ech weess net méi...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Firwat hutt Der dann déi do Theorie der parlamentarescher Kontrollkommissioun mi gesot?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ma well et mäi Rôle war, fir ze probéieren erauszefannen, wien de Bommeleeër ass. Wann ech elo op eng...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt Iech awer domat beschäftegt...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wann ech elo an eng, Här Bausch, entschëllegt...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt Iech awer domat beschäftegt an Dir hutt dem Premierminister déi Theorie och ginn. Dir sot selwer, et war net, et ass net mäi Rôle, sot Der op där enger Säit, fir Iech domat ze beschäftegen.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass richteg, Här Bausch.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt lech awer domat beschäftegt. Dir hutt him déi Theorie ginn.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Majo neen. Wann ech soen, do muss et eng Parallelstruktur ginn. Okay. Hunn ech Iddien dozou, wou déi kéint sinn? Hunn ech Theorien? Dat mag sinn. Mä dat ass net méi meng Aufgab. Do ass dem Service de Renseignement säi Rôle riwwer.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hätt do eng Fro.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kann ech en Zitat vläicht nach ureieren hei? Dat ass jo dat Gespréich, wat Der dann am Laf vum Joer 2007, ech weess elo net méi genau, wou Der mat opgezeechent hutt, an do mécht de Premier eng Referenz nach eng Kéier op Är Theorie an Dir gitt him d'Stéchwuert Stay-behind-Réseau. De Premier seet: „Dat Eenzegt, wat ech hat" - et geet dem dat Gespréich mam Grand-Duc, wou hie seet, do wier näischt Dramatesches an deem Gespréich tëschent him an dem Grand-Duc dra gewiescht - „dat Eenzegt, wat ech hat", sot hien, „dat war mat Dir, wéi s du do deng Theorie entwéckelt hues mat dem...", an da faalt Dir him an d'Wuert „...Stay-behind-Réseau", da fiert hie weider „WACL", Gladio" an esou virun an esou weider.

Dat heescht, 2007 schéngt Dir dann awer nach gemengt ze hunn, dass do Liene kéinte bestoen tëschent Stay behind a Bommeleeër?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo neen, soss hätt ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Soss hätt Der him wahrscheinlech gesot: Majo déi Theorie, dat ass meng Theorie net méi.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu jo gesot, iwwer eng ganz Zäit hu mer un där Saach do geschafft, fir ze probéieren erauszefannen, wat do ass. Ech kann lech net méi soen, wat ech 2006 mam Premier a mam Här Frieden an deem Briefing do gesot hunn. Ech hätt...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ass dat Gespréich opgeholl ginn?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Bon, dat Gespréich ass anscheinend opgeholl ginn, jo. Mir haten dat jo schonn eemol am Huis Clos gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat heescht: „anscheinend"?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wien huet dat dann opgeholl?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer huet dat... den Här Kemmer huet dat wuel opgeholl.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, et gëtt e Band, wou dat Gespréich ganz enregistréiert ass.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et gëtt e Band, wou dat drop ass. Ech huelen un, dass dat Band dann nach existéiert. Ech weess et net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Firwat huet hien dat dann opgeholl?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn dat net opgeholl.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Firwat huet den Här Kemmer et dann opgeholl?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass mer e Rätsel. Dat ass, wéi ech et gewuer gi sinn duerno, och e Rätsel gewiescht. Ech hunn och schonn am Huis Clos eemol gesot, ech hunn ugewisen, dass dat Band soll zerstéiert ginn. Ech hunn eng Kopie vun deem Gespréich kritt. Déi Kopie ass zerstéiert ginn.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass jo net „anscheinend" opgeholl ginn, wann Dir eng Kopie kritt hutt? Dir hutt elo grad gesot...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, Dir hutt eng Kopie vun deem Gespréich. Dat ass zwar nei, dat hutt Der bis elo, mengen ech, nach net ausgesot gehat.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu keng Kopie vun deem Gespréich, soss wéisst ech jo, wat ech gesot hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä Dir hat eng kritt an Dir hutt en zerstéiert?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu gesot, et muss zerstéiert ginn, et gëtt geläscht. Den Här Kemmer huet mer eng Kopie vun deem Gespréich ginn: Hei ass eng Kopie.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat hun Der, wëll ech soen, net gesot, wéi Der d'lescht Kéier hei gehéiert gi sidd. Dir hutt net gesot, Dir hätt eng Kopie an d'Hand gedréckt kritt. Dat war eigentlech nach ëmmer fir eis relativ onkloer, ob tatsächlech opgeholl gi wär oder net. Dat ass jo da relativ. Wann Dir eng Kopie kritt hutt, ass opgeholl ginn.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Okay, dann entschëlleg da ginn ech e Schrëtt zréck an aller Kloerheet. Dat Gespréich ass opgeholl ginn. Dat Gespréich huet den Här Kemmer enregistréiert à mon insu. Ech weess net, ob den Här Schneider dat wousst oder net wousst. Dat kann ech net soen. Ech hunn eng Kopie vun deem Gespréich kritt. Déi Kopie hunn ech zerstéiert. Ech sinn natierlech dovun ausgaang, well ech eng Uweisung ginn hunn, dass och d'Original zerstéiert ginn ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Sidd Der haut dann nach esou sécher, dass Ären Uerder ausgefouert ginn ass, mat all deem, wat elo op den Dësch komm ass?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir hutt eng Uweisung ginn un den Här Kemmer, dat misst alles zerstéiert ginn?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat misst zerstéiert ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et gëtt och keng Transcriptioun vun deem Gespréich op Pabeier?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also ech hu keng Transcriptioun vun deem Pabeier. Ech mengen och net, dass eng am Service ass. Ech gesinn och éierlech gesot net, wat de Sënn an Zweck ass vun engem Enregistrement vun esou engem Briefing.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ben dach! Wann ech liesen, wat haut an enger Zeitung steet, D'„Lëtzebuerger Land", ech wollt dech dat souwisou froen, dat kënne mer och dann haut froen. Et wär e Projet ginn, fir zum Beispill de Premierminister ze destabiliséieren. Da wär dat eng Méiglechkeet.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Bausch, ech bieden Iech. Den Artikel aus dem „Lëtzebuerger Land" ass suggestiv.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt dat souwisou froen. Da kënne mer dat an engems maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat kënnt ee vläicht herno... Ech mengen, et sinn nach hei Froen zu Stay behind.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, jo, kloer. Ech mengen, mer sollten dee Volet elo nach eng Kéier... Wat ass dozou, och wou s du wollts froen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wollt do nach nofroen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. De Ben an dann..

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech wollt den Här Mille froen, also de Stay behind hu mer jo kannt säit 1990. Du ass dee jo da vum Premierminister Santer duergestallt ginn an deenen zoustännege Kommissiounen an opgeléist ginn. Mir hunn déi Bréiwer gesinn an esou weider. Duerfir wollt ech Iech froen, wéi Dir als Chef vun dem Service de Renseignement Är Aarbecht gemaach hutt, wéi et méiglech war, eng Theorie ze kréien, dass et niewent deem Stay behind, dee mer opgeléist hunn 1990, ze mengen, et wär eng Parallel.., oder ze soen, et wär eng parallell Struktur zu deem Stay behind vun den Hausfraen, vun deene Leit, déi doranner waren, déi also fir Enseignement, hannert de Linnen, zoustänneg waren, wéi et méiglech war, dass parallel dozou en anere Réseau, méi een aktiven, fir Sabotagen ze maachen, bestanen huet.

Dat ass jo héchstwahrscheinlech dann Enn 90er Joren, Ufanks 2000er Joren op eemol opkomm.

A wéi ass et méiglech, nodeem dass d'Politik an de Premierminister offiziell gesot huet, dee Stay behind, dee wär fäerdeg ofgeschloss, dass dat do an d'Welt gesat ginn ass an da sech entwéckelt huet bis haut, wou dat jo nach ëmmer och eng Theorie ass fir d'Bommeleeër ze erklären? Kënnt Der mer dat vläicht erklären? Ech hunn dat nämlech ni verstanen, wéi dat méiglech war.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann dat..., ech kann dat probéieren. Déi Zäit, wou mir ëmmer schwätzen, ass '84, '86. Mir hu jo gekuckt, ob de Stay behind eng Relatioun mam Bommeleeër kéint gehat hunn, '84 bis '86. Ob déi parallel Struktur - ech soen dat ëmmer zwëschent Gänseféisercher; wann ech soe parallel Struktur, da schwätzen ech ëmmer a Gänseféisercher -, ob déi parallel Struktur doriwwer eraus existéiert huet oder net, doriwwer kann ech guer keng Ausso maachen. Ob si iwwerhaapt existéiert huet, dat ass och eng Hypothees. Doriwwer kann ech och keng ferm Ausso maachen.

De Fait ass jo awer deen, wann ech d'Fakte kucken, dass et eng Struktur muss ginn hunn, déi eng organiséiert war, déi an enger gewësser Protektioun konnt schaffen, déi no un Enquêten dru war an déi eng ganz spezialiséiert Ausbildung hat, déi konnt

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

iwwert esou e laangen Zäitraum eng Serie vun x Bommenattentater maachen, ouni jee a Gefor ze kommen, erwëscht ze ginn. An dat weist einfach drop hin, dass et do muss eng parallel Struktur gi sinn.

Dat muss jo trainéiert ginn. Dat muss jo virbereet ginn. Der kënnt net einfach décidéieren elo haut, elo gi mer mol eng Bomm leeën a kucken, wéi et geet, an da maache mer et an Zukunft weider.

An dorop baséiert sech dann eng Theorie, dass ee kuckt, ma wou kéint dann esou eng Struktur sech entwéckelt hunn. Esou eng Theorie kann een dann entwéckelen. A wéi gesot, ech ka gären eng Theorie mat Iech deelen, mä et ass net d'Aufgab vum Service de renseignement dann ze enquêtéieren, wee kann de Bommeleeër sinn. Déi doten Enquête, déi mécht jo d'Police an déi mécht d'Justice.

De Problem, an deen Der kommt, wann Der déi doten Fro Iech stellt, da kommt Der an eng Diskussioun, déi ganz sensibel gëtt, well heikel gëtt an déi awer vläicht Erklärungsusätz géif liweren. Aus deem Grond hu mer och probéiert eis Kooperatioun unzebidden.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hätt do nach méi eng prezis Fro,…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...Här President, fir nozehaken.

Souwäit wéi mer bis elo verstanen hunn, huet de SREL jo esouwuel zivil Funktiounen erfëllt wéi och militäreschen. Dat heescht, zu Lëtzebuerg gëtt et kee separate militäresche Geheimdéngscht, déi Funktiounen, och an deenen internationale Comitéeën, si wouergeholl gi vum SREL, ginn haut och nach wouergeholl, souwäit ech dat verstanen hunn, an deemools wuel och. Do sinn et zum Beispill an der NATO esou Ënnercomitéeë ginn, ACC a CPC, wou Lëtzebuerg sech zréckgezunn huet draus 1990, wéi de Stay behind opgeléist ginn ass. An dat war jo… An deene Comitéeë si jo déi Manöveren „Ösling" preparéiert ginn, souwäit ech weess, awer op

projet de verbatimen cours de validation par le témoin entendu

d'mannst wahrscheinlech mat preparéiert ginn. Mä Dir kënnt vläicht dozou eppes konkret soen.

An do si jo awer och Vertrieder gewiescht, dat war deemools den Här Hoffmann wahrscheinlech, an deene Strukturen. Ginn et do am SREL konkret Berichter iwwert déi Sitzungen? Wou een eventuell hätt kënne recherchéieren an eventuell hätt kënnen e Lien hierstelle mat deene militäresche Manöveren a mat deenen Attentater, déi jo kuerz drop awer stattfonnt hunn. Mir wëssen, dass zum Beispill Lëtzebuerger Militär - eise Kolleeg, den Här Kartheiser huet jo selwer gesot, hie wier ee vun deene gewiescht -, am Kader vum Ösling-Manöver, dee Sabotage trainéiert hunn.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ma, Här Urbany, et ass…, et ass e ganz… Nee, et ass e ganz pertinente Punkt. Mer wësse jo elo zanter… Am Fong wësse mer zanter dem Rapport vun der Kontrollkommissioun, dass déi do Trainingen an der Arméi stattfonnt hunn. An ech géif mer gären…, ech géif mer gären erlaben ze zitéieren aus deem Rapport, deen d'Kontrollkommissioun gemaach huet. An ech widderhuelen nach eemol, Der wësst, dass et d'Missioun war vum Stay behind, der Stay-behind-Organisatioun, dat war de Service de renseignement, fir Infiltratioun, Exfiltratioun, Collecte du renseignement a Sabotage; dat waren déi dräi Missioune vum Stay behind. Wuel gemierkt: dat war de Service de renseignement. De Service de renseignement, deen net Deel war, dat war och eng Fro Här Urbany, déi Dir gestallt hutt, deen net Deel war. Nodeem wat ech konnt erausfannen an och nodeem wat d'Kontrollkommissioun bei der Arméi konnt erausfannen, wou et keen Indice gëtt, dass de Service de renseignement un deene Manöveren deelgeholl huet.

Wat awer an deem Rapport steet ass, hei geet et ëm den Exercice „Oesling 84", ech zitéieren: «L'exercice „Oesling 84", „Flintlock 84", était un exercice à double action terrain libre opposant les forces bleues aux forces oranges dans le cadre d'une manœuvre de défense en surface. L'exercice comprenait aussi bien des volets infiltration-exfiltration, collecte de renseignements et participation des commandos luxembourgeois à des cours d'initiation en méthode de combats et techniques de sabotage des forces spéciales US.»

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Dat ass fir mech genau d'Definitioun vum Stay behind. Or, d'Stay-behind-Organisatioun, dat wësse mer och, huet spéitstens zanter 1977, do läit en Dokument vir, keng Formatiounssabotage gemaach.

D'Fro, déi sech also stellt, ass: Wisou - an dat ass eng Fro, déi sech fir mech bis haut stellt, mä et ass net d'Aufgab vum Service de renseignement dat erauszefannen, mä wann ech d'Fakte liesen, ass et awer d'Fro, déi sech mir stellt: Wisou traináiert d'Arméi niewent dem Service de renseignement am Fong dat, wat Matière essentielle ass vum Stay behind, während déi offiziell Representatioun vu Lëtzebuerg an de Stay-behind-Strukturen iwwert de Service de renseignement wouergeholl ginn?

A fir Är konkret Fro ze beäntwerten, Här Urbany: All Dokument dat ech fonnt hunn iwwert deen ACC, etc., déi sinn an deem Dossier hei dagaang an déi sinn och als Kopie un d'parlamentaresch Kontrollkommissioun gaang. Déi sinn an deem Kader do derbäi.

Wichteg ass och, an dat ass wierklech wichteg fir déi Theorie hei: De Stay behind huet net am SREL ugefaang. De Stay behind… Et ass net ganz kloer, wéini Lëtzebuerg an de Stay behind erakomm ass. Lëtzebuerg ass iergendwann tëschent '53 an '57 an de Stay behind komm. '53 ass driwwer geschwat ginn. '57 hunn ech, mengen ech, dat éischt Dokument fonnt wou beluecht huet, dass mer dra waren.

Zu där Zäit ass dat an der Arméi gemaach ginn. Den zweete Büro vun der Arméi, dee gouf et déi Zäit nach, an zu där Zäit gouf et jo nach keen zivile Geheimdéngscht.

An dat do ass eng Schlësselzäit. Déi muss ee kucken. An do muss een d'Protagoniste kucken, déi do derhannert stinn, wat zu där Zäit geschitt ass.

Wann Der mech meng Theorie frot, erklären, wat hannert der ganzer Logik Bommeleeër steet, net „ween huet d'Attentater gemaach?", do kann ech lech guer näischt soen, net „wee sinn d'Persounen, déi den Explosif geluecht hunn?", mä wann Der mech frot: „Wat steet derhannert?", dann ass dat do déi Zäit wou Der musst kucken. 1946, 1959, 1960, 1974 bis 1978 a weider.

projet de verbatime en cours de validation par le témoin et tenu

Wann Der déi Theorie kuckt, da sidd Der an enger politescher Theorie, da sidd der an enger politescher Diskussioun. Et ass alles reng hypothetesch, mä et gëtt zumindest plausibel.

An en passant géif et och nach erklären, wéi e Rôle dass den Här Hellinckx gespillt huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ween? Den Här…?

Plusieurs voix.- Hellinckx.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Hellinckx. Et gëtt jo gefrot, firwat dass dann do eng… wat hätt deen da mat där ganzer Saach ze dinn.

Une voix.- Déi Bomm, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hutt jo déi Informatioun do, denken ech, déi Theorie do weidergereecht och un un de Parquet? Oder ass dat eng intern Theorie bliwwen am Kader vun der gudder Zesummenaarbecht, déi Der jo beklot hutt virdrun?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn ugebueden, déi Aarbecht ze maachen. Ech mam Procureur… Ech hunn dem Procureur gesot: „Mir kucken eis am Moment un, wat de Stay behind eventuell gemaach huet." De Procureur huet mer gesot: „Do ass näischt."

An do och vläicht erëm, fir kloerzestellen: An der Zeitung gouf rapportéiert, dass de Procureur mengen Aussoe widderspréicht. Ech hat guer keng Aussoe gemaach.

Ech hunn de Procureur informéiert, dass de Service de renseignement am Moment kuckt, ob de Stay behind kéint eppes mat de Bommeleeër ze dinn hat. An de

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Procureur huet mir gesot: „Mir hunn dat deemools gekuckt. Do ass näischt." Ni moins, ni plus.

De Stay behind, d'Stay-behind-Organisatioun vum Service de Renseignement, an den Ae vum Procureur hat näischt domat ze dinn. An dat huet en och an der parlamentarescher...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat huet en eis gesot.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- ...Kontrollkommissioun widderholl. Do ännert sech bis haut och nach näischt drun.

De Rescht, déi Hypothees, déi ech elo hei ugeschwat hunn, dat ass eng Hypothees, déi hunn ech mir gemaach als Mënsch, deen Informatioune kuckt, jo, an deen aus der...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hutt se jo awer net als Privatpersoun gemaach. Dir hutt se jo awer...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Ech hunn déi do...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...an Ärer Funktioun als Direkter gemaach, mengen ech.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, déi do hunn ech net a menger Funktioun als Direkter gemaach, Här Bodry. Well ech hunn do net e Mandat dozou.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, mä den Zougang zu den Dokumenter hutt Der jo nëmmen an där Funktioun als Direkter.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Natierlech. Mä ech hu jo déi Informatiounen, déi ech a mäi Kapp kréien, déi mech

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

dann zu gewësse Gedanke verleeden, ech kann déi jo awer net annuléieren, wann ee sech da seng Iddie mécht.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä firwat gitt Der dann an offizieller Funktioun och mat Ministeren doriwwer awer schwätzen? Dann hätt Der jo kënne mat hinnen e Patt huele goen an da beim Comptoir dat zielen. Dir hutt jo awer an Ärer Funktioun als Direkter mat hinne geschwat. Also hutt Der et jo awer an Ärer Funktioun och gemaach.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et kann ee jo awer e Meenungsaustausch hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, sécher.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hu jo och hei... Ech schwätze jo...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä hutt Der genau déi doten Thees och an deem Briefing,...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...wou Der Iech net méi kënnt drun erënneren...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, also doudsécher net. Déi do Thees, déi huet jo evoluéiert. Déi do Thees, déi hat ech doudsécher zu deem Zäitpunkt net. Ech hu jo virdru gesot: „Ech weess net méi wat ech 1986 genau gesot hunn". Net déi do Thees.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, den Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Meng Fro: Déi do Thees, déi Der elo développéiert hutt mat der Arméi vun 1949 bis 1970, ass dat déi Thees vun der Parallellstruktur?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Thees hunn ech entwéckelt aus der Fro eraus: Wou kann dann eng Parallellstruktur sinn?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ok. Voilà. An da war meng Fro: Déi Thees vun der Parallellstruktur, wat dann iergendeng aner Struktur ka sinn, war dat eng Thees, déi am Geheimdéngscht um Ordre du jour war...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- ...an diskutéiert ginn ass? Dir hutt virdru gesot: „Ech sinn e Mënsch, dee kann denken."

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Oder war dat méi eng Theorie, déi Dir fir Iech perséinlech développéiert hutt, well Der déi ganzen Zäit sot: „Dat war jo net eis Missioun, fir dat..."

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gëtt et e Pabeier Kemmer/Schneider zu där do Thematik? Si wären, nodeem wat se eis hei gesot hunn, beoptraagt ginn, fir effektiv do en Dossier zesummenzestellen.

Ass dat do Bestanddeel gewiescht vun hirem Dossier oder hu si eng aner Thees vertratt?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee. Si hunn. Si waren allenzwee effektiv beoptraagt, nodeem d'Ganser-Theorie koum 2004 - an et ass wichteg, dass een dat ëmmer op der Zäitachs gesäit -, fir ze kucken: Wat kéint dann do dru sinn? Si hu sech d'Historie ugekuckt: Wat si Fakten? Si hunn déi Fakte wuel an engem Dokument, un dat ech mech awer och elo am Detail net erënneren - dat misst et jo dann och nach ginn -, si hunn dat do zesummegefaasst. Wat ech nach weess ass, dass den Här Kemmer dervun iwwerzeegt war, dass et e Lien gëtt, also dass d'Stay-behind-Organisatioun Bommeleeër wier oder e Lien zumindest...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, hien huet eng aner Theorie gehat wéi Dir.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Eng aner Theorie gehat wéi ech.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi offiziell...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Fakten...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi offiziell 12 Leit.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wann ech soe Stay-behind-Organisatioun, da mengen ech domat de Service de Renseignement, déi Unitéit Plan mat den Agenten.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer war der Meenung: déi waren et. An e war, och wéi en de Service verlooss huet, ëmmer nach där Meenung. E war och nom Rapport vun der Kontrollkommissioun ëmmer nach där Iwwerzeegung, an en huet - mengen ech - souguer nach dem Procureur en Dossier zougespillt, nodeems e schonn aus dem Service war, mat allméiglechen Informatiounen, déi déi Hypothees do sollte confirméieren. Déi Informatiounen, dat sinn Informatiounen - net, dass ech erëm falsch verstane ginn -, déi wuel agefloss sinn an eis Appréciatioun hei. Dat ware Print-outen aus dem Internet vu Bloge vu Belsch, wou dee ganze Lien gemaach gëtt - „Oesling 84", Vielsalm etc., d'Tueurs du Brabant - déi fannt Der am Internet -, mä et ass kee Lien dozou do zur Stay-behind-Organisatioun Lëtzebuerg.

An dat ass erëm... Do si mer erëm genau an esou enger Logik - an do war jo och...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat war meng Fro.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- ...Är Fro virdrun, Här Urbany - d'Fakten. Dir hutt de Choix als Mënsch: Dir kënnt d'Fakten Är Meenung forme loossen, oder Dir kënnt Är Meenung d'Interpretatioun vu Fakte maache loossen. Beim Här Kemmer ass et esou: Wann en eng Meenung huet, da kënnt Der déi net änneren. A wann Der probéiert déi Meenung ze änneren, da sidd Dir en Deel vum Problem. Da sidd Der de Feind. Dee Moment wou ech als Direkter vum Service de Renseignement gesot hunn: „D'Fakte weisen all drop hin, dass et net esou ass", du war ech a senger Logik natierlech mat en Deel vum Problem. Als Direkter vum Service de Renseignement schützen ech natierlech de Stay behind, also sinn ech elo en Deel mat vun där Organisatioun, déi schëlleg ass.

An dat ass a senger Denkweis esou verankert gewiescht. Meng Appréciatioun ass déi bis haut, dass et do kee Lien gëtt. D'Kommissioun huet dat, wéi ech fannen, exzellent opgeschafft mat allen Informatiounen, déi do waren. Ech hu keng eenzeg Informatioun do zréckgehale virun där Kommissioun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Just eng Fro, fir beim Här Kemmer do ze bleiwen. Wann dat esou war, wéi Dir dat bestätegt, den Här Kemmer huet jo net nëmmen an deem do Dossier dann eegestänneg gehandelt; mir hunn nach eng Rei anerer, ech mengen iwwer déi hu mer och mat lech geschwat, mä wollten haut nach eng Kéier drop zréckkommen: Wéi ass dat da méiglech, datt den Här Kemmer net gesot kritt huet: „Elo geet et duer! Elo gëss du... Mir kënne mat dir am Fong näischt méi ufänken. Well du méchs wéi s du wëlls."

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer huet dat jo gesot kritt uganks 2008. Du koum eng - dat hate mer och schonn am Huis clos eemol diskutéiert - eng länger Krankheetsperiod dertëschent. Et gëtt do jo och Contrainten. Dat geet net esou vun haut op muer. Besonnesch an engem Geheimdéngscht ass dat eng äusserst sensibel Saach. A mir hunn den Här Kemmer jo dunn aus dem Service de Renseignement erausgeschéckt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä duerno koum en op eng Plaz, wou et ganz genau d'nämlecht...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee! Stop! Entschëllegt. Entschëllegt, dat ass och e ganz wichtege Punkt, Här Bausch. Den Här Kemmer ass net vum Service de Renseignement an de Ministère de l'Économie geschéckt ginn. Den Här Kemmer ass Mëtt 2008 vum Service de Renseignement zréck an d'Police geschéckt ginn. An an der Police ass den Här Kemmer op eng Plaz komm, wou et em net gefall huet. A sechs Méint duerno, eh weess net genau, wéini den Här Kemmer ugefaangen huet am Ministère de l'Économie, do huet den Här Kemmer am Ministère de l'Économie...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. En huet do eng Aufgab iwwerholl, déi quasi - also no alle schlechten Erfahrungen dann, déi virdru gemaach gesinn -...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Richteg!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...déi quasi identesch war. Hutt Dir dann net gewarnt a gesot: Hei...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech wousst jo guer net, dass en dohi géing. Ech hunn eréischt héieren op eemol: Deen ass elo do. An ech sinn aus alle Wolleke gefall. Ech hunn zu deem Zäitpunkt och zum Responsabele gesot: „Du weess jo awer wat s de der do elo undees." An ech dierf och nach eemol drop hiweisen, wat mer jo och schonn eemol am Huis clos diskutéiert hunn, dass den Dossier vum Här Kemmer, wéi e bei eis komm ass, net komplett war. Do hu jo Piècen dra gefeelt. En ass bei eis komm. An den Här Kemmer huet och Artikel haut, natierlech seng Ressourcë matbruecht, seng Informanten.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wien huet den Här Kemmer dann eriwwer suggéréiert, loosse mer esou soen?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Schneider huet den Här Kemmer an de Service bruecht.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dee wosst jo dann... Firwat huet en dat da gemaach? Dee wousst jo awer déi Saache wahrscheinlech och.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech mengen net, dass den Här Schneider... Also ech weess net, ob den Här Schneider zu deem Zäitpunkt den Här Kemmer gutt kannt huet oder net. Den Här...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Iergendwou muss e jo op e komm sinn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer ass mam Service de Renseignement a Kontakt gewiescht an där Zäit, well hie bei der Police en Expert war an also chargéiert war mat deenen ganzen Enquêten am Terrorismus. Do gouf et regelméisseg Échangë mat dem Service de Renseignement. Esou ass den Här Kemmer an de Service komm.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ass et do och en Échange ginn an der Affär mat deem Tunesier deemools, deen expulséiert ginn ass?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass en Échange ginn am Terrorismus allgemeng iwwer all Sujeten, och... Dat do war net déi Persoun - et war och déi Persoun -, mä et war eng Associatioun, wou déi Persoun do dra war. Do gouf et och en Échange d'information.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Persoun selwer?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Natierlech, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, do ass eng Zesummenaarbecht gewiescht vum Service de Renseignement mat der Police judiciaire am Zesummenhang mat deem Fall?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Do ass schonn eppes anescht erzielt ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn nach eng Fro...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...zu deem Dossier, deen do jo offensichtlech bestanen huet - dat sot Der jo - iwwert déi Liene mat de belsche Rietsextremisten, déi zu deene bluddegen Attentater an der Kasär vu Vielsam gefouert hunn, parallell hei zu de Bommenattentater. Do huet jo dann offensichtlech am Service en Dossier bestanen, fir do ze recherchéieren. Do hätt deen Informant D - gëtt hei behaapt an enger Zeitung - mat dru geschafft an 2009 wier deen Dossier nach op gewiescht. Wat kënnt Der eis iwwert deen Dossier soen?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also dat ass net richteg, esou wéi dat do beschriwwe gëtt. Do ass keen Dossier vum Geheimdéngscht. Déi ganz Geschicht do war e Classeur vum Här Kemmer, wou hien d'Sources ouvertes dran accumuléiert huet, déi déi doten Theorie vertrieden. Do gëtt et eng Rei vu Blogen am Internet, do gëtt et e Buch iwwert déi doten Theorie „What have you". Mä déi sinn, dat ass nëmmen eng Meenung, déi vum Service de Renseignement gedeelt ginn ass. A mir hunn och op déi do Saach net enquêtéiert. Dat hat absolut näischt mat eis...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, Dir hutt mat eventuelle Sympathisanten zu Lëtzebuerg, d'Extrême droite oder paramilitäresch Gruppen, do ass ni eppes gesicht ginn. Well ech ka mech erënneren, dass déi Zäit vun de Bommeleeër och geschwat ginn ass emol, dass am Éislek och paramilitäresch Gruppen emol trainéiert hunn. Et ass jo d'Wehrsportgruppe...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat do ass mir net bekannt...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass jo d'Wehrsportgruppe Hoffmann ginn an Däitschland an deem Kontext.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat do ass mir net bekannt. Ech weess, dass am Kader vun de Bommeleeër de Service de Renseignement awer éischter eng ideologesch Gruppéierung d'extrême droite oder ee Sympathisant am Bléck hat. Dat ass awer schonn amplement dokumentéiert. Mä déi Theorie Vielsalm, Tueurs du Brabant, „Ösling 84" an esou weider, dat ass keen Thema gewiescht am Service de Renseignement.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Deen „D" war anscheinend selwer e Sympathisant d'extrême droite, gëtt hei geschriwwen.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wien?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den „D". Ech weess net, wéi e richteg heescht.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kennen den „D" net. Ech kann iwwert den „D" net vill aussoen. Ech weess, dass en e soit-disant Privatdetektiv war oder ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann net vill méi iwwer hie soen. Do musst Der anerer froen. De Punkt ass einfach deen, dass, wann een op déi ganz Theorië kuckt, all d'Fakten, d'Fakten hëlt, déi bekannt sinn haut, fannen ech haut ëmmer nach näischt - an ech weess haut vill méi, well ech liese jo awer d'Press an et gesäit een, wat gesot gëtt -, fannen ech haut ëmmer nach näischt wat plausibel drop hiweist, dass d'Stay-behind-Organisatioun kéint am Zesummenhang stoe mat deenen Attentater, ouni d'forensesch Enquête ze kennen oder bedeelegt ze sinn, mä dass do einfach anzwuesch anescht muss iergendeppes existéiert hunn. An dat huet net eréischt 1984 existéiert, dat huet laang virdrun existéiert. A menger Meenung no kënnt dat, wéi gesot, aus der Historie eraus, 46, 59, 60.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Firwat déi prezis Datumen do?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Well dat déi Date sinn, wou... D'Fro stellt sech jo: Wéini ass e Stay behind parallel... Wa meng Hypothees, an ech ënnersträichen dat: Dat ass meng Hypothees, déi ka komplett falsch sinn an déi ka komplett mat den Hoer erbäi gezu sinn!

Mä wann et eng Stay behind Parallelorganisatioun gouf, da muss déi jo iergendwann geschaf gi sinn. 1960 wier e gudden Datum gewiescht, well do ass déi Stay-behind-Organisatioun, déi et bei der Arméi gouf, vun der Arméi riwwer mutéiert gin an den zivile Service de Renseignement. Dat hat eppes mat politeschem Contrôle ze dinn. Et ass méiglech, dass déi politesch Responsabel zu deem Zäitpunkt, déi dat verluer hunn, dat net akzeptéiert hunn. An ech halen dat fir ganz wahrscheinlech.

Firwat hunn ech gesot 1974 bis 1978? Notamment 1977? Majo, 1977 do hu mer dokumentéiert, dass de Service de Renseignement net dee ganze Volet Sabotage dierf maachen. Do gëtt et en Dokument, wat de Konzept vun der Lëtzebuerger Stay-behind-Organisatioun beschreift. Deen ass vun 1977. Et ass méiglech, dass dat scho virdrun esou war, dat kann ech net beurteelen. Mä d'Dokument, wann ech d'Fakte kucken, hunn ech 1977. Dat wier eng aner Méiglechkeet gewiescht, wou parallel Strukturen hätte kënnen ugeschaft ginn. Déi Responsabel, déi derhannert stinn, sinn erëm genau, dat si genau déiselwecht Persounekreesser. Wann Der dat historesch kuckt, déiselwecht Leit. 1978 ass eng BMG gegrënnt ginn. Dat muss een einfach gesinn.

Huet dat en Zesummenhang? Ech weess et net. Mä et sinn einfach historesch Fakten, déi mech dozou féieren, dass ech soen, do ass eng Hypothees méiglech.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wat huet den Här Hellinckx domat ze di gehat eventuell?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Tjo, den Här Hellinckx. Ech soen lech jo, meng Theorie ass op enger Zäitachs. Wéi ech gelies hunn, dass en Attentat... Also ech wousst, dass en Attentat op d'Haus vum Här Hellinckx gemaach ginn ass. Mä et freet ee sech: Firwat den Här Hellinckx?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Den Här Hellinckx ass 1959, wat fir mech d'Date-clé ass, genannt gi vum deemolege Minister fir d'Arméi an d'Force publique, den Eugène Schaus, an eng Kommissioun, fir d'Gendarmerie an d'Sûreté publique ze reforméieren. D'Sûreté publique, zu deem Zäitpunkt, dat war déi, ech erënnere just, déi den Här Krieps, déi de Colonel Winter e puer Joer virdrun, 1946, verhaft haten am Kader vun deem soi-disant „Putsch". „Putsch", wann ech dat Wuert soen ass et ëmmer tëschent Anführungszeichen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An dat war 1959?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Do war den Här Hellinckx an där Kommissioun dran...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An enger Kommissioun spezial...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- 1959. war fir d'Éischt, dass...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- War hien an der Kommissioun oder war hie Rapporteur?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Hie war an der Kommissioun als deemolege Vertrieder vum...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et war keng parlamentaresch Kommissioun, souwäit ech verstinn. Dat war...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen. Dat war eng Kommissioun, déi de Minister agesat hat.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng Reform-Kommissioun, fir un engem Text ze schaffen.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De Minister huet eng Kommissioun agesat, do gëtt et en Arrêté grand-ducal vun 1959,

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

fannt Der am Mémorial, wou de Minister Schaus eng Kommissioun asetzt, déi d'Gendarmerie an d'Sûreté publique vu Grond op soll reforméieren, d'intern Strukturen, d'Mesures disciplinaires etc., etc. An ee vun de Membere vun där Kommissioun ass den Här Hellinckx, deen also matgeschafft huet, soe mer emol, um Fundament vun der Gendarmerie, wéi se 1984 bestanen huet. An dat war jo wuel, wann ech d'Motiv kucken, duerchaus net ohne!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat ass ganz interessant.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kënne mer vläicht de Volet Bommeleeër beisäit leeën. Ech hunn nach zwee déck Voleten hei, déi ech hei wollt behandelen. Och opgrond vun der, ech mengen dat deckt sech, och opgrond vun deenen Auditiounen, déi mer entre-temps hate respektiv Presseberichter, déi komm sinn. Ech wëll op de Fall Gérard Reuter ze schwätze kommen. Mir gesinn den Här Reuter jo och, en huet sech entre-temps gemellt, wëll ech Iech och matdeelen, opgrond vun eisem Avis de recherche iwwert d'Zeitungen...

Une voix.- Hie stoung gëschter ënnen an der Loge.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hie stoung ënnen an der Loge. Hien huet sech also hei gemellt an en huet och gesot, e géif dann hei e Méindeg untrieden. Dat gesi mer dann.

Dat ass dach, an eisen Aen, e relatiivt, jo, en iwwerraschend Element gewiescht an deem Dossier hei, wat sécher och eng Rei vu rechtleche Froe stellt, hei ze héieren, dass u sech eng Drëttpersoun, déi a priori, ausser Dir sot eis elo de Contraire, keen Agent vum Service de Renseignement war, dass déi op d'Statskäschten dann an eng Wunneng gesat ginn ass a spéiderhin dann elo weider an där Wunneng schéngt, och wa keng Post do däerf ukommen, schéngt ze wunnen, elo net méi op Käschte vum Stat, mä op Käschte vun engem fréiere Mataarbechter vum Service de Renseignement. An no deenen Informatiounen, déi mer hei kritt hunn, wäert Dir eigentlech déi Persoun, déi décidéiert hätt, fir hien an déi Wunneng do eran ze setzen an déi och gefrot hätt, dass herno sollt déi Wunneng, sollt de Loyer vun enger anerer Persoun iwwerholl ginn.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Do si mer natierlech gespaant, Är Versioun vun de Faiten ze héieren.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci fir déi dote Fro, Här President. An et ass eng, jo...

Ech riskéieren elo en Artikel vum Geheimdéngschtgesetz ze verletzen. Ech huelen dat a Kaf.

De faméisen „D" war Proche vum Gérard Reuter. Iwwert dee faméisen „D" ass de Gérard Reuter un den Här Kemmer komm oder ëmgekéiert, wéi een et dann esou wëll. An den Här Kemmer huet e Kontakt etabléiert mam Här Reuter. Ech hat virdru gesot, et gouf zwee Fäll, wou netautoriséiert Rekrutementer geschitt sinn. Dat do ass een dovun.

Dass den Här Reuter an där Wunneng souz...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, an Ären Aen, nach eng Kéier, wier den Här Reuter rekrutéiert ginn? Oder wéi gesinn ech dat?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Reuter huet...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Fir kloer ze sinn hei.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Reuter huet fir den Här Kemmer geschafft an ass vum Här Kemmer och esou gefouert ginn. Den Dossier...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Op enger offizieller Lëscht? Oder...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat war...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...op enger privater Lëscht vum Här Kemmer?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Éischter op enger privater Lëscht vum Här Kemmer. Den Här Kemmer huet et jo net gesot, soss hätt en et jo missen offizialiséieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä wat...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- E konnt, Här Bausch, ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, dat ass...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- E konnt, den Här Kemmer, konnt och dofir den Här Reuter schwéier indemniséieren. Dofir huet en eng Wunneng, déi en zur Verfügung hat, déi him als Quelleführer zur Verfügung stoung, fir operationell genotzt ze ginn, fir operationell Zwecker, eng konspirativ Wunneng, wann Der wëllt, huet en dem Här Reuter zur Verfügung gestallt. An do souz den Här Reuter dann dran. Wat kee Mënsch - ech huelen dat zréck -, wat zumindest déi offiziell Hierarchie am Service guer net wousst. An dat goung esou wäit, dat ass och iwwerpréifbar...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kënnt Der do zäitlech ongeféier soen, vu wéini un, dass hien, ouni Ären Wëssen, an där Wunneng war?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Ech weess net, wéini en dra komm ass. Wéini ech et gewuer gi sinn, dat muss...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä hie war schonn dran, wéi Dir et gewuer gi sidd?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. Ech si gewuer ginn, dass en dran ass... Also, dass ech gesot hätt, e misst dra gesat ginn, dat ass...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, Dir streit hei formell of...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech streide formell of, dass ech gesot hunn...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...dass Dir...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- ...dass en dra gesat soll ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...ëmmerhin eng Suggestioun gemaach, fir en dran ze setzen. Do sidd Dir formell?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech streiden dat of. Ech sinn do formell. An ech sinn och formell, dass ech et net autoriséiert hätt, dass en als formell Source gefouert gëtt. Dass en als Informant, Kontakt oder esou weider ka genotzt ginn, dat ass eng aner Fro. Awer als Source vum Service esou gefouert hätt en net kënne ginn an ass e jo och dann net ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- War dat alles, wéi den Här Reuter nach en Fonctioun war, oder war dat alles esou?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, dat do war, an ech schwätzen 2007 grosso modo, et ass alles déiselwecht Zäit. Mir schwätzen hei alles zur selwechter Zäit. Mir hu rausfonnt, mir, de Service am Fong, hu rausfonnt, dass den Här Reuter an där Wunneng do sëtzt, wéi mer iwwerlecht hunn, fir déi Wunneng fir en aneren Zweck ze benotzen. Wann eng Équipe vun eis dohi gaang ass, fir... Déi Wunneng war équipéiert als Wunneng, déi sollt an e Büro ëmgewandelt ginn, well mer se gebraucht hu fir e Gespréich.

An eis Leit si littéralement dohi komm mat engem Schlëssel, hunn opgespaart an du stoung do een. Jo, esou war dat. Doropshi sinn ech gewuer ginn, dass den Här Reuter an där Wunneng ass.

Projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- An du huet den Här Kemmer och gesot, dass hien en dohinner gesat huet?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Do hunn ech den Här Kemmer zur Ried gestallt. An do huet hie gesot: „Jo, ech hunn en dohi gesat, well ech kann en net bezuelen, an dëst an dat an dëst an dat". Ech hunn doropshi gesot, do schonn: „Dat kann net weidergoen". Kuerz duerno ass de Statsminister gewuer ginn, dass dat esou wier. Ech weess net, iwwer wéi ee Kanal. An hien huet mer gesot: „Dat geet net". Ech weess, dass dat net geet.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Huet de Statsminister direkt gesot, dat geet net?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech huelen un. Jo, ech hunn dat Gespréich och net méi eent zu eent am Kapp. Mä de Statsminister war op alle Fall opposéiert, dass dat geif gemaach ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä, vläicht do eng Zwëschefro. Wéi Dir et entdeckt hutt, do hätt Der jo missen op dem Dag soen, do misst direkt Schluss sinn.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ass dat dann net kontrolléiert... Wéi laang souz en do dran?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Majo, Här Bausch, Dir kënnt dat net vun haut op muer beendegen. Wéi beendegt Der dat dann? Schéckt Der en Dierwiechter, deen hien un den Hoer do rausschleeft?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen. Natierlech kënnt Dir iergendwéi kucken, de Mann raus ze kréien an da maacht Der en anert Schlass drop.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Bausch, et ass de Service de Renseignement...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ma neen, mä dee Mann huet jo, et ass jo kee Kontrakt do gewiescht.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Bausch, Dir hutt mech gefrot. Ech kann net einfach ee rausgeheien op d'Strooss, éischtens. Zweete Punkt ass...

(Interruptions diverses)

Zweete Punkt ass, dass ech och als Service de Renseignement jo net ka riskéieren, dass deen da bei d'Press leeft an e Risenopstand mécht, an dass mer déi Situatioun kréien, déi mer eigentlech haut hunn.

Drëttens, de Wee, dee mer do gewielt hunn, war deen, dass ech gesot hunn: „Ma, wa mir hien net aus der Wunneng kënne raus kréien, well hie sech weigert ze goen, da kënnege mer d'Wunneng". Mä och do hutt hie jo e Loyer. Dir kënnt net vun haut op muer raus. Dat heescht, mir hu gesot, dee Mietvertrag gëtt beendegt, dee gëtt net erneiert. Dee leeft dann aus, wann en ausleeft. Dat waren nach e puer Méint. An da muss e kucken, dass en eens gëtt.

Do koum den... An deen Optrag ass un den Här Schneider gaang. Ech hu gesot, du hues zwou Méiglechkeeten. Do stoung scho fest, dass den Här Schneider géif fortgoen. An do hunn ech gesot, entweder du méchs dat elo esou, du kucks iers de geess, dass e raus ass, oder dann hëls du e mat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Deen hëls du mat? Firwat huet dann den Här Schneider missen...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Well den Här Schneider zoustänneg war fir den Här Kemmer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ah, well den Här Schneider fir den Här Kemmer zoustänneg war, muss...

projet de verbatimen cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Voilà! An den Här Schneider huet du gesot: „Majo, ech iwwerhuelen dann de Loyer".

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- War den Här Schneider dann deemools net méi am Déngscht vum Service de Renseignement?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Schneider war dach deemools schonn net méi am Déngscht vum Service de Renseignement?

M. François Bausch *(déi gréng).*- De Schneider huet am Summer 2008 opgehal, am August 2008.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Majo, wéini...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat do war am Abrëll dat Joer duerno!

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also laut deenen...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, Här Bausch, ech weess net...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, esou wéi ech mer dat opgeschriwwen hunn...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Bausch.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).-* ...geschildert kritt hunn hei, op Basis vu Pièce vum Här Heck, war dat am Summer 2008. An de Kontrakt, also d'Iwwerschreiwung ass geschitt aacht oder zéng Méint duerno. An dat misst am Mäerz, Abrëll gewiescht sinn dat Joer duerno.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Do kënnt nach d'Thema vun der Durée vum Loyer wahrscheinlech derbäi. Dann iwwerpréift dat. Dir kënnt net esou einfach aus dem Gebai eraus.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Natierlech net. Also...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Nach eng Kéier, dat dote ass jo awer eng wichteg Fro. Dir hutt... Dir waart jo Direkter deemools. Hutt Dir dem Här Schneider, wéi en nach bei Iech am Déngscht war, dat dote suggéréiert oder hutt Der dat gemaach, nodeems en net méi bei Iech am Déngscht war? Dat misst Dir Iech awer nach kënnen erënneren.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Neen, dat war, wéi den Här Schneider nach am Déngscht war.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Do sidd Der formell?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Ech weess, dass mer dat Gespréich a mengem Büro gefouert hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Anscheinend huet jo Sandstone dee Loyer iwwerholl. Dat konnt jo dann net...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Den Här Schneider...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* ...gewiescht sinn déi Zäit, wéi hien nach am Service war?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, den Här Schneider huet gesot, hien iwwerhëlt de Loyer vun där Wunneng mat der Wunneng fir seng Firma Sandstone. Dat heescht, hie konnt dat eréischt iwwerhuelen, wéi d'Firma Sandstone effektiv existéiert huet. Dat heescht, d'Übernahme ass doudsécher geschitt, wéi den Här Schneider raus war.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä nach eng Kéier...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mä d'Commitment, fir et ze maachen, ass awer virdrun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä wat war dann... Also ech setze mech elo an d'Lag. Een, deen do am Fall ass, dee geet fort aus dem Service, an och wann Dir him sot: „Entweder du hëls e mat oder...". Wat fir een Intérêt huet deen dann, fir dee matzehuelen? Wat ass dat, dat geet mir net an de...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wat fir een Intérêt huet deen, fir?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Fir dee matzehuelen, fir déi Charge ze iwwerhuelen?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här Bausch, mir huet e gesot: „Ech benotzen en als Expert juridique".

M. François Bausch *(déi gréng).*- Huet den Här Schneider Iech gesot, hie géif den Här Reuter als Expert juridique benotzen?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat huet den Här Schneider mir gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Schneider huet hei eng Kéier a senger Auditioun gesot, well ech hat him déi Fro gestallt, an en huet dat richteg interpretéiert. Et war, wéi wann hie mat Iech en Accord gehat hätt, datt Sandstone vum SREL Opträg krit

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

an iwwert dee Wee hätt hien dann de Loyer kompenséiert. Do huet den Här Schneider op déi Fro gesot: „Dat gesitt Der richteg esou". An en huet eis och duerno gesot, wéi deen neien Direkter komm wier, wier hien am Fong bei dee gaangen, fir datt deen da sollt kucken, datt en dee Loyer rembourséiert krit. An deen hätt dunn dovunner näischt méi gewosst. An en huet du gesot: „An enger Schlussphas hat ech een Abléck wëlles dem Statsminister eng Rechnung ze schécken".

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass, entschëllegt, mä dat ass net richteg. Ech mengen och net, dass Der een eenzegen Optrag vum Service de Renseignement bei Sandstone kënnt fannen. Mir hu Sandstone keng Opträg ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, neen. Hei war...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass kee komm. Et ass kee komm.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä den Här Schneider huet eis hei gesot, den Deal wär gewiescht, datt hien iwwert dee Wee kompenséiert géif ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An du ass déi ganz Geschicht opgeflunn, mat der Auer an esou virun, an du wier näischt gelaf, sot hien. Mä dat wier den Accord gewiescht, wéi en ausgemaach gi wier. Hie sollt mat Sandstone...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Geschicht mat der Auer, déi ass zwar eréischt am Ufank 2012, déi ass Enn 2012 opgeflunn. Dat ka jo net colléieren. Dat ass net richteg!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo. Du ass deen neien Direkter komm...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mat der Auer ass net Enn 2012 opgeflunn...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, dat war 2009.

Projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat mat der Auer ass innerhalb vun Ärem Service mam Statsminister 2009 opgeflunn. Vun 2008 op 2009.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass 2008 opgeflunn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- 2012 ass et an d'Öffentlechkeet komm.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hien ass...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- An et wier opgeflunn, mengt Der, dat war...

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat war alles zu där doten Zäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hie sot, hie wier bei deen neien Direkter gaang, datt deen am Fong dat sollt aléisen, wat e matlech ofgemaach gehat hätt.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et gouf keng esou eng Ofmaachung. Wann ech esou eng Ofmaachung gemaach hätt, also als Geschäftsmann hätt ech jo dann iergendee Kontrakt oder iergendeppes gehat. Esou eng Ofmaachung hunn ech mam Här Schneider net getraff. Wann den Här Schneider dat esou gesinn huet, esou verstanen huet, da war dat sécher net de Fall.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Ech mengen, wann dat sech esou laang higezunn huet a wann et do awer Divergenze ginn, firwat hutt Dir der Kontrollkommissioun vun der Chamber dat doten ni gesot? An dann d'Fro hannendrun: Hutt Dir dann nach eng Kéier mam Statsminister doriwwer geschwat gehat? An huet hien Iech dann dunn Uweisunge ginn an där doter Fro?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Bei der Kontrollkommissioun hunn ech dat doten net ugeschwat. A mam Statsminister muss

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

ech eemol, mindestens eemol driwwer geschwat hunn, wou hie mer gesot huet: „Beendegt dat“. An doropshin hu mer et jo och beendegt, esou schnell wéi et gaangen ass. Ech mengen awer net, dass mer dat duerno nach am Detail diskutéiert hu mam Statsminister.

M. Fernand Etgen *(DP).*- A firwat hutt Dir d'Kontrollkommissioun net doriwwer informéiert?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wat hätt ech der Kontrollkommissioun solle soen?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mengt Der net, dat do wär ee Dysfonctionnement eigentlech vum Service gewiescht? Bon, vläicht wollt den Direkter net Dysfonctionnementer mellen, mä nëmmen Erfollegsmeldungen der Kontrollkommissioun. Mä d'Kontrollkommissioun ass natierlech u béidem interesséiert.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, mä och do seet d'Gesetz erëm, dass den Direkter: „Informe la commission sur les activités générales du service“. Net iwwert de Fonctionnement an net iwwert d'Detailer. Dat ass eppes, wat am Gesetz steet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat wärte mer elo am Gesetz änneren.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Missioun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat kann ech lech awer...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat kann een am Gesetz änneren, Här Bausch, do sinn ech absolut d'accord mat lech. Mä, wësst Der, d'Gesetz ass esou wéi et ass. Ech hunn dat och an enger Séance à huis clos eemol gesot. Dir zitéiert ëmmer de Patrimoine économique. Mir haten do een

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Différend. Et steet dran: „le potentiel économique". Dat ass eppes aneschters. An dat ass dat, wat am Gesetz steet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä fannt Der net, dass de Fait, fir eng Persoun wéi den Här Reuter an eng Wunneng vum SREL ze setzen, dass do net e Lien mat den Aktivitéite besteet vum SREL? Oder mengt Der, dee Fait do hätt guer näischt mat den Aktivitéite vum SREL ze dinn?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech gesinn dat net als eng Aktivitéit vum SREL. Aktivitéite si fir mech Dossieren, déi mer beaarbechten. Activités générales...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, mä dat ass... Entschëllegt, de Punkt ass jo awer deen, datt hei den Här Reuter als Source eigentlech illegal fir den Här Kemmer geschafft huet. Well Dir sot, wéi Der virdrun erklärt hutt, et war dann eng Source, déi ni als dat unerkannt war, mä den Här Kemmer huet awer gemaach, wéi hie wollt. Hien huet do gesot: „Ech sinn den... Ech maachen dat, wéi ech dat gesinn." Dat heescht, et hat jo scho mat den Operatiounen ze dinn. Et war natierlech illegal, déi Operatioun hei, en Fonctioun vun der Struktur, wéi de Service opgebaut war.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech wëll dat anescht formuléieren: Den Här Reuter war keng Source vum Service, soss hätt ech jo elo géint den Artikel 5 vum Service verstouss.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech soen...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer, huet den Här Reuter als Source ugesinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Huet en als Rémunératioun a seng Wunneng gesat, wat net legal war.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Maja eben. Dofir soen ech: Et ass et zimlech graven Dysfonctionnement. Dat hätt der Kommissioun awer misse gemellt ginn. Do ass eng... am Form eng Operatioun illegal.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Eng Operatioun wier eréischt a mengen Aen da gelaf, wann déi zilgeriicht op iergenden Thema gewiescht wär.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Majo, da komme mer zum Thema. Wéi ass et da méiglech, datt Der den Här Reuter op eemol als Source gesinn hutt, oder den Här Kemmer als Source gesinn hutt, wann Der virdru selwer op den Här Reuter enquêtéiert hutt an der Affär Lissouba zum Beispill?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wou grad Accusatiounen dra stinn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den... den Här... Jo jo. Den Här Kemmer ass iwwert déi Affär Lissouba jo un den Här Reuter erukomm.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An amplaz dem Parquet deen Dossier ze ginn - well Dir wësst jo, datt déi Zäit e Geriichtsverfahre géint den Här Reuter gelaf ass -, amplaz dem Parquet deen Dossier ze ginn, huet en décidéiert den Här Reuter unzeheieren als Source an dem Parquet näischt ze ginn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ma mir hunn deen Dossier hu mer un de Statsminister an de Justizminister ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Deen Dossier un de Statsminister an de Justizminister. An déi hunn en och net un de Parquet ginn.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir hunn dach de Briefing... De Briefing war, wann ech mech richteg erënneren, Lissouba, de faméise Briefing 2006.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Mä deen Dossier ass ni un de Parquet gaangen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wousst Der dann, wat den Här Reuter geschafft huet fir den Här Kemmer generell?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen. Vu dass ech net wousst, dass en en... dass en e gefouert huet als Source. Hien huet... Hien huet mir gesot, wéi ech en dunn zur Ried gestallt hunn: „Hien huet Informatiounen aus dem... aus dem... dem Blanchiments-Milieu." Neen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Hie gëtt hei och genannt an Zesummenhang mat där Affär, wou mer virdrun driwwer geschwat hu mat dem belsche Rietsextremismus, den Här Reuter.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech gesinn, ech hunn...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dovun ass Iech näischt bekannt?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu menges Wessens ni héieren, dass den Här Reuter mat Rietsextremisten ze dinn hätt. Et gëtt ganz vill wëll Geschichten ëm den Här Reuter, mä déi do, déi hunn ech net héieren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ben de Licio Gelli zum Beispill, do... Dat läit jo awer op der Hand.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech... Ech weess net, ob den Här Reuter Relatioune mam Här Gelli hat. Ech weess och net, ob den Här Gelli hei zu Lëtzebuerg war.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä dat ass awer aktenkundeg an eiser Enquête, dass de Licio Gelli hei war.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Entschëllegt, mä et ass jo net jiddereen... Éischtens ass net aktenkundeg, mengen ech, zumindest net no mengem Wëssen, dass den Här Gelli hei war. Wat aktenkundeg ass, dass en eng Sozialversécherungsnummer hei hat. Dat ass déi eenzeg...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An en huet an der... hei an der Ënneschtgaass gewunnt.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- En hat vläicht eng Adress, mä dat heescht net dass en do huet misse gewunnt hunn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass awer e Lien hei mat...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech... Ech wëll Iech soen, ech weess just déi Fakten, déi ech weess. Also, ech weess just - ech weess just! -, dass en eng Sozialversécherungsnummer hat. Ech kann Iech net soen, ob en eng Adress hat an der... wou och ëmmer. Wann Der sot, esou war dat, dat war dat esou. Dat heescht ëmmer nach net, dass en do gewunnt huet. Doraus ze conclueieren, dass en eng Relatioun mam Här Reuter hat, dat kann ech och net. Ech... Ech hunn do kee Wëssen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, den Här Kemmer huet Iech och ni informéiert iwwer seng Kontakter prezis zum Här Reuter?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- En huet mer...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir hutt keng Kenntnis dovunner?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- No deenen... Entschëllegt. Nodeem en Informatioune vum Här Reuter kritt huet - esou wéi beim **Lissuba** huet e jo net direkt direkt vum Här Reuter kritt -, huet en déi sécherlech emol erabruecht. Mä en huet mer net gezielt, wat e mam Här Reuter mécht, an déi ganz Enchainementer mat der Wunneng.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An Dir hutt och net nogefrot, well Dir waart jo awer Direkter vun deem Service deemools?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech war Direkter, mä...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den Här Reuter wär jo net egal wien.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Richteg. Ech hat jo awer och erëm e Chef vum Renseignement, dee sech ëm deen Dossier gekëmmert huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Sot, ech hunn dat do elo net verstanen. Dir hat och nach e Chef vun...?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Vum Renseignement, déi sech ëm déi Saache bekëmmert huet.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass genau datselwecht, wéi ech virdru gesot hunn. D'Operatiounen am Detail, déi huet de Chef vum Renseignement gemaach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Just nach eng Kéier, fir zréckzekommen op den Dossier Lissouba. Dat heescht, Dir hutt fir Iech selwer keng Verflichtung gesinn, fir

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

dem Parquet deen Dossier ze ginn? Et gëtt jo awer den Artikel. Dee berühmtenen Artikel, dee spillt genausou gutt fir lech wéi fir den... soss iergendeen. Secret service.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, op där anerer Säit war an deem Dossier, waren och, esou wéi ech mech elo erënneren, erëm vill Vermutungen awer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä bon. Ech mengen, Dir wousst, datt awer e Prozess do um Lafe wär. Dat war jo awer, mengen ech.. oder war dee Pozess schonn ofgeschloss. Ech mengen, dat war plus ou moins parallell.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess net, ob do e Prozess gelaf ass oder net. Ech weess et net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, nach eng Kéier: Dir sidd formell. Ech wëll nach eng Kéier drop zréckkommen. Ech hunn nach eng Kéier hei nogelies, wat aner Leit am Huit clos hei ausgesot hunn. Dir sidd formell ze soen, dass u sech de Logement vum Här Reuter net mat Ären Accord geschitt ass? De Logement an där Déngschtwunneng oder där cachéierter Wunneng vum Service?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech si formell, dass ech gewuer gi sinn, dass den Här Reuter an där Wunneng ass, wéi eis Leit dohigaange sinn an en do fonnt hunn. Ech sinn do, mengen ech, och relativ aus der Haut gefuer; dat ass eng vun deene wéinege Kéieren, wou ech am Service wierklech aus der Haut gefuer sinn -, an hu gesot, dass dat muss beendegt ginn. Dono, ab deem Zäitpunkt, huet en natierlech eng Zäit missen drableiwen. Dat hat och do mäin Accord. Net gär. Mä wat sollt ech da maachen? Mä ech hunn net - an do sinn ech formell -, ech hunn net approuvéiert, dass en dragesat gëtt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et sinn zwou aner Aussoen do, déi an déi aner Richtung ginn. Mä bon, dat ass un der Justiz ze klären. Ja?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An deem Powerpoint, deen Der 2006 gemaach hutt dem Statsminister an dem Justizminister, dat war jo awer relativ ausféierlech. Do ware jo

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

awer schlëmm Saachen dran. An och, do koum de Gérard Reuter jo och dra vir, datt géint hien enquêtéiert ginn ass, an datt eng Commission rogatoire war. Ass ass doriwwer... Ass dat e bësse prezis ervirgehuewe ginn a wéi een domat géif ëmgoen?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn virdru schonn zwee-, dräimol gesot...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ass gesot ginn, wien dat soll maachen? Ass gesot ginn, wie gëtt dat elo weider? Gitt Dir et weider? Gëtt de Premier et weider? Gëtt de Justizminister et weider, deen e jo direkt do huet? Ass iergendwéi driwwer geschwat ginn, wien dat soll weiderginn?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Well de Moment si mer an deem Punkt: Dir sot déi aner hätten et solle weiderginn. Déi aner soen, Dir hätt et sollte weiderginn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, et ass net doriwwer geschwat ginn. Also, souwäit ech mech erënneren, ass doriwwer net geschwat ginn. Ech hunn et virdru schonn zwee-, dräimol gesot, dass ech mech an deem Briefind do wuel erënnern, dass e stattfonnt huet, mä ech kann lech elo net méi soen, wat den Detail vum vum Dossier Lissouba war. Ech weess, dass et do ëm massiv Geldwäsch gaangen ass. Et goung ëm eng Rei vu ganz komesche Firmen. Ech weess awer den Detail net méi. Et ass awer net dono eng Uweisung komm: Ma dat gitt dat elo un de Parquet, oder dëst oder dat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An deem Dossier Lissouba kënnt dem Här Reuter säin Numm jo awer dra vir.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Duerfir ass fir mech dat jo awer... Et ass jo bal awer e Rätsel, wéi et méiglech ass, datt ech deen Dossier à charge opstellen, an

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

dann op eemol 2007 décidéieren ech: „Bon deen dass awer elo ganz fein. Ech setzen deen an eng Wunneng an dee schafft fir eis." Dat ass eppes, wat...

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Mä den Här Kemmer ass Électron libre gewiescht. Deen huet gemaach, wat en...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech... Neen, ech hätt nach eng Kéier gären déi Prezisioun. Ech weess...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo mä, Här Bausch, ech hunn... Ech hunn et jo och scho gesot. Ech kann nëmmen... op där enger Säit Är Reflextioun do absolut novollzéien. Dat war jo net dat mengen Accord gemaach. Op där anerer Säit ass et awer och esou, an dat muss ech vläicht och eemol an deem Kontext soen: Déi Sourcen, déi mir hunn, déi Informanten, déi mir hunn, déi kommen och emol... Déi kommen eigentlech an der Regel aus Kreesser, déi een... mat deenen ee soss... Ne.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Soit dann den Här Reuter jo awer net... Dee kënnt aus dem Statservice selwer.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Awer net méi zu deem Zäitpunkt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass jo awer e bëssen eng aner Situatioun.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Zu deem Zäitpunkt hat hien net méi deen dote Statut. Mä Dir hutt... Dir hutt an der Saach Recht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hat Dir da mat him ze dinn, wéi en nach President vun der Cour de Comptes war? Oder ass dat virdru gewiescht?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hat menges Wëssens eemol mat em ze dinn. Eemol. Do hunn ech e missen uruffen, well

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

eng Situatioun war. Do war ech just am Service de Renseignement. Do hunn ech en eemol mussen uruffen an en eppes froen. Ech hunn awer soss net mat em Kontakt gehat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass jo esou, datt... Dat muss ee jo... Dat ass jo do dat, wat e bëssen en Ënnerscheed derbäi war, datt den Här Reuter... Wéi en nach a senger Funktioun war, huet zum Deel mat Écouten legitim, also ënnert dem zeeche vum Service, well du war jo d'Kompositioun vum Gremien aneschters. An en huet och Är Konte kontrolléiert als Chambre des Comptes, och déi Zäit schonn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo mä wéini war dat do?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bon dat war bis 2000 mindestens.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech sinn 1998 an de Service komm.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Neen, Enn den 90er Joren.

Plusieurs voix.- `99.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech sinn `98, sinn ech an de Service komm.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Do waaart Dir net do.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Ech wëll nach eng Kéier prezis do op déi Réunioun vun 2006 virkomme mat där relativ preziser Powerpoint-Show. Wat ass do um Enn vun där doter Réunioun festgehale ginn? Wat waren d'Konklusiounen? An ass doriwwer geschwat ginn an där Réunioun, ob een déi do Faite misst der Justiz weiderginn?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi ech virdru scho gesot hunn: Ech ka mech net drun erënneren, dass dat gesot gi wier. Ech hunn awer schonn e puermol gesot, dass deen do Briefing an déi dote Réunioun mer net méi am Detail en mémoire ass. Ech ka mech awer net erënneren, dass mer esou een Optrag kritt hätten. Soss hätte mer dat gemaach.

M. Fernand Etgen *(DP).*- An där doter Réunioun ass jo och op engem Slide gewise ginn, datt de Personnage vum Här Gelli virgestallt ginn. Wéi war dann do d'Reaktioun vun de Regierungsmemberen?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dem Personnage vum?

M. Fernand Etgen *(DP).*- Vum Här Licio Gelli.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech... Ech wousst emol net méi, dass deen an där do Presentatioun mat dra war. Ech soen lech...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Deen war an där doter Presentatioun awer dran.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat mag sinn. Ech soen net, e war net mat dran. Ech soen, ech kennen déi Presentatioun net méi am Detail. Dat war 2006, mer sinn elo 2013.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir hutt dach dem Här Ganser seng Bicher gelies. Dat ass dach déi zentral Figur an deene Bicher, de Licio Gelli. Wann deen do optaucht zu Lëtzebuerg.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Éischtens hunn ech dem Här Ganser säi Buch net gelies. Ech hunn deen Deel gelies iwwer Lëtzebuerg, déi Aussoen, déi e gemaach huet, déi an der Press stoungen. Zweetens war dat... ass dat jo eng aner... eng aner Saach an eng aner... aner Qualitéit.

Projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Sandstone. Ech wollt nach d'Fro vun den Autoe vläicht zréckkommen. Dat ass jo och eng Fro, déi eis beschäftegt. De ganze System, deen do am... Jo?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Leeft do net eng Enquête judiciaire?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et leeft bal iwwer alles eng Enquête judiciaire. Mir hunn iwwert de Bommeleeër geschwat, do ass e Prozess amgaang, ech soen also, ech hunn es zimlech uewe stoen. A mir zéien elo dat heiten duerch. An ech huelen elo wéineg Rücksicht.

Auto. Do ass e ganze System opgebaut. Dir hutt eng Rei vun Derogatiounen, dat ass jo kloer am Gesetz selwer, Derogatiounen zum Comptabilitéitsgesetz, wou Der kënnt eng Rei vu Marchéen iwwer eng vereinfacht Form maache par rapport zu anere Statsverwaltungen. Ech mengen, dat stellt och a priori keen hei a Fro.

Elo ass awer erauskomm, an effektiv gëtt dat Ulass zu enger Enquête, dass u sech do déi dote Prozeduren, deelweis zumindest, mëssbraucht gi sinn. A mat grousser Wahrscheinlechkeet also och do e strofrechtlecht Vergehe virläit. Et ass eng Disziplinaraffär, déi jo ugestrengt ginn ass an där doter Fro.

Bon, Ären Numm gëtt och genannt am Zesummenhang mat engem vun den Akeef vun Autoen, déi schéngen net fir de Service bestëmmt gewiescht ze sinn. Duerfir meng Fro un Iech als Direkter, oder Dir sot mer hei dann och als Direkter vun deenen Affairen, näischt direkt dermat ze dinn gehät ze hun. Ech mengen, hei si mer awer reng am administrative Beräich, wat awer eng Fro ass, déi den Direkter och als éischten ugeet. Wat wousst Der vun deem ganze System? Wat kënnt Der eis als Detailer dovunner soen? A wéi hutt Der do reagéiert?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vum System mat den Autoen oder vun...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mat den Autoen. Mat den Autoe fir d'Éischt. Erklärt de System, wéi déi Akeef do stattfonnt hunn, wat do akaaft ginn ass, a schlussendlech och herno, wann d'Autoe bis do waren, wéi se herno erëm verkaaft gi sinn, wéi dee ganze System organiséiert ass.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, vläicht och direkt als Prezisioun derbäi. Mir wëssen, dat hu mer eis nosiche gelooss, datt fënnef Autoe kaaft gi sinn, déi iwwerhaapt net fir de Service waren: dräi fir deen Agent, deen hei en cause ass, een fir iergendeng Privatfirma, an een, dee war fir Iech.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Okay. Ech... Ech hunn déi zwou Saache getrennt.

De System. De System war deen hei: Mir hunn en Angebot vun haaptsächlech däitschen Autosproduzenten, dass mer kënnen zu Behördepräisser Autoe kafen, déi substanziell méi bëlleg sinn, wéi wa mer se géifen hei bei engem... bei engem Händler kafen. Fir eis war dat wichteg, well mir Autoen operationell benotzen a se musse recycléieren. De System ass bekannt.

De Modell huet eis d'Geleeënheet ginn den Auto zu engem Präis ze kafen, en eng Zäit ze notzen, ee Joer roun, emol manner, an en dann erëm ze verkafen zu deemselwechte Präis. Domat ass de Budget fir d'Kapital u sech erhale ginn. D'Autoe sinn déi ganzen Zäit recycléiert ginn an et sinn nei Modeller komm. Dat war u sech de ganze System vum Prinzip hier.

Mir haten eng Persoun, déi war responsabel fir den... fir d'ganz Logistik, fir d'Verwaltung. Dee war chargéiert, fir déi Commanden ze maachen, fir déi Autoen ze bestellen an déi Autoen ze réceptionnéieren, ze verwalten an herno erëm ze verkafen.

De finanzielle Volet ass iwwert de Comptabel extraordinaire gelaf, also getrennt. Do dieft et am Prinzip keng Iwwerschneidung ginn. A kontrolléiert ass dat Ganzt gi vun der Cour des Comptes.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Esou gesäit deen Dräieck aus, an der Theorie soll dat esou gelaf sinn.

Elo hunn ech effektiv héieren, gelies, den Här Heck hat mer dat och eemol gesot, dass et do wuel Onregelméissegkeete gi wier. Déi Onregelméissegkeete kennen ech elo net am Detail. No menger Zäit ass dat... ass dat bekannt ginn.

Wéi Der sot, do leeft elo eng Enquête. Ech kann iwwert déi Enquête oder d'Detailer vun der Enquête a wat dohannert steet, och wann et elo an der Zeitung steet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, Dir gitt dovunner aus, dass wéi Dir Direkter waart, dee System korrekt fonctionnéiert huet.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ben, ech sinn zu där Zäit, wou ech Direkter war, dervunner ausgaangen, dass et korrekt funktionéiert. Vu dass mer en Dräieck vu Contrôle hatten, hätt et missen theoretesch funktionnéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Anzwir hutt och ni Kenntnis doervu gehat, dass nieft deenen Autoen, déi bestëmmt ware fir de Service, niewendrun nach parallell derzou nach aner Autoen iwwert deeselwechte Wee akaaft gi sinn?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- An deem do Sënn net. Wat awer virdrun ugeschwat ginn ass elo vum Här Bodry, ech huelen elo... Ech denken, zu deenen aneren Autoe kann ech näischt soen. Een Auto, dee bestallt gi wier, wier mech. Ech misst elo kucke wourëms et do geet. Ech kann dat net jugéieren. Wat e Fait ass, wat e Fait ass, ass, dass ech als Direkter vum Service de Renseignement och d'Recht hat bei eenzelnen Händler mat enger Remise diplomatique Autoen ze kafen. Ech hunn dat an deene Joren, wou ech beim Service war, e puermol gemaach. Ehm...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä war déi...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hutt Der déi direkt bestallt? Oder sidd Der do iwwert de responsabele Beamte gefuer?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi hunn ech... Déi hunn ech bestallt. Déi sinn och iwwer... iwwer meng... iwwer meng... mat menger Adress bestallt ginn a vu mir bezuelt ginn, vu mengem Konto bezuelt ginn, an och vu mir hei ugemellt ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Fro ass just: Gëtt et en Ënnerscheed an der Reduktioun, déi Dir da kritt esou perséinlech einfach iwwert Vente diplomatique oder am Präis, deen de Service kritt huet iwwert déi däitsch filière? Gëtt et do e Prozentsazënnerscheed?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hei ass elo Rieds gaange vun, ech mengen, bis 40% Reduktioun...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- 40%.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo an der Vente diplomatique. Dat, well ech mech elo e bëssen ëmgefrot hunn. Normalerweis gëtt et dann, jee nodeem wat fir en Auto et ass, gëtt et emol 20%, am net onbedéngt 40.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et huet souwisou ëmmer variéiert. Et gouf keng Regel. Et ass ëmmer drop ukomm, wéi ee Modell dass ee keeft. De Produzent huet jo och ëmmer domat...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä et wär awer dann net schlecht, wann dat géif geklärt ginn. Ob där Lëscht, déi do... Ech mengen, déi hu mir kritt vum Service. An do steet een Auto fir lech drop. A wéi engem Kontext, datt deen...

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech soe jo, da misst een... Et misst een elo kucken. Do mécht jo... Do mécht jo d'Justice eng Enquête, da loosse mer...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä Dir sidd formell: Dir hutt ni matbestallt? Den Accord ginn, dass u sech...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt ni ee bestallt?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- ...iwwert de Service sollt en Auto op Ären Numm matbestallt ginn? Dir hutt dat ëmmer getrennt gemaach?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn... Ech hunn ëmmer insistéiert...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Well et jo eng Privataffär war. Et ass jo keen Déngschtauto gewiescht.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn... Ech hunn insistéiert, dass déi Autoen, déi ech privat bestellen, als Privatauto signaliséiert sinn an dass déi och als Privatauto kaaft ginn. Ech hu se jo och da privat bezuelt, datt ech dat noweise kann iwwer meng Banken.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hat och de Kontakt mat der Firma gemaach? Et ass net iwwer eng Drëttpersoun gaangen?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn eemol Kontakt gehat mat der Firma. Eemol. De Kontakt, de regelméissege Kontakt mat der Firma hat eisen…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, fir Äre Privatauto. Do denken ech, dass Dir de Kontakt gemaach hutt.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hunn de Kontakt iwwert déi Persoun gemaach. Awer privat, wuel gemierkt.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir hutt net... Dir sidd net selwer an de Garage gaangen an hutt gesot: „Ech hunn de Statut diplomatique an ech hätt gär en Auto."

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech sinn net selwer an de Garage gaangen. Ech sinn net selwer an de Garage gaangen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt et iwwert de Service de Renseignement dann iwwert déi Persoun, déi och am Service d'Autoe fir de Service…

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déiselwecht Persoun. Ech hunn därselwechter Persoun gesot: „Hei, ech bestelle privat deen do Auto."

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir gitt mer awer Recht, datt dat net immens propper ass. Dir kënnt jo net... also och als Direkter... Also, ech mengen, ech wëll jo net soen, ech wëll elo net soen, datt Der mol oder manner do kritt hätt. Mä vun där Aart a Weis, wann Der wësst, datt Der déi Remise kritt iwwer Äre Statut diplomatique, dann ass et jo awer méi propper a méi transparent, wann Der einfach selwer an de Garage gitt a sot: „Dat hei huet mam Service guer näischt ze dinn. Just duerch mäin diplomatesche Status hunn ech do... Gitt Der mer do eng Reduktioun, jo oder neen." Dann négociéiert Der dat als Privatpersoun mam Garage. Well et net immens ass, wann Der et iwwert de Service maacht. Dat ass jo awer... Dat huet jo en anere Poids par rapport zum Garagist, wann Der iwwert de Service négociéiere gitt, wéi wann Der et selwer négociéiere gitt.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, hei ass jo net de Garagist. Éischtens, et ass de Produzent.

M. François Bausch *(déi gréng).*- De Produzent, wien och ëmmer.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Op där anerer Säit war et jo ganz kloer, dass et eng Privatsaach awer ass. Dat…

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Sinn nach aner Leit an deem Fall gewiescht wéi Dir, déi och duerch en Diplomatestatut bei Äech am Service, déi en haten, iwwert deeselwechte Wee dann hiren Auto matbestallt hunn?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech hu jo virdru gesot, dat kann ech net soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat war ni d'Gespréichsthema bei leen am Service?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech wousst, dass ech dat Recht hat. Ech kann dat net soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- En anere Schwaarzpunkt an deem System ass jo, herno, wann d'Autoe dann no engem Joer, wéi et och ëmmer ass, dann ofgestouss ginn, zu wat fir engem Präis dass se verkaaft ginn an u wien dass se verkaaft ginn. Do ass jo och munch Sputt, loosse mer soen, fir eventuell Mëssbräich. Wat kënnt Dir eis doriwwer soen? Wat war do de System? Hat Der do e System, dee lupenrein war, deen transparent war? Oder ass dat och, wéi Dir responsabel waart, éischter à la Tête du client gaang? Ass dat verdeelt ginn ënnert de Leit, déi am Service waren oder déi Leit kannt hunn? Oder ass dat öffentlech bekannt gemaach ginn? Wéi war do Är Richtlinn als Direkter, fir un déi dote kritesch Saach erunzegoen?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéi mer mat deem System do ugefaang hunn, hu mer déi Autoen annoncéiert, sinn déi Autoen do publiquement annoncéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Iwwert d'Zeitung, oder wéi?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Iwwert d'Zeitungen an iwwer Internet si se verkaaft ginn. Also de Präis ass festgesat ginn, deen huet sech nom Maartwäert geriicht, wéi deen Auto en um Maart hat. Wichteg war jo fir eis, dass mer dat Geld erëmkréien, wat mer dran investéiert haten. Et ass e

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Prozess opgesat ginn zesumme mat der Cour des comptes. Déi Autoen, déi verkaaft ginn, musse publizéiert ginn. Déi sinn a Printmedien an am Internet publizéiert ginn, eben zum Duerchschnëttswäert, deen déi Autoe mat där Ausféierung zu deem Moment haten. An dann haten d'Membere vum Service de Renseignement fënnef Deeg Karenz, ier se sech konnte manifestéieren, fir déi Autoen ze kafen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat heescht, si haten eng Prioritéit par rapport zu Aussestehenden?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen. Si haten eng negativ Prioritéit. Si hate fënnef Deeg Karenz, si hunn net dierfe sech mellen, bis fënnef Deeg erëm waren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An de Prinzip war, den Éischten ass vir?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Éischten ass vir. Wann dann no fënnef Deeg kee sech gemellt huet an et huet ee vum Service sech gemellt, dann huet en e kritt. Wann ee vum Service sech gemellt huet... wa kee sech gemellt huet no deene fënnef Deeg an och kee vum Service no enger gewësser Zäit, dann ass de Präis erofgesat ginn. An dann huet déiselwecht Karenz erëm gespillt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An Dir gitt dovunner aus, dass, wéi Dir do waart, dass déi dote Prozedur respektéiert ginn ass.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Do war d'Regel an d'Prozedur, an ech ginn natierlech dovun aus, dass d'Prozedur och respektéiert gouf. Mir sinn hei an enger, genau där gläicher Logik, wéi mer virdrun och scho waren. Ech ka Prozesser opsetzen, ech ka Prozeduren opsetzen, mä ech kann net niewent jiddwerengem stoen a kucken, ob e se bis op de leschte Buschstaf applizéiert huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Am „Lëtzebuerger Land" steet jo haut, datt och eng Kéier en Auto kaaft ginn ass fir eng privat... eng Societéit, deen an England geliwwert ginn ass. Et geet do ëm, ech kann et jo hei zitéieren, well den Numm ass jo souwisou an der Öffentlechkeet, e gewëssenen Här Erskine. An dee Mënsch huet eng Firme d'intelligence, eng Corporate intelligence Firma zu London. Deen hätt iwwert de Service en Auto kaaft. Zu London, dee war zu London. Dovu wësst Dir näischt?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dovu weess ech näischt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat bréngt mech dann natierlech och, well et geet jo drëms, Dir hutt dee Mann jo awer kannt. Souwäit ech dat kann hei dra liesen, hutt Dir dee jo awer kannt.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, éischtens, ech wëll grondsätzlech eppes zu deem Artikel do soen. Deen Artikel ass an hëchstem Mooss diffamatoire a calomnieux. Et ass, menges Erachtens no, net am Entferntesten an Aklang ze bréngen mat iergendenger Déontologie "journaliste". Ech weess och nach net, wéi ech zu deem Artikel do soll reagéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir sot, alles, wat hei elo drasteet, dat ass...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, et ass vill méi intelligent wéi dat, Här Bausch. Dat do ass e klassesche Komprimat. Et sinn 90%, leet mech net fest, Spekulatioun, erfonnt, Hirngespinster an et sinn ëmmer e bëssen Elementer dran, déi natierlech iwwerpréifbar sinn. Mä de Gros an de Fond vun deem Artikel ass absolut onwouer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hutt Dir dann eng Erklärung - well dat schéngt jo awer geschriwwe ginn ze sinn vun enger... et muss jo och iergendeng Source sinn, déi dat dohinner ginn huet -, wou dat kéint hierkommen?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Deen Artikel do ass e flagranten, éischtens e flagrante Verstouss géint den Artikel 16 vum Geheimdéngschtgesetz. An ech hoffen, dass de Parquet sech där Saach do och unhëlt. Dat ass déi éischt Saach. Déi zweet Saach...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéinst den Nimm, déi relevéiert ginn?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wéinst och enger Rei vun Detailer, déi révéléiert ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat muss jo awer ee sinn, deen ganz gutt sech auskennt am Dossier.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Do de Choix, Här Bausch, ass net ganz grouss.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi ass de Choix dann? Op wat limitéiert e sech dann?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wann Der mech matzielt?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, wann ech Iech matzielen.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dräi.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dräi Leit.

Une voix.- Dorobber wäerte mer...

M. François Bausch *(déi gréng).*- A wa mer Iech ewechzielen, zwee? Déi Leit sinn alleguer net méi am Service? Ass et esou?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass esou.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Deen aktuelle Service, kann deen och dovu wëssen?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Gelift?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Deen aktuelle Service, weess deen och eventuell vun där Affär?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Vun Eenzelne wahrscheinlech net.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Saachen, déi hei drastinn?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Eenzelheeten, déi drastinn, een oder zwee Detailer sécher net. Mä d'Fro war, d'Fro war…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, wann een hei kuckt, an deem Artikel ginn haaptsächlech Dir belaascht an den Här Kemmer. An et waren dräi Leit, déi a Fro kommen.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass bestëmmt Zoufall. Wann ech awer dierf, Här Bausch, Dir hat jo gefrot, meng Relatiounen oder verschidden Deeler vun deem Artikel, ech wollt u sech net iwwert deem Artikel haut schwätzen, mä, Här President, Är Remarque introductoire do motivéiert dann awer och...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech si frou, wa spontan Eingabe kommen.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Éischtens géif ech mech emol froen als Enquêtëkommissioun, firwat esou en Artikel haut de moie publizéiert gëtt.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Fro stelle mir eis well bei all Sitzung.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Merci. D'Logik vun deem Artikel. Wann ech hätt wëllen dem Statsminister an der Regierung schueden, mengt Der net, ech hätt do ganz aner Méiglechkeete gehat, fir dat ze maachen, wéi dat do? Et gëtt kee Sënn vir an et gëtt kee Sënn hannen! Méi wëll esh net driwwer soen.

Aussoen, déi dra gemaach ginn, den Här Erskine an ech als al Bekannten oder wéi och ëmmer. Ech hunn den Här Erskine sécher eemol, vläicht zweemol getraff. Ech hunn en eemol getraff zu Monaco, dat ass richteg. Hie war awéchet déi Persoun, déi de Kontakt mam Prënz Albert hiergestallt huet, dat war den Här Eringer, deen och am Artikel zitéiert gëtt. Den Här Eringer war deemools dem Prënz Albert säin offizielle Chargéierte fir Noriichtendéngschtkontakten.

Meng intiimst Relatioune mam Prënz Albert hu sech insgesamt op zwou Rencontrë limitéiert: Eng op enger Réceptioun ameng, en eestënnege Briefing, wou ech dem Prënz d'Grondlage vun eisem Gesetz erkläert hunn, wat een iwwregens och an de Sources ouvertes fënnt. Do gëtt vum Här Eringer, huet jo spéiderhin doriwwer geschriwwen. Dat ass et fir meng Kontakter mam Här Erskine.

Et ass vläicht méiglech, do wëll ech meng Hand net an d'Feier leeën, dass en eemol hei war, dass ech e gesinn hätt. Mä meng Kontakter mat him hu sech limitéiert op eemol en Treffen zu Monaco am Kader vun enger - a mir sinn net wéinst dem Här Erskine doni gefuer, mä mir waren do wéinst där…

M. François Bausch *(déi gréng).*- An dem Här Schneider seng Kontakter zum Här Erskine?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi ware vill méi enk. Mä wéi enk, dat kann ech lech net beschreiwen, do muss schonn hien dann dozou Stellung huelen.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll dat hei dann och esou ofschléissen, wéi et hei steet. Do gëtt jo och iwwert déi berühmt Operatioun SAM zitéiert hei an deem Artikel. Mir hunn dat schonn e puermol an aneren Auditiounen och diskutéiert. Bon, ech mengen, dat war jo eng ganz ëmstridden Operatioun. Am Endeffekt, am Schluss mat Sécherheet. Dir hutt se jo och selwer, an ech mengen, Dir hutt se jo och gestoppt.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et war an deem do Kader, wou dat zweet Recrutement vun enger Source stattfonnt huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, voilà. Bon, do war nach ëmmer, dat ass e Punkt, mir hunn e puer Indicatioune kritt, do wär et och ëm Sue gaang, ëm Sue récupéréiere gaang. An do hätt eng Prime ausgestan, wann een déi Sue récupéréiert. Zielt eis emol, wat Är Versioun dovun ass.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wann ech mech richteg erënneren, Här President, hunn ech dat schonn am Detail erzielt am Huis clos. Ech weess net, ob mer et elo nach eemol publiquement mussen erzielen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et sinn, ech wëll nach eng Kéier gär, well mir hunn och e puer... Mir hunn entre-temps nach eng, zwou aner Versioune kritt. Et wär net schlecht, wann Der...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dorun zweifelen ech net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir musst net ze wäit aushuelen, mä mindestens…

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, dee Virworf stoung am Raum.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Paesa-Geschicht.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Am Kader vun där Operatioun koum et zu engem gewëssenen Zäitpunkt zu Sträit an där Équipe, déi d'Enquête gefouert huet. Déi Équipe ass jo bekannt. D'Quelleführer hunn dem Operatiounschef virgeworf, en hätt probéiert, am Kader vun där Operatioun, Gelder ze récupéréieren. Déi Gelder, déi deem russeschen Oligarch gehéiert hätten. An deen hätt hinnen dorop eng Provisioun versprach. Dee Virworf hu se gemaach.

Woubäi ech wëll betounen, dat sinn zwee verschidde Levelen. Dat eent ass, dass ee probéiert, dat ze récupéréieren. Deen anere Virworf wier, dass eng Kommissioun an...

Si waren awer net bereet, dat iergendwéi formell ze schreiwen, wat erlaabt hätt, eng Prozedur do ze entaméieren.

Ëmgekéiert, huet den Operatiounschef engem vun de Quelleführer virgeworf, sech net korrekt verhalen ze hunn an deem ganzen Dossier, wéi hien d'Quelle gefouert huet. Och do war kee bereet, ze schreiwen oder eppes formell ze soen, esou dass letztendlech et do zu engem onméigleche Stand-off koum an d'Operatioun ofgebrach ginn ass.

An deem Kontext ass effektiv déi do Accusatioun gemaach ginn, ouni awer substanziéiert gewiescht ze sinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä Dir wësst jo, datt... Et gëtt jo sechs illegal Écouten, si festgestallt ginn. Eng dovunner ass op deen Här, deen och am „Lëtzebuerger Land" haut zitéiert gouf.

M. Marco Mille, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Eng ass op den Här Lebedev gemaach ginn.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dach, ech hunn dat gelies. Ech hu gesot...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Sechs illegal Écoutë gemaach ginn. Sechs net autoriséiert Écoutë gemaach ginn insgesamt, déi détectéiert gi sinn. An eng dovunner ass op den Här Lebedev. Dir kënnt Iech do guer net erklären, wien oder wéi oder firwat dat gemaach ginn ass?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also wien, do hätt ech schonn eng Iddi. Mä do weess ech, dass eng Enquête judiciaire leeft an ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo, dat ass richteg.

M. Marco Mille, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech wäert dat dann do soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Emol eng Kéier ganz generell. Den Här Statsminister huet emol eng Kéier gesot gehat, en hätt Iech d'Instruktioun ginn, iwwer all dat, wou Dir hien informéiert hätt, och d'Chamberkommissioun sollt informéieren. Fir d'Éischt emol virewech d'Fro: Gëtt et esou eng Instruktioun, schréftlech oder mëndlech? Firwat ass d'Chamberkommissioun dann och nie doriwwer informéiert ginn? An datt eben einfach d'Relatioun maachen dovunner, elo zum Beispill d'Affär Lebedev. Hutt Dir doriwwer mam Premier geschwat? A firwat hutt Der hannendrun net d'Chamberkommissioun informéiert? Grad esou kéint een dann am Fong geholl froen hei, wéi dee Club vun deene Geheimdéngschter vun deene klenge Länner gegrënnt ginn ass, do hutt Der sécherlech jo mam Statsminister doriwwer geschwat. D'Kommissioun ass awer ni iwwert d'Kreatioun vun esou engem Club informéiert ginn. An och herno, wéi dann Dysfonctionnementer do waren, ass och d'Kommissioun net informéiert ginn. Firwat?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Wouriwwer d'Kommissioun elo am Detail informéiert ginn ass oder net ginn ass, dat wëll ech emol dohigestallt loossen, insbesondere och, wat dee Club vun deene

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

klenge Länner do ubelaangt. Ech si mer do net esou sécher. Mä ech hu keen Accès méi un déi Protokoller, un déi Rapporten, ech kann dat net iwwerpréiwen.

Är éischt Fro: Gouf et vum Statsminister esou eng Ausso? Jo, et gouf esou eng Ausso. Allerdéngs war dat esou eng Ausso. D'allgemeng Ausso ass...

M. Fernand Etgen *(DP).*- Schréftlecher oder méndlecher Natur?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Ausso vum Statsminister...

M. Fernand Etgen *(DP).*- Gouf et eng schréftlech Instruktioun?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen, neen, keng schréftlech Instruktioun. D'Fro war déi, grondsätzlech, wéi geet ee mat enger parlamentarescher Kontrollkommissioun ëm? Wat dierf déi wëssen, wat soll déi wëssen? An do war dem Premier seng Haltung déi: „Déi dierf alles wëssen". Okay? Dat war d'Bedeitung, wou e gesot huet, so deenen datselwecht, wat s du mir seess. Et war awer net esou verstanen oder net ze verstoen oder net verstane ginn, dass e wuertwiertlech: „Wat s du mir seess, so hinnen dat wuertwiertlech och esou". D'Ausso vum Statsminister war: „Ech hunn näischt ze verstoppe virun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. An alles, wat hei geschwat gëtt, kann och do geschwat ginn".

M. François Bausch *(déi gréng).*- Firwat krut dann d'Kommissioun net alles gesot?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Well och do ech bezéie mech erëm op d'Gesetz, do steet dran: Den Direkter „informe sur les activités générales", wat den Direkter gemaach huet.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Hat Der zum Beispill iwwert d'Affär Lebedev mam Premier geschwat?

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'Affär Lebedev war am Fong fir eis guer keng Affär Lebedev. Déi hat jo en anere Fokus. Ech hu sécher iwwert déi Affär mam Premier geschwat. Mä wéi oft elo an a wéi engem Detail an esou weider, dat...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, ech mengen, kloer gëtt, dass mer mussen... op deem dote Punkt hate mer souwisou wëlles, den Text vum Gesetz ze änneren. Ech mengen, eng Kontrollkommissioun ka jo nëmmen d'Kontroll ausüben, wa se wierklech all Informatiounen huet, soss ass dat nëmmen en Alibi praktesch an da kënne mer se och ofschafen. Dat ass evident.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Här President, wann ech dierf?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Eppes Spontanes?

Une voix.- Hien ass ëmmer erëm spontan.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, ech weess et net. Fuert duer, och wann et näischt Spontanes ass.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Bei der Kontrollkommissioun dat ass keng Kritik, et ass e konstruktive Virschlag, fir och vläicht derfir ze suergen, dass dann d'Zäit do ass -, well dat, Här Bausch, wann Der lech erënnert, dat war jo och oft de Problem, en Termin ze fannen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass richteg, dat kënne mer och an dem Bericht esou draschreiwen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also, et ass evident, dass déi Kommissioun sech hei och, wa se e Bilan zitt, sech och kritesch muss mat der Aarbecht vun der Kontrollkommissioun ausenanersetzen. Dat hunn ech vun Ufank u gesot. Dat kann net ausgeschloss bleiwen aus eisen Aarbechten. Da muss och kritesch natierlech dat

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

gekuckt ginn, fir och do eng Optiméierung vum ganze System ze kréien. Dat schéngt mer selbstverständlech ze sinn.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Well et beäntwert och am Fong e bëssen Är Fro nach eemol. Ech wëll mech awer net derhannert zréckzéien an derhannert verstoppen, dass ech gesot hunn, ech hätt keng Zäit, fir der Kontrollkommissioun dat eent oder anert ze soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, ech mengen och net, dass dat net richteg Äntwert...

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, mä de Fait ass awer, doduerch, dass schonn eng Rei Saachen d'office ëmmer um Programm stoungen, duerch déi een huet missen duerchgoen, Rapporten och schreiwen an esou weider, dass oft een huet missen duerch Themen duerchpreschen, déi guer net d'Zäit geloosse hunn, fir méi am Detail och emol Saachen ze diskutéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ja.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Ech hunn nach eng Niewegeschicht awer, well dat awer elo dobaussen hänkt. Bon, et gëtt och gemellt, wéi gesot, Dir hätt gutt Relatiounen och mam Här Kartheiser. Dat ass Äert gutt Recht, stellen ech net a Fro. Mä do geet Rieds vun enger Aktioun nach 2009, „Vampir", wou och an iergendenger Form den Här Kartheiser reaktivéiert gi wär. Sot eis einfach Är Versioun zu deem Ganzen, fir dass mer och hei kloer gesinn, wéi dat weidergeet.

Ech wëll och soen, ech mengen, ech hunn och mam Här Gibéryen geschwat am Ufank vun der Sitzung, dass, opgrond vun der Vergaangenheet vum Här Kartheiser, et sécherlech net ubruecht ass, dass hien als als effektive Member hei an där Kommissioun sëtzt. Dat war eng Kéier de Fall, wou hien den Här Gibéryen remplacéiert huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zweemol, dräimol.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech mengen, do si mer eis eens, dass dat sécherlech awer net ubruecht ass, wa mer hei eng kritesch Bestandsopnahm solle maachen iwwert d'Aktivitéit vum Service de Renseignement, an et sëtzt e fréiere Mataarbechter vum Service de Renseignement hei dran, ouni dass hien eis dat virdru matgedeelt huet. Dat geet eiser Ansicht no net. Dat just einfach pour la petite histoire.

Vläicht just zu där doter preziser Affär „Vampir" 2009?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- „Vampir" 2009. „Vampir" seet mer näischt. Ech soen net, dass deen Numm net iergendwou geeschtert, mä ech hunn et virdru scho gesot, verschidde Coden...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä si ass jo awer beschriwwen och d'Aktioun?

M. Marco Mille, *ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat seet lech vläicht eppes ?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech soen: den Numm „Vampir" seet mer näischt. Den Här Kartheiser huet jo zu deem ganzen Antécédent Stellung bezunn, da brauch ech dozou net Stellung ze bezéien. 2009, steet do dran, wier eng Ufro komm aus Däitschland am Kader vun enger Visasdemande. Dat mag sinn. Dat mag sinn. Ech streiden dat net of. Ech confirméieren et och net. Ech weess dat net. Esou Ufroe si Routine. Wann esou eng Ufro kéim, dann hu mir se beäntwert. Et ass méiglech, et ass méiglech, dass ech an deem Kader den Här Kartheiser ugeruff hunn an e gefrot hunn: „Ass do nach eppes gewiescht nom Enn vun där méi aktiver Phas?" Dat weess ech awer elo net. An ech géif mengen, dass ech dat net gemaach hunn. Ech wëll et awer net ausschléissen.

Den Här Kartheiser ass awer sécher net reaktivéiert ginn. Et gouf och sécher keng Operatioun mam Här Kartheiser. An, fir de Rescht...

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Also, den Här Kartheiser hat zënter Enn 80er Joren, wou en eben Aktioun hat, hat hie kee Kontakt méi direkt mam Service? Oder war nach Kontakt do?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Neen, an deem do Sënn net. Hien hat jo Funktiounen am Ausseministère, wou een heiansdo emol en Dialog hat als... Mä neen, also an deem Sënn, wéi Dir frot, neen, neen, sécher net.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Vun un, datt en Deputéierten ass?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Neen.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Well dat ass jo nach méi cocasse!

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Neen.

M. Fernand Etgen *(DP).-* Ech stellen Iech d'Fro nach méi prezis: Huet den Här Kartheiser nach fir Iech geschafft an der Zäit als Diplomat?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Ech weess net, ob en Diplomat war.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Dat huet hie selwer gesot.

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.-* Den Här Kartheiser huet...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.-* Neen, dat huet e selwer gesot.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Dat huet hie selwer gesot.

M. Fernand Etgen *(DP).-* Dat huet e gesot.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, jo. Déi Zäit, wou en op den Ambassadë souz.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hutt déi Ausso, ech mengen, dem Här Kartheiser seng Ausso matkritt, déi hie gemaach huet bei RTL. Do hutt Der näischt bäizefügen an näischt ze korrigéieren?

M. Marco Mille, *Ancien directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, do hunn ech näischt bäizefügen an näischt ze korrigéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Egal wéi d'Missioun do geheescht huet, ech weess elo net méi wéi, mä de Fait, ech liesen dat, wat an der Zeitung steet, datt dann eben de Service de Renseignement géorgien de SREL sollicitéiert hätt 2007, fir en Opposant e Pass ze kréien - dat verstinn ech nach alles, dat verstinn ech -, mä fir dofir fënnef Milliounen Dollar ze bezuelen, dat verstinn ech elo net méi!

Well wann de Stat wëllt e Poste ausstellen, dat ass jo awer eng héchst institutionell Missioun. Ech ka mer virstellen, dass ënner verschiddene Konditiounen de Stat effektiv engem Opponent, engem Opposant zu engem Regime, wou et Schwieregkeete gëtt, e Pass gëtt. Mä, datt deen awer wëllt 5 Milliounen dofir, datt dat iwwerhaapt d'Basis vun enger Négociatioun ass. Wat ass…? Ass dat eng normal Manéier, wéi déi Saache gehandhaabt ginn, oder?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat erënnert esou un déi aner Affären, wou…

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- …Suen ausgesat waren, an déi sollten a privat Täsche fléissen oder un iergendee Mataarbechter vum Service.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dee Fall do, ech hunn dovun och an deem Artikel gelies. En ass mir net präsent. Ech weess net, ob et eng Ufro vum georgesche Service gëtt. Am Service de Renseignement gëtt et e Bureau de liaison. De Bureau de liaison, deen huet d'Kontakter mat auslänneschen Déngschter géréiert. Do wier et einfach sënnvoll, wann een do en Detail wëllt wëssen, ze kucken am Service, wat do un Tracen ass vun Ufroen.

Ech weess net, ob mir mam georgeschen Déngscht iwwerhaapt bilateral Bezéiungen haten. Ech weess dat net méi. Ech… Et kënnt mer awer ongewéinlech vir.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An d'Affär Suen, déi 5 Milliounen do?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech soen, dat seet mer näischt. Ech ka mech dorun net erënneren. Dat wier awer eng… Ech hunn och de Kontext net 100%eg verstane vun Ärer Geschicht, wat dat…, also wat do de Sënn sollt sinn. Ech hat et esou verstan, dass am Fong den Opponent géif 5 Millioune bezuele fir e Pass ze kréien oder iergendwéi sou eppes.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Jo.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass awer elo näischt wat mir.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä dat wier dat, wat iwwert den Här Kartheiser gaang wier.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, nee, nee, nee, nee. Dat ass awer… Wier dat iwwert den Här Kartheiser gaang? Dat awer guer net!

Une voix.- Sou hunn ech dat awer net gelies.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass en anere Fall, Madame Polfer, mengen ech.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Hei steet awer… Ech liesen elo net gär aus enger Zeitung vir, mä wann et awer muss sinn, maachen ech dat awer: „Bizarrement, le dossier de la mission baptisée „Vampir", qui démarre officiellement le 6 janvier 2009, à la demande des Allemands, ne comporte pas les noms de ses agents traitants du Srel, mais des sources proches du dossier affirment que Mille en porte directement la responsabilité. La BND demandera l'aide des Luxembourgeois à la suite d'une demande de visa pour l'Allemagne d'un des anciens contacts russes de Kartheiser au KGB."

Dat war deen, deen déi 5 Milliounе wollt ginn.

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, nee, dat sinn zwou verschidden Affären. Ech hunn den Artikel esou verstan: Et gëtt… Déi Geschicht, déi Der elo virgelies hutt, dass de Kartheiser reaktivéiert gi wier an deem Kader, do hunn ech jo virdru gesot: Nee, do gouf et wahrscheinlech eng Demande de visa vun engem russeschen - fréiere russeschen - Mataarbechter vum Déngscht. An déi Däitsch hunn eis gefrot: Ass do eppes oder ass do näischt? Eng Saach.

Déi aner Saach ass déi ganz georgesch Geschicht do mat deem Opponant, wou mir awer elo…, wou ech lech näischt kann derzou soen. Dat ass mer kee Begréff.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Nach eng lescht Fro vläicht?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech hunn nach just eng ofschléissend Fro. Waart Dir iergendwann eng Kéier, zu iergendengem Moment interesséiert fir mat an d'Firma Sandstone ze kommen?

M. Marco Mille, *Ancien Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Nee.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon. Si weider Froen hei? Mir hunn en Zeien, deen dobausse musse waarden. Ech géif lech da Merci soen.

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

Gitt dovunner aus, dass et déi lescht Auditioun ass, déi et hei ass. Dat ass vläicht e Wonsch, deen ech ausdrécken, mä, wéi gesot, ob dat esou ass, dat beweisen déi nächst Deeg a Wochen.

Ech géif Merci soen, dass Der bereet waart, fir nach eng Kéier hei auszesoen.

Domat géif ech kuerz Suspensioun maache vun eiser Sitzung - fir zwou, dräi Minutten - an da weiderfueren.

*

Luxembourg, le _____ 2013

Le témoin, M. Marco Mille

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

projet de verbatim en cours de validation par le témoin entendu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion (publique) de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat (P.V. CESRE 35)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition publique de M. Robert Rollinger, ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'Etat, en tant que témoin – vendredi, le 7 juin 2013

Verbatim

*

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà. Ech géif da proposéieren, dass mer eis Sitzung géifen opmaachen, wou mer en neien Zeien hei héieren an eiser Aarbecht als Enquêtëkommissioun. Dat ass den Här Robert Rollinger, dee momentan pensionéiert ass. Ären Alter ass?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- 67.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- 67 Joer. An Dir wunnt zu?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Stroossen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Stroossen. Da wësse mer bal alles iwwer Iech. Dir sidd hei geruff ginn, well Der während enger ganz laanger Zäit Responsabilitéiten an dem Service de Renseignement hat. Directeur adjoint, wou Der waart ënnert dem Här Hoffmann an och ënnert dem Här Mille.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- An ënnert dem Här Schockmel.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An an da virdru awer nach...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Nach virum Här Hoffmann war den Här Schockmel do.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Méi wäit wéi den Här Schockmel. Also, Dir hutt eigentlech do en Insider-Wëssen, wat wéineg Leit hunn. Mer hoffen och, dass mer dat kënnen haut e bëssen unzapen.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass net ëmmer gutt *(laacht).*

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat gesi mer elo. Dat gesi mer elo. Dass mer dat kënnen haut unzapen. Ech mengen, Dir hutt also all déi Periodë matgemaach vum Service de Renseignement, nach voll de Kale Krich an déi Aarbechten dono, dann déi Iwwergangsperiod, déi relativ laang schéngt gedauert ze hu beim Service de Renseignement, Enn den 80er Jore bis eben d'Gesetz vun 2004, an, wéi gesot, dann nach ganz kuerz och nach d'Ufanksperiod vun der Applikation vun deem doten Text.

Dir gitt hei ënner Eed als Zeie gehéiert. Ech muss Iech drop opmierksam maachen, wéi all déi aner Zeien, dass Der, wann Der mengt, dass Der Iech géif strofrechtlech belaaschten, kënnt eng Ausso verweigeren. Fir de Rescht géif ech Iech also bieden hei den Eed ofzeleeschten, wéi e virgesinn ass, fir d'Wourecht ze soen, déi ganz Wourecht, näischt anescht wéi d'Wourecht.

Ech bieden Iech déi riets Hand ze hiewen an ze soen: „Ech schwieren".

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech schwieren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci. Domadder ginn ech Iech Akt vun Ärem Eed. An ech géif da proposéieren, dass mer direkt géifen ufänken.

Här Rollinger, nach eng Kéier fir eis genau anzeféieren: Dir hutt iwwert d'Nimm vun den Direktere schonns skizzéiert déi Period, wéi Der do waart. Wéini hutt Dir genau ugefaangen an deem Service? A vu wéini u sidd Der am Fong an der Direktioun vun deem Service?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Ech hunn ugefaangen, dat war den... den hallwe Februar `81. Du war nach den Här Schockmel den Direkter vum Service. Bis `85 war hien do. Du koum dunn den Här Hoffmann, Charles Hoffmann. Et gouf jo och e Roger Hoffmann, scho virdrun. Du koum de Roger Hoffmann. An ech hunn elo... Wéi gesot, an d'Pensioun sinn ech gaangen dann de Februar 2011.

An ech sinn awer offiziell Directeur adjoint gi mat dem Gesetz vun 2004, well d'Gesetz vun 1960 huet jo am Fong keen Directeur adjoint virgesinn. Et gouf just den Direkter, deen am Fong geholl den eenzegen Kader war an all déi aner waren an der Form détachéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mhm.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Also offiziell vun 2004 un am Fong geholl Directeur adjoint vum Service.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, Här Rollinger, Dir sidd also an der Direktioun, hat Der also do... Wat waren Är Responsabilitéiten?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir waart och eng Zäitche fir den operativen Deel mat zoustänneg?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, awer nemmen eng relativ kuurz Zait, zwee Joer, 1984-85.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat waren Är Responsabilitéiten?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Vläicht just ganz kuerz virdrun esou eng Parenthèse. Ech géif Iech emol Merci soen, dass Der mech invitéiert hutt. Et ass net sarkastesch elo gemengt natierlech. An ech hoffen, dass ech net dem Marco Mille säi Stull elo kritt hunn, net dass ech seng Gedanke kréien *(laacht).*

Une voix.- Haha!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat wäerte mer gesinn elo.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Bon, ech war, wéi gesot, am SREL mam Här Hoffmann, wéi ech ugefaangen hunn. Den Här Schockmel war jo nach do gewiescht. Du war ech... Am Ufank war ech elo am Fong geholl... Bon, ech hu relativ vill Stage gemaach; hei am Land an och am Ausland. Besonnesch a Frankräich.

An dunn dono, wéi ech zréckkomm sinn an de Service, du sinn ech an d'Administratioun komm vum Service. Ech hunn haaptsächlech do de Budget gemaach, d'Kontabilitéit, an natierlech och déi juristesch Saachen, déi ugefall sinn. Mir hate jo... Deemools hate mer jo d'Gesetz nach vun 1960, wat relativ vill Problemer gestallt huet, an dat negativ war, konnt ee soen. Dat Gesetz war u sech war et am Fong geholl guer näischt. Et konnt.... Et war e bëssen eng Hypocrisie am Fong vun deem deemolege Législateur. Deen huet dem Service eng Missioun ginn, ouni him d'Instrumenter ze ginn, fir kënnen ze schaffen.

Bon, dat war elo esou. Et kann een awer och anescht dat gesinn, interpretéieren. Et kann ee soen, et war eng Loi-cadre, déi vun 1960. A quitte dass keng grouss Moyenen do dra virgesi sinn, ausser der Missioun vum Service, déi Instruments de

travail, sinn am Fong net definéiert ginn am Service. Mä et kann een awer soen, no der Méthode de „l'interprétation de l'effet utile“: Wann de Législateur engem Service eng Missioun gëtt, muss e logescherweis och derfir gesuergt ginn, dass en effikass ass an dass déi ganz Missioun do eben och... dass dat Ganzt en Effet kritt. Dat ass am Fong e bëssen d'Méthode d'interprétation vum Effet utile gewiescht.

Mir hunn awer relativ schnell du scho gesinn, dass mat deem Gesetz vun 1960 am Fong geholl net vill ze maache war u sech. Et ass jo awer net esou, dass nëmme just d'Gesetz vun 1960 do gewiescht wier. Mir haten och aner Gesetzer. Um internationale Plang hate mer natierlech den Accord vu Schengen, hate mer do schonn och e bëssen. Mir haten awer och natierlech d'Convention européenne iwwert se Sauvegarde des droits de l'Homme mat hirer Jurisprudenz, déi natierlech och relativ wichteg ass fir de Service; a besonnesch den Artikel 8 iwwert d'Protection géint ingérence vun enger «autorité publique» an d'vie privée.

Natierlech hu mer och e Gesetz, wat och de Service staark interesséiert huet, an zwar d'Gesetz iwwert den Import an den Export vu Materiale an Gider, déi vum Grand-Duc reglementéiert kann gin. Dat ass d'Gesetz vun August 1963, wat jo bekanntlech do och Lizenze virgesäit a verschiddene Fäll, wou Lizenze musse kommen a wou e bëssen eng Limit ass zu der liberté d'exportation et d'importation. Dest Gesetz sprécht ocg den aspect vun der sécurité de l'Etat un.

Dann, wéi gesot, hu mer versicht esou schnell wéi méiglech eben dat Gesetz vun 1960 ze änneren. An an den 80er Joren hunn ech da selwer e Projet de loi gemaach, wou ech awer leider momentan net méi d'Tracen dervun erëmfannen. Ech ka mech awer erënneren dru ganz genee, am „Lëtzebuerger Land“ do war e ganz grousse Commentaire dra gewiescht mat enger ganz grousser Iwwerschrëft. Do stoung dran: „Ein neues Mäntelchen für den Dienst.“ Et war u sech awer kee negativen commentair ginn. Mä och do hu mer schonn e Contrôle parlementaire wollten aféieren.

Ech ka mech awer erënneren, dass dunn deen... deen... Dee Projet ass an de Conseil de Gouvernement komm. An ech weess, wann ech mech gutt erënnere

kann, sinn do Remarquë komm vum Här Fischbach a vum Här Poos. Dat huet mat sech bruecht, dass am Fong geholl dee Projet leiegelooss ginn ass en attendant en anert... anert Zäitdéngen. Bon, mir hunn awer du musse viruschaffen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Esou ass et och mat engem Projet an den 90er Jore gaangen.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. Dat war dee vun der Déngen, vun der Daten... fir Accès ze kréien zur verschiedenen datenbanken ze kréein béim Staat.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Neen, och vum Service. Do ass och en Avant-projet gewiescht.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, do ass eben och gesot ginn: „D'Base légale vun 1960 geet net duer." Et kéint een am Fong geholl net genuch domadder ufänken, fir sech kënnen Accès ze ginn zu deene verschiddenen Datebanken. Dunn si mer virugefuer dee Moment ze schaffen, mat also engem ganz einfachen Fichier. Dat war eng reng manuell Datebank. Dat war mat Kaarten einfach. An dunn, finalement hunn ech du selwer, ech ka mech nach erënneren... Mir haten e Groupe de travail gemaach... Dir, Härr Bodry, wart deemols minister an hat mech gefrot ob een do mist légifereien fir d'Habilitation de sécurité, fir déi besser an de Grëff ze kréien?

Ech muss awer och soen, dass... 1960 waren awer och schonn Texter do, déi och de Service interesséiert hunn, an zwar haaptsächlech am Kader vun der NATO. Et goufen eng ganz Rei NATOs-Texter, déi Lëtzebuerg am Fong och schonn approuvéiert huet duerch d'Chamber hei. An et goufen Texter vun der Union européenne, Reglementer haaptsächlech. Déi hunn net bräichten duerch d'Chamber ze goen. Déi ware jo am fong praktesch d'office waren déi obligatoresch fir d'Memberlänner.

Do waren eng ganz Rei Texter also derbäi, déi och schonn de Service am Fong geholl interesséiert hunn. Dunn, wéi gesot, hu mir ugefaangen d'Preparatioun ze maache vum Gesetz iwwert d'Habilitation de sécurité an iwwert d'Gestz vum SREL, Gesetz vun 2004 iwwert d'Habilitation de sécurité hunn ech och mat engem Kolleeg gemaach aus dem Statsministère. Mir hunn dat zesumme gemaach. An dat Gesetz vum Service de Renseignement selwer, do hu mer am Fong zu e puer Mann dru geschafft gehat.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir sidd Jurist vu Formation oder...?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. Ech si Jurist vu Formatioun. Ech hu meng Uni zu Nanzeg gemaach gehat.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- A wou hutt Der geschafft, iert Der an de Service komm sidd?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ma et war esou, ech war fréier... Am Ufank, wéi ech... Ech hat geschafft an engem Cabinet d'avocats, bei engem Affekot an der Étude. An et ass interessant. Dat war en Affekot, dee sech am Fong haaptsächlech ëm d'Protection du consommateur gekëmmert huet. Dat war du meng Haaptaktivitéit an der... an dem Kabinn d'avocats.

An dunn, dono hunn ech awer an engems och nach, während ongeféier sechs Méint geschafft fir de Parquet. Et war nämlech esou, dat war an deenen ongeféier 75er Joren. Dunn ass dat Gesetz iwwert d'Rehabilitatioun iwert réhabilitation des condamnés en vigueur getrueden. Also, d'Réhabilitation judiciaire oder... Du konnt een entweder réhabilitéiert ginn de droit oder sur demande. An dat hat jo alles en Impakt gehat natierlech op de Casier judiciaire, d'Extraite vum Casier judicière. Dee Moment hunn déi missen à jour gesat ginn. Do waren eng hallef Dose jonk Affekoten do, déi hunn am Fong geholl d'Missioun kritt vum deemolege Procureur d'État adjoint. An dunn awer op eemol hunn ech eng Demande gesi gehat, an enger

Zeitung, eng Demande vun enger Lëtzebuerger Assurance. Et wosst een awer net, wien déi Assurance wär. An et huet ee missen d'Demande schreiwen op Bréissel an e Centre de psychologie. Déi hunn d'Proposition un d'assurance gemaat .Do hat ech d'Chance, dass ech ugeholl gi sinn. Ech sinn och du bei déi Assurance gaangen an den interview. Ech hunn awer dunn entre-temps eng Offer kritt vun enger Chambre patronale professionnelle. Ech hunn déi dunn ugeholl, bis dunn natierlech 1981. An du sinn ech an de Ministère d'État Service de Renseignement komm. Dat ass e bëssen am Fong geholl d'Virgeschicht, ier ech also an de Service de Renseignement komm sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'accord. Dir hutt awer déi verschidde Periode matgemaach. Kënnt Der eis kuerz beschreiwen, wéi Dir eigentlech déi Periode gesinn hutt? Ab 19... Déi éischt Period, wou Der do waart, an dann u sech, also de Schluss vum Kale Krich praktesch, dann déi Zäit, effektiv d'Iwwergangszäit, a schlussendlech d'Applikatioun vum Gesetz 2004. Wéi huet de Service sech do opgestallt gehat an deenen eenzelne Phasen? A wéi gesitt Der do dat Positiivt an dat, wat net esou fonctionnéiert huet?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Jo, bon, fir d'Éischt emol, ech géif soen zu dem Gesetz vun 1960. Wéi gesot, et war net schrecklech vill. Et konnt een net schrecklech vill domadder maachen. Natierlech, et war jo am Fong haaptsächlech Espionnage, wat ee gekuckt huet. D'Gesetz vun 1960 mécht u sech e Renvoi carrément op de Code pénal. Op de Code pénal, an zwar d'Artikelen 113 bis 123 ongefëier. An dat, wat ee kuckt, dat sinn... Haaptsächlech sinn dat am Fong Artikelen iwwert den Espionnage, iwwert d'Subversioun, iwwert d'Défense du territoire, an esou virun. Mä et as haaptsächlech Espionnage.

Et ass evident, an där Zäit ass, wéi den Här Hoffmann gesot huet, op de potenziellen Ennemien natierlech geschafft ginn. An et war haaptsächlech also den Espionnage, deen eis am Fong interesséiert huet. An et war och esou, dass dat net vu Muttwëll war. Do hu mer ee ganz konkret Beispill gehat an den 80er Joren. An zwar hu mer

do... Op d'Bedreiwe vun eisem Service hin, sinn dunn eng Partie fréier Ost-Block-Diplomaten aus Lëtzebuerg ausgewise ginn.

An dat war interessant. Dat war net ënner enger konservativer Regierung, wou dat geschitt ass, mä et war eng Zäit, wou e Minister Ausseminister war vun der sozialistescher Partei. Dat heescht den Här Poos war Minister. An den Här Goebbels war deemools Statssekretär. An et ass ënnert där Regierung am Fong geholl, wou deemools also Leit aus dem Ost-Block Diplomaten, déi mir hei eng zäitlaang observéiert hunn hei zu Lëtzebuerg, an déi opgefall sinn, dass se ebe manifestement sech net un dat gehalen hunn, wat an der Konvnetion iwert d'relations diplomatiques steet (1960) dra steet.

Mir hunn awer och du versicht, wéi ech scho gesot hunn, schonn e puermol, fir dat Gesetz do ze änneren, fir eventuell do aner Dispositiounen dran ze kréien, déi eis géifen erlabe besonnesch méi Moyenen ze kréien. Mir hate jo am Fong geholl dee Moment praktesch guer keng Moyenen, fir kënnen eis Aarbecht ze maachen.

1982 ass dunn d'Gesetz komm iwwert d'Écoute-téléphoniquen. Dat hu mer 1982 du kritt. Dat ass du relativ schnell... Wéi ech an de Service komm sinn, hunn ech nach mat gehollef un deem Gesetz ze schaffen. Haut gesäit een awer, dass un deem Gesetz eng ganz Rei Saache sinn, déi net méi ganz gutt sinn, déi manifestement souguer falsch sinn, dat, wat do dra steet zum Beispill: «*En vue de rechercher les infractions en matière de sécurité extérieure de l'État*». Et ass jo do manifestement net d'Aarbecht vum Service de Renseignement, fir «*rechercher les infractions en matière de de sécurité extérieure de l'État*».

Do sinn aner Dispositiounen sinn ganz schwéier ze applizéieren. Zum Beispill wa gesot ginn ass: „Wéini kënnt Der déi Donnéeën, déi der kritt, wéini kënnt Der déi zerstéieren?" Do steet dann e ganz komplizéierten Text do, an zwar no d'Prescriptioun vun der Action publique. An do ginn et jo awer dräi Délaien, jee no deene verschiddenen Infraktiounen.

Bon, et ass jo och ganz rar, dass mir am Service de Renseignement alleguerten d'Elementer hu vun enger Infraktioun. Déi misste mer jo dann de toute façon un de Parquet viruleeden. Mä et ass, wéi gesot, ganz rar, dass dat en Artikel vum Gestz 88-4 du Code d'instruction criminelle ass, den praktesch net applicable ass.

Bon, ech hat gesot, nach d'Chance kënne matzegoen, ënnert dem Här Werner, wéi ech agestallt si ginn, nach do kënne mat drun ze schaffen. Mä haut gesäit een awer trotzdeem, dass eng ganz Rei vun och Lacunen an deem Gesetz nach sinn an déi een eventuell elo misst dann eventuell verbesseren.

Et ass net déi eenzeg. Et steet jo, dass d'Sécutité extérieure de l'État. W well ech haut erëm eng Écoute maachen, déi doriwwer erausgeet, zum Beispill am Terrorismus, wär déi am Fong illegal, och wa se autoriséiert géing gi vun den dräi Magistraten a vum Premier, well den Text am Fong net hiergëtt, dass een an där Matière do kéint eng Écoute téléphonique zum Beispill maachen. Et sinn nach eng ganz Rei Saachen do dran, déi net gutt sinn an déi een eventuell haut kéint... misst och verbesseren.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir waart jo och elo mat an der Direktioun, wou manifestement vun enger Period, wou et ëmmer méi evident war, dass et do zu relativ graven Dysfonctionnementer an deem Service komm ass am operativen Deel. Wat wousst Dir dovunner? Wéi ass dat diskutéiert ginn? Wann ech lech Nimm wéi Kemmer a Schneider nennen. Ech mengen, Dir verfollegt jo och, denken ech, d'Aktualitéit. Wat ass Är Appréciatioun dovunner? A wéi hutt Dir dorobber reagéiert?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Et ass esou, ech kann dat jo elo hei soen: Zënter, dass de Marco Mille do war... Mam Marco Mille hat ech perséinlech eng ganz gutt Relatioun, also um mënschleche Plang guer kee Problem. Wéi de Marco Mille komm ass.. Am Ufank war hien Operatiounschef, dunn ass de Schneider et jo du ginn.

Vun Operatiounen u sech hunn ech praktesch um Rand just eppes nach matkritt. An zwar iwwer véier Weeër.

220

Éischtens emol, duerch meng Presenz an der Kommissioun vun den Écoute-téléphoniquen. Do war ech permanent mat derbäi, vun Ufank un. Vläicht kann ech herno nach e Wuert doriwwer soen iwwert d'prozeduren, déi mer deemools haten, déi besser waren, mengen ech, wéi déi, déi mir zu enger geweser Zeit haten. Wéi gesot, duerch meng Presenz an der Kommissioun vun den Écoute-téléphoniquen, wou jo forcément geschwat ginn ass iwwert d'operationell Saachen natierlech.

An zweetens, duerch meng Presenz, dat wessen och verschidde Membere wëssen dat och hei an der Kommissioun, meng Presenz och mam Marco Mille ëmmer an der Commission du Contrôle parlementaire, wou ech ëmmer derbäi war a wou ech och ëmmer d'Rapporte geschriwwen hunn, déi anscheinend net esou schrecklech schlecht waren, wann ech verschidden Échoe kritt hunn. Forcément hunn ech och do e bësse matkritt vun den Operatioune vum Service.

Dann drëttens hate mer och ëmmer... Eemol an der Woch eng Réunioun mam Cadre dirigent, wou natierlech och forcément e bësse geschwat ginn ass vun deene Saachen do, vun den Operatiounen. Awer meeschtens nëmmen um Rand.

An da véiertens natierlech och, wann de Marco Mille net do war, dann ass... da sinn d'Leit bei mech komm. Wa se eppes ze ënnerschreiwen haten, hunn ech hinne meng Meenung gesot, wann eng Remarque ze maache war.

An dann... Et war am Fong iwwert déi véier Ecker do, wou ech e bëssen un d'Operatioune komm sinn.

Bon, et goufe jo esou eng siwen, aacht wierklech sensibel Dossieren, déi d'Medien ugesprach hunn.

Wann Der wëllt, ech ka vläicht ufänke mat deem leschte Fall elo oder den zweetleschte Fall, dat ass d'Affär vun dem Gérard Reuter. De Gérard Reuter, wat kann ech lech do soen? Ech hunn... Den Här Gérard Reuter hunn ech kannt aus zwou Ursaachen.

Éischtens war den Här Reuter wareng Zäit laang an der Kommissioun vun den Écoute-téléphoniquen. An ech hunn e kannt och gehat doduerch, dass en och durch d'Gesetz vun 1960 war hie responsabel fir d'Konten ze kontrolléiere vum Service. Den Härr Reuter hut een fonctionnaire vun der Chamber des comptes mandatéiert fir d'Kontrall am service ze machen.

Bis en an d'Pensioun gaangen ass, ass deen ëmmer bei mech komm, ongeféier all Trimester. An dunn huet hie ganz genee bei mir d'Konten duerchgekuckt. Da sinn d'Leit souguer geruff ginn. Dann hu se missen hir Piècen, déi Dokumenter, hir Rechnunge weisen, opleeën, an dann huet hie seng Remarquë gemaach. Dann huet e gesot: „Dat do ass gutt. Dat do ass net gutt. Dat kënnt Der eventuell besser maachen." Dat heescht, do ass am Fong geholl...

Wéi den Fonctionnaire an d'Pension gangen ass, ass den Härr Reuter ëmmer béi den Härr Hoffmann komm.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Herno hat en... Äres Wëssens no, hat den Här Reuter nach iergendwelch Kontakter zu eenzelne Mataarbechter vum Service?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ech wollt grad dorop kommen. Et war esou, ech hunn dono, wéi den Härr Reuter d'Problemer kritt hat an der Chambre des Comptes, hunn ech hie praktesch net méi erëmgesinn, sauf duerch Zoufall e puermol. Da stoung en op eemol zum Beispill mam Auto beim Pôle Nord nirwent mer bei der rouder Luucht. Da stoung den Här Reuter niewent mer. Den... „Ah,..." sot en dann, „...ech muss awer nach eng Kéier bei Iech kommen. Ech hunn Iech e puer Saachen ze soen." Dat ass dann zwee-, dräimol esou gaangen an en ass awer ni komm. An ech hunn finalement dem Marco Mille dat da gesot. An de Marco Mille sot mer: „Jo, e soll eng Kéier kommen."

Ech hunn awer de Gérard Reuter du praktesch ni méi gesinn. An elo op eemol, hunn ech awer dunn héieren: „Hei, den Här Gérard Reuter ass... Anscheinend sëtzt deen an engem Safe house." „E sëtzt anscheinend an engem Safe house.". Ech hunn hien

nie geruff, gefrot, fir an de Service ze kommen. Ech hunn em och keng Missioun am Service ginn. Ech weess net, et kann nëmmen een...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mä ass dat lech dann net drolesch virkomm, dass den Här Reuter als fréiere President vun der Cour des Comptes an engem sougenannte Safe house sëtzt?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Mä vläicht...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hutt Der lech do keng Froe gestallt, wisou?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Sécher ass dat. Also et ass esou, dat waren am Fong just e puer Leit, déi dat woussten, operationell, am operationelle Secteur. Ech sinn et gewuer am Fong ginn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wie waren déi puer Leit, déi dat esou woussten? Sot eis dat.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Forcément de Marco Mille musst dat jo forcément gewousst hunn, an och dann den Här Schneider. Ech mengen, dat sinn déi operativ Leit.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, den Här Mille an den Här Schneider hätte gewollt, datt en dohinner kënnt?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif soen, dass wahrscheinlech ee vun deenen zwee op eemol den Här Reuter geruff huet an gesot huet: „Hei, du hues jo den Här Rollinger gesinn. Da komm." Mä vun deem Moment u war, wéi gesot, de Film gerass. Ech hunn do praktesch guer näischt méi héieren. Just herno natierlech war e bëssen de secret de

Polichinelle schnell am Service hei. Et wost jo jiddwereen, dass de Gérard Reuter, dass hien op eemol an engem Safe house do sëtzt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir sot, dat war een secret de Polichinelle. An Ärem Service?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif soen zum Schluss. Zum Schluss, wéi dat Ganzt opgeléist ginn ass. Et ass jo awer e Schluss gemaach gi vum Premier. Ech sinn och ëmmer dervun ausgaangen, dass de Premier dat géif wëssen, well et ass jo net iergendeen, den Här Reuter, gewiescht.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Eben.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Reuter ass e ganz sympathesche Mann och. Ech hunn en ëmmer appréciéiert als Mënsch. Mä, wéi gesot, de Film ass bei mir gerass beim Här Reuter gewiescht wéi e gesot huet: „Ech kommen eng Kéier laanscht." En ass awer ni komm, mengens wessens, ob all Fall net béi mech.

Ech hunn dem Här Mille Bescheed gesot. An zënterhier wosst ech am Fong näischt méi bis ganz zum Schluss, wéi dunn hei am Service gesot ginn ass: Hei wësst Der den...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir wësst dann och net, ween dann... Ween huet den Här Reuter da schlussendlech...? Et muss jo dann een e kontaktéiert hunn, fir datt en...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Garantéiert, jo! Et kommen héchstens dräi, véier Leit a Fro, géif ech soen, aus dem operationellen Domän, aus dem operationelle Beräich. Et kann nëmmen een vun deenen gewiescht sinn. Wahrscheinlech ee vu ganz uewe vun den Operatiounen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wien?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kéint elo soen, dass dat de Marco Mille wahrscheinlech..., oder den Här Schneider. Wéi gesot, dat si Vermutungen. Et ka jo keen anere gewiescht sinn. Ech mengen, ech war et jiddefalls net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir sidd der Meenung, et kéint keen anere gewiescht si wéi den Här Mille oder den Här Schneider, deen do...?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer vläicht; schléissen ech och net aus. Mä, wéi gesot, dee war dunn, wéi ech **...** Ech hunn och den Härr Reuter heiansdo rezent durch Zoufall gesinn. Ech hunn en zum Beispill gesi gehat elo viru Chrëschtdag e puer Mol an der Stad, den Här Reuter, mä hien en huet ni e Wuert dovunner gesot. Et kann och sinn, dass hie gemengt huet, ech wéisst et. Ech huelen un, dass hie Renseignementer hat fir de Service an dass en doropshin, fir déi rétribuéieren ze kréien, dass en dou konnt an engem Safe house setzen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir hutt och ni matkritt, wat dann den Nährwäert war, loosse mer esou soen,...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Nee.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...vum Här Här Reuter. Ech wëll lech just soen, den Här Heck - mir haten den Här Heck gefrot, ob hien eis kéint soen, wat dann den Nährwäert gewiescht wär vun enger Zesummenaarbecht mam Här Reuter,...do huet deen eis gesot, null. Dat heescht, Dir...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Ech kann lech och do net... En huet jo... Anscheinend hat en

Informatiounen iwwert d'Affär gehat vum Licio Gelli eventuell, also an der Zeitung stoung eppes dovunner, dass en eventuell do Renseignementer gehat hätt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hutt näischt am Service doriwwer héieren, konkret?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Nee. Wat e bruecht huet elo konkret, nee. Nee.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Huet en lech keng Undeitunge gemaach, wéi Der beim Pole Nord bei em stoungt, a wat fir eng Richtung dass en déi Informatiounen huet?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Nee. Guer net, nee. Do huet en ëmmer gesot: „Ah gutt, dass ech lech gesinn." En huet gesot, ob een eng Kéier wéilt laanschtkommen. Wann en elo gesot huet „lech": Huet en domat mech gemengt oder huet en domat vläicht en anere gemengt? Ech weess et net. En hat... Mam Här Hoffmann gutt Kontakter gehat. Mä den Här Hoffmann huet gesot, et hätt näischt domadder ze di gehat.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Safe house? Wéi ass dat gaange mat deem Safe house do? War et ze lounen oder...?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Wéi ass dat gaang?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, ben, ech weess et net. Ech war jo net operationell do dran. Mä souwäit ech weess, sinn dat Appartementer gewiescht. Et ass jo kloer, dass ee verschidde Leit, wann een déi wëllt debriefen, dass een déi net mathëlt an de Service aus Secherhetsgrenn.

220

Dat heescht, et ass eng Zone de sécurité. An déi sinn dann eben och... Et war meeschtens en Appartement, e Studio, dat gelount ginn ass, wat de Service da gelount huet. An do sinn dann am Fong geholl déi Leit (Sourcen oder Informaten) dann herno sinn déi do gebrieft ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ass dann och ni déi Zäit driwwer geschwat ginn, wéi gesot, wéi eppes bekannt war am Service, datt déi do séizen?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass jo awer bestëmmt ënnerteneen diskutéiert ginn, firwat e kéint do sëtzen?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Nee, am Fong relativ spéit, géif ech soen. Ech si jo 2011 a Pensioun gaang. Ech géif soen, ganz zum Schluss ass wierklech gesot ginn, hei, den Här Reuter...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht elo firwat... De Grond... Ass ni iwwert de Grond ënnerteneen diskutéiert ginn?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass ëmmer ugeholl ginn, dass en eppes géif bréngen (renseignement). Waat genéi, mus jo séin Kontaktmann wessen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo? Pardon. De Ben huet sech scho méi laang gemellt fir eng Fro ze stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Rollinger, ech wollt just froen, Dir hutt gesot, Dir hutt Bescheed gewosst iwwert d'Operatiounen iwwer véier Elementer. Dir waart dobäi...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Véier Ecker, jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...Sekretär fir d'Écoutes téléphoniques an där Kommissioun sécher vun deenen dräi Magistraten, huelen ech un. Dann iwwert de Rapport an och vun der Commission du contrôle parlementaire, wou Der gemaach hutt. Dir hutt jo och bei... Dir waart jo bei de Sitzungen derbäi. Dir hutt... Dir waart... Dir hat eng Réunioun..., all Woch eng Réunioun vun de Kadere vum Service an Dir hutt den Här Mille ersat, wann en net do war.

Wéi schätzt Dir an, dass Dir fir dee ganzen operationelle Volet vun dem Service de renseignement au courant..., wéi gutt Der au courant waart?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Opgrond vun deenen Informatiounen, déi Der do krut?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Well mir mierke jo, dat wëll ech just soen, dofir meng Fro: Mir mierke jo och als déi, déi an där Commission du contrôle parlementaire waren, dass mer net iwwert, besonnesch net iwwert déi operationell Aspekter gutt informéiert waren.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wéi war et bei Iech?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Ech géif soen, bei mir war et ähnlech. Bei mir war et ähnlech, wéi gesot.

Ech si jo am Fong..., operationell hunn ech just iwwert déi véier Ecker do eppes matkritt. An elo... Mä wat wierklech operationell do gelaf ass, do kann ech net vill..., kann ech net ganz vill soen. Ausser... Sauf, wéi gesot, déi Punkten do, déi Écoutes téléphoniques, dann d'Rapporte vun der Chamberkontrollkommissioun, wou jo forcément e bësse geschwat ginn ass iwwert d'Opération, iwwert d'Operatiounen. Mä soss u sech am Fong geholl... Fir en anert konkret Beispill ze ginn: Déi berühmten Écoute do oder Enregistrement „Mille a Premier"; wann ech do vläicht e Wuert dierft soen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Gären.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Do ass et esou: Do wosst ech och guer kee Wuert vun der Operation. An et ass schued, dass den Här Bettel net hei ass. Den Här Bettel ass am Fong..., kéint mer do hëllefen, e wär am Fong do Zeie gewiescht.

Et war esou: Mir haten eng Réunioun gehat eng Kéier vun der Kontrollkommissioun an dat war am..., dat muss gewiescht sinn eng Kéier am Summer. A kuerz zum Schluss, déi Réunioun war bal riwwer, du seet den Här Bettel, steet en op a seet zum President, den Här Goerens déi Zäit - Oder waart Dir et schon, Här Bausch?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Nee.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- „A wéi ass dat mat där Écoute ‚Mille/Juncker'?" frôt den Här Bettel

An dat éischt wat de Marco Mille du gesot huet, an dat rechnen ech him och ganz héich un,: „Den Här Rollinger weess näischt dovunner." Dat ass dat éischt wat de Marco Mille do geäntwert hut.

Dat ass awer dat Beispill vun där Écoute do.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Majo et ass elo, wou hien et net weidergëtt.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, wéi gesot...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wou mer scho bei den Écoutë sinn: Hutt Dir dann awer iergendeen Iwwerbléck fir déi do Zäit, d'Écouten... Also d'Prozedur wësse mer, wéi et hätt sollen oflafen,...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...wéi d'Gesetz et virgesäit. Vläicht wësse mer entre-temps, wéi dat intern ofgelaf ass. Mä wien huet do alles gelauschtert, matgelauschtert an esou weider?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Normalerweis war et esou, dass wa mir erëmkomm sinn aus der réunion, also wann ech vläicht eng Parenthèse géif opmaachen, wéi et fréier war am Service, am Service, ënnert dem Här Hoffmann - du war et esou, dunn hu mir... Am Fong zu zwee si mir an d'Kommissioun gaang. An an der Kommissioun, do waren dann déi dräi, wéi gesot, déi dräi Magistraten. An am Ufank, wéi den Här Santer Premier nach war, war hien och ëmmer derbäi. Dat heescht, den Här Santer war och ëmmer derbäi gewiescht bis, op eemol zum Schluss war en net méi an der réunion mat der Kommission derbäi.

Par contre, den Här Juncker, war, wéi ech mech erënnere kann, hie war ni méi derbäi gewiescht an der Réunioun selwer. Wat och vläicht méi richteg war, well déi Kommissioun soll jo indépendant si par rapport zum Législatif. An dat huet jo och erkläert, firwat dass fréier de President vun der Chambre des Comptes dra wat, well d'Chambre de Comptes jo och méi no zum Parlament steet wéi zum Exécutif.

An dunn herno, da sinn ech higaang an ech hunn dann d'Décisioun vum Premier, et war just d'Post am Fong geholl zu der Zéit do, als Provider, da sinn ech bei d'Post

gaang mat der Décisioun vum Premier. Ech hunn dann dee ganzen Dossier, hunn ech a mengem Büro géféiert vun A bis Z, ganz... Ech hunn éischtens emol ugefaang, dass ech d'Kommissioun convoquéiert hunn. Herno hunn ech dann och d'Rapporten, dee ganzen Dossier gemaach, dat heescht d'Requêtë geschriwwen, den Déngen, der Kommissioun hire Procès verbal an och herno d'Décisioun vum Premier préparéiert.

Dann, wann d'Décisioun ënnerschriwwe war vum Premier, sinn ech an d'Post gaang, an d'Kopie dervun hunn ech a mengem Safe gehal. Dat heescht, et war am Fong, wann do iergendeppes hätt kënnen..., en Abus geschéien, wär am Fong just een a Fro komm, dat wier ech selwer gewiescht. Well vun A bis Z hat ech also déi ganz Dossiere bei mir am Safe. Dat war e Safe, dee bei mir eleng am Büro stoung, wou ech eleng drukomm sinn.

Elo herno, do war et esou, mam Här Mille si mer och ëmmer zu zwee an d'Réunioun gaang. Dann huet hie meeschtens relativ schnell e Rendez-vous mam Premier kritt. An da sinn ech an d'Post meeschtens gaang, well déi aner Provider....

Nee, pardon, et war esou: Ech sinn dunn net méi an d'Post gaang. Et waren am Fong anerer. Et war den aktuellen, mengen ech, den aktuellen Operatiounschef oder eng Persoun den hien bestemmt hut, deen ass mat de Fiches techniques bei déi verschidde Providere gaang.

Ech hunn och dunn, momentan, wéi ech an d'Pensioun gaang sinn, hat ech am Fong geholl d'Dossieren materiel ënnert mer. Dat heescht, wéi mir geplënnert sinn 2003, konnt deen Safe net méi matgeholl ginn. Well do war e Problem vu Statik. Dat heescht, dee war anschéinend ze schwéier, fir an deen neie Büro do geholl ze ginn. Ech hulen un dass dossieren vun den Opératinnen géréiert.

An dunn... Also all d'Dossieren do..., ech weess et net...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn am Fong déi Fro net dowéinst gestallt. Ech mengen, Dir hutt dat zwar flott beschriwwen, wat ärerzäit do gelaf ass, mä ech hunn dat gefrot, well jo tëschent... Mir wësse jo haut, datt tëschent 2004 an 2008 hu sechs illegal Écoutë stattfonnt, déi net autoriséiert waren. An Dir hutt elo gesot, selwer, ënnert Ärer Zäit wär dat jo net denkbar gewiescht, ausser, dann hätt Dir et selwer misse maachen.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. Voilà.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ween hat dann tëschent der Zäit 2004-2009?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ween huet...? Wee war do zoustänneg? Wéi ass et ofgelaf? An och, wat mech géif interesséieren, wann d'Écoute bis geschalt war: Ween huet alles matgelauschtert?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Dat also, fir déi éischt Fro ze beäntwerten, wien alles matgelauschtert huet, do war et esou: Et ass evident, mir hate jo verschidden Domänen vun Aktiviteit. Mir hate jo eng relativ grouss Kompetenz kritt 2004, déi méi grouss war wéi déi vun 1960. An dat hänkt..., huet dovun ofgehaang, wien do kompetent war. Wann et elo zum Beispill eng Affär war vum Crime organisé, huet eben deen et kritt, deen am Crime organisé geschafft huet. Wann et elo eppes war vun Terrorismus, huet deen et kritt, deen am Terrorismus geschafft huet.

Et waren also ëmmer déi Leit déi op den Dossiere geschafft hunn, déi awer och dann d'Écoute kritt hunn. Well d'Écoute war e Moyen an eng Informationsquel, fir eben an hirem Dossier virunzekommen. Et ass also ëmmer un déi Leit gaang, déi an deem..., op deem Dossier do geschafft hunn, déi e kritt hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. An dann d'Autorisatioun? Dir hutt gesot, et si sechs illegal Écoutë gemaach ginn.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, anschéinend sinn ech gewuer gin durch d'Medien.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi konnt dat passéieren, Ärer Meenung no?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Elo am Ufank, wéi gesot, 1982, d'Gesetz, war et relativ einfach. Et war nëmmen ee Provider do, dee krut et herno. Herno ass et esou gemaach ginn, da sinn, dann as de Chef vun der Operatioun bei mech komm, wann d'Décisioun vum Premier geholl war, koum hie bei mech. Dat war vill méi komplizéiert du ginn, well do goufen Fiche-techniquen gemaach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, de Chef vun der Operatioun huet dat gemaach?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. En ass da bei mech komm an dann hunn ech em do zeg Ënnerschrëfte misse maachen, fir béi d'Provideren. Elo schléissen ech net aus, wann een hätt welle abus'en machen, fir eventuell dee Moment - et ass jo gesot ginn: Et war eng Nummer do derbéigeschriwwe ginn... Elo weess ech net, wéini ass déi Nummer bäigeschriwwen ginn. Ass déi Nummer bäigeschriwwe ginn an engem ganz fréie Stadium schonn oder ass déi Nummer bäigeschriwwe ginn eréischt vill méi spéit no menger Ënnerschrëft? Dat kann ech net soen. Ech hat jiddefalls dann...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech ginn awer emol dervun aus, dass Dir iwwerpréift hutt, ob de riichterleche Beschloss dobäi war oder net.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, dat, mä ech hunn awer net...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, da kann et jo nëmmen duerno gewiescht sinn.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Mä et waren immens vill Nummeren, déi do dropstoungen op deenen Fichen, op deenen Décisiounen, ne. Et hätt jo kënne sinn, dass do schonn iergendwéi déi Nummer nogeschriwwe ginn ass, mä ech hunn déi Nummeren net kontrolléiert. Ech hätt ni a mengem Dram dru geduecht, dass een ob d'idée kommen keent, fir ob d'Décision vum Premier oder Fiches techniques eppes nozeschréiwen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir hutt och net gekuckt, en fonction vum...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, ech hätt am Dram net dru geduecht, dass een dat kënnt maachen iwwerhaapt, dass ee kënnt drun denke fir esou eppes ze maachen. Wéi de Premier et hei gesot huet, ech hunn am Dram mol guer net doru geduecht. Mä et ass net auszeschléissen, dass eventuell dee Moment schonn déi Nummer dostoung, wéi ech ënnerschriwwen hunn. Dat schléissen ech net aus. Ech gleewen et zwar net, mä theoretesch ass et méiglech, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Eng juristesch Fro zu deem Ganzen. Et ass och eng Fro, déi an der Diskussioun opgeworf ginn ass. Hei geet et jo ëm eng Iwwerwaachung vun all Form vu Kommunikatioun. Et huet jo och zënter éiweg zu de Gepflogenheete vum Service gehéiert fir och Courrier - Courrier postal eigentlech - opzemaachen.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wéi ass do Är juristesch Aschätzung vun där Situatioun am Laf vun där Zäit, wéi Dir do waart - Dir hutt d'Gesetzgebung jo liicht

geännert - a wat waren d'Prozeduren, déi an deenen dote Fäll vum Service ugewannt si ginn?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Also fir eis war et ëmmer kloer, opgrond vum Gesetz vun 1982, dass ee kënnt och „toutes les formes de communication" - e Bréif, eng Korrespondenz ass jo eng Kommunikatioun -, dat heescht et war am Fong fir eis ni eng Diskussioun doriwwer, dass mir och kënnte Bréiwer opmaachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- No där Prozedur?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- No där Prozedur natierlech, jo, natierlech, no der Prozedur vun den dräi Riichteren a vum Premier. Dat ass kloer (articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle).

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ass dat och esou gemaach ginn?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Esouwäit ech weess, jo. Natierlech, et huet een d'Kontroll net iwwer all Bréif, deen eventuell do nach zirkuléiert. Et kann een net ausschléissen, dass eventuell och Bréiwer opgemaach gi si vu Leit, déi dat ënnert der Hand gemaacht hunn. Dat kann ech net onbedéngt ausschléissen. Ech gleewen zwar net, esouwäit ech d'Leit kannt hunn, besonnesch d'Leit, déi am Service ware bis 2003, bis 2004. Well mir haten do am Service eben och schonn eng ganz grouss Kohesioun an eng ganz grouss Kohärenz. An do ass... Menger Meenung no huet kee sech du getraut fir dat eventuell ze maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Sinn et Instructions de service an deem Sënn ginn, déi dat do kloergemaach hunn, dass och d'Correspondance postale eigentlech ënnert deen Autorisatiounsmechanismus fält wéi zum Beispill eng Tëlefonsinterceptioun.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, et war kee grousst Déngen do, mä et war... U sech war et ganz kloer, dass eben d'Korrespondenz och ënnert den 88-3 do géing falen. An dass, wann ee wéilt e Bréif opmaachen, wou e mengt, dee wier interessant, dass en da logescherweis d'Procédure ageleet hätt vun dem 88-3 an 88-4 vum CICR.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, vläicht nach eppes ganz aneschters. Dir waart jo dann do vun '81 un...

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Oh pardon.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech war virdru schonn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir kommt zweemol hannereneen drun.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass gutt!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...an do war jo dann d'Bommenaffär '84 bis '86, an dunn '90 ass jo dann de Kale Krich eriwwer gewiescht. Mir hunn éinescht geschwat dovunner, dass jo eng Organisatioun bestanen huet - de Stay behind -, déi ass jo vum Service de Renseignement coiffëiert ginn, do waren der jo een oder zwee responsabel. Kënnt Dir lech erënneren an den 80er Joren, wéi déi Bomme geschitt sinn, dass dunn am Service de Renseignement driwwer geschwat ginn ass, ob dat kéint mat enger Responsabilitéit vum Service de Renseignement zesummenhänken, a wéi dann dunn 1990 de Stay behind opgeléist ginn ass, déi offiziell Versioun, dass do eventuell nach Leit weider vum Service och eng Art Stay behind gebilt hunn?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Fir déi éischt Fro. Do war et ganz kloer: Mir hunn am Fong geholl an där

ganzer Affär vum Bommeleeër hu mir eng ganz minim Roll gespillt. Dat heescht, et war esou: Du war jo den Här Hoffmann nach Chef vum Service, deen huet jo och nach selwer ëmmer gesot: Mir ginn carrément... vun deenen anere Verwaltunge si mir am Fang geholl e bësse lénks leie gelooss ginn. Dat heescht, et wollt am Fong keen an deem Moment eppes mam Service de Renseignement ze dinn hunn (wéinst insinuationen déi dem SREL geschued hunn).

Ech zitéieren just d'Operatioun op den Här Ben Geiben, déi ass jo gemaach gi vun engem Mann aus eisem Service, dem Här Kaudé, deen huet déi jo gemaach, déi Observatioun do, an déi hu mir nach nëmme gemaach am Numm vun der Gendarmerie. Déi war deemools jo och Member vum Comité permanent de sécurité an d'Gendarmerie huet dee Comité permanent de sécurité presidéiert. De Comité hut fonctionnéiert enner der Direction vun der Gendarmerie an der Autoritéit vum Minister.

An et ass evident fir eis gewiescht, dass, wann elo urgent Operatiounen um Terrain hu musse gemaach ginn, musse geschéien, déi wichteg si fir der Saach ze déngen, wann do de Kommandant vun der Gendarmerie bei eis kënnt a seet: „Hei kënnt Der eis do eng Hand upaken?" mir do matgeschafft hunn. Mä, wéi gesot, mir hunn ganz, ganz wéineg agéiert an där ganzer Affär, well mer am Fong praktesch guer net gefrot gi sinn, sauf punktuell collaboration.

An et ass och interessant gewiescht an där ganzer Saach do - et ass du ganz kloer gewiescht: Dat war Terrorismus! De ganze Bommeleeër ass Terrorismus, et ass jo och e Rapport gi vun enger Chamberkontrollkommissioun, déi gekuckt huet, ob de Service de Renseignement dee Moment kompetent war fir am dossier Bommeleeër ze schaffen. Spéider ass awer vun engem bekannte Juristen hei am Land eis Kompetenz en matière vun dem Terrorismus e bëssen a Fro gestallt ginn. D'Sécurité extérieure de l'État, wat ass dat a fält do den Terrorismus drënner?

Wann ech kucken, déi Sécurité extérieure de l'État stellt d'infraction am Code pénal dur. An dat ass haaptsächlech Espionnage, dat sinn och verschidden aner Saachen, mä dat ass u sech net direkt Terrorismus, hein, den an denen Artikelen ugeschwaat

get. An ech ka mech erënneren, dass den heitege Procureur général d'État esouguer gesot huet, et misst een där Affär do awer e bësse méi op de Fong goen an e bëssen e Fine-tuning maachen, ob den SREL wierklech kompetent war am Domän vum Terrorismus.

An der ganzer Matière do vum Bommeleeër hu mir eng ganz, géif ech soen, eng ganz marginal Roll do gespillt, zum Deel och well déi aner Verwaltungen am Fong net mat eis wollten zesumme schaffen. Et war och grad bekannt, dass tëschent de Cheffe vu verschiddene Verwaltungen, déi kompetent waren an der Matière, dass do net déi beschten entente war, an dass dat och facilement en Impakt op d'Aarbecht hat um Terrain natierlech.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- De Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Der hat virdrun geschwat, dass den Här Kemmer eventuell Interêt gehat hätt, mam Här Reuter zesummenzeschaffen,...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Eventuell.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...eventuell, hutt Der gesot, wéinst dem Licio, wéinst Renseignementer vum Licio Gelli. Wat mengt Der domadder konkret?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Ech weess just déi Affär, dat war déi Affär, dee berühmte Mann, deen zu Roum do - oder wou war et? - zu Déngen sech ënnert der Bréck erhaang hat.

Lydie Polfer (DP).- Zu London.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat war den Här Calvi.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Zu London, jo. Ech kann elo do... Méi weess ech och net méi vun där Affär

do. Ech hunn deen Numm, den Här Kemmer do genannt, ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dat wëll elo net heeschen, dass et den Här Kemmer war. Ech kéint mer virstellen, dass et een aus dem noen operative Beräich war, dee forcément de Kontakt herno mam Här Reuter huet missen ophuelen. Et si keng honnertdausend Leit, déi do a Fro konnte kommen. Ech wëll elo net den Här Kemmer do an d'Rampenlicht stellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et war jo och vläicht säin Informant, den Här D.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Voilà, jo. Mä et war eng Méiglechkeet, dass et eventuell hien hätt kënne gewiescht sinn, ouni dass ech awer elo ganz genee do kënnt soen: jo oder nee.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dass déi zwee sech kannt hunn an dass do Kontakter iwwer eng gewësse Gesellschaft bestanen hunn, dat geet jo ervir aus eisen Enquêten.

Wësst Dir do méi, ob den Här Reuter do wierklech konkret mam Licio Gelli ze dinn hat?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Nee.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- A wann, wou hunn déi Kontakter stattfonnt? War dat zu Lëtzebuerg?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, do kann ech lech absolut guer näischt soen, wat do gelaf ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir wësst do guer näischt dovun?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Nee, nee.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir sidd jo schonn elo esou laang dobäi, '84/'86 jo och schonn,...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...do huet jo den Här Gelli hei eng Adress gehat an eng Sécurité-sociales-Nummer. Wat wësst Der doriwwer konkret?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Do kann ech lech guer näischt soen. Et deet mer leed, ech kann lech do... Do weess ech guer keen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, Dir kënnt do ausschléissen, dass déi Vermëttlungen iwwert de SREL deemools gelaf sinn, dee Kontakt mam Här Licio Gelli?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Nee, ech géing net mengen, dass do de Kontakt iwwert de Service de Renseignement gelaf ass. Dat gleewen ech net.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Kënnt Der et ausschléissen, formell? Oder besteet eng Méiglechkeet...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géing zum groussen Deel... Zum groussen Deel, géing ech soen, kéint ech et ausschléissen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wat haalt Der vun där Thees vun engem militäresche Volet nach, deen do bestanen huet, vu Stay behind?

2.20

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Wann et esou ee militäresche Volet ginn hätt, do ware mir de toute façon als Service jo net implizéiert. Mir haten am Fong... Am Service hate mir e puer Mann, déi am Fong mat dem Stay behind ze dinn haten. Mä dat waren am Fong ni militäresch Operatiounen, sou wäit ech weess.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat sinn... Dat ass deen offizielle Volet, déi zwielef zivil Agenten.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass jo d'Vermutung, dass eventuell do, dat huet den Här Mille och gesot, e militäresche Stay behind nach niewendru bestanen hätt.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, Dat kann ech net ausschléissen. Et ass awer och esou, dass dee ganze Réquisitoire vum Robert Biever an der Bommeleeër-Affär, dee schléisst jo awer praktesch... dee ganze Stay-hehind-Volet schléisst hie praktesch aus. Et geet méi op den Insider-Volet vun der Police an der Gendarmerie gesat. Et geet him am Fong geholl méi eran, ne.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass awer ganz staark ëmstridden an deem Prozess.

Une voix.- D'Défense.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. Et ass d'Défense natierlech. Déi huet Interêt, de Stay behind ze beschëllegen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass jo net nëmmen d'Défense, et sinn och prominent Leit vum SREL, déi déi Thees vertratt hunn...

R.R.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Mä awer ouni…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...a gemengt hunn, d'Probabilitéit wier grouss, dass et esou eppes géif ginn, och wann een dat net kéint konkret beweisen.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Mä awer ouni prezis... mat prezisen Nimm ze kommen, oder chargéiert. Et gëtt kee chargéiert am Fong konkret.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, leider net.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Rollinger, just: Dir vu banne vum SREL, hutt Dir esou eppes gehéiert vun engem militäreschen Aarm vu Stay behind?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass ganz vill ëmmer geschwat ginn iwwert dee militäreschen Aarm dovunner. An et si vill Hypotheesen opgestallt ginn, mä konkret am Fong geholl ass ni eppes Konkretes...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir hutt ni eppes gesinn?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Mir haten... Am Service hate mer dräi, véier Leit, déi geschafft hunn am Stay behind. Dat war dann een, deen am Service am Bureau dirigéiert huet. An et waren natierlech och Leit, déi dann dobaussen um Terrain geschafft hunn. Dat waren zwee, dräi Leit, a méi war dat net. An déi si jo och ganz gäre bereet bei lech ze kommen an d'Kommissioun, fir dat kënnen eng Kéier do carrément duerzeleeën. Also, et war net... De Service de Renseignement war secher net de Bommeleeër.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir hutt och ni am Budget, Dir hutt jo de Budget gekuckt,...

22.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...iergendwéi e Poste gehat, wou esou eppes hätt kënne sinn?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, soweit ech mech erenneren kann.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä déi Leit hunn déi Thees selwer och vertratt. Déi, déi mam Stay behind offiziell ze dinn hate bei lech am Service, hunn déi Thees vertratt, dass et eventuell e geheime Stay behind nach derniewent géif ginn, e militäreschen.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, dat kann een net ausschléissen, dass een... Dat kann een net ausschléissen, dass deen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, och déi Leit, déi de Stay behind encadréiert hunn, hunn dat net ausgeschloss? Déi hunn déi Vermutung opgestallt.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Voilà.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi hunn déi Vermutung opgestallt?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, mä ouni Beweiser ze hunn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi erkläert Dir lech dann, datt wéi déi parlamentaresch Kontrollkommissioun den Optrag kritt huet 2008, fir dee Rapport do ze schreiwen, datt déi Leit, déi jo do mat eis zesummegeschafft hunn, datt déi eis déi Theorie ni gezielt hunn? Wéi erkläert Der lech dat?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Ech wés net op wât déi Léit hier Theorie fondéieren. Vleicht hunn sie awer net esou iwerzeegend fonnt fir se an der Commission parlementaire 2008 virzedroen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hutt Dir et och gegleeft?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass jo awer speziell.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Et ka sinn, dass dee Blëtzchen eréischt spéider komm ass, no dem...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, neen. Et war...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- De Blëtz ass schonn éischter komm.

M. François Bausch *(déi gréng).*- De Blëtzchen, deen 2006 komm ass,...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...deen ass jo 2008...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Et sinn eng Zäit am Service an dobaussen ganz vill esou Saache formuléiert ginn, esou Theorien, wou awer de Gros vum Service net dru gegleeft huet. Dat waren e bësse Leit, déi wollte sech e bëssen esou an en Eck setzen an déi... Déi Theorien hunn awer och wierklech net... de Gros vum Service net wierklech gegleeft.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat gleewen ech lech och. Mä et ass just e bëssen... De Misère ass, datt grad déi dru gegleeft hunn, déi mat eis drop zesumme geschafft hunn.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, dat ass de Problem. Jo, jo.

Wann Der erlaabt, ech sinn och vläicht hei ugeschwat ginn an enger Réunioun vun Ärer Kommissioun vun de Relatiounen tëscht dem Parquet an dem Service de Renseignement. Do hunn ech nach vläicht e Wuert do ze soen, och e bëssen de SREL ze réhabilitéieren. Well mir haten éinescht vun der Réhabilitatioun geschwat am Senn vum Code d'instruction criminelle.

Den Här Biever war jo hei gewiescht an Ärer Kommissioun. En huet gesot, dass déi Zäit, besonnesch ënnert dem Här Hoffmann, anscheinend ganz schlecht Relatiounen waren zwësche Parquet an dem Service de Renseignement. A wann iwwerhaapt Relatioune gewiescht wären, wäre se ganz schlecht gewiescht.

Bon, ech kann do just aus menger Perspektiv schwätzen, aus menger Erfahrung schwätzen. An déi, géing ech soen, déi war guer net esou schlecht mam Här Biever. An zwar hat hie Rieds gehat vun enger Affär, Der kënnt lech erënneren, do war hei vir an der Belsch, do sinn Handgranate geworf gi géint belsch Gendarmen. An do war et esou. Mir haten op d'Écoute deemools, legal Écoute war et, hate mir d'Famill vun deenen Typen do, déi an der Belsch aktiv waren, déi do déi Granat geworf hunn.

A wéi déi Écoute gelaf ass bei eis a wéi se ausgewäert ginn ass, ass dee Mann, deen do zoustänneg war - den Här Hoffmann, dee war net do, e war am Ausland déi zwee Deeg do -, kënnt dee bei mech a seet: „Hei, Här Rollinger, ech mengen, do ass e Lien zwëschen der Affär an der Belsch zu Neufchâteau an eiser Écoute téléphonique."

An dunn hunn ech e Rapport geschriwwen a si bei de Premier gaangen an ech hu mam Premier e bëssen doriwwer geschwat. Dat war den Här Juncker dann déi Zäit gewiescht. De Premier war net esou begeeschtert, fir d'Saach un de Parquet ze ginn. Do si mer eis awer du finalement eens ginn, dunn hunn ech d'Saach op de Parquet ginn. Mat der CD sinn ech bei de Robert Biever gaang. An e wor och frou an erkenntlech, dass en dat kritt huet.

A bon, ech mengen, dat war eng gutt Relatioun. Mir hunn eng Remise volontaire gemaach. Anscheinend soll du spéiderhin, nach e puer Joer spéider, soll dunn eng Perquisitioun komm si vun de belschen Autoritéiten, wou ech awer perséinlech am Fong guer näischt méi mat dovunner kritt hunn. Ech huelen un, dass se du Hoffmann wahrscheinlech komm sinn. An anscheinend huet hie refuséiert, fir do matzehëllefen, an där Perquisitioun matzeschaffen.

Dunn hat ech eng zweet Affär. Do ass et de Parquet selwer gewiescht. Et war souguer den Här Biever, dee mech eng Kéier ugeruff huet a gesot huet: „Kanns de mer net aushëllefen hei mat Ären Instruments de travail? Mir hunn zwar déiselwecht Instruments de travail, genee wéi Dir, mä et wär an deem heite Fall awer besser, wann Dir eis do géint e bëssen ënnert d'Äerm gräifen." An ech hunn... Du si mer zesumme gaang mat dem Dossier bei de Premier an hunn iwwert déi Affär do geschwat. Du war hien och d'accord, dass mir als Service dat géinge maachen.

An déi Saach ass och du gutt, ganz gutt iwwert d'Bühn gaangen. A spéider hat ech mamm Här Biever e purmol Kontakt. Dat war méi fir theoretesch Problemer.

Dass ech am Fong ka soen, dass d'Relatioun, déi mam Parquet général hat am Fong ganz gudd waren. Deemools war nach de Parquet... de Procureur d'État. Ech hat am Fong geholl ganz gutt Relatiounen. Also, vu wouaus ech et net verstanen hunn, dass hei konnt duerchkléngen, dass dee Rapport do net sollt gutt gewiescht sinn.

En anneren Problem, d'Schnittstell zwëschen dem Service de Renseignement an dem Parquet. Wéini gëtt de Service de Renseignement eng Affär of? En huet jo net ëmmer d'Elementer alleguer vun enger Infraction pénale. Do misst e jo souwisou dénoncéieren. Mä heiansdo huet en awer och nëmme Brochstécker vun enger Affär, vun engem Dossier, vun enger Infractioun déi sech ubannt.

Da stellt d'Fro sech: Ginn ech d'Saach elo direkt un de Parquet mat deem Risiko, dass ech als Service de Renseignement dann natierlech keng Renseignementer méi

kréien? Fir den SREL ass d'Operatioun dann eventuel eriwwer. Oder schaffen ech wéider um dossier?

Fazit: gudd Relationen SREL – parquet sinn emminent wichteg.

An an der Affär vun Neufchâteau hat ech perséinlech gemengt, et wär eng relativ delikat Saach, well do si jo awer Handgranate geworf gi géint Gendarmen. Ech hu gemengt, et wär scho wichteg, dass een dee Moment géing d'Saach un de Parquet viruginn. Et war jo och dofir, wou mer et jo och du gemaach hunn.

Mä et gouf vläicht nach aner méi delikat Dossieren. Ech si gär bereet, souwäit ech eppes dovunner weess, fir déi unzeschneiden eventuell. Mer hate Rieds vun den Écouten, hate mer geschwat gehat.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech hat virdrun d'Fro gestallt. Ech mengen, Dir hat net drop geäntwert. Är Aschätzung vun der Aart a Weis ze schaffe vun eenzelne Leit an deem Service. Hat Dir den Androck, dass do jiddweree voll an där Organisatioun mat implizéiert ass? Oder sinn et do Kreesser ginn, déi sech e bësse verselbstständegt vläicht hunn?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo Ech géing dat heite soen: Also, am Prinzip ass do scho gutt, gutt zesumme geschafft ginn. Natierlech, ech mengen, Dir kennt den Numm jo och, deen ech elo net wëll hei erwähnen, wou ganz kloer gesot gëtt, dass et en Électron libre ass, deen e bëssen dobannen am Haus anscheinend jo gemaach huet, wat e wollt.

Ech kéint do och e bësse méi verzielen. Ech kann awer net ganz gären an enger öffentlecher Réunioun. Do muss selwer eng Kéier...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dach, ech wier awer frou, wann Der dat awer hei géint soen. Duerfir si mer jo hei zesummen eigentlech.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, d'accord. Bon, et war esou, ech mengen, Dir wësst jo den Numm, wien ech do mengen, dee ganz no beim Premier stoung. E steet anscheinend nach ëmmer... Ech weess et net.

Do war et esou, de Marco Mille ass eng Kéier bei mech komm an du sot en: „Hei lauschter, mer maachen e Bréif un de Premier. Deen ass net bereet méi d'Permanence matzemaachen." Vläicht eng Klammer: D'Permanence am Service, wat war dat? D'Permanence war: Do hunn d'Leit vum Service während een- oder zweemol am Joer, hunn déi missen disponibel sinn, Dag an Nuecht, wann iergendeppes Wichteges am Fong geholl am Service war. „Deen ass net bereet, fir do nach weider matzemaachen." Deen... Anscheinend huet e gesot: „Ech muss à la disposition vum Premier sinn."

An ech hunn e Bréif selwer gemaach. An ech sinn awer an deem Bréif vill méi wäit gaangen, wéi dat, wat de Marco wollt hunn. Dat heescht, ech hunn am Fong e bëssen déi griefs e bëssen dra bruecht, déi allgemeng am Haus eben zirkuléiert sinn.

An du kënnt herno... Dunn hunn ech dem Marco Mille dann dee Bréif ginn, an du kënnt e bei mech eran an du laacht en a seet: „So, hues du eppes géint deen?" An dunn huet en herno, hunn ech gesinn, huet en awer dunn alleguerten déi Griefen, déi ech nach weider dra geschriwwen hunn, huet en alleguerten erausgelooss. Dunn ass de Bréif also esou, e bësse berengegt, un de Premier gaang. A souwäit ech weess, ass awer dunn d'Äntwert vum Premier komm. Deen huet gesot: „Jo, hei dee muss, grad wéi déi aner och, muss hien d'Permanence matmaachen." Dat war du ganz kloer d'Äntwert vum Premier.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat fir griefs hat Dir dann nach do an de Bréif erageschriwwen, déi schlussendlech der interner Zensur zum Opfer gefall sinn?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Wat am Fong déi... Déi griefs, déi am Service zirkuléiert sinn, déi jiddwereen do gesot huet, dass en praktesch ni do gewiescht wär am Service, dass e sech

informéiert zwar huet, mä dass kee genee géif wousst: „Wou soll en elo higaange sinn?“

Ech gleewen zwar perséinlech net, wéi heiansdo emol gemengt gëtt, dass hien eng Taupe vum Premier gewiescht wär. Dat gleewen ech net. Ech ka mech erënneren zum Beispill, dass de Premier gesot huet, wéi en agestallt gouf, zum Marco Mille: „En huet gewëssenen Donen, Qualitéiten als Enquêteur.“ E wär e Gendarm. En ass... En ass en Enquêteur. Dat war am Fong e bëssen d'Ursaach. An e war anscheinend och net méi ganz zefridden am Statsministère, mengen ech. Hie wollt eppes aneschters sichen. Du koum en am Fong an de Service.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, Dir confirméiert awer, datt déi Zäit, wéi e bei lech geschafft huet, kee wousst esou richteg, wat e géing maachen.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Dat kann ech, mengen ech, effektiv confirméieren. Et huet een en net oft gesinn. Wat eis am Fong net gestéiert huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Nach en zousätzlechen Électron libre...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géing soen, dass dat awer grosso modo den eenzege war, géing ech mengen, deen... ech géing soen, wou et zimlech patent war.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, ech mengen, do wousst Der guer net, wat e géing maachen. Mir hunn awer an deene leschte Wochen och héieren, datt en nach deen oder anneen gin as, den och zimlech gemach hut wat en wollt.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Vläicht ... Et war awer keng grouss Déngen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, neen, neen. En huet sech net ëm 100 Leit...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Wann Der mer do en Numm kéint nennen, da kéint ech soen jo oder... oder e Virnumm oder...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wa mer vun Électron libre schwätzen, fält Äech just den Numm vum Här Mandey an?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Momentan jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Eis fält den Här Kemmer an den Här Schneider an.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Den Här Kemmer, jo. Bon, ech mengen, et misst e mam... Beim Här Kemmer muss een distinguéieren: Et war eng Period, do war eitel Sonnenschein mam Här Mille a mat de ganzen Operatiounen am Fong geholl. An du koum awer dann eng aner Period, wou et dann net méi esou ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wat war dann deen Déclenchement vun där anerer Period? Wat ass geschitt, dass dat Verhältnis zu Broch gaangen ass?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ginn lech elo meng Versioun, esou wéi ech se gesinn, wéi se awer och verzielt ginn ass am Haus. Et war ganz kloer esou, ech weess, dass de Marco Mille an den Här Kemmer ware ganz gutt mateneen. Et war och esou - Dir kennt jo d'Geschicht vun der Auer, do brauch ech jo net méi zréck drop ze kommen - do ware se nach ganz gutt mateneen. Et huet een deem aneren e bëssen an d'Hand do geschafft. An du war awer, souwäit ech weess, ass du den Här Kemmer fortgaang. E wollt fortgoen, en ass fortgaang, e war fortgaang, e war net méi am Service. An du wollt en awer op eemol zréckkommen, souwäit ech weess, an du war de Marco Mille net méi d'accord. A souwäit ech weess, ass dat d'Schnëttstell gewiescht, wou op eemol du gesot ginn ass, hei... An dunn, dat ass meng Impressioun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, et war net, datt den Här Kemmer, loosse mer et emol fein ausdrécken, datt hie komesch Saache gemaach huet an dowéinst d'Band gerass ass? War et nach just...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech schléissen dat och net aus. Mä ech hunn d'Impressioun, dass et dat anert war, dass dee Moment d'Dëschduch zerrass war, wéi en net méi zréckgeholl ginn ass an de Service. Dass en du vläicht méi...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zum Beispill, virdrun huet den Här Mille gesot, den Här Kemmer wär dee gewiescht, deen den Här Reuter an dat Haus gesat hätt, ouni hien iwwerhaapt ze froen. A well dat jo awer Saache sinn, déi si jo awer...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, dat ass kloer. Mä dat weess ech absolut guer net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Rollinger, wéi konnt Dir da mierken, dass e Verhältnis gebrach ass, wann déi Persoun net méi am Service schafft? Wéi mécht sech dat dann no bausse bemierkbar, wann ee Verhältnis tëschent zwou Persounen net méi do ass, wa se net méi zesumme schaffen?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, hien huet relativ, dat ass meng Impressioun, huet hie relativ vill gemaach géint de Service. Et ass emol net... hie wollt am Fong, menger Meenung no, wollt hien dem Marco Mille e bësschen eng spillen, huet awer am Fong dem ganze Service eng gespillt.

Ech mengen, dat ass jo ganz kloer. Wéi hien net méi erëmgeholl ginn ass, jo, du war d'Feindbild natierlech de Marco Mille. An dunn ass jo... anscheinend sinn du Saachen an d'Press komm, wou och gemengt gëtt, et wier hien eventuell gewiescht, deen dat an d'Press bruecht huet, dat Ganzt.

R. 20

Ech mengen, Dir hutt jo och en Artikel 16 vum Gesetz vun 2004, deen déi Faiten och ganz kloer bestrooft. Et gëtt och eng Strof fir deen, deen sech d'information procuréiert an dat publizéiert, déi net grad näischt ass. Muncher een hat awer d'Impressioun dass hien den Här Reuter an d'Safe Haus geholl hätt. Et ka sinn. Ech schléissen dat net aus, mä ech weess et net. Carrément ech weess et net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen nach hei? D'Kommissiounsmemberen. Ass dat net de Fall?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Mä et sinn nach, wéi gesot, Dossieren, méi „heiss" Dossieren, déi elo opkomm sinn...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Wann Dir awer spontan gären eppes sot, da profitéiert vun der Geleeënheet elo.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Also mir bremsen lech net.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Et erënnert mech vläicht elo u konkret lescht Fäll, well et waren der nach opkomm, haut oder gëschter war et nach, wéi...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech weess net. Dir sot selwer, vun den Operatiounen hätt Dir näischt gewosst. Déi ganz Filatures, déi Operatioun SAM, wou et um Enn ëm vill Sue gaang ass an...

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Do kann ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- D'Observatioun vun den Enquêteuren, d'Observatioun vum Här Biever. Wësst Dir eppes doriwwer? Dass déi Rumeure gelaf si vläicht am Haus?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, guer net. Dat hunn ech elo gëschter um Radio fir d'Éischt héieren, dass do soll... Ech gleewen dat och kaum, dass dat soll geschitt sinn. Ech hunn net d'Impressioun, dass dat geschitt ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Soss nach Punkten, déi Der wëllt opwerfen?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass opgeworf ginn d'Fro, an der Zäit war opgeworf gi vun de Conseillers vum Service, déi eng Indemnitéit kritt hunn. Bon, ech mengen, dat ass eng Traditioun, déi praktesch ëmmer bestanen huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir hun d'Organisatioun vum Premier kritt.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ob dat elo direkt esou richteg berechtegt war, do hunn ech meng Zweifel.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi Interpretatioun vum Text. Mä et ass en fait awer eng Praxis, déi op déi 80' Joren mindestens zréckgeet.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Ech géif soen, jo, voilà.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Wousst Dir Bescheed iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Autoe vum Déngscht kaaft a verkaaft gi sinn?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hutt Dir och eng Kéier en Auto kaaft?

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, leider net. *(Laacht)*

(Hilarité)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Leider net? Léiwer Gott sei Dank!

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, et ass esou, wat ech lech do ka soen, do si Rumeuren zirkuléiert am Service natierlech. Mir haten do... Et ware jo Prozeduren am Service, déi waren ausgeschafft ginn ënnert dem Här Mille nach, dass elo d'Leit vum Service sech och konnten deklaréieren als potenziell Keffer. Et ass jo herno du verbuede ginn. An et ass esou, ech sinn am Fong geholl iwwert dee ganzen Déngen do, déi ganz Problematik vun Autoskeef, déi sech elo zum Schluss presentéiert huet, dat sinn ech am Fong gewuer ginn, wéi de Patrick Heck mir gesot huet: „Hei, et leeft elo momentan eng Affär, eng Instruction disciplinaire géint den XY". Do wousst ech am Fong geholl eréischt, deen Ament genee, dass do eppes effektiv faul ass. An ech weess och, dass dee Mann, deen gehéiert ginn ass vum Här Heck virdrun, e bëssen ëmmer schlecht dru war, fir ze erklären, wéi dat ganzt Déngen ofgelaf ass. Souwäit ech weess, ass jo do momentan also eng Instruction disciplinaire, och do de Parquet saiséiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ben, Okay, hie wollt eben de Parquet an der néideger Form och saiséieren.

M. Robert Rollinger, *ancien Directeur adjoint du Service de Renseignement de l'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, Här Rollinger, wa soss hei vun de Kommissiounsmembere keng Froe sinn, géif ech lech Merci soen, dass Der eiser Invitatioun nokomm sidd, an domadder géif ech dann och d'Sitzung fir haut zoumaachen an eis Rendez-vous gi Méindegmoien ëm hallwer eelef, wou den Här Gérard Reuter kënnt.

Merci.

Une voix.- Hutt Dir e fonnt?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Hien huet sech selwer gemellt.

*

Luxembourg, le 2 juillet 2013

Le témoin, M. Robert Rollinger

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat (P.V. CESRE 38)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition de M. Patrick Heck, Directeur du Service de Renseignement de l'Etat, en tant que témoin – mardi, le 25 juin 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech proposéieren, dass mer dann déi Sitzung vun haut de Mëtteg vun eiser Enquêtëkommissioun Service de Renseignement opmaachen. Dir wësst, dass mer haut déi Sitzung an zwee Deeler hunn. En éischten Deel bis géint dräi Auer, wou mer den Här Patrick Heck, aktuellen Direkter vum Service de Renseignement hei, ech ginn emol dovunner aus, eng leschte Kéier héieren, ier mer zu dem Ofschloss vun eisem Rapport kommen.

An duerno, ab dräi Auer dann d'Auditioun vum Premierminister, dee mer jo schonn eng Kéier héieren haten an enger viregter Sitzung a wou ausgemaach gi war, dass mer dat géife fortsetzen haut, haaptsächlech ronderëm d'Fro vun der Reform vum Service de Renseignement, wou de Premierminister och der Enquêtëkommissioun seng Iwwerleeungen an de Stand vun den Aarbechten am Ministère d'État duerleet zu där doter Fro, respektiv ass vläicht déi eng oder aner Fro, déi mer nach wëllen un de Premier stellen opgrond vu méi rezenten Entwécklungen an deem ganzen Enquêtendossier. Dat zum Programm.

Elo komme mer zum éischten Deel. De Patrick Heck, dee mer schonn an e puer Sitzunge gesinn hunn, wou mer och a leschte Sitzungen, déi mer am Service de Renseignement selwer ofgehalen hunn, en Tour gemaach hu vun de Missiounen, déi de Service de Renseignement huet an deenen eenzelne Beräicher, a wou ee Volet

vun der Presentatioun eigentlech nach iwwreg bliwwen ass, dat ass dee vun der Organisatioun a vum Fonctionnement vum Service de Renseignement haut.

An ech mengen, ech géif dann direkt dem Här Heck d'Wuert ginn, fir dass e ka seng Presentatioun maachen. Ech géif e bieden, dat op eng gutt hallef Stonn ze beschränken, fir dass mer nach Zäit behale fir Froen an Äntwerten. Här Heck, Dir hutt d'Wuert.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Villmools Merci, Här President. Merci och, dass ech nach eng Kéier konnt zréckkommen dee Briefing do maachen, dee mer jo virgesinn haten, wéi mer bei eis am Haus waren. Ech hoffen och, dass déi Briefingen, déi mer gemaach hu mat eisen Analysten, déi lech e bëssen erklären, wat mer amgaang sinn ze maachen, op wat fir eng Aktivitéite mir amgaang sinn ze schaffen, lech e Bild ginn, wat mer maachen, firwat mer do sinn. An och dann déi Aktivitéiten, déi mer feststellen zu Lëtzebuerg, gudder a schlechter, dass ee versteet, wat de Lëtzebuerger Geheimdéngscht mécht.

Ech sinn och frou, muss ech lech éierlech soen, dass ech däerf de Briefing de Mëtteg maachen an enger öffentlecher Sitzung. Ech hat och gefrot en dierfen an enger öffentlecher Sitzung ze maachen, well ech wëll weisen, dass mer awer aus deene Feeler, déi geschitt sinn, geléiert hunn, dass mer also probéiert hunn, déi Korrekturen ze maachen, wat mir als Service fonnt hunn, zesumme mam Statsministère, ze korrigéieren. Sans préjudice natierlech vun deenen, déi Dir hei als Kommissioun zréckhaalt.

Wat ech och wollt soen a menger Introductioun, dat ass, dass nieft deenen Illegalitéiten, déi geschitt sinn, an deene graven Dysfonctionnementer - dat hat ech jo schonn den 11. Januar gesot -, ass och ee grousse Préjudice provozéiert ginn, an dat ass dee vum Verléiere vum Vertrauen. Mir hunn als Haus an als staatleche Service d'Vertraue verluer a mir mierken dat. Mir stellen dat fest, souwuel an de Kontakter, déi mir hu mat deenen Administratiounen, mat deene mer sollen a mussen zesummeschaffen, wéi och an eisen eegenen Aarbechten. Mir spieren dat zum Beispill doduerjer, dass d'Leit, déi operativ schaffen, veronséchert sinn. Mir spieren et, dass verschidde Quelle sech zréckzéien. A mir spieren et och, well mer

d'Impressioun hunn, dass säit e puer Méint déi Qualitéit vun den Informatiounen, déi mer kritt hu vu Partnerdéngschter, net méi am selwechten Detail ass, wéi mer dat nach virun e puer Méint haten.

Ech wëllt an enger öffentlecher Sitzung kuerz weisen, wat mer aus eise Feeler geléiert hunn a wat mer gemaach hunn, fir se ze korrigéieren. Ech muss awer éierlech soen, dass, wann een esou eng Presentatioun mécht, ee se net ka maachen, ouni dass een och op déi Zäit zréckkuckt virun 2009, 2010. Et wär onfair dat ze maachen, well och vun 2004 un, quitte dass mer haut wëssen, wat alles vun Dysfonctionnementer geschitt sinn, et awer eng Rei Saache gi sinn, déi gemaach si ginn, normativer Natur, fir dee Service ze organiséieren, deen 2004 jo eng nei Base légale kritt huet.

Duerfir proposéieren ech lech an engem 12, et sinn 12 Säiten am Ganzen, 4 Punkten ze beliichten, déi, wéi et mir schéngt, déi Haaptpunkte sinn, déi een an esou enger Diskussioun muss opféieren. Wéi gesot, den éischte Punkt: Kucken, wat vun 2004 un am Haus gemaach ginn ass an da kucken, am Laf vun 2009, ech sinn do erakomm den 1. Mäerz 2009, e bëssen no enger Zäsur a wou am Haus, wéi soll ech soen, eng Reflexioun amgaang war iwwert dat, wat geschitt war, wat net gutt war a wat misst geännert ginn. An dann duerno an engem drëtte Punkt, wat mer probéiert hunn ze maache säit 2010, a kuerz Konklusiounen, esou wéi ech se gesinn, wat ee muss aus all deem, wat mer elo säit sechs Méint, siwe Méint amgaang sinn ze maachen, zréckhalen.

2004 mam Gesetz, mat der Entrée en vigueur vum Gesetz vun 2004, mengen ech, dee wichtegste Punkt, deen een do muss zréckhalen, ass deen, dass de Lëtzebuerger Geheimdéngscht eng kloer legal Basis kritt huet mat enger expliziter Missioun. Ech mengen, wann een dat vergläicht mam Gesetz vun 1960, et ass praktesch schwaarz a wäiss, den Ënnerscheed ass esou krass, dass mer ganz kloer gesot kritt hu vun deem Gesetz, wat mer ze maachen hunn. Déi Haaptmissiounen, mir hunn x-mol driwwer geschwat, ech widderhuele se net méi, mä de Fait, dass mer eng kloer Base légale haten, ass wichteg.

Wat och mat deem Gesetz nei komm ass, mir wëssen et och, dat ass deen institutionaliséierte Contrôle parlementaire, dee kloer an explizit am Gesetz festgehale ginn ass. De Geheimdéngscht huet de Contrôle parlementaire ze informéieren an de Contrôle parlementaire huet, an d'Membere vum Contrôle parlementaire hunn och Accès dofir, fir dee Contrôle kënnen ze maachen, un eis Dokumenter, un eis Leit, déi mer jo och regelméisseg elo mat an d'Kommissioun huelen.

An de Recherchen, déi mer dann elo gemaach hu fir dee Briefing hei, fanne mer och eng Rei aner Saachen erëm, déi geschitt si vun 2004 un, an zwar, dass de Statsminister drop gehalen huet, regelméisseg säin Direkter ze gesinn, wou se sech mateneen ofgeschwat hunn. Wat och nei agefouert ginn ass - net ganz nei, et ass et och virdru ginn, ech géif soen, vläicht an enger manner regelméisseger, manner systematescher Form - vun 2004 un, vu September 2004 un, fanne mer erëm, dass regelméisseg déi Direktiouns-Réunioune gemaach gi sinn. An et gesäit een och, wann ee kuckt, dass déi Décisiounen, déi do geholl gi sinn, ass probéiert ginn, regelméisseg op déi Décisiounen zréckzekommen, fir ze kucken, dass se och effektiv am Haus ëmgesat gi sinn.

Dir kënnt Iech erënneren, mir haten Iech, mengen ech, zwee déck Classeure voll al Instructions de service geschéckt, déi vun de 60er Joren u geholl gi si vun deenen eenzelnen Direkteren, an et ass du vun 2004 bis 2009 probéiert ginn, mir hu se gezielt, verschidde vun deenen Instructions de service nei ze schreiwen. Esou zum Beispill d'Sécherheet vun de Leit vum Haus, vum Geheimdéngscht, dat heescht, wéi se sech am Haus ze behuelen hunn, d'Sécherheet vun Informatiounen, och d'Behuele vis-à-vis vun auslännesche Geheimdéngschter, dass een net do ofgezaapt gëtt. D'Archiven, d'Organisatioun vun den Archiven, huet eng Instruction de service reorganiséiert.

D'Waffen: Eis Leit hunn d'Recht, eng Waff ze droen, déi se awer nëmmen droen, fir hir eege légitime Défense, an alles, wat juristesch zur légitime Défense gehéiert, ass och anescht gemaach ginn. Op de Permanencësystem ginn ech net weider an. D'Écouten. De Prozess, wéi d'Écouten ugefrot ginn, wéi se duerno geschalt ginn a

wéi dorauser d'Analys gemaach gëtt, informatesch Ressourcen, ginn ech net weider an. An den operationelle Support: Wéi um Terrain geschafft gëtt.

Wat och gemaach ginn ass, dat ass - et ass och virdru scho gemaach ginn ënnert deem viregten Direkter -, dass Notë geschriwwe gi sinn. Allerdéngs, virun 2004, sinn déi Noten, déi geschriwwe ginn an déi un de Statsminister gaange sinn, et sinn der relativ wéineg. Et sinn der ginn, et sinn der relativ wéineg, an do ass probéiert ginn, dat op méi eng systematesch, regelméisseg Basis ze kréien. An zum Beispill ee Produkt, wat regelméisseg produzéiert ginn ass, all sechs Méint eng Kéier, dat ass déi Évaluation de la menace, déi mer och elo nach ëmmer maachen. An déi ass, wéi mer dat erëmfannen, gefrot ginn deemools am Dezember 2006 vum Minister.

Datselwecht och an därselwechter, am selwechten Ordre d'idées, am Januar 2009 ass och e Compte rendu opérationnel gefrot ginn, och all sechs Méint. Dee Compte rendu opérationnel enthält integral alles dat, wat vun Operatioune fir de Moment bei eis am Haus lafen, wie se cibléieren a wat de Stand ass zum Datum vun deem de Rapport produzéiert gëtt.

Ech ginn da virun op den nächste Slide. Wat och gemaach ginn ass 2004, 2009, dat ass, mir hunn - dat ass och hei schonn an deenen öffentleche Sitzunge gesot ginn -, dass progressiv mer eis opgemaach hunn an op eng Rei aner Administratiounen duergaange sinn, fir hinnen ze erklären, wie mer sinn, wat mer maachen a fir hinnen eng Kooperatioun ze proposéieren. Dir wësst, den Artikel 3 vum Geheimdéngschtgesetz obligéiert eis jo, eis an och déi aner, obligéiert eis, fir deen Informatiounsaustausch do ze organiséieren. Et ass och, wa mer d'Noten zielen tëschent 2000 - wat hunn ech hei? - tëschent Dezember 2003 a Mäerz 2010, wann een do zielt wéi vill Noten erausgaange sinn, all déi Joren - also erausgaang nennen ech un de Ministre de ressort oder un aner Ministèren, un aner Administratiounen -, komme mer op 213 Noten insgesamt. Dee Chiffer, just fir Iech ze weisen, dass awer produzéiert ginn ass an dass een eppes vun deene Produkter gesinn huet.

International si mer och matgezunn. Säit jeher sinn et ëmmer international Fore ginn, wou d'Déngschter zesummegeschafft hunn. Et ass awer am Sillage vun 2001, d'Attentater zu New York, duerno d'Attentater zu Madrid an d'Attentater zu London,

ass um internationalen Niveau ganz vill gemaach ginn, fir d'Déngschter zesummenzebréngen a fir déi Informatiounen, déi se hunn, fir déi auszetauschen. Terrorismus ass par définition en internationaalt, en transnationaalt Phenomeen. An do si mer selbstverständlech och matgezunn.

Och Enn 2008, ech gesinn, ech hu vergiess den Datum dranzeschreiwen, Enn 2008 hu mer och eng speziell Cellule opgesat, déi, wat mer nennen, d'Sources ouvertes exploitéiert, dat heescht alles, wat esou öffentlech zougänglech ass, eng Zeitung, Internet, spezialiséiert Siten, fir dorauser vill erauszehuelen. Ouni an d'Detailer ze goen, et kann een um Internet googlen, mä et kann een awer och, wann ee weess, wéi et geet, ganz detailléiert Informatiounen aus dem Internet erauszéien. Ech soen nach eng Kéier, wat op ass an offen zougänglech ass, aus dem Internet eraushuelen.

Wat een och gesäit, wat och gemaach ginn ass, dat ass, dass probéiert ginn ass, fir Leit anzestellen. A fir wech ze komme vun deem ale Modell, dee mer jo geierft hunn - Kale Krich oblige -, fir fort ze komme vun deem Modell vu Militär, Polizisten a Gendarmen, net dass déi Leit eng schlecht Aarbecht geleescht hätten, ëm Gottes Wëllen net, mä well einfach déi Komplexitéit vun de Problemer gewuess ass, an dass ee probéiert huet, fir Spezialisten an d'Haus ze huelen, déi déi Matière do kennen. Zum Beispill Islamwëssenschaftler, Journalisten hu mer och bei eis schaffen, allerdéngs an enger Matière spezialiséiert, déi mer deemools gebraucht hunn. An et ass och ugefaange ginn, fir deene Leit eng Formatioun ze ginn, net ëmmer am Haus, entweder bei Partnerdéngschter oder awer och op verschidde Schoulen, fir de Leit déi Formatioun ze ginn, déi se brauchen, spezifesch fir bei eis am Haus déi Aarbecht ze maachen, déi se musse maachen.

Dann e wichtegen Datum, mengen ech, dat ass de Summer 2008. Dat ass déi Period, wou jo eng Rei Leit vum Déngscht fortgaange sinn, an do huet ee festgestallt, do war eng Zäsur. Et si jo eng Rei Leit fortgaang an do war dunn... ee Moment ass operationell net méi vill gelaf. Et ass gekuckt ginn, fir dann déi Leit, déi do fortgaange sinn, ze ersetzen.

An dat huet, wann ee mat de Leit am Haus schwätzt, dat huet zu enger gewësse Besënnung gefouert. Et ass en État des lieux gemaach ginn an et ass gekuckt ginn, elo, wou mer an enger anerer Period sinn, wat ee ka maachen oder wat muss verbessert ginn. Do ass emol direkt gesot ginn, fir méi Visibilitéit ze ginn, méi Visibilitéit ze kréien, fir déi Rapporten an déi Noten, déi geschriwwe gi sinn - wéi ech gesot hu virdrun 213 -, mä d'Périodicitéit dovunner war awer ganz onregelméisseg. Et sinn net ëmmer déiselwecht Noten un déiselwecht Leit gaangen, se sinn net an deemselwechten Ofstand gemaach ginn. Do ass probéiert ginn, do e bësse méi System dran ze kréien.

Et ass och um Contrôle financier verbessert ginn. Do hu mer och schonn driwwer geschwat am Huis clos. Do ass probéiert ginn, Kontrollen anzeféieren, an zwar duerch d'Nominatioun vun engem Auditeur. Deen huet... punktuell ass e bei d'Leit gaang an en huet sech hir Fraisen an hir Konte weise gelooss, fir ze kucken, ob dann alles domadder an der Rei wär.

Och hu mer an där do Period, Summer 2008, Enn 2008, ass sech um Niveau vun den operationellen Aktivitéiten, hunn d'Leit sech zesummegesat. An do hunn ech eng Rei Rapporten erëmfonnt vun där Period, wou een awer ganz kloer gesäit, dass d'Leit sech an där Period awer vill Froe gestallt hunn iwwert d'Visioun: Wie si mer, wat maache mer, wou geet et hin, d'Objektiver, wat sinn eis Ziler, op wie schaffe mer, d'Prioritéiten, op wie schaffe mer fir d'Éischt, op wat schaffe mer fir d'Éischt, an d'Prozeduren? Dat, wat ëmmer erëmkomm ass, d'Prozeduren, déi net ferme genuch sinn. An d'Methodologie, wéi mer schaffen, mat wat fir enge Methoden. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck.

Esou dass, wéi ech an d'Haus komm sinn, 1. Mäerz 2009, schonn eng ganz Rei Diskussiounen am Haus waren. Ech hu virdrun e Rapport ugeschwat, wou d'Leit sech zesummegesat hunn. Ech sinn also an en Haus komm, wou aktiv driwwer diskutéiert ginn ass: Wat muss elo geschéien, fir dass mer kënne méi rigouréis an der Zukunft schaffen?

Déi Saachen, déi mer ëmmer erëm widderholl gi sinn, oder Saachen, déi ech selwer festgestallt hunn, wéi ech komm sinn - ech war jo net direkt Direkter, wéi ech komm

sinn, ech war jo dunn dee Moment de Chef vun der operationeller Branche -, dat war einfach e gewësse Manque de rigueur iwwert déi Regelen, déi mer agefouert hunn. Mir hunn net systematesch all déi verschidden Aktivitéiten erfaasst, déi mer hunn, an déi missten erfaasst ginn. An et ass och festgestallt ginn, dass de Respekt vun deene Regelen och net ëmmer ganz rigouréis war. Et huet missten eng Form kommen, déi eng Regel kloerstellt, dass jiddweree se weess, an dass se vun all Mënsch a vun alle Leit och verstane gëtt.

Eng aner Saach, déi och ëmmer rëmkomm ass, dat ass, dass d'Prioritéiten net d'selwecht ware fir jiddwereen. Um operationellen Niveau ware Prioritéiten, déi net onbedéngt ëmmer déi ware vun der Direktioun. E Beispill: Um operationellen Niveau ass sech jo an deene Jore ganz vill ëm de Patrimoine économique bekëmmert ginn, an d'Direktioun war zur selwechter Zäit besuergt, eis an deenen internationale Foren eranzebréngen. Fir e klengen Déngscht ass et heiansdo méi schwéier um internationalen Niveau seriö geholl ze ginn, well mer net déi Moyenen hunn a well mer net déi Informatiounen op den Dësch mat kënne bréngen, esou dass d'Direktioun sech ganz vill dorëms bekëmmert huet, fir op deem Niveau Fouss ze faassen an eis do visibel ze maachen. Ee Beispill, et ginn nach anerer.

En drëtte Punkt. Dat ass deen, dass mer keng uniform Methodologie haten. Et ass zum engen, dass déi al Methoden, déi déi Leit, déi bis dohinner am Déngscht waren, déi sinn, déi Methode sinn e bëssen dénigréiert ginn.

Dat war alles näischt méi. Dat waren déi Methoden aus dem „Kale Krich" an dat ass ugesi ginn als dass dat näischt wier, mä mir hunn awer och keng oder net genuch nei uniform Methoden, wéi een um Terrain schafft, agefouert. Jiddwereen hat e bësse seng. Deen een huet esou gemaach, deen aneren huet esou gemaach. A mir haten och keng Prozedur, fir déi Methoden unzefroen, fir d'Method ze rapportéieren. Et war net eng kloer contraignant Prozedur do. Et sinn der ginn, selbstverständlech. Si sinn deelweis net respektéiert ginn. Si waren deelweis och ganz einfach net komplett.

Dat wat och opgefall ass, dat ass, dass sech op d'Operatioune gestierzt ginn ass. Et ass ganz vill gemaach ginn an et ass ganz oft iwwerstierzt ginn. An et ass sech och net ëmmer un d'Prozedure gehale ginn vun der Autorisatioun. Ech weess net, ob Der

Iech kënnt erënneren, ech hat an enger Sitzung erkläert, an déi al Instruction de service ass och an deenen zwee Classeuren, déi mer Iech geschéckt hunn. Et war..., et ass eng Regel ginn, wou een dann op en Terrain huet misse goen, dann huet ee missen eng schréftlech Autorisatioun froen. Dat ass och gemaach ginn, deelweis. Mä awer ganz oft ass et duergaange mat engem verbale Feu vert, fir duerzefueren. Voilà.

Ech hunn den nächste Slide opgeruff.

Dat wat och ëmmer erëmkomm ass, an dat ass dat, wat mir am flagrantste geschéngt huet, dat ass ëmmer déi Fro: Däerfe mer dat? Wat däerfe mer? Bis wouhinner däerfe mer goen?

Soudass et ganz kloer war, ganz séier kloer war, dass dee juristesche Kader, an deem mir eis bewegen, net duergeet. Mir hunn zwar e Gesetz. Aus deem Gesetz kann een eng Rei Saachen erauszéien, mat verschidde juristeschen Interpretatioune wéi den Effet utile, etc., mä et ass bei wäitem net duergaang, fir dat propper ze erfaassen, wat mer vun Operatiounsaktivitéite gemaach hunn.

Och sinn déi Kontrollen, déi do waren - ech soen nach eng Kéier, et ware Kontrollen do, virun där do Zäit, mä si waren, menger Meenung no, si waren net systematesch genuch. Et si Regele ginn. Si waren och geschriwwen. Et ass deelweis awer net systematesch nogehakt ginn, fir verschidde Saachen ze kontrolléieren.

An dann eppes, et hätt een dat och vläicht sollen als zweeten Tiret bréngen, no der Sécurité juridique: Et ass am Haus, sou wéi mer dat gesot gëtt, keng..., et ass keng Sensibilisatioun ginn op dat Juristescht. Déi Froe si sech net gestallt ginn. Et ass vun uewen erof och net gesot ginn, dass een ebe muss op verschidde Saachen oppassen; et gi jo awer Gesetzer a mir bewegen eis jo awer zu Lëtzebuerg um Lëtzebuerger Territoire ënnert de Lëtzebuerger Gesetzer - et war keng Sensibilisatioun do.

Dass d'Leit sech guer net bewosst waren, och guer net dovunner, wéi soll ech soen, sech guer net däers bewosst waren, dass et eng Regel gëtt, ausser elo deenen

internen Instruktiounen, mä déi Gesetzer, déi ronderëm eis sinn, inwiefern oder wéi séier een déi ka beréieren.

An dann, dat wat ëmmer erëmkënnt, dovun hunn ech och scho geschwat, dat wat ëmmer erëmkënnt, deen exzessive Gebrauch vun der Regel vum „need to know". Den „need to know" ass eng Regel, déi et ëmmer ginn ass; de „besoin de connaître" op franséisch. Déi Regel ass et ëmmer ginn, an all Geheimdingscht, an et gëtt se och elo nach. A si huet hire Sënn.

Si huet hire Sënn, well een... Vun all deenen Informatiounen, déi een huet, déi ee kritt, déi een op den Terrain siche geet, muss een derfir suergen, dass déi Leit nëmmen déi Informatiounen hunn, déi se brauche fir ze schaffen, fir ze évitéieren, dass d'Leit sech selbstständeg maachen oder dass d'Leit mat den Informatiounen dat maachen, wat si wëlle maachen.

Deen „need to know" ass awer net systematesch, mä deen „need to know" ass awer, mengen ech, mëssbraucht ginn, fir eben d'Informatiounen net circuléieren ze loossen. Soudass doduerjer e Cloisonnement entstanen ass, hannert deem sech e klenge Grupp, wéi soll ech soen, gebilt huet, déi mat hiren eegenen Opfaassunge geschafft hunn. An d'Informatioun ass net circuléiert. Dat heescht, et wosst een net, wat vun Informatiounen am Haus wier, soudass se och net konnten ausgewäert gi vun den Analysten.

Wéi gesot, dat war net systematesch, mä et ass awer esou Situatioune ginn.

Soudass d'Haus net eng Vue d'ensemble hat, e komplett Bild hat vun deenen Informatiounen, déi am Haus waren, wat - elo maachen ech eng Klammer op - eis jo och enorm Problemer mécht haut - och an deene siwe Méint, wou mer zesummeschaffen - kloer kënnen ze soen, esou war et oder esou war et net.

Mir hu kee komplett Bild gehat vun deem, wat mer vun Informatiounen am Haus haten.

Dann och nach, fir komplett ze sinn, wat mer och festgestallt hunn, dat ass, dass mer déi nei Leit, déi mer rekrutéiert hunn, dat ware jo forcément - an dat war och mäi Fall wéi ech komm sinn an d'Haus; ech hat jo vu Renseignement keng Ahnung. Ech sinn aus deem Betrib, aus deem Beräich net komm. An alleguerten déi nei Leit, déi mer agestallt hunn, déi si jo och par la force des choses komm, ouni dass se eppes vu Renseignement wossten. Soudass een, à leur décharge, net onbedéngt direkt ka vun engem verlaangen, dass deen direkt weess oder direkt e Gefill huet, wat richteg ass oder wat falsch ass.

Doduerjer jo och déi Formatioun, déi et zwar effektiv ginn ass, mä déi vläicht net systematesch genuch organiséiert ass.

Och huet ee festgestallt - an dat ass och eppes, wat ëmmer erëmkënnt, wann ee mat de Leit schwätzt -, et sinn immens vill Leit oft a vill geréckelt ginn. Dat ass och doduerjer e bëssen entstan, dat muss een och soen, well mer Leit am Haus haten, an dat ass och dee Message, deen ech wëll heiloossen, dass een net ka soen, dass d'Leit am SRE pauschal alleguer flagrant Feeler gemaach hunn oder Illegalitéite gemaach hunn.

Mir hate Leit, déi gesot hunn oder Froe gestallt hunn: „Wat ass dat do? Wou geet dat do hin?" Déi dat och gemellt hunn. Dann hate mer awer, op d'mannst war dat hir Impressioun, si se da geréckelt ginn.

Do dernieft ass och deen Organigramme, deen zwar effektiv bestanen huet, ass regelméisseg geännert ginn, soudass och an deenen Dossieren, loosse mer soen, wann een haut en Dossier ugefaangen huet, e bëssen un deem Dossier do geschafft huet, sech also eng gewësse Connaissance mat deem Dossier familiariséiert huet, dann ass erëm geréckelt ginn. Et kënnt erëm en Neien, dee fänkt nei un, schafft sech e bëssen an an da gëtt en erëm geréckelt.

Och do wëll ech net falsch verstane ginn, net systematesch. Dat war net, wéi soll ech soen, eng intentionnelle Politik fir d'Leit ze réckelen, mä et ass awer..., si se vill geréckelt ginn, soudass och keng Stabilitéit do war a keng Kontinuitéit do war, oder net genuch.

An dann, vum Rekrutement hu mer jo och scho geschwat. Dass zwar nei Leit rekrutéiert gi sinn, mä dass mer keng, wéi soll ech soen, keng standardiséiert, keng systematiséiert Form vu Rekrutement haten, fir d'Leit och ze evaluéieren, déi mer wollte rekrutéieren.

D'Production de l'information peu standardisée, hunn ech virdru scho gesot, déi Noten, déi erausgaange sinn - et huet ee gesinn, et sinn ëmmer aner Leit déi se geschriwwen hunn, et war en anere Stil, et war en anere Genre, et war eng aner Mise en page, d'Accente ware gesat op aner Schwéierpunkten. Och do war et net ëmmer standardiséiert.

Bon, dat fir de Constat, dee mer gemaach hunn an där Period, dat Iwwergangsjoer 2009, wat jo ugeet, wéi ech virdru gesot hunn, mam Summer 2008, déi Leit, déi fortginn. An dat Summerlach huet e bëssen zu enger Besënnung geféiert, wou da Froe gestallt ginn: Wéi fuere mer elo virun? Soudass ech am Fong geholl, wéi ech komm sinn, op en Terreau fertile gefall sinn vun Iddien a vun Diskussiounen, déi bestanen hunn.

Bon, da vun 2010 un, dann 1. Mäerz 2010, hu mer décidéiert, dass déi Iddien, déi am Haus scho bestanen hunn, déi Diskussiounen, déi am Haus scho bestanen hunn, hu mer décidéiert, résolument an Zukunft ze schaffen an nei opzebauen. Dat ass och ganz kloer aus engem Gespréich erausgaang mam Statsminister, dee gär gehat hätt, dass mer dat alles systematiséieren, strukturéieren an nei opbauen.

Dat éischt..., déi éischt Prioritéit, déi mer ugefaangen hunn, dat war, dass mer en neit internt Regelwierk ausgeschafft hunn. Mir hunn am Ufank, éischt Semester 2010, och nach am Hierscht, gekuckt, wat fir eng Instructions de service missten nei geschriwwe ginn a wat fir eng Instruktioune misste komplettéiert ginn.

Mir sinn do relativ séier zur Konklusioun komm, dass et domadder kee Wäert huet, well mir haten esou Kéip Instruktiounen, dass et net ëmmer kloer war: Wou hält déi eng op? Wou fänkt déi aner un? Wéini, wou ass déi lescht Versioun? An do hu mer einfach décidéiert, Table rase ze maachen an eng Instruction générale

auszeschaffen, wou alles dran ass, komplett ass, fir alleguerten déi Aktivitéiten, déi mer maachen, ob se elo operationell sinn, ob se finanziell sinn, ob se administrativer Natur sinn, dass mer alles an enger - ech kucken op d'Zäit, ech si schonn ze laang amgaangen -, dass mer alles schéi propper an engem Dokument hunn.

Mir hunn och..., an dat huet natierlech gedauert, bis mer esou eng Instruktioun haten. Dat huet relativ vill Zäit geholl. Mir hunn awer dunn direkt, do hunn d'Informatiker eis Produite proposéiert, dass mer Prozedure gegrënnt hunn. Dat heescht, wann ee wëllt erausfueren, muss en eng Autorisatioun froen. Dat gëtt dann informatesch geschalt. Ech ginn elo net op d'Detailer an. E muss justifiéieren, wat hie mécht, wou en higeet. En Analyst muss dat da kucken. An da kritt en eng Autorisatioun. E muss e Rapport schreiwen. An e gëtt deen an der Hierarchie of.

Datselwecht mat de Finanzen, Administratioun mat den Autoen. Mir hunn och doriwwer geschwat. Dat hu mer och alles geännert. Mir hunn eng Cellule juridique agesat mat zwee Juristen. A mir hunn déi gedoen, alleguerten d'juristesch Problemer, déi ze traitéiere waren, fir déi Saachen ze studéieren. Dat hu se gemaach duerch hir eege Recherchen. Si sinn och relativ vill am Ausland ënnerwee gewiescht bei deene Partnerdéngschter, mat deene mir zesummeschaffen, a bei deene mir geduecht hunn oder vun deene gesot ginn ass: „Déi do, déi si gutt organiséiert, informéiert lech bei deenen duerch Recherchen, duerch Lecture vu Gesetzer, vu Jurisprudencen, etc., etc." Einfach, fir kënnen ze erfaassen, wa mer dat hei wëlle maachen, da beréiere mer dat Gesetz, mir beréieren et hei, mir beréieren do, fir eis e Bild ze ginn, wéi wäit ee ka goen. An dorauser sinn entstanen déi operationell Prozeduren, déi an eiser Instruction de service dra sinn.

Mir hu mat hinnen zesummen, mä do si vill Leit, déi doru geschafft hunn, zwee Projete vu Gesetzer geschriwwen, mat Exposé des motifs, mat Commentaire des articles, fir och dann déi ganz Methodologie ze erfaassen, fir ze kucken, wat fir eng Methode mer wou brauchen a wéi se musse geregelt ginn. Datselwecht och, dass mer zwee Règlements grand-ducaux geschriwwen hunn, déi den Traitement des données sollen erfaassen, wéi dat am Haus ze fonctionnéieren huet.

Rekrutementer hu mer och eng Prozedur agefouert, net direkt: An enger éischter Phas 2010 an ugangs 2011 hu mer, wa mer Leit rekrutéiert hunn, hu mer se, géif ech soen, informell engem Jury presentéiert. Dat heescht, déi nei Kandidate si virgestallt gi bei Membere vum Kader. A mir hunn awer dunn, duerno si mer op de Wee gaangen, dass mer eng systematesch Prozedur agefouert hunn, dass d'Leit virun e Jury kommen, dass se en Test musse maachen an dass mer se och bei e Psycholog schécken. Dat ass net d'Panacée, mä et erlaabt engem awer, ze gesinn, ob d'Leit net awer vläicht verschidde Vulnérabilitéiten hunn, déi fir e Geheimdéngscht - ech schwätze jo vum Geheimdéngscht -, déi fir e Geheimdéngscht mat eventuelle Problemer kënne verbonne sinn.

Och hu mer regelméisseg Réuniounen aberuff op allen Niveauen. Niveau Direktioun, d'Analyste gesi sech eemol de Mount, an déi operationell Équipë gesi sech am Prinzip all 14 Deeg. Et muss een awer éierlech zouginn, dass mat deenen Aarbechten, déi mer elo amgaange sinn ze maache säit Januar déi Périodicitéit do e bësse gelidden huet.

Bon, dann, wou si mer drun? - Um 10.

Wat och, wat mer och elo gemaach hunn, méi systematiséiert, dat ass, dass d'Informatiounen, déi erakommen, mussen den Analysten ënnerbreet ginn, fir dass déi sech kënnen e Bild maachen, fir ze kucken: Wat hu mer? Wat brauche mer nach? An dass och alles muss integréiert sinn an enger Banque de données, fir kënnen déi Informatiounen auszewäerten an d'Relatiounen tëschent de Persounen oder den Entitéite kënnen hierzestellen.

Rapporten hu mer systematiséiert. De Volume ass an d'Luucht gaangen. A mir hunn dee semestrielle Rapport vun de Menaces, dee mer säit - wann ech elo richteg sinn - Dezember 2006 schreiwen, do huet de Statsminister eis gefrot, deen och dem Contrôle parlementaire ze ginn, an zwar säit Januar 2011. Datselwecht huet en eis och gefrot, fir den operationelle Rapport ze ginn, säit Dezember 2011. An en huet mech och elo gefrot, dee mensuelle Rapport, deen hie kritt; säit Mee 2010 kritt de Statsminister all Mount e Rapport iwwert déi operationell Aktivitéiten, déi mer féieren,

an en hätt elo gären, dass mer dat och dem Contrôle parlementaire weisen, soudass mer dat dann och elo maachen.

D'Réunioune an d'Échangë mat den Administratiounen hu mer och systematiséiert. Ech hat et scho gesot den 11. Januar. Déi aner Administratiounen hunn eng Personne de contact opgesat. Mir hunn eis. Dat Ganzt baséiert um Artikel 3 vum Geheimdéngschtkadergesetz, dat obligéiert eis, d'Informatiounen auszetauschen. De Sënn vun deem Artikel 3 ass, éischtens, dass d'Informatiounen ausgetosch ginn, an zweetens ass dee Sënn och, fir dass mir als Geheimdéngscht keng operationell Mesure asetzen, wann déi Informatioun, déi mer wëlle siche goen, an engem anere Ministère an engem Tirang läit. Soudass mer fir d'Éischt ufänken, iwwert den - wéi soll ech soen? - net intrusive Wee bei engem anere Ministère ze froen: „Hutt Dir dat do? Kënnt Der eis dat do ginn?" Fir dass mir net elo Filaturen oder wat maache ginn, fir déi Informatioun sichen ze goen, dee jo souwisou an engem anere Ministère läit.

D'Relatioun mat deenen aneren Déngschter, hu mer eis op déi intern Verfassungsschutztyp-Déngschter konzentréiert. A mir hunn och iwwert d'Liaisounen, ass elo eng Persoun responsabel, déi de Kontakt mat deenen Déngschter féiert. Kuerz: Et ass och wichteg, dass mer och, wat d'ANS ugeet, dat sinn also alleguerten déi Habilitations de sécurité, déi gemaach gi fir d'Leit, déi eng Clearance brauchen, hunn ech den 11. Januar scho gesot, ass awer wichteg, nach eng Kéier ze wëssen: Dat si keng geheimdéngschtlech Enquêten. Dat ass eng administrativ Enquête. Déi ginn och gemaach vu Leit, déi näischt mat Geheimdéngschtaktivitéiten ze dinn hunn.

Elo, wat hei net um Slide ass, woen ech awer emol ze behaapten, dass mer probéiert hunn, och vis-à-vis vum Contrôle parlementaire, ech soen dat ënnert der Autoritéit vum President vun der Commission de contrôle parlementaire, dass mer awer do probéiert hunn, en Effort ze maachen, och do méi e systematesche Briefing ze maachen.

Gutt. Séier dann zum Schluss. Mir sinn net fäerdeg. Mir hunn déi Prioritéiten, déi - wéi soll ech soen? -, déi Chantieren, déi fir de Moment amgaange sinn oder déi nach

net ugefaange sinn, mä vun deene mer awer mengen, dass se misste kommen, éischtens, e Plan de priorité. Dat heescht e Plang…

Ech schéissen elo wéi e Maschinnegewier. Et deet mer leed, ech probéieren, an der Zäit ze bleiwen.

Huelt mer et net iwwel.

E Plan de priorité, dat heescht, mir sinn der Meenung, dass mer elo, no dräi Joer Aarbecht am Kader vum Artikel 2, eng gutt Iddi hunn, wat mer vu Menacen zu Lëtzebuerg gesinn a wat fir eng Aktivitéite mer gesinn a wou ee muss Prioritéiten usetzen, soudass mer dat wëlle maachen, wat och an anere Länner gemaach ginn ass: e Plang - ech soen elo emol pompös - e strategesche Plang, an deem mer soen, hei ass dat, wou d'Prioritéite sollte sinn, wat mer dann och mat dem Ministère de tutelle ofschwätzen.

D'Informatisatioun vun der Prozedur vun der Demande de mise sur écoute. Dat ass d'Leçon tirée vun deenen illegalen Écouten. Do si mer amgaangen…, mir hunn e Budget derfir kritt. Mir sinn amgaangen, do och eng informatesch Prozedur elo anzeféieren. Dat dauert awer elo nach e bëssen. E Consultant ass elo emol amgaangen, déi Architektur opzeriichten. Ech hoffen, dass mer dat spéitstens am Hierscht kënne schalten.

Entre-temps hu mer awer op Demande vum President vun der Kontrollkommissioun alleguerten d'Operateuren informéiert, schrëftlech, dass se an Zukunft vun eis näischt méi unhuelen, wat net schrëftlech vun engem formelle Bréif vun eis kënnt. An do sinn derbäi souwuel d'Autorisatioun vum Statsminister wéi och de Krop vun den dräi Riichteren.

Formation initiale: Dat ass eppes, wat nach net gutt genuch ass. Dat ass d'Formation initiale am Haus. Mir brauchen do, mir sinn domadder amgaangen, esou e klengt Bichelchen ze schreiwen, wou een dann d'Missioun huet, de Gesetzeskader huet an eng Rei administrativ Informatiounen, déi dann alleguerten déi nei Leit kréien, wa se ufänken. Plus dann och e klenge Briefing vun de Leit, déi dat solle maachen. Mir sinn

och amgaangen ze kucken, dat hu mer nach net, mir sinn amgaangen ze kucken, mat deene Länner, wou d'Déngschter eng Akademie hunn. Et gëtt Länner, déi eng regelrecht Akademie hunn, fir dass mer do kënnen eis Leit hischécken, fir se do forméieren ze loossen.

Dann Dateschutz: Do hu mer eng Rei Projete lafen, déi hu mer elo erëm eng Kéier e bësselchen ëmgebootscht, well mer jo elo déi Kontrollen hate vun der Autorité de contrôle CNPD am Kader vun deenen Demanden, déi gemaach gi sinn, plus/minus 250 Demandë vu Leit, déi hir Dossiere wollten hunn.

Do ass jo e Contrôle elo gemaach ginn. Do hu mer elo eng Rei Saache festgestallt, déi net an der Rei waren. Notamment déi, dass mer fir de Moment net kënnen automatiséiert Donnéeën aus dem System eraushuelen, fir - wéi soll ech soen? -, fir den Délai de réexamen kënnen ze maachen. D'Dateschutzgesetz obligéiert eis jo, fir d'Legitimitéit vun der Saisie regelméisseg ze kontrolléieren. Et setzt keen expliziten Délai vir, mir mussen eis ee ginn. An deem Règlement grand-ducal, deen elo ënnerwee ass, hu mer eis ee ginn. De Problem ass awer, dass zwar d'Date wuel eng Date d'origine hunn an der Banque de données, mä dass mer, mir musse manuell..., oder mir musse se opruffen.

Wat mer awer gären hätten, dat ass, dass d'Systemer eis déi Daten automatiséiert erausspäizen an eis soen: „Hei sinn Donnéeën, déi si scho véier Joer am System. An engem Joer musst Der se läschen. Kuckt se." An da gi se gekuckt. Wann décidéiert gëtt, si si legitim a si musse bleiwen, bleiwe se. Wa mer awer der Meenung sinn, et ass net legitim, musse se geläscht ginn. Dat hu mer nach net. Dat musse mer maachen. Dat muss och alles informatesch gemaach ginn.

Bon, elo fléien ech iwwert déi aner. „Entrée/sortie documents" ass am Fong geholl elo keng esou eng grouss Problematik. Se ass fir eis intern wichteg. An dann och d'Procédure de sécurité, wann d'Leit fortginn, fir dass d'Leit sech net selbstständeg maachen an hir Dokumenter entweder mathuelen oder zerstéieren.

74

Bon, d'Konklusiounen. No all deem, wat mer dann elo feststelle säit siwe Méint, déi Haaptkonklusiounen, déi mir zéien, déi ech zéien: Wat ass elo do wichteg festzehalen?

Ganz kloer fir mech op Nummer 1, op der éischter Plaz: de legale Kader. Mir brauchen a mir froen e klore legale Kader fir déi operationell Aktivitéiten.

De Modell, deen eis virschwieft, an deen hu mer och probéiert, am Gesetz esou ze schreiwen, selbstverständlech sans préjudice vun deem, wat déi Kommissioun hei décidéiert, mä dass déi intrusiivst Methodë musse vun enger externer Kommissioun autoriséiert ginn an dass och dann de Contrôle vum Ëmsetze vun deenen intrusiivste Methoden och vun enger externer Kommissioun muss kontrolléiert ginn, zum Beispill dem Contrôle parlementaire.

Och menge mer, dass d'Revisioun vum 2004er Gesetz eng Opportunitéit ass, fir ze kucken, ob déi Missiounen, déi mer kritt hunn 2004, ob déi nach ëmmer à jour sinn. Ech mengen, si wieren à jour. Mä et sinn awer aner Menacen: den Domaine économique, den Espionnage industriel, wat e Problem ass, och fir Lëtzebuerg, net nëmme fir de Bankesecteur, och fir aner Secteuren. Et ass zu Lëtzebuerg ganz vill intellektuellt Talent, an dofir interesséiere sech och aner Länner, dat muss geschützt ginn. Cyber - dëser Deeg, héiere mer jo, wat mam Cyber lass ass - ass och en Déngen. An da stellt sech d'Fro vum Extremismus.

Intern brauche mer rigouréis Prozeduren. Firwat? Well ech mengen, dass se engem hëllefen erauszefannen, wann anzwousch e Problem amgaangen ass, sech ze entwéckelen.

Nächste Slide. Och mengen ech, wa mer gesinn iwwer all déi Joren elo, dass mer e System brauchen, fir kënne während der Carrière vun de Leit, déi bei eis am Haus schaffen, ech weess net wat fir eng Method, mä mir brauchen iergendeng Method, wou ee ka kucken, ob eng Persoun ufänkt - ech soen elo emol - „schwaach“ ze ginn, Stresssymptomer huet, dass ee ka mat Zäit dann - dat gëllt och fir aner Professiounen, mä bei eis ass et speziell sensibel -, dass ee mat Zäit Unzeeche gesäit an dass ee kann intervenéieren.

Mécanismes d'écoute du personnel, ass, mengen ech, elo net esou déi Déngen, net dat wichtegst Element. An dann eis Archiven: Hu mer och geléiert säit siwe Méint, et ass schwéier, verschidde Saachen erëmzefannen. Mir siche laang. Mir siche vill. Mir fannen et net. Ech mengen awer elo, dass mer wierklech alles duerchgekämmt hunn, wat mer kënnen duerchkämmen. Mä et war net ëmmer ganz gutt organiséiert.

D'Konklusioun - an dat, mengen ech, ass mäi lescht Wuert, an ech wier frou, wann een dat och ka verhalen: Mir sinn net inaktiv bliwwen. Mir hu gekuckt, wat schifgelaf ass, a mir hu probéiert, dorobber ze reagéieren. A mir sinn Demandeur vun engem strikte legale Kader fir d'Zukunft.

Et deet mer leed, ech war eng Grimmelche laang, Här President, mä ech wollt exhaustiv sinn.

Villmools Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Kee Problem. Merci fir déi doten Ausféierungen. Ech mengen, déi ware relativ komplett. Ech mengen, et hält een, mengen ech, domadder zréck - bon - e Constat commun, dass effektiv an der Vergaangenheet an deem Service eng Rei vun Illegalitéiten, grave Effete geschitt sinn. Mä Dir hutt drop higewisen, et ass och deen Androck, dee mer hunn, dass selbstverständlech net dee ganze Service andauernd an Illegalitéite verstréckt ass. Dat ass ze hoffen, dass dat esou ass. Bon, näischt weist drop hin, wéi gesot, dass déi Thees do falsch wär.

Dir hutt eng Rei vu Moossnamen an d'Wee geleet, déi probéiert hunn u sech, haaptsächlech intern eng ganz Rëtsch vu Verbesserungen ze brénge par rapport zu deem, wat Der virfonnt hutt.

Ech mengen, et geet elo kuerz drëm, vläicht eng Reaktioun ze kréie vun eenzelne Memberen. Ech hätt eng Fro nach, déi mer wichteg schéngt och fir eis eise Rapport an eis Konklusiounen.

D'Fro, d'Handhabung vun de Sourcen, Quellen. Vu dass dat an Däitschland momentan jo eng Diskussioun ass, quitte dass si eng Multiplicitéit vun Noriichtendéngschter hunn op Bundesebene an op Landesebene. Och hei ass jo zu Dag getratt, dass u sech oft d'Quell nëmme bekannt ass vum Quelleféierer, also vun engem Agent, an dat natierlech kann herno zu Problemer féieren, wann deen Agent net méi do ass respektiv wann eng Rei vun Informatioune ronderëm verschwannen.

Wat sinn do Weeër, déi Der scho vläicht festgeluecht hutt, respektiv Pisten, déi ee kéint verfollegen, fir do méi Sécherheet ze kréien? Ouni de Quelleschutz a Fro ze stellen, mä awer u sech zousätzlech Garantien ze kréien, wat u sech déi eenzel Quellen ugeet?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, de Quelleschutz - ass ganz kloer - fir eis ass fundamental. Gradesou fundamental ass et och, fir Quellen ze rekrutéieren, déi seriö sinn an déi regelméisseg evaluéiert ginn.

Esou wéi mer elo schaffen, an dat kann een och an der Instruction de service liesen, ass, dass d'Autorisatioun, fir eng Quell ze rekrutéieren, vum Operatiounschef kënnt, dee sech mat mir ofschwäzt. An da gëtt d'Quell..., da gëtt definéiert, wat fir een Typ vu Quell mer brauchen. Wou brauche mer en Accès? A wat fir een Typ vun Informatioune brauche mer?

Gewéinlech huet een dann ëmmer an der Aarbecht, déi ee mécht, huet ee gewéinlech ëmmer e puer Leit, déi engem..., déi schonn emol geschafft hunn oder déi engem opgefall sinn, déi engem an de Kapp kommen. An da gëtt gekuckt, an da gëtt se evaluéiert: Wat schafft en? Wou schafft en? Ass en disponibel, ass en net disponibel? Jee, no enger Analys gëtt dann décidéiert, eng Quell ze rekrutéieren. Soudass an där Period... An déi Aarbecht do, d'Evaluatioun, gëtt kollektiv gemaach, also an engem klenge Kreess. Et sinn e puer Leit, et ass ëmmer en Analyst dobäi, den Operatiounschef ass dobäi an déi Leit, déi um Terrain schaffen, sinn dobäi. Soudass déi Leit iwwer konkret Identitéite schwätzen. Si wëssen, vu wiem dass se schwätzen. Et ass de Jhempi, de Pitti, et kann emol eng Fra sinn, mä si wëssen d'Identitéit, soudass mer wëssen, wie mer rekrutéieren.

Dat ass an engem kleng Kreess. An dann, wa bis d'Décisioun geholl gëtt, ma deen do huele mer, mat deem do schaffe mer, da gesäit d'Instruction de service d'Regel vir, da muss en, wéi mer soen, e muss ugemellt ginn. Dat heescht, den Operatiounschef huet d'Obligatioun, fir dat an e Regëster anzeschreiwen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- An dat war jo bis déi doten…

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, mä déi Obligatioun ass et ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*-…Instruktioun net de Fall.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Déi Obligatioun ass et awer ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass net ëmmer gemaach ginn.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass net ëmmer gemaach ginn. Et ass net ëmmer gemaach ginn. A wéi mer jo elo feststellen,…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass och net kontrolléiert ginn, ob et gemaach ginn ass.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Et ass och net kontrolléiert ginn, ob et gemaach ginn ass. Wéi mer jo gesinn, et sinn eng Rei Sourcen oder eng Rei Nimm, déi esou a verschiddene Rapporten opkommen, wou kee weess, wien et ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Voilà.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mä, et ass awer deem seng Obligatioun ginn, fir et ze maachen. Et gëtt och haut eng Obligatioun, fir et ze maachen, soudass déi Quell muss „ugemellt" ginn - soen ech emol entre

guillemets -, fir dass d'Haus weess, wien eng Quell ass. D'Quell gëtt jo en fait evaluéiert iwwer... Ech mengen, mir maachen et elo eemol d'Joer, andeem dann d'Analyste kucken, ob déi Quell seriö ass, ob se effektiv och déi Informatioune bréngt, déi mer brauchen, déi mer hir gesot hunn. Also, ech wëll elo net soen, dass all Kontakt mat der Quell produktiv ass, mä si gëtt regelméisseg chargéiert vun de Leit, déi si gesinn, fir Informatioune sichen ze goen.

Ech schléissen elo net aus, dass et Quelle gëtt, déi problematesch sinn. Mä op d'mannst hu mer elo duerch dee Mechanismus, dee mer hunn, vun enger regelméisseger Evaluatioun, dass ee mat Zäit mierkt, dat do geet net méi. Déi Informatioun, déi e bréngt, déngen eis näischt méi, oder en ass net seriö.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ben Fayot, Claude Meisch a Fränz Bausch.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ma, ech wollt just froen: Déi Ameliorationne, déi Der hei opzielt an der Folleg vum Gesetz vun 2004, och souguer scho virdrun, sinn dat Ameliorationen, déi entstane sinn aus der Asiicht aus dem Service eraus, dass ee misst Saache verbesseren, oder sinn och politesch Inputen do gewiescht? Firwat ass dee Prozess do ugaangen?

Ech ka mer virstellen, dat Gesetz vun 1960 war jo nach bis an d'90er Joren, an héchstwahrscheinlech ass do awer eng eng Prise de conscience komm, fir dat ze änneren. Mä firwat ass dat dann ëm 2000, 2001, 2002 an da bis d'Gesetz 2004 komm? Dat war jo e Prozess. War dat also aus dem Service eraus oder war do och e politeschen Input?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, ech menge souwuel wéi och. Souwuel wéi och. Et ass 2000, 2001, ass einfach deen Datum, deen extrem wichteg ass ze verstoen, dat ass dee vum 11. September. Dat huet alles geännert. Soudass mer zwar virdru schonn eis fir déi Phenomeener vum Terrorismus och interesséiert hunn, mä net an deem Mooss an net mat där Prioritéit, wéi dat nom 11. September war. Op allen Niveauen war dat d'Prioritéit Nummer 1. Et war politesch gewollt, international ass zesummegesat ginn, a soudass dat och bei eis am Haus eng Prioritéit ginn ass.

Dat coïncidéiert och mat där Period, an där un en neit Gesetz geduecht ginn ass. D'Gesetz ass jo net nëmme vun 2004; do virdrun ass jo geschriwwe ginn, et ass diskutéiert ginn, mir brauchen en neit Gesetz, mir brauchen e Gesetz, wat d'Missiounen definéiert, mir brauchen e Gesetz mat eisen eegene Moyenen, mir brauchen e Contrôle parlementaire - jee, e Koup Iddien, déi et scho virdru gi sinn, an déi ganz kloer och vum politeschen Niveau komm sinn. Mir brauchen en neit Gesetz, fir den Déngscht frësch ze organiséieren.

Bon, duerno, wéi gesot, et sinn eng Rei nei Themeberäicher bäikomm. Den Déngscht ass lues a lues méi grouss ginn. Mir hu lues a lues méi Leit kritt. Soudass einfach, par la force des choses, d'Organisation interne, d'Gestioun an d'Administratioun vum Haus hu misse verbessert ginn. Et ass en neit Gesetz komm. Politesch war en neit Gesetz gewollt, well mer dat Gesetz och deemools onbedéngt gebraucht hunn. Soudass op där enger Säit um Terrain, also am Haus, par la force des choses - mir sinn e bësselche méi grouss ginn, et sinn nei Gebidder bäikomm -, et huet missen anescht gemaach ginn, et huet missen anescht géréiert ginn, wéi och vum politeschen Niveau: Hei ass en neit Gesetz, hei ass en fait en neien Ufank, an do brauche mer méi eng rigouréis Gestioun. - Souwuel wéi och.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll nach eng Kéier zréckkommen op déi Fro, déi den Här Bodry virdru gestallt huet, op d'Gestioun vun de Sourcen, vun den Informanten. Ech hat lech a menger Qualitéit als Member vun der Kontrollkommissioun eng Kéier eng Fro gestallt, ob e gewëssenen D., eng Source, en Informant, Mataarbechter gewiescht wär respektiv seng Sociétéit, do hunn ech d'Äntwert kritt: „Neen, dee wier net bekannt." Mëttlerweil weess dat d'ganzt Land, datt deen awer anscheinend fir lech geschafft huet. Do muss jo awer iergendwou e Problem bestanen hunn, fir dat propper ze géréieren, soudatt, och wann eenzel Leit fort waren, datt de Service awer duerno weess, wien huet eis wat fir eng Informatiounen do bruecht. Dir hutt deemools eng Recherche gemaach an d'Konklusioun war, datt deen ni mam Service ze di gehat hätt. Wat awer jo wahrscheinlech net esou war.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech weess net, ob ech Är Fro richteg verstanen hunn. Mir hunn effektiv vum D. geschwat. De Problem vum D., an dat rejoignéiert jo dann dat elo och, wat den Här Bodry gesot huet, den D. ass an eisem, am Regëster, wou d'Sourcë mussen ugemellt ginn, net dran!

Mir fannen awer, wa mer d'Fraisë kucke vu verschiddene vun eise Mataarbechter, vun eise fréiere Mataarbechter, fanne mer awer den D. erëm. Net ënner sengem Numm D., mä ënner engem Code-Numm. Or, de Code-Numm, ënnert deem den D. geschafft huet, ass am Regëster vun de Sourcen net dran. Mir ginn dovun aus, dass et eng Source war, dass e fir eis geschafft huet. Mä en ass offiziell net als Source bekannt.

Mä, mä dat schléisst, dat..., zu där Konklusioun komme mer haut, wa mer d'Fraisë kucke vum D., vun deem mer jo net wossten, wat säi richtegen Numm ass. Mir haten e Code-Numm vun enger Persoun, mä wou awer am Regëster vun de Sourcë säi richtegen Numm net drasteet. Dat heescht, en ass offiziell inconnu au bataillon, an eisem Regëster. Mä natierlech gëtt et en, soudass mer elo rétrospectivement, wéi mer alleguerte seng Fraisë gekuckt hunn oder d'Fraisë gekuckt hu vun deem Agent, deen e gefouert huet, dass en natierlech fir deen eng ganz Rei Jore geschafft huet. An dat hu mer jo elo erauskritt duerch all déi Révélatiounen, déi mer haten, wat fir e Rôle dee gespillt huet.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, déi Äntwert, déi ech an der Kontrollkommissioun kritt hunn, war an deem Sënn net komplett? Well do war et méi kloer, datt en net fir Iech geschafft huet. Punkt.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech ka mech net erënneren genee, wat ech Iech gesot hunn an der Commission parlementaire, Här Meisch. Dat Eenzegt, wat ech elo soen, dat ass, dass an all deene Révélatiounen, déi mer elo hunn, wat den D. alles fir eis gemaach huet, si mer natierlech zréckgaangen a mir hunn am Detail gekuckt, wat den D. fir eis gemaach huet, soudass mer elo kënne soen, dass e laang fir eis geschafft huet, dass en ëmmer nëmme fir dee fréieren Agent geschafft huet, mä dass en offiziell bei eis als

Source net bekannt war. Et wosst een, dass do ee mat deem fréiere Mataarbechter geschafft huet, mä dass en eng Source vun eis war, an deem Sënn vum Wuert, hu mir net kënne gesinn, well en nach néierens ugemellt war.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, wann ech lech richteg verstanen hunn, misst do e System geschafe ginn, mat deem dat net méi méiglech ass?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- De System, jo. Mä de System hate mer. Mir haten e Regëster, salopp gesot, et war eng Këscht, an där eng Fiche dra war…

Une voix.- Eng Schongkëscht.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Eng Schongkëscht, neen, et war keng Schongkëscht. Et war eng Plastikskëscht, et war eng anstänneg Plastikskëscht, wou Fichen dra sinn.

Also, mir hunn e System, d'Regel ass et och deemools ginn, dass een an déi Këscht muss eng Fiche maache souwuel mam Numm vun der Operatioun wéi och mam Numm vun der Source a seng richteg Identitéit a säi Code-Numm. Deen do war do net dran!

M. Claude Meisch *(DP).*- War dee System dann net performant genuch...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen.

M. Claude Meisch *(DP).*-…respektiv d'Leit konnten en ëmgoen.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Absolut.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Där Beispiller gëtt et der eng Partie. Den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Ech wollt och am Zesummenhang mat de Sourcen eng Fro stellen, déi, mengen ech, awer net onwichteg ass par rapport och zu deem, wat och elo kënnt an och juristesch wäert ustoen am Zesummenhang mat Leit, déi hei awer Saache gemaach hunn, déi net terribel waren - loosse mer et esou nennen.

Den Artikel..., et ass jo esou, datt Agenten, och fréier Agente vun Iech sech viru Geriicht, dat gesi mer am Bommeleeër-Prozess, kënne verstoppen hannert der Protection des sources.

Op wat baséiere se sech dann do? Wann, wann... Dat kann ee jo..., dat muss ee jo awer..., dat muss jo dann eng Source sinn, déi identifizéiert ass bei Iech, datt et och am Regëster eng Source war. Soss kann ee sech jo net hannert deem Artikel verstoppen.

Une voix.- Ah neen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An ech mengen dat.., dofir wollt ech Iech froen, wann ech elo kucken, et gëtt eng Rei, wou mer och elo traitéiert hunn, Dossieren, wou et manifest ass, datt déi net am Registre des sources drastoungen, donc kënnen déi Agenten och net soen: „Dat doten, ech protegéieren hei meng Source." Mä datt se misste soen, wien et war, mat deem se zesummegeschafft hunn.

Ass dat fir Iech..., gesitt Dir dat och esou?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Absolut. A genau dofir soe mer jo och de Leit, a genau dofir hu mer déi Regel geschriwwen: „Dir musst Är Sourcen umellen. Et ass am Intérêt vun Ärer Source, fir dass mer wëssen, wien et ass." A wa mer dann herno an enger Affär sinn, dass mer kënne soen, effektiv deen do huet fir eis geschafft, mir invoquéieren d'Protection de la source.

Or, wa mir net wëssen, wien et ass, an ech huelen elo dat Beispill..., enfin, ech huelen elo kee Beispill, mä mir haten eng Rei Beispiller elo all déi Zäit, an där mer déi Dysfonctionnementer do recherchéiert hunn, mir si op wéivill Sourcë gefall, déi

net bekannt sinn, wou mer Code-Nimm hunn, mä vun deene mer net wëssen, wien et ass!

Ech soen lech elo keng Ziffer, mä wann ech, wann ech kucken d'Zuel vun de Sourcen, vun de Fichieren, vun de Sourcen a vun den Operatiounen, déi hätte missen an där Këscht sinn, an déi effektiv dra sinn, dat ass e risegroussen Ënnerscheed. Or, ass et am Intérêt vun der Source, dass hiren Agent bei eis am Haus d'Source umellt, fir dass se ka geschützt ginn.

Zweetens hu mer e Gesetz, am Geheimdéngschtkadergesetz hu mer den Artikel 5, deen d'Source protegéiert. Dat ass och richteg, well d'Source leeft e Risiko. An zweetens kann et sinn, dass et eng Source ass, déi elo haut fir eis schafft an enger Operatioun, wou mer net wëllen, dass déi Operatioun perturbéiert gëtt, oder dass déi Source opflitt, dass mer se musse komplett aus der Operatioun erauszéien. Dofir mécht de Quelleschutz och Sënn. D'Leit lafen eng Gefor.

Bon, mä déi Protectioun vun der Source ass awer net absolu, vu que dass d'Gesetz virgesäit, dass, wann eng Source an enger Affär - wéi soll ech soen? - optaucht oder wou eng Persoun optaucht, déi eng Source vun eis wier, kann, an do gëtt et eng extra Prozedur, dat leeft dann iwwert de President vun der Cour supérieure de justice, dee kann dann déi Protektioun do hiewen, à condition, ech mengen, et sinn zwou Konditiounen am Gesetz: Dat Éischt ass, dass eis Operatiounen net perturbéiert ginn, an dat Zweet ass, dass d'Source net e Risiko leeft. Wann déi zwou Konditiounen erfëllt sinn, da kann d'Identitéit révéléiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Bausch nach eng Kéier an dann d'Madame Polfer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. ech hunn nach zwee Beräicher, déi ech wollt uschneiden. Dat eent ass, bon, ech mengen, Dir hutt eis elo gewisen, wat alles gemaach ginn ass an där leschter Zäit. Et ass 2004 jo en Audit gemaach ginn am Service. Bon, mir wësse jo haut, datt vun deem Audit senge Konklusiounen net schrecklech vill ëmgesat gi ass. Do ass jo 2008 eng Ëmfro gemaach ginn am Personal, déi dat och bestätegt huet.

Hutt Dir elo an Ären Iwwerleeungen hei, wat Der elo déi lescht zwee Joer gemaach hutt, alles dat mat afléisse gelooss, wat am Audit, deen deemools gemaach ginn ass 2004, ass dat alles do mat dran?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, den Audit vun 2004…, also den Audit vun 2008 war mir méi parlant wéi dee vun 2004,...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, dat stëmmt. Jo.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*-…well ech fonnt hunn, dass deen Audit vun 2004 sech och ganz vill op déi informatesch Ressourcen, Strukturen a Prozeduren…, en huet fir mech nëmmen en fait ee Volet couvréiert. Dee vun 2008 war méi komplett. An déi Persoun, si ass haut net méi do, si ass am Congé sans solde, déi Persoun huet och dee ganze Reformchantier do gedriwwen. Deen, deen deen Audit gemaach huet, 2008, huet dat och bei eis am Haus bedriwwen. Also, dat, wat ech och de Mëtteg hei gewisen hunn, ass eng Équipe, do hu vill Leit dru geschafft, fir dat alles ëmzesetzen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bon, dann hunn ech nach eng lescht Fro. Bon, ech mengen, ech kann dat nëmme bestätegen, datt ënner Ärer Direktioun d'Informatioun par rapport zu der Kontrollkommissioun wesentlech besser ginn ass a méi komplett ginn ass. Mir hunn och elo den Avis virleien, ech mengen, Dir hutt en nach net gesinn, mir hunn en eréischt kritt vum Maître Elvinger, an do geet et och ënner anerem drëms, fir am Gesetz eng Verbesserung dranzeschreiwen, wéi d'Informatioun soll lafen.

Bon, dat kënnt och dohier, well de fréieren Direkter do rezenterweis an enger Auditioun hei gesot huet, wa mer em Froe gestallt hunn: „Firwat hutt Der eis dat dann deemools net gesot?", dann huet e sech verstoppt hannert deem allgemengen Artikel vum Gesetz, dee seet, et wär just un him gewiescht, fir eis Informations générales ze ginn an net iwwert d'Operatiounen an iwwert Detailer.

Bon, dofir. Ech wollt awer elo froen, mir hunn elo eng Propos hei vun engem Text, ech wollt Iech emol froen, wat Der dovunner haalt, do gëtt am Fong virgesinn, datt de Service soll iwwer all eenzel Operatioun, natierlech wat Der souwisou maacht, den Dossier erstellen, mä och eng Lëscht erstallt ginn, eng exhaustiv Lëscht, wou all d'Operatiounen dra sinn, an datt déi all sechs Méint à jour gesat gëtt an dann d'Kontrollkommissioun déi d'office misst kréien an näischt dierft erofgeholl ginn, während deene sechs Méint, wat op där Lëscht stoung.

Ass dat elo fir Iech, wëll ech just froen, operationell? Ass dat fir Iech elo denkbar, esou eppes ze maachen an déi Richtung, oder net?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo. Absolut. Ech mengen, et ass och dat, wat de Statsminister eis jo och ugestallt huet, dee Compte rendu opérationnel der Kommissioun ze presentéieren, wa mer e maachen. Mir maachen e gewéinlech Juni/Juli. Ech fäerten, dass en dëst Joer e bëssen no hanne rutscht. Mir si jo mat « évaluation de la menace » amgaangen. Dass mer dem Contrôle parlementaire deen ënnerbreeden.

Ech mengen, mir hunn Iech deen elo zweemol, säit Dezember 2011, zweemol, mengen ech, ënnerbreet. Deen drëtten ass dann elo an der Pipeline. An ech mengen, déi nächste Kéier, wa mer dat maachen, musse mer zesumme kucken, ob dat Äre Virstellungen entsprécht. A wann net, da kucke mer, wéi mer dat kënne verbesseren. Mä dat ass effektiv eng Pièce, wou all Operatioun dran ass, wou och bei all Operatioun och gesot gëtt, wat fir eng Source do dran ass, dass eng Source dran ass a wat fir eng Source et ass. Dat heescht net déi richteg Identitéit, mä de Code-Numm ass och do dran. Also, ech fannen en ass relativ exhaustiv.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mä mir kënne kucken, wann et net deem entsprécht, wat d'Kontrollkommissioun sech erwaart,…

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech wollt just froen: Wie kann an déi Schongkëscht kucken?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat ass do - dat ass eng gutt Fro, Madame Polfer -, dat ass do, wou dann awer trotzdeem den Deckel driwwer ass, ebe just, well mer jo net wëllen, dass d'Identitéit vun de Leit duerch dat ganzt Haus geet. Deen, deen d'Source rekrutéiert, dee gëtt jo dann den Numm eraus; den Operatiounschef, deen déi Këscht do muss verwalten, an ech. Also dräi Persounen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An iwwert déi Quelle gëtt do guer keng Enquête gemaach, fir ze kucken…? Well et wier jo relativ einfach, de Service ze ënnerwandere mat engem, deen engem falsch Informatioune gëtt.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Absolut. Dat ass dat, wat mer elo maachen. Éischtens evaluéiere mer d'Persoun, déi a Fro kéint kommen, fir Source ze ginn. An duerno gëtt eemol d'Joer eng Evaluatioun vun der Source gemaach. Mä während deem Joer sinn déi Rapporten, déi gemaach ginn, wann d'Source gesi gëtt vun engem Agent vun eis, do gëtt dann e Rapport gemaach, an dee kréien och d'Analysten. Dat heescht, déi Agenten, déi d'Sourcë gesinn, hunn d'Obligatioun, éischtens e Rapport ze schreiwen an zweetens den Analysten deen ze weisen, fir dass déi kënne kucken, dat, wat deen do verzaapt, franchement, dat ass egal wat, oder dass eng Evaluatioun ka sinn. Dat ass vum Laf vum Joer déi Kontroll, déi gemaach gëtt. An eemol d'Joer gëtt dann all Source evaluéiert, fir ze kucken, ob se nach seriö schafft oder net.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon, den Här Urbany. An ech hunn och nach eng lescht Fro.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Eent vu menge Gebidder , wou ech lech jo zimlech vill mat Froe beworf hunn, dat war jo, wat een ënner Extremismus versteet, am Zesummenhang mat der Definitioun vum Terrorismus. An do hu mer jo eng Rei Informatiounen an der Zwëschenzäit kritt. Ech hu gesinn, haut sinn der nach komm. Wat mech just wonnert awer bei deenen Informatiounen, ass, dass dat awer relativ

wäit geet, fannen ech, soudass een awer wierklech och Explikatioune bräicht, wann d'Solidaritéitsorganisatioun mam Venezuela zum Beispill op der Lëscht steet, wann zum Beispill Frëndschaftsorganisatiounen, Fussballveräiner, virun allem am Auslännermilieu, oder souguer ASTI a Clae, als Milieu, an deem verschidde Leit sech ophalen, wou Der sot, Dir géift déi net speziell iwwerwaachen als Organisatioun. Dat sinn der awer relativ vill. An dat gëtt awer e komescht, bedenklecht Bild elo op eemol zum Schluss vun eisen Aarbechten, dass dat awer méi ass, wéi am Ufank gesot ginn ass.

Do wier ech also frou, wann nach, fir d'Aarbechte ganz fäerdeg ze maachen, een do nach méi awer géif gewuer ginn: Wat ass d'Absicht do derhannert? Wéi, mat wat fir enge Methode gëtt do operéiert? Wat ass den Zweck dovunner, fir esou breet, zum Beispill am Auslännerorganisatiounenmilieu zu Lëtzebuerg, ze recherchéieren?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech kann lech do rassuréieren, Här Urbany. Mir maachen an deene Lëschten, déi Der eis gefrot hutt, déi mer jo och, mengen ech, de Freideg - de Freideg? - ofginn hunn, jo ganz kloer den Ënnerscheed tëschent der Lëscht vun den Organisatiounen, déi cibléiert ginn, op deenen aktiv geschafft gëtt, well mer Indikatiounen hunn, dass déi Organisatiounen involvéiert sinn, direkt oder indirekt involvéiert sinn an deenen Aktivitéiten, déi den Artikel 2 definéiert: Terrorismus, Espionnage, etc. Do sinn déi Lëschten, déi Organisatiounen, vun deenen Dir elo geschwat hutt, net dobäi.

Par contre kënnt et vir, dass bei deene Leit, fir déi mer eis interesséieren, wou mer mengen, Indicen ze hunn, dass se an deenen Aktivitéite verwéckelt sinn, direkt oder indirekt ënnerstëtzen, mat finanzielle Mëttelen, mat Finanzen, oder wat och ëmmer, mer natierlech deenen hiert Ëmfeld kucken. A mir hunn dann och Donnéeën iwwert déi Leit. A mir kucken, mat wiem se a Verbindung sinn. An da kucke mer dat natierlech breet, fir ze kucken, mat wiem se a Verbindung sinn. An do kommen natierlech dann och esou Organisatioune mat. Wat net wëllt heeschen, éischtens, ganz kloer kategoresch, dass mer op deene schaffen - éischtens -; zweetens, dass mer déi suspectéieren, un deenen Aktivitéiten deelzehuelen. Dofir si se och an engem passiven Deel vun de Fichieren. Mir gesinn also just, dass déi Leit, fir déi mir

eis interesséieren, mat deenen Organisatioune Lienen hunn, dass déi mat deene Lienen hunn.

An dat gesi mer dann. Da constatéiere mer dat. Mä mir gesinn awer dann net, dass mer eis nach méi fir déi Organisatiounen interesséieren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä, mä d'Trennung geet awer net aus Ärer Lëscht ervir, wat fir Organisatioune passiv…

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen. Mir maachen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*-…registréiert ginn a bei wéi engen aktiv recherchéiert gëtt. Dat geet awer net, schéngt et mer emol. Ech hu jo och eréischt déi Dokumenter elo kritt.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo. An der Lettre de couverture hu mer awer ganz kloer en Ënnerscheed gemaach. Et sinn dräi Kategorien.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Dat hunn ech gesinn. Mä et gëtt awer net gesot, wéi eng hei zu wat fir enger Kategorie gehéiere vun deenen Organisatiounen, déi hei op där Lëscht stinn.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Dat mag sinn. Ech hunn de Bréif elo net méi am Kapp. Mä mir hunn awer ganz kloer… Neen, dach dach, mir hunn awer… A Klammere si se awer mentionnéiert. Zu där Kategorie gehéieren zum Beispill déi do. Am Deckblat. An der Lettre de couverture. Ganz vir.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech géif dat do och, mengen ech, well dobaussen de Leit elo net den Detail vläicht matkréie vun där doten Diskussioun, well se déi do Dokumenter…

…déi Dokumenter net hunn… Ech mengen, et ass e Punkt vun eisem Rapport dann, wa mer dat bis dohinner zesummekréien.

Ech wollt nach eng Kéier op eng aner Fro zréckkommen, wat e bësse mäin Dada war vun Ufank un hei: déi ganz Froe ronderëm den Dateschutz. Ech hunn do gesinn, dass Der elo d'Dispositioun hutt - Dir hutt dat gesot -, fir eng Dispositioun eigentlech vun eisem allgemengen Dateschutzgesetz kënnen iwwerhaapt ëmzesetzen. Dat heescht, dass no enger gewëssener Zäitperiod eigentlech esou perséinlech Donnéeën ze verschwannen hunn aus Datebanken. Dat gëtt elo wahrscheinlech iwwerholl elo an deem Règlement grand-ducal, deen elo eng zéng, eelef Joer aussteet.

Mä virun allem ass dat awer och, ech hunn dat eng Kéier nogelies och am Rapport vum Här Weiler, deemools am Gesetz vun 2004 ass gesot ginn, majo, et ass jo eng gewësse Protektioun do duerch déi allgemeng Schutzbestëmmung an notamment déi, déi seet, dass no 30 Joer, mengen ech, déi Daten do eigentlech, perséinlech Daten am Prinzip aus den Datebanken erausgeholl musse ginn. An Dir sot mer hei, dass elo eréischt eigentlech d'Dispositioun amgaange si geholl ze ginn, fir kënnen déi gesetzlech Schutzmoossnamen do ëmzesetzen.

Hunn ech dat richteg verstanen?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Neen, neen. Mir… Jo an neen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- A wann net, da musst Der mer soen, wat bis elo passéiert ass, wat fir eng Donnéeën da schonn zerstéiert gi sinn, déi méi wéi 30 Joer al sinn?

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Also, selbstverständlech ginn déi Donnéeën aus dem Fichier historique, déi am Keller sinn, déi mer alleguerten zesumme kucke waren, déi sinn natierlech méi al wéi 30 Joer. Do muss elo eng Décisioun geholl ginn, ob mer se tel quel pauschal alleguerte

läschen, oder, wéi een dat jo och verschiddentlech héiert, dass een do vläicht eng Commission vun Historiker asetzt, déi dat dann evaluéieren.

Zweetens dann hu mer deen informatesche Fichier, deen et elo säit „roughly" 2001, 2002 gëtt. Déi Donnéeë sinn net esou al. Mä fir déi Donnéeën, déi Donnéeë sinn esou - géif ech soen - also fir d'Éischt saiséiert ginn an deene Joren 2001, 2002. Déi sinn och nach net esou al. Mä si sinn awer ze laang dran.

Mir hu keen Délai. Mir haten ni en Délai. Mä elo an deem Projet de règlement grand-ducal, dee jo elo, mengen ech, fir elo keng Dommheet ze soen, deen um Instanzewee ass, dat heescht, en ass der Autorité de contrôle, der CNPD, ënnerbreet gi pour avis. D'Gesetz gesäit jo och vir, dass déi muss hiren Avis ginn. Do hu mer en Délai drageschriwwe vu fënnef Joer.

Wuelverstanen, dat ass den Délai de réexamen. Dat heescht, mir musse banne fënnef Joer am Délai eis Donnéeën examinéieren an décidéieren: Si se nach legitim, brauche mer se nach oder net?

Bon, mir hu jo nach keng Äntwert vun der CNPD, soudass mer net wëssen, ob deen Délai o.k. ass oder net. Ech ginn dovunner aus, en ass o.k. Mä mir wëssen dat nach awer net. Éischte Problem.

Zweete Problem ass deen, dass mer elo während deenen Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun hei elo näischt geläscht hunn, well mer jo net wëssen, wat eventuell nach an de Perimeter vun der Kommissioun hätt kënne falen, dass mer do elo näischt läsche gaange sinn.

An drëttens dann deen informatesche Problem, dat ass, dass mer manuell mussen d'Donnéeën opruffen, fir se ze examinéieren an ze läschen. Allerdéngs hu mer am Kader vun deem Contrôle, deen elo gemaach ginn ass vun der CNPD op der Base vun deenen ongeféier 250 Demanden, hu mer kloer bei verschiddenen d'Instruktioun kritt: „Läschen!" Déi si fort! Fir déi aner, dat gëtt eng relativ - wéi soll ech soen? - intensiv Aarbecht. Alleguerten déi aner Donnéeë mussen individuell opgeruff ginn, fir ze kucken, si se nach legitim oder net. An da fort.

Absolut. Mir sinn do selbstverständlech, mir sinn a Verspéidung. Dat hunn ech jo schonn zouginn. Mir hunn allerdéngs awer elo e Règlement grand-ducal geschriwwen, deen éischtens déi Geschicht vum Délai de réexamen kuckt; zweetens d'Accèse regelt; drëttens d'Läsche regelt, soudass ech mengen, mer musse kucken, wat d'CNPD seet, ob d'CNPD dee Règlement grand-ducal eenegermoosse gutt befënnt oder net, a wann den Avis kënnt, da musse mer dat selbstverständlech eventuell do nach ëmschaffen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech sinn zwar net gradesou sécher, dat musse mer nach eng Kéier iwwerpréiwen am Kader vun eise Konklusiounen, ob net awer d'allgemengt Dateschutzgesetz och eng minimal Protektioun virgesäit souguer fir déi doten Zort vun Datebanken. Dat war deemools op jidde Fall esou an der Chamber gemengt ginn. Dat war als Argument souguer gebraucht ginn, dass mer dat net bräichten elo extra an d'Gesetz eranzeschreiwen, well déi allgemeng Schutzbestëmmunge géife gëllen. Dat musse mer nach eng Kéier iwwerpréiwen och, wéi dat ass.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- D'CNPDs-Gesetz?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. Am allgemenge Gesetz vum Dateschutz.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Bon. Do ass et jo och e puer Gesetzer ginn. Ech mengen, dat éischt Gesetz an deem Beräich geet an d'70er Joren zréck. Ech wëll elo...

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Mir haten doriwwer geschwat, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Do falen am Fong all déi al Datebanken, déi historesch, déi falen do voll drënner.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat ass à voir am Kader vun eisen Aarbechten nach.

Sinn nach weider Froe vläicht elo, wat d'Ausféierungen ugeet hei vum Här Heck? Aner Punkte vläicht, déi d'Organisatiounen, de Fonctionnement betreffen?

Neen. Da géif ech dem Här Heck Merci soen, dass e sech hei de Froe gestallt huet respektiv säin Exposé gemaach huet iwwert dat, wat awer och a Bewegung gesat ginn ass an an deene leschte Joren, fir eng Verbesserung vum Fonctionnement ze kréien. Ech mengen, et ginn och Saache mat opgeholl selbstverständlech an eise Rapport.

A wann d'Kolleeginnen an d'Kolleegen domadder d'accord wieren, géif ech kuerz d'Sitzung hei ënnerbriechen, ier mer dann an en zweeten Deel vun eiser Sitzung da mam Premier géifen eragoen.

Merci.

M. Patrick Heck, *Directeur du Service de Renseignement de l'État.*- Ech soe Merci.

*

Luxembourg, le 16 juillet 2013

Le témoin, M. Patrick Heck

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Grand-Duché de Luxembourg

Annexe au procès-verbal de la réunion de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat (P.V. CESRE 39)

Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Audition (publique) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, en tant que témoin – mardi, le 25 juin 2013

Verbatim

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi, den zweeten Deel vun eiser Sitzung vun der Enquêtekommissioun hei opmaachen. Déi Sitzung hei ass eigentlech eng Suite vun der vireschter Auditioun, déi mer mam Premier haten. Wou mer eigentlech do zum, och deemools schonn Haaptpunkt vun där Auditioun net méi richteg komm sinn. An zwar déi ganz Fro ronderëm d'Reform vum Service de renseignement. Dat ass also dee Punkt, dee mer haut haaptsächlech wëlle wëlle behandelen. Well dat jo och eng Fro ass wou op där enger Säit sech schonn an der Kontrollkommissioun Gedanke gemaach gi sinn, opgrond vun enger enger Demande, och déi vum Statsministère 2008 komm war. Entretemps sech och do nach weider Gedanke gemaach ginn ass am Statsministère iwwert déi dote Fro. Mä och als Kommissioun eis schonn en éischten Tour de table ronderëm all déi dote Froe gedréint hunn. Wou ech mengen et kann ee soen hei festzestellen, dass do iwwer all déi Ideeën, déi hei am an der Kommissioun opkomm sinn, keng geschéngt huet, dass se net kéint diskutéiert ginn an inakzeptabel wär. Sou, dass ech mengen, dass mer an der Kommissioun bis elo eis eens si fir relativ wäit ze goen an enger an enger Reform vum Service de renseignement.

Ech mengen et ass awer haut wichteg do och d'Positioun vum Statsminister ze héieren, déi mengen ech och schonn eng Kéier bei der Kontrollkommissioun war, wou e seng Vuen duergeluecht huet. An ech mengen et ass fir eis wichteg je mehr eis Konklusiounen zéien an eisem Rapport maachen, dass mer do och wësse wéi wäit d'Iwwerleeungen an deem

dote Punkt, wat d'Reform vum Service de renseignement ugeet, vum zoustännege Minister sinn.

Ier mer vläicht zu deem dote Punkt kommen, an dat hate mer och d'leschte Kéiers esou an der Kommissioun hei festgehalen, wär et awer wichteg, dass mer nach op ee spezielle Punkt nach eng Kéier mam Premier géifen zréckkommen. Dat ass u sech eppes wat nach net gewosst war, wéi e fir d'lescht bei eis war, wat entretemps awer zurecht fir fir relativ grouss Opreegung dobausse gesuergt hunn, dat ass déi deen Dossier Pädophilie, deen opgedaucht ass, ënnert dem Numm „Katana", Dossier „Katana" vum Service de renseignement, wou jo och ënnert anerem och an deem Dossier den Numm gefall ass vum aktuelle Procureur général vu Lëtzebuerg, dem Här Biever, a wou mer zu deem dote Punkt den Här Mille och scho gefrot hunn, deen Aussoe bei eis gemaach huet ënnert Eed. Dat muss ech soen, déi schénge sech net 100%eg ze decke mat Aussoen, déi am Kader vun enger Préenquête bei der Justiz an deem dote Punkt gelaf ass, ze decken. Do sinn also Divergenze sécherlech festzestellen. Et muss ee kucken also wéi, de Parquet huet och gesot e géif sech Gedanke maachen eventuell och eng regelrecht Enquête zu där doter Fro opzemaachen. Mä dat einfach nëmme gesot, dass den Här Mille do gewëssen Aussoe gemaach huet. Do ass och d'Fro an engem gewëssene Moment gestallt ginn, wéi wäit den Här Mille iwwert de Faite, dass esou een Dossier Pädophilie beim Service de renseignement bestanen huet, oder dass do eenzel Nimm dra genannt ginn, wéi wäit den Här Mille dat och un den zoustännege Statsminister säi Ministre du tutelle eigentlech weidergereecht huet. Den Här Mille war do muss ech elo soen, wann ech déi Saachen hei noliesen, widderspréchlech. En huet an enger éischter Reaktioun huet e gesot, en ass wahrscheinlech och e bëssen och iwwerrascht ginn iwwert déi Fro zu deem doten Themekomplex hei an der Kommissioun, well dat bis elo och ni thematiséiert gi war. En huet gesot, Jo, sot en Dossier, dass do Rumeure mam Juge sinn, do kann et sinn, dass ech eng Bemierkung gemaach hu par Rapport zum Statsminister, awer sécher net am Detail. A wéi e gefrot ginn ass, wéi war dann d'Reaktioun vum Statsminister. Do huet den dann do nach eng Kéier sech am Fong raviséiert an en huet gesot: „Ech erënnere mech net, dass mer driwwer geschwat hunn, also mer hu sécher net driwwer geschwat, jo." Bon. Dat ass mer elo de Verbatim, sou wéi en an dësem Stadium virläit. Also, duerfir mengen ech fir elo Kloerheet ze kréien, déi éischt Fro un de Statsminister zu där doter Geschicht, ass en zu engem gewëssene Moment informéiert ginn iwwert den Dossier Pädophilie, wou

de Service de renseignement Kenntnis hätt, wat ass en dovunner gewuer ginn, a wat war seng Reaktioun, dass mer dat vläicht och nach fir eis Aarbechte kënne kréien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, an engem bestëmmte Moment, ech weess net genau wéini, huet den Direkter vum Service de renseignement wahrscheinlech an engem Gespréich iwwert eng aner Affaire mer gesot eng Source vum Service de renseignement géif berichten, Indicatioune ginn, iwwert ee Pädophiliesreseau zu Esch. An an deem Zesummenhang ass och den Numm vum deemolege Procureur d'État gefall. Mir ass net gesot ginn, dass de Service de renseignement géif, wéi d'Geheimdéngschter sech ausdrécken, mat där Affaire schaffen. Hätt mech och gewonnert, well dat ass jo eng Affaire, mir schwätzen hei vu Pädophilie, déi de Geheimdéngscht näischt ugeet. Dat ass net am Rayon vun de Kompetenze vum Geheimdéngscht, also huet e sech dorëms net ze bekëmmeren. Et kënnt awer öfters vir, dass de Service de renseignement an deene Virgäng schafft, déi a seng Kompetenze falen och aner Saachen an Erfahrung bréngt a mengt ze bréngen. Do ass d'Regel déi, dass wann dat geschitt, dass en dann déi Autoritéiten doriwwer ze informéieren huet, déi fir d'Poursuite vun esou Infractiounen, falls et der ginn, net zoustänneg ass. Ergo, hunn ech zwou Saache gemaach. Éischtens hunn ech dem Service de renseignement net déi Instructioun ginn do ze enquêtéieren, well dat ass net a sengem Rayon vun de Kompetenzen. Ech hunn also de Service de renseignement ni an zu kengem Moment ugestallt Observatiounen op der Persoun vum Procureur d'État ze maachen. Wéi ech mech iwwerhaapt net kann erënneren, jeemools eng Kéier gesot ze hunn, datt déi Persounen sollen observéiert ginn. Zweetens hunn ech de Procureur d'État doriwwer an d'Bild gesat, dass eng Source vum Geheimdéngscht dat géif behaapten. De Procureur d'État huet jo op senger Pressekonferenz gesot a wat fir enger Form, dass en dat gesot hätt. Ech traue mer éischtens zou, dass ech dat esou gesot hunn, an zweetens war jo d'Absicht vun deem wat ech dem Procureur d'État sot, fir en driwwer ze informéieren, well ech dat onerhéiert fonnt hunn. A souwisou jo e Grond dovun hat, e Grond dovu gehat hätt, dovun auszegoen, dass déi zoustänneg Autoritéiten déi Enquête géife féieren. An déi zoustänneg Autoritéiten dat ass nun eben net de Geheimdéngscht. Ech hunn och entretemps gelies, wat ech gelies hunn, an ech sinn, och well ech de Procureur, de Procureur général säit länger Jorzéngte kennen, entsat och iwwert déi krank Instructiounsfeeler, déi et do gëtt am Kapp vun eenzelnen, déi am Geheimdéngscht hei schénge jo awer dorop geschafft ze hunn, fir ze mengen do hu mer Sexualitéit a

Pädophilie dat wieren direkt Noperen an déi géife sech automatesch d'Hand ginn, dat verréit eng total erronéiert Opfaassung vun en Faite intime Virgäng. Also se hu sech doriwwer entsat, mä fir d'Fro kloer ze beäntwerten, ech hunn ni den Optrag ginn op de Procureur d'État Biever ze enquêtéieren. An deem Zesummenhang iwwregens och a kengem aneren Zesummenhang an ech hunn hien doriwwer informéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen dozou?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A mir ass iwwregens och ni gesot ginn, dass dee Kreess vum Geheimdéngscht, dass op de Procureur d'État géif geschafft ginn. Ech hat an der öffentlecher Debatt op eng Instructioun vum Statsminister Thorn verwisen, deen de Geheimdéngscht 1977 instruéiert huet, hie misst informéiert ginn, wann op engem Magistrat géif geschafft ginn. Wat eng richteg Instructioun vum Statsminister Thorn an esou eng Informatioun huet mech ni erreecht, dass géif op den Här Biever, deemools Procureur d'État, geschafft ginn. An et hätt och net kënnen op e geschafft ginn, well et ass de Geheimdéngscht näischt ugaang. Elo ass et un deenen aneren erauszefannen ob dat awer do gesicht ginn ass. Wann e gesicht ginn ass, ass dat ganz däitlech ausserhalb vun den Aktiounen hei an dësem Geheimdéngscht.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Déi Instructioun Thorn do, déi Der zitéiert hutt, ass déi eigentlech Ärer Meenung nach en Vigueur, ass se dee facto ausser Kraaft gesat ginn, net méi applizéiert ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn déi net kannt. Mä wéi ech nogefrot hunn, ech wëll emol alles zoukomme loosse wat et esou vun Instructioune ginn ass, sinn ech op déi gestouss, an déi huet mer och vun enger Normalitéit geschéngt, déi evident war, dass de Statsminister als Chef vum Geheimdéngscht misst informéiert ginn, wa mat auslännesche Personalitéiten, oder op Lëtzebuerger Personalitéiten aus de Beräicher Magistratur oder héich Fonction publique géif Observatioune virkommen. Déi Instructioune waren am Geheimdéngscht bekannt, well vun do hunn ech se. Ergo ginn ech dovun aus, dass wann de Geheimdéngscht op enger Personalitéit vun där ewéi den Procureur d'Etat géif schaffen, dass ech doriwwer misst informéiert ginn. Wier ech doriwwer informéiert ginn, hätt ech gesot, si solle sech ëm hir Saache bekëmmeren. Dat do sinn net hir Saachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen dozou? Nee, dat ass net de Fall. Da kënne mer déi dote Fro komplex dann ofhaken, a mer kéimen dann zum Haaptpunkt eigentlech vun eiser Reunioun vun haut, wéi gesot d'Suite vun der leschter Auditioun, déi mer haten. Dat ass, mer hu gesot Virschléi vum Statsminister seng Vue, eigentlech wat eng Reform vum Service de renseignement, respektiv och vun aneren Texter ugeet, déi am direkten Zesummenhang sti mat den Aarbechte vum Service de renseignement. Ech wëll net méi den Historik maache vun deem ganzen, ech géif direkt hei dem Statsminister d'Wuert ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt, Här President, soen, dass ech iwwert initial Ideeë schonn a menger Depositioun vum Januar, déi mer heibanne geschwat hunn, an ech war vum Här Bausch, President vun der Kontrollkommissioun an déiselwecht den 28. Februar geruff ginn, wou ech och Ideeë virgestallt hunn a Froe gestallt hunn, op déi ech dann net ëmmer eng Äntwert kritt hunn, dat kënn een haut nohuelen, iwwert d'méiglech Reform. Mä Dir wësst, dass an der Regierungserklärung vun 2009 steet, dass eng weider Reform vum Geheimdéngscht géif virgeholl ginn am Liicht vun den Experienzen, déi mer zënter 2004 hunn. An dofir brauch d'Regierung, de Ministère d'Etat an an Zesummenaarbecht mam Service de renseignement zënter längerer Zäit scho beschäftegt mat enger Neifaassung vun deem vun deem Gesetz. Ech wollt mech haut, mat Ärer Erlaabnis Här President, konzentréieren op d'Substanz vun deem Gesetz an net op annex Froen, déi awer méi Wichtegkeet hunn, notamment déi Règlements grand-ducauxen, déi an d'Consultatioun gaange sinn obgrond vun aneren Texter. Mir sinn zur Konklusioun komm am Ministère d'État, dass mer eng Rei vu prinzipielle Festleeunge quasi ech kann net soen als Préambulle zum Gesetz, well eis Gesetzer hu keng Préambullen, als Einstieg an d'Matière missten op eng méi graff Art a Weis eng Missiounsbeschreiwung maachen, déi d'Aarbechte vum Geheimdéngscht betreffen. An dofir menge mer, dass eis Grënn vun der Präzisioun an och vun enger delimitéierter Rechtssécherheet, well de Geheimdéngscht sech jo och an der Vergaangenheet heiansdo driwwer beklot huet, dass en e bëssen an enger „Insécurité juridique" wier, wat säin Aktiounsradius géif ubelaangen. An dat misst méi däitlech befaasst sinn. Do ännert sech net fundamental vill, sauf dass mer der dem Element „Espionnage économique", wat och ee Wonsch war vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun an hirem Avis vum 24. Juni 2011 iwwert de Fonctionnement vum

Geheimdéngscht misste supplementar Präzisiounen zoukomme loossen, där gestallt, dass de Service muss Informatioune sichen an och analyséieren op engem präventive Sënn vum Wuert am Beräich vun der sougenanntener „Intelligence économique“ an do huet eis geschéngt, esou wéi ech dat och schonn e puermol erkläert hunn, dass deen Terme „potentiel économique“ misst ersat ginn duerch „Intérêts économiques vitaux“. Wa vital ekonomesch Interesse menacéiert sinn am Beräich vun Industriespionage oder ekonomescher Spionage méi generell gesot, a wann déi eng kapital Importenz hätten, fir d'Fonctionnement vun der Lëtzebuerger Ekonomie, da misst esou wéi et Är Kontrollkommissioun dat gesot huet, mat méi offensivem Geescht un déi Saach erugoen. Et kann een net an ee Gesetz schreiwen se missten „dans un esprit et avec une attitude plus offensive“ sech domat beschäftegen, mä et huet eis geschéngt, wéi wann een den Terme „potentiel économique“ duerch „Intérêts économiques vitaux“ géifen ersetzen, dass dat da méi no un deem wier, wat ee sech ka virstellen, wat de Geheimdéngscht misst maachen. Ech wëll hei soen ouni ze vill ze verroden, well dat geet hei net, dass mir ganz vill, dat ass eppes wat mech ëmmer interesséiert huet bei all deenen Aktivitéiten, déi de Geheimdéngscht hat, eng vun deenen, déi mech am meeschten interesséiert huet, relativ vill an d'Wirtschaftsspionage hei am Land ze dinn hunn. A mir hu jo och Enn vun den 90er Jore mengen ech war dat, Kontakter mat enger Rei vu Betriber, vun deenen de Geheimdéngscht gemengt huet ze wëssen, dass en Affer wier vun ekonomeschem Spionage, an déi Betriber sinn och vum Geheimdéngscht berode, wéi se sech kënnten optimal géint esou Virgäng schützen. Dat ass am Regelfall de Faite vun auslännesche Mataarbechter, déi an déi Betriber ageschleist ginn an Interêt drun hunn dat genau am A ze hunn. Ech plaidéieren also hei net fir e Paradigmewiessel wat d'Wirtschaftsspionage ubelaangt, mä fir eng Präzisioun vun den Notioune laanscht d'Linnen och e bësse vun dem Rapport vun der Geheimdéngschtkommissioun vum Juni 2011. Wat déi aner Missioune vum Geheimdéngscht ubelaangt, och am Artikel 2 mengen ech vum Gesetz vum Juni 2004 ignoréiert ginn, géife mer bei deene Beschreiwunge beloossen, géifen allerdéngs en den Extremismus als een net weider duerch Attributer präziséierte „Champs de recherches“ vum Geheimdéngscht afügen, well dat heutegt Gesetz gesinn, seet dass mer den ideologesche Philosophen a konventionnelen Extremismus missten iwwerwaachen. Dat schéngt mer mat esou vill connotation verbonnen ze sinn, dass et mer méi richteg erschéngt einfach dann den Terme Extremismus ze loossen. Allerdéngs nëmmen Observatiounen zouzeloossen am Beräich vum Extremismus soufern déi Extremismen, déi do kënnen an individuelle Fäll vun handelnde Persounen observéiert

ginn, tatsächlech och eng Menace duerstellt. Et geet also net drëm fir extrem extremistesch Mouvementer comme tel ze observéieren oder ënner Generalverdacht ze stellen, mä ëmmer nëmme Leit, déi extremistescht Denken transportéieren, soufern de Verdacht besteet, datt dat sech kéint transforméieren an eng real Menace, déi d'fundamental Prinzipië vun der Demokratie a vum Rechtsstat fir an Zukunft déi vun den Initiatioune vun der Sekuritéit vun der Populatioun kënnten kënnte menacéieren. Dat muss elo esou restriktiv wéi méiglech geschriwwe ginn, fir dass et och esou restriktiv wéi méiglech ka gehandhaabt ginn. Ech hu mech, dat hunn ech och beim Här Bausch an der Kontrollkommissioun schonn duergestallt, schwéier gedoe mat der Festleeung wéi een dat soll regelen, well wann een einfach esou plomp Extremismus schreift, kënnt och séier d'Gefor, de Gedanken opkommen, dass de Geheimdéngscht géif op Organisatioune schaffen, déi een einfach esou salopp cyclistesch kéint an extremen oder extremistesche Lager areien. Dat ass net den Zweck vun der Bestëmmung. Et geet drëm, wa Persounen, déi extremistesch Gedanken hunn, sech esou behuelen, dass ee kënnt dovun ausgoen, dass se eng Menace kënnte fir d'Sekuritéit ginn. An där gëtt et zu Lëtzebuerg an déi sinn dësem Déngscht och bekannt an déi ginn och observéiert. Da schéngt et mer noutwendeg ze sinn, mengen ech sinn elo dankbar fir all Redaktioun, souwisou musse mer déi Texter denken ech zesummemaachen. Da wëlle mer déi interministeriel Koordinatioun anescht organiséieren. Dir wësst, dass am heutegen Text steet, dass et een interministerielle Comité gëtt, zesummegesat aus deene respektive Ministeren, déi sech solle gesinn, fir iwwert d'Zesummenaarbecht ze schwätzen. Dee Comité hunn ech jo ni zesummegeruff, well mer déi Diskussioune regelméisseg am Regierungsrot gefouert hunn, respektiv mat deenen eenzelne Kolleege selwer, den Ausseminister, de Wirtschaftsminister, anerer. Hunn och opgrond vun enger Indicatioun, déi ech ganz fréi ginn hunn, regelméisseg d'Membere vum Geheimdéngscht gesi fir iwwert déi Beräicher ze schwätzen, déi si direkt ugaange sinn. Hun och d'Agente vum Geheimdéngscht bei sech bestallt oder si si vum Geheimdéngscht selwer opgesicht ginn, ouni dass ech dat wosst. Well dat war wéi d'schéngt deen normale Prozedere, deen an enger tant soit peu Regierung fonctionnéiert hat Regierung ze sinn. Mä fir dat awer e bësse méi ze streemlinen dass alles och geschitt, wat ze geschéien huet, géif ech elo wëlle proposéieren, dass d'Vertrieder vun deene Ministeren ënnert der Presidentschaft vun engem Vertrieder vum Statsminister sech mat där Aufgab beschäftegen, well et ass awer relativ schwiereg einfach esou déi respektiv Ministeren zesummen ze bréngen. Dobäi geet et jo och wéi soen ëm „Coordination interministerielle“ drëm, dass de Flux vun Informatiounen tëschent dem Déngscht an

notamment der Police an der Justiz normal fonctionnéiert. Mä et ass ëmmer gesot gi vum Procureur d'État Biever an och vum fréiere Geheimdéngschtchef Mille, dass déi Zesummenaarbecht optimal géif, ech zitéieren, fonctionnéieren. A souwisou eng Dispositioun am Gesetz sinn d'Membere vum Geheimdéngscht obligéiert ze dénoncéieren wann se Kenntnis vun enger infraction hun obgrond vum Artikel 23 vum Code, mä besser ass et awer wann ee regelméisseg Iwwerpréifungscomitéen op déi Saach setzt, fir sécher ze goen, dass dat och geschitt. Et handelt sech dobäi och ëm eng Recommandatioun vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun aus dem Juni 2011. Mir wëllen och d'Lëscht vun de Banques de donnéeën zu deenen de Geheimdéngscht Zougang huet, erweiteren. Déi bestoe loossen, déi mer hunn, déi zwou anerer dobäisetzen, wou vun deenen enge Schwieregkeeten opwerfen, an déi aner keng. Et gëtt eng „Banque de données geodice". Ech mengen déi ass beim Kadaster ënnerbruecht, wou ee kann nokucke goen, wien da Proprietaire vum Terrain a wie Proprietaire vum Immeubel ass. De Geheimdéngscht brauch eng Rei vu Grënn, déi duerch Denken Zougang zu där Banque de Données. Dann hätten de Geheimdéngscht och gären Zougang zu de Lëschte vun de Flugpassagéier, déi zu Lëtzebuerg fortfléien, déi zu Lëtzebuerg ukommen, déi zu Lëtzebuerg transitéieren. Dat ass richteg fir Arealzäit bestëmmten Deplacementer kënnen ze iwwerpréiwen. Ech sinn no längerem Zögeren zur Opfaassung komm, dass dat richteg wier fir dem Geheimdéngscht dozou Zougang ze ginn. Ech sinn awer der Meenung, dass dat keng, wéi soll ech dat nennen, keng Rasterconsultatioun ka ginn. Net am Genre, dass d'Autoritéiten um Flughafen all Dag all Donnéeë vun all Passagéier, déi iergendwéi zu Lëtzebuerg ukommen oder fortfléien oder transitéieren, dem Geheimdéngscht zoustellt, dat géif ech maasslos iwwerdriwwe fannen, an ausserdeem an enger Rei vun anere Prinzipië muss een direkt komptatibel. Ech hätt also gären, dass de Geheimdéngscht duerch d'Gesetz d'Méiglechkeet fir Zougang zu deene Lëschten ze kréien „sur requête dûment motivée", an dass och falls en dat kritt, falls en dat brauch, dat op einschlegescher Plaz muss retraçabel ginn, fir dass een ëmmer kann nokucken iwwert wien hu se wat fir eng Mouvementsdonnéeë gefrot, fir dass dat net einfach, esou wéi dat jo periodesch geschitt, als Informatioun, déi een op eemol ka brauchen, verschwënnt. Wann engem seng Mouvementer iwwerpréift ginn, muss dat iergendwou retraçabel gestallt ginn. Wat d'Protectioun vun den Informatioune vum Geheimdéngscht am Kader vun enger Geriichtsprozedur ubelaangt, wëlle mer déi Regel, déi mer elo schonn hunn, an déi de President vun der Cour Supérieure de justice erlaabt, eenzel Secreten opzehiewen, och op alleguer déi Prozedure judiciairer Natur etandéieren wou de geheime Charakter vun

Informatiounen am Zesummenhang mat enger anerer Affaire virkënnt. Mä ech wëll net hunn, dass sech op eng absolut Art a Weis hannert all Schutzbestëmmungen ka refugéiert ginn, wann an Zesummenhang mat enger anerer Affaire Informatiounen optauchen, déi awer dem Fang vun der Wouerecht dingen, an dofir muss een engem d'Méiglechkeet ginn déi Saach, dee geheime Charakter opzehiewen, respektiv dofir suergen, dass falls de geheime Charakter net opgehuewe gëtt, dass de Magistrat, deen en Charge ass, vun enger Affaire ka Kenntnis vun deenen Informatiounen huelen, mä seng Décisiounen awer net exklusiv däerf op déi Informatioune baséieren. Dat ass ee Prinzip, dee mer aus anere Beräicher jo kennen. Mä ech muss awer nach mam Ministère de la Justice doriwwer méi pousséiert Gespréicher féieren. Ech huelen un, dass deen och gehéiert gëtt am Kader vun der Reform vum Gesetz, an da kann een eng Kéier kucken. Besonnech Suergfalt mengen ech musse mer leeën, obschonn dat keng evident Saach ass, op déi operationell Method déi de Geheimdéngscht ka gebrauchen. Dat ass eng Diskussioun, déi mer haten 2004, wéi dat Gesetz gemaach ginn ass. Et si Kolleege ginn, déi waren der Meenung, déi operationell Method, d'Arbechstmethod, déi de Geheimdéngscht mécht, déi missten am Gesetz enumeréiert ginn, anerer, ech menge souguer och de Conseil d'État war esouguer net der Meenung, dass een dat dierft an e Règlement grand-ducal schreiwen, well et deen deen do méi zeréckhalend war, geschéngt huet, et misst een awer net all Mënsch driwwer informéiere wéi de Geheimdéngscht géif schaffen. Mir haten an engem Avantprojet de loi, wa meng Erënnerung mech net trübt, dat alles dra geschriwwen, dat ass am weidere Verlaf erausgeholl ginn, ce qui prouve à l'évidence dass ee Projet de loi wiisst am Audite während där Zäit, déi elo erëm preparéiert gëtt. Dat gëllt fir all Projet de loi, esougur den iwert den Mindestloun. Elo sinn ech no Gespréicher och mat dem Service a mat menge Mataarbechter zur Iwwerzeegung komm, dass ee vläicht misst eng Rei vu Prinzipien dem Gebrauch vun operationnelen Methoden bevirschalten, fir dass eng d'Agente vum Geheimdéngscht an notamment d'Direktioun, ech kommen herno nach dorop zeréck, deen Leitfaden hut wéi dann déi operativ, déi operationell Methoden ze gebrauche sinn. Duerfir schéngt mer wichteg, dass een dräi Prinzipië festschreiwt. Fir d'éischt emol dierfen e proportionellen Take. Dee wëllt soen, dass déi Methoden, déi gebraucht ginn, proportionell zu der Gravitéit vun der potentieller Menace musse sinn. De Prinzip vun der Subsiaditéit duerno, deen eigentlech ausseet, dass de Geheimdéngscht wann en op Verdachtsmomenter op begrënnten Indicatiounen hin aktiv gëtt, muss déi Method wielen, a priori, déi am mannsten intrusiv ass, wat d'Privatliewe vun de betraffene Persounen ubelaangt, an dann de Prinzip, deen horizontal muss wierke vun der Tracabilitéit, nämlech

dass alles wat un Operatioune geschitt, muss eng archivéiert Spuer hannerloossen, déi et och erlaabt de cas échéant ze verifiéieren ob dann déi utiliséiert Methoden och déi zwee Prinzipe vun der Proportionalitéit a vun der Subsidiaritéit entsprach hunn. Wann ee sech op Prinzipië vun der Proportionalitéit an der Subsidiaritéit a vun der Tracabilitéit eens gëtt, dann erschéngt de Gebrauch vun den operationelle Methoden déi ee festleet an engem ganz präzise méi wéi nëmmen indikative Liicht. Mir proposéieren dann déi operationell Methoden, déi kënne gebraucht ginn, dann am Gesetz opzezielen, an hunn eis dobäi, wéi ech dat och am Här Bausch senger Kontrollkommissioun erläutert hat, largement och un der Belscher Legislatioun inspiréiert, déi zwar elle laang ass, dat belscht Gesetz iwwert de Geheimdéngscht, mä wou een awer och a Kombinatioun mat aner auslänneschen Texter zu relativ klore Festleeunge kënnt. Déi éischt Method, déi mer festschreiwen, betrëfft Observatiounen an Inspektiounen ouni d'Hëllef vun technesche Moyennen an öffentlechen, op öffentleche Plazen, oder op private Plazen, déi dem Public accessibel sinn. Dobäi handelt et sech einfach ëmt Observéieren duerch Kucken. Och déi Observatioun, vun där ech net, vun deenen ech net weess wéi heefeg, dass se sinn, mä vun deenen ech mer awer virstelle kann, dass se heefeg virkommen. Déi brauchen an Zukunft eng schrëftlech Autorisatioun vum Direkter vum Geheimdéngscht, oder awer falls deen net disponibel ass vun engem Member vun den iewechte Kader vum Geheimdéngscht. Da gëtt et Operationen an Inspektiounen déi mat technesche Mëttele virgeholl ginn op öffentleche Plazen oder op private Plazen, déi dem Publikum zougänglech sinn. Dobäi handelt et sech ëm d'Fotoen, ëm d'Videoen, d'Audioen, all Form vun Enregistrementer. Déi Observatioune mat technesche Methode brauch eng schrëftlech Autorisatioun vum Direkter vum Geheimdéngscht, an zwar erfollegt duerch schrëftlech Autorisatioun vum Direkter vum Geheimdéngscht, nëmmen opgrond vun enger motivéierter Demande, déi deen Agent, deen déi Observatioune wëllt virhuelen, muss areechen. Da gëtt et Observatiounen op öffentlechen, an "places publiques ech iwwerzetzen dat mat öffentleche Plazen oder private Plazen, déi och fir de Publikum accessibel sinn, andeem ee physesch Persoune gebraucht fir déi Observatiounen ze maachen, wou een heiansdo och moralesch Persoune brauch a wou een heiansdo eng fiktiv Identitéit braucht fir déi Observatiounen do kënne virzehuelen. Déi Method do, déi méi pousséiert Observatioun kann nëmmen opgrond vun enger schrëftlecher Autorisatioun vum Direkter vum Geheimdéngscht erfollegen, an dat och op Basis vun enger einschlägesch motivéierter Demande un de concernéierten Agent muss areechen. En Faite géif dräi Forme vun Observatiounen an Inspektiounen, déi ech beschriwwen hunn,

déi entspriechen deene klassesche Fillaturesmethoden, déi vum Geheimdéngscht, deemools mengen ech och vun anere Servicer gebraucht ginn. Da gëtt et e Retracement a Reperage vu Kommunikatiounen, wou et drëm geet ëm den Abonné vun engem elektronesche Kommunikatiounsservice ze identifizéieren, wou et drëm geet déi Uriff, déi e mécht, ze retracéieren a wou et drëm geet geographesch Deel ze lokaléiseren, déi Utilisateur ass vun engem Kommunikatiounsservice. Doriwwer hu mer de Moment net vill, an ech hu viru méi laanger Zäit scho festgeluecht, dass déi Retracementer, déi mer do maachen, wien huet ugeruff, a wien telefonéiert mat wiem, wat an enger iwweraus grousser Majoritéit vun de Fäll op Demande vun auslänneschen Déngschtleeschtungen, déi einfach bei sech mierken, dass bestëmmten Nummere vu Lëtzebuerg, bestëmmte verdächteg Persounen am Ausland uruffen, a verdächteg Persounen am Ausland Nummeren zu Lëtzebuerg uruffen. Do hunn ech festgeluecht, dass dat och nëmme ka geschéie vun de Prozedure vum Artikel 88-3 vum Code d'instruction criminelle. Dat heescht, dass mer och fir deen déi Retracementer d'Autorisatioun vun deene Magistrate brauchen, déi do vläicht op den Telefonsgespréicher muss positiv begleeden. Dat ass eng Instruktioun, déi ech ginn hunn. Ech hätt gär, dass dat géif an d'Gesetz stoe kommen. Da gëtt et Observatiounen an den Domicile vun engem Mënsch ouni d'Averständnis vun dem Proprietaire oder vun dem Locataire vun där Wunneng. Et ass heiansdo noutwendeg, dass een esou Privatraim inspizéiert, do technesch Moyennen ënnerbréngt, an dass ee sur place Gespréicher kann enregistréieren oder Kommunikatioune kann enregistréieren. Déi Method, déi net agreabel ass, an déi grouss Froen opwäerft, vun där hätt ech gär, dass se an Zukunft vum Statsminister selwer oder vun deem Minister, deen zoustänneg ass fir de Geheimdéngscht muss autoriséiert ginn, an zwar och obgrond vun de Prozedure vun den Artikelen 88-3 an 88-4 vum Code d'instruction criminelle, also ëmmer nëmmen am Averständnis vun deene Magistraten, déi an där Ecoutekommissioun, wéi mer se nennen, tätech sinn, well ech dat fir een extrem grave Asiicht a perséinlech Fräiheeten halen. Iwwert déi Intrusioun, em esou eng handelt et sech, muss och d'parlamentaresch Kontrollkommissioun all dräi Méint informéiert gi mat den Detailinformatiounen, déi ee brauch fir ze iwwerpréiwen, datt dat gerechtfertegt war oder net. Da gëtt et eng aner Form vun Interceptioun, déi bei mir, fir dass ech dat gutt verstinn, ëmmer ënnert dem Sigel „Troyaner" leeft, dat geet also ëm d'Interceptioun vu Kommunikatioun a Wertklassementer vun techneschen Dispositiven an engem informatesche System en vue vun Décriptage vun den Donnéeën, déi do stockéiert sinn. Dat ass eng Method, déi gebraucht gëtt. Eise Geheimdéngscht hat se och gebraucht. Wéi ech dat an Erfahrung bruecht hunn, hunn ech

dat verbueden, well ech och fannen, dass dat ganz wäit geet. Mir sinn awer amgaang am Geheimdéngscht déi technesch Equipementer ze testen, déi een dofir brauch, mä se ginn operationell net agesat. Och déi Moossnam, gëtt se getraff, muss vum Statsminister oder vum zoustännege Minister fir de Geheimdéngscht ordonéiert ginn, an dee brauch och d'Regelwierk vun der Prozedur vum Artikel 88-3 an 88-4, also d'Indicatioun vun de kontrolléiernde Magistraten an och all dräi Méint muss d'parlamentaresch Kontrollkommissioun iwwert déi Operatiounen informéiert ginn. Watt d'parlamentaresch Kontrollkommissioun hir Aarbecht ubelangt, halen ech mech als héifleche Sänger zeréck, well ech der Meenung sinn, dass dat wiele muss, Agang fannen an deem Projet de loi, deen d'Regierung mécht, mä dass d'Regierung gutt beroden ass sech do largement wann net ganz un deem ze disponéieren, wat d'parlamentaresch Kontrollkommissioun selwer do a Virschlag bréngt. Mä wichteg ass et jo dobäi, dass een, och wann dat net all Garantie gëtt, an d'Gesetz schreift, dass d'parlamentaresch Kontrollkommissioun pro-activ muss informéiert ginn, an zwar net nëmmen, well do hannendrun ass sech jo, hat ech e purmol den Androck, e bësse verstoppt ginn, datt déi generell Aktivitéite vum Service, mä och iwwert d'Virgäng, déi eng particulière Importenz hunn. Dat stellt net sécher an absolut, an et ass all Informatioun komm, well et ass jo ëmmer eng Appreciatioun, wéini dass dann eng Affaire eng particulière Importenz huet, a wéini dass se geschéngt huet eng ze hunn, a wéini dass se op eemol keng méi huet. Mä den Direkter vum Déngscht, deen fënnt nom Gespréich mat der parlamentarescher Kontrollkommissioun schonn eng Ëmgangsform fir dat dote wierklech a Musik ze setzen. Den Direkter vum Geheimdéngscht, alleguer, déi mat mer geschafft hunn, 3 un der Zul, permanent Instruktiounen haten der Kommissioun alles ze soen, wat se mir och géife soen. Dat ass jo eindeutech hei och zum Ausdrock komm bei deene verschiddenen Auditiounen. An ech hunn och mat verschiddene Presidente vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun a Präsenz vum Direkter vum Geheimdéngscht dat selwer President vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun dobäi war däitlech präziséiert. Och dat ka vun deene beluecht ginn. Da mengen ech, dass et eng richteg Idee ass vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun selwer fir virzeschloen, dass d'parlamentaresch Kontrollkommissioun och da siegéiert, wann en Faite no Wahle keng Chamber méi gëtt, an ech menge bis zu deem Zäitpunkt, wou déi nei Legislatur ufänkt, well et däerf jo keng parlamentaresch Eidelkontrollräm während e puer Wochen oder e puer Méint entstoen, duerfir muss déi Kommissioun kënne virun tagen. Ech mengen et wier och richteg, esou wéi och virgeschloe vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, dass déiselwecht kënn all Member vun der Regierung héieren, déi

se wëllt héieren an déi mam Geheimdéngscht ze dinn hunn, also net de Sportminister an net den, ech weess net wien nach, mä déi Ministeren, déi wierklech eppes domat, mam Geheimdéngscht ze dinn hunn. Där gëtt et e ganze Koup, méi wéi ee kënnt mengen, an dass se och kënne mat de verantwortleche vun denen Verwaltungen zesummekommen, déi mam Geheimdéngscht zesummegeschafft hunn. Déi üblech, CSSF an anner, ob et richteg ass de Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun d'Méiglechkeet ze ginn, mat privaten Entitéiten zesummenzekommen, déi mam Geheimdéngscht schaffen, weess ech net, sinn net dogéint, mä ech iwwerblécken net wat dat kann heeschen. Et kënnt awer zum Beispill heeschen, vu dass dat jo scheinbar eng Aktivitéit zu Lëtzebuerg ass, déi Zukunft huet, dass privat Renseignementsagencen, déi mer kënnte mam Geheimdéngscht zesummeschaffen, dann och awer mussen an d'parlamentaresch Kontrollkommissioun konnte schécken, net absurd, mä ech géif drëm bieden, dass een dat eng Kéier géif kucken, an dass dann d'Membere vun der Kommissioun, wat se haut scho kënnen, mat all Agent vum Geheimdéngscht, mat all eenzel Agent kann all parlamentaresch Kontrollkommissioun à tout moment schwätzen, dass een dat och am Gesetz nach eng Kéier däitlech mécht notamment wann d'Kontroll iwwert ee spezifeschen Dossier absolut noutwendeg ze sinn.

Eng Fro déi ech mer stellen, dat ass déi: ob mer sollen am Gesetz den Effektiv vum Geheimdéngscht festschreiwen? Dat ass haut de Fall. Wann ee sech elo virstellt wéivill Prozeduren a wéivill Bürokratie am gudde Sënn vum Kontroll am gudde Kontrollsënn vum Wuert elo derbäi kënnt, weess ech net ob et mat 60 Leit duergeet. Et ass awer eng Fro, ob ee soll déi 60 Leit stoe loossen oder ob een all Joer iwwert den Numerus Clausus, wat mer eigentlech wollten evitéieren, well mer jo net wollten hunn, dass gewosst ass wéivill Leit am Geheimdéngscht schaffen, ob een dat iwwert dee Wee soll maachen, weess ech net. Mä vue, dass entretemps, a jiddweree weess wéivill Leit, dass do schaffen, 58 un der Zuel, a quasi keen net méi net bekannt ass, sinn ech do méi labber ginn, well d'Leit och méi labber ginn, ronderëm déi Saachen.

Ech wier frou wa mer déi Strofbestëmmungen, déi et am aktuelle Gesetz gëtt, etendéiere géifen ob eng nei Infraktioun, déi doranner besteet, dass een d'Identitéit vun engem Member vum Geheimdéngscht öffentlech mécht. Dat ass eng Dispositioun déi bal all Geheimdéngschtsgesetz an Europa huet. An ech wier frou wa mer dat och géifen an eist Gesetz ageschriwwe kréien. Grad wéi och gäre géif gesinn, dass mer d'Gesetz géifen

aschreiwen, dass déi Agenten, déi de Geheimdéngscht verlooss hunn, ënnert genau déiselwecht Strofbestëmmunge fale wéi d'Agente vum Geheimdéngscht selwer betreffen oder wéi déi, wann dat dann zréckgeholl gëtt, déi betreffend Identitéit vun Agenten oprecht oppe leeën. An ech weess net richteg wat fir een Delai een do soll asetzen. Dat kann net manner wéi dräi Joer sinn. Optimal wier wahrscheinlech wann déi Obligatioun, fir net vun deem Geheimdéngscht-Wëssen, wat een accumuléiert huet, ze profitéieren iwwer fënnef Joer laang festleet, dat ass eng eng Detail-Fro wou ech keng prezis Opfaassung hunn.

Da musse mer d'Fro kläre wéi mer mat der Sécherheets-Habilitatioun vun de Magistraten ëmginn. Ass och e bëssen eng kroklech Fro. Déi Magistraten, déi zoustänneg si fir d'Tëlefons-Ecouten, déi hunn haut keng Habilitation de sécurité. Ech hat déi Fro gestallt kritt am Februar hei an ech konnt déi net kloer beäntwerten. Ech ka se elo kloer beäntwerten. Déi hu keng. Grad wéi och déi Magistraten, déi Magistrate plus seng Kollaborateuren déi am Kader vum Artikel 17 vum Gesetz vun 2002 iwwert d'Protection des données Zougang zu den Dokumenter vum Geheimdéngscht, och keng hunn. Dat jo Schwieregkeete mat sech bruecht huet notamment wéi mer amgaange waren, viru Joren, déi Règlements grand-ducaux d'exécution vum Gesetz ze huelen. Déi auslännesch Déngschter verlaangen dat. Am Ausland sinn déi Magistraten, déi sech ëm däraarteg Aufgabe këmmeren, der Obligatioun ënnerworf eng Habilitation de sécurité ze hunn. An ech géif dofir gär proposéieren, dass mer déi Saach am Gesetz kloerstellen, dass déi Magistraten, déi Accès hunn zu de klasséierten Informatioune vum Geheimdéngscht, surtout wann dat der sinn déi auslännesch Dingschter eisem Dingscht zoukomme loossen, dass déi dann eng Habilitation de sécurité brauchen. Wat jo keng Knüffelei ass a keng geheimdéngschtlech Recherche, mä wat éischter administrativ Recherche sinn. Ech kéint d'ailleurs och ech als solch kann domadder liewen. Vue, dass et héich Magistrate sinn, dass se déi Habilitation de sécurité net bräichten, mä vue, dass déi auslännesch Dingschter dat alleguerten hunn, sou wäit ech dat iwwerblécken an dat och verlaangen, mengen ech, dass mer dat och misste maachen.

Da wier et och gutt wann de Geheimdéngscht géif Accès zu Bank-Donnéeë kréien. Dat ass wichteg. A Beräicher déi mech beim Geheimdéngscht sengen Aarbechten, prioritär ëmmer interesséiert huet, nämlech wann e Finanzement ëm Terrorismus geet a wann et ëm Proliferatioun vun net-konventionelle Waffe geet oder wann et generell iwwer Spionage notamment am ekonomesche Beräich geet, do wier ech frou wa mer duerch

d'Gesetz d'Méiglechkeet géifen opmaachen, dass de Geheimdéngscht begrënnten Zougréff zu eenzel Bank-Donnéeë kritt ouni, dass de Secrèt bancaire, dee jo och no 2015 nach um nationalen Territoire grënnt, e kann opposéiert ginn. Dat kann en awer nëmme maachen, fir dass do keng Geforen opkomme mam Concours vun der vun der CSFF. Fir dass dat e Rahmen hält.

Do siche mer, fir de Rescht nach, nom gléckleche Formulatioun, fir dat esou vill, dëse Punkt wéi aner Punkten, esou vill aschränken ze kënne wéi nëmme méiglech. Mä meng, mä Wëssen, a meng Erfahrung seet mer, dass et nëtzlech ass wann een Zougang zu eenzel Bank-Donnéeën, an zu eenzel Bank-Mouvementer huet. Well dat am Kampf géint den Terrorismus a virun allem géint am Kampf géint illegale Waffenhandel also den illegalen net-konventionelle Waffenhandel vun éischter Importenz ass. An et ass net esou wéi wann déi zwee Phenomener net zu Lëtzebuerg constatéiert wieren, ganz am Géigendeel. Wéi dat aus den Evaluatioune vun de Menacen, déi der jo kritt, wësst.

Gutt gefält mer och d'Propositioun an dem Rapport vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun fir d'Artikelen 88-3 an 88-4 vum Code d'instruction criminel nei ze faassen. Well déi stelle jo och d'Sécurité extérieure quasi exclusive of. An ech mengen et wier gutt wann een déi Artikele géif nei faassen. A wann ee se géif an d'Gesetz vum Geheimdéngscht schreiwen a se, wat och proposéiert ginn ass, vun der vun Ärer Kommissioun, aus dem Code d'instruction criminel eraushuelen an an eng net-Code-gebonnen eegestänneg Existenz am Kader vum Text vum Geheimdéngscht géif géif ginn.

Mir géifen dann also net an deem neien Text, net nëmme méi vun der Sécurité extérieure vum Stat schwätzen, déi ka vun der Sécurité extérieure vum Stat schwätzen, mä ka vu bannen a vu bausse menacéiert ginn, mä den Inhalt vun deenen Artikelen, déi also Ecoutes-téléphoniques no deenen einschlägege Prozeduren erlaben och applizéieren op déi aner Missiounen, déi de Geheimdéngscht huet am Kader vun deem nei zeformuléierenden Gesetz vun 2014. Vue dass do all rechtsstaatlech Garantië gi sinn Aschalte vu Magistraten, schéngt dat mer richteg ze sinn. Well dat och fir den Déngscht haut, an ech denke mer fir d'Magistraten och a fir mech heiansdo och, et eng schwiereg Grad wann et ass fir erauszefanne fält dat do dann elo wierklech ënnert dee relativ restriktive Begréff vun der Sécurité extérieure vum Stat. An dofir wier ech frou fir eng nei Faassung vum Artikel an deem och d'allgemeng Missioune vum Dingscht am Artikel 2 nei

ze faasse vum Gesetz ze reforméiere vun 2014 verweist. An dat wat och an deem Text ënnerbréngt an net an déi dote Prozedur pénal Code d'instruction criminel léist.

Et gëtt Iwwerleeungen fir déi Kommissioun anescht zesummenzesetzen, déi hiren Accord muss ginn, fir dass de Statsminister kann interceptéiere loossen. Do gëtt et Iwwerleeunge fir d'Vertrieder vum President vun der Cour Supérieur vun de Cour administrative a vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg mat deenen Aufgaben ze befaassen. Dir wäert wahrscheinlech am Laf vun den Aarbechten och mat där Demande konfrontéiert ginn. Ech wollt just soen, dass ech do strikt dergéint sinn. Ech hätt léiwer, dass eis héich Magistraten, déi déi et wierklech sinn, déi Aarbechte viruféieren. Well mer jo och elo deenen dräi Magistraten nei Attributioune ginn déi méi wäit ginn, wéi bis elo. An ech hätt gären, dass dat dann och an deene richtegen Hänn do bleift.

Ech hunn iech schonn erkläert wéi mer elo schonn d'Autorisatioun, déi de Premier gëtt fir ofzelauschteren, ëmgestallt hunn, fir dass dat net méi virkënnt, wat schéngt virkomm ze sinn, dass op eemol Leit kënnen ofgelauschtert ginn déi net, déi d'Oflauschteren net autoriséiert ginn ass doduerch, dass d'Dokumenter esou sinn, datt se mat Liichtegkeet un deenen Dokumenter e bësse schaffe léisst. An dofir sinn déi Dokumenter elo esou, dass sech tëschent den Télefonsnummeren an der Ënnerschrëft vum Statsminister keen anert Element kann dozwëschent mogelen. Et ass och esou, dass den Operateur, deen déi Ecoutë virdrun och selwer muss, net nëmmen eng Fiche technique vum Direkter vum Geheimdéngscht hunn, déi freet fir déi an déi Nummeren oflauschteren ze kënnen, mä dass déi och déi schrëftlech Autorisatioun vum Statsminister an där ofgeännerter Form muss hunn. Mir wëllen och am Gesetz däitlech maachen, dass en cas d'urgence d'Praxis besteet, dass och déi nëmme ka geschéie wann eng Autorisation écrite virläit, fir déi Obligatioun an d'Gesetz ze schreiwen, déi steet haut net am Gesetz. Kitt, dass et esou praktizéiert gëtt.

Wat de Schutz vun de geheimen Informatiounen ubelaangt, seet den Text haut, dass dat strofbar ass, dee keent déi penal Dispositiounen, wann ee sciemment et en connaissance de cause enger net-qualifizéierter Persoun et erlaabt Abléck an Informatiounen, geheim Informatiounen ze kréien déi de Fonctionnement vum Geheimdéngscht betreffen, mir mengen et wier besser wann ee géif schreiwen: dass wann ee par mal-veillance oder par négligence déi Informatioune weidergëtt, dass dat strofbar ass". Well fir engem

nozebeweisen, dass e bewosst eppes gemaach huet, dat komportéiert, wéi bei all gewéinlechen Infraktiounen, en Elément moral. Mä do ass den Elément moral, nieft dem Elément matériel méi schwéier festzestellen. A wann ee mal-veillance oder négligence huet da ka sech nawell aus dem Parcours vun deem, deen déi Informatioune weiderginn huet, Réckschlëss zéie loossen ob et eng mal-veillance oder ob eng Négligence. Dat muss een allerdéngs och nach, dee Punkt mat dem Justizministère wahrscheinlech mat de Geriichts-Autoritéiten ofklären éier mer Formuléierungen hunn, déi mer déi mer brauchen.

Et gëtt Iwwerleeungen Agente vum Geheimdéngscht vun där Obligatioun ze befreien, wéi dat och an auslänneschen Dingschter, heiansdo de Fall ass, fir Infraktiounen, vun deene se Kenntnis kritt hunn, fir ze denoncéieren. Ech sinn der Meenung, dass een déi Dispositioune soll halen, déi mer hunn. Dass och den Agente vum Geheimdéngscht den Artikel 23 vum Code d'instruction criminel imposéieren, dass een do keng Sonderbestëmmunge soll maachen. Ech denken, dass dat éischter op breet Zoustëmmung wéi op Oflehnung stéisst.

D'ailleurs huet de Procureur d'etat sech och géint déi Dispositiounen ausgeschwat falls déi jeemools géif kommen. Mä ech mierken, dass ech awer an Texter, déi mer sou virgeluecht ginn, well d'Projets de loi wuesse jo mat der Zäit, esou Saachen ëmmer erëm optauchen, dass ee radikal deem opposéiert.

Da schreiwen ech gär, elo schreiwe mer gären an den Text, obschonn dat net evident ass, fir dat ze faassen, mä dat seet awer wat et seet an dat entsprécht jo och deem wat geschitt zënter, dass ech do sinn, dass innepolitesch Espionage net stattzefannen huet. Dat léist sech relativ liicht ausdrécken. Jiddweree weess jo wat domat gemengt ass. An dofir soll een dat och tel quel mengen ech an d'Gesetz schreiwen. Et geet jo duer wann de Chef, de politesche Chef vum Geheimdéngscht, whatever that means, den Direkter vum Geheimdéngscht seet: dat dierf net geschéien". Ech hunn och net Kenntnis dovunner, dass dat déi lescht Jore geschitt wier zënter, dass ech do op deem Stull sëtzen. Mä wann dat jo esou elementar ass, an et ass elementar, dann huet ee besser et schreift een et an d'Gesetz, fir dass déi Saach definitiv kloer ass.

An da mengen ech, wéi ech dat och schonn ausgefouert hat, dass mer déi privat Sécherheetsfirmen, déi sech mat dem Renseignement beschäftegen, dass déi méi e speziellen Agreement brauchen. Ech mengen och, dass de SREL all Joers vu sech aus ee Rapport iwwert seng Aktivitéite soll maachen. Déi een awer net, dee Rapport setzt deen d'Kommissioun d'parlamentaresch Kontrollkommissioun dem Statsminister zoustellt. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Déi och am Ausland net maachen d'Dingschter ee Rapport, mä do däerf ee sech awer net erwaarden, dass do Fakte reveléiert ginn, déi net fir dat grousst Publikum bestëmmt sinn. Mä einfach wëssen, dass een all Joers muss e Rapport maachen, schéngt mer awer wichteg ze sinn.

Dann hätt ech gär, dass mer zesummen, eleng vun den Dispositiounen aus dem belsche Gesetz kucken déi eng Rei supplementar Iwwerwaachungskomiteen eigentlech stoen hunn, wat jo och 2004 notamment vum Alex Bodry suggéréiert gi war. Wat do schwéierfälleg Instrumenter sinn a wat an der d'Belsch dozou gefouert huet, dass do keng Derapagen am Geheimdéngscht virkomm sinn wéi och an Däitschland och seriö d'parlamentaresch Kontrollkommissioun awer relativ ausgeprägt ass. Am Frankräich wou et iwwerhaapt keng parlamentaresch Kontroll gëtt, déi elo amgaange sinn och d'ailleurs opgrond vun eisen Texter sech mat deene Saache ze beschäftegen. Mä deen Comté R an der Belsch, sinn ech net dergéint, dass een iwwert esou eppes nodenkt dat ze. A wou ech dann awer grousse Wäert drop leeën dat ass, dass een interne Kontroll vum Déngscht, dofir ass den Direkter zoustänneg, ech mengen déi politesch Kontroll intern politesch Kontroll vum Dingscht, dass een deem muss d'Moyene ginn, fir dass sech kann exercéieren. An dat ass jo eng Debatt, déi mer eng aner Kéier kréien.

Alles dat wat den Déngscht mécht gesäit jo de Premier net. A wann elo esou vill Attributiounen, och fir de politesche Chef vum Geheimdéngscht, Premier oder zoustännege Minister bäikommen, bestëmmte Forme vun Observatioune vun Inspektiounen, vun Intrusiounen, och da politesch ze autoriséiere mat de Magistraten zesummen, fir dass se kënne stattfannen, a vue, déi intern Funktionementsëmstellung déi zënter enger Rei vu Joren amgaange sinn duerchgefouert ze ginn, fannen ech, dass bei deem Minister, deen zoustänneg fir de Geheimdéngscht, een Beoptraagten fir den Geheimdéngscht hutt.

Et ass einfach net méiglech, et ass strictement net méiglech fir mat mat deene Soinen, déi dofir eigentlech verlaangt, méi ginn ewéi war, déi Aarbecht ministeriell ze erleedegen. Dat ass einfach net net dran. Och een net-beschäftegte Minister kann dat net maachen. An dofir brauch een, de Moment hunn ech de Generalsekretär vun der Regierung ugestallt, déi Saachen ze maachen. Well ech se selwer net ka maachen. Mä dat ass keng ideal Léisung, well deen huet jo och, Gott weess, vill aner Saachen ze dinn, mussen de Geheimdéngscht beoptrage wéi mer deen nennen beim Statsminister a beim zoustännege Minister installéieren.

Ob deen dann awer och d'parlamentaresch Kontrollkommissioun muss kënnen zréckgräifen. Vue, dass net an alle Fäll assuréiert war, dass all relevant Informatiounen, dem Statsminister matgedeelt gi sinn, och de Wee an d'parlamentaresch Kontrollkommissioun fonnt hunn, obschonn d'Instruktioune ganz kloer waren, hätt ech gären een deen och derfir suergt, dass déi relevant Informatiounen, déi hien huet, obschonn en net Direkter vum Dingscht ass, dass déi dann iwwert dee Wee, „doppelt genäht hält besser", un d'parlamentaresch Kontrollkommissioun weidergereecht ginn.

Wéi mer dee Mann nennen oder déi Fra, ass eng irrelevant Fro. Mä esou eng esou eng Aufgaben-Zoudeelung brauch een, fir sécher ze goen, dass alles seng Uerdnung huet oder kritt. Ech wëll hei ausdrécklech soen, dass dat kee Mësstrauensbeweis géint de Geheimdéngscht ass dee seng iwweraus grouss Zuel vu vu Mataarbechter iwwer eng propper a gutt Aarbecht maachen, mä ech hätt do gären all Garantien, dass dat waasserdicht kann, kann organiséiert ginn.

Voilà, Här President, dat sinn éischt Iwwerleeungen, déi mer eis gemaach hunn an déi largement och Appui hunn op déi Recommandatiounen, déi d'parlamentaresch Kontrollkommissioun 2011 gemaach huet. An da musse mer dat esou séier wéi méiglech mengen ech, et muss esou séier wéi méiglech Undrang kréien. „Il n'y a pas de temps à perdre". Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Merci fir déi dote komplett Duerstellunge vun den, Äre Vuen eigentlech wéi et mat der Reform vum Service soll weidergoen. Ech mengen et ass elo Zäit dorobber ze reagéieren. Ech wollt eng eng Fro opwerfen, déi lescht Propositioun, déi geet e bëssen an déi do Richtung eran. De Problem ass jo, wann Der elo kuckt wat

wat virgefall ass do an deene Joren 2004 bis 2008 2009, déi Verselbstännegung vun eenzel Leit an deem Service, wou et net kloer ass wéi wäit d'Direktioun vu vum Service dat wosst oder toleréiert huet, dat ass ganz schwéier eigentlech ëmmer ëmmer anzeschätzen. Mä de Fait ass jo och wa mer nei nei Regele festleeën, déi mer mussen eis ginn, d'Polizei huet jo och entretemps nei Regele kritt fir d'Observatioun, déi sinn et jo och fréier net ginn, ass et normal, dass mer eis do nei Prozedure ginn, nei Regele ginn. D'Fro ass nach ëmmer: wéi kriss de verhënnert, dass, nieft deene Regelen, nach Operatioune lafen, déi einfach net enregistréiert ginn, wous de keng Trasse fënns, wou eenzel Leit einfach sech da verselbstännegen an op hir eege Fauscht ufänken dann, nieft den Texter dann an och géint d'Texter ze enquêtéieren? An, mä ech mengen et ass eng wichteg Fro, déi eis muss beschäftegen hei als Enquêtekommissioun. An eise Recommandatiounen, do kann natierlech en zousätzleche Renfort vun engem, dat ass eppes fir am Lëtzebuerger Fall, vläicht eppes Ongewéinleches dat doten, et muss een also kucke wéi dat dee Beoptraagten do, et ass eng Aart Beamten-Statssekretär, deen den Numm net dréit, et muss ee gesi wéi een dat wéi een dat mécht.

Mä dat schéngt mer eng Haaptfro ze sinn: wéi kritt een am Fong garantéiert, dass een esou Saache kann opspieren, mat Zäit opspieren? Wa Saachen esou, nieft den Texter, lafen. Also eng intern Kontroll effektiv, wéi kann een déi sou sou staark maachen, dass do all Warnluuchten uginn, wann esou esou Faite sech kéinten, kéinten zoudroen? An da stellt sech och d'Fro, wann eppes festgestallt gëtt, déi vun de Sanktiounen, dat ass jo och eng eng eng eng Initiativ oder et ass jo och iwwer d'Kontrollkommissioun an de Büro vun der Chamber ass jo och eng eng Affekoten-Etude ass ugestallt ginn, fir eng Rei vu vu Proposen ze maachen. An eng vun deene Proposen, déi mer jo net bei eis diskutéiert hunn an der Kommissioun, déi ech awer interessant fannen, wann och net ouni Risiko, dat ass fir u sech eng eng nei Infraktioun anzeféieren. Déi hei bezeechent géif ginn als Abus de pouvoir. Wat also eng Infraction pénale wär déi géif gëlle fir de Fall wou een eigentlech, nieft de Missioune schafft. Well de Problem ass jo och, elo eng Rei vu Mëssstänn, déi festgestallt gi sinn, fir déi strofrechtlech richteg ze qualifizéieren. Zemools wa keng keng Plainte vun enger Persoun kënnt, déi sech perséinlech geschiedegt fillt an déi net de Wee geet vun enger Plainte. Gëtt et net evident, datt een einfach nieft den Texter schafft. Fir ze soen, dat do ass déi an déi Infraktioun. Well u sech am Gesetzestext selwer jo keng virgesinn ass. Do ass just wann ee Geheimnisträger ass an et verstéisst een dogéint dann, da spillt den Artikel 16. Et ass am Fong näischt virgesi fir wann een, nieft der

Missioun eppes mécht, fir ausser den disziplinareschen, an da wësse mer awer, dass, dat huet d'Praxis och gewisen, et net evident ass an engem Service de renseignement à tort et à travers disziplinaresch Verfahren ze maachen. Dat huet een och festgestallt. An ech weess och net ob een dat vun haut op muer geännert kréien.

An dofir ass d'Fro mengen ech déi een ze diskutéieren huet, et ass interessant och ze gesinn Är Positioun, wéi stellt Dir Iech elo eigentlech zu esou enger Iddi vir en eng Infraction, abus de pouvoir, an deem heite Fall, anzeféieren?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess, Här President, net wéi ee sécherstelle kann, dass nieft den Texter, niewent Instruktiounen, keng Saache geschéien déi net ze geschéien hunn. Ech weess et wierklech net. Well déi puer Saachen, déi hallef oder ganz schif gaange sinn, déi si jo net op Instruktioun hinn, schif gaangen. Déi si géint Instruktioune schif gaangen. A mir ass näischt besseres agefall wéi een, bei der Regierung a bei der parlamentarescher Kontrollkommissioun unzesidelen dee soss näischt mécht wéi dat. Woubäi ech dann net kann ausschléissen, dass deen och net informéiert gëtt. Well och dee kann net mat 60 Agenten dee ganzen Dag, ronderëm d'Auer, ënnerwee sinn. Ech hu mer alt geduecht, wann et engem op eemol opfält, datt, dat fält jo net um politeschen Niveau op, dat muss jo um Niveau vun der Direktioun opfalen, dass do een seng eege Pfäd trëppelt, wann een dann een huet, dee sech haaptsächlech emol mat deene Leit beschäftegt, also dee Geheimdéngscht-Beoptraagten, dee Kenntnis huet vum gesamte Betrib, mä deen dann deene Saachen do e bësse méi prezis nogeet, dass dat éischtens mat Kenntnis förderlech fördernd förderlech ka sinn. An, dass wa gewosst ass do gëtt et een, deen hei genau kann oppassen, op Verdacht hinn, ob eppes säi richtege Wee geet oder net, dann huet dat och schonn eng ofschreckend Wierkung. A wann een dat dann och nach kombinéiert mat enger neier Infraktioun, déi qualifizéiert, wéi mer dat dann ebe qualifizéiere kënne, Abus du pouvoir oder esou, dann ass dat awer schonn ee méi séchert Netz, duerch dat een net esou séier kënnt. Just wann een ufänkt beim Geheimdéngscht, d'Notioun vun Abus du pouvoir anzeféieren, dat awer bei ähnlech gelagerte Servicer net mécht, dann distinguéiert een op eng isoléiert Fassong de Geheimdéngscht, an obschonn et och Statsorganer gëtt, déi ganz dacks méi Pouvoir hunn, wéi de Geheimdéngscht. An déi situéiere sech op allen Ebene vun alle Pouvoiren.

Dofir muss een iwwert déi Notioun vum Abus de pouvoir awer dann, wéi Dir sot Dir hätt een Avis kritt vu vun enger Etude, ech huelen un, dass déi all déi Froen do duerchliicht hunn. Wat dat engem sou direkt einleuchtend schéngt à première vue ass et net noutwendegerweis wann een d'Saachen hannert de Saache kuckt. Mä ech hu keng prinzipiell Propositioun dogéint. Ech froe mech just wéi een dat an de grousse Cortège vun eisen allgemenge Regelen agebonne kritt?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass eigentlech e Begréff aus dem Verwaltungsrecht wat

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass Droit publique.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ass strofrechtlech. Fränz Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Also ech mengen also deen deen Avis, mir hunn deen och elo eréischt kritt, dofir hu mer deen och nach net weidergeleet un de Statsministère. Selbstverständlech kritt Der deen och, kritt Der deen och elo geschéckt. Do sinn e puer Saachen dran, déi mengen ech zesummen, zesumme relativ effikass an deem do hisiichtlech kéinte wierken. Dat ass dat wat den Alex Bodry opgezielt huet. Et ass awer och zwee aner Elementer dran déi ech net onwichteg fannen. Bon, dat ass och dat wat mer elo an déi Richtung ginn hunn, dat eent dat ass, datt am Gesetz méi fest eng eng besser Formulatioun soll dra kommen, wéi an ënner wat fir enge Konditiounen déi proaktiv Geschichte Service soll informéieren? Ech mengen do gëtt et eng, do gëtt elo eng Definitioun hei an d'Gesetz gesat, op Basis vun där Propositioun, déi awer relativ, déi ech perséinlech gutt fannen, an déi eis do e bësse Garantië gëtt. An dann, wat wichteg ass, dat ass, datt den Direkter vum Service also dat och penal Strofe solle bäikomme fir den Direkter vum Service wann en där Obligatioun, déi en do nei kritt, net Rechnung dréit. Dat heescht, datt och do e gewëssenen Drock entsteet, datt wann ech déi Informatiounen net esou weidergi wéi se am Gesetz virgesi sinn, mech net dorunner halen, da riskéieren ech och eppes op deem Niveau.

An dann deen drëtte Volet ass, datt mer, dat war jo och eng grouss Schwieregkeet, haaptsächlech um Niveau vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, dat ass d'Fro vun der Kommunikatioun. Bon, ech mengen

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vun der publication.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Öffentlechkeet. Bon, de Moment ass jo kloer, d'Membere vun der Kommissioun dierfen näischt kommunikéieren. An och do ass eng Propositioun hei gemaach ginn, datt am Fall vu engem Dysfonctionnement d'Kommissioun ka kommunikéieren, selbstverständlech net iwwer Elementer, déi eng Operatioun kënnen a Fro stellen, mä iwwert den Dysfonctionnement selwer. Kann ee soen, dass deen do ass an, datt dee festgestallt ginn ass an, datt deen och un déi richteg Plaze weidergeleet ginn ass. Ech mengen och dat ass en zousätzlechen Drockmëttel dee besteet fir derfir ze suergen, datt am Zesummespill selbstverständlech, mat där Iddi vum vum Beoptraagten, deen da kënnt dass et dann, datt et da besser fonctionnéiert.

Ech hunn, et sinn awer nach zwou aner Saachen, déi ech

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Bausch, Här President,

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Kann ech vläicht zu deenen Elementer, do Stellung huelen?

De Geheimdéngscht, a mat him de Statsminister, ass jo deen eenzegen, och der Kontroll, der Autoritéit, oder wéi ëmmer, dass een dat wëllt beschreiwen, vun der vun enger Kommissioun, an et ass déi eenzeg permanent Kontrollkommissioun déi mer hunn, dat hu mer jo gemaach aus elementareschen Demokratie-Grënn awer och an der Erwaardung, dass déi Tatsaach, dass muss de Fraktiounspresident, et kënnen och aner Deputéiert sinn, dass et puer Leit dat mussen eng Kéier kucken, muss rapportéieren, och ee gewëssenen Drock entsteet.

Deen ass awer net an alle Fäll entstanen. Ergo ass et logesch fir driwwer nozedenken, dohier och meng Idee vum Geheimdéngscht-Beoptraagten, wéi een déi Saache méi méi sécher kann a méi waasserdicht ka maachen. Wann een natierlech d'Tatsaach, dass den Direkter vum SREL der parlamentarescher Kontrollkommissioun eppes net seet, strofbar mécht da wëllt jo den elementaresche Prinzip vum Parallelisme des formes, dass dat dann och muss geschéie wann e politesche Chef vum Geheimdéngscht eppes net seet. Well ech hunn eng vun de Saache geiergert, iwwert déi Saache konnten a getrennte Gespréicher zréck. U sech kritt de Statsminister virgeworf der Kommissioun eppes net gesot ze hunn, wat en net wosst. An doraus Konsequenzen ze zéien. Et muss een dann och sécherstellen, dass de Statsminister oder dee Minister en charge vum Geheimdéngscht all Informatioune kritt respektiv dee Geheimdéngscht-Beoptraagten, et kënnt op datselwecht eraus, ech sinn also do net dergéint, mä iwwerleet iech ganz gutt wéi der dee Sonderprinzip agereit kritt an d'allgemeng Prinzipie vun der Statsverwaltung. Dat si Froen déi sech och fir aner Verwaltunge stellen. Ech wëll hei keng keng nennen. Mä et gesäit een se.

Esou, dass ech gären hätt, dass dat, ech ech sinn net dergéint wann eng geheimdéngscht-spezifesch Geschicht do mécht, déi keng Geschicht ass, mä eng kloer gesetzlech Dispositioun, mä et ass ganz evident, dass dat sech dann net kann, bei weiderem Nodenken iwwert déi Fro, op op de Geheimdéngscht beschränken.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Ech hunn nach, ech hätt eng zweet Saach. Dat betrëfft déi Fro vun der Zesummenaarbecht oder net-Zesummenaarbecht mat de private Sécherheetsfirmen. Bon, ech menge mir hate jo an eisem Avis 2011 vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun och geschriwwen an déi Saachen Agreement wéi dat soll oflafen an, datt d'Kontrollkommissioun misst da kënnen Asiicht kréie wat hie mécht. Allerdéngs muss ech soen, angesichts vun deem wat mer erlieft hunn elo nach an deene leschte Méint, kommen ech souguer zur Konklusioun, datt den Agreement souwisou, datt een Agreement misst komme fir iwwerhaapt esou Sécherheetsfirmen zu Lëtzebuerg, dat ass an der Rei, mä ech ech sinn haut der Meenung, datt et iwwerhaapt keen Outsourcing méi dierft gemaach gi vum Service de renseignement. Well ech sinn der Meenung, datt, wann ech kucke wat do ofgelaf ass, hunn ech haut wierklech gréisser

Bedenken, datt dat iwwerhaapt nach soll, wann net soen an d'Gesetz carrément dra schreiwen, datt de Service de renseignement net dierf mat enger privater Sécherheetsfirma zesummeschaffen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also ech weess net am Detail wéi dacks, dass de SREL mat Outsourcing fiert, wéi Der dat nennt. Deen ee Fall, deen ech kennen, schéngt mer keng besonnesch glécklech Experienz ze sinn. Obschonn deen och an anere Ministèren herno nach zu deemselwechten Zweck Verwendung fonnt huet. Dat do heescht awer net, dass mer géifen eng Legislatioun ustriewe wou mer iwwerhaapt keng privat Sécherheetsfirmen, am Sënn vum Renseignement géifen zouloossen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Nee. Dat net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Fir dann dem Geheimdéngscht ze soen: „en dierf mat deenen net zesummeschaffen", ass schwiereg. Well déi kënnen duerchaus emol Erkenntnisser hunn, déi fir de Geheimdéngscht kënne wichteg sinn,

M. François Bausch *(déi gréng).*- Nee nee.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech den Här Bausch richteg verstanen hunn, dierf de Geheimdéngscht net d'Initiativ huelen

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Net Aufgaben, déi hien huet...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Eng eng eng Aufgab eraus...

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Aufgaben déi privatiséieren. Dat ass, an domat sinn ech ausdrécklech averstanen. Wann en net Leit genuch huet, da muss e sech un aner staatlech Instanze wenden, déi och wësse wéi een eng Enquête féiert. Och wa se si dann direkt näischt ugeet. Dat muss da geregelt ginn tëschent de Chefen, vun deene verschiddene Corpsen. Mä ech sinn ausdrécklech domat averstanen,

dass een net, fir dat nach eng Kéier esou ze nennen, hoheitsträchtlech Appréciatiounen däerf net a privat Hänn ginn. Déi jo dann och Kenntnis kréie vun Annexen, Aspekter, déi sech dann erëm fir sech selwer, kommerziell an aneren Zesummenhäng kënnen notzen. Ech sinn domadder ausdrécklech averstanen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Roth an dann den Här Fayot.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Ech hunn eng Fro zu dem Accès vun de Bank-Donnéeë wou Der virdru gesot hutt, Här Statsminister. Dir hutt preziséiert, dass och no 2015 fir d'Résidanten zu Lëtzebuerg, dass do d'Bankgeheimnis géif weider bestoe bleiwen. An hunn ech Iech richteg verstanen, dass déi Accèsen zu Bank-Donnéeën a verschidde limitéierte Fäll ausschliesslech auslännesche Geheimdéngschter virbehalen ass?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, nee. Nee dat ass, nee. Richteg ass et, dass mer ganz oft vun auslänneschen Dingschter gefrot ginn, also ech soen ëmmer mir, de Geheimdéngscht, fir esou Donnéeën ze kréien. De Geheimdéngscht kritt déi Donnéeën am Prinzip net. D'Bank ka jo de Secrèt bancaire direkt opposéieren, secret bancaire deen beim Riichter kann opposéiert ginn, mä deen natierlech beim Geheimdéngscht kann opposéiert ginn.

Mir schéngt et awer logesch notamment en matière vu Proliferatioun vun an non-conventionnel am Beräich vun Traite des êtres humains wat awer Crime organiséiert ass dee ka mat Terrorismus zesummestoen, deen awer net muss, deen also och eng haaptsächlech eng Polizei-Saach ass da muss déi do weidergereecht ginn. Bei deene ganz grave geheimdéngschtrelevanten Aktivitéiten, muss een Zougang dozou hunn. Dat kann och lëtzebuerger Résidanten treffen. Gitt net dovun aus, dass et där keng géif ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech hunn zwou Froen iwwert déi Virschléi vum Statsminister. Dat éischt dat ass den Espionnage économique. Mir haten hei an der Kommissioun en Expär, e franséische Politiker, deen Expär soll sinn iwwer Intelligence économique, wéi d'Fransousen dat nennen, a mir hunn ons Froe gestallt well d'Intelligence économique, dat ass an deem Kontext vu Frankräich e vaste Réseau vun all Zort Leit, Préfaiten, Politiker,

déi sech ëm d'Interessen, déi wirtschaftlech Interesse vu Frankräich bekëmmeren. Wou ech elo de Statsminister verstanen hunn, da wëlle mer am Fong geholl am Gesetz deen Terme potentiel économique duerch intérêts vitaux vum Land ersetzen an och an där ganzer Aktivitéit do, méi offensiv si fir déi Attacken op ons Intérêts vitaux ze ze sichen. Wann zum Beispill eng Entreprise viséiert ginn ass duerch den duerch esou eng duerch en Espionnage économique, froen ech mech ob dat dann net och awer éischter d'Roll éischter vun der Police ass, wéi vun den, vun dem Service de renseignement? An ech ech hu wierklech och Schwieregkeeten ze verstoe wéi dat richteg soll funktionéieren a wéi eng Richtung, dass et soll goen. Mir haten eng Erfahrung do an där Zäit wéi ech an der Commission de contrôle war, déi net ganz glécklech war, déi wierklech esou vaste ausgeholl huet, dass een herno am Fong geholl net richteg wousst wou een erauskomm, also ech fannen dat e schwieregen Terrain. An ech froe mech ob de Service de renseignement och vun de Leit hier outiléiert ass? Et beweist jo och, datt mer do eng Partie Spezialisten hunn déi dofir sollen agesat ginn. Dat ass dat éischt wat ech wollt soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Kann ech...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... direkt äntweren? Well wann een e puer Froe matenee kritt, a mäin Alter, lues a lues, dat ass schonn 100% ze vill. Dat ass jo eng seriö Fro. Mir haten och am Här Bausch senger Kommissioun, d'Commission de contrôle doriwwer riets. An Optioune sinn ni ganz kloer. Wa mer potentiel économique ersetzen duerch Intérêts vitaux économiques da seet dat eppes méi, mä et seet awer net net alles. Potentiel économique huet mer esou large geschéngt, dass einfach Geschäftsschnüffelei duerch de Geheimdéngscht ka gemaach ginn.

Hei geet et drëms dass wierklech vital Interesse betraff sinn. Am Frankräich stellt all Geheimdéngscht d'Fro sech anescht. Dofir soll ee sech net all ze vill dorunner inspiréiere well do dat, ënner Intelligence économique, versteet déi franséisch Politik ganz aner Saache wéi mir. Mir verstinn hei drënner: dass et hei ëm de Schutz vu Privatentreprise geet, déi ënnerhielegt ginn duerch Mataarbechter wou se astellen déi am Déngscht vun

aneren Déngschter oder vun aneren Entreprise stinn, déi awer och ganz oft mat Statsinteressen-Verbündelter sinn. Ech ginn hei keng Beispiller, et gëtt der awer.

Richteg ass et wann eng Firma laiséiert ass duerch Geheimnis-Verrot, loosse mer dat emol esou nennen, duerch Patent erausschmuggelen, dann ass dat keng Affaire fir de Geheimdéngscht. Dann ass dat eng kloer Polizei-Affaire déi virum Geriicht da muss behandelt ginn. Do ass en Dommage entstanen. Den Auteur vun der Infractioun, déi zu deem Dommage gefouert huet, muss ermëttelt ginn. An da muss deementspriechend d'Statsgewalt aschreiden.

Hei geet et ëm eppes aneschters. Hei geet et drëms ze verhënneren am preventive Sënn vum Wuert, dass Betribsspionage stattfënnt déi vital ekonomesch Interesse ka schueden. An dat ass eng typesch Geheimdéngscht-Aufgab. Ech ginn iech en theoretescht Beispill. Dat an der Praxis net do steet. Ech wëll dat ausdrécklech soen! Huele mer mol un, mir hätten eng grouss Satellittegesellschaft zu Lëtzebuerg. Dat ass een haardemstriedent Geschäft. Wann do Leit ageschmuggelt ginn, déi héich relevant Informatiounen do kënnen ergatteren, déi nu wierklech de vitalen ekonomeschen Interessen am Land schiedegen, da fënnt d'Polizei eraus wann et geschitt ass. Wa se et erausfannen. Ee Geheimdéngscht awer, mat senge spezielle Methoden, ech hunn der hei beschriwwen, dee kann am Virfeld dovun dat erausfannen. De Geheimdéngscht kann och d'Betriber beroden, wat en och mécht. Sitzunge mat Betriber, wou mer soen: Passt op op dëst, passt op op dat“. Ganz vill grouss Weltfirmen zu Lëtzebuerg sinn iwwerhaapt net sekuriséiert gewiescht. An dorëms geet et. Net eng Infractioun ze poursuivéieren, mä eng Infractioun duerch geheimdéngschtlech Aktivitéiten ze empêchéieren.

An et ass eng allgemeng Erkenntnis ënner Geheimdéngscht-Leit, ech muss mech jo neierdings och mat Fachliteratur, diesbezüglech, beschäftegen, dass een, dass näischt d'Ressources humaines an d'Human-Quelle kann ersetzen. Dee grousse Virworf, deen amerikaneschen Déngschter gemaach ginn ass ass, dass se sech just op d'Technik verloossen an net op Sourcen. A wéivill Technik, dass se hunn, gesi mer, an anerer och, d'ailleurs hunn ech ee Rapport beim Chef vum Geheimdéngscht gefrot iwwer méiglech Implikatiounen, NSA an aner Saachen, iwwer méiglech Implikatioune vum Geheimdéngscht an déi Saachen, ech ginn iech, ech loossen iech dee Rapport zoukommen, do ass näischt. Mä et ass awer gutt duergestallt wat d'Problematik ass.

Den Här Fayot huet ...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Fayot huet nach eng Fro ze gutt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech, ech wollt soen, Dir hutt gesot Här Statsminister, et géif eventuell déi Zuel vun de Beamten, vun deene Mataarbechter am Service de renseignement an d'Gesetz schreiwen. Ech stelle mer eng Fro. Ech menge mir hunn dat hei och schonn diskutéiert ënnert ons, wann een all déi déi, wéi soll ech dat elo soen?, déi Kontrollen, déi Noten, déi administrativ Virgäng, wann een déi méi reguléiert mécht, an dat wënsche mer eis alleguerten, froen ech mech wéi déi Ressources humaines musse sinn an deem Service fir dat alles ze garantéieren? Dat heescht fir déi Aarbechten, déi mer trotzdem nach ëmmer herno mussen erauskréien, brauche mer en Apparat fir dat ze encadréieren. An ech, hu mer ons scho Gedanke gemaach, et ass eng Fro déi ech ons och stellen, hu mer ons scho Gedanke gemaach ob all déi mesuren, déi mer dann abauen an dat Gesetz an an déi Prozeduren, ob et do mat deene 60 duergeet, fir dat alles esou hinnzekréien, dass mer d'Garantie hunn, dass näischt méi schifleeft, dass keng Dysfonctionnementer sinn? An op där anerer Säit, dass de Service, dass en effikass bleift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Meng meng, ons Propositioun, Här Här President, war net fir d'Zuel vun de Beamte festzeschreiwen, mä fir se opzeloossen. Well ech einfach net iwwerblécken, wat dann elo alleguerten déi zousätzlech Sécherung, déi mer abauen, un d'Personal-Bedarf no sech zitt. Ech hätt jo net gäre wann dat een administrative Waasserkapp géif ginn. Mä déi Prozeduren, déi mer hei festleeën, déi mussen dann awer rechtsstaatlech konform organiséiert ginn, mat alle Gelänner, déi dat brauch. An dofir brauch een, ouni all Zweifel, méi méi Leit.

Et kënnt jo derbäi, dat war och Deel vun der éischter Fro vum Här Fayot, dass wa mer iwwer Espionnage économique schwätzen, mer jo awer och muss réckgräifend op Fachleit, fir dat emol simpel auszedrécken. Et waren am Geheimdéngscht, si sinn entretemps net méi do, déi hu sech ganz intensiv wëllen ënnert den Espionnage économique konzentréieren ouni do vun all Kenntnisser am Këscher ze hunn, déi se gebraucht hunn, fir dat ze maachen. Et ass Allusioun gemaach ginn op ee Fall, dee mer haten, wou de Verdacht bestanen huet, dass eng Puissance étrangère derbäi wier, déi

Lëtzebuerger Betrib un d'Wackelen ze bréngen. Dorops huet de Geheimdéngscht geschafft. En huet mer dat, no laanger Zäit gesot, an ech festgestallt hunn, nodeems ech déi Geheimdéngschter, déi geschafft hunn, op verschidde Plaze geschéckt hunn, déi wierklech eppes dovu kennen, dass dee misst soe wat. An dat huet domat ze dinn, dass net jiddwereen automatesch Fachmann ass fir bestëmmte Querverbindungen ze analyséieren, och wa se dat powerpointméisseg am kale Mount Januar, heiansdo iergendwou virspillen. Et brauch een héich top-Fachleit. Vue, d'Komplexitéit vun deene Betribsstrukturen, déi mer och zu Lëtzebuerg hunn, fir déi Saachen ze suivéieren. Dat geet net „Emil und die Detektive". An an dofir muss ee sech wierklech mam mam Profil vun esou Leit beschäftegen. An iwwerhaapt, dat ass ee Punkt, deen ech iwwersprongen hunn, ech weess net firwat?, musse mer eis jo och iwwer d'Rekrutement vun den Agenten halen. Dat halen ech entretemps vir een héichwäertege Problem. An do muss jo anescht rekrutéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et ass zum Deel och am Avis vun der Kontrollkommissioun

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Et ass schonn 2011...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany. Zum Extremismus? Oder zu aner Punkten?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Nee nee nee. Dir wäert lech wonneren, ech fänke mat engem anere Punkt un.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ah gutt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ma et ass elo just deen, deen Dénge wou dee Fall genannt gi vun deem NSA-Iwwerwaachungssystem, wat jo en Iwwerwaachungssystem vum Internet ass iwwer héich automatiséiert Techniken. Do muss een allerdéngs soen: „An Europa gëtt jo och un esou engem geschafft. Ech weess net wéi wäit e schonn a Betrib ass, deen heescht „Idect". Den Här Berger hat am Parlament där neier Héichschoulministesch eng Fro gestallt. An déi huet geäntwert: „do géif et drëms goen déi anormal an aggressiv Komportementer aus dem Internet erauszefilteren". Wat jo eng

Definitioun ass déi déi u sech jo net einfach esou hinnzehuelen ass, mengen ech. Déi werft jo eng Rei vu Froen op. Wann een esou e System asetzt, kann dat natierlech ganz ganz wäit goen! Wat wéi wéi kann ass ass de Geheimdéngscht, schafft dee scho mat esou Methoden, de Moment? Ginn esou Methoden einfach esou agesat? Well déi si jo déi si jo anzesetzen, einfach esou, ouni Autorisatioun! E kann eng Autorisatioun froen, e muss se awer net froen. Ech wollt froen ob Der doriwwer méi konkret Detailer hutt? Dat, dat wier meng éischt Fro.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hunn iwwert déi Fro, déi der Héichschoulministesch gestallt ginn ass, keng Kenntnisser wat d'Matière ubelaangt déi se dann an hirer Äntwert do behandelt huet. De Geheimdéngscht allerdéngs considéréiert den Internet als eng „oppe Source". Kuckt also periodesch an den Internet fir och extremistesch Beweegunge kënnen iwwert, ze suivéieren, vun hirer Kommunikatioun ze iwwerpréiwen.

Ech huelen un, dass och aner staatlech Instanzen dat maachen, fir Opruff zum Friemenhaass an ähnlech Infractioune kënne festzestellen. D'Observéiere vun där oppener Source" ass wichteg. Ech weess net wéivill Leit, dass de Geheimdéngscht domat beschäftegt an ech weess och net mat wat fir enger Regularitéit, dass dat gemaach gëtt, mä notamment am Beräich vum relures-motivéierte gewalttätegen Extremismus ass et net oninteressant ze suivéiere wéi graduell sech de Pegel vun den Ausenanersetzungen no uewe schaukelt da fir sech dann drëms ze bekëmmeren, dass een dat net verpasst, wann dat sech wann dat op eemol aner Formen unhëlt.

Ech mengen net, dass de Geheimdéngscht un engem Logiciel schafft fir déi Saachen do ze gesinn. Ech mengen och net, dass dass dat iwwert d'Observatioun vum oppenen Internet-Sourcen ewech, zilführend ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dir hat nach eng zweet Fro.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, erlaabt mer do unzehaken. Ech hu mol déi Definitioun gelies vu vun Extremismus, dass dat alles wier wat iwwert déi normal gesellschaftlech unerkannte Komportement eraus geet. Do si mer net wäit ewech vun anormal an aggressiv, déi Definitioun vu virdrun. Do froen ech mech wéi maacht Der den Ënnerscheed zwëschen innepolitescher Spionage, déi Der wëllt jo verbidden duerch dat Gesetz oder verhënneren duerch dat Gesetz? An deen där ganzer Kadatioun, déi duerno kënnt, wéi wéi kënnt Der dat maachen? Wéi definéiert Der, wéi definéiert Der den Extremismus? Dat ass mir, dat ass mir relativ schleierhaft nach. Extremismus wëll ech awer soen ass jo eng Formuléierung déi de Moment net am Gesetz virkënnt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo . Dofir hate ...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Fir den Terrorismus kënnt dra vir. Do gëtt et e Gesetz, dat ass eng penal Infractioun den Terrorismus. Am Virfeld vun där soll ënnersicht ginn. Mä elo kënnt nach eppes eng zweet en zweeten Déngen dobäi, Begréff, wat ass extrem? Wat ass politesch extrem? Et ka mol jiddwereen am politesche Liewen heiansdo extrem heiansdo moderat Positiounen anhuelen, wat ass, also ech, erkläert eis dat vläicht e bëssen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, wann ech dat einfach kéint erklären, géife mer et einfach mat an d'Erklärung an d'Gesetz schreiwen. Extremistescht Denken ass jo erlaabt. Et ass awer net erlaabt gewalttäteg Aktiounen aus deem extremisteschen Denken ofzeleeden, wat ee kann hunn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass richteg. Do gëtt et Police jo awer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, do verwiesselt Der e puer Bühne mateneen. Et gëtt, wann et sech aus extremisteschen Denk-Astellungen eng Menace fir d'Safety extérieur vum Land fir d'Sécuritéit vun der Populatioun ergëtt, fir d'Sekuritéit vun Institutiounen ergëtt, dann ass dat précisement keng Polizei-Aufgab. Dann ass et eng geheimdéngschtlech Aufgab. Kitt, dass dat weidert Traitement vun deem wat de Geheimdéngscht festgestallt huet, dann iergendwann, wat jo och lafend geschitt, net am Zesummenhang mat Extremismus, mat Polizei, an a Justizhänn iwwergeet. Dat heescht: Extremismus muss eng Menace duerstelle fir déi Objektiver, déi ech genannt hunn. Dofir wëll ech nach eng Kéier soen: et geet net drëms fir extrem an extremistesch

Mouvementer oder Associatiounen oder whatever als solch ze iwwerwaachen, mä déi Leit an deene Mouvementer déi een Denke verbreeden oder iwwert een Denke sech mat anerer ënnerhalen, wat Elementer a sech dréit, dass een doraus duerchaus eng Menace kann erkennen.

Ech ginn lech e Beispill: ech muss jo leider Beispiller ginn, et ass net, dass Dir Beispiller muss dauernd ginn, mä dat do si mer jo elo, am islamesche Milieu gëtt et Leit, déi extremistesch Gedanke gutt transportéieren. An déi och mat aneren, déi och extremistesch Gedanken hunn am Sënn, vum reliéise Fanatismus, vum gewaltbereete reliéise Fanatismus, transportéieren a sech mat deenen doriwwer ënnerhalen. Entretemps wësse se jo alleguer opgrond vu Publizitéit vun alle méiglechen Aarbechten, dass se observéiert ginn. Wat d'Sécherheet hei am Land natierlech massiv verstäerkt huet. Wann déi matenee schwätzen, an do héiert een: „muer de muere sinn ech beim Allah", dat héiere mer e puermol de Mount, dann däerf ee wann ech gelift sech dorëms bekëmmeren. Da muss ee sech dorëms bekëmmeren. Dat ass firwat ee Geheimdéngscht do ass. Dat ass d'ailleurs déi Aktivitéit Terrorismus-Proliferatioun, Wirtschaftsspionage un den Ajustementer vun deene Geheimdéngscht-Agenten ze interesséieren huet a soss näischt. An an dofir, bei allem Verständnis fir dem Här Urbany seng Fro an och fir dee Grondreflex, deen aus där Fro schwätzt, ech si guer net esou wäit dovun ewech, well ech och net gären hunn, dass jiddwereen, deen net 0815 ass an net riicht leeft dann automatesch an den Donstkrees geréit vu Souspicioun kënnt. Esou en enjeu homosexuell, pädophil, bei allem Verständnis fir eng eng grouss Retenue an deene Saachen, gëtt et nu mol gewaltbereet Extremismus, och zu Lëtzebuerg. An deen hätt ech gären, dass mer deen ënner Kontroll behalen an am A behalen.

A vue, dass mer jo elo d'Dispositioun virschloen, dass all Observatiouns-Formen, déi ech genannt hunn, och all dräi Méint mussen an d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, mit Ross und Reiter, ouni d'Nenne vun der Identitéit vun der Source, déi ech och ni gewuer ginn, muss de Grand Seigneur, an der Kommissioun, gesinn ech awer keng grouss Problemer. Déi Magistraten, déi de Premier beroden oder deen dee fir de Geheimdéngscht zoustänneg gëtt, an déi muss en autoriséieren, dat si jo och keng" vun der Heck gepléckten", de Premier am Regelfall och net!, mais ça se discute, et muss ee Bericht vum parlamentarescher Kontrollkommissioun gemaach ginn, do hunn ech awer mengen ech rechtsstaatlech Garantië genuch, fir dass do eben net dat geschitt wat ee

kéint unhuelen, wann een einfach elo den Extremismus hei ënner generell Beobachtung stellt. Dat mengen ech net, dass dat geschitt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mengt Der dann, dass déi aktuell Praxis scho konform wier, zu där Definitioun, déi déi Der elo ginn hutt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Ech, ech hunn zwar de Mëtteg héieren, ech hunn um dräi Auer d'Televisioun opgemaach.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Voilà.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Well ech wollt wësse wéini, dass ech mech misst a Beweegung setzen. Dann hunn ech héieren, dass den Här, dann hutt Der hei iwwert eng Lëscht vun Organisatioune geschwat. Ech wier frou wann ech déi géif kréien, well déi hunn ech net.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hu kee Problem dermat, wann Der se kritt.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Heck huet dat jo erkläert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech géif et just, just fir ze wëssen, fir mäin Dossier komplett ze hunn, hätt ech se gären.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Ech hätt awer nach eng Fro zum, zu, zum ekonomeschen volet.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Den Här Urbany. An da kucke mer ob nach aner Froen do sinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Do muss ech soen, do muss ech soe mir hu leider kee Briefing kritt iwwert déi ekonomesch Froen, wat een, an dat war awer en Deel och vun de Enquête gewiescht, wat versteet een dorënner Espionnage économique? Dat dee Begréff vu Prospection économique huet jo eng grouss Roll gespillt och an eisem an eisen Aarbechten. Et ass gesot ginn: et ass just defensiv. Dat war just defensiv sinn. Wann Attacke bestinn op de Potentiel économique oder op d'Intérêts économiques, mä net offensiv. Do sinn awer Saache geschitt dat ass ganz kloer dat war Prospektioun. Et war ekonomesch Prospektioun. An ech muss souguer soen am Bericht, vun der Kommissioun, ass dat och e bësse mat ofgedeckt ginn. Et ass och gesot ginn dat wier eppes wat wat ee misst maachen, souguer am Kader vun der Lissabon-Strategie stoung do: misst een offensiv do virgoen an et misst een och Berichter kréien, méi dacks, iwwert dat wat de Geheimdéngscht mécht fir déi déi Prospection économique do ze maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ech war och do e bësse paff. Et muss een, dat war d'Diskussioun virun zwee Joer, do waren e puer Saachen net bekannt. An et ass sécherlech d'Vue géif ech menge vun der Enquêtekommissioun, méi nuancéiert ass zu där doter Fro, wat d'Nécessitéit vun Aktivitéit vu Situatioun am ekonomesche Beräich ugeet, wéi dat nach sech erëmgespigelt huet am Avis vun der Kontrollkommissioun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll, Här Här President, just dozou soen, dass mer natierlech Kenntnis hu vun enger Form vu Kooperatioun tëschent dem Geheimdéngscht an dem Wirtschaftsministère, déi een hannerfroe muss. Trotzdem ass et, dass Är Kommissioun 2011 festgestallt huet, dass ee misst offensiv mat enger offensiver Attitude un déi Fro erugoen, an dass de Stat misst Informatiounen hunn, periodesch Informatiounen iwwert déi Regioune mat deene mer zesummeschaffen an Informatioune misst hunn iwwert déi Interlocuteuren, mat deene mer zesummeschaffen. An Är Kommissioun huet konkluéiert: dass de Konzept vun der Intelligence économique un rôle de première importance hätt. An dat ass och esou. Dat ass net an all Detail eng Rechtfäerdegung fir déi Operatiounen, déi deemools am Nordirak, ech mengen dat war jo, nee, wat d'Virliese vun dësem Text, kann een net huele fir dat ze rechtfäerdegen. Obschonn, do och vill Elementer, an déi eng an an déi aner Richtung plädéieren. Mä dass

mer awer musse wësse mat weem mer et ze dinn hunn, wa mer Investisseuren empfänken. De Wirtschaftsminister, de Finanzminister, de Statsminister ganz dacks. An dass mer eis och dat Wësse verschafen. Dat kann ech lech awer aus menger Experienz soen, dass et nëtzlech ass, et ze hunn! Dass et nëtzlech ass et ze hunn! Souguer wann aus bestëmmte Länner offiziell Delegatioune mam Premier hunn, ass et heiansdo nëtzlech ze wësse ween dann an där offizieller Delegatioun ass, deen eigentlech de Geheimdéngscht an deem Land vertrëtt. An ob deen do sëtzt oder ob en dobausse bleift, a wann en dobausse bleift, mat weem, dass e schwätzt a wat en dann owes mécht wann, wann d'Luuchten ausginn. Ech fannen, dass een, dass et net richteg ass, dass ech iwwert déi Saache muss schwätzen. Ech wëll lech just soen: „et ass eng seriéis Matière". Et ass eng ganz seriéis Matière. Ech ënnerscheede mol gären tëschent den noble Geheimdéngscht-Aufgaben déi vun deene meeschten, déi am Geheimdéngscht schaffen, gemaach ginn, a Saachen déi eenzelner gemaach hunn, déi näischt mat den heitegen Aufgabe vum Geheimdéngscht ze dinn hunn, mä gleeft mer, mat dem beschäftegen, mat den nobele geheimdéngschtlechen Affairen, ass Tagesfüllend, wann ee sech dofir interesséiert. Dofir hunn ech mech interesséiert. Ech hat awer nëmmen dee ganzen Dag dofir. An dofir soen ech nach eng Kéier: „Den Här Bausch huet deen Ausdrock net esou gär, dee Geheimdéngscht-Beoptraagten, ass eng Nécessitéit". Well, an Däitschland zum Beispill, gëtt et ee Minister beim Bundeskanzler, dee fir d'Koordinatioun vun de Geheimdéngschter zoustänneg ass. Mat deem mer eis och ënnerhalen. Also d'Regierungscheffen am Ausland wësse selte bescheet iwwer hir Geheimdéngschter. Déi hunn ee Minister deen zu deem Zweck ofgestallt ass. An dat brauch en, et muss kee Minister sinn, e Geheimdéngscht-Beoptraagten, geet duer. Mä ënnerschätzt d'Geforen net, déi am ekonomeschen Espionage laien, sie sinn ganz reell.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Ech wollt nach eppes dozou eppes soen. Ech menge wat an deem do Kontext extrem essentiell ass, dat ass wat elo an d'Gesetz soll dra stoe kommen. Nämlech déi nei Bestëmmunge fir d'Agenten, déi op deenen Terrainen täteg sinn, well de Problem, dee sech jo gestallt huet, dat hu mer jo déi lescht Jore gesinn, dat ass, datt an deem dote Kontext, Leit, loosse mer soen, e bësselchen d'Kape verwiesselt hunn". Dat heescht hir privat Kap verwiesselt hu schlussendlech wat se wëlles hate mat deem wat se do gewuer gi sinn. An am Fong déi doten, dat Gesetz an deen

doten Deel vum Gesetz genotzt hu fir hiren eegenen Interessen nozegoen. An dat ass jo, an do soll jo am Gesetz, ech mengen dat ass dofir ass dat essentiell, datt déi Bestëmmungen dra kommen, datt een Agent vum Service während fënnef Joer op kee Fall dierf also iergendeng Informatioun notze vun deem wat en do kritt huet. An ech mengen dat ass wichteg, fir datt en déi Zäit wou en do ass, iwwerhaapt net op d'Idee kënnt fir dat ze maachen, wat hei a verschidde Fäll gemaach ginn ass. Och ënner anerem bei deem Beispill vun där lëtzebuerger Firma déi dann, wou dat déi ganz Theorie opgestallt ginn ass. Well wat mech do besonnesch schockéiert huet an deem Kontext, dat ass, datt dee betreffenden Agent jo selwer an engem interne Rapport Propositioune mécht wou engem wierklech also bal, déi puer Hoer, déi een nach huet, vum Kap eroffalen, wann een dat liest. Wann een da kuckt wat duerno geschitt ass. Also dat ass. An ech mengen do läit jo och de Schlëssel vun der Problematik an deem heiten, et ass niewent deem Fait, datt d'Definitioun vill méi kloer muss gemaach ginn. Ech mengen dat wat elo proposéiert gëtt, ass einfach d'Definitioun vill méi prezis gemaach gëtt fir

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Jo. ok.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mengen dat ass ee wichtege Punkt. Ech hat deen och mentionéiert bei der Presentatioun vum graffe Bild iwwert dat neit Gesetz. Et ass e wesentleche Punkt. Ech muss soen, ech wosst dat och laang net, dass et, ech weess net wéivill dausend mol d'Joer virkënnt, dass an Europa fréier Geheimdéngscht-Agenten Sécherheetsfirmaen a Renseignementsfirmen opmaachen an an net alle Länner gëtt et do einschlägeg Dispositiounen. Mä Är Aarbechten hunn ech jo erlaabt festzestellen, dass wéi ech bis gewuer gi sinn, dass een am Geheimdéngscht wier deen eng privat Renseignementsfirma géif opmaachen, ech dofir gesuergt hunn, dass deen net méi am Geheimdéngscht bliwwen ass. Dat hutt Der jo notéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Weider Froen hei? D'Kommissiounsmemberen? Ech hätt dann eng eng lescht Fro. Well mer dat och mam Här Heck diskutéiert hunn. Wou ass elo eenzel Bestëmmungen, déi elo an deenen neien Instructions de service dra sinn

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ob een deenen net soll déi och constatéieren, zum Deel, zumindest och am Gesetz. Ech denken do un déi ganz Fro vun de Quellen, vun den Informanten. Wou mer et wichteg erschéngt, dass een op dee Wee geet deen elo dann zréckbehale ginn ass, fir dass déi mussen iwwerpréift ginn, dass do muss eng eng e Repertoire si wou wou déi dra sinn. An do ass d'Fro: geet et duer, dass dat op enger Instruction de service opgebaut ass déi déi zu Lëtzebuerg wéineg Effets juridiques hunn? Oder gehéiert et net zum Prinzip vun esou eppes, net den Detail, de Prinzip esou eppes och an e Basistext eran iwwert de Service de renseignement?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, d'Fro ass jo: vu wéini ass eng Source eng Source? Déi kann ech op de Standpunkt stellen. Eng Source ass eng Source wa se am Regëster vun de Sourcen opgefördert ass. E Regëster, deen ech d'ailleurs ni gesinn hunn, well ech mech an deenen Archiven net esou gutt auskennen, wéi anerer! Wann eng Source eng Source ass a si ass net enregistréiert, mä si hëlt hält sech selwer fir eng protegéiert Source a si ass net protegéiert just well den Agent se net am Regëster vun de Sourcen opgefouert huet, wat fir eng Konsequenz zitt een doraus, wann et ëm d'Protektioun vun de Sourcen ugeet? Ech kann ëmmer bis op Spitzfündegkeet goen; déi Source ass net als Source gefouert, also brauch se och net protegéiert ze ginn. Ech halen dat awer fir geféierlech. Wann do een Agent bewosst eng Source net andréit. Wouduerch dee sech eigentlech misst indirekt, wann net direkt, strofbar maachen. Mä, dass een an d'Gesetz schreift, mä da muss een awer och nach e puer aner Saachen aus der Instruktioun erausschreiwen, soss kënnt dat jo e bëssen isoléiert dohier, dass et e Regëster vun de Source muss ginn. Déi awer net kann agesi ginn, vu kengem!

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Dat do ass an der Rei. D'Protektioun muss bestoe bleiwen. Do si mer eis eens.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ob dann all Agent d'Source an de Regëster schreift, wann dat am Gesetz steet, wëll ech hoffen. Well ech hunn och, déi Instruktioun ass et jo ginn! Bon, et wier vläicht gutt wann een dee ganze Katalog vun Instruktiounen, déi den Här Heck notamment do an engem ...

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Ganze Classeur...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An engem ganze Classeur, kann een eng Kéier doduerch goen, fir ze kucke wat eigentlech verdingt dovunner an d'Gesetz geschriwwe gëtt. Ech hunn déi Instruktioun do gesinn, Dir hutt se kritt.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir hu se kritt. Kucken nach eng Kéier op d'Kommissiounsmemberen. Si keng weider Froe méi do? Da géif ech dem Statsminister Merci soen, dass e sech hei déi Aussoe gemaach huet a sech de Froe gestallt huet. An domadder d'Sitzung vun der Enquêtekommissioun opgehuewen

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Si soss wierklech keng Froe méi?

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Et schéngt es net, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP), Président.*- Mir hätten, déi nächst Sitzung wier da muer um zwou Auer. Merci.

*

Luxembourg, le 24 Juin 2013

Le témoin, M. Jean-Claude Juncker

Le Président de la Commission d'enquête, M. Alex Bodry

Le Secrétaire de la Commission d'enquête, M. Laurent Besch

Chambre des Députés

Session ordinaire 2010-2011

Rapport de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Les activités et le fonctionnement du Service de Renseignement de l'Etat

- 24 juin 2011

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement

Rapport sur les activités et le fonctionnement du Service de Renseignement de l'Etat

Remarques préliminaires

Par son courrier du 27 février 2008 à l'adresse de Monsieur Charles Goerens, alors Président de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement, **Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker avait**

1. **demandé à la Commission d'élaborer un avis général concernant les activités et le mode de fonctionnement du Service de Renseignement** ceci sur base des dispositions de l'article 15 (6) de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat qui stipule que « le Premier Ministre, Ministre d'Etat peut demander à la Commission d'élaborer un avis concernant des questions liées au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement. »

2. suggéré à la Commission sur base de l'article 15 (3) de la loi modifiée du 15 juin 2004 qui confère à la Commission le droit de procéder à des contrôles portant sur des dossiers spécifiques, de se pencher sur toutes les questions restées ouvertes en relation avec les activités du Service de Renseignement de l'Etat concernant :

- la gestion par le Service du réseau « Stay behind » de ses débuts jusqu'à son démantèlement,
- l'affaire des attentats à l'explosif des années 1985 et 1986 et le rôle joué par le Service dans le cadre de l'enquête sur les poseurs de bombes,
- la véracité des allégations concernant d'éventuels liens entre les deux dossiers dans la mesure où les travaux de la Commission feraient apparaître un tel lien.

L'actualité politique et la pression médiatique ont fait que la Commission avait tenu de présenter d'abord deux rapports traitant plus particulièrement les points relevés sub 2..

Ainsi le 6 juillet 2008 la Commission avait remis à Monsieur le Premier Ministre un rapport sur les activités du réseau « Stay behind » luxembourgeois ainsi qu'un rapport sur le rôle du service de renseignements dans le cadre des enquêtes relatives à l'affaire des attentats à l'explosif de 1984 à 1986. Ces deux rapports furent rendus publics le 7 juillet 2008.

Ayant été au courant des efforts du Service de Renseignement de l'Etat de faire analyser et d'analyser son fonctionnement interne la Commission a voulu attendre tant les premières conclusions des audits externes et internes initié par le service qu'une période de démarrage sous l'égide de la loi de 2004 avant de se prononcer sur les questions de fonctionnement dudit service.

Les auteurs du présent rapport voudraient rendre le destinataire attentif au fait qu'il n'est pas très aisé de se prononcer sur les activités et le fonctionnement d'une entité administrative si on ne dispose que d'une vue purement externe sans avoir le sentiment

de l'atmosphère qui règne au sein de cette administration pour le reste très fermée, sans avoir pu recourir au vécu. D'un autre côté cet état des choses peut également passer en avantage du fait qu'on n'est pas influencé par des préjugés et on n'a pas besoin de surmonter l'héritage du passé.

I. Les activités du Service de Renseignement

Les missions du Service de Renseignement telles qu'énoncées par la loi de 2004

L'article 2 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat énumère les missions du Service de Renseignement comme suit :

« (1) Le Service de Renseignement a pour mission :
- de rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective de prévention, les renseignements relatifs à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg, des Etats auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune ou d'organisations internationales ayant leur siège ou exerçant leurs missions sur le territoire luxembourgeois, ses relations internationales ou son potentiel scientifique ou économique ;
- d'effectuer les enquêtes de sécurité prévues par la loi ou découlant d'une obligation de droit international ;
- d'assurer la sécurité des pièces classifiées ;
- de surveiller l'application des règlements de sécurité nationaux ou internationaux.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), on entend par :
« activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché» : toute activité, individuelle ou collective, déployée à l'intérieur du pays ou à partir de l'étranger :

- qui peut avoir un rapport avec l'espionnage, l'ingérence d'une puissance étrangère dans les affaires de l'Etat luxembourgeois, le terrorisme, la prolifération de systèmes d'armements non conventionnels et des technologies y afférentes ou le crime organisé dans la mesure où ce dernier est lié aux faits précités

et

- qui est susceptible de mettre en cause l'intégrité du territoire national, la souveraineté et l'indépendance de l'Etat, la sécurité des institutions, le fonctionnement régulier de l'Etat de droit ou la sécurité de la population.

La loi de2004 reflète toujours les menaces actuelles

Les raisons qui ont amené le Gouvernement à proposer dès 2003 à la Chambre des Députés une adaptation du champ des missions du nouveau Service de Renseignement ont été bien développées dans l'exposé des motifs qui a accompagné d'antan le projet de loi 5133 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat. **La commission considère que les missions telles que retenues dans le texte de la loi reflètent encore la réalité du moment bien que la pondération des différentes formes de menace a changé entre-temps.**

Prenant déjà en compte les évolutions sociétales auxquelles nous sommes confrontées dernièrement les dispositions légales en vigueur permettent au Service de Renseignement de faire face aux menaces qui pèsent actuellement sur nos sociétés.
La Commission avait pris connaissance d'antan du document, rédigé par le Service de Renseignement de l'Etat (SRE), qui procédait à l'évaluation de la menace du Grand-Duché de Luxembourg et ceci sur base de l'article 2 de la loi de 2004. Elle en avait déclaré le bien-fondé. Ce document couvrait quatre domaines : le terrorisme, l'extrémisme, la prolifération d'armes de destruction massive et l'espionnage. La description de ces menaces et les défis qui en découlent pour notre pays ont été à plusieurs reprises décrites dans les rapports successifs de la Commission. **Comme pour toute entité étatique il faut cependant constamment faire une lecture juste de toutes les composantes de l'environnement national et international et savoir détecter de façon précoce les transformations, les évolutions à intervenir afin d'adapter au plus vite les missions ou les moyens.**

Une stratégie en matière d'intelligence économique une nécessité

Un autre domaine d'activités qui a été mis à l'avant par la Commission dans ses rapports des dernières années fut l'espionnage dans les domaines scientifiques ou économiques.

Comme le renseigne le texte précité la base légale de cette action de protection du potentiel scientifique et économique du Service de Renseignement se trouve dans la loi du 15 juin 2004.

L'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi en 2003 avait déjà noté que : « Dans ce même registre des menaces qui pèsent sur le patrimoine économique et financier du pays, il convient encore de mentionner l'espionnage industriel et technologique, notamment dans le domaine de l'informatique, qui depuis la fin de la guerre froide a pris une importance croissante. Aujourd'hui, la sécurité de tout pays est plus que jamais étroitement liée à la protection de son patrimoine économique, industriel, scientifique et financier et il n'y a pas de services secrets absents de ce domaine. »

La performance compétitive va de pair avec la recherche et l'innovation. N'est-ce pas le sommet européen de Lisbonne de mars 2000 qui avait fixé comme objectif de mettre sur pied « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale. »
Ainsi l'investissement dans la recherche et l'innovation sont avancés à juste titre comme des facteurs-clefs de succès. Des domaines convoités par tant d'autres qui essaient de s'accaparer le know-how de leurs concurrents.

En matière économique il y a certes d'abord la dimension de la protection où le Service de Renseignement avait noté d'antan à juste titre qu'il était absolument nécessaire à ce que les acteurs se prennent eux-mêmes en charge. Pour atteindre cet objectif il y a lieu de sensibiliser et de responsabiliser les concernés à ce qu'ils réservent une attention particulière à cette problématique.

Telle que la Commission l'avait déjà noté dans son rapport de l'année 2007 le SRE, en collaboration avec le Ministère de l'Economie et d'autres administrations ou services, constitue un pion important dans l'opération de sensibilisation du plus grand nombre possible

d'acteurs scientifiques et industriels en particulier celles qui ont pour objet de conseiller, d'auditer, d'assurer, d'investir et d'innover. Le Service de Renseignement opère ici dans un cadre essentiellement préventif en sensibilisant les entreprises aux menaces d'ingérence.

Dans le climat actuel de compétition économique fort prononcé il y a absolument lieu d'identifier les intérêts économiques et scientifiques majeurs de notre pays et de mettre en place les outils destinés à leur promotion et à leur défense.

La Commission considère que pour être à la hauteur de cette ambition l'Etat doit développer une vision stratégique, fixer les secteurs d'activités clefs et connaître les besoins des acteurs économiques, déterminer les technologies et le savoir-faire prometteurs et prendre les mesures nécessaires pour protéger le patrimoine économique et scientifique du pays.

Cependant en matière économique il ne s'agit pas uniquement de protéger mais de prendre également une attitude plus offensive. Ainsi l'Etat lui-même nécessite périodiquement des informations sur des régions, sur des interlocuteurs économiques qui pourraient présenter un intérêt pour le pays. Le Service de Renseignement a également dans ce domaine son rôle à jouer.

La Commission tient à souligner que dans le monde concurrentiel dans lequel on se trouve et où les atouts de la compétitivité doivent être protégés le concept de l'intelligence économique joue un rôle de première importance. En effet il ne suffit plus uniquement de prendre une attitude passive mais de mettre sur pied un plan d'action en matière d'intelligence économique et de déterminer par la même occasion clairement les besoins de l'Etat, le rôle du SRE et l'expertise et les moyens que ce dernier doit avoir pour mener à bien cette mission. Néanmoins la Commission tient à inviter le Gouvernement à veiller dans la mesure du possible à ce que le Service de Renseignement limite à la stricte nécessité les contacts avec les services de pays aux principes et valeurs douteux. La Commission a apprécié l'offre de Monsieur le Premier Ministre et de Monsieur le Ministre de l'Economie consistant à ce que ce dernier informe périodiquement la Commission des actions de prospection dans lesquelles le Ministère a eu recours aux services du SRE.

Les entreprises pour leur part ont également besoin d'informations utiles dont ils ont besoin « pour élaborer et mettre en œuvre de façon cohérente la stratégie et les tactiques nécessaires à l'atteinte des objectifs définis par l'entreprise dans le but d'améliorer sa position dans son environnement concurrentiel. » Il convient d'inciter les entreprises à développer et à institutionnaliser les fonctions se rapportant à l'intelligence économique. L'intelligence économique doit constituer une fonction permanente au sein des entreprises. Les entreprises privées recourent dans ce domaine beaucoup à des sociétés privées de renseignement économique souvent crées par d'anciens membres des services.

En ce qui concerne plus particulièrement les sociétés privées de renseignement la Commission invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer que ces dernières présentent des garanties d'éthique, de confidentialité et de professionnalisme par l'introduction d'un système d'agrément préalable des professionnels et de tenir un registre des sociétés de ce genre.

En outre elle propose de réglementer le départ des agents du Service de Renseignement vers de telles sociétés en décrétant des mesures susceptibles d'éviter tout conflit d'intérêt.

La sécurité cybernétique

En France le livre blanc « Défense et Sécurité nationale » initié par Nicolas Sarkozy décrit les menaces en la matière comme suit : « Les moyens d'information et de communication sont devenus les systèmes nerveux de nos sociétés, sans lesquels elles ne peuvent plus fonctionner. Or le « cyberspace », constitué par le maillage de l'ensemble des réseaux, est radicalement différent de l'espace physique : sans frontière, évolutif, anonyme, l'identification certaine d'un agresseur y est délicate.
La menace est multiforme : blocage malveillant, destruction matérielle (par exemple, de satellites ou d'infrastructures de réseau névralgiques), neutralisation informatique, vol ou altération de données, voire prise de contrôle d'un dispositif à des fins hostiles.
Dans les quinze ans à venir, la multiplication des tentatives d'attaques menées par des acteurs non étatiques, pirates informatiques, activistes ou organisations criminelles, est une certitude. Certaines d'entre elles pourront être de grande ampleur.
S'agissant des attaques d'origine étatique, plusieurs pays ont déjà défini des stratégies de lutte informatique offensive et se dotent effectivement de capacités techniques relayées par des pirates informatiques. Dans ce contexte, les tentatives d'attaques dissimulées sont hautement probables. Des actions massives, menées ouvertement, sont également plausibles. »

Les attaques informatiques peuvent ainsi déstabiliser considérablement la vie courante, paralyser les réseaux vitaux pour le pays ou l'informatique de secteurs économiques clés, comme par exemple celui du marché financier.

Le groupe d'experts français propose : « le passage d'une stratégie de défense passive à une stratégie de défense active en profondeur, combinant protection intrinsèque des systèmes, surveillance permanente, réaction rapide et action offensive. »

A l'exemple de ce qui se fait dans les autres pays le Luxembourg devra faire de la sécurité des systèmes d'information une de ses premières préoccupations.

La commission constate avec satisfaction que des initiatives ont déjà été lancées. Ainsi au niveau du secteur public il existe une coopération entre le SRE, le Centre informatique de l'Etat, la Police, le Centre de Communication de Senningen, le Ministère de l'Economie, le Ministre de la Défense et le Haut Commissariat à la Protection Nationale.

La Commission considère que le pays devra se doter absolument d'une expertise nationale dans le domaine de la sécurité des dits systèmes pour éviter à tout prix des ruptures accidentelles ou intentionnelles.

Au niveau du secteur public elle invite partant le Gouvernement à créer un organe qui aura comme finalité de doter le pays d'une stratégie de défense et d'une capacité de lutte dans ce domaine en y associant toutes les entités étatiques concernées et en se souciant de la sécurité de tous les pouvoirs de l'Etat. Par ailleurs les responsabilités des différents membres du groupe doivent être clairement établies. Par ailleurs il semble important au niveau du CIE à ce que le SRE puisse avoir non point accès au contenu des

messages envoyés par voie de courriel mais puisse faire un « log in » en vue de pouvoir vérifier les expéditeurs et les destinataires des messages.

Au niveau du secteur privé la Commission félicite la Direction du Commerce électronique et de la Sécurité informatique du Ministère de l'Economie pour son action et incite la création de CERT (Computer emergency response team) pour les secteurs qu'il convient absolument de protéger (secteur bancaire, centres de recherches, énergie, etc.) en y associant les acteurs économiques et en première ligne les opérateurs de réseaux.

Les risques de la prolifération

De par son aéroport qui constitue une plaque tournante importante dans le fret aérien et de par sa place financière le Luxembourg peut être une cible intéressante pour tous ceux qui opèrent dans des activités de prolifération.

La Commission se doit de constater qu'en dépit de tous les efforts déployés par le Service de Renseignement, l'Administration des Douanes et l'Office des Licences pour empêcher au mieux toute activité en la matière, le Luxembourg ne dispose pas encore d'un cadre légal adéquat susceptible de sanctionner pénalement les opérations de prolifération. Convaincus qu'une telle législation est indispensable, les membres vous prient partant de charger le département ministériel compétent de procéder à la rédaction d'un projet de loi y relatif.

Par ailleurs la Commission considère qu'il serait d'un avantage si on pouvait mettre sur pied un programme de sensibilisation et de formation au sujet des risques de la prolifération à destination des fournisseurs, des banques, des entreprises du secteur logistique et de tout autre intervenant potentiel.

Coordination et détermination précise des besoins des consommateurs politiques

Dans le cadre des missions et activités relevées ci-avant il est essentiel que le Service de Renseignement ait connaissance de façon précise des besoins des différents consommateurs politiques et ceci pour assurer que ces derniers puissent disposer de l'ensemble des données qui permettront d'éclairer leurs décisions et d'apprécier les situations en toute souveraineté. En effet la connaissance et l'anticipation sont l'une des clés de l'autonomie stratégique d'un pays.

Au niveau du Gouvernement les consommateurs sont le Premier Ministre en même temps chef hiérarchique du Service, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances, du Ministre de l'Economie, le Ministre de la Justice, le Ministre des Cultes, le Ministre ayant parmi ses compétences le Transport ainsi que le Ministre de la Défense.

La Commission considère, qu'en vue d'atteindre le but de donner des instructions précises au Service de Renseignement et de déterminer le cas échéant les priorités parmi les besoins, il serait d'un avantage de procéder à la création d'un Comité de coordination du renseignement composé des membres du Gouvernement précités. Le

Secrétariat serait assuré par la personne en charge du Service de Renseignement auprès du Premier Ministre. Dans les relations entre consommateurs politiques et Service de Renseignement doivent exister une transparence et une traçabilité absolue et les relations doivent baser sur une procédure précise à prédéterminer.

Création de sociétés privées pour l'accomplissement des missions du service de Renseignement

Actuellement le Service de Renseignement passe par un certain nombre de sociétés qu'il a créé pour mener à bien les missions qui lui ont été dévolues par la loi.

La Commission exige à ce que l'action de ces sociétés utilisées par le Service de Renseignement se limite purement à un rôle facilitateur au niveau de l'exécution des missions prévues par la loi. Leur action, qui devra être conforme à la mission légale, ne saura échapper au contrôle de la Commission parlementaire.

La collaboration entre le Service de Renseignement et les autorités policières, judiciaires et administratives

Au niveau de la coopération avec la Police grand-ducale les personnes en charges des opérations de part et d'autre soignent un contact hebdomadaire. Par ailleurs il existe le Comité National de sûreté qui est un organe informel dirigé par le Haut Commissariat à la Protection nationale et regroupant le SRE, la Police grand-ducale, l'Armée et le Parquet, sans oublier des organes du genre CONATEL, le comité ministériel à la sécurité regroupant les Ministres de tutelle des Administrations précitées mais qui ne se réunit guère et le Conseil supérieur de la sécurité qui se réunit quand-même 3 à 4 fois par année.

Sur base des expériences des années 80 où l'on a pu constater à travers l'affaire des attentats à la bombe que la collaboration entre les différentes instances laissait beaucoup à désirer il est absolument nécessaire à ce que les organes existants doivent soit fonctionner tel qu'il se doit soit être supprimé et remplacé par une structure efficace.

La Commission veut avoir la possibilité de pouvoir aller périodiquement à la rencontre des professionnels qui oeuvrent au service de la sécurité du pays et qui collaborent avec le SREL. Il convient à la Commission de contrôler si cette collaboration se fait efficacement et si de façon générale cette collaboration se fait dans le cadre légal fixé par la loi.

La nécessité d'une coopération efficace entre services de renseignement

En ce qui concerne la coopération multilatérale entre services de renseignement on constate que le Service de Renseignement fait aujourd'hui partie d'un certain nombre d'organismes internationaux (club de Berne etc.) sans oublier les relations bilatérales qu'il entretient avec d'autres services en général et avec ceux de la Grande Région en particulier.

Dans un monde globalisé où les menaces s'exportent facilement la collaboration entre services est absolument souhaitable.« L'apport de chacun permet ainsi de démultiplier l'efficacité de la collectivité en matière de sécurité nationale et de protection des citoyens tout en préservant la stricte subordination des chefs des services à leurs autorités politiques nationales. » (voir : Questions internationales no 35 – janvier-février 2009 / Les formes de coopération internationale entre services de renseignement et de sécurité par Éric Mechoulan)

Les récents rapports nationaux traitant de la sécurité nationale sont d'accord à noter que la sécurité nationale requiert une action collective. L'action multilatérale dans les domaines tels que la lutte contre le terrorisme, la non prolifération des armes de destruction massive ou de criminalité organisé est indéniable et absolument nécessaire.

C'est ainsi que la Commission soutient toute action de coopération du Service qui puisse contribuer à une meilleure sécurité du pays. Elle aimerait cependant que les relations bilatérales avec des régimes qui ne partagent pas forcément nos valeurs démocratiques se fassent avec modestie.

Par ailleurs la Commission tient à être périodiquement mise au courant par les membres du Gouvernement compétents du fonctionnement concret des instruments qui furent mis en place au fil du temps pour combattre certaines menaces tels que l'initiative de sécurité contre la prolifération ou PSI, les actions au sein du Gafi (Groupe d'action financière) pour lutter contre le financement de la prolifération, le plan d'action contre la prolifération des armes NBC, la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies etc..

La Commission soutient tous les efforts du Gouvernement à renforcer le rôle de l'Union européenne comme acteur de sécurité. En effet dans le domaine des grands trafics criminels (stupéfiants, contrefaçons, armes, cigarettes etc.) dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et bien d'autres il faut absolument persévérer à faciliter l'émergence de politiques communes à l'échelle de l'Union.

L'article 222 du traité de Lisbonne stipule dans son point 4 qu' « afin de permettre à l'Union et à ses États membres d'agir d'une manière efficace, le Conseil européen procède à une évaluation régulière des menaces auxquelles l'Union est confrontée. »
La Commission de contrôle demande à ce que Monsieur le Premier Ministre informe la Commission une fois par année du contenu de cette évaluation et des travaux du comité politique et de sécurité du Conseil, le tout afin que celle-ci puisse analyser pour sa part si les structures en place au Luxembourg et plus particulièrement au niveau du Service de Renseignement soient adaptées aux dangers qui menacent l'espace européen.

La nécessité d'un reporting régulier et complet

Dans le cadre des activités du Service de Renseignement il est important à ce qu'il existe un système de reporting interne et externe.

Sous le terme de reporting on entend « l'opération consistant, pour une entreprise, à faire rapport de son activité ou désigne le document analysant le fonctionnement et l'activité d'une entreprise, dans un ou plusieurs domaines, pour une période donnée. Plus généralement, il est la présentation périodique de rapports sur les activités et résultats d'une organisation, d'une

unité de travail ou du responsable d'une fonction, destinée à en informer ceux chargés de les superviser en interne ou en externe, ou tout simplement concernés par ces activités ou résultats. » Cette définition s'inspirant de ce qui se passe dans le secteur privé peut également être appliqué au niveau du secteur public.

La commission insiste à ce qu'un système de reporting soit mis sur pied tant en interne qu'en externe. Elle retient avec satisfaction que le volet interne a été traité dans le cadre de l'étude « Information Management Audit » de 2004 relevée ci-après. A l'issue de celle-ci le Service a mis en place une structure de communication qui assure ce reporting en interne.

En ce qui concerne maintenant plus particulièrement le reporting en externe la Commission invite le Service à veiller à ce que le chef hiérarchique, en l'occurrence le Premier Ministre soit, à côté des cas où il y a péril en la demeure, régulièrement mis au courant moyennant rapport écrit des activités du service.
Au cas où le Gouvernement suivrait la Commission en son avis concernant la création d'un Comité de coordination du Renseignement il y a lieu de fournir les mêmes rapports le moment venu à ce Comité.

En ce qui concerne le reporting par rapport à la Commission de contrôle parlementaire même il est renvoyé à son rapport de 2008 dans lequel la Commission avait insisté à ce que le Service de Renseignement de l'Etat fasse continuellement preuve d'une attitude proactive, c'est-à-dire qu'il informe la Commission de Contrôle parlementaire d'office et de sa propre initiative de toutes les opérations, de tous les problèmes etc. de façon à ce que la Commission soit à même d'assurer pleinement la mission qui lui incombe. La législation afférente sera à adapter dans ce sens.

Point besoin de dire que ces rapports doivent être clairs dans leurs idées, objectivement corrects du point de vu contenu et contenir un degré de détail approprié par rapport aux différents destinataires précités.
Dans cet ordre d'idées, la Commission tient à voir élargi le cercle des personnes pouvant être interrogé par elle par tous les membres du Gouvernement qui font appel d'une façon ou d'une autre au Service de Renseignement.

II. Un cadre juridique adapté

A. Adaptation de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle

Il résulte d'une note du Directeur adjoint du Service de Renseignement ainsi que des entretiens que les membres de la Commission ont eus avec le Service de Renseignement que des modifications devraient être apportées à la loi du 26 novembre 1982 introduisant au code d'instruction les articles 88-3 et 88-4. En effet ceci s'avère nécessaire en vue d'assurer qu'il y ait concordance entre les textes d'une part et les missions et les moyens du Service de Renseignement d'autre part.

Trois piliers d'arguments plaident en faveur d'une modification des textes :

1. Les textes précités sont dépassés par l'entrée en vigueur de lois ultérieures. On cite notamment la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat, la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat ou encore la loi sur les télécommunications.
2. Le développement technologique en matière de communications n'est pas reflété dans les dispositions de 1982.
3. La mise en œuvre de l'autorisation du Premier Ministre relative à la surveillance de communications pourrait se heurter dans l'état actuel des choses aux libertés publiques (écoute dans une maison privée entrave le principe de l'inviolabilité du domicile)

La Commission soutient les réflexions du Service de Renseignement et du Ministère d'Etat œuvrant dans cette direction.

D'après les renseignements reçus (voir note de réflexion en annexe) les modifications à apporter à l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle devront viser la suppression des termes infractions et sécurité extérieure de l'Etat, car le SREL opère d'une part de façon préventive et ne poursuit pas les infractions (domaine de la police) et d'autre part le SREL contribue depuis 2004 à la sécurité tout court et non exclusivement à la sécurité extérieure.
Par ailleurs au niveau de cet article il y aurait lieu de spécifier pour chaque intervenant qui pourvoit à son remplacement, sans oublier de définir davantage ce qu'il y a lieu de comprendre par « écrit », correspondance ou communication.

Au niveau de l'article 88-4 du Code d'instruction criminelle il y a lieu de spécifier au vue des évolutions en matière de télécommunications et d'informatique qui pourra être le destinataire des décisions du Premier Ministre.
Cet article doit également être adapté du point de vue terminologie à plus d'un titre et se prononcer sur un délai pour la conservation des données et fichiers peu importe la nature du support. A ce sujet il est renvoyé à la note de réflexion annexée.

B. Détermination des conditions des opérations d'infiltration

Il s'avère que le Service de Renseignement recourt périodiquement à des agents clandestins en vue de se procurer des informations internes à certaines structures.

La Commission tient à ce que les conditions à respecter pour toute opération d'infiltration et leur financement soient clairement fixées par un texte législatif. Le Gouvernement pourra se référer valablement aux conditions prévues au niveau des enquêtes policières par la loi du 3 décembre 2009 portant 1) règlementation de quelques méthodes particulières de recherche, (2) modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle.

C. Amendements à apporter à la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité

Les responsables du Service de Renseignement de l'Etat plaident en outre pour une révision de la loi du 15 juin 2004 reprise sous rubrique.

La Commission soutient cette approche étant donné qu'elle considère qu'il est indispensable de préciser les méthodes de recherches et les différentes normes nécessaires pour assurer une sécurité optimale des informations classées. Elle plaide également pour une révision du statut et des missions de l'Autorité nationale de Sécurité telle que préconisée par le SREL.

III. Les efforts de réorganisation interne du service de Renseignement

Information Management Audit de 2004

Les membres de la Commission ont apprécié que le service de Renseignement de l'Etat ait dès l'entrée en vigueur de la loi organique du 15 juin 2004 pris des initiatives pour améliorer le fonctionnement de son administration.

Ainsi en décembre 2004, le Service a commandité une étude « Information Management Audit » auprès d'une société suédoise spécialisée comme auditeur d'organismes opérant dans le domaine de la sûreté.

Cette étude a soulevé un certain nombre de points à améliorer dans les domaines de la culture interne, de la technologie et des processus.

L'auditeur a relevé plus particulièrement des problèmes au niveau:

1. de la culture interne

- peu de discipline concernant les priorités, les décisions et la gestion du temps ;
- vision et objectifs stratégiques pas clairs ;
- peu de motivation pour partager les connaissances acquises en dehors d'opérations individuelles ;
- solutions individuelles pas partagées ;

2. de l'infrastructure et technologie et du personnel

- pas d'outils informatiques pour capturer et partager les informations ;
- peu de connaissances informatiques parmi les membres du SRE ;
- responsabilités pas clairement attribuées ;
- personne ne facilite la gestion des informations ;
- la répartition des bureaux empêche le partage des informations ;
- sécurité faible ;

3. des processus

- compréhension limitée du cycle de renseignement et de la chaîne de création de valeur des informations ;
- communications seulement sporadiques de la direction ;
- rôles, responsabilités et hiérarchie de décision peu clairs ;
- peu de formation ;
- faiblesses au niveau de la définition des objectifs de performance et de l'évaluation de performance ;
- pas de plans de développement professionnels.

Sur base de son analyse la société d'audit est d'avis qu'il y a lieu

1. de se pencher de façon prioritaire sur :

- le développement d'une politique d'information formalisée ;
- la construction d'une compréhension commune au sein du service de la stratégie d'organisation ;

2. de veiller par ailleurs à ce que :

- les ressources d'informations et les services d'informations supportent les finalités organisationnelles ;
- les besoins des « consommateurs d'informations clés » en interne et à l'extérieur du service soient clairement identifiés.

L'expert suggère finalement :

1. au niveau de la communication des objectifs et de la stratégie

- à décomposer la mission en objectifs et à faire confirmer ces derniers par le consommateur principal ;
- à former le staff entier en matière de pyramide stratégique et lui montrer pourquoi il y a lieu de s'évertuer à travailler dans la même direction ;
- à instruire l'intégralité du personnel dans comment une direction stratégique peut être liée à des objectifs tactiques et opérationnels ;
- à lier les objectifs aux différents responsables ;
- à communiquer les objectifs et la stratégie de façon régulière avec une réaction en retour d'un chacun ;

2. au niveau de la politique d'information formalisée

- à esquisser une politique d'information formalisée liée à un système d'infrastructure y adapté et destinée à supporter les objectifs principaux ;
- à tester la faisabilité de cette politique et l'exploitabilité du système d'information et de régler les deux au sein d'un groupe de pilotage ;
- à introduire la dite politique et le système à l'échelle du service ;

3. au niveau de la taxonomie (classification d'éléments)

- à réaliser une taxonomie basée sur le service et qui doit constituer un des piliers de la politique d'information du service ;
- à mettre en application la taxonomie dans toutes les formes de communication, en veillant à ce qu'on écrive et archive à travers le système d'infrastructure à mettre en place ;
- à veiller à ce que la taxonomie doit refléter les objectifs du SREL et les exigences du « workflow » ;
- à garantir que la taxonomie se base sur des standards internationaux ;

4. au niveau des standards et des modèles de production

- à réaliser des modèles guidés dans WORD et POWERPOINT qui reflètent l'utilisation dune taxonomie au niveau du service ;
- à veiller à ce que les mêmes modèles et la même taxonomie soient utilisés au cas où on se déciderait pour un système ECM.

Il résulte de la note sur l'audit de 2008 et de la note stratégique d'avril 2009 que le service a par la suite redressé un certain nombre de ces problèmes avec effet immédiat :

1. au niveau de la communication interne

« Les instructions de service définissant les règles de comportement en matière de logistique interne sont mises à jour et mises à disposition dans 'Dynamaster' et 'Microsoft SharePoint'. La liste des formations disponibles et également publiée de manière plus proéminente. Les rapports des réunions de directions sont consultables en ligne par tous les membres du service depuis la mise en place de 'Dynamaster'. »

2. au niveau de la gestion informatique de l'information du service

Il appert que le service « a notamment mis en œuvre le système 'Dynamaster', un outil de gestion de documents simple, remplacée en 2008 par la plate-forme 'Microsoft SharePoint' qui facilite davantage la gestion des documents avancée et propose des outils de collaboration et de gestion des flux de travail. »

« Depuis la mise en œuvre du portail basé sur 'Microsoft SharePoint' le service a déjà modélisé certains flux de travails internes sur cette plate-forme. D'autres flux de travail touchant le reporting des opérations et des processus administratifs restent à développer. Des modèles de documents standards sont actuellement en révision ou en création. Cet effort vise à augmenter la régularité, l'homogénéité visuelle et la qualité des rapports produits. »

3. au niveau de l'organisation du service

Ainsi peut-on tirer de la note stratégique 2009, qui reprend les redressements antérieures, que : « Suite à l'Information Management Audit, le service a procédé à une multitude d'ajustements organisationnels et de réaffectations de personnes à des fonctions différentes. Chacun de ces ajustements visait à améliorer un aspect du fonctionnement opérationnel ou administratif. Si une mesure n'avait pas l'effet souhaité, elle était défaite et une autre approche était sélectionnée, en profitant des expériences acquises. Pendant ces changements, différents rôles ont changé d'attribution à une branche, des fonctions nécessitant un contrôle ou présentant un dysfonctionnement plus important étaient temporairement placées directement sous le contrôle de la direction. »

Ceci avait comme conséquence qu'en 2005 les responsabilités de la direction et des branches du service en l'occurrence l'Autorité Nationale de Sécurité, le Renseignement, les ressources humaines et finances (RHF), les ressources techniques et informatiques (RTI) furent établis et délimités. En 2006 les officiers de liaison, responsables du contact avec les services étrangers, le délégué à la formation et le délégué à la sécurité sont directement attachés à la direction.

A ce moment l'organisation interne se présente comme suit:

- la branche renseignement comporte un groupe de collecte d'informations, un groupe d'analyse et un groupe tactique ;
- la branche Autorité Nationale de Sécurité (ANS) comporte les responsabilités, enquêtes de sécurité, sécurité des informations et formation en matière de sécurité ;
- la branche des ressources humaines et financières est en charge de la gestion de personnel, des finances et de l'administration interne ;
- la branche des ressources techniques et informatiques contient l'informatique interne, les réseaux de communications externes et la gestion des documents.

« En 2007, le groupe tactique du Renseignement est supprimé de l'organigramme. Les rôles internes à la branche Renseignement sont réattribués. Les branches RHF et RTI sont redéfinies comme deux branches plus génériques ; « Support » et « Gestion ». La branche « Support » gère l'Informatique interne et la comptabilité du service ; la branche « Gestion » est responsable du support opérationnel, logistique et administratif. La gestion des documents est répartie, les fonctions d'archivage et de bureau d'ordre (gestion des pièces classifiées) font désormais partie de l'ANS, le centre de communications avec les services étrangers (ComCenter) est intégré aux groupes des Liaisons.

Les changements de 2007 représentent une déviation importante de l'organisation du Service telle qu'elle a été depuis sa création et ils créent une certaine confusion. En même temps trois membres de la branche Renseignement, dont le responsable de la branche, quittent le service. Par conséquent le renouvellement de l'organisation n'est mis en œuvre que partiellement, ce qui augmenta les incertitudes du personnel.

La Direction décide en 2008 de profiter des expériences acquises pour spécifier une structure organisationnelle stable et reflétant les missions du service telles que prévues par la loi. »

Etude interne 2008

C'est en 2008 que le Service de Renseignement a lancé une étude interne sur les aspects subjectifs et les aspects fonctionnels du Service.

Ainsi d'une part, un questionnaire de « prise de température » a permis à tous les membres du Service d'exprimer leur accord ou désaccord avec 43 propositions sur les domaines suivants :

- Travail personnel : objectifs et planification détaillée
- Organisation du service
- Direction et gestion (Stratégie, planification et contrôle des grandes lignes)
- Communication intra-service

- Développement professionnel
- Sécurité
- Ambiance, vie privée, ressources matérielles

Par ailleurs un chacun avait la possibilité de formuler des commentaires en texte libre. 57 % des membres du SRE ont participé à cette première partie.

Critiques identifiées

A) A travers le questionnaire

Il en résulte que les participants dans leur majorité, sauf pour la branche ANS, considèrent que la finalité des activités n'est pas bien communiquée au personnel, en plus le feed-back sur les activités est considéré comme largement insuffisant.

La branche Renseignement souhaite une planification plus détaillée des opérations, mais la question est controversée. Ce point est critique car la réussite de l'opération et surtout la sécurité personnelle dépend d'une planification minutieuse des activités.

Les membres des différents services sont cependant d'avis qu'ils peuvent influencer une partie suffisante de leur travail.

L'étude souligne que d'éventuelles mesures de réorganisation interne devront tenir compte de la passivité interne dans la consultation des informations disponibles.

Il existe un large consensus entre les participants pour retenir que l'organisation officielle du Service ne reflète pas son fonctionnement réel.

En ce qui concerne plus particulièrement les problèmes interpersonnels il est constaté qu'il existe des controverses importantes sur la perception de la résolution de conflits interpersonnels.

Les règles de sécurité sont considérées comme pouvant être plus strictes. Néanmoins les règles existantes ne sont pas toujours observées.

Si on compare la situation de 2008 par rapport à celle de 2004 on constate que :

- l'adéquation perçue de l'organisation du Service avec ses missions est en baisse ;
- la perception de la communication sur la stratégie du Service, les événements actuels et ses évolutions prévues s'est également dégradée ;
- la mise en place du portail intranet et de la gestion de documents électronique a fortement amélioré la disponibilité d'informations importantes, mais le personnel affirme ne pas les obtenir ;
- la mise à jour et la formalisation des règles de comportement en matière de logistique interne par la voie d'instructions de services ont été généralement bien accueillis.

B) A travers les entretiens

Les suggestions d'améliorations reçues lors des entretiens se résument comme suit :

a) concernant l'organisation du service

- veiller à une meilleure communication des besoins et attentes des clients au niveau du Gouvernement ;
- clarifier les procédures à suivre lors du contact avec les différents niveaux hiérarchiques des entités externes ;
- clarifier la délimitation des rôles et responsabilités entre le SRE et le Centre de Communications du Gouvernement surtout au niveau des accréditations effectuées par l'ANS ;
- procéder à la révision périodique et la fixation des priorités des points ouverts et des actions prévues lors de réunions de la Direction avec les différentes unités ;
- organiser de réunions de coordination internes régulières et partage d'informations ;
- établir une liste de contacts commune, surtout en ce qui concerne les échanges avec d'autres administrations ;

b) Concernant les activités de renseignement

- opter pour une plus grande spécialisation des équipes spécifiques aux opérations en fonction des objectifs stratégiques du service ;
- améliorer le dialogue entre les différentes branches ;
- échanger davantage des informations entre la branche renseignement et la branche ANS ;
- améliorer l'utilisation du logiciel d'analyse IBase ;
- augmenter le nombre des analystes et le nombre des enquêteurs ;
- mieux définir les grandes lignes des opérations, leur contexte, les risques inhérents et mieux préparer le support opérationnel requis ;
- énoncer clairement les objectifs stratégiques ;
- munir le service d'une approche spécifique et systématique pour exploiter les sources ouvertes ;
- améliorer la discipline quant à la gestion du matériel technique utilisé pour la recherche d'informations ou l'exécution d'opérations ;
- mettre en place un outil formel pour gérer les expériences acquises lors des opérations ;
- se concentrer davantage sur les opérations nationales et moins aux analyses d'un contexte international ;

c) concernant l'ANS

- pouvoir profiter d'un accès à IBase ;
- rendre accessible les documents reçus de l'OTAN sur le portail ;

d) concernant la formation

- assurer le suivi régulier des exercices projetés ;
- faire profiter les nouvelles recrues d'un encadrement plus spécifique ;

c) concernant le volet technique

- assurer la pérennité des données stockées sur les microfiches ;
- mettre sur pied des moyens de communication chiffré entre certaines administrations de l'Etat ;
- prévoir la numérisation des documents ;
- réduire le nombre de boîtes postales.

A côté du questionnaire et des entretiens, l'étude prévoyait dans sa deuxième partie une analyse des tâches réellement effectuées par chaque membre du Service de Renseignement. Tous les membres du service ont ainsi énoncé les travaux qu'ils accomplissent au cours d'une année, puis ont estimé les efforts requis pour chacune de leurs fonctions. Les tâches individuelles hétérogènes ont ensuite été classifiées en groupe de tâches et assignés à une unité fonctionnelle du Service (Direction, Renseignement- recherche d'informations, Renseignement-traitement, ANS, Gestion et support) qui peut ou ne peut pas correspondre à une branche de l'organigramme actuel. Ceci a permis au moins approximativement de savoir dans quels domaines fonctionnels le Service investit combien de ses ressources humaines.

Le résultat fut le suivant:

On constate ainsi que l'organigramme du SRE (2008) ne reflétait qu'infidèlement les fonctions de ses membres. Les résultats de l'étude indiquent clairement que 64% (51 % Renseignement et 13 % ANS) des effectifs participent directement à l'entreprise principale déterminée par la loi de 2004 et que les 36 % restants réalisent des tâches de direction, gestion et autre support.

Conclusions tirées de l'étude 2008

Sur base des critiques formulées et des constatations faites le Service parvient aux conclusions suivantes :

a) à court terme

- définir les objectifs stratégiques du Service ;
- définir les priorités parmi les objectifs stratégiques ;
- établir un plan d'action spécifique à chaque objectif ;
- adapter la structure du service aux fonctions requises pour atteindre les objectifs déclarés ;
- spécifier les « produits standards » à produire de manière périodique et les produits résultant des activités prévues dans le plan d'action ;

b) à moyen et long terme

- déterminer les compétences nécessaires pour réaliser chaque plan d'action ;
- établir un inventaire des compétences disponibles ;
- établir un plan de formation et un plan de recrutement en ligne avec les objectifs stratégiques et le plan d'action ;
- proposer une formation métier de base à chaque membre du Service ;
- spécifier le rôle de chaque membre du Service dans le plan d'action et dans le plan stratégique ;
- contrôler de manière régulière l'avancement des différentes activités prévues au plan d'action.

Par ailleurs, il sera essayé de proposer un cadre possible pour l'effectif futur des unités en attribuant trois quarts de l'effectif au core buisiness.

En dessous de la Direction il y aurait encore trois branches à savoir celle de l'ANS, celle du Renseignement et celle de la Gestion et du Support.

Une attention particulière sera également portée vers les principes du reporting interne qui se basera sur la volonté de réaliser les objectifs stratégiques déterminés.
L'étude prévoit ainsi que: « Chaque unité prépare périodiquement un sommaire des tâches accomplies, et des points critiques ou bloquants ouverts. Ce sommaire couvrira également le volet financier. Ce reporting interne est visible pour tous les membres du service ainsi que pour le Premier Ministre et les membres de la Commission de Contrôle parlementaire. Il permettra à chacun de mieux comprendre le but des activités, et de prendre les décisions et actions nécessaires pour les atteindre. Le reporting spécifique aux opérations individuelles continuera à respecter le principe du besoin d'en connaître. »

Note stratégique 2009

En avril 2009 le Service termine une note stratégique qui traite plus particulièrement des points d'actions à réaliser à court terme et contenues dans l'étude interne de 2008.

Au niveau de la structure organisationnelle le SRE a définitivement simplifié son organigramme pour répondre mieux à sa mission légale. Une Direction beaucoup plus réduite en nombre supervise trois branches, l'Autorité Nationale de Sécurité (ANS), le Renseignement proprement dit et une branche de support administratif.

En ce qui concerne plus particulièrement les priorités parmi les objectifs stratégiques il y a lieu de relever que le Service entend 1) développer le contact avec des clients internes au gouvernement dans le but de faciliter la compréhension mutuelle et d'identifier les produits à valeur ajoutée qu'il saura leurs fournir 2) profiter des investissements récents en son informatique interne pour mieux faciliter et contrôler ses processus internes 3) persister dans son effort pour entretenir les bonnes relations de travail avec les autres services internationaux.

Au niveau de l'ANS, le Service est d'avis qu'une réforme générale et une réforme du cadre légal s'impose en prévoyant plus particulièrement :

- la réorganisation de la branche ANS en une structure davantage orientée vers des objectifs mesurables ;

- le renforcement quantitatif et qualitatif des moyens humains sous forme de recrutements et de programmes de formation ;
- la réalisation d'investissements significatifs, notamment technologiques, pour améliorer la gestion des dossiers spécifiques de travail, en analysant et en améliorant la procédure des enquêtes de sécurité conformément aux règles et normes légales en vigueur, en créant un logiciel facilitant ces enquêtes ;
- la définition des compétences et des missions de l'ANS ;
- l'établissement de normes nationales en matière de sécurité des pièces classifiées ;
- la mise en place d'un programme annuel d'inspection dans les entités civiles et militaires ;
- le développement d'un programme de formation et de sensibilisation.

Au niveau du Renseignement, la note stratégique rappelle encore une fois que la branche Renseignement participe directement à l'exécution de la mission principale du SRE, c'est-à-dire la protection des intérêts et de la sécurité de l'Etat par la recherche, l'analyse et l'anticipation des menaces. Sa mission est de collecter des informations, de les recouper, de les analyser en vue d'identifier et d'anticiper une menace et, une fois ces tâches accomplies, de diffuser ses produits vers le destinataire final.

La note en question pose par la suite la question pertinente : que cherche-t-il, pour qui, pour quoi, comment ? Les auteurs de la note plaident ainsi pour une détermination plus précise du besoin des consommateurs nationaux et la mise en place d'une réelle conscience sécuritaire.
Pour ce faire la branche Renseignement se dit prêt à engager un dialogue avec les ministères partenaires « naturels » du Service.
Sur base de cette constatation il est proposé :

- à demander au Gouvernement de communiquer ses objectifs à la direction du SRE ;
- à dresser un plan stratégique visant à atteindre ces objectifs au niveau du Service ;
- à dresser au niveau de la branche Renseignement un plan d'action pour atteindre les visées stratégiques prioritaires (se prononcer à cette occasion sur les ressources nécessitées, les formations requises, les moyens techniques ou opérationnels nécessaires).

Au niveau des priorités la branche Renseignement accorde la priorité à sa mission nationale. Bien qu'elle n'entend pas négliger pour autant ses interventions internationales en privilégiant ceux qui apportent une plus value à la sécurité nationale ou qui nécessitent une présence luxembourgeoise. A côté des domaines d'activité traditionnels qui sont le terrorisme, le militantisme violent, la contre-prolifération, le contre-espionnage, le crime organisé et les extrémismes politiques, « le thème du renseignement économique peut compléter utilement ce rayon d'action. »
Les auteurs de la note posent un certain nombre de questions non sans importance par la suite. Comment assigner les priorités entre ces domaines, comment fixer les priorités dans les orientations de la recherche du renseignement, comment se mouvoir si les objectifs du SRE divergent avec d'autres objectifs politiques. Comment doit réagir le service s'il constate des

activités d'ingérence d'un service d'un pays qui est un partenaire économique ou politique d'envergure du Luxembourg ? Ils proposent à nouveau un dialogue avec le Gouvernement.

Une importance particulière revient également au suivi du profil du risque et de l'ordre de priorité à assigner à des groupes d'activités et à la détermination de critères de priorités. On y note que le SRE établit périodiquement une évaluation de la menace au Premier Ministre.

La note fait également état de l'orientation de la collecte et de l'exploitation du renseignement où elle plaide pour des orientations plus raffinées (CT) et une vision plus générale pour les domaines (CP et CI).

Au niveau de l'organisation elle plaide pour une approche complémentaire au niveau des ressources humaines, pour une communication et des retours meilleurs entre les différentes fonctions. Finalement une proposition d'organisation de la branche Renseignement est élaborée tout en restant attaché au principe de la séparation stricte entre analyse et recherche.

La Commission de contrôle parlementaire apprécie les efforts internes du Service de Renseignement entamés il y a quelques années pour rechercher une organisation optimale. Alors qu'il s'avère très difficile pour un externe de se prononcer pour l'essentiel sur base de données écrits et orales sur le détail d'une organisation modèle pour le service elle voudrait néanmoins se prononcer de façon générale sur quelques points bien précis :

- **La détermination des besoins par les différents consommateurs**

A ce sujet la Commission renvoie à ses développements ci-dessus et insiste encore une fois qu'il est absolument nécessaire à ce que l'Etat fixe les besoins précis et les priorités en vue de guider clairement le SRE dans ces actions.

- **les ressources humaines**

La commission invite le SRE de réserver une attention particulière en matière de recrutement. Ce dernier doit s'orienter aux besoins des consommateurs d'information et tenir compte de l'évolution éventuelle du secteur ce qui doit amener l'administration à distinguer entre postes à durée indéterminée et postes à durée déterminée voire l'achat temporaire d'expertise en externe. Comme le service connaît une envergure limitée, le choix judicieux entre policiers, ingénieurs, techniciens, linguistes, spécialistes en sciences politiques, juristes, économistes et autres est d'autant plus important. Le recrutement ne devra pas non plus se limiter aux seuls filières spécialisées ou techniques de la fonction publique mais être plus ouvert au monde de l'université ou à des contractuels.

Il faudra réserver un soin particulier à l'évolution des carrières, à la mobilité du personnel, le cas échéant entre le service et les ministères-consommateurs.

Par ailleurs il faudra veiller à offrir aux membres du personnel une excellente formation initiale et continue. Il faudra ainsi dresser un plan de formation par service et par personne. Cette formation pourra être facilitée en signant des « contrats de formation » avec nos voisins directes (France, Allemagne, Belgique), sachant que la France a l'intention de mettre sur pied « une académie du renseignement », mais aussi avec d'autres pays tels que les Etats-Unis. Il semble important à la Commission que cette

formation englobe une formation étoffée sur les textes juridiques en vigueur, à respecter ainsi que sur l'aspect des droits des citoyens.

Etant conscient de la particularité de ces missions et de la pression qui pèse souvent sur le personnel en place la Commission de contrôle insiste à ce que chaque recrutement soit entouré de tests psychologiques pour être certains que les membres du personnel font preuve de l'équilibre nécessaire à l'exécution des tâches imparties.
Par ailleurs la Commission tient à ce qu'il y ait un contrôle médical et un contrôle interne régulier afin d'assurer à ce que les personnes en question gardent l'équilibre psychologique et garantissent tout au long de leur carrière une intégrité professionnelle.

L'exercice de la surveillance au profit de l'Etat suppose une neutralité totale et par conséquent l'absence d'expression politique militante. La Commission de contrôle se demande si on ne devrait pas veiller à ce qu'il y ait incompatibilité entre un mandat politique et une fonction rémunérée au sein du Service de Renseignement de l'Etat. .

L'exécution des missions imparties exige également de la part des membres du service des prémisses spéciales. Ainsi serait-il d'un avantage de confectionner une charte de déontologie pour le service.

IV. A la recherche d'un siège adéquat

La Commission soutient la demande du Service de pouvoir bénéficier dans les meilleurs délais de localités adéquates, lui permettant de mieux unir sécurité et fonctionnalité.

V. La façon de travailler de la Commission

- *Continuité de la Commission de Contrôle en cas d'élections législatives*

En vue d'assurer une continuité d'action sans faille de la Commission de Contrôle il est proposé d'ajouter un point (9) à l'article 15 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat qui se lirait comme suit :

« La Commission de contrôle parlementaire continue à s'acquitter de ses missions au-delà de la fin d'une période législative et ceci jusqu'au moment où la nouvelle Chambre des Députés s'est constituée. »

- *Attitude proactive du Service de Renseignement en matière d'information de la Commission*

Les membres de la Commission avaient souligné dans le rapport annuel de 2008 « qu'il est absolument nécessaire à ce que le Service de Renseignement de l'Etat fasse continuellement preuve d'une attitude proactive, c'est-à-dire qu'il informe la Commission de Contrôle

parlementaire d'office et de sa propre initiative de toutes les opérations, de tous les problè mes etc. de façon à ce que la Commission soit à même d'assurer pleinement la mission qu i lui incombe. La législation afférente sera à adapter dans ce sens. »

Ainsi il est proposé de modifier l'article 15 (2) de la loi de 2004 de la façon suivante:

« Le Directeur du Service de Renseignement informe la Commission de façon proactive sur les activités générales de son service et sur des événements d'une importance particulière, y compris les relations avec les services de renseignement et de sécurité étrangers. »

- *Responsabilité et implication plus prononcée des membres du Gouvernement*

Tel qu'il résulte des développements ci-dessus la Commission considère que **les membres du Gouvernement concernés** d'une manière ou d'une autre par la sécurité nationale **devront 'impliquer davantage dans le domaine de la sécurité étatique** en définissant plus clairement les besoins, en améliorant leurs devoirs de coordination, en incitant l'élaboration de réelles stratégies en matière d'intelligence économique, en matière de sécurité cybernétique etc..

La Commission bien qu'ayant apprécié l'intention des auteurs de la loi d'avoir opté pour « un système lisible qui permette au pouvoir législatif de contrôler sans intermédiaire le nouveau Service de Renseignement. » est cependant d'avis qu'il y a lieu de spécifier dans la loi de 2004 qu'il lui est permis d'entendre à première demande les membres du Gouvernement dont les services collaborent avec le Service de Renseignement et qui restent responsables des activités de ce dernier.

Par ailleurs dans le cadre de son contrôle il doit être permis à la Commission de Contrôle d'entendre les responsables et les collaborateurs d'administrations publiques ou d'entités publiques et privées qui entretiennent des liens avec le Service de Renseignement ou qui collaborent avec le SRE dans le cadre d' activités communes.

.l est proposé de compléter le point (2) de l'article 15 comme suit :

« La Commission peut dans le cadre de ses missions entendre les membres du Gouvernement qui collaborent avec le Service de Renseignement. »

Dans cette même logique l'article 15 (3) serait à compléter comme suit :

« ...La Commission peut entendre les agents du Service de Renseignement en charge du dossier sur lequel porte le contrôle. Au cas où d'autres entités publiques ou privées ont été associées à un dossier le droit d'avoir connaissance de toutes les informations et pièces ainsi que le droit d'entendre des personnes ayant collaboré à un dossier s'étend à ces organismes. »

- *Tenue des réunions de la Commission dans un local approprié*

En raison des informations, fort sensibles, échangées lors des réunions de la Commission il est absolument nécessaire à ce que ces dernières puissent avoir lieu dans un lieu sécurisé à l'abri de toutes sortes d'interception.

Ainsi la Commission voudrait avoir l'autorisation du Gouvernement afin de pouvoir utiliser à l'avenir les locaux du château de Senningen pour la tenue de ces réunions et où cette condition est remplie.

Luxembourg, le 24 juin 2011

Claude Frieseisen
Secrétaire général de la Chambre des Députés

Les membres de la Commission de Contrôle du Service de Renseignement
(François Bausch, Lucien Thiel, Lucien Lux, Xavier Bettel)

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Luxembourg, le 14 février 2013

Réf.30.04.13.

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le:
15 FEV. 2013

Monsieur le Président de la
Chambre des Députés

à

Luxembourg

Monsieur le Président,

Vous trouverez en annexe deux documents que je m'étais engagé, lors de mon audition devant la Commission d'enquête parlementaire sur le Service de Renseignement de l'État du 25 janvier 2013, à faire parvenir à ladite commission, à savoir :

- une analyse de la collecte et du traitement des données par le Service de Renseignement de l'État et par l'Autorité nationale de Sécurité ;
- un calendrier de mes réunions avec les directeurs du Service de Renseignement de l'État pour la période allant de 2006 à 2012.

Je vous saurais gré de bien vouloir transmettre ces documents à Monsieur le Président de la Commission d'enquête parlementaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre

Ministre d'État

4, rue de la Congrégation
L-2910 Luxembourg
Tél.: (+352) 2478-2478
Fax: (+352) 46 17 20
e-mail: ministere.etat@me.etat.lu
www.etat.lu

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Luxembourg, le 13 février 2013

La collecte et le traitement des données par le Service de Renseignement de l'État et par l'Autorité nationale de Sécurité

La présente note a pour objet d'examiner la collecte et le traitement de données par le Service de Renseignement de l'État (SRE) et par l'Autorité nationale de Sécurité, d'une part sous l'empire de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques (I), et d'autre part par référence aux dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (II) ainsi que de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité (III).

Elle commente également les difficultés que le SRE a rencontrées au niveau de ses relations avec l'autorité de contrôle chargée du contrôle et de la surveillance des traitements de données à caractère personnel par le SRE et par l'Autorité nationale de Sécurité et au niveau de l'élaboration d'une réglementation visant à encadrer le traitement des données à caractère personnel.

I. Le traitement des données à caractère personnel sous l'empire de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques.

L'article 8 de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques posait le principe que la « *création et l'exploitation de banques de données nominatives pour compte de l'État ne peuvent se faire qu'en application d'une loi ou d'un règlement grand-ducal* ».

D'après l'article 3 de la loi modifiée du 31 mars 1979 précitée, le texte en question s'appliquait « à *toutes les banques de données nominatives installées ou utilisées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg* ». L'article 2 précisait que les termes « banque de données » visaient la « *collection de données de base enregistrées sur un support informatique* ».

Les données collectées par le SRE au cours des années 60, 70, 80 et 90 du 20e siècle sont consignés sur des supports papier et microfilm qui sont stockés dans les archives du SRE. La loi du 31 mars 1979 précitée n'était dès lors pas applicable aux données nominatives collectées et traitées par le SRE au cours de la période 1960-2000. Leur traitement par voie de règlement grand-ducal n'était pas nécessaire.

Ce n'est qu'à partir de l'année 2001 que le SRE a commencé à traiter les données à caractère personnel dans le cadre d'un fichier informatique.

II. Le cadre légal créé par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

La loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel connaît un champ d'application nettement plus vaste que celui de la loi du 31 mars 1979 précitée puisqu'elle s'applique à tout traitement, automatisé ou non, d'une information concernant une personne identifiée ou identifiable et cela « *quel que soit le support sur lequel les données sont stockées* ». Le « *traitement* » vise « *toute opération…effectuée ou non à l'aide de procédés automatisés, et appliquée à des données telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou…* ».

L'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 prévoit en outre que les traitements de données relatifs à la sûreté de l'État, à la défense et à la sécurité publique doivent faire l'objet d'un règlement grand-ducal. La surveillance de ces traitements est exercée, en application de l'article 17, par une autorité de contrôle composée du Procureur général d'État, ou de son délégué, et de deux membres de la Commission nationale pour la Protection des Données (*composition actuelle : MM. Georges Wivenes, Pierre Weimerskirch et Thierry Lallemang*).

En vertu de l'article 42 de la loi modifiée du 2 août 2002, les traitements de données à caractère personnel existant dans des fichiers antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi doivent être rendus conformes dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi, c'est-à-dire au plus tard jusqu'au 1er décembre 2004. Cette mise en conformité se limite toutefois aux dispositions du chapitre II et du chapitre VI de la loi qui ont trait aux conditions de licéité du traitement et aux droits de la personne concernée.

III. La collecte et le traitement des données par le Service de Renseignement de l'État et l'Autorité nationale de Sécurité dans le cadre de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

En s'éloignant légèrement sur ce point du texte de la loi modifiée du 2 août 2002, les lois du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité opèrent une distinction entre la collecte des données par le SRE, respectivement l'Autorité nationale de Sécurité, et le traitement des données à caractère personnel par le SRE et l'Autorité nationale de Sécurité. Les deux lois du 15 juin 2004 autorisent d'une façon générale le SRE et l'Autorité nationale de Sécurité à collecter des données - la loi sur le SRE se réfère à la notion de recherche de renseignements pour la distinguer de l'analyse et du traitement des renseignements en question, tandis que la loi sur la classification des pièces et les habilitations de sécurité autorise l'Autorité nationale de Sécurité à recueillir des données dans le cadre des enquêtes de

sécurité (1). Les deux lois réservent ensuite une place à part au traitement des données collectées ou recueillies en précisant que ce traitement est mis en oeuvre par voie de règlement grand-ducal tel que prévu par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, le contexte permettant de conclure qu'en l'occurrence le législateur a visé les données à caractère personnel (2). Les développements qui vont suivre concernant la collecte de données et le traitement de données à caractère personnel vont à chaque fois être complétés par des considérations concernant certaines difficultés qui ont fait leur apparition en relation avec ces deux volets des activités du Service de Renseignement de l'État et de l'Autorité nationale de Sécurité.

1. La collecte des données par le Service de Renseignement de l'État et par l'Autorité nationale de Sécurité.

a) La collecte des données à caractère personnel et à caractère non personnel par le Service de Renseignement de l'État et l'Autorité nationale de Sécurité.

En application de l'article 2, paragraphe (1) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État, le service *« a pour mission de rechercher, d'analyser et de traiter,... les renseignements relatifs à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg (...) ».* L'article 4, paragraphe (1) de la même loi se réfère au *« traitement, par le Service de Renseignement, des informations collectées dans le cadre de sa mission ».*

La loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, tout en se référant essentiellement à la collecte de données à caractère personnel, est structurée de la même façon. Ainsi l'article 21 de la loi en question prévoit en son alinéa 4 que *« dans le cadre des enquêtes de sécurité, l'Autorité nationale de Sécurité peut recueillir des données relatives à l'état civil, à la solvabilité, à la situation sociale et professionnelle tant actuelle que passée, à la fiabilité et à la réputation, et à la vulnérabilité à l'égard de pressions de la personne pour laquelle l'habilitation de sécurité est sollicitée. »* L'article 23 de la loi du 15 juin 2004 précitée se réfère ensuite au *« traitement, par l'Autorité nationale de Sécurité, des informations collectées dans le cadre de ses missions ».*

La législation en vigueur prévoit différents canaux par lesquels le Service de Renseignement de l'État et l'Autorité nationale de Sécurité se procurent des informations à caractère personnel ou non personnel.

Les données à caractère tant personnel que non personnel sont collectées par le SRE à travers différentes méthodes opérationnelles de recherche du renseignement, comme par exemple l'observation de personnes dans des lieux publics ou encore l'interception des communications sur base des dispositions de l'article 88 du Code d'instruction criminelle ainsi qu'à partir des renseignements fournis par des services étrangers.

Pour ce qui est de l'Autorité nationale de Sécurité, elle collecte les données dont elle a besoin pour accomplir sa mission en relation avec les habilitations de sécurité à travers les enquêtes de sécurité qu'elle effectue dans ce contexte, et notamment à partir du questionnaire que la personne qui désire obtenir une habilitation de sécurité remplit (article 21 et suivants de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité). Par sa signature du questionnaire, la personne concernée consent à ce que l'Autorité nationale de Sécurité soit autorisée à traiter les renseignements figurant dans le questionnaire.

Ensuite, et d'une manière générale, les autorités policières, judiciaires et administratives sont appelées à communiquer au SRE les informations susceptibles d'avoir un rapport avec les missions du SRE (*article 3, paragraphe (2) de la loi SRE*).

Le SRE est encore autorisé expressément par la loi à solliciter les données à caractère non personnel nécessaires à l'exercice de ses missions auprès des personnes morales de droit public ou de droit privé et de toutes personnes physique (*article 4, paragraphe (4) de la loi SRE*).

Enfin, l'article 4, paragraphe (2) de la loi SRE énumère une série de banques de données à caractère personnel auxquelles le SRE pourra accéder en vue de la collecte de données. Il s'agit en l'occurrence des banques de données suivantes :

- le registre général des personnes physiques et morales ;
- la partie « recherche » de la banque de données nominatives de police générale ;
- le bulletin n°2 du casier judiciaire ;
- la banque de données des étrangers ;
- la banque de données relative aux affiliations des salariés, indépendants et employeurs du Centre commun de Sécurité sociale ;
- la banque de données des véhicules routiers.

L'article 22 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité prévoit que l'Autorité nationale de Sécurité pourra accéder aux mêmes banques de données à caractère personnel que celles auxquelles le SRE a accès.

Au vu des développements qui précèdent, il est permis de conclure que le législateur a clairement autorisé le SRE à procéder à la collecte de données à caractère non personnel (informations à caractère général) et à caractère personnel qui permettent d'identifier une personne, collecte qui se déroule dans un cadre qui est défini de façon précise. L'autorisation de collecter des données à caractère personnel vaut également pour l'Autorité nationale de Sécurité.

b) <u>Les difficultés liées à la surveillance de l'accès par le Service de Renseignement de l'État et par l'Autorité nationale de Sécurité à certaines banques de données à caractère personnel en l'absence d'une habilitation de sécurité des membres de l'autorité de contrôle</u>.

La loi du 15 juin 2004 précitée précise que l'accès par le SRE aux banques de données énumérées dans la loi est soumis à la surveillance de l'autorité de contrôle

visée à l'article 17 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Il y a lieu de souligner que la loi du 2 août 2002 précitée ne soumet que le traitement des données à la surveillance obligatoire de l'autorité de contrôle. Le législateur, soucieux de préserver les droits des citoyens, a cependant décidé en 2004 de soumettre non seulement le traitement des données à caractère personnel par le SRE et par l'Autorité nationale de Sécurité à la surveillance de l'autorité de contrôle, mais également la façon dont le SRE et l'Autorité nationale de Sécurité collectent une partie de leurs données à travers les banques de données auxquelles ils ont accès. Afin de mettre l'autorité de contrôle en mesure d'exercer sa mission, chaque accès par un agent à une des banques de données précitées est retraçable comme l'exige l'article 4, paragraphe (2) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État en son alinéa 2. Ce dispositif de surveillance s'applique mutatis mutandis aux banques de données de l'Autorité nationale de Sécurité.

Plusieurs fonctionnaires du Ministère d'État ont eu une première réunion avec les membres de l'autorité de contrôle le 4 janvier 2005, cela en vue de discuter des modalités d'organisation de la surveillance de la collecte et du traitement des données par le SRE.

Les membres de l'autorité de contrôle ont pu vérifier par la suite les banques de données et les fichiers électroniques de l'Autorité nationale de Sécurité. L'accès leur fut cependant refusé aux données comportant des informations classifiées. La coopération avec les membres de l'autorité de contrôle s'est détériorée par la suite face au refus du SRE de leur accorder, en l'absence d'une habilitation de sécurité, un accès aux informations qui ont fait l'objet d'une classification ou qui ont été communiquées au SRE par des services secrets étrangers.

En effet, dans le cadre de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, le législateur a clairement et de façon limitative identifié les personnes ne devant pas disposer d'une habilitation de sécurité pour accéder à des informations classifiées. Il s'agit en l'occurrence des membres du Gouvernement et des membres de la Commission de Contrôle parlementaire qui a été instituée par la loi sur le Service de Renseignement. Le législateur a tenu à préciser que toutes les autres personnes qui exercent une fonction comportant l'utilisation de pièces classifiées ou l'accès à des locaux où sont traitées et conservées des pièces classifiées doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité. Il y a lieu de noter, pour être complet sur ce point, que les magistrats, non titulaires d'une habilitation de sécurité, pourront accéder à des pièces classifiées, accès qui est cependant limité à l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles, tel que cela résulte de l'article 9 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité qui a été introduit dans le texte sur proposition du Conseil d'État.

Le refus du SRE d'accorder aux membres de l'autorité de contrôle, non titulaires d'une habilitation de sécurité, un accès aux banques de données doit également être examiné à la lumière des obligations qui découlent pour le Luxembourg d'accords bilatéraux et de traités multilatéraux. L'action du SRE doit en effet son efficacité, en grande partie, à des informations classifiées qui lui sont communiquées par les services secrets d'autres pays respectivement par les organes de l'OTAN et de

l'Union européenne. Dans ce contexte, le Luxembourg a signé avec un certain nombre d'autres pays des accords bilatéraux concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées. Ces accords, approuvés par la loi luxembourgeoise, obligent le SRE à limiter l'accès aux informations classifiées reçues de la part des services secrets de ces pays aux seules personnes qui sont titulaires d'une habilitation de sécurité. La Chambre des Députés a approuvé de tels accords avec le Portugal, l'Allemagne, la Lettonie, l'Espagne et la France. L'accord de sécurité conclu avec la France est annexé, à titre d'exemple, à la présente note. Le Gouvernement a en outre signé des accords de sécurité avec la République tchèque, la Suède, la Slovaquie, la Finlande, la Belgique, la Slovénie, l'Estonie et la Géorgie. Ces accords devront encore être approuvés par la Chambre des Députés. Les négociations avec la Norvège, la Grande-Bretagne et la Pologne en vue de la conclusion de tels accords de sécurité sont en voie de finalisation. Enfin, il y a lieu de noter que des obligations similaires existent pour les informations classifiées en provenance de l'OTAN ou de l'Union européenne.

Le problème du refus des membres de l'autorité de contrôle de se soumettre à une enquête de sécurité en vue de la délivrance d'une habilitation de sécurité fut discuté par la Commission de Contrôle parlementaire en date du 14 février 2011. Étant donné cependant que les membres de l'autorité de contrôle ont accepté, il y a quelques jours, un compromis permettant au SRE de leur délivrer une habilitation de sécurité, l'autorité de contrôle pourra à l'avenir assumer pleinement le rôle lui attribué par le législateur en matière de surveillance des accès des agents du SRE et de l'Autorité nationale de Sécurité aux banques de données. Elle pourra par ailleurs également veiller au respect du droit des citoyens d'accéder aux banques de données du SRE et de l'Autorité nationale de Sécurité et aux informations les concernant tel que ce droit est défini dans la loi modifiée du 2 août 2002 et procéder, le cas échéant, aux rectifications nécessaires.

Notons, pour être complet sur ce point, que la soumission des membres d'une autorité de contrôle, y compris des magistrats, à une enquête de sécurité constitue une pratique courante à l'étranger.

Ainsi, en Belgique les membres du Comité de contrôle des services de renseignements (Comité R), dont le président est un magistrat, doivent être détenteurs d'une habilitation de sécurité. Il en est de même des membres de la commission qui a été instituée par le législateur belge en 2010 afin de contrôler les méthodes spécifiques de recherche d'informations mises en œuvre par le Service de Renseignement. Les trois magistrats qui composent cette commission doivent disposer d'une habilitation de sécurité.

En France, les membres de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, qui est composée, entre autres, de six représentants des hautes juridictions, doivent avoir fait l'objet d'une enquête de sécurité pour accéder à des informations classifiées.

En Allemagne, toutes les personnes ayant accès aux informations classifiées doivent détenir une habilitation de sécurité. À l'instar de la législation applicable au Luxembourg, une exception existe pour les juges, mais uniquement dans le cadre de

leurs fonctions juridictionnelles, c'est-à-dire lorsqu'ils se prononcent dans une affaire judiciaire.

2. Le traitement des données à caractère personnel par le Service de Renseignement de l'État et l'Autorité nationale de Sécurité.

a) Les dispositions des lois du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement et relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité et de l'instruction de service du SRE.

La loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État prévoit en son article 4, paragraphe (1), en se référant à la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, que le traitement des informations collectées par le SRE dans le cadre de ses missions - il s'agit, vu le contexte, des données à caractère personnel - doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal. Une disposition similaire est inscrite à l'article 23 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité pour les données à caractère personnel collectées par l'Autorité nationale de Sécurité.

En l'absence d'un tel règlement grand-ducal, les banques de données du SRE et de l'Autorité nationale de Sécurité - anciennes sur support papier ou sur microfilm et nouvelles sur support électronique - ne fonctionnent cependant pas en dehors de tout cadre légal.

Il est rappelé en effet que d'après l'article 2, paragraphe (1) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État, le service en question *« a pour mission de rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective de prévention, les renseignements relatifs à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg (...) ».* Aux termes de l'article 4 paragraphe (1) de la même loi, *« le traitement, par le Service de Renseignement, des informations collectées dans le cadre de sa mission est mis en oeuvre par voie de règlement grand-ducal tel que prévu par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel »,* disposition qu'on retrouve dans la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

La législation en vigueur jette dès lors les bases d'un cadre pour le traitement des données à caractère personnel par le SRE et par l'Autorité nationale de Sécurité.

Ce cadre est ensuite précisé à différents niveaux.

Une instruction de service, qui définit les modalités du traitement des données par les agents du SRE respectivement de l'Autorité nationale de Sécurité, couvre la plupart des éléments qui devraient figurer dans un règlement grand-ducal. Certains de ces éléments sont par ailleurs repris par la législation en vigueur. Le règlement grand-ducal à prendre en matière de traitement des données à caractère personnel doit porter sur les éléments suivants :

1. le ou les responsables du traitement ;
2. la finalité du traitement ;
3. la catégorie des personnes concernées ;
4. la catégorie des données visées ;
5. les tiers auxquels ces données peuvent être communiquées ;
6. la durée de conservation des données ;
7. l'accès aux données ;
8. la traçabilité des accès à la banque de données.

L'instruction de service du SRE précise, comme le prévoient par ailleurs expressément l'article 4 paragraphe (3) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et l'article 23 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, que la finalité du traitement doit être en relation avec les missions du SRE et de l'Autorité nationale de Sécurité, c'est-à-dire que les données ne peuvent être traitées que si elles sont nécessaires à la mise en œuvre de la mission du SRE et de l'Autorité nationale de Sécurité (point 2). L'instruction de service mentionne également les responsables du traitement en indiquant les personnes pouvant autoriser les agents à accéder à un fichier (point 1). Les lois du 15 juin 2004 énumèrent les banques de données auxquelles le SRE et l'Autorité nationale de Sécurité pourront accéder et dès lors les catégories de données visées (point 4). Il est ensuite précisé que les données saisies ne peuvent être conservées que pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées (point 6). L'accès à la banque de données est limité aux personnes qui ont une nécessité légitime pour accéder à une donnée. Ces personnes ne peuvent que consulter les données en relation avec des dossiers dont elles ont la charge. Les agents pouvant accéder aux banques de données figurent sur une liste arrêtée par le directeur du SRE. L'accès aux données relatives à des opérations ou des enquêtes clôturées qui ont été transférées aux archives est soumis à une demande d'autorisation motivée (point 7).

Pour ce qui est plus particulièrement des données relatives à l'enquête de sécurité collectées par l'Autorité nationale de Sécurité - données qui par essence constituent des données à caractère personnel, l'article 23 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité définit les modalités selon lesquelles elles sont détruites ou effacées.

À noter encore que les articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle prévoient comment les données collectées dans le cadre de l'interception d'une communication sont traitées, conservées et in fine supprimées.

Rappelons enfin que l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relatif à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ainsi que les dispositions de l'article 4 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et de l'article 22 de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité prévoient un dispositif de contrôle qui offre toutes les garanties aux personnes concernées par le traitement de données à caractère personnel par le Service de Renseignement de l'État et par l'Autorité nationale de Sécurité.

Il ressort des développements qui précèdent que, même en l'absence d'un règlement grand-ducal, le traitement de données à caractère personnel par le Service de Renseignement de l'État et par l'Autorité nationale de Sécurité se déroule dans un cadre bien défini formé par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État, par la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, par les dispositions de l'article 88 du Code d'instruction criminelle et par l'instruction de service réglant le fonctionnement du Service de Renseignement de l'État. L'addition des règles qui figurent dans ces textes fait que le traitement de données à caractère personnel par le Service de Renseignement de l'État et par l'Autorité nationale de Sécurité s'effectue largement selon les principes qui sont à la base de la législation sur la protection des données à caractère personnel.

b) Les difficultés qui ont accompagné l'élaboration d'un règlement grand-ducal sur le traitement des données à caractère personnel par le Service de Renseignement de l'État et l'Autorité nationale de Sécurité.

La loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel se borne à énumérer les éléments qui doivent être couverts par le règlement grand-ducal. Elle ne donne cependant pas de précisions sur l'étendue exacte des dispositions qui devront être inscrites dans un tel règlement. Les éléments qui doivent être inscrits dans le règlement grand-ducal sont parfois difficilement conciliables avec la spécificité des missions du SRE. Le législateur exige par exemple de fixer de manière précise la durée de conservation des données. Or, il se peut qu'une donnée collectée par le SRE, qui agit de manière préventive en présence du risque d'une menace pour la sécurité du Grand-Duché, ne présente au moment de sa collecte qu'une utilité limitée, alors qu'elle pourrait se révéler très importante en relation avec une information collectée à un stade ultérieur. Il est dès lors difficile de fixer une durée précise de conservation des données collectées par le SRE.

La problématique du règlement grand-ducal à élaborer a été évoquée une première fois lors de la réunion précitée du 4 janvier 2005 entre fonctionnaires du Ministère d'État et représentants de l'autorité de contrôle prévue à l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Le SRE et le Ministère d'État ont élaboré au cours de l'année 2005 et au début de l'année 2006 une première version d'un projet de règlement grand-ducal concernant le traitement des données à caractère personnel.

En vue de la rédaction de ce texte, ils se sont inspirés dans un premier temps d'un projet de règlement grand-ducal portant création d'un fichier de données à caractère personnel de police générale (Polis). Ce projet « Polis »a été soumis en début 2006 à l'avis du Conseil d'État. Le département compétent a cependant abandonné la poursuite du texte suite à la publication, en date du 23 octobre 2007, d'un avis très négatif du Conseil d'État (incompatibilité avec les dispositions constitutionnelles concernant l'ingérence dans la vie privée et les matières réservées à la loi, désaccord du Conseil d'État sur les catégories de personnes visées et sur les

données collectées, contrôle insuffisant du procureur d'Etat, droits d'accès trop larges à certaines parties du fichier, opposition quant à l'étendue des informations à traiter, durée de conservation trop imprécise...).

Le SRE s'est par la suite tourné vers l'autorité de contrôle prévue à l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 en vue d'une coopération. Cette tentative a cependant tourné court alors que l'autorité de contrôle s'est fermée à toute coopération face au refus du SRE d'accorder aux membres de l'autorité de contrôle, qui ne disposaient pas d'une habilitation de sécurité, un accès aux fichiers comportant des informations classifiées.

Le directeur du SRE a en outre mené au cours des deux dernières années, en vue de l'élaboration d'un projet de règlement grand-ducal, des discussions informelles avec le président de la Commission nationale pour la Protection des Données, ce dernier ne voulant cependant pas s'avancer trop dans le dossier afin de ne pas s'exposer au reproche de court-circuiter l'autorité de contrôle. Une première entrevue informelle entre le directeur du Service de Renseignement et le président de la Commission nationale pour la Protection des Données a cependant eu lieu le 9 juin 2011. Une deuxième entrevue informelle s'est déroulée en date du 5 juin 2012.

Entre ces deux dernières dates, vers la fin de l'année 2011, le SRE a eu recours aux services d'un avocat spécialisé en matière de données à caractère personnel en vue de l'élaboration d'un projet de règlement grand-ducal.

À noter encore que la thématique des données à caractère personnel et des banques de données afférentes, le règlement grand-ducal à élaborer et les difficultés liées à la rédaction du projet de règlement grand-ducal ont été évoqués au cours des réunions des 18 avril 2005, 13 septembre 2006, 24 juin 2011 et 19 décembre 2011 de la Commission de Contrôle parlementaire. Le rapport d'activités de la Commission pour 2006 mentionne par ailleurs les travaux en relation avec le projet de règlement grand-ducal. Rappelons enfin qu'une présentation des fichiers sur support papier et sur microfilm aux membres de la Commission a eu lieu le 15 avril 2008.

Parallèlement à ces consultations, le Ministère d'État et le SRE ont élaboré deux projets de règlement grand-ducal. Le premier texte porte sur le traitement des données collectées par la branche « renseignement » du SRE, alors que le deuxième texte concerne les données collectées par l'Autorité nationale de Sécurité dans le cadre des enquêtes de sécurité.

****

On retiendra des considérations développées ci-dessus que :

- les données collectées par le SRE au cours des années 60, 70, 80 et 90 du 20e siècle n'ont pas fait l'objet d'un traitement sur support informatique; la mise en oeuvre de leur traitement par voie de règlement grand-ducal n'était dès lors pas nécessaire en application de la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques ;

- la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État autorise le SRE à collecter tant des données à caractère non personnel que des données à caractère personnel ;

- la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité autorise pareillement l'Autorité nationale de Sécurité à collecter des données à caractère personnel ;

- la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État autorise le Service de Renseignement à accéder à certaines banques de données à caractère personnel ;

- le traitement, la conservation et la suppression des données collectées dans le cadre de l'interception d'une communication sont réglés par les articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle ;

- un dispositif légal de surveillance des banques de données du SRE par une autorité de contrôle existe, mais n'a pu jouer complètement face à l'obligation légale à charge du SRE de limiter l'accès aux informations classifiées aux seules personnes disposant d'une habilitation de sécurité, problème qui est cependant résolu depuis l'acceptation, il y a quelques jours, par les membres de l'autorité de contrôle de se voir délivrer une habilitation de sécurité ;

- l'autorité de contrôle pourra dès lors veiller au respect des droits des citoyens en matière d'accès aux enregistrements dans les banques de données du SRE et de l'Autorité nationale de Sécurité qui les concernent, tels que ces droits sont définis dans la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et procéder, le cas échéant, aux rectifications nécessaires ;

- le traitement des données à caractère personnel par le SRE et par l'Autorité nationale de Sécurité devrait faire l'objet d'un règlement grand-ducal, mais que le traitement des données afférentes ne se fait pas, en l'absence d'un tel règlement grand-ducal, en dehors de tout cadre légal, mais s'opère au contraire d'après un certain nombre de règles fixées par le législateur et que le SRE et l'Autorité nationale de Sécurité respectent strictement, au niveau du traitement des données à caractère personnel, les principes qui doivent présider à de tels traitements d'après la loi modifiée du 2 août 2002, principes qui sont par ailleurs repris dans l'instruction de service qui règle en détail le fonctionnement du SRE et de l'Autorité nationale de Sécurité.

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

2569

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 190 19 décembre 2008

Sommaire

ACCORD
CONCERNANT L'ECHANGE ET LA PROTECTION RECIPROQUE DES INFORMATIONS CLASSIFIEES:
LUXEMBOURG – FRANCE

Loi du 16 décembre 2008 portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française *concernant* l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006 . . . page 2570

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

Loi du 16 décembre 2008 portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 19 novembre 2008 et celle du Conseil d'Etat du 9 décembre 2008 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Premier Ministre,
Ministre d'Etat,
Jean-Claude Juncker

Le Ministre des Affaires étrangères
et de l'Immigration,
Jean Asselborn

Palais de Luxembourg, le 16 décembre 2008.
Henri

Doc. parl. 5752; sess. ord. 2006-2007 et 2008-2009

ACCORD
entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Le Gouvernement de la République française,

Ci-après dénommés les Parties,

Souhaitant garantir la protection des Informations et des matériels classifiés échangés ou produits entre les deux Etats ou entre des organismes publics ou privés soumis à leurs lois et réglementations nationales respectives;

SONT CONVENUS des dispositions suivantes,

Article 1
Définitions

Aux fins du présent Accord:

1.1 *«Informations classifiées»* fait référence aux informations, documents et matériels, quels qu'en soient la forme, la nature ou le mode de transmission, qu'ils soient élaborés ou en cours d'élaboration, auquel un degré de classification ou de protection a été attribué et qui, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux lois et réglementations nationales des Parties, nécessitent une protection contre toute violation, destruction, détournement, divulgation, perte, accès par une personne non autorisée ou tout autre type de compromission.

1.2 *«Contrat classé»* signifie un contrat, un contrat de sous-traitance ou un projet dont l'élaboration et l'exécution nécessitent l'accès à des Informations classifiées ou l'utilisation d'Informations classifiées.

1.3 *«Contractant»* signifie tout individu ou personne morale ayant la capacité juridique de négocier et conclure des contrats classés.

1.4 *«Autorité Nationale de Sécurité (ANS)»* fait référence à l'autorité nationale responsable du contrôle général et de la mise en application du présent Accord pour chacune des Parties.

1.5 *«Autorités de Sécurité Compétentes»* fait référence à toute Autorité de Sécurité Désignée ou toute autre entité compétente autorisée conformément aux lois et réglementations nationales des Parties et qui sont responsables de la mise en application du présent Accord selon les domaines concernés.

1.6 *«Partie d'origine»* fait référence à la Partie, y compris tout organisme public ou privé soumis à ses lois et réglementations nationales, qui délivre ou transmet une Information classifiée à l'autre Partie.

1.7 *«Partie destinataire»* fait référence à la Partie, y compris tout organisme public ou privé soumis à ses lois et réglementations nationales, à qui les Informations classifiées sont transmises.

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

1.8 «*Partie hôte*» fait référence à la Partie sur le territoire de laquelle une visite a lieu.

1.9 «*Besoin d'en connaître*» fait référence à la nécessité d'avoir accès à des Informations classifiées dans le cadre d'une fonction officielle déterminée et pour l'exécution d'une mission spécifique.

Article 2
Champ d'application

Le présent Accord constitue la réglementation de sécurité commune applicable à tout échange d'Information classifiée entre les Parties et leurs organismes publics ou privés soumis à leurs lois et réglementations nationales.

Article 3
Autorités Nationales de Sécurité

L'Autorité Nationale de Sécurité de chacune des Parties est:

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Service de Renseignement
Autorité Nationale de Sécurité
Boîte postale 2379
L-1023 Luxembourg

Pour la République française:

Secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.)
51, bd de Latour-Maubourg
F-75700 PARIS 07 SP

Les Parties se tiennent mutuellement informées de tout changement éventuel affectant leur Autorité Nationale de Sécurité ainsi que de leurs Autorités de Sécurité Compétentes par note diplomatique.

Article 4
Principes de sécurité

4.1 Conformément à leurs lois et réglementations nationales respectives, les Parties prennent les mesures appropriées afin de protéger les Informations classifiées qui sont transmises, reçues ou créées selon les termes du présent Accord et apportent auxdites Informations un niveau de protection équivalent à celui qui est accordé à leurs propres Informations classifiées nationales, tel que défini à l'Article 5.1.

4.2 Dès réception des Informations classifiées en provenance de la Partie d'origine, la Partie destinataire leur appose sa propre classification nationale conformément aux équivalences définies à l'Article 5.1.

4.3 L'accès aux Informations classifiées est strictement réservé aux ressortissants des Parties qui ont obtenu une habilitation de niveau approprié et dont les fonctions rendent l'accès auxdites Informations essentiel sur la base du Besoin d'en connaître.

4.4 La Partie destinataire ne déclasse ni ne déclassifie une information classifiée transmise sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.

4.5 Les Parties se tiennent rapidement informées de tout changement qui affecterait la protection des Informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord.

4.6 Les Informations classifiées transmises ne peuvent être utilisées à des fins autres que celles pour lesquelles elles sont transmises, prévues par les accords ou instruments contractuels conclus entre les Parties.

4.7 Les Parties veillent à ce que toute exigence résultant de leurs lois et réglementations de sécurité nationales couvrant la sécurité des agences, bureaux et installations sous leur juridiction soit satisfaite, notamment par le biais de visites d'inspection et de contrôles.

Article 5
Classifications de sécurité et équivalences

5.1 Les Parties s'engagent à assurer la protection des Informations classifiées échangées et adoptent l'équivalence des niveaux de classification de sécurité définis dans le tableau ci-dessous:

France	*Luxembourg*
TRES SECRET DEFENSE	TRES SECRET
SECRET DEFENSE	SECRET
CONFIDENTIEL DEFENSE	CONFIDENTIEL
(voir paragraphes 5.3 et 5.4 ci-dessous)	RESTREINT

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

5.2 Toute Information classifiée transmise par le Luxembourg portant la mention additionnelle «LUX» juxtaposée à la classification de sécurité doit également être protégée selon le tableau d'équivalences présenté à l'article 5.1 ci-dessus.

5.3 La République française traite et protège les Informations portant la mention «RESTREINT» transmises par le Luxembourg selon ses lois et réglementations nationales en vigueur relatives aux informations protégées mais non classifiées de défense, telles que «DIFFUSION RESTREINTE».

5.4 Le Grand-Duché de Luxembourg traite et protège les informations non classifiées mais revêtues d'une mention de protection telles que «DIFFUSION RESTREINTE» transmises par la France selon ses lois et réglementations nationales en vigueur relatives à la protection des Informations «RESTREINT».

5.5 Afin de maintenir des normes de sécurité comparables et à la demande de l'une ou l'autre des Parties, chaque Partie fournit toutes les informations nécessaires concernant les lois, réglementations et procédures de sécurité nationales appliquées pour assurer la sécurité des Informations classifiées. Chaque Partie consent à faciliter les contacts entre leur ANS et leurs Autorités de Sécurité Compétentes.

Article 6

Procédure d'habilitation de sécurité

6.1 Pour l'accès aux Informations classifiées CONFIDENTIEL DEFENSE/CONFIDENTIEL ou de niveau supérieur, chaque Partie, conformément aux lois et réglementations nationales, mène une procédure d'habilitation de sécurité.

6.2 S'agissant de l'habilitation de sécurité d'un ressortissant d'une des Parties qui a séjourné ou qui séjourne encore sur le territoire de l'autre, les Autorités Nationales de Sécurité des Parties se prêtent assistance conformément à leurs lois et réglementations nationales.

6.3 Les Parties reconnaissent mutuellement les habilitations de sécurité délivrées à leurs ressortissants dans le cadre de l'accès aux Informations classifiées.

6.4 Si l'ANS ou les Autorités de Sécurité Compétentes de l'une des Parties considère qu'une société enregistrée sur son territoire national est la propriété ou est sous l'influence d'un Etat tiers dont les objectifs ne sont pas compatibles avec ses intérêts, cette société ne se verra pas délivrer de certificat d'habilitation. L'ANS ou les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie ayant formulé la demande sera avisée en conséquence dans les meilleurs délais.

6.5 Les ANS ou Autorités de Sécurité Compétentes se tiennent mutuellement informées des changements concernant les habilitations de sécurité de leurs ressortissants dans le cadre du présent Accord, en particulier en cas de retrait d'habilitation ou d'abaissement de son niveau.

Article 7

Utilisation d'Informations classifiées

7.1 La Partie destinataire ne divulgue des Informations classifiées échangées ou élaborées dans le cadre du présent Accord à aucun Etat tiers, organisation internationale ou entité ou ressortissant d'un Etat tiers quel qu'il soit, sans le consentement écrit préalable de l'ANS ou des Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine.

7.2 Les Informations classifiées élaborées conjointement par les Parties au titre d'accords, de contrats ou de toute autre activité commune ne peuvent être déclassées, déclassifiées ou transmises à un Etat tiers, à une personne physique ou morale ayant la nationalité d'un Etat tiers, ou à une organisation internationale sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

7.3 Avant la transmission aux Contractants de toute Information classifiée reçue de la Partie d'origine, les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie destinataire:

a) s'assurent que les Contractants et leurs installations sont capables de fournir une protection appropriée aux Informations classifiées;

b) attribuent le niveau requis d'habilitation aux installations du Contractant concerné;

c) attribuent le niveau d'habilitation requis aux personnes ayant le besoin d'en connaître;

d) s'assurent que toutes les personnes qui ont accès aux Informations classifiées sont informées de leurs responsabilités qui découlent des lois et réglementations nationales en vigueur;

e) effectuent des contrôles de sécurité dans les installations concernées.

Article 8

Traduction, Reproduction et Destruction

8.1 Les Informations classifiées TRES SECRET DEFENSE/TRES SECRET ne sont ni reproduites, ni traduites. Des exemplaires originaux supplémentaires peuvent être fournis sur demande écrite auprès de la Partie d'origine.

8.2 Les Informations classifiées TRES SECRET DEFENSE/TRES SECRET ne doivent pas être détruites sauf en cas d'autorisation expresse de la Partie d'origine. Elles sont restituées à la Partie d'origine conformément aux paragraphes 9.1 ou 9.2 ci-dessous, après avoir été reconnues comme n'étant plus nécessaires ou à l'expiration de leur validité.

8.3 La traduction et la reproduction des Informations classifiées SECRET DEFENSE/SECRET sont autorisées uniquement avec le consentement écrit de l'ANS ou des Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine.

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

8.4 Les Informations classifiées sont détruites de telle manière que leur reconstruction totale ou partielle soit impossible.

8.5 La Partie destinataire assure le marquage des reproductions et des traductions produites comme les originaux et leur assure la même protection.

Article 9
Transmission entre les Parties

9.1 Les Informations classifiées sont transmises d'une Partie à l'autre par la voie diplomatique conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie d'origine.

9.2 Les ANS ou Autorités de Sécurité Compétentes peuvent, d'un commun accord, convenir de ce que les Informations classifiées peuvent être transmises par un autre moyen que la voie diplomatique, dans la mesure où ce mode de transmission s'avérerait inadapté ou difficile.

9.3 Les transmissions répondent aux exigences suivantes:

a) le convoyeur a une habilitation de sécurité appropriée;

b) la Partie d'origine tient un registre des Informations classifiées qui sont transférées et un extrait de ce registre est fourni à la Partie destinataire sur demande;

c) les Informations classifiées sont dûment emballées et scellées conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie d'origine;

d) la réception des Informations classifiées est confirmée par écrit dans les meilleurs délais.

9.4 La transmission d'une importante quantité d'Informations classifiées est organisée entre les ANS ou Autorités de Sécurité Compétentes respectives au cas par cas.

9.5 La transmission électronique d'Informations classifiées est effectuée uniquement sous forme cryptée, en utilisant des méthodes et dispositifs cryptographiques mutuellement acceptés entre les ANS ou Autorités de Sécurité Compétentes respectives.

Article 10
Contrats Classés

10.1 L'ANS ou les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine notifient à l'ANS ou aux Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie destinataire tout Contrat classé avant tout échange d'Informations classifiées. Cette notification doit indiquer le plus haut niveau de classification des Informations impliquées dans le Contrat.

10.2 Pour tout instrument contractuel comportant des Informations classifiées, il est établi une annexe de sécurité. Dans cette annexe, l'ANS ou les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine précise ce qui doit être protégé par la Partie destinataire ainsi que le niveau de classification applicable correspondant. Seule la Partie d'origine peut modifier le niveau de classification d'une Information définie dans une annexe de sécurité.

10.3 Tout Contrat classé contient des dispositions relatives aux instructions de sécurité ainsi qu'un guide de classification. Ces instructions sont cohérentes avec celles dispensées par l'ANS ou par les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine.

10.4 L'ANS ou les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine transmet une copie de l'annexe de sécurité à l'ANS ou aux Autorités de Sécurité Compétentes de l'autre Partie.

10.5 Avant de conclure un Contrat classé avec un Contractant placé sous la juridiction de l'autre Partie ou d'autoriser l'un de ses propres Contractants à conclure un Contrat classé sur le territoire de l'autre Partie, une Partie reçoit au préalable l'assurance écrite de l'ANS ou des Autorités de Sécurité Compétentes de l'autre Partie que le Contractant proposé a reçu une habilitation de niveau approprié et qu'il a pris toutes les mesures de sécurité appropriées nécessaires à la protection des Informations classifiées.

10.6 L'ANS ou les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie sur le territoire de laquelle le travail doit être exécuté sont tenues de veiller à ce que, dans le cadre de l'exécution de contrats classés, soit appliqué et maintenu un niveau de sécurité équivalent à celui requis pour la protection de leurs propres contrats classés.

10.7 Avant de passer un Contrat classé avec un sous-contractant, le Contractant reçoit l'autorisation de son ANS ou de ses Autorités de Sécurité Compétentes. Les sous-contractants se conforment aux mêmes conditions de sécurité que celles établies pour le Contractant.

Article 11
Visites

11.1 Les visites aux installations de l'une des Parties où un représentant de l'autre Partie a accès à des Informations classifiées ou à des sites où l'accès à de telles Informations est directement possible, font l'objet d'une autorisation préalable par écrit de l'ANS ou des Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie hôte.

11.2 Les visites aux installations de l'une des Parties par des ressortissants d'un Etat tiers impliquant l'accès à des Informations classifiées échangées ou produites entre les Parties ou à des sites où l'accès à de telles Informations est directement possible, requièrent l'autorisation préalable écrite de l'ANS ou des Autorités de Sécurité Compétentes des Parties.

SERVICE CENTRAL LEGISLATION

11.3 Les visites visées aux paragraphes 11.1 et 11.2 ci-dessus impliquent que tout visiteur ait une habilitation de sécurité appropriée ainsi que le besoin d'en connaître.

11.4 Les demandes de visites, lorsque l'accès à des Informations classifiées de niveau TRES SECRET DEFENSE/TRES SECRET est nécessaire, sont adressées par la voie diplomatique à l'ANS de la Partie hôte. Les demandes de visites, lorsque l'accès à des Informations classifiées de niveau inférieur est nécessaire, sont traitées directement entre les ANS ou Autorités de Sécurité Compétentes respectives. Toute demande est adressée au moins trois (3) semaines avant la date requise pour la visite. Les demandes de visite contiennent les renseignements mentionnés dans l'Annexe du présent Accord.

11.5 Chaque Partie peut demander une autorisation de visite pour une période maximale de douze (12) mois. Si une visite en particulier est susceptible de ne pas être conclue dans le délai prévu par l'autorisation de visite, ou si un prolongement de la période prévue par l'autorisation de visite est nécessaire, la Partie requérante peut demander une nouvelle autorisation de visite sous réserve qu'elle soit effectuée au moins trois (3) semaines avant que l'autorisation en cours n'arrive à expiration.

11.6 Tous les visiteurs respectent les réglementations et instructions de sécurité de la Partie hôte.

Article 12
Visites multiples

12.1 Les Parties peuvent dresser une liste des personnels autorisés à effectuer plusieurs visites en relation avec tout projet, programme ou contrat particulier, conformément aux conditions générales convenues par les ANS ou Autorités de Sécurité Compétentes des Parties. Initialement, ces listes sont valables pour une durée de douze (12) mois et, par accord entre les ANS ou Autorités de Sécurité Compétentes des Parties, cette durée de validité peut être prolongée pour d'autres périodes ne dépassant pas douze (12) mois.

12.2 Les listes mentionnées au paragraphe 12.1 ci-dessus sont établies conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie hôte. Une fois que ces listes ont été approuvées, les conditions générales de toutes les visites particulières peuvent être réglées directement par les établissements que les personnes mentionnées sur ces listes vont visiter.

Article 13
Violation des lois et réglementations relatives à la protection des Informations classifiées

13.1 Dans l'hypothèse où une violation de la réglementation nationale relative à la protection des Informations classifiées transmises dans le cadre du présent Accord ne peut être écartée, ou lorsqu'elle est présumée ou découverte, notamment en cas de perte ou tout autre type de compromission avérée ou suspectée, l'ANS ou les Autorités de Sécurité Compétentes de l'autre Partie en sont immédiatement informées par écrit.

13.2 La notification doit être suffisamment détaillée pour que la Partie d'origine puisse procéder à une évaluation complète des conséquences.

13.3 La Partie ayant découvert ou suspectant les faits mène immédiatement une enquête (avec, si nécessaire, l'aide de l'autre Partie) conformément aux lois et réglementations nationales en vigueur dans l'Etat concerné. La Partie menant l'enquête informe dans les meilleurs délais l'ANS ou les Autorités de Sécurité Compétentes de l'autre Partie des circonstances, du résultat de l'enquête, des mesures adoptées et des actions correctrices engagées.

Article 14
Les frais

14.1 L'exécution du présent Accord ne génère en principe aucun frais spécifique.

14.2 Tout frais éventuel encouru par une Partie du fait de l'application du présent Accord est supporté par cette seule Partie dans la limite de ses disponibilités budgétaires.

Article 15
Résolution des litiges

15.1 Tout litige quant à l'interprétation ou l'application du présent Accord est exclusivement résolu dans le cadre de consultations entre les Parties, sans faire appel à aucune tierce partie ou tribunal international.

15.2 Pendant la durée du différend, les Parties continuent à respecter les obligations qui découlent du présent Accord.

Article 16
Dispositions finales

16.1 Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prend effet le premier jour du second mois suivant la réception de la dernière des notifications.

16.2 En tant que de besoin, les ANS ou Autorités de Sécurité Compétentes des Parties se consultent au sujet des aspects techniques spécifiques concernant l'application du présent Accord et peuvent conclure, au cas par cas, tout instrument juridique approprié ou protocole de sécurité spécifique visant à compléter le présent Accord.

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

16.3 Chaque Partie communique rapidement à l'autre toute modification de ses lois et réglementations nationales susceptible d'avoir un effet sur la protection d'Informations classifiées en vertu du présent Accord. Dans ce cas, les Parties se concertent afin d'examiner d'éventuelles modifications au présent Accord. Dans l'intervalle, les Informations classifiées restent protégées conformément aux présentes dispositions.

16.4 Les dispositions du présent Accord peuvent être modifiées d'un commun accord par écrit entre les Parties. Ces modifications prennent effet selon les modalités prévues au paragraphe 16.1.

16.5 Le présent Accord peut être dénoncé d'un commun accord ou unilatéralement, la dénonciation prenant effet six (6) mois après réception de la notification écrite. La dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties liés aux Informations échangées dans le cadre du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

FAIT à Luxembourg le 24 février 2006 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg,

Pour le Gouvernement
de la République française,

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

ANNEXE

La demande de visite mentionnée aux articles 11 et 12 doit contenir les informations suivantes:

a) Le nom et le prénom du visiteur, la date et le lieu de naissance, la nationalité et le numéro du passeport ou de la carte d'identité;

b) L'emploi et la fonction du visiteur, le nom de l'établissement ou de l'organisme qui l'emploie;

c) Le niveau d'habilitation de sécurité du visiteur, authentifié par un certificat de sécurité à fournir par l'autorité compétente de la Partie requérante;

d) La date proposée de la visite et la durée prévue;

e) L'objet de la visite et toutes les indications nécessaires précisant les sujets à traiter impliquant des Informations classifiées et leurs niveaux de classification;

f) Le nom des établissements, des installations et des locaux, objets de la visite;

g) Les noms et prénoms des personnes qui doivent recevoir le visiteur;

h) La date, la signature et l'apposition du timbre officiel de l'autorité compétente de la Partie requérante.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg
Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Luxembourg, le 23 janvier 2013

Note à l'attention de Monsieur le Premier Ministre

Objet: Entrevues avec les Directeurs du SREL de 2006 à 2012.

2006
- Mardi, le 10 janvier
- Lundi, le 6 mars *(en présence de Monsieur le Ministre Luc Frieden)*
- Lundi, le 27 mars
- Mardi, le 4 avril
- Lundi, le 8 mai
- Mardi, le 16 mai
- Vendredi, le 7 juillet
- Vendredi, le 6 octobre
- Mercredi, le 18 octobre
- Mercredi, le 13 décembre
- Mardi, le 19 décembre

2007
- Mardi, le 9 janvier
- Mardi, le 23 janvier
- Mercredi, le 31 janvier
- Mercredi, le 14 mars
- Vendredi, le 30 mars
- Lundi, le 14 mai
- Lundi, le 16 juillet
- Mardi, le 4 septembre
- Mercredi, le 3 octobre
- Mercredi, le 7 novembre
- Mardi, le 11 décembre

2008
- Jeudi, le 10 janvier
- Jeudi, le 14 février
- Vendredi, le 15 février
- Jeudi, le 21 février
- Mercredi, le 9 avril
- Mardi, le 24 juin
- Jeudi, le 10 juillet
- Mardi, le 19 août
- Lundi, le 20 octobre
- Mardi, le 16 décembre

2009
- Mercredi, le 7 janvier

o **Lundi, le 16 mars: Rencontre avec Monsieur Charles Goerens**

- Mercredi, le 25 mars
- Mardi, le 29 septembre
- Jeudi, le 22 octobre
- Mercredi, le 25 novembre *(en présence de Monsieur le Ministre François Biltgen)*

2010
- Lundi, le 4 janvier
- Mardi, le 23 février *(Marco Mille: pour dire au revoir)*

- Mercredi, le 3 mars *(Patrick Heck, nouveau Directeur SREL)*
- Mercredi, le 10 mars *(+ Monsieur Colas)*
- Vendredi, le 2 avril
- Lundi, le 12 avril
- Lundi, le 28 juin *(+ Monsieur Colas)*
- Mercredi, le 6 octobre
- Mercredi, le 3 novembre *(+ Monsieur Colas)*

2011
- Mercredi, le 26 janvier
- Mercredi, le 6 juillet
- Samedi, le 30 juillet *(+ Monsieur Colas)*
- Vendredi, le 7 octobre

2012
- Mardi, le 10 janvier
- Mardi, le 3 avril
- Mardi, le 3 juillet
- Mardi, le 4 décembre *(+ Monsieur Colas)*
- Mardi, le 18 décembre *(+ Monsieur Colas)*

****

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

Note
à l'attention de
M. le Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur

Objet : Projet Centre of Excellence in Economic & Financial Integrity (CEFIN) de M. Frank Schneider

Informations strictement confidentielles et limitées au destinataire. Merci de ne pas donner de hardcopy à une personne tierce, mais de garder le document sous la main afin de pouvoir démentir toute complicité du MECE dans le projet dont nous serions éventuellement accusés à l'avenir par M. Schneider.

A la suite des différentes discussions autour du lancement imminent de la société provisoirement nommée CEFIN S.A. (la dénomination exacte n'est pas encore déterminée), le soussigné a reçu des informations qui mettent gravement en doute un appui public quelconque, que ce soit à travers des prêts de la SNCI ou bien de l'aide plus pratique de la DCE.

M. Schneider, actuellement employé de l'Etat et Directeur des Opérations auprès du SREL, a présenté l'idée d'un tel projet au soussigné pour la première fois lors d'un déjeuner en date du 24 octobre 2007. L'idée initiale de M. Schneider ayant été de lancer un organisme œuvrant dans le domaine du renseignement économique et du conseil à des investisseurs potentiels (compliance & sécurité) sous couverture du SREL. Le soussigné trouvait l'idée en tant que telle intéressante mais a fait part à M. Schneider de ses réserves quant à une implication officielle ou inofficielle du SREL. A travers les mois qui ont suivi, M. Schneider est revenu à charge plusieurs fois avec des projets amendés qui ont finalement abouti à la structure CEFIN dont les activités potentielles sont détaillées dans le document en annexe (reçu de la main de M. Schneider). CEFIN serait une entreprise privée et les acteurs principaux devront démissionner de leurs postes respectifs. Ceci a été confirmé au soussigné par M. Marco Mille, Directeur du SREL qui a clairement dit qu'il ne s'opposerait pas au projet mais qu'il ne pourrait y avoir de lien avec son service. Le soussigné a également pris connaissance de l'identité de certains sous-traitants potentiels de CEFIN qui n'évoquent guère de l'enthousiasme (').

Selon les informations du soussigné, il est proposé que CEFIN S.A. soit dirigée par M. Frank Schneider et aura comme autres associés deux fonctionnaires actuels du SREL, M.

F[illegible]r. S'y ajoutent M. [illegible]n, actuellement à la section anti-blanchiment du Srj et un citoyen inconnu du soussigné dont le nom serait M[illegible] Grant (résidant [illegible]).

Le plan d'affaires prévoit un capital autorisé de 1 million d'Euros duquel 250.000€ serait libérés lors de la constitution. Il y est fait mention d'un prêt de 2 millions d'Euros de la part de gs (M. Schneider avait également lancé des discussions avec la société [illegible] is les a abandonnées quand M. 'est déclaré prêt à investir sous condition d'être le seul intervenant) et de 2 millions de la SNCI. La dotation financière au capital était initialement prévue de se faire comme suit :

[illegible] :	45%
M. Frank Schneider :	25%
M. :	8%
M. [illegible]er :	8%
M. [illegible]	8%
M. [illegible] :	6%

Les apports des actionnaires « minoritaires », à l'exception de ceux de MM. [illegible] et Grant, seraient financés par des prêts sans intérêts contractés auprès de M. [illegible].

Il y a actuellement une discussion très controversée entre les différentes parties sur l'allocation des parts. MM. Kemmer et [illegible] souhaitent augmenter leur part afin d'avoir une plus forte indépendance vis-à-vis de M. [illegible] et de [illegible], tandis que M. Schneider plaide pour le statu quo et que M. [illegible] souhaite prendre la majorité dans la société. Le processus de constitution de la société, de la rédaction du plan d'affaires au projet de statuts, sont des plus opaques et il semble au soussigné que M. Schneider n'est pas tout à fait transparent envers de ses partenaires futurs. Il y a sentiment croissant auprès des 3 autres anciens fonctionnaires (dont deux semblent se désolidariser du projet) qu'ils sont en train de se faire escroquer par M. Schneider qui est en train de « se vendre » à M. et dépendra complètement de lui. Ce qui n'aidera pas forcément une jeune entreprise qui devra se tailler une réputation de neutralité et d'objectivité.

Si on peut dire que ces discussions sont des affaires internes de la future société, voire de l'intérêt privé des différents intervenants, d'autres éléments mettent en question l'opportunité d'un soutien public et il convient même à s'interroger si les intérêts de l'Etat en tant que tel ne seront pas lésés.

Les informations que le soussigné à collectés à droite et à gauche indiquent de plus en plus clairement que M. Schneider ne souhaite pas seulement profiter avec CEFIN des contacts noués pendant sa fonction au SREL, mais a activement utilisé sa fonction afin de placer des personnes dans des postes-clés au sein d'entreprises (l'opération [illegible] semble être un exemple très concret qui devrait conduire à placer M. [illegible] en tant que SVP Sales & Marketing mais qui a été « vendue » au MECE en tant qu operation touchant à la protection du patrimoine économique du pays) ainsi que de collecter des informations sur des clients futurs sur base des renseignements obtenus en tant qu'agent du SREL dans le but explicite d'en tirer profit après sa démission du service. Le soussigné s'interroge si ceci n'est pas

contraire à l'article 16 à la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignements. Bien que chacun soit libre de maintenir des contacts avec des personnes rencontrées lors de son activité professionnelle au-delà de celle-ci, l'utilisation de connaissances spécifiques liées à des activités classées (au niveau « secret » selon le rapport d'opération que le soussigné a pu consulter au siège du SREL en date du 4 avril 2008) semble, à l'opinion du soussigné, plus que problématique. Du moins l'opération touchant à (. a été divulguée dans la version du plan d'affaires que le soussigné a reçu de la part de M. Schneider et qui a sans doute circulé en dehors de l'administration publique.

L'implication de s'inscrit, selon l'analyse du soussigné, dans cette optique. est fortement intéressée à prendre des parts dans souhaite bénéficier des informations de M. Schneider pour atteindre cet objectif. De plus, il est hautement intéressé à la « mémoire » de l'ancien Directeur des Opérations. Il s'agit ici d'un intérêt légitime de la part d'un entrepreneur privé qui maintient des relations très étroites avec des agents (anciens ou actifs) haut-placés des services britanniques, américains, français, jordaniens, saoudiens et libanais. Se pose cependant la question si l'Etat luxembourgeois doit encourager/supporter l'appétit de lucre de M. Schneider qui conduira à un transfert d'informations vers qui ne sera plus contrôlable ? Le soussigné est (et était) d'avis qu'une coopération avec et peut être bénéfique pour le MECE dans un scénario ou le flux d'informations est maîtrisé et que le MECE reste en contrôle de la situation. Le degré de collusion entre M. Schneider et reste une question ouverte, le soussigné n'est pas convaincu que les intérêts des deux sont en parfaite harmonie. Il semble même que c'est une situation où l'un essaye de tromper l'autre…

Il s'avère, selon des sources fiables, que les mêmes réflexions sont actuellement menées au Ministère d'État ainsi qu'au SREL.

Le soussigné propose alors de prendre une attitude réservée vis-à-vis du projet CEFIN (tout en gardant des relations prudentes afin de rester informé sur ce qui se passe) en tant que telle et de juger le dossier introduit auprès de la SNCI sur ses seuls et uniques mérites économiques et non pas comme une émanation semi-appuyée par des instances publiques luxembourgeoises. La question plus spécifique sur l'attitude à prendre vis-à-vis de M. Schneider devrait être concertée avec M. le Premier Ministre sous la tutelle duquel M. Schneider était placé depuis le début de son service au SREL en 2002. Il faut tenir compte du fait que M. Schneider était Directeur des Opérations du SREL pendant 8 ans et va très probablement, en tant que défense désespérée, essayer d'utiliser des informations dont il a eu connaissance durant cette période contre des décideurs impliqués.

Luxembourg. le 4 juillet 2008

Jean-Claude Knebeler
Chargé de la Direction du Commerce Extérieur

MINISTÈRE D'ÉTAT
Service de renseignement

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le:
18 JUIN 2013

Luxembourg, le 14 juin 2013

Monsieur Laurent BESCH
Service des Commission
Chambre des Députés
Luxembourg

DIR/7146/13

Monsieur,

Veuillez trouver en annexe un tableau qui compare la loi du 15 juin 2004 portant Organisation au service de Renseignement aux lois organiques des services belge, allemand et néerlandais. Le tableau se limite à une comparaison des méthodes opérationnelles.

Outre les méthodes opérationnelles, il est proposé d'apporter des modifications ou de compléter la loi actuelle concernant les points suivants :

- Les missions ont été légèrement adaptées en ajoutant à la défense du potentiel économique, la notion de la défense des intérêts économiques contre des menaces visant le Luxembourg. Par ailleurs, la notion d'extrémisme rejetant les principes de la démocratie serait incluse dans les missions.

- Si des informations obtenues par le Service de Renseignement doivent être versées dans une procédure judiciaire ou administrative il est prévu que le caractère secret des activités et méthodes employées par le SRE ne peut être levé à l'égard de la partie inculpée que sur décision du Président de la Cour Supérieure de Justice et à condition que cette levée n'entrave pas les actions en cours du SRE et que la révélation des méthodes opérationnelles du SRE ne porte pas atteinte à la sécurité du Grand-Duché (ne s'applique pas aux informations fournies par des services de renseignement étrangers, sauf les cas où le service étranger accepte de lever le secret). Les modalités du recours éventuel à une procédure *in camera* sont en cours d'examen.

- L'information de manière proactive de la Commission de contrôle parlementaire a été ajoutée ainsi que la précision que la Commission de contrôle continue à s'acquitter de ses missions au-delà de la fin d'une période législative, et ceci jusqu'au moment où la nouvelle chambre des députés s'est constituée.

- Les dispositions pénales seront élargies et couvriront non seulement la révélation de fait de caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du SRE, mais également la révélation de l'identité d'un membre du SRE et la communication de pièces classifiées à toute personne non qualifiée pour en

Boîte postale 467
L – 2014 Luxembourg

Tél : (+352) 247-82210
Fax : (+352) 247-82243

MINISTÈRE D'ÉTAT
Service de renseignement

prendre connaissance. Les agents qui ont quitté ou sont détachés du service restent soumis à ces dispositions.

En espérant que le tableau puisse vous être utile, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Patrick HECK
Directeur

Annexes : • Tableau comparatif
• Note sur le cadre légal dans le domaine de la lutte contre la prolifération
déclassifiée (= publique)

Copie : M. Marc COLAS, Administrateur général, Ministère d'Etat

Boîte postale 467
L – 2014 Luxembourg

Tél : (+352) 247-82210
Fax : (+352) 247-82243

Méthodes	Procédures				
	Loi SRE 2004	**Loi belge**	**Loi néerlandaise**	**Loi allemande (variations selon le Land, ici : Saarland)**	**Future loi SRE**
Résumé méthodes et moyens	• *Pas de base légale explicite* • *Procédure interne au SRE*	• *Base légale explicite*	• *Act of 7. February 2002, amendé 2006*	• *Grands principes : Bundesverfassungsschutzgesetz* • *Principes détaillés : Saarländisches Verfassungsschutzgesetz (*SverfSchG) • *Détail des méthodes : Instruction de service, classifiée 'Confidentiel'*	• *Base légale explicite* • *Procédures et règles internes ; règlement grand-ducal ou arrêté ministériel*
Critères d'emploi de la méthode	• Principe de proportionnalité	• Gravité de la menace	• Art. 18 « (…) in so far as necessary for the performance of the tasks of the Service" – selon l'intérêt du Service et dans le cadre de ses missions. • Evaluation de la menace et des risques requise	• Principe de *Verhältnismässigkeit*.	• Principe de proportionnalité
Échanges entre administrations publiques ; accès légal aux banques de données	• Articles 3-4 de la loi • Procédures internes soumettent communications à l'accord du supérieur hiérarchique • Contrôle général de la commission parlementaire, procédures internes pour accès bases de données (logging auprès l'opérateur de la base de données plus logging manuel au SRE), travaux en cours pour logging automatisé au SRE	• Identique au système luxembourgeois	• Autorisé par la loi (Art 17.1)	• Obligation de coopération des administrations publiques avec les Verfassungsschutz des Länder • §15 et §16 du SVerfSchG	• Procédure de contrôle reste inchangée
Observation dynamique ou statique dans l'espace public et dans les lieux privés accessibles au public utilisant ou non des moyens techniques (ex. : filature à pied ou en voiture, caméras)	Réglée par des procédures internes ; nécessite l'accord du supérieur hiérarchique. Les principes de nécessité et de proportionnalité sont à respecter.	• Accord de la direction requis pour l'application de méthodes spéciales • Liste mensuelle des méthodes appliquées	• Autorisation du ministre du ressort requise, ou du directeur au nom du ministre. Le directeur peut déléguer ce pouvoir de décision à des fonctionnaires subalternes, mais doit en informer son ministre (art 19). • La permission est donnée pour une période de trois mois, mais renouvelable (art 19). • La méthode extraordinaire doit être explicitement autorisée par le ministre du ressort (correspondance classifiée avec le directeur ?)	• Critères de base dans §8 du SVerfSchG • Liste des méthodes et critères d'utilisation dans Instruction de Service confidentielle, mais autorisée par le Ministerium für Inneres • Instruction et accord du chef de département requis	• Autorisation du principe dans la loi, détails d'application dans une norme inférieure *(arrêté ministériel ou instruction interne validée par le ministre de tutelle)* • L'application au cas-par-cas des procédures est soumise à l'accord du directeur ou de son délégué • Mention des conditions : principe de nécessité, principe de proportionnalité • Listing trimestriel des méthodes appliquées destiné au contrôle parlementaire et au ministère de tutelle

Méthodes	Procédures				
	Loi SRE 2004	**Loi belge**	**Loi néerlandaise**	**Loi allemande (variations selon le Land, ici : Saarland)**	**Future loi SRE**
Inspection avec ou sans moyen technique de lieux accessibles au public ; inspection des objets qui se trouvent dans un tel lieu	Réglé par des procédures internes ; nécessite l'accord du supérieur hiérarchique. Les principes de nécessité et de proportionnalité sont à respecter.	• Accord de la direction requis pour l'application de méthodes spéciales • Liste mensuelle des méthodes appliquées	• Idem • Ouverture d'objets fermés soumis à l'autorisation du directeur du service (art 22), habilité à ces fins par le ministre du ressort.	• Instruction et accord du chef de département requis, le directeur du service est informé	• Autorisation du principe dans la loi, détails d'application dans des règlements et instructions de service internes • L'application au cas-par-cas des procédures est soumise à l'accord du directeur ou de son délégué • Mention des conditions : principe de nécessité, principe de proportionnalité • Listing trimestriel des méthodes appliquées destiné au contrôle parlementaire et au ministère de tutelle
Prise de connaissance de l'identification de l'expéditeur de données électroniques ou téléphoniques ; géo-localisation ; retracements	• Loi sur la protection des télécommunications de 2005 (demande nécessite l'accord du supérieur hiérarchique avant de pouvoir ^ être soumise à la Commission prévue à l'article 88.3 du CIC) • Les principes de nécessité et de proportionnalité sont à respecter.	• Accord de la direction requis pour l'application de méthodes spéciales • Liste mensuelle des méthodes appliquées	• Autorisation du ministre du ressort requise, ou du directeur au nom du ministre. Le directeur peut déléguer ce pouvoir de décision à des fonctionnaires subalternes, mais doit en informer son ministre (art 19). • La permission est donnée pour une période de trois mois, mais renouvelable (art 19). • La méthode extraordinaire doit être explicitement autorisée par le ministre du ressort (correspondance classifiée avec le directeur ?)	• Retracements : Directeur demande, ministre approuve pour durée de 3 mois, informe la Commission G 10 qui peut s'opposer • Nombre de raccordements par abonné et identification de l'abonné : demande du Directeur auprès de la « Regulierungsbehörde »	• Autorisation du principe dans la loi, avec exception à la loi de 2005 « télécom » ; détails d'application dans des règlements et instructions de service internes • L'application au cas-par-cas des procédures est soumise à l'accord du directeur ou de son délégué • Mention des conditions : principe de nécessité, principe de proportionnalité • Listing trimestriel des méthodes appliquées destiné au contrôle parlementaire et au ministère de tutelle
Interception de télécommunications et de courrier et colis postaux, DHL, Fedex etc .	Loi sur les écoutes 88-1 à 88-4. Pour les opérateurs qui ont prévu une clause par laquelle l'expéditeur donne son accord explicite que son courrier peut être ouvert pour des motifs de sécurité nationale (seulement deux opérateurs concernés) le courrier peutêtre ouvert sans le recours à la procédure prévue à l'article 88-3.	• Loi sur les méthodes	• Autorisation du ministre du ressort requise, ou du directeur en nom du ministre. Le directeur peut déléguer ce pouvoir de décision à des fonctionnaires subalternes, mais doit en informer son ministre (art 19). • Passage par le tribunal à La Haye (art 23.1) pour l'interception du courrier ? • Durée maximale de 3 mois, mais autorisation renouvelable.	• Accord d'un juge d'instruction requis, procédure d'urgence possible	Loi sur les écoutes 88-1 à 88-4 (à mettre à jour en fonction de l'évolution des technologies de téléphonie)

Méthodes	Procédures				
	Loi SRE 2004	**Loi belge**	**Loi néerlandaise**	**Loi allemande (variations selon le Land, ici : Saarland)**	**Future loi SRE**
Application de moyens d'écoute à distance (ex : micro directionnel) mais pas d'observation à l'intérieur du domicile privé	Accord du supérieur hiérarchique requis, principes de nécessité et de proportionnalité à respecter. (pas d'enregistrement d'une conversation à caractère privé)	Accord de la Commission Spéciale requis si niveau grave, situation présenté par le directeur devant commission de trois magistrats ; délai de décision bref, si pas de réaction le ministre peut décider	• Autorisation du ministre du ressort requise, ou du directeur en nom du ministre. Le directeur peut déléguer ce pouvoir de décision à des fonctionnaires subalternes, mais doit en informer son ministre (art 19). • La permission est donnée pour une période de trois mois, mais renouvelable (art 19). • La méthode extraordinaire doit être explicitement autorisée par le ministre du ressort (correspondance classifiée avec le directeur ?)	• Instruction et accord du chef de département requis, le directeur du service est informé	• Autorisation du principe dans la loi, détails d'application dans des règlements et instructions de service internes • Accord directeur du service après consultation du Premier Ministre requis, principes de nécessité et de proportionnalité à respecter • Listing trimestriel des méthodes appliquées destiné au contrôle parlementaire et au ministère de tutelle
Observation à l'intérieur du domicile privé avec ou sans moyens techniques	Pas permis	Accord de la Commission Spéciale requis si niveau de la menace grave, situation présenté par le directeur devant commission de trois magistrats ; délai de décision bref, si pas de réaction le ministre peut décider	• Autorisation du ministre du ressort requise, ou du directeur en nom du ministre. Le directeur peut déléguer ce pouvoir de décision à des fonctionnaires subalternes, mais doit en informer son ministre (art 19). • La permission est donnée pour une période de trois mois, mais renouvelable (art 19). • La méthode extraordinaire doit être explicitement autorisée par le ministre du ressort (correspondance classifiée avec le directeur ?) • Mesure limitée à trois jours (art 22.5)	• Instruction et accord du chef de département requis, le directeur du service est informé	Procédure via commission spéciale 88-3
Recours à des personnes morales	Accord de la direction requis, information de l'autorité de tutelle	Accord de la Commission Spéciale requis si niveau grave, situation présenté par le directeur devant commission de trois magistrats ; délai de décision bref, si pas de réaction le ministre peut décider	?	• Accord du directeur du service requis	Accord de la direction requis, information de l'autorité de tutelle

1021

Méthodes	Procédures				
	Loi SRE 2004	**Loi belge**	**Loi néerlandaise**	**Loi allemande (variations selon le Land, ici : Saarland)**	**Future loi SRE**
Intrusion et inspection de lieux privés avec ou sans application de moyens techniques	Pas permis	Accord de la Commission Spéciale requis si niveau grave, situation présenté par le directeur devant commission de trois magistrats ; délai de décision bref, si pas de réaction le ministre peut décider	• Autorisation du ministre du ressort requise, ou du directeur en nom du ministre. Le directeur peut déléguer ce pouvoir de décision à des fonctionnaires subalternes, mais doit en informer son ministre (art 19). • La permission est donnée pour une période de trois mois, mais renouvelable (art 19). • La méthode extraordinaire doit être explicitement autorisée par le ministre du ressort (correspondance classifiée avec le directeur ?) • Mesure limitée à trois jours (art 22.5)	• Instruction et accord du chef de département requis, le directeur du service est informé	• Accord du supérieur hiérarchique requis si la personne visée est déjà sous autorisation d'écoute, sinon accord d'une commission spéciale • Listing trimestriel des méthodes appliquées destiné au contrôle parlementaire et au ministère de tutelle
Collecte de données bancaires via CSSF ou CRF	• Accord du supérieur hiérarchique requis pour introduire demande auprès de la CSSF, • Informations reçues via sources	Accord de la Commission Spéciale requis si niveau grave, situation présenté par le directeur devant commission de trois magistrats ; délai de décision bref, si pas de réaction le ministre peut décider		Accès via autre administration ou par sources	Accès aux données bancaires inscrit dans la loi. (sous réserve de l'avis du ministre des Finances)
Sociétés écran	Accord de la direction requis, information de l'autorité de tutelle	Accord de la Commission Spéciale requis si niveau grave, situation présenté par le directeur devant commission de trois magistrats ; délai de décision bref, si pas de réaction le ministre peut décider	Décision du Directeur, information du Ministre	?	La loi autorise le SRE à créer ou recourir à des personnes morales à l'appui des activités opérationnelles afin de collecter des données en relation avec sa mission.
Intrusion dans les systèmes informatiques	Autorisation via commission 88-3	Accord de la Commission Spéciale requis si niveau grave, situation présenté par le directeur devant commission de trois magistrats ; délai de décision bref, si pas de réaction le ministre peut décider	• Autorisation du ministre du ressort requise, ou du directeur en nom du ministre. Le directeur peut déléguer ce pouvoir de décision à des fonctionnaires subalternes, mais doit en informer son ministre (art 19). • La permission est donnée pour une période de trois mois, mais renouvelable (art 19). • La méthode extraordinaire doit être explicitement autorisée par le ministre du ressort (correspondance classifiée avec le directeur ?) • Art 25	Pas permis	Autorisation de la commission d'écoute avec amendement de 88-3 et 88-4.

1022

DIR/7198/13

Monsieur le Premier Ministre,
Ministre d'Etat
Luxembourg

Luxembourg, le 24 juin 2013

Note à l'attention de Monsieur le Premier Ministre

Objet : « espionnage » électronique des autorités de sécurité américaines contre des sociétés internet, dont

La presse anglo-saxonne *(Guardian et Int'l Herald Tribune, cf annexe)* du 20 juin 2013 a décrit un programme d'espionnage électronique à grande échelle (projet PRISM) ciblant notamment des sociétés de communication par internet, dont la société '

Ce programme, légal au vu de la loi américaine car reposant sur la loi FISA *(Foreign Intelligence Surveillance Act)* voté, en la révisant, le 30 décembre 2012 par le Congrès américain. La loi nouvelle loi FISA permet d'intercepter sans autorisation de juges et mettre sur écoutes des citoyens non-US à l'extérieur du territoire américain dans l'intérêt de la sécurité national américaine. De même, la nouvelle loi FISA permet d'effectuer le retracement de données de trafic téléphoniques sans autorisation de juges. Le programme PRISM est une plateforme électronique intégrée entre la NSA *(National Security Agency ; agence de renseignement et de surveillance électronique américaine)* et les grandes sociétés de communication par internet américaines, une gigantesque banque de données contenant toutes les formes de communications (audio, vidéo, email, chat-room) générées par ces sociétés. Les firmes participant à ce programme (Microsoft, Google, Facebook, Twitter, Skype, etc) continuent l'intégralité de leurs trafics et de leurs communications vers cette plateforme et les autorités américaines extraient les données pertinentes de cette banque sur simple décision administrative. Les autorités américaines n'ont pas pleinement accès sur toutes les données mais seulement celles des données des « personnes d'intérêt » en relation avec la sécurité nationale. L'autorisation se limite à une autorisation administrative du Directeur de la NSA, avisé par une commission de conseillers, où figurent des juristes et des analystes, mais l'autorisation ne passe plus par une commission de juges depuis la réforme de la loi FSIA le 30 décembre 20102. On part du principe que le nombre de personnes ainsi visées est énorme.

Boîte postale 467
L – 2014 Luxembourg

Tel : (+352) 247-82210
Fax (+352) 247-82243

La situation du SRE.

Le SRE n'a pas de système PRISM. Le SRE ne participe pas au système PRISM. Le SRE n'a jamais été destinataire direct et n'a jamais sollicité des données personnelles venant spécifiquement et directement de ce système ; il n'a pas d'accès à la plateforme PRISM et n'a pas demandé un tel accès. Evidemment nous coopérons avec les services américains mais nous ignorons si les services américains se sont procurés des données personnelles et /ou autres informations qui nous auraient été transmises à partir du système PRISM. D'autres services de renseignement européens *(NL et UK ont été nommés par la presse)* ont spécifiquement demandé des données venant du système PRISM *(càd sur des citoyens non-américains et résidant hors des USA)* sur la base d'autorisation de juges conformément à la loi NL et UK.

En ce qui concerne les données , le SRE sollicite des retracements de données de trafic sur la base de la procédure prévue par la loi sur la protection des données à caractère personnel dans le secteur des télécommunications *(loi télécom 2005)* qui renvoie aux articles 88-3 et suiv. du CIC, à l'instar des retracements ordinaires demandés auprès des opérateurs téléphoniques luxembourgeois.

En ce qui concerne l'interception des communications (contenu) générées à partir des logiciels le SRE ne dispose pas des capacités technologiques nécessaires en raison du fait que le logiciel est cryptée. Cet encryptage fait d'ailleurs que des personnes d'intérêt et qui sont sur écoute par le SRE ont recours à sachant qu'ils ne peuvent pas être surveillés. Dès lors le SRE souhaiterait trouver une solution (en passant éventuellement par la coopération internationale) pour surveiller les communications sur la base des autorisations normales de la Commission instaurée par les articles 88-3 et suiv. du CIC.

A ce sujet, les autorités US et UK avaient demandé en décembre 2010 à trouver un accord avec le gouvernement luxembourgeois pour solliciter son aval pour la mise en place à Luxembourg d'une plateforme d'interception des communications moyennant une technologie d'interception nouvelle. Après de longues et compliquées négociations le gouvernement avait fait parvenir à la société une lettre signée par le Premier Ministre invitant la société à ne pas installer cette plateforme à Luxembourg mais à l'installer dans d'autres pays notamment ceux dont les ressortissants ou résidents étaient visés. Nous ignorons si la société a entretemps installé une plateforme dans ces pays. En tout cas la lettre invitait à ne pas l'installer au Luxembourg. La lettre est reprise en

La Commission ce contrôle parlementaire du SRE avait été informée de la problématique à trois reprises :

- Le 29 juin 2007 où le Directeur du SRE explique le problème de l'impossibilité d'interception des communications générées par le logiciel et

l'augmentation des demandes de la part de services partenaires du SRE désirant obtenir des données de trafic (retracement) ,

- Le 23 février 2010 où le Directeur du SRE (Mille) avait informé le Commission de ce que USA et UK étaient en train de développer une nouvelle technique d'interception en mettant la pression sur le Luxembourg pour mieux coopérer en ce sens,
- Le 11 novembre 2011 où le SRE informe la Commission des pourparlers en cours avec USA, UK et .

A noter aussi que le samedi 15 juin 2013 l'édition internet du Tageblatt avait laissé entendre dans un article relatif au PRISM que le SRE avait demandé des fonds pour l'interception d'internet. Nous ignorons d'où le Tageblatt peut tenir cette information mais cette information est fausse. Les fonds demandés par le SRE dans le cadre du budget 2013 *(180 000 Euros)* vise la mise à jour de notre station d'écoute avec l'adjonction d'un module pour mieux décrypter certaines données internet. En effet, dans le cadre des autorisations d'interception sur la base des articles 88-3 et suiv. CIC nous recevons évidement le débit de toutes les formes de communications y compris les données consultées sur internet par la personne visée, normalement par ordinateur *(via la ligne postale DSL)* mais de plus en plus via les « smartphones ». Ce volume comprend certains sites internet visités qui contiennent des données écrites dans d'autres programmes informatiques *(nous suivons en cela l'exemple de la Police qui a déjà procédé à cette mise à jour)*. La nouvelle technologie acquise par le SRE nous permettra de «mieux lire en langue informatique» ces sites. Le SRE ne surveille pas de manière générale l'internet. Nous n'en avons pas les moyens et n'en éprouvons *(du moins pas encore)* le besoin. Par contre ce que nous faisons c'est la consultation des sites internet ouverts où les analystes vont regarder régulièrement ce qui s'y passe ou s'y dit *(p.ex. les sites islamistes)*. Juridiquement, ceci est équivalent à la lecture d'un journal.

L'information du Tageblatt pourrait aussi se référer au projet FALKE. Or, 1) le projet FALKE ne vise pas la surveillance d'internet et 2) le projet FALKE est un projet test et il N'EST PAS opérationnel. Pour rappel le projet FALKE est une simulation de logiciel type cheval de Troie destiné à se greffer sur un ordinateur en vue d'intercepter des communications cryptées sans copier les informations contenues sur le disque dur. Vous nous avez autorisé l'acquisition du logiciel ainsi que les tests en mode virtuel en nous interdisant l'utilisation en temps réel. Je confirme que le SRE effectue des essais virtuels et n'emploie pas ce logiciel en temps réel.

Patrick Heck
Directeur

Boîte postale 467
L – 2014 Luxembourg

Tél : (+352) 247-82210
Fax : (+352) 247-82249

Espionnage politique du SREL :

Respecter les droits des personnes concernées

Pendant les mois passés, des centaines de citoyens ont demandé auprès des autorités responsables la remise des dossiers concernant les actes d'espionnage sur leur personne par le SREL. Entretemps, quelques-uns d'entre eux ont reçu une copie de leur fiche ainsi que des copies de leur dossier - plein de lacunes.

Le mardi 25 juin 2013, une trentaine de citoyens concernés se sont rencontrés au Casino de Bonnevoie pour un échange d'idées. Les résultats de cette réunion se résument comme suit :

- Les copies des actes du SREL sont absolument incomplètes
- Si, dans certains dossiers, les sources extérieures concernant certains renseignements sont clairement indiquées, elles font défaut dans d'autres documents.
- La plupart des documents mentionnés dans les inscriptions du fichier n'ont pas été transférées aux personnes concernées.
- Les procédures pour avoir accès à son ficher personnel sont compliquées, longues et peu transparentes. Les droits des citoyens concernés sont aléatoires.
- Les copies des actes du SREL ont été composées par des employés du SREL. Il va de soi qu'un dossier complet, objectif et neutre n'est pas garanti.
- Il est évident que des élèves et des étudiants mineurs ont été espionnées et fichés par le SREL à une époque où l'âge de la majorité était fixé à 21 ans, à savoir la période couvrant la fin des années 60 et le début des années 70.
- Dans de nombreux cas le secret bancaire a été violé.
- A l'encontre de l'affirmation qu'aucune organisation politique n'avait été surveillée, il apparait qu'un grand nombre d'organisations et d'associations ainsi que leurs membres ont été surveillées systématiquement.
- Les données sensibles ont été collectées par un réseau impressionnant d'informateurs, de « collaborateurs informels » qui ont transmis le contenu de lettres, de données bancaires, de réservations de vols, de détails concernant l'occupation et la vie privée ainsi qu'un nombre impressionnant de faits concernant les citoyens concernés.
- L'affirmation que des observations aient été faites uniquement en relation avec des visites aux soi-disant « pays de l'est » est carrément un mensonge.
- A l'encontre de l'affirmation du premier ministre M. J.-Cl. Juncker, que cette activité du SREL aurait été arrêtée au début des années 90, nous avons la preuve que des dossiers ont été suivis bien au-delà de cette date, au moins jusqu'en 1996.

Lors des récentes investigations concernant les activités du SREL, les droits des citoyens concernés n'ont pas été un sujet de discussion. Nous sommes d'avis que ces droits doivent être portés à la connaissance du public, être formulés sans équivoque et transmises aux autorités compétentes.

Les citoyens concernés demandent :

1) la sauvegarde des archives et de tous les documents
Il faut éviter en tout cas que les fiches et dossiers – indépendamment de leur lieu de stockage – soient détruits. La gérance des archives doit être retirée impérativement du SREL et des autres instances participant à ces actes d'espionnage. Les archives historiques du SREL et des autres instances impliquées (armée, gendarmerie, ministère d'Etat ...) doivent être transférées à une autorité indépendante aux fins d'inventorisation complète et d'analyse historique.

2) Transparence complète et information des citoyens concernés
Tous les citoyens concernés doivent avoir accès à leur dossier. Il incombera à l'autorité indépendante de créer une base de données des personnes espionnées par le SREL, de les contacter et de les informer sur l'existence de leur dossier. Toute personne doit bénéficier d'un droit sur l'accès au dossier et la remise de copies. Si nécessaire, ce droit doit être assuré par la loi.
Ces droits doivent également couvrir le domaine des renseignements obtenus ou fournis par le SREL en collaboration avec des services de renseignements étrangers.

3) Registre des organisations espionnées
Nous demandons l'établissement et la publication d'un registre sur les organisations espionnées ainsi que le transfert des renseignements recueillis aux organisations concernées.

4) Commission historique
Une commission indépendante doit faire le bilan historique, politique et juridique des activités du SREL et de ses collaborateurs. Cette commission doit être composée d'historiens, de défenseurs des droits de l'homme et des représentants des citoyens concernés.

Tirer les leçons nécessaires !
Il va de soi que les responsables de l'espionnage pendant des décennies des citoyens et citoyennes de notre pays doivent tirer les conséquences politiques pour avoir ordonné ou toléré de telles pratiques. Mais avant tout, il s'agit d'éviter que de telles pratiques ne se reproduisent dans l'avenir.
Les citoyens concernés demandent que ces revendications soient respectées et prises en considération par les instances politiques et également par la commission parlementaire chargée d'examiner les dérives du SREL lors de l'établissement de leur rapport.

Au nom de nombreux citoyens concernés

Danny Gaasch, Abbes Jacoby, Robert Soisson, Justin Turpel

Contact : **bespetzelt@gmail.com**

net direkt eng Ursaach, fir do dann den Accord ze ginn, mä et geet awer doriwwer eraus. Ech mengen, hei ass elo e bësse méi den internationale Kontext vum - géif ech soen - Kyoto-Accord. A mir wësse jo, datt awer d'Emissiounen am Loftfahrtberäich enorm och zu den CO_2-Emissioune bäidroen. An dat war eigentlech sënnvoll, fir dat an deen Accord anzeschreiwen, mä elo kréien do ebe verschidde Länner... Et ass jo e globale Problem, dat heescht, et ass eigentlech och d'Absicht, fir dann eng global Solutioun ze fannen.

Mir hunn hei eng europäesch Solutioun fonnt, mä se hunn awer a Länner ausserhalb vun Europa, déi net domadder d'accord sinn, déi eng Extrawurscht wëllen, déi also eben elo, och wann zäitlech, mä awer elo eben erausgeholl ginn aus deem Accord. An ech mengen, dat ass also net am Sënn vum Klimaschutz, net am Sënn vun de Reduktioune vum CO_2. Duerfir wäerte mir och hei also net deem Projet haut eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt den Här Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei kéint een effektiv eng radikal Positioun anhuelen a soen, d'EU huet den ETS-System erweidert op d'Aviatioun, op där enger Säit d'Aviatioun innerhalb vun Europa, op där anerer Säit fir all Volen, déi an Europa erakommen an erausginn, an elo solle se dat wann ech gelift duerchzéie géint all Oppositioun vun amerikaneschen a chineeseschen Airlinen, mat alle Konsequenzen, déi dat huet; dass d'Chineese vläicht keng Airbusse méi kafen an esou weider an esou fort.

Wann een awer op där anerer Säit gesäit, dass d'EU zumindest eppes bewierkt huet, doduerch, wéi de Rapporteur dat schonn a sengem Rapport gesot huet, deemnächst awer soll op där nächster IATA-Konferenz dat do zu engem wichtege Sujet ginn, wollte mir an deem hei Fall awer éischter méi eng pragmatesch Approche unhuelen a soen, dann, kommt, mir ginn deene Verhandlungen do an der IATA emol eng Chance. Well sécherlech, wann een elo zu engem internationale globalen Ofkommes géif kommen, wier dat op jidde Fall besser, wéi wann d'EU weiderhi géif eleng mat hirem ETS-System fir d'Aviatioun bleiwen. Da kann ee jo duerno nach ëmmer kucken, wéi een an Europa weiderfiert. An duerfir géife mir als gréng Fraktioun dësem Projet de loi eisen Accord bréngen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, dass een awer als Regierung soll oppassen, dass een deen anere Volet vun deem Gesetz, dee jo weiderhi bestoe bleift, konsequent émsetzt an déi Vole besteiert, wann ech dat emol esou däerf soen, respektiv no de Quote kuckt, déi dann innerhalb vun Europa ginn. An ech muss soen, ech war net ganz zefridde mat der Äntwert vum delegéierten Émweltminister (veuillez lire: mat der Äntwert vum delegéierten Émweltminister op d'Fro), déi ech viru Kuerzem gestallt hat, well mer gewuer gi waren, dass vu Lëtzebuerg aus och eng chineesesch Fluchgesellschaft start a lant, an déi chineesesch Fluchgesellschafte sech net nëmme wieren, fir déi Quoten ze bezuelen, wa se aus China an Europa kommen, mä och innerhalb vun Europa.

Ech mengen, dat ka wierklech net sinn, well dann hu mer eng ëmgedréite Concurrence déloyale. Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir dann den delegéierten Émweltminister nach eng Kéier kloer an däitlech ze froen. Do ass Lëtzebuerg concernéiert, do ass eng chineesesch Firma concernéiert. An der Äntwert konnt ee verstoen, dass d'Regierung déi néideg Schrëtt géif maachen. Et war awer relativ vag gehalen an et war och e puer mol op d'Europäesch Kommissioun verwisen.

Duerfir nach eng Kéier hei mëndlech gefrot: Setze mer do konsequent dat Gesetz ëm a froe mer déi Quote respektiv bestrofe mer déi chineesesch Fluchlinn mat deene Strofen, déi am Gesetz an op internationalem Plang virgesi sinn?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. An d'Wuert kritt den delegéierten Nohaltegkeetsminister.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporteur, dee wéi gewinnt detailléiert an ausféierlech säi Rapport gemaach huet.

Ech géif mer da just erlaben, op déi Fro ze äntwerten. Vläicht koum déi Question parlementaire vum Camille Gira eng Iddi ze fréi. Op jidde Fall kann een awer däitlech draus erausliesen, datt Lëtzebuerg do seng Verantwortung iwwerhëlt.

Als Rappel: Et ass jo esou, datt international eng Partie Staten am Numm vun hire Fluchgesellschafte sech massiv gewiert hu géint déi EU-Ofgaben do, an zwar virun allem Russland, USA, China an Indien, an dës Operateure refuséiere jo prinzipiell, um System deelzehuelen, an et ass effektiv esou, datt Lëtzebuerg Administrateur am Regëster vun enger chineesescher Fluchgesellschaft ass. An där hu mir elo rezent an, fir et prezis ze soen, de 27. Juni eng Mise en demeure zoukomme gelooss, fir se opzefuerderen, hir Zärgasen ze deklaréieren. Et sinn der net enorm vill, mä et geet ëm de Prinzip. Well wann déi eng..., wann d'Luxair muss kafe goen, da kann et net sinn, datt mir bei aneren duerch d'Fanger kucken.

Et si 4.455 Tonne fir 2012. Bei der Zuel vun de Flich: Wann ech mech richteg erënneren, ware se ënnert dem Seuil vum Tonnage, mä si waren iwwert der Zuel vun de Flich. Duerfir hu mer dann och reagéiert a mir hunn déi Tonnagë gefrot, fir déi Tonnagen ze deklaréieren. Et sinn nach zwou aner Fluchgesellschaften, déi bei eis enregistréiert sinn. Elo ass et allerdéngs esou, eng ass an der Faillite an der Tëschenzäit, a vun där anerer weess ech just, déi maachen d'Vente vu Fligeren, déi bewege just Fligeren hin an hier, soudatt déi net ënnert déi Kritäre falen.

Mä, wéi gesot, als Äntwert: Mir hunn do dat gemaach, wat néideg war, an ech wollt awer zum Schluss och Merci soe fir eng breet Zoustëmmung zu deem Projet de loi, well dat eis d'Méiglechkeet gëtt, e globalen Accord ze kréien. A wa mer dee géife kréien, hätte mer méi geschafft, wéi dat, wat mer virdrun haten.

Merci.

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Schluss vun dëser Debatt a matt kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6547 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6547 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, géint 9 Nee-Stëmmen an eng Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Fernand Boden), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par Mme Martine Mergen), Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Wëllt deejéinege seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.43 heures)

SÉANCE 45

MERCREDI, 10 JUILLET 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État
   - *Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État: M. François Bausch*
   - *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. François Bausch, M. Alex Bodry et M. Lucien Lux)*
   - *Débat: M. Gilles Roth, M. Claude Meisch (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Alex Bodry*
2. Dépôt d'une proposition de loi
   - *M. Alex Bodry*
3. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (suite)
   - *Débat (suite): M. Alex Bodry (dépôt d'une motion), M. Félix Braz (interventions de M. Lucien Weiler, M. François Bausch, M. Jean-Claude Juncker, M. Fernand Boden, M. Gilles Roth, M. Lucien Clement et M. Xavier Bettel) (dépôt d'une motion), M. François Bausch (fait personnel), M. Lucien Weiler, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Jacques-Yves Henckes (M. François Bausch intervient), M. Serge Urbany*
   - *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (fait une déclaration)*
4. Discours de M. le Président
   - *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Romain Schneider, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Um Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Rapport 6565 vun der Enquêtëkommissioun iwwert de Geheimdéngscht. D'Riedezäit ass vun der Presidentekonferenz festgehale ginn a gesäit Folgendes vir: eng Stonn fir de Rapporteur, zwou Stonne fir de Statsminister Jean-Claude Juncker, eng Stonn fir déi jeeweileg Fraktiounen, 20 Minutte fir d'Sensibilités politiques an dann nach 30 Minutte fir d'Regierung. Bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Roth, Meisch, Bodry, Braz, Gibéryen, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Enquêtëkommissioun, den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

1. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État

Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo schonn zënter Laangem an dësem Parlament an ech hunn och scho méi wéi eng Ried oder ee Rapport misse virdroen. Ech géif awer soen, dass dëst meng schwieregst Ried ass, déi ech bis elo hu misse maachen. Si dréint ëm de Fonctionnement oder besser gesot den Netfonctionnement vu wichtegen Deeler vun eisen Institutiounen. Et geet deemno ëm de Kär vun der Politik. Et geet ëm d'rechtsstaatlech Empfindlechkeeten an eisem Stat. Et geet ëm d'Vertrauen.

No ronn 47 intensiven, kontroversen an ustrengende Sëtzungen huet d'Enquêtëkommissioun en 140 Säite staarke Rapport majoritär ugeholl; méi prezis mat de Stëmme vun LSAP, DP, déi gréng an ADR, bei de Géigestëmme vun der CSV an der Enthalung vun déi Lénk.

Och wann et schwiereg a kontrovers war, wëll ech vun hei aus allen Deputéierte Merci soe fir hir Mataarbecht an der Kommissioun an deene leschte sechs Méint. Ee spezielle Merci geet vu mir aus awer och un den Här Besch an d'Madame Kohn, déi d'Sekretariat vun der Kommissioun assuréiert hunn. Ouni hiren enormen Asaz hätte mer dëse Rapport nimools hikritt, virun allem och net ouni hir Gedold, well et war net ëmmer einfach, eens ze ginn am Kräizfeier vun der Ausenanersetzung ronderëm dee Rapport, wou virun allem um Schluss bal ëm all Wuert gefeilscht ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. November 2012 ass an d'Öffentlechkeet komm, dass de fréieren Direkter, den Här Marco Mille, am Joer 2008 e Gespréich tëscht him an dem Premierminister mat enger Auer heemlech opgeholl huet. Dëst war den Ausléiser, deen zur parlamentarescher Enquêtëkommissioun gefouert huet. Mä deemools hätt kee

Mënsch sech kënne virstellen, dass dësen Akt nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg vun enger ganzer Serie vun Dysfonctionnementer am Geheimdéngscht war. Iwwert d'Press sinn dunn an engem impressionnante Rhythmus iwwer Wochen, jo iwwer Méint ëmmer nei Dysfonctionnementer an d'Öffentlechkeet komm.

Ech wëll och duerfir soen, dass ouni d'Press déi parlamentaresch Enquêtëkommissioun nëmme ganz wéineg hätt kënne vun deem opschaffen, wat mer haut hei virleien hunn. Ech wäert och zum Schluss nach eng Kéier drop zréckkommen, well dësen Émstand ass och e Bestanddeel vun der Kommissioun hire Konklusiounen.

De 4. Dezember 2012 huet d'Chamber eng Resolutioun ugeholl fir d'Asetze vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun (veuillez lire: parlamentarescher Enquêtëkommissioun). Dräi Saachen huet d'Chamber där Enquêtëkommissioun als Optrag ginn: éischtens, si soll d'Méthodes opératoires vum Geheimdéngscht zënter senger Grënnung analyséieren; zweetens, si soll nokucken, ob all dës Methoden ëmmer der Legalitéit entsprach hunn; an dréttens, si soll der Chamber doriwwer e Rapport maachen, an deem déi néideg Konklusiounen dran enthale sinn.

Den 31. Januar 2013 krut d'Kommissioun eng Erweiderung vun hire Missiounen. An där Chamberssëtzung ass dunn décidéiert ginn, fir der Enquêtëkommissioun hir Aarbecht ëm folgend Elementer ze erweideren: éischtens, d'Analys vun de Missiounen, der Organisatioun an dem Fonctionnement vum Service; zweetens, d'Fro vun der Kontroll vum Service mat anzebauen; an dréttens, dës Aspekter och am finale Rapport ze berücksichtegen.

A 17 Auditiounen hunn 13 Zeien ënner Eed ausgesot. Derniewent huet d'Kommissioun och nach dräi Experten a Saache Geheimdéngscht héieren. Déi Enquêtëkommissioun hat och eng ganz Serie vu Sëtzungen am Sëtz vum Geheimdéngscht, wou mat de Responsabelen iwwer hir Missiounen, hir Modes opératoires an den interne Fonctionnement vum Déngscht geschwat ginn ass. An deem Kontext ass och iwwert de Cadre juridique vum Geheimdéngscht, déi national an international terroristesch Menace, d'Proliferatioun an de Contreespionnage geschwat ginn.

D'Kommissioun huet sech och laang mat der fréierer Gesetzgebung vum SREL, der heiteger Gesetzgebung an hire Lacunë beschäftegt. Den Detail dovunner fannt Der am schréftleche Rapport erëm. Ech wëll mech an deem mëndlechen Deel och aus Zäitgrënn nëmme mat de Reformvirschléi beschäftege respektiv mat deenen Deeler vun der Gesetzgebung, déi onvollstänneg ëmgesat gi sinn.

D'Kommissioun huet och vun hire gesetzlechen Instruktiounsméiglechkeete Gebrauch gemaach. Si huet eng Visite sur les lieux gemaach am Geheimdéngscht, fir den ominéisen Archiv ze ënnersichen, wou zënter 1960 individuell Fichen archivéiert sinn. An den 23. Januar 2013 huet d'Kommissioun eng Mise sous scellés ordonnéiert. Während hiren Aarbechten huet d'Enquêtëkommissioun och eng ganz Rei vun Dokumenter kritt. Déi Dokumenter, wou d'Kommissioun eng strofrechtlech Relevanz vermutt huet, déi huet se dem Parquet weidergeleet.

Dës ganz Aarbecht huet d'Enquêtëkommissioun derzou bruecht, fir eng ganz Rei reell oder strukturell Dysfonctionnementer festzestellen:

- éischtens, ëmstridden operationell Methoden am Geescht vum Kale Krich an der Period 1960 bis 1990, an awer och an der Period 1991 bis 2001;

- zweetens, d'Opnahm vun engem Gespréich tëscht dem Statsminister an dem fréieren Direkter vum SREL an d'Opnahm vun engem zweete Gespréich tëscht dem Stats- an dem Justizminister vun engem fréiere SREL-Agent;

- dréttens, e Fall vu Pantouflage;

- véiertens, illegal Télefonsécouten;

- fënneftens, d'Ausféierung vun enger Aktioun, déi de legale Kader dépasséiert huet;

- sechstens, d'Roll vum fréiere Chauffeur vum Premierminister, deen an de SREL integréiert ginn ass;

- siwentens, eng verdächteg Propositioun vu logistescher Hëllef fir SREL-Membere vun enger Privatfirma;

- aachtens, d'Affär vun der Wunneng vum Gérard Reuter;

- néngtens, d'Theorie vum Parallelréseau zum Stay behind;

- zéngtens, d'Affär ronderëm eng Cargo-Loftfahrtgesellschaft;

- eeleftens, Agissementer, déi de Charakter hate vun enger Police secrète;

- an zwieleftens, d'Affär ronderëm den Autosverkaf an -akaf.

Ech kommen dann zum éischte Punkt: déi Period tëscht 1960 an 1991 an d'Iwwergangsperiod vun 1991 bis 2001.

Déi Zäit vum sougenannte Kale Krich war eng ganz besonnesch Zäit. Si war gekennzeechent duerch eng staark politesch Mésstrauenskultur tëscht deenen zwee politesche Bléck. An dëst huet sech och deementspriechend op d'Gesellschaft an de politesche Fonctionnement vum Stat ausgewierkt.

Mä dës Tatsaach däerf awer net driwwer ewechtäuschen, dass während där Period net nëmmen alles suspekt war, wat an den Ae vun dëser Säit vun der Mauer als Alliéierte vun där anerer Säit vun der Mauer ugesi ginn ass, mä alles, wat iergendwéi kritesch zum Stat stoung. „Do war alles, wat net stramm konservativ war, war statsgefährdend", esou den Här Mille zum Premierminister an deem opgehollene Gespréch.

Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht hat 2008 Kenntnis dervunner kritt, dass et en Archiv gëtt. Si hat deemools alerdéngs nëmme mat Hëllef vun den Agente vum Geheimdéngscht am Archiv no Fichen am Zesummenhang mam Stay behind gekuckt.

De Statsminister war bei senger Auditioun der Meenung, dass d'Kontrollkommissioun deemools jo och schonn hätt kënnen erausfannen, wat an deem Archiv war. Dës hat allerdéngs deemools am Contraire zu him keng Indizien, wat alles an deem Archiv dra war.

Alarméiert duerch d'Ausso vum Här Mille a vum Statsminister an hirem Gespréich, huet d'Enquêtëkommissioun eng Descente sur les lieux gemaach an eng Rei gezillte Stéchpruuwe gemaach, fir ze kucken, wat alles an deenen alen Archiven dran ass. Et war net esou einfach, sech an deem enormen Archiv zurechtzefannen. Ouni d'Mathëllef vun deenen heitege Responsabele vum SREL hätt ee sech kaum dran zréckfonnt.

Si huet dunn och vum Geheimdéngscht en Inventaire gemaach kritt, wat alles an deem Archiv nach haut dran ass: 4.168 Fichë vun Eenzelpersounen, op deene wierklech noriichtendéngschtlech geschafft ginn ass, *2.270* Fichë vu Personnes morales, also dat heescht vun Associatiounen oder ONGen, *6.645* Fichen, wou et nëmmen ëm eng Habilitation de sécurité gaangen ass, dat heescht ëm d'Clearence gaangen ass, dat heescht ugeluecht duerch d'Autorité nationale de sécurité.

D'Commission d'enquête huet misse feststellen, dass déi gesetzlech Basis vun 1960 extrem large interpretéiert ginn ass, jo dass souguer iwwert d'Zil erausgeschoss ginn ass. D'Kommissioun huet dunn och direkt derfir gesuergt, dass all Privatpersoun an Associatioun, déi gemengt huet, si wär an deem Archiv, dat konnt nofroen an och Accès zu hirem Dossier kritt huet.

Iwwert den Artikel 17 Paragraph 2 vum modifizéierte Gesetz vum 2. August 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel huet déi dora virgesinnen Autorité de contrôle derfir gesuergt, dass déi Leit hir Dossiere kréien. Nach net all konnte se ausgehändegt ginn, dat well den Archiv scelléiert ginn ass. Mä dat wäert awer geschéien.

30 betraffe Leit, déi hir Dossiere scho kritt hunn, hunn der Kommissioun e Bréif geschriwwe mat enger Beschreiwung vun hiren Dossieren an hire Fuerderungen. Déi meescht Saachen, déi do gefuerdert ginn, sinn och an de Recommandatioune vun der Kommissioun zréckbehale ginn.

D'Kommissioun huet och eng Lëscht mat Nimm vun enger ganzer Rei vun Associatiounen eraginn an huet de SREL beoptraagt ze kucken, ob iwwert dës Associatioune Fichen ugeluecht gi sinn. D'Resultat ass, dass iwwer enorm vill Associatiounen an ONGe Fichen ugeluecht waren. De Spektrum geet vun der Kommunistescher Partei, LCR, iwwert de Friddenscomité, Ligue des droits de l'Homme, Jeunesse socialiste, Jeunesse ouvrière catholique bis zu Greenpeace a Mouvement écologique.

Et ass ze soen, dass sécherlech net iwwer all Associatioun oder ONG detailléiert Fichen do dra sinn. Bei enger ganzer Rei, fir net ze soe bei ville reduzéiert de Fichier sech kloer op Zeitungsartikelen, mä bei anere geet et awer vill méi wäit. D'Kommissioun huet keng Detailanalys vun deene Fichë gemaach. Hir Aarbecht huet sech op e ganz limitéierten Échantillon vu Fichë reduzéiert.

D'Commission d'enquête ass dann och der Meenung, dass dësen Archiv op kee Fall däerf zerstéiert ginn, mä dass e soll un de staatlechen Archiv weidergeleet ginn. D'Commission d'enquête ass och der Meenung, dass en onofhängegen Expert oder onofhängeg Experten dat Ganzt sollen historesch opschaffen an dass d'Resultater dovu solle veröffentlecht ginn.

Guer net konnt d'Enquêtëkommissioun déi Phas tëscht '91 an 2001 analyséieren. Et war eng Phas, wou de Geheimdéngscht ganz sécher an enger Identitéitskris war, well de fréiere Feind net méi existéiert huet. D'Kommissioun konnt och duerfir net méi kucken, ob no 1991 eng Änderung an der Virgehensweis komm ass oder ob net nach weidergefuer ginn ass an där nämlechter Logik. Duerch d'Pressekonferenz vun deenen 30 betraffene Leit ass bekannt ginn, dass zumindest op enger Persoun nach bis 1996 geschafft ginn ass.

D'Commission d'enquête bedauert och, dass de fréieren Direkter, den Här Mille, 2004 eng Säuberung vum Archiv ugeuerdnet huet, wou vill Dossieren einfach zerstéiert gi sinn, dorënner och Fichiere vu gewieltenen Deputéierten. Déi deemools grad agefouert parlamentaresch Kontrollkommissioun ass och net vum Direkter iwwert déi Aktioun informéiert ginn. D'Enquêtëkommissioun konnt och net identifizéieren, wéi vill stéierend Dossieren op dës Aart a Weis verschwonne sinn.

Zweetens: den Auerenenregistrement vun engem Gespréich tëscht dem Här Mille an dem Statsminister.

Den 31. Januar 2007 huet den Här Mille de Statsminister mat der Auer opgeholl. Laut Ausso vum Här Mille, dem Här Schneider an awer och dem Agent André Kemmer an den Auditioune war awer nach eng wichteg Sëtzung virdru beim Statsminister, déi och zur Décisioun - laut hinnen - vun der Aueropnahm gefouert huet a wou et och ëm déi cryptéiert CD gaangen ass, wou laut enger Source e Gespréich tëscht dem Statsminister an dem Grand-Duc drop sollt sinn.

An der éischter Sëtzung hätt de Premier ganz negativ a violent op d'Informatioune vun de SREL-Leit reagéiert, an dëst hätt d'Vertrauensbasis mam fréieren Direkter staark erschüttert. Dës Sëtzung wär, wéi se eis erklärt hunn, ausgesot hunn, total schifgaangen. Aus zwee Grënn hätt den Här Mille dunn décidéiert, nach eng Sëtzung ze beantragen, an dunn och décidéiert, de Premier mat der Auer opzehuelen: éischtens, fir senge Mataarbechter ze beweisen, dass hien dem Premier déi nämlecht Faiten effektiv nach eng Kéier géif rapportéieren; an zweetens, fir de Beweis ze erbréngen, dass de Premier d'Écoute op den Techniker M., wou jo d'Riichtere keng Erlabnis ginn haten, fir déi ze maachen, dass hien déi ginn hätt. Och den Här Kemmer ass dervun ausgaangen, dass de Premier déi Écoute op den M. erlaabt hätt.

Den Här Mille huet och erklärt, dass déi Source M. scho laang eng Source fiable vum Service gewiescht wär. Den Här Mandé huet ausgesot, de Premier hätt d'Impressioun gehat, déi dräi Beamte wéilten hien erpressen.

Et gëtt och aner Elementer, déi drop hiweisen, dass dat kéint sinn. De 4. Dezember 2012 sot de fréieren Operatiounschef Frank Schneider an enger Sëtzung mat engem héije Fonctionnaire vum Statsministère, hien hätt eng Kopie vun där CD - wat iwwregens e seltsame Virgang ass, dass e fréiere Mataarbechter vum Geheimdéngscht klassifizéiert Material konnt erausschleefen -, an en huet duerchblécke gelooss, hie wéilt dës CD mat sengen eegene Moyenen entschlëssele loossen. An engem Bréif, deen e virdrun un de Statsministère geschriwwen huet, huet hien och gedroht an déi national an international Press ze goen.

An enger Note vum 8. Juli 2008 hat schonn e Fonctionnaire vum Wirtschaftsministère virun de Geforen, déi vun dësem Beamten ausginn, gewarnt. An ech zitéieren: «Il faut tenir compte du fait que M. Schneider était directeur des opérations du SREL pendant huit ans et va très probablement, en tant que défense désespérée, essayer d'utiliser des informations dont il a eu connaissance durant cette période contre des décideurs.»

D'Enquêtëkommissioun muss leider feststellen, dass net versicht ginn ass, Luucht an déi Affär do ze bréngen. Et ass sech sukzessiv de verschiddene Mataarbechter, den Acteuren entleedegt ginn, ouni dass versicht ginn ass, hiren dubiose Rôle an där Affär opzeklären. Am Moment leeft eng Enquête judiciaire ronderëm déi Affär, an duerfir konnt d'Enquêtëkommissioun net weider recherchéieren.

Déi parlamentaresch Enquêtëkommissioun huet sech awer och am Detail mam Flux vun den Informatiounen tëscht dem Premierminister an der parlamentarescher Kontrollkommissioun a puncto Auerenopnahm interesséiert, a si huet dozou Folgendes festgestallt:

Am Dezember 2008 ass de Premier gewuer ginn, dass hie vum Här Mille mat der Auer opgeholl ginn ass.

Während dem Mount Mäerz 2009 huet de Premier den deemolege President vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, de Charles Goerens, a säi Büro geruff, fir hien iwwert de Virgang ze informéieren, an en huet em och Extraitë vum Band am Hannergrond virgespillt.

Während dem Mount Mee 2009 huet de Charles Goerens déi aner Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun mëndlech informéiert, dass de Premier mat enger Auer opgeholl gi wär.

Ufank Juni 2009, e puer Deeg virun de Chamberswahlen, huet de Premier selwer d'Membere iwwert de Virgang informéiert, ouni hinnen awer ze soen, ëm wat et am opgehollene Gespréich gaangen ass. D'Kommissiounsmembere waren entsat an hu vun enger graver Violatioun am Vertrauensverhältnis mam Premier geschwat.

Am Oktober 2009, no de Chamberswahlen, bei der Constitutioun vun der neier Kommissioun huet den neie President vun der Kontrollkommissioun déi nei Kommissiounsmemberen iwwert de Virgang informéiert.

Den 3. Dezember 2009 huet de Premier der neier Kommissioun erklärt, wien de Successeur vum Här Mille géif ginn. An där Sëtzung ass vun de Kommissiounsmemberen d'Fro vun den Disziplinarmoossname géint den Här Mille opgeworf ginn. An där Sëtzung huet de Premier de Kommissiounsmemberen erklärt, dass den Här Mille him vun enger anonymer Source geschwat hätt, déi eng CD bruecht hätt, wou e Gespréich tëscht him an dem Grand-Duc drop wär a wou et ëm de Bommeleeër géif goen. Hie sot dunn, dass dëst net seriö wär, well esou e Gespréich hätt an deem Sënn ni stattfonnt.

An enger weiderer Sëtzung, déi lescht mam Här Mille, ass hie selwer vun engem Kommissiounsmember op d'Auerenaffär ugeschwat ginn. Als Reaktioun dorop kruten d'Memberen nëmme ganz iwwerflächlech Antwerten. D'Kontrollkommissioun ass och zu kengem Moment vum Premier informéiert ginn, dass hien dem Här Mille och nach e Congé sans solde pour des raisons professionnelles accordéiert huet.

An der Sëtzung vum 30. November 2012 vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, nodeems en éischten Deel vum Gespréich tëscht dem Premierminister an dem Här Mille an der Press ofgedréckt gi war, huet dës Kommissioun de Statsminister gefrot, fir déi CD ze kréien. D'Kommissioun krut du geäntwert, de Premier hätt dës CD net méi, e géif se net méi erëmfannen. Et war dunn de Chefredakter vum „Lëtzebuerger Land", deen der Kommissioun eng Kopie vun der CD iwwerreecht huet mat deem Gespréich drop.

D'Enquêtëkommissioun kann nëmme bedaueren, dass de Statsminister déi parlamentaresch Kontrollkommissioun net exhaustiv informéiert huet, dass de Statsminister d'Affär net bei de Justizautoritéiten dénoncéiert huet an dass de Statsminister keng disziplinaresch Suitë géint den Här Mille ageleet huet. De Premierminister huet erklärt, dass hie keng disziplinaresch Suité géint den Här Mille ënnerholl huet, well e gefaart huet, dëst kéint dem Service schueden, virun allem och am Zesummenhang mat auslännesche Servicer.

De Procureur général Robert Biever huet an der Auditioun vum 5. Februar gemengt, d'Obligatioun, fir déi illegal Opnahm mat der Auer bei de Justizinstanzen ze mellen, hätt och fir d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun bestane vun deem Moment un, wou se dervu woussten.

Dréttens: e konkrete Fall vu Pantouflage, d'Schafung vun enger privater Sécherheetsfirma vum fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht.

De fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht, den Här Schneider, huet am Joer 2008 aus dem Geheimdéngscht eraus eng privat Sécherheetsfirma opgebaut. Hien huet duerfir geziilt intern Informatioune benotzt. An deem Joer ass och am Ministère de l'Économie eng Diskussioun gefouert ginn, inwieweit de Geheimdéngscht eng speziell Branche sollt afëieren, fir dem Ministère de l'Économie zur Säit ze stoen, wann et ëm d'Protektioun vum Patrimoine économique géif goen.

Den Här Schneider huet dem Minister offen ugebueden, dass dëst kéint spéider iwwer seng Privatfirma lafen. Besonnesch krass ass, dass den Här Schneider och eng vu senge Sourcen am Geheimdéngscht benotzt huet, fir spéider de gréissten Aktionär oder en décken Aktionär vu senger Firma Sandstone ze ginn.

Ganz besonnesch krass ass och, dass de fréiere Chef d'opérations net nëmmen op säi Geheimdéngschtwëssen zréckgegraff huet, fir seng Pri-

vatfirma opzebauen, mä carrément als geheim klassifizéiert Dokumenter benotzt huet fir seng privat Interessen. Dëst ass an enger Note circonstanciée vum 4. Juli 2008 un de Wirtschaftsminister kloer festgehale ginn. De wichtegsten Extrait aus där Note ass am schréftleche Rapport nozeliesen.

De fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht behaapt och nach haut, dass seng Firma Sandstone net nëmme kloer eng quasi parastaatlech Legitimatioun hätt, mä dass de Stat seng Firma souguer finanziell ënnerstëtzt hätt. Aus enger eidesstattlecher Erklärung, déi den Här Schneider am Kader vun engem Prozess an Israel am Oktober 2012 ofginn huet, geet ervir, dass en do seng Firma als verlängerten Aarm vun der staatlecher Politik am Beräich Sauvegarde du patrimoine économique uginn huet.

An engem Interview op enger Lëtzebuerger Radiosstatioun den 28. Juni dëst Joer, huet hie weider behaapt, seng Privatfirma hätt Ënnerstëtzung kritt vun dem Stats-, dem Finanz- an dem Wirtschaftsministère.

Sougutt de Premierminister wéi och all aner Stellen am Finanzministère soen, dass dat alles net géif stëmmen, dat heescht, dass Sandstone zu kengem Moment eng staatlech Ënnerstëtzung kritt hätt an dass de Stat och näischt mat där Firma ze dinn hätt.

Besonnesch problematesch ass, dass d'Grënner vu Sandstone geheimdéngschtlech klassifizéiert Dokumenter benotzt hunn, fir de Businessplang vun hirer Firma opzestellen. Dëse Fait ass och schonn de 4. Juli 2008 vun engem héije Beamte vum Wirtschaftsministère an enger Note u säi Minister festgehale ginn.

Et war also schonn der Administration gouvernementale am Joer 2008 kloer, wat de fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht amgaange war ze dréinen. Et gëtt awer och Aussoen, dass d'Grënnung vum Här Schneider senger Firma eng elegant Léisung gewiescht wär, fir e lasszeginn.

Iwwregens schéngt eng ähnlech Strategie och gefouert ginn ze sinn, fir den Här Kemmer zu där Zäit lasszeginn. Den Här Mandé op alle Fall huet dat a senger Auditioun esou duergestallt. En huet gemengt, dem Här Kemmer säin Transfert an de Wirtschaftsministère wär och do eng elegant Manéier gewiescht, fir en am Geheimdéngscht lasszeginn.

D'Enquêtëkommissioun bedauert ganz staark, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun fir de Geheimdéngscht zu kengem Moment iwwert déi dote Virgäng an Dérapagen informéiert ginn ass.

Véierte Punkt: déi illegal Interceptioune vun Télefonsgespréicher.

Do ass fir d'Éischt déi op den Techniker M. Déi war vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun Geheimdéngscht am November 2012 entdeckt ginn an och mat den néidege Schréftstécker un d'Justizinstanze gemellt ginn. Hei huet den Här Mille jo de Premier an deem opgezeechente Gespréich doriwwer informéiert. An e behaapt, de Statsminister hätt hinnen do d'Erlaabnis ginn. Et gëtt awer kee Schréftstéck, wat beleet, esou wéi et an der virgeschriwwener Dréinglechkeetsprozedur virgesinn ass, dass de Statsminister ënnerschriwwen huet. De Statsminister seet och, hie géif dervun ausgoen, dass den Här Mille hie bewosst an deem Gespréich irgefouert hätt.

D'Enquêtëkommissioun konnt dës Affär net weiderverfollegen, well d'Justizinstanzen an der Tëschenzäit eng Enquête opgemaach hunn. Déi parlamentaresch Enquêtëkommissioun (veuillez lire: parlamentaresch Kontrollkommissioun) vum Geheimdéngscht ass net iwwert dee Virgang informéiert ginn.

Am November 2012 huet de Premierminister dunn de Geheimdéngscht och nach beoptragt, all Écouté vun 2000 u bis haut, also bis d'lescht Joer, pardon, Dezember 2012 ze iwwerpréiwen. Dobäi hunn déi Responsabel vum Geheimdéngscht weider fënnef Télefonsécouté fonnt, wou net déi noutwendeg riichterlech Autorisatioun virlouch. Den Här Heck huet och déi mat den néidegen Ënnerlagen un d'Justizinstanze viruginn.

Fënneftens: eng Aktioun, déi de legale Kader dépasséiert huet.

Am Joer 2007 huet de fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht eng Aktioun lancéiert, déi, esou schéngt et, am Ufank zumindest, der Definitioun vun de Missioune vum Geheimdéngscht entsprach huet, mä en cours de route ganz kloer an de strofrechtleche Kader gepasst huet, also näischt méi mat de Missioune vum Geheimdéngscht ze dinn hat. Et ass herno ëm Escroquerie gaangen, ëm d'Verschwanne vun zéng Milliounen Euro a fir ze versichen dës Suen nees bei de Propriétaire dovunner ze rapatriéieren.

Doriwwer eraus gëtt et och hei de Verdacht, dass versicht ginn ass, un eng Prime ze kommen, déi ausgesat gi war am Fall, wou déi Suen erfollegräich keinte rapatriéiert ginn. Dës Missioun hat kloer de legale Kader vum Geheimdéngscht iwwerschratt a war och souguer ganz kloer gefeierlech. Iwwert den Här Mandé ass de Statsminister vun der Missioun gewuer ginn an en huet se och dunn direkt stoppe gelooss.

D'Enquêtëkommissioun stellt hei d'Fro, firwat dass de Statsminister deem Ganze keng juristesch Suitë ginn huet a firwat keng disziplinaresch Moossname getraff gi sinn. Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun Geheimdéngscht ass och net iwwert deen Dysfonctionnement informéiert ginn.

Sechstens: d'Roll vum fréiere Chauffeur vum Premier am Geheimdéngscht.

Am Joer 2006 ass dem Premier säi laangjährege Chauffeur, den Här Roger Mandé, an de Geheimdéngscht gewiesselt. De Statsminister sot an enger Auditioun, hien hätt den Här Mandé net wëllen an de Geheimdéngscht eraschleisen, mä deen hätt bei him de Wonsch geäussert, dass en dohinner wéilt schaffe goen, an dunn hätt hien en dohinner recommandéiert.

De fréieren Direkter, den Här Mille, huet an enger Auditioun awer kloer gesot, de Statsminister hätt him den Här Mandé imposéiert. An den Här Mandé selwer sot a senger Auditioun, hien hätt säi Rôle am SREL kloer als Vertraute vum Premierminister gesinn an en hätt em och Saache rapportéiert.

Am Geheimdéngscht war dat och gewosst. A verschidde Leit - déi hunn dat och hei an der Auditioun zouginn - hunn de fréiere Chauffeur vum Statsminister och du gezillt fir hir Zwecker benotzt.

Duerno krut den Här Mandé e Changement d'affectation op Bréissel. Wéi eng vun deenen Auditioune mam heitegen Direkter Patrick Heck beleet, weess haut nach keen esou richteg, wat hien do mécht. Hien huet net emol e Büro zu Bréissel.

D'Enquêtëkommissioun stellt sech hei natierlech eng Rei Froen: Wat fir eng Roll sollt den Här Mandé am Geheimdéngscht spillen? Wéi en op Bréissel mutéiert ginn ass, anscheinend als Agent de liaison zur NATO, wat war do seng spezifesch Missioun? Ass en iwwert dee Wee einfach écartéiert ginn? Bis haut krut d'Enquêtëkommissioun hei nach keng seriö an zefriddestellend Äntwert.

D'Commission d'enquête stellt fest, dass keen de Contrôle iwwert den Här Mandé huet. D'Enquêtëkommissioun fënnt déi ganz Situatioun och duerfir net tolerabel.

Siwentens: eng logistesch Ënnerstëtzungsproposition.

Während hiren Aarbechten huet den Här Heck der Enquêtëkommissioun eng Note iwwerginn, déi se bei hire Recherchen am Service fonnt hunn. Aus dëser geet ervir, dass eng Privatfirma dem Geheimdéngscht gratis seng Fliger, seng Hoteller an och nach aner logistesch Ënnerstëtzung ugebueden huet. Als Contrepartie hätt se gären en diskreten an direkten Zougang zu de ministeriellen Autoritéite gehat. Dat Dokument beinhalt och, dass en Agent mat sengem privaten Interlocuteur inquiétant Gespréicher iwwert de Fonctionnement vun der politescher an administrativer Welt zu Lëtzebuerg gefouert huet.

D'Enquêtëkommissioun huet hei seriö Doutten, mengt dass dës Agissementer kéinte penal Faiten duerstellen an huet dës beim Parquet dénoncéiert an och dat betreffend Dokument weidergereecht.

Aachtens: d'Wunneng, déi de Geheimdéngscht dem fréiere President vun der Chambre des Comptes zur Verfügung gestallt huet.

Am Joer 2008 ass den Här Reuter vum Chef d'opérations, dem Här Schneider, an dem Agent André Kemmer an enger Wunneng vum Geheimdéngscht ënnerbruecht ginn. Dës Wunneng ass vum Geheimdéngscht gelount gewiescht, fir Gespréicher mat Sourcë vum SREL kënnen ze féieren. Den Här Reuter war am Joer 2000 vun der Chamber vu sengem Posten als President vun der Chambre des Comptes suspendéiert ginn. Hien huet an der Zäit, wou e President vun der Chambre des Comptes war, och d'Konte vum Geheimdéngscht iwwerpréift. An hie war och mat zoustänneg déizäit, fir d'Écouten am Geheimdéngscht ze autoriséieren.

Den Här Reuter huet déi Zäit, wou den Här Schneider an den Här Kemmer e rekrutéiert haten, ni am offizielle Registre des sources vum Geheimdéngscht figuréiert. De fréieren Direkter, den Här Mille, huet a senger Auditioun hei vun engem Alleingang vun den Agente Schneider a Kemmer geschwat. Hien huet gemengt, dass déi zwee den Här Reuter als zukünftege Mataarbechter fir hir privat Gesellschaft Sandstone wollte rekrutéieren. Et muss ee wëssen, dass den Här Kemmer zu deem Zäitpunkt nach hätt solle mat an déi Gesellschaft goen.

Wéi de Statsminister vun där Affär gewuer ginn ass, huet e se och direkt stoppe gelooss. D'Kautioun vum Loyer ass vum Här Schneider, vun deem senger Firma Sandstone déi Wunneng iwwerholl ginn ass, ni un de Stat zréckbezuelt ginn, dat obschonn den Här Heck se méifach reklaméiert huet.

D'Enquêtëkommissioun konnt déi Affär net ganz opklären, dat ënner anerem och, well an Tëschenzäit eng Instruction judiciaire zu deem Ganzen opgemaach ginn ass. Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun ass ni iwwert déi ganz Affär informéiert ginn. Et stellt sech awer och hei nees d'Fro, firwat de Statsminister weder disziplinaresch Mesurë geholl huet nach selwer de Justizinstanzen déi Affär gemellt huet.

Néngtens: d'Theorie vun dem Parallelréseau zum Stay behind.

A verschiddenen Auditiounen ass d'Enquêtëkommissioun gewuer ginn, dass den Här Kemmer, den Här Schneider an den Här Mille am Joer 2006 de Premier- an de Justizminister an enger Sëtzung iwwer hir Theorien zu enger Parallelstruktur zum Stay behind informéiert hunn, an dass dës Struktur këint mam Bommeleeër ze dinn hunn. Ausgangspunkt fir dës Sëtzung war awer déi sougenannten Affär Lissouba, an där et ënner anerem ëm d'Wäisswäsche vu Gelder gaangen ass. Hei handelt et sech also nees ëm en Dossier, deen iwwerhaapt net an d'Missioune vum Geheimdéngscht fält, mä bei d'Justiz gehéiert. An et ass och duerfir net verständlech, firwat de Premier net ugeuerdnet huet, dësen Dossier direkt dohinner weiderzeginn.

No villem Nofroen huet d'Enquêtëkommissioun erausfonnt, dass och dëst Gespréich mam Statsminister a mam Justizminister vun deenen dräi SREL-Leit geheim opgeholl ginn ass. Den Här Mille huet eis an der leschter Auditioun zouginn, en hätt seng CD zerstéiert an en hätt och ugeuerdnet, dass all déi aner Kopien, déi gemaach gi sinn, missten zerstéiert ginn. Den Här Kemmer huet an enger Auditioun gesot, hien hätt och de Statsminister vun dëser zweeter geheimer Opnahm informéiert. Dat widdersprécht sech allerdéngs, muss ee soen, mat enger ganzer Rei Aussoen, déi den Här Kemmer gemaach huet an aneren Auditiounen, wou en eis net wollt soen, dass déi Sëtzung opgeholl ginn ass.

D'Fro stellt sech, firwat dass dës Sëtzung och geheim opgeholl ginn ass. D'Enquêtëkommissioun geet dervun aus, dass d'Agenten och hei wollten e Beleg hunn, dass si de Statsminister iwwer hir Theorie ronderëm de Bommeleeër informéiert hunn. Si waren deemools iwwerzeegt, dass et eng Parallelstruktur, wéi och ëmmer, zum offizielle Stay behind géif ginn. A si hunn déi verdächtegt, responsabel fir d'Bommenattentater an den 80er Joren ze sinn.

Hei muss een natierlech erëm bedenken, dass de Geheimdéngscht alt nees parallell zur Justiz am Kader vun der Enquête an der Affär Bommeleeër recherchéiert huet. Firwat hunn d'Ministeren net direkt dat Ganzt un d'Justiz weidergi respektiv do intervenéiert?

Am Joer 2008 huet de Premierminister déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht beoptragt, e Spezialrapport ze maachen, fir ze ënnersichen, ob et en Zesummenhang gëtt tëscht dem Stay behind an de Bommeleeër. Zu kengem Moment kruten d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun gesot, dass déi Leit, déi mat hinne sollten zesummeschaffen, fir déi Analys ze maachen, fir alles opzeschaffen, selwer vun enger Parallelstruktur zum Stay behind iwwerzeegt waren an dass se de Ministere Juncker a Frieden dës Theorie 2006 och virgedroen haten.

D'Enquêtëkommissioun freet sech hei op en Neits, mat wéi engem État d'esprit déi politesch Responsabel d'Gesetz vun 2004 iwwert de Geheimdéngscht a säi Contrôle parlementaire interpretéiert hunn.

Négte Punkt: de Fall vun enger Lëtzebuerger Fluchgesellschaft am Frachtberäich.

Am Abrëll 2008 huet de Chef des opérations en Dossier am Beräich Menaces contre le patrimoine économique am Kontext mat der Cargolux opgemaach. Hei ass d'Theorie opgestallt ginn, e frieme Land hätt d'Cargolux ënnerwandert, fir d'Gesellschaft futtizemaachen, fir dass se duerno këint liicht vun engem auslännesche Konkurrent iwwerholl ginn. Dës Theorie huet den Här Mille deemools och der parlamentarescher Kontrollkommissioun ënnerbreet.

De Statsminister huet dës Aktioun gestoppt, well e fonnt huet, et wär näischt hannendrun. A bis haut konnt awer nach net kloer ermëttelt ginn, wat genau d'Hannergrënn vun deem Ganze waren.

Wat awer kloer ass oder war, dat waren d'Intentioune vum fréiere Chef des opérations, dem Här Schneider. An engem interne Bericht, Rapport, deen d'Enquêtëkommissioun haut virleien huet, do ginn déi Operatiounen am Detail beschriwwen. An en huet och eng Suggestioun gemaach, wéi een d'Cargolux këint besser opstellen. Hie preziséiert an deem Rapport, wéi den Aktionariat vun der Cargolux këint evoluéieren, an e schléit do als Éischt och e Lëtzebuerger Investisseur vir: d'General Mediterranean Holding. Et ass déi Firma, déi knapps ee Joer méi spéit den Haaptgeldgeber ginn ass vu senger Privatfirma Sandstone.

D'Commission d'enquête stellt hei ganz kloer d'Fro, ob den Här Schneider net am Optrag vu sengem zukünftege Geldgeber gehandelt huet. Hei leeft och nach eng Enquête judiciaire duerch eng Auto-dénonciation vun der Cargolux-Gesellschaft. D'Enquêtëkommissioun veruerteelt schäerfstens dës Aart a Weis fir virzegoen. Si huet och dësen Dossier un d'Justizinstanze viruginn. Si stellt sech och hei nees d'Fro, firwat déi politesch Responsabel dësen Dossier net un d'Justizinstanze viruginn hunn a firwat keng disziplinaresch Mesurë getraff gi sinn.

Dozou krut d'Kommissioun gesot, dass zu deem Zäitpunkt, wéi dat Ganzt do festgestallt ginn ass, just als Falschmeldung dee ganzen Dossier ageschätzt ginn ass, vum Geheimdéngscht betruecht gi wär an dass duerfir nach kee Grond bestanen hätt, fir déi dote Mesuren ze ergräifen.

Zéngtens: de Geheimdéngscht als parallell Police.

2006 huet de Geheimdéngscht eng Operatioun lancéiert, déi ganz dätlech Zich vun enger paralleller Polizei huet. D'Operatioun huet prominent Lëtzebuerger viséiert wéinst hirer sexueller Orientéierung. Et sinn Enquêtë géint déi Leit lancéiert ginn, ouni dass iergendeng Infraction penale virlouch an ouni dass iergenden öffentleche Sécherheetsrisiko bestanen huet. An enger Owessëtzung am Geheimdéngscht hu sechs Leit sech getraff, dorënner de fréieren Direkter Marco Mille, den Operatiounschef Frank Schneider an den Agent André Kemmer, fir iwwert déi Affär ze schwätzen.

Et war den Ufank vun enger Enquête, bei där souguer versicht ginn ass, den deemolege Procureur d'État, den Här Roby Biever, materanzezéien an ze destabiliséieren. D'Methoden, déi ugewannt gi sinn, waren déi vun enger paralleller Police, déi wéi an engem État de non-droit agéiert huet.

D'Enquêtëkommissioun veruerteelt dës Aktioun ganz schaarf. Den heitegen Direkter vum Geheimdéngscht, den Här Patrick Heck, huet de ganzen Dossier un de Parquet weiderginn. Verschidden Zeie sinn och elo bereet, auszesoen. D'Enquête judiciaire muss ënner anerem och erginn, dass dat heiten nëmmen en Eenzelfall war vun esou engem Virgoe wéi dat doten.

Här President, d'Enquêtëkommissioun huet dann awer och nach eng ganz Rei strukturell Dysfonctionnementer festgestallt. Ech wëll verschiddener hei nëmmen am Résumé opléschten an aus Zäitgrënn fir den Detail op de schréftleche Rapport verweisen.

Déi strukturell Problemer, déi mer fonnt hunn, waren: éischtens en onperfekte Contrôle financier. Beispill: wann ee gesäit, wéi vill Reesen dass gemaach gi sinn a wéi vill dass Agenten hir Réuniounen nëmmen a Restauranten ofgehalen hunn. Impressionnant Lëschten, déi mer kritt hunn!

Zweetens, d'Akafsprozedur vun den Autoe fir de Service, wou mer jo haut wëssen, dass fënnef Autoen am Numm vum Service kaaft gi sinn, dovunner véier fir perséinlech Privatgrënn an ee fir eng Firma, wou nach net gewosst ass, wat fir eng dass et ass. Hei ass och en Disziplinarverfahren ageleet an an der Zwëschenzäit huet de staatleche Commissaire de discipline den Dossier och un d'Justiz weiderginn.

Drëttens, d'Rekrutementsmethoden; véiertens, eng diffus hierarchesch Struktur; fënneftens, d'Feele vun engem reglementaresche Kader am Zesummenhang mat den informateschen Donnéeën; sechstens, d'Feele vun enger Coordination interministérielle; siwentens, d'Interpretatioun vum Espionnage économique.

Aachtens, en oneffikasse Contrôle parlementaire: Op dee Punkt wëll a muss ech natierlech am Detail agoen.

An der Praxis huet dës 2004 nei geschafe Kommissioun fir d'Éischt emol eng Zäit gebraucht, fir hire Rôle, hir Objektiver, hir Prozeduren an hiren Aarbechtsrhythmus ze fannen. Am Gesetz vun 2004 steet doriwwer ganz wéineg. Dëst war iwwregens och schonn 2004 beim Vote

vum Gesetz vu Vertrieder vun der deemoleger Oppositioun bemängelt ginn.

Duerno ass et drëms gaangen, fir sech mat der spezieller Welt vun de Geheimdéngschter ze familiariséieren. Dëst huet alles eng gewëssen Zäit gebraucht an et ass eréischt am Joresrapport 2008, wou d'Kontrollkommissioun eng éischte Kéier Reserven ugemellt huet a fonnt huet, den Direkter, den Här Marco Mille, misst méi eng proaktiv Haltung a senger Informatioun géigeniwwer vun der Kommissioun hunn.

Och wa mer haut eréischt wëssen, dass de Service nëmme ganz lückenhaft Informatiounen un d'Kommissioun ginn huet an iwwer manifest Dysfonctionnementer carrément guer näischt weidergin huet, sou huet d'Kommissioun awer schonn am Joer 2011 e Spezialbericht un de Premierminister agereecht, wou eng ganz Rei Kritiken an och Ureegunge fir ze handele respektiv legislativ nozebesseren drastoungen.

D'Enquêtëkommissioun kuckt mat engem ganz kritesche Geescht d'Effikassitéit vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Et stellt sech kloer eraus, dass déi eng Alibifonctioun hat. D'Enquêtëkommissioun ass och der Meenung, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun de Geheimdéngscht net proaktiv genuch analyséiert huet.

Wann een awer all déi Fäll kuckt an opzielt a feststellt, wéi wéineg dass sougutt den Här Mille wéi och de Premierminister d'Kommissioun informéiert hunn, da versteet een d'Interpretatioun vum Här Mille, dee sot an enger Auditioun, d'Gesetz vun 2004 géif just virschreiwen, dass d'Kommissioun iwwert d'«politique générale du service» misst informéiert ginn, net awer iwwert den Detail vun den Operatiounen.

Iwwert de Fichage politique, d'Opération «Sam», d'Affär Elf, de Logement vum Här Reuter, d'Theorie vum SREL an der Affär Bommeleeër, d'Affär Cargolux, d'Mission de promotion économique am Kurdistan, d'Affär vun der kryptéierter CD ass d'Kommissioun ganz oft guer näischt gewuer oder nëmme ganz lückenhaft informéiert ginn. Mat deenen Informatiounen, déi mer haut hunn, erschéngt de Contrôle parlementaire vum Geheimdéngscht als largement ineffikass. Haut, mat deem, wat mer elo wëssen, gesäit de gudde Wëllen, mat deem d'Parlamentarier un hir Aarbecht erugaange sinn, esou aus, dass dës äusserst naiv waren.

Et ass duerfir wichteg festzehalen, dass d'Kommissioun bis Mëtt 2009 kee Fall vun Dysfonctionnementer gemellt krut, an dat obscho sougutt de Premier wéi och den Direkter scho vun 2009 u vun Dysfonctionnementer a Schwieregkeeten am Service woussten. Virun allem wéi de Premier 2008 de Spezialrapport iwwert de Fonctionnement vum Service bestallt huet, hätt hien d'Membere vun der Kommissioun missen drop opmierksam maachen, dass et eng ganz Rei Dysfonctionnementer scho virdru ginn ass.

D'Enquêtëkommissioun ass der Meenung, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht an hirer Kontrollaarbecht gebremst ginn ass, well se keng Informatioun iwwert déi evident Dysfonctionnementer tëschent 2006 an 2009 matgedeelt kritt huet.

Et gëtt awer niewent de villen Dysfonctionnementer och Verbesserungen am Geheimdéngscht an deene leschte Joren. Och ënnert dem Här Mille sinn eng Rei Reformen ageleet ginn. Et muss een natierlech awer soen, dass déi meescht Reformen tëschent 2009 an 2013 komm sinn, an dat besonnesch ënnert dem Impuls vum neien Direkter, vum Här Patrick Heck, mat deem d'Enquêtëkommissioun och eng exzellent Zesummenaarbecht hat.

Ech zitéieren:

- méi regelméisseg Entrevuen tëschent dem Direkter a sengem Ministre de tutelle;

- Aféierung a Mise à jour vun enger Rei Instructions de service;

- zënter 2006 Erstellung vun enger Évaluation de la menace an engem Compte rendu opérationnel, déi jo elo och zënter Dezember 2011 der parlamentarescher Kontrollkommissioun endlech matgedeelt ginn;

- e verbesserten Dialog mat deenen aneren Administratiounen;

- Verbesserung vun de Relatioune mat anere Servicer, virun allem och an der EU am Beräich vum Contre-terrorisme;

- de verstäerkte Rekrutement vu Personal aus dem zivile Beräich a mat spezifesche Profiller a Fäegkeeten;

- Aféierung vu méi spezifescher an adaptéierter Formatioun;

- e verbesserte Contrôle financier interne;

- eng besser Prise de conscience um Niveau vun de verschiddene Branches d'opérations vun der Noutwendegkeet, fir sech kloer Objektiver a Visiounen ze ginn;

- Noutwendegkeet, fir Rapporte mat méi kloere methodologesche Regelen ze redigéieren;

- eng Kodifikatioun vun den Instructions de service;

- Aféierung vun enger Procédure d'autorisation, déi eng besser Traçabilitéit garantéiert;

- Mise en place vun enger Cellule juridique;

- Aféierung vun enger neier Prozedur um Niveau vum Rekrutement - haaptsächlech ass emol e Jury agesat ginn, an och mat psychologeschen Tester -;

- Ophiewe vum sougenannten „cloisonnement" duerch Aféierung vu regelméissege Réuniounen tëschent de verschiddene Branchen - ee vun de grousse Problemer tëschent 2004 an 2009 -;

- Aféierung vun enger méi systematescher Analys vun allen Donnéeën an Informatiounen, déi gesammelt ginn;

- Redefinitioun um Niveau vun den internationale Relatioune mat aneren Déngschter, mat méi groussem Schwéierpunkt op de sougenannten „internen Déngschter";

- e bessere System a méi eng grouss a besser Informatiséierung bei den Enquêten, déi vun der ANS gemaach ginn.

Wichteg ass awer och, dass d'Enquêtëkommissioun bei deene villen Entrevuë mat de Vertrieder vum Service eng ganz Rei wichteg Reforme fir d'Zukunft ënnerbreet kritt huet:

- eng Erstellung vun engem Plan de priorité fir d'Orientéierung vum Renseignement;

- eng Informatisatioun vun der Procédure fir d'Écouten unzefroen;

- Aféierung vun engem Syllabus fir Leit, déi nei agestallt ginn;

- Verbesserung vun de Kritären am Kader vun der Saisie fir d'Banque de données;

- Aféierung vun enger Procédure informatisée fir all Dokumenter am Kontext Entrée et sortie vun dësen - dat ass extrem wichteg, zemools fir dat ze verhënneren, wat an der Vergaangenheet geschitt ass, dass fréier Mataarbechter vill kënne mat eraushuelen -;

- Aféierung vun enger integréierter Prozedur bei dem „Clearing" vun de Produiten an den Analyse vum SREL;

- eng Mise au point vun den automatiséierte Prozeduren am Kontext vun der Zerstéierung vun de privaten, perséinlechen Daten duerch - endlech! - d'Schafung vun dem zukünftege Règlement grand-ducal;

- d'Schafung vu Sécherheetsprozedure fir de Fall, wou e Member vum Geheimdéngscht de Service verléisst.

De Service huet och dann nach weider Pisten detektéiert, wou Reforme misste kommen. Verschiddener dovunner sinn och vum Statsministère an dem neie Gesetzesprojet fir d'Reform vum Geheimdéngscht zréckbehale ginn a ginn och vun der Enquêtëkommissioun gréisstendeels ënnerstëtzt:

Noutwendegkeet vun engem juristesche Kader, dee méi Sécherheet bréngt am Beräich vun der Méthodologie opérationnelle - fir mech ee vun deene ganz wichtege Reformprojeten am neien Text -; Noutwendegkeet fir d'Missioune vum Service besser ze definéieren an deementspriechend och nei Aufgabefelder mat eranzebréngen, zum Beispill am Cyberberäich, wou et enorm Lacunen de Moment am Gesetz gëtt; Noutwendegkeet fir riguréis Prozeduren a Mechanismen am Beräich vum Contrôle interne anzefëieren, dëst fir eventuell Dysfonctionnementer schonn am ganz fréie Stadium ze detektéieren; eng Verbesserung vun der Gestioun vun de Ressources humaines an d'Verbesserung vun de Fonctiounsmodalitéite vum Contrôle parlementaire.

Vill vun deene geplangte Reforme sinn och schonn als konkrete Gesetzesprojet a Planung. An der leschter Auditioun mam Statsminister sinn dës vun him virgedroe ginn. Déi meescht hunn, wéi gesot, och den Accord kritt vun de Membere vun der Enquêtëkommissioun.

Weider wichteg Reforme betreffen déi operationell Methode vum Geheimdéngscht, wou vill méi e verbindlechen a strikte Kader wäert kommen. Den innenpolitesche Spionage soll ganz verbuede ginn. Eng Rei Definitioune solle méi kloer verfaasst ginn. Et kënnt eng méi kloer Definitioun iwwert den Terrorismus an d'Gesetz. D'Beamte sollen e Code de déontologie kréien an et soll eng Regel agefouert ginn, dass, wann ee fortgeet, en eng Zäit laang net a Sécherheetsfirmen an de Privatsecteur dierf schaffe goen.

Et gëtt och nach méi kloer geregelt, dass beim Fortgang aus dem Service kee Wëssen ausserhalb dierf verwäert ginn a guer keng Dokumenter dierfen erausgoen. An dann, ganz wichteg: D'parlamentaresch Enquêtëkommissioun huet och fonnt, dass ee misst am Gesetz verankeren, dass de Service an Zukunft en onofhängege Contrôle interne am Service kritt, e bëssel che wéi et bei der Police e Contrôle interne gëtt.

D'parlamentaresch Kontrollkommissioun hat am November dat lescht Joer och eng ganz Rei Décisioune geholl, déi sollen hëllefen, de Contrôle parlementaire ze verbesseren: An der Zukunft soll an der Chamber en ofgesécherte Büro fir d'Kontrollkommissioun geschafe ginn, wou d'Kommissiounsmemberen zu all Moment Zougang zu hiren Dokumenter wäerte kréien. D'Kommissioun kritt och en haaptamtleche Mataarbechter. An d'Kontrollkommissioun hat och en Avis juridique zu verschiddene Punkten am Zesummenhang mat der gesetzlecher Basis vum Contrôle parlementaire an Optrag ginn.

Folgend Reforme gi virgeschloen am Gesetz 2004: eng Obligatioun op Basis vun enger regelméisseger Lëscht, déi soll erstallt ginn, déi der Commission de contrôle muss virgeluecht ginn all sechs Méint, wou d'office all Operatioune mat all hiren Detailer mussen drastoen; eng Obligatioun fir den Direkter an awer och fir de Statsminister als Supérieur hiérarchique politique, fir der Kontrollkommissioun d'office all Dysfonctionnement ze mellen, vun deem si Kenntnis hunn; e Recht fir d'Membere vun der Kontrollkommissioun, fir no baussen ze communiquéieren am Fall vun engem Dysfonctionnement - hei geet et haaptsächlech drëms, fir dann der Chamber déi och kënnen ze mellen -, an d'Méiglechkeeten, fir op permanent Experte kënnen zréckzegräifen, fir der Kommissioun zur Säit ze stoen.

De President vun der Enquêtëkommissioun, den Alex Bodry, wäert herno eng Proposition de loi déposéieren, wou déi dote Punkten, déi véier Punkten do dra sinn, déi d'parlamentaresch Kontroll betreffen, d'Kontrollkommissioun betreffen. A mir hoffen, dass déi soll séier ëmgesat ginn.

D'Enquêtëkommissioun war och der Meenung, dass am Gesetz herno soll eng Ännerung virgeholl ginn, wat d'Compositioun vun der Kontrollkommissioun ubelaangt. Si ass der Meenung, dass net méi mordicus sollen d'Fraktiounspresidenten onbedéngt dra sinn, a si ass der Meenung, dass ee misst aus deene Membere vun der Kommissioun op d'Groupes techniques zum Beispill, wann et dann am Parlament esou ee gëtt (veuillez lire: a si ass der Meenung, dass ee misst d'Membere vun der Kommissioun ausweiden op d'Groupes techniques zum Beispill, wann et dann am Parlament esou ee gëtt).

D'Enquêtëkommissioun huet sech awer och mat de Missioune vum Service beschäftegt, an dat virun allem opgrond vun engem Questionnaire, dee vun engem Member erabruecht gi war. Mir haten eng Sëtzung, an där mam Service iwwert d'Definitioune geschwat ginn ass. Et ass hei besonnesch ëm den Term „Extremismus" gaangen an ab wéi engem Stadium zum Beispill eng Associatioun dorënnerfält a wéini de Service dorop ufänkt ze schaffen.

Och wann d'Kommissioun eng ganz Rei wichteg Erklärunge vum Här Heck kritt huet, déi eis och zefriddegestallt hunn, sou konnt dësen Aspekt sécherlech net an alle Punkten ausdiskutéiert a geklärt ginn. D'Enquêtëkommissioun ass duerfir der Meenung, dass dëse Punkt an de kommende Méint weider vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun soll beaarbecht ginn.

Dann hu mer awer och nach widderspréchlech Aussoe vun Zeie misse feststellen. D'Enquêtëkommissioun huet eng Rei widderspréchlech Zeienaussoen aus verschiddenen Auditiounen erausgefiltert an dës mat den entspriechenden Extraiten aus de Verbatimen un de Parquet weidergemellt.

Ech kommen dann zu der Responsabilité pénale, administrative a politique.

Zu der penaler Responsabilitéit: D'Enquêtëkommissioun huet eng Rei Faite relevéiert, déi eng Infraktioun, laut Code pénal, kënnen duerstellen, a si huet déi och mat den entspriechenden Dokumenter un d'Justizbehörde weidergeleet.

Laut Informatioun vum Parquet sinn à l'état actuel, also zu deem Zäitpunkt, wou d'Kommissioun hire Rapport ofgeschloss huet, scho folgend Instruktiounen opgemaach ginn: d'Affär ronderëm de Loyer vum Här Reuter, de Volet vum Enregistrement tëschent dem Här Mille an dem Premierminister - hei geet et awer virun allem drëms, wéi vill Kopië gemaach gi sinn a wien déi Persoune sinn, déi déi Kopië kritt hunn -; den heemlechen Enregistrement vun engem Fonctionnaire vun dem Briefing tëschent dem Stats- an dem Justizminister am Joer 2006; de Volet vum Akaf vu fënnef Autoen am Numm vum Service fir Privatzwecker; zu den illegalen Télefonsécouten.

Zu zwee weideren Dossieren ass de Parquet no drun, weider Instruktiounen opzemaachen: d'Affär „Katana", also déi Pädophiliegeschicht, déi vun der Police parallèle; eng Operatioun och nach am Kader vum Antiterrorisme, déi festgestallt ginn ass.

Eng Rei vun deenen Aktiounen, déi ech elo opgezielt hunn, riskéieren ënnert d'Prescriptioun ze falen. D'Enquêtëkommissioun ass der Meenung, dass, wann déi matzäiten dénonciéiert gi wären, dëst hätt kënne verhënnert ginn. Si bedauert dëst a fënnt, dass dëst fir e Rechtsstat ganz onzefriddestellend ass.

Zweetens, déi administrativ Responsabilitéit: D'Gesetz vum 16. August 1979 fixant le statut général des fonctionnaires gesäit Folgendes vir: «Tout manquement à ses devoirs statutaires expose le fonctionnaire à une sanction disciplinaire sans préjudice de l'application éventuelle d'une sanction pénale.» Mä och hei gëtt et Prescriptiounsdélaien. Hei sinn et dräi Joer no dem Manquement, dee geschitt ass, ausser wann eng Infraction pénale virläit. D'Enquêtëkommissioun bedauert dëst, well et ass d'Resultat, well net matzäite reagéiert ginn ass.

D'Enquêtëkommissioun huet vill Faite festgestallt, déi Disziplinarmoossnamen hätte missen déclenchéieren. Aktuell sinn awer der schonn zwou déclenchéiert ginn. Anerer missten, laut der Kommissioun, schnell déclenchéiert ginn, zum Beispill, der Kommissioun hirer Meenung no, géint de fréieren Direkter, den Här Mille, an och géint de fréieren Agent, den Här Mandé.

Drëttens: déi politesch Responsabilitéit. „De Geheimdéngscht war net meng éischt Prioritéit." Dëst war d'Ausso vum Statsminister, sougutt a senger Auditioun wéi an der Kommissioun wéi och an enger Pressekonferenz. Dës Wierder drécken e gewëssene Manque d'intérêt aus. Op där anerer Säit hunn eng Rei Zeien dëser Ausso awer och widdersprach, muss ee soen. Ee Geheimdéngscht, deem seng Aktivitéit an der Essenz ebe geheim ass, ebe geheim si muss, muss awer vun de politesche Responsabel onbedéngt eescht geholl ginn a suivéiert ginn.

Wat déi politesch Responsabilitéit ubelaangt, esou ass et schwiereg, eng Gesamtbewäertung ze gi fir déi Period virun dem Vote vum Reformgesetz vun 2004. D'Enquêtëkommissioun konnt awer duerch den alen Archiv feststellen, dass et och déizäit schonn Elementer gi sinn, déi de legale Kader dépasséiert hunn. Och wann déi Zäit kloer am Kader vum Kale Krich a vun den Obligatioune par rapport zur NATO stoung, esou hunn déi noriichtendéngschtlech Recherché sech net all an der Rumm vun dem Gesetz ronderëm d'Sécherheet vum Stat respektiv vum Dateschutz beweegt, mä si carrément och an de Beräich gaange vun der innenpolitescher Spionage. Et sinn hei eng Rei Verletzunge vu konstitutionelle Rechter respektiv vun internationale Konventioune festzestellen. D'Fro vun der Verantwortung vun de fréiere Statsministere Werner, Thorn a Santer ass donc och do gestallt.

D'Enquêtëkommissioun huet sech dunn awer méi mat der politescher Responsabilitéit vum aktuelle Statsminister beschäftegt. Dat och, well de Gros vun de festgestallten Dysfonctionnementer eben an der Period tëschent 2004 an 2009 stattfonnt huet, mä awer och, well den aktuelle Statsminister schonn zënter Enn 1995 déi iewescht Autoritéit vum Geheimdéngscht ass.

Hei ass et awer och wichteg, de Wonsch vum Législateur vun 2004 ze berücksichtegen, deen d'Verantwortlechkeet vum Statsminister kloer festgehalen huet. An ech zitéieren: «Le Premier Ministre exerce l'autorité politique sur le service. Il est le supérieur hiérarchique de ses agents. Le service lui-même est une administration comme les autres et le Premier Ministre est politiquement responsable de son action devant la Chambre et le pays, comme l'est tout ministre pour les administrations sur lesquelles s'exerce son autorité.»

Den deemolege Rapporteur vum Gesetz huet a sengem Rapport zur nei agefouerter parlamentarescher Kontrollkommissioun och nach Folgendes preziséiert: «qu'il s'agissait de concevoir un contrôle démocratique du SRE au-delà de la surveillance quotidienne exercée sur lui...», also op de Geheimdéngscht, «...par le Premier Ministre et que le contrôle parlementaire s'exerce notamment à travers des réunions avec le directeur du SRE.»

De Législateur hat deemno 2004 ganz kloer ni d'Absicht, fir gedeelte Responsabilitéite fir de

Geheimdéngscht tëschent der Regierung an dem Parlament anzeféieren. Et muss een och soen, dëst wär am Sënn vun der Gewaltentrennung völleg absurd.

Den Artikel 78 vun eiser Constitutioun seet, dass d'Ministere responsabel sinn. Et gëtt an der Politik donc eng objektiv ministerlech Responsabilitéit, souguer dann, wann et keen noweisbare Feeler vum Minister am Fall vun engem Dysfonctionnement an enger staatlecher Verwaltung gëtt. Dës Responsabilitéit ass engagéiert, wann eng Administratioun schlecht fonctionnéiert respektiv wann d'Organisatioun feelerhaft ass oder de Contrôle net fonctionnéiert. Wann eppes schifleeft, dann huet de Minister d'Verflichtung, déi néideg Korrektive virzehuelen.

Et ass richteg, dass de Statsminister am Allgemenge punktuell déi néideg Instruktioune ginn huet un den Direkter vum Geheimdéngscht, fir Saachen ze änneren oder ze stoppen. Generell huet hien no dem Gesetz an am Interessi vum Stat gehandelt. Hie wollt de SREL modernisëieren a säi Fonctionnement verbesseren.

Op där anerer Säit ass et awer festgestallt, dass hien net konnt déi néideg Zäit opbréngen, fir de Service ze dirigéieren an ze iwwerwaachen, deen awer duerch seng speziell Aufgaben a seng speziell Pouvoire muss regelméisseg am Alldag iwwerwaacht ginn. D'Émsetzung vun de Reforme war och lues an eng ganz Rei Exekutiounsmesuren, déi souguer am Gesetz virgesi waren an déi wichteg ware fir de gudde Fonctionnement vum Service, sinn net ëmgesat ginn.

Och de Fait, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun an den éischte Joren, wou se existéiert huet, ze vill passiv war an dass hir Aarbecht net iwwert de formale Contrôle erausgaangen ass, ännert näischt un där direkter Responsabilitéit vum Minister, déi sech op engem ganz anderen Niveau befënnt.

Dëst ass ëmsou méi wouer, well et haut etabléiert ass, dass de Marco Mille d'Kontrollaarbecht vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun nëmmen op déi generell Aktivitéiten ageschränkt huet an den Deputéierten doduerjer och keng Informatiounen iwwer Detailer vun den Operatioune ginn huet.

Niewent der objektiver Responsabilitéit vum Minister gëtt et awer och nach eng subjektiv Verantwortung vum Statsminister. Et geet hei drëms, dass de Statsminister vun enger Rei penale Faite Bescheed wousst oder Kenntnis hat vun Akten, déi eng disziplinaresch Konsequenz verlaangt hätten, an dass hien déi penal Faiten net de Justizautoritéite gemellt huet respektiv virun allem keng disziplinaresch Moossname getraff huet. An d'Informatiounspolitik vum Statsminister par rapport zur parlamentarescher Kontrollkommissioun war ganz lückenhaft.

Et ass sécher luewenswäert, dass de Statsminister esou virgaangen ass, fir der Reputatioun vum Service no baussen net wëllen ze schueden. Mä dës Virgehensweis ass awer total kontraproduktiv gewiescht. Haut huet d'Image de marque net nëmme vun dem Service, mä vum ganze Stat vill méi e grousse Schued doduerjer erlidden. Doriwwer eraus riskéieren déi Schëlleg duerch d'Prescriptiounsdélaien och nach a ville Fäll weder penal nach disziplinaresch Sanktiounen, wat e staarke rechtsstaatleche Problem opwërft.

Sechs Beräicher huet d'Enquêtëkommissioun festgehalen, wou fonnt gëtt, dass de Statsminister eng subjektiv Responsabilitéit huet: éischtens, déi innenpolitesch Spionage; zweetens, de schlechten interne Fonctionnement vum Service; drëttens, déi mangelhaft Informatiounspolitik par rapport zur Kontrollkommissioun; véiertens, déi ganz Operatiounen, déi sech ausserhalb vun dem legale Kader beweegt hunn; fënneftens, d'Netweidergi vu Faiten, déi eventuell kéinten Déliten duerstellen; sechstens, déi grav operationell Dysfonctionnementer, déi ouni disziplinaresch Suitë bliwwe sinn.

D'Commission d'enquête hält duerfir fest, dass de Statsminister net nëmmen eng ganz limitéiert Emprise op säi Service hat an dass en eng ganz Rei Irregularitéiten, vun deenen hie wousst, net esou behandelt huet, wéi se hätte misse behandelt ginn. D'Enquêtëkommissioun bedauert, dass en zu deem Moment, wou hien déi parlamentaresch Kontrollkommissioun am Joer 2008 beoptragt huet, e Spezialrapport iwwert de Fonctionnement vum SREL ze maachen, d'Deputéiert net iwwert déi Dysfonctionnementer informéiert huet, vun deenen hien awer scho laang virdru wousst.

D'Enquêtëkommissioun muss haut och mat Bedauere feststellen, dass souguer während hiren Aarbechten fir de Gros vun den Affären, déi se opgeschafft huet, d'Press den Élément déclencheur dovunner war. Ouni d'Press hätt och d'Enquêtëkommissioun net vill an deem Dossier hei erausfonnt. All déi Spuren, déi mer kritt hunn, hu mer fir d'Éischt iwwert d'Press kritt, an dat huet eis erlaabt, du méi verdéifte Recherchen ze maachen.

D'Enquêtëkommissioun bedauert, dass de Statsminister net spéitstens beim Asetze vun der Enquêtëkommissioun säi Mangel u proaktiver Informatiounspolitik opginn huet. Et geet donc aus deem ganze Rapport kloer ervir, dass déi politesch Responsabilitéit vum Statsminister engagéiert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Enquêtëkommissioun ass an hirer grousser Majoritéit der Meenung gewiesch, dass mer och an Zukunft e Geheimdéngscht brauchen. Dëse muss awer staark reforméiert ginn. D'Enquêtëkommissioun huet awer och nach festgehalen, dass den Dossier Geheimdéngscht net zou ass. Niewent de wichtege Reformen, déi elo schnell musse kommen, soll am Fall, wou dat noutwendeg ass, entweder déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht, eng Spezialkommissioun oder eng normal Chamberskommissioun sech deem unhuelen.

D'Enquêtëkommissioun huet déi Analyse gemaach an hir Konklusioune gezunn. Si huet hir Recommandatioune gemaach a si huet déi penal, déi disziplinaresch an déi politesch Responsabilitéite festgestallt. Et ass haut un der Chamber, ze beuerteelen, wat fir politesch Konsequenzen déi politesch Responsabilitéit mat sech zéie soll.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Bausch. An elo kritt d'Wuert den Här Statsminister Jean-Claude Juncker. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech ufänken ze schweessen, dann ass dat net, well ech Angscht hätt, mä well et periodesch schrecklech waarm heibanne gëtt.

Ech géif gäre Stellung huelen, Här President, zu dem Rapport vun der parlamentarescher Enquêtëkommissioun iwwert de Geheimdéngscht. Ech hu mir dofir keng véier Stonne gefrot, wéi ech dat heiansdo konnt liesen. Dofir ass et richteg dass Der richtegstellt, dass d'Chamber mech och net op zwou Stonnen huet brauchen zréckzestutzen - méi wéi zwou Stonnen hat ech net vir.

D'Geheimdéngschter si weltwäit am Gespréch, wann ech d'Zeitungen den Ament richteg liesen. Dat ass de Fall an den USA, dat ass de Fall an England, dat ass de Fall a Frankräich, dat ass de Fall an Däitschland; Däitschland, wou de Geheimdéngschter éischter virgeworf gëtt, net alles verhënnert ze hunn, wat mat doudege Mënsche gëendegt huet - d'Inaktioun vun de Geheimdéngschter do.

Ech sinn 1995 Statsminister ginn, net wéi den Här Bausch sot, um Enn vun Joer, mä am Ufank vum Joer. Ech sinn et also scho méi laang wéi Der gemengt hutt, Här Bausch! A wéi ech Statsminister gi sinn, hunn ech d'Geheimdéngschtwelt entdeckt. Ech hu se virdrun net kannt. Dat ass eng geheimnisvoll Welt, dat ass eng Welt, déi sech duerch hir Opacitéit auszeechent. Ech hu mech mat neie Begréffer misse familiariséieren: Sourcen, Informanten, Agenten, Operatiounen. Ech si Realitéite begéint, vun deenen ech mer a mengem Liewe virdrun net virstelle konnt, dass een e géif begéinen.

Ech hunn dichteg Agente kennegeléiert, ech hu Paranoiker kennegeléiert, ech hu Mythomane kennegeléiert. An et ass net ëmmer ganz liicht, dat alles ausemeenzehalen, well een, deen dichteg ass, ass net ëmmer dichteg, an een, dee Mythoman ass, ass net ëmmer Mythoman, an een dee Paranoiker ass, deen ass net permanent vu Paranoia besiess. Do brauch een eng gewëssen Zäit, ier ee sech doranner erëmfënnt.

Deen Ableck, deen ech hat, deen huet mech virsiichteg gi gelooss am Émgank mat Informatiounen, déi engem vun deem beschriwwene Persounekrees do zoubruecht ginn. Och sinn ech virsiichteg ginn, wat Informatiounen ubelaangt, déi engem aus dem Ausland via Geheimdéngscht zougänglech gemaach ginn.

Ech hat natierlech, ier ech Statsminister gi sinn, scho vum Spëtzeldéngscht - esou hu mir dee jo fréier genannt - héieren. Déi eng wollten en ofschafen, déi aner wollten e bäibehalen, ech wollt e reforméieren. Dat hunn ech 1995 direkt hei am Parlament ugekënnegt, an dunn hu mer en éischte Projet de loi gemaach, dee mer 1998, 1999 an där deemoleger CSV/LSAP-Koalitioun op den Orde du jour vum Conseil geholl hunn. Deen ass um Widderstand vu sozialistesche Ministere gescheitert. Wéi ech soe muss, zu Recht gescheitert, well déi Argumenter, déi notamment vum Här Bodry - dee war deemools Minister vun der Arméi - virbruecht gi waren, Hand a Fouss haten, sou dass ech dat net als Kritik soen, mä als e prozeduralen, zäitlechen Oflaf.

Du si mer an där Regierung duerno - CSV/DP -, déi eng Reform vum Geheimdéngscht an hire Koalitiounsprogramm opgeholl huet, virugefuer, un där Reform ze schaffen, bis zum 11. September 2001 - Dag, deen ech net vergiessen! Do hate mer Sitzungen den Dag selwer mat der Madame Polfer, mat dem Här Frieden, mat aneren, an och an deene Wochen duerno. An deemools huet d'Welt vun de Geheimdéngschter sech radikal geännert, radikal geännert!

An dunn hu mer décidéiert - dat ass vun der deemoleger Oppositioun och kritiséiert ginn -, déi Aarbechten op Äis ze leeën, well et net gutt war, hu mer fonnt, fir am Äifer vum Gefecht ënnert dem Androck vun där Émartikuléierung vun de geheimdéngschtlechen Aktivitéiten europa- a weltwäit ze séier ze schéissen.

Wéi d'Situatioun sech erëm e bësse berouegt hat - net d'Situatioun um Terrain, mä déi politesch Diskussioune weltwäit -, hu mer dann déi Reform am Joer 2004 gemaach, där hire wiesentlechen Aspekt an der Aféierung vun engem parlamentaresche Kontrollgremium fir de Geheimdéngscht besteet.

Ech hu gesot, an dat ass richteg - firwat soll ech dat haut net nach eng Kéier widderhuelen? -, dass de Geheimdéngscht net meng éischt politesch Prioritéit war. Ech wënschen dem Land iwwregens net ee Statsminister, deem seng éischt Prioritéit de Geheimdéngscht ass! Ech wënschen dat wierklech net. Well ech hat an där Zäit, an och elo nach, och vill aner Saachen ze dinn, wéi mech mat der Surveillance quotidienne vum Geheimdéngscht selwer ze beschäftegen. Mir hunn aner Problemer hei am Land, déi mussen och traitéiert ginn, déi hunn déizäit missen traitéiert ginn, déi mussen och elo traitéiert ginn.

Déi Tatsaach, dass ech gesot hunn, wat och aner Statsministeren an hiren Auditioune gesot hunn an all meng Virgänger, déi ech periodesch an deenen Affäre consultéiert hunn, mir och ëmmer erëm bestätegt hunn, déi Tatsaach, dass dat net déi éischt politesch Prioritéit war, huet mech awer net dovun ofgehalen, vun 2004 u Stéck fir Stéck a lues a lues Reformen am Geheimdéngscht erbäizefeieren, mat deenen zoustännegen Direkteren, och mam Här Mille, a virun allem mam Här Heck.

De Rapport vun Ärer Enquêtëkommissioun läscht - ech maachen dat graff - 25 Émännerungen op, déi an deene Jore virgeholl gi sinn. Den Här Bausch war esou gentil, och korrekterweis der e ganze Koup - ouni an den Detail ze goen, well soss schwätze mer iwwer soss näischt wéi doriwwer hei - opzezielen. An 13 där Émstellunge sinn nach amgaangen.

Obschonn dat net meng éischt politesch Prioritéit war, hunn ech mech awer ëm de Geheimdéngscht bekëmmert.

Den Här Fayot, deen huet bei där leschter Auditioun vum aktuellen Direkter vum Geheimdéngscht emol nogefrot, ob dann déi Émännerungen eenzeg an eleng am Gaart vum Geheimdéngscht gewuess wieren oder ob et do och e politeschen Input vum zoustännege Minister gi wier. A korrekterweis huet den Här Heck gesot, natierlech wier et do e politeschen Input ginn. An déi Inputen do, déi koumen an deene ville Sitzungen, déi de politesche Chef - de Statsminister - vum Geheimdéngscht mat den Direktere vum Geheimdéngscht hat. Et war net meng éischt politesch Prioritéit, mä an der Moyenne hat ech zéng bis zwielef Sitzungen mam Direkter vum Geheimdéngscht pro Joer.

Ech war scho Chef vu ville Verwaltungen, mä Dir fannt keen aneren Direkter vun iergendenger anerer Verwaltung, mat där ech eppes ze dinn hat, sauf wa mer eng Steierreform preparéiert hunn, wou ech mech esou oft mat den Direktere vun deene Verwaltunge getraff hätt, fir dann iwwer alleguer déi Punkten, déi de Kolleeg Bausch hei virgedroen huet, ze diskutéieren an déi lues a lues an engem pluriannuelle Programm émzesetzen.

Den deemolegen Direkter vum Geheimdéngscht, de Marco Mille, huet 2004, soubal wéi d'Gesetz gestëmmt war, mech mat engem pluriannuelle Programm beschäftegt, deen an dräi Etappen iwwer e puer Joer sollt ëmgesat ginn, notamment wat den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht ubelaangt. An déi Aarbechte sinn och gemaach ginn, an déi Aarbechten, déi gi virun.

D'Kommissioun stellt jo och fest, ech hätt mer Méi ginn, de Fonctionnement vum Geheimdéngscht ze verbesseren. Dat ass eng kleng Beschreiwung fir vill Sitzungen, déi stattfonnt hunn, mä ëmmerhin d'Unerkennung dovun, dass sech beméit ginn ass, fir den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht ze verbesseren.

Ech hunn déi Commission de contrôle parlementaire, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, ëmmer eescht geholl - ech muss nach eng Kéier dorop zréckkommen -, ënner anerem och doduerch, dass ech se am Joer 2008 opgrond vun den einschlägege Gesetzesbestëmmunge gefrot hunn, fir dräi prezis Rapporten ze maachen, dovun een iwwert den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht. An dat setzt sech an an e Procédé, dee sech iwwer eng laang Zäit erstreckt huet.

2004 ass en Audit duerch eng schwedesch Firma vum Geheimdéngscht gemaach ginn. Doropshin hu mer mam Direkter vum Geheimdéngscht e pluriannuelle Programm, deen an dräi Etappe sech sollt ofwéckelen, opgestallt. An dee Rapport iwwert de Fonctionnement, den internen, vum Geheimdéngscht, deen ech gefrot hu bei deenen, déi och eppes vu Geheimdéngschtaffäre kennen, nämlech bei der parlamentarescher Kontrollkommissioun, war u sech duerch d'Absicht begrënnt, sech iwwert deen interne Reformprozess eraus weider iwwert den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht Gedanken ze maachen. Also, eng Associatioun vum Parlament un dem interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht, wat soss net geschitt! Mä de Statsminister ass och deen Eenzegen, deen eng permanent Kontrollkommissioun op enger vu senge Kompetenze schaffen deet. An dofir war et och normal, fir dat esou ze maachen.

Elo huet den Här Bausch, wéi d'Kommissioun och, sech mat engem ganze Problempak vu punktuelle Virgäng an Netzvirgäng auserneegesat, zu deenen ech, an dat dauert leider e bësse laang, muss Stellung bezéien.

Dat Éischt, wat d'Enquêtëkommissioun bemängelt, ass, dass deen interministeriell Comité, deen am Artikel 3 vum Gesetz vun 2004 virgesinn ass, fir d'Aarbechte vum Geheimdéngscht a vun de Polizeiservicer ze koordinéieren, dass deen ni zesummegeruff gi wier.

Ech hunn eng Rei Saache geännert, wéi ech an de Ministère d'État komm sinn, geännert op wiesentleche Punkten. Nämlech hunn ech, anescht wéi dat virdru geschitt ass, all zoustänneg Ministeren, all Ministeren zoustänneg fir sécherheetsrelevant Froen hei am Land, enkstens un den Aarbechte vum Geheimdéngscht associéiert: den Ausseminister, de Justizminister, de Finanzminister, den Innenminister, de Wirtschaftsminister an den Transportminister ënner aneren. Vun deem Dag un, wou ech an deem Geheimdéngscht sinn, kréien déi Ministeren all relevant Noten, déi hir Departementer direkt oder indirekt betreffen, zougestallt.

An deem leschte Joer si 500 Rapporte vum Geheimdéngscht gemaach ginn, déi eng large Diffusioun ënnert de Membere vun der Regierung fonnt hunn. An deene Jore virdru sinn der vläicht dräi, véier d'Joer gemaach ginn.

Ech hunn, wann eng nei Regierung komm ass, zum Beispill '99, wéi d'Kolleege vun der DP an d'Regierung komm sinn, dem Direkter vum Geheimdéngscht geschriwwen, e soll sech direkt Rendez-vouse froe bei alle Ministeren, fir se ze informéieren iwwer dat, wat de Geheimdéngscht wier a wat de Geheimdéngscht géif maachen, mat besonneschem Insistéieren op Ausseminister, Arméiminister a Wirtschaftsminister.

Et war also ni meng Absicht, de Geheimdéngscht ze gebrauchen zu eegenen Zwecker, wéi dat a villen Zeitunge geschriwwe gëtt, mä de Geheimdéngscht als eppes erschéngen ze loossen, wat der ganzer Regierung, soufern vun deene Froe betraff, zur Verfügung géif stoen.

Ech hu festgestallt mat der Zäit, dass d'Zesummenaarbecht tëscht dem Geheimdéngscht an de Justiz- an de Polizeiautoritéiten net gutt wier. Dat hu mer och zesummen an där Regierung, déi 1995 bis 1999 amtéiert huet, festgestallt. Notamment den Här Bodry - nach eng Kéier hien - huet sech doriwwer dauernd beklot, a méi spéit den Här Wolter och. Vum Joer 2000 un hunn ech de Generalsekretär vun der Regierung domat chargéiert gehat, derfir ze suergen, dass déi Koordinatioun besser géif funktionéieren. Et gëtt haut och iwwregens keng Kloe méi vun der Police oder vun der Justiz, dat heescht, an hirem Deel Parquet, dass déi Zesummenaarbecht net gutt wier.

An Ären Auditiounen huet de Procureur général haut, Procureur d'État à l'époque, ausgesot, d'Kooperatioun tëscht dem Parquet an dem Service de Renseignement hätt sech fundamental doropshi geännert an hien hätt an der Moyenne eng Réunioun pro Mount mam Direkter vum Geheimdéngscht gehat. Réuniounen, op déi ech gehalen hunn, well den Direkter vum Geheimdéngscht notamment zoustänneg war, fir allen aneren Autoritéiten, judiciaires ou de police, relevant Informatiounen zoukom-

men ze loossen, déi de Geheimdéngscht am Kader vu sengen Aarbechte kritt huet an déi awer interessant wiere fir déi aner, Police a Justiz, fir deenen dat zoukommen ze loossen. D'Regel war an d'Regel ass, dass den Direkter vum Geheimdéngscht d'Justiz an d'Polizei iwwer Erkenntnisser an iwwer Informatiounen an d'Bild setzt, déi de Geheimdéngscht beim Ofschaffe vu sengen Dossiere sech konnt zoueegnen.

Mir hu regelméisseg, dofir hunn ech jo genuch Zeien hei am Land - hei am Sall, pardon! -, iwwer Geheimdéngschtaspekter am Conseil de Gouvernement geschwat, soudass et mir geséngt huet, dass dat, wat dee Comité interministériel hätt kënne maachen, de toute façon an nach wiesentlech besser gemaach géif ginn duerch déi Method, déi ech do gewielt hat, wéi duerch dat einfacht Verweise vun deenen Aspekter vun der Zesummenaarbecht an ee Comité interministériel. De Comité interministériel huet net getagt, well dee Comité interministériel huet et de facto permanent ginn.

D'Enquêtëkommissioun beschäftegt sech zu Recht laang mat der Wirtschaftsspionage. Ech wëll soen, och wann ech gesot hunn, de Geheimdéngscht wier net meng éischt politesch Prioritéit gewiescht, dass ech awer a Saache Geheimdéngscht e puer Prioritéiten hat. Ech hu mech bekëmmert ëm de Kampf géint den Terrorismus a géint d'Menacen, déi et am terroristeschen Émfeld zu Lëtzebuerg gëtt. Dorëms hunn ech mech intensiivst bekëmmert. Ech hu mech bekëmmert ëm d'Proliferatioun, dat heescht d'Weiderverbreedung vu Massevernichtungswaffen, soufern wéi déi Weiderverbreedung iwwer Lëtzebuerg géif lafen. An ech hu mech ganz staark interesséiert fir d'Ofwier vun der Wirtschaftsspionage, déi zu Lëtzebuerg grasséiert.

D'Kommissioun - d'Commission d'enquête - seet, de Service de Renseignement, deen hätt e bëssen eng extensiv Konzeptioun gehat vun der Definitioun vum Espionnage économique, ënner anerem, well e sech och quasi agemëscht hätt an d'Prospection économique.

Dann zitéiert d'Kommissioun wirtschaftlech Prospektioun, déi am Irak gemaach ginn ass, a Libyen an a Kuba gemaach ginn ass. An och an deem Zesummenhank referéiert Är Commission d'enquête sech op ee Rapport vun engem héije Beamten aus dem Wirtschaftsministère, Herr Knebeler mat Numm, un d'Regierung am Zesummenhank mat dem Espionnage économique.

Dee Rapport hunn ech ni gesinn, ech hunn deen ni kritt. Ech hunn erklärt an dem Här Bodry senger Enquêtëkommissioun, dass de Geheimdéngscht periodesch associéiert ginn ass un der Preparatioun vu Wirtschaftsmissiounen - vun dem Wirtschaftsministère associéiert ginn ass un der Preparatioun vu Wirtschaftsmissiounen.

An ech hunn och de Wirtschaftsminister gebieden, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun doriwwer ze informéieren, wat och geschitt ass. Esou sinn zum Beispill circonstanciéiert - ech denke circonstanciéiert - Rapporte gemaach ginn iwwer Wirtschaftsmissiounen am Irak, a Libyen an a Kuba, wourunner Der gesitt, dass de Geheimdéngscht haaptsächlech do u Wirtschaftsmissiounen associéiert ass, wou d'demokratesch Qualitéit vun de Länner engem net direkt an d'A spréngt a wou et wichteg war, dass de Wirtschaftsminister, wann en Interlocuteure begéint huet - aner Ministeren, Betriber, wirtschaftlech Acteuren -, ganz genee wousst, mat wiem en do géif schwätzen.

Et ass ganz vill geschriwwe ginn a geschwat ginn iwwer eng Wirtschaftsmissioun, déi am Nordirak stattfonnt huet. Ganz vill ass doriwwer geschwat ginn, an et si jo och Fotoen op där Rees gemaach ginn - déi ech extrem bedaueren, niewebäi bemierkt!

Wéi ass et zu där Operatioun komm, zu där Visite? Ganz einfach: well de Geheimdéngscht op enger Antiterrormissioun am Irak war. Dat muss sinn. Well et komme jo och Iraker periodesch op Lëtzebuerg. An dunn huet den Direkter vum Geheimdéngscht dem Wirtschaftsminister matgedeelt, op der Plaz wier festgestallt ginn, och an de Gespréicher mat deenen Nordiraker, dass do awer vill wirtschaftlecht Potenzial kéint leie fir Lëtzebuerg. An den Direkter vum Geheimdéngscht war u sech och gehalen, dem Wirtschaftsminister déi Informatiounen opgrond vum Artikel 3 vum Gesetz vun 2004 iwwert d'Coordination interministérielle matzedeelen.

Doropshin huet den Här Krecké décidéiert - ech war domat d'accord, well mir hunn doriwwer geschwat -, eng Prospektioun an dem Nordirak ze maachen, an en huet de Concours bei der Virbereedung vun där Visite vun dem Service de Renseignement gefrot. Dat ass alles aktekundeg. Et steet awer net am Rapport vun der Commission d'enquête - aus Grënn, déi ech net kennen. Et ass och vläicht net noutwendeg gewiescht, mä et ass ee Beispill, wat weist, wéi déi Saache gaange sinn. Et hätt ee jo de fréiere Wirtschaftsminister, den Här Krecké, kënnen an d'Commission d'enquête ruffen, fir sech méi am Detail iwwer esou Operatiounen informéieren ze loossen.

Dann hu mer e ganzt Gespréch iwwert d'Zesummenaarbecht tëscht der parlamentarescher Kontrollkommissioun an de Regierungsinstanzen, an haaptsächlech dem Statsminister. Et gëtt gesot - den Här Bausch huet dat och hei virgedroen -, de Statsminister, deen hätt d'Kommissioun net iwwer Dysfonctionnementer, déi am Geheimdéngscht waren, informéiert, an zwar net zu deem Moment, wou se sech ofgespillt hätten.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass ech eppes agefouert hunn - mä dat hunn ech an den Auditioune beim Här Bodry gesot -, wat et virdrun net ginn ass, nämlech e semestrielle Bericht iwwert d'Gesamtmenace, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, dee kréien d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun zougeleet, an och e semestrielle Bericht iwwert déi Operatiounen, déi um Terrain lafen.

Ech hunn och viru Méint décidéiert, dass ech misst - ech hunn am Joer 2009 décidéiert, dass ech gären e monatleche Bericht hätt, fir mech, iwwert d'Aarbechte vum Geheimdéngscht um Terrain -, an ech hu viru Méint décidéiert, dass dat och der parlamentarescher Kontrollkommissioun misst zougänglech gemaach ginn. Den Direkter vum Geheimdéngscht huet lech hei gesot, bei senger leschter Auditioun, dat géif och elo geschéien. Et ass net, dass et net scho längst hätt solle geschéien!

Ech wëll hei feststellen, ouni dass ech doraus iergendee Virworf konstruéieren - well ech hu keng Loscht, mech hei hanner aneren ze verstoppen, obschonn vill anerer sech hanner mir verstoppen an dëser Affär -, ech wëll hei drop opmierksam maachen, dass d'parlamentaresch Kontrollkommissioun d'Fakultéit, d'Méiglechkeet vum Artikel 15 vum Gesetz iwwert de Geheimdéngscht net genotzt huet, fir spezifesch Kontrollen zu spezifeschen Dossieren ze maachen, obschonn d'Gesetz virgesäit, dass all Agent vum Geheimdéngscht vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun ka geruff ginn an dass mat deem kann iwwert d'Operatiounen diskutéiert ginn.

D'Aféierung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, wat eigentlech e breede Konsens hei am Haus ëmmer fonnt huet an och nach fënnt - an d'parlamentaresch Kontrollkommissioun soll jo méi Moyene kréien, woumat ech ausdrécklech averstane sinn -, déi Aféierung, dat war keen neutralen Akt. Dat war net eng Kommissioun, wéi et och aner Kommissioune gëtt. Dat war schonn ee qualitative Quantesprong, wéi och aus dem Exposé des motifs vum Gesetz vun 2004 ervirgeet, wou gesot ginn ass am Regierungsexposé des motifs, dass d'Regierung der Chamber géif e System proposéieren, deen hir et géif erlaben, ouni Intermédiairen deen neie Service kënnen ze kontrolléieren, dee mer duerch d'Gesetz vun 2004 jo e bësse liicht anescht ausgeriicht hunn.

An dass déi Kontroll, déi d'parlamentaresch Kontrollkommissioun maache kann - och mécht -, net en ordinäre Contrôle wier, geet och aus de Rieden ervir, déi gehale gi si bei der Aféierung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Notamment huet Äre Rapporteur deemools gesot: „Déi Kontrollkommissioun", ech zitéieren en, „huet ganz vill, wann ech mech däerf esou ausdrécken, Pouvoiren. Esou datt mer gesinn, datt et hei net esou eng Kontroll fir de Schäin ass, mä datt et eng effektiv an eng reell Kontroll ass, wann dann d'Kommissioun déi Kontroll, esou wéi se hei virgesinn ass, och definitiv wëllt exercéieren". Dat steet am Rapport, an den Ausféierunge vum Rapporteur zum Gesetz vun 2004.

Et gëtt mer virgeworf, dass ech den Direkter vum Geheimdéngscht mat der Obligatioun chargéiert hätt, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun ze informéieren. Dat gëtt mer bal esou ausgeluecht, wéi wann ech selwer keng Loscht gehat hätt, fir dat ze maachen, well ech dat jo net ënner menge politesche Prioritéite gesinn hunn. Ech hunn deem Direkter vum Geheimdéngscht, dem Här Mille, gesot, e misst alles - alles! -, wat e mir géif soen, och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun virdroen. Alles! Ech hunn Zeien dofir. Den Här Mille streit dat iwwregens net of an Ären Auditiounen. Dat kann ee widderhuelen, dass en dat net ofgestridden huet.

Den Henri Grethen, fréiere liberale Wirtschaftsminister a liberale Fraktiounschef - ee gudde Mann fir de Rescht, ansonsten d'Regierung en net nach verlängert hätt, an typescher CSV-Stat-Manéier, fir Member vun der Cour des Comptes ze ginn, wat eng Aarbecht ass, déi en exzellent, exzellent mécht -, deen huet mech autoriséiert, a sengem Numm lech haut ze soen, dass ech hien, wéi en deen éischte President ginn ass vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, an den Direkter Mille a mäi Büro bestallt hunn an en présence vum Här Mille a vum Här Grethen gesot hunn: „Alles, wat mir gesot gëtt, dat muss och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun ausgesot ginn!". Den Här Grethen hätt dat och ganz gären an der Commission d'enquête parlementaire gesot. Alles!

Et gëtt gesot, ech hätt jo deemools schonn un der Integritéit vum Direkter vum Service de Renseignement Zweifele kënnen hunn. Ech hat awer keng Zweifelen un deem senger Integritéit. Am Géigendeel, ech hunn him vertraut, wéi d'ailleurs mir jo alleguer mussen zouginn, och d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, deenen doraus nu wierklech kee Stréck ze dréinen ass, dass se dat gemaach hunn.

De Procureur d'État Biever huet gesot hei an der Commission d'enquête, en hätt ëmmer integraalt Vertrauen an den Här Mille gehat. Et ass eréischt, wéi ech gewuer gi sinn - mä dat sinn ech awer eréischt méi spéit gewuer ginn -, dass en e Gespréich mat mir enregistréiert huet, wou ech net nëmmen ugefaangen hunn ze zweifelen, ob eist Vertrauensverhältnis nach géif bestoen, mä wou et wierklech ganz staarke Schued geholl huet. Mä virum Dezember 2008 hat ech kee Grond un der Loyautéit, déi iwwregens a villen aneren Affäre ganz grouss war, vum Här Marco Mille ze zweifelen.

Bei mir ass et souwisou esou, dass ech am Émgang mat héije Statsbeamten net vu Mësstrauen ëmgedriwwe ginn. Ech kann iwwerhaapt net schaffen an engem Klima vu Mësstrauen. Ech muss deene Leit opgrond vum Prinzip „bona fidei" - mat deenen ech ze dinn hunn - traue kënnen. A wann ech mech all Kéier muss froen, wann en héije Statsbeamte bei mech kënnt: „Kanns de deem trauen?", a kucke loossen, ob een deem traue kann, jo, dann hale mer op, de Stat nach normal ze féieren! An ech ännere mech och diesbezüglech net, egal wat ech och a mengem spéidere Liewe maachen. Ech trieden anere Mënschen net mat Mësstrauen entgéint! Dat maachen ech net. Ech wëll mech net ëmbaue mussen, just well ech eng Kéier bäigelaf sinn. Dat wäert ech net maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Den Här Bausch beklot sech - do muss ech och soen, dass ech e schlecht Gewëssen hunn - driwwer, dass ech op seng Offerte net agaange sinn, fir iwwert dee Rapport vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwert den interne Fonctionnement vum Déngscht ze schwätzen. Ech hunn zwar ni schréftlech Aluedunge kritt zu de Sitzungen, mä dat war och net néideg, den Här Bausch hat mer dat gesot.

Mä mir hunn awer opgrond vun de Propositioune vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun zur Verbesserung vum interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht geschafft, am Ministère an am Déngscht, esou dass ech awer fannen - well dat eng exzellent gutt Aarbecht war, déi do gemaach ginn ass, dräi Joer huet se gedauert -, fonnt hunn, dass mer awer do net dat négligéiert hätten, wat d'parlamentaresch Kontrollkommissioun an hirem Rapport opgeschriwwen huet - d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, an där ech keen Dauergaascht war!

Zënter 2005 hunn ech exakt fënnefmol un enger Sitzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun deelgeholl, fënnefmol! An déi Sitzunge vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, déi ginn terminlech festgesat a Gespréicher tëscht dem President vun der Kontrollkommissioun an dem Direkter vum Geheimdéngscht an da gi se mir matgedeelt. Esou war d'Regel. Déi Regel kann een änneren. Ech wëll just soen, et ass net esou, dass ech permanent an där parlamentarescher Kontrollkommissioun assistéiert hätt.

Da gëtt gesot am Rapport vun Ärer Enquêtëkommissioun, ech wier driwwer informéiert ginn, dass den Direkter vum Geheimdéngscht d'parlamentaresch Kontrollkommissioun op eng onkomplett Aart a Weis informéiert hätt. Ech widderhuelen hei nach eng Kéier, opgrond vun der Doktrin Grethen/Juncker, dass ofgemaach war, dass alles géif gesot ginn. Ech konnt dat awer net iwwerpréiwen, ob alles géif gesot ginn, well ech war jo nëmme fënnefmol do!

Da gëtt op zwou Plaze vum Rapport vun der Enquêtëkommissioun geschriwwen, esou wier dat jo net, ech géif jo awer d'Procès-verbaux vun de Sitzunge vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun kréien. Zweemol steet dat dran! Et ass zweemol falsch! Well ech kréie se nämlech net. Ech kréien nëmmen déi Procès-verbaux vun deene Sitzungen, un deenen ech selwer deelhuelen. An an de Ministère d'État kommen nëmme d'Procès-verbaux vu Sitzungen, un deenen héich Beamte vum Ministère d'État deelhuelen. Mä ech kréien net all Procès-verbal vun där Kommissioun! Et steet awer zweemol am Rapport, dass ech se alleguer géif kréien.

E fréiere Member vum Geheimdéngscht, den Här Kemmer - hei gi jo dauernd Zeien zitéiert -, den Här Kemmer, dee seet an engem Rapport, den Här Mille Marco, Direkter, hätt d'parlamentaresch Kontrollkommissioun net komplett informéiert. Et ass e Rapport, deen datéiert vum Oktober 2009, wou den Här Kemmer den Déngscht verlooss hat a wou den Här Mille um Punkt war, den Déngscht ze verloossen. De Problem ass, ech hunn dee Rapport ni kritt. Mä ganz Stécker vun der Beweisführung fundéiere sech op dee Rapport aus dem Joer 2009, Enn 2009, Oktober 2009! E Rapport, dee sech bezitt op Evenementer aus de Joren 2006 an 2007, vun deenen ech näischt wousst. An dee Rapport selwer, deen zitéiert gëtt, deen hunn ech ni kritt!

Da verstinn ech net, firwat dass een deem Rapport eng Bedeitung zoumiesst, deen e fréieren Agent, deen de Geheimdéngscht verlooss huet, geschriwwen huet zwee Joer nodeems en - oder ee Joer, ech weess et net genau -, jiddefalls eng laang Zäit nodeems e fort war. An deem Rapport steet effektiv dran - ech hunn en awer ni kritt, mä d'Commission d'enquête parlementaire schreift driwwer -, dass den Här Mille net richteg informéiert hätt. Ech hunn lech gesot, dass dat spéit war, dee Rapport, dass ech en net kritt hunn an dass ech och kee Moyen hat, well ech d'Procès-verbaux net kréien, fir dat ze iwwerpréiwen.

Da gëtt sech zu Recht am Här Bausch sengem Exposé an och am Rapport vun Ärer Enquêtëkommissioun driwwer beklot, esou däerft dat jo net sinn, dass den Direkter vum Geheimdéngscht géif - den Här Mille - erklären, laut Gesetz bräicht en nëmmen iwwert d'Activités générales, iwwert déi generell Tätegkeet vum Geheimdéngscht ze berichten. Ech hunn lech virdrun erklärt, mat wiem a wéini ech verfügt hunn, dass, iwwert dat Mandat vum Gesetz eraus, den Direkter vum Geheimdéngscht alles an der Kommissioun ze rapportéieren hätt.

Dat schéngt ongenügend geschitt ze sinn. Mä fir esou ze maachen, wéi wann dat iwwerhaapt net geschitt wier, wéi wann do net iwwer ganz konkret Operatioune geschwat gi wier, dat ass awer, bei allem Respekt, eng Duerstellung, déi net stëmmt!

Wéi d'Commission d'enquête sech konstituéiert huet, dunn huet dann och de Statsminister all d'Procès-verbaux kritt vun der Commission d'enquête, vun der Commission parlementaire, pardon. An do stellen ech fest, dass regelméisseg iwwer ganz prezis Operatiounen, déi de Geheimdéngscht gemaach gi sinn a wouriwwer dann an der parlamentarescher Kontrollkommissioun bericht ginn ass, haaptsächlech - an do fannt Der meng Prioritéiten erëm -, wann et ëm Terrorismus geet, wann et ëm d'Proliferatioun geet a wann et ëm extrem Mouvementer, déi kënne Memberen hunn, déi gewalttäteg kënne ginn, geet, wann et ëm de Finanzement vum Terrorismus geet, wann et ëm d'Manipulatioun vum Service de Renseignement duerch auslännesch Geheimdéngschter geet.

Well dat hunn ech bei menge Prioritéite vergiess, lech ze soen: Wourop ech ëmmer en Augenmerk hat, war: Wat maachen déi auslännesch Geheimdéngschter zu Lëtzebuerg, souwuel déi befrënt wéi déi net befrënt? A well déi befrënt eis jo besser kenne wéi déi net befrënt, begéint ee se oft. Doriwwer hunn ech mech intensiv informéiere gelooss, well do geet et ëm relevant Sécherheetsfroen, notamment am Beräich vun der Wirtschaftsspionage hei zu Lëtzebuerg.

Ech stellen och fest, dass de Geheimdéngscht och driwwer bericht huet, den Direkter, wat fir Schwieregkeete se mat eenzelne Sourcen haten. Där hu se haut net méi vill, där Schwieregkeeten, well et gëtt net méi vill Sourcen, well déi hu sech nämlech lues a lues ofgeklemmt. Well nämlech d'Sourcen - dat ass eng gefäierlech Aarbecht a bestëmmte Beräicher - fäerten, dass hiren Numm deen aneren Dag an der Zeitung steet. Dofir sëtze mer zimlech um Dréchenen de Moment. Sollt ech net soen, mä déi wëssen et, déi concernéiert Leit, déi iwwerwaacht ginn, déi wësse jo entre-temps alleguer, wéi se iwwerwaacht ginn. An dofir ass dat och keng Informatioun méi.

Iwwert d'Cargolux ass bericht ginn, iwwer taiwaneesesch Fregatten ass bericht ginn. Ech kann net wëssen, wéi am Detail dass doriwwer virgedroe ginn ass. Mä et ass awer iwwert déi Operatiounen an der Geheimdéngschtkommissioun gefrot ginn. An do kann een och nofroen, wa bestëmmten Operatioune behandelt ginn. Ech géif lech eigentlech gären d'Nimm vun deenen Operatioune virliesen, fir dass Der emol gesitt, déi, déi dat net wëssen, wat fir eng Welt dass dat ass: „Pina Coloda", „Lillipop" an esou virun an esou fort heeschen déi Operatiounen. Ech hunn eng komplett Lëscht hei vun deenen Operatiounen, iwwert déi an der Geheimdéngschtkommissioun geschwat ginn ass.

Et gëtt mer reprochéiert, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun net iwwert d'Dysfonctionnementer an d'Bild gesat ze hunn. Iwwert déi Operatioun SAM, vun där den Här Bausch bei der Presentatioun vum Rapport geschwat huet, ass den 18. Mee 2007 an der Kommissioun geschwat ginn. Iwwert d'Affär Cargolux, déi och hei erwähnt ginn ass, ëmschreiwend vum Här Bausch, ass geschwat ginn den 19. Mäerz, den 8. Abrëll an de 7. Oktober 2008. Iwwert déi Tatsaach, dass den Här Marco Mille e Gespréich mat mir opgeholl huet, ass dräimol an der parlamentarescher Kontrollkommissioun am Laf vum Joer 2009 geschwat ginn.

All Dokumenter, déi et am Geheimdéngscht gëtt am Zesummenhank mat Stay behind, sinn der parlamentarescher Kontrollkommissioun (veuillez lire: sinn der parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwermëttelt ginn), well ech mer erlaabt hat, och d'Kommissioun ze froen, sech iwwer méiglech Interconnexiounen tëscht Stay behind an dem Geheimdéngscht an aneren Dossieren ze bécken. Doriwwer ass a 14 Sitzunge vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun geschwat ginn, mat all deenen Dossieren, déi de Geheimdéngscht hat an déi de Stay behind betreffen.

Virun e puer Méint oder virun e puer Wochen - wie ka sech nach erëmfannen an all deem - ass dann op eemol gesot ginn: „Hei sinn nei Dokumenter an der Affär Stay behind". Zum Beispill eng Aart Manöver, dat an England stattfonnt huet a wou zwee Beamte vum SREL, déi zoustänneg ware fir de Stay behind, deelgeholl hunn. Dat ass en Dokument, dat huet d'parlamentaresch Kontrollkommissioun schonn am Joer 2008 kritt, wéi dee Rapport iwwer Stay behind gemaach ginn ass.

Et ass op eemol de Verdacht opkomm - ech mengen och, dass dee sech als richteg erausstellt, mä dat ass eng Instruction judiciaire, déi amgaang ass -, dass illegal Écouté gemaach gi sinn am Zesummenhank mat eenzelnen Affären. Ech hunn, wéi dee Verdacht opkomm ass, den Direkter vum Geheimdéngscht ugewisen, alles ze duerchkämmen, wat et un Écouté ginn ass an deene leschte Joren, fir erauszefannen, ob do illegal Écouten derbäi wieren. Et sinn der fënnef fonnt ginn a fënnef dénoncéiert ginn, déi zënter dem Joer 2000 stattfonnt hunn.

D'Déplacementer vum Direkter vum Geheimdéngscht an den Irak a Libyen an a Kuba, déi sinn an de Réunioune vum 14. Dezember 2009 a vum 23. Februar 2010 an der Geheimdéngschtkommissioun diskutéiert ginn. Alleguer déi Problemer, an déi si seriö, déi mer haten, wat d'Règlements grand-ducaux ubelaangt, fir dem Dateschutz op d'Spréng ze hëllefen am Zesummenhank mat de Banques de données vum Geheimdéngscht, iwwert déi Schwieregkeeten, déi mer elo amgaang sinn, péniblement ze léisen, ass den 18. Abrëll 2005 fir d'Éischt an der parlamentarescher Kontrollkommissioun geschwat ginn. An duerno nach eng Kéier de 14. Februar 2011 an de 24. Juni 2011, wou mer ganz am Detail, wéi ech och an den Auditioune vun dem Här Bodry senger Enquêtëkommissioun ausgesot hunn, iwwert d'Schwieregkeeten eis ënnerhalen hunn, déi mer op deem Wee fonnt hunn.

Et gëtt vun enger Operatioun geschwat, „Katana" heescht se, wou gesot gëtt, de Procureur d'État Robert Biever wier observéiert gi wéinst Verdacht op Pädophilie. Dat seet den Här Kemmer. Deen hätt déi Operatioun..., et gëtt gesot, den Här Kemmer hätt déi Operatioun geleet. Ech wëll hei nach eng Kéier soen - ech hunn et awer scho gesot -, vun där Operatioun „Katana" wousst ech absolut näischt. Näischt!

Wéi ech an engem Gespréich mam Direkter vum Geheimdéngscht gesot kritt hunn, eng Source vum Geheimdéngscht hätt gesot, et géif de Verdacht bestoen, dass de Procureur d'État an engem pädophile Milieu géif verkéieren, hunn ech de Procureur d'État doriwwer informéiert, an där Aart a Weis...

(Hilarité)

...déi Der wësst, well de Procureur d'État, dee ka sech ganz genau un de Wording erënneren, déi ee viru siwen, aacht, néng oder zéng Joer gebraucht huet. Mä ech schléissen net aus, well dat passt, esou domm ze schwätze passt eigentlech zou mir. Mä ech hu keng Observatioun um Procureur d'État ordonnéiert, ech wousst näischt vun enger Operatioun um Procureur d'État, an dofir loossen ech mech net virféiere wéi een, deen do Hosenschlitzschnüffelei bei anere maache geet! Ce n'est pas mon genre!

An ech fannen et schlëmm, wann et dann esou war - obschonn den Här Kemmer jo ofstreit, dass et esou eng Observatioun um Här Biever ginn ass, an obschonn d'Équipe vun de Filaturen am Geheimdéngscht näischt vun esou enger Observatioun wousst -, wann dat awer stëmmt, ass dat natierlech grav, well d'sexuell Orientatioun vu Mënsche kann net gebraucht ginn, fir e generelle Verdacht a Richtung vu strofrechtlechem Vergehen ze entretenéieren.

Da musse mer iwwert deen Enregistrement schwätze Juncker/Mille - oder soll ech soe Mille/Juncker? Ech wëll lech fir d'Éischt drop opmierksam maachen, dass, wann een an engem Gespréich ass, een net noutwendegerweis all Nuancen, falls et der gëtt, direkt captéiert. Dat, wat een an 13, 14 Sekonne gesot kritt, dorop muss een net esou reagéieren, wéi wann een et zéngmol gelauschtert a 50-mol gelies huet.

An et muss ee wëssen, mä dat weess jo d'ganzt Land, den Här Mille wousst, dass e mech géif ophuelen. Ech wousst net, dass ech géif opgeholl ginn. Do géif ech lech also emol bieden, den Duktus an d'Gespréichsféhrung am Liicht vun där Erkenntnis ze iwwerkucken, dass do een e Gespréich ophëlt, vun deem e weess, dass et opgeholl gëtt, wahrscheinlech net, fir deem, deen opgeholl gëtt, domat eng Freed spéiderhin ze maachen.

An deem Gespréich gëtt och gesot - an d'Kommissioun beschäftegt sech domat, ech verstinn dat -, do wier eng illegal Écoute op dem Här M. gemaach ginn. Woubäi ech mech wonneren, dass mir et alleguer ëmmer nach fäerdegbréngen, deen Numm net auszeschwätzen.

Den Här Mille huet mir net gesot, obschonn en, wéi ech nogelies hunn, dat Wuert Écoute gebraucht huet, dass dat eng klassesch Écoute war. En huet mech am Glaf gelooss - an dofir huet en dat jo och gesot, an esou war et och wahrscheinlech -, dass de Geheimdéngscht op sengem eegenen Handy e Gespréich mat dem Här M. opgeholl huet, wat ech net spontan - Dir kënnt soen, ech wier nëmmen hallef gebak - begraff hunn als eng Écoute am Sënn vun den Artikelen 88 an esou weider vum Code pénal.

E kënnt zweemol op déi Affär zréck, ouni se am Gesamtzesummenhang duerzestellen, a seet dann: „Ech hunn och de Riichteren näischt dovu gesot, well ech wëll net, dass déi wëssen, wat hei esou lass ass."

„Wat hei esou lass ass", dorënner hunn ech verstanen, dass en domat géif ofstellen op déi Tatsaach, dass behaapt ginn ass, dass et eng cryptéiert CD vun engem Gespréich tëscht dem Grand-Duc a mir géif ginn. Ech hunn dat net anescht verstanen, wéi dass en net wollt hunn, dass d'Riichteren dat sollte wëssen. Et ass se jo en fait och näischt ugaangen, well déi sinn zoustänneg fir d'Écoutes téléphoniques.

Déi Écoute ass ënnert der Procédure d'urgence gelaf - falls et dann eng war. Och ënnert der Procédure d'urgence - Dir verstitt, dass et heiansdo eng Procédure d'urgence muss ginn, well een net ëmmer déi dräi Riichtere kann zesummeruffen -, an der Procédure d'urgence kann de Statsminister en Télefon oflauschtere loossen, ouni den Avis vun deenen dräi Magistraten ze hunn, ënnert der Bedéngung, dass dann déi dräi Magistraten esou séier wéi méiglech doriwwer informéiert ginn.

Mä och an der Procédure d'urgence brauch een eng schréftlech Autorisatioun vum Statsminister. Déi schréftlech Autorisatioun gëtt et net, well ech hunn déi schréftlech Autorisatioun ni ginn, ergo loossen ech mer hei och net eng Écoute - falls et dann eng war - an d'Schung schëdden, mat där ech virdrun an duerno näischt ze dinn hat.

An deem Zesummenhank vun deem Gespréich, wat tëscht dem Grand-Duc a mir soll opgeholl gi sinn, wollt ech lech nach eng Kéier soen, wat ech lech scho gesot hunn: dass ech dat net gegleeft hunn, dass et esou e Gespréich tëscht dem Grand-Duc a mir gëtt, wat opgeholl gi wier, well deen, dee behaapt huet, en hätt esou eng Kassett, gesot huet, dat wier e Gespréich, wat de Stat a senge Grondfeste géif erschüttere, wann dat géif erauskommen, e Gespréich iwwert de Bommeleeër, wat de Stat géif vacilléieren dinn.

Ech sinn an der parlamentarescher Kontrollkommissioun gefrot ginn, ob et esou e Gespréich ginn ass, dunn hunn ech gesot: „Neen, et ass ni e Gespréich ginn tëscht dem Grand-Duc a mir, wat de Stat a senge Grondfesten hätt kënnen erschüttere, well esou e Gespréich hunn ech mam Grand-Duc iwwert de Bommeleeër net gefouert."

Bei enger anerer Geleeënheet soen ech dann, ech hu mam Grand-Duc iwwert de Bommeleeër geschwat, well ech bei de Grand-Duc gaange sinn, nodeem een Zeie mer gesot hat, en hätt de Prënz Jean entdeckt op enger Plaz, wou Attentater stattfonnt hunn. Dunn hunn ech iwwert deen Aspekt de Bommeleeër betreffend, déi Zeienausso betreffend mam Grand-Duc geschwat, well ech et awer nach relativ normal fannen - muss ech éierlech soen -, dass, wann ech gesot kréie vun engem Zeien: „Et war de Brudder vum Grand-Duc, dee war do, wou et kuerz drop geknuppt huet.", dass ech dem Grand-Duc dat awer soe ginn, ier ech dat um Parquet dénoncéieren, wat ech och an deenen nächste Stonne gemaach hunn, de Procureur d'État ugeruff hunn a gesot: „Hei ass een Zeien, dee behaapt dat an dat, an ech hätt gär, dass Dir dat géift kucken.", wat jo och dann intensiivst gekuckt ginn ass.

Mä fir elo am Rapport e Widdersproch ze konstruéieren tëscht där Ausso an der parlamentarescher Kontrollkommissioun: „Ech hu mam Grand-Duc kee Gespréich iwwert de Bommeleeër gefouert.", sous-entendu, well dat steet virdrun, „wat de Stat géif a senge Grondfesten erschüttere", an der Tatsaach, dass ech méi spéit mam Grand-Duc iwwert dee Virgang Zeienausso de Prënz Jean betreffend geschwat hunn, fir do e Widdersproch hierzestellen, fir ze soen, de Statsminister huet fir d'Éischt gesot, en hätt net mam Grand-Duc geschwat, an da gëtt en awer zou, en hätt mam Grand-Duc geschwat, fannen ech, muss ech éierlech soen, e relativ staarken Tubak!

Onofhängeg dovun hunn ech direkt gefrot, dass - obschonn ech et net gegleeft hunn, dass et déi CD géif ginn an dofir meng Iwwerleeung ass: „Verstoppt sech do net iergende Chantage hannendrun?", deen ech net duerchkuckt hunn, mä deen ech mer esou explizéiert hunn -, hunn ech direkt gefrot, dass déi CD géif décryptéiert ginn.

Elo gëtt d'Fro gestallt - an déi ass iwwregens nach ëmmer net décryptéiert, obschonn zwee aner Geheimdéngschter drop schaffen -, elo gëtt gesot: „Sou, Juncker, dat ass jo alles schéin a gutt, mä Dir hätt missen eng Affaire disciplinaire géint den Här Marco Mille maachen, well deen dat Gespréich mat lech opgeholl huet."

Ech hunn dat am Detail erklärt an der parlamentarescher Kontrollkommissioun an och hei an der Enquêtëkommissioun, am Detail erklärt, firwat ech dat net gemaach hunn.

Fir d'Éischt emol hunn ech keng Plainte gemaach opgrond vum Gesetz iwwert d'Atteinte à la vie privée. Also, dass ech do keng penal Konsequenzen zéie gelooss hunn, ass liicht ze erklären, well ech hunn, ech muss dat éierlech soen - ech sinn zwar keen esou e gudde Jurist wéi vill anerer heibannen -, iwwerhaapt net d'Gefill gehat, mäi Privatliewe wier belästegt duerch déi Tatsaach, dass den Direkter e Gespréich mat mir opgeholl huet.

Ech war rosen dodriwwer, ech hunn dat onerhéiert fonnt, mä ech hu mech awer net a mengem perséinleche Liewe getraff gespuert. Déi Opnahm, déi war jo net fir Drëtter geduecht. Dass herno d'ganzt Land se konnt lauschteren um Radio, wousst ech jo net an deem Moment, wou ech gewuer gi sinn, dass et déi Opnahm ginn ass. A wann ech a mengem Büro mat dem Chef vum Geheimdéngscht sëtzen an e Gespréich féieren an dat gëtt opgeholl, da geschitt dat am Exercice vu mengem öffentleche Mandat. Ech sëtzen net an der kuerzer Box do an hien net an der Schwammbox. Mir souze wéi normal Leit, déi iwwer Affäre matenee schwätzen, iwwert déi se mateneen ze schwätzen hunn.

Souwisou - mä heibanne gëtt et Juristen, déi dat besser wëssen -, ass et nach ëmmer esou, dass deen, dee sech a sengem Privatliewe betraff spiert, nach selwer driwwer Meeschter ass, ob en doriwwer Plainte mécht oder net. Ansonsten et jo net kéint sinn, dass déi Saachen do mir öfters virkommen: Mech hält eng Fra owes um hallwer eelef, wéi ech vum Büro komm sinn, op der Kap un, eng Asylantin, eng Fra, déi schlecht dru war, déi drop an dru war, ausgewisen ze ginn. An déi schwätzt mat mir. An ech schwätze mat hir. An ech schreiwe mir hir Télefonsnummer op an ech soen: „Ech kucken déi Affär, Madame."

Hei, wéi iwwerrascht sinn ech, wéi ech eng Woch duerno an enger Zeitung Wuert fir Wuert den Transcriptum fanne vun deem Gespréich mat där Fra! Firwat? Jo, well déi Zeitung dem Handy nogelauschtert huet vun där Madame, mat där ech geschwat hunn. Wann dat stroofbar ass - ech fanne jiddefalls, dass et wäit geet -, dann hätt jo iergendee missen eng Aktioun lasstréppelen, deen zoustänneg ass fir d'Action publique - huet awer kee gemaach!

Mir gëtt zum Virworf gemaach, ech hätt keng Plainte géint ee gefouert, vun deem ech iwwerhaapt net den Androck hat, dass en amgaang wier, mäi Privatliewen ze belästegen, a gläichzäiteg e puer Méint duerno geschitt datselwecht au vu et au su de tout le monde, déi déi Zeitung liesen - scheinbar gëtt se net vill gelies, mä jiddweree liest se -, an do geschitt näischt. Dofir musst Der verstoen, dass een heiansdo ufänkt, un der Richtegkeet vun eenzelnen Aussoen ze zweifelen.

Et gëtt gesot, ech hätt missen eng Affaire disciplinaire maachen - dat war mäi Punkt - géint den Här Mille. Den Här Bettel, an der parlamentarescher Kontrollkommissioun - net «des membres», un membre! -, den Här Bettel...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Wat sot Der?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass kee Verbatim an der parlamentarescher Kontrollkommissioun; et ass just, fir...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, okay, ah jo.

Irgendwéi musst Der un deene Procès-verbaux emol schaffen!

(Interruption)

Mä jiddefalls kann ech mech drun erënneren, esou steet et am Procès-verbal, dass den Här Bettel gesot huet: „Dee Mann verdéngt ee Blâme." An dunn hunn ech dem Här Bettel erklärt, wat ech heibannen och schonn erklärt hunn, dass ech keng Affaire disciplinaire géint den Här Mille wollt maachen, well wann ech eng gemaach hätt, dann hätt ech e misse suspendéieren. Wann ech eng Affaire disciplinaire gemaach hätt, dann hätt ech e suspendéiert an dann hätt ech en net kënnen ersetzen. Da wier den Déngscht laang Zäit ouni Direkter gewiescht.

Ech hunn am Zesummenhank mat där Autosgeschicht, déi och den Här Bausch hei opgeworf huet, wou scheinbar net ganz koscher Saache geschitt sinn, jo eng Affaire disciplinaire veranlasst, sou dass ech et och ka maachen, wann et muss sinn. An aus där Affaire disciplinaire ass entre-temps eng Affaire pénale ginn, well den Disziplinskommissär dat esou - zu Recht! - ëmgedeit huet.

Ech hu gefaart, wann ech dat maachen, dann dréis de dee ganzen Service op d'Kopp. Et gëtt gesot, ech hätt och missen eng Affaire disciplinaire géint den Här Schneider maachen. Dann hätt ech also keen Direkter gehat an ech hätt kee Chef vun den Operatioune gehat, während laanger Zäit. De Chef vun den Operatiounen, mengen ech, hätt ech kënnen ersetzen duerch een aneren, ech si mer do net ganz sécher.

A meng Angscht war, an dat war eng richteg Angscht, dass, wann dat sech géif erëmschwätzen - a wann een dem Direkter vum Geheimdéngscht eng Affaire disciplinaire mécht, obschonn dann den Conseil de discipline muss a geheimer Sitzung tagen, gleeft mer es, dat dauert dräi Deeg, dann ass dat bekannt -, meng Angscht war, dass déi auslännesch Déngschter dann net méi géife mat eis zesummeschaffen.

An esou ass et och de Moment: dass mir wesentlech manner Informatiounen, a wann Informatiounen, dann där vun enger mannerwäerteger Qualitéit vun deenen auslänneschen Déngschter kréien, wat ganz grav Konsequenze kann hunn, well doduerch ass d'Sécherheetslag vu Lëtzebuerg net esou gutt ze iwwerblécken - well do kréie mer vill Informatiounen ebe vun auslänneschen Déngschter -, wéi dat normalerweis de Fall war.

Ech hunn dem Kolleeg Bettel erklärt, ech kéint dem Här Mille kee Blâme ginn, well fir him e Blâme ze ginn, muss ech fir d'Éischt eng Enquête disciplinaire maachen, an ech hunn erklärt, firwat dass ech keng Enquête disciplinaire kéint maachen a wollt maachen.

Elo kann ee soen: „Bravo, et ass jo awer alles dat agetrueden!" Jo. Alles dat ass agetrueden, mä et ass awer och agetrueden an et wier och agetrueden, wann ech déi Affaire disciplinaire do gemaach hätt, an déi wollt ech eben aus deene Grënn, déi mat der Sécherheetslag ze dinn haten, net maachen.

Et gëtt och gesot, ech hätt d'parlamentaresch Enquêtëkommissioun net richteg informéiert am Zesummenhank vun deem Enregistrement Mille/Juncker. Ech hunn den Här Goerens Charel, dee President war vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, komme gelooss an him dat matgedeelt. A mir hunn ofgemaach...

Hien huet dat och gelauschtert. Ech muss awer derbäisoen, en huet dat net ganz gelauschtert. Ech hat et och ni ganz gelauschtert, bis ech et an der Zeitung gelies hunn, niewebäi bemierkt - well ech jo och déi CD do vertässelt hunn, oder vertässelt kritt hunn.

Den Här Goerens an ech, mir hunn ofgemaach, hie géif elo all individuellem Member vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun déi Informatioun viruginn. Dat huet den Här Goerens och gemaach. À tel point, dass de Procureur d'État jo souguer gesot hat, net nëmmen de Statsminister hätt sollen eng Plainte maache wéinst Atteinte à la vie privée, mä jiddwereen, deen informéiert gi war. Dat heescht, all Member vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun hätt dat misse maachen!

Ech gesinn dat net esou en droit wéi de Procureur d'État. Mä jiddefalls behandelt en d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun d'selwecht wéi d'parlamentaresch Kontrollkommissioun mengt, dass de Statsminister sech hätt misse behandele loossen a verhalen.

Dunn hunn ech d'Kommissioun doriwwer informéiert de 5. Juni an dunn nach den 3. an de 14. Dezember 2009, ouni op den Inhalt vun deem Gespréich anzegoen, wat ech éierlech gesot net gelauschtert hunn. Ech war esou entsat, dass et dat géif ginn, dass ech dat Gespréich net gelauschtert hunn. Den Här Goerens jo och net. Du gëss esou rosen, wann s de dat mierks, dass deng éischt Suerg net ass, fir emol ze lauschteren, wat dann do geschwat ginn ass. Dat war fir mech total irrelevant. Irrelevant!

Dat Gespréich ass eréischt interessant ginn, wéi et publizéiert ginn ass. An do kann een op eenzel Aspekter vun deem Gespréich jo nach gären zréckkommen. Mä och den Här Goerens war entsat doriwwer. An d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun waren entsat doriwwer, iwwert d'Tatsaach u sech, net iwwert den Inhalt vun deem Gespréich, wéi elo heiansdo gäre gemaach gëtt. D'Tatsaach u sech. 'Gravitéit war esou, dass souguer de Kolleeg Bettel direkt gesot huet, dee Mann hätt missen e Blâme kréien, wat also weist, dass mir alleguerten der Meenung sinn, dass dat e grave Virgang war - d'Tatsaach, net den Inhalt.

Et gëtt gesot - firwat gëtt dat eigentlech gesot? -, ech hätt den Här Mille..., wéi en dann de Geheimdéngscht verlooss huet, nodeem ech him gesot hat, et wier gutt, wann e sech professionell géif émorientéieren, wat e jo dann och gemaach huet a wat e virdru schonn eng Kéier wollt maachen, wou e wollt Terrorbeoptragte vun der Europäescher Unioun ginn - wou eng Zeitung geschriwwen huet, ech hätt dat verhënnert, well ech gär President vum Conseil européen gi wier, wou ech awer mam Här Solana geschwat hunn, dass den Här Mille soll déi Plaz kréien -, en huet se awer net kritt. Dunn hunn ech him gesot, no där Affär Enregistrement, e soll sech professionell émorientéieren, wat en och gemaach huet.

An dunn hunn ech d'parlamentaresch Kontrollkommissioun doriwwer informéiert. A laut Procès-verbal vun därselwechter parlamentarescher Kontrollkommissioun steet do: «selon les procédés usuels» géif hien de Statsdéngscht verloossen.

Wat sinn dann d'Procédés usuels? Dat ass, dass een e Congé sans solde ka beantragen. A wann een engem e Congé sans solde net gëtt, da muss een dat motivéieren. A fir dat kënnen ze motivéieren, an deem Fall do, hätt ee missen eng Action disciplinaire maachen, déi ech aus deene Grënn, déi ech erklärt hunn, net gemaach hunn.

Da gëtt geschriwwen, den Här Mille wier zum Premier conseiller de Gouvernement befördert ginn. Quod non! Deen hat de Grad 17 an en huet de Grad 17 behalen. Dee Congé sans solde huet hie kritt opgrond vun engem Arrêté grand-ducal, louch also de Membere vun der Regierung vir, a seng Ernennung zum Premier conseiller ass am Mémorial vum Lëtzebuerger Stat publizéiert ginn.

Mir haten eng Diskussioun viru Méint oder virun zwee Joer, ech weess dat net méi genau - obschonn ech mech jo soss un alles muss genau erënneren, Dir kënnt mer do op d'Spréng hëllefen -, doriwwer, dass d'Regierung sech „erdreistet" hat virzegesinn, dass d'Chefe vun der Police, vun der Gendarmerie a vum Geheimdéngscht sans autre forme de procédure kéinte vun hiren Aarbechten entbonne ginn. Dogéint ass protestéiert ginn, dat géif net goen.

D'Iddi, fir dat kënnen ze maachen, ass mer komm no all deem, wat ech hei erlieft hat. An ech soen lech: Suergt derfir, dass dat an dat Gesetz stoe kënnt, well dat kënnt Der à tout moment brauchen, an all geuerdnet Demokratie ronderëm eis huet genau déi Dispositioune fir d'Chefe vun der Police, vun der Arméi a vum Geheimdénscht drastoen.

Leider Gottes ass et am Zesummenhank vun deem Enregistrement Mille/Juncker och zu enger wochelaang unhalender öffentlecher Auseinandersetzung iwwert d'Fro komm, ob de Grand-Duc dann net en Agent vum englesche Geheimdéngscht wier. Wochelaang!! D'Commission d'enquête huet festgestallt, nodeem se den Här Mille dozou befrot huet, dass deem net esou ass, well den Här Mille dat zréckgezunn huet.

Den Här Bodry hat den Anstand - hien huet e souwisou -, fir och der Press dat matzedeelen. Hu vill Lëtzebuerger déi Matdeelung gelies? Dofir wëll ech hei nach eng Kéier soen: D'Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun hu ganz kloer an däitlech zu Tage gefördert, dass un deem Gerücht, un där Ennerstellung, un deem quasi Virwurf vun haute trahison géint de Statschef näischt drun ass. Et hätt een et kënnen an de Rapport schreiwen!

Et ass iwwert d'Operatioun SAM geschwat gi vum Kolleeg Bausch an, am Zesummenhank mat där Operatioun SAM, vun engem Dépassement vun dem legale Kader, deen d'Aktivitéite vum Geheimdéngscht encadréiert. Et gëtt am Zesummenhank mat där Affär gesot, hei wier et zu enger Vermëschung tëscht öffentlechem Interesse a privaten Interesse komm. Wéi ech vun där Operatioun gewuer gi sinn a wéi ech bis gesinn hunn, dass déi Operatioun sech lues a lues a Richtung Strofrecht a polizeilech Ermëttlunge géif bewegen, hunn ech derfir gesuergt, dass déi Operatioun gestoppt ginn ass, wéi ech ëmmer all Operatioun stoppe gelooss hunn - wann ech eppes dervu gewuer gi sinn -, wann ech gesinn hunn, dass déi sech géif ausserhalb vum eigentleche Mandat vum Geheimdéngscht bewegen.

Déi Operatioun SAM hat mat Terrorismus ze dinn. Ech ginn hei net an den Detail vun där Saach an. Mä do waren auslännesch Geheimdéngschter dra verwéckelt. Do si Leit zu Lëtzebuerg opgetrueden, déi am héije Mooss terrorverdächteg waren. Dofir war et richteg, dass de Geheimdéngscht déi Operatioun ugefaangen huet. Well, wéi Âre Rapporteur vum Gesetz vun 1960, den Tony Biever, heibanne gesot huet: De Geheimdéngscht schafft am Beräich vun der Probabilitéit an e muss sech mat alle Rumeuren a mat allen Informatiounen, déi em zougedroe ginn, beschäftegen. D'Virtualitéit an d'Probabilitéit sinn déi eigentlech Geschäftsfelder vum Geheimdéngscht. Deene Saachen huet en nozegoen. Et huet sech erausgestallt herno, dass et keng geheimdéngschtlech Affär wier, obschonn et am Ufank esou ausgesinn hat.

Ech kann net eng Action disciplinaire géint Beamte vum Geheimdéngscht lasstrieden - d'une façon générale soen ech dat, d'une façon particulière herno -, well de Geheimdéngscht eppes ufänkt, wat e recht hat unzefänken, wou sech herno erausstellt, dass et keng Geheimdéngschtaffär war. Da kann ech net déi Beamten, déi dat gemaach hunn, sanktionéieren, dass se - wéi hutt Der dat an engem aneren Zesummenhank genannt? - eng „erreur d'appréciation" gemaach hunn iwwer eng bestëmmten Affär.

Am Zesummenhank mat där Affär gëtt gesot, do géif de Verdacht bestoen, dass do Kommissioune gefloss wieren oder hätte solle fléissen; den Här Bausch huet och de Montant, mengen ech, heibanne genannt. Ech war, wéi och heibannen ausgesot ginn ass, net an den Detail vun där Operatioun ageweit. Ech hu se gestoppt, wéi se an eng falsch Richtung gaangen ass. Vu Kommissiounen, déi hätte solle bezuelt ginn oder déi Agente vum Geheimdéngscht probéiert hätten, am Zesummenhank mat där Affär an hir Täsche fléissen ze loossen, sinn ech eréischt gewuer ginn, wéi mer dat alleguer gewuer gi sinn.

An ech stelle fest, dass dat och contestéiert gëtt. Den Här Kemmer seet heibannen, den Här Schneider hätt wëlle Kommissioune kréien. Den Här Schneider seet heibannen, den Här Kemmer géif d'Wourecht net soen, dat wier net esou. An déi si gefrot ginn, wann ech mech richteg erënneren, vum Här Mille, wéi dat da wier. An dem Här Mille ass gesot ginn, un där Saach wier näischt drun.

Et gëtt keng Preuve derfir. Et gëtt kee Schréftstéck doriwwer. Et gëtt widderspréchlech Aussoen. Wat fir eng Affaire pénale, wann ech gelift, soll ech als een, deen dat emol net wousst, an esou enger Affär lasstrieden, wann ech iwwerhaapt keng Fakten hunn an iwwerhaapt emol net den Ufank vun engem hallwe Beweis hu fir esou Behaaptungen?

An engem Rapport vum Här Kemmer geet och doriwwer Rieds. Dee Rapport hunn ech schonn zitéiert, aus dem Oktober 2009, an ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, dass dee verspéite Rapport mir ni zoukomme gelooss ginn ass. Dofir kann ech och an deem Zesummenhank keng Procédure disciplinaire maachen. Ech hu keng Unhaltspunkten derfir, dass do Kommissioune gefloss sinn.

Ech kann dach net einfach auf Zuruf vun iergendengem, deen een anere belaascht, esou eng Affaire disciplinaire oder eng Affaire pénale lasstrieden, à moins dass ech mech wierklech ëmmer wëll op deem total sécherste Buedem, deen et gëtt, bewegen an all Kéier, wann och nëmmen de klengen Anschein kéint bestoen - obschonn ech et net beweise kann, obschonn ech et net beleeë kann -, de Parquet ëmmer saiséiere mat deenen Affären, fir dass nëmme kee mech herno domat rose maache kënnt, ëmmer op Nummer sécher goen, ëmmer gleewen, dat Schlecht fir d'Éischt emol gleewen an dann de Parquet saiséieren. Esou funktionéieren ech net! Esou wëll ech och net funktionéieren! An dofir wollt ech lech dat hei soen.

Ob dann déi Affär SAM komplett genuch behandelt ginn ass an der parlamentarescher Kontrollkommissioun, kann ech lech net soen, well dee Procès-verbal iwwert déi Sitzung, wou déi Affär behandelt ginn ass, deen ass mer net zougestallt ginn.

Iwwert déi net autoriséiert Télefonsécouten - ech mengen, am Zesummenhank mat der Affär Cargolux presentéiert dat sech haaptsächlech - hunn ech lech scho geschwat. An dofir géif ech, aus Zäitgrënn, dat net méi am Detail wëllen ausféieren.

Logement vum Här Reuter. D'Kommissioun - d'Enquêtëkommissioun - stellt fest, dass déi Häre Schneider a Kemmer d'Initiativ geholl haten, fir den Här Reuter an engem Appartement vum SREL ze logéieren. An den Här Schneider schéngt ze deklaréieren, ech hätt dat gewosst. Ech wousst et awer net! Ech mengen, dass den Här Schneider mengt, den Här Mille hätt mer dat gesot. Dat stëmmt. A wéi den Här Mille mer dat gesot huet, dass se den Här Reuter géifen hébergéieren, hunn ech gesot, dat misst direkt agestallt ginn.

Är Aarbechten hunn d'Motivatioun vun deenen zwee Geheimdéngschtagenten erausgeschafft: Nämlech hunn déi geduecht, well den Här Reuter an der Kommissioun vun den Écoutes téléphoniques war als deemolege President vun der Chambre des Comptes - dee war an deem Gremium deemools dran - a well e vum fransëische Geheimdéngscht kontaktéiert ginn ass, wier et eigentlech gutt, wann de Geheimdéngscht sech géif ëm den Här Reuter bekëmmeren, fir deen - ech mengen, deen Ausdrock ass gefall - ze „stabiliséieren".

Wéi mir déi Affär Reuter - „Affär Reuter", dee Virgang den Här Gérard Reuter betreffend - virgedroe ginn ass, hunn ech gesot: „Schluss domat!", well déi Motivatiounen, déi mer virgedroe gi sinn, mer net ageliicht hunn; an déi heite war emol net derbäi! A wéi ech déi méi spéit gewuer gi sinn, huet dat mech confirméiert a menger Opfaassung, dass déi „Operatioun Reuter", wann ech se däerf esou nennen, ouni dem Här Reuter do ze no ze trieden, dass déi misst agestallt ginn.

Den Här Reuter huet d'ailleurs selwer an engem Interview bei RTL de 17. Mee 2013 gesot, dee Logement wier him vum SREL zur Verfügung gestallt ginn an dat wier keng Initiativ vum Statsminister gewiescht. An elo gëtt gesot: Affaire pénale. Do geet et ëm d'Veruntreuung vun öffentleche Gelder. Dat gëtt jo gekuckt, mengen ech, wann ech dem Här Bausch seng Opzielung vun den Instructions judiciaires en cours richteg am Kapp hunn.

Ech wëll lech awer soen: De Geheimdéngscht huet, dat weess jo elo jiddwereen, dat hu mer jo hei befördert, ans Tageslicht befördert, dass de Geheimdéngscht e puer Wunnengen am Land ënnerhält, wou en heiansdo Leit muss ënnerbréngen, well déi a Gefor sinn oder well e se wëllt, ouni dass dat opfält, befroen. An esou enger Wunneng war den Här Reuter. Dat ass eng Wunneng, fir déi de SREL souwisou Loyer bezuelt huet; déi ass net gelount ginn, fir dass den Här Reuter géif do ënnerdaach kommen.

Veruntreuung vun öffentleche Gelder ass e bëssen eppes aneschters, mengen ech, mä dat ass eng Affär, déi jo d'Geriichter kucken; do halen ech mech also wäit dovun ewech. Mä déi Wunneng huet bestanen an den Här Reuter ass do hébergéiert ginn.

Affaire pénale? Affaire disciplinaire? Well zwee Beamte vum Geheimdéngscht, a mengen Aen zu Onrecht - an ech wousst jo och näischt dervun, wéi ech iwwerhaapt net weess, wien an deene Wunnengen do wunnt an iwwerhaapt net eng Source vum Geheimdéngscht mam Numm kennen, well och de Geheimdéngscht seet mir net, wat fir Sourcen dass en huet -, Affaire disciplinaire, well zwee Beamte vum Geheimdéngscht gesinn hunn, dass den Här Reuter géif vun engem fransëische Geheimdéngscht kontaktéiert ginn an e grousst Wëssen iwwert de Geheimdéngscht selwer huet, well en an där Commission d'écoutes war, déi de Statsminister deemools beroden huet fir d'Écouten? Affaire disciplinaire, well se eppes gemaach hunn, wat vun hirem Standpunkt aus - ech deelen en net - net onplausibel war, wann e frieme Geheimdéngscht sech op eemol fir e Mann interesséiert, deen eppes iwwert de Lëtzebuerger Geheimdéngscht weess? Affaire disciplinaire? Firwat? Ech gesinn net, wéi ech dat hätt kënne motivéieren.

De Fait, dass Geheimdéngschtagenten eng Situatioun falsch aschätzen, sech iren an dann nach eppes ënnerhuelen an dann herno mussen domat ophalen, well se gesot kréien, haalt domat op, oder well se selwer zur Konklusioun kommen, dat do ass keng Affär - fir all Kéier dann eng Affaire disciplinaire ze maachen, wa se enger falscher Spur nogaange sinn, mat Methoden, déi wahrscheinlech geheimdéngschtlech Methode sinn, vun deenen ech net weess, ob mer se alleguer kennen, déi Methoden, déi et gëtt: Neen, neen!

Chauffeur vum Statsminister. Dat ass eng Saach, déi mer schwéier um Häerz läit. Ech fannen, dass se och wäit geet a wäit gedriwwe gëtt. Ech hat e Chauffeur, Roger Mandé, vun elo u landbekannt - et ass ëmmer gutt, dass nëmmen d'Nimm vun deenen Agente bekannt ginn, déi net méi Agente sinn! Well Dir hutt festgestallt, dat hutt Der jo festgestallt, dass weder den Här Mille nach den Här Schneider nach den Här Kemmer am Geheimdéngscht viru beschäftegt si sinn. Déi sinn net méi am Geheimdéngscht. Zoufall!

Den Här Mandé war mäi Chauffeur vun Dezember '82 u bis no der Présidence 2005. Ech si Pätter vu sengem Jong. Ech si gutt mat em gefuer, c'est le cas de le dire, well mir si jo vill matenee gefuer. Deen huet mech gefrot, während der Présidence 2005, en hätt es elo genuch, fir mat mir ze fueren. Verstinn ech jo awer och, no iwwer 20 Joer mat engem fueren, an nach grad mat mir! An e géif gären an de Geheimdéngscht goen; en ass jo Polizist. E wollt awer net an e Kommissariat goen, aus deene Grënn, déi seng ebe sinn, e sot: „Ech géif awer gären an de Geheimdéngscht goen."

Ech hunn dem Här Mille gesot: „Do ass e Kandidat fir an de Geheimdéngscht, huel deen." Den Här Mille seet elo, en hätt sech dergéint gewiert an ech hätt do insistéiert. Wann e sech dergéint gewiert huet, dann hunn ech wahrscheinlech och insistéiert. Well ech hunn net vill Leit recommandéiert, fir an de Geheimdéngscht schaffen ze goen. An dee wier gären dohinnergaangen, an do hunn ech em gehollef, dass en dohinnerkomm ass. Maacht Dir ni eppes fir een, wou Dir Pätter iwwert d'Kand sidd, mat deem der 20 Joer zesummen ze dinn hat? Maacht Dir do ni eppes, dréint Der do kee Fanger, fir dass esou een op eng aner Plaz kënnt, wann e gären op eng aner Plaz kënnt?

Den Henri Grethen huet mech autoriséiert, lech ze soen, dass hien dat ganz gutt versteet - dat ass net dat, wat e mech autoriséiert huet, lech ze soen -, mä en huet gesot, et wier awer esou, dass hien, wéi en aus der Regierung ausgescheet ass 2004, sech och derfir agesat huet, dass säi Chauffeur, deen e bis dohinner hat, an den Office des prix géif kommen, wuer en och komm ass.

Deeselwechten Henri Grethen huet mech autoriséiert, wat ech lech ugedeit hunn an den Auditiounen - et huet awer ni een nogefrot, wat ech dann do géif mengen -, hien huet mech autoriséiert, heibannen ze confirméieren, dass hien als Chef vun der liberaler Fraktioun mer e Bréif geschriwwen huet, wou e mer recommandéiert huet, de Fils vum fréiere Statssekretär Schaack beim Geheimdéngscht ze beschäftegen.

En eklatant Beispill, niewebäi bemierkt - huelt mer dat net iwwel, dass ech dat hei aflechten - vun CSV-Stat: Den Henri Grethen, Member vun der Cour des Comptes, freet mech, fir engem fréiere liberale Statssekretär, deen ech héich estiméieren, säi Jong - deen ass jo Douanesdirekter ginn no de Wahlen 2004 - beim Geheimdéngscht ënnerzebréngen. Dat hunn ech gäre gemaach, well - ech hunn dee Jong net kannt, den Här Philippe Schaack net kannt, deen huet an der Ekonomie geschafft, wéi ech entre-temps weess -, well ech hunn deem säi Papp kannt, ech kennen den Här Grethen, ergo hunn ech dat recommandéiert.

Elo gëtt gesot, ech hätt den Här Mandé, mäi fréiere Chauffeur, als Unterseeboot an de Geheimdéngscht ageschleist. Franchement, dass et Leit am Geheimdéngscht ginn ass - erënnert lech emol un d'Beschreiwung, déi ech lech ginn hunn, déi ech am Ufank vu menger Ried ginn hunn, Paranoia an dëst an dat -, dass et do Leit ginn ass, déi sech dat esou geduecht hunn, dass hie selwer op eemol geduecht huet:

„Ma wa se souwisou scho soen, du wiers hei de Spioun, da wiers de dech net dergéint!", - dat hätt en net solle maachen, falls en et gemaach huet -, mä falsch ass et, fir ze behaapten, deen hätt mir iwwer innombrabel Dysfonctionnementer am Geheimdéngscht bericht! E seet selwer aus hei an der Auditioun, en hätt mech iwwer zwou Affären ënnerriicht, dont notamment déi Affär SAM, déi ech jo och gestoppt hunn.

Dass dee mir innombrabel Zubringerdienste geleescht hätt, dass déi aner probéiert hätten, deen unzestellen, hir Affären am Geheimdéngscht an d'Rei ze maachen, kann och sinn, ass awer seltenst geschitt. Zum Beispill ee Rapport, vun deem gesot gëtt, ech hätt dee misse grëndlech studéieren, ass vum Här Kemmer dem Här Mandé gi ginn, mä den Här Mandé huet mir deen net ginn. Also huet dee Rapport mech ni erreecht.

Ech soen dach och elo net, dass anerer, déi op Recommandatioun vun aneren am Geheimdéngscht ugestallt sinn, dass déi U-Boot vun anere wieren. An dofir hätt ech och net gären, dass ee mir dann een U-Boot ënnerjubelt, während aner U-Booter net als solch beschriwwe ginn, well se zu Recht net als solch kënne beschriwwe ginn, well se keng sinn.

De Fichage politique: grouss Affär! Den Här Mille seet zu mir an deem Télefonsgespréich..., an deem Enregistrement, wat en opgeholl huet: 300.000 Kaarten. Dat gëtt direkt gegleeft. Wochelaang! Den Här Bausch huet eis elo gesot, wéi vill dass et der sinn, vun 1960 u bis elo. Selbstverständlech, déi Archiven, déi mat deene Fichen do leien, déi däerfen net zerstéiert ginn. Déi musse vun enger Historiker-Kommissioun opgeschafft ginn. Déi mussen, nodeem dann d'parlamentaresch Kontrollkommissioun oder wien och ëmmer se gekuckt huet, sauvegardéiert ginn an zu Fuerschungszwecker reservéiert ginn.

Ech ka mech hei net ausschwätzen iwwert d'Responsabilité politique vum Här Werner, vum Här Thom a vum Här Santer. Écoutez! Ech ka mer dach net zum Virworf maache loossen - dee Virworf gëtt awer gemaach! -, dass ech gewosst hätt, dass et innenpolitesch Spionage gi wier, laang viru menger Zäit, an ech hätt näischt dergéint ënnerholl, ech wier där Saach net nogaangen. Ech hat wierklech aner Suergen, wéi ze kucken, wat fir Kaarten dass an de 60er an an de 70er Joren ugeluecht gi sinn!

Anerer waren an den Archive vum Geheimdéngscht. Ech war ni dran. D'parlamentaresch Kontrollkommissioun war jo am Joer 2008 do. Also wëssen déi méi wéi ech. Jiddefalls déi, déi kucke gaange sinn. An et hat kee verbuede kritt, kucken ze goen.

Mir waren an dem Kale Krich. Vill jonk Leit hei am Land wësse guer net méi, wat dat war, de Kale Krich. Ech weess dat nach. Ech weess och nach, wéi de Kale Krich lues a lues op en Enn gaangen ass. Dass mer eis engagéiert hunn, zu puer heibannen, an der Lëtzebuerger Friddensbewegung. Ech war an der Friddensbewegung 1982, als Statssekretär. Den Här Lux - wéi üblech och derbäi, wann eppes gebuede gëtt.

Déi Friddensbewegung ass scheinbar iwwerwaacht gi vum Geheimdéngscht, obschonn e Regierungsmember am Comité dervu war. Et ass keng Ursaach, fir dass déi iwwerwaacht ginn ass, sou wéi ech och gesot hunn a mengem Gespréich mam Här Mille - mä dat wësst Dir -, et dierft keng innenpolitesch Spionage gemaach ginn. An et ass och keng gemaach ginn, weder op meng Demande hin nach während menger Zäit, à moins dass ech do ugeschass gi sinn! Mä ech hunn innenpolitesch Spionage strikt verbueden!

An ech hunn an deem Gespréich gesot, ech hätt och en Dossier fonnt vum Här Werner, wou däers Rieds geet. Ech sinn heiansdo gefrot ginn: Wéi ass dat dann do? Ech hu mech do géiert. Ech hu mech elo wochelaang mat där Saach nach ofginn, net intensiv, mä ech hat de Statsminister Werner mam Statsminister Thorn verwiesselt. Esou eppes kënnt jo vir!

An de Statsminister Thorn, fir deen ech déi gréissten Estime hunn, wéi Der wësst, dee war d'accord, dass, op engem Punkt zumindest, innenpolitesch Spionage géif gemaach ginn. An zwar huet den Här Thorn - wat weist, dass deen héich respektabel ass - den Direkter vum Geheimdéngscht, en huet och Hoffmann geheescht, mä et ass awer net deen Hoffmann, dee mer elo haten, mä deen Hoffmann virun deem Hoffmann, gefrot - well en dergéint war, dass Écoutë géife gemaach ginn, ouni dass en et wëisst -, ob där Écoutë géife gemaach ginn.

An dunn huet den Här Hoffmann - deen Hoffmann also virum Charel Hoffmann - him gesot, effektiv, do géifen nach zwou Écoutë gemaach ginn. An déi eng Écoute huet d'Kommunistesch Partei betraff, nämlech d'Privatwunneng vum Dominique Urbany, Deputéierten, an déi aner d'Association Luxembourg-Chine.

Well Der mech ëmmer nom Rapport Werner gefrot hutt a well ech dee verwiesselt hat a well mer net méi dorop ze schwätze komm sinn an deene leschten Auditiounen, wollt ech dat hei noreechen, mat der Remarque, dass den Här Thorn alles gemaach huet, fir esou Écouten ze ënnerbannen, an eréischt beim Versuch, fir gewuer ze ginn, wat lass wier, informéiert ginn ass, dass et déi ginn ass. An dunn huet e geschriwwen: „Féiert dat viru bis un d'Enn vum Joer an da ginn ech herno gären driwwer informéiert." An ech denken och, dass dat geschitt ass. De Gaston Thorn war keen, deen aneren nospionéiert huet.

Stay behind. Ech hunn d'parlamentaresch Kontrollkommissioun gefrot, fir e Rapport ze maachen iwwer Stay behind an alles dat, wat domat ze dinn hat. 14 Sitzungen hat Der doriwwer, meeschtens a Präsenz vum Direkter vum Geheimdéngscht. Ech hat lech geschriwwen: „Dir kënnt all Dokumenter vum Geheimdéngscht selbstverständlech gesinn, Dir kënnt mat all Agente vum Geheimdéngscht selbstverständlech doriwwer schwätzen." Dir hutt all d'Dokumenter, all d'Piècë kritt.

Et si bei mir am Büro, iwwregens an deem Zesummenhank, zwou Perquisitioune gemaach ginn, wou all Dokumenter, déi am Ministère d'État iwwert de Stay behind louchen, matgeholl gi si bei Geleeënheet vun deene Perquisitiounen. An do gëtt mer virgeworf, ech hätt lech do net informéiert iwwer eng Theorie vum Geheimdéngscht, déi doranner bestanen huet, dass eng Parallelstruktur zum Stay behind, déi beim SREL ënnerbruecht war, eventuell kéint eppes domat ze dinn hunn.

Dat schéngt eis dann och, dem Här Frieden a mir, an engem Gespréich am Januar 2006 virgestallt ginn ze sinn. Ech soen lech nach eng Kéier: An där Affär si keng Nimm genannt ginn, ass drop higewise ginn, dat wier eng Theorie, eng Hypothees. Ech kann net Affaires disciplinaires an Affaires pénales oder wat och ëmmer lasstrieden, wann ee mir eng Theorie virdréit. D'Theorie, net vum Geheimdéngscht, mä d'Theorie vum Agent Kemmer! Ech muss där Saach net nogoen, wann ech déi Theorie net gleewen. Ech hu se net gegleeft.

Den Här Kemmer seet selwer, hien hätt déi Theorie och bei der Justiz virbruecht, do wier en net op vill Gehéier gestouss. De Procureur d'État Biever seet lech während Ären Aarbechten un Ärem Rapport Bommeleeër, d'Geriicht wier där Pist Stay behind nogaangen a si hätten déi Pist net weider verfollegt, well do wier näischt dran.

De Geheimdéngscht huet laut den Aussoe vum Direkter Mille och keng eegen Enquête, eng parallell Enquête um Dossier Bommeleeër gemaach, mä huet iwwerpréift, ob déi Theorie vun engem kéint ee Schlëssel sinn zum Zougank zu engem Ensembel vu Planifikatiounen. Et ass d'Theorie vun engem, net d'Theorie vum Geheimdéngscht. D'Justiz hat dovun héieren an den Här Kemmer huet och elo am sougenanntene Bommeleeërprozess op beharrlecht Nofroe vun der Presidentin vum Tribunal missen zouginn, dass seng Theorie op kengerlee Preuves tangibles, also op haarde Fakten, berout.

Sandstone. Reproche: Den Här Schneider huet während där Zäit, wou hien nach am Geheimdéngscht geschafft huet, am Laf vum Joer 2008, ugefaangen, eng privat Sécherheetsfirma opzebauen, déi elo den Numm Sandstone dréit, deen ech bis an den Dezember oder an den November vum leschte Joer iwwerhaapt net kannt hunn, deen Numm Sandstone. Do gëtt gesot, d'Regierung wier jo virgewarnt gewiescht duerch eng Note, nach eng Kéier vun deem Här Knebeler aus der Économie, vum 4. Juli, wou deen drop opmierksam gemaach hätt, dass den Här Schneider, Agent vum SREL, amgaang wier, esou eng Firma opzeriichten.

Do steet an Ärem Rapport, d'Administration gouvernementale hätt also Bescheed gewosst. Ech weess net, wien dat ass, d'„Administration gouvernementale". Ech ginn emol dovunner aus, dass ech eppes domat ze dinn hunn. Just, dee Bréif vum 4. Juli vum Här Knebeler, dee war net u mech adresséiert, dee war un de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké adresséiert. An de Jeannot Krecké huet mir dee Bréif, déi Note, net viruginn. Ech hat also keng Kenntnis vun där Note.

Elo gëtt et en extraordinären Zoufall, deen ee bal net ka gleewen. Wéi ech gewuer gi sinn, dass een Agent vum SREL amgaang wier, andeems hien nach am SREL geschafft huet, esou eng Sécherheetsfirma opzeriichten, wou sech also bei mir de Verdacht ageschlach huet, ma dee benotzt, soulaang wéi hien nach am SREL ass, alles dat, wat en do ka gewuer ginn, fir seng spéider Aktivitéite fertiliséieren ze kënnen, hunn ech deeselwechte 4. Juli - mä ech hat déi Note awer net kritt - den Direkter vum Geheimdéngscht ugewisen, dem Här Schneider den Zougank zu de Gebailechkeete vum SREL ab sofort, mat soforteger Wierkung ze verbidden. Säi Badge ass agezu ginn an hien huet net méi däerfe sech am SREL ëmkucken.

Ob dat Verbot an alle Perioden, déi komm sinn, millimetergenau agehale ginn ass, weess ech net, mä ech hunn derfir gesuergt, dass den Agent Schneider keen Zougank méi géif kréien zu den Archiven, zu den Dokumenter an zum Wësse vum Geheimdéngscht.

Ech hunn also erëm eng Kéier derfir gesuergt, dass eppes net géif geschéien, wat ech gefaart hunn, dass kéint geschéien a wat schiedlech kéint sinn oder wat privat Interesse kéint op eng extraordinär Aart a Weis pousséieren a favoriséieren.

Et gëtt gesot, eigentlech hätt d'Regierung gehollef, déi Firma Sandstone ze grënnen. Éischtens wëll ech emol soen, ech kann e Beamte vum Geheimdéngscht net dovun ofhalen, de Geheimdéngscht ze verloossen an eng privat Sécherheetsfirma ze grënnen. Et gëtt gesot: „De Statsminister huet net verhënnert, dass déi Firma gegrënnt ginn ass." Wéi soll ech dat maachen? Mä ech ka verhënneren, dass een, deen amgaang ass, als Geheimdéngschtagent eng Firma ze grënnen, nach probéiert, méiglechst vill Informatioune sech unzeëegenen, déi e kéint fir seng spéider Aktivitéit gebrauchen.

Et gëtt gesot, de Stat hätt gehollef. Déi Firma Sandstone huet vun der SNCI Kreditter kritt. Ech hunn dat gesot an den Auditioune vun Ärer Kommissioun. Mä déi Firma huet genau déi Behandlung kritt wéi all aner Firma, déi sech nei grënnt zu Lëtzebuerg. Ech hat lech proposéiert am Här Bodry senger Enquêtëkommissioun, den Här Gaston Reinesch ze convoquéieren, deen deemools President vun der SNCI war an deen elo Gouverneur vun der Zentralbank ass, fir lech Dossiers à l'appui ze weisen, dass deen Dossier genausou instruéiert ginn ass wéi alleguer déi aner.

Dir wësst jo, déi Décisiounen, fir e Kredit ze ginn - ech drécke mech e bësse vereinfacht aus -, déi gi jo vum Verwaltungsrot geholl vun der SNCI. Do sëtzen d'Lëtzebuerger Gewerkschaften an d'Lëtzebuerger Patronatsorganisatiounen dran. Den Här Reinesch kann lech et erklären, déi kënnen et erklären, si si jo responsabel, souguer virum Gesetz, wa se do ee favoriséiert hätten. Et ass kee favoriséiert ginn! Dofir brauch een och keng laang Mutmaassungen doriwwer unzestellen.

Dass dann den Här Schneider virun engem israelesche Geriicht - ech weess net, wat hie virun engem israelesche Geriicht gemaach huet -, och nach erkläert, hie wier eigentlech am Optrag vun der Regierung ënnerwee an där Dépositioun an engem Prozess, wou en Zeie war, et eigentlech esou ausdréckt, wéi wann déi israelesch Riichteren hätte misse mengen, hien hätt en direkt Aarbechtsverhältnis mat mir gehat, hie wier u sech mäin Agent gewiescht, fir déi Aussoe virun engem israelesche Geriicht, Aussoen, déi der Kommission zougeleet gi sinn an Aussoen, déi dem Parquet zougeleet gi sinn - vu mir!, well ech déi Pièce kritt hunn -, fir déi Ausso loossen ech mech awer net responsabel maachen.

Da gëtt mer virgeworf, net verhënnert ze hunn, dass den Här Kemmer vum Geheimdéngscht an de Ministère de l'Économie gewiesselt wier. Jo, wéi stellt Der lech dat eigentlech vir? Do wëllt een eng aner Aarbecht maachen. Wat ass den Oflaf? Den Här Kemmer war Polizist. Den Här Kemmer geet zréck an d'Polizei. Dann interesséiert den Här Kemmer sech, well den Här Knebeler hien ugeschwat huet, fir - loosse mer dat emol esou nennen - déi Surveillance am ekonomesche Beräich am Ministère de l'Économie ze maachen.

Den Här Krecké, Wirtschaftsminister, hätt dee Mann gären, well säi Beamten, den Här Knebeler, him gesot huet, ech kennen do een, dee wier ganz gutt, fir déi Aarbecht ze maachen. Da gëtt den Här Halsdorf an d'Spill bruecht. Hie kënnt ëmmer an d'Spill esou an de Méint Mee, Juni.

(Interruption)

An da seet den Här Halsdorf an ech och, mir géifen awer mengen, dat wier keng gutt Iddi. Mä den Här Krecké hätt de Mann awer gär. An da rifft den Här Krecké de Polizeidirekter un an da seet en: Ech hätt gär den Här Kemmer! Deen ass gutt, dee kann déi Aarbecht maachen. Deen huet am Geheimdéngscht geschafft."

Wat hätt ech do solle verhënneren? Ech war am Ufank iwwerhaapt net d'accord, dass dat géif geschéien. An dunn ass et awer geschitt an ech hunn näischt domat ze dinn. Wéi kommt Der op d'Iddi, dass ech ka verhënneren, dass deen een eng Firma grënnt an dass deen anere seng Aarbechtsplaz wiesselt? Déi zwou Saachen hätt ech solle verhënneren.

Fir wien haalt Der mech eigentlech? Fir wien haalt Der mech eigentlech, dass ech mech an esou Saachen do ämësche ginn, surtout wann ech emol mat deenen zwou Saache strictement näischt ze dinn hat!

Affär Cargolux. De Geheimdéngscht fänkt un, op enger Affär Cargolux ze schaffen. Firwat mécht de Geheimdéngscht dat? De Geheimdéngscht mécht dat, well de Verdacht besteet, dass, wéi de Geheimdéngscht schreift: „une puissance étrangère", dat heescht eng ausländnesch Regierung amgaang wier, d'Cargolux quasi ze ënnerhillegen, fir se kënnen ze kippen.

Dass de Geheimdéngscht am Kader vun der Ofwier vun der Wirtschaftsspionage esou Informatiounen nogeet, ass total an der Rei. Total an der Rei! Doriwwer ass d'Kommissioun iwwregens och am Detail informéiert ginn, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, an den deemolegen Transportminister, den Här Lux, selbstverständlech och.

Wa sech dann awer erausstellt, dass un där Saach näischt drun ass, och nodeem ech a Präsenz vum Wirtschaftsminister eng Kéier d'Responsabel vun der Cargolux ferm an d'Gebiet geholl hunn - nodeem d'Operatioun eriwwer war -, wa sech dann erausstellt, dass dat am Ufank zwar no enger ekonomesch geféierlecher Aktivitéit ausgesinn huet, mä dass herno dat awer net esou war, nodeem ech och Beamte vum Geheimdéngscht, déi op där Affär geschafft hunn, bei de President vun der SNCI geschéckt hunn, fir sech do emol informéieren ze loossen iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Aktionariat vun där Gesellschaft géif funktionéieren, dann, muss ech lech soen, da fält dat fir mech an deen normale Beräich vun deem, wat de Geheimdéngscht däerf maachen.

Dass dann dee Beamte vum Geheimdéngscht - de Chef vun den Operatiounen, den Här Schneider - eng Note schreift, wou e suggéréiert, deen an deen, dee misst kënnen neien Aktionär vun der Cargolux ginn, an deen, deen en do bezeechent, deen ass dann herno als Aktionär a senger Gesellschaft Sandstone gelant, ass wahrscheinlech richteg - dat huet en och geschriwwen -, mä d'Regierung ass jo där Spur net nogaangen.

En hat dat eigentlech och net ze suggéréieren, well dat ass de Geheimdéngscht guer näischt ugaangen, mä ech gesinn awer net richteg, firwat dass de Statsminister sech do eppes muss reprochéiere loossen oder Unterlassungssënden do virwerfe loossen, well ech dann erëm keng Affaire pénale a keng Affaire disciplinaire gemaach hunn. Dat, wat de Geheimdéngscht gemaach huet - net dat, wat den Agent Schneider an der Suite dovu gemaach huet -, fält ënner kengerlee Strofbestëmmungen a kann och dofir engem net reprochéiert ginn.

D'Kommissioun - d'parlamentaresch Kontrollkommissioun - huet dräimol iwwert d'Affär Cargolux geschwat: den 19. Mäerz, den 8. Abrëll an de 7. Oktober 2008. Ech hat zu deem Zäitpunkt iwwerhaapt keng Ahnung vun engem sougenannten „Agenda caché", deen den Agent Schneider an deem Zesummenhank gehat hätt. Déi dräi Réuniounen an der parlamentarescher Kontrollkommissioun hunn a Präsenz vum Här Mille a vum Här Rollinger, Sous-direkter vum Geheimdéngscht, stattfonnt. Et huet kee Minister un deene Sitzungen deelgeholl.

An d'Kommissioun huet festgestallt: Jo, do war en Anfangsverdacht, wann ech mech däerf esou ausdrécken, mä d'Interpretatioun, déi de Faiten, déi stëmmen, zoubruecht gëtt, déi war falsch. «Les faits rapportés ont été exacts. L'interprétation n'en fut pas tout à fait adéquate.», schreift d'Kontrollkommissioun. Dès lors géif ech drëm bieden, ni méi ze soen, mir hätte probéiert, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun op dësem Punkt hannert d'Liicht ze féieren. Well d'parlamentaresch Kontrollkommissioun jo och feststellt op anerer Plaz, wann net souguer op dëser, dass, wann ee Beamte vum Geheimdéngscht sech géiert hätt an enger Affär, dat net zu Mesures disciplinaires kéint féieren, wann den Anfangsverdacht begrënnt genuch gewiescht wier, fir eppes an d'Weeër ze leeden.

Operatioun „Katana", d'Parallelpolizei, Pädophilieverdacht, Rumeur verbreet, dass och de Procureur d'État domat eppes ze dinn hätt - ech soen hei nach eng Kéier: Vun där Operatioun „Katana", wann et se da ginn ass, wousst ech näischt! Ob eng Observatioun um Procureur d'État stattfonnt huet, weess ech net. Deen, dee beschëllegt gëtt vun engem Privatdetektiv, dem Här Durand, déi Observatioun um Här Biever ze maachen, nämlech den Här Knebeler, streit of, dass dat vun him lassgetruede gi wier. Ech weess net, wou d'Wourecht do läit. Mä jiddefalls wousst ech näischt vun enger Observatioun an ech hunn och keng Observatioun ordonnéiert.

An dofir kann ee mir net hei quasi e Skandal an d'Schung schëdden, dass do eng Parallelpolizei sech gegrënnt hätt, wann ech vu vir bis hannen näischt dovu weess a wann d'Saach och nach en instruction judiciaire ass an een net weess, wat richteg do dru war. Dee Privatdetektiv Durand, dee vum Här Knebeler, wéi e bis beim Här Krecké geschafft huet, och erëm ugestallt ginn ass, fir op anere potenziellen Investisseuren, déi op Lëtzebuerg wollte kommen, ze schaffen.

Da wollt ech, Här President, eng Fro stellen iwwer eppes, wat am Rapport steet, wat ech net verstinn, well ech dat och net kennen. Do geet vun engem „Lapin rose", enger Operatioun „Lapin rose" Rieds.

(Interruption)

Rosa Kanéngchen.

(Hilarité)

Ech weess net, wat dat ass. An deem Zesummenhank ginn ech och en cause gesat an ech weess guer net, wat dat ass, déi Operatioun „Lapin rose".

Ech hu beim Geheimdéngscht nofroe gelooss, beim Direkter, menge Leit: Mir fannen an den Archiven, an den Ënnerlage vum Geheimdéngscht näischt iwwer eng Operatioun „Lapin rose", mä ech gi mat dëser Operatioun an Zesummenhank bruecht an ech si mat där Operatioun, wa se da bekannt war, ni konfrontéiert ginn an deenen Auditiounen, déi ech hei hat. Dofir wier ech dankbar, wann ee mer eng Kéier géif soen, wat et da mat där rosaer Kanéngchen, mat där ech eppes soll ze di gehat hunn, op sech huet.

Bref, Här President, léif Kolleegen, ech hunn elo laang geschwat, obschonn ech net konnt esou an den Detail agoen an iwwer all déi Affäre schwätzen, déi hei opgeworf ginn, wéi ech dat eigentlech gär gemaach hätt. Dofir verweisen ech gären do, wou de Rapport vun der Enquêtëkommissioun beschreift, wat mer alles ënnerholl hunn, fir den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht ze verbesseren, op dee Rapport.

Ech verweisen op deen integralen Text vu mengen Auditiounen an der Commission d'enquête, déi waren alleguer öffentlech. Anerer waren et net. Anerer, déi och eppes hätte kënnen aussoen, wéi zum Beispill déi Membere vun der Commission de Contrôle parlementaire, déi awer och Member vun der Commission d'enquête parlementaire sinn, déi hunn net brauchen auszesoen, wat ee kann esou gesinn oder och anescht. Mä meng Aussoe sinn öffentlech gemaach ginn an ech hätt och gären, dass déi géife mat publizéiert ginn. Ech weess net, wéi dat elo hei virgesinn ass. Well ech net alles kann...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Firwat...?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Fir dass d'Leit dat kënne liesen, wat ech hei...

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...ausgesot hunn. An da stelle se fest, dass villes behaapt gëtt, wat net esou ass. A wat méi reng ass! A wat e bësse méi Informatioune verdéngt wéi déi, déi heiansdo erëmgereecht ginn.

Ech soen net, dass ech keng Feeler gemaach hunn. Ech kann den Här Bodry do berouegen. En huet jo haut an der Zeitung vum Bëschof, well et d'Zeitung vum Bëschof war, vu menger Unfeelbarkeet quasi geschwat; déi Redaktiounsatmosphär muss lech ugestach gehat hunn, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et kënnt seele vir, dass ech do en Interview hunn. Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä wann Der een hutt, dann hutt Der awer och een!

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dat ass richteg. Et war exzellent...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä onofhängeg dovun, Här Lux, Dir hutt vill Interviewen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Zwar net am Wort.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Enfin, mä ech huele mech elo net mat lech zwee hei, well dat... Mir hu jo kee Sträit mateneen.

Ech hu Feeler gemaach. Ech soen, wat ech mengen, wat meng Feeler waren. Ech hunn ee Feeler gemaach, wéi ech keng Action disciplinaire geint den Här Mille gemaach hunn. Aus der Siicht vun deemools hat ech absolut recht, wéinst deene Befiirchtungen an deenen Ängschten, déi ech hat. Wann ech mer dat haut ukucken, da soen ech mer, ech wier besser drun, wann ech meng Bedenken op d'Säit gedréckt hätt, no mir selwer gekuckt hätt, déi Action disciplinaire gemaach hätt. Ech hätt se eigentlech, aus der Siicht vun haut, net aus der Siicht vun deemools, misse maachen. Da wier ech roueg. Mä vill aneres wier geschitt, wat net gutt gewiescht wier. An Deeler dovu sinn amgaang ze geschéien, an dofir kann ee kee responsabel maachen.

Ech hunn e Feeler gemaach bei der Redaktioun vum Gesetz vun 2004. De Kolleeg Bodry huet deemools scho virgeschloe gehat, et misst ee sech dee ganzen Dispositif - deen et en fait net gëtt - iwwert de Contrôle interne virhuelen. Dat kënnt jo och elo an d'Proposition de loi, wann ech dat richteg verstinn. D'Chamber ass deem Wonsch net nokomm. Ech och net, well ech geduecht hunn: „Wat soll dat? Et kann ee jo net eng polizeiinspektiounsähnlech Trupp an de Geheimdéngscht implantéieren oder niewendrun implantéieren." Et si 60 Leit am Geheimdéngscht, dat ass keen esou e grousse Corps wéi d'Polizei, dofir huet dat Instrument mer deemools iwwerdriwwe geschéngt. Mä et war awer e Feeler, fir kee Contrôle interne ze maachen.

Well den Här Bodry hat recht, wéi en erklärt huet an den Debatten zum Gesetz vun 2004: „Natierlech huet den zoustännege Minister d'Recht, fir dat ze iwwerwaachen", also d'Aarbechte vum Geheimdéngscht, „mä och hie kann net alles wëssen, wat sech bei enger Verwaltung deet!"

Rarement vous n'avez vu esou richteg!

Ech emfannen et als mäi Feeler - elo -, dass ech net gefrot hunn, ech misst all Procès-verbal vun der Commission d'enquête kréien, net nëmmen déi fënnef Sitzungen, un deenen ech deelgeholl hunn. Ech hätt mech eigentlech misse wonneren: Firwat kriss de déi Procès-verbaux net? Ech hu mech awer net doriwwer gewonnert. Well déi si jo an de SREL gaangen, mä ech hu se net kritt. Ech hätt missen insistéieren! Fir ze iwwerpréiwen, ob wierklech och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun alles géif gesot ginn, vun deem ech gär gehat hätt, dass et géif gesot ginn, hätt ech misse verlaangen, dass ech déi Procès-verbaux kréien.

An dee gréisste Virworf, deen ech mer maachen, an et ass gläichzäiteg e Feeler, an deen ass mer schonn dacks am Liewe virkomm, dofir hätt e mer eigentlech déi lescht Joren net méi dierfe virkommen: Ech hunn Instruktioune ginn, ech hunn Operatioune gestoppt, ech hunn Direktive ginn, an ech hunn de Suivi dovun net gemaach! Ech sinn net all Dag nofroe gaangen: Hutt Der dat dann och elo gemaach, wat ech lech ugestallt hunn?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et ass genau dat, wat ech him wollt virwerfen, genau dat!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech muss soen, am Zesummenhank mat deem Déngscht, no all deem, wat mer elo wëssen, ass dat ee Feeler! Ech hätt missen nofroen an nofroen an nofroen: Maacht Der dat och wierklech, wat ech lech ustellen? Dat ass awer net mäi Genre, fir esou ze schaffen! Et si jo Beamten, gutt bezuelten, héichgestallte Beamten do, déi eigentlech zoustänneg sinn, fir dass d'Instruktioune vum Minister ëmgesat ginn, ouni dass een dauernd muss nofroe goen: Wou sidd Der dru mat där Affär, a geet dat virun a maacht Der dat och esou? Dat sinn déi Feeler, déi ech gemaach hunn.

Mä wat ech net gemaach hunn, dat loossen ech mer och net an d'Schung schëdden! Ech hu keng Observatiounen ugestallt. Op keen! Ech hu keng Illegalitéite gedeckt. Keng eng! Ech hunn eng Affaire disciplinaire do gemaach, wou ech eng konnt maachen. An do, wou et richteg war, fir keng ze maachen, oder wou net Grond genuch do war, fir eng ze maachen oder fir eng Affaire pénale ze maachen an eng Dénonciatioun ze maachen, hunn ech keng gemaach.

Ech hu mer Méi ginn, eigentlech, mat deem Geheimdéngscht, deen e geheimen Déngscht ass an deen och zu Lëtzebuerg net méi schlecht funktionéiert wéi am Ausland. Dat muss ech soen. Dat seet den Här Bodry och a sengem Interview haut, wou e seet, de Lëtzebuerger Noriichtendéngscht, dee wier net besser an net méi schlecht wéi déi am Ausland, an et géif praktesch keng europäesch Demokratie ginn, déi net mat ähnleche Skandaler belästegt a beschäftegt wier, mat parlamentareschen Enquêtëkommissioune lénks a rechts vun eisem Land.

„Das Dilemma, wie sich ein Dienst kontrollieren lässt, dessen eigentliche Aufgabe es ist, im Geheimen zu arbeiten, ohne dass diese Arbeit durch die Aufsicht von außen behindert wird, hat noch kein Land gelöst."

Ech konnt et och net léisen hei zu Lëtzebuerg.

„Die politische Kontrolle durch das Parlament und den Staatsminister stößt an ihre Grenzen, weil sie auf Informationen aus dem SREL", also Geheimdéngscht, „selbst angewiesen ist."

Dat ass richteg! Et gëtt een näischt gewuer, wat een net gesot kritt.

An dofir wëll ech lech soen, wat d'Responsabilitéit ubelaangt: Okay, iwwert déi objektiv Responsabilitéit, do kënne mer laang diskutéieren. An ech hu mech mat där Fro beschäftegt. Dat léisst mech jo net kal, wann hei geschriwwe gëtt, dass ee responsabel wier.

Déi objektiv Responsabilitéit, wouranner besteet déi? Besteet déi doran, dass, obschonn ee sech bemëit huet, obschonn ee Changementer virgeholl huet, obschonn een den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht wiesentlech verbessert huet, obschonn een all d'Virausetzunge geholl hat, fir dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun géif korrekt informéiert ginn, dass een da politesch responsabel ass wéinst dem vermeintlechen oder richtegen - et gëtt déi zwee - Feelverhale vun zwee oder dräi Agente vum Geheimdéngscht, wann do 60 Agente schaffen?

Kann ee wierklech vum Statsminister verlaangen, dass e ronderëm d'Auer weess, wat déi 60 Mataarbechter vum SREL maachen? Wierklech? Ass den Hiwäis vum Gesetz, dass de Geheimdéngscht ënnert der Autoritéit vum Statsminister funktionéiert, Hiwäis genuch, fir automatesch ze concluéieren, wann eppes schifleeft, vun deem een näischt wousst, dass een da muss d'politesch Responsabilitéit iwwerhuelen an zrécktrieden?

Ech sinn där Meenung net! Well ech soen lech - d'Chamber kann awer eng aner Meenung hunn -, wa mer dat zum Prinzip maachen, da kënnen alleguer déi sech freeën, déi am Liewen eng Kéier wollte Minister ginn, well da komme vill Ministeren! An da mussen der och vill zrécktrieden. Wann all Minister zoustänneg ass fir all Feelverhale vun engem Beamten, deen him direkt oder indirekt ënnerstallt ass, da soen ech lech, da gi mer lëschtegen Zäiten entgéint! Et ass eng gutt Noriicht fir déi Beamten, déi eng wëlle stiichten. Et ass eng ganz gutt Noriicht fir déi, well hinne geschitt net vill, well hire Minister ass jo responsabel!

An dofir muss een eng grëndlech Diskussioun doriwwer féieren, wat dat dann heescht, déi objektiv politesch Responsabilitéit. Et muss ee se am Liicht vun de Konsequenzen, vun de Weiterungen a vun den Erweiterunge vun dem Festschreiwe vun enger deraarteger Doctrine analyséieren.

A wat déi subjektiv Responsabilitéit ugeet, hunn ech lech gesot, wat meng Feeler waren. Mä ech hunn lech unhand vun all deenen Affären, déi ech hei behandelen hu missen a wou ech net konnt an den Detail goen - éischtens, well ech ganz oft iwwert déi Operatiounen den Detail net kennen, an zweetens, well ech och mech wëll hei un den Artikel 16 vum Gesetz iwwert de Geheimdéngscht halen, deen et stroofbar mécht, Geheimnisser ze verroden, dorunner halen ech mech -, do hunn ech lech gewisen, dass ech, wann Operatioune schifgaange sinn, se gestoppt hunn, dass ech alles gemaach hunn, wann eppes schifgaangen ass, fir dat ofzestellen an Dispositiounen huelen ze loossen, déi d'Widderhuelung vun deraartege Virgäng géifen évitéieren.

An dofir kann ech mam beschte Wëllen - mä ech sinn an der Hand vun der Chamber - och keng perséinlech Responsabilitéit subjektiver Natur, no deenen Explikatiounen, déi ech hei ginn hunn, erkennen.

Jiddefalls ass et net esou, wéi de President vun der grénger Partei viru Kuerzem geschriwwen huet: „In welchen moralisch und politisch verwerflichen Morast uns die letzten 34 Jahre, 18 davon Juncker, geführt haben, lässt sich anhand der SREL-Affäre nur erahnen. Die bis jetzt ans Licht gekommenen Fakten sprechen dafür, dass Juncker den Geheimdienst missbräuchlich in den Dienst seiner eigenen Macht und der seiner Partei stellte."

Esou ee sinn ech net! Wann Der dat mengt, da votéiert!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker! An als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber, mir, déi 60 Vertrieder vun dem Lëtzebuerger Vollek, zéien haut déi politesch Konklusiounen aus där sougenannter Geheimdéngschtaffär. Mir sinn domat opgeruff, d'Fro vun der politescher Responsabilitéit vun eisem Statsminister ze bewäerten. Mir maachen dat opgrond vun engem Bericht vun enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun.

D'Appréciatioun vun der politescher Verantwortung vun dem Statsminister kucke mir awer net eleng op Basis vun engem schréftleche Rapport. Déi perséinlech Erklärungen, déi de Statsminister eis an deene ville Leit, déi eis nolauschteren, ginn huet, zielen och derzou.

Wat heescht politesch responsabel? Dee Begréff steet wuel an eiser Verfassung. Den Artikel 78 seet: «Les membres du Gouvernement sont responsables.» De Minister ass responsabel virum Parlament fir säin Handelen. Fir d'Bewäertung vun deem Handele gëtt et keng Gebrauchsanweisung. D'Verantwortung vun dem Minister muss ee vu Fall zu Fall kucken.

D'Fro, déi mir eis am Endeffekt haut ze stellen hunn, ass vill méi déi vum Vertrauen. Huet d'Chamber Vertrauen an de Statsminister? Oder: Huet de Statsminister an dëser Affär perséinlech Feeler begaangen, fir dass opgrond vu sengem Handelen hie kee Vertraue méi hätt? Mir mussen eng Äntwert dorops ginn: Wat huet de Statsminister gemaach? Wéi huet hie reagéiert? Wat sinn d'Émstänn, déi hien zu sengem Handele gefouert hunn? Huet de Statsminister opgrond vun deenen Elementer richteg gehandelt? Konnt hien iwwerhaapt handelen? Hätt hie missen aneschters handelen?

Här President, d'Äntwert op dës Froen ass onweigerlech komplex. Si ass villschichteg. Mir kënne se net abstrakt bewäerten, eet lassgeléist vun der Positioun vum Statsminister, net lassgeléist vun der spezieller Aufgab, jo der Missioun vun engem Geheimdéngscht. Dësen Déngscht ass nun eemol, wéi säin Numm et seet, geheim. A wat geheim ass, ass net ëmmer transparent.

E Service de Renseignement, dat ass keng Verwaltung wéi eng aner, net a Frankräich, net an Däitschland, net an der Belsch an och net bei eis. D'Aufgab, d'Missioune vun dem Geheimdéngscht sinn noutgedrongen évolutiv. Si verännere sech am Laf vun der Zäit. D'Missioune vun engem Service de Renseignement an Zäite vun dem Kale Krich, jo, déi waren aneschters wéi no dem Fall vun der Berliner Mauer. De Sënn an Zweck vun engem Geheimdéngscht no den Attentater vum 11. September 2001 ass een anere gi wéi an der Period virdrun.

D'Usprëch un e Geheimdéngscht vun haut sinn anerer wéi am Joer 2004, d'Joer, wou eise Geheimdéngscht reforméiert gouf. D'Zesummespill tëscht Rechtsstat a Geheimdéngscht, d'Gewiichtung an d'Ausriichtung vu rechtsstaatleche Prinzipien an deem Kader kann een dofir och net lassgeléist kucke vun engem geopolitesche Kontext. Dat zielt fir eng Weltmuecht, mä dat zielt och fir e klengt Land.

D'Bewäertung vun der politescher Responsabilitéit vun dem Statsminister, d'Fro vun engem eventuelle perséinleche Feelverhale vun him muss deemno och am Liicht vun der spezieller Missioun vun dem Geheimdéngscht gekuckt ginn. Et spillt hei gradesou den historesche wéi och de geopolitesche Kontext, an deem sech e Geheimdéngscht beweegt.

Här President, fir d'CSV-Fraktioun dréit de Bericht vun der Enquêtëkommissioun deenen Elementer net zur Genüge Rechnung.

Jo, de Statsminister ass politesch responsabel, wéi iwwregens all Minister, fir déi Verwaltungen a Servicer, déi him ënnerstinn.

Jo, et sinn eng Rei vu Saache schifgelaf an der Zäit. A wat fir enger Verwaltung geschitt dat net? Mä läit dofir e perséinlecht Feelverhale vir, wat misst zu personelle Konsequenze féieren? Och e Minister kann net alles wëssen, wat sech a senge Verwaltungen deet.

«En pratique, aucun ministre ne saurait suivre et surveiller l'ensemble des procédures administratives dont il porte, en dernier ressort, la responsabilité. Il a besoin de pouvoir faire confiance à ses plus hauts fonctionnaires s'il veut assumer correctement la direction politique de son département.» Jo, dat waren d'Schlussfolgerungen an der Enquêtëkommissioun «Transports routiers internationaux»; déi sougenannten Affär Morby-Kralowetz (veuillez lire: déi sougenannten Affär Kralowetz).

Här President, d'CSV-Fraktioun ass mat de Kritären aus dem Bericht d'accord, no deenen d'Bewäertung vun der politescher Responsabilitéit vun dem Statsminister an dësem Fall sollt gekuckt ginn. Et sinn dat: éischtens, d'Opsiichtsflicht iwwert de Fonctionnement vun dem Service; zweetens, d'Flicht, fir strofrechtlech Handlungen dem Parquet ze dénoncéieren; drëttens, de Fakt, ob Disziplinarmoossnamen ageleet goufen; a véiertens, d'Informatiounsflicht vun dem Service géintiwwer der parlamentarescher Kontrollkommissioun.

Mä fir d'CSV-Fraktioun ass de Bericht op dem Punkt vum Rôle vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun grad wéi op der Fro vun der politescher Responsabilitéit vum Statsminister net équilibréiert genuch. De Statsminister huet de Mëtten eng ganz Rëtsch entlaaschtend Elementer virbruecht, deenen de Rapport net genuch oder iwwerhaapt net Rechnung dréit.

Dat setzt d'Bewäertung vun der politescher Responsabilitéit, der Grondfro vun engem perséinleche Feelverhalen an der Persoun vun dem Statsminister an ee ganz anert Liicht. Hei ass keng Enquête à charge et à décharge gefouert ginn! Hei ass fir d'Éischt eng eesäiteg Uklo-schréft gemaach ginn! Eng ganz Rei Faiten, wourops de Rapporteur, den Här Bausch, schonns virun dräi Woche seng virzäiteg eege Konklusioune gezunn hat an déi direkt an de Medien zirkuléiert sinn, hu sech am Nachhinein als faktuell iwwerhaapt net richteg erwisen.

Hätte mir net missen dem Statsminister fair-nesshallwer d'Méiglechkeet ginn, zu der End-fassung vun dem Rapport, esou wéi se de Frei-den de Mëtte virlouch, Stellung ze bezéien, an zwar ier mer ofgestëmmt hunn? Dat am Geesch vun dem Principe du contradictoire, dat ass en elementaart Recht vun all Prozess!

Zu verschiddenen Elementer, déi am Rapport drastinn, ass de Statsminister während sengen Auditiounen an der Enquêtëkommissioun ni gehéiert ginn. De Statsminister huet haut de Mëtten eng ganz Rei vu Fakte geliwwert, deenen de Rapport iwwerhaapt net Rechnung dréit. D'Konklusioune stinn nach ëmmer an dem Endbericht, obscho sech d'Faktelag zum Deel ganz geännert huet.

Éischtens, dat gëllt fir dat ganzt Kapitel iwwert déi sougenannte Parallelpolizei. Dem Statsmi-nister gëtt zum Beispill e Feelverhale virgehäit, hien hätt net richteg gehandelt am Kontext vun enger geheimdéngschtlecher Operatioun iwwer e présuméierte Pädophiliesréseau zu Esch.

Fakt ass, dass de Statsminister vun enger Ru-meur Bescheed wousst. Hien huet doropshin de Procureur Biever iwwert déi Rumeur infor-méiert. Et ass, salopp gesot, déi Geschicht vum Puff zu Esch.

De Procureur Biever huet an enger Pressekonfe-renz den 13. Juni 2013 moies, ier mer mëttes an der Chamber hei geschwat hunn, selwer confirméiert, iwwert déi Affär gewosst ze hunn, well et zu engem Austausch vun Informatioune koum tëscht der Justiz, dem Geheimdéngscht an de Servicer vun der Police judiciaire.

Fakt ass, de Statsminister huet a sengen Aus-soen de 25. Juni 2013 virun der Enquêtëkom-missioun confirméiert, dass hien dem Geheim-déngscht ni Instruktioun ginn hat, op där Affär ze schaffen. De Statsminister huet zu kengem Moment de Service ugestallt, Observatiounen op der Persoun vun dem Procureur d'État ze maachen.

Zweetens, d'Affär vun der Déngschtwunneng vun dem Service de Renseignement, déi zäi-tweileg dem fréiere President vun der Chambre des Comptes zur Verfügung gestallt gouf. Hei gëtt dem Statsminister virgehäit, hien hätt dëse Fait net nëmmen dem Parquet net dénoncéiert, well et sech hei ëm eng présuméiert Veron-treiung vun öffentleche Gelder kéint handelen, de Statsminister kritt och reprochéiert, hei keng Enquête disciplinaire gemaach ze hunn.

Fakt ass, d'Wunneng gouf zur Verfügung ges-tallt am Kader vun enger geheimdéngschtle-cher Operatioun.

Fakt ass, de Statsminister wousst net, dass déi Wunneng vum Här Reuter während e puer Méint zur Verfügung gestallt gouf. A wéi de Statsminister et gewuer ginn ass, huet hie for-mell Instruktioun ginn, déi Praxis anzestellen.

De Statsminister huet der Enquêtëkommissioun de 7. Mee erklärt, keng Enquête disciplinaire gemaach ze hunn. Firwat? Mä well soss öffent-lech bekannt gi wier, dass de Geheimdéngscht eenzel Wunnengen ënnerhält aus Grënn vum Schutz vu senge Sourcen.

Drëttens, de présuméierten Dysfonctionnement vun der sougenannter politescher Spionage.

Fakt ass, d'Zeien Hoffmann a Mille confirméie-ren alle béid, dass si ni Instruktioun kruten, fir innenpolitesch Spionage hei am Land ze maa-chen. De Statsminister confirméiert a senger Unhéierung de 25. Januar 2013, dass hien, wéi e Statsminister ginn ass, den deemolegen Di-rekter komme gelooss huet an him formell Ins-truktioun ginn huet, dass et keng innenpoli-tesch Spionage, oder wat een als solch kéint verstoen, hei am Land däerft ginn.

Net ze vergiessen, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun am Joer 2008 de ganzen Archiv vum SREL kucke gaangen ass. Och si huet keng weider Schrëtt ënnerholl.

Véiertens, de présuméierten Dysfonctionne-ment vum Réseau Stay behind. Et gëtt dem Statsminister reprochéiert, d'Justiz net do-riwwer informéiert ze hunn, de Geheim-déngscht hätt eegen Enquêtë gefouert an dem Kontext vun der Bommeleeëraffär, de Geheim-déngscht hätt méi prezis op der Pist vun der Lëtzebuerger Cellule vun dem sougenannte Ré-seau Stay behind aus dem Kale Krich als méig-lechem Täter enquêtéiert.

Fakt ass, dat war eng Theorie, déi vun eenzel-nen Agenten, fir net ze soen engem, dem Här Kemmer, an dem Geheimdéngscht entwéckelt gouf. Et gouf zu kengem Moment belaasch-bart Material. Am Joer 2008 huet de Procureur Biever offiziell confirméiert, dass et keng Ele-menter géif ginn, déi op e Lien tëscht dem Ré-seau Stay behind an der Bommeleeëraffär géife schléisse loossen.

E fréiere Mataarbechter vun dem Geheim-déngscht huet viru Kuerzem am Prozess Bom-meleeër - et war dat den Här Kemmer - zou-ginn, et wier einfach seng eegen Theorie gewiescht. A fir déi Theorie gëtt et kee Beweis. Net ze vergiessen, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun 14 Sitzungen zu deem Sujet hat. De Gros vun deene Sitzunge war a Präsenz vun dem Direkter, deen d'Theorie iwwert de Stay behind kannt huet. Och d'Kon-trollkommissioun huet deen Dossier net un de Parquet weidergeleet. De Statsminister soll awer dofir elo e Stréck draus gedréint kréien.

Här President, déi politesch Verantwortung vun dem Statsminister gëtt nach a Fro gestallt, well déi parlamentaresch Kontrollkommissioun net richteg informéiert gi wier. D'CSV-Fraktioun ass mat där Konklusioun aus dem Rapport net d'accord.

D'parlamentaresch Kontrollkommissioun vun dem Geheimdéngscht ass 2004 agefouert ginn - et gouf deemools als e wichtegt Element vun der Reform ugesinn. De Rapporteur vun der Re-form vun dem Geheimdéngscht, eise Kolleeg, de Lucien Weiler, huet 2004 gesot, dass d'Aféiere un dëser Kontroll den demokrates-chen Iddien an Exigenze vun eiser Zäit Rech-nung dréit. Hien hat deemools schonn Zweifel drun, ob esou e Service a voller Transparenz kéint fonctionnéieren. Weider prezisiéert den Här Weiler, dass de Geheimdéngscht als en Deel vun der Exekutiv enger ugepasster Kon-troll duerch d'Parlament muss ënnerworf sinn an där zoustänneger Kommissioun Ried an Ant-wert muss stoen.

De Rapporteur huet deemools festgehalen, dass et hei net esou eng Kontroll zum Schäin ass, mä dass et eng effektiv an eng reell Kontroll ass, wann dann d'Kommissioun déi Kontroll, esou wéi se virgesinn ass, och definitiv wëllt exercéieren.

Här President, jo, de Statsminister dréit d'Ver-antwortung fir de Geheimdéngscht, deen him vu Gesetzes wegen ënnersteet. Jo, déi politesch Verantwortung vun der Kontrollkommissioun läit net op deemselwechten Niveau. Mä dat heescht net, dass et keng Verantwortung vun der Kontrollkommissioun gëtt. Dat heescht vi-run allem net, dass déi politesch Verantwortung vun dem Statsminister doduerch um Spill géif stoen, dass d'Kontrollkommissioun net zur Genüge informéiert gi wier.

D'Geheimdéngscht-Kontrollkommissioun ass duerch d'Gesetz 2004 extra verankert ginn. D'Kontrollkommissioun huet ganz vill Pouvoi-ren. Si huet direkt Abléck an d'Aktivitéite vun dem Geheimdéngscht. Si brauch net iwwert de Statsminister ze fueren, fir mat dem Geheim-déngscht a Verbindung ze kommen. Dat gëtt et bei kenger anerer parlamentarescher Kom-missioun. Den Direkter informéiert iwwert déi generell Aktivitéite vun dem Geheimdéngscht. Hie mécht periodesch Rapport. De Statsmini-ster mécht Rapport iwwert d'Écouten, déi ges-chalt ginn. D'Kontrollkommissioun kann eenzel Agenten héieren zu eenzelne Missiounen. Si ka sech vun Experten entouréieren. Si kann Asiicht a spezifesch Dossieren hunn.

D'Kontrollkommissioun huet deemno eege Pouvoiren. Hir Pouvoire ginn iwwer eng normal politesch Kontroll vun der Exekutin eraus. D'Kommissioun kann direkt de staatleche Ser-vice kontrolléieren. Mä huet si dat gemaach? Zumindest net an hiren Ufangsjoren, der Period 2004 bis 2008, do, wou déi meeschte Mësselen och geschitt sinn. Dat hunn iwwregens déi al-lermeeschte Membere vun der Kontrollkom-missioun och esou confirméiert. D'Kontroll-kommissioun huet e bësse fonctionnéiert no dem Motto: „Was ich nicht weiß, macht mich nicht heiß."

Dat war ee Choix. D'Kontrollkommissioun war net proaktiv. Si huet hir gesetzlech Méiglech-keeten net ausgenotzt. Si huet sech net d'Moyene ginn, fir hir Kontroll méi déif gräi-fend auszenotzen, weder personell, budgetär nach administrativ. Als legislativt Organ hätt si do absolut kee Problem gehat. D'Kontrollkom-missioun wollt et vläicht och net. Si hat och vläicht net d'Zäit dofir, wéinst hirer Besetzung duerch d'Fraktiounspresidenten. Si hat nëm-men zu Ufank dräi oder véier Sitzunge pro Joer.

Mä fir dem Statsminister elo wëllen e Stréck draus ze dréinen, d'Kontrollkommissioun wier nëmme lacunaire informéiert, ass einfach net korrekt. D'CSV-Fraktioun bedauert, dass hei de Rapport vun der Enquêtëkommissioun op deem Punkt total eesäiteg ass.

Mir fannen, dass de Rapporteur net déi néideg Distanz zur Neutralitéit vun dëser Fro hat. Als President vun der Kontrollkommissioun a Rap-porteur vun der Enquêtëkommissioun war hie Juge et partie. Dat ass net fair. Dat ass net ge-recht. Dat verstéisst géint elementar Regele vun engem Rechtsstat. Grad an enger Affär wéi déi heiten, wou vill iwwer Demokratie an Transpa-renz Rieds war, wier et wichteg gewiescht, d'Prinzipien, fir déi ee steet, och virzeliewen. Dat geet net, wann ee wëllt...

(Interruption)

M. le Président.- Här Roth, den Här Bausch wëllt lech... Fuert virun, an zum Schluss kann den Här Bausch seng Fro stellen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dat geet net, wann ee wëllt déi politesch Responsabilitéit vun dem Statsminister op deem Punkt a Fro stellen.

D'Relatioun tëscht Geheimdéngscht a Kontroll-kommissioun leeft iwwert den Direkter. De Statsminister huet x-mol a sengen Aussoe wid-derholl, dass hien dem Direkter vun dem Ge-heimdéngscht formell den Optrag ginn hat, fir der Kommissioun alles ze zielen, wouriwwer den Direkter de Statsminister an d'Bild gesat hat. Dass dat net a vollem Émfang geschitt ass, ass bedauerlech. Mä et war de Choix vun dem Direkter, sech op d'Gesetz ze beruffen, fir nëm-men iwwert déi generell Aktivitéite vun dem Service ze zielen. Et kann een dem Statsmini-ster awer dofir net e Stréck draus dréinen.

Fir d'Relatioun tëscht Statsminister a Kontroll-kommissioun ze illustréieren, d'Beispill vun der famëiser Auer: Dem Statsminister gëtt repro-chéiert, hien hätt d'Kontrollkommissioun net richteg informéiert iwwert de Fait, dass den Här Mille e Gespréich mat him opgeholl huet, wou den Direkter vun dem Geheimdéngscht de Statsminister informéiert, dass et eng cryptéiert CD vun engem Gespréich tëscht dem Statsmi-nister an dem Grand-Duc iwwert d'Affär Bom-meleeër géif ginn. Des Weidere gëtt dem Stats-minister seng politesch Verantwortung doraus zur Rechenschaft gezunn, well hie keng Plainte déposéiert hätt a keng disziplinaresch Moos-sname géint den Här Mille ageleet hätt.

Fakt ass, et ass de Statsminister hei, dee selwer illegal ofgelauschtert gouf. De Statsminister gouf am Dezember 2008 gewuer, dass hie mat der Auer opgeholl ginn ass. De Statsminister huet am Mäerz 2009 den deemolege President vun der Kontrollkommissioun, de Charles Goe-rens, dovunner an d'Bild gesat. An dee krut och am Büro vun dem Statsminister d'Kassett vir-gespillt. De Charles Goerens huet d'Membere vun der Kontrollkommissioun am Mee 2009 vun dem Virfall eenzel an d'Bild gesat.

De Statsminister huet selwer am Juni 2009 d'Membere vun der Kontrollkommissioun vun dem Ophuelen informéiert. Déi Affär gouf nach an zwou Sitzunge vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun am Dezember 2009 uges-chwat. De Statsminister huet de Membere vun der Kommissioun erklärt, firwat hie keng diszi-plinaresch Moossname géint den Direkter vum Geheimdéngscht agefouert huet: Et hätt zu en-ger Suspendéierung gefouert an d'Relatioun mat deenen aneren auslännesche Geheim-déngschter wier zerstéiert gewiescht. De Sta-minister huet deemools awer och preziséiert, dass hien den Här Mille wësse gedoen huet, sech eng aner Plaz ze sichen.

Här President, de deux choses l'une: Entweder hunn de Kommissiounsmembere vun deemools d'Explikatioune vun dem Statsminister ageliicht - an dat schéngt de Fall gewiescht ze sinn -, jo, da kann een dem Statsminister awer elo, ronn véier Joer dono, net doraus e Stréck dréinen.

Oder d'Membere waren net d'accord, mä da muss ee feststellen, dass ni ee gefrot huet, dat Enregistrement nozelauschteren. Mat Ausnahm vun dem Här Bettel, dee gefrot hat, ob net misst e Bläme fir den Här Mille kommen, huet ni e Member vun der Kontrollkommissioun ge-frot, dass den Här Mille misst suspendéiert ginn.

Et huet och deemools kee Member vun der Kontrollkommissioun gefrot, dass de Statsmi-nister sollt Plainte déposéiere beim Parquet. Iwwregens huet och d'Kontrollkommissioun d'Faiten deemools net selwer un de Parquet weidergeleet, wat hiert Recht, jo souguer hir Flicht gewiescht wier. A senger Auditioun huet de Procureur général Biever d'ailleurs ausdréck-klech confirméiert, dass d'Dénonciationsflicht vun dem Artikel 23 vun dem Code d'instruc-tion criminelle sech och op d'Membere vun der Kontrollkommissioun bezitt.

Här President, Fakt ass, et gouf an dem Ge-heimdéngscht eenzel Verfeelungen, déi op d'Egegebare vun enger handvoll Mataarbech-ter - Mille, Schneider, Kemmer, Kohnen - aus dem Service de Renseignement zréckzefëiere sinn. Vill Virwërf, déi an hirer eegener Regel-méissegkeet - scheibchenweise freides moies, den Dag vun eise Sitzungen - kolportéiert gou-fen, hu sech um Enn als net stéchhalteg erwi-sen.

Fakt ass, de Statsminister huet, soubal hien iwwer e Feelverhalen informéiert war, dat direkt stoppe gelooss.

Fakt ass, de Statsminister huet net bei all Affär direkt d'Disziplinarverfahren oder eng Justizaf-fär ugestrengt, aus Grënn, déi direkt am Ze-summenhang sti mat der spezieller Natur vun engem Geheimdéngscht.

De Geheimdéngscht schafft preventiv op Infor-matiounen, déi hie vun enger inlännescher oder auslännescher Source kritt. Dès magen a priori an de Kader vun de Missioune vun dem Geheimdéngscht falen. Wann déi Appréci-atiouun vun de Geheimdéngschtmataarbechter sech herno awer als falsch erweist, kann een net direkt vum Statsminister eng Enquête disci-plinaire verlaangen, well et eng Operatioun wier, déi net an de legale Kader vun dem Ser-vice de Renseignement géif falen.

Fakt ass, de Statsminister huet d'Direktere vun dem Geheimdéngscht formell instruéiert, fir d'Geheimdéngscht-Kontrollkommissioun iwwer alles, wat si dem Statsminister gesot hunn, och ze informéieren. Dat gouf vun dem Här Mille ënner Eed esou bestätegt. Dass dat awer net a vollem Émfang geschitt ass, ass bedauerlech, mä et berout op den Direkteren hirer Liesaart vun dem Geheimdéngschtgesetz.

Fakt ass, déi parlamentaresch Kontrollkommis-sioun huet déi Mëttelen, déi hir vum Gesetz aus zur Verfügung stoungen, net a vollem Émfang genotzt.

A Fakt ass, an der Enquêtëkommissioun huet sech e largë Konsens ofgezeechent iwwert déi Punkten, wou dat Gesetz iwwert de Geheim-déngscht aus dem Joer 2004 misst ugepasst ginn. An dat droe mir als CSV-Fraktioun uni-sono mat.

Här President, et gëtt dës Zäit nawell vill vu Rechtsstat geschwat. An engem Rechtsstat mussen d'Saachen opgeklärt ginn. Land a Leit hunn e Recht drop, fir dass Kloerheet geschafe gëtt. D'Vertrauen an de Stat a seng Institu-tioune verlaangt dat.

D'Enquêtëkommissioun hat den Avantage, dass a puncto Geheimdéngscht elo munches geklärt ass. Jiddwereen, deen dozou bäige-droen huet, verdéngt e Merci: de President, de Rapporteur an all hir Memberen.

Jo, Virwërf stoungen am Raum. Si stinn haut an engem anere Liicht. De Statsminister huet dat, wat schifgelaf ass, haut erklärt. Hien huet sech derzou erklärt, virun der Enquêtëkommissioun an haut virun dem Land. Hien huet et net vers-toppt, hien huet et net zougedeckt an hien huet et och net vertuscht!

Dir Dammen an Dir Hären, léif Leit, an engem Rechtsstat musse Virwërf awer och bewise ginn. Et zielt och hei de Prinzip: à charge et à dé-charge. Jo, dat zielt och vis-à-vis vun engem Statsminister.

Et geet hei net ëm d'Liewenswierk Jean-Claude Juncker! D'Lat läit do héich, ganz héich. Et geet awer och ëm d'Persoun Jean-Claude Juncker. Et geet hei drëms, ob d'Parlament soll dem Stats-minister Jean-Claude Juncker d'Vertrauen entzéien. Mir jugéieren haut de Mëtteg am In-teressi vum Land iwwert déi politesch Respon-sabilitéit vum Jean-Claude Juncker. D'Bewä-ertung dovunner kann een net lassgeléist kucke vun der Persoun vun dem Statsminister.

Huet de Statsminister dat, wat schifgelaf ass verschëllt? Neen!

Huet de Statsminister dat, wat schifgelaf ass, gestoppt? Jo!

Hätt de Statsminister kënnen oder sollen aneschters handelen? Mir soen op Base vun dem Dossier: Neen! À vous d'en juger!

Huet d'Handele vun dem Statsminister dem Land geschuet? Neen!

Här Statsminister, Dir sidd politesch responsa-bel. Et besteet kee Feelverhalen, fir lech d'Ver-trauen ze entzéien. Déi 26 Deputéiert vun der CSV sti geschlossen hanner lech.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, wéi een dat ëmmer mécht, wann een e Rapport hei diskutéiert, dem Rapporteur Merci ze soen. Ech mengen, dës Kéier, bei engem Rapport vun 140 Säiten, wou ee siwe Méint laang dru geschafft huet, wou ee bal 50 Réuniounen hat, ass dee Merci do besonnesch verdéngt.

Ech wëll duerfir, well ganz villes sech am Rapport befënnt, och net méi op den Detail vun eenzelnen Evenementer, vun eenzelnen Aktioune vum Service de Renseignement, vun eenzelnen Dysfonctionnementer, vun eenzelne widderspréchlechen Aussoen an all Fall agoen. Ech mengen, déi Aarbecht do hu mer an der Kommissioun gemaach. Mir hunn et am Rapport festgehalen. An dat war keng einfach Aufgab fir de Rapporteur, gradesou wéineg wéi et eng einfach Aufgab war fir all anere Member vun der Kommissioun.

Wat normalerweis net gemaach gëtt, ech mengen, wat awer hei justifizéiert ass, dat ass, datt de President vun der Kommissioun Merci gesot kritt, well hien hat och keng einfach Aufgab, an där schwiereger Matière do déi Kommissioun ze dirigéieren, ze guidéieren, heiansdo och emol ze kucken, datt d'Objektivitéit weiderhi géif groussgeschriwwe ginn, datt et en Ausgläich tëscht deenen eenzelne Vuë géif ginn.

En huet dat heiansdo och op seng speziell Aart a Weis, och emol mat enger Portioun Humor gemaach. An ech mengen, seng Aart a Weis, fir déi Sëtzungen do ze presidéieren, huet och derzou bäigedroen, datt een eigentlech bis zulescht, obschonn ee jo eenzel Faiten awer ëmmer aneschters gesinn an och ëmmer aneschters bewäert huet, ganz roueg a sachlech doriwwer diskutéiert huet. A jiddwereen an där Kommissioun konnt seng Remarquë maachen, seng Amendementer och an den Text mat erafléisse loossen. Duerfir also och e grousse Merci un de President Alex Bodry.

Dee Rapport, deen hei virläit, déi Aarbecht vun där Enquêtëkommissioun ass eigentlech en exemplaresch Beispill vun enger parlamentarescher Aarbecht. Et kann een et quasi - an eenzel Kolleegen, mengen ech, hunn et och gemaach am Laf vun de leschten Deeg - als Emanzipatioun vum Parlament verstoen.

D'Parlament, wat jo d'Aufgab huet, d'Regierung ze kontrolléieren, wat an dësem Fall, wann et ëm Geheimaktivitéite geet, jo besonnesch schwiereg a besonnesch delikat och nach ass, jo, d'Parlament huet hei déi Aufgab wouergeholl an ass eigentlech iwwert déi üblech Rolleverdeelung hei innerhalb vum Parlament och do erausgaangen, well et wierklech d'Parlament war, wat d'Regierung kontrolléiert huet, an net onbedéngt déi eng Meenung vun der Oppositioun, déi där anerer vun der Majoritéit geigeniwwergestallt war, wéi et jo awer gang, ganz oft an eisen Débaten an och an deene Konklusiounen, déi dagan dagaus hei am Parlament gezu ginn, war. Duerfir ass dat doten eigentlech eng Erfahrung, déi eis Demokratie stäerkt an net schwächt.

Ech wëll entgéint de Kolleege vun der CSV, déi dat virun där Sëtzung hei gesot huet, déi dat haut nach eng Kéier gesot huet an et wahrscheinlech och nach déi nächst Méint wäert soen, nach eng Kéier ënnersträichen, datt dee Rapport hei équilibréiert ass, datt ganz villes an dee Rapport hei - och vun der CSV - bäigesat ginn ass, datt villes vun deem, wat de Premierminister hei gesot huet, och schonn an den Aussoen an der Enquêtëkommissioun gemaach ginn ass, wou e gehéiert ginn ass, an datt déi Zitater op Wonsch vun der CSV - an do war ni eng weider Debatt doriwwer an der Kommissioun! -, datt dat bäigesat ginn ass.

Esou datt, wann et gutt Argumenter gouf, fir eppes aneschters ze schreiwen, fir eppes net ze schreiwen, fir eppes bäizesetzen oder ewechzeloossen, dann ass dat och esou geschitt. An dat ass opgrond vun Awérf vun där enger Säit an opgrond vun Awérf och vun där anerer Säit absolut méiglech gewiescht.

À charge et à décharge, dat war dat, wat och ëmmer ageklot ginn ass. A wann een de Rapport haut liest, jo, da fënnt een, datt ee punktuell op ganz kloer Konklusioune komm ass, jo, well iwwereneestëmmend Aussoen eppes ganz kloer confirméiert hunn, an datt et op villen anere Plaze widderspréchlech Aussoe gëtt. An déi sinn dann och awer esou an dem Rapport mat iwwerholl ginn, esou datt de Lieser vun deem Rapport, an där wäerten et jo net wéineg ginn, sech och e komplett Bild dovunner ka maachen.

Wann een awer seet, „à charge et à décharge muss enquêtéiert ginn", an och „dat muss an de Rapport fléissen", an „dat muss eigentlech och hemo an eis Konklusiounen, déi mer um Enn vun dëser Debatt sollen huelen, afléissen", dann ass et dach e bësse skurril, datt eng Fraktioun eigentlech, wa se iwwerhaapt Froe gestallt huet während deenen Auditiounen, haaptsächlech Froen zum Verhale vun der Kontrollkommissioun gestallt huet a vill aner Dossieren - nach vläicht den Dossier „Katana" -, mä vill aner Dossieren hir eigentlech do zimlech egal waren. Do huet een eigentlech dès le départ och gespuert, datt et net ëmmer à charge et à décharge vun alle Säite sollt sinn.

Et kann op jidde Fall haut keng Partei soen, keng Fraktioun hei soen, datt hir Amendementer, déi se proposéiert hunn, fir an dee Rapport afléissen ze loossen, aus parteipoliteschen Erwägungen net opgeholl gi wären. Et ass diskutéiert ginn, et ass argumentéiert ginn. An et ass een eenzege Vote an där Kommissioun geholl ginn, dat war deen allerleschten Dag, wou mer dee Rapport zesummen ugeholl hunn. A virdrun ass ni do gesot ginn, datt eng Majoritéit do d'Wourecht definéiert hätt. Et waren d'Argumenter, déi dat definéiert hunn, wat an de Rapport komm ass. Duerfir, déi Konklusiounen, déi de Rapport zitt, jo, déi baséieren och op dem Sachverhalt, dee virdru beschriwwe ginn ass.

Déi Aarbecht, déi d'Kommissioun gemaach huet, och déi Aarbecht, déi de Rapporteur hat, mat all deenen, déi sech d'Méi gemaach hunn, un deem Rapport do ze feilen an en an eng gewësse Richtung ze kréien, ass an engem extrem schwieregen Émfeld geschitt iwwert déi leschte Méint.

Mir hu relativ schnell festgestallt, datt net jiddweree begeeschtert war, fir do ëmmer déi ganz Wourecht ze soen. Mir hu festgestallt, datt mer widderspréchlech Aussoe kritt hunn. Duerfir si mer jo och zur Konklusioun komm, datt och op deem Punkt, datt Leit ënner Eed widderspréchlech ausgesot hunn, nach eemol vläicht misst méi no driwwer gekuckt ginn, wat eng Fro fir d'Justice schéngt ze sinn.

Mir hunn awer och festgestallt, datt muncher mat der Salamitaktik operéiert hunn, datt oft dat zougi ginn ass, wat dann huet missen zougi ginn a wat eigentlech net ze leegne war, an de Premierminister eigentlech och déi doten Taktik ugewannt huet.

An dat bedaueren ech. Och wann ee vläicht dat eent oder dat anert kann deelen, och vu sengen Explikatiounen hei, mengen ech, wär et méi kredibel gewiescht, wann en am Dezember d'lescht Joer, wann en am Januar dëst Joer an déi Kommissioun komm wär a gesot hätt: „Hei ass dat, wat ech ze soen hunn; hei ass dat, wat mir déi leschte Jore festgestallt hunn, wat wierklech schifgaangen ass am Service de Renseignement."

Et ass esou, datt och hien eigentlech ëmmer nëmmen dat zouginn huet, wat dee Moment scho bekannt war a wat eigentlech net méi ze leegne war. Do, mengen ech, hätt e sech selwer e Gefale gemaach.

Et sinn dann, en cours de route, ëmmer nei Skandaler bekannt ginn. An eigentlech muss een do der Press e grousse Merci soen, well mir wäre wahrscheinlech net op bal 50 Sëtzunge komm an herno och net op 140 Säiten am Rapport, wann net d'Press eng ganz Rei vu Faiten awer dévoiléiert hätt, déi mir herno an der Enquêtëkommissioun opgegraff hunn an eigentlech do an deenen Auditiounen, déi mer haten, confirméiert kruten, a woufir se och haut am Rapport optauchen.

En anert erschwéierend Element, wat derbäikomm ass, wat d'Aarbecht vun der Kommissioun net méi einfach gemaach huet, dat war, datt parallell zu eiser Aarbecht, zu eiser Enquête parlementaire, eng Rei vun Enquêtes judiciaires lancéiert goufen, wat dann heescht, datt eenzel Aspekter eigentlech vun eiser Enquête parlementaire net richteg konnte gekuckt ginn. Déi hu mer missen ausklameren. Mir hu se missen ausklameren an den Auditiounen, an den Débaten, an eigentlech konnte mer eis dozou och herno net richteg am Rapport exprimëieren, well déi Enquêtes judiciaires jo och nach ëmmer lafen.

Dann, an ech wëll dorop vläicht nach eng Kéier zréckkommen, wësse mer och haut, datt nach eng ganz Rei vun oppene Froen do am Raum stinn, déi mer och an deem Zäitdrock, dee mer eis selwer gesat haten a vläicht och einfach an der Onméiglechkeet, fir nach alles mat Jore Retard erëm eng Kéier kënnen ze rekonstruéieren a komplett Biller do kënnen ze zeechnen, net konnte beäntwerten; dat ass sécherlech der Kommissioun och net gelongen. Eng ganz Rei vu Froen, déi stinn och nach ëmmer am Raum.

Och d'Interventiounen hei vum Statsminister werfen nach eng Kéier eng Rei vu Froen op. An et misst ee sech eigentlech ganz vill Stonnen nach eng Kéier Zäit huelen, fir am Detail deene Saachen do nozegoen. Mä et ass eigentlech eng Aarbecht, déi jo schwéier ass, an esou enger Debatt ze maachen. Déi hu mer jo eigentlech duerfir och virdrun an deene ganz ville Sëtzungen an der Enquêtëkommissioun gemaach. Mä op jidde Fall, déi Konklusiounen, déi am Rapport gezu gi sinn, hunn an eisen Aen nach ëmmer Bestand.

ler een eigentlech un déi Aufgab do kann erugoen, misst ee sech d'Fro stellen: Wat ass e Geheimdéngscht haut? Wat soll e Geheimdéngscht haut sinn? An der Vergaangenheet ass déi Fro nach méi oft gestallt ginn: Brauche mer iwwerhaapt e Geheimdéngscht?

Wann ech dat richteg verstinn, hu mer nach ee Kolleeg hei am Haus, dee sech déi Fro stellt an eigentlech mat Nee beäntwert. Nun, meng Fraktioun, déi seet ganz kloer: Jo, mir brauchen e Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg! An et ass och déi Konklusioun, déi d'Enquêtëkommissioun nach eng Kéier confirméiert huet.

Et gëtt eng ganz Rei vu Geforen, déi vu bausse op eis erawierken, déi mer mussen ofwieren. Den Terrorismus ass eng dovunner. Dat ass eng Realitéit. Wie mengt, datt e klengt Land wéi Lëtzebuerg do kenger Gefor ausgesat wär, dee ka sech emol eng Kéier d'Fro stellen, ob mer net bei deene ville Kongresser, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, kéinten d'Cibel vun terroristeschen Attacke sinn. Dee ka sech d'Fro stellen, ob mer net als europäesch Haaptstad och emol eng Kéier d'Cibel wäre vun esou terroristeschen Attacken. Dee ka sech d'Fro stellen, ob net déi eng oder déi aner Ambassad emol eng Kéier d'Cibel wär vun terroristeschen Attacken, oder aner international Institutiounen, déi hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg hunn an deene mer jo och wëllen e séchere Kader hei bidden.

Industriespionage ass eng Realitéit. Et ass ganz besonnesch och eng Realitéit op a ronderëm d'Finanzplaz. An ech mengen och, datt mer duerfir en Instrument brauchen, fir deem entgéintzewierken, wuelverstanen och defensiv virun allem entgéintzewierken.

Dann ass eise Service de Renseignement permanent am Kontakt mat anere Servicer, wou ee muss oppassen - an ech si frou, datt de Statsminister dat ähnlech gesäit -, mat wat fir engen Intentiounen déi och eise Service démarchéieren an ob déi ëmmer och am Interessi vun eisem Land sinn, ob mir Interessi do hunn, matzemaachen oder net matzemaachen.

Mä kommt, mir stellen eis emol nëmmen ee Momentche vir, mir hätte kee Service de Renseignement hei zu Lëtzebuerg: Wie géifen déi aner Servicer dann aus deenen anere Länner hei - jo - froen? Si wäre wahrscheinlech selwer hei aktiv, vill méi wéi se et haut souwisou nach wahrscheinlech sinn. An, jo, mir hätte se net ënner Kontroll. Et wär net de Statsminister, dee kéint soen, wat géif goen a wat net géif goen. Et wär net d'Parlament hei, wat e Gesetz géif maachen, dat géif definéieren, wéi wäit datt se däerfen aktiv ginn, an et wär och keng parlamentaresch Kontrollkommissioun, déi hir Aktioun kéint kontrolléieren.

Duerfir, ze soen, mir sollen eise Service ofschafen, wa mer dat géife maachen, mir musse wëssen, datt déi aner et wahrscheinlech net géife maachen. An doduerjer hätte mer wahrscheinlech fir eist Land net vill Gescheites geschafft.

Et muss ee sech och d'Fro stellen: A wiem sengem Déngscht schafft esou e Geheimdéngscht? Et ass am Déngscht vum Land, mengen ech emol. Et ass am Déngscht vu senge Bierger. Et ass awer och am Déngscht vun demokratesche Wäerter. Et ass am Déngscht - an ech fannen dat eigentlech normal - och vun eiser Ekonomie. An et ass virun allem awer och am Déngscht vum Rechtsstat.

De Schutz vum Rechtsstat ass eng zentral Aufgab vun engem Geheimdéngscht. De Schutz vun der Demokratie ass eng zentral Aufgab vun engem Geheimdéngscht. Et däerf duerfir net esou sinn, datt e Service de Renseignement d'Demokratie an de Rechtsstat aushielegt, fir aner Zwecker ze verfollegen. A rezenter Vergaangenheet hunn awer Deeler vum Service de Renseignement hir Aufgab, hir eigentlech fundamental Aufgab, déi och am Gesetz beschriwwen ass, aus den Ae verluer. A si hunn, jo, éischter eng eegen Agenda gehat, an déi eegen Täsch probéiert ze schaffen. Si hunn déi demokratesch Institutiounen ëmgaangen. Si hunn d'Gesetzer mat Féiss getrëppelt an domadder och eiser Ekonomie nohalteg geschuet.

E Geheimdéngscht, deen aus dem Rudder leeft, deen ass eigentlech duebel schlëmm, well e Geheimdéngscht, deen ass jo do, fir d'Land an d'Leit ze protegéieren. A wann de Geheimdéngscht net fonctionnéiert, dann ass et net esou (veuillez lire: dann ass et net nëmmen esou), datt d'Leit an d'Land net méi protegéiert wären - dat stëmmt, dat ass et net -, mä de Geheimdéngscht, dee ka sech gradesou schnell dann och nach géint d'Leit a géint d'Land wieren an asetzen. An duerfir ass dat eigentlech eng duebel Katastroph!

E Geheimdéngscht ass wéi e Wuechthond, deen ee permanent awer och ferm an der Lëngt muss halen, well wann een déi Lëngt eng Kéier ze labber léisst, dann ass et net nëmme méi, datt ee selwer net protegéiert ass vum Wuechthond, mä de Wuechthond, deen dréint sech och géint deen, deen déi Lëngt eigentlech an der Hand sollt halen. Dat ass de Geheimdéngscht an dat muss de Geheimdéngscht sinn!

An duerfir muss deen - Här Statsminister! -, deen de Geheimdéngscht kontrolléiert, deen, dee fir de Geheimdéngscht politesch responsabel ass, duerfir muss deen déi Léngt och do ferm an der Hand halen. A wann en déi net fest genuch an der Hand hält, da mécht deen Hond sech do selbststänneg an e wennt sech géint säin eegenen Här.

D'Kontroll vun de Geheimdéngschter ass net déi am mannste wichteg Aufgab duerfir am Stat. An et ass wahrscheinlech och dee Gedanke gewiescht, deen dozou gefouert huet, datt am Gesetz ganz kloer steet, datt eben net all Kéiers bei der Regierungsopdeelung déi Kompetenz do nei verdeelt gëtt, datt net iergendee Minister zoustänneg ass fir de Geheimdéngscht, mä et ass de Statsminister, well dovunner ausgaange gëtt, datt deen déi Léngt do ganz besonnesch fest an der Hand kéint halen.

An do muss keen an do däerf effektiv och keen déi Léngt an der Hand halen, deen e Geheimdéngschtfreak ass. Här Juncker, Dir hat et eng Kéier esou ausgedréckt: e „Geheimdéngschtfetischist". Et ass effektiv esou, datt et besser ass, et ass een, deen eng gewësse Skepsis par rapport zu där Welt do huet, déi eis alleguerten zum groussen Deel friem ass, deenen, déi e bësse méi no elo dodrunner waren, zum Deel sech opgemaach huet, awer zu engem ganz, ganz klengen Deel.

Villes ass net flott, wat een do gesäit, wann een an d'Welt vun de Geheimdéngschter erakuckt. Et geet och ëm déi däischter Säit vun der internationaler Politik, déi een do emol eng Kéier erblécke kann, wou een eigentlech hofft, datt et se net géif ginn, datt et se hei bei eis net géif ginn, mä déi awer eng Realitéit ass an déi dann awer an e Land wéi Lëtzebuerg, an eng international Finanzplaz, e Land, wat eng Rei vun internationalen Institutioune bei sech doheem huet, dann awer emol eng Kéier erakuckt.

An eis Aufgab ass et awer och als Politiker, déi Saachen, déi mer net mat vollem Engagement an net mat voller Iwwerzeegung an net mat där beschter Laun am Bauch direkt uginn, fir déi Saachen awer och seriö ze maachen. Mir sinn eben och duerfir gewielt, fir eben de Geheimdéngscht dann emol ze kontrolléieren an en ze observéieren an en ze guidéieren, wann et dann noutwendeg ass, och wa mer keng „Geheimdéngschtfetischisten" sinn.

Et geet hei net ëm Geheimdéngschtfreaken, et geet hei ganz einfach drëms, datt den demokratesche Rechtsstat an der Rlicht gehale gëtt. An duerfir brauche mer Politiker, déi déi Aufgab do mat vollem Asaz och iwwerhuelen.

Mir hunn an de leschte siwe Méint an deene bal 50 Réuniounen, an deene ganz villen Auditiounen iwwer eng ganz Rei vun Dysfonctionnementer geschwat. Mir hate méi Schwieregkeete festzestellen, wat da wierklech geschitt ass, wa mer méi wäit zréckgaange sinn. Mir hunn dat awer net ausgeklamert, well et jo och en Optrag un d'Kommissioun war. Mir hunn awer virun allem festgestallt, datt an de Joren 2005 bis 2008 et zu enger Hällewull vun Dysfonctionnementer komm ass, wou Deeler op d'mannst vun deem Service do awer komplett aus dem Rudder gelaf sinn.

Ech brauch net nach eng Kéier alles opzezielen, mä et ass zu illegalen Écoutë komm. Déi goufen duerchgefouert am Kontext vun där cryptéierter CD, am Kontext vun engem Dossier Cargolux, am Kontext vun enger Operatioun SAM. Et ass zu onkauschere Praxisse komm, egal wéi mer dat elo juristesch wëlle betitelen: ob et Détournement de biens publics ass oder net, wann en Här Reuter an engem Appartement, wat vum Stat bezuelt gëtt, ouni iergendeng plausibel Motivatioun dann drasëtzt.

Et ass dozou komm, datt bei eenzelnen Operatiounen eenzel Leit eng eegen Agenda haten, jo, probéiert hunn, an déi eegen Täsch ze schaffen, wann et drëms gaangen ass, datt Leit iwwert de Service Autoen akaaft hunn, weiderverkaaft hunn, fir sech kaaft hunn a sech do Margë wollte maachen. Et ass dozou komm, datt probéiert ginn ass, bei der Operatioun SAM oder SAM - wéi se dann ëmmer geheescht huet - och eng Marge, eng, eng... Wéi nenne mer dat?

M. Robert Weber *(CSV)*.- Kommissioun!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Eng Kommissioun, esou ass et. Merci, Här Weber!

...datt eng Kommissioun am Spill sollt sinn, déi wien och ëmmer - an do si mer jo eigentlech

net richteg virukomm - sech hätt kënnen an d'Täsch stiechen.

Et ass esou, datt Geheimdéngschtinformatioune fir privat a wirtschaftlech Zwecker genotzt goufe bei der Grënnung vun der Société Sandstone, am Dossier Cargolux. An deem Gaydamak-Prozess schéngt dat mer awer evident gewiescht ze sinn.

Missiounen an Dossiere sinn ënner falschem Virwand eigentlech lancéiert ginn. Déi Rees an de Kurdistan fält a mengen Aen ënnert déi Kategorie, och nach eng Kéier den Dossier Cargolux an och den Dossier SAM, wou ee jo herno eréischt festgestallt huet, wat da wierklech derhannert war a wat wierklech d'Objektiv war vun deene Leit, déi dorunner geschafft hunn, an datt et eigentlech net dat war, wat am Ufank duergestallt ginn ass. Et ass dozou komm, datt héichgestallte Persoune sollten diffaméiert ginn an deem dach ganz penibelen Dossier „Katana".

Dann hate mer en Électron libre, oder e puer Électrons libres, mä ee vun den Zeien huet sech eigentlech selwer als solche bezeechent. Et war dat de fréiere Chauffeur vum Statsminister, den Här Mandé.

An ech wëll do eng Klammer opmaachen. Mir hu jo net nëmmen eis domadder befaasst: Wéi ass den Här Mandé an de Service de Renseignement komm? Datt ee Minister, och e Premierminister, oder soss iergendeen ee recommandéiert fir eng aner Plaz, do huet de Statsminister recht, dat ass eigentlech en zimlech normale Virgang. A jiddweree vun eis mécht dat, wann en een hallefweegs kennt a weess, dat doten, dat ass e Gudden, an deen aneren, dee brauch och nach e Gudden, da geet e bei deen a seet em: „Kuck der deen emol un." A wann ee sech en dann ugekuckt huet an en erfëllt d'Kritären an e stellt sech och als valabele Kandidat eraus, dann huet en eigentlech dann och all Chancen.

Mä et geet ëm dat, wat eis jo awer am meeschte verwonnert huet, dorëms geet et: Wat huet den Här Mandé am Service gemaach? Wou keen eis richteg konnt erklären: Wat war seng Aufgab am Service de Renseignement? Wou keen eis konnt richteg erklären: Als wat ass en dohinnerkomm?

An den Direkter huet awer ganz kloer gesot, hien hat d'Gefill, datt e vum Statsminister ageschleist ginn ass, fir d'Aarbechte vum Service de Renseignement ze kontrolléieren a fir direkt dem Statsminister Rapport ze maachen, an datt e sech eigentlech och esou gutt et gaangen ass gewiert huet géint déi Nominatioun do. An dat ass dat, wat eis préoccupéiert huet an der Enquêtëkommissioun, an dat hu mer och deementspriechend an de Rapport ageschriwwen.

A wat eis haut nach préoccupéiert, dat ass d'Fro: Wat mécht den Här Mandé haut? Do hu mer, trotz allem Nofroen op ganz ville Plazen, keng plausibel Antwert kritt. An ech mengen, wa mer den Här Mandé och froen, dee weess et och net esou richteg, firwat en dann haut wierklech eng Pai vum Lëtzebuerger Stat kritt.

Dann erlaabt mer, vläicht kuerz e Wuert zur parlamentarescher Kontrollkommissioun ze soen an zu hirer Responsabilitéit. Et ass jo net esou, wéi dat vu munnechen duergestallt gëtt, datt dat der Enquêtëkommissioun egal gewiescht wär. Et ass jo net esou, wéi dat hei duergestallt gëtt, datt am Rapport näischt doriwwer steet. Mir hunn do, wou d'parlamentaresch Kontrollkommissioun sief et hirer Aufgab net gerecht ginn ass, sief et vläicht am Réckbléck vun haut net esou agéiert huet, wéi ee sech dat haut kéint wënschen, jo, dat hu mer an de Rapport geschriwwen.

Mir hu ganz kloer drageschriwwen, datt dat lues ugaangen ass an den Ufanksjoren, datt déi Kommissioun hir Aufgab an hir Roll emol huet misse fannen an entdecken. A wann ech virdrun d'Beschreiwung vum Statsminister héieren hunn, wéi en déi Welt vum Geheimdéngscht 1995 entdeckt huet, wou en duerfir zoustänneg ginn ass, da mengen ech, ass et deene Memberen, virun allem deene véier éischten oder deene fënnef éischten, déi an där Kommissioun do waren, ähnlech gaangen. An et huet eng Ulafzäit gebraucht, bis se richteg hir Aufgab do konnte wouerhuelen.

Et steet am Rapport, datt réckbléckend déi Guttgleewegkeet, déi d'Membere vun der Kommissioun un den Dag geluecht hunn, jo och vläicht kéint souguer als eng Portioun Naivitéit duergestallt ginn. Dat ass awer och eng kloer Ausso. An dat ass awer e Stéck Autocritique, datt d'Parlament dëst par rapport zu senger eegener Kontrollkommissioun mécht. An ech fannen dat richteg. Dat ass eigentlech guer net diskutéiert ginn an der Kommissioun. Do war eigentlech och keng kontrovers Diskussioun. Mir waren eigentlech alleguerten domadder d'accord. Et huet hei kee probéiert, déi Responsabilitéit an dee Fonctionnement an d'Wichtegkeet vun der Kontrollkommissioun an deenen heiten Affären iergendwéi erofzespillen.

Mir hunn och, an do ware mer eis alleguerten och driwwer eens, am Detail den Oflaf vun der Aueregeschicht, wann ech dat emol esou däerf résuméieren, deen hu mer beschriwwen am Rapport: Wéini ass den éischte Vertrieder - et war de President - vun der Kontrollkommissioun et gewuer ginn; datt et - leider Gottes, muss een haut soen - dräi Méint gedauert huet, bis datt en déi éischt Réunioun beieneekritt huet mat deenen anere Memberen, datt entretemps déi eenzel Membere mëndlech informéiert goufen, datt et leider net derzou komm ass... - kann ech och nëmme bedaueren, ech war net an der Kommissioun déizäit, ech weess net, firwat et esou war, mä et ass esou, et muss een et och esou feststellen, et steet och esou am Rapport -, datt dat Band, déi Opnahm do net gelauschtert ginn ass.

Bon, datt awer duerno sech net oft domadder befaasst ginn ass, mä awer dann, wa sech domadder befaasst ginn ass, d'Kommissioun awer éischter gesot huet: „Mir sinn net ganz zefridde mat där Method, wéi dat doten elo ofgewéckelt ginn ass, datt den Här Mille erauskomplimentéiert gëtt ouni disziplinaresch Moossnamen, ouni datt sech d'Fro gestallt ginn ass, ob een net och misst juristesch där Saach eng Suite ginn." Dat ass awer gradesou gutt och dokumentéiert an de Procès-verbalë vun der Kommissioun. Duerfir ass et och an de Rapport komm.

Ze bedaueren ass dann awer och - well wann een dat eent komplett opschreift, da mengen ech, muss een och dat anert komplett opschreiwen -, datt de Statsminister zu deem Zäitpunkt do informéiert war iwwer en eventuell zweet Enregistrement, dat gemaach gi wär an enger Réunioun, wou hien derbäi soll gewiescht sinn, an datt dat Enregistrement net erwähnt ginn ass. Dat ass awer op d'mannst skurril. Wann ee seet: „D'Kommissioun, déi wousst alles, d'Kommissioun huet hir Aufgab do net richteg gemaacht!", dann, mengen ech, muss een och kucken: Wousst se wierklech alles? An haut huet sech erausgestallt opgrond vun Zeienaussoen, datt et héchst wahrscheinlech ass, datt en anert Gespréich nach enregistréiert gouf, datt et eng Opnahm dovunner ginn ass an datt de Statsminister och zu deem Zäitpunkt do driwwer informéiert war.

(Interruption)

Une volx.- ...et ass net d'Ausso, datt de Statsminister informéiert gewiescht wär vun där Opnahm vun deem...

...dat kënnt Dir net esou behaapten, well dat ass net Fakt!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Jo, do kommen dann eenzel Punkten, wou dann deen ee vläicht eng aner Lecture huet wéi déi aner. Mä wann ech dat hei soen, dann ass dat...

(Interruptions)

...dann ass dat jo och esou, well mer dozou eng Rei vun Aussoen awer hunn.

(Interruption)

D'Kommissioun ass dann oft, an dat ass och Fakt, net informéiert ginn. A wann de Statsminister hei esou insistéiert, datt en den Direkter drop higewisen huet, e misst alles der Kommissioun soen, wat en him géif soen - woubäi et mech e bësse wonnert, datt elo op eemol an der Lescht dann nach méi Briefinge sollte gemaach ginn, déi awer virdrun och schonn dem Statsminister sollte gemaach gi sinn, an et ass kengem opgefall, datt d'Kommissioun déi net kritt huet, an déi kritt se awer dann elo op eemol, dann ass dat awer och eng relativ spéit Reaktioun -, mä wann ee sech esou hei festleet, datt ee jiddwerengem gesot huet: „Informéiert d'Kommissioun iwwer alles dat, wat ech och selwer weess.", dann ass dat jo awer schonn eigentlech eng Verteidegung fir am Fall, wou d'Kommissioun net alles sollt gewosst hunn. A mir hu festgestallt, datt d'Kommissioun eben net alles wousst.

Wat hätt d'Kommissioun da kënne maachen, wann et an der Operatioun SAM drëms gaangen ass, eng Kommissioun ze erwirtschaften? Wat hätt d'Kommissioun da kënne maachen am Dossier Gérard Reuter, deen an engem staatlechen Appartement do sëtzt? Wat hätt d'Kommissioun kënne maache bei deenen illegalen Écouten, déi geschalt goufen?

Wat hätt d'Kommissioun kënne maachen am Dossier vun deem Briefing ugangs 2006 iwwer Bommeleeër/Stay-behind-Theorie, an Implikatiounen eventuell vun der Lëtzebuerger Finanzplaz an Elf-Aquitaine am Dossier Lissouba? Wat hätt d'Kommissioun kënne maachen an deem Fall, wou dee Briefing do och opgeholl ginn ass?

Si hätt näischt kënne maachen, soen ech lech, well se näischt dovunner wousst! Da kënne mer eis awer net herno heihinnerstelle kommen a soen: „Déi Kommissioun do, déi dréit eng Responsabilitéit do mat, déi huet net richteg fonctionnéiert." Si hätt kënne richteg fonctionnéieren, wa se alles och am Detail gewosst hätt.

An do geet et och net duer, Här Statsminister, just hei opzezielen, wéini dann an der Kommissioun wat fir e Sujet eng Kéier ugeschnidde ginn ass. Well wann een am Detail nokuckt, da mierkt een awer, niewent deenen, déi guer net ugeschnidde gi sinn, an där gëtt et jo awer och - ech hunn der elo e puer opgezielt -, gëtt et déi, déi, jo, emol eng Kéier esou gestrâift goufen a wou dat ganzt Bild eigentlech net gezeechent gouf. An et gëtt déi, wou een awer och wierklech d'Gefill huet, datt d'Kommissioun vläicht an eng falsch Richtung sollt guidéiert ginn.

Dir hutt hei erklärt, et wär kee Widdersproch doranner, tëschent Ärer Ausso, déi Der am Ufank gemaach hutt, datt et ni e Gespréich mam Grand-Duc iwwert de Bommeleeër ginn hätt, an enger, déi Der spéider gemaach hutt, wou Der sot: „Ben dach, ech hunn am Kontext vun deem RTLs-Zeien...", elo nenne mer den Här emol esou, „...do hunn ech mam Grand-Duc iwwert de Bommeleeër geschwat.", datt et do eigentlech kee Widdersproch géif ginn, datt dat eent normal wär an dat anert normal wär. Dir hutt do déi Gespréicher erklärt.

Et gëtt awer en anere Widdersproch. Dat ass, datt deen éischte Moment gesot ginn ass, datt déi cryptéiert CD - vun lech och gesot ginn ass an der Kommissioun -, datt déi cryptéiert CD vun enger anonymer Source kënnt. Et huet sech awer duerno erausgestallt, datt zu deem Zäitpunkt Dir ganz gutt wousst, datt et de Mataarbechter oder Agent oder d'Source M. war, déi déi CD an de Service erabruecht huet, well dat geet nämlech aus deem Gespréich Mille/Juncker, wou mer de Contenu jo mëttlerweil kennen a wat virdru stattfonnt huet, jo, virun där Kommissiounssëtzung, doraus geet dat erwir!

Jo, wann d'Kommissioun net alles gesot kritt, wann een net gesot kritt, datt déi Informatioun, déi een do huet, vun deem ass an datt ee vläicht e Profil vun där Persoun och kéint maachen, esou wéi mir et haut kënne maachen, da kann een nun der Kommissioun awer wierklech och net virwerfen, datt se do net richteg agéiert hätt.

An ech ginn dat Gefill net lass, duerch meng Erfahrung elo an der Enquêtëkommissioun, duerch meng Erfahrung awer och als Member, dee jo elo annerhalleft Joer ongefäier an der Kontrollkommissioun probéiert, seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen, datt d'Kontrollkommissioun awer méi wéi eng Kéier als Alibi gebraucht gëtt.

An et ass eigentlech eppes, wat mer dat ganz kloer seet: Wéi oft ass an deene leschte Méint direkt gesot ginn, wann iwwer iergendeppes hei geschwat ginn ass: „D'Kontrollkommissioun, déi wousst Bescheed."? Et ass direkt gesot ginn: „Déi woussten et. Si hunn näischt gemaach.", an „Si waren domadder d'accord!" Et ass iergendeppes, wat dann do an de Raum gestallt ginn ass: „Déi woussten et, also ass alles an der Rei."

Et hat ee wierklech d'Impressioun, datt eenzel Leit d'Kommissioun méssbraucht hunn heiansdo, fir ze soen: „Mir hunn hinnen et gesot, da steet et am Rapport. An da ka keen eis duerno e Reproche maachen." Et ass op jidde Fall déi Impressioun, déi ech aus deene leschte Méint hei mathuelen.

Duerfir, mir waren d'accord, fir d'Responsabilitéit vun där Kommissioun absolut objektiv ze beliichten. Mir hunn dat gemaach. An ech mengen och, datt dee Rapport dat zur Genüge erëmgëtt.

D'Kontrollkommissioun selwer huet jo och schonn 2011 an hirem Rapport, awer och nach eng Kéier am November 2012 kloer gesot, datt et Reformbedarf gëtt, wat d'Aarbecht vun der Kommissioun ubelaangt, datt mer d'Missioune vun der Kommissioun, d'Kompetenze vun der Kommissioun, d'Moyene vun der Kommissioun missten iwwerdenken, well mer e Malaise gespuert hunn.

An dann nach eng Kéier: Wann Objektivitéit hei gefrot gëtt, da kann ee jo awer elo net esou maachen, wéi wann de Statsminister, deen de politesche Chef ass vun engem Service de Renseignement, wou mer eis jo awer alleguerten eens sinn, datt ganz villes schifgaangen ass... Onofhängeg dovunner, wéi et am Detail war, mä ganz villes ass schifgaangen, an da seet de Statsminister hei, hie géif weder déi objektiv an nach déi subjektiv politesch Responsabilitéit duerfir unerkennen.

An da kënnt vun därselwechter CSV de Sprecher, de Gilles Roth, heihinner, an dee schwätzt eigentlech quasi nëmme vun der grousser Responsabilitéit, déi d'Kontrollkommissioun do soll hunn. Ech mengen, datt do d'Saachen awer net méi openeeklappen. Dat ass esou, wéi wann de Polizist responsabel wär fir eng Strofdot, an de Brigang, deen hätt eigentlech näischt domadder ze dinn.

(Interruptions diverses)

Duerfir... Jo, jo. Majo.

(Interruption)

Jo, jo..., dat steet..., neen, neen, dat steet am Rapport, wien de Brigang ass.

(Interruption)

Duerfir mengen ech, datt een déi dote Liesaart net kann deelen. An duerfir verstinn ech eigentlech och net, datt d'CSV en fin de compte, no deene ville Sëtzungen, wou kontrovers an och sachlech diskutéiert gouf, de Rapport net ugeholl huet. An ech bedaueren dat eigentlech, well et der Aarbecht an der Kommissioun virdru keng Rechnung gedroen huet.

D'Justice ass, mengen ech, awer och méi wéi eng Kéier hei, eigentlech zu Onrecht, net informéiert ginn, nieft dem Fait, datt d'Kontrollkommissioun oft am Däischteren tappe gelooss ginn ass. Eleng de Fait, datt haut sechs, siwen Enquêten oder Enquêtes préliminaires lafen iwwer Faiten, déi jo awer och elo net nei op d'Tapéit komm sinn, wou op d'mannst de Statsminister, op d'mannst d'Leit am Renseignement Bescheed woussten iwwert déi leschte Joren, meeschtens an de Joren 2006 bis 2010 dovunner Informatioune kritt hunn, an datt eigentlech d'Justice elo eréischt konnt aktiv ginn, hir Aarbecht maachen, wou d'Enquêtëkommissioun déi Dossieren do weiderginn huet, dat weist, datt et awer do zu enger Verfeelung komm ass an datt doduerjer d'Justice behënnert ginn ass.

Wann haut d'Opnahm, déi mat lech gemaach ginn ass vum Här Mille mat där ominéiser Auer, wann dee Fait haut verjährt ass, dann huet dat eben och domadder ze dinn, datt dat net matzäiten der Justice bekannt gemaach ginn ass. A bei anere Faiten,...

(Interruption)

...wou elo nach Enquêtë lafen, wäerte mer riskéieren, datt et do d'selwecht wäert goen, datt och do déi Faite riskéieren, herno verjährt ze sinn, an d'Justice eigentlech net méi op de Fong vun der Saach kann agoen.

Da komme mer awer och da bei déi politesch Responsabilitéit, déi hei ze droen ass. De Fait, datt mer haut sechs Enquêten hunn, déi sech dréinen ëm déi cryptéiert CD, ëm déi illegal Écouten, ëm dat Appartement, wou de Gérard Reuter dra logéiert war, ëm deen Autostrafic, ëm de Briefing 2006 an déi Presentatioun do, déi gemaach gouf, wou een nach net richteg weess, ob net nach aner Enquêtë wäerten doduerjer musse lancéiert ginn, ëm déi Missioun mat den Handgranaten, ech mengen, déi meescht heibanne wëssen, wat gemengt ass, an d'Operatioun „Katana", dat weist, datt - jo! - eng strofrechtlech Responsabilitéit fir déi, déi dat dote verursaacht hunn, am Raum steet, datt d'Prescriptioun drot do herno mussen ausgeschwat ze ginn.

Mir hunn och héieren, datt d'Justice sech nach Froe stellt, ob net nach weider Enquêtë wäerte mussen opgemaach ginn. D'Madame Woltz huet an der Kommissioun gesot, datt dat doten eréischt kéint den Ufank sinn an datt finalement eng Rei vu Leit am Service de Renseignement wierklech dee Service esou gefouert hunn an hir Aktivitéiten esou gefouert hunn, datt et awer zum Schued vum Land war. An do waren et net déi Mannsten am Service de Renseignement: Et waren déi, déi eigentlech uewen dee Service géréiert an dirigéiert hunn. A géint déi ass momentan dann och d'Justice amgaangen ze enquêtéieren. De Fait, datt dat net éischter konnt geschéien, ass en Deel och vun där politescher Responsabilitéit, déi muss diskutéiert ginn.

Wat soss déi politesch Responsabilitéit ubelaangt, deele mer déi Konklusiounen, déi de Rapport mécht, déi op Faite baséieren. De Premierminister hat säi Geheimdéngscht iwwer Joren eigentlech net richteg am Gréff. Hie sot: „Ech wousst net vill." Op där anerer Säit huet een awer héieren, datt awer da bal all Mount e Briefing war. Da muss do net vill Sënnvolles geschwat gi sinn. D'Kontroll ass delegéiert ginn, um Niveau och vum Statsministère zum Deel.

D'Dysfonctionnementer aus de Joren 2005 bis 2008 sinn awer och d'Resultat vun enger mangelnder Kontroll, vun enger mangelnder Emprise vum Statsministère, vum Ministère de tutelle op de Service de Renseignement. An hei hat ee wierklech d'Impressioun, datt, wann d'Kaz net doheem ass, d'Mais dann um Dësch

danzen. Dat ass dat, wat och an de Joren 2005 bis 2008 geschitt ass.

An de Premierminister ass awer am Laf vun deene Joren do iwwert déi Dysfonctionnementer, déi haut am Rapport opgelëscht sinn, déi mer haut hei nach eng Kéier kuerz kënnen usträifen, informéiert ginn: iwwert déi illegal Écouten, déi gemaach goufen; iwwert d'Appartement, wou den Här Reuter drasouz; datt an déi eegen Täsch an eenzelnen Dossiere geschafft ginn ass.

An eigentlech hätt en och misse wëssen, datt d'Kontrollkommissiouun net ëmmer vollstänneg informéiert ginn ass. Op jidde Fall, wann dat esou wichteg ass, datt een all Direkter dat ganz kloer gesot huet, dann hätt ee sech och eng Kéier doriwwer kënne vergewëssseren, ob dat war. Virun allem awer bei deene penibele Geschichten, déi hei op d'Tapéit komm sinn, mengen ech schonn, datt de Premierminister sech méi Gedanken hätt kënnen doriwwer maachen, ob d'Kontrollkommissiouun dat dote richteg traitéiert huet oder net.

Ech sinn eigentlech och anerer Meenung, wat d'disziplinaresch Moossnamen ubelaangt. Och do riskéiert et jo elo, deelweis ze spéit ze ginn, well och do lafe Prescriptiounsdélaien. An och do, wann een elo seet - wéi d'Kommissiouun dat festgehalen huet -, et muss géint eenzel Agente vläicht nach virgaange ginn, weess een net, ob haut nach Zäit duerfir ass.

Ech verstinn d'Argumentatioun vum Statsminister, datt ee seet: „Ech wollt de Service protegéieren, andeems ech net alles wollt opbauschen, andeems ech dat op eng aner, vläicht méi elegant Aart a Weis wollt léisen." Allerdéngs wësse mer, datt de Statut vum Fonctionnaire dozou awer och munneches seet. Mir wëssen och, datt de Code d'instruction civile (veuillez lire: de Code pénal) dozou munneches seet. An et huet een d'Impressioun, hei sollt awer munneches vun deem, wat opgetaucht ass an de Joren 2005 bis 2010, ënnert dee berühmtenen Teppech gekiert ginn. Et sollt weder dem Parlament eppes gesot ginn nach der Justice eppes gesot ginn. Et sollt nëmme keen Tamtam gemaach ginn.

Duerfir ass dann och gehollef ginn, datt déi eenzel Leit, déi dat doten am Service ze verantwerten hunn, op aner Plaze konnte placéiert ginn. Den Här Mille ass bei Siemens gaangen. En huet e Congé sans solde kritt. En huet awer nach en Avancement kritt als Premier conseiller de Gouvernement dee Moment, wou e scho fort war. Datt dat awer elo net grad ass, datt een am Schlechte sech getrennt huet, dat kann ee jo net grad behaapten.

Sandstone huet eng Ënnerstëtzung kritt. An et huet mech eigentlech gewonnert, datt hei de Statsminister, mengen ech, gesot huet, datt en eréischt vun där Firma gewosst hätt a vun där Intentioun vum Här Schneider, fir esou eppes ze maachen, Enn 2012, woubäi eis awer...

(Interruption)

Dat hutt Der awer...

(Interruption)

Neen, neen, Här Statsminister, dat hutt Der awer virdrun hei...

(Interruptions)

Ma dat hutt Der awer virdrun hei gesot! Majo dach!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu gesot, ech hätt den Numm vun där Firma...

M. Claude Meisch *(DP).*- Ah.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...2012 fir d'Éischt...

M. Claude Meisch *(DP).*- Ah!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...héieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, d'Intentioun wousst Der awer scho vill méi fréi?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat hunn ech jo erklärt!

M. Claude Meisch *(DP).*- Majo dann ass et...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn den Androck souwisou, dass Der mengen Erklärungen net nogelauschtert hutt!

M. Claude Meisch *(DP).*- Oh dach! Dach. Mä ech hätt nach ganz villes dozou ze soen, mä ech fäerten, meng Riedezäit, déi erlaabt dat haut net, op all déi Detailer do anzegoen. Well an Ären Erklärungen, wou sécherlech net alles falsch ass, mä do misst een awer dann all Kéiers erëm eng Kéier dat komplett Bild zeechnen, fir et da wierklech och ganz richteg duerzestellen. Mä dat hu mer jo an der Kommissiouun gemaach an ass esou am Rapport festgehalen.

Zu Sandstone awer waart Der absolut am Bild, datt déi Firma sollt gegrënnt ginn. Dir hutt dat jo elo nach eng Kéier gesot. An Dir sidd och eng Zäit laang, dat geet op jidde Fall emol aus engem E-Mail-Verkéier ervir, dovunner ausgaangen, datt déi de Volet Intelligence économique fir de Lëtzebuerger Stat soll maachen. Datt also do schonn et esou war, datt och herno eng Geschäftsbezéiung eigentlech tëschent dem Service, dem Stat oder anere Ministèren an där Entreprise do hätt solle sinn.

A wann een hei, Här Juncker, vill Leit ernimmt, wou ech net weess, ob et gutt ass, wa se hei esou op déi Aart a Weis ernimmt ginn, fir ze weisen, datt d'Responsabilitéit ëmmer ganz, ganz breet offensichtlech hei am Stat gespreet ass - an Dir hutt e puermol den CSV-Stat hei erwähnt, wou Der jo weist, gewise wollt hunn, datt deen net ëmmer an all eenzelne Fall da géif zur Geltung kommen -, kéint ee jo och an et hätt een och am Rapport kënnen déi Verflechtungen dätlech maachen tëschent Sandstone, hirem Haaptaktionär, där G.m.H. an Ärer Partei a Persounen, erausragende Persoune vun Ärer Partei.

Mä ech wollt dat eigentlech weder am Rapport gesinn, nach haut hei weider verdéiwen. Well, jo, et ass näischt Onnanstänneges, an engem Conseil d'administration ze sinn. Gradesou wéi et onnanstänneg ass (veuillez lire: wéi et net onnanstänneg ass), engem aneren ze soen, datt een e gudde Mataarbechter do vläicht kéint recommandéieren.

En aneren ass an de Wirtschaftsministère komm, entgéint de Recommandatioune vum Policedirekter an och dem Policeminister. Mä do muss jo also och e bëssen nogehollef gi sinn. A si hunn do eigentlech op deene Plaze weider, jo, hiert Onwiese kënnen dreiwen.

De Premierminister huet gesot, datt en dem Land kee Schued wollt zoufügen an duerfir op déi doten Aart a Weis probéiert huet, déi Elementer aus dem Service erauszekréien. Wann tëschent de Joren 2005 an 2008 vläicht eng Kéier duerchgegraff gi wär, mengen ech, wäre mer net an där heiteger Situatioun! Do mengen ech wierklech, datt mer net an der Situatioun wären, datt mer haut x Dysfonctionnementer iwwer Joren a bal Jorzéngten hei missten oplëschten, déi an deem Mooss dem Service an och der Reputatioun vun eisem Land schueden, wéi Der et grad richteg beschriwwen hutt.

Duerfir, d'Strategie, fir ze probéieren, alles ënnert den Teppech ze kieren, alles e bëssen „à la luxembourgeoise" ze léisen an dem Land doduerjer kee Schued zouzefügen, déi ass nun awer emol voll an d'Box gaangen. An duerfir drot Der finalement och d'Responsabilitéit. An ech loossen et net gëllen, datt hei esou gemaach gëtt, datt déi, déi elo probéiert hunn opzeklären an der Enquêtëkommissiouun, an déi, déi all hir Aarbecht an der Press gemaach hunn, datt déi elo d'Responsabilitéit dofir ze droen hunn - dat geet net!

Firwat ass d'Fro vun der politescher Responsabilitéit esou wichteg?

Et geet hei net ëm d'Persoun vum Jean-Claude Juncker. Et geet hei ëm d'Fonctioun, déi de Jean-Claude Juncker momentan occupéiert, nämlech déi vum Statsminister. An et geet ëm d'Vertrauen an déi Fonctioun, d'Vertrauen an dat Amt, wat d'Lëtzebuerger an déi Leit, déi hei am Land liewen, agéieren, mussen hunn. Et geet drëms, datt déi Institutioun an aner Institutioune kee Schued huelen. An et geet drëms, datt mer dat Vertrauen nees kënnen hierstellen, wat verluer gaangen ass. An ech mengen, datt mer all Dag am Land héieren, datt et e Stéck wäit verluer gaangen ass!

Duerfir ass et och normal, datt, wann ee Statsminister ass an a sengem Ressort awer ganz villes dernieftgeet, wéi et am Rapport dokumentéiert ass, datt een duerfir déi politesch Responsabilitéit muss iwwerhuelen. An Dir waart eigentlech, wéi Der virun e puer Wochen hei stoungt, méi kloer an där doter Fro. Dir hutt déi Dier do e Stéck méi wäit zougemaach, wat ech wierklech bedaueren. Politesch Responsabilitéit iwwerhuelen an enger Demokratie, mengen ech, dat kann net ëmmer nëmmen esou sinn, datt een heihinnerkënnt a seet: „Ech maachen dat!", an da geet ee sech erëm sëtzen an et geet weider wéi bis ewell.

Mir hunn eng ganz Rei vun oppe Froen nach, déi sech haut stellen. Et weess keen, mat wat fir enger Geschicht d'Press oder anerer deemnächst nach eng Kéier kënne kommen. Et ass eis esou all gudden Dag an der Enquêtëkommissiouun gaangen. Ech weess net, ob do net nach iergendeppes kéint kommen. A kee weess et wahrscheinlech heibannen.

Mir wëssen net, ob déi Opnahm vun deem Briefing am Januar 2006 net awer iergendwann eng Kéier optaucht. Wat ass, wann déi cryptéiert CD dann awer eng Kéier entschlësselt ass? Wéi gi mer domadder ëm? Wat si wierklech d'Hannergrënn, firwat de Gérard Reuter an deem Appartement logéiert ginn ass? Wat sinn déi lëtzebuergesch Implikatiounen an der Affär Elf? A vill aner Froen, déi stinn nach op an déi kënnen eis eigentlech all Moment och erëm eng Kéier anhuelen.

Mä wa mer esou einfach virufuere wéi bis ewell, da wäerten déi dote Geschichten eis anhuelen a mir wäerte keng Rou fannen. A mir wäerten all Kéiers erëm gedriwwe ginn, well wann déi Leit, déi awer déi politesch Responsabilitéit heifir ze droen hunn, wann déi weider an hirer Fonctioun bleiwen, da wäerte se weiderhin och belaascht ginn duerch dat, wat dann nach riskéiert ze kommen.

Duerfir brauche mer eigentlech eng Regierung, eng Regierungséquipe, déi net betraff ass vun all dësen Affären, déi sech den aneren Erausfuerderungen, an där gëtt et ganz vill hei zu Lëtzebuerg, mat voller Energie ka stellen, déi dem Stëllstand zu Lëtzebuerg kann en Enn maachen. Eng Regierung, déi eben net nëmme mat sech selwer a mat hiren Affäre beschäftegt ass. Eng Regierung, déi sech kann ëm de Chômage këmmeren. Eng Regierung, déi sech kann ëm d'Statsfinanze këmmeren. Eng Regierung, déi den Embau vun der Finanzplaz an Ugréff hélt. Eng Regierung, déi de Logementsproblem attackéiert. Eng Regierung, jo, déi Lëtzebuerg aus der Kris féiert.

A vill Leit hu recht am Land, wa se engem soen: „Hu mer keng aner Problemer? Hu mer näischt aneschters ze dinn, wéi de Service..."

(Interruptions diverses)

Jo, majo! Jo, ech weess dat. Ech ka mer och virstellen, firwat Der dat sot. Ech ka mer och ganz gutt virstellen, firwat Der dat sot! Mä d'Leit am Land hunn d'Gefill, datt et effektiv nach aner Problemer gëtt. An d'Äntwert op déi Suerg vun de Leit: „Hu mer keng aner Problemer?" däerf awer net sinn: „Jo, da kommt, da këmmere mer eis elo net méi ëm Bommeleeër an ëm Service de Renseignement an alles dat, wou d'Leit e bësse mengen: «Kommt, mer loossen et elo op der Säit!»".

D'Äntwert eigentlech, déi mer mussen drop ginn, dat ass: „Mir këmmeren eis drëm. Mir kläre et op, mir zéien e Schlussstréch an dann hu mer eng propper Situatioun fir e propperen Neistart, fir datt mer eis da wierklech och onbelaascht kënnen ëm d'Problemer vun de Leit hei am Land këmmeren." Dorëms geet et an dorëms geet et och eiser Fraktioun, datt mer neit Vertrauen an d'Politik kréien, datt mer neit Vertrauen an d'Institutioune kréien. An duerfir muss an eisen Aen och de Wieler deemnächst eng Kéier d'Wuert kréien, well hien et muss sinn, deen dat Vertrauen do nei verdeelt.

An deem Sënn hate mir den 13. Juni hei eng Motioun abruecht am Parlament, wou et eis eigentlech drëms gaangen ass, fir ze soen: „Kommt, mir zéien elo dee Schlussstréch do ënnert déi Affären a kommt, mir zéien och e Schlussstréch ënnert de politesche Stëllstand a mir trauen eis, en Neiufank ze maachen!" Mir wollten deemools, mir hunn dat gefrot, d'Demissiouun vun der Regierung. Déi Motioun ass hei leider net duerchgaangen.

Mir mengen zwar, dat eis Argumenter, déi mer deemools haten, eigentlech duerch dee Rapport nach confirméiert goufen a bekräftegt goufen. An dobäi ass jo awer nach en neie Fait derbäikomm, nämlech, datt ee muss feststellen, datt dës Regierung keng Majoritéit méi huet, datt d'Regierungsmajoritéit zu deem Rapport eng aner Vue huet. An et ass net, datt ee sech enthalen huet an deen aneren huet derfir gestëmmt. Deen een huet derfir gestëmmt an deelt alles dat, wat am Rapport steet, deen aneren huet dergéint gestëmmt a mengt, wéi mer dat haut och leider nach eng Kéier hu missen héieren, datt d'Responsabilitéiten an deem Rapport komplett falsch verdeelt wären an datt et quasi d'Kontrollkommissiouun wär, déi méi do zum Onwee gemaach hätt wéi de Premierminister.

A mir hunn eng Ausso vun der LSAP mëttlerweil, déi awer och kloer gesot huet, datt et zu engem Neiufank muss kommen, déi Neiwahlen net méi wëllt ausschléissen. An et huet ee jo wierklech d'Impressioun, datt op d'mannst déi Partei schonn amgaangen ass, sech dorobber ze preparéieren.

Also hu mer haut eng Regierung, déi net méi opgrond vun enger Majoritéit kann handelen, déi also handlungsonfäeg ass. Dat, nach eng Kéier derbäi, léisst ee wierklech zu därselwechter Schlussfolgerung kommen, datt et héich Zäit wär, fir de Wee fräi ze maachen an de Lëtzebuerger d'Wuert ze iwwerginn.

Mir hate gehofft, datt de Statsminister haut a senger Deklaratioun e Wuert géif soen iwwer seng Responsabilitéit. En huet eigentlech sämtlech Responsabilitéit ofgelehnt. Weder iwwerhëlt en déi objektiv nach déi subjektiv. En huet erklärt, firwat en dat aneschters géif mengen. En hat gemengt, net musse selwer d'Konklusiounen dorauser ze zéien an dat dem Parlament ze iwwerloossen.

Meng Fraktioun hat den 13. Juni schonn eng deementspriechend Motioun hei abruecht. Mir wëllen net nach eng Kéier déiselwecht hei abréngen, well soss op eemol géif dat jo och ridicule ginn. Ech weess awer, datt d'Kolleege vun deene Gréngen an aner Fraktiounen eng Motioun hunn, déi mir wäerte mat ënnerstëtzen, wann et dann dozou wäert kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun, mat hire Vertrieder, ass an déi Kommissiounsaarbechte vun der Enquêtëkommissiouun ouni virgefaasste Meenung eragaangen. Si ass an déi Sitzung eragaangen, ech selwer hunn déi Presidentschaft och an deemselwechte Geescht iwwerholl, ouni an eng Oppositiounslogik ze verfalen - d'LSAP ass net an der Oppositioun -, ouni awer och ze mengen, et wär ee coûte que coûte un eng sougenannten „Koalitiounsraison" gebonnen. Et ass eis drëms gaangen, dass mer eng objektiv, eng propper Aarbecht an där Enquêtëkommissiouun gemaach kréien an dass mer herno och sachlech Konklusiounen zéien.

Ech soen als President Merci fir dat Vertrauen, wat mer all d'Memberen, mengen ech, vun der Kommissiouun bis zum Schluss entgéintbruecht hunn. Ech hat déi net ëmmer agréabel Aufgab, no de Huis-clos-Sitzungen ze probéieren eppes ze soen, ouni awer ze vill ze soen am Numm vun der Kommissiouun. An ech hu probéiert, dat esou richteg an esou objektiv wéi méiglech ze maachen. Merci also fir dat dote Vertrauen, wat Der mer entgéintbruecht hutt.

Konklusiounen zéie wëlle mer, dat schreift d'Gesetz eis vir. D'Fro vun der legislativer Aarbecht, deene Reformen, déi musse gemaach ginn, an d'Fro natierlech och vun de Responsabilitéiten, déi sech dann am konkrete Fall stellen.

Mir waren eis alleguerten eens bis hin zur Persoun vum Premierminister, dass mer missten eng Enquêtëkommissiouun maachen, dass mer missten op dat ganz staarkt a seelent Instrument vun enger parlamentarescher Enquête zréckgräifen, well mer der Meenung waren, dass mer et hei mat engem politeschen Dossier ze dinn hunn, deen net en einfachen Dossier ass, dee vu senger Envergure hier, wéi se deemools ze erkenne war - an déi Envergure ass och méi grouss ginn am Laf vun eiser Enquête -, et verlaangt, dass d'Chamber sech intensiivst domadder befaasst, well hei grav Dysfonctionnementer an engem sensibelen, an engem wichtege Service vum Stat festgestallt si ginn. An déi Lëscht vun deenen Dysfonctionnementer ass en cours d'enquête nach weider an d'Luucht gaangen.

Wann ech de Premier virdrun a senger Explikatioun héieren hunn, hat ee bal den Androck: „Alles ass an der Rei. Reformen hate mer souwisou wëlles. Wat virkomm ass, mäi Gott, do hunn ech déi néideg Reaktioune gewisen." E freet sech, firwat mer kéinten zu där geckeger Iddi kommen, fir eng Enquêtëkommissiouun dozou hei anzesetzen!

Ech mengen also schonn, dass een net kann einfach mat engem Wësch all déi fundamental Froen, déi sech awer hei stellen, déi Ablécker, déi mer kritt hunn a wierklech e schlechte Fonctionnement während laange Jore vun engem sensibele Service vun dësem Stat, dass mer dat klengriede kënnen an u sech och déi ganz Diskussiouun hei op eemol verlagert kréien op d'Roll vun der parlamentarescher Kontrollkommissiouun. Dat kann et net sinn!

Mir hunn eis och kritesch domadder beschäftegt. A mir hunn eis och hei kritesch an der Debatt domadder ze beschäftegen. Mä eng Konfusioun ze maache vun der politescher Responsabilitéit vun der Exekutiv, hei an der Persoun vum zoustännege Minister, dem Statsminister, fir eng Verwaltung, déi net esou fonctionnéiert huet, wéi dat hätt misse sinn, an enger Kontrollfonctioun vun engem Parlament, déi vläicht net zu honnert Prozent esou duerchgefouert ginn ass, wéi et hätt kënne sinn, dat ass eng Vermëschung vu Responsabilitéiten, déi ee menger Usiicht no net däerf maachen a wou mer eis eigentlech och an der Kommissiouun eens waren, dass déi Responsabilitéiten do sech awer op verschidden Niveauen ofspillen, ouni déi eng ganz wëllen ewechzeleeën.

Reforme si wichteg. Ech wëll duerfir awer op dee Punkt och agoen, dass mer eis net nëmmen op déi Fro vun de politesche Responsabilitéiten hei beschränken. D'Aarbechte ware vill

méi vast, an déi Debatt hei verdéngt et eigentlech och, méi breet ausgeluecht ze ginn, wat déi Ausriichtung ugeet. Eis ass et dréms gaangen, dass mer och relativ schnell do Neel mat Käpp maachen.

Iwwer eng Reform vum Service de Renseignement ass net nëmme virun 2004 ellelaang während laange Joren diskutéiert ginn, mat ganz grousse Pausen dertëschent, mä och zënter 2004 ass schonn zënter e puer Joer gewosst, dass do munches net esou leeft wéi et soll lafen. Duerfir huet de Premierminister, denken ech och, d'Kontrollkommissioun domadder befaasst, fir emol e Rapport ze maachen iwwert déi Aktivitéite vun deem Service, iwwert de Fonctionnement vun deem Service.

D'Commission de contrôle huet profitéiert, fir eng Rei vu Reformvirschléi der Regierung ze ënnerbreeden. An duerfir wëlle mir och elo, dass mer net méi laang Zäit verléieren, dass mer zumindest dee Volet vum Contrôle parlementaire, wou d'Schwaachstellen an den Texter an an der Praxis kloer gi sinn, dass mer dee Volet esou schnell wéi méiglech kënnen ëmänneren an dass dat net erakënnt an déi ganz méi breet Diskussioun iwwert d'Neiausriichtung vun de Missioune vum Service, vun den Operatiounen, vun den Operatiounsmëttel vum Service.

An duerfir hu mer an enger vun de leschte Kommissiounssitzungen décidéiert, dass ech den Optrag géif kréien, fir eng Proposition de loi auszeschaffen, déi d'Gesetz vun 2004 iwwert de Service de Renseignement ëmännert op deene Punkten an deenen Artikelen, déi sech eleng mat dem Contrôle parlementaire befaassen.

Do si mer eis eens ginn, dass mer éischtens géifen d'Kompositioun ännere wëlle vun där Kommissioun, dass u sech d'Fraktiounen an d'Groupes techniques an Zukunft sollen dra vertruede sinn - dat heescht, also méi eng breet Zesummesetzung maachen - an dass d'Fraktioune sollen déi Deputéierten eraussichen, déi an hiren Aen am meeschte gerüst sinn, am meeschten apte sinn, am meeschten Zäit och a Wësse kënnen investéieren, fir déi Kontrollaarbecht do ze maachen. Dat ass ee wichtege Punkt, dee mer zréckbehalen hunn.

Mir hunn och zréckbehalen, dass mer wéilten déi Experten, op déi d'Kommissioun kann zréckgräifen, d'Kontrollkommissioun, dass d'Kommissioun och an Zukunft kann deene speziell Missioune ginn, fir och speziell Kontrolle kënnen am Service selwer auszeféieren. Dat kënne Politiker ganz schlecht maachen. Dat kënnen nëmmen Experte maachen, déi en Know-how och hunn, wéi e Service vu banne fonctionnéiert. Dat schéngt mer e ganz wichtege Punkt ze sinn.

Da leeë mer nei fest d'Organisatiounsflicht, déi besonnesch den Direkter vum Service, mä och den zoustännege Minister par rapport zu der Kontrollkommissioun hunn, a mir féieren och en neien Delikt an, eigentlech fir de Fall, wou wëssentlech géife wichteg Informatioune vum Direkter der Kontrollkommissioun net zougestallt ginn.

2. Dépôt d'une proposition de loi

Dat sinn also déi Ännerungen, déi mer hei proposéieren. Déi foussen op engem Avis juridique, deen d'Kontrollkommissioun selwer virun enger Rei vu Méint an Optrag ginn huet. Ech hu probéiert, dat an en Text ze faassen. Dat huet och Ënnerschréfte fonnt vun alle Parteien a Sensibilitéiten, déi an der Enquêtëkommissioun vertruede sinn. Ech géif dann och hei profitéieren, fir am Numm vun all deenen, déi mat hei ënnerzeechent hunn, déi Proposition de loi, wat d'Deelreform vum Gesetz vun 2004 ugeet, och hei beim Chamberspresident ze deponéieren.

6589 - *Proposition de loi modifiant 1. la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État; 2. l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle.*

3. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (suite)

Ech wëll och net op den Detail agoen - de Premier huet dat gemaach. Ech weess, wann d'Leit de Rapport net gelies hunn, ass et immens schwéier eigentlech och dobaussen, dat ass kloer, sech e Bild iwwert déi ganz Situatioun ze maachen. Duerfir wëll ech och net op déi eenzel Punkten am Detail agoen.

Ech wëll e puer Saachen awer kloerstellen, well ech och gemierkt hunn, dass an der Opinion publique, wat d'Aarbechte vun eiser Enquêtëkommissioun ugeet, gewëssermoossen eng Confusioun oft bestanen huet, oft geschürt och nach ginn ass vu baussen. Dat hei ass eng Enquêtëkommissioun gewiescht iwwert de Fonctionnement vum Service de Renseignement, vun 1960 u bis haut, mat natierlech engem Fokus op dat besonnesch, wat déi lescht Joren an deem Service do fonctionnéiert oder och net fonctionnéiert huet.

Et war keng Enquêtëkommissioun iwwert de Bommeleeër, fir dat kloerzemaachen. An dat wollte mer och ni sinn. Mir si souwisou duerch d'Gesetz gehalen, ganz strikt ze fueren. A mir waren oft do no un de Grenzen. Vläicht souguer heiansdo driwwer, iwwert deem, wat mer eigentlech hätten däerfte nofroen. Mir waren eis awer bewosst, dass dobausse kee verstanen hätt, wa mer op eemol all kriddeleg Fro praktesch net méi zougelooss hätten.

Wichteg war et, dass ee muss wëssen, dass mer eigentlech, soubal iwwer iergendee Fait d'Justiz enquêtéiert, no eisem eegene Gesetz vun den Enquêtëkommissiounen, déi Kommissioun net däerf weider parlamentaresch enquêtéieren op deeneselwechte Faiten. Mir konnten also an all deenen dote Froen, an dat sinn der méi ginn an der Zäit... Well, bal war e Fait bekannt, hu mir probéiert drop ze schaffen, huet natierlech och d'Justiz, de Parquet en Dossier drop ugefaangen. A scho war eigentlech eis Méiglechkeet, fir weiderzegoen, erëm an engem gewëssene Mooss beschränkt.

Esou dass ech mengen, dass mer esou wäit komm sinn, wéi mer konnte komme mat deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, mat deene gesetzleche Virgaben, déi mer och hunn. An duerfir ass et och richteg, dass mer elo de Moment eigentlech gesicht hunn, fir elo zu engem Ofschloss ze kommen. Och wa mer sécherlech net an all Fro bis an de leschten Detail konnte goen, esou gëtt dat Ganzt awer, wat elo virläit, e Gesamtiwwerbléck, deen et méiglech mécht, eng politesch an eng legal Appréciatioun vun der Situatioun ze maachen, wat, wéi gesot, den Objet vun eiser Kommissioun ugeet.

Als LSAP wëlle mer ganz kloer, dass d'Justiz elo och dee Relais iwwerhëlt vun där Enquêtëkommissioun, dass d'Justiz, och wann elo d'Scheinwerfer vun der Aktualitéit net méi vläicht esou an deenen nächste Wochen op déi doten Affäre geluecht sinn, dass d'Justiz normal hir Enquêtë weiderféiert a se och bis zum Enn féiert.

Ech mengen, et géif kee verstoen, wa mer an engem Joer hei géifen zesummesëtzen an et géif erauskommen: „Majo déi Enquêten, déi lafen nach alleguer." Et ass also wichteg, dass also eng propper Aarbecht och gemaach gëtt op all deenen Dossieren, wou elo Enquêten opgemaach gi si respektiv wou Enquêtes préliminaires vum Parquet ordonnéiert gi sinn.

A wou ebe Prescriptioun ass, muss klasséiert ginn. Dat kann een net zefriddestellen. Dat kann ee sécherlech net zefriddestellen, mä et ass e Fait, dass eng Rei vu Faiten esou wäit zréckleien, dass et schwiereg wäert ginn eigentlech fir d'Justiz, do voll kënnen op deene Punkten ze enquêtéieren, obwuel - obwuel! - wahrscheinlech duerch eng Rei vu falschen Zeienaussoen, déi manifestement gemaach gi sinn, während eise séllechen Enquêten, déi mer gemaach hunn, e puer vun deene Faiten, déi eigentlech prescrivéiert sinn, kënnen erëm opliewen duerch eventuell Plainten an Enquêten, déi gemaach gi wéinst faux Témoignage.

Et ass also méiglech, dass awer eng Rei vu Saachen trotzdeem nach ganz un d'Wourecht (veuillez lire: Licht) wäerte kommen, opgrond vun elo widdersprëchlechen Aussoe vu Zeien, déi ënner Eed alleguerten ausgesot hunn, a wou manifestement also Indizien do sinn, dass Meeneeder an enger ganzer Partie Fäll hei am Laf vun deenen Enquête vun eiser Kommissioun gemaach gi sinn. A selbstverständlech ginn all déi doten Dossiere weidergereecht un de Parquet. Et sinn der zu engem groussen Deel schonn en cours vun eisen Aarbechte gemaach ginn.

De Rapport vun dëser Enquêtëkommissioun ass an eisen Aen dat virleefegt Enn vun der Missioun vun dëser Enquêtëkommissioun, mä am Endeffekt muss d'Chamber dat nach en plénière constatéieren oder décidéieren, mä awer net en Enn vum Suivi vun den eenzelnen Dossieren, déi um Geheimdéngscht hänken. Ech mengen, d'Kontrollkommissioun soll weiderschaffen. Déi huet entre-temps och, mengen ech, e ganz flotten Aarbechtsrhythmus kritt an huet sech eng Aarbechtsmethod ginn, déi wierklech weist, dass do och kann eng incisif Aarbecht gemaach ginn.

Mir wëlle jo, dass hir Befugnisser nach méi breet ginn, dass se aner Méttele kritt, dass och déi Leit, déi hinne mussen zouschaffen, och déi Obligatioun gesetzlech verankert kréien, dass se all déi Informatiounen, déi se hunn, och iwwer Dysfonctionnementer, mussen direkt un déi Kontrollkommissioun weiderreechen. Also e wichtegt Instrument bleift d'parlamentaresch Kontrollkommissioun an där aler wéi dann an där neier Form.

Déi normal parlamentaresch Kontroll spillt natierlech och; all Méttelen, déi en Deputéierten huet, fir ze probéieren, Drock op eng Regierung ze maachen, Saachen erauszefannen. Selbstverständlech huet all Deputéierten, all Fraktioun huet déi dote Méiglechkeet och an Zukunft zur Verfügung.

A virun allem awer, mengen ech, muss ee sech seriö - an do ass och vill Zäit vergaangen, an dat hätt och eng Regierung kënne schonn am Virfeld maachen - sech seriö mat deenen alen Archiven ofginn. Et ass jo awer gewosst, dass déi Archiven do bestinn. Sécherlech weess net jiddwereen am Detail, wat do dran ass. Ech war ganz erstaunt, dass e fréieren Direkter, den Här Hoffmann, hei ënner Eed ausgesot huet, hie wär ni an deem Archiv gewiescht, a bal gemengt, e kéint net genau soen, wat an deem Archiv do eigentlech läit. Dat fannen ech awer fir een, dee ganz laang Joren Direkter war vun enger dach klenger Verwaltung, zumindest eng ganz erstaunlech Ausso, déi een do huet missen héieren.

Et bleift, dass mer un déi Archive mussen erugoen. Déi al Archiven, déi, dat muss ee wëssen, och nach haut sporadesch vum Service consultéiert ginn. An do stellt sech d'Fro, ob déi Archiven net och misste legaliséiert ginn iwwer Règlement grand-ducal. Esou wéi een déi informatesch nei Datebank muss legaliséieren.

An deem Règlement grand-ducal kéint een och da spezifesch Regele fir deen doten alen Archiv virgesinn, dee mer jo wëllen transferéiert hunn an eis Nationalarchiven, mat engem Expertegrupp, dee sech da soll mam Inhalt vun deenen Archiven do ofginn. Selbstverständlech awer ëmmer erëm garantéiert, dass all déi Leit, déi eng Nofro hunn, ob se an deem Archiv dra sinn, ob se an deem Fichier dra sinn a wat iwwer se drasteet, selbstverständlech musse permanent kënnen den Accès zu hiren eegenen Donnéeën hunn, wéi mer dat och probéiert hunn iwwert déi lescht Méint esou duerchzezéien, bis hin zu dëser Woch, wou mer och nach eng Kéier eng Descente an déi al Archiven haten, fir eben, wéi gesot, esou Demandë kënnen nozekommen.

An d'Vigilance vum Parlament däerf an deem doten Dossier och no där heiter Debatt an eisen Aen net noloossen, och wann een dem Service de Renseignement muss eng Chance fir en neie Start ginn. De Service de Renseignement brauch eng Chance fir en neie Start. Mir sinn der Meenung, déi Direktioun, déi momentan en place ass, déi schéngt eis - bon, wie leet haut nach d'Hänn an d'Feier - uerdentlech ze sinn, kompetent Leit ze hunn, déi dat do wëllen och no rechtsstaatleche Prinzipie géréieren. An et muss een, mengen ech, deenen och eng Chance ginn, dass deen dote Service kann och an Zukunft normal seng Aarbechten erëm maachen. Wat sécherlech a leschter Zäit garz schwéier war. Wat awer net elo d'Schold vun der Enquêtëkommissioun ass, denken ech.

Eis Enquête huet eis en Abléck ginn an déi eenzel verschidde Perioden eigentlech och vun der Aarbecht vun deem Service de Renseignement. D'Ufankspériod 1960, e ganz rudimentäre Gesetzestext, wou eigentlech de Statsminister grousse Meeschter war iwwert dat Ganzt, alles organiséiert huet, guer keng Regel praktesch dra war, guer keng Kontrollmechanismen eigentlech virgesi waren. Eng Missioun, déi allerdéngs deemools eigentlech méi enk gestréckt war, wéi déi vum Gesetz vun 2004, well se ausschliesslech op d'Sécurité extérieure vu Lëtzebuerg ausgeriicht war.

An do kënnt eben, mengen ech, och den Haaptproblem hier. Wann een déi Aarbecht kuckt, déi vun 1960 gemaach ginn ass bis 2004, besonnesch an de 60er, 70er bis an d'80er Joren déck eran, dat war - dat schéngt deen ale Fichier ze beleeën - u sech awer eng Aarbecht, déi sech nëmmen deelweis am legale Kader beweegt huet. Well awer kloer ginn ass duerch déi Nofroen, déi komm sinn, duerch déi Stéchprouwen, déi gemaach gi sinn, dass eng ganz Rëtsch vu Fichieren drop hiweisen, dass mer de Kader vun der Sécurité extérieure vu Lëtzebuerg, wat d'Observatioun an de Fichage vun eenzelne Leit ugeet, iwwerschratt hunn. Esou dass mer do scho wierklech am Beräich vum klassesche Verfassungsschutz dra sinn, wat eigentlech 1960 keng vun de Missioune vun dem Service de Renseignement war.

Doniewent ass et sengerzäit nach keen Artikel am Code d'instruction criminelle ginn, deen eng Prozedur regelt, fir Kommunikatiounen ofzelauschteren. Mir wëssen awer, dass dat monter gemaach ginn ass, och während där doter Zäit. D'Bréifgeheimnis ass net respektéiert ginn. D'Télefonsgeheimnis ass och net respektéiert ginn. An et ass keng legal Basis ginn, fir dat ze maachen, well mer u sech just den Artikel vun eiser Verfassung hunn, dee seet: «Le secret des lettres est inviolable.» Est inviolable!

Dat heescht, et ass fir mech relativ kloer, mä dat schéngt och bis dato vill Leit net opgereegt ze hunn, dass, wann een elo kuckt einfach, obwuel mer déi dote Period net am Detail studéiert hunn, dass awer esou munches, wat während deene Jorzéngten do gelaf ass, ausserhalb vum legale Kader gelaf ass, ouni gesetzlech Ofsécherung gelaf ass a sécherlech zu engem gudden Deel och contraire war zur Verflichtung, déi Lëtzebuerg agaangen ass an internationale Konventiounen - an notamment an der Europäescher Mënscherechtskonventiouun, déi net eréischt zënter e puer Joer besteet, mä eigentlech déi scho laang Jorzéngten a Kraaft ass -, déi hätt eigentlech och misse vun deem fréiere Service de Renseignement respektéiert ginn.

Esou dass een also muss soen, dass déi ganz Period net zefriddestellend ass, quitte dass déi, historesch gesinn, an enger Atmosphär vum Kale Krich ofgelaf ass, esou dass mer sécherlech eis Beuerteelung haut misste maache vläicht mat engem anere Brëll, wéi deem vun haut. Mä et bleift awer, dass do Saache geschitt sinn, déi eigentlech och deemools hätte misse méi schockéieren, wéi se effektiv schockéiert hunn. Déi deemools net richteg waren, a se si sécherlech mat der Zäit net méi richteg ginn, wann ee se duerch de Brëll vun haut kuckt.

Et ass och an der Vergaangenheet iwwer radikal Léisungen diskutéiert ginn. Effektiv, an der Period `74-`79 - de Premier hat et bei enger anerer Debatt lei ervirgehuewen - war am Regierungsprogramm dran - dat war déi Koalitioun ouni d'CSV -, do war am Regierungsprogramm dran, dass de Service de Renseignement sollt ofgeschaaft ginn. Dat war eng Fuerderung vu menger Partei. Mä Dir hutt och virgelies, wéi eis europäesch Verbündeten a besonnesch wéi d'NATO op dee Virstouss, dee probéiert gi war - dee probéiert gi war; et ass net, dass gesot ginn ass: „Dat do maache mer net.", et ass probéiert ginn. -, mä et hätt praktesch kënnen zum Ausschloss vu Lëtzebuerg aus der NATO féieren, wa sengerzäit déi Regierung Thorn/Vouel respektiv Thorn/Berg daf do duerchgefouert hätt. An esou huet déi Regierung dovunner ofgesinn, fir dat doten ze maachen. An de Courage, fir op en anere Wee ze goen, e schwierege Wee, fir u sech déi Fonctioune vum Service de Renseignement deelweis an d'Police ze integréieren, dee wollt eigentlech sengerzäit kee richteg goen. Esou dass dee Versuch deemools gescheitert ass.

Vu Reforme gëtt laang geschwat, an nach méi laang, wéi de Premier dat elo a senger Äntwert ugedeit huet. Ech hunn do an engem Koalitiounsaccord vu `94 eng Referenz fonnt op en Avant-projet de loi vun 1992. Dat war nach de Jacques Santer. En Avant-projet vun 1992, dee sollt d'Basis sinn da fir Diskussiounen a sollt zu enger Reform féieren. Mir wëssen, dass déi Reform, wéi gesot, net `94 komm ass, och net an där Period komm ass, mä zum Schluss vun der Period drop, 2004.

Also, Fakt ass, dass u sech zwielef Joer laang - zwielef Joer laang! - gewosst war, dass eng Reform misst kommen, an zwielef Joer gebraucht ginn ass, fir dass e Gesetz do war. An et war sécherlech net dee schappege Minister vun der Force publique, dee mat engem Bréif vun dräi Säiten, deen en deemools selwer verfaasst hat - duerfir huet en eng relativ gutt Erënnerung nach un deen dote Bréif -, dat ganz opgehalen huet. Et war net en anere sozialistesche Minister. Et war nämlech den Här Fischbach, deen och als Justizminister ähnlech Bedenken hat, wéi deemools de Force-publiques-Minister.

Mir hunn eigentlech awer, Här Statsminister, ni driwwer diskutéiert. Dee Projet ass esou sang- und klanglos, wéi en op den Ordre du jour komm war, vum Regierungsrot erëm eng Kéier, opgrond vun deem Courrier vun zwee Ministeren, erëm erofgeholl ginn. An et huet, wéi gesot, da bis déi Period drop gedauert, bis en dann an enger anerer Form, émgeännerter Form, dann, ech mengen, 2003 op den Instanzewee geschéckt ginn ass. A kuerz virun de Wahlen, déi lescht Woch virun de Wahlen 2004, wou natierlech och d'Kompromissbereetschaft fir Amendemente ganz kleng war - dat kenne mer -, ass en dann och vun der Chamber gestëmmt ginn, mat de Stëmme vun CSV, DP an der ADR.

Et kann een also soen, dass do déi Reform net ganz ausgeprägt war, soss hätt et sécherlech net esou laang gedauert. A wat mech wierklech méi stéiert - an de Premier weess, dass dat e bësse mäin Dada ass -, et ass effektiv eng Fro, déi mer 2004 wierklech vill diskutéiert haten, wou jo anscheinend dann och awer d'Kontrollkommissioun dat Joer drop higewisen huet.

Dat heescht, d'Ausféierungsbestëmmungen, wat d'Rechter vum Bierger par rapport zu där Datebank vum Service de Renseignement ugeet, dass déi ni geholl gi sinn, dass se bis

I-2012-O-M-4470-01 (2426

Dépôt : M. Serge Urbany
10.07.2013

Motion

La Chambre des Députés

- Vu le rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat ;

- Revu les débats et propositions antérieures sur l'utilité d'un service de renseignement ;

- Constatant l'espionnage politique exercé systématiquement par le Service de Renseignement au moins jusqu'en 1996 ;

- Considérant les graves dysfonctionnements réels et d'ordre structurel du Service de Renseignement constatés par la Commission d'enquête parlementaire ;

- Considérant toutes les difficultés éprouvées en pratique d'un véritable contrôle parlementaire;

- Considérant que le monde du renseignement est par définition celui du secret et de la dérogation au droit commun ;

- Considérant que les activités de renseignement se déroulent non pas dans le domaine de la prévention pénale mais dans celui des opinions et des tendances (« Gesinnungsschnüffelei ») ;

- Considérant que les infractions pénales appartiennent au domaine de la police et des tribunaux ;

- Considérant que la police dispose également déjà de toutes les bases légales pour accomplir ses tâches de protection de la population contre des menaces éventuelles ;

- Considérant que l'étude et la recherche des évolutions de la société sont à faire par des organismes publics de niveau universitaire travaillant avec transparence ;

- Concluant qu'un service de renseignement est par essence un corps étatique étranger au concept de la démocratie dont les caractéristiques essentielles et principales sont la transparence, les mécanismes de contrôle et la protection des droits individuels;

Invite le Gouvernement

à légiférer dans le sens de l'abolition du Service de Renseignement de l'Etat

(S. Urbany)

Pour appui : Claude ADAM

pour appui : GIRA C.

Aucun support électronique n’est disponible pour ce document.

I-2012-O-M-4472-01 (2428)
Dépot : M. Alex Bodry
10.07.2013

2

Motion

La Chambre des Députés

- considérant les conclusions et recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat du 5 juillet 2013 ;
- considérant que la responsabilité objective du Premier Ministre, Ministre d'Etat est engagée du fait de divers dysfonctionnements graves apparus au sein du Service de Renseignement de l'Etat, notamment durant la période 2004-2008 ;
- considérant que le rapport fait également état de certaines omissions du Ministre d'Etat qui engagent sa responsabilité politique subjective ;
- considérant que ces constatations ne sauront rester sans conséquences directes au niveau des responsabilités ;
- considérant les explications fournies par le premier Ministre lors des débats parlementaires.

Invite le Gouvernement

- à mettre en pratique les recommandations formulées dans le rapport de la Commission d'enquête ;
- en ce qui concerne le Premier Ministre, à assumer pleinement la responsabilité politique des dysfonctionnements graves constatés ;
- à demander au Chef de l'Etat de procéder à la dissolution de la Chambre des Députés et à l'organisation d' élections législatives anticipées dans le délai légal de trois mois.

A. Bodry

C. Haagen

M. Angel

I-2012-O-M-4473-01 (2429)

Luxembourg, le 10 juillet 2013

Dépôt : M. Felix BRAZ

3

MOTION

La Chambre des Députés,

- considérant le rapport de la Commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'Etat adopté le 5 juillet 2013 ;

- considérant que la Commission d'enquête conclut dans son rapport *« [...] que M. le Premier Ministre, en tant que supérieur hiérarchique du service de renseignement, avait une emprise limitée sur son service. Il a omis de continuer les irrégularités présumées des opérations entreprises par le service à la commission de contrôle parlementaire, voire aux autorités judiciaires. » ;*

- considérant que la Commission d'enquête en vient à conclure *« [...] que la responsabilité du Ministre d'Etat est engagée. » ;*

- considérant que le respect de l'Etat de Droit, la séparation des pouvoirs ainsi que le bon fonctionnement et l'indépendance des institutions constituent les valeurs sur lesquelles est fondé le Grand-Duché de Luxembourg ;

- considérant qu'il ressort du rapport de la Commission d'enquête sur le Service de renseignement de l'Etat que ces valeurs n'ont pas toujours été respectées dans l'action, la direction et la gouvernance politique du SREL ;

- consciente que la confiance des citoyennes et citoyens dans les institutions de notre pays a été mise à mal au cours des derniers mois ;

- soulignant que la responsabilité politique doit être assumée dans l'intérêt de nos institutions et dans le respect des principes démocratiques ;

- considérant que les institutions démocratiques du pays doivent être fortes et déterminées pour faire face aux défis de taille auxquels le pays se trouve confronté sur le plan économique et social ;

retire sa confiance au Premier Ministre, Ministre d'Etat, chef du Gouvernement, et l'invite à assumer les conséquences personnelles qui s'imposent.

Felix Braz *Claude Meisch* *Gast Gibéryen* *Serge Urbany* *François Bausch*